



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

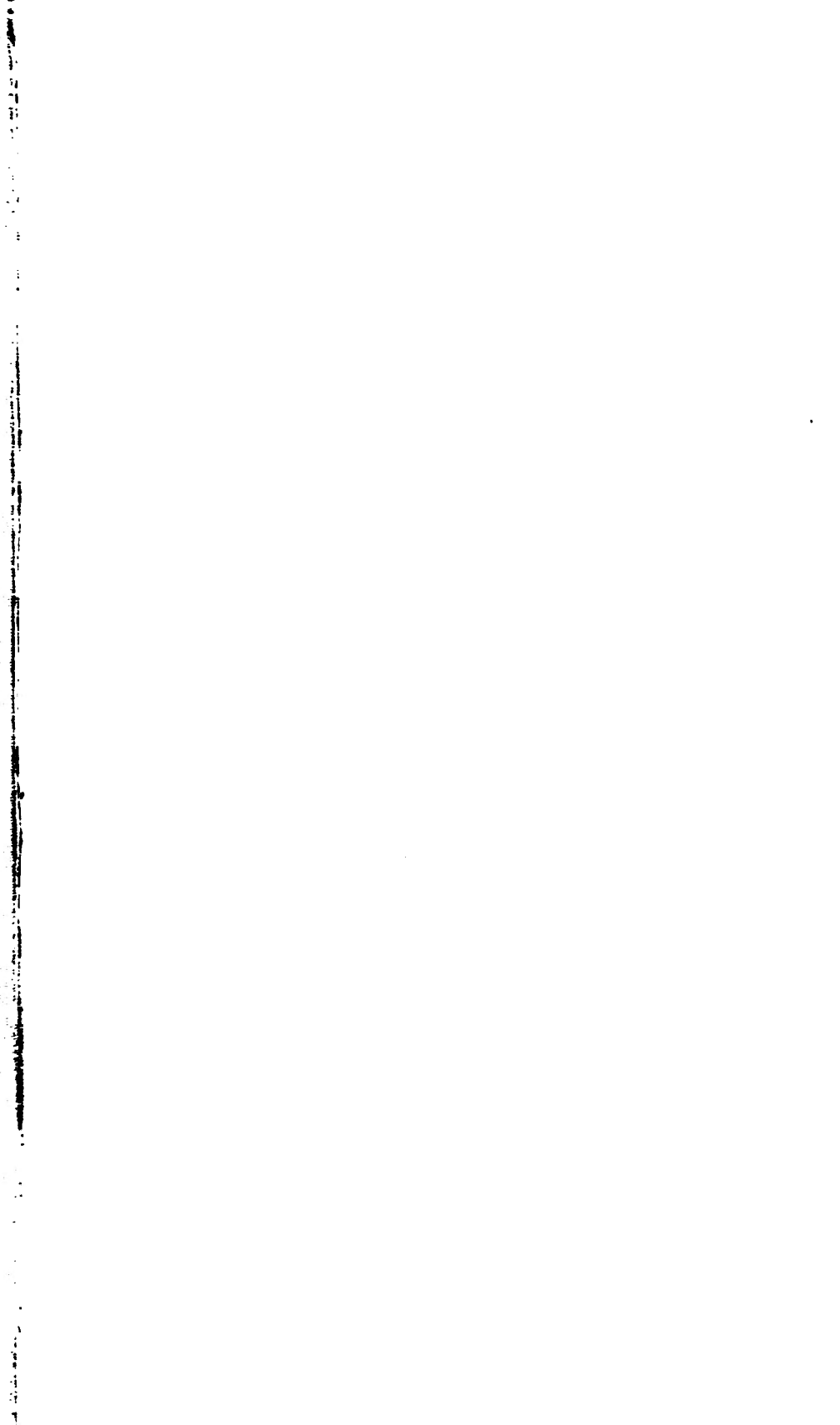
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



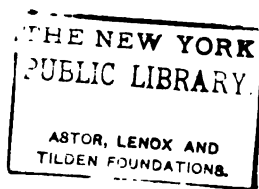


Lules de Gours

HISTOIRE
COMPLÈTE
DE BORDEAUX

PREMIÈRE PARTIE. — TOME 1^{er}

1^{re} ÉDITION





HISTOIRE COMPLÈTE DE BORDEAUX

PAR

M. l'abbé PATRICE-JOHN O'REILLY

CHANOINE HONORAIRE,
LICENCIÉ ÈS-LETTRES, CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
POUR LES TRAVAUX HISTORIQUES,
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DES SCIENCES,
BELLES-LETTRES ET ARTS DE BORDEAUX,
DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST (À POITIERS),
DE LA COMMISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES DE LA GIRONDE, ETC.

PREMIÈRE PARTIE. — TOME 1^{er}

1^{re} ÉDITION

Non modo casus et eventus rerum, sed ratio
etiam, causæque noscantur.

TACITE.

Historia testis temporum, lux veritatis, vita
memoriæ, magistra vitæ, nuntia vetustatis.

CICÉRON. (*De Orator.*)

BORDEAUX

CHEZ J. DELMAS, IMPRIMEUR,

Éditeur et propriétaire de l'ouvrage,

RUE SAINTE-CATHERINE, 439,

Et chez les principaux Libraires de la ville.

PARIS

CHEZ FURNE, LIBRAIRE,

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45,

DIDIER, quai des Augustins, 35.

1857

Jules de Serres

Tout exemplaire de cet ouvrage qui ne sera pas revêtu de la signature de l'auteur, sera réputé contrefaçon, et poursuivi; ainsi que le vendeur, selon les lois.



Comme il s'agit, dans quelques chapitres de cet ouvrage, de matières religieuses, l'auteur déclare qu'il soumet respectueusement à la sainte Église catholique, apostolique et romaine, mère et maîtresse de toutes les Églises, et à ses Supérieurs ecclésiastiques, tout ce qui a émané et qui émanera de sa plume, se déclarant prêt à condamner tout ce qu'ils y trouveront de condamnable, et à corriger tout ce qui leur paraîtra inexact ou répréhensible.

ERRATA.

- Page 7, ligne 26, au lieu de : *les notices*; lisez : *la notice*.
Page 102, ligne 5 de la note : *saint Orientalis*; lisez : *Orientalis*.
Page 225, ligne 22 : *cette partie à*; lisez : *cette partie de ses états à*.
Page 273, ligne 2 : *moins indulgent*; lisez : *plus indulgent*.
Page 326, ligne 8 de la note : *sed quæ*; lisez : *sed olet quæ*.
Page 432, ligne 33 : *Édouard*; lisez : *Edmond*.
Page 433, ligne 28 : *impunément*; lisez : *inopinément*.
Page 439, ligne 9 : *germaine*; lisez : *germanique*.
Page 462, ligne 7 : *Édouard*; lisez : *Edmond*.
Page 479, ligne 15 : *le roi Jean*; lisez : *le roi Édouard*.

PRÉFACE.

Dans le mouvement intellectuel qui se fait remarquer en France, l'étude de l'histoire occupe une grande place : animé d'une louable curiosité, on s'est mis à fouiller dans le passé, pour arracher à l'oubli les événements qui ont eu lieu sur le sol de notre patrie, et pour les transmettre à la postérité avec les noms de nos devanciers qui se sont distingués par leur épée, leur éloquence, leur plume, leurs fautes ou leurs vertus. Toutes les villes ont leurs annales, toutes les provinces leur histoire : Bordeaux attend la sienne.

Plusieurs savants ont entrepris d'écrire les grands événements de notre histoire : leurs intéressants travaux sont arrivés jusqu'à nous ; mais bien d'autres ont reculé à la vue d'une œuvre si grandiose, si longue, si laborieuse : leur modestie a imposé silence à leurs talents et nous a privé du fruit de leurs incessantes et courageuses élucubrations.

Delurbe recueillit les anciennes *Chroniques* du pays, et leur ayant donné un ensemble et une forme chronologique, a conduit sa relation jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Darnal, avocat au Parlement, vers le milieu du XVII^e siècle, reprit ce travail et le continua jusqu'à son temps ; le jurat Poutelier lui succéda, et conduisit la *Chronique bordelaise* depuis 1620 jusqu'à 1671, époque où l'avocat Tillet se chargea de la continuer jusqu'au commencement du XVIII^e siècle.

Ces *Chroniques*, qu'on peut appeler les fastes originaux de notre histoire, ont les défauts de leurs siècles respectifs et de ce genre de composition ; elles ont le mérite inappréciable de nous avoir transmis, au milieu de beaucoup d'erreurs et de plusieurs détails inutiles, fastidieux ou peu importants, un grand nombre de dates certaines, les événements de la localité, des faits impor-

tants et mille circonstances qui, en dévoilant le passé, nous mettent sur la voie de la vérité et éclairent la marche de l'historien consciencieux.

Le savant principal du collège de Bordeaux au XV^e siècle, Élie Vinet, s'occupa aussi avec zèle de l'histoire locale ; c'est lui qui en posa la base, qui porta sur ces matières l'attention publique, inspira à ses contemporains le goût des études historiques ; c'est par suite de son exemple et de ses sollicitations que Delurbe entreprit la *Chronique*, et que ses successeurs l'ont continuée. Le discours de Vinet sur les antiquités de Bordeaux est un ouvrage d'une haute importance pour l'historien du pays, et qui décèle en lui le savant antiquaire, l'écrivain intéressant et l'ami de son pays adoptif (1).

Pendant que Darnal travaillait à la continuation de la *Chronique bordelaise*, Zinzerling vint séjourner quelque temps à Bordeaux ; c'était un savant antiquaire de l'Allemagne, qui voyageait en France et consignait dans ses tablettes, en latin, ses observations de touriste, sous le titre pseudonyme de *Jodoci sinceri itinerarium Galliae, cum appendice de Burdegala*, in-12. On y trouve des remarques ingénieuses et exactes, et une connaissance approfondie de l'histoire et des antiquités de notre ville ; l'*Appendice sur Bordeaux* contient des observations intéressantes (2).

Vers le milieu du XVII^e siècle (1651), le jurat Fonteneil fit paraître un ouvrage de circonstance, sous le titre de *Mouvements de Bordeaux*. C'est un travail précieux, où D. Devienne a puisé plusieurs récits pleins de charmes sur les troubles de la *Fronde* à Bordeaux ; mais, de tous les ouvrages qui ont paru sur ces *mouvements*, ou les guerres de la *Fronde* dans ce pays, celui de Lenet est, sans contredit, le plus intéressant. Lenet vint de—

(1) Vinet était natif de Viners, près de Barbezieux, en Saintonge.

(2) Ce savant philologue, Jean Zinzerling, publia son *Itinerarium* à Lyon, en 1612, et dans une seconde édition, en 1616, il fit insérer son *Appendix de Burdegala*, in-12. Après Lyon, Bordeaux était le lieu du monde qui lui plaisait le plus : *Excepto eo loco in quo hæc scribo, nescio quomodo, ille terrarum mihi præter omnes angulus ridet*. En écrivant son *Appendix sur Bordeaux*, il avait sous les yeux l'ouvrage de Vinet, et recevait de précieux renseignements sur notre cité de Florimond de Raymond et du fils de Gabriel Delurbe.

meurer à Bordeaux avec les princes de Condé, de Conti et la duchesse de Longueville, et il avait été lui-même l'un des plus actifs et des plus infatigables agents de ces personnages. Il raconte les événements dont il avait été le témoin oculaire et auxquels il avait eu part ; ce travail a été imprimé sous le titre de *Mémoires contenant l'histoire des guerres civiles des années 1649 et suivantes, principalement de celles de Guienne en 1729*, en deux vol. in-12.

Cet ouvrage n'est pas bien écrit ; mais, dans sa naïve simplicité, on remarque une impartialité au moins apparente, et des détails curieux et intéressants, dont on retrouve l'analyse substantielle dans D. Devienne.

Parmi les écrivains qui se sont occupés de Bordeaux, Vénuti peut réclamer avec raison une place distinguée. Ce savant numismatiste, l'ami de Montesquieu, nous a laissé six *Dissertations* sur des sujets de l'histoire locale, toutes pleines de recherches et d'intérêt. On assure que le célèbre auteur de *l'Esprit des Loix* faisait grand cas des connaissances et du talent de l'abbé Vénuti, et qu'il l'avait attiré à Bordeaux dans le but de l'engager à écrire l'histoire de cette ville, à laquelle il offrait de contribuer. Quel sujet de regrets pour les Bordelais, que l'amitié de Montesquieu pour ce littérateur italien ne nous ait pas valu l'histoire de notre cité !

Nous devons aussi à la savante plume de l'abbé Xaupi, doyen de la Faculté de Théologie de Paris, deux *Dissertations* sur certaines parties de notre histoire : on les consulte avec fruit. La première est sur *l'édifice de l'église de Saint-André (1781)*, in-8° ; la seconde concerne le *prétendu épiscopat de Gabriel de Grammont, élu évêque de Bordeaux par le chapitre, en 1529* ; elle fut publiée en 1750, in-4°. Elles méritent d'être lues.

On trouve beaucoup de recherches intéressantes sur les antiquités de notre ville, dans le *Vindiciæ pro Clemente V*, ouvrage publié en 1657, par M. de Labrousse ; mais, de tous ceux qui ont laissé des documents écrits sur Bordeaux, Lopes, chanoine de Saint-André, est le seul qui ait traité de l'histoire ecclésiastique d'une manière convenable. Quoiqu'il ait avancé des choses fausses et insoutenables sur la mission de saint Martial, sur l'antiquité

de l'église de Saint-André et sur quelques autres points de l'histoire locale, son ouvrage est plein de recherches curieuses et de documents d'un haut intérêt historique; il est intitulé : *l'Église métropolitaine et primatiale de Saint-André de Bordeaux* (1668); un volume in-4°.

L'infatigable et laborieux abbé Baurein nous a laissé plusieurs écrits sur Bordeaux et sur le pays bordelais; c'est un trésor précieux, où l'on trouve entassés pêle-mêle des objets sans valeur, avec des diamants bruts d'un prix énorme, mais qui auraient besoin d'être polis.

Une critique éclairée aurait retranché la moitié de ses détails : il manque chez lui ce vêtement de la pensée qu'on appelle *style* : il dit bien; mais il aurait pu en dire moins, et il aurait dû le dire mieux. On s'instruit en le lisant; mais sa prolixité verbeuse vous ennuie : il ne vise pas à plaire, il ignore l'art de donner un tour gracieux à sa phrase, il ne cherche qu'à vous apprendre ce que vous ignorez; il ne vous plaît pas, mais il vous intéresse. L'historien peut ne pas aimer Baurein comme antiquaire ou archéographe; mais il ne peut s'empêcher de le consulter, et ce sera toujours avec fruit. La critique le censure; mais quel est l'écrivain qui, ayant écrit sur quelques parties de notre histoire, n'ait pas voulu savoir d'avance ce qu'en pensait le modeste abbé Baurein? Il songeait souvent à écrire *l'Histoire de Bordeaux*; mais il s'effrayait avec raison de la grandeur de la tâche : il lui manquait une qualité indispensable, un esprit d'ordre, de discernement, et une critique éclairée.

Les *Variétés bordelaises*, de Baurein, furent imprimées en 1784 et les deux années suivantes, à Bordeaux, en six volumes in-12. On y trouve beaucoup de choses précieuses ensevelies dans des tas d'inutilités. Il a laissé des *Mémoires historiques sur les rues de Bordeaux*; ils parurent dans les *Petites-Affiches* de cette ville, en 1759, 1774 et 1778. C'est là que Bernadau a puisé presque tous les renseignements dont se compose son *Viographe*. Le pauvre Baurein ne pensait pas qu'il travaillait pour un ingrat! Dans la république des lettres, on vit souvent d'emprunts; mais la reconnaissance est un devoir : c'est partout et toujours un crime que de s'approprier le beau manteau d'autrui pour cacher

son orgueilleuse indigence. Baurein aurait pu s'écrier avec le cygne de Mantoue : *Sic vos non vobis mellificatis apes*, etc.

Outre ces notices très-imparfaites sur Bordeaux et la topographie d'une grande partie du diocèse, ce laborieux antiquaire a laissé d'autres *Mémoires*, ou *Dissertations*, manuscrits, qu'on conserve dans les papiers de l'Académie de Bordeaux.

M. de Lacolonie commença le premier à débrouiller nos vieilles chroniques, et à revêtir d'une forme agréable et plus historique leurs parties substantielles ; c'est un mérite incontestable que la postérité ne doit pas méconnaître. Son ouvrage, *Histoire curieuse et remarquable de Bordeaux*, publié à Bruxelles en 1760, en 3 volumes in-12, fut accueilli avec reconnaissance par le public bordelais ; mais ce ne fut qu'une ébauche, un essai indigeste, incorrect et défectueux.

Dans ce temps (1753), les Bénédictins commencèrent, à la demande des jurats, à défricher ce champ presque inculte et à débayer les décombres qui jonchaient encore le chemin de l'historien. Les efforts de D. Devienne furent couronnés d'un certain succès, et la première partie de son travail fut accueillie par les suffrages approbateurs et empressés des hommes éclairés ; mais bientôt après on se plaignit de l'imperfection de ce travail : on y découvrit de grandes, de nombreuses et de regrettables lacunes. Il promit un second manuscrit ; il le donna, et même un supplément ; mais ces écrits, sans grande valeur historique, rédigés avec précipitation, sont bien loin de satisfaire les exigences du public ou de suppléer aux déféctuosités de la première publication.

Il faut avouer cependant, à l'honneur de D. Devienne, que ses erreurs sont bien rares, quoi qu'en disent ses censeurs ; il a un mérite incontestable, celui d'une grande clarté dans sa rédaction, et l'immense avantage d'un plan méthodique dans son récit. Ses recherches sont imparfaites, il est vrai, mais elles sont presque toujours irréprochables sous le rapport de la vérité. Il ignorait, sans doute, bien des sources importantes et bien des mémoires contemporains, qu'il aurait pu consulter avec fruit ; il a profité des pénibles travaux de Lacolonie sans en faire l'aveu ; c'est un tort qu'on ne lui pardonne pas. Son *Histoire* est ce que nous avons

de mieux sur Bordeaux ; elle s'arrête à 1670 , et les dernières lignes échappées de la plume de ce savant Bénédictin ne sont qu'un éloge courtoisanesque , de l'encens jeté à pleines mains au maréchal de Richelieu , qui ne le méritait guère !

M. Jouannet , ancien conservateur de la Bibliothèque publique de notre ville , a laissé quelques écrits estimables sur Bordeaux et sur le pays bordelais , qui décèlent en lui l'écrivain positif et réfléchi , l'amour du vrai , le mérite de l'impartialité , le respect des mœurs et de la religion , une connaissance approfondie de l'histoire et de l'archéologie du pays ; le tout combiné avec un goût littéraire épuré , un style solide et qui n'est pas sans grâce. Il a laissé plusieurs notices biographiques et quelques écrits sur la géologie et l'histoire naturelle , une *Statistique de la Gironde* ; il a concouru longtemps à la rédaction du *Musée d'Aquitaine* , de la *Ruche d'Aquitaine* et du *Bulletin polymathique* , qu'il a enrichi de plusieurs articles intéressants sur le pays ; il connaissait à fond les annales de Bordeaux , aurait pu et aurait dû peut-être en écrire l'histoire ; mais il ne se souciait pas de travaux de longue haleine , et aimait mieux exercer ses talents sur plusieurs sujets que de ne s'occuper que d'un seul. Très soigneux , parfois élégant dans ses écrits , il n'était pas toujours très exact dans ses recherches , et se voyait condamné souvent à modifier le lendemain les écrits de la veille.

La *Guienne monumentale* renferme des documents intéressants : c'est une charmante mosaïque , mélange de morceaux littéraires de toutes sortes , tableau diversifié de desseins , où l'artiste littérateur a répandu à pleines mains ses couleurs variées , mais où l'on regrette parfois de ne pas trouver la vérité historique et souvent l'impartialité de l'historien. L'*introduction* , à part quelques erreurs et son trop grand laconisme , est bien faite ; le reste n'est que le rajeunissement spécieux de la vieille physionomie de notre ville et de notre pays. L'auteur glisse trop rapidement sur les horribles scènes de 1793 , s'arrête peu sur l'Empire et la Restauration , et , en matières religieuses et politiques , semble n'avoir de sympathies ni pour l'Église ni pour la monarchie. On consulte cependant cet ouvrage avec fruit ; et parmi les mille choses disparates dont il se compose , on rencontre bien souvent

quelque chose qui fixe vos regards et attire votre attention. On peut lui appliquer ce que dit Horace quelque part : *Quamvis flueret lutulentus, erat quod tollere velles.*

Bernadau a publié beaucoup d'écrits sur Bordeaux : c'est toujours le même sujet, sous des noms différents, toujours le même objet qu'il présente à vos regards, par devant, par derrière et de profil, toujours une spéculation mercantile. Son *Histoire de Bordeaux* n'en a que le nom : c'est une caricature où les faits sont souvent travestis, la vérité outragée, la religion méconnue dans son action civilisatrice, et un méprisable ton d'impiété maladroitement voilé. Bernadau était né chroniqueur : il savait enregistrer les faits et les dates ; mais il n'a jamais su manier le burin de l'histoire. M. M....., écrivain estimable de Bordeaux, a relevé quelques-unes de ses innombrables erreurs.

En 1835, M. Guilhe publia les *Études sur l'histoire de Bordeaux* : c'est un travail incomplet, superficiel, sans portée, une ébauche incorrecte d'un monument magnifique, où le génie a manqué au crayon et l'inspiration à l'artiste.

On fit paraître à Bordeaux, en 1844, une volumineuse brochure de 484 pages, intitulée *Essai sur les Mérovingiens d'Aquitaine et la Charte d'Alaon*. Ce travail ne se rattache que très indirectement à l'histoire de Bordeaux ; mais comme il infirme et détruit la base sur laquelle, à l'exemple de nos meilleurs historiens, j'ai cru devoir faire reposer une partie de ma narration, je me crois obligé d'en parler un peu, ne fût-ce que pour justifier la confiance avec laquelle j'ai cité la *Charte d'Alaon*, dont on conteste l'authenticité. En voici le sujet :

Le monastère d'Alaon, au diocèse d'Urgel, dans la Vasconie ultra-pyrénéenne, fut fondé vers 834, pour perpétuer la mémoire d'une victoire remportée sur les Sarrasins. Vandrégisile, que Louis le Débonnaire avait établi Comte des Marches de la Vasconie, accorda à cette nouvelle maison religieuse de grands privilèges, l'enrichit de dons considérables, que Charles le Chauve confirma en partie, en 845, par sa fameuse *Charte d'Alaon*.

Ce précieux document comble un vide immense dans l'histoire du Midi, explique un grand nombre de faits importants, et dévoile

bien des circonstances , qui , sans lui , seraient restées des mystères, et, enfin, constate la descendance mérovingienne des ducs d'Aquitaine. Ainsi, quoi qu'on en dise, c'est un fait acquis à la science, que les princes de Vasconie s'étaient alliés aux rois de la race mérovingienne par des unions matrimoniales avec des princesses de cette race. Pour contester avec succès ces alliances, il a fallu commencer par nier l'authenticité de la Charte et donner un démenti à tous nos meilleurs historiens ; il a fallu affirmer que cette Charte n'est que la fabrication intéressée de quelque vil faussaire. Voilà ce que fait M. R....., ancien professeur à Bordeaux, auteur de la *brochure* qui nous occupe.

Mais quand, pourquoi, par qui et où cette charte a-t-elle été fabriquée ? Voilà des points sur lesquels le savant professeur ne nous donne que des suppositions toutes gratuites, fondées, en général, sur une confusion de dates, la similitude de quelques noms historiques, les interpolations officieuses de quelques copistes mal habiles ou ignorants, quelques-unes des innombrables erreurs des chroniqueurs, les variantes du texte latin et les fictions des fausses légendes.

Obligé de citer quelquefois la *Charte d'Alaon*, j'ai cru devoir, pour mon instruction personnelle et pour la satisfaction de mes lecteurs, étudier cette matière et éclairer autant que possible les difficultés qu'elle présente. J'ai lu et relu avec attention cette Charte ; j'ai feuilleté avec un esprit de doute, de méfiance et de critique, les savants commentaires de D. Claude de Vic et de Dom Vaissette, et je déclare, sans hésiter, avoir acquis par cet examen la conviction que l'authenticité de cette Charte ne saurait être solidement contestée ; ce sentiment a été confirmé par les lumineux arguments de M. Fauriel, écrivain distingué et juge bien compétent dans cette matière, et par la pensée que les données historiques contenues dans cette Charte s'accordent avec les différentes narrations de nos meilleurs chroniqueurs, et ont été adoptées par tous nos plus savants historiens.

Mais, en preuve de ce que j'avance ici, je me permettrai de citer et d'examiner quelques-unes des singulières assertions de M. R..... :

« Les Mérovingiens d'Aquitaine, dit-il, sont censés, pour tout

*Histoire
de Languedoc,
tome I.*

*Hist. de la
Gaule mérid.,
tome III.*

» le monde finir avec l'enfant Childéric, fils de Charibert. »

Le savant professeur a donc oublié qu'outre Childéric, Charibert avait laissé deux autres enfants, Boggis et Bertrand, qui vivaient à la cour d'Amandus, leur grand-père, duc des Vascons. Comment a-t-il pu dire que les Mérovingiens étaient censés finis ?

Au sujet de cet Amandus, père de Ghisela, épouse de Charibert et mère de Childéric, Boggis et Bertrand, M. R..... parle d'un *doute* qui le tourmentait ; dans la même phrase, il affirme, avec un air de conviction inébranlable, qu'il n'a jamais existé un duc de Vasconie du nom d'Amandus. Le seul duc des Vascons, à cette époque, fut Aighinan, nom, dit-il, qui fut changé en *Aginno*, puis en *Ainanus*, puis, enfin, en *Amandus*. Si tout cela a pu paraître vrai à l'auteur de la brochure, à coup sûr ces métamorphoses philologiques ne nous paraissent pas même vraisemblables ! Quelle autorité alléguera-t-il à l'appui de son timide doute, qu'il a si vite changé en une certitude absolue ? Celle d'Aimoin, qui dit qu'après la réduction des Vascons, Amandus alla conduire les chefs de ce peuple rebelle auprès du roi ; mais tout le monde sait que c'était le général (*dux*) Aighinan, et non Amandus, qui fut chargé de cette mission. M. R..... lui-même appelle cette assertion d'Aimoin *une leçon fautive*, et, cependant, il bâtit là-dessus ses doutes, ses négations !

Comment, d'ailleurs, se persuader qu'on a confondu Amandus avec Aighinan ? Le premier était un Vascon, ou Gallo-Romain, et le second était un Leude franc, d'origine saxonne. L'auteur de la brochure dit qu'Aighinan était le seul et unique duc des Vascons depuis 628 à 638. Je le défie de nous montrer un seul acte administratif ou militaire de ce Leude franc, en Vasconie, depuis 628 à 636. Il était si loin d'être le chef militaire ou civil des Vascons, que toute sa conduite parmi ce peuple le représente comme un commissaire royal ; il était, en 636, général de division, et commandait, comme les autres neuf généraux, sous les ordres de Chadouin, général en chef.

Appuyé sur quelques chroniqueurs peu éclairés, M. R..... prétend qu'Eudes eut deux fils, Hunald et Waïffre, et que Rémis-tan paraîtrait être plutôt le frère que le fils d'Eudes !

Mais l'histoire atteste qu'Eudes eut trois fils, Hunald, Hatton et Rémistan, enfant naturel, qui n'eut pas d'apanage ; la *Chronique* d'Adhémar de Chabannes dit en termes formels que Rémistan était le fils d'Eudes. Le savant professeur s'efforce de répandre la même obscurité sur la généalogie de Waiffre, malgré l'unanimité des historiens sur ce sujet.

L'auteur de la brochure qui nous occupe confond Boggis, fils de Charibert, avec Buotgisus, fils d'Ansbert et de Blithilde, et, plus loin, affirme que Boggis s'appelait aussi Arnoaldus ; et à force d'épaissir les ténèbres qu'il n'avait que trop amoncelées sur ce sujet, il déclare qu'on finit par croire que Boggis n'a jamais existé ! Un peu plus loin, il affirme qu'il n'a jamais existé qu'un seul Boggisus, et accuse de mauvaise foi les savants Bénédictins qui ont écrit l'*Histoire de Languedoc*, parce qu'ils ont soutenu le contraire ; et, chose étrange, quelques lignes plus bas, il dit encore que l'*existence* de cet individu est *problématique* !

A quelle époque croit-on que cette Charte a été fabriquée ? Au XII^e siècle, dit celui-ci ; au XIII^e, dit celui-là ; erreur, dit un troisième, c'était au XV^e, ou peut-être au XVI^e ; vous vous trompez tous, dit M. R....., c'était au XVII^e.

Mais une copie de cette Charte fut présentée, en 1040, au roi D. Ramire par Héribaldi, évêque d'Urgel, et une autre envoyée, en 1101, au pape Paschal II, par Othon, évêque d'Urgel, avec une protestation contre le démembrement de son diocèse.

De Marca découvrit dans les archives de Barcelonne un vieux diplôme de Bernard, marquis de Toulouse, en faveur des religieux d'Alaon, sous la date de 871 ; on y remarque une allusion assez frappante à Charles le Chauve et à sa Charte de 845.

Cette Charte a été imprimée aux frais du cardinal d'Aguirre, en 1687, et, depuis lors, est citée de confiance par presque tous nos historiens.

Dans quel but et pour quel intérêt aurait-on fabriqué cette Charte ? Impossible de le savoir. Où trouver, en Espagne, ou même en France, au XIII^e, XV^e, XVI^e, et même au XVII^e siècle, un homme capable de forger un document si précieux, où toutes les parties historiquement substantielles se lient, se correspondent et se coordonnent si admirablement ? où les noms des lieux

et des personnes coïncident si bien avec les faits et la narration de l'historien? où toutes les circonstances du temps, les noms des évêques qui assistèrent à la dédicace de l'église d'Alaon, sont racontés avec toute la précision d'un témoin contemporain et même oculaire? Non, non; une telle fabrication eût été quelque chose de merveilleux et complètement impossible à concevoir au XVI^e comme au XIII^e siècle.

Quel est donc l'adroit et intelligent faussaire qui a fabriqué la *Charte d'Alaon*? Personne ne l'a connu ni deviné jusqu'à la publication de l'*Essai sur les Mérovingiens d'Aquitaine et sur la Charte d'Alaon*! Les soupçons de l'auteur se portaient d'abord sur deux savants espagnols, Dormer et Compte; mais n'ayant pas assez de prise sur ces deux suspects, il accuse D. Juan Tamayo de Salazar, sans preuve, sans autre forme de procès, d'avoir fabriqué la *Charte*! Et pourquoi, s'il vous plaît? Parce que Tamayo a publié des erreurs et donné pour des faits des traditions populaires! Parce qu'on lit dans cet auteur, à l'an 829, quelques mots qui constatent la construction du monastère d'Alaon par le comte Vandrégisile, comme il est dit dans la *Charte* dont notre savant professeur voudrait contester l'authenticité! Voici les paroles de notre prétendu faussaire : *Sisebutus hujus nomine primus episcopus Urgellensis, qui cum Bartholomeo, metropolitano Narbonnensi, facultatem concessit Wandregisilo et Mariæ ejus conjugii Comitibus Vasconiæ, trans Garumnam construendi monasterium Alaonensis ejus memoria, ad annum DCCCXXXII.* (*Martyrol. hispan.*, t. 5, p. 392.)

Ces mots constatent un fait : qu'y voit-on de si compromettant pour l'honneur de Tamayo, que M. R..... seul attaque? Rien. Le savant professeur dit qu'il ne met pas hors de cause le pauvre Dormer, et déclare que la responsabilité des fictions accumulées dans la *Charte* ne doit pas retomber exclusivement sur lui. Sur qui donc? Sur Tamayo, sans doute. Cet auteur avait publié des documents faux; il a parlé de Vandrégisile dans son *Martyrologinus Hispanum*. Tout cela, dit M. R....., nous autorise à regarder Tamayo, si non l'auteur, au moins le complice de la fabrication de la *Charte d'Alaon*! Je ne sais pas si cette induction paraîtra assez logique à nos lecteurs; quant à moi, je la re-

jette. Mais allons plus loin : Dormer et Tamayo sont donc les seuls coupables, ou au moins les seuls inculpés ; ont-ils fait ce faux en commun ? Dans cette incertitude , notre professeur n'hésite pas à déclarer qu'ils ne se sont pas concertés , et qu'il est *plus aisé* (le mot est joli) *de dire que Tamayo a tout forgé à lui seul.*

Grand Dieu ! est-ce là la fameuse démonstration de la fabrication de la Charte ? Voilà donc le vil faussaire découvert , celui-là , au moins, qu'il est *plus aisé* d'accuser que tout autre de ce faux ! Cependant, notre honorable professeur n'en est pas sûr encore ; car en parlant plus loin du malheureux incriminé, Tamayo, qu'il croit avoir convaincu à son aise d'avoir tout forgé, il laisse échapper de sa plume ces mots : *Si c'est lui que nous devons regarder comme l'inventeur de la Charte !* Écrire ces lignes, c'est passer l'éponge sur les 175 pages de sa sophistique brochure ! Non , Tamayo n'a jamais *inventé* cette Charte et n'aurait jamais pu la forger ! Non, Tamayo , Dormer, Compte, Martinez et tous les moines d'Alaon ensemble, n'auraient jamais pu, par la raison qu'ils n'avaient pas alors les chroniques ni les matériaux nécessaires, rédiger un document si précis, si détaillé, si circonstancié dans son récit ; les deux savants Thierry n'auraient pas été à la hauteur de la tâche au XVII^e siècle.

Je crois donc à l'authenticité de ce précieux diplôme ; je l'ai cité avec confiance , comme il est cité par Sismondi, les Bénédictins D. Vaissette et D. de Vic, Fauriel, Michelet, Desmichels, le comte de Peyronnet dans son *Histoire des Francs*, Henry Martin et tous nos meilleurs historiens modernes. J'ai du respect pour la science du savant professeur de Bordeaux ; mais j'en ai bien davantage pour celle de ces célèbres écrivains qui , comme maîtres, sont bien faits pour nous montrer la bonne route, et comme guides, ne sauraient nous tromper.

Il a paru, à Bordeaux, plusieurs autres ouvrages sur certaines parties de notre histoire ; plusieurs écrits d'un haut intérêt qui figurent avec distinction dans les *Actes de l'Académie des sciences et belles-lettres de Bordeaux*. Nous les avons lus avec intérêt et consultés avec fruit ; mais comme les auteurs en sont en vie, leur modestie nous impose une certaine réserve, et nous

force d'en laisser l'éloge à la postérité, qui, comme nous, et mieux que nous, les appréciera et les louera avec une entière liberté.

Après avoir dit un mot de nos devanciers dans la noble carrière que nous voulons parcourir, il convient de parler un peu de notre plan et des efforts que nous avons faits pour remplir le cadre que nous nous sommes tracé.

Nous divisons notre travail en trois parties : la partie civile et politique, la partie ecclésiastique, et la partie littéraire.

La première partie est subdivisée en deux, dont l'une s'étend jusqu'à 1789, et l'autre depuis cette époque jusqu'à 1830. Nous coordonnons avec méthode et par ordre chronologique nos matériaux ; nous avons compulsé avec soin les archives publiques et privées du pays ; nous avons interrogé les siècles passés dans les Mémoires anciens et modernes, et demandé aux monuments, comme à l'histoire écrite, l'origine de notre cité, les révolutions qui en ont bouleversé le sol, qui ont étendu ou diminué sa population, agrandi son influence, développé son commerce, poli ses mœurs et donné à l'ancien Burdigala une civilisation précoce avec tous les éléments d'une étonnante prospérité.

Nous avons essayé de découvrir quels ont été les premiers habitants de Burdigala, quels ont été les maîtres qui, dans la suite des siècles, ont présidé aux destinées de cette ville, et lui ont donné des lois. Quels ont été les usages, les habitudes sociales, les lois des premiers Burdigaliens, les motifs et les époques des modifications que ces lois et habitudes ont subies ; quels furent le caractère, les mœurs, la religion, le système gouvernemental, le progrès des sciences, des lettres, des arts, dans cette ancienne capitale des Bituriges-Vivisques. Nous ne perdons pas de vue les traditions locales, civiles ou religieuses, qui peuvent, envisagées au flambeau d'une critique impartiale, nous paraître assez respectables pour mériter un certain degré de confiance ou intéresser notre curiosité. Quant aux anecdotes et croyances populaires, aux opinions et aux faits peu certains que l'ignorance présente souvent à la crédulité du peuple, nous ne nous y arrêtons guère ; nous en laissons à d'autres et la défense et la réfutation ; nous ne serons, comme le dit Tite-Live, que l'écho de

verrons la même foi , les mêmes espérances, réunir au siège de Rome, alors occupé par saint Fabien, les Burdigaliens et tous les Aquitains, assis à *l'ombre de la mort*.

Après les Barbares, les Francs, aussi peu civilisés qu'eux, arrivent sur les bords de la Garonne , et Clovis se repose à Burdigala après ses victoires de Poitiers et de Camparrian.

Ici, les événements se multiplient et se compliquent : des querelles dynastiques s'enveniment, le pouvoir dégénère, l'anarchie règne dans les faits comme dans les esprits ; les ravages des Gascons, l'invasion des Sarrasins, les guerres de Waïffre, l'usurpation de Pepin et mille autres circonstances graves, semblent annoncer la dissolution de la société. Mais Charlemagne paraît, et l'ordre se rétablit : cet homme de génie commande, et tout lui obéit ; il est la personnification du pouvoir ; il éclaire les peuples, protège la religion, et la pratique, encourage les lettres, assourdit le monde du bruit de ses triomphes ; et après avoir promené partout avec ses armées victorieuses le flambeau de la civilisation, laisse à Bordeaux, par son testament, des preuves de sa munificence.

Il meurt ; on eût dit que la civilisation s'était éteinte avec lui. Les Normands arrivent, Bordeaux est dévasté et incendié : la féodalité s'étend, la littérature se modifie et s'élève ; mais la liberté disparaît, et les Bordelais ne la connaissent plus que par les Conciles, ces *Chambres représentatives* de l'Église, et par quelques rares vestiges du pouvoir municipal, restes précieux des antiques libertés du peuple franc, entées sur le droit romain, et dont nous suivrons les développements successifs jusqu'à l'extinction de l'ancien régime, en 1789.

Enfin, l'Aquitaine devient l'apanage d'une jeune fille, assez puissante pour s'asseoir sur le trône de France ; elle apporte sa couronne ducal à Louis le Jeune ; mais de douloureuses circonstances brisent ces liens mal assortis, malgré les conseils de l'archevêque de Bordeaux ; et la couronne rejetée imprudemment par le roi de France, est offerte par Éléonore, avec sa main, au jeune héritier du trône d'Angleterre.

Jour malheureux ! jour néfaste dans nos annales, qui nous a légué trois cents ans de guerres, de désastres, de calamités de

toutes sortes, auxquelles la bataille de Castillon mit enfin un terme! époque désastreuse, qui commence avec Éléonore et finit avec Talbot! Alors seulement, la Guienne, ce beau fleuron qu'une princesse légère et capricieuse avait attaché à la couronne d'Henry de Plantagenet, devient enfin, malgré les intrigues des Duras, des Montferrand, une province du royaume de Charles VII; la France est enfin maîtresse chez elle.

Depuis lors, la Guienne (tel était le nom que les Anglais, dans leur jargon, donnaient à l'Aquitaine) ne joue plus qu'un rôle secondaire dans l'histoire. Des guerres civiles, des émeutes comprimées, des efforts stériles et avortés des Gascons, qui secouent de temps en temps leurs chaînes pour reconquérir leur indépendance désormais irréalisable, ou, au moins, pour se ressouvenir de leur vieille et bien-aimée liberté, la naissance du protestantisme, cette insurrection contre l'autorité spirituelle, les courses homicides de Montluc, la Saint-Barthélemy, avec toutes les horreurs qu'une mauvaise politique commande, mais que la religion condamne, les scènes émouvantes de la *Ligue*, de la *Fronde*, de l'*Ormée*, le séjour de Louis XIV dans nos murs, l'administration de Tourny, les scandales du maréchal de Richelieu, ce roi de la Guienne, l'exil du Parlement, les mille bruits qui annoncent au loin notre grande révolution, voilà quelques-uns de ces intéressants épisodes historiques qui composent le prologue du grand drame qui commença en 1789.

Ce cadre est vaste, comme on le voit; c'est une tâche immense, une œuvre de patience, de labeur et de longues recherches; pour le remplir d'une manière convenable, il faudrait une longue vie d'homme, la persévérante patience, l'intelligente activité et la profonde érudition des Bénédictins. Mille fois nous avons reculé à la vue de ce travail gigantesque: c'était peut-être, de notre part, un acte de sagesse. Mille fois nous nous sommes remis au travail, cet *improbis labor* du poète, qui, dans son imperturbable obstination, peut surmonter tous les obstacles. Était-ce témérité de notre part? C'est au public éclairé qu'il appartient de le dire.

Quelle que soit, à cet égard, l'opinion des hommes instruits, nos études sur Bordeaux nous ont dédommagé de nos peines, et

nous ont fourni des moments agréables : le temps, qui pèse comme du plomb sur ceux qui ne savent pas l'utiliser, s'est écoulé doucement, presque imperceptiblement, au milieu des agréables distractions des lettres et des charmes de la solitude. « Si vous » donnez votre temps à l'étude, dit Sénèque, vous éviterez tous » les dégoûts de la vie ; vous ne soupirez pas après l'arrivée de » la nuit pour mettre fin aux ennuis du jour ; vous ne serez pas » à charge à vous-même ni inutile aux autres. (1) »

« L'étude, dit Cicéron, nourrit l'adolescence et fait les délices » de nos vieux jours ; elle orne la prospérité, sert de refuge et de » consolation dans l'adversité ; elle est l'agrément du *chez soi*, » ne vous embarrasse pas au dehors ; elle charme vos nuits, vous » suit à la campagne, et ne vous abandonne pas même dans » l'exil. (2) »

Nous recevrons avec reconnaissance la critique comme les observations les plus amicales ; notre travail, sans doute, n'est pas sans reproche, et l'amour paternel pour ce nouveau-né, que nous présentons au monde, ne nous aveuglera pas sur ses défauts. Nous pouvons dire avec Pline, l'historien : « Nous ne doutons pas » qu'il ne se soit glissé des fautes dans ce travail de longue ha- » leine, car, comme hommes, nous sommes sujets à erreur et » sommes chargés d'affaires. » (3) Nous appelons donc sur ce travail, non pas la critique qui, par une misérable jalousie ou une malveillance imméritée, grossit les fautes et mésinterprète la pensée, mais la critique raisonnée, éclairée, impartiale et sincère ; celle-là est toujours utile et même nécessaire. Qu'on relève nos inexactitudes, qu'on nous signale nos erreurs ; il peut, il doit y en avoir ; on nous trouvera toujours reconnaissants et heureux de pouvoir profiter des lumières des hommes instruits,

(1) Si tempus in studia conferas, omne vitæ fastidium effugeris, nec noctem fieri optabis, tædio lucis nec tibi gravis eris, nec aliis supervacuus. (SENECA, *De tranquill.*, cap. 3.)

(2) Studia adolescentiam alunt, senectutem delectant, secundas res ornant, adversis perfugium ac solatium præbent, delectant domi, non impediunt foris, pernocant nobiscum, peregrinantur, rusticantur. (CICER., *Pro Archid.*)

(3) Nec dubitamus multa esse quæ et nos præterierint, homines enim sumus et occupati officiis. (PLINE, *lib. 1.*)

car, comme dit un auteur, plus notre tâche est difficile d'exécution, plus nous avons besoin du secours et du concours d'autrui (1). En entreprenant ce travail, nous n'avons jamais eu pour but un vil intérêt, ni jamais sacrifié à une misérable vanité, qui avilit l'écrivain au lieu de l'agrandir; le fruit de nos veilles, nous l'offrons aux Bordelais comme hommage de l'affection que nous portons à notre patrie adoptive. Nous pouvons dire avec Ausone, aux générations qui viennent remplacer celle qui s'en va : « C'est » pour que vous n'ignoriez pas le passé de Bordeaux, sous vos » rois et sous vos pères, que nous avons écrit cette histoire, où » se trouvent des noms dont le souvenir ne se perdra jamais. » Mettez à profit le résultat de nos recherches, et que le fruit de » nos veilles réponde à l'empressement que vous montrez pour » l'étude des annales de votre patrie. » (2)

(1) *Magna negotia magnis adjutoribus egent.*

(VELLEIUS PATERCUL.)

(3) *Ignota..... ne sint tempora tibi*

Regibus et patrum ducta sub imperiis

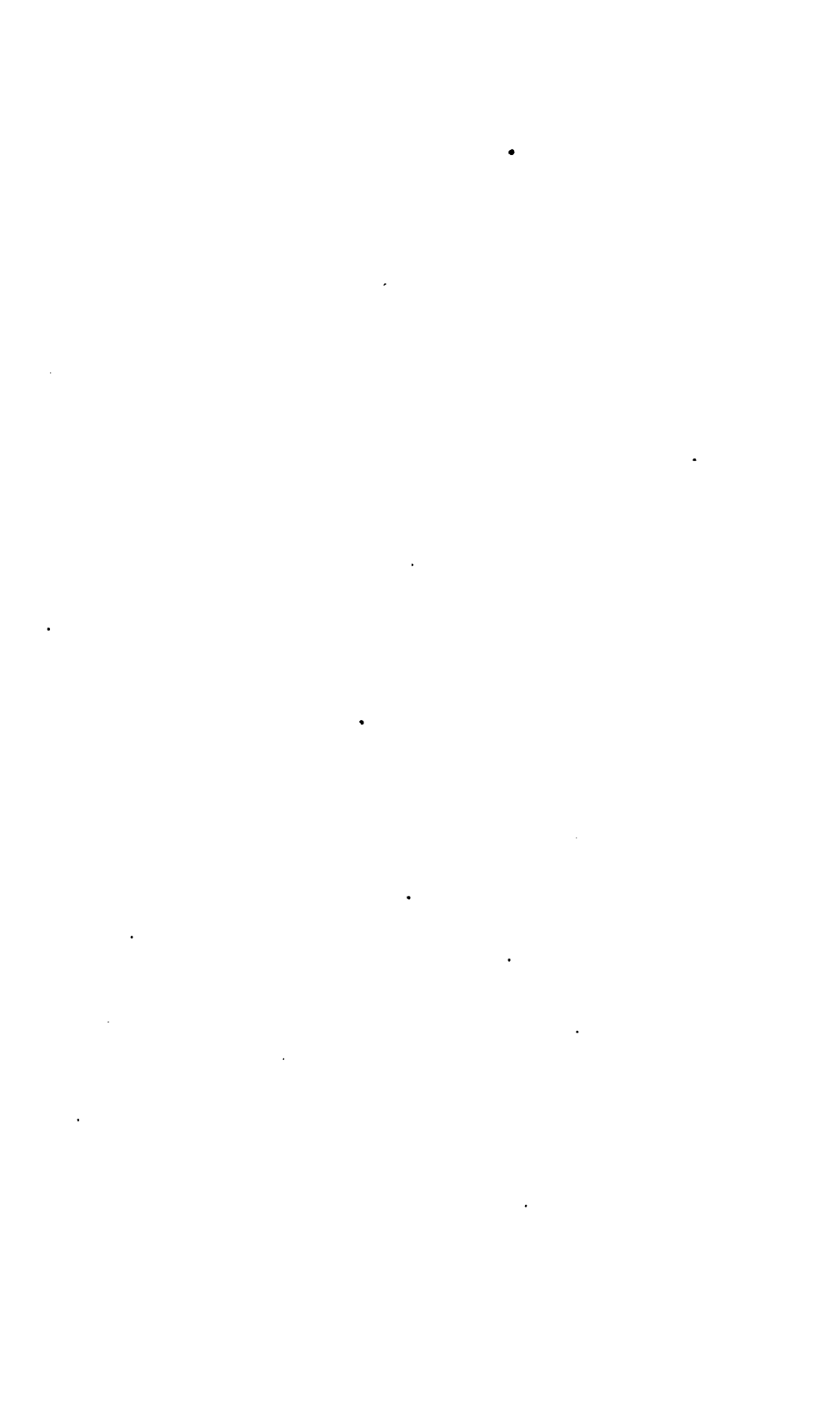
Digessi fastos et nomina perpetis ævi,

Sparsa jacent nostram si qua per historiam.

Sit tuus hic fructus, vigilatas accipe noctes

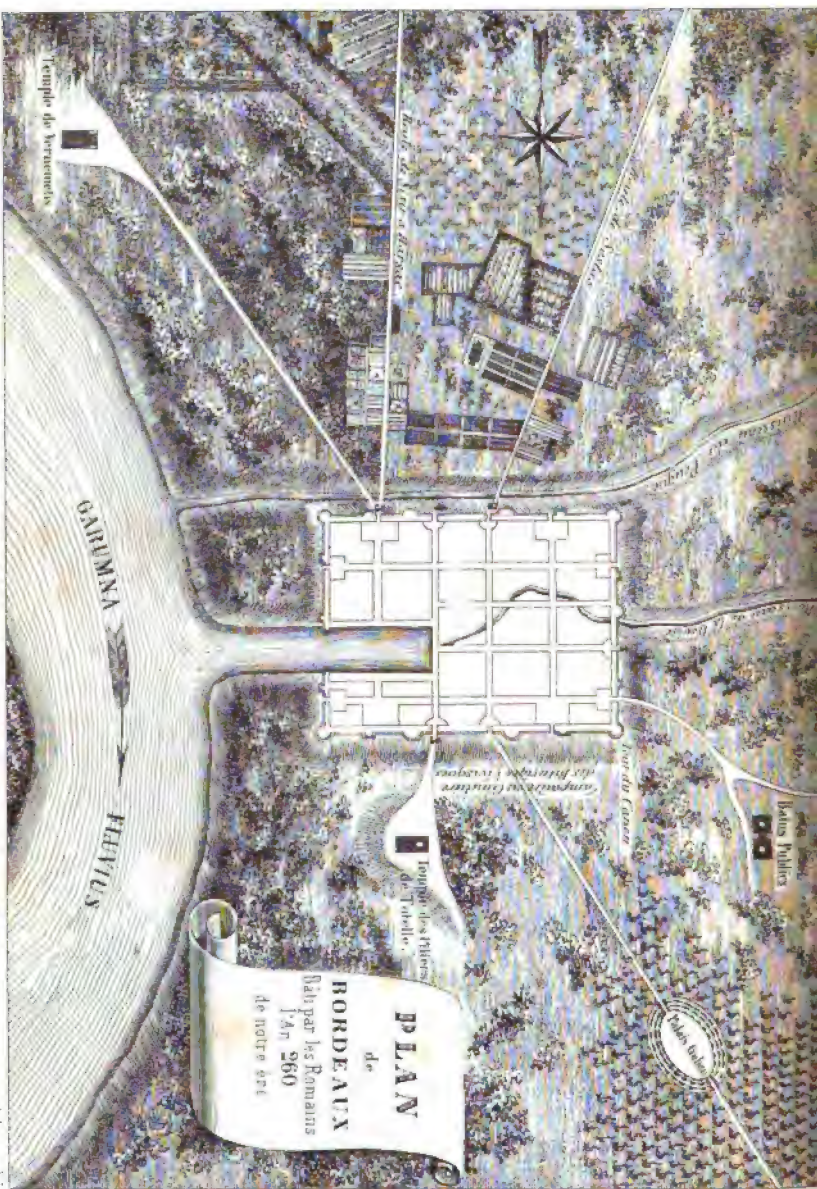
Obsequitur studio nostra lucerna tuo.

(AUSONE, *Epigr.*, CXXI.)



THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.



HISTOIRE

COMPLÈTE

DE BORDEAUX

PREMIÈRE PARTIE.

LIVRE I^{ER}.

CHAPITRE PREMIER.

Introduction. — Signification du mot *Gaëls* ou *Celles*. — L'ancienne capitale d'Aquitaine. — Les *Tarbelli*. — L'étymologie d'Aquitaine. — Les mots *Gascon*, *Vascon*, *Vaccœn*, *Auscks*, *Ausci*, *Auxitani*, *Aquitani*, dérivent de la même source et désignaient le même peuple. — Les premiers habitants de l'Aquitaine. — Leur origine. — Leur caractère différent de celui des Gaulois ou Gaëls. — Les Celtibères.

Les fastes de Bordeaux commencent dans les ténèbres : la fable a servi longtemps de préambule à son histoire ; pour s'en convaincre , on n'a qu'à lire ce qu'on trouve dans le *Livre des Bouillons* , aux archives de l'Hôtel-de-Ville , sur le compte de Cenebrun , de Lesparre , et la belle princesse de Babylone.

NOTE 1.

En remontant le cours du temps, en fouillant dans les siècles les plus reculés de notre histoire pour découvrir l'origine de notre cité, on rencontre de nombreuses et graves difficultés : mille opinions divergentes se heurtent ; mille lacunes se présentent , et, chez nos chroniqueurs, l'amour du

merveilleux l'emporte en général sur la vérité. Quelques écrivains font remonter la fondation de Bordeaux au temps de Jules César; c'était trop modeste pour l'orgueil de quelques autres, dont les uns la retracent jusqu'au temps de Tarquin l'Ancien, et les autres, plus hardis encore, jusqu'au XV^e siècle avant l'ère chrétienne. Honteux, pour ainsi dire, de la jeunesse de leur patrie, ou d'une origine moderne, ces écrivains flattent leur ridicule vanité aux dépens de la vérité; ils cachent leur berceau dans les obscures profondeurs de la plus haute antiquité, et croient se donner du relief et une grande importance en cherchant leurs pères dans la nuit des temps. Au lieu de choses probables, ils nous donnent des récits plausibles ou douteux; à la place de la certitude, ils ne nous offrent que des conjectures, et suppléent à l'absence ou à l'insuffisance de documents importants et authentiques par les ressources incertaines et trompeuses des plus vagues hypothèses. L'histoire est plus exigeante; elle veut le positif et la vérité : témoin des temps passés, elle instruit et dirige le présent, et éclaire de son flambeau le cours des siècles à venir; elle limite le champ de l'induction; et tout en fouillant avec une entière liberté dans les institutions, les mœurs et les traditions des périodes éloignées de nous, elle doute avec discernement, se méfie des conjectures d'une inquiète et ignorante curiosité, et s'avance à travers les siècles avec une discrète et louable circonspection; elle interroge les langues, dévoile les mythes populaires et fait parler les monuments; elle étudie les ruines qui jonchent le sol de la patrie, pour exhumer de sa vieille tombe son antique et véritable origine, enveloppée de siècles et de ténèbres, comme une momie des bords du Nil.

Voilà la tâche de l'historien; voilà celle que nous nous sommes imposée, le but que nous voulons atteindre. Nous appuyons nos recherches sur les autorités les plus imposantes; nous suivons les diverses révolutions qui ont passé sur notre sol, et conservons à chaque race qui y a séjourné sa physio-

nomie particulière. Notre travail sera un vaste tableau synoptique, où l'Ibère, le Vask, le Biturige ou Celte, le Celtibère, le Romain ou Burdigalien, l'Anglo-Aquitain et le Français apparaîtront successivement sur les bords de la Garonne, avec les faits et événements qui ont marqué leurs existences historiques. Dans notre examen des opinions émises au sujet de l'antiquité, de l'origine et des fondateurs de Bordeaux, ainsi que sur toutes les matières incertaines, nous tâcherons d'y démêler le vrai d'avec le faux, ce qui, dit Lucrèce, n'est pas un petit travail (1); nous choisirons, parmi les choses probables, celles qui le sont le plus; parmi les choses conjecturales, celles qui le sont le moins et qui se rapprochent le plus de nos données historiques. Nous les donnerons toutes pour ce qu'elles valent aux yeux de la critique la plus sévère; mais, tout en déblayant ainsi la route que nous allons parcourir, nous constaterons et ferons ressortir la vérité partout où elle se montrera avec ses caractères incontestables.

Livre I.
Chap. 1.

La Gaule primitive (*Galléach*, pays des Gaëls), se divisait, du temps des Romains, en quatre parties : la Belgique, la Celtique, la Province-Romaine et l'Aquitaine (2).

César,
De Bello gallico,
lib. I.

Les Belges habitaient le nord, les Celtes occupaient le milieu; la Province-Romaine, située entre la Méditerranée et les Vosges, était bornée, à l'est, par les Alpes; au nord, par le Rhône, et s'arrêtait, à l'ouest, au bassin de l'Ariège. Au midi se trouvait l'Aquitaine, bornée par l'Océan, la Garonne

(1) Est nihil egregius quam res discernere apertas

A dubiis. (LUCRÈS.)

(2) César retranche de l'ancienne Gaule, le Dauphiné, ou pays des Allobroges, et la Provence, ou Narbonnaise, qui appartenaient depuis longtemps aux Romains, sous le nom de *Province-Romaine*.

Le mot *Celte* vient de *coille*, forêts; *celltach*, celui qui vit dans les forêts; sa racine est *cell*, cacher.

et les Pyrénées (1), triangle immense qui renfermait vingt cités ou peuples différents, et qui, dans la géographie moderne, se subdivise en huit départements, et dont Bordeaux était autrefois la capitale.

Auguste, parvenu à l'empire, étendit les limites de l'Aquitaine jusqu'à la Loire, de l'Océan aux Cévennes, et aux montagnes de l'Auvergne. Les Bituriges-Vivisques sont dénommés parmi les peuples de cette grande province. En étendant ainsi les limites de ce pays, Auguste n'avait pour motif qu'une pensée politique, celle de briser l'unité, d'affaiblir les liens sociaux entre les diverses peuplades de l'Aquitaine, en leur adjoignant et en leur incorporant d'autres éléments hétérogènes. Plus tard, Adrien, ou, selon d'autres écrivains, Constantin, craignant les conséquences d'une trop grande extension de territoire, sous la direction d'un seul gouverneur, et voulant peut-être récompenser un plus grand nombre de créatures ou de courtisans, subdivisa les provinces de l'empire. L'Aquitaine le fut en trois provinces : la première Aquitaine, la seconde et la troisième. Selon l'*Itinéraire d'Antonin* et la *Notice de l'Empire*, la première Aquitaine comprenait huit cités ou peuples différents : Bourges en était la métropole; la seconde Aquitaine, dont Bordeaux était la capitale, comprenait le Bordelais, la Saintonge et l'Aunis, le Poitou,

(1) Selon Silius Italicus, le mot *Pyrénées* vient de *Pyrene*, dont la fable célèbre les amours avec Hercule. (*Punic. Bell., lib. III.*) Pline rejette cette étymologie, et lui en substitue une autre également inadmissible. Il dit que ce mot vient du grec; ΠΥΡ, feu, incendie, parce que, dans une certaine circonstance, les bergers de Jupiter mirent le feu aux forêts qui tapissaient les flancs de ces montagnes. (*Hist. natur., lib. III.*) Bochart le fait venir du phénicien *purami*, branches, forêts. Favyn et quelques autres le trouvent dans les mots gaulois *puch* ou *puy*, hauteur, et *ar*, haut, très-élevé. (*Hist. de la Navarre, liv. 1^{er}.*) Cette étymologie nous paraît très-naturelle et vraisemblable. Strabon et quelques géologues modernes, qui admettent l'existence d'un feu central, croient que ce nom a effectivement une origine grecque, et se rapporte aux éruptions volcaniques des Pyrénées. On trouve, sur les cimes de plusieurs montagnes, des cratères éteints. Ils font dériver ce nom de ΠΥΡ, feu, comme si l'on disait : Les monts des feux souterrains, ΠΥΡ EN ÉPA.

le Périgord et l'Agenais ; la troisième Aquitaine , mieux connue sous le nom de Novempopulanie , parce qu'elle était composée de neuf peuplades , sous Constantin , comprenait toute la Gascogne , depuis Langon jusqu'aux Pyrénées , et depuis l'Océan jusqu'à la Garonne. Eause en fut d'abord la métropole ; mais après l'incendie et la destruction de cette ville, Auch en devint le chef-lieu.

Livre I.
Chap. 1.

Antérieurement à cette subdivision , il se trouvait , non loin des bords de l'Océan , une puissante peuplade , les Tarbelli ; son territoire s'étendait tout le long du golfe Tarbellique , ou de Gascogne , comme on l'appelait au moyen-âge , depuis les Provinces basques , ou Cantabres , jusqu'à l'embouchure de la Gironde (1).

César,
De Bello gal-
lico,
lib. III.

A l'arrivée des Romains , ce peuple perdit sa puissance et sa liberté : sa capitale échangea son nom primitif contre celui d'*Aquæ Augustæ* (Dax) ; mais quel était le nom primitif de cette ville ? *Tarbella* , disent les uns ; *Aquita* , disent les autres. La question ne nous paraît pas facile à résoudre , et l'antiquité ne nous a rien laissé qui puisse nous aider à en donner la solution. Les observations suivantes serviront peut-être à éclaircir cette difficulté :

En parlant de Dax (*Aquæ Augustæ*) , Tibulle fait mention de *Tarbella Pyrene* , Ausone appelle la mer de Gascogne , l'Océan Tarbellique , *Oceanus Tarbellicus* , parce qu'elle baigne toute la longue côte du pays des Tarbelli. Lucain la désigne par une expression équivalente : *Æquor Tarbellicum* , et César met les *Tarbelli* en première ligne et à la tête de toutes les peuplades aquitaniques.

Lib. I,
Eleg. VII.

Quelques auteurs modernes croient que les *Tarbelli* étaient la principale et la plus puissante peuplade de toute l'Aquitaine. Pline les désigne sous le nom de *Quatuor Signani* ,

César,
Ibid., cap. 27.

(1) Selon Diodore de Sicile , contemporain d'Auguste , le territoire des Cantabres s'étendait entre le *promontorium Artabrum* (cap Finistère , en Gallice) , aux Pyrénées , et de ces monts jusqu'à 3,000 stades vers le nord , c'est-à-dire à la Garonne.

Livro I.
Chap. 1.

De Bello gal-
lico,
lib. III, 27.

parce qu'il fallait quatre cohortes romaines pour les contenir dans le devoir et dans l'obéissance après la conquête (1). Cette antique cité, dont le nom primitif était probablement *Tarbella*, reçut des Romains le nom d'*Aquita* ou d'*Aquæ Tarbellicæ*, à cause des sources chaudes qu'ils y trouvaient ; mais comme le mot *Tarbellicæ* réveillait chez les vaincus des idées de nationalité, des souvenirs d'une puissance éteinte, Auguste, dont la politique astucieuse devait le joug qu'il imposait aux peuples asservis, voulut, en s'efforçant de dénationaliser les Gaules, qu'on donnât son nom à cette ancienne capitale, qui, depuis lors, s'appelait pendant longtemps *Aquæ Augustæ* (2). Ptolémée est le premier qui ait employé le nom d'*Aquæ*, dont on fit *Daques* au moyen-âge, et *Dax* à une époque plus rapprochée de nous. Quelques écrivains croient que, puisque le nom *Aquita* ou *Daques* (*Aquæ*) fut donné par les Romains à la ville primitive *Tarbella*, le mot *Aquitains* fut alors substitué à celui de *Tarbelli*, et *Aquitania* a toujours désigné, depuis lors, le pays habité par les *Aquenses* ou *Aquitains*, les descendants et successeurs des anciens *Tarbelli*, qui étaient des Ibères.

Pline, dont l'autorité n'est pas à dédaigner, croit que le nom d'*Aquitania* vient de *Aquenses*, habitants de Dax du temps des Romains. En parlant de la puissante peuplade de ces *Aquenses* ou *Aquitains*, il s'exprime ainsi : « Les peuples » aquitains sont les Poitevins, les Santons et les Aquitains, » qui ont donné leur nom à la province (3). »

(1) Le tribun de la cohorte novempopulaniennne demeurait plus tard à Lapurdum (Bayonne), comme il est dit dans la *Notice de l'Empire*.

(2) Auguste agissait de même partout. Le nom primitif d'Auch était *Illi-Berris*, ce qui vient des mots ibères ou basques, *ilia* ou *iria*, ville, et *berria*, nouvelle. Auguste, pour effacer d'anciens souvenirs, la fit appeler *Augusta-Auscorum*. *Londinium* (Londres) fut appelée, dans le même but, *Augusta-Londinorum*, et *Bibracte* prit, d'après la même politique, le nom d'*Augustodunum* (Autun). *Aturis* (Aire), capitale des Tarusates, fut appelée *Vicus Julii*.

(3) *Aquitani unde nomen provinciæ. (Lib. IV, de Gall.)*

Vinet adopte l'opinion de Pline (1).

Fonteneil penche en faveur de cette étymologie, et croit que le nom primitif de la capitale des Tarbelli était *Aquita*, d'où viennent les mots *Aquitains* et *Aquitania*.

Nous ne partageons pas le sentiment de cet auteur. Rien, dans l'histoire du pays, ne nous autorise à croire que le chef-lieu des Tarbelli s'appelait *Aquita*, ni que ce nom désignait primitivement le bourg qui, plus tard, devait s'appeler *Burdigala*, comme le croit l'auteur d'un article inséré dans les *Actes de l'Académie des sciences et belles-lettres de Bordeaux* (28 août 1834). Le mot *Aquita* a une forme latine qui en décèle l'origine; c'est une création romaine, un nom appellatif que les conquérants des Gaules ont peut-être donné à ce bourg des *Tarbelli*, qui existait avant l'invasion.

Le mot *Tarbella* a une origine cantabre : il vient de l'*Escuara*, *Tarbea*, enceinte fortifiée, où les Tarbelliens tenaient leurs assemblées. C'était la seule ville forte sur les côtes du golfe Tarbellien ou de Gascogne. On fortifia plus tard Lapurdum, et *Tarbella* fut abandonnée et détruite. Les Bi-gerrones Bigourdans, ou habitants des Hautes-Pyrénées, de Bigorre, ainsi appelés de *bi*, *bia* (bis) et *gorre*, hauteur, se firent construire sur leur territoire une autre enceinte fortifiée pour leurs assemblées, *Tarbes*. L'antique et haute importance de Dax est attestée par ses thermes, ses aqueducs, ses remparts, et encore mieux par la place distinguée que cette ville occupait dans les *Notices de l'Empire et des Provinces*.

La philologie prétend en trouver la source véritable dans la langue des premiers habitants de ce pays, qui, antérieurement à l'invasion romaine, s'appelait *Achi-Tania*, deux mots de l'ancienne langue ibère ou cantabre, qui signifient un pays de monts, de rochers, sol brisé, et qui caractérisent assez exactement les montagnes de granit et de

Livre I.
Chap. 1.

D'Asfeld,
Chronique du
Bearn,
page 82.

(1) *Ab hac civitate eos (Aquenses) Aquitanos fuisse dictos arbitror.* In-24. *Carmen Parental-Auson.*

Livre I.
Chap. 1.

Romains appelaient Cantabres (1), et dont les mœurs et les usages sociaux étaient absolument les mêmes (2).

Oihenart,
Notit. Vascon.,
page 408.

César,
Commentaires,
lib. I.

Quelle que soit la valeur que les philologues accordent à ces étymologies, cette dernière nous paraît la seule vraie, la seule qui s'appuie sur l'histoire et sur des autorités respectables. Les premiers habitants de l'Aquitaine eurent une origine ibérienne; leur langage, qu'on parle encore dans le Pays-Basque, en deçà de la Bidassoa, malgré l'action d'assimilation des siècles et l'influence de la civilisation française, leurs mœurs, leurs habitudes domestiques, leurs usages sociaux et leur caractère guerrier, ressemblent plutôt à ceux des Cantabres ou Basques, qu'à ceux des Gaëls ou Gaulois, dont ils n'étaient cependant séparés que par la Garonne. « Les Aquitains, dit Strabon, diffèrent des autres Gaulois, et ressemblent plus aux Espagnols qu'aux Celtes, non seulement par leur langage, mais par leur constitution physique (3). »

Parmi les différents peuples d'Aquitaine dont parle César, on voit figurer les *Vaccei*, qu'Andoin, dans sa *Vie de saint Amand*, vers 644, confond avec les Vascons. Fredegair, qui écrivait au VII^e siècle, assure que les Gascons étaient les *Vaccei*. L'auteur des *Gestes toulousains* va plus loin, et affirme que, sous le nom de *Vaccea*, était compris tout le Béarn, ou la partie supérieure du pays des Ibères, où se

(1) Le mot *Cantabria* signifie le pays des chanteurs ibères, par syncope, *Cant-Iberia*, cantabria. Chaho prétend (page 2) que les Romains donnèrent aux provinces de Guiposca, d'Alava et de Biscaye, le nom de *Cantabria*, des mots *Kantua*, ville ancienne du pays, et *Ebre*, le fleuve de l'Ibérie. La *Cantabria* s'appelait *Escualdunac*, ce qui, dans la langue des Ibères, veut dire *peuple qui agit avec adresse, esprit, habileté*. « La *Cantabria* se composait, disent les *Chroniques* du Béarn, de tous les peuples habitant les deux côtés des Pyrénées, entre l'Ebre et la Garonne, depuis la Méditerranée jusqu'à l'Océan, et se prolongeait, dans sa partie occidentale, à l'embouchure du Minho, en Galice. »

(2) *Talis ergo est vita montanorum eorum, qui septentrionale Hispaniæ latus terminant, Gallacorum, Asturum, Cantabrorum usque ad Vascones et Pyreneam, omnes etenim eodem vivunt more.* (STRABON, *Géogr.*, lib. III.)

(3) *Aquitani à cæterorum plane differentes, non lingua modo, sed et corporibus Hispanis quam Gallis similiores.* (STRAB., lib. IV.)

trouvaient de grands et riches pâturages et une immense quantité de vaches (1). Ceci s'accorde assez avec ce que dit le chroniqueur Dupuy : « La ville, *Vacca*, était située près des » Pyrénées, et c'est d'elle que vient le nom de *Vaccei*, qu'on » donnait à ceux qui habitaient les vastes solitudes des monts » pyrénéens ; ils ont été aussi appelés *Vascones* (2). »

Ces données historiques se confirment d'ailleurs par les armoiries du Béarn et de Comminges, qui sont, dit Favyn, « l'escu de gueules à deux vaches accornées et clarinées d'or, » soit que les Béarnais l'aient tiré de celles des comtes de Foix, » qui portent d'or à deux vaches accornées et clarinées de » gueules, ou que ce soit à cause de leur principale richesse, » qui consiste en la nourriture de ce bétail à cornes. »

Les Aquitains étaient graves, sérieux, très-réservés dans leur langage ; les Gaulois, légers, bavards, infatigables, curieux, faisaient peu de cas de leur parole, de leur serment, et même de leur foi : ceux-ci étaient formidables dans l'agression ; ceux-là inébranlables dans la défense. Les Aquitains, comme les Ibères transpyrénéens, étaient d'une taille moyenne, d'un caractère réfléchi, d'un tempérament inflammable, quoique froid en apparence ; ils recherchaient peu les dangers et les combats ; mais, quand l'occasion s'en présentait, ils y paraissaient indomptables et ne cédaient jamais. Les Gaulois étaient prompts, audacieux, intrépides, et même téméraires ; ils s'élançaient avec impétuosité contre l'ennemi, s'enflammaient du succès, mais se décourageaient dans leurs revers.

Outre les relations sociales ou commerciales qui existaient entre les deux fractions du même peuple, en deçà et au delà des Pyrénées, les Aquitains et les Vascons, il y avait une confraternité d'armes pour la défense commune. Ainsi, quand les Romains envahirent la Gaule celtique, les Vascons ou les

Livre I.
Chap. 1.

*Histoire
de Navarre,*
lib. II.

Chaho,
*Histoire
des Basques,*
pages 2 et 35.

(1) Hoc nomen antiquum (*Vacca*) mutatum est in *Benearnio*, ubi vero *Vasconiz* appellatione continetur à *vaccarum* abundantia.

(2) *Oppidum Vacca* fuit juxta *Pyreneos*, à quo cognominati *Vaccei* hi qui *Pyrenei* jugis per amplas montis habitant solitudines ; iidem cognominati sunt *Vascones*.

Livre I.
Chap. 1.

César,
lib. III.

Aquitains, et leurs frères d'armes du Pays-Basque ou Cantabre ne s'en émurent guère; ils n'avaient aucun intérêt à défendre les Gaulois; c'étaient deux peuples distincts et différents; mais quand ils virent Crassus, après la réduction de Sos, s'avancer pour subjuguier les Aquitains, alors, tous les Vascons transpyrénéens, se regardant solidaires de leurs frères d'armes, traversèrent les monts et volèrent à leur défense. Cette circonstance constate une sorte de solidarité entre les deux ramifications du même peuple, séparées seulement par les montagnes, et nous semble, par une induction naturelle, démontrer une identité d'origine : la religion, les mœurs, le langage, les usages civils, domestiques et publics, la ressemblance physique, étant les mêmes, confirment cette identité. L'histoire nous en fournit une autre preuve également convaincante. On sait qu'outre les grands accidents du sol et le cours des fleuves, la communauté ou identité d'origine, de langue, de mœurs et de culte, déterminait, sous les Romains, la délimitation des provinces; ce qui servait plus tard à fixer les limites séparatives des juridictions épiscopales. Or, il y eut, sous Charles le Simple, un évêque du nom de Léon, à Lapurdum (Bayonne) (1).

(1) Le pays de Labourd (*Lapurdum*, Bayonne) était un vicomté du Pays-Basque; un tribun de la cohorte novempopulaniennne y faisait sa résidence. Scaliger a confondu *Lapurdum* avec Lourdes; il a reconnu plus tard son erreur. D'autres, et Vinet en particulier, l'ont confondu avec *Boios*; c'est encore une erreur; nous le prouverons plus bas. Lourdes appartenait au pays des *Bigerrones* (Bigorre), et Boios, quoi qu'en disent certains écrivains, n'a jamais eu un évêque; il appartenait au diocèse de Bordeaux. En Basque, *Lapurdum*, qui vient de *lapurra*, voleur, veut dire *vaurien*, de peu de valeur, pays de voleurs; c'était d'abord un appellatif offensant. M. Mazuré (*Hist. du Béarn*) dit que ce mot est moitié basque, moitié celtique, et signifie *vaste désert*. Nous n'en croyons rien. Ces hymens philologiques sont contre nature, et notre raison les rejette : le peuple ne parlait pas celtique, et dut fournir un nom à ce pays, sans aller l'emprunter à ses voisins. *Lapurdum* fut détruit par les Normands en 843, suivant la Charte de Lescar, citée par De Marca (*Hist. du Béarn*). Bayonne, mot qui signifie *bonne baie*, fut bâtie sur ses ruines, et ne figure dans l'histoire que sur la fin du XI^e siècle (1177). Le *Gallia Christiana* dit (tome 1^{er}), qu'on ne connaît pas d'évêque de *Lapurdum* avant 980.

Il résulte d'un acte passé en 980, que ce diocèse s'étendait alors jusqu'à Hernani, près de Saint-Sébastien, en Espagne. Plus tard, les rois de ce pays voyaient avec peine qu'un évêque français avait juridiction sur une partie de leurs sujets. Philippe II obtint du pape le démembrement du diocèse de *Lapurdum* (Bayonne), sous le prétexte que l'hérésie ravageait l'Aquitaine. C'est alors seulement que la partie au delà de la Bidassoa fut réunie au diocèse de Pampelune.

Livre I.
Chap. 1.

Oihenard,
page 172.

Ainsi, les limites des diocèses étant en général celles des juridictions proconsulaires, nous sommes amenés naturellement à croire que les Aquitains primitifs, et les habitants des provinces Vascongadas au delà des monts, ont eu une même origine, comme ils ne formaient qu'une seule et même province, un seul et même diocèse, soumis aux mêmes ducs, avec les mêmes autorités civiles et religieuses, les mêmes mœurs, culte, langue et usages.

Cette opinion, qui est aujourd'hui adoptée par l'école moderne, fut d'abord soutenue par le savant Freret, dans le dernier siècle. Am. Thierry, H. Martin et presque tous les écrivains modernes, l'adoptent ou ne la contestent pas.

M. Humboldt jette dans la même balance l'immense poids de sa vaste érudition, et démontre, par ses recherches philologiques, que la langue ibère ou basque (*Euscara*) a fourni des noms à presque toutes les rivières, villes anciennes et districts territoriaux de notre province (1); et en comparant les débris de l'ancienne langue des Ibères avec la langue basque

(1) Ainsi, Garonne vient de *garw* ou *garaph-ona*, bonne et rapide rivière. Bayonne, de *baia*, baie, et *ona*, bonne; la bonne baie. *Aturris*, l'Adour, vient, selon les uns, de *ator*, fleuve tournant, sinueux, ou, selon d'autres, de *athea*, porter, et *urra* ou *urrea*, or. L'Adour, d'après Strabon et Pline, charriait dans ses eaux des paillettes d'or. Bigorre vient de *bis* (bis), deux fois, et *gora*, hauteur; ce qui se rapporte à l'excessive élévation des Hautes-Pyrénées. *Climberria*, nom primitif d'Auch, signifie *ville claire*; détruite et rebâtie, elle prit le nom de *Illiberris*, qui signifie en basque *ville nouvelle*. Bazas vient de *bazon*, bois, ville dans un pays boisé. (Humboldt, *sur la langue basque*, Berlin, 1821).

Livre I.
Chap. 1.

*Études
historiques
sur le comté de
Foix,
page 81.*

moderne, il démontre la parfaite identité de ces deux peuples.

M. Garrigou, écrivain distingué, s'exprime ainsi sur le même sujet : « Les dénominations des fleuves, des montagnes, » des villes, des tribus de l'ancienne Ibérie, bien antérieure- » ment à la domination romaine, sont nées de la langue ibère » (basque), qui a même imprimé son cachet, quoique d'une » manière moins saillante, aux noms de toutes les localités » du versant septentrional des Pyrénées (l'Aquitaine)..... » De ce fait, basé sur l'étude des langues, je suis amené na- » turellement à conclure que le Basque était parlé par toute » la famille ibérienne dans le midi des Gaules; mais que cette » langue pouvait être soumise à divers dialectes, portant tous » plus ou moins directement le cachet de l'idiome primitif; » que, si des mots appartenant à une autre langue, le gaéli- » que, c'est-à-dire, le celtique, se sont mêlés dans ces deux » tribus (en Espagne et en Aquitaine) au langage des Ibères, c'est » par suite du rapprochement de ces derniers dans la race des » Gaëls. » Il résulte du mélange de ces deux langues, l'Escuara et le Celtique, un idiome particulier, la langue des Celtibères.

Ici se présente une autre difficulté; il convient d'en dire un mot, ne fût-ce que pour faciliter l'intelligence du fait historique que nous avons essayé d'éclaircir. On demande d'où sont venus ces Ibères, qui différaient tant des peuples voisins par leurs mœurs et leur langage, et quand et comment sont-ils venus s'établir sur les côtes de la Biscaye et de la mer Tarbellique? Cette question n'est pas sans intérêt; sa solution jettera une nouvelle lumière sur la matière qui nous occupe.

D'après les traditions des Druides, si nous en croyons Ammien Marcellin, une partie de la population était aborigène; l'autre étrangère, venue des îles lointaines, fuyait devant les désastres de la guerre ou les flots de la mer (1). On en a

(1) *Druidæ memorant reverâ fuisse populi partem indigenam, sed alios quoque, ab insulis extremis confluisse. (Ammien Marcel., lib. III, XV, cap. IX.)*

conclu que celle-ci était d'origine phénicienne, parce qu'on trouvait des Phéniciens sur toutes les mers et dans toutes les parties du monde connu, par suite de leurs relations commerciales avec les peuples étrangers. Cette opinion semblait emprunter un certain degré de crédibilité à l'analogie qui existe, dit Bochart, entre le Celtique et le Phénicien (1). On affirme, en outre, à l'appui de cette opinion, que les Dieux des Phéniciens étaient adorés, dans la Gaule celtique et en Aquitaine, par les Bituriges-Vivisques. Le Dieu *Belus* (le soleil) des Assyriens était le dieu *Elga-Bal* des Phéniciens, le *Malak-Belus* des Palmyriens, l'*Apollon* des Romains, le *Belen* ou *Abellio* des Aquitains, à qui les Boïens et les émigrants bituriges érigèrent un temple sur les frontières de leurs territoires respectifs, dans un endroit qui garde encore le nom de ce Dieu tutélaire, et dont les habitants sont cités dans les écrivains de Rome, sous le nom de *Belendi*, habitants de Belin, adorateurs du dieu Bel.

Bien que nous reproduisions cette opinion sur l'établissement des Phéniciens sur nos côtes, nous sommes peu disposés à l'admettre comme vraie ou vraisemblable. On attribue aux Phéniciens le mérite d'avoir appris aux Gaulois et aux Aquitains l'art de labourer la terre, de semer le froment et le seigle, et d'exploiter les mines des Pyrénées; mais le froment et le seigle étaient les principales céréales des Gaulois; ils n'étaient guère cultivés en Phénicie et il n'y avait pas de mines à exploiter dans ce pays. Comment pouvaient-ils apprendre l'art d'exploiter les mines aux Aquitains, gens intelligents et ingénieux, et mieux exercés qu'eux à l'exploitation des gisements de substances minérales? Quant à l'analogie

(1) *Gallicum sermonem Phenicio in multis fuisse similem. (Bochart, Phaleg., 600).*

Cette opinion a été soutenue à la Convention, le 4 juin 1794, par Grégoire, dans un rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les divers patois en France : « Les Carthaginois, dit-il, franchirent les Pyrénées, et Polybe nous apprend que beaucoup de Gaulois apprirent le Punique. »

Livre I.
Chap. 1.

qu'on suppose entre les deux langues, elle n'est pas aussi frappante qu'on le pense. Bochart a recueilli des mots phéniciens; mais cette langue ayant presque complètement disparu, le peu de mots qui en restent ne suffisent pas pour nous faire croire à son analogie avec l'idiome des Gaulois, encore moins avec celui des Ibères ou des Celtibères. L'action des Phéniciens sur les Gaulois a été exagérée; leur influence a été tout extérieure et commerciale. Leur théologie, par suite de leurs relations avec les habitants des côtes de la mer Noire et de la mer Caspienne, a pu être connue des tribus caucasiennes et importée par elles dans leurs émigrations dans la Gaule celtique et en Ibérie; nous ne croyons pas qu'ils aient fondé Burdigala.

H. Martin,
*Histoire
de France,*
tome 1^{er}.

Quelques auteurs parlent d'une colonie grecque qui serait venue s'établir près des Pyrénées océaniques, sous la conduite d'Hercule l'Ancien, et qui s'était mêlée aux indigènes (1). Cette tradition druidique a été attestée, comme nous l'avons vu plus haut, par Ammien Marcellin. Justin aussi parle de cette émigration des Grecs; et saint Jérôme, qui a habité longtemps sa chère *Novempopulanie*, nous apprend quelque part, dans ses *Commentaires sur les Saintes Écritures*, que de son temps les habitants se vantaient d'avoir une origine grecque.

Vulgrain
de Taillefer,
*Antiquités
de Vézère.*
(*Passim.*)

Tout cela nous paraît probable; ce qu'il y a de certain, c'est qu'on a trouvé, dans les parties méridionales de l'Aquitaine, et surtout en Périgord, beaucoup de médailles grecques. D'où vient-il qu'on trouve dans le Béarn plusieurs villages qui portent les noms de villes grecques, tels que *Athos*, *Scyros*, *Abydos*, et, dans la langue du pays, beaucoup de mots étrangers qui accusent une origine hellénique? Mais on ne trouve

(1) *Sed postquam in Hispaniâ, Hercules, dit Saluste, sicut Afri putant, interiit, etc. (Jugurtha, 12).* Timagène en parle aussi, et Ammien Marcellin ajoute, en le citant, que les habitants des Pyrénées océaniques étaient, les uns, Aborigènes, et les autres, des Grecs venus dans ce pays à la suite du plus ancien des Hercules. *Alii Dorienses antiquiorem secutos Herculem.*

pas dans les pays basques la moindre trace des Grecs, ni la plus légère analogie entre la langue d'Homère et l'*Eskuara* des Euscaldanac (le Basque). Il faut donc chercher ailleurs l'origine de cet ancien peuple.

Quelques savants annalistes ont avancé une autre opinion, que de graves historiens ont reproduite sans la réfuter ; elle se fonde sur l'autorité de Josèphe, que saint Jérôme appelle le *Titè-Live de la Grèce*. Selon ce célèbre écrivain, les descendants de Thubal ou Thobel, fils de Japhet, étant devenus très-nombreux, une colonie s'en détacha et vint des environs du Caucase (dans l'Arménie) s'établir dans la partie occidentale de l'Europe ; ils appelèrent cette nouvelle patrie *Setubalia* (1), ce qui, dans la langue ibérienne ou basque (*Euscuara*), veut dire le pays des enfants de Thubal. « Thobel, fils de Japhet, » dit Josèphe, donna son nom aux Thobelliens, que l'on nomme » maintenant Ibériens. Ce sont des Espagnols, dit le traducteur Arnauld d'Andilly, dans une note marginale. »

Quant au mot Ibère ou Ibérie (2), on le trouve employé pour la première fois dans le *Périple*, de Scylax de Cariande, écrit cinq cents ans avant Jésus-Christ. Scylax aborda, dans ses courses, à l'embouchure d'un fleuve ; il en demanda le nom aux habitants, qui lui dirent que c'était l'*Ibérus* ou le fleuve écumeux. Il donna alors le nom d'Ibérie à ce pays.

Ptolémée appelle les Ibères *Thobelliens*, nom que César rend par *Tarbelli* (Tarbelliens), et qu'il applique à l'une des plus puissantes peuplades de l'Aquitaine. Tout nous porte donc à croire que les Ibères sont venus des pays orientaux plusieurs siècles avant Jésus-Christ, et que les Thobelliens

Livre I.
Chap. I.

*Antiquités
judaiques,*
page 14.

In Pausan.,
trad. française
tome IV.

(1) *Setubalia*. Ce mot, décomposé en *sem*, *thubal*, *lia* ou *ria*, signifie, en langue ibérienne, le pays des descendants de Thubal. Ils fondèrent dans cette partie de l'ancienne Ibérie, où ils s'établirent d'abord, une ville qu'ils ont appelée *Setuval* et qui subsiste encore.

(2) Le mot *Ibère* ou *Èbre*, comme nous l'avons vu plus haut, vient des mots basques *ibaya*, fleuve, et *aroa*, écumeux.

d'Espagne ne diffèrent pas des Tarbelliens de la côte de la mer Tarbellique, et enfin, que le nom générique de *Vascons* ou *Gascons* comprenait autrefois les deux branches de la même famille, dont le territoire s'étendait tout le long du golfe de Biscaye et de Gascogne, soit en Espagne, soit en Aquitaine.

Mais à quelle époque ces Ibères sont-ils venus de l'Arménie en Espagne? L'histoire n'en dit pas assez pour fixer le jugement de l'historien. Ce qui est très-remarquable, c'est que l'Espagne a, comme l'Arménie, si nous en croyons les historiens des Basques, son *Èbre*, son *Araxe*, son *Ararat*. Sont-ce là des souvenirs de la mère-patrie, consacrés par le patriotisme des émigrants arméniens? C'est probable, car il serait absurde de croire que le hasard seul ait pu faire trouver aux Espagnols ces mots employés dans une autre partie du monde. Il est, d'ailleurs, digne de remarque que la langue basque a beaucoup de rapport avec les dialectes arméniens, ce qui accuse une identité de famille, une communauté d'origine. En venant s'établir sur le versant septentrional des Pyrénées, les Ibères ou Vascons ont donné des noms basques aux villes qu'ils y ont fondées, aux monts et aux fleuves; c'étaient des noms de leur nouvelle patrie adoptive. Ainsi, *Aturus* (l'Adour) correspond à *Aturis*, rivière de Gallice; *Bigorre* et *Tarbes*, à *Bigorra* et *Tarbula*, dans la Tarragonaise et sur le *Turias*; *Calagurris*, maintenant Cazères, correspond à *Calahorre*; *Climberris*, premier nom d'Auch, à *Coimbre*, et *Tolosa* se retrouve dans la *Guipuscoa*, etc.

A ces nouveaux peuples, les Ibères, établis en Aquitaine, pays des *Ausks* ou *Auxitani*, les Gaëls ou Celtes, devaient nécessairement se mêler un jour (1); ils n'étaient séparés que par la Garonne. Leur commerce, quoique restreint, le déve-

(1) Le mot Gaëls, nom propre et primitif des *Celtes*, habitants des bois, dérive du mot celtique *galac'h*, brave, et, par extension, galant, bon; le *Gaëlich* était leur langage.

loppement des principes civilisateurs, les relations quotidiennes et indispensables entre les habitants des deux rives, tenaient incessamment à les rapprocher. De la fusion de ces deux peuples s'est formée la nation celtibérienne, dans laquelle l'élément ibère, ou espagnol, dominait et tempérait, par sa gravité, la légèreté du caractère des Gaëls.

Dans le discours que Jean d'Armagnac adressa, au XIV^e siècle, au roi de France, sur la conduite du prince de Galles, il reconnaît que les Gascons, ses ancêtres, étaient descendus des Ibères transpyrénéens, comme nous le verrons plus bas (*anno* 1369).

Romey, dans son *Histoire d'Espagne*, dit que les Phéniciens avaient établi des colonies en Ibérie; nous ne le nions pas; nous savons que les Carthaginois y trouvèrent des ressources immenses pour repousser les Romains; mais sur quelle autorité se fonde-t-on pour dire que les Phéniciens s'établirent aussi sur les côtes de la mer Tarbellique? Romey ne nie pas l'émigration des premiers Ibères, appelés plus tard *Cantabres* par les Romains, et, reconnaissant que leur arrivée en Espagne dut avoir lieu longtemps avant l'ère chrétienne, il croit pouvoir avouer que ces émigrés orientaux donnèrent, dans l'Ibérie occidentale, des noms à un grand nombre de localités, comme nous l'avons vu plus haut, et que ces *Euscaldun-ac* forment une des couches primitives et plus anciennes du peuple espagnol. Il confirme donc la thèse que nous venons de soutenir, appuyé sur l'autorité des premiers historiens modernes. Il s'ensuit donc que, puisque ces premiers *Euscaldun-ac* se répandirent en deçà des Pyrénées, leur langue, conservée plus ou moins dans sa pureté, et parlée dans les pays basques et dans l'Aquitaine, avait été primitivement la langue de toute l'Ibérie et de l'Aquitaine, langue dont les rapports analogiques avec les dialectes de l'Arménie, d'où sont venus les Ibères, ne sauraient être contestés.

On en peut conclure aussi que les Ibères furent refoulés vers les montagnes et le golfe Tarbellien par les Phéniciens, lorsqu'ils vinrent, sous la conduite d'Amilcar Barca, général des Carthaginois, y fonder la ville de *Barcino* (Barcelonne), et celle de *Carthagene*, fondée sous Asdrubal. Strabon dit que les premiers Aquitains, c'est-à-dire les premiers Ibères, étaient pauvres, obscurs et acculés à l'Océan (1). Les *Eausks* ou *Euscualdunacs*, au delà ou en deçà des monts, étaient donc le même peuple.

Quant à leur langage, il n'avait aucun rapport avec la langue de Tyr ou de Carthage. Le cardinal Mezzophante, le polyglotte par excellence, qui savait et parlait avec une certaine facilité plus de soixante langues différentes, avoua un jour à lord Brougham que la langue basque, langue primitive des *Eauscualdun-ac*, ou anciens Ibères, était celle qui l'embarrassait le plus; qu'elle ne participait ni de l'arabe, ni du celtique, ni du grec, ni du latin, et que ses racines, loin de ressembler à celles du grec, avaient, au contraire, beaucoup d'analogie avec les dialectes de l'Arménie, d'où étaient venus les premiers habitants de la Péninsule ibérienne, que les Phéniciens refoulèrent plus tard vers l'Océan et au delà des monts, en Aquitaine. En arrivant en Ibérie, les Phéniciens appelèrent ce nouveau pays *Spania*, de *span*, lapin, à cause de l'immense quantité de lapins qui s'y trouvait, ou de *span*, caché, inconnu, peu fréquenté (2).

(1) *Gentes Aquitanorum..... exiguæ tamen et obscuræ et in magnam partem ad Oceanum accolentes. (Strabon, liv. IV.)*

(2) Les Italiens disent *Spagna*, et les Anglais *Spain*.

CHAPITRE II.

Les colonies celtes ou bituriges. — Le nom primitif de Bordeaux. — Signification du mot *Biturige*. — Les premiers habitants de Bordeaux étaient-ils Bituriges? — Auguste favorise le commerce du bourg des Gaëls ou des Celtes. — Un autel en son honneur. — L'inscription sur cet autel. — Les Bituriges de Bordeaux étaient originaires de Bourges. — Sont venus dans nos contrées avec les Boii, les Lingones. — Les villes de Boios et de Noviomagus. — A quelle époque ces colonies des Bituriges sont-elles venues dans ce pays? — L'étymologie de Burdigala. — Sa situation sur la rive gauche de la Garonne. — L'île de Marthogas, formée par un bras de la rivière qui coulait au pied des collines du Cypressat et de Lormont, etc., etc.

Après avoir consacré le premier chapitre à l'Aquitaine et à ses premiers habitants, nous allons maintenant nous occuper du bourg de Burdigala (Bordeaux), qui devait en devenir un jour la capitale.

Livre I.

Parmi les Gallo-Aquitains ou Celtibères dont nous venons de parler, nous voyons figurer des tribus qui n'ont pas eu une origine ibérienne. C'étaient les Bituriges-Vivisques, les Boii, les Lingones et les Cubi, colonies celtes établies du temps de César sur les bords de l'Océan et de la Garonne. Les historiens, en général, reconnaissent que les Bituriges celtes s'étaient établis sur la rive aquitanique de la Garonne; mais ils ne s'accordent pas sur l'époque de leur émigration. Saint Isidore, dans ses *Étymologies*, les dit sortis du pays de Bourges (le Berry). Alteserre l'affirme comme une vérité incontestable (1). D. Devienne n'en doute pas, et Ausone nous apprend que les Bordelais étaient descendus des Bituriges-Vivisques, et que ses parents appartenaient à cet ancien peuple (2).

(1) Scimus Bituriges-Viviscos à Biturigibus, Gallica gente profectos. (*Alteserre, Rer. antiq., lib. I, cap. XI*).

(2) Hæc ego Viviscâ ducens ab origine gente. (*Ausone, Mosel, versus 43*).

Livre I.
Chap. 3.

Guienne
monumentale,
introduction,
xii, xiii.

Un jeune écrivain de Bordeaux le nie cependant, « par la » raison, dit-il, qu'à cette époque, les émigrations ne s'effectuaient pas facilement : chaque peuple était classé, et fait » sait respecter autant que possible les limites sacrées de son » territoire. Il eût fallu que les Bituriges passassent sur le » corps à un grand nombre de tribus, et qu'ils entreprissent » une guerre d'extermination contre les Aquitains, maîtres » des Bordelais avant eux... Le nom de Biturige est un nom » générique qui s'appliquait vraisemblablement à différentes » peuplades, soit en Celtique, soit en Aquitaine. »

Tite-Live,
lib. V.
Justin,
lib. XXIV.
D'Anville,
tom. 1^{er}, p. 151.

Cette assertion, toute gratuite, ne se prête pas aux inductions qu'on en veut tirer ; elle n'est pas même assez spécieuse pour faire naître un doute, encore moins pour contre-balancer l'autorité de nos historiens anciens et modernes. Tacite, Tite-Live et Justin parlent de l'émigration des Marcomans, entreprise pour se soustraire à la cruelle domination des Romains. L'histoire atteste les aventureuses expéditions de Bellovèse et de Sigovèse, six siècles avant Jésus-Christ, et presque tous nos historiens parlent des émigrations et des courses des Boïens de la Celtique à travers l'Europe, et de leurs établissements dans de nouvelles patries, auxquelles ils ont laissé leur nom, la *Boïemia* et *Boiaria*, la Bohême et la Bavière de nos jours.

On sait qu'Orgétorix, avec ses Helvétiens, quitta les étroites limites de son pays pour s'établir dans la Gaule. César parle de cette émigration et de l'expédition du roi des Germains, Arioviste, dans le même pays. Les limites étaient, il est vrai, sacrées en temps de paix ; mais comme toujours, et surtout en temps de guerre, la nécessité ne connaissait pas de loi : le dieu Terme n'avait plus de culte, et les Gaëls eux-mêmes ont souvent prouvé que, dans la détresse, les limites des états étaient loin d'être sacrées. La ressemblance physique et morale qui existait, du temps des Romains, entre les Bituriges d'Avaricum et les Bituriges-Vivisci de Burdigala, ne

aurait être l'effet du hasard. Les épithètes *vivisci*, *cubi*, ne sont que les qualifications distinctives des deux fractions du même peuple celte, et qui ont leur raison d'être, ou dans le caractère particulier de ces peuples, ou dans leur position purement géographique ou politique.

Quant à l'étymologie du mot *Biturige*, nous croyons que le même auteur se trompe encore. « Ce mot, dit-il, s'applique vraisemblablement à différentes peuplades, soit en Celtique, soit en Aquitaine, qui habitaient les bords des cours d'eau et le voisinage des embouchures des fleuves. »

Le mot *vraisemblablement*, que cet écrivain emploie, affaiblit son sentiment; c'est le résultat d'un manque de conviction de sa part; il crée chez le lecteur le doute et l'incertitude, et fait repousser, comme simplement conjecturale, cette opinion philologique, que sa nouveauté rendait justement suspecte. A-t-on jamais employé ce mot, *Biturige*, pour désigner les peuples qui habitent aux embouchures ou sur les bords du Rhin, du Rhône, de la Seine ou de la Moselle? C'est cependant ce qu'il aurait dû prouver, s'il tenait à faire admettre son opinion comme certaine, ou au moins plausible.

Quelques auteurs croient que le mot *Biturige* est d'une origine purement celtique, et se fondent sur ce que dit le savant M. Humboldt : « Les terminaisons celtiques sont *dunum*, *magus*, *vices*, *briga*; on ne les trouve pas chez les vrais Aquitains. La terminaison en *riges* paraît commune aux Celtes et aux Ibères (1). » Aussi, à part les Nitiobriges (les Agenais) colonie celtibérienne, et les Bituriges de Burdigala, on ne trouve pas, parmi les Ibères en deçà des Pyrénées, encore moins au-delà, de noms qui se terminent en *riges*; tandis qu'on en trouve un grand nombre chez les Celtes, comme *Allobriga*, Ratisbonne; *Latobriges*, les Allobroges, etc., etc.

Livre I.
Chap. 2.

Guienne
monumentale,
introduction.

(1) Prüfung der untersuchungen über die urbewoher Hispaniens, etc., etc. (Berlin, 1821, page 95.)

Cependant, on ne peut pas en disconvenir, le mot *Biturige* semble avoir une origine romaine ou latine, et Zingerling, homme savant et judicieux observateur, nous assure que la ville d'Avaricum, nom primitif de Bourges, fut appelée *Biturix*, à cause de ses deux grosses et grandes tours qui en défendaient l'entrée et qui figuraient dans les anciennes armoiries de cette cité (1).

Les mots *bi* et *turris* sont latins, et ne sont pas des mots celtiques. Les Romains ne distinguaient les habitants d'Avaricum des peuplades voisines que par la qualification des hommes de *la ville aux deux tours* : *Bituriges*. Ce nom fut conservé par les *Vivisci* dans leur nouvelle patrie, et adopté par les Ibères avec d'autant plus de facilité que, dans leur langue, les trois éléments dont il se compose, *bi-atur-riges*, signifient les maîtres des deux rivières, la Garonne et la Dordogne : *bi*, bis; *atura*, eau, et *riges*, possesseur des rivages de ces deux rivières.

Toutes les peuplades voisines, les Boïens, les Lingones, etc., etc., formaient des républiques fédératives et se prêtèrent secours contre César. Gergovia était le chef-lieu des Boïens, peuple guerrier; mais la capitale de la Confédération celtique était *Avaricum* (Bourges), que César appelle *la plus belle cité de presque toute la Gaule* (2). De cette Confédération est venue la dénomination distinctive de *Coidhi*, que les écrivains de Rome ont rendue par *Cubi* en latin, et qui, en celtique, signifie *druïdes* associés, confédérés. César ne parle ni des *Cubi*, ni des *Vivisci*; ces expressions latines ne furent employées qu'après la guerre : la première, pour désigner les peuples confédérés; la seconde, *Vivisci*, pour caractériser la jeune colonie pleine de vie et d'avenir qui vint s'établir sur les rives de la Garonne; elle dérive probablement du mot *vivisco*, prendre vie, se fortifier.

(1) Turribus à binis unde vocor Biturris. (*Itiner.*, page 34).

(2) Pulcherriam prope totius Galliae urbem. (*Comment.*, lib. VII).

Loin donc d'admettre comme vraie, ou même comme vraisemblable, l'opinion exprimée par l'auteur de la *Guienne monumentale*, nous persistons à croire que le mot *Bituriges* ne désignait que les habitants de Bourges, et que la colonie qui en est sortie, et qui est venue s'établir sur les rives aquitaines de la Garonne, a conservé son nom primitif dans sa nouvelle patrie; ce nom était Biturige, comme on le voit dans César. Nous croyons aussi qu'à l'arrivée des Bituriges dans nos parages, il existait un bourg ibérien dans nos marais, qu'ils occupèrent et embellirent, et auquel les Romains, du temps d'Auguste, donnèrent le nom de *Bourg des Gaëls* (*Burdigala*). Strabon confirme notre croyance à cet égard; car il nous apprend que ces colons ou émigrants bituriges vivaient sur le sol aquitain, comme étrangers, et sans payer de tribut; ce qui était une exception à la coutume générale. « La » Garonne, dit-il, après avoir reçu trois autres rivières, coule » entre les *Bituriges-Josques* et les Santons (les Bordelais et » les Saintongeais), qui sont deux peuples gaulois; mais » de ces deux peuples, les Bituriges sont les seuls qui vi- » vent sur le sol aquitain, comme étrangers et sans payer » de tribut. Ils ont un port, nommé *Burdigala*, situé dans » des marais formés par la Garonne. »

A ce peuple, que Strabon appelle *Josques*, Ptolomée donne le nom de *Vibisques*, et Pline le désigne par le mot *Oubisques*; mais ces variantes ne sont provenues que de la négligence ou de l'ignorance des copistes; leur véritable nom était *Vivisques*. Tout doute à cet égard a été levé par la découverte d'un autel quadrilatère en marbre gris, d'un style pur, qu'on exhuma, en 1413, des ruines des Piliers-de-Tutelle. Il fut alors transporté au Château-Trompette et déposé plus tard au Musée des Antiques de la ville. Cet autel votif fut érigé par les Bituriges-Vivisques en l'honneur d'Auguste, dans le temple de Tutelle; leur reconnaissance associait son culte à celui de la divinité tutélaire de la cité. Sur

Livre I.
Chap. 2.

Strabon,
Géographie,
lib. IV, V.

Venuti,
page 9.

le devant de ce monument, on voit encore l'inscription suivante :

AVGVSTO SACRVM
ET GENIO CIVITATIS.
BIT. VIV. (4).

Venuti,
Dissert.

Cet autel fut retiré des décombres du beau monument connu à Bordeaux sous le nom de *Piliers-de-Tutelle*, que Perrault, par des inductions tirées des principes de l'art et du fini du travail, déclara appartenir aux premières époques de l'Empire (2). Venuti, dans une lumineuse dissertation, a démontré que cet autel fut érigé en l'honneur d'Auguste, par la reconnaissance publique, du vivant même de cet empereur ; il avait protégé le port et le commerce naissant du nouveau bourg ; il avait exempté la colonie biturige de tout impôt, et l'autel érigé en son honneur, comme à une divinité tutélaire, était la flatteuse expression de leur gratitude. L'inscription réduit à leur juste valeur les variantes des auteurs que nous avons cités.

Par qui Burdigala fut-elle fondée ? A quelle époque les Bituriges sont-ils venus s'établir dans nos contrées ? Il est difficile d'éclaircir ces questions ; impossible peut-être de les résoudre. Essayons, cependant, et examinons d'abord les différentes opinions émises sur ce sujet.

Quelques auteurs (ils sont rares) prétendent que Burdigala fut fondée par les Phéniciens, qui, étendant leurs spéculations commerciales en Espagne et sur les côtes de la mer Tarbellienne (golfe de Gascogne), vinrent apprendre aux indi-

(1) Consacré à Auguste et au génie de la cité des Bituriges-Vivisques. On dressa à ce même empereur des autels à Lyon, à Aisnay, à Narbonne, à Saintes et à Arles. (Michelet, *Hist. de France*, tom. 1^{er}, page 68).

(2) Voyez la traduction de Vitruve, par Perrault, qui dessina les magnifiques restes du temple. Vinet les dessina aussi en 1572 ; depuis lors, ils ont eu de nombreux copistes. En 1617, il y avait encore debout dix-huit colonnes. Nous en parlerons plus bas.

gènes les secrets de leur industrie , et leur apporter , avec leur commerce , les bienfaits d'une civilisation avancée. « La Garonne , dit un écrivain de nos jours , se courbait en arc au pied du *Burg* , qui reçut des Phéniciens , à cause de son admirable situation , le nom de *Burg di Kal* , la ville du port. »

Livre I.
Chap. 2.

Guienne
monumentale,
tome III.

Qu'on nous donne cela comme une plausible conjecture , rien de mieux ; mais qu'on l'affirme comme une vérité historique , rien de moins excusable. Que les Phéniciens , qui trafiquaient avec les Phocéens de Marseille et les habitants des bords de la Méditerranée , aient eu des relations avec les Ibères et les habitants de nos côtes , cela nous paraît vrai. On croit qu'ils vinrent en Espagne l'an du monde 2555 , ou mille cinq cents ans avant Jésus-Christ. Mais sont-ils venus en Aquitaine , dans les pays basques ? Nous demandons des preuves ; on ne nous en donne pas de bonnes ; le doute est donc permis.

Quelques auteurs respectables parlent de huit siècles seulement avant notre ère. Cette opinion est moins prétentieuse et plus près de la vérité. Mais ont-ils bâti un bourg dans nos marais ? Lui ont-ils donné un nom phénicien et d'une étymologie presque moderne , toute française ? Nous avouons que nous ne saurions l'admettre. C'est avancer des choses qu'on n'a jamais pu prouver ; c'est aller chercher au loin , dans une langue étrangère , le nom d'un bourg qu'on trouve naturellement dans la langue du peuple qui l'habitait ; c'est demander aux étrangers ce qu'on trouve chez soi.

Isidore
et Rosseuw.

Une autre opinion rapporte l'arrivée des Celtes sur la rive aquitanique de la Garonne , à l'époque où Brennus , à la tête de ses bandes de Gaulois , crut devoir chercher ailleurs une autre patrie et de nouvelles ressources , plus de trois siècles avant Jésus-Christ.

Cette opinion présente une très-grande difficulté ; elle est démentie par l'histoire. L'émigration eut lieu , mais dans une autre direction que celle de nos contrées : c'était vers Rome

Livre 1.
Chap. 2.

et les riantes plaines de l'Italie. Les soldats de Brennus ne sont jamais venus en Aquitaine.

*Histoire
de France,*
t. 1^{er}, pag. 16.

Henri Martin croit que les Bituriges sont venus s'établir en Aquitaine du temps de l'émigration organisée par Ambigat, sous la conduite de Sigovèse et de Bellovèse, 587 ans avant Jésus-Christ. « Les Bituriges, dit-il, avaient été brisés comme » les Aulerkes, et une fraction de ce peuple avait été refou- » lée sur la Gironde. »

Mais c'est toujours la même difficulté que nous rencontrons ; on ne fait que la déplacer ; on ne la résout pas. Bellovèse et ses compagnons se dirigèrent vers le Tyrol et l'Italie ; Sigovèse et ses troupes allèrent s'établir sur les bords du Danube et dans les pays circonvoisins, et aucun écrivain, que nous sachions, n'a dit, avant M. H. Martin, que ces émigrants vinrent alors fonder Bordeaux.

Les Bituriges, les Boïens et les Lingones furent, en effet, expulsés de leur patrie, ou plutôt ils s'expulsèrent eux-mêmes, et vinrent s'établir dans nos contrées, à une époque beaucoup plus récente du temps de l'invasion de la Gaule celtique par César et Crassus, cinquante et quelques années avant Jésus-Christ ; ils fondèrent alors des colonies sur les rives de la Garonne, et, du temps d'Auguste et de Tibère, ils étaient encore regardés comme étrangers. Strabon, qui vivait sous Auguste, dit que les Bituriges résidaient dans nos contrées comme *étrangers* ; mais comment y seraient-ils regardés comme tels, si l'on croyait qu'ils y étaient établis depuis le temps d'Ambigat, près de six siècles avant Jésus-Christ, ou même depuis le temps de Brennus, trois siècles avant Auguste ? Ne doit-on pas, dans ce cas, les considérer comme natifs du pays, de vrais Aquitains ? Comment pourrait-on dire qu'ils y étaient étrangers ou nouvellement établis ? C'était là leur patrie ; ils devaient l'aimer et la défendre. Cependant, dans la guerre contre Crassus, ils ne figurent pas dans la ligue aquitanique, qui se forma après la chute de Sos.

César,
Commentaires,
lib. III.

César parle des nombreux peuples aquitaniques qui s'étaient soulevés contre lui; mais, nulle part, il ne fait mention des Bituriges-Vivisques ou des Burdigaliens. Que faut-il en conclure? Que Burdigala n'existait pas? Non; car quelques années plus tard, c'était, selon Strabon, une *place de commerce célèbre*, et la célébrité d'une ville, sous le rapport commercial, n'est pas le résultat de l'industrie naissante d'un peuple enfant.

Peut-on en conclure qu'avant le temps de César, il existait un bourg sur la Garonne, sous un autre nom aquitanique ou ibère, et que les Romains le désignaient plus tard sous le nom de *Burg des Gaëls* (*Burgus Gallicus*), à cause des pauvres émigrants, les Gaëls ou Gaulois, qui s'y étaient établis? Nous le croyons. A l'arrivée des Romains, sous les ordres de Crassus, après la conquête de l'Armorique, les Ibères se retirèrent probablement vers les montagnes; les émigrants bituriges trouvèrent plus tard la place vide, et, s'y étant établis, ils acquirent des droits à la protection des Romains, par la stricte et prudente neutralité qu'ils gardèrent dans la guerre que les Ibères-Aquitains soutinrent contre les cohortes romaines.

D. Devienne adopte cette opinion, et croit que l'émigration des Bituriges eut lieu après la chute d'Alesia et la défaite des Gaëls, sous Vercingétorix; ils brûlèrent leur ville et allèrent chercher fortune parmi les Ibères de l'Aquitaine.

On objecta que Strabon, qui vivait soixante et quelques années après l'incendie des villes gauloises, ne parle pas de cette émigration vers l'Aquitaine; non, mais il dit que ces *étrangers* (les Bituriges) avaient sur la Garonne un port célèbre, une place importante de commerce, *celebre emporium*, qu'il appelle *Burdigala*. « La Garonne, dit-il, après » avoir reçu trois autres rivières, coule entre les Bituriges-Josques et les Santons (les Saintongeais), qui sont » deux peuples gaulois; mais les Bituriges sont les seuls de

Livre I.
Chap. 2.

*Discours
préliminaire.*

Strabon,
Géographie,
lib. IV.

Livre I.
Chap. 2.

» ces peuples qui vivent sur le sol des Aquitains comme
» *étrangers* et sans payer de tribut; ils ont un port nommé
» *Burdigala*, situé dans un marais formé par la Garonne. »

Après une indication si formelle, une notice si explicite, il semble qu'on aurait tort d'alléguer le silence de Strabon. Il faut songer, d'ailleurs, que cet auteur n'écrivit pas en historien; il n'était que géographe, et, comme tel, il constate la présence des Bituriges comme *étrangers* sur les rives de la Garonne. Ils n'y étaient donc pas depuis des siècles, puisque, du temps d'Auguste, on les regardait comme *étrangers*.

En arrivant dans nos contrées, y trouvèrent-ils un bourg ou quelques huttes de pêcheurs? Nous avons déjà dit que nous le croyons. L'industrie et l'intelligente activité de ces *étrangers*, stimulées par leurs nombreux besoins, agrandirent et embellirent le port, qui, par sa position si favorable aux relations commerciales avec les peuplades voisines, devint, dans le cours de soixante et quelques années, c'est-à-dire dans le laps de temps qui se trouve depuis l'incendie des villes gauloises jusqu'au temps d'Auguste, une place de commerce assez remarquable pour mériter une courte notice dans l'ouvrage de Strabon, et pour figurer dans la *Carte géographique de l'Empire*. César ne parle pas du bourg de ces *étrangers* ni de ses habitants; ils portent peut-être dans les *Commentaires* un autre nom; car cet auteur parle de plusieurs peuples dont l'emplacement topographique ne peut être clairement déterminé.

César,
Commentaires,
lib. III.

Après avoir subjugué plusieurs peuples du nord-ouest de la Gaule, César fit préparer une quatrième campagne contre les fiers Aquitains, qui avaient déjà repoussé avec de brillants succès les troupes de Rome; il mit Crassus à la tête de cette expédition, et lui ordonna de réduire ce peuple, qui avait si opiniâtrement résisté aux vainqueurs du monde. Crassus se mit en marche, et pénétra, dit-on, dans notre pays, en se dirigeant vers Sos, dans l'Agenais, ou, selon

d'autres, dans Lectoure. Les Ibères qui habitaient la rive gauche de la Garonne, effrayés de l'approche des Romains, s'éloignèrent de nos côtes et allèrent rejoindre leurs frères d'armes, qui, avec les Bazadais et les peuples d'Aire, s'étaient réunis pour attaquer les Romains, déjà maîtres de Sos.

Quelque temps s'écoule après la conquête de l'Aquitaine, et la Gaule entière se soulève à la voix de Vercingétorix. César pénètre dans le pays, où il rencontre un peuple de héros, qui, ne pouvant pas vaincre et ne voulant pas se soumettre, brûlent leurs villes, dévastent leur pays natal, livrent leurs derniers combats sous les murs de Gergovie et d'Alesia, et ayant abandonné ces malheureuses contrées, vinrent chercher une nouvelle patrie sur les bords de la Garonne et occuper le bourg et les rivages d'où les Ibères avaient été refoulés, par la crainte de Crassus, vers les montagnes. Par une soumission feinte ou réelle à l'empire de Rome, ils acquirent des droits à la protection d'Auguste, qui les combla de bienfaits et les exempta de tout impôt. Le consul Corvinus était auprès d'eux l'interprète de la bienveillance de Rome; ils conservèrent ainsi, dans ce pays, leur nom, leurs mœurs, leur religion et leur liberté. S'ils y avaient été établis depuis quelques siècles, ils auraient été de vrais Aquitains, et, comme tels, ils auraient secondé les mouvements insurrectionnels que leurs compatriotes essayaient de faire réussir alors en Aquitaine contre les Romains. Ils n'en firent rien; c'était sage, et, d'ailleurs, quel intérêt auraient-ils à le faire? Ils étaient alors *étrangers* et toujours gaulois : une parfaite neutralité était le seul et le meilleur parti à prendre. A tout bien considérer, le joug de Rome ne pouvait pas et ne devait pas leur paraître plus odieux ni plus pesant que celui de ces fiers Ibères, qui méprisaient tout ce qui n'était pas avec eux et pour eux, et qui aimaient mieux mourir avec gloire que de vivre avec honte sous le joug des Romains. L'étranger leur était odieux; les Bituriges devaient l'être, par conséquent,

Livre I.
Chap. 2.

—
César,
Commentaires,
lib. III, 23.

mais beaucoup moins, à cause de leurs malheurs, qui leur avaient acquis les sympathies des ennemis de Rome. C'est à ce titre que les Ibères leur avaient accordé une tolérance hospitalière, sur un sol malsain, dont personne n'était alors tenté de leur contester la possession. De quoi, d'ailleurs, seraient-ils jaloux ? Le bourg n'était qu'une réunion de misérables cabanes de pêcheurs, entourées de marais, dont les exhalaisons meurtrières moissonnaient périodiquement la population malheureuse.

Ainsi, le nom primitif du bourg celte, loin d'être phénicien, était purement celtique : le nom *Berg* est souvent employé dans les noms des villes celtes, comme dans *Berg-op-Zoom*, *Bergues*, *Bergame*, *Bergui*, *Bergedorf*, etc., etc. De ce mot gaëlique, *Berg*, les Romains ont fait *Bourg de Gala*. Tous les Aquitains devinrent les sujets provinciaux de Rome ; les Gaëls de notre *bourg*, ou les *Burdigaliens*, seuls conservèrent les institutions de leur pays natal, et furent exemptés de tout impôt. Nous avons déjà parlé de l'autel que leur reconnaissance fit ériger en l'honneur de leur bienfaiteur impérial.

Comme rien n'arrêtait la prospérité toujours croissante du paisible *bourg des Gaëls*, cette place devint, en quelques années, sous le rapport stratégique, une position militaire de haute importance. Messala conçut le projet de mettre cette ville naissante à l'abri d'un coup de main, et établit tout autour trois postes militaires : l'un dans le lieu même où il avait son camp, à Castres ; l'autre à Condate, près de Libourne ; et le troisième sur la voie militaire, sous le nom de *Castrum Belli Viæ*, dont on a fait plus tard *Blavia*.

D. Devienne prétend que les Boïens étaient les premiers habitants de notre ancienne *Burdigala*, et que l'émigration ordonnée par Ambigat, roi des Celtes, cinq cent quatre-vingt-sept ans avant Jésus-Christ, avait tellement épuisé cette puissante nation aquitanique, que les Bituriges ne rencontrèrent pas la moindre difficulté à s'y établir. Tout cela est faux :

aucun écrivain de Rome ne parle des Boïens d'Aquitaine ; plusieurs d'entre eux parlent des Boïens de la Gaule celtique, qui habitaient les pays voisins des Bituriges (dans le Berry), et dont la capitale, d'après César, était *Gergovia Boiorum*. L'émigration ordonnée par Ambigat, roi des Celtes, se bornait à la Celtique ; elle se dirigea, partie vers le Danube et partie vers l'Italie : c'était son peuple qui obéissait à ses ordres ; mais il n'avait aucun droit sur les Ibères de l'Aquitaine, qui n'étaient pas ses sujets ; il n'y avait pas, d'ailleurs, des Boïens en Aquitaine à cette époque.

Ainsi, l'arrivée des Boïens sur les côtes du golfe Tarbellique (de Gascogne) est toujours un mystère, comme celle des Bituriges sur les rives de la Garonne. Ces deux événements datent probablement de la même époque et s'expliquent par la même cause. La crainte et l'impuissance de ces deux peuples, vis-à-vis d'un ennemi vainqueur, produisirent les mêmes effets sur les habitants d'*Avaricum* (Bourges), et sur ceux des pays circonvoisins, les *Boïens*, les *Lingones* et les *Cubi*.

Les Gaëls, appelés Bituriges, s'établirent sur la rive gauche de la Garonne ; les Boïens, dont parle César, pénétrèrent plus en avant et fondèrent une ville, Boïos, sur les bords de la mer Tarbellique (golfe de Gascogne) ; les *Medulchi*, portion du peuple vivisque (les *Médocains*), s'emparèrent du pays situé entre la mer et la Gironde, contrée étendue, qu'ils appelèrent *Media olca*, terre entre les deux mers, à cause de sa position topographique.

Ils y trouvèrent une ville, que les premiers habitants de ce pays, les Ibères, appelaient *Soulac*, du mot ibère, *soloa-ac*, terres fertiles et cultivables ; mais il paraît certain que cette ville fut engloutie en même temps que Boïos (1), capitale des

Livre I.
Chap. 2.

César,
Commentaires,
lib. VII, cap. 9.

H. Martin,
*Histoire
de France*,
tom. 1^{er}, p. 16.

Carte
de Barbier de
Bocage,
Edition
de Lemaire.

NOTE 2.

(1) La Teste-de-Buch, qui est aujourd'hui le chef-lieu du pays dont Boïos avait été la capitale, fut détruite par les Normands et les Sarrasins. Le nom *Boïos* est celtique et accuse l'origine du peuple ; il dérive de *buwg* ou *bugs*, terrible, parce que

Boïens, dans les sables et les eaux de l'Océan. Les Gaëls, ou émigrants gaulois, la firent reconstruire un peu plus en avant dans les terres, sous le nom celtique de *Noviomay*, ou Ville-Neuve; mais l'ancien nom a prévalu, et la paroisse s'appelait encore au XVI^e siècle Notre-Dame de Souloac, *in finibus terræ*. — Voir note 2.

Les Lingones s'établirent à quelques lieues plus haut que les Bituriges-Vivisques; l'endroit conserve encore leur nom. » Langon, dit la vieille *Chronique de Bazas*, est une colonie » des anciens Lingones : *Lingonum veterum Lingonum colonia*. » Les *Cubi*, selon l'opinion de plusieurs écrivains, occupèrent les hauteurs qui dominent la Dordogne; ils y firent construire un fort (arx) et laissèrent leur nom à cette partie du pays, *Cubzac* (*Cuborum arx*) (1). L'endroit où était construit le fort ou citadelle des *Cubi*, fut appelé dans le moyen-âge St-Laurent-d'Arce, et conserve encore ce nom commémoratif.

c'étaient d'excellents soldats. On a dit qu'il y a eu un évêque à Boïos; c'est une erreur. On trouvera d'autres détails sur ce sujet à la page 12.

M. Jouannet prétend que Boïos était situé entre Argentières et Lamothe. Cette assertion est bien arbitraire et sans preuves; son véritable emplacement est inconnu. Les Boïens faisaient le commerce de la résine, comme saint Paulin nous l'apprend dans une lettre à Ausone, où il lui dit : « *Quâ regione habites, liceat reticere nientem Burdigalam, et piceos malis describere Boïos.* » Le premier, le plus ancien document qui fasse mention des Boïens d'Aquitaine, c'est l'*Itinéraire d'Antonin*, qui, d'après nos meilleures critiques, ne date que du IV^e siècle. Les mots *Boïos* et *Boïens* ont subi d'étranges transformations depuis lors, telles que *Boïes*, ou, selon d'Anville, *Buies*, *Boiates*, *Boates*, *Bouges*, *Bu-gs*, *Buch*. Dans cet endroit, la terre se projetait en avant dans la mer comme un cap ou promontoire; les anciens l'appelaient *caput Boiorum*, cap des Boïens ou des Bughs, mots que les Anglais, pendant leur domination en Guienne, ont rendu par un mot équivalent : *Teste de Buch*, ou *cap des Buchs*.

(1) Nous ne donnons cette opinion que comme très-probable. « Qui nous empêche, dit un écrivain moderne, d'admettre que les peuples de la rive droite de la » Garonne, près de l'embouchure de ce fleuve, portaient aussi le nom de *Bituriges-Cubi*? Les surnoms de *Vivisci* et *Cubi* avaient, sans doute, une signification purement géographique. Le mot *Cubi* est resté dans les dénominations : *Cubzac*, » *Cubzaguais*, etc., etc. » (*Guienne monumentale, introduction*, 13). Voyez Note 2 » pour d'autres détails sur ce sujet et sur les mots *Vivisci*, *Cubi*, etc., etc.

D'après tout ce que nous venons de dire sur ces différents sujets, nous persistons à croire que ces Gaëls, ou Gaulois-Bituriges, et autres, n'émigrèrent qu'après l'incendie des villes gauloises; qu'ils trouvèrent sur la rive gauche de la Garonne un bourg où ils s'établirent, et que les Romains ont appelé plus tard *Burdigala*. Nous admettons aussi comme très-probable que les Bituriges-Vivisques ont eu des relations avec les colonies grecques de la côte napolitaine (1), et que les Phocéens, des bords de la Méditerranée, ont étendu leurs relations commerciales jusque dans l'Aquitaine; mais quelle que soit l'analogie qui existe entre le phénicien et le celtique, nous ne souscrivons pas à l'opinion qui veut que notre ville ait été bâtie et appelée *Burdigala* par les Phéniciens; car rien ne l'autorise: aucune raison spécieuse ne peut être invoquée en sa faveur.

Le nom de *Burdigala* a exercé si longtemps le savoir et les conjectures des philologues, que nous croyons devoir en parler et éclaircir davantage cette question. Nous avons déjà rejeté l'origine phénicienne qu'on lui donnait; personne ne croit plus que la langue de Tyr ait été parlée sur nos côtes. Cette langue n'existe plus que dans quelques mots glanés péniblement par *Bochart*, et n'a aucun rapport avec la langue des Ibères-Aquitains; tandis que celle-ci a une analogie frappante avec les dialectes de l'Arménie, d'où sont sortis les premiers habitants de nos Provinces-Basques et de l'Aquitaine. Cependant, l'abbé *Lebœuf* va chercher l'étymologie de *Burdigala* dans la langue des Tyriens. *Burg*, dans le punique, dit-il, signifie *jonc*, plante vivace, qui croît abondamment sur les bords de la Garonne.

Livre I.
Chap. 2.

*Histoire
des Inscript.
et
Belles-Lettres,
tom. 15.*

(1) On a trouvé dans plusieurs endroits (en Guienne), des médailles grecques en or et en argent, et surtout en bronze: dans le Périgord, MM. *Taillefer* et *Moursin*; dans le Bordelais, M. *Jouannet*; dans l'Agenais, MM. *Debeaux* et *Razan*, en ont fait de belles collections. Le Périgord a fourni plus de monnaies et de médailles grecques que tout le reste de la Guienne. Le plus beau médaillier que nous connaissions dans le Midi, c'est celui du savant et estimable M. *Péry*, de Bordeaux.

Livre I.
Chap. 2.

—
Chaho,
*Histoire
des Basques*,
page 93.

Il assure qu'on retrouve en Aquitaine plusieurs expressions phéniciennes, dont l'adoption par les Ibères, ou Basques, ne saurait s'expliquer que par leur contact et leur commerce avec les Phéniciens, qui venaient trafiquer en Espagne. Quant aux mots *gala* ou *cala*, ce ne sont, dit-il, que des terminaisons gauloises. Plusieurs villages en France portent le même nom que notre cité, parce qu'ils se trouvent dans des localités où l'on voit beaucoup de jones.

Cette étymologie nous paraît inadmissible ; elle suppose que pour donner un nom au bourg biturige, sur la Garonne, la langue maternelle des Burdigaliens ou des Ibères ne suffisait pas ; qu'il fallait aller emprunter à la Phénicie un mot qu'on pût marier avec une terminaison gauloise, et Burdigala serait le fruit de ce singulier hymen !

Peu satisfait de cette étymologie, le même auteur en propose une autre, qui ne reflète pas beaucoup d'honneur sur les premiers Burdigaliens ; il les considère comme autant de lépreux, ou *cagots* ! *Borde*, dit-il, signifiait autrefois maisonnette, la demeure des *Gahets* ou des lépreux. De cet ancien terme, vient le mot patois, *Bordelays*, qui servait à désigner celui qui habitait la borde ; c'est le nom qu'on donne encore, dans les pays Bordelais et Bazadais, à celui qui exerce l'état de métayer. A l'appui de cette opinion, le savant académicien donne plusieurs preuves importantes ; ainsi Jean de Bracques, évêque de Troyes, défendit aux lépreux de sortir de leurs *bordes*, et s'appuie, en outre, sur l'autorité d'un ancien document émané d'Aicard, évêque d'Arles, de huit ou neuf cents ans de date, et imprimé parmi les preuves du nouveau *Gallia Christiana*. Il se trouve dans le *Glossaire*, aux mots *Burdigala* et *Burdiculum*, deux autres preuves qui semblent confirmer cette même opinion ; mais toute cette érudition n'est qu'une vaine pâture qu'on jette aux esprits curieux et avides de nouveautés. L'étymologie la plus naturelle est celle qui explique l'origine de ce bourg occupé et agrandi par les Gaëls,

ou Celtes, sur la rive aquitanique ; celle qui avait un rapport avec l'importance et les fondateurs de cette ville naissante, *Burgus Gallorum*, le *bourg des Gaëls*, dont les Romains ont fait *Burg di Gala* (1).

Saint Isidore de Séville dit que le nom de *Burdigala* (2) vient de ce que ses premiers habitants étaient des *Burgos Gallos* (3). M. de Masca cite cette opinion, et ajoute : « Si je me plaisais aux étymologies, j'aimerais mieux celle de *Bur-digala*, de *Burgo Galatico*, bourg gaulois ou ville gauloise, le nom de *Bourg* étant alors ancien et dérivé de la langue grecque, et partout propre à l'usage des Gaulois, comme on peut le voir dans Orose, Végèce et le glossaire de Philoxène. »

Avant l'arrivée des Romains, ce bourg eut très-probablement un nom ibère ; mais les vainqueurs des Gaules ne l'ont désigné que par le nom de Bourg des Gaëls (*Burdigala*). Le mot *berg*, ou *perg*, signifie en celtique hauteur et montagne, et se rapporte à la position élevée de certaines localités, telles que *Nuremberg*, en Allemagne ; *Berg-op-Zoom*, en Hollande ; *Bergerac*, colline au bord de l'eau ; *Berg*, ou *Bourg des Gaëls*, bourg bâti sur une élévation et occupé par les Gaëls (Celtes). Ce bourg était bâti sur une hauteur (*berg*) qui a pris depuis le nom de *Puy-Paulin*, *Podium Paulini*, parce que la famille patricienne des Paulin y demeurait.

Adrien de Valois prétend que *Burdigala* était située sur la rive droite de la Garonne, et Denis de S^{te}-Marthe a adopté cette assertion irréfléchie. Il ne vaut guère la peine de s'arrêter à réfuter cette erreur : Strabon est l'auteur le plus an-

Livre I.
Chap. 2.

Itinéraire,
lib. XV, cap. 4.
Histoire
du Béarn,
ch. 2.

(1) *Burgus*, selon Végèce, signifie un certain nombre de maisons sans remparts, sans murs. (DUCANGE, au mot *Burgus*.)

(2) On écrivait indifféremment *Burdigala* ou *Burdegala* ; cette dernière forme était la plus usitée.

(3) *Burdegalam appellatam ferunt quod Burgos Gallos primum colonos habuerit.*

(ISIDORE, *Itin.*, lib. XV, cap. 1).

Livre I.
Chap. 2.

Lib.
de Gloriâ con-
fessor.

cien qui parle de Burdigala ; il nous apprend que les *Vivisques* vivaient comme étrangers parmi les Aquitains ; ils étaient donc sur la rive gauche. Ausone nous apprend que la ville était partagée en deux par la Devèze , qui formait, sur la rive gauche, un port spacieux , dont saint Paulin parle aussi (1). Saint Grégoire de Tours fait mention des églises de Saint-Seurin et de Saint-Pierre , qui sont sur la rive gauche. On a trouvé , dit D. Devienne , au pied du Cypressat , de gros anneaux de fer auxquels on attachait les vaisseaux. On en a conclu que les Queyries formaient autrefois une île, et qu'un bras de la Garonne coulait au pied des collines complantées de cyprès et de lauriers, qu'on appelle de nos jours le Cypressat (Cenon) et Lormont. Cette île portait le nom de *Marthogue* , comme il paraît par une liève du chapitre de Saint-André, où on lit : *Insula Marthogua quæ est inter Burdegalam et Laureum montem.*

(1) Per medlumque urbis fontani fluminis alveum,
Quem pater Oceanus refluxo cum impleverit æstu,
Adlabi totum spectabis classibus æquor.

AUSONE.

Tandem autem exacto longarum fine viarum
Majorum in patriam, tectisque advectus avitis
Burdigalam veni, cujus spaciosa Garumna,
Mœnibus oceani refluxas maris invehit undas
Navigeram per portam, quæ portum spaciosum,
Nunc etiam muris speciosâ includit in urbe.

PAULIN.

CHAPITRE III.

Les mœurs des Burdigaliens. — Leur commerce avec les Boïens. — Noviomag. — Ils fondent un bourg. — Ils restent neutres entre les Romains et les Aquitains. — Les Druides. — Les Bardes. — Les Eubates. — L'écriture des Gaulois. — Ils n'avaient pas de livres. — Les Druidesses. — Les armes des Gaulois. — Occupation des Burdigaliens. — Le Puy. — Le port de Burdigala. — Le commerce. — La sage neutralité des habitants. — État politique sous Auguste. — L'idolâtrie romaine à Burdigala. — Celle des dieux étrangers. — La divinité des eaux, etc.

Tranquilles et heureux au milieu de leurs marais, que l'industrie devait plus tard changer en plaines fertiles et délicieuses, les Bituriges multiplièrent leurs relations commerciales avec plusieurs peuples voisins, les Boïens ou Bouges, habitants du pays de Buch, et avec *Noviomag*, ville nouvelle, que les *Medulchi*, habitants du Médoc, avaient bâtie sur la côte de l'Océan (1). Actifs et intelligents, ils se créèrent une nouvelle patrie; et développant avec adresse et succès les nombreuses ressources de bien-être et de prospérité que le sol et leur position maritime leur fournissaient, ils agrandirent et embellirent ce bourg, dont leurs descendants devaient un

Livre I.

—

NOTE 3.

(1) Dans le chapitre précédent, nous avons parlé de Soulac ainsi que de *Noviomag*. (Voir Notes 2 et 3). Sur la fin du XIV^e siècle, la population de Soulac se composait de plus de cent chefs de famille, et dépendait de Sainte-Croix de Bordeaux. Dans un article attribué à M. Rabanis, et inséré dans le *Compte-rendu de la Commission des Monuments historiques de la Gironde, années 1846-47*, il est dit que le mot Soulac dérive de *soloa c*, mot basque, dit-il, qui signifie *ville dans la plaine*. Cette étymologie nous paraît fautive. Le mot basque *soloa-ac* signifie, non pas ville dans la plaine, mais *terres ou monticules fertiles et cultivables*. Le mot *soloa*, en basque, a pour pluriel *solo-ac*, *terres labourables*; il y en avait autour du vieux Soulac, comme le fait observer Baurein. (*Variété bordel.*, tom. 1, p. 44, voir Note 3).

Livre I.
Chap. 3.

jour faire l'une des plus belles villes de France. Leurs occupations habituelles étaient la pêche, la chasse, l'agriculture, le soin des troupeaux et un commerce assez restreint avec les peuplades voisines. La guerre était contraire à leurs goûts ; elle avait été nuisible à leurs intérêts ; elle leur avait enlevé leur patrie, et ne convenait ni à la faiblesse d'une colonie naissante, ni aux paisibles travaux de ces étrangers inoffensifs, qui, n'épousant point les querelles des partis, finirent par gagner l'estime de tous et l'amitié des maîtres du monde.

Leurs mœurs, leurs usages et leur religion, étaient les mêmes que ceux des Gaulois, leurs ancêtres. Frugal et simple dans ses désirs, le Biturige n'avait d'abord d'autre nourriture que des glands, du millet, les produits de la pêche et les fruits de ses vergers. Ses plaisirs se bornaient le plus souvent à la chasse, et les vastes forêts du Bouscat, d'Ornon, et les collines boisées du Cypressat et de Lormont, fournissaient des aliments inépuisables à cette occupation inoffensive.

Justin,
lib. 43.
H. Martin,
*Histoire
de
France*,
tom. 1, p. 59.

NOTE 4.

La culture du blé, que les Ibères avaient apprise des Grecs de la côte méditerranéenne, fut bientôt introduite en Aquitaine ; le vin y était rare, et on ne s'en servait que dans les occasions solennelles, dans les fêtes populaires et domestiques. Comme à Arvaricum (Bourges), leur mère-patrie, les Druides étaient à la fois leurs prêtres, leurs médecins, leurs poètes et leurs magistrats ; ils composaient trois classes d'individus : les *Bardes*, les *Eubates* et les *Druides*, tous liés entre eux par une communauté d'idées, de devoirs sacrés et d'intérêts de caste ; tous concourant au même but, la conduite civile et religieuse, l'instruction et la moralisation des peuples. Les *Bardes* chantaient les exploits des héros, charmaient les loisirs des généraux, animaient au combat les soldats sur le champ de bataille,solemnisaient les victoires de l'armée et les fêtes de la patrie ; ils étaient revêtus d'un caractère sacré, et excellaient, dit Lucain, dans les poésies lyriques qu'ils composaient pour les fêtes nationales. Les *Eubates*, *Ovates*, les *Ovydds des Gaëls*

étaient physiciens, médecins et devins ; c'étaient les *Vates* de Rome ; ils étaient chargés du matériel du culte, dirigeaient les cérémonies religieuses, servaient d'intermédiaire entre le peuple et les Druides. Au-dessus d'eux, dans une hiérarchie régulière, se trouvaient les Druides, solitaires obligés, vénérables et tout-puissants sur la foule ; ils sacrifiaient des taureaux, des passereaux, du pain et du vin au pied d'un antique chêne, dispensaient la justice comme juges souverains, interprétaient les lois divines et humaines, intervenaient dans les litiges des particuliers et dans les querelles internationales, calmaient les peuples ou les précipitaient dans la guerre. A toutes ces fonctions importantes, ils joignaient celle de l'enseignement ; c'était à eux que les familles riches confiaient l'éducation de leurs enfants ; ils les instruisaient dans les principes de leur croyance, dans la philosophie, l'astronomie, la politique, la poésie, la médecine, les autres branches des connaissances humaines, si peu développées dans ces siècles. Leur doctrine tendait à rendre l'homme juste, vaillant et patriote ; ils enseignaient la spiritualité de l'âme, son immortalité, des récompenses ou des peines futures ; leurs sages étaient toujours vénérés et reconnus supérieurs aux philosophes des autres peuples. Pythagore étudia chez les Druides, et c'est chez eux et non chez Phérécyde, à Scyros, qu'il puisa la meilleure partie de sa morale. Leurs doctrines sur Dieu, ses attributs, les principes moraux et les devoirs des hommes envers la Divinité, et sur la société, étaient plus pures que celles de tout autre peuple du monde, à l'exception des Juifs, dépositaires de la révélation primitive ; mais elles s'altérèrent plus tard au contact des doctrines de Rome païenne, et la superstition s'y glissa avec toutes les absurdités des cultes idolâtres.

Quant à l'écriture des Gaulois, nous n'avons sur ce sujet que des conjectures plus ou moins probables. « Avant que » les Romains se fussent emparés des Gaules, disent les Bénédictins, les habitants du pays ne mettaient rien par écrit

Livre I.
Chap. 3.

Dom Martin,
*Histoire
des Gaules.*

Alex. Poly,
Histoire.

*Nouveau
traité de diplo-
matie,*
t. 1^{er}, p. 704.

» de ce qui intéressait leur religion ; seulement, ils faisaient
» usage de l'écriture dans leurs affaires publiques et privées ;
» mais quelle était cette écriture, quels en étaient les caractères et quels monuments en reste-t-il ? Les plus anciens
» dont on ait connaissance sont en écriture romaine ; tous
» sont postérieurs à la conquête des Gaules par J. César.
» L'écriture dont on usait dans la plupart de ces contrées,
» avant les Romains, était néanmoins aussi différente de la
» leur qu'approchant de celle des Grecs. »

Puisque, d'après l'aveu des Bénédictins eux-mêmes, il n'existe aucun monument écrit antérieurement à la conquête, nous persistons à croire que les Gaulois d'alors n'avaient pas de livres écrits : les Druides cultivaient avec soin la mémoire ; et la jeunesse, qui fréquentait leurs écoles, apprenait tout par cœur et n'écrivait rien.

Les Druides s'étaient constitués les gardiens nécessaires et intéressés du dépôt des sciences religieuses et profanes ; ils étaient le lien qui maintenait la vieille société décrépite, à même de se dissoudre comme un cadavre et qui ne devait ressusciter qu'au souffle vivifiant de la foi chrétienne. L'ignorance était devenue le partage du peuple et servait de base et d'appui à la puissance de la caste druidique. Point de livre, point de monument écrit, comme nous l'avons déjà fait observer (1). Des pierres posées çà et là verticalement, pour célébrer quelque événement ; les traditions orales transmises du père au fils ; la mémoire des Druides, souvent complaisants par circonstance, modifiée par intérêt, ou faussée par les passions ou par le temps qui détruit tout, voilà les monu-

(1) *Nunc omnia in tenebris latent injuriâ temporum, patriâque suâ Galli pergrinare videntur, soli prope omnium rerum suarum ignari. Itaque instrumentum regni nullum ne publicum quidem habemus quod quidem certe magnopere memorandum sit. Sed his est perpetuus hujus regni genius rerum gestarum monumenta ut nihil ad rempublicam pertinere videantur.* (BUDÉE, in *Pandect.*, p. 89. PASQUIER, *Recherch.*, liv. II, chap. I^{er}).

ments qu'on trouvait parmi les peuples gaulois avant le temps de César. Les *Sénas*, ou Druidesses, prétendaient lire dans l'avenir le sort des hommes et des nations ; on assure qu'elles prédirent à Alexandre Sévère sa défaite et sa mort, et à Dioclétien son élévation à l'empire. Elles se ceignaient la tête de laurier et de verveine, et portaient un costume bizarre, mais respecté du peuple. En un mot, on reconnaît, en général, que la caste sacerdotale des Druides formait la corporation la plus puissante, la plus vénérée, la plus fortement unie qui ait jamais existé. Voilà les maîtres, les savants et les prêtres des Bituriges—Vivisques.

Parmi les Bituriges des bords de la Garonne, on ne rencontrait que des armes gauloises, des haches, des couteaux de pierre, des flèches avec des pointes garnies de silex, d'acier ou de coquillages, et qu'on retrouve encore dans les landes et dans les terres que la bêche ou la charrue ont rarement remuées. On les ensevelissait avec le maître, dans la même tombe : compagnes de tous les jours, ces armes ne devaient pas le quitter même à la mort !

Au lever du soleil, dit un écrivain moderne, le Biturige (Bordelais) allait poursuivre à travers les bouleaux les alcés (*urus*), ou il semait le maïs, ou il pêchait le colac (*alose*) dans les flots de la Garaph (Garonne). Le produit de la pêche ou de la chasse, cuit au retour dans un feu allumé près du banc de chêne à trois pieds, composait tous les mets de ses repas, avec le *pouls* ou la bouillie nationale. La cervoise lui servait ordinairement de boisson ; mais, les jours de fête, il amoncelait sur sa table des tas de viande, le saumon rôti au vinaigre, les alouettes et de larges rayons de miel sur des corbeilles de bois ; des flots de *zist* versé dans les cornes d'*urus* ou le crâne de l'ennemi, arrosaient le festin. C'était à la suite de ces orgies solennelles qu'étaient célébrés les mariages ; lorsque la bande avait fini de chanter *Teuth* (Dieu, le théos des Grecs) et la guerre, la porte de la cabane s'entr'ouvrait tout à coup ;

Livre 1.
Chap. 3.

—
Lamprid,
Histor. ang.
script.

on voyait cesser le tumulte , et une jeune fille , vêtue de sa plus blanche linna , ses cheveux retombant de chaque côté du front en longues tresses, venait , toute rouge, apporter la coupe d'eau à celui qu'elle choisissait pour époux. Voilà, selon Mary Lafon, les occupations, la vie et les mœurs patriarcales des premiers habitants celtes de Bordeaux.

Ce fut sur le Puy (1), colline qui dominait la Garonne, que furent construites les cabanes des Gaëls exilés : des murs d'argile couverts des roseaux de leurs marais ou de chaume, formaient leurs modestes demeures; la porte, large et haute, tenait lieu de fenêtres; à côté, était creusée la caverne où se gardaient les provisions d'hiver, et les fidèles chiens du maître défendaient le seuil de cette habitation des premiers âges. Du temps de César, les constructions s'étaient perfectionnées : le climat (2), la fortune, les nouveaux besoins des premiers Bordelais, ont pu influencer sur la forme, la grandeur ou les accessoires de leurs demeures; mais nous avons tout lieu de croire qu'elles ne différaient guère de celles dont César nous donne la description. Josèphe, qui écrivait sous Titus, nous assure que les villes du midi de la France étaient célèbres sous le rapport de leurs édifices, et imitaient en élégance et en richesse celles de la Grèce et de Rome.

Au pied de cette ville naissante, la Garonne se courbait en arc, et dessinait par sa sinuosité la forme si gracieuse de son magnifique havre, qui, dans le moyen-âge, était appelé le *Port de la Lune*, et qui, par son étendue, sa beauté et sa riant position, peut entrer en concurrence avec Goa et Constantinople.

(1) Cette colline fut appelée plus tard *Podium Paulini*, parce que la famille Paulin, originaire de Rome, y fit bâtir un palais. *Puch* ou *puy*, en celtique, signifie *mont*; les Romains en ont fait *Podium*.

(2) Selon M. Arago, les températures extrêmes des Gaules ont subi des modifications considérables : les étés sont moins chauds, les hivers moins froids, sans, néanmoins, que la température moyenne ait varié sensiblement.

En passant à Bordeaux, en 1721, Méhémed-Effendi, ambassadeur de la Porte-Ottomane en France, admirait la ressemblance de notre port avec celui de Constantinople; et Montesquieu, après avoir lu les *Mémoires* de cet étranger, disait à ses amis : « Je suis fier de mon vieux port de la Lune, » depuis que Méhémed-Effendi l'a comparé à celui de la ville » de Constantin. »

Au levant de la ville, se voyaient les riches coteaux, des monts de lauriers et de cyprès (Lormont et le Cypressat, aujourd'hui Cenon); au nord-ouest, une immense forêt (Bouscat); au sud-est, se trouvait, selon nos traditions locales, un sanctuaire ou temple gaulois, le *Vernometis*; et partout des marais, que l'industrie a convertis en riches vignobles et en magnifiques prairies. La position du *bourg des Gaëls* était admirablement appropriée aux besoins des habitants et à leurs relations commerciales avec les Celtes, auxquels ils tenaient par une communauté d'origine, d'intérêts et de mœurs, et avec les Aquitains, dont ils étaient devenus les compatriotes.

La Garonne, qui, dit un auteur (1), reste peu profonde pendant une grande partie de son cours, devient navigable, et, vers son embouchure, ressemble à une mer immense. Par la Garonne, les Santons, les Bretons et les Celtes envoyaient aux Vivisques leur blé et leur bétail; les Nitiobriges (Agenais), leur froment et leur maïs; les Cossiots, ou Vasates, leur poterie et leur cire; les Ausks et les Bigerrones (peuples d'Auch et de Bigorre), les paillettes d'or qu'ils ramassaient dans les sables aurifères de leurs fleuves et de leurs gaves (2). En échange, ils rapportaient chez eux du miel, de la laine, de la résine, fournis par les Boïens, et les autres produits du

(1) *Diū vadosus et vix navigabilis fertur.... ad postremum magni freti similis.*
(POMPON. MELA, *lib. III, cap. 2*).

(2) La Garonne, l'Adour, l'Ariège (*Aurigera*), étaient des fleuves aurifères. Les habitants, dit Raynal, ramassaient avec soin les paillettes d'or, que leurs eaux charriaient avec leurs sables. (*Hist. philosoph., II.*)

sol burdigalien. Après la conquête des Gaules, les marchés se tenaient le jour de Mercure (mercredi); la Dordogne, l'Ille, le Lot, le Tarn, l'Isère, l'Aveyron et leurs nombreux affluents, versaient dans Burdigala le trop plein des produits du sol qu'ils traversent dans leurs cours. Mille artères se présentaient à l'industrie des premiers Bordelais; mille moyens de développement et d'agrandissement; mille ressources que l'art et la nature concouraient à utiliser pour la prospérité de notre cité. On établit des rapports avec les côtes de l'Espagne, où ils trouvaient un peuple ami; avec Marseille, Narbonne et la Méditerranée, où, grâce aux Grecs et aux Phéniciens, le commerce avait pris de bonne heure une étonnante extension: de hardis navigateurs exploraient les côtes de la Bretagne et de la Saintonge; Burdigala même, sous Auguste, devint, dit Strabon, une place de commerce importante.

L'organisation politique était conçue également en vue de l'ordre et de la liberté; la société se composait de trois classes: les *rics*, ou notables; les *druides*, dont nous avons déjà parlé; et le peuple, ou ce qu'on appelle de nos jours le *tiers-état*. On élisait les *rics* tous les printemps; ils portaient tous la barbe et se distinguaient par les paillettes d'or dont ils ornaient leurs *bracs* (1). Le premier magistrat exerçait le pou-

(1) Le *brac*, selon Tacite et Diodore, était un sayon; selon saint Jérôme, saint Isidore et Alcuin, c'étaient les *braies* (*braccæ*), d'où est venu le mot *breeches*, dans les langues du Nord, *bragues* et *braquette* en français. (Voir le *Dictionnaire de Napol. Landais*). Les Romains parlent avec mépris de cette partie du costume gaulois. Cicéron et Juvénal désignent les anciens Gaulois sous le nom injurieux et offensant de *Braocati*. Pline appelle le pays de Narbonne, *Gallia braccata*. Cependant, les riches, sous Trajan, commencèrent à porter cette partie du costume gaulois; et après que Tétricus, de Bordeaux, eut paru au triomphe d'Aurélien avec ce vêtement étranger, le peuple le trouva si commode, qu'il l'adopta. (CASAUBON, *Ad suet. in aug.*, cap. 82).

Le *brac* était primitivement un vêtement chaldéen; il en est parlé dans DANIEL, ch. III, v. 21. Ovide, dans ses *Tristes*, dit que les habitants du Pont, où il était exilé, portaient les *bragues*, ainsi que les Perses.

« Hos quoque qui geniti gratâ creduntur ex urbe,
» Pro patrio cultu, Persica bracca tehet.... »

voir exécutif; les notables décidaient les affaires peu importantes; le peuple était consulté sur toutes les affaires majeures, et toutes les entreprises nationales étaient subordonnées aux décisions des druides, interprètes des volontés du ciel.

Nous voudrions bien pouvoir donner quelques détails authentiques sur les lois des anciens Gaëls; mais, malheureusement pour l'histoire, on ne les connaît plus. C'est une lacune qu'on ne peut combler, même imparfaitement, qu'en consultant la langue, les mœurs et les usages des Bretons, des Irlandais et des peuplades du pays de Galles.

De nouveaux événements se présentent : l'ambition de Rome convoite les Gaules, et Crassus, obéissant à la volonté de César, va, en subjuguant ces peuples guerriers, se frayer une route à l'immortalité. Son triomphe sur les Armoricaïns (1), la réduction de Sos, la défaite des Bazadaï et du peuple d'Aïre, l'audace toujours heureuse, toujours croissante du jeune général et de son armée, répandent partout la terreur et paralysent les dispositions guerrières des Aquitains. Enrichis par le commerce, qu'encourageait la tranquillité de leurs rivages, affaiblis par le luxe et la mollesse qu'engendre l'opulence, ils se soumièrent facilement, dit Ammien Marcellin, aux exigences de Rome, et devinrent leurs amis et leurs alliés (2). Les premiers Bordelais, comme nous l'avons déjà fait observer, ne figurent pas dans la vaniteuse nomenclature que César donne des peuples subjugués. Est-ce parce qu'ils gardaient une prudente neutralité, ou parce qu'ils étaient très-éloignés du théâtre de la guerre? Est-ce que la mauvaise saison, le manque de routes stratégiques, le peu de ressources

(1) Armoricaïns, les habitants des côtes de la Bretagne, pays qu'on appelait alors *Armorica*, de *ar*, haut, sur, et *muir* ou *môr*, mer, en cambro-breton.

Lacolonie dit que Crassus vint s'emparer du Cubzaguais, du Fronsadaï et de Créon; nous ne savons sur quelle autorité il se fonde pour avancer cette opinion : Créon n'existait pas alors.

(2) Aquitani ad quorum littora ut proxima, placidaque merces adventitiæ convenerunt, moribus ad mollietatem lapsis, in ditionem venerunt Romanorum. (AM. MARC.).

alimentaires qu'offrait aux Romains un pays boisé, humide et marécageux, les mirent à l'abri des attaques de Crassus? Est-ce parce que jusqu'alors ils portaient un nom biturige, et que leur bourg ne reçut le nom de Burdigala que des Romains victorieux? Toutes ces hypothèses sont également plausibles; la vérité est difficile à découvrir. César meurt sacrifié à la haine des républicains; l'Empire chancelle sur sa base. Les Gaulois s'efforcent de briser leurs chaînes; mais Agrippa arrive et les force de rentrer dans le devoir; ils se soulèvent encore, et s'agitent sous le lourd fardeau de leur servitude comme une victime qui se débat sous le couteau du sacrificateur; enfin le consul Messala, député par Auguste, vient river encore les fers que leur amour de la liberté avait essayé de briser. Tibulle et Lucain, compagnons d'armes de Messala, chantent servilement les triomphes du despotisme sur un peuple fier de son antique indépendance (4).

Le soleil de la foi se lève à l'horizon; la bonne nouvelle se propage comme un rayon de lumière que le ciel envoie aux hommes assis dans les ténèbres, et réclame pour le vrai Dieu la gloire qu'une orgueilleuse ignorance rendait aux créatures. Le polythéisme chancelle, les idoles tombent, et malgré la cruauté des agents de Rome et la toute-puissance de ses armes, le vrai Dieu commence à être adoré en esprit et en vérité. Pendant la paix générale que le Sauveur, en naissant, apporte au monde, Auguste, habile politique, réorganise l'Empire et prépose aux gouvernements des Gaules des lieutenants-

(4) Qui tenet et ripas Atyri, quâ littore curvo,
Molliter admissum claudit Tarbellicus æquor,
Signa movet, gaudetque amoto Santones hoste. LUCAIN.

Non sine me est tibi partus honor, Tarbella Pyrene
Testis et Oceani littora Santonici
Testis Arar (l'Adour) Rhodanusque celer magnusque Garumna.
TIBULL., lib 1, eleg. 8.

Gentis Aquitanæ celeber Messala triumphis.
TIBULL., lib. II, eleg. 1.

gouverneurs (*legati præsides*), avec un régime martial. Il visite lui-même l'Aquitaine, et quoiqu'il ne soit pas certain qu'il ait poussé ses excursions jusqu'à Bordeaux, toujours est-il vrai qu'il favorisa d'une manière particulière le développement de sa prospérité.

Désireux d'effacer les dénominations géographiques qui distinguaient les peuples des Gaules les uns des autres, et d'anéantir ainsi tout esprit de nationalité, il ordonna, à Narbonne, qu'on étendît les limites de l'Aquitaine jusqu'à la Loire. C'était confondre plusieurs peuples distincts et les affaiblir en réunissant ainsi des éléments disparates et antipathiques. Il substitua des noms nouveaux aux anciens noms de nos villes et de nos provinces : celui de *Burdigala* est trop romain pour ne pas nous faire soupçonner son origine ; il fut donné très-probablement, alors, à la petite ville naissante de ces Gaulois que l'exil avait incorporés aux Aquitains, à la place d'un autre qu'on ne nous a pas conservé ; c'était, pour les Romains, le *Burg des Gaëls*, *Burdigala*. Auguste y établit le siège du gouverneur et le chef-lieu de la nouvelle circonscription administrative ; il mit partout, dans les lieux populeux, des colonnes militaires, restreignit l'influence et l'action sociale des druides, déclara leurs fonctions incompatibles avec la dignité de citoyen romain, qu'il s'efforça de faire ambitionner aux Gaulois comme la plus noble récompense de la fidélité à leurs nouveaux maîtres et de leurs mérites civiques. Il donna à *Burdigala*, Agen et Vésone (Périgueux), le droit de se gouverner et d'administrer leurs revenus, et se concilia ainsi l'affection des habitants ; il ordonna un recensement général, comme base des impôts futurs, établit une taxe annuelle, payable tous les mois, et exigea, en nature, le cinquième du produit des arbres et la dîme de la récolte ; il désarma le peuple, confia la police aux mercenaires prêts à tout faire pour contenter quiconque les paie, et portés, par une servile obséquiosité aux volontés du maître, à affaiblir et même à anéantir l'esprit

Livre I.
Chap. 3.

Dion,
liv. 53.
Haute-Serre,
liv. III.

de nationalité et de liberté qui offusquait son ambitieux despotisme. Il ne se borna pas là : son astucieuse et prévoyante politique s'empara des écoles, pour asservir la jeunesse et s'attacher les générations naissantes; il y fit enseigner le droit romain, la langue et les sciences de Rome; Bordeaux, comme Toulouse et Arles, devint un foyer de lumière et rivalisa, sous les rapports scientifiques et littéraires, avec les premières villes d'Italie. Étouffée dans les étreintes du plus dégradant despotisme, la liberté n'eut plus d'air; elle expira parmi les peuples jusqu'alors les plus libres du monde; c'est tout ce que voulait la politique d'Auguste : la religion du pays s'effaça peu à peu, comme la liberté; les dieux de Rome s'emparèrent des retraites silencieuses et des mystérieuses forêts des druides; l'humanité se divinisa; l'homme se fit Dieu! le vice supplanta la vertu; et la terre usurpa les droits du ciel, en attendant que la lumière vivifiante de la foi y portât la bonne nouvelle, la réforme universelle des mœurs et des croyances. A côté des autels des Gaulois et des Germains, on éleva des temples aux divinités de Rome et d'Athènes : le culte romain était celui du pouvoir; le culte gaulois n'était plus que toléré; on attendait le moment le plus opportun pour le proscrire. Ainsi, on voyait dans le même pays, dans la même ville de Burdigala, des temples en l'honneur de Jupiter et de Teutates, de Junon et de Bélisama, de Bélen, le *Baal* des Ammonites, l'Apollon des Romains, et le même que le *Bel* des Assyriens, que nous n'avons pu connaître que par nos rapports avec les Phéniciens. On y voyait aussi le temple de la divinité tutélaire, les *Piliers de Tutelle*, et un autel votif en l'honneur d'Auguste, que la flagornerie des Romains et la reconnaissance des Burdigaliens avaient placé parmi leurs dieux.

Au côté sud-est de la ville, les Gaulois avaient leur enceinte sacrée, le célèbre *fanum de Vernemetis*, que remplace aujourd'hui Sainte-Croix, d'après les anciennes traditions du pays. Le Panthéon burdigalien renfermait aussi *Syrona*, la déesse

des forêts; *Divona*, celle qui présidait aux sources bienfaites de la ville, et à qui on avait consacré la belle fontaine qui porte son nom dans les poésies d'Ausone. Parmi les autres divinités qu'on adorait en Aquitaine, se trouvait *Mythra*, avec ses sacrifices expiatoires; *Hercule* et *Esus*, le *Zeus* des Grecs, le *Deus* des Latins, le *Jehovah* des Juifs, conception bizarre et fausse du vrai Dieu. Ainsi, comme nous venons de le voir, le polythéisme était le culte des premiers Burdigaliens.

Quant au respect religieux que les premiers habitants du bourg des Gaëls avaient pour leur divine fontaine, il n'a rien de bien étonnant; le culte rendu à l'eau, aux fontaines et aux fleuves, est une des plus anciennes formes de l'idolâtrie; il tirait son origine, peut-être, d'un souvenir confus des désastres du déluge. La superstition cherchait, dans des actes religieux, un moyen d'en empêcher le retour. Les Égyptiens offraient un culte à l'eau, comme élément déifié sous les noms d'Osiris, d'Isis ou du Nil: les Phéniciens la vénéraient sous le nom de *Dagon*, moitié homme, moitié poisson. Les Aquitains-Ilbères, imbus de ces idées orientales, avaient une grande vénération pour l'eau, qu'ils croyaient, avec quelques philosophes grecs, le principe de toutes choses. C'est de là qu'est venue l'ancienne coutume de jeter, comme offrandes, aux lacs, aux rivières et aux fontaines, de la cire, du pain et une partie des dépouilles enlevées aux ennemis. En Syrie, la divinité des eaux s'appelait *Derceto*, *Atergatis*; en Babylonie, *Ouannes*; en Scythie, *Thamisades*; en Grèce, *Poseidon*; à Rome, *Neptunus*, *Oceanus*, qui, selon Virgile, était l'auteur de toutes choses: *Oceanum patrem rerum*; à Bordeaux, *Divona*, la divine fontaine, dont les Burdigaliens se firent une divinité, à cause de ses excellentes eaux; *fons addite Divis*, dit Ausone.

Saint Athanase nous apprend que, de son temps, les païens honoraient d'un culte religieux les fleuves et les fontaines.

Livre I.
Chap. 3.

Georg.,
lib. IV.

Lib.
de Error.
profess. relig.

Livre I.
Chap. 3.
—

Æneid,
lib. VIII.

NOTE 3.

De Divinat.,
lib. II.

Cela s'explique par la grande utilité des sources dans les pays chauds, par la beauté des fleuves et par leur rapport avec le dieu Terme des Romains, comme limites entre les provinces et les nations. Dans Virgile, le dieu du Tibre apparaît avec majesté à Enée, et, par la même raison, on trouve établi partout le culte des Naiades, et même, dans notre Aquitaine, les divinités qui présidaient aux sources minérales des Pyrénées et à la limpide fontaine de la Divona burdigalienne, dont nous parlerons dans la *Note 5*. On sait tout le respect que les Grecs avaient pour leurs fontaines sacrées, Castalie et Hippocrène, et le culte des Romains pour la célèbre fontaine d'Égérie, consacrée aux Muses, où Numa avait des conférences avec sa nymphe, et qui fut, comme le dit Cicéron, placée au nombre des divinités romaines : *Camænarum fons in Deos relatus*. Le nom primitif de Cahors était *Divona*, la ville de la fontaine sacrée.

CHAPITRE IV.

Auguste, bienfaiteur de Bordeaux. — État de cette ville sous ses successeurs. — Son état politique et administratif. — Son sénat. — Mœurs. — Le christianisme. — Saint Martial à Bordeaux. — Ses succès. — Gallien à Bordeaux. — Fait bâtir l'amphithéâtre qu'on appelle le *Palais-Gallien*. — Bordeaux devient la résidence du gouverneur de la province. — Description de Bordeaux par Ausone. — L'étendue et le plan de la ville. — Les portes de la première enceinte. — Le Peugue. — La Devèze. — La fontaine *Divona*. — Le Puy (*Puy-Paulin*). — Les cimetières de *Terre-Nègre* et du *Campaure*.

Auguste prévoyait la future grandeur de Burdigala : la position de cette ville, sur les rives de l'un des plus beaux fleuves des Gaules, dans un pays fertile, habité par une population active et intelligente, le confirmait dans ses prévisions, qu'il désirait réaliser. Il y ordonna de nouvelles constructions, fit réparer le port, et érigea des temples en l'honneur des dieux de Rome. De cette époque, date la fondation de Blaye, *Blavia militaris*, dit Ausone, ainsi appelée de sa position comme station militaire, sur une route stratégique, *Castrum (Belli-Viæ)*, dont on a fait *Blavia* au IV^e siècle, et, du temps de la féodalité, *Blaye* (1). C'est par une semblable raison que l'ancien *Argentoratum* a été appelé Strasbourg (*Strata-burg*), le bourg du grand chemin de la Gaule en Germanie. C'est alors, ou du temps de Messala, que furent aussi

Livre I.

(1) En 1356, la route de Poitiers à Bordeaux s'appelait encore la *Voie militaire* (*Vis militaris, Belli-Viæ*) ; elle passait par Saintes ; et le château fort de cette voie militaire (*Castrum belli viæ* ou *Blavia*), ainsi appelée, par abréviation, dans le IV^e siècle, et plus tard *Blaie*. Après la bataille de Maupertuis, le 19 septembre 1356, le prince de Galles la suivit pour se rendre à Bordeaux, et même, en 1615, Louis XIII, venant de célébrer son mariage à Bordeaux, suivit cette route pour aller à Poitiers. M. Dufour en conclut que la route actuelle, par Angoulême, n'existait pas. (*De l'ancien Poitou*, p. 227).

fondés *Castres* (*Castrum*, ou camp romain), et *Condate*, fort important, bâti près du confluent de l'île de la Dordogne (1). Pour hâter le développement de la prospérité de Burdigala, Auguste la déclara exempte de tributs; c'était la récompense de la fidélité des habitants et de leur neutralité dans la guerre d'invasion; c'était aussi un moyen politique de concilier aux Romains l'amour et la reconnaissance du peuple. Mais les besoins de l'empire s'accroissaient : Tibère arriva au pouvoir, et avec lui de nouvelles charges fiscales, outre les anciennes taxes.

Opprimée et surchargée d'impôts sous Tibère, Burdigala respira un peu sous Adrien. La visite de ce prince, escorté d'une nuée de littérateurs, d'architectes, d'artistes, fit oublier un instant aux Burdigaliens leur misère et leur esclavage. Son voyage n'était qu'une parade de luxe, un étalage de pompes impériales et une augmentation de charges et d'impôts. Les arts semblaient renaître, et le paisible règne de Marc-Aurèle ne contribua pas peu à la prospérité de la ville biturige. Il y établit les registres de l'état-civil, emprunt utile fait aux règlements administratifs de Servius Tullius à Rome; mais il adoucit considérablement l'état des serfs, encouragea les améliorations du sol, tous les travaux utiles, et affranchit la cité qui se disait l'alliée de Rome du paiement de l'impôt. Caracalla ayant accordé, vers l'an 212, le droit de cité à tous les alliés, les Burdigaliens furent encore forcés de contribuer à toutes les charges de l'État; ayant perdu leurs privilèges,

(1) Quelques écrivains font remonter la fondation de ces forts jusqu'au III^e siècle. L'ancien *Condate*, bâti au confluent de l'île de la Dordogne, s'appelait, à cause de sa position sur le confluent de ces rivières, *Confluhac* (*Confluentis-aquæ*), et, par une erreur de copiste, *Compuhac* dans les vieux documents, et en particulier dans un édit d'Édouard d'Angleterre, publié à *Condate*, 28 octobre 1369. Le château du vieux *Condate*, où résidaient souvent les rois d'Angleterre, fut détruit par les Normands, rebâti par Charlemagne, qui y fonda l'église de Saint-Thomas, et y laissa une précieuse relique, une épine de la sainte Couronne. *Condate* fut achevé et agrandi par Guillaume, duc d'Aquitaine.

ils se mirent à murmurer et à s'insurger, mais sans succès.

Marc-Aurèle s'éleva contre les abus : il voulait le bien ; ce bien était difficile à faire ; cependant, le peuple se courbait sous l'œil du pouvoir, et la démoralisation débordait comme un océan impur ; les institutions, sans moyens d'existence, sans défenseur, s'affaissaient sous le poids du despotisme, et tout, hommes et choses, s'enfonçait dans un sensualisme effréné. Burdigala, honteuse de sa décadence morale et financière, commença à murmurer ; elle réclama, l'édit d'Auguste à la main, l'exemption de l'impôt. Le pouvoir consentit à faire droit à sa demande, afin d'écarter les dangers d'une révolte et étouffer tout germe d'insurrection. Caracalla trouva le trésor épuisé, mais ne s'en montra pas moins prodigue. Il fallait pourvoir à ses excessives dépenses pour y réussir ; il rendit vénale la dignité de citoyen, accorda les droits de cité à tous les alliés des Romains, moyennant une rétribution, et par cette voie indirecte, fit participer tout le monde à toutes les charges de l'État, à toutes les faveurs du prince. Burdigala perdit ses privilèges et ses exemptions ; le droit commun s'y abaissa au niveau des autres villes de l'empire, mais la forme de son administration resta entièrement romaine. Le sénat, ou conseil administratif (*curia*), se composait de citoyens ayant chacun au moins vingt-cinq arpents de terre (1) ; le titre de *curial* était héréditaire et appartenait de droit aux fils de sénateurs. Pour valider les délibérations de l'assemblée, il fallait au moins les deux tiers de la curie, sous la présidence du préfet, qui, en vertu de la loi, pouvait conseiller, mais pas prescrire ni diriger le choix des éligibles. Les élections avaient lieu aux calendes du mois de mars, et tout se faisait à l'exemple de Rome et d'après les lois romaines. Chaque curie élisait pour un an deux duumvirs, ou magistrats de

(1) *Ultra viginti quinque jugera privato dominio possidens*. La *curia* gallo-romaine s'appelait Mâl ou Malleus parmi les hommes de la race germanique. (Cod. Théodos.)

Livre I.
Chap. 4.

Mémoire
de
l'Académie des
Inscriptions,
etc., etc.,
tom. 32, p. 35.

paix et de police ; après quinze ans d'exercice dans leurs fonctions municipales, les duumvirs passaient de droit dans le sénat ; en un mot, l'élément de la liberté se faisait sentir partout et contribuait puissamment à simplifier les rouages de l'administration. « D'après plusieurs monuments du haut » et bas Empire, nous voyons, dit un savant, qu'il y avait un » sénat à Autun, à Bayeux, à Reims, à Trèves, à Bordeaux, à » Bazas, à Lectoure, à Limoges. Depuis la ruine de l'Empire, » les sénats ont subsisté sous les premiers rois de France. »

L'Aquitaine était enfin devenue une province de l'Empire ; les traditions locales avaient disparu : religion, lois, mœurs, tout était changé, tout était à Rome, et Rome semblait, pour quelque temps, être partout ; les Aquitains dégénérés, oublieux du passé, croyaient voiler à leurs yeux dégradés leur esclavage en imitant leurs maîtres. Alexandre Sévère ceignit le diadème ; sous lui, l'ordre se rétablit péniblement ; quelques jours de prospérité vinrent luire sur nos contrées.

Le sénat, qui avait cessé d'être respecté, reprit son influence sur les masses, et la paix fut maintenue ; le peuple, vexé si longtemps par les exigences du pouvoir et les intrigues des mécontents, ne demanda pas mieux que de respirer enfin à l'ombre de cette autorité tutélaire, qui comprenait ses devoirs et voulait les exécuter ; mais on ne songeait qu'à la surface : le mal était intérieur ; on s'assit, sans s'en douter, sur un volcan. Le peuple se remua comme pour secouer ses chaînes ; le pouvoir se vit forcé de multiplier les lois en proportion des nouvelles lumières et de la décadence progressive des mœurs (1). Les taxes furent réduites, et quelques adoucissements, plutôt apparents que réels, furent accordés aux cris du peuple partis de tous les coins ; la plaie sociale fut voilée, mais non guérie. Un bien-être matériel, factice et passager fit oublier le malaise moral du monde ; mais toute l'ha-

(1) *Corruptissimâ republicâ, plurimæ leges.*

TACITE.

bileté du peuple-roi, toute la puissance de Rome, ne pouvaient retarder, tout au plus que pour quelques moments, la chute de l'édifice social, qui craquait de toutes parts; le polythéisme disparaissait avec plusieurs institutions qu'il devait appuyer : la scène, les livres en minaient la base; Lucien, Cicéron, tous les philosophes en hâtaient la chute, par la raison et le ridicule; le Panthéon romain, qui renfermait tous les dieux des peuples vaincus, était devenu le symbole de la discorde des esprits, de la corruption des hommes et du honteux aveuglement de la raison. Les stoïciens, les épicuriens, toutes les écoles, plus ridicules les unes que les autres, se présentaient pour remplacer par des utopies et des rêves les incompréhensibles folies des polythéistes de Rome; le peuple asservi, qui ne voyait autour de lui rien de libre que les éléments, choses que le despotisme ne saurait enchaîner, ne pouvait que gémir et dégénérer; il se bornait à demander, comme à Rome, du pain et des spectacles (*panem et circenses*). L'esclavage était un système, une nécessité gouvernementale; la religion n'était plus qu'un nom; la prostitution légale remplaçait le mariage, et la dépravation des mœurs s'infiltrait comme la gangrène dans les veines du corps social; la famille se dissolvait, et avec elle la société. Quel monde que celui où Adrien pleurait Antinoüs et érigeait impunément des autels à cet objet de ses infâmes amours! Quelle horreur ne sentons-nous pas de nos jours pour Tibère, Néron et autres monstres couronnés de Rome! La malédiction ne vient-elle pas involontairement se poser sur nos lèvres contre ces consuls et proconsuls qui rassasiaient leurs regards des supplices de jeunes vierges et de nobles héros de la foi! Oh! que l'histoire a raison de flétrir ces vils maîtres du monde, qui, esclaves de toutes les passions, se vautreient dans une orgie universelle, où l'antique colosse qu'on appelait l'*Empire*, dévoré par l'inguérissable lèpre de l'immoralité, était renversé comme un squelette qui tombe en poussière! Voilà Rome,

voilà l'Empire; nous pouvons deviner ce qu'était Burdigala sous de tels maîtres! Il était temps que le sang du Christ et de ses martyrs vînt laver cet égout de la société gallo-romaine.

Le soleil de la foi s'était en effet levé sur le monde, et tout allait se renouveler : le courage des martyrs, le zèle des nouveaux apôtres, l'héroïsme des vierges, l'abnégation des pieux anachorètes, tout, dans la nouvelle religion, concourait à ranimer les peuples éternés, mais étonnés d'une doctrine si pure, si sublime, si étrange, si peu en rapport avec les choses et le monde païen, qui venait si évidemment de Dieu et allait si naturellement à l'adresse de l'homme. Le règne de la vérité était arrivé, et des anges, sous une forme humaine, annonçaient partout la paix aux hommes de bonne volonté. La rénovation sociale commencée sur le Calvaire, le pardon demandé par l'innocente Victime pour ses bourreaux, pour tous les hommes, les sacrements avec leur mystérieuse puissance, échelles de Jacob qui élèvent l'homme à Dieu ou abaissent le ciel jusqu'à l'homme, et tout l'Évangile, en un mot, répandait partout, dans cette société mourante, un parfum divin, et produisait des fruits de vie. Le Colysée de Rome répondit avec foi et constance aux échos de Jérusalem et d'Antioche; le sang des martyrs était la semence des chrétiens. La société, comme nous l'avons déjà observé, mourait lentement; la galvaniser aurait été seulement prolonger son agonie; il était temps de tout créer, de renouveler la face de la terre, d'ennoblir l'humanité en rappelant l'homme aux lois de la morale, en lui offrant en perspective l'heureuse et nouvelle ère de la liberté des peuples et les charmes de l'espérance.

L'un des plus généreux réformateurs de cette société décrépite était, sans contredit, saint Martial, apôtre de l'Aquitaine; ses efforts furent couronnés d'un prodigieux succès à Limoges : les pauvres deshérités de la fortune, les esclaves,

les femmes, les malheureux, furent les premiers appelés au banquet évangélique. Bordeaux était alors une ville importante; c'était assez pour tenter le zèle de l'homme de Dieu. Une antique tradition dit qu'il y est venu et qu'il y a converti Sigebert (1); nous avons de grandes raisons pour le croire, et aucune pour le nier. Sa doctrine y a été prêchée; et sans s'arrêter aux limites des peuples, elle y apparut comme un soleil bienfaisant pour éclairer et réchauffer les Bordigaliens, assis, comme le disent nos saintes Écritures, *à l'ombre de la mort*. La haine des peuples, assoupis sous le poids léthifère du despotisme, les supplices inventés par la cruauté des proconsuls, les lois draconiennes des ennemis de Dieu et de l'homme, la mort avec toutes ses horreurs, sous toutes les formes, rien ne suffisait pour arrêter ces étranges héros de la foi, qui vont plus loin qu'Alexandre et ne s'arrêtent qu'aux confins du monde. *Hic tandem stetimus, nobis ubi defuit orbis*. Les idoles tombèrent à la voix de l'homme évangélique, à Bordeaux; il y fonda un oratoire, d'après les traditions du pays, en l'honneur de la sainte Trinité, y établit un cimetière tout autour de cette première église, que remplace aujourd'hui Saint-Seurin, et Dieu lui-même daigna confirmer par d'éclatants miracles la mission régénératrice de son apôtre saint Martial.

Bordeaux devait beaucoup à Auguste, mais rien ou bien peu aux autres empereurs, comme on a pu le voir par les détails qui précèdent. Gallien, qui n'avait que trop respiré l'atmosphère enivrante de Rome, respecta cependant les austères vertus des chrétiens; il leur accorda le bienfait de la tolérance et une liberté complète. Amolli dans la volupté, assoupi au sein des plaisirs, il regardait d'un œil tranquille la chute de son empire; il ne fit rien pour arrêter les affreuses

Livre I.
Chap. 4.

Cirot,
Notice
sur l'église
de
Saint-Seurin.

Orderic Vital,
Histoire
des
Normands,
liv. II.

(1) Delurbe, *Chroniq.*, et, d'après lui, Oihenart, *Notit. Vasconie*, p. 433, l'appellent saint Gilbert; c'est une erreur : son nom était Sigebert.

Livre I.
Chap. 4.
—

Bouchet,
Annales
d'Aquitaine.

calamités qui affligeaient son peuple, rien pour en diminuer les charges, ni pour s'en concilier l'affection, ni pour s'assurer de la fidélité de ses généraux. Il se mit à parcourir l'Empire comme pour se distraire du bruit de sa chute; il vint à Bordeaux, et croyait, comme à Rome, que le peuple était moins soucieux de ses droits qu'amoureux de plaisirs; il y fit jeter les fondements des arènes qui, depuis le XIII^e siècle, portent encore le nom de *Palais-Gallien*; il fit construire un autre édifice semblable à Poitiers, qui porte encore le même nom de *Palais-Gallien*.

Pendant le séjour que fit Gallien dans nos contrées, vers l'an 258, la paix de l'Aquitaine fut troublée par une désastreuse incursion des Franks, sous la conduite d'un chef redoutable, Chrok, fils d'une fée druidique. Comment faire, dit-il à sa mère, en partant, pour assurer mon immortalité? « Partez, dit-elle, pour le pays de Burdigala, tuez tous les » Romains, démolissez leurs monuments, brûlez toutes leurs » villes. » Il se conforma au conseil de la vieille *fada*; et après avoir dévasté tout, jusque sous les murs de Burdigala, il fut repoussé avec succès et poursuivi avec acharnement par les troupes de Gallien, qui était alors dans nos murs. C'est le plus grand, le seul service, peut-être, que cet empereur efféminé ait rendu aux Burdigaliens. Ses arènes n'ont jamais servi aux amusements du peuple; sans elles, son nom y serait oublié.

Bordeaux était alors une ville opulente; on avait rasé les vieilles chaumières des Bituriges; et grâce aux arts et aux lumières de Rome, une majestueuse cité s'élevait sur leurs ruines. C'était là que devait résider le gouverneur militaire, ou président (*præses*) d'Aquitaine (1); là se traitaient les

(1) Les gouverneurs romains militaires (*præsides*) de la province, dont quelques-uns ont demeuré à Burdigala, sont : Galba, sous Tibère; Vivius Avitus, sous Néron; Julius Cordus, sous Othon; Agricola, sous Vespasien; Salvius, sous Adrien; Julius Iulianus, sous Antonin; et enfin, sous Gallien, Tétricus, qui se fit proclamer empereur. Constantin fit gouverner la Gaule par un magistrat civil, ou préfet.

grandes affaires de la province; là on voyait une image de Rome, un reflet de sa grandeur dans la pompe de la représentation et dans l'activité des affaires.

Livre I.
Chap. 4.
—

Ausone nous a laissé une description de sa ville natale; elle a été traduite en vers français par M. le comte de Peyronnet, l'une des grandes illustrations de notre cité. Nous croyons devoir conserver ces deux pièces de belle poésie dans une note.

NOTE 6.

La ville de Bordeaux fut détruite par les Normands; mais rebâtie sur les mêmes fondements, on peut, sans crainte de se tromper, dit D. Devienne, en donner un plan exact, et la faire connaître telle qu'elle était sortie des mains des Romains, vers l'an 260 de notre ère.

Cette assertion de D. Devienne nous paraît bien hasardée; cependant, il nous semble assez difficile de la rejeter comme fausse; en voici la raison : les Normands, les Sarrasins, ont ravagé Bordeaux; ils voulaient le butin et s'en prenaient aux maisons riches; ils n'étaient guère tentés de s'amuser à renverser les murs de la ville, « dont les fondements, dit Vinet, » étaient de pierres de taille la plupart; il s'en trouve de si » longs et si gros quartiers, qu'on s'étonne comment on les a » pu amener de si loin. Le reste est de petites pierres dures, » fort justement esquarries et assemblées, entre plusieurs » couches de telles pierres, aucuns rancs de briques moult » belles, de deux ou trois doigts d'épaisseur, et fort longues » et larges, le tout si justement compassé et nivelé, que n'i » sauriez que reprendre. »

Ainsi, Vinet remarqua dans les murs de Bordeaux deux parties bien différentes : l'une composée d'immenses blocs de pierre, c'était le vieux fondement, que la rage des démolisseurs normands se vit forcée de respecter; l'autre faite de petites pierres, dont les assises étaient séparées et liées par des couches de briques. C'étaient là les monuments de la reconstruction; cette dernière partie, faite après le passage des

Normands, ne fut que la réparation de leurs dégâts ; mais les grandes lignes dont parle Ausone (1), les portes répondant en ligne droite aux carrefours, et, en un mot, la distribution intérieure de la ville, était la même ; c'est aussi ce qui porta D. Devienne à dire qu'on pourrait dépeindre Burdigala telle qu'elle était sortie des mains des Romains.

On objecte qu'on trouva dans les fondements de ces vieux murs, des tronçons de colonnes, des images, des inscriptions en latin, etc., etc., ce qui fait croire que ces fondements ont été faits avec les ruines des murs détruits. M. Jouannet semble croire, et nous partageons son opinion, que la première enceinte de Bordeaux date du III^e siècle, et que ces précieux débris, d'un temps plus reculé, furent employés alors dans les fondements. La date assignée nous paraît incontestable ; mais nous croyons aussi, avec Beaurein et D. Devienne, que la reconstruction de la partie supérieure des murs n'eut pas lieu avant le X^e siècle (2). Nous adoptons et nous suivons les indications descriptives du dernier de ces écrivains.

Ausone parle des rues de Bordeaux, qui se croisaient, de l'alignement des maisons, de la grandeur des places publiques, ayant des noms particuliers, et du fleuve au milieu de

(1) *Distinctas internè vias mirere, domorum
Dispositum, et latas nomen servare plateas,
Tum respondentem directa in compita portas
Per mediumque urbis fontani fluminis alveum ;
Quem pater Oceanus refluus cum impleverit æstu
Adlabi totum spectabis classibus æquor.*

AUSONIUS.

(2) Depuis le temps d'Auguste jusqu'au III^e siècle, il y eut des sculpteurs, des architectes à Bordeaux ; leurs talents ont pu être employés pour les constructions dont parle Vinet. Mais il est tout à fait inutile d'épuiser nos conjectures à cet égard, puisqu'il paraît certain que les murs furent renversés, au moins en certains endroits, par les Visigoths, les Sarrasins et les Normands ; les brèches qu'ils firent aux murs ont pu être réparées avec les débris dont on a conservé le souvenir. La construction des murs, selon D. Devienne, remonte à l'an 360 de notre ère ; la reconstruction des brèches faites par l'ennemi eut lieu à différentes époques.

la ville , alimenté par une fontaine qui , quand l'Océan y faisait refluer la marée , ressemblait à une mer couverte de bâtiments.

On avait donné à Bordeaux la forme d'un carré-long. Au midi, un mur, commençant au lieu où, plus tard, ont été bâtis les cloîtres de Saint-André, allait, en ligne directe, aboutir derrière le Palais de l'Ombrière, au mur du levant, qui s'étendait de ce point jusqu'au fond de l'impasse Douhet, près de la Bourse. De là , un autre mur, borné à l'extérieur par les fossés du Chapeau-Rouge et de l'Intendance, allait finir à la Tour du Canon, où commençait le mur du couchant, qui, aboutissant derrière l'église de Saint-André, au mur du midi, complétait la forme quadrilatère de la nouvelle ville gallo-romaine ; c'était un parallélogramme-rectangle , de sept cent vingt mètres à peu près, sur quatre cent cinquante. Les rues, bien percées, correspondaient exactement les unes aux autres, et se coupaient aux angles droits. On avait ménagé des places au devant des portes, qui étaient au nombre de quatorze, savoir : quatre sur le mur du midi et autant sur celui du nord ; trois sur celui du levant et trois sur celui du couchant.

La première porte du mur méridional était dans la petite place de Saint-André, près d'une fontaine ou réservoir ; elle correspondait avec une autre porte sur la ligne du nord , qui donnait sur le Campaure, ou cimetière gallo-romain (1). La seconde, dite la *Porte-Basse*, a été entièrement détruite en 1803 ; elle était en ligne directe avec une autre porte par laquelle on allait, en traversant une partie du Campaure, jus-

Livre I.
Chap. 4.

Bulletin
polymathique ,
1817,
page 200.

(1) Cette porte , près de Saint-André, donnait sur un chemin qui conduisait à un moulin bâti sur le *Peugue*, ruisseau qui longeait le mur méridional à l'extérieur jusqu'à la rivière. Il est parlé de ce chemin et de ce moulin dans un ancien statut de Saint-André, en date de 1366. *Juxta exitum portæ per quam itur ab ecclesiâ versus molendinum Sancti-Andree*. Nous parlerons plus bas du *Campaure*. Quant au moulin, Beaufort dit qu'il était situé au bout de la rue des Palanques, ainsi appelée des planches (*palanques* en patois) par lesquelles on passait le *Peugue* dans cet endroit.

qu'au Palais-Gallien (1). La troisième porte du mur du midi, la porte des *Trois-Maries*, correspondait en ligne directe avec la *Porte-Médoc*, par où l'on allait chez les Médules (Médoc), en passant près du temple du dieu tutélaire de la ville, les *Piliers de Tutelle* (2). La quatrième porte, dite *Porte-Vigier*, *Vegeire*, et plus tard *Begueyre*, à laquelle aboutissait la route de Barsac et de Langon, se trouvait dans la rue du Mû, près de la rue des Épiciers (3). De cette porte, une route conduisait au temple de *Vernemetis*, sur les ruines duquel on présume que le monastère de Sainte-Croix fut bâti plus tard.

Sur le côté oriental de la première enceinte, il y avait trois portes. Vinet prétend, à tort et sans aucune preuve, qu'il y en avait cinq. La première de ces portes était près de la *Tour de Gassies*, dit un auteur; on y voyait encore, dans le dernier siècle, un arceau solitaire. Cette tour, avant le XIV^e siècle, s'appelait la Tour de Saint-Aubin; d'après une ancienne liève de 1356, elle appartenait à Jean et Pierre Garcies frères; de là vient son nom de *Tour de Gassies*. La seconde était

(1) Il existe encore une *Porte-Basse* qui, autrefois, s'appelait *Porte-Toscanam*. Elle fut bâtie vers l'an 982, à peu près vers le même temps que le palais de l'*Ombrière*, par les ducs de Guienne. (Voir *Bulletin polymath.*, t. 18, p. 223). Nous parlerons plus bas du *Palais-Gallien*, ainsi que des *Piliers de Tutelle*.

(2) Cette porte était dans la rue qui conduisait du *Poisson-Salé* à la rue du Loup; elle fut démolie en 1728, et s'appelait, du temps de Vinet, la *Porte de la Cadène*, parce qu'on la fermait la nuit avec une chaîne (*catena*). A l'entrée de cette rue, on voyait, dans des niches pratiquées sur la façade de trois maisons, trois statuettes de la sainte Vierge. De là vient le nom de *Trois-Maries*, donné à cette porte de la ville. En 1844, on a découvert, sur une de ces maisons, l'inscription suivante : *Ici estoit la Porte des Trois-Maries*.

(3) La *Porte-Begueyre* était dans l'espace qui se trouve entre les entrées des rues *Pottevine*, du *Cerf-Volant*, du *Loup*, et dessous le *Mû*; elle existait en 1550. Beau-rein dit quelque part que cette porte prit le nom de *Vigeria*, *Begueyre*, du mot patois *beguey*, qui, en patois, signifie *coq*, et parce qu'on y vendait de la volaille. Dans un autre endroit, il dit que ce nom vient de *Biguerie*, marché; mais il nous paraît plus probable que ce nom a été donné à cette porte, parce que l'hôtel de la famille *Beguer*, ou *Vigier*, se trouvait là. Les *Vigier*, ou *Beguer*, ont fourni plusieurs maires à la ville de Bordeaux, notamment en 1221, 1252, 1242. Nous en parlerons plus bas.

entre la rue Saint-Pierre et celle des Argentiers, à l'embouchure de la *Devèze*, ruisseau qui traversait la ville et tombait dans la rue Sainte-Catherine, dans un canal qui servait de port et qui avait pour largeur les rues de la Devise, du Parlement et du Cancera. Cette entrée s'appelait *Navigera*, parce que c'est par elle que les galères romaines et gauloises arrivaient au centre de la ville (1). L'arsenal se trouvait à l'embouchure de la *Devèze*, au bout de la rue Saint-Remi. On y a trouvé naguère un mur construit comme ceux du Palais-Gallien, et qui, très-probablement, formait un des côtés de l'arsenal, probablement à l'endroit où l'on fit bâtir plus tard l'église de Saint-Maixent. Ces deux portes correspondaient en ligne directe aux deux autres, auxquelles venaient aboutir les routes des marais, où se trouvent aujourd'hui la Charreusse et le Cimetière.

La troisième porte du mur du levant était vers le milieu de la place Royale, dit D. Devienne, un peu plus au midi que la *Porte-Despauz*, ainsi appelée au moyen-âge parce qu'on y vendait des pieux (*pauz* en patois) pour la vigne. Cette porte correspondait en ligne directe avec la *Porte-Dijeaux* (2).

(1) Les vaisseaux entraient en ville par la *Porte-Navigère*. Le port spacieux dont parle Ausone, embrassait la largeur des rues de la Devise, du Parlement et du Cancera, et s'étendait en longueur jusqu'à la rue Sainte-Catherine, où elle recevait les eaux de la *Devèze*, et les différentes branches ou canaux de la fontaine *Divona*. Paulin, neveu d'Ausone, parle de ce port et de la porte :

Burdigalam veni, cujus speciosa Garumna
Mœnibus Oceani refluxas maris invehit undas,
Navigeram per portam, quæ portum spatiosum
Nunc etiam muris speciosâ includit in urbe.

EUCARIST.

(2) On dit que les Romains y avaient construit un temple en l'honneur de Jupiter, et que de là vient le nom de *rue de Jeux* (*rua Jovis*). Cette assertion est sans preuve. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans un ancien titre de 1077, cette colline est appelée *Mont-Judaic*, parce que c'était alors la résidence des juifs. Ils y avaient même un cimetière en dehors de cette porte. Dans un titre de 1406, cette porte est appelée *Porta-Judaica*. Le mot *jovis* signifie *juifs*; les Anglais disaient donc la *rue des Jews*, dont on a fait *rue de Jeux*.

Livre I.
Chap. 4.

—
*Recherches
sur
la première
enceinte ,
etc.*

Il n'est pas facile, dit l'abbé Beaurein, d'établir quelles étaient les portes du mur septentrional; il n'en existe pas de vestige, ni même de titre qui puisse nous faire connaître les endroits où elles étaient. Puisque Ausone nous assure que les portes étaient situées vis-à-vis les unes des autres, la porte correspondante à celle des *Trois-Maries* a dû être à l'extrémité septentrionale de la rue Sainte-Catherine; elle a été détruite et remplacée par la Porte-Médoc, qu'on fit, un peu plus loin et plus tard, dans le mur d'un petit accroissement, ou nouvelle enceinte de la ville. Une porte, dans la place Saint-Remi, répond assez à la rue *Pas-Saint-Georges*, où était située la *Porte-Begueyre*. La Porte-Basse dut avoir, en ligne directe, une porte correspondante, près de l'Intendance; elle était à côté de la chapelle de l'hôtel de l'Intendant, au nord. N'ayant rien de bien positif sur les lieux où étaient les autres portes, nous nous bornerons aux indications générales données par Ausone. Beaurein entre, à cet égard, dans beaucoup de détails; mais ce ne sont que des conjectures.

Sur le mur du midi, il y avait cinq grosses tours, et autant sur celui du nord; il n'y en avait que quatre sur le mur du levant, et autant sur celui du couchant. Ausone, par une licence que son patriotisme fait pardonner, dit que leur hauteur était telle, qu'elles perçaient les nues : *intrent fastigia nubes*. Les fondements de ces tours avaient, selon Vinet et quelques autres, près de cinq mètres de largeur; elles étaient construites de pierres de taille d'une épaisseur et d'une longueur prodigieuses. Dans la partie supérieure, la façade était faite de petites pierres carrées, et entrecoupée, d'espace en espace, par des couches de briques qui s'étendaient sur toute la longueur des murailles; c'était une construction purement romaine.

De cette enceinte romaine, il ne reste plus rien qu'une partie de la Tour du Canon, *rue de la Vieille-Tour*, et quelques vestiges dans la rue des Mottes et dans celle des Trois-Canards.

En 1848, par suite des fouilles faites sur l'emplacement du Temple (*rue du Temple*), on mit à découvert les fondements de l'une des tours qui flanquaient la porte donnant sur le Campaure, et correspondant en ligne directe avec la Porte-Basse. De la construction de cette tour, on a cru pouvoir conclure que toutes les tours du périmètre romain n'étaient formées, comme elle, que d'un demi-cylindre adossé à la ligne murale. Le revêtement en était composé d'énormes blocs de calcaire de la Charente, d'un mètre à trois de longueur, sur cinquante à quatre-vingt-dix centimètres d'épaisseur.

En dehors du mur méridional, coulait le *Peugue*, ruisseau qui, en temps de pluie, franchissait ses rives et couvrait de ses eaux cette vaste plaine, derrière la ville, dans le voisinage de la Chartreuse. Le cardinal de Sourdis exhaussa ce sol humide en y transportant des terres et en faisant écouler, par des canaux profonds, les eaux stagnantes qui y croupissaient au détriment de la salubrité de l'air; il convertit ces immenses marais en belles prairies et en riches vignobles. Le *Peugue* ressemblait parfois à une vaste mer, quand ses eaux se répandaient sur les bas-fonds circonvoisins; de là vient le nom de *Peugue*, de *pelagus*, mer. Un autre ruisseau venait aussi du couchant, et, coupant la ville en deux portions presque égales, versait dans le canal *navigère* ses eaux, auxquelles allaient se mêler celles de la belle fontaine *Divona* : ce ruisseau s'appelait *Devèze*, ou, du temps de Vinet, *Devise* (1).

(1) On a dit que le mot *Devise* venait de *divitiæ*, richesses, ou de *divisus*, divisé; c'est une erreur. Le nom primitif de ce ruisseau fangeux était *Devèze*, corruption du mot celtique *douvez*, fossé sale, rempli d'eau. C'est dans ce fossé que se déchargeait la *Divona*, chantée par Ausone. Par suite d'une contestation qui eut lieu entre les chapitres de Saint-Seurin et de Saint-André, sur leurs juridictions respectives, l'affaire fut soumise, par le pape, aux évêques de Tarbes et de Comminges. Par leur sentence arbitrale, rendue au mois de mai 1222, le fossé Douvez (*Devèze*) fut assigné comme limite entre les juridictions des deux chapitres. Depuis lors, le nom *Devèze* a été changé en *Divise*, ou *Derise*, qui signifiait, dans la basse latinité, *limite*, *séparation*. (Voir DUCANGE, au mot *DIVISE*, dans le *Glossaire*.)

La fontaine *Divona* était l'un des plus beaux monuments dont le génie romain eût enrichi l'antique Burdigala ; elle était construite en marbre d'une blancheur éclatante, et versait le trop plein de ses limpides eaux, par douze canaux, dans les différents quartiers de la ville ; mais elle doit sa célébrité moins à sa magnificence qu'à la poésie d'Ausone. Où était-elle, cette belle fontaine de Divona ? On dispute encore sur ce sujet. Mais sur quoi ne dispute-t-on pas ? Il est difficile d'établir aujourd'hui sa position ; tant de siècles y ont passé dessus, que non seulement les vestiges, mais même tout souvenir précis en ont été effacés ; la poésie d'Ausone a résisté mieux que le marbre, mais elle n'en désigne pas l'emplacement. Ne pouvant satisfaire notre curiosité sur ce sujet, les historiens l'alimentent par leurs conjectures, qui, mises en avant pour éclaircir les difficultés et dissiper nos doutes, ne font que nous en créer de nouveaux. Nous avons essayé de jeter quelque lumière sur cette question embrouillée. (Voir *Note 5*).

Il paraît certain que les Romains sentirent la nécessité d'introduire dans Burdigala de l'eau potable d'une bonne qualité. Les canaux souterrains qu'on a découverts à différentes époques, en ville et en dehors des murs, ne sont que les restes de leurs travaux hydrauliques et de leur système d'aqueducs. Vinet parle d'un canal qui venait de Léognan par le Sablonat ; on en a trouvé d'autres dans plusieurs quartiers de la ville et des environs, mais un surtout qui suivait la direction de la rue Fondaudège et servait à conduire en ville les eaux de cette mystérieuse fontaine (*fons ignote ortu*) dont parle Ausone. Divona, dans la langue celtique, signifie la divine fontaine, *Diu hona*, font au Dieu, dont on a fait, au moyen-âge, *fons d'Odeia*, et, plus tard, *font d'Audège*. Le nom seul démontre l'identité de cette divine fontaine avec la *Divona* des Celtes et des Romains, que les païens avaient placée parmi les divinités de leur Olympe, *fons addite Divis*, dit Ausone.

D'après une inscription lapidaire, recueillie dans les ruines de l'hôtel de l'Intendance, il paraît qu'un certain Préteur, C.-J. Secundus, avait fait don à Bordeaux d'une fontaine, ou aqueduc, et d'une somme de 387,500 liv. Il est impossible de déterminer le lieu où était cette fontaine; était-ce la *font d'Odeia* (*font d'Audège*) ? C'est probable.

C'est sur le point le plus élevé du sol burdigalien que les Bituriges-Vivisques avaient bâti leurs premières demeures; ils l'appelaient le *Puy*, ou *Puch*, ce qui, dans la langue celtique, signifie hauteur, et dont les Romains ont fait *Podium*; c'était là, du temps des Romains, la demeure du gouverneur, c'était là aussi que se trouvait le palais de la famille consulaire Paulin, qui figure avec tant de distinction dans l'histoire de l'Aquitaine, qui a fourni à l'Église un saint évêque (saint Paulin), et au monde lettré un poète délicieux; c'est là aussi que résidait l'Intendant de la province.

Vers le milieu du III^e siècle, saint Martial vint à Bordeaux et y fonda un oratoire dédié à la sainte Trinité, avec une chapelle particulière en l'honneur de saint Étienne : autour de ce modeste oratoire, il traça un lieu pour la sépulture des chrétiens, qui fut agrandi plus tard selon les besoins de la population, et qui devint si célèbre du temps de Charlemagne, que ce prince y fit enterrer les preux morts à Roncevaux. Outre ce cimetière, il y en avait hors des murs deux autres, celui de *Terre-Nègre* et le *Campaure* (1). Le premier était près du Palais-Gallien; c'était le cimetière des pauvres; on n'y voyait point de mausolées, seulement quelques rares tombeaux ou pierres tumulaires. Le *Campaure* était le cime-

Livre I.
Chap. 4.

Variétés
bordelaises,
tome III.

NOTE 7.

(1) Le cimetière de *Terre-Nègre* reçut son nom de la couleur foncée de la terre. Le *Campaure* fut ainsi appelé (*Campus aureus*) à cause des trésors qu'on y cachait pendant les guerres : les tombeaux étaient de tout temps inviolables; ce louable sentiment disparaît peu à peu dans nos jours de froid égoïsme et de cupidité effrénée. Ce nom proviendrait, peut-être, plutôt des superbes monuments que la vanité des riches y construisait, ou des objets en or ou dorés qu'on y trouvait ensevelis.

Livre I.
Chap. 4.
—

tière des Gallo-Romains qui vivaient dans l'opulence et qui voulaient flatter leur vanité par la somptuosité des tombeaux qu'ils se faisaient construire avant de mourir : la dernière chose qui meurt chez nous, c'est l'orgueil ; le christianisme même ne nous en a pas guéris : la vanité, à même de s'anéantir, veut encore avoir ses palais !

CHAPITRE V.

Les thermes de Bordeaux. — Fréquentés par une nombreuse société. — Les constructions gallo-romaines. — Le temple de *Tutelle*. — Le Palais-Gallien. — Sa destination. — Ses dimensions. — N'a pas été achevé. — Son état au XVII^e, au XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle. — Le palais des Paulins. — Divers monuments. — Autels votifs. — Le culte mytrique. — Amabiles, un artiste gallo-romain. — Ses œuvres. — L'utilité historique et littéraire des monuments. — Les environs de Bordeaux. — Le Cypressat. — Lormont, etc.

Nous venons de voir le plan et l'étendue de la vieille *Burdigala* ; nous allons maintenant passer en revue ses principaux édifices et ses monuments. Nous sommes toujours dans la ville gallo-romaine ; toujours au milieu des Romains. Les Barbares n'ont pas encore souillé le sol burdigalien ; nous voulons achever notre tableau avant l'arrivée des Visigoths.

L'usage des bains était très-fréquent dans les contrées méridionales de l'Europe ; les Romains l'introduisirent à Bordeaux : leurs bains étaient chauffés avec du bois ; on y épuisait toutes les ressources du luxe et de la volupté ; mais, au fond, c'était la santé qu'on désirait conserver ou rétablir. *Se baigner*, dit Montaigne, *est salubre chez tous les peuples* ; dans certains pays, dans les climats chauds, l'usage des bains était prescrit par les lois civiles et religieuses. Sous le règne de Caracalla, on construisit des thermes magnifiques à Bordeaux, dans le lieu où se trouve aujourd'hui la rue du Manège, au faubourg Saint-Seurin, aux environs du prieuré de Saint-Martin ; c'était un édifice très-vaste, divisé en cellules, dit Delurbe ; on y trouva des statues superbes en 1594. C'était le rendez-vous du beau monde, qui allait, en sortant de leurs bains parfumés, respirer l'air embaumé par des fleurs,

Livre I.

sous des portiques élégants ou dans des promenades délicieuses, ombragées de plusieurs sortes d'arbres. Là, comme à Rome, des poètes et des rhéteurs allaient déclamer leurs compositions poétiques ou oratoires; là, des philosophes réunissaient autour de leurs sièges les gens qui n'avaient rien à faire et ceux qui voulaient apprendre; là, des professeurs bénévoles initiaient toutes les classes de la société aux secrets de la science et de la nature; c'est là, très-probablement, que naquit la célèbre école qu'illustrèrent plus tard Ausone, saint Paulin, Minervius et plusieurs autres également célèbres; c'était, en un mot, le portique et le jardin d'Académus transportés sur les bords de la Garonne; on y a trouvé quelques monuments antiques. (*Note 8.*)

NOTE 8.

Les constructions gauloises étaient extrêmement simples; César en parle assez longuement dans ses *Commentaires*: leurs fortifications n'étaient que des palissades renforcées de pierres et soutenues par de grosses poutres; leurs maisons étaient construites de la même manière; quelques-unes avec de la terre détrempée, mais liée par des pièces de bois posées transversalement. C'étaient, le plus souvent, des cabanes couvertes de chaume et se terminant en pointe. Quant aux temples, le seul qui paraisse avoir eu une origine gauloise, c'est celui qu'on connaissait sous le nom de *Vernemetis*, et qui occupait, dit-on, le terrain où se trouve Sainte-Croix (1). Le mot Vernemetis est gaulois; il est tombé en désuétude depuis que l'objet qu'il représentait a cessé d'exister; il signifiait, dit Camden, un vaste sanctuaire, ou terrain sacré (2).

(1) Nous parlerons de ce temple et de Sainte-Croix dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

(2) Vernometum antiquā Gallorum linguā sonat fanum ingens, ut plane docet de Vernometo Galliæ Venantius Fortunatus :

« Nomine Vernometis voluit vocitare vetustas
» Quod quasi fanum ingens Gallica lingua sonat. »

C'est là que les premiers Gaëls de Burdigala portaient le butin enlevé à l'ennemi.

Livre I.
Chap. 5.

Quelques écrivains, amis du merveilleux et du roman, prétendent que le temple de *Diana Sirona* fut converti en une église, sous le nom de Sainte-Colombe; celui de *Janus* devint l'église de Saint-Pierre; toutes ces conjectures ne méritent pas qu'on s'y arrête : l'histoire veut des preuves; ces suppositions n'en ont pas.

Les seuls, les plus étonnants édifices que le génie romain nous ait laissés à Bordeaux, ce sont, sans contredit, le temple de *Tutelle* et le Palais-Gallien. Le premier a totalement disparu; nous ne le connaissons que par la gravure; il ne reste, des belles et imposantes ruines du second, que quelques pans de mur, qui excitent encore l'admiration des artistes et des archéologues, et attestent la supériorité du génie romain.

Le temple érigé en l'honneur de la divinité tutélaire de la ville est mieux connu dans l'histoire sous le nom de *Piliers-de-Tutelle*; il occupait une grande partie du terrain où l'on a bâti le Grand-Théâtre, et était toujours regardé, si nous en croyons Perrault, comme un des plus magnifiques monuments que le génie romain ait élevés dans les Gaules. Bâti de pierres dures et blanches, il avait une forme rectangulaire, à peu près 30 mètres de long sur 22 de large. Sur un soubassement auquel on montait par un perron de vingt-deux marches, s'élevaient vingt-quatre colonnes cannelées d'ordre corinthien ayant chacune 4 mètre 50 centimètres de diamètre, distantes l'une de l'autre de 2 mètres 5 centimètres environ, huit aux deux grandes façades et six sur les deux autres. Ces colonnes supportaient une architrave qui formait saillie au droit de leur axe, et qui recevait, soit en dedans de l'édifice, soit en dehors, quarante-quatre cariatides, ayant chacune 3 mètres 32 centimètres de hauteur. L'extérieur était revêtu de grosses pierres de taille; l'intérieur était tout en maçonnerie composée

Commentaires
sur
Vitruve.

de pierres jetées dans du mortier, ne laissant vide qu'une espèce de salle de 3 mètres quelques centimètres de hauteur. Le plancher, dit D. Devienne, était plat comme le ciel d'une carrière; il n'était pas soutenu par des pierres taillées pour une voûte, mais par l'épaisseur du massif, qui avait, dit-on, plus de 4 mètres. Les murs furent d'abord bâtis comme pour un édifice hypètre; puis, sur la terre qui s'élevait à la hauteur de ces murs, dans l'intérieur, on jeta des couches de mortier et de ciment, avec des moellons semblables à ceux dont on avait construit les murs à l'intérieur. Lorsque ce massif, qui avait 4 mètres et plus, était sec, on ôta la terre de dessous; ce vide formait la salle intérieure que les uns ont prise pour un grenier public, mais qui, probablement, ne servait qu'aux cérémonies du culte de la divinité tutélaire de Burdigala (1).

Au milieu de cette salle était placé un autel votif de marbre gris, en un seul bloc, de 4 mètre et 30 centimètres à peu près, sur 65 et sur 55; on y avait sculpté des symboles du culte païen, un vase pour les sacrifices et une couronne de chêne ornée de bandelettes, un bassin avec un génie ailé au centre, et sur le devant l'inscription de la dédicace à Auguste par les Bituriges-Vivisques, dont nous avons déjà parlé pages 25 et 26.

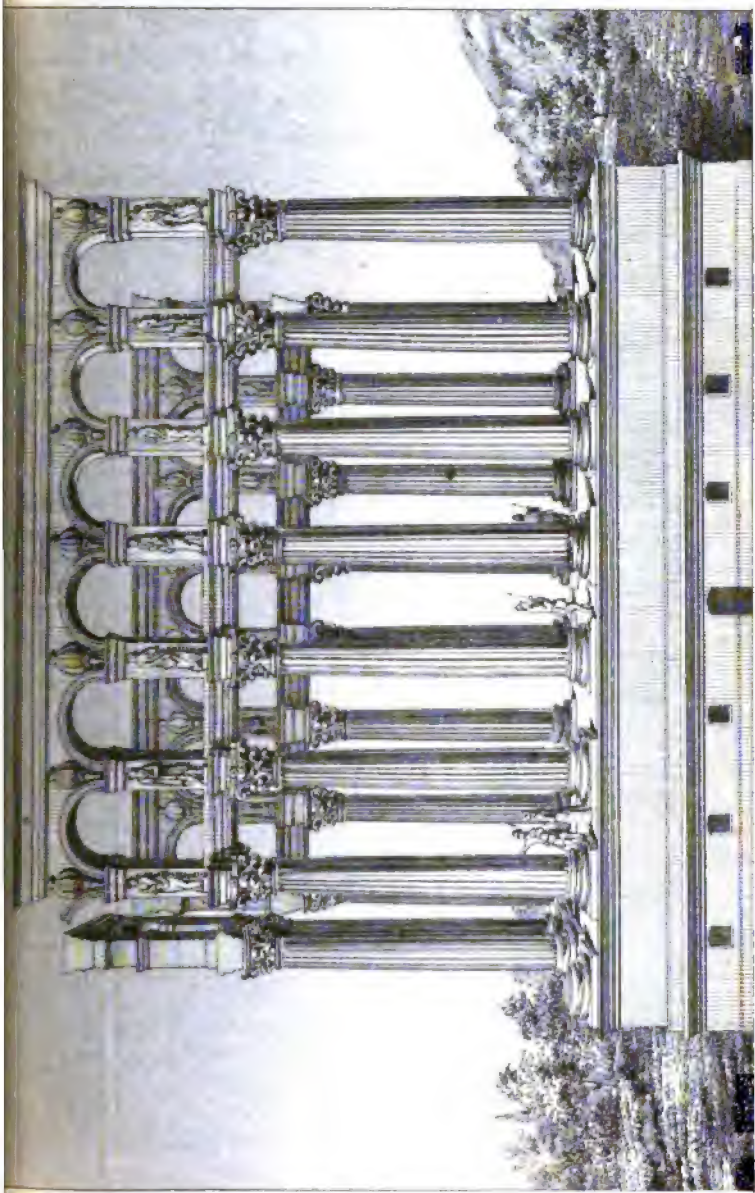
Cet autel, déposé d'abord, en 1453, au Château-Trompette, fut transporté, en 1590, à l'Hôtel de la Mairie, et confié, en 1781, aux soins de l'Académie des Sciences (2).

(1) Au XVI^e siècle, on regardait cet édifice comme un temple dédié à Mars et à Diane.

(2) La translation de cet autel à la Mairie, en 1590, était constatée par l'inscription suivante, sur le socle qui devait le supporter :

« Hoc ænositum marmor, in arce Tropeytâ pulvere et sordibus obsitum impetrârunt à Jacobo Matignono, Franciæ marescallo et civitatis majore, G. Mullet, F. Bonalgues, P. Desaygues, J. Thalet, J. Guichener, J. Labat, jurati Burdig. præfectique urbis, J. Delurbe, proc.-syndicus, et R. Pichon, scriba; et hic in memoriam antiquitatis et vivisci nominis locandum curarunt, an. 1590. »

Le socle n'existe plus; nous avons cru devoir conserver l'inscription.



Lith. Carnet, Berol. 437

Héquet del.

PILERS DE TUTELLE.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY.

WEDON, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

Non loin de cet autel , dans la même salle , se voyait un autre, dont l'inscription constate qu'à cette époque Burdigala était une ville municipale, qui avait ses *décursions*, ou magistrats populaires. Voir la *note* 9. Ces deux autels se voient maintenant dans le Musée d'Antiquités de la ville.

Livre I.
Chap. 5.
—

NOTE 9.

Les magnifiques restes de cet ancien temple ont été dessinés par Perrault et par Vinet en 1572 ; leur travail a été reproduit de plusieurs manières, depuis la brillante gravure jusqu'à la modeste lithographie. En 1617, il y avait dix-huit colonnes debout encore. Au mois de février 1617, un ouragan renversa l'un de ces superbes piliers. Le duc d'Épernon le réclama comme sa propriété, comme étant seigneur du lieu. La ville s'opposa à ses prétentions ; le procès fut plaidé en 1618, au Parlement, en présence du duc de Mayenne, et les matériaux furent adjugés à la ville.

En 1649, ces belles ruines servirent de redoute : on établit sur leur plancher, qui était très-épais, des pièces de canon, afin de battre en brèche le Château-Trompette et d'en faire taire les batteries. Louis XIV ordonna qu'on abattit cette colonnade ; on commença à exécuter ses ordres le 1^{er} février 1677, et les débris de ce magnifique temple furent employés à la construction du parapet du Château-Trompette. Le grand roi abattit ce que l'empereur Auguste avait fondé. Beaurein dit que cet édifice fut fondé par les commerçants burdigaliens.

L'amphithéâtre de Bordeaux , au moyen-âge , s'appelait indifféremment les *Arènes* , ou le *Palais-Gallien* (1), comme ayant été fondé par Gallien ; c'était l'un des plus grandioses

(1) Le baron de La Batsie dit : « Que la fable du palais de la princesse Galiène, et le nom même de *Palais*, ne sont guère plus anciens que Roderic de Tolède, et que l'amphithéâtre de Bordeaux n'a commencé d'être appelé le *Palais-Gallien* que dans le XII^e siècle pour le plus tôt. » (*Hist. de l'Académ. des Inscript.*, t. 12, p. 242.) Quant au nom de *Palais*, donné aux arènes de Bordeaux, nous croyons que M. de La Bastie a raison ; mais il paraît certain qu'au XIII^e siècle, l'historiette ou

Livre 1.
Chap. 5.

• —

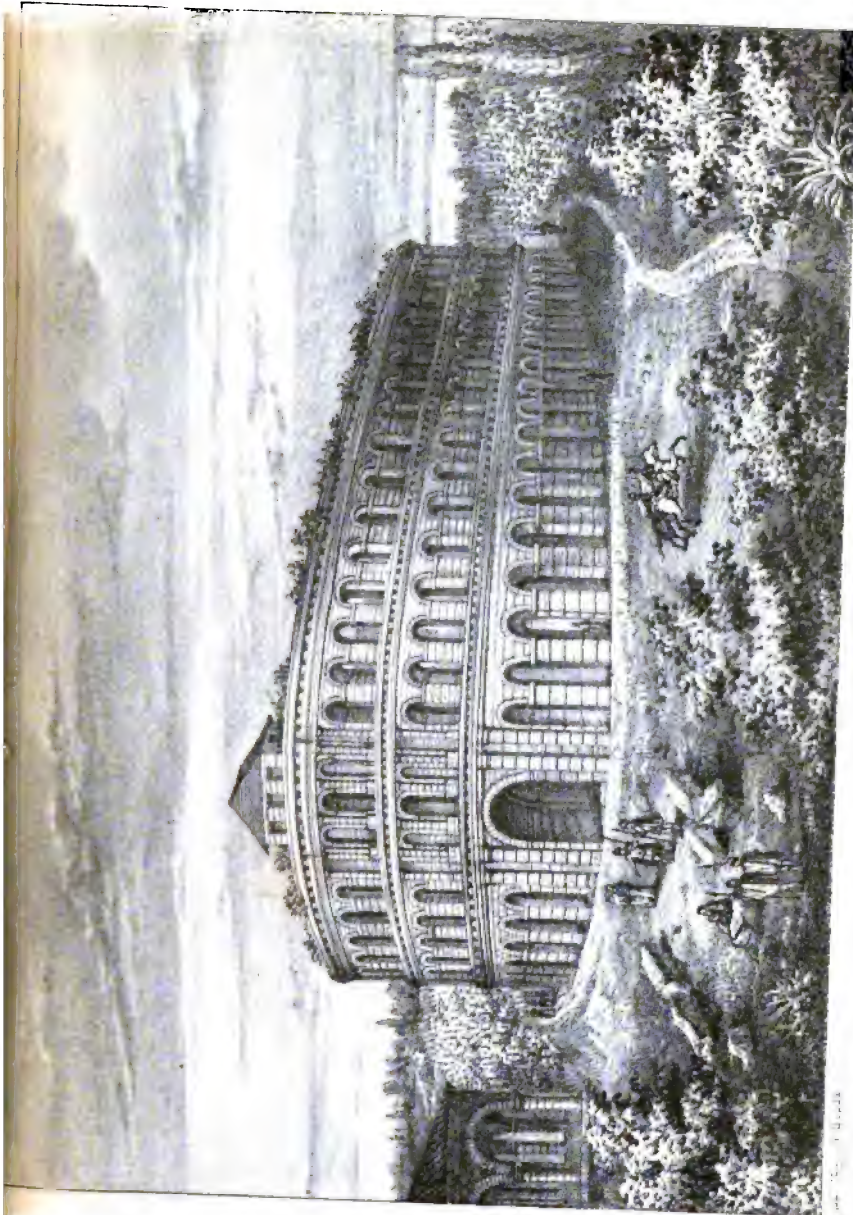
*Actes
de
l'Académie de
Bordeaux,
année 1842.*

monuments de l'antique Burdigala. Les Romains aimaient les belles choses, les splendides édifices, et déployaient partout un luxe excessif dans la décoration de leurs établissements publics. Rien de plus grandiose que le Colysée de Rome, les amphithéâtres de Vérone, de Capoue, de Fréjus, de Bordeaux, de Saintes, etc. Ausone ne parle pas du Palais-Gallien; son motif nous est inconnu. Cet amphithéâtre fut commencé par les ordres de Gallien, et ne fut peut-être jamais achevé; il est aussi probable que cet édifice fut négligé du temps d'Ausone. Burdigala était chrétienne sous Gracien; les nouveaux chrétiens ne se servaient plus des arènes pour des amusements que leur religion condamnait. L'édifice ne servait à rien. Ausone ne se crut pas obligé d'en parler; il n'a chanté que sa ville natale, et les arènes n'en faisaient pas alors partie.

*Grandeur
et Décadence,
etc., etc.
ch. 17.*

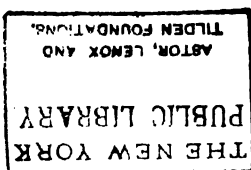
Les combats des gladiateurs et des animaux n'étaient guère faits pour les austères chrétiens des premiers siècles de l'Église : leurs plaisirs étaient plus purs; leurs pensées ailleurs qu'au cirque. « Depuis l'établissement du christianisme, dit » Montesquieu, les combats des gladiateurs devinrent plus » rares; Constantin défendit d'en donner. » Son fils adopta ses idées à cet égard; néanmoins, on les toléra pour plaire au peuple. L'anachorète Télémaque vint d'Orient à Rome pour les abolir entièrement; le peuple furieux le tua à coups de pierre. Justement irrité de ce meurtre, Honorius acheva ce que Constantin avait si bien commencé : les combats du cirque furent supprimés. L'établissement de Bordeaux, commencé sur la fin du règne de Gallien, n'a jamais été entièrement achevé; il fut même délaissé après l'arrivée

roman de l'enlèvement de Galiène par Charlemagne était très-répendue dans le midi de la France. (Voy. *Histoire de la croisade contre les Albigeois*, en vers provençaux, par un poète contemporain, traduite et publiée par C. Fauriel, Paris, 1837, in-4°, p. 148. Voyez aussi le *Roman de Fier-à-Bras*, *Manuscrits de la Bibliothèque Royale*, supplém. français, n. 180, fol. 218 verso, etc., etc.)



A l'issue del

PALAIS GALLIEN



de saint Martial, comme monument inutile et corrupteur des mœurs.

Livre I.
Chap. 5.

Ausone, comme nous venons de le faire observer, ne daigna pas même en parler, et le nom de l'auteur ou architecte est toujours ignoré. Les romanciers ont tourmenté leur imagination pour plaire à la curiosité publique, et la fable suivante a longtemps régné avec la puissance et les prestiges de la vérité :

Charlemagne, si nous en croyons Roderic, archevêque de Tolède au XIII^e siècle, fut chassé par Pepin ; il alla se réfugier chez Galafre, roi de Tolède, et après avoir servi avec gloire dans les guerres contre Marsile, roi de Saragosse, entra en France, à la mort de Pepin, emmenant avec lui la belle Galiène, fille de son bienfaiteur royal de Tolède, et lui bâtit un beau palais à Bordeaux (1).

Roderic,
De
Reb. Hispan.,
lib. IV, cap. 2.

Ainsi, la fable a pu donner le nom de *Palais* à ces arènes, ou c'est le nom de Gallien, leur fondateur, qui a servi de base à la fable et à la croyance populaire, comme le dit M. de La Bastie.

*Histoire
de
l'Académie des
Inscriptions,
etc.*,
tome VI, page
373;
tome XII, page
242.

Vinet et tous les écrivains modernes rejettent la fable ; au lieu d'être la résidence d'une princesse, c'était tout simplement un amphithéâtre qui, dans les titres du XI^e siècle, s'appelait, d'après Delurbe, *las Arenas* ; le nom de *Palais* ne lui fut donné qu'au XII^e siècle.

Comme presque tous les amphithéâtres romains, celui de Bordeaux avait une forme elliptique ; il était composé de six enceintes, en y comprenant celle de la spacieuse arène où se donnaient les combats. Sa longueur et sa largeur ont été diversement mesurées par les antiquaires. Vinet lui donne, d'une porte à l'autre, 370 pieds de long sur 230 de large. M. de La Bastie, que nous venons de citer, y a trouvé, d'a-

(1) Fama est apud Burdigalam ei palatia construxisse.

(RODERIC, Tol., lib. IV.)

près le dessin qu'il en donne et l'échelle mise au plan, 65 toises $\frac{2}{3}$, ou 394 pieds de longueur sur 52 toises $\frac{1}{3}$, ou environ 314 pieds de largeur. D. Devienne dit que l'arène avait 238 pieds dans son grand diamètre, et 168 dans son petit. De nos jours, M. Jouannet lui donne pour véritables les dimensions suivantes : 135 mètres, et 113 pour les deux diamètres de l'ellipse hors œuvre. Le premier pourtour avait 5 pieds d'épaisseur et 62 d'élévation, ainsi que le second ; les pourtours des autres enceintes allaient en diminuant de hauteur et d'épaisseur ; la plus grande enceinte avait 24 pieds $\frac{1}{2}$ de largeur, et les autres 11.

Ce gigantesque monument, qui pouvait contenir 15,000 individus, se composait de murs en blocage, revêtus extérieurement de petites pierres dures et taillées, dont les dimensions en hauteur sont constantes, mais varient pour la largeur ; c'était 10 centimètres d'épaisseur sur 34 de longueur. Ce parement était entrecoupé tout autour, à la hauteur de 80 centimètres, de cordons de briques, dont le rouge foncé contrastait singulièrement avec la teinte grisâtre de la pierre. Les cintres des arcades étaient formés de pierres cunéiformes, alternant avec des briques posées de champ. Le ciment est encore aujourd'hui dur comme la pierre, et résistera longtemps à l'action dissolvante des éléments et du temps ; l'homme seul a profané et dégradé ce beau monument du génie romain.

Aux deux extrémités du grand diamètre de cette construction ovoïde, s'ouvraient deux portes principales, par lesquelles on arrivait à l'arène. Ces portes avaient 28 pieds de hauteur sur 18 de largeur. Outre ces grandes entrées, il y avait trente-quatre portiques dans le pourtour extérieur, qui pénétraient à travers les autres pourtours, à de certaines distances les uns des autres, jusque dans l'intérieur ; c'est par ces passages qu'on arrivait aux escaliers, et par eux dans toutes les parties supérieures.

Au rez-de-chaussée, d'après M. de La Bastie, que nous suivons préférablement à tout autre, à cause de son immense savoir, et parce qu'ayant vu une grande partie de ces arènes debout, il était plus à même de les décrire et les juger que nos écrivains modernes. au rez-de-chaussée, dit-il, régnaient deux galeries, l'une entre la sixième et la cinquième enceinte (1), et l'autre entre la cinquième et la quatrième; elles étaient au niveau de tous les arcs de la première enceinte, par lesquels on y entraît; il y avait deux autres galeries à peu près égales à l'étage supérieur; mais elles étaient plus basses, à cause des sièges qu'elles aidaient à supporter, et qui allaient en diminuant; celles-ci faisaient le tour de l'amphithéâtre; celles du premier étage étaient coupées par les murs, qui, partant des grandes portes aux extrémités de l'ovale, aboutissaient à l'enceinte de l'arène.

Ces galeries, comme nous l'avons fait observer, étaient traversées par trente-quatre portiques ou ouvertures, qui perçaient les pourtours depuis la première arcade de l'enceinte extérieure jusqu'à la galerie la plus basse, qui était entre la quatrième et la troisième enceinte, à laquelle ils aboutissaient tous; mais de ces portiques, il y en avait dix, ou, selon d'autres, douze (cinq ou six de chaque côté), qui, passant au delà de la troisième et même de la deuxième enceinte, pénétraient jusqu'à la muraille qui entourait l'arène; c'était, comme nous l'avons dit plus haut, au moyen de ces portiques qu'on arrivait, par des escaliers, aux sièges des spectateurs.

Au dedans, on voyait des trous tout le long des enceintes et au-dessus des arceaux des portes; M. de La Bastie en a conclu que les galeries des étages supérieurs et les sièges des

Livre I.
Chap. 5.

—
*Histoire de
l'Académie des
Inscriptions,
etc.,*
tome VI, page
383.
Édit
d'Amsterdam.

(1) D. Devienne conteste quelques détails donnés par La Bastie. Les raisons qu'il allègue sont plausibles; mais nous ne connaissons pas assez la disposition des escaliers et le mode d'éclairage pour lui donner raison contre le judicieux observateur que nous suivons, et qui en avait vu les restes, encore assez considérables de son temps.

Livre I.
Chap. 5.

—
*Antiquités
monumentales.*

spectateurs étaient posés, non sur des voûtes, mais sur des planchers supportés par de grosses poutres qui allaient d'une enceinte à l'autre. M. de Caumont n'adopte pas cette opinion, mais n'avance rien d'assez concluant pour l'infirmier; car à quoi auraient servi ces trous? A l'échafaudage des maçons; mais, dans ce cas, pourquoi n'en voyait-on pas à l'extérieur de la première enceinte? Ils seraient d'ailleurs beaucoup plus rapprochés. Il paraît en outre évident qu'ils étaient de bois, car les murs et les planchers n'auraient pas pu les supporter s'ils avaient été en maçonnerie.

Vu à l'extérieur, le monument avait un aspect imposant; il présentait aux regards deux étages surmontés d'un attique d'une élévation de 24 mètres. Des deux principales entrées de ce beau cirque, il n'en existe plus qu'une. Sur les deux côtés sont des pilastres, qui sortent hors-d'œuvre d'environ trois pouces, et dont les chapiteaux supportent une espèce d'architrave.

Au second étage, il y avait, au-dessus de chaque grande porte, une arcade, ou grande fenêtre, avec deux niches, une de chaque côté, d'une égale grandeur, et ayant 18 pieds de haut sur 4 de large; elles étaient décorées de pilastres latéraux qui soutenaient une architrave maçonnée de briques. Au-dessus, il régnait une corniche ornée de modillons, avec des consoles que le temps a défigurées; un attique couronnait tout l'édifice.

Il est difficile, aujourd'hui, de déterminer l'ordre d'architecture suivi dans cette grandiose construction. On a cru que la partie inférieure était du style toscan, et les pilastres de l'étage supérieur, du dorique. On s'est servi de briques pour figurer les moulures et les saillies des entablements, ainsi que les chapiteaux des pilastres. Ce cirque, aussi remarquable que ceux qu'on voyait ailleurs en France, fut commencé vers le milieu du III^e siècle, sous Gallien, dont il a gardé le nom; mais il paraît certain, comme nous l'avons déjà remarqué,

qu'il n'a jamais servi aux amusements populaires. Le sixième mur, qui devait clore l'arène, n'a jamais été achevé; on en a trouvé seulement les fondements. Quelle peut être la cause de son interruption? Très-probablement, l'horreur que le christianisme inspirait à ses néophytes pour les combats des gladiateurs et des animaux. Les conciles ont toujours défendu les dangereuses et immorales exhibitions des arènes; le concile d'Arles est explicite à cet égard; tel était aussi le sentiment des Pères sur ces spectacles des païens. D. Devienne en attribue l'interruption à l'invasion des Barbares, qui s'emparèrent de nos contrées.

Selon la croyance populaire, il y a des trésors enfouis dans ces vieilles arènes. Ces idées étaient si généralement répandues, qu'en 1626, le 13 mai, un cabaretier de Bordeaux, nommé Jarisse, présenta une requête aux jurats conçue en ces termes :

« Prennent la liberté de vous représenter, MM. Louis Jarisse, cabaretier, rue des Capérans, et quelques consors
» qu'il a, qu'ayant appris, par le bruit public, que les masures du Palais renferment différentes choses depuis un temps
» immémorial, inutiles à la société humaine, comme or, argent monnayé et autres vaisselles d'orfèvrerie, ils souhaitent d'y travailler pour tâcher d'en faire la découverte;
» ce qu'ils n'ont cependant pas voulu faire, qu'au préalable, ils n'en aient obtenu la permission des supérieurs. C'est pour
» cet effet qu'ils viennent vous prier gracieusement de leur
» accorder la permission de faire les creusements et fouillements nécessaires pour cela, à l'exclusion de toutes autres
» personnes qui, peut-être, dans la suite, pourraient s'emparer de leurs découvertes, faisant en même temps défense
» et inhibition à qui que ce soit de s'immiscer ni les molester dans leurs travaux, sous la soumission qu'ils font de ne
» porter préjudice ni aux murs, ni aux bâtiments... et, en

Livre I.
Chap. 5.

Con. 4 et 5.

Tertul.,
De Spectac.,
cap. 22.

Saint Cyprien,
De Spectac.,
page 340.

» cas de réussite, de payer un certain *quantum*, soit à la
» ville, soit aux pauvres.
» Bordeaux, 13 mai 1626. »

On ignore quelle a été la réponse des jurats à ce singulier chercheur de *choses inutiles à la société humaine, comme argent monnayé*, et qui pourraient bien être très-utiles au cabaretier Jarisse de la rue des Capérans.

Dans le XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle, on voyait, dans l'intérieur de ce monument, des huttes où se réfugiaient les personnes de mauvaise vie. Quand Zinzerling vint visiter ces ruines, on le regarda comme un homme qui cherchait des mauvais lieux (1). Le Parlement même, jusqu'en 1786, reléguait les filles de mauvaise vie dans le voisinage de ce vieux monument. Jusqu'alors, la rue Saint-Fort s'appelait, par la même raison, *rue Putoye*.

On fit plus tard des fouilles dans ces vieux murs : un rapport des intendants de maçonnerie, en date du 6 mai 1634, « parle d'une excavation de 60 pieds de longueur et de 40 » de profondeur joignant les grands murs. Il fait mention de » la démolition de piliers et d'arcs-boutants qui servaient de » soutien et défense au grand corps de murailles. Et de plus, » ajoute le rapport, avons vu qu'un sieur Mathieu Boudaney » a fait démolir, entre les arceaux, les murailles qui servaient » d'empâtement pour les fortifications des arceaux, ce qui » sera cause que les murailles en recevront, à l'avenir, chute » et ruine. » Ce Boudaney était-il l'associé de Jarisse le cabaretier? Nous n'en savons rien.

(1) *Hodie luparum et prostibulorum istic est consistorium; sic etiam ut cum in hospitio quæreremus ubi palatium Gallieni esset, risu exsonuerunt omnes et pulperunt nos quærere putarint. (Itiner. Galliar.)*

Suivant le démonographe De Lancre, le diable est venu tenir ses assises au carrefour du Palais-Gallien, comme naguère au supplice, Isaac de Queyrac, sorcier notable, qui fut exécuté à mort en 1609, l'avoua.

Ce trait mérite de figurer dans un tableau des mœurs du XVI^e siècle!

En 1690, les jurats, par acte du 1^{er} septembre, concédèrent une partie de ces arènes, à titre de fief nouveau, à deux bouchers, Arnaud Larrieux et Martin Roux, pour y établir des parcs, abattre des bœufs, etc., etc.

En 1745, M. de Tourny proposa d'y établir une maison de force; mais ce projet n'eut pas de suite.

En 1772, on n'y distinguait plus que les deux grandes entrées à l'est et à l'ouest; cette dernière existe encore.

En 1774, le terrain et les ruines furent donnés à M. Deshaul-tois, pendant vingt années, pour y remiser des fiacres dont il dirigeait l'entreprise générale.

Il paraît que Deshaul-tois ne fut pas heureux dans son entreprise; car, en 1777, un sieur Thivent, négociant de Bordeaux, demanda l'autorisation de transporter dans ces intéressantes arènes le spectacle d'un combat d'animaux. Il paraîtrait, d'après un plan du lieu, que ce nouveau spéculateur aurait démoli quelques parties de l'édifice pour construire un amphithéâtre et des loges.

Le chapitre de Saint-Seurin prétendit avoir certains droits sur ces ruines; mais en 1779, Necker en réclama la propriété au nom du gouvernement, pour y établir un dépôt de poudres et de salpêtres.

De nos jours, l'administration fait tout ce qu'elle peut pour maintenir ces vieux murs dans un état convenable de conservation.

Pendant la guerre civile de notre grande révolution, le Palais-Gallien a subi plusieurs métamorphoses; il devint le refuge des troupes des divers partis. En 1792, on crut devoir le démolir; l'ordre en fut donné, et la démolition poursuivie avec un acharnement incroyable. Les terroristes n'avaient pas besoin de souvenirs; l'histoire leur pesait; mais l'argent était rare, et il en fallait à ces singuliers patriotes; on renonça donc à cette œuvre de vandalisme, qui coûtait beaucoup sans rien rendre.

Livre I.
Chap. 5.
—

En 1795, on vendit le terrain pour y construire des maisons, et, grâce à la rage révolutionnaire des sans-culottes de 1793 et à la cupidité des acquéreurs de 1795, les arènes allaient totalement disparaître sans la généreuse intervention de M. Thibaudeau, préfet de la Gironde ; par un arrêté du 17 août 1800, ce magistrat fit suspendre les travaux de démolition, dans l'intérêt des arts et pour l'honneur de la ville ; il chargea la municipalité de veiller à la conservation de ce monument, que les étrangers éclairés qui passaient à Bordeaux allaient visiter avec empressement.

NOTE 9.

Le palais des Paulins était magnifique ; il est permis de le croire, d'après les fouilles qu'on y a pratiquées ; on y a relevé des fragments de colonnes, des chapiteaux, des statues, des cippes funéraires, des autels votifs d'un beau marbre, et une foule d'inscriptions, entre autres la suivante :

AVG
DEAE
DIVIRTOS GEMELLI
FI PATER
V. S L M.

On prétend que le château de Puy-Paulin a été bâti au III^e siècle, par Ponce Paulin, aïeul de saint Paulin, de Bordeaux, évêque de Nole. C'était la résidence de Pey de Bordeaux, des captaux de Buch, des ducs de Foix, des Candale, des sires de Lesparre et de Castelnau, et, en dernier lieu, du duc d'Épernon. En 1707, Louis XIV acheta ce vieux château au dernier comte de Foix, pour servir d'hôtel à l'Intendant de la province. Pendant que M. de Tourny y demeurait, il devint la proie des flammes ; mais il fut reconstruit à la moderne, ainsi que l'église de *Notre-Dame-de-Puy-Paulin*, qui en faisait partie, et fut aliéné dans la grande révolution française. M. de Tourny nous en donne la description ; il nous

le peint tel qu'il était en 1756, à l'époque qu'il devint la proie des flammes : « La maison, dit-il, où loge l'Intendant appartient au roi, qui l'a acquise des héritiers du duc d'Épernon ; elle se nomme le Château de Puy-Paulin, et consiste en plusieurs bâtiments dont le principal est très-ancien, long de 102 pieds, entre deux tours, donnant, d'un côté, moitié sur la cour, moitié sur le jardin, qu'une grille de fer sépare l'un de l'autre, et sur lesquels ces deux tours sont saillantes. Sa largeur à l'intérieur, de dedans en dedans, est de 22 à 23 pieds, et sa hauteur de 45, jusqu'à des machicoulis dont les parapets, en se terminant, cachent son toit de tuiles creuses.

» Sa façade, dudit côté, est percée, au rez-de-chaussée, de neuf portes, croisées ou demi-croisées ; au second, de sept croisées ou demi-croisées ; au troisième, de six petites ouvertures qui, en se perdant sous les machicoulis, éclairent le dessous du toit servant de grenier et le haut des deux escaliers de pierre qui sont aux deux bouts, et s'appuyant contre les deux tours. »

Voilà ce qu'était le château Puy-Paulin il y a cent ans (1756) ; mais nous ignorons complètement son état primitif.

On voyait dans la cour, dit Zinzerling, un beau relief représentant un homme à la barbe et aux cheveux crépus, tenant un rouleau à la main avec l'inscription suivante :

Livre I.
Chap. 3.
—

Itiner. Gall.

DM
SEDATVS.

Ce Sédatus était l'un des savants dont Ausone vante les talents ; il alla professer les belles-lettres à Toulouse ; il y mourut ; mais les Bordelais firent rapporter ses cendres : c'était un illustre hommage à sa mémoire et à ses vastes connaissances. On y trouva d'autres monuments sculptés, qui rappelaient plusieurs noms consulaires, plusieurs célébrités

romaines, gauloises ou aquitaniques, et qui nous disent assez de quels éléments disparates se composait alors la population de Bordeaux.

Nous avons déjà parlé de l'autel votif en marbre gris érigé à Auguste; Venuti dit que c'était un acte de reconnaissance de la part des premiers Bordelais pour les faveurs qu'il avait accordées à leur ville. Cet autel fut érigé dans le temple de Tutelle. En creusant les fondements d'une maison située sur l'emplacement du château des Paulin, on a découvert, en 1828, un stylobate de 1 mètre 43 centimètres de hauteur et de 56 centimètres de largeur, portant, sur l'une des faces, une couronne civique ornée de lemnisques, et sur la face opposée, une inscription en beaux caractères. (*Voyez Note 9*).

Il existe encore un autre autel du même marbre et du même style, dédié à la Divinité tutélaire par un certain *Lascivus Cantilius*. Tout nous porte à croire qu'il date de la même époque que celui d'Auguste, dont nous avons parlé page 26. Dans les fouilles pratiquées dans le cloître de Saint-André, on a découvert plusieurs figures antiques, des fragments de bas-reliefs, de frises et de gros blocs de marbre; c'étaient probablement les restes du temple de Jupiter, sur les ruines duquel on a bâti plus tard l'église de Saint-André. Des blocs de marbre sans sculpture furent aussi trouvés, au commencement de ce siècle, en fouillant le sol de la place Rohan. Parmi ces intéressantes ruines, se trouvait une statue de Jupiter, la foudre à la main gauche, un aigle mutilé à côté du souverain des dieux, et en dessous cette inscription :

DEO INVICT O.M.

Les fouilles furent continuées, et, à la grande satisfaction des archéologues, on découvrit un petit autel quadrilatère en calcaire de Charente, avec une inscription que nous donnons à la *Note 11*.

NOTE 10.

Jouannet,
Statistique,
tome I.

On a trouvé, à Bordeaux, des autels érigés à *Divirtos* et à *Sirona*, divinités gauloises maintenant inconnues. La rudesse de leurs formes nous fait croire que ce n'était que de grossières imitations des autels romains, des essais de quelque sculpteur biturige sur la pierre brute. En 1594, on trouva, aux environs du prieuré de Saint-Martin, et en 1756, sur l'emplacement du château de saint Paulin, qu'on allait reconstruire, plusieurs statues d'un très-grand intérêt; il n'en existe maintenant à Bordeaux que trois; l'une se voit en montant l'escalier de la bibliothèque publique; la tête est d'emprunt, mais le reste trahit le *faire* romain et porte le cachet de l'élégance romaine et du bon goût; la seconde est sous le portique qui conduit à l'École de Dessin; la troisième se voit dans la salle des antiques. Ces trois statues, quoique mutilées, conservent encore des traits qui en décèlent l'origine; les antiquaires les croient du temps de Claude ou de Néron. Mais la plus belle de toutes était, sans contredit, celle de Messaline. Louis XIV la demanda pour son beau jardin de Versailles; les Bordelais la lui accordèrent par crainte plutôt que par amour; mais le vaisseau qui la portait périt devant Blaye; la Gironde garde dans ses fanges ce chef-d'œuvre qu'une complaisance servile avait cédé à la vanité du monarque.

Au commencement de ce siècle, on a pratiqué des fouilles considérables dans les cloîtres de Saint-André; on y a trouvé, à une grande profondeur, un bloc de pierre dure quadrilatère que les archéologues regardent comme un autel votif. La face principale représente Jupiter assis sur son trône, soutenant de la main gauche sa haste, et la main droite reposant doucement sur l'épaule de Ganymède presque nu, mais facile à reconnaître à son bonnet phrygien et à sa houlette. L'aigle qui l'avait porté à l'Olympe y figure aussi, les ailes encore étendues entre le jeune favori et le puissant roi des cieux. Sur une des faces latérales est représentée Lédä,

Livre I.
Chap. 5.

Musée
d'Aquitaine.

Livre I.
Chap. 3.

se refusant , avec une apparente pudeur , aux caresses du cygne ; sur l'autre se voit Junon , vêtue de la tunique et du *peuplum* , dont une partie , soulevée par les zéphirs , s'arrondit en forme de nimbe autour de sa tête. La composition de ces bas-reliefs offre beaucoup d'intérêt ; quoique maltraitée par le temps , l'exécution n'en est pas sans mérite.

Je passe sous silence plusieurs figurines charmantes , des fragments de bas-reliefs , des frises , des socles , etc. , etc. , qu'on a trouvés enfouis dans ces cloîtres ; mais la présence de ces autels , de ces reliefs , de cette représentation de Jupiter dans ce lieu , il faut l'avouer , n'autorise que trop certains écrivains à penser qu'il y eut sur ce terrain un temple érigé en l'honneur de ce dieu , et l'inscription que nous avons donnée à la *Note 11* semble confirmer cette opinion , et dire que saint Martial consacra ce temple au Dieu des chrétiens.

NOTE 11.

Il paraît certain que le culte *mitriaque* ou de Cybèle était aussi suivi à Bordeaux. Dans les fouilles faites en 1844 , au Fort-du-Hà , on découvrit un autel taurobolique dont la face antérieure portait , en relief très-saillant , une tête de taureau ornée de bandelettes , comme les victimes des païens ; sur la face latérale , à droite , on voit une tête de bélier sans bandelettes , et sur la face opposée un casque grec , ou le bonnet phrygien , avec une épée grecque à crochet , de forme remarquable , et entre les cornes du taureau cette inscription en d'assez bons caractères :

ATALICIVIR
VALER IVLINA
ET IVL-SANCA

Outre ces caractères , il y en eut d'autres entre le dé et le bassin ; ils sont effacés ; c'était la consécration ordinaire :

MAGNÆ MATRI DEVM.

Il paraît aussi, d'après Gruter et Venuti, que le culte de Junon régnait à Bordeaux. On sait que Junon était la divinité protectrice des femmes; ces deux auteurs nous ont transmis l'inscription suivante en l'honneur de cette déesse :

IVNONIBVS
IVLIAE ET SEXTILIAE.

Tous ces monuments, et quelques autres que nous passons sous silence, remontent à une époque très-reculée de l'Empire; leurs dates ne peuvent se déterminer avec précision; mais ils sont presque tous antérieurs au temps de Néron. Galba, Othon et Vitellius n'ont pas laissé à Bordeaux de traces de leur domination; on ne les a connus que par leurs faiblesses, leurs lâchetés et leurs crimes. Depuis lors, jusqu'aux Antonins, on ne fit faire aucun monument à Bordeaux portant le nom d'un empereur; cette époque ne nous a laissé que des tombeaux, des cippes, des inscriptions et une grande quantité de médailles des sept successeurs de Vitellius; mais aucun monument du pays bordelais n'a marqué leur passage sur le trône de César. Tous les vases, cippes, urnes, qui datent de cette époque, on les attribue au ciseau d'un célèbre artiste gallo-romain du nom d'*Amabilis*. Quant aux édifices publics, ils étaient splendides et somptueusement décorés; mais les maisons des particuliers riches étaient en moellons, en briques ou en bois. Ceci résulte évidemment des observations faites par des écrivains judicieux sur les fouilles qu'on a pratiquées à différentes époques et dans plusieurs quartiers de la ville, et tout récemment encore (1834), quand on jeta les fondements de la Galerie-Bordelaise.

Nous nous sommes arrêté longtemps sur ce sujet; nous avons voulu que le lecteur, qui nous suit, connût bien le pays que nous allons parcourir. Faire connaître les monuments d'un peuple, c'est écrire son histoire, car une fois sculptée

Livre I.
Chap. 3.

—

Jouannet,
Notice
sur
quelques
antiquités, etc.

Actes
de l'Académie,
etc., etc.,
2^e année,
1^{er} trimestre.

Jouannet,
Statistique,
tome II.

par la main de l'artiste, la pierre devient une source d'instructions et de révélations importantes; elle nous dit l'époque, le lieu des événements, le nom de l'artiste qui l'avait sculptée. L'élégance des formes, la régularité des lignes, la beauté des traits, la symétrie des parties, sont autant de signes révélateurs, qui, comme les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, Raphaël, David et Bosio, nous racontent des choses qui nous intéressent et ravivent pour nous le passé. En fait d'ouvrages d'art, les Visigoths n'ont rien laissé à Bordeaux; nos recherches se bornent donc aux monuments romains. Il en reste assez pour nous convaincre de la magnificence de Burdigala dans les trois premiers siècles de notre ère. C'était sans doute à cause de la beauté et de la multitude des monuments publics qu'Ammien Marcellin parle si avantageusement de notre cité; parmi toutes les villes des Gaules, dit-il, Bordeaux se fait remarquer par son étendue et sa magnificence (1). A une époque plus rapprochée de nous, le continuateur d'Aimoin l'appelle aussi une très-belle ville (*egregiam urbem*).

Bordeaux était alors le chef-lieu de l'Aquitaine, le centre où se réglaient les grands intérêts de la société gallo-romaine, et où aboutissaient les grandes routes. César traça le premier les voies stratégiques, mais c'est à Auguste, Agrippa et Messala que les Burdigaliens durent les grandes voies de communication dont on retrouve aujourd'hui les traces. Ces routes étaient encaissées avec soin, et le pavé consolidé avec un ciment aussi dur que la pierre, et dont la science n'a pas encore trouvé le secret. Partout où les matériaux étaient bons et le sol propice, ces routes existent encore, après un laps de dix-huit siècles; mais en certains endroits, faute de ces conditions, elles sont dégradées et même incorporées aux champs cultivés. Les distances étaient marquées en lieues (*leuca*) sur

(1) *Amplitudine civitatum admodum culta Burdigalam excellere.*

des colonnes militaires, surtout sur les principales chaussées, qui se dirigeaient de la capitale de l'Aquitaine sur la métropole romaine des Gaules, Lyon (*Lugdunum*) (4). Cette route s'embranchait en d'autres routes secondaires, qui, sillonnant le pays en tous sens, créaient des relations plus immédiates et faciles avec l'intérieur du pays, et rendaient moins pénibles les courses des armées impériales par des stations militaires ou étapes convenablement espacées. On trouvait, à de certaines distances, sur des hauteurs d'un accès difficile, des enceintes fortifiées (*oppida*), qui ressemblaient un peu à nos vieux châteaux forts (2). Ces *oppida* étaient entourés de palissades, ou de murs composés de poutres liées entre elles par une argile détrempée en guise de ciment. Des villes (*urbes*), dans le sens qu'on donne de nos jours à ce mot, on n'en voyait nulle part; le pays était divisé en *pagi*, districts territoriaux qui comprenaient, sous une autorité centrale, plusieurs habitations, hameaux et bourgades (*vici*), séparés entre eux

(1) En comparant entre eux les anciens *Itinéraires*, les récits des géographes et les différentes cartes que l'antiquité nous a laissées, on trouve des différences notables qui étonnent et paraissent inexplicables; mais on peut s'en rendre compte, si l'on réfléchit que les Romains mesuraient leurs chemins, non par *lieues* (*leucæ*), mais bien par *milles* (1,000 pas), ce qui équivalait à 756 toises ou 750 toises de Paris. La lieue gauloise était formée de 1,500 pas (environ 1,104 toises). Ammien Marcellin dit formellement, *lib. XV*, qu'à partir de la Saône, on ne comptait plus par *milles*, mais par *lieues*. *Exinde non millenis passibus, sed leucis itinera metiantur*. La carte de Peutinger confirme cette assertion, car on y voit, près de Lyon, une note qui porte que, de ce point à l'extrémité nord et ouest de la Gaule, les distances sont indiquées en lieues gauloises. Mais l'erreur de plusieurs écrivains vient de ce que le mot *millia* était souvent employé pour désigner une lieue gauloise. (Voyez M. de Caumont, *Cours d'Antiquit. monum.*, 2^e partie, p. 27).

(2) *Oppida* vient d'*opus*, dit Varron. *De Lingua Latinâ, lib. IV*. Le plus célèbre de ces *oppida*, dans l'Aquitaine, était celui de Sos, dans l'Agenais. Cesar, *De Bello gallico, lib. III*. *Urbs*, c'était une réunion de villas, ou de maisons. *Urbs est conjunctio villarum seu ædium; pagus autem societas villarum, ditio, ager qui multis vicis constat. Festus dicit ἀπό της περγῆς quod ejusdem fontis aqua uterentur. Civitates indicant aggregationem inter incolas arciflorem, statum reipublicæ cultiorem, cum magistratibus, primoribus, comitiis, urbibus, etc., etc. Pagi conveniunt magis populo agresti et sine certâ lege viventi ut erant societates Helvetiorum et Sacrorum*. (CESAR, *Comment.*, lib. I, cap. 12, 37. ISIDORE, *Orig. XV*, cap. 2).

par des jardins, des prés et des terres cultivées (1). Quant au mot *civitas*, cité, il s'appliquait, d'après César, à une forte population réunie sous une forme plus développée de civilisation, où l'on trouvait des magistrats, des assemblées de notables et des règlements de police.

On retrouva partout des traces de ces anciennes voies romaines; l'une d'elles se dirigeait de Burdigala à Toulouse; on l'appelle le *camin Gallien*, parce qu'on a cru que ce fut Gallien qui le fit faire. Dans la Gascogne, il est connu sous le nom de *Tenarèse*, qui vient de *iter*, *itineris*, route; cette voie passait par Cérons (*Sirione*) (2), *Vasatas* (Bazas), *Elusa* (Eause), *Civitas Auscorum* (Auch), et jusqu'à la vallée de Campan. Un embranchement de cette route passait à *Ussubium*, qu'on croit être Hure, *Mansio Aginnensium* (Agen), *Lactora* (3) (Lectoure), *Ellimberis*, ou *Civitas Auscorum* (Auch).

Il y avait une autre voie romaine de Bordeaux à Périgueux; elle portait le nom de *camin de Karlemagne*, parce que cet empereur la fit faire, ou la suivit quand il vint dans ce pays. Elle passait par Vayres (*Varatedum*), Fronsac (*Francorum arx*) (4), Guitres, Coutras (*Cortate*), St-Vincent de Conozat (*Cunnaco*), Périgueux (*Vésone*, ou, du temps des Romains,

(1) Aillas, dans le Bazadais, *pagus Aillardensis* était un *pagus* très-vaste et s'étendait sur les deux rives de la Garonne; le village de *Squirs* (La Réole) en faisait partie. Burdigala, Vésone (Périgueux), Bazas, étaient des cités (*civitates*). Condate était un *vicus*. Lesparre était un *oppidum* fortifié par des pieux (*Las Sparres*). (Voir *Variét. Bord.*, t. II, p. 9.)

(2) Il y eut, dans les forêts qu'ombrageait alors la rive gauche de la Garonne, un temple érigé en l'honneur de *Siriona*, déesse des forêts et des eaux. De là vient le nom de Cérons, et celui du Ciron, qui coule tout près.

(3) Lectoure est très-élevée. Ce nom vient de *Goora*, qui, en langue cantabre, signifie hauteur.

(4) L'historien de Libourne n'admet pas que *Fronsac* dérive de *Franciacum*, *Castellum Franciacum* ou *Francorum arx*; il en donne une autre moins bonne; d'ailleurs où a-t-il trouvé que *fronchat*, en celtique, signifie une montagne située dans une presqu'île? Quant à l'étymologie *frons sarracenorum*, elle est presque ridicule. Nous aimons mieux suivre, en fait de philologie, Daniel, Mézerai et Dupleix. Vayres est désignée par d'Anville, d'après la *Table théodosienne*, sous le nom de *Varedo* ou *Varatedum*.

Vesumna). De Périgueux, une autre grande route se prolongeait, par Lalinde (*Diolindum*), Eysses, Villeneuve-d'Agen (*Excisum*) jusqu'à Aiguillon, où elle joignit celle de Bordeaux à Tolosa. On l'appelle encore la *voie Julienne*, parce que Jules César en fit faire une partie pour le passage de ses troupes, sous les ordres de Crassus, à l'époque de la réduction de Sos et de l'Aquitaine.

De Bordeaux, une autre grande voie romaine se dirigeait à Saintes; c'est la même dont un savant du dernier siècle a constaté l'existence, et qui figure dans la *Table théodosienne* (1); elle passait à travers les marais de Montferrand, sous le nom de chemin de la *Vie* (*via romana*), et se prolongeait vers Bourg, Blaye, Royan (*Novioregum*), Saujon, Saintes, Poitiers, etc.; c'était la voie stratégique, *Via belli*, sur laquelle on bâtit *Blaye*, ou *Castrum Belli viæ* (2).

Les contrées méridionales du pays bordelais étaient sillonnées par des chemins de grande communication; l'une d'elles se dirigeait sur Dax, depuis la *Porte-Basse*, par Cestas, Salles (l'ancien *Sallomacum*), Coquosa (3), Dax (*Aquæ Tarbellicæ*).

(1) Voy. *Mém. de l'Académie des inscript. et belles-lettres*, t. 32, p. 386.

(2) Cette voie est tracée sur la *Table théodosienne*, qui est aussi connue sous le nom de *Carte* ou *Table de Peutinger*, mort à Augsbourg, en 1547; elle passe généralement pour avoir été faite sous le règne de Théodose. Elle est maintenant à la bibliothèque impériale de Vienne, en Autriche. La même voie est aussi tracée par l'itinéraire d'Antonin.

(3) Les Cocossates figurent parmi les peuples vaincus par Crassus. Le chef-lieu, qui s'écrit indifféremment *Cocosa*, ou *Cæquosa*, se trouvait à sept ou huit lieues de Dax, en venant à Bordeaux. Voici ce que nous trouvons dans l'itinéraire d'Antonin : *Aquæ Tarbellicæ*, *Cæquosa*, ou *Cocosa*, XVI, — *Tellonum*, lieu inconnu, XVIII, — *Sallomacum* (Salles) XII, — *Burdigala* XVIII. En tout, soixante-quatre lieues gauloises depuis Dax jusqu'à Bordeaux. Cependant, il n'y en a que soixante; mais cette légère différence peut s'expliquer par la modification des anciennes mesures, et par le contour ou courbe que cette route faisait depuis Salles à Belin. Ainsi, en ligne droite, il y a soixante lieues; par les courbes, il y en a soixante-quatre, ce qui coïncide avec les distances de l'*Itinéraire d'Antonin*. On croit donc que *Cocosa* était à Marensin ou tout près, à seize lieues gauloises (huit lieues françaises) de Dax. Les habitants de ce pays-là s'appellent *Coussiots*, corruption du mot *cocossates* de César.

A cette voie s'en embranchait une autre depuis Salles à Belin, et, y passant par un pont qui garde encore le nom de *Pont-Romain*, allait aboutir à une autre route de Bordeaux à Boïos, capitale détruite du pays de *Buch*, d'où elle se dirigeait sur *Lapurdum* (Bayonne), en longeant l'étang de Biscarosse, où l'on en voit encore des traces.

Une autre voie romaine, sous le nom de *Levade*, chaussée élevée, conduisait de Bordeaux à *Noviomagus* (le vieux Soulac), en passant par Parempuyre, Le Pian, etc., etc. A tous ces gigantesques travaux d'utilité publique, que nous devons au génie et à la puissance industrielle des Romains, venaient se lier, pour les compléter, les ponts, les canaux, les aqueducs dans Bordeaux, et les moulins établis sur les rivières pour les besoins des Bordelais (4).

De nos jours, en parcourant les environs de Bordeaux, on ne se douterait pas qu'il y eût, du temps des Romains, des marais étendus au nord et au couchant de la ville biturige (2). Au midi, tout le long de la Garonne, s'étendait un autre marais; on y a construit des maisons; des rues pénètrent partout dans ce quartier autrefois malsain, et quoique incorporé aujourd'hui dans la ville, il lui est resté le nom de *Paludate* (*paludes*), qui rappelle son état primitif. Au delà de la Garonne, était une vaste forêt de cyprès, qui couvrait comme un voile les délicieuses hauteurs de Cenon La Bastide; c'était le *Cypressat* du moyen-âge, si admiré par les étrangers, si respecté par les indigènes; ses retraites silencieuses étaient fréquentées, aux premiers siècles de l'ère chrétienne,

(1) Ausone n'oublie pas les moulins de son pays :

*Præcipiti torquens cerealia saxa rotatu
Stridentisque trahens per levia marmora siccas.*

AUSONE, V.

(2) On croit généralement que, vers la fin du second siècle, vers l'an 190, la population de Bordeaux n'excédait pas dix ou douze mille âmes; c'était un mélange de Gaulois, d'Ibères ou Cantabres, et de Romains.

dans nos contrées, par nos pieux cénobites, qui retrouvaient là la paix que le monde leur refusait. Les magnifiques cyprès qui tapissaient les flancs du *Cypressat* étaient alors si rares dans le nord, que tous les capitaines qui quittaient le port de Bordeaux pour les régions septentrionales, emportaient des branches de cyprès, dont ils pavoisaient leurs mâts; c'était pour eux et leur patrie, non seulement une curiosité, mais aussi un souvenir du beau pays bordelais. Au nord du *Cypressat*, se trouvent de charmantes collines couvertes alors de nombreux lauriers, qui leur ont fait donner le nom de Lormont (*Laureus mons*), qu'elles gardent encore. Le *Cypressat* a perdu ses beaux arbres d'origine orientale; son nom s'éteint peu à peu, et ne se retrouvera plus bientôt que dans l'histoire. La Garonne baigne les murs du côté du levant; elle sépare la ville de ces scènes agrestes et pittoresques qui l'encadrent d'une part, et, se courbant en arc-en-ciel, forme ce magnifique port, que, dans tout le moyen-âge, on appelait le *Port de la Lune*, à cause du croissant qu'il représente. Aucun autre port au monde ne saurait l'emporter sur Bordeaux, par la beauté de sa forme et sa situation enchanteresse; Goa et Constantinople peuvent seules élever des prétentions rivales. Sur la rive droite s'élève aujourd'hui une ville nouvelle, La Bastide; il y a cinquante ans, on n'y voyait que quelques masures. Aujourd'hui, c'est une petite ville de près de six mille habitants, qui s'étend tous les jours de plus en plus; on y voit la gare du Chemin de fer de Paris à Bordeaux, construite en 1852; c'est une des plus belles qu'il y ait en France.

CHAPITRE VI.

Etat de la société à Bordeaux au III^e siècle. — Tétricus proclamé empereur à Bordeaux. — Sa chute. — Organisation politique. — Le Code théodosien. — La coutume. — La religion chrétienne enfin établie et reconnue. — Ses progrès. — Ses bienfaits. — Système de taxation à Bordeaux. — Nouvelle division de l'Aquitaine. — Administration locale. — Hérésie de Priscillien. — Sa condamnation au concile de Bordeaux. — Delphin, évêque. — Mort d'Urbica, disciple de Priscillien. — Euchrotie et Procula. — Le peuple toujours misérable par suite des institutions patennes. — Il espère un meilleur avenir, mais les Goths arrivent, et la barbarie avec eux.

Livre I. .

— Nous venons de voir le bourg biturige devenir une ville gallo-romaine, toute fière de son port, de ses édifices et de ses monuments, et développant avec bonheur sa gloire et sa prospérité sous Auguste. Son état moral n'est pas moins intéressant, car nous touchons à la chute de la puissance romaine et à la transformation de la société civile et religieuse. Chaque année emporte un lambeau de ce vieil empire, qui écrasait de son poids tous les peuples asservis, et qui ne connaissait d'autres limites que celles du monde connu. Mais, enfin, honteuses de leur joug, des provinces se lèvent en masse; elles secouent leurs chaînes comme pour les briser dans leur désespoir. Des mouvements fébriles et convulsifs agitent le corps social; c'était la fumée qui trahissait un feu caché sous de froides cendres et auquel les peuples à leur réveil allaient allumer le flambeau de la liberté. Les citoyens, courbés sous le colosse romain, qui chancelait de vétusté, étaient devenus esclaves; privés du sentiment de leur propre dignité, la patrie n'était pour eux qu'un vain mot, sans ces charmes qui pouvaient réveiller leur native énergie, ou les appeler à leur indépendance. Le système municipal de Rome avait jeté de profondes racines dans les mœurs; il se greffa sur la liberté

des Gaëls ; et malgré le despotisme des princes et les insurrections avortées des peuples , il avait laissé dans les classes populaires des souvenirs précieux ; elles le regardaient comme un élément de bien-être , la sauvegarde de leurs intérêts et le germe de leur liberté future. Des monstres montent , par intrigue , sur le trône impérial , et en descendent la plupart par le poison et le poignard ; les plus heureux finissent leur vie dans un calme apparent ; mais au lieu de larmes ou de regrets , ils n'emportent dans la tombe que les malédictions des opprimés. Des usurpateurs se lèvent partout : ils en avaient le droit ; car rien n'était à sa place. Pendant que Gallien languit dans la débauche , à Rome , ou parcourt nonchalamment l'Empire , qui s'en va en lambeaux , que les Barbares se disputent , Caius Piessuvius , surnommé Tétricus , vivait paisiblement à Bordeaux en qualité de président ou gouverneur d'Aquitaine. Issu d'une famille consulaire , il aurait pu élever des prétentions et aspirer , comme d'autres moins dignes , à la pourpre impériale ; mais non ; son ambition n'allait pas si loin ; une vie paisible avait pour lui plus de charmes et moins de dangers que le trône vermoulu de Rome. Une émeute militaire venait d'arracher la couronne à l'infortuné Victorin ; la place était vide. La célèbre Victoria , la *Zénobie des Gaules* , qui se donnait le titre d'*Auguste* , mère des camps et des armées , voulait venger la mort de son mari ; elle employa son argent et son influence à réaliser ses projets , et supplia Tétricus , son parent , de renoncer à ses paisibles habitudes et de consentir à son élévation sur le trône des Césars ; elle voulait un complice et un instrument de ses vengeances. Tétricus résista longtemps à ses sollicitations intéressées ; mais gagnés par les largesses de l'intrigante Victoria , les soldats le proclamèrent empereur et le forcèrent de revêtir à Bordeaux la pourpre impériale(1). Le faible Tétricus songea

Livre I.
Chap. 6.

Venuti,
page 58.

An. Christi,
268.

(1) Legionibus grandi pecuniâ comprobantibus.

Livre I.
Chap. 6.
—

aux moyens de se maintenir dans sa nouvelle dignité; il s'appuya sur des amis dévoués, et s'efforçant d'imprimer une nouvelle direction à l'opinion si mobile du peuple, il marcha contre les Barbares, qui ravageaient l'Empire, et remporta sur eux plusieurs victoires. Le peuple, distrait par le bruit des armes, ne songeait plus aux affaires politiques de l'intérieur, et enivré des triomphes de l'armée, se courba sous le nouveau joug, non moins pesant que l'ancien. Tétricus jouit paisiblement, et avec quelque gloire, de sa puissance usurpée, pendant les règnes de Claude et de Quintilius; il étendit son pouvoir sur les Gaules, l'Espagne et l'Angleterre, et se crut assez affermi pour défier toutes les forces réunies de Rome. Craignant cependant, avec raison, le sort de ses devanciers, il ne se fiait pas trop à son armée, dont l'indiscipline ne connaissait pas trop de frein, et semblait rechercher un nouveau prétendant dont les largesses satisferaient sa cupidité. Inquiet sur son avenir, Tétricus songea à abdiquer un pouvoir acquis par la corruption et les intrigues d'une femme vindicative; il voulait remettre aux Romains un pays qu'un peu d'ambition, des flatteries intéressées et une folle condescendance pour les projets de Victoria avaient soustrait à leur obéissance. Il communiqua confidentiellement ses pensées à Aurélien, par ces paroles du poète romain : *Eripe me his, invicte, malis* (délivre-moi de ces maux, invincible guerrier). Aurélien, profitant de cet avis, marcha sur les Gaules, comme pour attaquer Tétricus. Celui-ci, intéressé à agir avec prudence, se prépara au combat avec un empressement affecté, et marcha avec ses troupes à la rencontre des Romains, près de Châlons-sur-Marne. Le choc était terrible; mais au fort de la mêlée, Tétricus passa avec son fils dans les rangs ennemis; sa défection leur assura la victoire. Les Gaulois, indignés d'une si lâche trahison, résistèrent encore en héros, et plutôt que de se voir réduits en esclavage par la fuite d'un misérable dont ils s'étaient fait un maître, ils se défendirent avec le cou-

Anno 272.

Æneid.,
lib. VI.

rage du désespoir, et se firent tailler en pièces. Malgré cette révoltante lâcheté, Tétricus fut obligé d'aller avec son fils, et en compagnie avec Zénobie, reine de Palmyre, orner le triomphe du vainqueur à Rome.

Pendant tout ce temps, il y eut une longue lutte entre la barbarie et la civilisation; l'aspect de Bordeaux et du pays en général changea avec les nouveaux maîtres et les nouvelles idées. Le sénat municipal, ou conseil administratif, avait concentré entre les mains des riches tout le pouvoir, à l'exclusion des petits propriétaires. Les Curiales, ou Décurions, avaient des privilèges; ils étaient exempts de la torture et des peines infamantes; mais ils répondaient solidairement de la perception des impôts.

Du temps de Dioclétien, une armée de collecteurs des taxes publiques parcourait la province de Burdigala et fit naître une haine vivace, une opposition formidable aux exigences de ces étrangers; les colons et les serfs se révoltèrent sous le nom de *Bagaudes*, et renouvelèrent plusieurs fois leur entreprise contre la conquête du pays.

On voyait ça et là plusieurs familles respectables dont les membres avaient siégé au sénat ou occupé les grands offices de l'Empire; elles ne formaient point une aristocratie proprement dite, mais une espèce de noblesse héréditaire, gratifiée de privilèges purement honorifiques et affranchis des soins de la curie, en considération des services passés. Telles étaient les familles des Paulin, des Ausone, des Léonce, etc., etc.; elles s'étaient élevées sans cesser d'être respectées; elles formaient une classe distincte des classes moyennes, et continuaient à être populaires par leurs hautes vertus, leurs qualités personnelles et leur bienfaisance.

Les Romains imposaient partout leurs lois aux peuples vaincus; Bordeaux conserva cependant longtemps ses lois municipales et ses usages. Peu à peu on y introduisit le Code théodosien; le peuple l'invoquait avec confiance, malgré les

efforts des Visigoths pour y établir le code de Théodoric. Charlemagne arriva ensuite et mélangea ses capitulaires avec les lois romaines; la Guienne a toujours suivi le droit romain, et, dans certaines localités, la *coutume*. Quant aux usages sociaux et aux habitudes civiles des Bordelais, ils furent généralement semblables à ceux des Romains au III^e siècle : on n'en saurait disconvenir, quand on soumet à une inspection attentive et raisonnée les vieilles statues découvertes à Bordeaux; elles portent le *scrinium* et la *toge*. Il en est de même des urnes, vases et ustensiles qu'on a découverts dans nos murs; ils ont tous une forme romaine.

La religion toute sombre et mystérieuse des Bituriges avait cédé sa place aux brillantes et séduisantes fictions du polythéisme. Les druides n'ayant rien à faire dans nos contrées, se retirèrent dans leurs vieilles forêts des îles Britanniques, et l'on n'entendait plus d'oracle sur les rives de la Garonne. Les temples étaient tous dédiés aux divinités romaines; les peuples esclaves priaient comme le peuple-roi, et les dieux de Rome étaient les divinités de l'univers. Mais les voies du ciel sont impénétrables! Le mensonge servait à préparer la voie à la vérité; les armées de Rome précédaient les missionnaires du christianisme, et la foi vint réclamer pour le vrai Dieu les hommages qu'on rendait partout à la créature. Le sol romain, souillé par les débauches des princes et des peuples, avait besoin d'être purifié; des hommes de sacrifice étaient nécessaires. L'Aquitaine les trouva dans les missionnaires chrétiens, qui savaient vivre et souffrir pour l'humanité, et mourir pour Dieu.

Le christianisme, c'était une révolution sociale et politique universelle, c'était une doctrine divine qui domptait les passions en subjuguant le cœur humain et en dirigeant la raison, qui éclairait les intelligences, purifiait le cœur, ennoblissait l'individu, élevait la femme à sa vraie place, et allait faire sortir de la fange la société, dégradée par la perte de la li-

berté et par son ignorance de Dieu. Le monde ancien s'en allait avec la puissance romaine; un monde nouveau arrivait avec une nouvelle physionomie et avec d'autres éléments de durée. Au commencement du IV^e siècle, Dioclétien crut pouvoir arrêter l'esprit rénovateur du temps, et opposer son sabre à la marche du siècle, au progrès des idées; il ordonna la destruction des églises et la confiscation des biens des chrétiens; il défendit les pieuses réunions des fidèles, se montra un vrai tyran et un mauvais politique, et employa toute la puissance de son épée, toute la raison de la force, toute la logique de la passion contre la main de Dieu et le règne de la vérité. Sa cruauté ne servit qu'à manifester sa faiblesse et les impénétrables desseins du ciel; malgré les cohortes romaines, la foi se propagea avec la vitesse de l'éclair; la folie de la croix devint la sagesse des nations, et les intrépides et héroïques prédicateurs de la *bonne nouvelle* mouraient, généreuses et volontaires victimes, pour le salut du monde. Limoges, Agen, Périgueux, furent étonnés du courage des apôtres de la foi; l'histoire garde le silence sur les martyrs de Bordeaux, mais on croit que le massacre y était impitoyable et général. Dioclétien signa l'édit du 24 février 303, qui ordonnait la destruction des églises, la confiscation des biens ecclésiastiques, et qui défendait les assemblées des chrétiens; il se vautrait dans le sang; c'était son élément. Aucun prince n'en a jamais plus répandu que lui; mais l'épée n'arrêtait pas les idées. L'heure était sonnée : l'esclave allait être libre. Le monde, asservi aux pieds des idoles et des monstres couronnés, entendit, en tressaillant, l'écho du Calvaire; la religion sortit des catacombes à la voix de Constantin, et la croix remplaça sur les palais des Césars les aigles romaines. La liberté des cultes fut proclamée; toute la vieille organisation croula, et, chose étrange, un César conspira enfin, avec un monde opprimé pour la ruine de la société païenne. Les chrétiens furent respectés et remis en possession de leurs droits

Livre I.
Chap. 6.

Anno 304.

312.

et de leurs biens : des églises s'élevèrent comme par enchantement ; les prédications de saint Fort furent le signal, dans le pays, d'une régénération complète, si nous en croyons les anciennes traditions de l'église de Bordeaux. Sa mort le rendit cher aux Burdigaliens, qui l'ont toujours regardé comme l'un des plus illustres patrons de la ville. Son corps fut enterré à Saint-Étienne (aujourd'hui Saint-Seurin), et avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, les magistrats étaient tenus de prêter serment sur son bras, qui, détaché du corps, était renfermé dans une châsse d'argent (*fierte*, corruption de *feretrum*), qu'on posait, dans les circonstances graves, sur l'autel de Saint-Seurin (1). A sa voix, les oracles cessaient de répondre et les dieux de punir. Saint Fort, évêque de Bordeaux, selon les anciennes et respectables traditions du pays, a souffert le martyre dans notre ville, très-probablement sous Dioclétien. Son nom y est en vénération ; ses reliques y sont conservées à St-Seurin ; mais la châsse d'argent qui les contenait fut emportée par les terroristes de 1793 ! Orientalis lui succéda, et l'église de Bordeaux se constitua enfin sous des évêques qui ont vécu dans la communion de saint Martial et de Rome. Le schisme des Donatistes déchirait alors le sein de l'église naissante. Un concile s'assembla à Arles, le 4^{er} août

(1) Pendant tout le moyen-âge, on a cru, avec raison, que saint Martial, apôtre de l'Aquitaine, était évêque de Bordeaux, capitale d'Aquitaine ; qu'il y convertit Sigibert, et lui confia le soin de son troupeau, qui fut plus tard remis au zèle de saint Fort, disciple de saint Martial. Saint Fort a souffert le martyre sous Dioclétien, et eut pour successeur saint Orientalis. Selon cette tradition locale, qui fait passer saint Martial pour évêque de Bordeaux, avant d'aller finir ses jours à Limoges, et qui lui donne pour successeurs Sigibert, saint Fort, Orientalis, nous comprenons facilement pourquoi Fortunat appelle Léonce le treizième évêque de Bordeaux dans la succession épiscopale de cette ville métropolitaine.

Tertius à decimo tu verbi antistes habetis.

Lib. 1, carm. 13.

Nous reviendrons sur cet article, en ce qui regarde saint Fort, évêque de Bordeaux, et ses reliques à Saint-Seurin, dans notre *Histoire ecclésiastique de Bordeaux*.

344, pour décider, en dernier ressort, les points en contestation; Orientalis s'y rendit et prit part aux travaux de cette assemblée, l'une des plus illustres que l'église eût vues jusqu'alors.

Bordeaux avait alors acquis un grand degré d'importance; les Aquitains formaient un peuple puissant, qu'il était politique d'affaiblir en établissant de nouvelles divisions territoriales dans cette partie des Gaules, avec de nouvelles capitales, dont l'influence locale ne serait plus subordonnée à celle déjà trop grande de Bordeaux. Cette pensée se présenta à l'esprit de Dioclétien; mais elle ne se réalisa que plus tard, sous Constantin. L'Aquitaine fut alors organisée de nouveau en trois provinces : la première Aquitaine avait Bourges pour capitale; Bordeaux restait capitale de la seconde, et Eause devait être celle de la *Novempopulanie* (1), nouvelle division de la Haute-Aquitaine, qui comprenait les cités de Eause, de Dax, de Lectoure, Lugdunum des Convènes (Saint-Bertrand de Comminges), Bénéharnum (Lescar), Aire, Bazas, Tarbes, Lapurdum, Oléron, Auch et Conserans (Saint-Lizier). Cette dernière fut séparée plus tard de Convènes pour former un district particulier.

Ces trois provinces étaient soumises à l'autorité du préfet

(1) Il y a des figures qui représentent les provinces gallo-romaines; elles ont un carcan de perles au cou. La Novempopulanie en a deux : l'un fixé au cou, l'autre pendant des épaules sur le sein. Cette circonstance nous donne à comprendre la considération particulière qu'avaient les Romains pour la troisième Aquitaine. Dans le projet primitif, que les uns font remonter à Adrien, qui aurait formé cette division en faveur de Sœlvius Julianus, les autres à Dioclétien, ou plus probablement à Constantin I^{er}, la Novempopulanie ne comprenait que neuf peuples (*Novem-populi*); mais à une époque postérieure, quelques autres cités furent jointes à celles de ces neuf districts, et élevées à la même dignité par la munificence impériale. Ces cités sont Auch, qui ne devint métropole qu'après la destruction d'Eause par les Barbares, Conserans, devenu cité épiscopale au V^e siècle, et Lapurdum ou Bayonne, évêché au X^e siècle.

Eause eut un évêque, saint Paternus, au III^e siècle. Cette ville fut ravagée par les Barbares au V^e siècle. Saint Taurin, son cinquième évêque, transféra le siège métropolitain à Auch. Eause fut entièrement rasée par les Sarrasins en 732.

du prétoire des Gaules, qui résidait à Trèves, mais qui était représenté par des délégués dans les deux Aquitaines et dans la Novempulanie. Les provinces des Gaules étaient consulaires ou non consulaires ; les premières étaient gouvernées par des proconsuls ; les secondes, par des présidents ou des juges. La Novempopulanie était une de ces dernières ; son président résidait à Eause, où se tenaient les assemblées générales. L'autorité militaire était confiée au commandant de la cavalerie (*dux*) ; l'autorité administrative était entre les mains du préfet ou de son délégué. La milice était composée de corps mobiles et de corps sédentaires ou de garnisons, et chaque cohorte ou compagnie de garnison était sous les ordres d'un tribun militaire ; celui de la Novempopulanie résidait à Lapidum, aujourd'hui Bayonne. Les corps mobiles s'appelaient *presentales* ; c'était la milice de camp qui se rendait avec vitesse aux ordres du général, partout où sa présence était nécessaire ; les corps sédentaires s'intitulaient *ripulaires*, ou limitariens ; c'étaient nos gardes-côtes ; ils surveillaient les limites des nations, les bords des rivières. Leur subsistance était assurée par un impôt spécial, l'*annone* militaire. Outre cet impôt, les Aquitains en payaient un autre fixe et périodique, qui se divisait en deux branches, la taille agraire et l'impôt personnel. L'impôt agraire consistait dans le dixième des terres en friche et dans une modique redevance pour les terres cultivées avant leur concession aux cultivateurs. L'impôt foncier, qu'on appelait *jugeratio*, se payait tant par arpent ; les commerçants, artisans et fabricants payaient aussi un impôt sur leurs bénéfices. Les terres décumanes, ou celles appartenant à l'État par droit de conquête, étaient affermées moyennant le dixième du revenu ; quant aux terres cultivées dont nous venons de parler, ce n'était que le vingtième du revenu. L'impôt personnel ne portait que sur les hommes libres, depuis leur quatorzième année, et sur les femmes, depuis leur douzième année jusqu'à la soixante-cinquième.

Cet impôt a toujours été vigoureusement repoussé et péniblement maintenu ; les Aquitains le regardaient comme une odieuse dégradation de la dignité humaine, un signe de servitude dont leur amour de la liberté ne pouvait s'accommoder (1). On tenait un rôle spécial des troupeaux du gros et du menu bétail, et chaque espèce payait un impôt appelé *scriptura*. Ainsi, les hommes, la terre, et les animaux même, étaient taxés, et quelque odieux que les impôts aient été à toutes les classes, les Romains en exigeaient pour la protection souvent purement nominale que les *presides* accordaient aux propriétaires, à leurs biens et à leurs droits. Outre ces taxes civiles, il y en avait encore de militaires, appelées *subsides* locaux, et une autre branche de revenu public qui provenait des confiscations et des amendes, dont les employés ne se montraient pas avares. Pendant les deux et même les trois premiers siècles de l'ère chrétienne, le fisc, par ces deux dernières voies, a fait affluer à Rome des sommes immenses. Le luxe des riches contrastait trop avec l'humiliante pauvreté des classes inférieures ; les puissants du jour s'oubliaient au sein des plaisirs, pendant que des agents mercenaires et impitoyables pressuraient les indigents sans défense et sans courage même pour se plaindre. Harrassé par les exigences du fisc, brisé par une avilissante servitude, exténué par un travail quotidien sans fruit, sans gloire, ni pour lui, ni pour la patrie, et destiné seulement à produire pour des consommateurs fortunés, à les servir et à pourvoir à leurs besoins sensuels, le peuple croupissait dans la misère, ne s'occupait plus de la patrie, qui n'existait pas pour lui, et s'endormait dans une molle inertie, qui servait d'invitation aux hordes actives et audacieuses du Nord. Nous allons voir bientôt les Visigoths et les Vandales dans notre pays.

Quand on considère le malaise, l'état de misère où se

(1) *Servi caput non habere scribitur.* (JUSTE LIPSE, lib. 2).

trouvait réduite la société vers le milieu du IV^e siècle, les nombreux dissolvants qu'elle renfermait dans son sein, et qui en hâtaient la mort, on est tenté de croire qu'une main invisible la conduisait à sa ruine; elle était bien coupable; les désordres étaient graves et nombreux: le temps de la justice divine était arrivé. Aussi, voyez venir les Barbares; ils s'annoncent comme une punition du ciel; un souffle de colère les pousse sur nos côtes, et l'un d'eux s'appelle le fléau de Dieu! Au milieu de tant d'éléments de décadence, on voyait une poignée d'hommes pleins de courage et d'espoir, animés d'un principe de force et de vitalité que rien ne saurait abattre, sobres et purs dans cette atmosphère enivrante de volupté, et forts d'une force divine contre l'atonie générale du corps social; c'étaient des hommes de foi, des chrétiens fervents, qui, méprisant les égarements du vieux monde, assistaient, spectateurs tranquilles, à sa chute, hâtant de leurs vœux et de leurs efforts la rénovation sociale, dont ils étaient, entre les mains de la Providence, les instruments actifs et intelligents. Le cœur plein de Dieu, d'amour pour les hommes et de haine pour l'erreur et le mal, sous quelque nom qu'ils parussent, les chrétiens avaient le sentiment de leur force et marchaient droit à la conquête de l'avenir. Mais pendant que tous les esprits justes et éclairés tendaient sans cesse vers un état meilleur, qu'ils entrevoyaient dans un lointain séduisant; pendant que le christianisme gagnait sur les cœurs la salutaire et vivifiante influence que le paganisme ne lui avait que trop longtemps disputée, l'hérésie, comme pour faire un contre-poids à tant de bonheur, dressa sa hideuse tête et se mit à semer la discorde parmi ces hommes nouveaux, réunis au pied de la croix dans la croyance d'un seul Dieu en trois personnes, créateur, rédempteur et sanctificateur. Priscillien, distingué par ses talents oratoires, sa naissance, un port imposant et majestueux, et une grande fortune, commença à prêcher une doctrine nouvelle, sans autre fondement que ses

propres idées, sans autre justification que ses passions. Ses partisans préconisèrent avec succès ses mérites et exaltèrent l'austérité de ses mœurs; son extérieur humble, son visage composé, sa mâle éloquence, son zèle apparent, son ambition réelle et son grand désintéressement lui avaient gagné de nombreux amis et accrédité sa doctrine, qui n'était que la maladroite reproduction des vieilles erreurs des Gnostiques et des Manichéens. L'Espagne fut le théâtre que cette hérésie se choisit, et de là elle se répandit dans l'Aquitaine comme le torrent de nos montagnes. Un concile s'assembla à Saragosse; c'est là que nous voyons apparaître, pour la seconde fois dans l'histoire, un évêque de Bordeaux. Il se nommait Delphin, l'un des plus grands évêques du IV^e siècle. Les Priscillianistes furent, en vertu d'un rescrit de Gratien, condamnés et expulsés, non seulement de l'Espagne, mais même de l'Empire. Priscillien interjeta appel du jugement du concile de Saragosse au pape Damase, et partit pour Rome avec quelques amis (1). Ayant appris qu'ils devaient passer par Bordeaux, le pieux évêque assembla un synode et prit toutes les mesures convenables pour sauver son troupeau de ces doctrines impies. Priscillien y vint en effet, et se fit quelques prosélytes; il fut accueilli avec bonté par la famille du fameux professeur Delphidius, dont il déshonora la fille et gagna la femme à ses utopies impies. Pendant son absence, les Priscillianistes firent tout ce qu'ils purent auprès de Marcédonius, maître des offices de l'empereur; ils réussirent si bien, qu'on éluda complètement les ordonnances impériales, et qu'on continua à propager les erreurs condamnées et à affermir le crédit de l'hérésiarque.

Maxime, proclamé empereur, apprend le progrès de la

(1) Priscillien fut condamné partout; son obstination lui coûta la vie. L'hérésie était alors un crime d'État, comme étant une cause de dissensions civiles; mais l'hérésie ne mourut pas; elle se cacha pour un temps et reparut avec les Visigoths. Clovis seul rendit la paix et la liberté à la France.

Livre I.
Chap. 6.

Anno 384.

Labb.,
Concil., t. 2.

Hardouin,
tome 1^{er}.

Chron. bordel.

nouvelle doctrine; et pénétré d'un profond respect pour les hautes vertus de Delphin, il l'autorise à convoquer un nouveau concile à Bordeaux, où le nouvel empereur fit conduire Priscillien, Instantius et Salvien, avec quelques autres personnages moins remarquables, pour subir leur jugement. Instantius se défendit peu et mal; il fut déclaré indigne de l'épiscopat et condamné. Priscillien en appela à l'empereur; les évêques, dont la compétence ne saurait être contestée, eurent la faiblesse cependant d'admettre cet appel; il nous semble qu'ils auraient dû juger l'appelant comme contumace, ou, s'il avait des raisons valables à les récuser comme juges, en réserver le jugement à d'autres évêques, et ne pas reconnaître un appel injustifiable, que Constantin lui-même avait blâmé dans la conduite des Donatistes. Les accusés et accusateurs furent ramenés à Trèves devant Maxime; saint Martin s'y fit l'apôtre de la miséricorde et intercédâ pour les coupables. Maxime se rendit à ses pieuses demandes; mais gagné plus tard, après le départ du saint, par les incessantes et importunes accusations d'Ithace et d'Idace, il condamna Priscillien à mort. Le peuple, dont le christianisme soulageait les peines et défendait les intérêts, prit fait et cause contre les novateurs, et dans un moment d'exaspération, tua à coups de pierres, à l'instigation d'Ithacus, en plein jour, dans les rues de Bordeaux, une pauvre femme nommée Urbica, comme étant l'amie et le disciple de l'hérésiarque. Le peuple se fit à la fois et juge et bourreau. Euchrotie, veuve de Delphidius, célèbre professeur de Bordeaux, dont nous parlerons ailleurs, embrassa la nouvelle doctrine avec une obstination que rien ne pouvait ni vaincre ni justifier; elle y persista avec sa fille Procula, et fut condamnée avec elle à la peine capitale.

Nous apprenons de saint Ambroise que notre évêque saint Delphin était lié d'une sainte amitié avec saint Phæbade, d'Agen, qui l'accompagna au concile de Saragosse, et surtout avec saint Paulin, de Bordeaux, qui s'appelle son fils, et pré-

tend que ce saint évêque était pour lui, non seulement un père, mais *Pierre*, qui l'avait péché dans les profondes et amères eaux du siècle, pour que, de mort qu'il était, il pût revenir à la véritable vie. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

L'hérésie ne fit qu'effleurer le sol de Bordeaux ; le paganisme disparaissait peu à peu devant les lumières de la foi ; une puissance invisible était venue renouveler les hommes, les usages, les mœurs et le monde ; l'erreur et le crime se retiraient devant les triomphes renouvelés et progressifs de l'Évangile, qui était le complément inspiré, le développement définitif et divin de la loi de Sinaï. L'unité était le symbole de la foi, et l'union des cœurs et des intelligences repoussa du sein de l'église naissante les auteurs et fauteurs des nouvelles doctrines, quelque spécieuses qu'elles fussent. Les arts et les sciences se développèrent d'une manière admirable à l'ombre d'un trône où siégeait un prince chrétien ; le pouvoir devint moins absolu à Rome, et les principes civilisateurs de la foi, tout en servant d'appui aux institutions, les adoucirent peu à peu et introduisirent dans la législation des éléments d'égalité et de mansuétude ignorés jusqu'alors. Bordeaux n'eut que le reflet de ces nouvelles mœurs de Rome ; mais ce reflet était grand et éblouissant. Fière de son collège, cette ville voyait accourir dans ses murs toute la jeunesse de l'Aquitaine ; ses professeurs étaient célèbres et connus de réputation dans toutes les parties de l'Empire. Quelques-uns d'entre eux furent appelés à Constantinople ; d'autres ont figuré avec gloire parmi les hautes notabilités de la capitale du monde, et Bordeaux peut se vanter d'avoir eu des illustrations que Rome même lui eût enviées (1). Le commerce aussi se développa alors sur une plus grande échelle, et étendit aux pays

(1) Nous parlerons, dans la partie littéraire de ce travail, du collège de cette ville et de ses professeurs. Vers la fin du IV^e siècle, il y avait près de cent quinze cités dans la Gaule et autant d'évêques.

lointains ses courses aventureuses et ses relations maritimes ; une population intelligente commença à goûter les douceurs de la paix et à s'occuper des travaux agricoles. Le luxe se glissa à la suite de tant de bonheur ; on se reposait avec confiance sur l'active et intelligente sollicitude de leur pasteur Delphin, qui était pour eux un père et un magistrat (1). L'état du peuple s'améliorait peu à peu, et malgré les désordres de la société, encore un peu païenne , tout le monde se livrait aux plus douces espérances d'un meilleur avenir. Hélas ! tout cela n'était qu'un songe ! Voici venir les Barbares ! (2).

(1) Les temples païens furent fermés sous Théodose ; Constantin en dépouilla un grand nombre de leurs biens, et peu à peu les chrétiens s'emparèrent des autres. L'influence et la puissance des évêques leur venaient du peuple même dont ils étaient les pères, les protecteurs et les amis.

(2) Les Goths, comme les Alains, étaient de race scandinave ; ils étaient divisés en deux peuples : les Ostrogoths ou Goths orientaux, les Visigoths ou Goths occidentaux. Ils s'étaient rendus redoutables aux Romains sous Caracalla ; ils vinrent dans le midi de l'Europe à la suite des Vandales. Ils se répandirent partout, dit Montesquieu, quand la force qui les avait refoulés au nord se fut affaiblie. (*Grandeur et Décad.*, chap. 16).

CHAPITRE VII.

État de la société à l'arrivée des Vandales et des Goths. — Bataille de Saint-Sever.

— Ils ravagent et incendient Bordeaux. — Honorius leur abandonne l'Aquitaine.

— Astaulph épouse Placidie. — Les Romains attaquent les Visigoths. — Ils leur donnent des terres en Espagne. — Ils y vont rejoindre Astaulph. — Ils pillent Bordeaux avant de partir. — Ils assiègent Bazas. — La Constitution d'Honorius.

— L'église romaine ennemie du despotisme. — Les Visigoths maîtres de la Novempopulanie. — Eurie ou Evarix, leur prince, à Bordeaux. — Tableau de sa cour à Bordeaux par Sidoine Apollinaire. — Il persécute les catholiques. — État des églises en Aquitaine. — Alaric lui succède. — Concile d'Agde. — Les évêques favorisent les projets de Clovis. — Les Francs. — Leur origine. — Bataille de Vouillé. — Clovis vient à Bordeaux. — Il bat le reste des Visigoths à Camparian, près de Bordeaux. — Il passe l'hiver à Bordeaux. — Un mot sur son baptême et sur les fleurs de lys. — Leur origine. — Leur signification. — Organisation politique et administrative des Visigoths. — Assemblée générale à Aire, sur l'Adour. — Le Code théodosien. — La législation des Visigoths sur les mœurs, sur le cens, sur les chevaux, sur l'état militaire, sur les juifs. — Le partage des terres dans le Bordelais. — Le langage des habitants. — Ausone et saint Paulin. — Tableau des mœurs des Aquitains au V^e siècle.

DE 400 A 509.

L'état social de Bordeaux et de l'Aquitaine s'était amélioré; mais les espérances qu'on avait conçues à la fin du IV^e siècle ne se réalisaient que lentement. Le mal était grand et général; la société, nous l'avons vu, s'en allait en lambeaux : Lois sans sanction, magistrats énervés et impuissants, administration languissante, mœurs dépravées, autorité méconnue et même méprisée, confusion dans les différents degrés d'une hiérarchie sans lien, indigence réelle et déplorable à côté d'un luxe effréné et d'une apparente prospérité; des finances obérées, alimentées par une taxation vexatoire et onéreuse; le vice couloyant la vertu et triomphant au nom de dieux

Livre I.

—

Livre I.
Chap. 7.

plus corrompus que leurs plus infâmes adorateurs; un culte s'affaissant sous les attaques de la raison éclairée des adorateurs du vrai Dieu et sous le poids de son absurdité; le flambeau de la foi qui brille sur ce cahos, comme si, par une seconde création, Dieu venait encore dire au monde : *fiat lux*, voilà l'Empire romain, voilà l'état de l'Aquitaine au moment de l'arrivée des Vandales, des Alains et des Suèves.

407-408.
Saint Jérôme,
Epist. II.
ad
Augeruciam.

La marche de ces barbares était un triomphe continu; ils s'emparèrent de Narbonne et de Toulouse, ravagèrent et incendièrent Bordeaux, et retardèrent pour longtemps la marche ascensionnelle de sa prospérité et de sa gloire. Ils ne s'arrê-

413.

tèrent pas à ces premières conquêtes; ils tentèrent de pénétrer en Espagne; mais repoussés par les lieutenants d'Honorius, ils rentrèrent dans la Novempopulanie, remportèrent une victoire sur les habitants, qui leur opposaient une armée de vingt mille hommes à Saint-Sever, et vinrent, dans l'au-

414.

tomne de 413, se fixer à Bordeaux et dans cette partie de l'Aquitaine où un peuple, amolli et épuisé par les exactions despotiques des officiers de Rome, préférait l'étranger avec un changement dans le régime politique, aux charges de la tyrannie romaine, dont il voulait s'affranchir. Astaulph conduisait ces hordes barbares; il était beau-frère du fameux Alaric, qui avait pris et dévasté Rome en 410. Pendant quelques années, leur domination semblait si solide, si inébranlable, que le faible Honorius, n'osant plus s'opposer à leurs empiétements, et dans la vue de garantir l'Italie d'une invasion semblable, leur abandonna l'Aquitaine, dont ils firent

418.

Toulouse la capitale. Bordeaux, jusqu'alors résidence des gouverneurs, perdit, avec son titre de capitale, sa prospérité, sa gloire, et vit avec douleur s'arrêter les beaux développements de son commerce. L'étude des arts et des belles-lettres fut proscrite par ces ennemis de la civilisation, et les ténèbres allaient de nouveau se répandre, comme un épais nuage, sur la patrie d'Ausone et de saint Paulin. Quoique barbares, ces

étrangers n'étaient pas insensibles à la puissance de la beauté. Astaulph, épris des charmes de Placidie, sœur d'Honorius, qui était tombée au pouvoir d'Alaric, se décida à l'épouser, et accomplit ce projet à Narbonne en 444. Les Barbares avaient enlevé au Capitole toutes les pierreries, tous les bijoux, toutes les choses précieuses que Rome étalait aux yeux des étrangers : l'heureux mari les donna comme cadeau de noces à sa jeune femme, aussi distinguée par sa vertu, son courage et sa prudence, que par sa haute naissance et sa beauté. Le présent égalait en magnificence les splendides fictions des *Mille et une Nuits*. Astaulph avait un grand cœur, de l'esprit naturel et beaucoup d'excellentes dispositions et d'heureuses qualités; il ne lui manquait que la foi et plus de flexibilité dans le caractère. Il avait besoin de Placidie pour être homme civilisé; ils se comprirent : elle devait en faire un chrétien. Ambitieux, il eut un grand tort, c'était de devancer son temps et de ne pas croire à la puissance des circonstances. Sa volonté était pour lui un fait réalisable; il ne prévoyait ni les difficultés, ni l'inconstance des hommes et des choses humaines. Il lui semblait que vouloir c'était faire, et que la Providence, qui l'avait toujours favorisé, devait toujours lui continuer le même bonheur, les mêmes succès. « J'ai eu la » passion, disait-il, d'effacer le nom romain de la terre et de » substituer à l'empire des Césars l'empire des Goths, sous le » nom de *Gothie*. L'expérience m'ayant démontré l'impossibilité où sont mes compatriotes de supporter le joug des » lois, j'ai changé de résolution; alors j'ai voulu devenir le » restaurateur de l'Empire romain au lieu d'en être le destructeur. »

Livre I.
Chap. 7.

Orose,
lib. VIII.

Les succès et la jactance de ces hordes victorieuses réveillèrent enfin l'énergie martiale des Romains; ils envoyèrent une armée contre les Visigoths, qui ne firent que peu de résistance. Placidie intervint entre les parties belligérantes, et un traité eut enfin lieu entre Astaulph et les généraux de

Livre I.
Chap. 7.

Le Beau,
*Histoire
du
Bas-Empire*,
lib. XXIX.

—
Voir notre
*Histoire
de Bazas*,
page 59.

Constance et d'Honorius, qui consentirent à ce que les Visigoths eussent un établissement fixe au-delà des Pyrénées. Astaulph ordonna à ses compatriotes de quitter les fertiles plaines de l'Aquitaine et d'aller le rejoindre sur les bords de l'Èbre ; ils obéirent à regret, et au jour fixé pour leur départ, voyant leurs intérêts compromis, leurs espérances déçues et leurs désirs contrariés, ils pillèrent Bordeaux, et chargés d'un butin immense, allèrent assiéger Bazas. Le peuple résista avec une noble énergie ; mais Paulin, homme influent du pays, se rendit la nuit, *incognito*, auprès de Goar, général des Alains, et le décida à abandonner ces hordes nomades, pour se fixer à Bazas, où il trouverait d'anciennes connaissances, des amis et une patrie, qu'il n'était pas bien sûr de rencontrer sur les bords lointains et inexplorés de l'Èbre. Goar accepta les offres de Paulin ; sa défection fit lever le siège et épargna à Bazas toutes les horreurs du pillage que convoitait la cupidité de ces Barbares ; ils partirent en hâte pour aller rejoindre Astaulph.

Les Visigoths ayant abandonné le pays, il fallait réorganiser tous les services publics. Honorius publia une nouvelle Constitution, qui commença pour les Gaules une époque mémorable, celle de la liberté représentative, qu'à l'exemple de l'Angleterre et de la France, on s'efforce même de nos jours de réaliser dans presque tous les États de l'Europe. C'est un des nombreux bienfaits du christianisme : ingrats, nous méconnaissons le bienfaiteur, tout en profitant de ses faveurs. L'Église seule mit des bornes au pouvoir absolu de Constantin ; partout elle prit la défense des pauvres et des opprimés, et, dans ses conciles, elle donna le premier exemple de ces assemblées où le peuple, par ses représentants, participe à la confection des lois qui le régissent (1). Honorius rétablit ces

(1) « L'Église romaine, dit Châteaubriand, n'a jamais admis le pouvoir absolu des rois. » *Étud. hist.* Michaud, dans son *Histoire des Croisades*, t. 3, dit : « L'Angleterre doit aux Papes la liberté dont elle jouit aujourd'hui. La grande Charte,

assemblées, dans les Gaules, avec une périodicité annuelle; il écrivit à son délégué, le préfet du prétoire, une lettre où nous remarquons les passages suivants : « Ta magnificence » aura donc à exécuter perpétuellement notre volonté, qui » est que tous les ans, au ides d'août (45), les honorés, les » propriétaires, les curiales ou juges, se réunissent dans la » cité d'Arles (1). Toutefois, quant à la Novempopulanie et » aux deux Aquitaines, qui sont un peu plus éloignées, si les » juges y étaient retenus par leurs occupations, nous leur » faisons savoir qu'elles aient à envoyer des députés selon la » coutume..... Le juge qui ne sera pas arrivé à l'époque » fixée, doit être frappé d'une amende de cinq livres d'or; » l'honoré, ou le curial, de trois livres. » L'empereur ordonna que toutes les affaires importantes, publiques et particulières, fussent soumises à cette assemblée, et qu'aucune décision ne fût prise qu'après une discussion approfondie de la matière, afin, est-il encore dit dans la lettre de convocation, « *que les peuples puissent juger de la justice et de la sagesse des députés, par celle de leurs ordonnances et de leurs lois, lesquelles seront publiées plus tard dans les provinces.* » Que diraient les rois de l'Europe du libéralisme de cet empereur de Rome au V^e siècle? N'est-ce pas le cas de dire, avec M^{me} de Staël, que la liberté est ancienne et le despotisme nouveau!

» premier monument des libertés britanniques, fut l'heureux fruit des menaces des foudres de Rome, et jamais cette Charte n'eût été accordée par le roi Jean sans l'influence redoutable et les conseils impérieux du Souverain Pontife. » Oui, c'est à un évêque catholique, le célèbre Langton, que les Anglais doivent leurs libertés; mais leur *magna charta*, comme on le voit par la Constitution d'Honorius, n'est pas, comme ils le disent, la première Charte constitutionnelle du monde. L'Eglise eut ses conciles avant qu'il y eût des Chambres en France, ou de *house of commons* en Angleterre, ou même d'assemblée délibérante à Vienne. « Les conciles, dit Salandy, ces Chambres de l'univers chrétien, apportent avec eux la science, que les Romains n'ont pas eue, d'accorder la liberté avec la grandeur. » *Discours de récept. à l'Acad.*

(1) *Saluberrima magnificentia lux, etc., etc.*

Livre I.
Chap. 7.

Comme celles de nos jours, cette Constitution ne vécut guère; une révolution la renversa. Waillas arriva au pouvoir; il s'empara du sceptre qu'un assassin ambitieux avait arraché à Astaulph; il fit un traité avec Constance, et en récompense des services rendus contre les Alains et les Vandales, ces éternels ennemis de Rome, Honorius et Constance cédèrent à ces nouveaux alliés, les Visigoths, la Novempoulanie et le Bordelais, c'est-à-dire presque tout l'espace qui se trouve borné par la Garonne, l'Océan et les Pyrénées. Les habitants de ces vastes contrées se courbèrent sous le nouveau joug! Oppresseurs pour oppresseurs, tant valaient les Barbares que les impitoyables agents de la démoralisante civilisation de Rome; ils cédèrent à ces nouveaux usurpateurs les deux tiers de leurs terres et le tiers de leurs esclaves. Le traité est une ineffaçable tache sur la mémoire d'Honorius; c'est la honte de sa politique et l'opprobre de Rome.

418.

Tout fier d'avoir, par des voies pacifiques, mutilé le colosse romain, le prince visigoth se mit à s'occuper du sort de ses esclaves; il faut ainsi les appeler : le mot *sujet* est trop doux. Bordeaux avait pour lui plus de charmes que Toulouse, et Euric (*Évarix*) y faisait sa résidence habituelle. Ce prince, grand capitaine, habile politique, porta à son apogée la grandeur des Visigoths et aspira à se rendre maître de toutes les Gaules. La cession de la Novempoulanie lui avait révélé la faiblesse de Rome; il n'y avait plus d'obstacle de ce côté. La terreur précédait ses armées, la victoire les suivait; les domaines conquis furent partout souillés de sang chrétien; ils s'étendaient depuis les Alpes jusqu'à l'Océan, depuis la Loire jusqu'au Tage. Ayant trempé ses mains dans le sang de son frère, le pouvoir souverain en fut le fruit et la récompense : la cruauté fut son meilleur moyen de régner; il s'en servit bien. Il ne négligea rien pour consolider sa puissance, et vit, avec toutes les secrètes jouissances de l'orgueil, se prosterner avec servilité devant son trône les ambassa-

405.

deurs de toutes les puissances et même de Rome. Sa cour, à Bordeaux, était le centre où aboutissaient toutes les affaires, un lieu de plaisirs, l'école de la politique et l'*emporium* de l'Occident : elle éclipsait les autres cours de l'Europe ; elle égalait, quant aux formes extérieures de la civilisation, celle de Constantinople, et la surpassait en puissance. Sidoine Apollinaire en fait un portrait ; nous le mettrons sous les yeux de nos lecteurs. Arraché à son troupeau, il se rendit à Bordeaux pour solliciter d'Evarix, le prince visigoth, le terme de son exil et la liberté d'aller mourir au milieu de son peuple, dont il avait emporté l'amour et les regrets, et qui le rappelait avec un empressement filial. Personne ne saurait mieux peindre la situation des choses, la magnificence de la cour, l'éclat des parures, le servilisme des courtisans, en un mot, la physionomie de notre ville sous un despote, en 476.

« J'ai vu, écrit-il à un ami, j'ai presque vu la lune achever
» deux fois son paisible cours, et je n'ai cependant obtenu
» qu'une seule audience. Le maître de ce lieu ne trouve pas
» de temps pour moi ; car le monde entier attend ici avec
» soumission une réponse à ses demandes. Ici nous voyons le
» Saxon, aux yeux bleus, trembler, lui, qui ne craint que
» les vagues agitées de la mer en furie ; ici le vieux Sicam-
» bre, tondu après sa défaite, laisse croître de nouveau ses
» cheveux ; ici se promène l'Érule, aux yeux verdâtres, ayant
» presque la même teinte que l'immense Océan, dont il habite
» les golfes éloignés ; ici le Burgonde, haut de 7 pieds, fléchit le genou et implore la paix ; ici l'Ostrogoth réclame le
» patronage qui fait sa force, et à l'aide duquel il fait trem-
» bler le Hun, qui, tout fier qu'il est, sait cependant s'humilier ; ici toi-même, ô Romain, tu viens prier pour ta vie ; et
» quand le Nord te menace de quelque trouble, tu sollicites
» le bras d'Evarix contre les hordes de la Scythie : tu de-
» mandes à la puissante Garonne de protéger le Tibre affai-
» bli. »

Livre I.
Chap. 7.

476.

Sidoine Apollinaire,
lib. VIII, ep. X.

Jornandes,
Dereb. Geticis,
cap. XLVI.

Livre I.
Chap. 7.

Le président
Hénault.

cruauté du père : fils d'un homme sans reproche , il eût été respecté et aimé. Les évêques furent autorisés enfin à se réunir en concile , à Agde , pour le rétablissement de la discipline. On a cru que cette assemblée fournit aux prélats réunis des facilités pour se concerter entre eux , même en matières politiques , et pour favoriser le triomphe de Clovis , qui semblait , par sa conduite , devoir réaliser leurs espérances par le progrès de la foi. « Nous croyons , dit un auteur , que les évêques et la religion ont beaucoup contribué aux succès de » Clovis. Les Gaulois n'avaient ni lois ni gouvernement ; les » empereurs d'Orient , qui en étaient les seuls maîtres , laissaient ce peuple se gouverner par les factions. Tout était » dans l'anarchie lorsque Clovis parut avec son armée. Le » clergé favorisa ses conquêtes , lui fit abandonner ses faux » dieux , négocia son mariage avec Clotilde , princesse aussi » distinguée par l'élévation de son esprit que par sa prudence » et sa piété. Alors le gouvernement féodal rendait les grands » vassaux oppresseurs , multipliait les serfs et outrageait la » dignité de l'homme. Le clergé s'occupa à détruire l'autorité » de ces tyrans , et se servit de la religion pour donner au » peuple quelques lumières et quelques vertus. Voilà des » bienfaits qui méritent la justice du prince et la reconnaissance de la nation. »

Tout cela n'est que trop vrai. Les Visigoths inspiraient trop de crainte aux vrais chrétiens ; ils étaient ariens et barbares ; c'était trop à la fois. Le souvenir d'Évarix était d'ailleurs toujours présent à tous les esprits : le passé ne s'efface pas si vite. Les Romains , réduits à implorer miséricorde , n'avaient plus ce prestige qui fait naître la confiance : leur impuissance à protéger leurs alliés n'était que trop évidente. Le clergé et le peuple tournèrent les yeux vers le jeune libérateur que le ciel leur envoyait ; Clovis devina leur pensée et y correspondit. Il devint tout à la fois l'homme de Dieu et l'homme du peuple , l'instrument de la Providence pour la

propagation de la foi et la civilisation de la France. « Il était » nécessaire, dit un écrivain moderne, il était nécessaire à » Clovis d'être chrétien pour garder les Gaules, et aux chré- » tiens des Gaules que Clovis le devînt pour les préserver. » Il est naturel de croire que ces sentiments ont trouvé de fi- dèles échos au concile d'Agde, où présidait saint Césaire d'Ar- les, qui était antipathique aux Visigoths ariens (1). Avitus, de Vienne, lui exprima la joie et les espérances du clergé, par ces mots : *O roi, ta foi est notre victoire!* En un mot, quel- les que fussent les avances d'Alaric, les catholiques ne mon- trèrent jamais la moindre sympathie pour ces Goths, et dans toutes les occasions favorables, ils ne cachaient pas leur vo- lonté de secouer leur joug. Clovis avait cédé aux douces in- stances de Clotilde et à ses propres convictions ; il était nou- vellement converti à la foi, et peut-être voulait-il en même temps satisfaire ses vues ambitieuses en manifestant son zèle en faveur du catholicisme. Sans autre motif de mécontente- ment, il appela autour de lui ses Francs (2), et après avoir représenté la honte qu'ils devaient ressentir de voir les plus belles provinces des Gaules entre les mains de ces Barbares,

Livre I.
Chap. 7.
—
Le comte
De Peyronnet,
*Histoire
des Francs,*
tome 1^{er}.
506.

(1) Cyprien, évêque de Bordeaux, assistait à ce concile et en souscrivit les déci- sions avant les évêques de Bourges et d'Auch. Sextilius, évêque de Bazas, s'y fit représenter par son vicaire, Poléminus. (Labbe, *Collect. des conciles*, t. 4).

(2) Quelle est l'origine des Francs ? Il est difficile de l'établir ; les écrivains ne s'accordent guère sur ce sujet. Ce qu'il y a de vrai dans tout ce qu'on en dit, c'est qu'ils étaient Germains. Le nom de Francs commença à être connu au commence- ment de la seconde moitié du III^e siècle ; il servait à distinguer plusieurs tribus de la Germanie, toutes ennemies de Rome ; c'étaient les Saliens, les Celtes, les Sicam- bres et d'autres encore au nord du Mein. Ce nom, selon Philippe Cluvier, vient du mot allemand *Frank*, libre. (Greffet, *Observat. sur l'origine de la nation franç.*) Ces peuples prirent ce nom à l'époque où leurs entreprises contre Rome, pour leur liberté étaient couronnées de succès. C'est ce qui fait fait dire à Fréret : « Le nom » qu'une nation se donne à elle-même est assez ordinairement une épithète honorable » prise de la langue qu'elle parle. Tels étaient les noms des Gimmériens ou des Cim- » bres, des Sicambres, des Celtes ou Galates, des Francs, des Goths, des Slaves, » qui tous désignent la bravoure, l'intrépidité, la célébrité, etc., etc. » (Fréret, *Vues générales sur l'origine des anciennes nations*).

Livre I.
Chap. 7.

Grégoire
de Tours,
liv. 2, ch. 37.

Frédeg., éplt.,
ch. 33,
édition Ruin.

507

ennemis de leur foi, il s'écria avec enthousiasme : « *Marchons* » avec l'aide de Dieu; et après avoir vaincu les Ariens, que » leurs terres restent en notre pouvoir. » On applaudit; il déclara la guerre à Alaric, roi des Visigoths. Les Goths se replièrent sur Poitiers et s'y retranchèrent. Clovis avança à la tête de ses troupes : les deux armées se rencontrèrent à Vouglie (*Volleiacum*) (1). Considérons un instant l'importance immense que dut avoir aux yeux du monde d'alors l'issue de cette bataille; il s'agissait du sort de la civilisation et de la foi, de l'avenir de la France et de l'Europe. Il s'agissait de l'arianisme greffé sur la barbarie, ou du catholicisme suivi de la liberté qu'il a donnée au monde, et de la société actuelle avec ses innombrables bienfaits, auxquels ses ennemis mêmes n'opposent que des abus inséparables de la faiblesse, de l'ignorance ou des passions des hommes. Les deux armées se rencontrent; il s'agit pour elles d'être ou de ne pas être; c'était vaincre ou mourir : le choc est terrible; des deux côtés des prodiges de valeur et les avantages longtemps incertains; on combat à armes blanches, bras à bras, se pous-

(1) L'abbé Lebœuf, de Bouquet, le comte de Peyronnet, dans son excellente *Histoire des Francs*, prétendent, contre l'opinion générale, que cette bataille eut lieu à Vivonne, sur les bords du Clain. Nous ne partageons pas ce sentiment. Grégoire de Tours, qui était presque contemporain de l'événement, et de Frédegair, décident cette question sans réplique, et indiquent le *Campus Vogladensis*, la plaine de Vouglie ou Vouillé, comme le champ de bataille, et fixent à dix milles sa distance de Poitiers, c'est-à-dire 7,560 toises, ou trois lieues trois quarts de poste. Il y a, à vol d'oiseau, quatre lieues de Poitiers à Vouillé, et le mot *campus* comprend toute la plaine circonvoisine. On ne peut en dire autant de Vivonne. La tradition locale a d'ailleurs conservé le souvenir de la bataille livrée en cet endroit, dans le nom d'un chemin qu'on désigne encore sous le nom de *Chemin des Goths*. Vivonne est d'ailleurs une localité moderne: aucun monument historique ne constate son existence avant le milieu du IX^e siècle. Dans les plus anciens titres que M. Dufour a consultés, les différents noms de cette localité sont *Vicus-Vendonium*, *Vicodonium*, *Vivonia*, *Vico-Viona*. (Dufour, de l'ancien Poitou, etc., p. 190). On consulte avec fruit, sur ce sujet, un *Mémoire* de M^{sr} de Beaugard, évêque d'Orléans, que M. Mesnard a analysé dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1837, p. 109.

sant, se heurtant, s'entremêlant en désordre au milieu des scènes d'un carnage affreux. Enfin, Clovis aperçoit Alaric, et lui court dessus à bride abattue, la lance à la main : un coup lui est porté avec adresse ; Clovis le pare et en assène à son adversaire un autre avec force, le jette par terre et lui perce la poitrine. A cette nouvelle, les Visigoths s'enfuient en désordre ; Clovis les poursuit et les atteint dans un endroit où ils venaient d'établir leur camp, et qui en conserve encore le nom, *Camparrian* (*Campus Arianus*), près de Bordeaux, où, selon Lacolonie, il fit bâtir une église (1). Clovis marche en avant par Saintes et le château fort de la route militaire (*castrum belli viæ*), et arrive à Bordeaux, qui lui ouvre ses portes et le salue, non seulement comme vainqueur, mais comme sauveur et comme roi. Ses troupes y passent l'hiver, dit Grégoire de Tours ; Clovis y laisse une garnison et se prépare à de nouvelles conquêtes. Clovis est reconnu roi ; les Barbares s'enfuient, et de ce moment, on peut, à proprement parler, dater la naissance de la France ou du pays des Francs. Le baptême de Clovis, le jour de Noël 496, marque la naissance de la monarchie (2). Le monarque, dit-on, mit sur sa couronne une fleur de lys, symbole de la pureté recouvrée dans les fonts baptismaux et emblème de la Trinité, dogme

Livre I.
Chap. 7.

De Vaissette,
*Histoire
du Languedoc*,
tome 1^{er}.

Aimoin,
*De
Gest. Franc.*,
lib. I, cap. 22.

(1) Jean Vascœus, écrivain espagnol, dit que ce lieu s'appelle encore *Campus Arianus*. « *Tanta cæde victi sunt, ut is locus Campus Arianus etiam nunc vocitetur.* » (Vascœus, *Rerum Hispanicarum Senptores aliquos*, p. 546, imprimé à Francfort en 1379.) Quelques écrivains disent que c'étaient les fuyards de Poitiers qui furent atteints près de Bordeaux. D'autres disent que c'était une autre armée de Visigoths. Nous adoptons la première opinion, qui est celle de Delurbe.

(2) Avec le baptême, Clovis reçut l'onction des rois. On ne peut pas contester ce fait ; c'est saint Remi lui-même qui le dit dans son testament. *Quem* (Clovis) *baptisavi..... et per ejusdem sancti spiritus sacri chrisomatis unctionem ordinavi in regem.* (Frodoard, *Hist. ecclési.* Rhem, lib. 1). Quant à la sainte ampoule portée du ciel par une colombe blanche, cette tradition populaire n'est attestée que par Hincmar et Aimoin, au IX^e siècle ; Frodoard en parle au X^e siècle, d'après eux ; mais saint Grégoire de Tours n'en fait pas mention, quoiqu'il parle du baptême et du sacre. (Liv. II).

de sa foi, que les Ariens attaquaient (1). Soissons cessa d'être la capitale ; cet honneur fut cédé à Paris, reconnu depuis lors le centre des États de Clovis, qui s'étendaient de Toulouse jusqu'aux bords du Weser (2).

La voilà donc tombée, la puissance des Visigoths : le sol leur avait manqué sous les pieds ; les sympathies du clergé et du peuple avaient préparé les voies au prince vainqueur et chrétien, dans un pays auquel ils avaient la prétention de laisser leur nom (3). La société gallo-romaine subit l'influence des mœurs et des usages des Visigoths ; mais les grandes institutions sociales furent maintenues à cause de leur utilité ; et quoique ces étrangers se fussent conformés aux habitudes locales, aux règlements préexistants, les fonctionnaires publics s'efforcèrent peu à peu d'introduire leurs propres idées d'or-

(1) « Les fleurs de lys, dit le P. Mabillon, ont été employées de tout temps, et » même dès la première race de nos rois, pour ornement à leur sceptre et à leur cou- » ronne ; mais ils ne s'en sont servi pour leurs armes que depuis Philippe-Auguste, » qui en mettait une seule à son contre-scel, comme ont fait Louis VIII et saint » Louis. On a ensuite employé dans leur écu des fleurs de lys sans nombre, qui, » enfin, ont été réduites à trois du temps de Charles VI, vers l'an 1380. » *Discours sur les anciennes sépultures de nos rois.*

Nous lisons dans le préambule des lettres de fondation du monastère de la Trinité, de Mantes, ces lignes : « *Lilia quidem signum regni Franciæ in quo florent* » *flores quasi liliū, imò flores lilli, non tantum duo, sed tres, ut in se typum* » *gererent Trinitatis, ut sicut Pater, verbum et spiritus hi tres unum sunt, sic* » *tres flores, unum signum mysterialiter præfigurant..... In quibus tribus reg-* » *num Franciæ à longis retro temporibus præ regniis cæteris floruisse et hactenus* » *florere dignoscitur. Ac per hoc in se tenuisse vestigia Trinitatis.*

» Et sy portez, dit Raoul de Presle, les armes de trois fleurs de lys, en signe de » la benoiste Trinité, qui, de Dieu par son angle, furent envoyées au roy Chlovis, » premier roi chrétien. » *Prologue de la traduction de la Cité de Dieu.* Raoul de Presle était maître des requêtes sous Charles V. C'est ce qui fait dire à Lancelot : » Ces expressions sont précises pour prouver que du temps de Charles V l'écu de » France était de trois fleurs de lys seulement. On en trouve même des exemples » antérieurs à ce règne, du moins dans les sceaux. » *Mémoire sur Raoul de Presle.*

(2) Sans la preuve que nous en avons, croirait-on que Chlotovecus, Hludovicus, Chlodoveus, Ludicus, Ludovicus, Chlovis, sont les noms d'un seul et même roi... ? Fréret, *Observat. sur le nom de Mérovingiens.*

(3) Astaulph, prince des Goths, voulait donner le nom de *Gothie* à l'Aquitaine.

ganisation politique. La guerre était l'élément de leur existence, et ce peuple belliqueux, qui, ne voulant d'autre chef qu'un guerrier, ne connaissait pas la haute influence du commerce, de l'industrie et des arts, sur le développement de leur civilisation naissante, qu'ils croyaient réaliser beaucoup mieux par l'épée. Leur organisation politique comprenait plusieurs divisions hiérarchiques, la *dixenie*, ou fédération de dix chefs; la *centenie*, ou celle de cent chefs; la *quinquenie*, ou réunion de cinq cents chefs, avec leurs dépendants. Au-dessus de tout cela, comme couronnement de l'édifice social, on voyait l'assemblée nationale et le prince. Quand il s'agissait de la justice, les formes étaient presque les mêmes: les lois et les tribunaux n'étaient pas changés; on eût dit qu'on reconnaissait à Bordeaux la puissance de Rome, en présence de la liberté de ces fiers habitants du Nord et des formes démocratiques des peuplades teutoniques: toutes les grandes affaires se traitaient en commun; celles moins importantes étaient subordonnées à la volonté du prince (1). Les ducs commandaient toujours les troupes, tout en se faisant représenter pour l'administration de la province par des substitués, ou vicaires (*vicarii*). Les comtes exerçaient bien souvent la puissance judiciaire, et, comme du temps des Romains, ils accompagnaient le prince dans ses excursions pacifiques ou militaires. Sous les Visigoths, le préfet du prétoire s'appelait le comte des spathaires ou gardes du palais; le chancelier palatin prenait le titre de comte des notaires, et le maître des domestiques, celui de comte des chambellans. Ainsi, dans l'administration visigothe, à Bordeaux, presque tout était romain: le mécanisme politique était bon, le Code portait l'empreinte d'un esprit de liberté, qui n'était que le souvenir de

Livre I.
Chap. 7.

(1) De minoribus principibus consultant; de majoribus omnes. (TACITE, *De Morib. Germ.*, cap. 11).

Lex fit consensu populi et constitutione regis. (*Capitul. de Charles-le-Chaure*, an 864.

Livre I.
Chap. 7.

leur pays natal; on y remarquait des dispositions louables , un grand respect pour la religion, l'observation du dimanche fortement prescrite , la cessation des travaux aux jours de fêtes religieuses, des amendes contre ceux qui refusaient d'obéir à la justice , des pénalités contre des juges prévaricateurs, contre les calomniateurs , la puissance reconnue aux évêques de réprimer les juges pervers qui opprimaient le peuple , et de réformer leurs décisions; il n'était permis qu'à eux de châtier, de lier, de frapper; ils étaient les juges naturels des pauvres; mais leurs décisions contre des juges prévaricateurs avaient besoin de la sanction du roi.

Montesquieu,
*Esprit
des Lois*,
liv. XVIII,
ch. 31.

D. Devienne,
Son troisième
manuscrit.

En 506, Alaric convoqua une assemblée générale à Aire , où on a vu longtemps les vestiges de son château magnifique ; on y délibéra l'extrait du Code théodosien, qui fut rédigé par Anian, dit M. de Marca, ou peut-être par Goïaric, chancelier d'Alaric, dit le président Hénault , et quelques autres. Cette réforme du Code théodosien, connue sous le nom de *Breviarium Aniani*, fut faite selon les besoins du temps et de la population, et a été pendant longtemps le droit public de nos contrées, comme il paraît par les *Coutumes de Bordeaux* au moyen-âge, où l'on en retrouve de nombreux vestiges. Ce nouveau Code théodosien défendait le mariage des filles sans le consentement des parents : la fille qui abandonnait son fiancé devait lui être remise avec celui qui l'aurait reçue ; le ravisseur était puni, s'il n'avait pas abusé de sa prisonnière, par la perte de la moitié de ses biens au profit de celle-ci ; et s'il en avait abusé, par deux cents coups de fouet, puis livré comme esclave, avec tout ce qu'il possédait, à la femme outragée.

Fauriel,
Lois visigothes.

Une femme ne pouvait jamais épouser son ravisseur ; si elle le faisait , elle était punie de mort, ainsi que le ravisseur ; le meurtrier d'un ravisseur n'en courait aucun châtiment ; le frère qui consentait à l'enlèvement de sa sœur était puni aussi sévèrement que celui qui l'avait enlevée.

Le mari devait être plus âgé que la femme; si elle lui survivait, elle devait faire une année de deuil avant de convoler en secondes noces. Dans le cas qu'elle ne se conformât pas à ces dispositions, la moitié de son bien devait être à la disposition de ses enfants, ou, à défaut d'enfants, aux héritiers de son mari. Un mariage conclu par écrit ou en présence de témoins, après remise et acceptation de l'anneau et des arrhes, ne pouvait pas être rompu; l'union était indissoluble. Une fille qui se mariait sans le consentement de ses père et mère, était privée de leur succession. Après la mort du père, les enfants demeuraient sous la puissance de la mère, mais seulement pendant sa viduité.

La condition de la femme était trop intimement liée à la civilisation pour être oubliée; on fit tout ce qu'on put pour la protéger contre les désordres de la vie païenne. Le souvenir de la corruption de Rome était encore assez frais et bien vivace; il fallait songer à en prévenir le retour.

Aucun médecin ne pouvait saigner une femme sans que les père, mère, fils, oncle ou quelque parent fût présent. La mort était la peine de l'adultère; ceux qui faisaient violence aux filles libres, à moins qu'ils ne fussent nobles et ne donnassent en réparation la moitié de leurs biens, étaient décapités.

La femme libre qui s'abandonnait à un esclave était brûlée vive; l'esclave qui faisait violence à une femme libre perdait la tête. Ceux qu'un penchant corrompu entraînait à un commerce contre nature, étaient marqués d'un fer rouge, et portaient partout et toujours les preuves de leur dégradation; ils cessaient d'être hommes. Les esclaves étaient obligés de lier l'homme et la femme qu'ils surprenaient en adultère, et de les présenter ainsi au mari. La même loi protégeait les enfants délaissés et veillait sur le sort des esclaves. L'Église, par son action lente, constante et civilisatrice, repoussait la servitude personnelle; et en prêchant toujours le dogme de la frater-

Livre I.
Chap. 7.

D. Devienne,
3^e manuscrit
inédit.

Montesquieu,
*Esprit
des Lois*,
liv. XIV, ch. 14

Lois visigothes,
titre V,
liv. III, § IV.

Livre I.
Chap. 7.

nité, humanisa les Barbares, adoucit la condition des esclaves et des serfs, et disposa les puissants du jour, soit Gaulois, soit Gallo-Romains, soit Barbares, à de plus nombreux affranchissements. L'Église était la mère et la nourrice de la liberté en France : grâce à elle, l'esclave cessait, dès lors, d'être une chose mobilière; il devint serf, et resta attaché à la terre. Le sol se défriche; les esclaves de la ville deviennent des serfs à la campagne, dans une condition moins avilissante; les petits propriétaires s'affaiblissent et tombent plus tard dans un état de vasselage et de dépendance des grands; et les chefs de l'État donnent, en récompense des bienfaits reçus, à l'Église et à leurs amis, des portions des terres et forêts défrichées. « L'Église, dit un savant écrivain, eut l'initiative dans cette reprise de mouvement de vie et de progrès: depositaire des plus nobles débris de l'ancienne civilisation, elle ne dédaigna point de recueillir, avec la science et les arts de l'esprit, la tradition des procédés mécaniques et agricoles. Une abbaye n'était pas seulement un lieu de prière et de méditation, c'était encore un asile ouvert contre l'envahissement de la barbarie sous toutes les formes. Ce refuge des livres et du savoir abritait des ateliers, et ses dépendances formaient ce que nous appelons aujourd'hui une ferme-modèle. »

A ug. Thierry,
*Essai
sur l'histoire
du
Tiers-État,*
t. 1^{er}, ch. 1^{er}.

Les hameaux se forment, le village s'ennoblit de son clocher et de son église, et devient paroisse; le pasteur est considéré comme l'âme de la communauté et le protecteur de ses intérêts et de sa liberté; les enfants s'élèvent à l'ombre du presbytère, et le registre paroissial reçoit tous les actes de l'état-civil d'alors.

Après la conquête Franke, les Bordelais conservaient leurs droits et leurs libertés; mais on ne fit rien pour améliorer le sort des esclaves et des serfs, qu'on regardait comme des meubles, que les hommes *libres* pouvaient vendre; ils ne pouvaient obtenir leur liberté qu'en dénonçant les faux mon-

nayeurs, et, dans ce cas, l'État les rachetait et en faisait des bourgeois. Si un serf était convaincu de rapt, on le condamnait à être brûlé vif; s'il enlevait des enfants, on l'exposait aux bêtes. Si le serf d'un citoyen avait commis un crime dans une église, il était puni de mort; mais s'il était serf de l'Église, il était reçu à composition, et n'était condamné qu'en cas de récidive. Les hommes de l'Église étaient, en quelque sorte, des affranchis qui n'obéissaient qu'au clergé; les affranchis jouissaient de leur liberté, mais ils n'exorçaient pas de fonctions publiques. Les *fiscalins* étaient les esclaves du fisc; les *lides* étaient distingués des hommes libres et des esclaves; ils étaient tenus à des corvées et des redevances. Il y avait à Bordeaux trois ordres d'hommes libres : le clergé, les nobles et les *ingenus*. Pendant les VI^e et VII^e siècles, le clergé jouait un grand rôle; il était exempté d'impôts et du service militaire : les nobles fournissaient les chefs militaires; les hommes libres de Bordeaux étaient tenus de prêter serment de fidélité au comte de Bordeaux, de le suivre à la guerre, de défrayer les *missi dominici*, ou envoyés royaux, et de se présenter trois fois l'an aux *plaid*s généraux.

Quant aux *ingenus*, ils étaient moins heureux. Cependant, Clovis et ses successeurs ordonnèrent aux guerriers francs de respecter la liberté des *ingenus* et de ne pas réduire en servitude les faibles et les plus pauvres de cette catégorie. C'est cette classe de citoyens qui fournissait à l'État les *centeniers*, les *vidames*, les avoués et autres fonctionnaires subalternes.

L'homicide était puni par la peine du talion; les violences, par des peines afflictives, graduées selon la gravité de la faute et des circonstances. La propriété était respectée, le vol sévèrement poursuivi, et mille mesures sages et préventives ordonnées pour jeter dans les esprits des idées d'ordre et de probité, qui ont servi de base à une civilisation plus avancée.

Nous croyons devoir reproduire ici un article de la loi salique, dont on retrouve des vestiges dans la législation du

moyen-âge ; c'est le titre 62, qui réglait chez les Francs la succession aux biens patrimoniaux, les *alleux* (*all od*, toute propriété), titre qui a acquis depuis lors une grande importance dans le monde politique.

Par le premier article, le père ou la mère succédait à celui qui mourait sans enfants ; à défaut de père ou de mère, la succession appartenait au frère ou à la sœur ; à défaut de ceux-ci, à la sœur de la mère ou à la sœur du père, ou enfin, à défaut de tous ceux-là, aux plus proches parents du côté paternel.

Mais par le sixième article, aucune portion de la terre salique ne passe aux femmes ; le sexe viril la possède tout entière ; les filles étaient toujours exclues.

La loi ripuaire, titre 56, expliqua plus tard ce fameux passage, en disant que « tant qu'il existe des mâles, les » femmes ne succèdent point à l'héritage des aïeux. »

Cependant, il paraît, par les formules de Marculphe, au VII^e siècle, que les pères pouvaient appeler leurs filles, par testament, à partager l'héritage avec les fils. La féodalité a rétabli la préférence en faveur des fils ; mais, quoi qu'on en ait dit, la loi salique ne dit rien sur la transmission du pouvoir suprême, et n'établit point de disposition pour exclure les femmes de la royauté. Une telle disposition n'eût été qu'une superfluité législative : les principaux devoirs du roi consistaient à commander les armées, à les conduire aux combats, à juger les hommes et à affronter les dangers. Les femmes ne portaient pas si haut leurs prétentions ; elles n'étaient que trop rares, les Marie-Thérèse, les Anne d'Autriche, les Marie de Médicis, etc. Le règne des femmes se borne à leurs salons.

La loi qui exclut du trône les princes étrangers est la sauvegarde de la nationalité, mais elle n'est pas la loi salique ; elle ne dérive qu'indirectement des coutumes frankes.

La loi des Ripuaires ne diffère que très-peu de la loi sali-

que; elle fut rédigée sous Théodoric, à Châlons, par des hommes sages et instruits, dit le préambule de la loi salique. L'amende pour le meurtre d'un Franc, Ripuaire ou Salien, était, comme dans la loi salique, de deux cents sous d'or; le sou d'or, au commencement du VI^e siècle, valait 45 fr. de notre monnaie; pour le meurtre d'un Barbare étranger, Burgonde, Allemand, Frison, Boiarc (Bavarois) ou Saxon, l'amende n'était que de cent soixante sous. Le clergé inférieur n'avait pas de privilèges; le clergé supérieur était estimé très-haut. Le meurtrier d'un diacre payait quatre cents sous; d'un prêtre, six cents sous; d'un évêque, neuf cents sous.

D'après ces lois, nous savons qu'un bœuf était évalué à deux sous d'or (30 fr.); une vache, à un sou, et un cheval, que ces peuples appréciaient si fort, était évalué à six sous; une grande épée (*spatha*), à sept sous; une bonne cuirasse, à douze sous; un heaume (*helm*), ou casque, avec son cimier pointu, à six sous; une paire de jambières en métal, à six sous; une lame et un bouclier, à deux sous.

La cherté des armes défensives, dit un écrivain, atteste que les principaux guerriers en pouvaient seuls faire usage, et probablement aussi la cherté des matières premières et l'ignorance du peuple en ce qui regardait leur fabrication, y étaient pour beaucoup.

Dans les procès, les parties intéressées, même les femmes, avaient le droit de plaider leur propre cause. Le système de l'octroi ressemblait à celui de nos jours. Il y avait aussi des droits de péage, *teloneus pontaticus*; des droits d'entrée, *teloneus portaticus*; des droits de grandes routes, *teloneus rotaticus*; des droits sur les boissons, *teloneus foraticus*, etc. Les fermiers, ou les régisseurs de ce droit, tenaient leurs bureaux à l'entrée de la ville. Le conducteur d'une voiture était tenu de faire sa déclaration, et, dans le cas où il y avait fraude, la marchandise était confisquée.

L'amour des Goths pour les chevaux perce même dans leur

Livre I.
Chap. 7.

H. Martin,
tome 2.

Bonamy,
Mémoire
de
l'Académie des
inscriptions
et des
belles-lettres,
t. 54, p. 45.

Livre I.
Chap. 7.

Code. Le cheval était l'ami de l'homme et le compagnon de ses plaisirs et de ses dangers; la loi le protégeait contre les caprices et les mauvais traitements de son maître. Quelque respectable que fût la propriété aux yeux des Visigoths, la loi cependant lui imposait certaines charges en faveur des voyageurs indigents. Il leur était permis de camper dans les champs non clos et d'y faire paître leurs bêtes.

D. Devienne,
Manuscrit inédit.

Quand les rois des Visigoths convoquaient les troupes, tous ceux qui étaient en état de porter les armes étaient obligés de se trouver au rendez-vous. Les personnes libres, les affranchis et les serfs fiscalins, devaient se faire accompagner de la dixième partie de leurs esclaves, dont la moitié devait être armée de frondes, et toutes d'épées, de cuirasses, de javelots, etc. En certains cas, les évêques et les prêtres étaient obligés d'aller à la guerre.

Après la destruction du royaume des Visigoths, les Bordelais continuèrent de suivre la loi romaine : les impôts n'étaient payés que par le peuple ; les nobles et les ecclésiastiques en étaient exempts. Il était défendu d'entrer dans les ordres sacrés sans la permission du prince.

La loi militaire était sévère et en rapport avec les mœurs; les impôts légers et en proportion des revenus des particuliers; les principaux revenus de l'État consistaient dans le fermage des domaines nationaux, dans la capitation, à laquelle était assujétie même la population juive, et, enfin, dans les profits de la monnaie.

*Barbarorum
leges
antiquæ, etc.,
tom. IV, lib. 12.
titul. II,
Venetiis,
1789.*

La législation visigothe était sévère contre les juifs; c'était le résultat inévitable d'un sentiment religieux très-exalté et d'un principe d'intolérance que le temps seul devait faire disparaître. Il leur était défendu de blasphémer la sainte Trinité, de célébrer le sabbat, de travailler le dimanche, de pratiquer la circoncision, de s'allier entre eux avant la sixième génération, de refuser de manger de la viande de porc qu'on servait aux chrétiens, sous peine de cent coups de fouet, et

de parler en public ou en particulier contre le christianisme. Tout esclave d'un juif n'avait qu'à s'enfuir pour devenir libre.

Comme la loi romaine réglait le partage des terres conquises entre les soldats de l'Empire et les citoyens, les Visigoths faisaient de même. Lorsque Astaulph établit le siège de l'administration à Toulouse, au commencement du V^e siècle, il distribua à ses vétérans les deux tiers des propriétés situées dans les circonscriptions de Bordeaux, de Toulouse, Agen, Saintes, Périgueux, Angoulême et Poitiers. Cet arrangement ne blessa pas les propriétaires indigènes, ni n'excita de murmures, car la plus grande partie du territoire aquitainique était inculte : les deux tiers pouvaient s'aliéner sans qu'ils éprouvassent une grande perte; l'autre tiers suffisait à leurs besoins.

Le Code Visigoth, comme nous venons de le voir, portait l'empreinte de la législation romaine; on l'avait mis en rapport avec les mœurs, les usages sociaux et les sentiments de ces peuples du Nord, nouvellement convertis à la foi chrétienne. Ce mélange des deux législations se retrouve même dans le moyen-âge, à Bordeaux. Mais les éléments primitifs se sont modifiés : une nouvelle législation, fille des temps et de la sagesse des hommes, est enfin venue s'asseoir sur ces respectables ruines.

Quand Clovis devint maître des Gaules, on y parlait déjà trois langues : le celtique, le latin et une langue vulgaire, germe de la romane, qui devint plus tard la langue de nos troubadours, et qui n'était qu'un mélange corrompu des deux autres. Le celtique était la langue primitive des Gaulois; le latin était la langue des Romains, vainqueurs des Gaulois. Caracalla avait fondé pour l'enseigner des collèges à Lyon et à Besançon. Les Francs arrivèrent, et avec eux la langue tudesque, mais qui n'a jamais pu se naturaliser dans nos climats. La grammaire et la rhétorique étaient les deux branches de savoir les mieux cultivées; elles conduisaient aux

Livre I.
Chap. 7.

Am. Thierry,
*Résumé
de l'Histoire de
la Guienne.*

Fauriel,
Lois visigothes.

Livre 1.
Chap. 7.

successivement préfet de l'Italie et, plus tard, préfet du prétoire des Gaules. En 379, Gratien, son élève, lui apprit sa nomination au consulat, par une lettre autographe qui finit par ces mots également honorables pour le prince et le précepteur : « Je voudrais payer ma dette envers vous ; mais je » sens que je serai toujours insolvable. » Le consulat était un très-grand honneur pour Ausone ; la lettre le flattait et l'honorait davantage. Ausone confondait sa reconnaissance avec son amour ; ces deux sentiments, sans parler de son génie, l'élevèrent au niveau des faveurs impériales.

NOTE 12.

A la mort d'Adrien, en 383, il revint à Bordeaux, sa ville natale, qui lui était chère ; il chante amoureusement sa beauté, son doux climat, son fleuve, ses grands hommes. Il avait plusieurs maisons de campagne, à Bazas, à Saint-Émilion ou Lucaniac, dans la Saintonge, et partageait ses plus tendres souvenirs entre Bordeaux, où était son berceau, et Rome, où il avait joui de tous les honneurs du consulat. Il mourut dans sa patrie, âgé de plus de quatre-vingts ans.

NOTE 13.

Saint Paulin, son élève, son compatriote, son ami, fut élevé aux premières dignités de l'Empire ; à l'éclat de sa naissance et de ses titres, il joignait les plus nobles qualités de l'esprit et du cœur. Ausone, par ses écrits, a laissé planer des soupçons sur la réalité ou au moins sur la sincérité de sa foi ; nous croyons qu'il était chrétien, peu fervent, il est vrai, car ses écrits contrastent trop avec les austères principes du christianisme ; mais des poésies légères et voluptueuses ne suffisent pas pour enlever à l'Église cette haute intelligence, la gloire de Bordeaux et l'un des plus beaux ornements de notre Aquitaine. (Voir *Note 11*).

Paulin a su maintenir sa plume, comme ses mœurs, toujours chaste et irréprochable. Ces deux Bordelais s'aimaient, non pas seulement comme amis, mais comme frères : l'amitié, chez l'un, était celle d'un homme du monde ; l'attachement affectueux de l'autre était sanctifié par l'austère élément

de la foi chrétienne. La poésie de l'un, quoique parfois licencieuse, a survécu à l'auteur et aux ravages du temps ; les beaux vers de l'autre font encore le charme des amis des belles-lettres. La sainteté de sa vie lui a valu les honneurs d'un culte religieux (1), et la gloire de son nom se reflète encore sur Bordeaux, sa patrie, entourée de la double auréole du génie et de la sainteté.

Paulin naquit à Bordeaux sur la fin de 353, d'une famille illustre, qui, après avoir donné à Rome des sénateurs et des consuls, vint s'établir en Aquitaine (2). La première demeure de Paulin, à Bordeaux, était sur une hauteur qui domine la Garonne ; c'était le *Podium-Paulini*, le Puy-Paulin des temps modernes. Le jeune Paulin, à peine sorti de l'école, se sentit un attrait particulier pour le barreau ; sa piété était connue, et le monde reconnaissait en lui les sentiments religieux de sa parente, la célèbre sainte Mélanie l'ancienne. Grâce à la rectitude de son jugement, à ses connaissances variées et étendues, il conquit bientôt une brillante réputation, et se montra, non seulement un homme d'une grande capacité, mais une de ces intelligences d'élite à qui les princes peuvent confier les plus grands emplois de l'État. Il perdit sa mère bien jeune encore ; sa jeunesse rencontra dans le monde des séductions de toute sorte, que sa grande fortune multipliait sous ses pas, mais qui le trouvèrent invincible partout. Doux par caractère, modeste, humble et se défiant de lui-même, plein de l'amour de Dieu, et dominé d'ailleurs, dès son bas âge, par l'ascendant des vertus morales qui brillaient en lui comme prélude de sa future sainteté, il se maintint toujours

(1) On a bâti, d'après le désir et sous l'inspiration de Son Éminence le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, en 1849, au Carbon-Blanc, une église en l'honneur de saint Paulin.

(2) Il y eut un autre Paulin à Bordeaux. Attale, ayant repris la pourpre dans les Gaules, en 414, lui donna le titre de comte. (Baurein, *Essai hist. sur l'ancien état de Bordeaux*).

que Langon et Pauillac ; mais sa résidence principale était sur le mont Puy-Paulin, à Bordeaux (1).

Avant de partir pour l'Espagne, Paulin se fit baptiser par saint Delphin ; il approuva le projet que ce saint évêque avait conçu, de bâtir une église à Langon ; et dans sa lettre à ce pontife, lui rapporte l'honneur de la fondation de ce temple chrétien, qu'il appelle *sa fille* (2).

En 393, le peuple de Barcelonne, ébloui par ses vertus, le voulait pour pasteur ; saint Paulin s'y refusait ; mais un jour, on s'empara de lui dans l'église et on demanda à grands cris qu'il fût élevé au sacerdoce. Il fut donc admis aux saints ordres et sacré évêque en 409 (3). Il mourut en 434 ; Thérasia l'avait précédé sur la route de l'éternité, en 409.

Nous reviendrons sur ce même sujet dans la partie littéraire de cet ouvrage, qui sera le tableau de notre littérature, la galerie de nos grands hommes. Nous y verrons, avec une appréciation impartiale de leurs ouvrages, Ausone, saint Paulin, Minervius, Delphidius, tous les professeurs contemporains d'Ausone, tous les hommes de lettres depuis le IV^e siècle jusqu'à nos jours. Nous terminerons ce chapitre par le tableau des mœurs de l'Aquitaine, tracé par une main habile et énergique ; il s'applique au pays bordelais aussi bien qu'à cette partie de la province qu'on appelait Novempopulanie. Le peintre moraliste était bien en état de traiter ce sujet ; il connaissait le pays, et le talent ne lui manquait pas ; c'est Salvien, le Jérémie des Gaules au V^e siècle, saint prêtre, grand homme. Il pleura les désordres de son temps et de son pays : ses cou-

Salvien,
De Gubernat.,
lib. VII.

(1) Le château de Puy-Paulin passa de cette famille dans celle de Pey de Bordeaux, puis dans celle des Grailly, des Grailly-Foix, des d'Épernon. (Voir notre *Histoire de Verdélais*, ch. XII).

(2) *Fatemur venerandæ pietati tuæ, legentibus nobis illam epistolæ partem quæ Alingonensis ecclesiæ novam filiam te auctore progenitam..... usque ad dedicationis diem crevisse signabas. (Epist. ad Delphin.)*

(3) Voir *Études historiques sur la vie et les écrits de saint Paulin*, par M. l'abbé Souiry, ouvrage consciencieux, qu'on consulte avec fruit.

leurs sont fortes, son récit exagéré peut-être ; mais au fond ce sont de tristes réalités qu'il fait fidèlement ressortir. Faisons la part de sa sainte colère, et reconnaissons qu'il y a de la vérité dans tout ce qu'il avance sur les mœurs de son temps, en Aquitaine.

« Personne, dit-il, ne doute que la contrée occupée par
» les Aquitains et les Novempopulaniens ne soit comme la
» moelle de la Gaule entière, comme une mamelle d'une
» inépuisable fécondité ; mais même de ce qu'on préfère à la
» fécondité, de beauté, d'agréments et de délices. Toute cette
» contrée est, en effet, tellement entrecoupée de vignobles,
» fleurie de prés, parsemée de champs cultivés, plantée d'ar-
» bres fruitiers, délicieusement ombragée de bosquets, arro-
» sée de fontaines, sillonnée de rivières, chevelue de mois-
» sons, que ses possesseurs semblent avoir obtenu en partage
» une image du paradis plutôt qu'une portion de la Gaule.
» Que devait-il arriver de là ? Certes, des hommes si parti-
» culièrement comblés de bienfaits du ciel devaient en être
» d'autant plus dévoués à Dieu. Mais qu'est-il arrivé ? Quoi ?
» si non tout le contraire. Les Aquitains sont parmi les Gau-
» lois les premiers en vices comme en richesses. La recherche
» des voluptés n'est nulle part si effrénée, la vie si impure,
» la conduite si relâchée.

» Nobles ou autres, les Aquitains sont tous à peu près les
» mêmes. Le ventre de tous ne forme, pour ainsi dire, qu'un
» seul et même gouffre ; la vie de tous qu'une seule et même
» prostitution, ou quelque chose de pire encore. Oui, ce qui
» se passe dans des lieux de prostitution me paraît moins
» coupable.

» Les courtisanes qui habitent ces lieux ne sont point ma-
» riées ; elles ne profanent pas un lieu qu'elles ignorent ; elles
» outragent la pudeur, mais elles sont exemptes d'adultère.
» D'ailleurs les lieux de prostitution sont rares, et les créatures
» condamnées à y passer leur misérable vie ne sont pas nom-

» breuses. Mais chez les Aquitains, quelle est la ville dont la
» portion la plus opulente ne soit pas un lieu de prostitution ?
» Quel est parmi eux l'homme puissant qui ne se soit pas
» vauté dans la débauche ? Qui d'entre eux a gardé la foi
» conjugale ? Qui n'a pas ravalé son épouse à la condition de
» ses servantes, en s'en faisant, comme de celles-ci, un in-
» strument de débauche ? Qui n'a pas outragé la sainteté du
» mariage au point que celle-là ne fût dans sa propre maison
» la plus vile aux yeux de son mari, celle, dis-je, qui, à
» raison de sa dignité d'épouse, y devrait être reine ?

» Et quelqu'un penserait-il que les choses ne sont point
» chez les Aquitains comme je dis, parce qu'on a vu parmi
» eux des mères de famille jouir de leurs droits et en pos-
» session du pouvoir et des honneurs des matrones ? Il est
» vrai que plusieurs femmes ont joui pleinement de leurs
» privilèges de maîtresses, mais presque aucune n'a maintenu
» intact son droit d'épouse ; et il s'agit en ce moment pour
» nous, non pas de constater quelle est la puissance des fem-
» mes, mais combien les mœurs des hommes sont corrom-
» pues. »

LIVRE II.

CHAPITRE PREMIER.

Le royaume des Francs s'affermir. — Mort de Clovis. — Funestes suites du partage du royaume. — Bordeaux fait partie des domaines de Charibert. — Chilpéric. — Frédégonde. — Mort de Galsuinthe. — La guerre. — Brunchaut. — Son portrait et celui de Frédégonde. — Les églises ravagées par les troupes de Chilpéric. — Sigebert assassiné. — Saint Grégoire de Tours accusé par Leudaste. — Il est reconnu innocent.

DE 509 A 580.

La chute du règne des Visigoths clôt le V^e siècle. Nous commençons le VI^e avec le triomphe des Francs, époque glorieuse : l'avenir s'ouvrait à tous les regards sous les meilleurs auspices ; l'Aquitaine était chrétienne ; Bordeaux réparait ses ruines ; le commerce s'étendait sur une plus grande échelle, et rien ne semblait devoir arrêter l'essor ascensionnel de la prospérité nationale. Mais la mort de Clovis fit avorter bien des projets et modifia beaucoup l'état politique de notre pays. L'usage de partager le royaume entre les enfants mâles du roi eut des suites funestes ; il diminuait en même temps la puissance du prince et l'affection des sujets ; il fallait une longue expérience pour en apprendre aux rois et aux peuples les nombreux et graves abus. Le temps, qu'on appelle le ministre de

Anno Christi
509.

Livre II.
Chap. 1.

la Providence, y a apporté des modifications, que la sagesse des nations s'est empressée d'adopter. Dans un de ces partages du royaume, Bordeaux échet à Charibert (1); sa mort rendit un second partage nécessaire : Chilpéric, roi de Soissons, devint maître du Bordelais. Notre nouveau roi, inconstant dans ses affections, emporté et voluptueux, ne fit que se traîner dans la plus dégoûtante immoralité : trop dégradé, trop corrompu pour rougir de ses folles amours, il s'y abandonna sans honte comme sans frein, et ses intrigues avec la trop fameuse Frédégonde ne furent que le premier anneau de cette longue chaîne de folies, d'erreurs et de crimes qu'on appelle sa vie. Au milieu de cette honteuse carrière, un sentiment d'orgueil fit taire un instant ses passions; il prit la résolution de demander au roi des Visigoths, à Tolède, la main de sa fille Galsuinthe; mais la princesse, instruite de la vie licencieuse de celui qui la voulait pour épouse, et retenue par un secret pressentiment de ses malheurs futurs, rejeta la demande de Chilpéric. Celui-ci ne se rebuta pas; il promit de réformer ses mœurs, et jura même sur les Évangiles qu'il serait fidèle à sa nouvelle épouse. Le père le crut, et consentit; Galsuinthe obéit avec peine à la volonté paternelle; mais elle garda ses craintes et ses affligeantes prévisions. On célébra les noces avec beaucoup de pompe; le lendemain, le complaisant époux donna à sa femme, comme apanage, à titre de *don matutinal* (2), les villes de Bordeaux, de Limoges, de Cahors, de

Greg. Tur.,
lib. IX, cap. 20,
Conventus
apud
Andelaum.

Aimoin,
De
Gest. franc.,
lib. III,
tome 3, p. 66.

(1) Ce prince fut enterré à Blaye, dans l'église de Saint-Romain. D. Devienne le nie; mais l'auteur des *Gestes des Francs* et Aimoin l'affirment; nous croyons qu'ils ont raison. M. de Peyronnet semble aussi le croire; il dit que *Charibert s'était arrêté à Blaye en danger de mort.* (*Hist. des Francs*, t. I^{er}, p. 237).

(2) Cette libéralité du mari, que saint Grégoire de Tours appelle *don matutinal*, et en langue tudesque *morganegiba*, ou *morgengab*, ne pouvait excéder le quart des biens du mari, d'après la loi des Lombards. (*Lib. 2, cap. 1, 8*). Elle se faisait le lendemain du jour des noces. De là vient le nom de *morganegab*, de *morgen*, matin, et *geben*, donner, don du matin.

Bigorre et de Lescar (*Benearnum*) (1). La princesse parut contente ; mais ses beaux jours ne furent pas longs. L'astucieuse Frédégonde recouvra son influence sur l'esprit du prince, qui avait oublié son serment ; le désordre se mit de nouveau dans les mœurs et dans la maison de Chilpéric. La princesse Galsuinthe s'aperçoit enfin de ses illusions : elle prie, on ne l'écoute pas ; elle menace, on rit ; elle demande à rentrer sous le toit paternel et renonce à tous ses droits, pour jouir dans la solitude du bonheur qu'une concubine lui avait ravi. Le prince hésite et ne sait que faire : la renvoyer, c'était s'attirer la guerre et ajouter un nouveau scandale à ceux de sa vie passée ; sacrifier Frédégonde, c'était perdre sa liberté et se courber servilement sous l'autorité d'une femme, c'était mettre fin à ses plaisirs et renoncer à ses plus chères jouissances. Frédégonde le tire de ses embarras. Mourir ! voilà le sort de Galsuinthe décidé ; c'est ce qu'il fallait, pourvu qu'on ignorât par quelle main. On fit étouffer dans son lit l'infortunée princesse, et la concubine alla s'asseoir sur un trône ensanglanté, à côté d'un époux infidèle, parjure et complice de son forfait !

Ce crime eut un fatal retentissement dans le monde, et indigna la France et l'Espagne contre les deux meurtriers. Athanagild, roi des Visigoths, se prépara à venger la mort de sa fille ; Sigebert, roi d'Austrasie, qui avait épousé Brunehaut, sœur de Galsuinthe, déclara la guerre à Chilpéric, et marcha contre ses États. Ici, arrêtons-nous à contempler le

Livre II.
Chap. 1.

(1) De *Benearnum*, qui a été rasé plusieurs fois, on a fait *Béarn*, nom donné au pays en général. Ce mot vient de la langue basque, ou *Esculdunac*, de *behia*, vache, et *arno*, vin, pays de bétail et de vin. Après la destruction de *Benearnum*, le siège du gouvernement fut transféré à Morlaas, près Pau. Cependant, on releva les ruines de *Benearnum* ; la nouvelle ville prit le nom de *Lascurreis*, le cours des eaux. Jean de Sallettes, évêque sous Louis XIII, changea ce nom béarnais en le latinisant en *Lascarriensis*, dont on a fait Lescar. (Voy. M. DE MARCA, *Réputation du discours historique du R. P. François de La Vie, etc.*, liv. 1^{er}, chap. 1^{er}, page 11, note 1 de ce travail).

singulier tableau que l'histoire nous présente : Deux femmes égales en beauté, en talents et en fortune; toutes deux rivales, ennemies implacables, les fléaux de leur race, la honte de leurs cours, des monstres couronnés, Frédégonde et Brunehaut (1). L'une a fait étrangler sa rivale, l'autre désirait commettre un crime semblable et tremper sa main dans le sang de la meurtrière; toutes deux abhorrées du peuple, exécrées par la postérité, mais diversement jugées cependant par les historiens. Nous allons les voir agir pour mieux les juger nous-mêmes.

Brunehaut, qui avait poussé sa sœur à épouser Chilpéric, n'en fut que plus animée à venger sa mort; elle réussit à inspirer ses sentiments à son beau-frère, Gontran, roi de Bour-

(1) Portrait de Frédégonde par Aimoin. (*Lib. 3, cap. 37*). *Erat Fredegunda, forma egregia, consilio callida, dolis, excepta Brunehilde, parem non agnoscens.*

Portrait de Brunehaut par Fortunat de Poitiers. (*Lib. 6, carm. 6*). Il est un peu flatté!

*Pulchra, modesta, decens, solers, grata atque benigna
Ingenio, vultu, nobilitate potens.*

Fortunatus se fit un ridicule flatteur; il dépeint la princesse comme une nouvelle Vénus, et le prince comme un autre Achille!

Velly et quelques auteurs modernes ont tenté de justifier Brunehaut. Nous la croyons innocente de plusieurs crimes à lui imputés; mais il en existe assez d'autres bien prouvés pour que l'histoire soit inexorable à son égard. Saint Grégoire de Tours (liv. 4), parle ainsi de Brunehaut :

« *Erat enim puella elegans opere, venusta aspectu, honesta moribus atque decora,
» prudens consilio et blanda colloquio.* »

Henry Martin nous semble trop sévère à l'égard de Frédégonde, et peut-être pas assez vis-à-vis de Brunehaut. Il dépeint la première comme « une de ces natures » sauvages chez lesquelles nulle conscience, nul idéal ne se sont encore éveillés; » elle joignait, dit-il, à l'absence de tout sentiment moral, des instincts malfaisants » d'une effroyable énergie.... Une espèce de sorcière du Nord, une Médée franke, » belle et atroce, entourée de maléfices, de poisons, de superstitions sanglantes et » de jeunes sicaires fanatisés par ses philtres et par sa funeste beauté. »

« Brunehaut, dit-il, avait, avec d'ardentes passions, tous les goûts et toutes les » opinions de la civilisation, et ce fut là ce qui fit sa gloire, ses malheurs et ses crimes. » Il aurait pu, ce me semble, jeter quelques ombres sur ce tableau trop flatteur. (MARTIN, *Hist. de France*, t. 2.)

gogne, et les deux frères s'emparèrent bientôt après des domaines de Chilpéric. La colère de Brunebaut était implacable; celle de Gontran ne l'était pas. Il écouta les pacifiques propositions dictées par l'adroite Frédégonde; et Sigebert consentit à faire cesser les hostilités, pourvu qu'on lui donnât, non la suzeraineté, mais la jouissance viagère du *don matutinal* de l'infortunée Galsuinthe. Chilpéric y consentit pour avoir la paix; Frédégonde se tut en présence de la force, mais elle n'en continua pas moins à méditer des vengeances contre sa rivale, qui se réjouissait de voir sa haine récompensée par les riches dépouilles de sa sœur. Bordeaux changea de maître, mais ne gagna rien à ces vicissitudes de la fortune.

Quelque temps s'écoula avant que Chilpéric pût songer à recouvrer ses États. Une mésintelligence éclata enfin entre Sigebert et Gontran : l'occasion parut favorable à ses desseins; il réunit ses troupes et en donna le commandement à Clovis, le plus jeune de tous les enfants que lui avait donnés la pieuse et vertueuse Audovère. La Touraine et le Poitou furent soumis; tout allait bien pour Chilpéric, mais la bonne intelligence se rétablit entre ses frères; leurs armées se réunirent de nouveau contre le violateur des traités. Mummole commandait leurs troupes; il conquit les provinces soulevées et força Clovis, abandonné de ses soldats, de se retirer à Bordeaux. On ne l'y laissa pas en paix; car Sigulphe, l'un des généraux de Sigebert, vint l'attaquer et le força de fuir de nouveau comme un cerf devant les chasseurs, selon l'expression de saint Grégoire de Tours.

Les espérances de Chilpéric semblaient évanouies pour toujours! Mais une nouvelle mésintelligence entre les deux frères lui mit encore les armes à la main. Théodebert, qui commandait ses troupes, réduisit Limoges, détruisit et renversa les monastères, laissa outrager les saintes filles qui en ornaient les sanctuaires, et brûla les temples. L'Église, dit saint Grégoire de Tours, eut plus à gémir de ces déplorables

Livre II.
Chap. 1.

Greg. Turon,
lib. IV, cap. 42.

Anno 572.

Livre II.
Chap. 1.

Greg. Turon,
lib. IV. cap. 42.

Anno Christi
575.

excès que de la persécution de Dioclétien. L'Aquitaine était le champ de bataille où les peuples, comme les gladiateurs des tyrans de Rome, se sacrifiaient pour plaire à trois frères altérés de leur sang ! Gontran, par ses incertitudes, ou plutôt par ses infidélités à l'un et à l'autre, prolongea la lutte : l'implacable haine des deux femmes ne cessa de l'animer. Mais la fortune semble enfin sourire à Sigebert : Frédégonde ne voit devant elle qu'un triste avenir et des tempêtes qu'il faut conjurer à tout prix. Un crime suffirait ; elle n'était pas femme à reculer à l'idée d'un meurtre ! Elle appelle deux de ses serviteurs dévoués, et leur dit, en leur donnant deux poignards : « Prenez, leur lame est empoisonnée ! c'est pour tuer Sigebert ! Il n'y a plus d'autre salut pour le roi, pour moi, pour vous-mêmes ! Allez, le jour est venu : si vous survivez, je vous ferai puissants, vous et votre race ; si vous périssez, je répandrai pour vos âmes des aumônes dans les lieux consacrés aux saints. » Ils partent, et ne réussissent que trop bien, mais aux dépens de leur vie. Sigebert tomba percé du poignard aiguisé par Frédégonde ; son fils Childebert lui succéda et devint maître de Bordeaux (1).

Chilpéric crut avoir trouvé, par un fratricide, le chemin du bonheur ! Il voulait aller vite, mais il ne faisait que glisser dans le sang : une chute ou quelque malheur était à craindre. Sa joie ne fut pas longue. Mille ruses furent employées pour s'emparer de Brunehaut, et de Mérovée, qui partageait sa fortune ; mille artifices mis en jeu pour échapper aux pièges qu'une main ensanglantée leur tendait tous les jours. Enfin, Brunehaut, tombée en captivité, n'attendait pas de ménagements de la part de Frédégonde ; la tristesse ridait

(1) On dit que cela fut fait à l'instigation de Frédégonde. Est-ce vrai ? Pasquier le suppose dans ses *Recherches*. (Liv. 3, chap. 8 ; liv. 10, chap. 7). Gaillard le trouve vraisemblable. (*Mém. sur Frédégonde, etc.*) Lèvesque de La Ravalière l'affirme. (*Vie de Grég. de Tours*). Daniel et Velly pensent le contraire. M. de Peyronnet en doute. (*Hist. des Francs*, t. 1^{er}). Nous ne le croyons pas.

son front et planait sur son avenir , mais Gontran se prononça enfin en faveur du jeune roi d'Austrasie ; un traité eut lieu, et Brunehaut, rendue à la liberté, fut reçue avec enthousiasme par le peuple de Metz.

Dans ce temps-là, tout fléchissait devant l'impérieuse volonté de Frédégonde. Grégoire de Tours avait résisté longtemps et hardiment aux injonctions de Chilpéric. La reine jure sa perte et ne désire que l'occasion de l'effectuer. Leudaste, homme d'une naissance obscure, mais élevé par ses intrigues à la dignité de comte de Tours, veut se venger de Grégoire, dont il se croyait en droit de se plaindre ; il en cherche l'occasion, croyant pouvoir, à la fois, plaire au prince, se défaire de Grégoire et gagner les bonnes grâces de la reine, tout en l'enveloppant dans l'abominable charge qu'il allait alléguer contre le pieux évêque. Pour mieux réussir, un complot est formé avec deux ecclésiastiques de la ville, du nom de Riculphe, tous deux ennemis de Grégoire, tous deux amis de Leudaste, et cherchant avec lui, depuis un an, les moyens de perdre le saint évêque et de mettre à sa place l'un de ces Riculphe, qui était prêtre, l'autre n'étant que sous-diacre. D'accord avec ces deux ecclésiastiques, Leudaste désignait, comme complices du prétendu crime de Grégoire, Gallien, l'ami intime de ce pieux pontife, et Platon, son archidiacre ; ils accusent Grégoire de vouloir livrer la ville à Childebart. Le roi accueille avec mépris ces accusations invraisemblables ; Leudaste insiste, et ajoute :

« Ce n'est pas le seul crime de cet évêque ; ses téméraires discours attaquent la reine et toi-même. Ne sais-tu pas ce qu'il ose dire ? Quoi ? interrompit Chilpéric. Que Frédégonde, réplique Leudaste, vit dans l'adultère avec Bertrand, évêque de Bordeaux. » Le roi, indigné, le frappe, le foule aux pieds et le fait charger de chaînes. Leudaste persiste dans sa déclaration et nomme des témoins. Le roi paraît affecté vivement. Cependant, malgré ce concours de témoignages, il

Livre II.
Chap. 1.

Fleury,
Histoire,
liv. XXXIV.

n'a encore qu'un sentiment de défiance. Désireux, enfin, d'éclaircir cette affaire pour l'honneur de sa famille et de l'épiscopat, et pour le triomphe de la justice, il convoque un concile à Bergné, selon d'autres à Braine (*apud Brennacum*), s'y rend avec une nombreuse suite, laissant à Bertrand, de Bordeaux, le soin de poursuivre devant les pères du concile la réparation de son honneur et de celui de la reine. Grégoire nie d'avoir tenu les propos qu'on lui impute, avouant toutefois qu'il les avait ouï dire à d'autres (1). Le roi demande le

(1) *Negavi ego in veritate me hæc locutum; et audisse quidem hæc alios, me non excogitasse.* (SAINT GRÉG. DE TOURS, lib. 5, cap. 50).

Ces paroles sont obscures, surtout les dernières de cette phrase. Je crois que Fleury a saisi le vrai sens de l'auteur. Voici sa version : « Grégoire nia qu'il eût » ainsi parlé de la reine et de lui (Bertrand), avouant, toutefois, qu'il l'avait ouï dire » par d'autres. »

M. le comte de Peyronnet, dans son *Histoire des Francs*, t. 4, liv. IV, croit cette version inexacte, et allègue à l'appui de son opinion les raisons suivantes :

1° Si Grégoire eût ainsi parlé, il eût préparé la perte de Platon, l'archidiacre de Tours, et de Gallien, l'ami de Grégoire, accusés tous deux d'avoir tenu les mêmes propos;

2° Il se serait de plus condamné lui-même, puisque informé d'un crime de lèse-majesté, il n'eût pu, sans crime, omettre de le révéler;

3° M. de Peyronnet soupçonne que l'abbé Fleury s'était laissé entraîner, à son insu, par ses trop justes préventions contre Frédégonde; il la croyait adultère et ne doutait pas que le peuple ne l'en accusât;

4° Outre ces raisons, M. de Peyronnet croit en trouver une autre dans le contexte même, et n'admet pas, en conséquence, que le passage soit obscur. *Negavi*, dit-il, se rapporte également à *audisse* et à *locutum* : *Negavi audisse, negavi locutum*. Mais si *negavi* se rapporte à *audisse*, il faut qu'il se rapporte aussi à *me non excogitasse*, et la difficulté reste toujours la même, ou pour mieux dire plus embarrassante.

Quant aux autres raisons alléguées par le comte de Peyronnet, on peut répondre :

1° Grégoire de Tours, honnête homme, saint évêque, ne nommait ni Platon ni Gallien; il était tenu de dire la vérité, sans se préoccuper de ses conséquences;

2° Le crime de lèse-majesté était-il si formellement défini et si sévèrement puni que de nos jours? Pourquoi, d'ailleurs, serait-il considéré comme coupable de la non révélation d'un crime, puisqu'il devait être supposé incrédule, relativement à ces bruits, que sa charité devait regarder comme calomnieux?

3° Fleury parle en historien de Frédégonde; mais rien, dans ses écrits, ne nous autorise à dire que ses préventions personnelles avaient influencé le jugement qu'il a porté sur cette princesse. Nous croyons donc cette phrase très-obscur et même

jugement des pères, et déclare vouloir s'y conformer. Les pères déclarent unanimement que le témoignage d'un ecclésiastique ne pourrait servir contre son évêque (1). On exigea cependant que Grégoire se soumit à une épreuve; c'était de dire la messe à trois autels différents, et, après chaque messe, de répéter son serment de n'avoir jamais tenu ces propos difamatoires. Cette épreuve était contraire aux saints canons, mais elle était dans l'esprit du siècle. Cependant, dans l'intérêt de la famille royale, et pour son propre honneur, Grégoire s'y soumit et fut reconnu innocent.

Après les trois messes, les évêques rentrèrent en séance; le roi y vint aussi reprendre sa place; alors le président de l'assemblée se leva, et, d'un ton grave et majestueux, s'exprima ainsi : « O roi, l'évêque a accompli toutes les choses qui lui avaient été prescrites : son innocence est prouvée, et maintenant qu'avons-nous à faire ? Il nous reste à te priver de la communion chrétienne, toi et Bertrand, l'accusateur d'un de ses frères. »

Le roi, frappé de ces paroles, changea de visage, et d'un air confus, rejetant tout le tort sur des complices, répondit : « Je n'ai dit que ce que j'avais entendu dire. —

Livre II.
Chap. I.

Greg. Turon,
Histoire,
lib. V,
Apud Scriptor.
rer. Gallici,
tome 2.

défectueuse; pour en ôter toute difficulté, il faudrait en compléter la construction de cette manière : *Negavi ego in veritate me hæc locutum (dicens) me audissee alios hæc me non excogitasse*. J'ai nié d'avoir dit ces choses, tout en disant que je les avais entendu dire à d'autres; mais que, pour moi, je ne les avais jamais pensées.

Nous adoptons, en conséquence, la version de Fleury, d'autant plus facilement, qu'elle s'accorde avec celle donnée par Aug. Thierry, qui rend en ces termes la phrase en question : « En vérité, je n'ai rien dit de cela; d'autres l'on dit; j'ai pu l'entendre, mais je ne l'ai jamais pensé. » Voyez sur le sens de ce passage l'opinion du savant éditeur Dom Ruinart, *præf.* 114.

(1) Ce droit ecclésiastique de l'Église, au VI^e siècle, se trouve résumé dans les Capitulaires de Charlemagne. Aussi nous lisons : « *Ut clerici insidias contra pastorem suum non faciant.... Ut nullus presbyter contra suum episcopum superdire audeat.* » Cap. Karol. Magn., *Incerti anni primum*, cap. 14, 16.

Si quis clericus exprobat, vel calumniator episcopo suo extiterit, ut homicida habeatur. (Cap. Karol. Magn. et Lud. Pii, lib. VII, cap. 20).

Récits
des temps
mérovingiens,
tome 2.

Livre II.
Chap. 1.
—

*Formule
excommunicat.
Apud Scriptor.
rer. Gallici,
tome 2.*

Qui te l'a dit donc le premier, répliqua le président avec un ton d'autorité plus absolu ? — C'est Leudaste, dit le prince, tout ému de l'annonce d'une excommunication. » On le fit rechercher ; mais on ne put le trouver. On le déclara excommunié. Le président, debout, prononça la sentence en ces termes : « Par le jugement du Père, du Fils et du Saint-Esprit, en vertu de la puissance accordée aux apôtres et aux successeurs des apôtres, de lier et de délier dans le ciel et sur la terre, tous ensemble nous décrétons que Leudaste, semeur de scandale, accusateur de la reine, faux dénonciateur d'un évêque ; attendu qu'il s'est soustrait à l'audience pour échapper à son jugement, sera désormais séparé du giron de la sainte mère, l'Eglise, et exclu de toute communion chrétienne dans la vie présente et dans la vie à venir. Que nul chrétien ne lui dise : salut, et ne lui donne le baiser. Que nul prêtre ne célèbre pour lui la messe et ne lui administre la sainte communion du corps et du sang de Jésus-Christ. Que personne ne lui fasse compagnie, ne le reçoive dans sa maison, ne traite avec lui d'aucune affaire, ne boive, ne mange, ne converse avec lui, à moins que ce ne soit pour l'engager à se repentir. Qu'il soit maudit de Dieu le père, qui a créé l'homme ; qu'il soit maudit de Dieu le fils, qui a souffert pour l'homme ; qu'il soit maudit de l'Esprit-Saint, qui se répand sur nous au baptême ; qu'il soit maudit de tous les saints, qui, depuis le commencement du monde, ont trouvé grâce devant Dieu ; qu'il soit maudit partout où il se trouvera, à la maison ou aux champs, sur la grande route ou dans le sentier ; qu'il soit maudit vivant et mourant, dans la veille et dans le sommeil, dans le travail et dans le repos ; qu'il soit maudit dans toutes ses forces et tous les organes de son corps ; qu'il soit maudit dans toute la charpente de ses membres, et que, du sommet de sa tête à la plante des pieds, il n'y ait pas sur lui la moindre place qui reste saine ; qu'il soit livré aux sup-

» plices éternels avec Dathan et Abiron, et avec ceux qui ont
» dit au Seigneur : Retire-toi de nous. Et de même que le
» feu s'éteint dans l'eau, qu'ainsi sa lumière s'éteigne pour
» jamais, à moins qu'il ne se repente et qu'il ne vienne don-
» ner satisfaction. » A ces mots, tous les pères, jusque-là
pieusement recueillis, se mirent à crier à plusieurs reprises :
« *Amen, amen, fiat, fiat, anathema sit*; que cela soit, qu'il
» soit anathème, *amen*. »

Ces effrayantes menaces équivalaient alors à la mise hors
de la loi du royaume : c'était ravir à l'homme excommunié,
non repentant, toutes les consolations de la terre, tout espoir
d'arriver au ciel ; c'était l'exclure de la société des hommes,
flétrir son existence et le plonger dans le désespoir. Le re-
pentir seul et sa soumission à l'Église pouvaient tranquilliser
son âme, dissiper ses craintes et le rendre à la vie.

Leudaste prit la fuite ; Réculphe fut condamné à mort, mais
Grégoire intercédait généreusement pour lui, et lui sauva la vie.
Il fut dégradé et enfermé dans un monastère. Leudaste erra
longtemps de ville en ville ; mais la haine de Frédégonde le
poursuivait partout. Rien ne saurait la satisfaire que le sang
de celui qui avait cru lui être agréable, même en la souillant
d'un crime qui eût pu servir ses intérêts ; qu'il fût ou qu'il ne
fût pas l'instrument de sa vengeance ; qu'il eût réussi ou qu'il
n'eût pas réussi, sa mort était pour elle une nécessité. Dès
que le crime est commis, l'instrument devient un accusateur ;
il faut s'en défaire. Les grands coupables le brisent du mo-
ment qu'il ne peut plus leur être utile.

Livre II.
Chap. I.

Longueval,
Histoire
de l'Église,
etc.,
tome 4.

CHAPITRE II.

Gontran nomme Childeberr son héritier. — Politique de Chilpéric. — Mort de ce prince. — Son portrait. — État du pays. — Gondevald usurpe le pouvoir. — Il vient à Bordeaux. — Gontran le fait poursuivre. — Il est assiégé à Comminges. — Il est massacré. — Concile à Mâcon. — Conduite de Bertrand, évêque de Bordeaux. — Euphron et sa relique de saint Serge. — Traité d'Andelaw.

DE 580 A 600.

Livre II.

La puissance de Chilpéric s'étendait de plus en plus ; ses envahissements lents, mais progressifs, inspiraient un sentiment de défiance, et le caractère de sa femme faisait naître et justifiait à la fois la crainte et l'aversion la plus profonde. Gontran ayant perdu ses deux fils, ne voyait dans l'avenir que des malheurs ; pour en détourner le cours, il nomma Childeberr, d'Austrasie (1), son héritier et son fils adoptif ; mais cette alliance se refroidit peu à peu, et Gontran se vit réduit à regretter ce qu'il avait fait. Chilpéric se montra moins exigeant envers Childeberr, et réussit, par sa conduite politique, à le détacher de Gontran. Mais rien n'était stable dans les conseils de ces princes ; ils faisaient des alliances aujourd'hui pour les rompre demain, s'aimaient, se détestaient, s'unis-

(1) Sur la fin du VI^e siècle, Childeberr rendit une ordonnance qui ne fut pas malheureusement mise généralement en pratique. Le premier article de cette loi portait :

« Quiconque aura tué un autre méchamment, et sans raison, sera puni de mort, sans qu'il puisse se racheter par aucune composition. »

Malgré cette sage ordonnance, les meurtriers eurent, longtemps après la mort de Childeberr, en Austrasie comme en Guienne, la faculté de racheter leur vie et de payer le sang répandu au prix de l'argent, qu'ils donnaient, selon la loi des Francs, aux parents de la victime.

saient, se séparaient pour se réunir encore, et le tout au détriment des peuples, victimes de leurs caprices et de leurs démêlés domestiques. Au milieu de ces incertitudes éternellement renaissantes, de cette mobilité de la politique d'alors, Chilpéric mourut d'un coup de couteau; le nom de l'assassin et de l'instigateur sont enveloppés de mystère. La Providence appliqua à ce malheureux prince la loi du talion; il mourut de la mort de ses nombreuses victimes! Ce prince était un monstrueux assemblage de tous les vices, sans qu'il s'y mêlât une seule vertu; c'était l'homme le plus détesté et peut-être le plus détestable de son siècle. Pétri de penchants les plus vils, cruel, ambitieux, plein de mépris pour la justice et la religion, il se vautrait dans tous les excès de la luxure et de la gourmandise. Sa cruauté lui fit donner par ses contemporains les flétrissants surnoms de Néron et d'Hérode, que la postérité lui maintiendra. Le couteau de l'assassin avait été aiguisé, selon les uns, par Frédégonde, selon d'autres, par Brunehaut, ou peut-être, selon des écrivains judicieux, par des nobles mécontents, spoliés et indignement opprimés. Un illustre écrivain de nos jours se livre à des recherches très-intéressantes sur ce sujet; et après un examen critique et approfondi de toutes les charges, disculpe les deux reines de l'inculpation du meurtre.

Quelque peu regrettable que fût la mort de ce prince, elle fut une source de malheurs, comme sa vie avait été un tissu de crimes: les trois royaumes en furent ébranlés. Frédégonde s'enfuit à Paris avec son fils Clotaire, et se mit sous la protection de Gontran, qui promit de la défendre contre Childebert. Ce prince demanda qu'on lui livrât Frédégonde, afin de venger sur elle les meurtres de Galsuinthe, de Sigebert, de Théodebert, de Mérovée, de Clovis, et même de Chilpéric! Gontran refusa tout. Une mésintelligence éclata entre ces princes, et avec elle la guerre entre les peuples incertains dans leurs affections. Cet état de choses n'était guère favorable à la

Livre II.
Chap. 2.

Greg. Tur.
lib. VI, cap. 46.

Pasquier,
Recherches,
liv. X.

Le comte
de Peyronnet,
*Histoire
des Francs*,
tome 1.

prospérité publique : Bordeaux s'en ressentit un peu; mais le contre-coup de ces vicissitudes ne fut sensible que dans le voisinage des cours.

Le temps était alors mauvais, et voilà qu'un nouvel événement très-grave vient compliquer les circonstances pénibles de l'époque et la politique des princes. Un prétendant se présente, rappelé par les grands d'Austrasie, de Constantinople, où les mauvais traitements de ses parents l'avaient forcé de se réfugier; c'est Gondovald, ou Gondebaud, fils adultérin de Clotaire I^{er}. La tache d'une naissance illégitime n'était rien dans ce temps-là; aux yeux du peuple, il suffisait qu'il y eût dans ses veines un peu de sang de Clovis. Séduit par les belles promesses des hommes influents du pays, Gondovald vient débarquer à Marseille; et en compagnie de Mummole, Didier, le duc Bladaste et Garachaire (selon d'autres Galactoire), comte de Bordeaux, et suivi d'une puissante armée, marche vers la partie septentrionale de l'Aquitaine et arrive dans nos murs en février 585 (1).

Greg. Tur.,
lib. VII.
585.

Élevé sur le bouclier, à Brives, Gondovald se crut roi. La fortune se chargea plus tard de le désillusionner. Les Leudes cependant se soumirent; et Bertrand, évêque de Bordeaux, l'accueillit comme son prince légitime. Bertrand était de race franque et parent, du côté maternel, de Gontran; il aimait les belles-lettres, et en particulier la poésie latine. Il avait

(1) En 580, dit Grégoire de Tours, par un violent tremblement de terre, les murs de Bordeaux se fendirent : les maisons furent renversées; le peuple prit la fuite et se cacha dans les campagnes; un incendie, allumé par la main de Dieu, dit le même auteur, embrasa les champs et les maisons des environs de Bordeaux. (Liv. V, *Daniel*, vol. 1). La *Chronique* de Sigebert, qu'a copiée Delurbe, qui, à son tour, a été copiée par la *Chronographie* de Pontac, évêque de Bazas, dit que les loups entrèrent en ville en plein jour et y dévorèrent des chiens; que cet endroit s'appelle *rue du Loup*. Tout ceci est faux. Au XIV^e siècle, cette rue s'appelait *Grand'Rue*, et dans quelques titres *rue des Pinhadors*, parce que des peintres y demeuraient. Plus tard, en 1518, elle s'appelait *rue de Gemme*, d'une chapelle de ce nom. Un marchand pelletier y mit plus tard pour enseigne un loup empaillé; de là vient le nom de *rue du Loup*.

fait des épigrammes que Fortunat admirait, mais où brillait, aux dépens du jugement, une fougueuse imagination. On y remarquait aussi des plagiats mal voilés, des fautes de quantité, assez graves pour faire rougir tout autre muse que la sienne. Inconstant dans ses affections, il se rangea sans peine du côté du prétendant, avec le comte de la Ville et le duc Bladaste, qui commandait les forces militaires de la province, et ils firent tous trois, à Gondovald, un accueil empressé et amical. Gontran, fort embarrassé de ces circonstances, désirait que Gondovald s'enfermât dans Bordeaux, où il ne serait pas difficile de l'envelopper. Ce prince pressentit le piège, et se mit à parcourir le pays en vainqueur, et se retira enfin à Comminges, où l'armée de Bourgogne le poursuivit avec un acharnement incroyable. Le siège de la ville fut poussé avec activité; mais Mummole, qui défendait la place, se laissa gagner par les perfides promesses du général des Bourguignons; il se concerta avec ses amis, et finit par trahir et massacrer l'infortuné Gondovald. Les soldats traînèrent son cadavre autour du camp, et l'abandonnèrent enfin aux animaux sur le lieu même où il était tombé. Les traîtres ne furent pas heureux: la clémence de Gontran leur avait été promise; ils y comptèrent: un nouveau crime leur semblait un bon titre à sa bonté. Gontran fut juste; il ordonna leur mort. Gondovald, en expirant, avait demandé justice, et le ciel exauça la prière du moribond. Mummole, le premier, tomba blessé de la lance d'un soldat. Peu satisfait de cette première vengeance, Gontran fit convoquer un concile à Mâcon pour le 13 octobre; il s'agissait de juger les évêques qui avaient épousé la cause de l'usurpateur, et, en particulier, les évêques de Bordeaux, de Bazas et de Saintes. Ils avaient non seulement accueilli le prétendant, mais ils s'étaient prêtés servilement à un acte qui était une reconnaissance de sa puissance et une dérogation aux droits du prince légitime, un complet oubli des principes éternels de la morale. Voici de quoi il s'agissait :

Livre II.
Chap. 2.

Greg. Tur.,
lib. III,
*Chronique de
France*,
tome 1.

Livre II.
Chap. 2.

Chilpéric avait désigné pour succéder à l'évêque de Dax le comte Nicet, frère de l'évêque d'Aire. Gondovald arrive à Bordeaux; et ayant annulé cette nomination, mit à la place de Nicet, Faustien, prêtre de cette ville. La consécration du nouvel évêque devait se faire naturellement par le métropolitain de Bordeaux; mais Bertrand, fin, prévoyant, craignant avec raison les vicissitudes de la politique et l'instabilité de l'usurpation (*cavens futura*), feignit d'être malade, et chargea Palladius, de Saintes, d'officier à cette pieuse cérémonie. Il était assisté de l'évêque de Bazas. Le concile de Mâcon, d'après les ordres de Gontran, instruisit le procès des évêques. Le prélat consécrateur, Palladius, répondit aux pères: « Que son métropolitain (Bertrand) avait les yeux presque » fermés par des douleurs, et que lui, dépouillé, insulté, avait » été entraîné de force à exécuter les ordres de Gondovald, » qui disait son autorité reconnue de toutes les Gaules. » Peu satisfaits des raisons que les évêques inculpés alléguaient pour leur défense, les pères les condamnèrent à nourrir tour à tour le nouvel évêque, Faustien, et à lui payer chaque année cent pièces d'or. Le siège de Dax fut rendu à Nicet; mais le concile reconnut comme valide la consécration de Faustien; et quoique déposé, il lui fut permis de souscrire, après les autres évêques, les décisions du concile.

Richard,
*Annales
des
Conciles.*

Fauriel,
*Gaule
méridionale.*

Greg. Turon,
*Hist. Franc.,
lib. VIII.
Apud Scriptor.
rer. Franc.,
tome 2.*

Quelque temps après, les deux prélats se présentèrent devant Gontran. En les voyant entrer, quel est celui-ci, dit le roi à l'un des assistants? — C'est Bertrand, évêque de Bordeaux. « Nous te remercions, reprit Gontran, d'avoir gardé » la foi que tu devais à ta race. Tu aurais du savoir, mon » très-cher père, que tu es notre parent du côté de ma mère, » et ne pas attirer cette peste sur la famille. » Puis se retournant vers Palladius, évêque de Saintes, il lui dit: « Pour » toi, Palladius, je n'ai pas de grands remerciements à te faire; » trois fois tu as été parjure envers moi, ce qui est déplorable » pour un évêque, en me trompant par des rapports menson-

» gers. Pendant que d'un côté j'admettais tes excuses, de
» l'autre, tu appelais mon ennemi. » Il admit cependant les
deux prélats à sa table. Le dimanche suivant, le roi devait
assister à la grand'messe, où Palladius devait officier et prê-
cher. Voyant le prélat à l'autel, le roi s'écria : « Quoi, cet
» homme infidèle et perfide prêchera devant moi la parole
» de Dieu ! J'aime mieux sortir ; » et il se disposait en effet
à se retirer, mais les évêques le prient de ne pas le faire. Il
consentit que Palladius continuât et achevât l'office.

La mort violente de Gondoald fut regardée comme une
punition divine. La foi était alors vive, mais peu éclairée, et
la crédulité populaire cherchait dans la vie du prince des
raisons qui lui expliquassent la mystérieuse action de la jus-
tice divine dans une fin si prématurée et si tragique ; on en
trouva dans sa conduite à Bordeaux.

Pendant son séjour à Bordeaux, Gondoald se voyait pour-
suivi par les forces imposantes de Gontran ; il s'efforçait de
se procurer des secours, de calmer ses craintes et celles de
ses amis, et, pour cela, prêtait avec trop de simplicité l'oreille
aux contes les plus ridicules. On lui dit qu'un certain roi
d'Orient avait remporté de nombreux triomphes par le moyen
d'une relique de saint Serge, qu'il avait enlevée et attachée
à son bras droit ; le prince n'avait qu'à lever le bras pour
repousser l'ennemi. Ce moyen de faciles victoires servait à
merveille les intérêts d'un poltron ; la relique devint l'objet
de l'ambitieux, mais trop crédule Gondoald ; et comme on
croit facilement ce qu'on désire, il demanda où, comment et
quand il pourrait en avoir. Il y avait alors à Bordeaux un
négociant syrien, nommé Euphron, homme pieux, que Ber-
trand, évêque, avait tonsuré malgré lui pour le faire clerc,
et afin que ses richesses passassent un jour aux églises et aux
établissements religieux de la ville. Euphron ne se sentant pas
une véritable vocation pour le service des autels, s'enfuit à
l'étranger et ne revint que lorsque ses cheveux eurent re-

poussé. L'évêque Bertrand affirma au prince que dans la maison d'Euphron, dont on avait fait une église, il se trouvait une relique de saint Serge. Il ajouta que, par cette relique, le pieux Syrien avait vu opérer bien des miracles, et que, grâce à elle, dans un violent incendie qui avait ravagé la ville de Bordeaux, cette maison, quoique enveloppée de flammes, fut miraculeusement préservée. Mummole Patrice, général, court avec Bertrand chez Euphron, et demande la relique. Le pieux négociant, croyant qu'on demandait indirectement de l'argent, va chercher un sac, et leur dit : « Ne » tourmentez pas un vieillard et ne faites pas d'outrages à un » saint; prenez ces cent pièces d'or et retirez-vous. » Mummole insiste; Euphron lui offre une somme plus ronde encore; mais en vain. Il se retire; Mummole monte sur une échelle et fait descendre la châsse placée dans une niche au-dessus de l'autel. Mummole l'examine avec soin, y voit l'os du doigt de saint Serge; mais ayant brisé l'enveloppe avec un marteau, l'os, en présence de l'air atmosphérique, perdit son apparente consistance et disparut en poussière. On cria au miracle, et la crédulité populaire fit remonter la mort tragique du prince et de ses partisans à l'action sacrilège de Mummole, comme à la cause de tous les malheurs dont le ciel irrité avait accablé l'usurpateur et ses imprudents conseillers.

La chute si rapide du parti gondovaldien avait été déterminée bien évidemment pour deux causes :

1° La défection de Didier et des principaux conspirateurs ;

2° La certitude que Gontran avait fait un traité avec Childebart II.

L'armée étant démoralisée, chacun songeait à ses propres intérêts, et ceux de Gondovald furent abandonnés au hasard. La trahison en fut la suite, et la mort de l'infortuné prince couronna cette déplorable révolte de quelques Leudes factieux et perfides. Le traité fait entre Gontran et Childebart fut con-

firmé en 587, par le fameux traité d'Andelot (1). Brunehaut intervint, et, dans les arrangements stipulés, il fut arrêté que les cinq villes qui formaient l'apanage de Galsuinthe, Bordeaux, Cahors, Limoges, Lescar et Bigorre, lui seraient rendues après la mort de Gontran.

Livre II.
Chap. 2.

—
29 Novembre.

(1) Vertot dit que ce traité eut lieu en 591 ; c'est une erreur. Le traité fut signé : *Die quarto calendas decembris anno XXVI domini Guntheramni regis, regni Childeberti verò duo decimo anno*. Or, Childebert régnait depuis 573, et Gontran depuis 562. L'année 591, dit M. de Peyronnet (*Hist. des Francs*), eût été la dix-septième du règne de l'un, et la trentième du règne de l'autre, au lieu de la vingt-sixième et de la douzième.

Par une autre erreur, Frédégaire date ce traité de la vingt-huitième année du règne de Gontran. Ce lieu d'Andelawm est, selon les uns, Andlaw, du département du Rhin ; selon Dom Bouquet, c'est Andelot (Andelaus), au diocèse de Langres. Henry Martin adopte cette dernière opinion, qui nous semble la seule vraie.

CHAPITRE III.

Invasion des Vascons. — Maîtres de la Novempopulanie. — Bladaste, duc de Bordeaux, s'y oppose. — Il est repoussé, ainsi qu'Austrovald, de Toulouse. — Ils sont maîtres de Bordeaux. — Ils repoussent les Francs. — Enfin vaincus. — Palladius et son fils. — Le nom de Gascogne s'établit. — Dagobert. — Charibert meurt. — Les Vascons se révoltent. — Ils sont domptés. — Amandus. — Loup 1^{er}. — Concile à Bordeaux. — Eudes, duc des Gascons. — Chilpéric implore son secours contre Charles, surnommé Martel. — Signification de ce mot. — Origine d'Eudes et de Charles.

Livre II.

DE 600 A 718.

—
581.

586.

Vers la fin du VI^e siècle, à la mort de Chilpéric, l'état politique du pays n'était guère rassurant : le désordre était dans les esprits et dans les affaires ; une invasion du territoire par une puissance voisine eût été très-facile. Les Vascons, en Espagne, s'en aperçurent ; ils étaient en relation avec les peuplades de la Novempopulanie ; ils étaient tous descendus des mêmes ancêtres, sortis de la même souche, et leur communauté d'origine, de mœurs, de langage et de religion, leur faisait désirer de devenir maîtres des contrées en deçà des Pyrénées. Leurs montagnes avaient pour eux des charmes ; mais la fertilité des plaines novempopulaniennes, la douceur du climat, le besoin tout naturel d'améliorer leur bien-être matériel, le désir de venger les exactions des Francs sur les Vascons du Béarn, tout cela leur inspira la pensée d'une invasion, et l'envie de s'établir en deçà des monts. Ils se lèvent tous en masse ; et descendant de leurs repaires inaccessibles, ils s'emparent de tout le pays jusqu'à la Garonne ; ils y ren-

Gerg. Turon,
lib. IX.

contrent de vives sympathies et s'y établissent en maîtres (1). Cependant, quelques villes furent dévastées, les Francs expulsés et maltraités : une réaction s'ensuivit dans certaines parties du pays ; une armée bordelaise fut envoyée vers le même temps pour châtier les Goths de la Septimanie ; elle suivit la vallée de l'Aude, dans le but d'arriver à Narbonne ; mais surprise par les forces réunies des Goths et des Gascons, elle fut entièrement détruite, ainsi qu'une escadre partie de Bordeaux, qui fut forcée de relâcher sur les côtes de l'Espagne.

Les succès des Vascons s'étendent et se multiplient ; leurs faciles triomphes réveillent enfin les craintes et l'énergie des gouverneurs. Bladaste, duc de Bordeaux, alla s'opposer à leur marche envahissante ; mais il fut repoussé par ce peuple actif, fier et intelligent, dont le caractère belliqueux était si bien apprécié par les Romains, du temps même de Galba. Le duc Austrovald, de Toulouse, voulut aussi combattre ces intrépides montagnards ; mais ses efforts n'eurent que quelques rares succès, et les Vascons restèrent maîtres de la Novempopulanie. De ce moment commence le nom de Gascons, et leur nouvelle patrie s'appellera désormais la Gascogne. Oléron, Lapurdum (Bayonne), Aire, Dax et Bénéarnum (Lescar), reconnaissent ces nouveaux maîtres, dont l'ambition n'est pas encore satisfaite ; ils convoitaient Bordeaux. Quinze ans s'étaient écoulés avant qu'on pût s'opposer à leurs desseins et à leurs envahissements ; la paix qui régnait à la mort de Gontran et de Childebert permit à leurs successeurs, Théodebert, d'Austrasie, et Théodoric, ou Thierry, de Bourgogne, de songer sérieusement à les expulser ou à les soumettre. Enfin, ils

Livre II.
Chap. 3.

Tacite,
Historia,
lib. IV, cap. 33.

(1) Daniel nie que les Vascons se soient établis à cette époque en France, par la raison qu'on ne voyait point qu'ils eussent pris de villes dans cette première invasion. Mais Grégoire de Tours dit qu'ils en prirent et en dévastèrent. Foncemagne, aussi, établit l'opinion contraire, qui nous paraît la mieux fondée. (*Mémoires sur l'étendue du royaume des Francs*).

Livre II.
Chap. 3.

603.

De Marca,
*Histoire
du Béarn*,
liv. I^{er}, ch. 24.

Châteaubriand,
*Études
historiques*,
tome 3.

620.

Frédegair,
Chronique,
ch. 34.

s'entendent, se concertent, en présence de l'ennemi commun : leurs armées se réunissent et marchent contre les Vascons ; mais la valeur, la prudence et l'agilité de ces montagnards, finirent par neutraliser les rares succès des Francs, et par mettre ceux-ci dans l'impossibilité de les déloger d'un territoire qui était devenu pour eux une seconde patrie. Ne pouvant pas les vaincre, encore moins les expulser, on crut pouvoir, par des procédés délicats, conquérir leur affection et leur estime, en leur accordant la libre possession du pays sous le duc franc, Génialis, et moyennant un tribut annuel. On se trompa ; cette condescendance fut interprétée comme un signe et même comme un acte de faiblesse : les Novempopulaniens, mus par leurs sympathies pour les Vascons, et par leur haine héréditaire contre les Francs, dont leur ancêtres n'avaient, il s'en faut, aucune raison d'être contents, se lèvent tous comme un seul homme à la voix de Palladius et de son fils, Senoc, évêque d'Eause : les noms de ces deux patriotes sont encore en vénération parmi les Gascons et chers à la patrie, à la liberté et à la foi. Le mouvement insurrectionnel se propagea comme un éclair, et l'Aquitaine fut sur le point d'échapper à l'autorité des Francs. Clotaire II se hâta de comprimer ces élans de la liberté aquitanaise et envoya Aighinan, d'origine saxonne, pour lui rendre compte de l'état des choses et des esprits dans cette province. Le rapport de ce commissaire royal ne fut pas très-rassurant pour la paix. Clotaire décréta la peine de bannissement contre Palladius et son fils ; mais n'ayant pas assez de forces militaires dans la province pour faire respecter et exécuter ses ordres, le jugement resta sans exécution et ne servit qu'à aigrir davantage l'esprit public des Aquitains-Vascons.

Cet état de choses n'engendrait que des inquiétudes pour l'avenir : les Vascons, cependant, affermis dans leurs possessions aquitaines, se confondaient avec les indigènes ; l'autorité de la dynastie mérovingienne disparaissait peu à peu,

depuis la Garonne jusqu'aux Pyrénées. Depuis lors, un duc règne sur la Vasco-Novempopulanie, et la province prend, dans les actes officiels, le nom de Vasconie, ou Gascogne.

C'est un nouveau peuple, tout fier et libre, qui vient demander une place pour sa nationalité, et qui ne demande pas mieux que de se soustraire ou s'arracher même au despotisme des Francs et de leur nouveau roi. On avait compris les immenses désavantages et les criants abus qui résultaient du partage du royaume à la mort de chaque roi ; il fallut y pourvoir. Dagobert voulait l'unité du royaume ; et pour étouffer tout esprit de révolte, toute idée de mécontentement, il consentit, par un traité, à céder à son frère, Charibert, Bordeaux, Périgueux, Angoulême, Saintes, Agen, Bazas, Auch, Cahors et Toulouse, en un mot, tout le pays qui s'étend depuis les rives de la Loire jusqu'aux Pyrénées, sous la condition expresse que lui (Charibert) renoncerait à toute prétention sur l'héritage du feu roi. Charibert accepta ces offres et s'établit à Toulouse, et fit de cette ville la capitale de ses États ; son autorité, douce et paternelle, lui concilia l'amour de son peuple et le respect des États voisins. Cependant, l'ancien esprit n'était pas encore éteint : quelques peuplades gasconnes, dans les environs des Pyrénées, refusaient encore de sacrifier leur antique liberté et de transiger avec la royauté. Le nouveau roi en fut mécontent ; cet esprit d'indépendance lui semblait le germe de nouvelles révoltes. Il partit avec des troupes pour soumettre ces tribus réfractaires ; mais ayant épousé Gizèle, fille du duc Amand, qui était à leur tête, il est probable que cette expédition se soit terminée à l'amiable, et que, sans effusion de sang, il eut le bonheur de voir son autorité reconnue partout dans ses États, en deçà et au delà des frontières des monts. Charibert mourut cette année même, et bientôt après son fils aîné, Chilpéric, ou Childéric selon d'autres, le suivit au tombeau. Si nous en croyons Frédegair, Dagobert ne fut pas étranger à cette mort ; son empressement

Livre II.
Chap. 3.

628.

631.

Livre II.
Chap. 3.

à supprimer le royaume d'Aquitaine donnait de la consistance à ces soupçons d'un public malveillant.

La mort du roi d'Aquitaine combla l'ambition de Dagobert; il supprima le royaume créé par un traité en faveur de son frère, et rétablit l'unité monarchique, objet de ses vœux politiques. Le Bordelais fut érigé en duché héréditaire en faveur de Boggis, neveu du roi franc, et eut Bordeaux pour capitale. Mais le trône de Toulouse faisait trop de plaisir aux Vasco-Nôvempopulaniens pour souscrire en silence à sa chute. Ils refusent de se soumettre de nouveau au joug des Francs; et excités par Amandus, qui voulait venger la mort de son petit-fils et rétablir le trône au profit de sa race, ils proclament leur liberté depuis les Pyrénées jusqu'à la Loire.

636.

Le bruit de ce soulèvement parvient enfin aux oreilles de Dagobert; il se réveille de sa léthargie de volupté et s'apprête à marcher contre les Vasco-Aquitains. Il donne le commandement de ses forces à Chadoinde, homme d'expérience et de courage, qui partage son armée en onze divisions, commandées par onze ducs, et plusieurs comtes sous leurs ordres. Les Gascons combattent avec courage; mais vaincus par des forces numériquement supérieures, ils s'enfuient dans leurs montagnes, où ils font éprouver de grandes pertes aux corps francs qui osent les poursuivre dans leurs inaccessibles retraites. Soumis par la plus dure nécessité et non par l'épée, les Gascons se retirent et espèrent. Une occasion se présente pour rentrer dans leurs foyers et revoir leurs champs; ils se soumettent aux humiliantes conditions imposées par les vainqueurs, dont l'une était que les chefs iraient se remettre au pouvoir du roi et attendre ses ordres. Ils partent; mais craignant avec raison la colère du prince, au lieu d'aller le trouver, ils se réfugient dans la basilique de Saint-Denis, que Dagobert regardait comme un asile inviolable. Il leur pardonne leurs torts et leur permet de retourner dans leur pays, après avoir reçu leurs serments de fidélité. Les Gascons ne

Frédegair,
Chronique,
ch. 57, 78.

Aimoin,
liv. 4, ch. 31.

furent fidèles qu'au sentiment de leur nationalité, à leur haine des Francs et à l'amour de la liberté.

Délivrés de l'armée franque, les Gascons s'occupèrent à réparer leurs pertes et les dommages causés par la dernière guerre. La paix dura plusieurs années, et Bordeaux, qui était devenu la capitale du pays érigé par Dagobert en duché héréditaire en faveur de Boggis, son neveu, vit s'étendre ses relations commerciales, son industrie intérieure et avec elle sa prospérité. Amandus mourut; les Gascons élurent Loup, ou Lope I^{er}. Cette circonstance seule nous révèle assez la parfaite indépendance des Gascons : ils élisaient leurs chefs; la sanction royale n'était qu'une formalité, qui constatait, il est vrai, l'autorité du prince franc, mais qui n'ôtait rien à la liberté du peuple. Le nouveau duc désirait maintenir la paix; il savait qu'un esprit de révolte fermentait en secret. Il crut devoir intéresser à ses projets le clergé et s'appuyer sur lui, pour inspirer au peuple l'horreur de toute insurrection et la nécessité de respecter les droits des princes et d'obéir à leurs ordres; c'était faire de la religion un instrument de règne. Un concile fut convoqué à Bordeaux en 673, et plusieurs mesures y furent prises pour le rétablissement de la paix et la réformation des mœurs et de la discipline.

Jusqu'ici nous voyons s'étendre sur l'Aquitaine et la Gascogne l'autorité réelle ou nominale des rois francs; la convocation du Synode de Bordeaux fut faite en leur nom, et de sages mesures, en conformité avec leurs vœux, furent adoptées pour maintenir la tranquillité si souvent troublée sur la rive gauche de la Garonne. Loup ne se sentit pas assez fort pour se passer du roi, et le roi se reconnut trop faible pour ne pas s'appuyer sur Loup et sur le clergé. Faiblesse réelle ou peut-être manque de courage, impuissance ambitieuse, faute de vouloir, voilà les caractères des deux partis. Mais une révolution arriva à la cour et bouleversa tout : des Leudes mécontents d'Ébroïn le firent jeter en prison; il s'évada, res-

Livre II.
Chap. 3.

673.

De Vaissette,
tome 1^{er}.

(Mais l'*Art de vérifier les dates*, p. 187, donne la date de 670, ce qui est plus probable).

Livre II.
Chap. 3.

—
Frédegairre,
cap. 96.

saisit le pouvoir ; et les Leudes, dont il avait à se plaindre, pour se soustraire à la vengeance de ce haineux et orgueilleux maire du palais, se réfugièrent dans la Gascogne, où Loup leur accorda une généreuse hospitalité. Ils en abusèrent au point, qu'ils poussèrent le duc à faire des excursions sur la rive droite de la Garonne, dans l'intérêt d'une cause qui n'était pas celle de la justice ; mais les succès éphémères des troupes gasconnes n'eurent pas de grands résultats ; tout rentra dans l'ordre.

714.

Quelque temps s'écoula sans troubles : les Gascons commencèrent à goûter les bienfaits de la paix , et élurent pour duc Eudes , fils de Boggis, dont le père, Charibert, avait épousé Gizèle, fille d'Amandus ; c'était un homme adroit, courageux et habile. Soumis et dissimulé sous Pepin , il profita avec adresse des circonstances fâcheuses où se trouvait le gouvernement. Un beau jour, il leva le masque, s'empara de Bordeaux et des pays circonvoisins, traversa la Dordogne , précédé de cris de joie et suivi de la victoire, et eut l'air de ne vouloir s'arrêter que sur les bords de la Loire, dernière limite que son ambition proposait à ses succès et à sa domination : on eût dit qu'il voulait imiter Alaric.

Chilpéric II était alors tout absorbé par les affaires d'Austrasie, et étourdi, en même temps, par les bruyants succès d'Eudes. Le jeune Charles Martel (4), fils de Pepin et de la belle Alpaïde, marchait toujours en avant contre Eudes ; rien

(1) Le nom de *Martel*, selon M. Thierry, équivalait, dans l'ancienne langue germanique, à celui de foudre de guerre. D'autres le font dériver de Mars, quelques-uns disent que ce mot signifie marteau, et fut donné à Charles parce qu'il frappait ses ennemis comme le marteau qui, dans la main de l'ouvrier, brise la pierre. On dit enfin que *Martel* est synonyme de Martin, nom qui appartient longtemps à la famille de Charles, chose prouvée par le cousin de Pepin d'Héristal, qu'Ébroïn défit à Loizy et tua à Laon ; nous en parlerons plus bas.

Alpaïde, mère de Charles, était la seconde femme de Pepin, dit le second continuateur de Frédegairre. Frodoard en fait une concubine et même une esclave. (*Histoire de l'église de Rheims*, liv. II). M. de Peyronnet la croit femme légitime. Nous adoptons son sentiment. (*Histoire des Francs*, t. 11, p. 322, note).

ne semblait pouvoir l'arrêter que la puissance souveraine. Il osa porter ses regards sur la couronne de France, que des rois dégénérés trouvaient trop pesante pour leurs faibles têtes. Placé entre Eudes et Charles, Chilpéric s'adressa au premier : tous les peuples applaudissaient à ses prouesses militaires, toutes les difficultés semblaient s'aplanir devant lui. Courageux et habile, lui seul paraissait devoir contre-balancer le pouvoir de Charles ; Chilpéric lui envoya des ambassadeurs, lui offrit la souveraineté de l'Aquitaine, et demanda en retour le secours de sa vaillante armée contre les envahissements audacieux de Charles (1). Eudes se hâta de répondre à l'appel du faible monarque, passa la Loire et alla le rejoindre près de Rheims. Charles les atteignit plutôt qu'il ne croyait ; ils furent étonnés, découragés, battus avant même de combattre : ils ne savaient pas vouloir ; ils étaient vaincus avant de tirer

717.

(1) On prétend, d'après la Charte d'Aalon, qu'Eudes était fils de Boggis, fils de Charibert et de Gizèle, fille d'Amandus, duc de Vasconie, qui le sauva des embûches de Dagobert ; mais plusieurs respectables savants ont douté de l'authenticité de cette Charte, donnée par Charles-le-Chauve en 845 pour confirmer les dons qu'avait faits Vandregisile, descendant d'Eudes, institué comte des marches de la Vasconie, par Louis-le-Débonnaire, en faveur du monastère d'Aalon, fondé vers 834.

D'après les chroniques espagnoles, Eudes était fils d'Audeca, duc des Cantabres, tué à la bataille de Guadalète, en 702. (Voir Garibay, *Compendio historic.*, Francisco de Sota, etc.).

Il paraît certain que Chilpéric promit la souveraineté de l'Aquitaine à Eudes ; les termes du continuateur de Frédégaire, quoi qu'on en dise, sont formels : « Chilpéricus itaque et Raganfredus legationem ad Eudonem ducem dirigunt, auxilium postulantes rogant, regnum et munera tradunt. » Le mot *regnum* ne signifie ici que pouvoir suprême, ou souveraineté ; il ne signifie, dit-on, que couronne ; mais quel prix Eudes attacherait-il à une ridicule couronne, s'il n'était pas souverain pour la porter ? Pouvait-il, dit M. de Peyronnet, *Histoire des Francs*, la lui dénier, quand il (Chilpéric) avait un si pressant besoin de son appui ? Ce consentement n'était-il pas la plus naturelle et la plus inévitable condition d'une alliance sollicitée dans des conjonctures si défavorables ? »

Voyez, au reste, les tomes 1 et 5 de l'*Histoire de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres*, édit. in-12.

Quant à la Charte d'Aalon, quoi qu'on en ait dit, nous la citons avec confiance, comme l'ont fait presque tous les respectables écrivains du dernier siècle et de celui-ci.

l'épée. La trompette sonna, non la charge, mais la fuite, et on eût dit que les princes, en fuyant, rivalisaient de peur, de honte et de lâcheté ! Charles les poursuivit et ne s'arrêta qu'à la Loire : il était puissant ; il avait les prestiges de la victoire et surtout savait attendre. L'hiver passé, il écrivit à Eudes de lui rendre Chilpéric, qui s'était réfugié avec ses trésors sur son territoire ; qu'à cette condition seule, il pourrait garder l'Aquitaine. Eudes hésita longtemps : l'intérêt le poussait à une trahison, l'honneur le retenait. Son esprit était pour une faiblesse, mais son cœur s'y refusait ; enfin, la crainte en fit un lâche ; il livra l'infortuné Chilpéric à leur ennemi commun !

Charles, que ses nombreuses victoires sur les Frisons, les Saxons et les Gascons, avaient fait surnommer *Martel*, ne voyait pas avec plaisir s'agrandir et s'affermir la puissance d'Eudes, qui, de son côté, conservait des sentiments semblables vis-à-vis de Charles, et ne donnait que trop de sujets de mécontentement à son rival, par ses violations des traités. Charles attendit le moment favorable ; la fortune ne lui manquait jamais. Eudes, avec toute son habileté et son courage, succomba et fut forcé de racheter, par des trésors, une paix douteuse, qui ne garantit que pour un moment la trop malheureuse Gascogne contre ses maux éternellement renaissants.

CHAPITRE IV.

L'invasion des Sarrasins. — Eudes délivre Toulouse et remporte une victoire sur eux. — Charles lui inspire des craintes. — Eudes fait une alliance avec le Sarrasin Munuza. — Il lui donne sa fille. — Abdérame arrive. — Il détruit Bazas. — Il pille et brûle Bordeaux. — Bataille à Poitiers. — Abdérame tué. — Massacre des Sarrasins. — Murs des Sarrasins à Bordeaux. — Tour de Cordouan. — Eudes meurt. — Ses enfants se reconnaissent vassaux de Charles Martel, qui agit en roi. — Charles meurt. — Hunold se révolte contre les enfants de son suzerain. — Pepin et Carléman ravagent ses États. — Hunold abdique en faveur de son fils, Waïfre.

DE 718 A 750.

Une triste fatalité pesait sur l'Aquitaine ; elle ne devait pas être heureuse. La trompette des guerres intérieures ne se tait que pour un moment et que pour sonner un peu plus tard l'invasion de l'étranger. Les Sarrasins, vainqueurs en Espagne, débordent sur le pays comme le torrent de nos montagnes, et arrivent, sous la conduite de l'émir Zama, jusqu'au centre de la Gascogne et même aux portes de Toulouse. Eudes accourt, délivre la ville et remporte la victoire sur l'émir, qui y perd la vie. La joie du vainqueur ne fut pas longue ; il avait humilié les Sarrasins, mais il avait réveillé la jalousie de Charles, qui craignait sa puissance et qui n'aspirait, malgré les traités, qu'à l'humilier à son tour, et même à lui ravir ses États. Eudes devinait bien la pensée de son rival ; et prévoyant l'orage, il fit un traité avec les Sarrasins, qui lui inspiraient moins de craintes que l'ambitieux duc de Neustrie. Un jeune émir de Mauritanie, Munuza, accepta les propositions d'Eudes : un traité offensif et défensif eut lieu, sous l'étrange condition qu'Eudes donnerait à cet enfant de l'Afrique sa jeune fille, la belle Lampagie. L'ambition et la peur étouffèrent la

Livre II.

710.

*Hist. générale
du
Languedoc,
tome 1^{er}.*

Livre II.
Chap. 4.

voix de la nature et de la foi : le père chrétien donna son enfant au disciple de Mahomet !

Isid. Pacens,
épit., p. 17.
Coude,
tome 1^{er}.

Munuza avait, dans ce traité, des vues personnelles ; il voulait se rendre indépendant et s'asseoir sur le trône des Visigoths, en Espagne. Ses desseins furent dévoilés ; Abd-er-Rahman, mieux connu sous le nom d'Abdérame, nommé chef des Sarrasins, réunit ses troupes, poursuivit Munuza comme traître et allié des chrétiens, et l'assiégea dans Puycerda. L'infortuné gendre d'Eudes se vit sans ressource, sans espoir ; il se précipita du haut d'un rocher, et aima mieux finir ainsi sa vie que se livrer à ses implacables et fanatiques compatriotes. Sa femme, Lampagie, fut envoyée à Damas et prostituée au harem du calife.

731.

Abdérame était tout fier de ses succès et croyait avoir détruit les espérances d'Eudes ; sachant d'ailleurs que celui-ci était aux prises avec Charles, il crut le moment favorable pour une invasion dans la Gascogne. Il rassembla des forces imposantes et se mit à leur tête comme général de l'armée et missionnaire de sa foi ; la gloire et le fanatisme l'animaient dans son entreprise. La décadence de la monarchie française servait d'appât à son ambition, et le triomphe du mahométisme sur les divines doctrines du Christ était l'objet de ses fanatiques vœux. Les villes, les villages, tombèrent à son approche : les populations abandonnèrent leurs foyers et leur patrie ; on ne voyait nulle part que la désolation et l'effroi, car ces hordes sauvages étaient précédées de la terreur et escortées de la mort ! Aire, Bazas, furent entièrement détruites ; les autres villes eurent un sort également malheureux ; et, enfin, à travers des scènes de carnage et d'horreurs de toute sorte, il arriva à Bordeaux, peu soucieux des troupes d'Eudes, qui, démoralisées par la terreur, se concentrèrent dans l'Entre-deux-Mers, et ne firent que surveiller sur la rive droite de la Garonne la marche triomphante de ces hordes musulmanes ; enfin, Eudes sortit de la ville et présenta la bataille à l'en-

Venuti,
Dissertation,
page 83.
732.

nemi ; elle fut sanglante. L'armée bordelaise fut écrasée. Bordeaux fut livré au pillage , le feu consuma les églises et les autres monuments de notre cité ; le riche monastère de Sainte-Croix fut dévasté et brûlé, les habitants massacrés par milliers, et le comte, ou gouverneur de la ville, immolé impitoyablement à la rage de ces forcenés. Rien ne fut respecté par ces ennemis de la civilisation et de la foi chrétienne. « Dieu » seul, dit Isidore de Béja, sait le nombre de ceux qui moururent dans cette journée. » Eudes y perdit les prestiges de plusieurs années de gloire ! (1).

Après avoir pillé Bordeaux , brûlé ses temples et renversé quelques pans de murs de la ville et quelques monuments, Abdérame alla ravager l'Entre-deux-Mers, et, enfin, traversa la Dordogne, toujours guidé par la fortune. Eudes défendit bien la rive droite ; mais accablé par des forces numériquement supérieures, il rétrograda encore vers Angoulême et Poitiers , en essuyant toujours des pertes considérables. La mort de Zama était bien vengée ; c'est ce que voulait Abdérame. Eudes, désespéré, recula vers Tours et finit enfin par joindre ses forces à celles de Charles : un danger commun effaça , pour un moment , de pénibles souvenirs, et cimenta par la crainte une amitié plus apparente que réelle. Charles lui-même craignait pour ses États ; sur lui seul semblait rouler le sort de la France et celui du christianisme. Il appela sous sa bannière tous les amis de la patrie et de la foi, et marcha à la tête d'une formidable armée, contre l'ennemi trop fier de ses triomphes, et chargé d'un immense butin, où brillaient l'or, l'argent et les précieuses pierreries des Bordelais vaincus. Déjà Saintes était devenue la proie des flammes ; Limoges se voyait menacée du même sort ; Poitiers pleurait ses faubourgs et sa riche basilique de Saint-Hilaire. La terreur régnait partout, et les plus riches provinces de la France étaient silen-

Livre II.
Chap. 4.

H. Martin,
Histoire,
tome 2.

Reinaud,
*Invasion
des Sarrasins*,
page 41.

(1) Quelques écrivains confondent à tort cette bataille avec celle de Poitiers. (Voir H. Martin, *Histoire de France*, t. 2).

cieuses comme un désert et parsemées de tombes comme un vaste cimetière.

Enfin, le moment arrive où va se décider le sort de la France et de l'Europe. Les deux armées se rencontrent dans une plaine entre Tours et Poitiers, non loin du lieu où le Dieu de Clotilde avait permis à Clovis de triompher des Visigoths. Le choc est terrible: les Sarrasins, supérieurs en nombre, se croient sûrs de la victoire; les Francs, aiguillonnés par le désir de la vengeance, par leur amour de leurs femmes, de leur pays et de leur foi, se ruent comme des désespérés sur leurs adversaires. Revêtus de fer, ils résistent, fermes et inébranlables, aux attaques vingt fois renouvelées des musulmans, et finissent par rompre leurs rangs. Eudes survient dans le moment et attaque les derrières, où étaient les femmes, les enfants et les trésors des Arabes; la confusion est à son comble, mais la victoire est encore incertaine. La bataille se prolonge jusqu'aux derniers rayons du jour; Abdérame voyant la fortune indécise s'avança généreusement au milieu des combattants; mais au lieu de la victoire, il ne rencontra qu'une illustre mort, la seule gloire qu'il n'eût pas encore obtenue. Les Sarrasins, consternés, se retirent en désordre et ne trouvent dans leur camp qu'un sol jonché de cadavres; ils s'enfuient avec précipitation dans les ténèbres, n'emportant rien que leurs armes (1). Leur fuite à travers des populations acharnées à

755.

(1) Si nous en croyons Paul, diacre, Abdérame avait 400,000 personnes à sa suite; il assure que les Sarrasins perdirent 375,000 combattants. Dans ce nombre, trop exagéré, sans doute, se trouvaient les femmes et les enfants.

Plus de vingt ans après cette célèbre victoire, le même écrivain (Isidore de Bêja) la chanta en vers rimés ou plutôt en assonances, tels que ces vers qu'on chantait plus tard au moyen-âge :

« Abderaman multitudine repletam
» Sui exercitus prospiciens terram,
» Montana Vaccorum dissecans
» Et fretosa et plana percalcans,
» Trans Francorum intus expeditat, etc., etc. »

leur perte ne fut qu'un massacre général; les prisonniers furent traités comme esclaves et partagés entre les chefs victorieux des Francs et des Gascons. Ils servirent longtemps à labourer les terres de leurs maîtres, à reconstruire les villes et villages qu'ils avaient renversés; et les endroits où il leur fut enfin permis de demeurer, conservent encore dans notre langue des noms qui en perpétuent le souvenir (1). Le lieu même de cette bataille reçut de ces infidèles le nom de *Catalens*, du mot arabe *catèle*, qui veut dire tuer, tuerie.

Eudes mourut bientôt après (735); Hunold lui succéda, conjointement avec son frère Hatton, au duché d'Aquitaine.

« Les ducs d'Aquitaine refusèrent longtemps de se soumettre à Pepin, pour des raisons de famille. Ils descendaient, dit Châteaubriand, d'Haribert, par Bogghis, famille illustre, qui s'est perpétuée jusqu'à Louis d'Armagnac, duc de Nemours, tué à la bataille de Cérignoles, en 1503. Ainsi les ducs d'Aquitaine venaient en ligne directe de Clovis; la force seule les put réduire à n'être que des vassaux d'une couronne dont leurs pères avaient été les maîtres..... C'était tout simplement une lutte entre la première et la seconde race. »

Les enfants héritèrent de la haine de leur père pour la dynastie mérovingienne, et auraient mieux aimé renouveler l'ancienne alliance avec les Sarrasins d'Espagne, que de re-

Livre II.
Chap. 4.

Jouannet,
Statistique,
tome 1^{er}.

*Études
historiques*,
tome 3, p. 245.

(1) Partout, dans le Bordelais et dans le Midi, on trouve des traces du passage des Sarrasins ou Maures. Du temps de l'abbé Baurein, on voyait à Bordeaux des murs qu'ils furent obligés de construire pendant leur captivité à la place de ceux qu'ils avaient renversés, et qu'on appelait *Murs Sarrasins*. N'est-ce pas ce peuple qui a laissé son nom au village de Sarcignan, près de Villeneuve, à ceux de Mauriac, de Maurian, Castelmoron, et à l'enclos qu'on a longtemps appelé à Bordeaux le clos Moron, où l'on bâtit plus tard l'hôpital de Saint-James? On croit aussi que ces Barbares ont séjourné à Hosten, ainsi appelé de *hostem*, ennemi. Selon une ancienne tradition, ce sont les troupes du calife de Cordoue qui, tombées au pouvoir des Francs, furent employées à construire, à l'embouchure de la Gironde, cette antique tour qu'on appelle encore, d'après eux, la Tour des Cordouans, dont nous parlerons plus bas. (Voyez *Variétés bordelaises*, t. 4, p. 153).

CHAPITRE V.

Waïffre. — Ses qualités. — Pepin jaloux de sa gloire. — Il aspire à la couronne. — Il se fait proclamer roi. — Waïffre refuse de le reconnaître. — La guerre. — Waïffre battu. — Rémistan déserte. — Il se repent. — Il est pendu. — Waïffre chassé. — Il est tué par les ordres de Pepin. — Son tombeau à Limoges, etc.

DE 750 A 768.

Liv. II.

750.

Après l'abdication de Hunold, Waïffre entra en scène ; il devait lutter en vain contre sa malheureuse destinée. Il avait tout ce qu'il fallait pour être un grand général : ses facultés intellectuelles n'étaient pas au-dessous de ses avantages physiques. Ses premiers pas dans la vie publique avaient été marqués par d'éclatants succès dans la Septimanie, contre les sectateurs du Koran. Il était, en outre, aimé du peuple et l'idole du soldat : tout semblait lui promettre un brillant avenir de gloire et de bonheur. Il n'y avait qu'un seul obstacle : Pepin était là ; il lui barrait le passage et frustrait ses espérances. Il était le premier ; il ne voulait point d'égal. Il était roi de fait ; il ne lui manquait que le nom ; il avait mis dans ses intérêts Boniface, et, par lui, le pape. Le consentement du chef de l'Église devait être pour lui, et aux yeux du peuple, la sanction de son pouvoir : le ciel en serait alors l'origine. C'était le *droit divin* en germe, sacrilège justification des plus injustifiables prétentions. Pepin y visait ; il envoya à Rome des ambassadeurs pour calmer les prétendus scrupules de sa conscience, et proposa au pape cette question : « Dans un » État où le roi était réduit à son titre et où la royauté était » au pouvoir d'un autre que lui, convenait-il de perpétuer » cette inutile séparation, et n'était-il pas sage de réunir le » titre à la royauté ? » L'astucieux Pepin prévoyait la réponse

Montesquieu,
Esprit des Loix,
liv. XXXI,
ch. 16.

du pape, qui dit : « Qu'il était, en effet, plus utile que le » titre de roi fût à celui qui exerçait la puissance royale. » Pepin convoqua les grands à Soissons; tous les Leudes et le peuple le saluèrent du nom de roi, et Boniface, l'apôtre du Nord, si aimé, si vénéré par les fidèles, lui donna, au pied de l'autel, l'onction sacrée, comme Remi avait fait à Clovis.

Livre II.
Chap. 5.

NOTE 15.

Pepin se fit proclamer roi : la comédie était bien jouée. Était-ce une nécessité sociale? Était-il un vrai usurpateur? L'Église eut-elle tort d'y prendre part? Questions assez délicates, et qui ont été diversement envisagées. Maître de la couronne, n'importe à quel titre, il fit raser la tête au faible monarque, et le condamna, lui et son fils, à végéter obscurs, délaissés, méprisés, au fond d'un cloître; il s'assit enfin sur leur trône, et consumma les longues et patientes prétentions de son père. Le jeune et fier Waïffre refusa de reconnaître la royauté usurpée de Pepin; de plus, il accueillit à Bordeaux Grippo, ou Griffon, troisième fils de Charles Martel, qui s'était réfugié auprès de lui. Pepin demanda qu'on lui livrât Griffon; Waïffre avait l'âme trop grande pour violer les devoirs de l'hospitalité ou pour trahir la confiance du prince persécuté; il refusa avec une noble fierté, et s'attira une longue série de malheurs et une fin déplorable.

NOTE 16.

Eginh.,
Annal.

L'astucieux usurpateur de la couronne de Childéric l'Imbécile, maintenant enfermé dans l'abbaye de Saint-Omer, dissimula pour quelque temps et retarda l'explosion de sa haine contre le magnanime Waïffre. S'étant enfin dégagé de ses embarras, il tourna les yeux vers l'Aquitaine; et dans un plaid, tenu au printemps de l'année 760 (1), il proposa une

760.

(1) *Placitum*, plaid. C'est l'assemblée générale des notables, où se discutaient les grandes affaires; c'était le germe de nos parlements : *Sic conventus regios, in quibus de summâ regni tractabatur placita dixerunt, quæ post Parlementa dicta.* (Jérôme Bignon, nol., lib. 1, cap. 37).

Ces *mûls* ou assemblées se tenaient au mois de mars, jusqu'en 755; depuis lors, elles ont lieu en mai; de là sont venus les mots Champ-de-Mars, Champ-de-Mai. (Petau, *Annales franques*).

Livre II.
Chap. 5.

expédition contre le jeune duc, dont la valeur lui inspirait des craintes, et les succès un ardent désir de se défaire d'un redoutable rival. Il était facile, il l'est toujours, de trouver des raisons ou des prétextes pour justifier nos passions ou légitimer nos écarts. Pepin n'en manqua pas : les Leudes et le peuple applaudirent aux belliqueuses dispositions de leur prince ; la guerre fut résolue et déclarée.

Nous voici arrivés à l'époque où commença cette funeste guerre, qui coûta tant de malheurs et entraîna à sa suite de si déplorables conséquences à Bordeaux et dans l'Aquitaine : elle dura jusqu'en 768, et signala sa marche par d'effroyables ravages. Waiffre voulait ressusciter la nationalité aquitanique ; il lança trois armées sur les terres des Francs, les éternels ennemis de la race d'Eudes. Pepin, tout furieux, franchit la Loire, pénètre dans l'Aquitaine, marche sur le Limousin, avance dans le pays situé entre la Dordogne et la Garonne, réduit Bordeaux, Agen, Périgueux, ravage les territoires qu'il parcourt, et porte partout le fer, le feu et la terreur dans ses courses dévastatrices. Pris à l'improviste, Waiffre ne sait que faire ; ses besoins l'avaient mis dans la nécessité de s'emparer des biens ecclésiastiques et des revenus du clergé. Pepin feint de vouloir, non seulement venger sa propre cause, mais aussi celle du clergé : il agissait en politique plutôt qu'en homme dévot ; il visait, dans ses démarches, à la popularité et à l'appui de l'Eglise. Waiffre promet de restituer ces biens ; et par de longues négociations, cherche des délais, afin de mieux se préparer à la résistance. Pepin accorde la paix à des conditions onéreuses ; Waiffre y souscrit, mais avec la volonté de ne pas les observer. Il réunit des forces imposantes ; et après avoir ravagé la Bourgogne et les terres franques, il retourna à Bordeaux, chargé d'un butin immense. Pepin, indigné, se mit en campagne avec une armée formidable, ravagea le Poitou et le Limousin, et marcha contre Bordeaux.

*Grandes
chroniques de
France,
édit. P. Paris.*

761.

*Histoire génér.
du
Languedoc,
tome 1^{er}.*

Waïffre, désireux de protéger cette ville, va au devant de son ennemi. Les deux armées se rencontrent aux portes d'Issoudun : le choc est terrible, le carnage épouvantable; mais les Gascons, dit le chroniqueur, *ayant tourné le dos, selon leur coutume*, les troupes aquitaniques furent taillées en pièces, et le courageux Waïffre obligé de s'enfuir avec les rares compagnies qui lui restèrent fidèles. Désolé, désespéré presque, il fit des propositions de paix. Pepin, qui avait juré sa perte, les repoussa avec mépris. Dans ces terribles conjonctures, Waïffre fit démanteler Poitiers, Limoges, Saintes, Angoulême et Périgueux, qu'il lui était impossible de garder; c'était un acte impolitique dont Pepin profita plus tard : c'était anéantir les obstacles qui auraient pu retarder la marche de son victorieux ennemi. Bordeaux était menacé; pour lui épargner les horreurs de la guerre, Waïffre remonte le long de la Dordogne, dans l'espoir d'attirer à sa suite ses ennemis et de sauver notre cité. Il désirait aussi engager les Francs dans un pays boisé et avantageux aux indigènes et aux rares troupes qui le suivaient dans sa retraite. Il se trompait dans ses prévisions; l'événement ne répondit pas à son attente. Dans cet état de choses, Rémistan, son oncle et son meilleur capitaine, l'abandonna; on n'en sait pas bien les motifs. Pepin l'accueillit avec bonheur, le combla de bontés et lui confia des postes importants, pendant qu'il parcourait lui-même l'Agenais, où les grands et les peuples s'empressèrent de lui prêter serment d'obéissance et de fidélité. Au printemps de l'année suivante, il réduisit Toulouse, et ne laissa à l'infortuné Waïffre d'autre refuge que les froides montagnes de l'Auvergne. Rémistan ne fut pas insensible à ces déplorables vicissitudes de la fortune : pressé par ses remords, et prévoyant la destruction complète de sa famille, que sa malheureuse désertion n'avait peut-être que trop hâtée, il s'éloigna du service de Pepin, accourut au secours des Aquitains, harcela longtemps, avec succès, les Francs; mais trop confiant

Livre II.
Chap. 5.

—
Frédegair,
Continuation,
chap. 130.

763.

763.

766.

Livre II.
Chap. 5.

—

Frédegair,
Continuation,
chap. 134.

Eginh.,
Annal.

768.

Histoire génér.
du
Languedoc,
tome 1^{er}.

Venuti,
page 110.

dans son bouillant courage, et voulant peut-être laver par sa bravoure les taches de sa conduite précédente, il courut en avant au milieu du danger, et tomba dans une embuscade. Sa double désertion méritait une punition exemplaire; elle la reçut. L'inexorable Pepin le fit pendre; c'était flétrir la famille en le condamnant à la mort des esclaves! Mais la mère, la sœur et la nièce de Waïfre furent conduites à Saintes et traitées avec respect. Waïfre lui-même, abandonné de tout le monde, sans secours, sans amis, sans soldats, sans espérance, fuyait devant son implacable ennemi : les bois et les cavernes étaient les lieux ordinaires de ses retraites. On le pourchassait comme une bête fauve; et cet homme, qui personnifiait si noblement la liberté de sa patrie, qui avait soutenu si vaillamment l'héroïque résistance des Aquitains contre un pouvoir oppresseur et usurpateur, cet homme tomba sous le poignard d'un traître dont il avait été l'ami! L'assassin, corrompu par l'argent de Pepin, n'osa pas l'attaquer en face; il le surprit dans le sommeil, la nuit du 2 juin 768, dans la forêt de Ver, sur le territoire de Périgueux. Ce que le sort des armes n'avait pu faire, ce que le courage ne put exécuter, Pepin le réalisa par une lâche trahison et la puissance de l'or. Il entra victorieux et triomphant dans la ville de Bordeaux.

Ainsi périt le dernier des ducs héréditaires de la dynastie d'Eudes; son courage et la légitimité de ses droits offusquaient les regards de l'usurpateur de la couronne mérovingienne. Un crime de plus était peu de chose pour un homme qui en avait commis bien d'autres, et dont la puissance garantissait l'impunité de ses forfaits. Débarrassé, dans le temps, de son frère Carloman, qui, pour des raisons réellement inconnues, se fit moine en Italie, il resta longtemps maître et sans rivaux; il réunit à la couronne la belle province d'Aquitaine, et devint le chef d'une nouvelle dynastie. Tout glorieux de ses succès, et heureux d'apprendre la mort de son redoutable rival, il

entra à Bordeaux en vainqueur ; mais se sentant atteint d'une fièvre ardente, il se fit porter à Poitiers et de là à St-Denis, où il offrit à Dieu, et suspendit dans le temple du patron de Paris, comme un trophée de ses victoires, les bracelets d'or que le meurtrier avait arrachés au corps ensanglanté de l'infortuné Waiffre.

Delurbe prétend que le corps de Waiffre fut enterré dans une prairie, près du lieu où est la Chartreuse à Bordeaux ; il se trompe, c'était le tombeau d'un certain juif, nommé *Caiphe*, nom qu'on a pris pour une corruption de *Waiffre*. Delurbe a copié cette singulière opinion de Thevet, *écrivain fort ignorant du XVI^e siècle et insigne menteur*, dit le P. Lelong dans sa *Bibliothèque*. Mézeray et Scipion Dupleix, écrivains peu sûrs et sans critique, adoptent la même erreur ; elle est encore reproduite de nos jours par la *Guienne Monumentale*, t. 2, p. 39, et par Thibaud, *Histoire du Poitou*, t. 1^{er}.

On raconte diversement la mort de l'infortuné Waiffre ; mais le récit le plus vraisemblable et le plus généralement adopté est celui du troisième continuateur de Frédegair, qui dit : « Le prince Waiffre fut tué par les siens, à l'instigation » du roi, d'après ce qu'on rapporte. » L'assassin, Waraston, était attaché à la maison du malheureux prince. L'auteur dont nous citons le témoignage écrivait d'après les ordres de Nibellung, fils de Childebrand, oncle de Pepin ; il était à même de savoir la vérité et mérite pleine créance dans les choses qui se rattachent à ce prince.

Le corps du duc fut enterré, non à Bordeaux, comme on l'a prétendu, mais dans l'église de Saint-Sauveur, aujourd'hui Saint-Martial, à Limoges. Waiffre avait fondé cette église et Louis-le-Débonnaire l'acheva. On voyait avant la Révolution, à l'extérieur de la chapelle, du côté méridional, où il était enterré, un bas-relief d'un style lourd et peu correct, en granit, d'environ 1 mètre de large sur 1 mètre 20 centimètres de hauteur. D'après les registres consulaires de Limoges, ce

monument avait été érigé en 832 ; il était vulgairement appelé dans le pays la *chiche*, ou grande chienne, représentant une lionne couchée et tenant entre ses pattes deux lionceaux qu'elle allaitait. Sur la lionne était représenté un homme, en attitude de la presser sur ses petits. Au bas de ce bas-relief on voyait encore, en 1575, une plaque de cuivre sur laquelle on lisait ces vers allégoriques en guise d'épithaphe :

Alma læna duces parit atque coronat,
Opprimit hanc, natus Waiffr, malesanus alumnam,
Sed pressus gravitate luit sub pondere pœnas.

Ce monument n'était que l'expression d'une injuste haine contre Waiffr, prince légitime d'Aquitaine. Il fit du mal à sa patrie ; mais c'était par nécessité et pour défendre ses droits contre l'usurpation : La lionne représentait l'Aquitaine ; les lionceaux, c'étaient les généraux aquitains ; l'homme assis sur la lionne, c'était Waiffr, qui oppressait sa patrie et ses enfants, et qui gisait là en expiation de ses forfaits. L'abbé Baurein a donné sur ce sujet une assez intéressante dissertation. (*Variétés bordelaises*, t. 3, p. 305).

CHAPITRE VI.

Mort de Pepin. — Partage du royaume. — Hunold sort du monastère. — La guerre. — Charlemagne bâtit Fronsac. — Hunold prisonnier. — Squirs, ou La Rèole. — Expédition en Espagne. — Charlemagne à Casseneuil. — Roncevaux. — Rolland tué. — Il est enterré à Blaye. — Son cor d'ivoire à Saint-Seurin. — Charlemagne fait pendre le duc des Vascons. — Organisation administrative et politique de l'Aquitaine. — Sages règlements à Bordeaux du temps de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire.

DE 768 A 789.

La mort de Waifre éclaircit l'horizon politique : l'Aquitaine respire, le vainqueur fait éclater sa joie ; mais cette joie fut passagère. Il mourut la même année, après avoir partagé ses États entre Charles, qui devait occuper une si grande place dans l'histoire, et Carloman, qui devait à peine régner. Pepin voulait l'unité du royaume ; mais il n'eut pas le temps de la réaliser. Il se conforma, en mourant, au vieux et impolitique usage des Germains ; il partagea son royaume. La Vasconie, ou la plus importante partie de l'Aquitaine, échut à Charles, qui, désireux d'avoir dans cette portion de ses États un représentant qui fût l'ennemi de Hunold et des amis de Waifre, fit choix de Loup, fils du malheureux Hatton, à qui Hunold avait fait crever les yeux, et le nomma duc des Gascons ; mais duc amovible et relevant de la couronne. Il nomma en même temps Seguin, ou Segwin, comte ou gouverneur de l'importante place de Bordeaux.

L'assassinat de Waifre parvint aux oreilles du vieux Hunold ; il sort du monastère où il avait séjourné depuis vingt-trois ans dans la pénitence. Animé d'un vif sentiment de ven-

Livre II.

—
768,
24 Septembre.

*Charte
d'Alaon.*

*Daniel,
Histoire
de France.*

Livre II.
Chap. 6.

geance, il échange le froc contre la cuirasse, reprend sa femme et son épée, rappelle autour de sa bannière ses anciens amis, tous les mécontents, et se prépare à venger la mort de son fils et la liberté de sa patrie. On accourt à la voix du moine-soldat; et les Gascons, endormis, comprimés sous le pesant sceptre de Pepin, semblent enfin ressusciter à la gloire. Cette subtile, imprévue et singulière révolution, alarma les rois francs; ils préparent une formidable armée, que Charles conduit à Angoulême et de là sur les bords de la Dordogne, où se trouvait le vieux Hunold. Il campe sur une hauteur qui domine les pays d'alentour, s'y fortifie, et ce lieu conserve encore le nom de Fronsac (*Francorum arx*), qui rappelle l'expédition de Charlemagne (1).

Aimoin,
De Gest. franc.
lib. IV.
769.

Le vieux moine se sentant trop faible pour résister aux formidables forces des Francs, recula jusques dans le Bordelais, et mit la Garonne entre lui et ses ennemis. Charles, sachant que Hunold s'était retiré en Gascogne, à *Benearnum* (Lescar), fait sommer le duc Loup de lui livrer l'auteur de l'insurrection, si non, qu'il allait marcher sur la Gascogne pour le déposséder de son duché. Loup tenait à son duché: il voulait être hospitalier; mais il cessa de l'être par bassesse, et livra aux exigences de Charles le moine-soldat avec sa femme. Ils furent emprisonnés, par le victorieux Charles, à Fronsac.

769.

Deux ans plus tard, Hunold recouvra sa liberté et se sauva auprès du roi des Lombards. Les Gascons, attachés à leurs anciens maîtres et indignés de la lâcheté de Loup et de sa trahison de Hunold, se levèrent en masse, se révoltèrent contre l'autorité d'un traître, esclave de l'étranger, et contre le joug des Francs, qui leur paraissait insupportable; ils élu-

*Charta
Alaonis.*

(1) Guinodie, dans son *Histoire de Libourne*, t. 3, p. 160, en donne d'autres étymologies inadmissibles. La *Guienne Monumentale*, t. 1, dit que Hunold finit ses jours dans le château de Fronsac; c'est une erreur: il s'échappa et se retira en Lombardie.

rent pour duc un autre Loup (1), fils de Waïffre, qui avait échappé par miracle au fer homicide de Pepin et de Charlemagne; il avait pris part au soulèvement de Hunold, et se voyait maintenant accueilli avec des transports de joie par les vieux Gascons, toujours patriotes, toujours amis de la vieille race de leurs maîtres et de la liberté de leur pays.

Charlemagne, engagé dans la guerre des Lombards, dissimule sa colère contre les Gascons, qui avaient noblement relevé le drapeau national; et pour ne pas se créer de nouveaux embarras, il confirme le nouveau duc et reçoit de lui le serment accoutumé, que sa fierté aurait refusé s'il n'eût pas craint les vastes préparatifs que Charlemagne faisait contre l'Espagne.

La gloire du roi franc était immense; la renommée portait partout son nom, son courage et ses victoires. Le calife de Bagdad implora son secours contre celui de Cordoue, qui lui disputait le vicariat de Mahomet. Charlemagne lui promit assistance contre son rival, dans l'espoir, peut-être, de les abattre tous deux. Il rassembla ses forces, arriva dans nos contrées, fonda le monastère de *Squirs* (La Réole), et s'arrêta, au printemps de l'année 778, au château royal de Casseneuil (Sainte-Livrade), dans l'Agenais, pour y faire ses Pâques (2). Bientôt après, il se mit en marche pour l'Espagne : son oncle, Bernhard, y pénétra par la Catalogne; Rolland commandait

Livre II.
Chap. 6.

775.

778.

(1) Charibert, roi d'Aquitaine et frère de Dagobert I^{er}, avait de sa femme, Gisèle, fille d'Amandus, duc des Vascons, trois fils : Chilpéric, Boggis et Bertrand. Boggis fut duc d'Aquitaine, Eudes était son fils. Eudes eut trois fils : Hunold, Hatton et Remistan. Hatton devint comte de Poitiers; il fut père de Lupus, ou Loup, duc de Gascogne; Loup eut une fille nommée Adèle; Hunold devint duc d'Aquitaine à la mort d'Eudes; Waïffre était son fils. Waïffre épousa Adèle, et de cette union sortit Loup, duc de Gascogne, celui dont nous parlons.

(2) Quelques écrivains disent que ce fut à Casseuil, près de Caudrot, que Charlemagne passa ses Pâques, et que la reine Hildegarde voulut y demeurer pour faire ses couches. Ceci touche de près à l'histoire locale; nous croyons devoir y consacrer une note.

l'avant-garde, Oger l'arrière-garde, et lui-même marchait au centre; il fit abattre les murailles de Pampelune; et après avoir étendu la domination des Francs sur tous les pays qui se trouvent depuis les Pyrénées jusqu'à l'Èbre, reprit le chemin de la Gascogne avec des ôtages et un riche butin. Mais un cri s'élève dans les montagnes des Escualdunacs (Basques) : la Navarre, les Asturies, tous les peuples du versant méridional des Pyrénées, se lèvent en masse; et indignés de l'invasion des Francs, accourent pour venger la honte et l'humiliation de leur patrie commune (1). Le combat s'engage vers quatre heures de l'après-midi, dans une riante plaine qui s'étend jusqu'à la vallée d'Erro, entre les villages de Roncevaux et de Burguette. Le corps principal était entré dans le défilé; l'arrière-garde se déployait dans la vallée, sans soupçon, sans crainte; les Vascons tombent à l'improviste sur ces troupes étonnées et en désordre; ils les dispersent, pillent les bagages et massacrent tous les hommes, jusqu'au dernier, dit Eginhard. Ceux qui purent fuir portèrent le désordre dans l'avant-garde; des embûches avaient été dressées sur les crêtes des montagnes et dans les bois qui en tapissaient les flancs. Les pierres, les rochers, les flèches, les projectiles de toute sorte, tombaient comme la grêle sur les soldats francs, fatigués, se pressant en désordre les uns sur les autres et poursuivis avec acharnement par les agiles habitants des montagnes, nullement embarrassés de leurs armes légères, rendus plus ardents par l'appât du pillage et le désir de la vengeance, et plus confiants par les

(1) On a publié naguère le chant patriotique basque d'Altobiscar (montagne basque). Le prieur d'un couvent de Saint-Sébastien le donna au fameux La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France, après la capitulation de cette place, le 5 août 1794. Il passa des mains du grenadier dans celles de Garat, membre de l'Institut, qui le donna à M. Eugène Garay de Montglave, à qui nous en devons la publication. M. Aug. Chaho, dans son *Histoire des Basques*, t. 1, p. 57, en a donné une élégante traduction, qui fait honneur au beau talent de cet illustre Basque. L'espace nous manque pour l'insertion de cette pièce, qui appartient plutôt à l'histoire générale des Francs.

succès qui se renouvelaient à chaque instant de cette nuit fatale. L'empereur, qui marchait à la tête de ces troupes, fut averti du combat par le bruyant son de l'oliphant (cor) de Rolland ; il s'arrêta et voulut revenir sur ses pas ; mais la nuit avait déjà jeté son voile sur la nature. Il y avait des dangers réels à s'arrêter en route ; le salut était dans la retraite. Il continua sa marche. Le lendemain, on chercha les Vascons ; ils avaient disparu. Grâce à leur admirable agilité et à leur connaissance des montagnes, ils échappèrent à de sanglantes représailles. Le sol était jonché de cadavres ; Charlemagne fit chercher le corps de Rolland, comte maritime de Bretagne (1). Rolland s'était mis à la tête de ses braves ; il y rencontra la mort, que sa vaillante épée avait souvent cherchée sur le champ de bataille. Sa gloire lui a survécu ; et grâce aux romanciers et à la brillante plume d'un immortel poète, son nom est parvenu, à travers les siècles, jusqu'à nous, entouré d'une auréole de gloire et des prestiges d'une impérissable renommée. En lisant Arioste, on se rappelle Alexandre attendri sur la tombe d'Achille, et s'écriant : « Repose en paix, » jeune homme ; plus heureux que d'autres, tu as trouvé un » poète. Il y a plus de héros que d'Homères. » Triste et abattu, Charlemagne ne retrouve plus la moitié de son armée, ni ses magnanimes généraux, ni l'immense butin qu'on avait enlevé aux Espagnols : ses chariots ne portaient plus ses richesses, mais les cadavres de ses fidèles amis ; ses tentes étaient en-

(1) Rolland, selon M. de Peyronnet, *Histoire des Francs*, t. 3, p. 301, et plusieurs autres écrivains, et surtout les romanciers, était fils de Berthe et neveu de Charlemagne. D'autres prétendent qu'il n'était pas le neveu de l'empereur ; car les frères de ce prince ne laissèrent pas d'enfant, excepté Carloman, dont les deux fils moururent sans postérité, et sa sœur unique, Gisla, prit le voile, dès l'âge de quinze ans, dans l'abbaye d'Argenteuil.

« *Erat ei soror unica nomine Gisla, a puellaribus annis religiosæ conversationi*
» *mancipata quam ut matrem magna coluit pietate ; quæ etiam paucis ante obitum*
» *illius annis in eo quo conversata est monasterio discessit.* »

levées; ses chevaux paissaient l'herbe ensanglantée de la plaine; le désespoir planait sur toute cette vallée de Roncevaux, dont le nom rappelle tant de tristes souvenirs. Charlemagne fait enterrer les soldats morts, et l'église de Sainte-Marie reçoit les dépouilles mortelles du grand maître Eghard et du connétable Aucelot. Profondément affligé, ce prince reprend le chemin de la France, et fait inhumer à Arles un grand nombre de ses compagnons d'armes. Arrivé à Belin (l'ancienne *Belindi* de Pline), près Bordeaux, il y fait enterrer, selon l'archevêque Turpin, Oger le Danois, Guérin de Lorraine et Araston ou Arastagni, duc de Bretagne (1). Il fait porter les autres corps et ceux d'entre les blessés qui moururent en route, à Bordeaux, dans l'un des plus anciens et des plus célèbres cimetières de France, celui de Saint-Seurin. Quant au corps de Rolland, il fut enseveli dans l'église de Saint-Romain, à Blaye, où Charibert avait déjà sa tombe. On dit qu'on mit sa fameuse Durandal à sa tête, et son oliphant, ou trompette d'ivoire, à ses pieds; c'est une erreur : son épée (la Durandal) et son cor d'ivoire furent déposés à Saint-Seurin. La Durandal fut envoyée plus tard, par les chanoines de Saint-Seurin, à l'empereur; mais le corps fut confié à la respectueuse vénération et garde des Blayais (2). Charlemagne,

(1) Il y avait autrefois à *Belindi* un temple de *Bel* (le soleil); c'est de là que vient le nom *Belin*. Cette ville était célèbre dans le moyen-âge par son hospice pour les pèlerins, et un château où naquit, dit-on, Éléonore de Guienne, et où les rois anglais percevaient certains droits. (Voir p. 13.)

(2) Les Basques disent que le corps de Rolland fut enterré à Roncevaux. Voici ce que dit Mousques de l'épée :

Grande
Chronique de
France,
t. 2, page 275.

Mais por tant qu'elle estait si bonne
L'en ostèrent puis li kanonne
Si l'envoyèrent Carlemagne,
Qui grant joie et grant dol en maine.

VERS. 9024.

D'après un manuscrit d'Oxford, Rolland, avant d'expirer sur le sol ennemi, essaya

touché de l'accueil fait à Blaye aux vénérables restes de son regrettable ami, Rolland, affranchit les habitants de cette ville, et les chargea, eux et leurs successeurs, de nourrir et d'habiller trente pauvres, et de chanter tous les ans, le jour de l'anniversaire de la bataille de Roncevaux, une messe pour l'âme de Rolland et de ses infortunés compagnons d'armes. Voulant pourvoir au maintien et à l'exécution de ces pieuses dispositions, l'empereur accorda à l'église de Saint-Romain le droit de lever un certain impôt sur la ville et sur toutes les terres des environs, dans un rayon de six lieues (1).

Livre II.
Chap. 6.
—
*Grandes
Chroniques,*
tome 2, p. 297.

de briser son épée, Durandal ; mais ne le pouvant pas, il l'a posa, avec son olifan, sur sa poitrine, et rendit ainsi son âme à Dieu :

Sur l'erbe verte si es culchet adenz
Desus lui met l'espée e l'olifan.

(*Histoire littéraire de la France*, t. 22, p. 731).

Mousques parle aussi des héros enterrés à Arles et à Bordeaux :

A ciels tous estoient conté
Doi cimentiere in dignité,
L'uns iert à Arles en Aliscans
Et li otres si fu moult grans
A Bordeaux que Dieux benei, etc., etc.

Quand Delurbe dit que le corps de Rolland fut porté à Saint-Seurin, c'est de son cor d'ivoire qu'il voulut parler. Le chant de Rolland n'a pas d'importance historique. Cependant, il eut la puissance d'exciter d'une manière étonnante, d'encourager et d'enflammer l'ardeur des Normands, quand ils débarquèrent en Angleterre. Le poète saxon qui mit en vers la vie de Charlemagne, nous apprend que le peuple aimait ce chant :

Est quoque jam notum vulgaria carmina magnis
Laudibus ejus avos et proavos celebrant
Pipinos, Carolos, Hludovicos et Theodicos
Et Carlomanos, Hlotariosque canunt.

La colonne élevée à Roncevaux, en mémoire de cette bataille, fut renversée en 1794 par les troupes de la république française.

(1) C'est en revenant de Roncevaux que Charlemagne fonda le Mont-de-Marsan, au *Cap de Mars*. Le pays entre la Douze et le Midou portait alors le nom de *Cap de Mars*. Il y avait un temple de Mars, où l'on représentait les amours de ce dieu avec Vénus, et le courroux de Vulcain appelant tous les dieux pour être témoins du crime de sa femme ; ils riaient de sa honte !

Livre II.
Chap. 6.

Gaillard,
Histoire
de
Charlemagne.

Charlemagne séjourna quelque temps à Casseneuil, auprès de sa femme, et fit des préparatifs pour accabler du poids de sa vengeance les Vascons, vainqueurs à Roncevaux. Mais craignant de s'engager dans les défilés des Pyrénées, il envoya quelques fidèles serviteurs, qui, par divers artifices, réussirent à enlever le duc Loup et à le conduire, pieds et poings liés, devant leur prince courroucé. Le pauvre Loup fut sacrifié à la vengeance, comme traître et complice de l'insurrection vasconne : sans égard pour son caractère souverain, sans formes judiciaires, sans respect pour le patriotisme de cet ami de la liberté de sa patrie, et pour sa propre dignité, foulant aux pieds le droit des gens, oubliant qu'il était tout à la fois un prince, un patriote et un guerrier, Charlemagne, on rougit de le dire, lui fit éprouver le même sort que Pepin fit subir à son oncle ; il le fit pendre à un gibet comme un infâme ! (1).

Charlemagne organisa l'administration d'une manière nouvelle ; il partagea la Vasconie en deux duchés, avec des subdivisions territoriales, gouvernées par des comtes sous les ordres des ducs (2), et rétablit le royaume d'Aquitaine en

Charte
de
Mont-de-Marsan,
traduction de
Hatoulet.

Marca,
lib. I, ch. 26.
781.

Astronome,
Vitâ Ludov.

(1) Jam dictus Lupus captus miserè vitam in laqueo finivit. (La Charte d'Alaon).

(2) D'après la première Charte de Mont-de-Marsan, il divisa l'Aquitaine en *consulies* et *proconsulies*. L'institution des comtés, ou *consulies*, date d'Auguste, et fut maintenue par les Visigoths dans nos contrées ; tombée en désuétude pendant les guerres, Charlemagne la rétablit. Il y mit deux ducs, celui de Toulouse, dont la juridiction s'étendait sur les anciennes circonscriptions métropolitaines de Bourges, Bordeaux, Narbonne et la marche d'Espagne. Le duché de Vasconie était borné à la seule province ecclésiastique d'Eause, ou l'ancienne Novempopulanie ; et dans chaque diocèse ou ville principale, il y avait un comte ; chaque comte avait le commandement des troupes, l'intendance des finances et l'administration de la justice, qu'il pouvait exercer par des subordonnés. Dans ses audiences, il avait pour assesseurs des juges inférieurs, appelés *juniores*, pour les distinguer de juges plus élevés en dignités, qu'on appelait *seniores*, d'où est venu le terme seigneur, et plus tard celui de *senescal*. Ces assesseurs étaient les vicaires, les *centeniers*, les *échevins* plus tard. Les vicaires, *vicarli*, d'où vint plus tard le nom de *viguier*, ou *beguer*, ou *beguey* en patois, étaient les lieutenants du comte, dont le gouvernement était divisé en *vigueries*, qui, à leur tour, furent aussi subdivisées en *centuries*, gouvernées par un *centenier*. Le principal *viguier* s'appelait parfois *ridame*, *rice-dominus*.

faveur de son fils, à peine âgé de trois ans. Cette mesure flatta beaucoup la vanité nationale des Aquitains; ils avaient un roi né au milieu d'eux, un Aquitain de plus, un ami de sa patrie. On lui donna un conseil composé d'Aquitains; et Chorson, duc de Toulouse, fut nommé le chef de cette régence, le directeur supérieur de cette royauté infantine.

Jusqu'ici Charlemagne n'apparaît aux yeux de l'historien que l'instrument de la Providence; il est sévèrement jugé par les uns, admiré, préconisé par les autres: cruel, impudique, dit celui-ci; grand politique et homme de la civilisation de son siècle, dit celui-là; tous conviennent cependant qu'il a été grand homme, et que ses ordonnances et ses actes portent l'empreinte d'une profonde sagesse, et nous le montrent comme un grand prince, grand législateur et grand guerrier. Voici quelques règlements en vigueur à Bordeaux en 789; on peut juger de leur heureuse influence sur le développement intellectuel et moral des esprits :

« On ne doit prêter serment qu'à jeun; les parjures ne peuvent plus être admis au serment.

» L'évêque est exhorté à établir de petites écoles pour apprendre à lire aux enfants, et d'autres écoles supérieures, dans l'église cathédrale et les monastères, où l'on enseignera les psaumes, les notes, le chant, l'arithmétique et la grammaire.

» Les moines et les clercs n'iront point aux plaids laïques.

789.

vice-comes, etc., etc. L'hôtel des *begueys*, ou des *viguiers*, se trouvait, au XIII^e siècle, au coin de la rue du Cerf-Volant et de la rue d'Enfer. Il appartenait plus tard aux d'Alhan, et après eux, par mariage, aux Lansac. Dans un titre de 1454, Ramon Andron, seigneur de Lansac et de Taste, se qualifiait de seigneur de la *Taula de Beguey*. Le mot *taula*, dans les *anciennes Coutumes de Bordeaux*, signifiait une maison noble non titrée.

Nous trouvons aussi dans ce temps l'institution du *Missi dominici*, commissaires du prince, clercs ou laïques, qui surveillaient les comtes, les officiers royaux et même les prélats. Cette institution servit admirablement les vues et les projets administratifs de Charlemagne.

Livre II.
Chap. 6.

» Que les officiers de la justice jugent premièrement les
» causes des mineurs et des orphelins ; qu'ils ne fassent ni
» parties de chasse, ni banquets les jours des plaids.

» Que les nonnains ne vivent pas sans règles ; que les ab-
» besses et les nonnains ne sortent pas de leur monastère sans
» l'ordre de l'évêque ; qu'elles n'écrivent ni fassent écrire des
» lettres d'amour.

» Que tous viennent à l'église les dimanches et fêtes, et
» qu'on n'engage pas les prêtres à célébrer la messe dans les
» maisons particulières. » Cette restriction était pour les ri-
ches, qui s'affranchissaient de leur évêque par le moyen d'un
chapelain.

« Le péché d'ivrognerie est expressément défendu à tous.

» Que l'évêque, abbé ou abbesses n'aient ni couples de
» chiens, ni faucons, ni éperviers, ni jongleurs.

» Les pauvres ne doivent point gîter aux places ni carre-
» fours, mais se faire inscrire aux églises.

» Les lépreux doivent être sequestrés du reste du peu-
» ple (1).

» Diverses superstitions sont défendues, entre autres le
» baptême des cloches. »

Ainsi on voit qu'on bénissait les cloches, et que l'on appe-
lait alors ces bénédictions des baptêmes, terme qui s'emploie
encore, mais que le peuple plus éclairé ne regarde pas comme
semblables au baptême des enfants. On apprend aussi que les
léproseries, ou *ladrerries*, qu'on retrouve partout dans le XIV^e,
XV^e et XVI^e siècle, existaient du temps de Charlemagne. Ces
sages règlements furent confirmés par Louis le Débonnaire et
exécutés à Bordeaux, avec une rigueur étonnante, par l'évê-

Hérodote,
liv. II.

(1) Hérodote dit que les lois des juifs sur la lèpre ont été tirées de la pratique des
Egyptiens ; elles étaient nécessaires au climat. Les croisades nous ont apporté la
lèpre ; cependant, il résulte de la loi des Lombards, que cette maladie était répandue
en Italie avant les croisades ; elle y avait été apportée, selon Montesquieu, par les
conquêtes des empereurs grecs, dans les armées desquels il y avait sans doute des
milices de la Palestine et de l'Egypte.

que de cette ville, Sichaire, favori du jeune empereur ; ils sont en substance dans les *Capitulaires* de ce grand prince et de son fils.

En voici encore un petit extrait :

« Si un comte ne rend pas justice dans son comté, les *missi*, ou commissaires des princes, s'installeront dans ses logis jusqu'à ce que justice ait été rendue.

» Pour un premier vol, on perdra un œil ; pour un second, le nez ; pour un troisième, la vie.

» Le droit d'asile ne doit pas profiter aux homicides et autres coupables, qui doivent mourir selon les lois ; s'ils se réfugient dans une église, on ne leur donnera pas à manger, pour les obliger à sortir.

» Le parjure est condamné à perdre la vie, si son crime est prouvé par *l'épreuve de la croix*.

» Les esclaves doivent être vendus en présence de l'évêque ou du comte, de l'archidiacre ou du centenier, du vicaire de l'évêque ou du vicaire du comte, ou, au moins, de personnes notables. Nul ne vendra d'esclaves hors des marchés du royaume, à peine de payer l'amende ou de devenir esclave lui-même, s'il ne peut pas payer. »

Tous les *Capitulaires* et ordonnances de Charlemagne méritent, à tous égards, l'attention des politiques et des historiens. On y voit les mœurs de l'époque, la haute sagesse de ses vues pour l'administration politico-religieuse de ses États, et l'infatigable activité de cet homme étonnant, le conquérant de l'Occident, le dominateur de l'Europe, l'effroi des méchants, le politique profond, qui savait faire trêve à ses grandes et innombrables affaires pour descendre jusqu'aux plus petits détails de l'administration de ses palais, de ses jardins, de ses étables. Dans tout ce qu'il a fait, on admire sa vaste intelligence et la haute portée de ses ordonnances.

« On ne doit pas, dit-il, prendre des maires des villas » royales parmi les hommes puissants, mais parmi les gens

» de médiocre état, parce qu'ils sont plus fidèles. » C'était une mesure sage, parce que les intendants puissants faisaient tourner à leur profit les travaux des esclaves et s'appropriaient souvent les revenus qu'on leur confiait.

On remarquera que depuis Pepin, le sou d'argent remplace habituellement le sou d'or, et qu'on ne connaît pas de monnaie d'or carlovingienne. On a dit que Pepin supprima le sou d'or; c'est une erreur : les chroniqueurs parlent souvent de sous d'or depuis le règne de ce prince. Sous Pepin, le sou d'argent valait 4 fr. 46 c. ; sous Charlemagne, 4 fr. 35 c.

Les Capitulaires de 805-806 contiennent d'autres articles intéressants. Les officiers royaux devaient empêcher que les gens puissants n'accablent et oppriment les pauvres. Il ne faut point honorer les saints nouveaux sans l'approbation de l'évêque. Toute monnaie autre que celle du palais, est supprimée à cause des faux-monnoyeurs. Les dîmes devaient être divisées en quatre parties : une pour l'évêque, une pour les clercs, la troisième pour les pauvres, la quatrième pour les fabriques de l'Église. On ne doit pas mettre à mort les enchanteurs, devins, magiciens, etc., etc., mais les garder en prison. On ne doit rien acheter d'un inconnu. L'évêque doit siéger avec le comte pour les affaires mixtes.

D'autres articles interdisent l'usure, les accaparements, et établissent un maximum sur les denrées. Le Capitulaire de 803 veut que le peuple soit consulté sur les modifications de la loi (1). Celui de 824, art. 5, statue que les additions faites à la loi salique, *du consentement de tout le monde*, soient regardés comme de véritables lois (2). Le Capitulaire de 864 dit que la loi se faisait du consentement du peuple et par la

(1) *Populus interrogetur de capitulis quæ in lege noviter addita sunt, et postquam omnes consenserint, subscriptiones faciant.*

(2) *Generaliter omnes admonemus, ut ea quæ legi salicæ per omnium consensum addenda esse censuimus... pro lege teneantur.*

constitution ou sanction du roi (1). On voit par ces citations jusqu'où on poussait le respect pour le peuple, et qu'il était appelé à la confection des lois. Les serfs commencèrent alors à avoir comme un héritage leur cabane, leur jardin ou un lopin de terre qu'ils cultivaient; des tribus agricoles s'organisèrent à l'ombre du manoir féodal; des villages nouveaux se formèrent, et les invasions des Normands les forcèrent à fortifier les châteaux et les bourgs.

Livre II.
Chap. 6.

(1) *Lex consensu populi fit et constitutione regis.*

CHAPITRE VII.

Le duc Loup. — Chorson, de Toulouse. — Charlemagne empereur. — Ses démêlés avec les Vascons. — Son testament. — Ses dons à l'Église de Bordeaux. — Les Normands. — Bordeaux pillé, brûlé. — Le pays ravagé. — Frothaire, archevêque, transféré à Bourges. — Puissance des Normands dans nos contrées. — Ils quittent Bordeaux. — Nouvelle organisation. — La féodalité. — Les seigneurs. — Concession des fiefs et des formalités. — Des noms tirés des fiefs.

DE 787 A 830.

Livre II.

Plusieurs événements peu importants signalèrent la fin du VIII^e siècle. Les sanguinaires exécutions des Saxons et la mort infâme de leur duc, indignèrent tous les Vascons. La vengeance était dans tous les esprits, la haine dans tous les cœurs, et des cris de guerre contre Charlemagne et Louis, leur roi, dans toutes les bouches. Un soulèvement général eut lieu, et on élut Adalric pour succéder à son père, Loup, que l'empereur avait fait mourir. Les Bazadais, tous ceux qui habitaient les pays qui forment aujourd'hui les départements du Gers, des Landes, des Basses et Hautes-Pyrénées, se réunirent sous son sceptre. Le jeune duc entra en campagne contre Chorson, autrement dit Torsin, ou Horse par quelques-uns, duc de Toulouse; et s'étant rendu maître de sa personne, lui fit promettre qu'il ne porterait jamais les armes contre les Vascons. Mais Charlemagne ayant fait arrêter Adalric, le fit jeter en prison, et remplaça Chorson, à Toulouse, par Guillaume, que quelques écrivains regardent comme un saint, et dont les romanciers ont fait un chevalier errant. Ce nou-

vel attentat souleva tous les Vascons; l'empereur se vit forcé de relâcher son prisonnier, qui retourna dans sa patrie.

Livre II.
Chap. 7.

Pendant ces divers événements de la Haute-Gascogne, le Bordelais jouissait des bienfaits de la paix; Seguin (ou Siegwin) y administrait avec prudence. Charlemagne voulut se faire sacrer empereur par le pape; il aurait désiré gagner ce glorieux titre sur le champ de bataille; mais la gloire lui avait été infidèle à Roncevaux, et sa conduite dans la Saxe était comme une tache de sang et de boue sur sa bannière. Il se rendit cependant à Rome pour ses Pâques, et le pape Adrien lui donna, le jour de Noël, la couronne impériale, objet de ses vœux les plus ardents. Son fils Louis, à peine sorti du berceau, fut nommé roi d'Aquitaine; il se plaisait à Bourges et y résidait. L'empereur, pour illustrer cette ville, ordonna que toutes les affaires, tant ecclésiastiques que civiles, y fussent jugées en dernier ressort. De là vient le titre de primat d'Aquitaine que prend l'archevêque de Bourges, et qui, jusqu'au temps de Clément V, causa tant de discussions, tant de querelles, entre les métropolitains de Bourges et de Bordeaux.

800.

D. Devienne,
page 19.

Les grands développements que prit l'ambition de Charlemagne semblèrent aux Aquitains une annonce de leur future et prochaine dépendance; ils s'en alarmèrent au point qu'il y eut des insurrections partielles dans différents endroits, mais qui furent bientôt comprimées. Burgundio, Vascon de naissance, comte de Fézensac, mourut en 802; Charlemagne donna ce comté à Lieutard, Franc d'origine. Les Gascons se révoltèrent, et firent périr, *sous le fer et le feu*, les gens de Lieutard; mais tous ces soulèvements n'étaient que les accès passagers d'une fièvre de nationalité. L'énergie du caractère gascon était brisée par les convulsions intestines, le dépit d'une valeur impuissante et les attaques du dehors, particulièrement celles des Normands et Danois, qui, se confiant à leurs légères barques d'osier, recouvertes de cuir, venaient ravager

802.

Livre II.
Chap. 7.

Louis, après avoir réglé l'administration et divers intérêts à Pampelune, reprit la route de l'Aquitaine par la vallée d'Aspe : le souvenir de Roncevaux était encore vivace ; il craignait le sort du regrettable Rolland, à *la gorge du massacre*. L'occasion paraissait bonne aux Vascons ; ils voulaient venger d'anciens torts et regagner leur gloire perdue. Ils accourent tous avec leur duc, et Centulle, son fils, en tête, et fondent comme une avalanche sur les Francs consternés, mais prévenus et préparés ; le carnage était horrible des deux côtés. Adalric et Centulle tombèrent sous le fer ennemi ; la victoire demeura aux Franco-Aquitains, mais bien chèrement achetée.

Astronome,
Vitâ Ludov.

812. Cet échec ne fit que refroidir momentanément l'effervescence générale ; le principe de l'insurrection avait été proclamé comme un devoir contre l'usurpation. L'amour de la liberté agissait, s'étendait partout comme une contagion.
814. Charlemagne meurt : il laisse un vide immense en mourant ; il donne par testament les deux tiers de ses trésors aux vingt-une métropoles ecclésiastiques de ses États. Celle de Bordeaux en était une ; mais Narbonne, Aix et Eause, n'étaient pas comprises dans ce nombre. Elles avaient été subordonnées par les rois francs à Bourges, Arles et à Bordeaux. De la quote-part de chaque province, chaque métropolitain devait garder le tiers, et distribuer le reste à ses suffragants.

*Histoire
des Francs,*
t. 2, page 582.

Quant au portrait et aux habitudes de ce grand empereur, il faut lire Eginhard, qui donne sur ce sujet des détails curieux, dont M. H. Martin a fait un résumé intéressant.

Alexandre et César avaient étonné l'univers ; quand on réfléchit bien au temps, aux mœurs, aux progrès de la raison, on ne peut s'empêcher de dire que Charlemagne les éclipsa. Il a fallu dix siècles pour former un homme digne de lui, digne d'eux : Napoléon maniait l'épée comme Alexandre et César ; il savait manier la plume mieux que le vainqueur des Gaules ; il était grand législateur, grand politique comme Charlemagne ; il était plus qu'eux tous par les difficultés qu'il eut

à vaincre. Il tomba de bien haut et alla mourir comme Alexandre, loin de sa patrie, qu'il avait honorée, sur un rocher aride, au milieu de l'Océan, mille ans après la mort de Charlemagne !

La mort de l'empereur enhardit les Vascons ; les circonstances leur paraissaient propres à favoriser leur liberté d'action. Pendant sa vie, il était pour eux la source de leurs embarras ; par sa mort, la Providence semblait ôter le grand obstacle et venir à leur secours. Les Bordelais sympathisaient avec les montagnards ; Seguin, leur comte, adopta leurs idées, et Bordeaux devint un puissant auxiliaire des Vascons et le rendez-vous de tous les mécontents. Louis apprit bien vite ces nouvelles ; Seguin fut rappelé de Bordeaux et mis à mort, on ne sait comment. Les Bordelais refusèrent de recevoir son successeur ; mais en présence de forces majeures, il céda enfin à la nécessité et courbèrent de nouveau leurs têtes sous le joug détesté des Francs. Pepin second, fils de Louis, fut nommé roi d'Aquitaine.

Après la défaite des Gascons, Louis crut pouvoir suivre, à l'égard de l'Aquitaine, le système gouvernemental de son père. Il y nomma Totilon, premier duc amovible ; mais ne pouvant pas se faire reconnaître dans la Haute-Vasconie, ce duc se fit autoriser par Louis à résider alternativement à Bordeaux ou au château de Fézensac. A Bordeaux, il aurait une grande facilité pour réprimer les audacieuses tentatives des Normands, qui remontaient la rivière et ravageaient les côtes. A Fézensac, il lui serait facile de surveiller les mouvements insurrectionnels des Gascons, neutraliser leurs complots et maintenir partout les institutions impériales qu'il croyait nécessaires au bonheur de ses peuples. Mais les Vascons ultra-Pyrénéens, et même ceux en deçà des monts, ne voulurent pas se soumettre aux Francs ; le moment était peu favorable pour les courber sous le joug. Ils étaient exaltés par l'exemple de leurs voisins, qui, dirigés par Inigo Arista, jetaient alors

Livre II.
Chap. 7.

—

Astronome,
Vitâ Ludov.

824.

les fondements du royaume de Navarre (1). Les Franco-Aquitains marchèrent contre les montagnards ; mais surpris dans les défilés des montagnes, ils furent dispersés ou tués. Leurs généraux, Aznar et Ébles, furent faits prisonniers ; cependant Aznar, fils de Loup-Sanche, ancien duc de Vasconie, fut respecté par les Vascons, qui le gardèrent sous le titre de comte de Jacca. Il se maintint dans sa place malgré Pepin, roi d'Aquitaine.

Louis, près de mourir, priva Pepin du trône d'Aquitaine ; il le donna à Charles-le-Chauve ; mais les capricieux Aquitains ne voulurent pas le recevoir, et reconnurent pour roi Pepin II, dont le père venait de mourir. Ces singulières prétentions dynastiques, et cette opposition du peuple, qui, ne pouvant pas se rendre souverain, voulait se faire craindre, ajoutèrent alors de nouvelles complications à celles déjà existantes ; et au milieu de tous ces embarras intérieurs et extérieurs, en présence des Sarrasins, qui convoitaient les dépouilles de la couronne carlovingienne, les Normands ravagèrent nos rivages sur leurs barques d'osier recouvertes de peaux, et contenant chacune quinze ou vingt hommes. Ces légers esquifs leur offraient la plus grande facilité pour débarquer sur les côtes inaccessibles aux gros bâtiments, pour pénétrer dans les rivières, passer d'une rive à l'autre, et explorer à leur aise les bassins des fleuves. Ils prenaient leur station à l'embouchure des grands cours d'eau, se répandaient dans l'intérieur du pays ; et en cas de résistance, ils se retiraient sur leur flottille, qu'ils remettaient facilement à flot. Les riantes bords de la Garonne et de la Dordogne avaient fixé leurs regards et excité leur convoitise ; ils les avaient déjà visités en 844 ; et enhardis par la fertilité du sol, la beauté du pays, la salubrité du climat, et surtout par l'impunité de leur précédentes déprédations, ils se présentèrent de nouveau, à plu-

D. Bouquet,
page 187.

(1) Le nom de Navarre n'est connu dans l'histoire que depuis 806 à peu près. (Eginhard, *Annales*).

sieurs reprises, en 844 et 848, à l'embouchure de la Gironde, remontèrent le fleuve en ravageant les deux rives, attaquèrent Bordeaux, pillèrent et brûlèrent les faubourgs; mais repoussés par les milices de la ville, ils se retirèrent sur leur flottille. Au moment de remettre en mer, une violente tempête les repoussa avec la marée; et s'abandonnant aux flots et au vent, ils remontèrent plus haut; et, de là, se répandant dans les campagnes environnantes, ils brûlèrent Bazas, à peine sortie de ses cendres après les ravages d'Abdérame, dévastèrent le pays, renversèrent les églises, les monuments et les maisons des riches comme les chaumières des pauvres, et firent de tout le pays un vaste théâtre de carnage et de désolation (1). La Réole, Condom, Lectoure et plusieurs autres villes, éprouvèrent le même sort. Ils osèrent même pénétrer dans les terres, égorgeant les habitants, incendiant les bourgs, pillant les maisons et les églises, et arrivèrent enfin, à travers un fleuve de sang et des scènes d'horreur, à Dax, où Totilon avait préparé une inutile résistance. Les habitants furent massacrés, la ville livrée aux flammes, et les magnifiques Thermes que les Romains y avaient construits, renversés de fond en comble. Bayonne, Oloron, Benearnum et beaucoup d'autres villes et villages, furent entièrement détruits. « Pour-
» quoi rappeler, dit le moine de Fleury, la grande affliction
» de l'Aquitaine ! Elle, naguère la nourrice de la guerre, ne
» peut plus maintenant soulever sa main glacée ! Ses yeux
» sont privés de lumière, et la malheureuse aveugle appelle
» un guide à grands cris, et l'appelle en vain ! La voilà abandonnée à son infortune et jetée comme une proie à des

Livre II.
Chap. 7.

—
Am. Thierry,
Histoire
de
l'Aquitaine,
page 93.

(1) On a trouvé naguère un ancien document, à Mont-de-Marsan, d'après lequel il paraîtrait que les Normands dévastèrent, en 840, Bordeaux, Dax, Tartas, Aire, Bazas, le château d'Albret, etc., etc.

Nous croyons que c'est une erreur : on doute de l'authenticité de ce document, et très-probablement avec raison. Il est possible que ce soit une erreur du copiste; et qu'au lieu de 840, il faille lire 845 ou 848.

Livre II.
Chap. 7.

—
Adrewald,
De miracul.
S. Bened.

» races étrangères..... Depuis les rivages de l'Océan jusqu'à
» l'illustre cité des Arvernes, il n'y a plus de trace de liberté,
» plus de châteaux, plus de bourgs, plus de villes qui ne
» portent les marques de la rage funèbre des Barbares!! »

L'aversion des Vascons pour l'autorité carlovingienne fut un grand obstacle à l'union si désirable des peuples, et un sujet de triomphe pour les étrangers, qui en profitèrent au détriment du pays. Poussées par un sentiment de vengeance et de fanatisme, ces barbares hordes du Nord voulaient rendre au Christ les outrages que Charlemagne avait faits à leur dieu Thor, et convertir à leur culte idolâtre, par la force, les chrétiens du Midi. On prétend que dans sa lutte avec Charles le Chauve, Pepin II avait appelé les Normands à son secours, et promis, dit-on, en cas de triomphe, d'embrasser leur religion : la charge était grave, même incroyable; heureusement elle est restée sans preuve. Charles le Chauve entra en Aquitaine avec une forte armée, s'empara de neuf bâtiments normands, dans la Dordogne, fit passer au fil de l'épée les équipages, chassa les pirates et se fit livrer Pepin, par Sanche, marquis de Gascogne, qui lui avait donné un asile. Pepin fut enfermé dans un monastère vers l'an 854.

845.

Chr. Adelnav.,
Anno 845.

Totilon mourut, et Sigwin, comte de Saintes, le remplaça comme duc des Vascons. Sigwin demeurait presque toujours à Bordeaux; il opposa une vive résistance aux invasions incessantes des pirates du Nord, succomba enfin dans sa généreuse lutte, et fut tué par les Barbares, sans pouvoir les empêcher de piller et de brûler Saintes.

Guillaume fut alors élu duc de la Vasconie; il fit preuve de vigilance et d'héroïsme; mais les Normands revinrent; et à la faveur des ténèbres et d'une marée propice, ils remontèrent jusqu'à Bordeaux. Le peuple, éveillé par le tocsin et les cris d'alarme, courut sur les places publiques, et commandé par leur duc en personne, leur opposa une vigoureuse résistance; mais trahi par les juifs, qui connaissaient les parties

faibles des murs, et que ces étrangers avaient gagnés, Bordeaux tomba au pouvoir de ces implacables ennemis de l'ordre et du christianisme. La ville devint la proie des flammes; un amas de décombres en marquait seul la place. Les environs, et surtout le Médoc, furent entièrement dévastés (1) : rien n'égalait la froide atrocité des actes dont se souillèrent ces pirates; rien ne saurait assouvir leur vengeance contre les braves Bordelais, qui les avaient constamment repoussés. Tout ce qu'ils voulaient, c'était la destruction de la ville, l'extermination des habitants. Rien ne fut laissé debout, que quelques masures pour abriter ces Barbares, qui régnaient sur un désert ! Les églises renversées, les fidèles dispersés, la barbarie y établit son domaine, et les florissants environs

Livre II.
Chap. 7.

—
Annales
De Bertin,
anno 848.

(1) Ils ravagèrent le pays jusqu'à l'Océan, et incendièrent la capitale des contrées médocaines. *Metullum vicum depopulantes incendio tradunt*, dit la chronique *De Gestis Normannorum*. D'Anville croit que le *vicus Metullius*, dont il s'agit ici, se trouvait au lieu où l'on bâtit plus tard Castelnau, ou l'ancien *Noviomagus*. Cette opinion ne nous paraît pas fondée. *Noviomagus*, ou la capitale des *Metulli*, avait disparu avant l'arrivée des Normands sur nos côtes. Castelnau ne date que du XII^e siècle. D'après plusieurs titres des années 1240 et 1254, Pey de Bordeou était seigneur de *Castro-Novo* (*Castel nou*). Baurein prétend que l'ancien *Metullum* était situé dans la paroisse de Saint-Germain-d'Esteuil; il n'en donne pas de preuves. (*Variét. bordel.*, t. 2, p. 195). Hauteserre dit que *Metullum* était la capitale du Médoc, et qu'il y avait une fabrique royale de monnaie : *Medulorum caput Medullum vicus ubi olim fuit officina monetæ regiae*. (*Reg. Aquit.*, lib. 4, cap. XI). D'après un Capitulaire de Charles le Chauve, quelques écrivains ont dit qu'on battait monnaie à *Metullum* : *Constituimus ut in nullo alio loco in omni regno nostro moneta fiat nisi in palatio nostro, et in Metullo et in Narbond*. Mais est-ce là l'ancien *Metullum* du Médoc ? Sirmond, dans ses savantes notes sur les Capitulaires, et Adrien de Valois, croient, avec raison, que c'est Melle en Poitou. M. Le Blanc, dans son *Traité des Monnaies de France*, le pense; mais il convient qu'on battait monnaie en Médoc sous la seconde race de nos rois. Nous n'en croyons rien, et il nous paraît impossible de constater, d'une manière satisfaisante, l'emplacement de cet ancien château ou bourg (*vicus Metullius*). Un *vicus* n'est qu'un château ou bourg sans fortification : *vicus castrum sine munitione murorum*. (Ducange, *Verbo vicus*, etc.)

Nous ne croyons pas à l'existence d'une ville en Médoc, du nom de *Metullum*; ce mot, joint à *vicum*, est un adjectif; c'est comme si l'on disait le bourg médocain. Ce bourg ne peut être que Soulac, l'ancienne capitale du Médoc.

Le nom primitif était *Medullum*, *Medulchi*; mais, dans tout le moyen-âge, on écrivait *Metullum*, *Metulli*.

de Bordeaux n'offraient aux regards qu'un affreux tableau de misère et de désolation. Pendant de longues années, ces impitoyables pirates revenaient de temps en temps renouveler les mêmes désolantes scènes de barbarie; ils se répandaient dans les campagnes, toutes désertes et couvertes de bruyères et de ronces; l'agriculture frappée de stérilité, l'industrie rendue impossible, le commerce anéanti, la population cherchant dans la fuite son salut, dans la mendicité en pays moins malheureux sa subsistance, les Barbares errants au milieu des ruines, où ils entassaient le butin qu'ils enlevaient aux peuplades voisines; ces maux finissant pour recommencer bientôt après, voilà l'état des Bordelais vers le milieu du IX^e siècle! Le pays n'offrant plus rien à leur cupidité, ils se partagèrent en deux corps: l'un d'eux se porta sur le Périgord, et, en longeant l'Ile, alla camper sur une hauteur qui domine cette rivière et qui conserve encore leur nom (*Puy-Normand*); l'autre, remontant la Garonne, alla ruiner la ville et le monastère de La Réole. La côte qui domine la rivière leur offrit un lieu de campement sûr, et conserve encore dans son nom le souvenir de ces Barbares, *Puy-Barban*. Ils se dirigèrent ensuite vers le Haut-Pays, suivant toujours le cours de la Garonne, et allèrent piller et incendier le Mas, Casseneuil, Agen et Lectoure; toute la Basse-Vasconie devint la proie de ces hordes dévastatrices. Les églises offraient à leur cupidité des appâts immenses dans leurs ornements et leurs vases sacrés; les prêtres étaient leurs premières victimes. La province de Bordeaux étant entièrement déserte, et tout le troupeau ayant été dispersé, comme il est dit dans une lettre du pape Jean VIII, Frothaire, archevêque de Bordeaux, fut transféré sur le siège de Bourges, vacant. Ces sortes de translations étaient alors presque sans exemple. « Je rougis, dit le moine Adrewald, de rapporter les dévastations des couvents d'hommes et de femmes les plus fervents, le massacre des personnes les plus élevées, la cap-

« tivité des dames les plus distinguées, les outrages faits à la
» vertu, et tous les genres de supplices inventés contre les
» malheureux vaincus (1). » Cette partie de l'Aquitaine était
devenue pour eux une seconde patrie ; leur puissance y était
tellement consolidée, qu'en 851, ils firent partir du port de
Bordeaux une flotte pour ravager la Bretagne et toutes les
côtes que baigne cette partie de l'Océan. Leurs premières in-
vasions avaient été couronnées d'un succès complet ; les maux
présents n'étaient que la conséquence de l'impunité de leurs
premières attaques, et cette impunité n'était que l'inévitable
résultat de la mésintelligence qui régnait entre les princes et
même entre les peuples ; ils étaient, sans s'en douter, les
instruments de leur propre châtimement. Comme les campagnes
étaient désertes et l'agriculture négligée et même abandon-
née, les champs incultes faute de bras, les Normands n'ayant
aucune raison de s'y fixer définitivement, préféraient la vie
nomade des maraudeurs aux douces et paisibles jouissances
de la vie sociale ; ils vivaient de pillage. Cette vie aventu-
reuse et vagabonde avait pour eux des profits et des char-
mes ; elle était en rapport avec leurs goûts et convenait à leurs
mœurs ; mais quelque lointaines que fussent leurs excursions,
ils revenaient toujours dans nos contrées, et éteignaient, par
ces retours inespérés et imprévus, tout espoir de rétablir l'an-
cienne splendeur de Bordeaux, ou de raviver l'activité de son
commerce et la prospérité de son port.

(1) Dans tout le pays baigné par l'Océan et la Garonne, dit un poète presque
contemporain, les villes, les bourgades et les châteaux étaient dévorés par les flam-
mes, et les habitants massacrés :

- « En Peitou ne remist chastel
- » Vile ne burc, riche ne bel :
- » De tant cum la mer l'avironne,
- » Deci quen live de Garone
- » Qui ne fust à flambe abrasez
- » E li proeplez à mort livrez. »

(BENOIST DE SAINT-MAUR, *Chron. Mss de Normandie*).

Nous venons de voir l'affligeant tableau que présentait Bordeaux depuis 843 jusqu'en 872 ; alors les Normands , n'y voyant rien qui pût exciter leur convoitise , abandonnèrent nos contrées , désolées et désertes. La population , qui fuyait toujours devant ces hordes impies et insatiables de pillage , rentra dans ses terres ; et se remettant à défricher le sol inculte depuis tant d'années , demanda de nouveau à l'antique fertilité de leurs champs leurs produits d'autrefois. Tout était désordre : l'autorité était anéantie , les vieux droits méconnus , la justice impuissante , la religion timide et s'enveloppant de ténèbres , comme d'un voile ; le vaste empire de Charlemagne s'en allait en lambeaux ; son sceptre , qui eût été léger pour un homme de génie , pesait trop aux faibles bras de ses inhabiles successeurs. Tout l'édifice social était par terre ; il fallait le reconstruire : l'instruction était nulle , les vieilles institutions de la patrie étaient abolies , la misère extrême ; à des maux innombrables on n'avait à opposer qu'une faible lueur d'espérance : il fallait tout réorganiser. Avec un homme capable , assez grand pour dominer les caractères inquiets et les désastreuses circonstances où se trouvait le pays , une nouvelle ère aurait pu s'ouvrir aux Aquitains ; mais cet homme n'existait pas. Les propriétaires , en rentrant dans leurs foyers , reprirent leurs anciens errements , et s'occupèrent avant tout de leur condition politique. Dans le louable dessein de s'attacher les classes inférieures , ils accordèrent à ceux qui les demandaient des bénéfices territoriaux (le *feodum*) , sous la condition d'une fidélité à toute épreuve et pour des services rendus. Les grands fiefs se divisèrent en fiefs moindres ou moins étendus. Chaque fief était , pour ainsi dire , une principauté ; chaque propriétaire un souverain , qui eut ces champs pour royaume , son château-fort pour résidence , et ses laboureurs , ses petits vassaux , pour défense. Tout ce qui ne possédait pas n'avait aucune importance politique ou sociale : les artisans , les laboureurs , tout ce qui dépendait d'autrui pour

son existence, n'avait pas de place fixe ou déterminée dans la nouvelle organisation féodale. On aurait pu dire qu'ils n'étaient pas membres de la nouvelle société, tant cette organisation nous paraît étrange et incompréhensible. Le peuple, cependant, qui croit tout bonnement que changer c'est améliorer, et qui court toujours après un fantôme de bien-être politique et social, salua avec bonheur l'annonce de ces nouvelles institutions; elles lui apparaissaient comme un lien social, un moyen de réaliser une désirable union entre les riches et les pauvres, une bonne sauvegarde de leurs petits intérêts, qui progressaient ou diminuaient avec ceux de leurs patrons. En dernier lieu, elles paraissaient valoir plus que les incessantes tracasseries des princes, qui finissaient par attirer dans leurs États, au détriment des riches et des pauvres, des armées étrangères.

La puissance d'un roi effrayait le peuple, trop souvent inquiété dans ses travaux et ses jouissances; mais au lieu d'un roi, les classes inférieures s'en donnaient par milliers. Les châteaux de ces grands propriétaires devinrent, en cas de guerre, un lieu de refuge; les pauvres qui en dépendaient abritaient leurs demeures sous leurs créneaux protecteurs, et se serraient avec amour et reconnaissance autour de leur seigneur, comme étant le seul qui pût garantir leurs subsistances, leurs jouissances, leur liberté, quoique bornée, et leur vie. De petits forts défendaient les abords de ces châteaux, où résidaient les seigneurs et où se rendait la justice en son nom. C'est là l'origine de l'organisation féodale de la France; elle avait ses abus. Où est-ce qu'il n'y en a pas? mais elle avait de grands avantages pour le peuple, relativement au temps, aux hommes et aux circonstances d'alors. Ces grandes maisons aristocratiques se fortifièrent par la soumission du peuple et la craintive politique des princes; les fiefs furent confirmés par l'autorité royale. Charles le Chauve ratifia, par l'édit de Quercy, en 877, la succession héréditaire dans les

Livre II.
Chap. 7.

Montesquieu,
Esprit des Loix,
chap. 20,
1 et 2.

NOTE 18.

fiefs. Les droits s'étant ainsi immobilisés, il fallait faire de nouvelles et nécessaires distinctions dans les noms. Jusque-là on employait, sous l'influence du clergé, les noms des saints du pays ou de l'étranger, usage salulaire pour la moralisation du peuple, en offrant à chacun des exemples à suivre, des vertus à pratiquer, de grands traits de désintéressement, de sacrifice, d'abnégation, à imiter, dans la personne du patron canonisé dont on portait le nom; mais comme ces noms se multipliaient trop, il fallait une distinction pour se mettre à l'abri de la confusion et suivre la marche progressive de la population. On adopta pour les familles aristocratiques les noms de leurs terres, les noms de ces grands fiefs, qui relevaient de la couronne; et quant aux feudataires, moindres ou moins distingués, on leur donnait quelque nom relatif à des accidents physiques, topographiques, réels ou fictifs, tels que *Rouge, Blanc, Du Prat, De La Vigne, De La Salle, De La Roche, La Campagne, La Ville*, etc., etc. Enfin, on commença à distinguer les nobles des ingénus.

Nous parlerons ailleurs de l'état des lettres à Bordeaux pendant cette longue période que nous venons de parcourir.

CHAPITRE VIII.

Bordeaux détruit. — Frothaire, archevêque, s'établit à Bourges. — Discussions à ce sujet. — Titre de primat d'Aquitaine. — Contestations concernant ce titre. — Pepin s'échappe du monastère. — Il excite ses amis à la guerre. — Licence des mœurs. — Nouvelle organisation politique. — Elle satisfait en général tous les esprits. — Hostilités des seigneurs entre eux. — Le peuple dégradé, mais soupire cependant après la liberté. — Il ne la connaît que par les conciles et quelques vestiges du pouvoir municipal, reste des franchises du peuple franc. — Les Normands reviennent en 880 et en 982. — Fondation de l'abbaye de Saint-Sever. — Gombaud, évêque de Gascogne, etc., etc.

DE 878 A 1000.

Nous avons vu les Normands maîtres du pays, les habitants dispersés, les églises renversées, et Bordeaux presque tout comme un monceau de ruines, où ces hordes dévastatrices entassaient les butins et les dépouilles des peuples voisins. Les révolutions dynastiques des faibles successeurs de Charlemagne amenèrent les irruptions des Barbares, et toutes ces convulsions annonçaient aux moins clairvoyants la chute de l'Empire et présageaient aux peuples occidentaux une ère nouvelle. L'Église de Bordeaux eut aussi sa part des douleurs publiques : le troupeau était dispersé, le pasteur n'y voyait plus que les ennemis de la foi. Frothaire, archevêque, avait fui la persécution. Son sang eût été inutile ; il s'était réfugié à Poitiers, dont le siège était vacant, et où les Normands n'avaient guère pénétré.

Charles le Chauve le protégeait ; et comme le siège archiépiscopal de Bourges venait de perdre son pontife, ce prince lui obtint du pape Jean VIII la permission de s'établir dans cette dernière ville. Le pape consulta les évêques de la pro-

Livre II.

—

Gallia Christ.,
tome 2,
colonne 197.

Lopes,
*Histoire
de l'Église
métropolitaine.*

Livre II.
Chap. 8.

—

Jean VIII,
épist. VIII, IX.

878.

Lopes,
pages 169, 171.

vince; et en ayant reçu des avis approbateurs, consentit à cette translation, sans précédent dans l'histoire des Gaules; mais le but que s'était proposé le pape était très-louable. Ce n'était pas seulement pour plaire à un prince chrétien, mais pour fournir à un évêque si zélé, si estimable que Frothaire, les moyens de faire le bien (1). Comme une discipline contraire sur ce point avait été jusque-là suivie partout, le souverain pontife déclara, dans sa lettre, qu'il n'entendait nullement déroger aux anciens canons, qui défendaient de passer d'un évêché à un autre. Le bas clergé et le peuple se mirent à murmurer tout haut; et le mécontentement devint si grand et si général, qu'on ferma les portes de la ville et refusa de recevoir l'archevêque désigné. Le pape en écrivit au comte Bernard de Bourges, et le blâma sévèrement de ce qu'il avait souffert que ses hommes se comportassent ainsi à l'égard de Frothaire. L'affaire fut débattue au concile de Pontigoin, en Bourgogne; Frothaire y assista, et en souscrivit les décisions comme archevêque, mais sans parler de son siège. Cette translation avait alors une grande importance; c'était un précédent dont les clercs et les évêques ambitieux pourraient plus tard abuser. Elle fut soumise de nouveau à un concile, tenu à Troyes en 878; les Pères y lurent les canons, qui défendaient aux évêques de passer d'une église à une autre. Frothaire assista aussi à ce concile, où il avait été invité par Jean VIII; cependant, il paraît qu'il resta toujours à Bourges, car en 882 le souverain pontife écrivit à l'abbé Hugues pour qu'il eût à se séparer de la communion de quelques évêques dont il était mécontent, et en particulier de Frothaire, de Bourges. Le pape ne dit pas le motif de cette mesure; mais les liaisons de ces prélats avec Formose, son adversaire, et pape plus tard, était probablement la seule cause d'un avis si sévère. Frothaire était encore archevêque à Bourges en

(1) Ne talis tantusque vir otio quo prodesse aliis valeat, minime vacet, etc., etc.

889; il se signa tel dans un titre de cette date, en faveur de l'abbaye de Beaulieu.

Livre II.
Chap. 8.

—
889.

La conduite de Frothaire ne dut pas cependant paraître bien coupable : passer d'une moindre église à une plus considérable, eût été une faute ; ce n'était pas celle de Frothaire. Bordeaux était alors la capitale du pays ; mais par suite des ravages des Normands , ce n'était plus qu'une véritable solitude, et le pays tout autour un immense désert. Plus de catholique, plus d'église, pas la moindre trace des institutions ecclésiastiques; Frothaire n'y voyant que des Normands, des païens, des ennemis du nom chrétien, était censé n'avoir plus de siège. Son élection fut faite régulièrement à Bourges : la pensée qui influençait le clergé et le peuple était qu'il n'avait pas de siège ; que ses premiers liens étant brisés, il était libre , et que les canons n'y avaient rien à condamner. C'est ce que donne à comprendre Foulques de Rheims , dans sa lettre au pape Adrien. Le pape Jean avait approuvé la translation : qu'est-ce qui lui manquait donc ? Rien ; et voilà pourquoi il resta toujours à Bourges. Il est vrai que le pape Adrien III , plus ferme , plus zélé et plus attaché à l'ancienne discipline, désapprouva plus tard cette translation, et ordonna au clergé de France de sommer Frothaire de retourner à son premier siège. Bordeaux était alors sorti de ses ruines : les motifs de son abandon n'existant plus, le retour de Frothaire était un devoir et une nécessité ; l'excommunication était en pareil cas la peine de la désobéissance. Mais Foulques intervint ; le clergé de la province temporisa avec sagesse. Frothaire resta à Bourges, et depuis lors, Bourges était censée la capitale de l'Aquitaine et même de la Gascogne ; car, pas plus que Bordeaux, Eause n'existait que dans ses vénérables ruines. Jean VIII transféra la métropole de la Novempopulanie à Auch , qui avait été moins maltraité par les Normands ; le clergé et le peuple murmurèrent bien haut contre cette innovation. Ils tenaient encore à Eause, et, à leurs yeux, le temps aurait ré-

paré les désastres des Barbares ; mais la chose était faite , et bien des années s'écoulèrent avant qu'on pût s'accoutumer à la nouvelle autorité métropolitaine d'Auch.

Depuis le pontificat de Jean VIII, le nom de primate commença à être connu dans les Gaules. Primitivement, il ne signifiait que l'ancienneté de l'ordination ; plus tard, on comprenait par ce titre une supériorité de juridiction sur plusieurs archevêchés ou évêchés. Chaque archevêque aurait voulu le prendre ; celui de Bourges se crut autant de droits que ceux de Lyon ou de Sens. Sa ville avait été désignée par Charlemagne comme la résidence de son fils , roi d'Aquitaine , et capitale de son royaume , le point central où devaient se traiter toutes les affaires civiles et ecclésiastiques. Ce titre était incontestable ; pourquoi, comme métropolitain de cette capitale , ne s'intitulerait-il pas le primate d'Aquitaine ? Il le fit ; personne ne lui en contesta le droit. Mais Bordeaux avait été déclaré capitale de la seconde Aquitaine longtemps avant que Charlemagne eût songé à établir son fils à Bourges. L'archevêque de cette ville prit aussi le titre de primate de la seconde Aquitaine ; et dans les conciles même, sa prééminence sur celui de Bourges ne fut pas mise en question, et, cependant, nulle part les préséances n'étaient si rigoureusement observées que dans ces vénérables assemblées. Au concile de Troyes, en 867, Frothaire, archevêque de Bordeaux, fut invité à signer avant Vulfrade, archevêque de Bourges. En 1047, à la dédicace de l'abbaye de Notre-Dame de Saintes, le même ordre fut observé, et Archambaud, de Bordeaux, signa avant les archevêques de Bourges et de Besançon. Cependant le titulaire de Bourges aurait voulu s'arroger une supériorité qu'on lui refusait ; et au commencement du XIII^e siècle, il se permit d'exercer dans la seconde Aquitaine, dans la province de Bordeaux, un droit primatial ; mais l'archevêque de Bordeaux et son clergé repoussèrent ces injustifiables prétentions. Le pape Grégoire IX intervint dans cette

querelle suscitée par un sot orgueil ; et voulant contenter tout le monde, crut pouvoir balancer les prétentions et les sacrifices. Il établit donc que l'archevêque de Bordeaux serait indépendant de celui de Bourges ; mais qu'il irait une fois seulement dans sa vie au concile de Bourges, et qu'il y serait reçu avec tous les honneurs possibles ; qu'il aurait seul le droit de consacrer l'archevêque de Bourges, qui, en retour, aurait le droit de visite dans la province de Bordeaux, une fois tous les sept ans, et pendant cinquante jours seulement ; mais qu'il n'y pourrait rien ordonner ; et quant à la correction des abus, qu'il devait se borner à s'adresser, à ce sujet, aux suffragants, au métropolitain lui-même ou au pape. Le clergé de Bordeaux refusa de souscrire à ces humiliantes conditions, et l'affaire en resta là jusqu'à Clément V, qui trancha la difficulté.

Comme ses confrères, l'archevêque de Bordeaux crut devoir enfler ses prétentions, et s'intituler primate de la Novempopulanie ; mais l'archevêque d'Auch refusa de reconnaître ce titre, qu'il réclamait avec raison pour lui-même comme ayant exercé la primatie sur la Novempopulanie depuis la destruction d'Eause, en 732. Quoi qu'il en soit de ces prétentions de part et d'autre, toujours est-il certain que les métropolitains d'Auch n'ont jamais reconnu d'autre supérieur que le pape ; qu'ils ont maintenu leurs privilèges avec ardeur et persévérance, et, enfin, que c'est Clément V qui, en définitive, a affranchi les Bordelais du joug incommode de Bourges, en continuant à leurs archevêques le titre de primate de la seconde Aquitaine, titre qui, tombé en désuétude par suite de la nouvelle circonscription des diocèses, en vertu du Concordat avec Napoléon, a été ressuscité de nos jours par Monseigneur le cardinal Donnet.

Mais revenons à l'état politique et administratif de Bordeaux. Pepin, qui avait perdu l'affection du peuple, s'évada du monastère de Saint-Médard, à Soissons, où Charles le

Livre II.
Chap. 8.

—

Chauve l'avait enfermé, après l'avoir fait tonsurer comme un clerc destiné à mener une vie monastique. Il appela autour de sa vieille bannière ses anciens, mais rares amis ; il enrôla tous les mécontents, et leur promit des faveurs, des richesses et de la gloire. De là surgirent ces misérables guerres dynastiques entre des princes que le peuple, dit le chroniqueur, *méprisait*, et qui ne furent pas moins fatales à la prospérité de Bordeaux que l'invasion des Sarrasins ou des Normands ! La licence des mœurs était affreuse : un dévergondage abominable régnait dans toutes les classes, avec d'autant plus d'intensité, qu'aucun frein religieux ne s'opposait aux déplorables écarts des princes et des sujets. Les parents s'alliaient sans scrupule : la sœur s'est vue mariée avec son frère, l'adultère était une faiblesse qu'on se pardonnait réciproquement, l'immoralité était à son comble ! Louis le Bègue, devenu roi d'Aquitaine, voulait se faire des amis et des partisans ; il donna aux solliciteurs des abbayes, des comtés, des terres ; mais la féodalité avait déjà jeté ses racines dans le sol et créé de formidables prétentions. Les grands seigneurs se plaignirent de ces injustifiables concessions ; le temps n'était plus, disaient-ils, où les rois pouvaient être despotes, et c'étaient les pires des despotes qui tenaient ce langage ! Enfin, ils se réunirent contre les princes et annulèrent ces concessions, parce que la couronne n'avait pas demandé d'avance leur consentement ! C'était dur pour le roi ; mais, enfin, il s'y soumit ; et à cette condition, ils daignèrent, ces fiers seigneurs, le couronner roi des Français et des Aquitains *par la miséricorde de Dieu et l'élection du peuple*.

Bertin,
Annal.

Capit.
de Baluze,
tome 2.

Les descendants de Sanche Mitarra étaient devenus ducs héréditaires de la Gascogne ; l'indépendance du peuple vis-à-vis des rois qu'ils *élisaient librement*, au moins selon les apparences, disparut devant la nouvelle puissance héréditaire. La sanction populaire n'était plus nécessaire ; l'usurpation était consommée. Le duc était le maître du sol ; il le

partageait entre ses enfants; et bientôt tout le pays situé entre la Garonne, les Pyrénées et l'Océan, sera morcelé en comtés, vicomtés, baronies, sireries, châtellenies, et hérissé de châteaux-forts, autour desquels, et à l'abri de leurs créneaux, viendront se grouper les pauvres dépossédés de leurs droits, les jouets de ces tyranneaux, qui, fortifiés dans leurs manoirs, faisaient la guerre les uns aux autres, et foulaient, sans qu'on osât se plaindre, le peuple réduit à n'être que le serf de la glèbe, et même l'Église, dont ils usurpaient sans scrupule les biens et tyrannisaient les ministres. Le duc de Gascogne demeurait à Bordeaux, et ses possessions, en dehors de la Gascogne, comprenaient tout le territoire qui se trouve entre la Garonne et la Dordogne, que nous appelons de nos jours l'Entre-deux-Mers. Mais la ville de Bordeaux, en vertu de ses anciens privilèges, avait en même temps un comte particulier.

Cette nouvelle organisation sociale, quelque défectueuse qu'elle fût, semblait alors aux esprits peu exigeants réunir tous les éléments d'ordre et de stabilité. Les pauvres étaient les sujets non d'un roi, mais d'un seigneur; ils s'estimaient heureux, dans ces temps désastreux, de pouvoir s'abriter, eux et leurs familles, sous les murs protecteurs du maître dont ils cultivaient les champs, dont ils fabriquaient les vêtements et les armes, défendaient le château et épousaient les querelles. En échange de ces bons offices, le seigneur leur assurait sa protection et une existence moins précaire que du temps des invasions étrangères. Les services étaient réciproques : le peuple n'avait pas le sentiment de sa dignité. Son bien-être matériel était le seul objet de ses préoccupations journalières : l'amitié du maître répondait au dévouement du serviteur, et sa bienveillance, au moins au commencement, adoucissait la dépendance et rendait léger le pénible joug du serf. Les jalousies, les haines, les querelles entre les seigneurs, naissaient, s'éteignaient, pour se reproduire toujours : se com-

Livre II.
Chap. 8.

Loubens,
Histoire
de
la Gascogne,
page 220.

battre, c'était l'état normal ; se voir, se fréquenter en amis, c'était l'exception ; s'aimer, presque un prodige. Cet état d'hostilité permanent enlevait aux arts, à l'agriculture, les bras des serfs ; mais il ressuscita les vertus guerrières d'autrefois. La féodalité, comme la royauté, dont elle était l'émanation et l'image, s'appuyait sur l'épée et les châteaux-forts ; la société agonisait. La guerre lui rendait la vie, ou la galvanisait du moins, et, dans ce temps de décadence, fit sentir au peuple que les grands n'étaient rien que par lui ; et aux grands, que le peuple livré à lui-même et sans religion était un monstre qui se suiciderait après avoir dévoré ses maîtres ; que la force, qui n'est qu'éphémère, supplée mal au droit, qui est éternel ; que le hasard de la naissance, le jeu de la fortune, des circonstances indépendantes de nous, peuvent créer des distinctions ; mais que la nature n'en fait pas ; que l'anarchie est l'ennemie de la vraie liberté ; que l'ordre suppose et nécessite la dépendance et une hiérarchie ; que l'homme, quelque bas qu'il soit dans l'échelle sociale, peut et doit sentir le prix d'une noble liberté, la honte d'une dégradante servitude et le bonheur d'un état politique, où l'égalité devant la loi, la charité chrétienne en action, inclinent tous les esprits à l'accomplissement de tous leurs devoirs. En un mot, la guerre servait à faire apprécier les avantages religieux et politiques de la paix ; elle était le prélude des plus beaux jours. La civilisation peut renaître dans les camps comme du temps de Charlemagne. On était alors mal ; on voyait le bien, mais au loin.

Toutes ces réflexions se faisaient ; elles n'ont mûri qu'avec les siècles, mais leur réalisation dans les faits était encore bien loin ; on entrevoyait bien l'aurore de ces beaux jours, mais dans un lointain obscur. La patrie, il n'y en avait pas ; si on en avait quelque idée vague, elle se bornait au district où l'on vivait, où se trouvaient la famille et les souvenirs domestiques, le pauvre coin de terre où régnait le maître dont

ils se reconnaissaient les serfs. Pour le seigneur, la patrie, c'était son château et ses terres; pour le curé, c'était sa paroisse; pour le moine, son couvent solitaire; et pour le peuple, ses pauvres cabanes avec la glèbe qu'il cultivait. La législation était locale et s'adaptait, dans son étroite sphère, aux besoins du serf, et souvent, trop souvent, aux caprices et aux exigences du maître : plus de Code national, plus de règle générale; quelques rares souvenirs du Code romain ou visigoth; des privilèges, des coutumes locales, voilà les seules lois de ces temps malheureux. La propriété se confondait avec la souveraineté; la volonté du maître était la mesure de la liberté du serf. Toute idée de nationalité était proscrite; tout sentiment d'unité, d'homogénéité politique était inconnu aux habitants de nos contrées; et ce qui était encore pire, c'est qu'ils avaient même perdu de vue leur dignité d'hommes et toute notion d'égalité politique et civile. Les Aquitains, *légers et inconstants* dans leurs affections politiques, disent les chroniqueurs du moyen-âge, aimaient les changements : les principes n'étaient rien pour eux. La nouveauté seule avait des charmes, parce qu'elle apportait aux uns un soulagement de leurs maux, à d'autres un bien-être complet, et à tous des espérances. Tout était par terre; les assemblées provinciales seules étaient encore debout, avec quelques rares vestiges des libertés municipales. Le clergé avait aussi ses conciles; c'était là le germe des franchises futures, le feu sacré auquel les peuples devaient allumer plus tard le flambeau de la liberté. On avait beau faire, beau dire; même dans ces siècles d'ignorance, on voyait poindre à l'horizon, mais bien loin devant soi, l'aurore du beau jour de l'émancipation des peuples. Les conciles seuls étaient l'école de la vertu; le clergé en était alors son gardien, et l'opinion publique se faisait jour à travers le réseau féodal de la pire des années, celle des parvenus, qui oubliaient trop vite leur passé, et des aventuriers heureux qui ne cherchaient que les

Livre II.
Chap. 8.

chances de l'avenir. Tous les habitants, sans distinction de caste, de couleur politique ou d'origine, les Romains, les Goths, les Francs et les Aquitains, assistaient aux assemblées publiques; c'étaient les municipalités à l'état d'enfance, le berceau de la liberté. Voilà l'état de la Gascogne et de l'Aquitaine au IX^e et X^e siècles.

880. Les Normands, bercés par les souvenirs du passé et alléchés par l'espérance de réussir comme autrefois, revinrent, en 880, visiter nos côtes; mais trouvant encore le pays dévasté, sans habitants, sans culture, et Bordeaux à peine sorti de ses ruines, ils se partagèrent en deux bandes, dont l'une remonta la Dordogne, et l'autre pénétra dans la Gascogne, sous la conduite du farouche roi de la mer, Régnauld, qui alla assister, joyeux spectateur, aux ravages des belles plaines de la Gascogne, et se reposa à Casseneuil, dans la même chambre où Charlemagne, assis entre le savant Alcuin et la belle Gisle, dictait ses volontés à Éginhard, ou des ordres au monde; il n'y laissa debout qu'une tour et les murs de deux églises en briques.

Haute-Serre,
liv. VIII, c. 7.

Aimoin,
Miracul., etc.

911. Moins satisfaits cependant de leurs excursions cette fois-ci que les autres, les Normands se retirèrent pour ne plus revenir; ils s'étaient faits chrétiens à l'exemple de leur chef, Rollon, et avaient reconnu la souveraineté de la couronne de France moyennant la cession de la Neustrie, que Charles le Chauve leur accorda en 911. Leurs habitudes s'adoucirent au contact des peuples chrétiens; leurs mœurs devinrent moins sauvages. Cependant, quelques hordes préféraient toujours la vie nomade de leurs ancêtres, et les aventures de la piraterie, aux douces habitudes d'une vie fixe et policée. Alléchés par l'espérance, elles revinrent sur les côtes de la Gascogne en 982; et pénétrant dans l'Adour, jusqu'à la plaine de Taléras, chez les Tarusates (Aire), elles rencontrèrent le duc Guillaume, qui en fit *un si affreux carnage, que bien des années après on trouvait dans ce lieu solitaire plus d'ossements de morts que*

982.
*Hist. abb.
condom.*

de plantes végétaives. Ainsi défaits, dit l'historien de l'abbaye de Condom, les Barbares ne pénétrèrent plus au-delà des frontières, et la Gascogne en fut délivrée pour toujours. En mémoire de cette victoire, le duc Guillaume fonda le magnifique monastère de Saint-Sever, sur le lieu même où l'on assurait que gisaient les ossements de ce saint, à qui il en rapportait le mérite et la gloire. Il invita à la solennité de la fondation les comtes de Bordeaux, d'Agen, tous les grands du pays, les archevêques de Bordeaux et d'Auch avec leurs suffragants. Comme l'autorité des rois francs, ou français, car on commençait alors à les qualifier ainsi, était peu sensible dans nos contrées, le duc Guillaume, tout fier de ses succès militaires, se déclara prince absolu, et prétendit ne relever que de Dieu seul, et tenir son duché par droit d'hérédité (1). Le système féodal généralisait ces idées, aussi contraires au principe électif qu'à l'autorité monarchique: Les Aquitains mêmes, peuple intermédiaire entre les Gascons et les Francs, ne reconnaissaient, ni à Bordeaux, ni presque nulle part, l'autorité du roi, et dataient leurs actes de *l'an de Jésus-Christ, en attendant un roi*. Le champ était libre pour l'ambition de Guillaume; il en profita de son mieux; et comme l'empereur ne voulait élever cette partie à la dignité de vicomté que pour en être lui-même le chef, Guillaume, pour couper court à toutes les prétentions, joignit à son titre de duc celui de comte. L'ambition ne s'arrête pas facilement: celle des princes est insatiable; elle veut tout ou rien. L'autorité civile et politique ne lui suffisait pas; il voulut s'emparer de la puissance spirituelle, ou, du moins, la diriger comme un auxiliaire utile à ses desseins, et pour cela se servit avec adresse de son frère, Gombaud, qui, après la mort de sa femme, s'était fait prêtre, et devint évêque de Bazas, avec la charge d'administrer le diocèse d'Agen, alors vacant.

Livre II.
Chap. 8.

—
*Hist. abbat.
Condomiensis.*

Achery,
Spicilq.,
tome 15.

Marca,
*Histoire
du Béarn*,
1^{re} partie,
page 225.

(1) *Terras quas mihi Deus jure hæreditario tradere dignatus est.*

Livre II.
Chap. 8.

*Hist. abbat.
Condomiensis.*

Loubens,
p. 195, note.

Duchesne,
t. 2, p. 389.

Baluz,
Capitul.,
tome 2.

Geoffroi I^{er}, archevêque de Bordeaux, étant mort, Gombaud vint résider auprès de son frère, pour l'aider de ses lumières et le décharger en partie du poids des affaires. Comme son frère prenait le titre de duc de Gascogne, lui seul, évêque chargé d'un pouvoir quasi-primatial, s'intitulait évêque de la Gascogne. « L'évêque métropolitain de Bordeaux, dit un autre, fut chargé de l'administration ecclésiastique de la Vasconie, comme le proche voisin de la province. » D'ailleurs la Charte de Fontenelle désigne Bordeaux sous la dénomination de capitale ou métropole de la Novempopulanie (*Caput regionis Novempopulaniæ*). La possession de ces trois sièges était une flagrante violation des canons; mais la discipline s'était affaiblie : des licences autorisées ou tolérées. La voix de Rome ne pouvait pas se faire entendre encore; le despotisme du duc de Gascogne couvrait tous les abus et imposait silence à tous les murmures. Évêque universel du duché, Gombaud exerçait partout, et sans contrôle, le pouvoir suprême. Dans ses visites, il prenait le titre du lieu où il officiait; mais dans des actes administratifs, où il figurait conjointement avec son frère, il prenait toujours le titre d'évêque de Gascogne. De là vient que nous trouvons son nom inscrit sur presque tous les registres de Bordeaux, Bazas, Agen, Lescar, Oleron, Tarbes ou Bigorre. Il est à remarquer que Gombaud ne prenait jamais le titre d'*archevêque* de Bordeaux, quoiqu'il y demeurât, parce que son premier titre canonique était celui de simple évêque de Bazas, et parce que sa translation sur un siège archiépiscopal était simplement le fait du pouvoir despotique, en contravention aux canons et sans l'autorisation du pape.

Ce monopole comblait tous les vœux du fier duc : jamais pouvoir ne fut plus absolu ni plus complet; il s'exerçait à la fois sur le corps et sur l'âme : la volonté du duc était la suprême loi; elle ne devait pas, elle ne pouvait pas rencontrer d'obstacle. Hugo fils, qu'eut Gombaud avant son or-

dination, fut nommé bien jeune premier abbé de Condom, et plus tard évêque de Bazas. Soit que Gombaudo n'eût plus la même activité, ou, peut-être, pour se conformer aux cris de sa conscience, aux prescriptions des canons, et surtout aux injonctions du pape, il se contenta de l'administration diocésaine de Bordeaux, et laissa à son fils le titre d'évêque de Gascogne, qu'il avait usurpé; mais à la demande de Benoît VIII, Hugo ne garda que le titre d'évêque d'Agen. Les successeurs de Gombaudo, à Bazas, gardèrent longtemps ce vain titre *d'évêque de Gascogne*, qui flattait leur orgueil; mais en 1057, à la prière d'Austinde, archevêque d'Auch, le pape Léon IX fit rentrer tout dans l'ordre, rattacha Bazas à la métropole d'Auch, et la juridiction de l'archevêque de Bordeaux rentra dans les limites de la seconde Aquitaine. Nous reviendrons sur cet article, quand nous aurons occasion de parler de Gombaudo, dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

Le peuple était très-misérable sur la fin du X^e siècle: une épidémie épouvantable décimait alors (994) les peuples d'Aquitaine. « C'était, dit Rodolphe Glaber, un feu secret qui » desséchait et séparait du corps les membres auxquels il » s'attachait. Une nuit suffisait à ce mal effrayant pour dé- » vorer ses victimes. » On l'appelait *le feu de saint Antoine* ou *le mal des ardents*. Les princes et seigneurs en furent si épouvantés, qu'ils firent un pacte entre eux pour mener une vie plus morale, « afin de détourner la colère du ciel. »

CHAPITRE IX.

Bordeaux est rebâti. — La Porte-Basse relevée. — Le château de l'Ombrière fondé. — A quoi il a servi. — Serment à Saint-Seurin. — Investiture des ducs. — Désordre à La Réole. — Saint Abbon. — Blaye, ville neutre. — Seguin y est élu archevêque. — Eudes, comte de Bordeaux. — Duc de Gascogne. — Son investiture à Saint-Seurin. — Eudes, duc d'Aquitaine. — La maison de Poitiers triomphe. — Liste chronologique des ducs de Gascogne.

DE 1000 A 1079.

Livre II.

— Après le départ des Normands, les émigrés bordelais rentrèrent dans leur patrie et se mirent à reconstruire leurs anciennes demeures, à cultiver leurs terres, à reprendre leur commerce et leur industrie. Bordeaux ressuscita; et vers l'an 942, on fit d'incroyables efforts pour lui rendre son ancienne splendeur. La ville romaine avait disparu: les Visigoths, les Sarrasins et les Normands y avaient amoncelé ruines sur ruines. Une nouvelle ville était nécessaire; le duc de Guienne l'entreprit, et Bordeaux sortit des décombres des Barbares. On n'épargna rien pour l'orner d'une manière convenable et pour la rendre digne d'être la capitale du duché et la résidence du prince. On voyait encore le plan primitif, tel que les Romains l'avaient tracé; il était commode et bien conçu. On crut devoir le suivre, du moins quelques écrivains le croient. On releva les anciennes portes, et en particulier la *Porte-Basse* (1), et une autre qui se trouvait derrière le Pey-Berland. Presque toute l'enceinte a disparu, ainsi que ses tours; il n'en reste plus que quelques rares vestiges. Dans les fouilles pratiquées à diverses époques sur toute la ligne murale, on a

NOTE 19.

(1) La Porte-Basse fut détruite en 1803; l'ancienne *Porte-Toscanam* est aujourd'hui improprement appelée Porte-Basse.

trouvé des fragments de colonnes, des morceaux de frises, de chapiteaux et des pierres artistement sculptées; c'est de là que proviennent la plupart des inscriptions qu'on voit au Musée de Bordeaux.

Le duc n'avait pas de résidence convenable; il existait bien un ancien édifice près du Peugue, dont on attribuait la fondation au redoutable Euric, mais qui menaçait ruines. En 918, il jeta les fondements d'un palais qui, dans les anciens titres, s'appelle *Castellum Umbrariæ*, château de l'Ombrière; il servait de demeure aux ducs, aux rois d'Angleterre, et plus tard aux sénéchaux. Ce vieux château était environné de fossés et flanqué de deux tours : l'une au midi, qui s'appelait plus tard la *Tour du Roi*, parce que les appartements du roi s'y trouvaient; l'autre au nord, dite *Tour d'Arbalesteyre*, parce qu'il s'y trouvait une caserne pour les soldats, qu'on armait alors d'arbalètes.

La place du Palais occupe une partie du local où était situé le palais ducal; depuis le château jusqu'à la porte qui existe encore, s'étendait le jardin des souverains de la Guienne. Six rangées d'ormes fournissaient de belles allées ombragées depuis la façade jusqu'à la rivière; ces énormes ormes, plantés en lignes parallèles, formaient de délicieuses promenades à l'ombre, et de là vient le nom de l'Ombrière. L'édifice était une construction massive et lourde, de forme carrée. Au bas du château était une prairie, au bout de laquelle se trouvaient une espèce de rotonde en marbre rose des Pyrénées, entourée de lauriers, une pelouse nue et le rempart qui ne servait qu'à clore les dépendances du château. Le Peugue arrosait ces beaux jardins, et non loin de là se trouvait l'antique fontaine de la rue Poitevine, qu'on a longtemps considérée comme la *Divona* des Romains.

Ce vieux palais fut réparé vers l'an 1180; mais il fut reconstruit en grande partie sous le règne d'Édouard III, sur la fin du XIII^e siècle, et n'a jamais, que nous sachions, porté

Livre II.
Chap. 9.

Mazas,
La Guienne,
page 22.

Bertrand
de Born.,
1, 50 et 51.

d'autre nom que celui de *Castrum Ombrariæ*, château de l'Ombrière.

En 1462, ce château appartenait à M. de Grammont, qui jouissait, au port de l'Ombrière, de droits considérables, tels que la grande coutume, jaugeage, tonnage, etc., qui montaient à près de 400 liv.; mais en 1466, le roi fit acheter le château pour y installer le Parlement. Un incendie très-violent consuma une partie de l'édifice, le 11 janvier 1597; on augmenta alors la bâtisse pour les divers besoins du Parlement, sur un plan comparativement moderne. On y établit la *Table de Marbre*, chambre spéciale, instituée pour juger, en souverain, les délits commis sur les rivières et dans les forêts du même ressort; on y voyait la *Cour sénéchale*, l'*Amirauté de Guienne*, et, en 1792, on y installa, le 15 février, le tribunal civil de la Gironde. Ce vaste bâtiment renfermait encore l'hôtel de la bourse, le bureau des finances, les chambres de commerce, la juridiction consulaire et l'hôtel de la monnaie. Au-dessus des arcades cintrées, on voit deux plaques de marbre incrustées dans le mur. Sur celle à droite, on lit en caractères romains :

Au magistrat rends humble obéissance;
Il a de Dieu cet honneur et puissance.

Sur celle à gauche, on lit :

Ton Dieu surtout aime d'un amour extrême,
Et ton prochain aussi comme toi-même.

L'entablement était orné de rinceaux, de rosaces, de haches, de carquois, de cordons et d'ornements de divers genres. De chaque côté de la porte centrale, on lisait ces inscriptions; d'un côté :

PIETATI
ET IUSTITIÆ.

de l'autre :

FIDEI IUSTITIÆ
QUE SACRUM.

Voir
la Commission
des
Monuments,
1851, 2,
page 16.

En 1800, en démolissant cet antique monument pour former la rue du Palais, on y découvrit deux cippes antiques, remarquables par leur forme et par leurs inscriptions (1), ainsi que des médailles et des pièces de monnaie. L'arsenal, du temps des Romains, se trouvait à l'entrée de la Devise, ou bassin navigère, dont parle saint Paulin, entre les rues du Parlement et de Saint-Remi, et celles de Pédagen et de Sainte-Catherine ; cette partie était assez bien fortifiée, mais l'embouchure du Peugue, alors navigable près de la ville, ne l'était pas. On y construisit deux tours pour défendre l'entrée de cette rivière contre les Normands, dont on craignait le retour. La première ville était riche et belle ; elle se ressentait de l'opulence, de la grandeur et des connaissances architecturales des Romains. La ville du X^e siècle, réédifiée par les Bordelais appauvris, victimes de la rapacité et de la cruauté des Sarrasins et des Normands, n'avait pas les formes grandioses ni les belles apparences de la première ; elle accusait tout à la fois la décadence des arts, la misère du peuple et l'impuissance des ducs, avec leur meilleure volonté de lui rendre sa prospérité primitive et son antique splendeur.

A cette époque, la puissance carlovingienne n'était qu'un souvenir ; les ducs avaient recueilli ses derniers soupirs et s'étaient consolidés au milieu des populations dégradées par l'ignorance, le despotisme et la misère, en s'arrachant les lambeaux de la royauté agonisante. Les nouveaux venus imitaient cependant les anciens ; leurs errements étaient presque les mêmes. Au commencement des guerres, les anciens

Livre II.
Chap. 9.

—
Bordes,
*Histoire
des
Monuments.*

Bullet. polym.,
tome 2, 222.

(1) Inscriptions des cippes :

D. M.
VAL. FELICIS
C. A. DEF. ANN.
XXX. VICTORI.
NA. CONIVNX.
P. C. ET. SVB. ASC.
DEDICAVIT.

D. M
ET. M.
VAL. VICTORI
NAE. CIV. AQV.
DEF. ANN. LX.
FIL. EIVS. P. C. ET.
SVBASCIA. DED.

Livre II.
Chap. 9.

princes allaient chercher l'oriflamme à Saint-Denis. Les ducs d'Aquitaine essayaient de s'entourer des mêmes prestiges, et se rendaient, à leur avènement, à Saint-Seurin, comme pour recevoir, en quelque sorte, du ciel même la sanction de leur pouvoir. Après y avoir prêté le serment d'usage sur les reliques de saint Fort, premier martyr de Bordeaux, et sur le bâton pastoral de saint Martial, premier apôtre d'Aquitaine, ils recevaient, le jour de leur investiture, des mains de l'archevêque, l'étendard national, qui devait servir dans les combats de signe de ralliement au peuple et le conduire à la victoire. Ces reliques du premier apôtre d'Aquitaine et du premier martyr de Bordeaux étaient déposées, dans ces occasions, sur l'autel de Saint-Seurin; saint Amand l'avait ainsi réglé en l'honneur de ces deux saints, si vénérés dans nos contrées, et en mémoire de son ami et coévêque saint Seurin. Nous en parlerons dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

1004.

Raoul Glaber,
Chronique,
lib. III.

Dans ce temps là, arriva dans nos contrées un événement déplorable, qui eut un fâcheux retentissement dans l'Église, et à Bordeaux. Le désordre s'était introduit dans le monastère de Squirs (La Réole); les moines menaient une vie peu édifiante et sortaient sans permission pour manger, converser et vivre avec les gens du monde. Saint Abbon, revenant de Rome, ou de Compostelle selon d'autres, s'arrêta à Bordeaux: le duc Bertrand, frappé de son air de sainteté et prévenu par sa réputation de vertu, le chargea de travailler à la réforme de ces religieux. Français d'origine, ainsi que ses compagnons, sa présence ne pouvait pas être agréable aux Gascons de La Réole; mais on ne soupçonnait pas que ces haines séculaires entre les deux peuples pussent encore vivre dans les cœurs de ces solitaires. Abbon y alla et défendit ces sorties, ces fréquentations des gens du dehors, toutes ces violations de la règle. Les moines n'en firent pas grand cas; les choses allaient du même train. On punit Auxan, l'un des moins dociles et

l'instigateur du désordre; les Gascons se révoltèrent et tombèrent sur les gens qui composaient la suite de l'abbé. L'affaire était devenue si sérieuse, qu'Abbon vint pour apaiser les esprits et faire cesser le scandale; mais les têtes étaient montées. La présence de l'abbé les enflamma davantage, et, enfin, un Gascon, emporté par la colère, lui perça d'un coup de pieu le côté gauche. *Ah! celui-là va tout de bon*, dit le malheureux abbé roulant par terre; il se releva tout baigné dans son sang et se traîna à sa cellule, où il mourut le même jour, demandant miséricorde pour son âme, son bourreau et sa congrégation. Sans l'intervention d'Amaubin, vicomte du district d'Aillas, demeurant à La Réole, le peuple aurait massacré les moines; mais le bruit en étant bientôt arrivé à Bordeaux, le duc Bernard-Guillaume III fit arrêter les compables. Les uns furent pendus, les autres brûlés! Le lieu du meurtre conserve encore le nom de *place de Marturet*.

La nonchalance des successeurs de Charlemagne succéda bientôt à l'ambitieuse activité du premier duc héréditaire de Gascogne; ses héritiers ne sont guère connus dans l'histoire que par des actes de piété, par des donations aux églises et aux monastères, et par une vie paisible et inoccupée. Le duc Bernard n'eut pas d'enfants; sa conduite envers les moines meurtriers de La Réole avait rencontré d'abord partout un cri approuvateur; mais les passions se réveillèrent. La haine des Francs était encore vivace dans les cœurs des Gascons; on l'accusa de partialité pour les Francs. Il fut empoisonné la nuit de Noël 1010; et pour cacher son crime, on fit croire au peuple qu'il avait été ensorcelé par des femmes. Le vrai assassin, d'après les Cartulaires d'Auch, était Raymond, seigneur de Lamothe, près Bazas, qui se sauva chez le comte de Fézensac, et plus tard expia son crime par un pèlerinage à Jérusalem.

A cette époque, Blaye était une ville neutre; elle appartenait aux comtes d'Angoulême; mais elle était toujours restée

1010.
Vita sancti
Abbon,
Adhemar,
Chronique

sous la juridiction des archevêques de Bordeaux. Les comtes d'Angoulême s'en étaient emparés dans les désordres généraux du pays, et les oisifs et tranquilles possesseurs de la couronne ducale ne lui en disputaient pas la possession. L'archevêché de Bordeaux était vacant ; comme Blaye était ville neutre et le lieu où se tenaient les congrès des ducs de Gascogne et d'Aquitaine, on y convoqua le clergé et le peuple pour l'élection du nouvel archevêque. Le duc présida l'assemblée , qui

1010. élut Seguin comme successeur de Gombaud.

- A Bernard succéda Sanche Guillaume IV. Ses habitudes étaient simples et pacifiques , ses mœurs douces, sa piété le portait à faire du bien aux églises et aux maisons religieuses.
1027. Il présida l'assemblée, tenue à Blaye en 1027, pour l'élection de Geoffroi II, archevêque de Bordeaux. Il mourut sans enfants mâles en 1032, et en lui finit la race masculine de Sanche Mitarra , qui a donné à la Gascogne huit ducs ; ils ont presque tous habité Bordeaux.

1036.

Après Sanche, le comte Bérenger, selon d'autres Guillaume V le Gros , son neveu , dit-on , fils d'Aldouin II et d'Alausie , fille de Sanche Guillaume, recueillit l'héritage du chef de sa mère ; il porta la couronne ducale quelque temps et mourut sans enfants en 1036. Alors le duché de Gascogne échut de droit à Eudes, comte de Poitiers, fils de Guillaume le Grand, duc d'Aquitaine, et de Brisca, sœur de Sanche, dernier rejeton des Mitarra.

Eudes, ou Odon, par suite de son mariage avec Brisca, héritière du comté de Bordeaux, se fit investir du titre de comte de Bordeaux et du duché de Gascogne ; comme consécration de ses droits, il voulut recevoir des mains de l'archevêque, à Saint-Seurin, en présence des reliques du premier apôtre d'Aquitaine et du premier martyr de Bordeaux (le bâton de saint Martial et le bras de saint Fort), son étendard militaire et les insignes de son pouvoir. Au jour indiqué, toute la noblesse s'assembla dans nos murs ; on y voyait Raymond le Vieux,

évêque de Bazas, qui s'intitulait encore évêque de Gascogne, vestige ridicule de l'usurpation de Guillaume et de Gombaud.

A sa suite se trouvaient Centulle III, vicomte de Béarn, Arnaud, vicomte de Dax, et toute la noblesse de la Gascogne.

Arrivé dans la vieille basilique de Saint-Seurin, devant l'autel de ce saint patron de la ville, sur lequel étaient posés la crosse laissée par saint Martial à ses successeurs à Bordeaux, et le bras de saint Fort, évêque martyr, l'un des patrons de la cité, Eudes déposa sur l'autel sa bannière et son épée; l'archevêque les bénit et les lui rendit, comme marque d'investiture du comté de Bordeaux. C'était l'usage des rois de France; ils allaient recevoir à Saint-Denis, des mains de l'archevêque, l'oriflamme et les armes. Les ducs les imitaient, et leur exemple était suivi par les petits seigneurs dans leurs localités respectives; ils empruntaient aux églises les bannières de leurs patrons et les faisaient servir de fanons dans les combats. Ces dispositions imitatives se trouvent dans le cœur humain : les grands sont le modèle que nous suivons toujours, dans le bien comme dans le mal. « Le prince, dit Montesquieu, imprime le caractère de son esprit à la cour, la cour à la ville, la ville aux provinces; l'âme du souverain est un moule qui donne la forme à toutes les autres. »

Le duc d'Aquitaine, Guillaume, étant mort, Eudes, son frère, duc de Gascogne, hérita de son duché et le réunit à celui de Gascogne. Dans une guerre avec le comte d'Anjou, qui réclamait la Saintonge comme lui appartenant du chef de son aïeule, il se laissa surprendre par son ennemi; et après trois ans de captivité, n'obtint sa liberté qu'en lui cédant Saintes et le comté de Bordeaux; il mourut trois jours après sa délivrance. Eudes voulut recouvrer les pays perdus; il fut tué devant le château de Mauzé, dans l'Aunis, le 10 mars 1039, et ne laissa pas d'enfants.

Guillaume VI, son frère, lui succéda; mais ses prétentions

Livre II.
Chap. 9.

Bosly,
*Histoire
des Comtes,*
page 91.

Livre II.
Chap. 9.

Marca,
Béarn,
liv. IV. ch. 7.
Cothar,
De
Sancto-Monte,
fol. 6, M.^a.
Bibliothèque
royale,
N^o 2460.

au duché de Gascogne furent repoussées par Bernard II Tumpaler, comte d'Armagnac, et Centulle Gaston de Béarn. Gui-Geoffroy, fils de Guillaume, duc d'Aquitaine, voyant ces deux rivaux aux prises, en profita pour se faire investir du comté de Bordeaux. Ce troisième prétendant fit taire les rivalités des deux autres : ils se concertèrent contre lui ; et à la suite d'une alliance matrimoniale, tournèrent leurs armes contre le jeune Aquitain. Bernard se fit reconnaître duc à Bordeaux et dans tout le pays sur la rive gauche de la Garonne. Le jeune prince aquitain profitant plus tard d'une querelle que le vicomte de Dax suscita à Centulle de Béarn, remonta le cours de la Garonne, pénétra jusque dans l'Armagnac, où Bernard fut battu et privé de ses droits. On lui permit de garder le titre de comte de Gascogne ; mais il ne devait pas passer à ses descendants.

La maison de Poitiers triomphait : les Gascons et les Bordelais se virent enfin sous le joug de l'étranger. Depuis Eudes, Bordeaux avait cessé d'être la capitale ; Poitiers était la résidence habituelle du prince. Son pouvoir en Gascogne n'était que celui d'un suzerain ; la province était divisée et subdivisée en comtés, vicomtés, baronnies. Ces petites principautés avaient tout l'orgueil des grandes ; elles ne supportaient qu'en murmurant le fardeau d'un joug étranger, et lui préféraient une autorité indigène. Enfin, tous ces seigneurs se concertèrent, et, au jour indiqué, secouèrent le joug des princes aquitains, pour se courber comme vassaux sous celui de la maison de Toulouse. La gloire même de Bordeaux était si éclipsée, son importance si amoindrie, que les noms même de ses comtes ne nous sont pas parvenus. Cependant on trouva à cette époque, dit un historien, le nom d'une dame Anna, comtesse de Bordeaux et de Périgueux, qui fit une donation au monastère de Soulac, *in finibus terræ* ; elle était troisième femme de Guillaume Geoffroi. Son nom paraît dans les actes publics à l'occasion d'une donation qu'elle fit, en 1043, de ses

D. Devienne,
page 21.

terres de Médrins au monastère de Soulac, dépendance de Sainte-Croix de Bordeaux. Le duc d'Aquitaine, comte de Poitiers, déclara la guerre à Guillaume de Toulouse; une rencontre eut lieu entre les deux armées, près de Bordeaux; mais le comte de Poitiers y perdit cent de ses chevaliers les plus distingués. On assure qu'il se vengea plus tard de son ennemi.

Livre II.
Chap. 9.

1070.

*Hist. générale
du
Languedoc,
tome 2.*

GÉNÉALOGIE CHRONOLOGIQUE DES DUCS DE GASCOGNE.

DUCS ÉLECTIFS.

- 602 Genialis.
- 615 Aighinan, commissaire royal.
- 636 Amandus. Souche féminine des rois d'Aquitaine; Gisèle, fille d'Amandus, avait épousé Charibert.
- 637 Loup 1^{er}.
- 768 Loup II. Race des ducs et rois d'Aquitaine.
- 774 Loup III.
- 778 Adalric.
- 842 Loup Centulle et Scimin.

DUCS AMOVIBLES.

- 819 Totilon.
- 843 Seguin.
- 846 Guillaume.
- 848 Sanche Sanchez.
- 864 Arnaud.

DUCS HÉRÉDITAIRES.

- 872 Sanche Mitarra.

- 872 Sanche II.
- 904 Garcie Sanche.
Sanche Garcie.
Sanche Sanche.
- 977 Guillaume Sanche.
- 984 Bernard Guillaume.
- 1010 Sanche Guillaume.
- 1032 Bérenger.
- 1036 Brisca, femme d'Eudes, comte de Poitiers.

ROIS ET DUCS D'AQUITAINE.

- 630 Charibert, roi.
- 631 Childéric, roi.
- 637 Boggis et Bertrand, ducs.
- 688 Eudes, duc.
- 733 Hunold, duc.
- 743 Waïfre, duc.
- 814 Pepin 1^{er}, roi.
- 830 Pepin II, roi.
- 865 Charles, fils de Charles le Chauve, roi.
- 867 Louis le Bègue, roi.

CHAPITRE X.

L'état des choses et des esprits à Bordeaux au X^e siècle. — Le pays dévasté et affligé. — Le clergé peu régulier. — Efforts du clergé pour la paix. — Règlements pour la paix. — Conduite du clergé. — La trêve de Dieu. — Les tournois. — L'état social s'améliore. — Les libertés municipales. — Le clergé relève la tête. — Hildebrand leur prête la main. — Sa lettre aux Bordelais. — La Grande-Sauve. — Bérenger condamné à Bordeaux. — Quelques mots sur la féodalité.

Livre II.

—

A l'époque où nous sommes arrivés, le pays, jusqu'aux Pyrénées, se trouva sous l'autorité de la maison de Poitiers; et malgré la réunion des deux duchés, l'ancien esprit d'hostilité existait toujours entre les Gascons et les Aquitains. Le nouveau joug paraissait pesant aux uns, très-léger et doux à ceux qui le leur imposaient. La jalousie des seigneurs allait en croissant; la confiance s'éteignait; et comme chaque seigneur agissait en roi, ses terres étaient sa patrie, ses serfs étaient ses sujets; la nationalité n'existait plus; le patriotisme était pour eux un sentiment vague, indéfini, sans valeur. Les passions les plus fortes des seigneurs, c'était de bâtir des églises, de fonder des monastères, d'accroître la puissance du clergé, qui, par nécessité autant que par reconnaissance, appuyait et consacrait la leur. On prêchait la paix et l'union; mais un esprit de haine contre les Aquitains animait les masses, et les Bordelais regrettaient leurs anciens ducs et comtes. Bordeaux n'était plus une capitale; la présence du prince n'amenait plus dans ses murs les riches, les courtisans et les curieux, avec leurs écus. La jalousie des seigneurs s'exerçait par voie d'armes et provoquait des représailles;

les campagnes étaient incultes ou dévastées; les villages pillés ou brûlés, et abandonnés; la famine et la peste venaient souvent surajouter leurs sombres horreurs à ce tableau, et le pays ne présentait plus que le hideux aspect des misères humaines (1). L'anarchie des esprits se traduisait dans les faits sociaux : ses progrès étaient affreux et menaçaient de dévorer la société; mais ses ravages étaient plus sensibles parmi les habitants des campagnes. Éloignés des grands centres de population, et sans autre loi que la capricieuse volonté de leurs seigneurs, ils commettaient toutes sortes de forfaits : l'impunité en fit des scélérats, et le crime devint l'élément vital de cette singulière société. Les petits seigneurs, profitant hardiment du silence, de la modération du clergé et de l'impuissance où il était de se venger, s'emparèrent des biens des églises et des monastères. On réclamait toujours; mais c'était auprès des gens intéressés à se montrer sourds et insensibles aux excommunications, arme terrible entre les mains du clergé en temps ordinaires, mais émoussée dans un État en proie à l'anarchie. L'Église elle-même, toujours en rapport avec les hommes du monde, finit par se laisser atteindre de la contagion générale : le désordre s'y glissa; mais comme la mer, qui rejette tout ce qui est impur, l'Église, en vertu de sa constitution divine et de sa puissance native, guérit ses plaies en retranchant vigoureusement les membres gangrénés. Le souvenir de Hildebrand était à la fois l'épouvantail des mauvais et le stimulant des bons. Sel de la terre, la doctrine de l'Église devait seule la sauver et redresser la société qui croulait de toutes parts. On convoqua des conciles pour remédier à cet état des choses; quelques seigneurs s'associèrent à cette

(1) Le muid de blé était à 73 sols d'or, dit Raoul Glaber, lib. IV. En 1001, grande famine; en 1003 jusqu'en 1008, famine, grande mortalité; 1010 à 1014, famine, mal des ardents, mortalité; de 1027 à 1029, on mangeait la chair humaine pendant la famine; 1031 à 1033, la même famine, les mêmes scènes; 1033, famine, épidémie; 1045-46, famine; 1038, famine, grande mortalité pendant cinq ans.

Livre II.
Chap. 10.

—
Liv. V.

pensée de salut. « Les évêques d'Aquitaine, dit Raoul Gla-
» ber, avec les personnes de tous les rangs, qui, dans cette
» contrée, étaient dévouées à la religion, formèrent des assem-
» blées pour le rétablissement de la paix..... Il fut bientôt
» ordonné aux hommes de toute condition de sortir sans ar-
» mes, en toute sécurité. Le ravisseur des biens d'autrui de-
» vait être dépouillé de ses richesses ou puni corporellement;
» des honneurs et des privilèges étaient attribués aux saints
» lieux ; et quand un coupable s'y réfugiait, il en pouvait
» sortir sans crainte, excepté celui qui avait violé les lois re-
» latives au maintien de la paix; car celui-là, fût-il aux pieds
» de l'autel, ne pouvait échapper à la punition de son crime.
» On régla encore que ceux qui voyageaient dans la compa-
» gnie d'un clerc ou d'un moine seraient à l'abri de toute
» violence. Tous les habitants conçurent un tel enthousiasme
» de ces institutions, que les évêques, levant leurs têtes vers
» le ciel et les mains étendues, s'écriaient : *la paix! la paix!*
» en signe de l'éternelle alliance qu'ils venaient de contracter
» avec Dieu. » Pour les *sauvetés* ou droit d'asile, voir *note 20*.

NOTE 20.

Vœux louables ! rêves des hommes de bien, efforts subli-
mes d'un clergé animé de l'esprit chrétien, mais impuissant
en présence des mœurs féroces du siècle. Cette police ecclé-
siastico-civile fit du bien, mais ne produisit pas tous les fruits
qu'on en attendait : il fallait aller plus loin et employer des
remèdes plus héroïques ; il fallait restreindre le droit de
guerre, dont les feudataires se servaient trop souvent au pré-
judice des pauvres serfs, toujours victimes des caprices de
leurs impitoyables maîtres. On osa tout cela, et non sans fruit.
On convint que les hostilités seraient plus rares ; que toute
attaque serait sévèrement défendue depuis le mercredi jus-
qu'au lundi matin de chaque semaine, sous peine de mort ou
de bannissement. La même défense fut étendue à tous les jours
de fête, et pendant l'Avent et le Carême. Il fut aussi défendu
d'attaquer les églises qui n'étaient pas protégées par des châ-

teaux, de violer les cimetières et les lieux saints, de vexer les agriculteurs, de s'emparer des bestiaux. Cette nouvelle législation, complément de l'autre, fut appelée la *Trêve de Dieu*; c'était une institution salubre parmi les mille autres que l'on devait au clergé. « Elle contribua, dit Sismondi, à adoucir les mœurs, à développer les sentiments de commisération entre les hommes, sans nuire à ceux de bravoure, à donner une base raisonnable au point d'honneur, à faire jouir les peuples d'autant de paix et de bonheur qu'il pouvait admettre l'état de la société, à multiplier enfin la population, de manière à pouvoir fournir bientôt aux prodigieuses émigrations des Croisades. »

Comme le clergé prit une part active dans ces réformes sociales, la religion en retira de grands fruits et leur imprima un cachet de sainteté; elle ne se borna pas à ces actes extérieurs, elle créa, par ses institutions et ses lois, des sentiments généreux qui aident si puissamment au progrès de la civilisation. Le clergé désirait mettre la foi en action, et réduire en faits les nobles sentiments qui naissent sous son empire; c'eût été le meilleur moyen de créer des relations sociales fondées sur la charité, le plus puissant lien des âmes, et de hâter efficacement l'amélioration des hommes et la suppression des abus. Les pauvres étaient sans défense, dans le voisinage d'un seigneur puissant, ambitieux et vindicatif; il fallait les protéger contre les caprices ou la rapacité du plus fort; l'Église le fit. Les temples, les monastères, étaient riches des dons des fidèles; mais les prêtres n'avaient pas de soldats. Ils étaient faibles par devoir, par charité, par leur position sociale; leur puissance consistait dans leur impuissance de faire mal; leur force était dans leur faiblesse même. La femme avait, comme de raison, une grande influence domestique; mais hors de ses foyers, elle ne rencontrait que honte, tyrannie et brutalité. Ces trois catégories d'individus semblaient n'avoir qu'un intérêt et y travaillaient de grand cœur :

Livre II.
Chap. 10.

Tome IV.

le pauvre regardait la religion comme un don du ciel, une égide pour la faiblesse ; le prêtre désirait par devoir, et par des considérations sociales, le triomphe des doctrines évangéliques, et la femme, en travaillant au progrès de la religion, à la diffusion de ses lumières, savait qu'elle contribuait au règne des nobles principes, à l'affermissement d'un ordre social où elle aurait une immense influence. Grâce à leurs efforts combinés, la charité s'unit à l'esprit martial des hommes, et engendra une nouvelle institution, inconnue aux anciens, la *chevalerie*. De jeunes gens, animés de nobles sentiments, firent bénir leurs épées et organisèrent une nouvelle milice volontaire, qui se constitua garante de la *Trêve de Dieu*, et jura de combattre pour Dieu, la foi, le bien de la patrie, et pour leurs dames !

Tout commence à changer, à s'améliorer : les châteaux des seigneurs devinrent le rendez-vous des jeunes fils de leurs vassaux ; c'étaient des écoles de bonnes mœurs, de manières polies, d'idées chevaleresques. Des pages, des écuyers, de jeunes officiers pour les différents échelons de la hiérarchie nouvelle, rivalisaient, dans ces brillantes réunions, de noblesse de sentiments, de grandeur d'âme, de politesse, et s'efforçaient de s'y faire distinguer par l'élévation de leurs idées, que la châtelaine, entourée de ses demoiselles, de celles de ses vassaux, encourageait et exaltait par l'influence de leurs charmes, la fascination de leurs regards et leurs éloges approbateurs et adroitement ménagés. On créa des amusements militaires, sous le nom de *tournois* ; la chevalerie y déploya tout son luxe, sa valeur et sa galanterie. La bravoure s'exaltait en présence des dames, qui admiraient et applaudissaient ; on apprenait à être courageux ; et l'amour, tout en faisant des braves, épura les cœurs et civilisa la société, demi-sauvage et moribonde. Ces tournois donnèrent lieu à des réunions nombreuses, où les pauvres, mis en contact avec les riches, le serf avec le noble, apprenaient les bons usages de la haute

société et s'accoutumaient peu à peu à des mœurs plus polies et plus douces. Le luxe s'installa dans ces brillantes assemblées ; les beaux vêtements étaient plus recherchés , les parures plus riches, les armes plus élégantes, les maisons plus commodes, les routes moins mauvaises, les communications plus fréquentes et plus faciles. Les arts et métiers suivaient naturellement le mouvement des esprits ; le commerce s'étendit et se développa sur une plus grande échelle ; l'aisance se répandit dans toutes les classes ; et une nouvelle société se forma sous l'influence multiple et créatrice de la foi , du concours des grands et des attraits de la gloire. L'idiome roman prit une forme plus gracieuse et pleine d'harmonie ; la poésie devint plus douce, plus gaie, plus attrayante ; et les troubadours consacrèrent leurs vers aux trois sentiments qui gouvernaient alors le monde : la foi, l'amour et la gloire ; ils chantaient Dieu et ses mystères, la femme et ses grâces, la guerre et ses aventures.

Le progrès était immense : la société sortait de ses ruines et prenait une autre allure ; mais tout en s'épurant, elle ne perdit pas de vue les anciennes institutions, et la liberté était toujours, sinon dans les faits, au moins dans les souvenirs et les vœux de tout le monde. Les Barbares du Nord et du Midi n'avaient pas tout détruit : on peut renverser les monuments ; mais on n'entrave pas les idées. Le clergé seul était le dépositaire de la science et le gardien de nos droits ; la Croix fut le berceau de la liberté et l'ennemie de l'esclavage. Le Sauveur lui-même n'est venu que pour réhabiliter et sauver l'homme, pour effacer toutes les distinctions, et confondre tous les hommes dans le lien de la plus douce fraternité. L'ignorance était immense ; « il n'y a pas de science en Aquitaine, » dit Aymar de Chabannais à l'évêque de Limoges. Tous sont grossiers ; et si quelqu'un d'entre eux a appris un peu de grammaire, il se croit bientôt un second Virgile. » Le clergé conservait toujours son caractère de magistrature romaine ,

Livre II.
Chap. 10.

Epist.
Adhemar,
ad Jordan, etc.

et favorisait les progrès et les développements d'une sage liberté : ses menaces étaient le seul frein qu'eût à redouter l'orgueil oppressif des grands; sa parole encourageait les faibles, retenait les forts, et son intervention était souvent considérée comme nécessaire par tous les partis. Dans les villes et les gros bourgs, il se trouvait entre les nobles et les serfs une classe nombreuse et respectable, les artisans, les commerçants, qui tenait toujours à conserver ses antiques droits politiques : elle avait des lumières et de la fortune ; elle avait l'estime et l'amour du clergé ; et sa considération était si grande, qu'elle marchait presque au même rang que les nobles, et était admise parfois dans les assemblées des chevaliers et des gentilshommes.

Par son esprit de charité, par ses principes civilisateurs et son admirable constitution, le clergé était la seule providence des serfs, j'allais dire de tout le monde; car les désordres du temps avaient anéanti tout ce qu'il y avait d'hommes libres, d'hommes attachés à la patrie par le sentiment qui naît de la possession du sol, de la jouissance d'un petit manoir ou des libertés locales. Plus de garanties sociales, plus rien que servitude, misère et dégradation. Après le noble, on ne trouve que le serf, le manant (*manens*), ou demeurant, le vilain (*villanus*), qui travaillait pour la *villa* d'un homme puissant. Le sacerdoce était la source ou le créateur du peuple, c'est-à-dire du Tiers-État : augmenter le nombre des pasteurs, c'était multiplier les garanties du faible et des opprimés.

Quant aux libertés municipales, le germe en existait au fond de cette société aquitanique et gasconne, longtemps avant qu'il n'y eût un maire à Bordeaux. Charlemagne, dans ses Capitulaires, parle des maires des villes royales : chaque ville devenait une petite république, à proportion des progrès de ses mœurs et de ses usages administratifs. La ville de Bordeaux avait de tout temps une prépondérance immense : elle faisait la guerre ou la paix par sa propre autorité. Les sei-

gneurs recevaient les honneurs; le comte commandait les milices de la ville; le duc réglait les grandes affaires de la province; mais les consuls de Bordeaux, de Périgueux et d'Agen, exerçaient dans ces localités un pouvoir civil, politique et même législatif très-étendu.

Peu à peu la force se retirait devant le droit; la justice reprit enfin son empire. Le clergé, humilié, spolié, mais épuré par les événements, était devenu plus régulier et se pénétrait davantage de ses saints devoirs envers l'Église, la patrie et sa propre conscience. Hildebrand occupait le trône de saint Pierre : son empire sur les esprits était immense et civilisateur, et sa volonté la loi du monde. Heureuse destinée que celle de ce grand saint ! Haï par les méchants, vénéré des bons, faisant du bien malgré eux aux riches et au peuple, défenseur de l'indissolubilité des mariages, ce grand lien social, craint pendant sa vie agitée, qu'il échange tranquillement et sans trouble contre une sainte mort, et dictant, quand il n'est plus, des lois aux princes qu'il a humiliés, aux peuples qu'il a élevés et défendus, et à l'Église qu'il a purgée de ses abus multipliés ! Le duc d'Aquitaine secondait, par une coopération empressée, les pieux efforts du pontife, et encourageait dans ses États l'ébranlement qui était parti de Rome. Grégoire écrivit en termes pressants aux Bordelais, pour les engager à relever leur vieux monastère de Sainte-Croix; il exhortait Gosselin, leur archevêque, à s'occuper sérieusement des affaires de l'Église, et à rétablir la discipline méconnue et oubliée. On ne comptait, au diocèse de Bordeaux, que trois monastères : ceux de Sainte-Croix, de Saint-Seurin et Saint-Romain de Blaye. C'est alors que saint Gérard, d'après les desseins de la Providence, aborda à nos rivages comme pour seconder le mouvement religieux, et fonda le beau monastère de la Sauve-Majeure, dans un pays boisé, un vrai désert, que le zèle et l'industrie de ses pieux cénobites ont défriché et changé en un lieu de délices.

Livre .II
Chap. 10.

1070.

Cirot,
Hist. de la
Grande-Sauve,
tome 1

Livre II.
Chap. 10.

Mais au milieu de ces élans de zèle, l'hérésie apparut avec ses embarras et ses obstacles. Bérenger avait trouvé des partisans dans nos contrées; et après ses nombreuses rétractations et ses chutes déplorables, il vint à Bordeaux et y fut condamné, en 1079, par le concile, où se trouvèrent Aimé, évêque d'Oléron, Hugon de Die, tous deux légats du pape, les archevêques de Bordeaux, de Tours, d'Auch, avec tous les évêques et abbés de la province. Guillaume, duc d'Aquitaine, y assista, avec le seigneur de Rions, Arnaud de Bordes, Guillaume de La Mothe et plusieurs autres. On y convainquit d'hérésie Bérenger, qui y rendit compte de sa foi. Le duc accorda de grands privilèges au nouveau monastère de La Sauve. Nous parlerons plus tard et plus au long de ce concile, dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

Nous venons d'esquisser quelques traits de la nouvelle organisation sociale, la féodalité, dont il est difficile de bien préciser l'origine, mais dont on retrouve le germe même parmi les Celtes, dans leur droit de patronage, et qui fut renouvelé plus tard, sur le déclin de l'Empire romain. « C'est un » beau spectacle, dit Montesquieu, que ces lois féodales! Un » chêne antique s'élève : l'œil en voit de loin les feuillages; il » approche, et en voit la tige; mais il n'en aperçoit point les » racines; il faut percer la terre pour les trouver. » Comme ces antiques et vénérables institutions ont jeté de profondes racines dans nos contrées, nous croyons devoir en donner un succinct aperçu, avec une appréciation de leur nature, de leurs effets et de leur portée.

Esp. des Loix,
liv. III.

NOTE 18.

Les institutions féodales reposaient sur la concession de terres qu'on appelait *fiefs* et qui imposait des devoirs réciproques au *suzerain* et au *vassal* (1). Il y avait deux sortes

(1) Le mot *feodum*, *fief*, selon les uns, vient de *fidēs*, foi, à cause des obligations que le feudataire s'imposait sous la foi du serment, ou bien de *feh*, mot teutonique qui signifie récompense, et *od*, propriété, terre ou propriété donnée au vassal comme récompense des services rendus au suzerain. Vassal vient du mot celtique *wasel*,

d'hommages, ou deux formes dans leur expression : la première s'appelait l'hommage-lige (qui lie); la seconde, l'hommage simple. Dans le premier cas, le vassal, ou feudataire, prêtait serment à genoux, sans épée, sans éperons, et ses mains dans les mains de son suzerain, qui recevait son serment. Il jurait fidélité à son supérieur, s'engageait au service militaire (à l'*ost*) à le suivre dans ses expéditions ou à défendre son château-fort; et en cas qu'il vînt à manquer à ses devoirs envers son suzerain, ou s'il levait la main contre lui ou quelqu'un des siens, il perdait ses droits, et son fief était confisqué. En un mot, il était tenu de fournir à son suzerain *fance, justice et service*, c'est-à-dire de l'aider de ses conseils, de s'asseoir sur son tribunal, et de monter à cheval pour le suivre à la guerre.

Le suzerain était tenu de défendre le fief, de protéger le vassal contre toute attaque; et à tout bien considérer, la défense de la personne et de la propriété était réciproquement obligatoire. Le seigneur perdait ses droits sur son vassal, s'il levait sur lui le bâton ou lui déniait la justice; il les perdait encore, s'il attentait à l'honneur de sa dame ou de sa fille. Le vassal ne pouvait être jugé que par ses pairs, réunis sous la présidence du suzerain, et il avait, en outre, le droit d'appel au roi, qui était le suzerain des suzerains.

Dans le second cas (le simple hommage), le vassal, ou feudataire, faisait son serment debout, l'épée au côté et les mains libres; il pouvait se faire remplacer à la guerre et renoncer à l'obéissance du suzerain en lui rendant le fief.

Si l'on cherche à se rendre compte de cette organisation sociale et à en dévoiler l'origine, il faut considérer les dissensions, éternellement renaissantes au sein de la France, sous

noble, ou, peut-être, de *gwas, was*, jeune homme, jeune guerrier à la suite de son chef. Ces mots, celtiques ou teutons, nous donnent à comprendre qu'il existait parmi les Celtes des institutions semblables à celles de la féodalité des IX^e et X^e siècles.

Suzerain, terme barbare qui vient de *sursum*, veut dire le supérieur de tous.

les faibles successeurs de Charlemagne. Le sceptre et l'épée de ce géant couronné pesaient trop à leurs mains débiles ; ils laissèrent s'en aller en lambeaux le magnifique empire qu'il avait créé. Les vassaux se rendirent héréditaires dans leurs fonctions ; les seigneurs se firent indépendants de l'autorité royale ; et chaque grande propriété devint un petit royaume. La royauté avait été le principe de cohésion ; elle disparut pour ainsi dire, et entraîna dans sa chute le morcellement de la terre , l'indépendance des petits usurpateurs , des guerres intestines et la nécessité de s'unir avec des inférieurs pour se défendre mutuellement. Voilà la féodalité , le patronage celte ressuscité sous une autre forme et avec un autre nom. Les grands fiefs se démembrèrent en fiefs de second et de troisième ordre ; mais partout on remarque une exacte réciprocité de devoirs et de droits, partout des moyens de défense pour la propriété et les personnes, et une tendance vers l'ordre, si difficile à réaliser.

Nous ne dissimulerons pas les abus de ce régime social ; nous ne les défendrons pas ; mais bien qu'ils aient été exagérés par la mauvaise foi ou par l'ignorance, les esprits éclairés de nos jours reconnaissent que ce régime ne fut pas en tout et partout exclusivement oppressif. N'est-ce pas à cette organisation sociale que nous devons l'esprit et les institutions de la chevalerie, l'éternel honneur du moyen-âge ? Et le servage, cette heureuse modification de l'esclavage romain, n'est-ce pas par les institutions féodales qu'il a pris la forme adoucie du vasselege ? Qu'était au fond l'ordre social féodal ? Une hiérarchie de terres possédées par de puissants seigneurs, relevant les uns des autres , se protégeant , se défendant les uns les autres ; et maintenant, dans des temps à demi barbares, par la réciprocité des droits et des devoirs, la paix et les bienfaits de l'ordre. Les grands comprirent la nécessité de se défendre ; les artisans, les colons, les laboureurs, tous ceux qui subsistaient du travail, comprirent à leur tour la néces-

sité de s'unir et de se fortifier. N'est-ce pas à ces idées essentiellement féodales que nous devons la *Commune*, ce grand nom qui devait plus tard occuper une si grande place dans les fastes de la France et de l'Angleterre.

« Loin donc d'enclaver l'homme dans l'homme, dit un auteur moderne, comme on l'a tant répété (1), loin d'avilir la dignité humaine, le régime féodal fut donc une institution libérale et civilisatrice, en anoblissant l'homme par le sentiment conservateur de la propriété, en renouant les liens sociaux, rompus par l'anarchie, et en plaçant le faible sous la sauvegarde du fort. »

On crie contre les abus et les imperfections des lois féodales ; mais avons-nous bien le droit de le faire après nos mille et une Chartes et Constitutions qui n'ont vécu qu'un jour, à compter de 1789 jusqu'en 1848 ? La terre et la force, disent nos censeurs, étaient alors la base de l'organisation sociale ; oui, mais dans un temps de dissolution générale, de crasse ignorance, quel autre principe pourrait-on mieux invoquer que l'indépendance et la puissance, l'épée et la propriété ? C'était alors la seule source de la noblesse, et cette source était éminemment respectable.

Jusque-là les citoyens portaient des noms gallo-germaniques ou celtibères, qui, comme les noms grecs ou romains, étaient des noms de races, de tribus, de familles ; mais dans les temps féodaux, on prit de nouveaux noms caractéristiques de l'épée ou de la propriété, des noms des terres, des rivières, des montagnes, etc., etc.

Les duchés, les comtés souverains, se subdivisaient en vicomtés, vigueries (*vicarii*), prévôtés, châtellenies et autres dignités subalternes, mais relevant toujours en ordre régulier les unes des autres. Quelques grands seigneurs maintenaient

Livre II.
Chap. 10.

Massiou,
Histoire de la Saintonge,
tome 1^{er}, 380.

H. Martin,
Histoire de France,
t. 2, page 378.

(1) Voir Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XXX, où sont développées des doctrines erronées sur la féodalité et la vassalité.

l'indépendance de leurs *alleux* (*all-od*, toute propriété), ou terres franches de droits seigneuriaux; et dans le cours de ce travail, nous verrons nos compatriotes, les propriétaires bordelais, proclamant tout haut que leurs terres ont été de tout temps des *francs alleux* (1).

Jean de Lalande, de Bordeaux, interrogé par les commissaires du roi, s'il avait des *alleux*, répondit : *Comme les citoyens de Bordeaux.*

La clé de voûte de cette organisation sociale, c'était le roi, le grand seigneur du duché de France, dont les ducs d'Aquitaine essayèrent parfois de se rendre indépendants. Le droit de conférer les bénéfices et les abbayes avait été usurpé par quelques grands seigneurs; le roi ne conservait que le droit de collation pour les bénéfices ecclésiastiques qui relevaient immédiatement de la couronne. Les papes ont toujours repoussé ces prétentions usurpatrices.

Le clergé, premier corps de l'État, avait aussi le premier rang dans la société politique; les évêques, les abbés, avaient des droits suzerains et exerçaient des devoirs que les princes avaient fait remplir jusqu'alors par des commissaires délégués. La dignité du clergé était encore un élément de progrès; les évêques appartenaient par leurs familles, en général, à l'aristocratie. Par leurs devoirs de pasteurs, par leurs principes chrétiens, et la nature et le but de leur mission, ils étaient, comme le clergé inférieur, attachés à la cause du peuple et les défenseurs nés de ses droits. « Ce corps, dit » Châteaubriand, était constitué de manière à favoriser le » mouvement progressif. La loi romaine qu'il opposait aux » coutumes absurdes et arbitraires, les affranchissements qu'il » ne cessait de commander, les immunités dont ses vassaux » jouissaient, les excommunications locales dont il frappait

*Études
historiques.*

(1) Les alleux étaient des terres partagées entre les chefs francs. Il y avait d'autres alleux, ou terres allodiales, qui, données d'abord à temps, puis à vie, devinrent à la longue héréditaires.

» certains usages et certains tyrans, étaient en harmonie avec
» les besoins de la foule. Les libertés que les prêtres récla-
» maient au nom du peuple ne leur étaient pas incessamment
» données; mais elles répandaient dans la société des idées qui
» devaient s'y développer et tourner au profit de l'espèce hu-
» maine. Le clergé régulier était encore plus démocratique
» que le clergé séculier. Les ordres mendiants avaient des re-
» lations de sympathie avec les classes inférieures. En chaire,
» ils exaltaient les petits devant les grands, et rabaissaient
» les grands devant les petits. Il était impossible que ces vé-
» rités de la nature, déposées dans l'Évangile, ne descendissent
» pas de l'ordre religieux dans l'ordre politique. » Il ne faut
pas oublier ce que dit ailleurs le même auteur, que la voca-
tion religieuse donnait l'affranchissement; le capuchon et la
soutane affranchissaient plus vite que le heaume, et la liberté
rentrait dans la société par des voies inattendues.

On a beaucoup crié contre les richesses de l'Église dans les
temps féodaux; mais on ne saurait en disconvenir, la partie
plébéienne du clergé en possédait les deux tiers. L'épiscopat
se recrutait dans l'aristocratie; il était riche de son propre
fonds; et c'est à lui en grande partie, et aux ordres religieux,
que nous devons les superbes monuments qu'avec le gros
budget de l'État, on a tant de peine à conserver. N'est-
ce pas au clergé qu'on doit ces deux grands faits sociaux :
l'affranchissement des *mancipia* et l'extinction de l'esclavage
domestique? Ne sait-on pas que les fondateurs des ordres
religieux en général, et saint Benoît d'Aniane en particulier,
émancipaient tous les serfs des terres que les riches donnaient
à leurs abbayes? Dans notre *Histoire de l'Église de Bor-*
deaux, nous parlerons des droits des chapitres de Saint-Seu-
rin, de Saint-André et des religieux de Sainte-Croix.

Qui est-ce qui a maintenu l'esprit d'égalité et de liberté
dans ces temps féodaux? C'était l'Église, la république chré-
tienne. Le pape, qui marchait alors à la tête de la civilisation,
c'était sa place, n'avait qu'un pouvoir électif auquel le fils du

—
dernier paysan pouvait aspirer, et auquel sont arrivés des hommes sortis de la dernière classe de la société, mais véné-
nés par leurs vertus et distingués par leur savoir. Pourquoi
les papes furent-ils tout-puissants ! C'est parce qu'ils s'ap-
puyaient sur la souveraineté populaire ; parce qu'ils étaient
l'expression du choix de la majorité. Ils étaient tout-puissants,
dit Châteaubriand ; ils étaient maîtres de tout, tant qu'ils sont
demeurés guelfes ou démocrates ; mais leur puissance a dé-
cliné et s'est affaiblie du moment que, par suite des intrigues
ambitieuses des Médicis, ils ont renié leur nature, abandonné
leur principe de vie, pour devenir gibelins et aristocrates.
Depuis le pape, clé de voûte de l'édifice religieux, la hiérar-
chie descend par les évêques, les curés, les vicaires, jusqu'au
dernier clerc de paroisse ; il y avait des prêtres et des reli-
gieux pour toutes les misères de l'humanité. Le prêtre céli-
bataire, les moines, les religieuses, défrichaient nos landes,
cultivaient les lettres et les sciences, et affrontaient, dans
l'intérêt de l'humanité et pour le ciel, les dangers de la guerre,
l'inclemence des climats, les ravages de la peste, comme l'ont
fait, de nos jours, nos prêtres, nos religieux et nos religieu-
ses, particulièrement les saintes filles de Saint-Vincent-de-
Paule, dans la guerre de la Crimée et pendant les invasions
du choléra. Grâce au clergé, les populations des villes,
transformées successivement de serfs en vassaux, et, enfin,
en bourgeois, avec des droits acquis comme ceux de nos bour-
geois de Bordeaux, éclairées par le zèle et les instructions des
prêtres sortis de leur sein et étrangers à la noblesse féodale,
réclamèrent la protection de leurs personnes, de leur repos et
de leur prospérité, et parvinrent, par le concours des prêtres,
à la formation des sociétés ou des communes ; elles trouvèrent
le pouvoir monarchique disposé à seconder leurs efforts et à
réaliser leurs vœux. La Commune était un pacte d'union, d'a-
mitié, de concorde et de défense mutuelle ; c'était l'entente des
bourgeois pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts.

Nous ne prétendons pas que le système féodal fut exempt

de défauts ; il y en eut beaucoup ; mais où est-ce qu'il n'y en a pas ? Les grands fiefs se subdivisèrent en petits fiefs ; et parmi les seigneurs, les plus petits ont toujours été les pires. Ces petits *sires* érigèrent en lois leurs volontés, leurs fantaisies et leurs caprices ; c'étaient des *droits* ridicules et immondes, des outrages à la morale évangélique et à la dignité humaine, tels que l'infâme droit de *marquette*, de *prélibration*, qui n'a jamais été un droit général ; il n'était qu'une exception ; et ce sont les passions de quelques misérables tyrans qui firent introduire dans quelques rares endroits ce hideux *rachat*, qui a été inconnu parmi les seigneurs du pays bordelais.

Dans le régime féodal, les filles étaient exclues de la possession de la terre, et l'inaliénabilité du fief substitué d'aîné en aîné ; cependant, sous Hugues Capet, on voit les filles égales aux fils et préférées aux collatéraux, quand il n'y a point de fils (1). Mais en général le bien patrimonial, le manoir seigneurial, appartenait à l'aîné, et c'était de lui que les puînés tenaient leurs terres comme arrière-fiefs. Tout cela tendait à conserver les grandes terres territoriales ; on comprit que le morcellement des terres par un partage successif allait un jour amener le règne de la démocratie. Les lois écrites avaient disparu avec les Capitulaires, les rois essayèrent de renouveler le pouvoir législatif, mais sans succès. Dans certains pays, on réduisit en coutumes locales quelques traditions celtiques, quelques dispositions des lois visigothes et des lois romaines ; dans d'autres endroits, on suivait le droit écrit. Dans l'Aquitaine, en général, on voit un mélange du droit coutumier et du droit romain. Tel était en général l'état des choses

Livre II.
Chap. 10.

H. Martin,
*Histoire
de France*,
tome 3.
Duchesne,
Script. rer.,
etc.,
tome 4, 432.

(1) Hugues se fit donner le titre de *majesté* ; mais il fut abandonné, et il ne reparut que sous Louis XI. Il a été donné au petit-fils de Hugues, à Henry I^{er}. (Fleury, *Hist. ecclésiast.*, t. 12, p. 377). Le titre *dominus* ou *domnus*, seigneur, était donné aux évêques du temps de Charlemagne. (Aug. Thierry, *Essai sur l'Hist. du Tiers-État*, p. 15).

pendant les X^e et XI^e siècles : un mélange de bien et de mal ; des avantages sociaux immenses à côté des abus injustifiables et criants.

Le plus grand suzerain de cette époque, dans le Bordelais, était, sans contredit, *Pey de Bordeaux*, successeur des Paulins, et dont la demeure était au Puy-Paulin, dans cette ville. Il avait de nombreux fiefs dans le pays, comme on peut voir par des documents achetés tout récemment à Bruxelles, d'après les ordres de M. Gautier aîné, maire de Bordeaux. L'archevêque et les deux chapitres avaient aussi plusieurs fiefs, dont nous aurons occasion de parler dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

CHAPITRE XI.

Désordres dans toutes les administrations, dans le clergé. — Puissance de la foi. — Le pape Urbain II. — La Croisade. — Les seigneurs aquitains prennent la Croix. — Le pape consacre l'église de Saint-André à Bordeaux. — Le retour des Croisés. — Concile de Poitiers. — Philippe excommunié. — Nouvelle expédition pour Jérusalem. — Guillaume IX. — Le comte d'Armagnac attaque Bordeaux. — La Lande. — Son combat. — Le couvent des Carmes. — Ses ancêtres. — Le vicomte de Benauges établit un droit de péage à La Réole. — Le comte de Toulouse part pour la Palestine. — Il meurt à Tripoli. — Guillaume IX s'empare de Toulouse. — Ses mœurs. — Son abbaye de courtisanes à Niort. — Il est excommunié. — Il va combattre les Maures en Espagne. — Il meurt en 1126.

DE 1079 A 1126.

Dans ce mouvement de rénovation politique et religieuse qu'on remarquait partout, on voyait çà et là plusieurs éléments de discorde en dehors du cercle général des affaires : Dans l'ordre civil, c'était la jalousie des seigneurs inférieurs contre des seigneurs plus puissants, l'insurrection du droit contre la tyrannie de la force, l'enfantement toujours laborieux d'une nouvelle société. Dans l'ordre religieux, c'était l'apparition de l'hérésie, la prédication de la doctrine insolite et dangereuse de Bérenger, que l'Église et l'autorité séculière s'empressèrent de condamner à sa naissance; c'était l'esprit d'insubordination du dehors se glissant même dans la solitude des cloîtres. L'orgueil inspirait des actes que l'humilité et des vœux solennels condamnent. A Auch, où la population s'était beaucoup accrue depuis que ce siège était devenu métropolitain, l'archevêque crut devoir ouvrir et bénir un nouveau cimetière en rapport avec les besoins de la ville; les moines s'y opposèrent, par la raison que, de temps immémorial, ils

Livre II.

avaient, eux seuls, le privilège d'inhumer les morts dans le cimetière de leur monastère. L'archevêque passa outre; Léon IX fit droit à la réclamation des moines, qui, fiers de leurs succès, accusèrent le prélat de simonie, et le firent déposer en 1049.

Austinde, natif de Bordeaux, fut élu à sa place; il alla à Rome et releva la prélature de la déconsidération où l'avait jetée une misérable intrigue monastique.

Des scènes semblables se renouvelèrent à Bordeaux. Le cimetière de Saint-Saurin était le plus ancien du pays; on le croyait établi et consacré par saint Martial; et les chrétiens des environs l'avaient tellement en vénération, qu'ils s'y faisaient tous enterrer. L'habitude devint, aux yeux des religieux de Saint-Saurin, un droit; mais le chapitre de Saint-André refusa de le reconnaître. L'archevêque se prononça en faveur de Saint-Saurin; mais le chapitre renouvela plus tard ses prétentions; et appuyé par les besoins d'une population toujours croissante, triompha enfin de l'opiniâtreté intéressée des religieux, et rendit à tous, quant au choix du cimetière, la liberté d'inhumation.

1090.

Nous voici arrivés à la fin du XI^e siècle : une nouvelle ère commence, une autre société se forme. La foi était alors le grand mobile de la politique; puissant levier, il avait son point d'appui dans le cœur de l'homme. C'est sur elle que les princes s'appuyaient; par elle ils réussissaient dans leurs entreprises. Elle était l'âme de toutes les grandes affaires du temps. Pierre l'Hermitte parcourait les pays chrétiens et faisait partout un triste tableau de Jérusalem et de l'état d'abjection et de misère où les Turcs tenaient les pèlerins de l'Europe, les chrétiens qui allaient de tous les coins de l'univers visiter le Saint-Sépulcre. On s'apitoyait sur le sort de ces infortunées victimes du fanatisme musulman; on excitait le zèle du clergé et des princes; on exaltait le courage des uns; on électrisait les autres, au point qu'une seule pensée germais

dans tous les esprits, un seul vœu animait et réchauffait tous les cœurs. Les pauvres prennent part à cet enthousiasme général; les riches se laissent aller au courant des idées, et tous ne demandent qu'à marcher à la conquête de la Terre-Sainte. Il fallait un chef : Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse, se présente pour les conduire; Urbain II bénit leurs armes et applaudit à leur entreprise. Raymond était l'un des plus grands guerriers du temps : ses États étaient étendus, son influence égalait sa renommée, et sa puissance surpassait celle du roi de France. Fier de ses exploits et de ses triomphes sur les infidèles, qu'il avait combattus avec le Cid, il brûlait du désir de moissonner de nouveaux lauriers, et se voua au service de la Croix. Tous les yeux étaient tournés vers l'Orient; c'est là que la foi et le courage se donnaient un rendez-vous général. Raymond se mit à la tête du troisième corps d'armée, composé de Gascons, de Bordelais, de tous les peuples qui se trouvaient sur son passage jusqu'aux Alpes, et passa les Apennins au mois d'octobre 1096, aux cris mille fois répétés de : *Dios lou volt*. Pendant son absence, Guillaume IX, qui avait épousé Philippa, fille de Guillaume, comte de Toulouse, s'empara de ses États : conquête facile; personne ne les défendait.

Urbain II était digne du rôle que la Providence lui réservait; c'était l'homme de son temps, le promoteur principal, l'agent de la civilisation chrétienne, qui cherchait de nouvelles conquêtes. Sa voix retentit au Concile de Clermont, en 1095, en faveur de la Terre-Sainte : entouré de treize archevêques, de deux cent vingt évêques, d'abbés et de puissants seigneurs, il appela autour de la Croix tous les amis de la religion et de l'humanité; il proclama même que la croisade remplacerait au besoin toutes sortes de pénitences pour les Croisés qui iraient conquérir sur les mahométans la terre sanctifiée par la naissance du Sauveur et arrosée de son sang. La Guienne se réveilla, comme d'une longue léthargie, à la

Livre II.
Chap. 11.

*Hist. générale
du
Languedoc,
tome 11.*

voix du pontife ; un mélange de foi, d'esprit militaire et d'une inquiète curiosité religieuse, souleva une grande partie de l'Europe, et précipita les peuples sur la route de Jérusalem.

Toutes les passions se taisaient devant une seule ; mais celle-là était grande et noble ; elle entraînait tous les cœurs. Tout le monde s'empressa de prendre la croix : les prêtres, mus par un saint zèle et pour donner l'exemple ; les nobles, excités par la gloire, et peut-être par la crainte de paraître lâches et impies ; les serfs, par obéissance et attachement pour leurs maîtres ; les chevaliers, par devoir ; les cadets des familles nobles, dans l'espoir de faire fortune et d'acquérir des richesses à la place du patrimoine de leur père, que la législation leur enlevait au profit d'un droit d'aînesse ; les uns, pour se sanctifier davantage ; les autres, pour faire pénitence de leurs péchés ; le grand nombre, pour avoir part aux grâces promises par le successeur de saint Pierre ; tous, en un mot, pour gagner le ciel, la gloire ou la fortune, d'une manière ou d'une autre. On abandonna ses champs, sa maison, sa famille : les seigneurs vendirent leurs châteaux et leurs terres aux églises et aux monastères, afin de s'acheter des armes, et s'en allèrent comme pour une partie de plaisir, escortés de leurs pages, de leurs familles et même de leurs faucons et chiens de chasse. Jeunes et vieux, pauvres et riches, les infirmes et les gens en bonne santé, tous partirent à pied ou en charrette, vers une terre lointaine, où l'imagination et l'ignorance fanatique croyaient entrevoir une terre promise, avec ses richesses inépuisables et des délices éternelles. « *Les chemins étaient trop étroits*, dit Guillaume de Malmesbury ; *l'espace manquait aux voyageurs.* »

Les seigneurs d'Aquitaine se lèvent comme un seul homme et se mettent en route avec Raymond en tête ; la Gascogne fournit un noble contingent : Gaston de Béarn, les d'Albret, les seigneurs de l'Ile et autres barons et chevaliers bordelais s'en-

rôlent sous sa bannière. Des amis s'adoptent réciproquement et mettent en commun leurs fortunes et leurs espérances : les jeunes chevaliers de Bezolles et de Beaumont font un contrat semblable; et ayant pris la croix, partent pour la Palestine (1). Le premier revint et hérita de son frère adoptif; c'est alors que les chefs prirent des armoiries, qui étaient reproduites sur les armures et les caparaçons des chevaux; c'était par ce moyen qu'ils se reconnaissaient pendant que la visière de leur casque était baissée.

Le Pape distribua des croix aux braves et assista pour ainsi dire à leur départ; il vint ensuite à Bordeaux, accompagné d'Amat, archevêque de cette ville, et consacra la nouvelle église de Saint-André, le 4^{or} mai 1096.

La nouvelle de la prise de Jérusalem et du retour des Croisés enflamma extraordinairement l'ardeur et l'enthousiasme religieux des Aquitains : chaque Croisé était un héros, et chaque héros était le pèlerin de sa foi. A leur retour, on les entourait, on les écoutait avec bonheur et respect; les récits merveilleux de ces pays lointains, de Jérusalem, de Nazareth, de Bethléhem, la description de ces lieux si souvent foulés des pieds sacrés du Sauveur, les charmes des paysages, la description de ces endroits qui occupent une si grande place dans l'histoire de l'humanité; tout cela exaltait les imaginations et excitait partout un enthousiasme religieux et militaire à la fois. La perte de quelques centaines de mille hommes n'était rien; la gloire d'avoir délivré Jérusalem n'était pas achetée trop cher. Aucun sacrifice ne paraissait trop grand à côté de la glorieuse conquête de la Terre-Sainte et de la

Livre II.
Chap. 11.

—
Bajole,
Hist. sacrée
d'Aquitaine,
liv. II.

(1) Dans les expéditions pour la Terre-Sainte, on portait la croix sur l'épaule droite : elle était de couleurs différentes, suivant les nations. La croix était rouge pour les Français et les peuples de la Gaule, blanche pour les Anglais, verte pour les Flamands, noire pour les Allemands, jaune pour les Italiens.

Dans les croisades contre les Albigeois, on portait la croix sur la poitrine. (Tourret, *Encyclopédie moderne*, Croisades.)

Livre II.
Chap. 11.

délivrance du Sépulcre du Sauveur. On bénissait les Croisés, on insultait les lâches qui n'avaient pas voulu partir où qui avaient tout abandonné en route : enthousiasme religieux, ardeur militaire, dévouement, abnégation, patriotisme unis à la foi, voilà le penchant général, la tendance de tous les esprits de cette époque.

18 novembre
1100.

Hug. Flav.,
Chroniques,
page 260.

Aug. Thierry,
XIV, 13.

—
Geoffroi,
Vita s. Bern.,
page 42.

Histoire littér.
de
la France,
tome 11.

Les pertes qu'éprouva la première expédition mirent le Pape dans la nécessité de demander aux princes chrétiens de nouveaux renforts. Il fit convoquer, à cet effet, un nouveau concile à Poitiers (1). Après les débats religieux et politiques, les légats lancèrent une excommunication contre le roi Philippe, pour avoir repris sa concubine, Bertrade, malgré les engagements qu'il avait pris avec Urbain II. Le prince Guillaume, duc d'Aquitaine, voyant qu'on allait prendre une mesure si sévère contre le roi, commença à craindre pour lui-même ; et se sentant aussi coupable que le prince excommunié, il fit attaquer les pères du concile par ses affidés.

Des pierres furent lancées contre les évêques : un clerc fut tué et le concile dispersé ; mais la sentence fut lancée, malgré toutes les violences du parti de Guillaume. L'Église dissimula ses griefs ; elle avait besoin de lui. Mabillon croit qu'il y a de l'exagération dans ce récit de Geoffroi ; mais d'autres l'affirment. Nous adoptons leur opinion, qui nous paraît plus vraisemblable que celle de Hugues de Flavigny.

Jérusalem était conquise ; il fallait la conserver. Une poignée de braves était restée pour garder le Saint-Sépulcre ; mais entourés de nombreux et puissants ennemis, ils se sentirent faibles et en danger. De nouveaux renforts furent demandés à Poitiers ; on s'enrôla avec empressement ; et Guillaume IX, après avoir restitué le comté de Toulouse à Bertrand, fils de Raymond de Saint-Gilles, se mit à la tête de la

(1) Ce concile fut convoqué par Urbain II, comme le dit Améd. Thierry ; mais les légats de Paschal II y présidèrent.

deuxième expédition. Guillaume était l'un des hommes les plus remarquables de son siècle : plein d'esprit, d'une vive et brillante imagination, il était épris de la poésie et passait pour un excellent troubadour : fort, beau, bien fait et valeureux, le commandement lui allait bien ; mais ses vices déshonoraient sa naissance et sa dignité. Sa jeunesse s'était passée dans des écarts, dans des crimes dont le pouvoir garantissait l'impunité. Grand trompeur de dames, dit son historien, et obstiné protecteur de l'hérésie (1), il craignait cependant les censures de l'Eglise : le remords même s'était glissé dans son âme ; il voulait, lui aussi, expier ses méfaits par un pèlerinage belliqueux. Tous les yeux étaient fixés sur lui ; il s'était souvent distingué dans les combats, et surtout par la réduction de Blaye, en 1096. C'était l'homme qu'il fallait à la tête de la nouvelle expédition ; il y consentit, pour se réconcilier avec le clergé, pour expier ses folles amours et ses méfaits par la pénitence et des travaux qui devaient tourner à la gloire de la religion. Ainsi ce gai, ce courtois prince, premier troubadour du pays, fit ses adieux au monde et se mit en route pour la Palestine, avec cent quarante mille soldats, sans compter un nombre prodigieux de femmes, de jeunes filles, qui suivaient en désordre cette immense armée, composée de Gascons, de Bordelais, de Poitevins, de gens rassemblés de toutes parts. La discipline y était nulle, l'insubordination y était au comble ; les sages conseils de Raymond de Saint-Gilles étaient si peu écoutés, que ce grand corps fut presque complètement détruit avant qu'il n'arrivât en Palestine (2).

Livre II.
Chap. 11.

Fleury,
XIV, 268.

*Hist. générale
du
Languedoc,
tome 2.*

(1) Le coms de Peitieu si fa uns dels maiors trichadors de domnas... et anet lonc temps per lo mond per enganar las domnas. (Raynouard, *Choix de poésies*, t. 3).

(2) On a conservé le *Chant de Départ* de cette armée de Guillaume, en vers provençaux. « Fidèle à l'honneur et à la vaillance, je m'arme, partons!... Adieu, brillants tournois ; adieu, grandeurs et richesses ; adieu, tout ce qui enchaînait mon cœur, je vais aux champs où Dieu promet la rémission des péchés. » (Raynouard, *Poésies des Troubadours*).

Guillaume renonçait au péché, en paroles seulement ; il gardait encore *ce qui en-*

Livre II.
Chap. 11.

1103.

Marca,
*Histoire
du Béarn*,
lib. V, ch. 13.

Ces expéditions d'outre-mer, louables dans leur but, furent déplorables dans leurs résultats immédiats dans le pays, et donnèrent naissance à mille abus, à de graves désordres, à de fâcheux incidents, qui caractérisent les mœurs de l'époque, dont il serait difficile d'esquisser le tableau. Les grands étaient en Palestine; les pauvres sans guide, sans protecteur, sans frein; les hommes puissants s'arrogeaient des droits que les serfs, les pauvres et les prêtres n'osaient leur contester. La licence des mœurs s'accroissait avec l'impunité du crime. Bernard, vicomte de Benauges, dont les finances n'étaient pas médiocrement obérées, établit sur la Garonne, à La Réole, un péage qui excita les plus vives réclamations des habitants des deux rives. Les communications étaient interrompues; le peuple se récriait; mais les moines de La Réole ayant plus de raison de se plaindre que les habitants, portèrent leur plainte au duc d'Aquitaine, à son retour de Jérusalem. Guillaume IX ordonna la suppression du droit de péage. Mais Bernard de Benauges, tout en promettant de bien faire, n'en continua pas moins à percevoir l'impôt. De nouvelles plaintes furent portées; Guillaume convoqua alors à La Réole un plaid de la cour de Gascogne. Tous les feudataires s'y rendirent: Bernard, comte d'Armagnac; Loup-Aner, vicomte de Marsan; Étienne, évêque de Bazas, et plusieurs autres grands personnages du pays. Le péage fut aboli, et Bernard de Benauges obligé de fournir des cautions pour l'exécution de ce jugement. Gaston de Béarn et Pierre, vicomte de Gabarret, furent ses garants.

Le goût des croisades était toujours celui du siècle: les riches y consacraient leur fortune; les jeunes nobles s'y distinguaient par de hauts faits d'armes; la valeur et la religion

chatnait son cœur, des essaims de jeunes filles (*examina puellarum*), qui le suivaient, lui et ses compagnons, et, après sa défaite, allèrent orner les harems asiatiques. (H. Martin, *Hist. de France*, t. 5).

exaltaient l'enthousiasme général ; la société avait trop de sève, et versait son trop plein de vitalité sur les côtes de la Syrie. Bertrand, comte de Toulouse, avait hérité des idées chevaleresques et de la valeur de son père, le célèbre Raymond de Saint-Gilles, qui mourut à Tripoli en 1105 ; il partit lui aussi pour la Palestine, avec quatre mille chevaliers, et y trouva, comme son père, une tombe à Tripoli, en 1112. Son fils, Alphonze Jourdain, revint à Toulouse ; mais sa jeunesse, son inexpérience, ne servirent que trop bien les prétentions de Guillaume IX, qui, appuyé sur les droits de sa femme, s'empara de nouveau de Toulouse dont il s'était dessaisi avant son départ pour la Terre-Sainte. Centulle, comte de Bigorre, et Bertrand, évêque de Bazas, lui servirent d'auxiliaires dans cette odieuse usurpation ; il en resta maître jusq'en 1120.

Jusqu'alors, Guillaume avait été excessivement licencieux dans ses mœurs ; il menait, au milieu d'une troupe de femmes de mauvaise vie, la conduite d'un prince musulman. Son voyage en Orient ne l'avait pas corrigé : sa maison était un harem, sa vie était un tissu d'immoralité, l'impudicité son penchant favori, la volupté son élément, la poésie et la guerre ses délassements. Il revint de Jérusalem plus dépravé que jamais ; il fonda à Niort un palais qu'il peupla de courtisanes soldées par le Trésor : il appelait cette maison son abbaye, et chaque femme, une religieuse, car il ravalait ainsi la dignité de cette profession et de ce nom, qui est synonyme de chasteté. Chaque courtisane avait sa cellule et prononçait des *vœux de plaisirs* ; une abbesse, crossée et mitrée, gouvernait cette horde de prostituées, et un sérail infâme s'élevait ainsi au centre même de la France chrétienne ! Cité à comparaître devant le concile de Reims, en 1119, il prétexta une maladie et ne comparut point. Son épouse s'y présenta, et accusa le duc d'avoir vécu dans la débauche, et surtout d'avoir enlevé et gardé, au détriment de la morale, au scandale du peuple, la femme du vicomte de Châtellerault. On lui donna

Livre II.
Chap. 11.

1109.

1120.

Fleury,
XIV, 260.

Livre II.
Chap. 11.

un délai pour rentrer dans le devoir et reprendre sa femme légitime; le concile chargea l'évêque de Poitiers de l'excommunier s'il persistait dans son adultère et dans ses débauches. L'évêque l'admonesta souvent, mais sans succès; alors il fixa un jour pour prononcer l'excommunication; mais au moment où l'évêque allait prononcer la formule sacramentelle, le duc courut à lui dans l'église, l'épée à la main, le saisit par les cheveux, et s'écria : *Tu m'absoudras, ou tu mourras*. L'évêque feignit d'avoir peur, et hésita, comme pour réfléchir, mais en réalité pour prononcer la sentence. Alors, regardant en face le prince courroucé, et lui tendant le cou, il lui dit : *Frappe maintenant!* Cet héroïsme déconcerta le duc : plus vaincu, plus humilié que Théodose devant saint Ambroise, il remit son épée au fourreau.... *Va, misérable, lui dit-il, tu mérites un enfer sur la terre. Je ne veux pas t'envoyer en paradis.* Il le chassa de son siège.

Guillaume
de Malmesbury

C'est ainsi que, dans les siècles de barbarie, on voit toujours les Papes, les évêques, les premiers à braver toutes sortes de périls, pour veiller sur les mœurs, sauvegarder les libertés de l'Eglise et du peuple.

Guillaume, excommunié, aurait voulu faire quelque chose pour l'Eglise, qui lui en voulait de ses violences et de ses débauches; c'était la pensée d'une réconciliation qui lui traversait la tête; il en avait un désir moins apparent que réel. Il survint, en outre, une autre circonstance qui le raffermir dans son bon propos et surexcita l'esprit public. On apprit, par des récits merveilleux, les exploits des Croisés, le courage de Godefroi de Bouillon, qui pénétra le premier dans la ville de Jérusalem, les hauts faits d'armes du vicomte de Béarn, qui avait pris Nicée et Édesse; en un mot, la renommée proclamait aux quatre coins du monde les faits d'armes, les prodiges de valeur des Francs et des Aquitains. Guillaume, stimulé par la gloire, agité par une conscience troublée, honteux d'avoir été oisif pendant que d'autres moissonnaient d'abondants lau-

Michaud,
*Histoire
des
Croisades,*
tome 4.

riers, prit de nouveau les armes contre les musulmans d'Espagne, qui persécutaient les chrétiens. Il se rendit à la Grande-Sauve pour y faire ses Pâques, ce qui le suppose absous et réconcilié avec l'Église; il était accompagné de l'archevêque de Bordeaux, des évêques d'Agen et de Bazas, et y prêta serment de garder les privilèges déjà accordés à cette nouvelle abbaye. Il alla ensuite en Espagne, où, de concert avec le roi d'Aragon, il défit le roi de Cordoue et ses onze émirs, à la fameuse bataille d'Arinzol. En rentrant dans sa patrie, chargé de dépouilles des infidèles, il fut étonné d'apprendre que Toulouse, dont il s'était emparé comme appartenant de droit à sa femme, Philippa, avait ouvert ses portes à Alphonse Jourdain, l'héritier légitime, et que tous les seigneurs du pays s'étaient prononcés en sa faveur. Il leur déclara la guerre, sans autre allié que le comte de Barcelonne, et les poursuivit avec acharnement jusqu'en 1126; mais la mort de Guillaume, arrivée le 10 février, mit fin aux hostilités. Guillaume X, alors âgé de vingt-huit ans, succéda à son père.

Livre II.
Chap. 11.

—
Ciro, *Histoire de la Grande-Sauve*, tome 2, 41.

—
Marianæ, *Hist. Hispan.*, lib. I.

—
Zurita, *Indices rer. Aragon.*, lib. 1.

1126

CHAPITRE XII.

Guillaume X. — Il favorise l'antipape. — Saint Bernard le menace de la colère de Dieu. — Guillaume fonde l'hôpital de Saint-Jacques à Bordeaux. — Notice sur cet hôpital (*note*). — Éléonore de Guienne épouse Louis le Jeune. — Mariage malheureux. — La Croisade. — Louis y prend part. — Éléonore mène une vie scandaleuse. — Louis mécontent. — Ils reviennent en France. — Divorce. — Suger s'y oppose. — L'archevêque de Bordeaux aussi. — Le divorce est accordé à Beaugency. — Éléonore épouse Henry, héritier de la couronne d'Angleterre. — L'Aquitaine passe sous les Anglais. — Le mot *Guienne*. — Les comtes de Poitiers qui ont régné sur la Gascogne.

DE 1126 A 1152.

Livre II.

—

Guillaume X, moins débauché que son père, n'hérita pas de ses brillantes qualités; sa vie était aussi obscure que celle de son père avait été agitée et glorieuse. A cette époque, il régnait un déplorable schisme dans l'Église, par suite des prétentions de l'antipape Anaclet II, dont le jeune duc avait épousé les intérêts, en opposition à Louis le Gros, à presque tous les évêques et presque tous les seigneurs de l'Aquitaine et de la Gascogne, qui s'étaient prononcés en faveur d'Innocent II. Saint Bernard alla le trouver, dans l'espoir de le gagner, par la raison et sa douce éloquence, à reconnaître Innocent II; Guillaume fit de belles promesses; mais elles ne passèrent jamais en faits, et il ne voulut pas consentir à rétablir les évêques légitimes qui avaient été expulsés de leurs sièges. Saint Bernard, désolé de ce coup si terrible, porté à l'unité et à la discipline de l'Église, s'imagina d'employer des armes d'une autre espèce. Un jour, ayant su que le duc, excommunié encore, se tenait dehors, à la porte de l'église, à Parthenay, pendant la messe, saint Bernard place le Saint-Sacrement sur

Fleury,
XIV, 447.

la patène; et fendant la foule, se dirige vers le duc abasourdi, et lui parle ainsi : « Depuis longtemps, nous vous adressons » nos prières, et vous les méprisez; tous les serviteurs de Dieu » se sont réunis pour vous représenter vos devoirs, et vous » ne les avez pas écoutés. Voici le Dieu vivant, le chef, le » seigneur de cette Église, que vous persécutez, qui vient » vous trouver lui-même. C'est ce juge terrible, en présence » de qui tout genou fléchit dans le ciel, sur la terre et dans » les enfers; votre âme est sur le point de tomber pour ja- » mais entre ses mains redoutables. Le mépriserez-vous aussi » et le traiterez-vous ainsi que vous avez traité ses fidèles » serviteurs? » Frappé de ces paroles foudroyantes, de la sainte audace de l'homme de Dieu, de la consternation du prince, en un mot, de la nouveauté du spectacle, le peuple fondit en larmes. Le duc tomba sans connaissance et resta quelques moments sans pouvoir proférer un mot. Alors saint Bernard lui parla en termes plus doux, mais fortement accentués, et lui dit de se lever et d'écouter les ordres de Dieu : « L'évêque de Poitiers, que vous avez chassé de son siège, » est ici présent; allez vous réconcilier avec lui; donnez-lui » le baiser de paix, et rendez-le à son église. Satisfaites à » Dieu pour toutes les fautes que vous avez commises; répa- » rez les injures que vous avez faites à son saint nom; rap- » pelez dans les liens de l'unité ceux de vos sujets qui les ont » rompus à votre exemple. Toute l'Église obéit au pape In- » nocent II; ne différez plus de lui rendre vos hommages. »

Le malheureux prince, tout stupéfait, tout étonné et troublé dans sa conscience, demanda à saint Bernard ce qu'il convenait qu'il fit. Le saint lui dit d'aller en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle par pénitence. Les pèlerinages étaient alors et toujours considérés comme un excellent moyen d'expiation. Guillaume se laissa aller à cette pensée, qui lui sourit; il avait accompagné Geoffroi Plantagenet en Normandie; et témoin de tous les pillages que les soldats avaient commis dans

Livre II.
Chap. 12.

Vita Bernard,
lib. II, cap. 6.

Mabillon,
Annal. Ben.,
lib. 76.

les églises et les monastères, il en conçut un tel remords, que la pénitence de saint Bernard ne lui paraissait qu'une très-médiocre satisfaction pour tant de méfaits. Sans énergie, sans courage, il ne savait supporter les peines ni les braver ; le sentiment religieux le dominait au point, qu'un de ses vassaux lui ayant enlevé sa femme, il n'y voyait que la main de Dieu qui s'appesantissait sur lui en expiation de ses péchés. Il avait eu la pensée de finir sa vie dans la pénitence ; saint Bernard le décida tout à fait.

*Vie de Louis
le Jeune,
attribuée à
Suger.*

Guillaume accepta donc la pénitence de l'abbé de Clairvaux (1). Il mit de l'ordre dans ses affaires, fit son testament, institua sa fille aînée, âgée de seize ans, héritière de ses duchés d'Aquitaine et de Gascogne, à condition qu'elle épouserait Louis le Jeune, fils aîné du roi de France, que son père avait depuis deux ans associé à la couronne ; la plus jeune de ses filles épousa Raoul, comte de Vermandois (2). Ayant tout réglé, il se mit en route, suivi de trois ou quatre serviteurs ou amis, pour Saint-Jacques de Compostelle, à pied et en

(1) Montaigne dit qu'il porta, les dix dernières années de sa vie, continuellement une cuirasse sous un habit religieux, par pénitence. (*Essais*, liv. 1, ch. XL).

(2) Sa fille aînée s'appelait Aliénor, qu'on prononce en anglais Éléonore et qu'on a écrit de même depuis la domination anglaise en Guienne. Larrey et quelques autres écrivains ont dit qu'Éléonore était fille de Guillaume IX ; c'est une erreur : M. de Bréquigny a suffisamment prouvé qu'elle était fille de Guillaume X, petite-fille du fameux troubadour. (*Mém. de l'Acad. des inscript., etc.*, t. 43). Guillaume avait un beau château à Belin ; on prétend que c'est là que naquit Éléonore.

Le nom de cette princesse s'écrit différemment dans les anciennes Chartres et histoires ; le plus souvent c'est *Aliénor* qu'on rencontre, quelquefois *Aénor*. (*Preuves de Besly*, p. 494) ; *Eliaenor* dans la chronique de Sens (Besly, p. 495) ; et *Léonore* dans le testament de son père, Guillaume. *In nomine Sanctæ et individuæ Trinitatis, ego Willelmus... alias meas Regis domini mei protectioni relinquo, Léonoram collocandam cum Domino Ludovico Regis filio, si Baronibus meis placuerit, cui Aquitaniam et Pictaviam relinquo, Peronellæ vero meæ filie possessiones meas et castella quæ in Burgundiâ possideo...* (*Veter. Script.*, t. 5, col. 1153).

D'où il résulte qu'Éléonore, quoi qu'on en ait dit, n'était pas fille unique ; sa sœur, Péronelle, s'appelait aussi Alayde ou Alays. C'est ainsi qu'elle est désignée par l'auteur des *Gestes de Louis VII*. (Duchesne, t. 4, et Suger, *ibid.*, p. 413).

costume de pèlerin. Cette circonstance mérite de figurer dans un tableau de mœurs; elle prouve, non pas la culpabilité du prince, mais la tendance de l'esprit public; elle caractérise une imagination impressionnable et la puissance du sentiment religieux sur une conscience troublée à la voix d'un saint prêtre qui voulait le bien et remplissait un devoir.

Louis le Gros apprit ces dispositions avec un indicible plaisir, et accepta l'alliance; c'était doubler son royaume et procurer à son fils la femme la plus spirituelle, la plus riche et la plus belle de son époque. Le prince pèlerin, avant de se mettre en route, fonda, hors des murs de Bordeaux, dans un lieu appelé *Clos Mauron* (aujourd'hui *rue du Mirail*), un hospice plus spacieux que celui des pauvres, qui s'y trouvait; le nouvel hôpital fut supprimé en 1574 et donné aux Jésuites en 1605. Il attacha à cet établissement des ecclésiastiques pour le service des *romieux*; ou pèlerins de Saint-Jacques (1).

NOTE 21.

Guillaume
de Nangis.

Louis le Jeune s'empressa d'aller rejoindre sa fiancée, qui résidait à Bordeaux. Son escorte était nombreuse; il avait avec lui cinq cents nobles ou personnages marquants, parmi lesquels étaient Thibaud, comte de Blois; Guillaume de Nevers; Rotron, comte de Perche; et Geoffroi, évêque de Chartres et légat en Aquitaine. Arrivés en vue de Bordeaux, les troupes campèrent sur les hauteurs de Lormont et du Cypressat, qui dominant la ville. Le roi leur avait recommandé, avant leur départ de Paris, d'éviter tout acte de pillage ou de désordre, de peur de s'aliéner l'affection des sujets qui se donnaient volontairement à la France. On ne leur permit pas d'entrer en ville, afin de leur ôter tout prétexte de collision. D. Devienne dit que l'on fit ainsi, parce que *la ville n'était pas assez grande pour loger une si grande multitude*; c'est une erreur: la raison en était différente; elle était toute politique. L'arrivée du prince fut saluée avec enthousiasme par une foule

(1) Saint-Jacques ou, en anglais, Saint-James; c'est la seule rue à Bordeaux qui perpétue le souvenir des Anglais.

Livre II.
Chap. 12.

immense, ivre de joie et livrée à toutes sortes de plaisirs. Éléonore l'y attendait avec une nombreuse et brillante cour, composée des seigneurs de Guienne, du Poitou, de Saintonge et de Gascogne; elle était dans ses seize ans.

1137,
8 août.

D. Devienne,
page 23.

Le dimanche suivant, les deux fiancés se rendirent à Saint-André, où Geoffroi III, archevêque de Bordeaux, les reçut avec pompe et leur impartit la bénédiction nuptiale. L'historien qui rapporte ce fait, dit un écrivain, n'entre pas dans les détails de cette brillante cérémonie; il se contente de dire que l'éloquence de l'orateur romain, et la variété des pensées de Sénèque, auraient été insuffisantes pour en décrire toute la magnificence, ainsi que les belles et somptueuses fêtes dont elle fut suivie. Les époux furent couronnés ensemble; ils confirmèrent les privilèges de la ville et du clergé, et exemptèrent, par une Charte particulière, l'archevêque de Bordeaux, tous les évêques et abbés de la province, des droits régaliens (1). Ils accordèrent ensuite aux chapitres des cathédrales et des abbayes le droit d'élire leur abbé; ces privilèges furent confirmés par Charles VII, en 1454, le 23 juin, à Saint-Jean-d'Angély.

*Histoire
de
l'Église Santon*

Fleury,
*Histoire
ecclésiastique*,
liv. 68.

Après quelques brillantes fêtes, les époux partirent de Bordeaux pour Paris, et apprirent à Poitiers, le 1^{er} août, la mort de Louis le Gros; elle avait été précédée de quelque temps de celle de Guillaume, qui fut enterré devant l'autel de Saint-Jacques, à Compostelle, le Vendredi-Saint, 9 avril 1137. Éléonore monta donc sur le trône de France, riche, jeune, gaie, spirituelle et jolie; c'était tout ce qu'il fallait pour faire des heureux; c'était trop pour le bonheur de Louis et de la

(1) La Charte donnée à cette occasion a été conservée par M. l'abbé Lebœuf; elle est littéralement conforme à une copie vérifiée, à la demande du chapitre de Saint-André, en 1319, et porte la date de *Bordeaux, MCXXXVII*. Elle fut faite en présence des évêques Geoffroi de Chartres, légat; Albéric de Bourges, Hugues de Tours, Geoffroi de Bordeaux, Hel d'Orléans, Raymond d'Agen, Lambert d'Angoulême, Guillaume de Saintes; Suger, abbé de Saint-Denis, etc., etc. (*Hist. de l'Académie des inscript. et belles-lettres*, t. 13, p. 324).

France. Sa dot se composait du Poitou , du Bordelais , de la Saintonge et de la Gascogne ; en un mot, de toute cette belle partie de la Gaule maritime qui s'étend de la Basse-Loire jusqu'aux Pyrénées.

Ce mariage ne fut pas heureux : la lune de miel suffit bien et au-delà pour mesurer toute l'étendue de leur bonheur conjugal. Éléonore avait été élevée à la cour la plus galante de l'Europe ; la vie tranquille, pieuse et sédentaire de son époux, convenait peu à ses goûts et à ses habitudes ; elle se lamentait, et disait tout haut, sans se gêner : « J'ai cru épouser un » roi, et l'on ne m'a donné qu'un moine. » Plusieurs circonstances contribuèrent à rendre cette antipathie réciproque : une jeune femme badine, aimable, spirituelle, jolie et toute préoccupée de ses plaisirs, ne pouvait guère plaire à un mari réservé, réfléchi et pieux, qui détestait les airs mondains que se donnait Éléonore. Dans cet intervalle, saint Bernard prêchait la seconde croisade ; il décide le roi à y prendre part. Louis consent, et ayant reçu, des mains du saint prédicateur, la croix à Vézelay, se prépare, malgré l'avis de l'abbé Suger, à partir pour la Palestine ; il croyait par ce voyage satisfaire sa piété, adoucir ses peines et faire changer d'idées à la reine. Il nomme Suger, abbé de Saint-Denis, régent du royaume, conjointement avec le comte de Vermandois, et part accompagné de la reine, d'Andron de La Tour, Guillaume de Saint-Loubès, Arnaud de Blanquefort, Claire de Vayres, Martin de Baron, Bernard de La Roque, Robert de Saint-Hilaire, Arnaud de Laubesc, Guarini, évêque de Bazas, Raymond de Cambes, archidiacre de Bordeaux, et de beaucoup d'autres seigneurs aquitains et gascons, avec une armée de quatre-vingt mille soldats. Battu par les Maures, il eut la douleur de perdre de nombreux amis. Sandebeuil de Sansai, seigneur d'un mérite très-rare, et proche parent de la reine, fut fait prisonnier. On prétend qu'Éléonore, qui s'était déjà dédommagée, disent ses ennemis, des fatigues du voyage et de la

Livre II.
Chap. 12.

Guillaume de
Tyr,
liv. XVI.

Gesta Ludov.,
VII, cap. 17.

Livre II.
Chap. 12.

Larrey,
*L'Héritière
de la
Guienne*,
page 86.

froidueur de Louis, par ses liaisons criminelles avec son oncle, Raymond, prince d'Antioche, demanda la liberté de son parent, Sansai, au sultan d'Iconium, nommé Saladin, prince jeune et déjà célèbre par ses traits de galanterie. Le jeune sultan fit droit à la demande de la reine de France, et lui renvoya la rançon qu'elle avait offerte, avec une lettre très-gracieuse. Le prisonnier, mis en liberté, ne cessait, en toute occasion, de vanter la beauté et les belles qualités de Saladin, alors à la fleur de l'âge. Louis apprit la démarche de sa femme, qu'elle croyait avoir tenue secrète ; il soupçonnait même qu'elle recevait chez elle le sultan déguisé. Ces idées le tourmentaient nuit et jour ; il se sentit malheureux ; et l'insouciant reine, quoique outrée de ces soupçons, ne fit rien, ne se gêna en rien pour les détruire. Toujours petit sous le rapport moral, ombrageux et austère, Louis renouvelait ses avis, ses remontrances et même ses soupçons.

*Histoire
de France*,
tome 1^{er}.

Guillaume de
Neubroge,
*De reb. Angli-
cis*,
lib. I, cap. 31 ;
*Chronique de
Reims*,
page 4.

Je reproduis ces détails ; mais j'ai hâte de déclarer qu'ils ne sont pas suffisamment prouvés. Guillaume, archevêque de Tyr, est le premier qui ait ébauché un portrait désavantageux de la reine Éléonore (1) ; mais l'autorité de Guillaume sur ce sujet ne nous paraît pas très-imposante. « On l'accuse, dit » Legendre en quelques endroits, d'avoir parlé des choses et » des personnes de son temps plus par prévention qu'avec » exactitude. » Des auteurs postérieurs, par passion et par défaut de critique, ont renchéri sur ce portrait ; ils prétendent qu'étant à même de fuir et de se faire mulsumane, le roi l'arrêta et lui demanda pourquoi elle l'abandonnait : « Eh ! » mon Dieu, dit la roine, pour vostre mauvaisté, car vous » ne valez pas une prune pourrie ; ai tan oï dire de bien de » Salhedin que l'aime mieux que vous, sacies bien de voir, » que de moi tenir ne iores non ia. »

Michelet, à son tour, traite Éléonore d'une manière indigne,

(1) Una de fatuis mulieribus..... tori conjugalis fidem oblita. (*Hist.*, lib. 16).

sans autre autorité que celle de Brompton, prévenu contre elle. *L'Art de vérifier les dates* ne se montre pas moins indulgent envers elle; mais tout cela contraste trop évidemment avec ce qu'en dit Dreux de Radier (1).

L'auteur d'une *Dissertation sur les Mouvances de Bretagne* réfute avec bonheur tous les détracteurs d'Éléonore, et regarde les fautes imputées à cette princesse, trop calomniée, comme des faits mal avérés et des conjectures incertaines.

« Ce qui m'engagerait, dit-il, à la croire innocente d'infidélité » envers Louis, c'est qu'elle n'eut que deux filles de lui, en » quinze ans qu'ils demeurèrent ensemble, et qu'elle eut de » puis, en assez peu de temps, de Henry, six fils et trois filles.

Si Éléonore était réellement dominée par les mouvements tumultueux de la plus impérieuse des passions, aurait-elle passé les onze premières années de son mariage sans reproche, sans soupçon? Avant son voyage en Orient, sa vertu n'avait jamais été soupçonnée; exceptons, toutefois, les malveillantes insinuations de Brompton, écrivain peu judicieux et prévenu contre la maison d'Anjou, et qui se montre si peu judicieux dans tout ce qu'il avance, si crédule à l'endroit des penchans de cette femme malheureuse. A-t-on jamais parlé des écarts fâcheux d'Éléonore après son mariage avec Henry de Plantagenet? Pas une seule fois; et cependant les désordres de son mari auraient pu l'enhardir à de pareilles faiblesses, si elle avait eu le tempérament aussi ardent ou le caractère aussi corrompu que ses ennemis ont prétendu.

Nous avons rapporté les faits d'après Larrey et quelques autres écrivains; mais nous les croyons controuvés. Éléonore, jeune, d'un caractère gai, badin et ami des plaisirs du monde, ne se doutait pas de la méchanceté des cours ou des dangers que courait sa réputation par suite d'une insouciance légèreté

Livre II.
Chap. 12.

—
Tome 2.

*Histoire
de La Rochelle,*
page 183.

(1) Nobilitatem generis vitæ decoravit honestate, morum ditavit gratia, virtutem floribus picturavit, et incomparabili probitatis honore fere cunctis præstitit reginis mundanis. (*Lib. C., p. 285*).

Livre II.
Chap. 12.

dans sa conduite; elle eut les torts que de jeunes personnes de son âge et dans sa position peuvent avoir; mais rien ne saurait excuser les écrivains prévenus ou trop crédules qui ont imprimé sur la mémoire de cette infortunée princesse une tâche honteuse et imméritée, que six siècles n'ont pu encore effacer.

Se voyant toujours l'objet d'une injuste méfiance, outragée dans son honneur, entourée d'espions et de détracteurs, Éléonore conçut un profond dégoût pour Louis, se gêna moins que jamais; et fatiguée des blessantes allocutions de son mari, lui fit proposer un divorce sous prétexte de parenté. Cette démarche était compromettante pour son honneur; mais elle n'écoutait rien que sa colère et son ambition d'être libre. La proposition semblait au roi une confirmation de ses soupçons, et le désir que sa femme lui manifestait d'une séparation complète, lui paraissait un signe de sa culpabilité. Il caressa lui-même les mêmes idées; mais dans la crainte d'un plus grand scandale, il la fit partir de suite, et en écrivit au sage Suger, qui lui conseillait d'attendre son retour. Dès que leurs Majestés eurent posé les pieds sur le sol de la patrie, Suger exposa au roi les conséquences d'un divorce, le scandale qui en résulterait, la perte des belles contrées d'Aquitaine, qu'il faudrait rendre à sa femme. Ces raisons l'emportèrent sur l'esprit du roi; il se décida à fermer les yeux sur les écarts du passé, dans l'espoir d'un meilleur avenir. Mais Éléonore était lancée et ne voulait pas s'arrêter en route; elle désirait à tout prix être délivrée de son moine, et ne demandait pas mieux que de retrouver, avec un roi, sa liberté et ses plaisirs.

Elle ne les attendit pas longtemps : la fortune semblait agir de connivence avec l'amour. Dans ce temps, Henry Plantagenet, comte d'Anjou, venait souvent à la cour (1); il était

Suger,
Épist., 17.

(1) Geoffroi, comte d'Anjou, père d'Henry, ornait son casque d'une petite branche ou plant de genêt; de là le nom de Plantagenet.

l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, et n'avait que vingt-un ans. A cette époque, Éléonore, qui avait quelques années de plus que lui, était admirable de beauté et de grâce : d'une taille svelte, elle avait de beaux yeux, un regard doux, un air affable, une bouche moyenne, tout ce qui constitue une beauté achevée, sans parler de son esprit vif, orné et poli, ou de ses manières gracieuses et attrayantes. A ce beau tableau il n'y avait qu'une ombre : elle était coquette et imprudente. Henry était touché de ses charmes ; elle s'en aperçut. Il était jeune, beau, galant, plus expansif que Louis ; il plut à la reine, qui ne lui cacha pas la réciprocité de ses sentiments. Mais voulant écarter tout sujet de reproches, elle dit au jeune prince de se retirer dans l'Anjou, pour cause de bienséance, et qu'il y recevrait incessamment de ses nouvelles. Henry comprit le conseil et quitta la cour. La mort de Suger vint bientôt accroître les espérances des deux amants, et laissa Louis sans conseil, sans vrais amis. N'ayant plus d'obstacle, la reine parla tout haut de sa parenté avec son mari, des troubles de sa conscience et de la nécessité de faire un divorce (1). Le roi, faible, scrupuleux et jaloux, n'eut pas de repos, et demanda au pape la permission d'assembler un concile à Beaugency. Les archevêques de Rheims, de Bordeaux, de Sens, de Rouen, s'y rendirent le 18 mars 1152. Dans cet intervalle, Louis retira les garnisons qu'il avait mises à Bordeaux, Blaye, Limoges et autres principales villes et châteaux d'Aquitaine ; il se rendit aussi à Beaugency, et somma la reine aussi d'y comparaître. L'évêque de Langres, qui représentait

Livre II.
Chap. 12.

Larrey,
Histoire
d'Éléonore,
page 108.

1152.

(1) La parenté des deux époux était une chose publiquement reconnue. Besly croit qu'Aldéarde, bis-aïeule d'Éléonore, était sœur de la femme d'Humbert, comte de Maurienne, et, par conséquent, tante maternelle de la reine Alix, mère de Louis VII ; tellement, « que le roi et le père d'Éléonore étaient issus de germains, et au tiers degré de consanguinité. » (P. 145.)

Saint Bernard dit que la parenté était une chose publiquement avouée. Lettre 224^e, à l'évêque de Palestine.

le roi, exposa la demande et les raisons que Sa Majesté avait de la faire, fondées sur les atteintes portées à la fidélité conjugale; et après avoir assez crûment articulé les fautes réelles ou supposées de la reine, demanda le divorce. « Le roi, dit-il, ne peut plus se fier à cette femme; il ne serait jamais assuré de la lignée qui proviendrait d'elle. »

Geoffroi, archevêque de Bordeaux, président du concile né sujet de la maison de Guionne, se chargea de plaider la cause du bien et de défendre l'honneur de sa reine; il écarta avec adresse et avec les ménagements que les circonstances exigeaient, toutes les questions délicates, toutes les assertions offensantes pour la réputation d'Éléonore, et allégua des raisons graves, d'une nature politico-religieuse, contre la dissolution, qu'il prévoyait devoir être une honte et une source d'incalculables malheurs. « Si le roi, dit-il, n'avait eu que ce moyen à alléguer pour parvenir à la séparation qu'il paraît vouloir demander, elle ne pourrait pas avoir lieu, non-seulement parce qu'on convenait de sa part qu'il n'y avait aucune preuve certaine de l'infidélité qu'on reprochait à la reine, et que tout se réduisait à des soupçons mal fondés, mais parce que, si ces motifs étaient ceux du divorce, les époux ne pouvaient ni l'un ni l'autre passer à de secondes noces; qu'à l'égard de la parenté, il n'en était pas de même: qu'on ne pourrait disconvenir qu'elle était prouvée dans le degré prohibé, les deux époux étant issus, l'un l'autre, par leurs femmes, de la maison de Bourgogne, et étant alliés du quatrième au cinquième degré (Agnès de Bourgogne, du côté de la maison de Poitiers, et Gillette de Bourgogne-Comté, femme de Louis VI). Mais que, dans ce cas, s'il plaisait au roi, on pouvait se flatter d'une dispense à laquelle on donnerait bien plus volontiers la main qu'à une dissolution. » Tout cela était sage, politique et prudent; mais tout cela était sans fruit: la passion étouffa la raison chez tout le monde.

Le roi ayant fait valoir des raisons de conscience, et Éléo-

ore ayant déclaré que, sur ce point, elle était aussi inquiète que le roi; que les insinuations malveillantes contre son honneur ne provenaient que d'un esprit faux, comme celui du prince, et peu propre à sympathiser avec le sien. Le concile prit les informations; et, ayant reconnu dans la filiation des comtes un degré de parenté, cette sainte assemblée prononça le divorce. Toute joyeuse d'avoir brisé sa chaîne, Éléonore partit pour Poitiers, où elle fut accueillie avec toutes les démonstrations possibles d'enthousiasme populaire. A peine rendue à sa liberté, elle écrivit à Henry; et tout en se faisant un honneur du divorce, lui avoue « que l'estime qu'elle avait pour lui avait eu beaucoup de part à cette action, et qu'elle consentait qu'il vînt remplir la place de Louis. » Plusieurs seigneurs vinrent demander sa main; elle attendit Henry, qui, après la lettre reçue, partit pour Poitiers, où elle l'épousa six semaines après son divorce; n'ayant alors que vingt-six ans. Dès lors, l'Aquitaine passa sous la domination anglaise: le petit-fils de Guillaume le Conquérant et ses descendants régnèrent pendant trois cents ans sur ce vaste pays, qui s'étend depuis l'embouchure de la Loire jusqu'aux Pyrénées. Cette longue période dans l'histoire de France et d'Angleterre ne fut qu'une déplorable série de malheurs de toutes sortes pour les deux peuples (1). Si Suger avait vécu, les Anglais n'auraient jamais régné sur l'Aquitaine; si on avait voulu épargner l'archevêque de Bordeaux, le roi aurait demandé une dispense et non un divorce, et le pays, comme l'Église, se serait épargné bien des désastres et des calamités de toutes sortes. C'est alors que commença l'usage d'employer le mot *Guienne* pour désigner les deux duchés d'Aquitaine. Ce nouveau mot n'est que la corruption d'Aquitaine: au lieu de dire

Livre II.
Chap. 12.

1152.

*Chroniques de
Rheims,
page 7.*

(1) Dans un de ses voyages de Bordeaux en Angleterre, Éléonore suivit l'ancien chemin qui traversait Grayan, en Médoc. D'après un ancien titre de 1356, on l'appelait *le Camin de la Roine*, parce qu'on l'avait fait pour le passage de cette princesse.

l'Aquitaine, les Anglais disaient *La Quitaine*, qu'on changea insensiblement en *Guienne* (1). Nous l'emploierons à l'avenir, quoiqu'il ne figure d'une manière authentique, pour la première fois, que dans l'acte d'hommage d'Édouard III, roi d'Angleterre, rendu à Philippe de Valois, à Amiens, le 6 juin 1329.

(1) Quelques auteurs ont cru que le mot *Guienne* n'était que la corruption de *Gothie*, nom qu'Ataulph, chef des Goths, voulait donner à ce pays; c'est une erreur: le nom de *Gothie* n'a jamais été donné qu'à la Septimanie et à quelques portions du territoire circonvoisin. Le mot *Guienne* ne date que du XII^e siècle; les Anglais l'ont employé les premiers: au lieu de dire l'*Aquitaine*, ils disaient *La Guyenne*. A la fin du XIII^e siècle, cette dénomination vulgaire de notre duché s'était généralisée, au point qu'elle fut employée dans les actes notariés, et enfin dans une affaire politique, au traité d'Amiens, 6 juin 1329, et dans un autre de 1331; mais Louvet se trompe quand il dit que, depuis lors, il n'est plus parlé d'Aquitaine dans les actes publics. Dans une collection d'hommages, aveux et dénombrements de Poitou et de Saintonge, rendus à Édouard, fils aîné du roi d'Angleterre, depuis l'an 1363 jusqu'en 1637, collection conservée dans les archives de La Rochelle, et appartenant dans le temps à la bibliothèque des prêtres de l'Oratoire, on donne toujours à ce prince la qualité de duc d'Aquitaine. *Eduardus, officariis justitiæ, et ministris nostris principatus nostri Aquitanix*. Mais depuis lors, que nous sachions, du moins, ce mot n'est plus employé.

Voici la liste chronologique des comtes de Poitiers, qui ont régné sur la Gascogne et qui ont demeuré longtemps à Bordeaux : En 1038, Eudes; 1039, Guillaume VII; 1058, Guillaume VIII; 1087, Guillaume IX; 1127, Guillaume X; 1152, Éléonore. Le sceau de cette célèbre Éléonore la représentait debout sur les deux faces : sur l'une elle figure la couronne sur la tête, le sceptre à la main droite, et à la gauche, un paon perché sur une croix posée en haut sur un globe, avec ces mots : *Aliénor, per la grâce de Dieu, reine des Anglais*; sur l'autre face, elle est représentée portant un lys à la main droite, et à la gauche, un paon, avec cette inscription : *Aliénor, duchesse des Normands et des Aquitains, comtesse des Angevins*. (Mss. du P. de Laura).

LIVRE III.

CHAPITRE PREMIER.

État de la société sous les Francs. — Clovis favorise le clergé, qui l'appuie. — La hiérarchie administrative. — Les ingénus. — Les serfs. — Conditions offertes aux serfs de sortir de leur état. — Conciles. — Leur influence. — Charles Martel avait spolié les églises. — Les dîmes en étaient un dédommagement. — Montesquieu loue Charles de les avoir établis. — Gibbon l'en blâme. — On usurpait les biens ecclésiastiques. — Les impôts. — Le sénat de Bordeaux. — Lois pénales. — Le temps confond les races. — La puissance du clergé. — Des usages chrétiens substitués aux cérémonies païennes. — Le clergé se dégrade. — Corruption du latin. — Charlemagne aimait les arts. — Les repas, les boissons, la table des Francs. — Sobriété de Charlemagne. — Habits magnifiques. — Le luxe des grands. — Les armes des Francs, etc.

Avant que d'entreprendre le récit de la domination anglaise en Guienne, jetons un regard sur le passé, et donnons un succinct aperçu, un tableau général de l'état politique, civil, commercial de Bordeaux et de notre province depuis Clovis jusqu'à Éléonore. Nous ne ferons que glisser rapidement sur ces sujets, et rappeler sommairement les notions accessoirement historiques qui intéressent les mœurs de nos devanciers, les progrès de l'industrie et de l'esprit humain.

La puissance romaine croulait sous son poids lorsque les Visigoths vinrent s'en arracher les lambeaux ; mais leur règne éphémère fit place à celui des Francs, dont l'arrivée en Aquitaine était désirée par le clergé et le peuple. La conversion

de Clovis conquiert les sympathies des chrétiens, et une nouvelle ère de prospérité semblait s'ouvrir sur ce malheureux pays. Clovis fit un bien immense aux églises de Bordeaux et d'Auch; il convertit en église chrétienne l'ancien temple de Vernemetis (1), favorisa par reconnaissance le développement de la puissance ecclésiastique, et maintint la liberté qu'eurent le clergé et le peuple de choisir pour évêques les hommes les plus recommandables par leur science et leurs vertus (2). Il dispensa les ecclésiastiques de payer des impôts et de prendre part au service militaire; il les combla de faveurs temporelles et de privilèges. Ils contribuèrent puissamment, par reconnaissance, à affermir le nouveau pouvoir. L'Église, étant la maison de Dieu, commandait et obtenait le respect de tout le monde : les faibles y trouvaient un refuge contre de puissants oppresseurs ou des spoliateurs tyranniques; le prêtre était l'intermédiaire obligé entre le pauvre, qu'il protégeait, et le riche, qui le tyrannisait; la religion, descendue dans les mœurs populaires, remplaçait les lois, désarmait le bras de l'assassin, abritait les faibles contre la force des hommes puissants, adoucissait les mœurs grossières et sauvages, tempérant l'autorité et sanctifiait l'obéissance. Les nobles prenaient une part active aux affaires publiques; ils avaient une immense influence morale sur la société française à toutes les époques de notre histoire. « La chevalerie, dit Aug. Thierry, lui appartient, avec tout ce qu'il y a de vertu militaire, de gloire » et d'honneur autour de ce nom; elle savait mourir, elle » s'en vantait, et c'était là son orgueil. » Les nobles possé-

(1) D'autres disent que c'est sous Clovis II, vers l'an 650, que cet ancien temple fut changé en église.

(2) Le *Gallia Christiana*, en parlant de Léonce II, au VI^e siècle, dit : *Burdigalenses cum in episcopum elegerunt*. Ce mode d'élection avait de graves inconvénients; c'était la démocratie dans l'Église; il fut modifié plus tard. Pour neutraliser les intrigues, l'élection des évêques eut lieu, dans le XI^e siècle, à Blaye. Louis le Jeune abandonna ce droit aux chapitres en 1137.

daient les terres, commandaient les armées et occupaient les emplois : leur pouvoir contrebalançait celui du clergé ; c'étaient les confidents du prince, ses compagnons dans ses entreprises et à la guerre (*comites*, comtes), les gouverneurs des frontières ou des marches (marquis), ou les généraux de ses armées (*duces*).

Les *ingénus* formaient la troisième classe des citoyens libres ; c'étaient des gens nés dans le pays ou des parents affranchis. C'était parmi eux qu'on choisissait les *centeniers*, les *vidames*, ou représentants des seigneurs ecclésiastiques, les *avoués*, et en général tous les fonctionnaires subalternes. Les hommes libres prêtaient serment de fidélité au comte de Bordeaux ; ils le suivaient à l'armée, défrayaient les envoyés royaux, et étaient tenus de se présenter deux fois par an aux *placets* généraux. Le comte de Bordeaux était le chef de la *curie* ; les curiales, ou membres de la *curie*, étaient chargés de lever les troupes, d'administrer la justice, de percevoir les impôts ; c'étaient là les restes des vieilles institutions romaines, légèrement modifiées et mises en rapport avec les idées du siècle. La religion chrétienne, si douce, si populaire dans ses formes, influa beaucoup sur ces modifications : le nom de *curie* passa bientôt après au tribunal de l'évêque, *curia christianitatis* ; mais le clergé n'absorba pas complètement la vie municipale, et des magistrats laïques ont toujours continué à appliquer le droit romain encore en vigueur.

Les Francs, après la conquête des Gaules, étaient tous libres, tous égaux en droits, comme les Gaulois de condition ingénue, avant et après les Romains ; ils maintinrent cependant les institutions du pays où ils s'établirent. Les serfs étaient les plus faibles ; c'étaient les vaincus. La religion les protégeait et apprenait aux fiers vainqueurs que tous les hommes sont frères, tous égaux, tous héritiers des mêmes promesses. Les institutions franques, mises en harmonie avec les mœurs, leur offraient des moyens de sortir de leur état abject et hu-

miliant. Le serf qui dénonçait les faux monnayeurs obtenait sa liberté et le droit de bourgeoisie ; mais les affranchis ne pouvaient pas aspirer aux fonctions publiques ; c'était une restriction sur leur liberté. L'homme libre était maître absolu de ses serfs : ils étaient littéralement sa propriété ; il avait sur eux le droit de vie et de mort ; c'était un des derniers vestiges d'une barbarie agonisante. Le serf convaincu de rapt était condamné au feu ; mais s'il avait enlevé des enfants , il était exposé aux bêtes. Commettait-il un crime dans une église, il était condamné à mort, s'il était serf d'un simple citoyen lai ; mais s'il était serf de l'Église , car la loi faisait cette distinction, il était reçu à composition, et n'était envoyé au supplice qu'en cas de récidive. Cette distinction absurde , abusive au point de vue de nos mœurs actuelles , avait alors une portée politique très-grande ; c'était un hommage à la religion , qui prêchait l'égalité , un acte de déférence pour l'Église , par laquelle le pouvoir éclairé espérait adoucir les mœurs et civiliser le monde. L'homme de l'Église était une espèce d'affranchi qui ne relevait que de l'évêque ; s'il mourrait sans enfants, l'Église devenait son héritière. Le développement des idées religieuses influa beaucoup sur les affaires publiques ; les conciles, où se réunissait, en assemblées délibérantes, tout ce qu'il y avait de distingué dans le clergé, ajoutaient un éblouissant prestige à ce corps compact et si redouté à cause des excommunications.

Sous Charlemagne , la puissance cléricale s'accrut d'une manière étonnante ; elle eut ses tribunaux ecclésiastiques. Il n'y a rien là de bien étrange ; c'était le corps le plus éclairé de l'État ; c'était lui qui enregistrait les naissances, les mariages, les décès , et qui constatait dans les testaments les dernières volontés des mourants. L'épiscopat s'entendait presque toujours avec le pouvoir séculier. Charles Martel seul se rendit indépendant ; il prit à l'Église ses terres , ses revenus : en récompense des services militaires, il donna en proie

à la cupidité des comtes des propriétés ecclésiastiques et même des évêchés.

« Plus audacieux que tous les rois ses prédécesseurs, il » donna non seulement l'évêché de Rheims, mais encore beaucoup d'autres du royaume, à des laïques et à des comtes. » En sorte qu'il ôta tout pouvoir aux évêques sur les biens et » sur les affaires des églises. » Cet empiètement sur les biens de l'Église n'était pas cependant sans exemple dans les temps antérieurs. « Le roi Clotaire I^{er} avait ordonné que toutes les » églises de son royaume paieraient au fisc le tiers de leurs » revenus. Tous les évêques, quoique contre leur gré, avaient » consenti et souscrit ce décret, » dit Grégoire de Tours. Les besoins du service public exigeaient ces sacrifices ; et quant au succès des empiètements de Charles Martel sur les biens ecclésiastiques, Montesquieu nous en donne la raison : « Le » pape, à qui il était nécessaire, lui tendait les bras ; on sait » la célèbre ambassade que lui envoya Grégoire III..... » Le pape avait besoin des Francs pour le soutenir contre les » Lombards et les Grecs. » Ces spoliations furent réparées plus tard ; la loi religieuse des dîmes, publiée, avec son immense portée politique, par Charlemagne, ne fut que le dédommagement tardif de ces vols légaux et l'allègement nécessaire des charges du fisc. L'établissement de la dîme a été une nécessité politique pour Charlemagne : Montesquieu l'en loue ; mais Gibbon l'en blâme. Le premier parlait en philosophe et en homme politique ; le second ne tenait que le langage du sectaire : ses raisons ne sont que ses préjugés. Montesquieu savait qu'il était politique de pourvoir aux besoins religieux des peuples et de réparer les torts que des nécessités impérieuses avaient fait commettre à Charles Martel. Par la dîme, le fisc n'avait plus rien à donner aux églises. Le peuple paie les grands qui l'administrent, le gouvernement, le jugent ; qui paiera pour qu'on l'instruise à croire, à espérer, à obéir, à prier et à bien vivre ? Dans son blâme injustifiable, Gibbon

Livre III.
Chap. 1.

—
Frodoard,
*Histoire
de l'Église
de Rheims*,
liv. II, c. 12.

Liv. IV.

Esprit des Lois,
liv. 31, ch. 11.

Livre III.

Chap. 1.

—
Capit. episcop.
anno 801, 805.

oubliait que la quatrième partie de la dîme appartenait aux pauvres; les trois autres étaient données à l'Église, aux clercs et à l'évêque.

Malgré toutes les sages précautions des princes et des évêques, l'ambition et la cupidité des seigneurs ne connaissaient pas de bornes : la propriété n'était pas respectée ; les grands usurpaient les biens du fisc et des églises, même du temps de Charlemagne : la terreur qu'inspirait son nom n'arrêtait pas les abus. L'évêque Willibert et le comte Richard furent chargés, comme commissaires impériaux, de poursuivre la restitution de ces biens enlevés ou usurpés, et de faire respecter, même par la force, le droit de la propriété. L'exemple de Charles Martel trouva des imitateurs : les religieux et les ecclésiastiques se voyaient forcés, pour se défendre, de fortifier leurs églises et leurs monastères, et souvent même d'endosser la cuirasse et de se faire guerriers. Ces mœurs sauvages, fruits vivaces des siècles de barbarie, se maintinrent longtemps dans nos contrées; et même au XII^e siècle, on vit un archevêque de Bordeaux ceindre l'épée et marcher à la tête de ses troupes contre Raymond de Toulouse.

On a dit et répété que les impôts établis par les Romains tombèrent avec l'Empire ; c'est une erreur : il y eut des impôts sous la première race, des péages, des redevances. Clotaire ordonna la remise d'un nouvel impôt (1); mais il y en eut d'anciens sous les noms de *census*, *teloneum*, *tributum*, etc. Ces impôts vexatoires soulevèrent le peuple de Bordeaux dans le VI^e siècle ; des collecteurs furent massacrés, et l'esprit de révolte ne s'éteignit que dans le sang du peuple.

Sous la seconde race, tout homme libre était obligé d'aller

(1) *Ubicunque census novus impie additus est et à populo reclamatur, juxta inquisitionem misericorditer emendetur. De teloneo, ut per ea loca debeant exigi, vel de speciebus ipsis, de quibus præcedentium tempore, id est, usque ad transitum bonæ memoriæ dominorum Parentum nostrorum Guntranni, Chilperici, Sigheberti regum, est exactum. (Edictum Chlotarii regis, artiel. 8 et 9).*

à la guerre à ses dépens ou d'entretenir un soldat, de faire la garde, de fournir des chevaux et des chariots en proportion de sa fortune; les serfs soignaient les grandes routes, sous l'inspection des membres du conseil des notables. Quand il s'agissait des monuments publics ou des églises, tous, nobles, clergé et serfs, étaient tenus d'y contribuer. Il y avait à Bordeaux un tribunal supérieur, un sénat composé de nobles, *nobiles viros*, selon l'expression de Justinien; ces fonctions étaient héréditaires ou une concession du prince. Pour être membre de la *curie*, il fallait avoir vingt-cinq ans et posséder vingt-cinq acres de terre, *viginta quinque jugera* (1). Les magistratures municipales étaient conférées par la curie; et au-dessous de tous ces fonctionnaires était le comte, représentant du peuple et nommé par lui. Les hommes libres étaient ceux de race franque; les leudes, ou nobles seigneurs francs, devinrent les premiers personnages de l'État; mais ils se confondirent plus tard avec les hommes libres de race franque. Les institutions romaines formaient la base de l'organisation sociale franque; c'était une tige romaine sur laquelle on greffa un écusson germanique. Les Francs, après la conquête, étaient la classe privilégiée; les habitants du pays se soumirent aux humiliations de toutes sortes, et se confondirent avec les vainqueurs. « Les François n'estoient pas gens agrestes, dit Pasquier, comme plusieurs nations barbares, ains civilisés et polis selon les coutumes romaines, auxquelles ils se conforment, non seulement es nopces, festins et aultres grandes assemblées, mais aussi en régime de médecine pour la conservation et recouvrement de leur santé. » Il faut avouer, cependant, qu'il y avait dans les conditions respectives une grande inégalité. Quelle que fût la dignité d'un Romain, ou Bor-

Livre III.
Chap. 1.

*Histoire
du
Droit municipal*
liv. 1^{er}, ch. 9.

Recherches,
liv. 1^{er}, ch. 2.

(1) Chaque *jugerum*, selon Columelle, formait une superficie carrée, dont le grand côté avait 240 pieds romains, et le petit 120. (Fréret, *Observations sur le rapport des mesures grecques et romaines*).

Livre III.
Chap. 1.

delais, il ne valait jamais que la moitié d'un Franc d'une condition analogue à la sienne (1). Ainsi, celui qui tuait un Romain, un Aquitain, un Bordelais, enfin, assez haut placé pour être admis à la table du roi, ne devait payer que 300 sous d'or aux héritiers du mort; le meurtrier d'un Franc, ou chef germanique, en payait 600; le meurtrier d'un Franc libre étranger, à la truste du roi, était reçu à composition pour 200 sous d'or; le meurtrier d'un propriétaire romain, c'est-à-dire aquitain, payait 400 sous seulement; pour la mort d'un évêque, 900 sous d'or; pour celle d'un prêtre, 600; d'un diacre, 500; et d'un sous-diacre, 400. Singulière législation!

Montesquieu,
Esprit des Loix
liv. VIII, ch. 2.

Lois ripuaires,
chap. 56.

Lois allem.,
cap. 58.

Dans le châtimement du crime, la pénalité s'estime en sous d'or : toute idée d'égalité en est bannie, et la victoire usurpe la place de la justice ! Pour des violences commises contre l'honneur d'une femme, les compositions étaient doubles, et simples pour celles commises envers une vierge. La raison en est évidente; c'est que, outre la violence, il y avait l'adultère et l'impossibilité de réparer le crime par le mariage. Le Franc qui dépouillait le Romain (Bordelais) à main-armée, n'était condamné qu'à 30 sous de compensation; le Bordelais qui dépouillait le Franc, en payait 60. Les vols commis par les serfs étaient punis du fouet et de la prison; mais, en certains cas, ils avaient la faculté de se libérer, comme les hommes libres, pour une somme d'argent. L'esclave voleur ne pouvant pas payer, le maître payait pour lui ou le livrait à la justice; le serf qui tuait un ingénu était livré au proche parent du mort. La femme esclave accusée d'un grand crime, recevait deux cent quarante coups de fouet, à moins que son maître ne payât pour elle 240 deniers.

Celui qui ne voulait pas être exposé à payer des compensations pour ses parents, renonçait à sa famille par une céré-

(1) Comme les Bordelais alors suivaient le droit romain, le mot romain est synonyme de Bordelais.

monie bizarre : il rompait sur sa tête quatre bâtons, et les jetait aux pieds du juge. Celui qu'on surprenait à travailler trois fois le dimanche devenait le serf de l'État. Entre les ingénus, la loi du talion était établie pour les coups et blessures : si un affranchi frappait ou blessait un homme libre ou un ingénu, il subissait la peine du talion et le fouet.

Le temps confondit à la longue les deux races, germanique et gallo-romaine, et effaça, par conséquent, ces humiliantes distinctions, pour leur substituer plus d'homogénéité dans les mœurs, plus d'unité dans les lois, plus d'uniformité dans les usages et plus d'égalité devant la justice. Les intérêts et les droits devinrent bientôt les mêmes pour tous ; et grâce aux principes sociaux du christianisme, il n'y eut plus de Romains ni de Francs ; il n'y eut que des Français, et sous ce nom étaient confondus les vainqueurs et les vaincus : il n'y eut que des Aquitains et des Bordelais dans nos contrées. Les Champs-de-Mars voyaient réunis sans distinction toutes les races : le fier Franc n'insultait plus le grave Romain, assis à ses côtés ; le christianisme avait implanté dans le sol ses divines doctrines de liberté et de fraternité, le patriotisme avait enfin une signification, la religion avait recouvré sa puissance, les mœurs civilisées leurs charmes ; et l'état social, assis sur des bases solides, semblait se promettre un long et brillant avenir. Cependant, au VII^e siècle, tout menaçait ruine : l'édifice social, assis sur la liberté, l'égalité et la fraternité, semblait vouloir se disloquer. La royauté était la clé de voûte ; mais sa puissance s'était évanouie : le roi, ce n'était plus qu'un nom ; l'ordre allait disparaître avec la liberté, quand Pepin se chargea de remonter les vieux ressorts du corps social, et prépara la voie à Charlemagne. Là, une nouvelle ère commence, le monde change sous l'action tutélaire d'une autorité forte et intelligente ; la transformation est complète. Les évêques marchent de pair avec les ducs et les grands officiers du roi, les ministres du prince sont considérés et respectés, les

ministres de Dieu ne le doivent pas être moins , le respect pour les agents du roi devient de la vénération quand il s'agit des représentants de Dieu , le pouvoir temporel est élevé , le sacerdoce sanctifié. Les fonctions des *præsides* et des *vicarii* sont confiées aux évêques ; chaque curie devient une paroisse , avec son chef de curie , le curé ou curateur , dont la maison curiale s'appellera désormais le presbytère ou le lieu de réunion des prêtres. Les temples deviennent des églises dédiées au vrai Dieu , sous le vocable de quelques héros de la foi ; le *Vernemetis* de Bordeaux s'appelle Sainte-Croix , et se restaure sur un autre plan ; Saint-Seurin est rebâti avec la chapelle souterraine de la Sainte-Trinité , qui garde aujourd'hui les reliques des saints du pays. Des monastères fleurissent à l'ombre des églises de Sainte-Croix , de Saint-Seurin et à Blaye ; des chapelles , bâties dans plusieurs endroits de notre cité , sont changées en églises paroissiales , et une statue de la vierge remplace la belle *Nehalénia* aux coins des rues et dans le creux des chênes druidiques. Le dieu *Terme* ne garde plus les limites : la Croix s'élève à sa place ; c'est la religion qui se constitue la gardienne de la propriété. Les cérémonies que les druides pratiquaient autrefois tous les printemps ont cessé ; on les remplace dans le Midi , et bientôt par toute l'Aquitaine , par les *Rogations* , ces processions si populaires et si poétiques. Les païens dansaient autrefois aux fêtes des solstices d'été , en invoquant Janus ; les druides imploraient à la même époque le dieu des forêts. Ces traditions existaient encore dans le souvenir du peuple ; c'était un vide immense pour les joies populaires. Pour les chrétiens , saint Jean remplaçait toutes ces divinités imaginaires ; c'était le précurseur du Sauveur , le défenseur de la vertu , l'ennemi du vice , le plus grand d'entre tous les enfants des femmes. Le prêtre bénissait le feu de joie qu'on allumait en son honneur , parce qu'il avait été prédit que les peuples se réjouiraient le jour de sa naissance , qui coïncidait avec le solstice d'été , temps si cher aux païens

et aux druides des Gaules. Le clergé tenait ses conciles et réformait les mœurs : chaque ville s'honore d'avoir un évêque, chaque évêque se fait bâtir une basilique, dirige ses moines et ses clercs dans la voie de la perfection, obéit à son métropolitain, qui, à son tour, était soumis au pape : organisation admirable, hiérarchie compacte, indissoluble, monarchie démocratique, où le savoir et la sainteté peuvent se frayer la route de la plus grande puissance de la terre, celle de la tiare. Les conciles ont servi de modèles à nos assemblées délibérantes, et ont apporté avec eux la science qu'ignoraient les Romains, d'accorder la liberté avec la grandeur, l'ordre et le pouvoir. Les évêques imposèrent, les premiers, des limites au pouvoir absolu de Constantin : Grégoire VII, Amat, archevêque de Bordeaux, et le clergé catholique partout, répriment à leur tour l'excessive licence des têtes couronnées ; loin d'applaudir à l'insurrection des peuples ou au despotisme des princes, ils arrêtent les égarements des sujets, épurent les mœurs, maintiennent contre la puissance du sabre l'indissolubilité des liens conjugaux, protègent l'esclave, instruisent l'enfance, sauvent la femme de la dégradation du vice, conservent et font avancer la civilisation chrétienne. Pepin, Charlemagne et Louis le Pieux, secondent ce mouvement civilisateur et multiplient les maisons religieuses, qui deviennent les asiles de la science, de la piété et du repentir : le crime s'y transformait en vertu ; et le froc du moine couvrait bien des faiblesses, jusqu'à ce que la contrition les eût effacés sous l'action de la miséricorde divine. La Réole doit au grand empereur son monastère des Bénédictins. Waïffre apprend que les moines tiennent pour le pouvoir qui le repousse ; il les attaque : ils se défendent, et font de leurs églises des citadelles. Les ecclésiastiques se font leudes ; ils portent le casque, montent à cheval, excellent à la chasse, oublient le service des autels, et deviennent par leurs principes pires que les laïques. On n'a qu'à lire les Capitulaires pour se convaincre de la dégradation du

Livre III.
Chap. 4.
—

clergé. Le meilleur moyen de connaître l'époque dont nous parlons, c'est de lire les *Formules*, de Marculfe, et le *Recueil des Capitulaires*, de Baluze.

Capit.,
Karol. Magn.,
Anno 767.

Pour obvier aux graves inconvénients qui résultaient de la corruption des mœurs cléricales, Charlemagne ordonna que le clergé et le peuple choisiraient les plus dignes pour être évêques ; il appelle de tous les coins du monde des hommes versés dans les sciences : Claude Clément vint du fond de l'Écosse, Pierre de Pise vint de l'Italie, et Alcuin sortit du cloître, en Angleterre, pour devenir son précepteur, son conseiller et son ami ; il créa des écoles pour enseigner le chant grégorien, le latin et le calcul élémentaire. C'est à lui qu'on doit le principe, le germe de ces florissantes écoles du XIII^e siècle, dont l'une prit le nom de l'Université de Paris. « La » langue tudesque, dit un savant, fut la langue des rois de la » première race..... et tandis que le commun des Fran- » çais..... apprenait insensiblement la langue vulgaire ro- » maine, on continuait, à la cour, de parler la langue tudes- » que. Il en fut de même sous les rois de la seconde race. » Voyant que le dialecte tudesque était trop rude, trop dur pour des oreilles méridionales, Charlemagne s'efforça de populariser le latin corrompu : on avait dressé, pour lui et pour sa cour, les litanies carolines ; elles seules suffirent pour nous faire voir jusqu'à quel point la barbarie régnait encore dans la langue. On disait alors : *ora pro nos, ora per nos, pour ora pro nobis ; tu lo juva, pour tu illum juva ; dare ad aliquem, pour dare alicui*, et mille autres locutions peu conformes au génie du latin et qui caractérisent les modifications qu'eut à subir le mécanisme de cette langue avant qu'elle revêtît la forme romane. Outre ces locutions vicieuses, les mots même prirent un sens différent. Ainsi, *templum* n'était guère employé pour désigner une maison de prière, un édifice sacré ; c'était *basilica, ecclesia*. Sous les mérovingiens, *casa dei* signifiait le plus souvent un monastère, et *monasterium* une église, même

*Mémoires
de l'Académie
des inscript.,
t. XLI, 287.*

cathédrale, parce que les églises étaient ordinairement servies par des moines ou par des chanoines vivant en communauté, comme à Saint-André de Bordeaux. Après le VII^e siècle, *capella* signifiait une église paroissiale; le mot *prieuré* n'a paru que dans le XI^e siècle; et comme le fait remarquer M. de Wailly, c'est dans les dialogues de saint Grégoire le Grand qu'une église de village est appelée, pour la première fois, *parochia*. (Voyez plus loin la partie littéraire de notre travail).

Charlemagne aimait les arts; il en favorisait le développement. L'empereur Constantin avait envoyé à Pepin deux orques : Aaron-al-Rachild envoya à Charlemagne une horloge sonnante, des étoffes précieuses rehaussées par de brillantes couleurs; c'était l'origine de l'industrie en France. Il encourage la construction des monuments religieux : des sculpteurs, des statuaires, des architectes, sortent de dessous terre à sa voix. Des basiliques s'élèvent avec une majesté inconnue, en Grèce ou à Rome; des châteaux, des palais, s'espacent comme par enchantement dans les forêts, qu'on défriche; l'industrie, les sciences, les arts, lui doivent, en quelque sorte, leur naissance et leurs perfectionnements successifs dans le moyen-âge; toute la gloire en remonte à lui.

Parmi les Francs, la vie était simple, mais bonne, sans luxe, sans mollesse. Dans leurs repas, la viande bouillie occupait la plus grande place : le porc figurait le plus souvent sur la table; c'était leur plat favori. Pour boisson, ils n'avaient d'ordinaire que la cervoise (1), quelquefois le poiré, le cidre, du vin dans les grandes occasions, une liqueur composée, où l'on mêlait du vin avec du miel et de l'absinthe. Quand on avait enlevé les plats, les convives gardaient leurs coupes, et selon leurs habitudes, dit saint Grégoire de Tours, buvaient

Livre III.
Chap. 1.

*Éléments
de paléograp.
tome 1^{er}.*

Eginhard,
anno 757.

(1) Potui humor ex hordeo aut frumento, in quandam similitudinem vini corruptus. (Tacit., *Mor. Germ.*, cap. 23).

Livre III.
Chap. 1.
—

Eginhard,
*Vie de
Charlemagne.*

Ernold. Nigellus,
ch. 4.

*Le Moine de
St-Gall,*
liv. 1^{er}, ch. 2.

Ib., liv. 1^{er}.

assez pour succomber quelquefois à l'excès; l'ivresse était chez eux la passion habituelle et vulgaire (1). Sur les tables des princes, on voyait parfois des volailles, et pendant le dîner, on entendait, dans des occasions solennelles, le chant simple, grave et touchant des psaumes, exécuté par des clercs. Le luxe y vint avec ses exigences et ses dépenses : on apprit à étendre des nappes de lin sur de blanches toisons de brebis, et à servir des mets dans de beaux plats de marbre (2). Le grand empereur lui-même donnait de grands exemples de frugalité. « Tous les jours, il ne faisait servir que quatre » plats, outre le rôti; pendant ce repas, il se faisait faire des » lectures, et, de préférence, les chroniques des temps passés. » Cette simplicité disparut peu à peu ; et quelques années s'écoulèrent à peine après la mort de Charlemagne, que déjà un luxe oriental régnait dans les palais témoins de sa sobriété. Écoutons un auteur contemporain des successeurs du grand empereur : « Entre chaque plat, sont placés des vases d'or : » radieux, le chef de l'empire se place sur un lit; par son » ordre, la belle Judith se met à ses côtés. Lothaire et Hérold, » l'hôte royal, s'étendent à leur tour sur un même lit. Le » prince, après avoir lavé ses mains dans l'eau pure, et sa » belle compagne, s'étendent ensemble sur un lit d'or. » On dédaigna la saye des Slaves, le long manteau des Frisons; on acheta des Vénitiens de riches habits, des robes brodées de soie, ornées de pourpre, bordées de franges filées avec l'écorce du cèdre, des manteaux doublés de la fourrure du loir, recouverts de plumes prises au cou et au dos des paons, chargés des dépouilles des plus précieux oiseaux de Phénicie. On perfectionna l'art des charcutiers, des cuisiniers, des pâtisseries; on mangea dans des vases d'or et d'argent; on

(1) Sicut mos Francorum est. (Grégoire de Tours, liv. 1, ch. 26).

(2) On trouve tous ces détails dans une dissertation de l'abbé Lebœuf. (*Mém. de l'Académie des inscript.*, et dans saint Grégoire de Tours, liv. 3, 7, 10, et, enfin, dans le Moine de Saint-Gall.

s'enivra dans de riches coupes pleines de parfums et couronnées de fleurs, pendant que des chanteurs habiles ou des joueurs d'instruments faisaient vibrer à leurs oreilles une musique molle et voluptueuse. Quant à la vie intérieure de Charlemagne, son costume, ses habitudes, nous ne pouvons rien faire de mieux que de renvoyer le lecteur à Eginhard et à la *Chronique du Moine de Saint-Gall*.

Dans le premier temps, la milice consistait en infanterie ; mais leurs guerres avec les Arabes firent sentir aux Francs la nécessité d'avoir des troupes de cavalerie. Cette modification eut lieu sous Charles Martel et Pepin. On n'avait eu longtemps que l'épée, le javelot, le bouclier de bois ou de cuir ; on se fit des boucliers couverts de lames de fer, des cuirasses de fer, des cuissards, des gantelets, des bottines, des lames de fer, et on employa de grands chevaux pour porter les cavaliers avec leur lourde et embarrassante armure. Au commencement du VIII^e siècle, il y avait à Bordeaux une célèbre manufacture d'armes. « Les Sarrasins, dit Maccary, recherchaient les épées de Bordeaux. (Bibliothèque royale, *Mans^e. Arab.*, n^o 704, folio 56. recto).

Livre III.
Chap. 1.

*Le Moine de
St-Gall,
liv. II.*

CHAPITRE II.

Des esclaves à Bordeaux. — Terres allodiales. — État des serfs. — L'Église les protégeait. — Le pape condamne le premier l'esclavage. — Les Francs se mêlent avec les Romains. — Les noms des lieux modifiés par les nouveaux venus. — Les vaincus gardent leurs lois. — Lois salique et ripuaires. — Les serfs des ecclésiastiques moins malheureux que ceux des seigneurs civils. — État de l'Aquitaine pendant les guerres. — Singularités du Code pénal. — Caractère, qualités, costume des Bordelais. — État social. — La femme reprend son rang dans la société. — La religion l'en fait la reine. — La croyance à la fin du monde. — Les épreuves. — Superstitions. — Marchands. — Le commerce. — Les corporations. — Les règlements maritimes. — Les monnaies en cours à Bordeaux.

Livre III.

—

Nous venons de voir les caractères généraux des Aquitains ou des Bordelais avant et après Charlemagne; il nous reste bien des choses à dire sur ce sujet pour achever notre tableau des mœurs publiques depuis l'arrivée des Francs jusqu'à la domination anglaise.

Malgré les sages dispositions de l'organisation hiérarchique et sociale des Francs, on y trouve cependant bien des défauts graves et regrettables: on avait donné au faite de l'édifice des formes imposantes et une beauté symétrique qui commandent et captivent l'admiration; mais on avait laissé bien de la boue à la base. Venus libres du fond de la Germanie, les Francs avaient trouvé dans l'Aquitaine de pauvres esclaves, travaillant pour des maîtres ingrats, vivant dans les souffrances et les privations, courbés sous une dégradation morale, intellectuelle et politique, et mourant sans avoir connu les avantages de la société, les bienfaits de la religion ou la dignité de l'homme libre. On ne pouvait réformer cet état de choses à la hâte: les nouveaux conquérants y ont procédé avec prudence. Toutes les terres devinrent des alleux, des bénéfices ecclésiastiques

ou militaires ; l'esclave était l'instrument du riche : on s'en servait comme de la brute pour cultiver et fertiliser le sol. Privés de la liberté des forêts sous les Romains , asservis par les Barbares , pourchassés de vallon en vallon par les hordes musulmanes, l'esclave, les serfs ne vivaient que pour la triste alternative de honte et de misère; et lorsque toutes ces scènes de désolation eurent fait place à un ordre de choses nouveau et régulier, ils voyaient, sans oser se plaindre, leurs femmes et leurs filles enlevées, livrées à la brutalité d'un maître vorace et barbare. Voilà le IX^e siècle ! L'Église seule n'excluait pas ces parias de la société naissante; elle adoucissait leur sort, les affranchissait et même les recevait dans les rangs du sacerdoce. Le pauvre affranchi aimait et bénissait sa bienfaitrice. Les grands donnaient parfois la liberté aux esclaves, pour satisfaire aux cris de leur conscience et pour apaiser la colère de Dieu; mais c'était encore là un bienfait de l'Église. Le mal était invétéré : des améliorations rares et partielles arrivaient çà et là; mais la liberté générale, reconnue comme principe social, ne pouvait pas encore percer les ténèbres des siècles païens, malgré les saintes doctrines du Christ et les efforts des papes et des évêques. Les esclaves se croyaient une race maudite; les riches, dans leur fol orgueil, se disaient les favoris du ciel ! Ce sont là, aujourd'hui même, pour les ennemis du christianisme, des vérités incontestables. « Si les hommes, » dit Voltaire, sont rentrés dans leurs droits, c'est principalement au pape Alexandre III qu'ils en sont redevables..... ; » c'est l'homme peut-être qui, dans les temps grossiers qu'on nomme le moyen-âge, mérita le plus du genre humain ; ce fut lui seul qui, dans un concile tenu en 1167, abolit autant qu'il le put la servitude. » Voilà donc l'Évangile réhabilité, la religion vengée, et un pape reconnu par un ennemi des papes et de l'Évangile, le premier, le meilleur défenseur des droits des peuples contre la servitude et contre la tyrannie des rois et des républiques. Aux États-Unis, il y a encore

des esclaves ! L'Évangile n'a pas encore pénétré dans la législation de ces peuples nouveaux : on y respecte le Dieu des chrétiens ; mais on n'y connaît que le commerce , le culte de l'argent ; on adore le Veau d'or !

Les Francs se mêlaient insensiblement avec les Romains ; les places leur appartenaient. Le Franc Bertrand s'assit sur le siège des Léonce ; mais les terres restèrent, en général, avec les esclaves, entre les mains des indigènes.

Au nord de la Loire , la domination franque avait jeté de profondes racines : les hommes d'origine teutonique y avaient acquis une grande supériorité de condition. Les seigneurs francs étaient seuls possesseurs des fiefs et des châteaux ; les fils des Gaulois, voués au travail et à la pauvreté, mouraient en serfs sur les champs de leurs pères.

Il en était autrement dans le Midi et sur les bords de la Garonne : les rois francs y avaient envoyé des officiers, des gouverneurs ; mais le sol appartenait à la masse de la nation, qui le possédait librement et en franc alleu. Les peuples de l'Aquitaine étaient adonnés au commerce , à l'agriculture , à l'industrie ; ils étaient libres et opulents. Les Aquitains étaient toujours antipathiques aux Gaulois ; ils appelaient le roi de France le *roy du pays des serfs*. Ils avaient les mêmes devoirs de vassalité ; mais le royal suzerain n'avait, dans le Midi, qu'une autorité quasi-nominale, qui se réduisait le plus souvent à la vaine formule de l'hommage féodal. Le dernier Guillaume d'Aquitaine aurait désiré un rapprochement, ou, peut-être, une fusion entre les deux races ; c'est dans cette vue qu'il imposa pour époux, à sa fille Éléonore, le fils du Franc Louis le Gros. Il voulait ce qui était impossible alors ; le temps seul a réalisé son vœu.

Le mélange des deux races, sous l'action du droit romain, produisit aussi une transformation dans les noms des lieux et des hommes : au lieu de dire *Andronici-Vicus*, on s'habitua à dire Andronic, Cauvignac pour *Calvini-Vicus*, Aubiac pour

Albini-Vicus, Campugnac pour *Campus pugnæ*, Floriac pour *Flori-Vicus*, Villegouge pour *Villa-Gothorum*, etc., etc. Lorsqu'il s'agissait des lieux fortifiés, et il y en avait sur tous les points du territoire, les terminaisons en *ac* ne sont que les abréviations ou la corruption du mot *aræ*; ainsi Fronsac, citadelle des Francs, *Francorum-aræ*; Bouillac, *belli-aræ*; Blaye pour *Castrum belli-viæ*. On disait aussi Gaillargos pour *Galli-agros*, Amargos pour *Amati-agros*; et de ces corruptions on a fait plus tard Gallargues, Amargues, etc., etc. Les noms féodaux sont ceux qu'on tire des lieux et des choses.

Les Francs permirent aux vaincus de garder leurs lois; ils ne firent subir la loi salique aux Romains que pour la réparation des torts ou des délits commis envers les Francs. On était libre de vivre sous la loi qu'on préférait, en faisant préalablement la déclaration à l'autorité compétente (1). Le pouvoir s'étant enfin trop affaibli, la féodalité s'assit sur ses ruines; la France devint une espèce d'oligarchie. Le duc d'Aquitaine et le comte de Toulouse absorbaient seuls toute la puissance du Midi; leurs privilèges étaient grands et nombreux. Cela n'a rien d'étonnant: ils agissaient sans contrôle; ils avaient le droit de *wreck*, ou varech, le droit de chasse, de pêche, le droit d'évoquer les grandes causes à leur tribunal, le droit de justice, qui devint, grâce à la faiblesse des principes monarchiques, un droit héréditaire. « La justice » dans les fiefs anciens et nouveaux, était un droit inhérent au » fief même, un droit lucratif qui en faisait partie, » dit Montesquieu. On jugeait d'après le droit romain ou visigoth, et

Livre III.
Chap. 2.

Espr. des Lois,
liv. 30, ch. 20.

(1) C'est l'opinion de Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. 27, ch. 2, et de Daniel, *Dissert. sur les Gaulois*; et elle est, en outre, confirmée par le Capitulaire de Lothaire. *Voluntus etiam ut omnis senatus et populus romanus interrogetur quali vult lege vivere, ut sub eâ vivat. Capit. Rom., art. 5.* La loi salique le donne aussi à comprendre. *Si quis ingenuus hominem Francum aut Barbarum occiderit, qui lege salicâ vivit, cap. 43.* M. Pardessus le nie, cependant, pour des raisons que M. de Peyronnet, dans son *Hist. des Francs*, trouve bonnes à beaucoup d'égards; mais auxq. elles il préfère, cependant, l'opinion de Montesquieu et de Daniel.

d'après les lois salique ou ripuaires, selon que les plaideurs étaient d'une origine romaine, visigothe ou franque (1). A Bordeaux, la Coutume régna longtemps; mais d'une nature trop élastique, entre les mains des avocats, elle se prêtait trop aux prétentions contradictoires des fauteurs des procès. On en trouve des traces certaines au XIII^e siècle, dans les privilèges et les Coutumes de Bordeaux. Dans les X^e et XI^e siècles, le duel était devenu la forme la plus noble des décisions légales, en certains cas.

Dans ces deux siècles, les seigneurs ecclésiastiques crurent devoir faire comme les autres, et exercer la juridiction temporelle. L'esprit du temps sanctionnait ces abus; les grands comme les peuples reconnaissaient les privilèges des évêques. Grégoire VII s'efforça d'en corriger les abus, tout en maintenant le droit. Il faut le dire, cependant, à l'honneur du sacerdoce, que les serfs ecclésiastiques étaient, en général, moins malheureux que ceux des seigneurs civils: un principe d'amour, émanation de l'Évangile, adoucissait leur sort. C'étaient des domestiques, des subalternes; ils n'étaient pas traités comme esclaves. Chez les maîtres civils, c'étaient des êtres dégradés et méprisés; l'homme ne pouvait pas descendre plus bas dans l'échelle sociale. « Personne n'ignore, dit Pierre le » Vénérable à saint Bernard, combien les seigneurs séculiers » oppriment la classe rurale et les serfs. Ces maîtres injustes » ne se contentent pas de la servitude ordinaire et acquise; » ils usurpent sans cesse les biens avec les personnes, les in-

*Apologie
des Moines de
Clugny,*
lib. I, ép. 28.

(1) Les lois ripuaires étaient celles qui régissaient les peuples des bords du Rhin et de la Meuse. La loi salique excluait les femmes de la couronne de France; c'était la loi des Francs-Saliens: le nom de la loi vient du peuple auquel elle était donnée; c'est naturel et c'est aussi l'opinion de nos meilleurs savants, Fœnemann, Vertot, Pasquier, etc., etc. La loi des peuples ripuaires, c'est-à-dire qui habitaient les rives (*ripas*) du Rhin et de la Meuse, s'appelait ripuaire; la loi des Saliens prit le nom de salique. On croit que Clovis apporta aux Gaulois la loi ripuaire, et que Pharamond leur donna la loi des Saliens. Toute autre étymologie nous paraît superflue et fautive, quoi qu'en disent Echard et Montesquieu, *Esp. des Loix*, liv. 17, ch. 22.

» divisés avec leurs propriétés. Outre les redevances accou-
» tumées, ils leur enlèvent leur bien trois ou quatre fois dans
» l'année ; et aussi souvent que la fantaisie leur en vient , ils
» les grèvent d'innombrables services , leur imposent des
» charges cruelles et insupportables, et les forcent ainsi, pres-
» que toujours, à abandonner leur propre sol et à fuir dans
» quelque pays étranger. »

Pendant plus d'un siècle , la guerre était devenue l'état normal de l'Aquitaine ; l'Eglise même avait perdu jusqu'aux prestiges de sa puissance. Partout des excès, partout un profond oubli du devoir ; c'était une aristocratie spirituelle, et son règne une théocratie militaire ! Le désordre était dans tous les rangs ; la vie était monotone , l'isolement une nécessité ; un pas de plus, et la société était dissoute. L'ignorance était aussi profonde que générale : les pèlerins et de rares marchands ambulants voyageaient encore ; mais un sombre voile couvrait toutes les existences ; c'était la barbarie en action. Industrie, commerce, littérature et arts, tout était paralysé ; et pour couronner cette incroyable atonie du corps social, la croyance à la fin prochaine du monde répandait partout, pendant le X^e siècle, une consternation profonde et universelle, que les pestes, la famine, les calamités de toutes sortes, ne semblaient que trop justifier. Tout était glacé d'effroi, tout mouvement avait cessé : à force d'entendre dire qu'à la fin des premiers mille ans le monde allait finir, les incrédules même le croyaient. Sans espoir, sans avenir, on ne voyait devant soi d'autre perspective que le cahos, le jugement dernier, un Dieu vengeur et l'éternité. On redoublait de ferveur, on se hâtait de bien faire, on se pressait dans les couvents, on se couvrait de cilices, on voulait à tout prix expier ses fautes passées, se garantir des fautes à venir et mourir en saint ; on laissait par testament ses biens à l'Eglise, comme si elle devait survivre au désastre général, et partout on n'entendait que le cri lugubre ; *La fin du monde approche !!*

Le Code pénal avait aussi ses singularités, qui méritent une place dans ce tableau des mœurs, sous nos ducs et comtes de Bordeaux. Pour un premier vol, on condamnait au pilori ; pour un second, à avoir une oreille coupée ; pour un troisième, à être pendu ; mais si le vol était commis la nuit, la peine était la corde. La loi du talion était en vigueur en certains lieux. En cas de meurtre, le coupable était enterré vif sur le corps du mort, et ses biens partagés entre le fisc et sa femme. Si le coupable n'avait pas quatorze ans, au lieu d'être puni de mort, le *ribaud* (bourreau) le fouettait publiquement depuis la Porte-Médoc jusqu'à la place Saint-Julien. On ne recevait pas les femmes comme témoins : un fils ne pouvait rien gagner que pour son père, ni une femme que pour son mari. Le maître volé par ses domestiques pouvait se faire justice lui-même.

Les lépreux devaient être séquestrés du reste du peuple. On voit par ce dernier règlement qu'il y eut des *gahets*, ou *ladres*, dans le VIII^e siècle, et que les léproseries, ou ladreries, que nous retrouvons à Bordeaux dans le XIV^e, XV^e, XVI^e et même dans le XVII^e, datent de plus loin que le temps de Charlemagne. Ce prince défendit plusieurs superstitions, et parmi les autres le *baptême des cloches*. Le son de la cloche était pour le peuple la voix de Dieu ; c'était lui qui servait à appeler les fidèles à la prière ; qui annonçait, messenger aérien, au monde la formation d'une nouvelle famille, ces fêtes nuptiales où l'hymen enlace dans ses liens sacrés des époux déjà unis de cœur et d'affection ; c'était lui qui proclamait les grandes solennités de l'année : aux pauvres, le jour de repos ; aux riches, trop oublieux de l'égalité naturelle des hommes, la nécessité de se mêler à la foule, autour des autels du même Père, qui est dans les cieux ; c'était lui qui annonçait au loin la naissance d'un nouveau-né ; qui est l'écho de nos joies, la voix de notre douleur ; qui s'égaie devant un berceau ; qui exhale ses notes tristes et traînantes à la vue du

tombeau, ou annonce, en tintements entrecoupés, les derniers soupirs d'un moribond qui expire. Le peuple considérait la bénédiction des cloches comme un baptême réel; Charlemagne la défendit : sa défense était une nécessité de circonstance. La bénédiction et le nom de baptême nous sont restés; la croyance superstitieuse a disparu.

Nous empruntons à Montesquieu le passage suivant sur les Coutumes :

« La France était régie par des Coutumes non écrites, et les usages particuliers de chaque seigneurie formaient le droit civil..... Dans le commencement de la troisième race, presque tout le bas peuple était serf..... Les seigneurs, en affranchissant les serfs, leur donnèrent des biens; il fallut leur donner des lois civiles pour régler la disposition de ces biens. Les seigneurs, en affranchissant leurs serfs, se privèrent de leurs biens; il fallut donc régler les droits que les seigneurs se réservaient pour l'équivalent de leurs biens. L'une et l'autre de ces choses furent réglées par des Chartes d'affranchissement; ces Chartes formèrent une partie de nos Coutumes, et cette partie se trouva rédigée par écrit. Sous le règne de saint Louis et les suivants, des praticiens habiles, tels que Desfontaines, Beaumanoir et autres, rédigèrent par écrit les Coutumes de leurs bailliages. » Voilà la renaissance de notre droit français.

Charles VII et ses successeurs firent rédiger en Code les diverses Coutumes locales par province; de ce moment, les Coutumes furent généralisées à un certain point; elles furent écrites et revêtues du sceau royal. On les modifia, on y introduisit plusieurs dispositions du droit romain. Le roi Pepin avait ordonné que partout où il n'y aurait point de loi, on suivrait la Coutume; mais que la Coutume ne serait pas préférée à la loi.

Il serait trop long d'entrer dans tous les détails de cette législation sauvage, qui était la fin de la barbarie et l'enfan-

Espr. des Lois,
liv. 28, ch. 45.

Espr. des Lois,
liv. 28, ch. 12.

Livre III.
Chap. 2.

tement pénible de la civilisation moderne. Nous n'insistons sur les abus de la justice des seigneurs, qui variait d'un royaume à un autre, en proportion des mœurs, des coutumes et de l'expérience des juges féodaux ; qu'il suffise de dire que l'abus se trouvait partout et la règle nulle part. Les lois gothiques et salique se reconnaissent dans les coutumes de Bordeaux, au XIII^e et au XIV^e siècle ; mais la loi romaine, qu'on appelait la reine des lois, était presque seule en vigueur dans nos contrées.

Les Bordelais, comme les Aquitains en général, étaient capricieux, amis des plaisirs et inconstants dans leurs actions politiques : de tout temps, depuis le passage d'Alain jusqu'à Éléonore, les dames ont exercé dans ce pays une influence pire sur l'esprit public, ont poli les mœurs et formé les juges au ton gracieux et élevé de la bonne société. L'amour des indigènes était presque proverbiale, et leurs dispositions guerrières bien connues des Romains dans toutes les parties de leur existence politique. Hardis et entreprenants, ils étaient légers à la course, passionnés pour les amusements et amateurs du pugilat : coiffés du béret basque, ou bonnet phrygien, portaient un gilet, ou petit surtout rond, qui descendait jusqu'aux reins ; des culottes courtes, qui laissaient aux jambes leurs formes musclées ; des éperons lacés sur leurs bottes et le javelot à la main. C'était le costume de l'Aquitaine et de ses compagnons quand ils allèrent à Paderborn, en 785. Charlemagne en fut ravi ; on en trouve encore des vestiges dans le costume des Béarnais et des Basques.

Astronome,
Vid. Ludov.

D'après ce tableau, que nous esquissons à la hâte, on peut juger de l'état de la civilisation en Aquitaine et dans nos contrées. Chaque église était, comme les châteaux, une forte place de guerre l'occupation générale, l'oisiveté une nécessité, la culture une charge onéreuse abandonnée aux serfs. Les liens sociaux étaient brisés ; mais les liens domestiques se resserreraient davantage. Le mariage n'était pas un marché : l'hon-

dans son isolement, cherchait, non pas la fortune, mais la femme aux bonnes qualités, qui pût adoucir ses peines, partager ses plaisirs. Chaque château était une petite société, où l'esprit de famille se développait avec les idées délicates du grand monde, le respect des convenances et les égards dus aux personnes du sexe faible, qui sait soumettre la force à ses exigences; ces circonstances, qui étendirent largement la puissance des femmes, ont dévoilé toute la force de leur âme, toute la finesse de leur esprit, toute la sensibilité de leur cœur. La femme avait été un esclave: elle apprit de la religion sa dignité; et devenue égale à l'homme, elle prit une grande part à la conduite morale du monde. La femme doit cette heureuse révolution à la foi chrétienne: les incomparables filles de St-Vincent-de-Paul, les pieuses solitaires de nos couvents, les dames chrétiennes, partout et toujours nous prouvent qu'elle n'est pas ingrate. Sous l'influence du puissant culte de Marie, en qui la femme est divinisée dans sa triple et mystique nature de vierge, d'épouse et de mère, les femmes étaient adorées chez nous comme des divinités de passage; leur puissance sociale et civilisatrice était si grande, qu'on fonda l'ordre de Fontévrault, où une femme commandait, comme chef suprême, aux couvents des femmes et des hommes.

C'est aussi sous l'inspiration de ces sentiments chevaleresques que furent formés ces *plaisirs* d'amour, présidés si souvent par la belle Éléonore de Guienne. Cette idolâtrie pour la compagne de l'homme dégénéra en honteux excès, qui ont fini par ravir pour toujours à la femme le sceptre social que la vertu seule peut et doit porter.

Le XI^e siècle commence; on ne craint plus la fin du monde. L'esprit religieux vivifie encore le siècle; on continue à bâtir des églises dans les villes, les bourgs et les villages. La féodalité se constitue, la vraie piété s'affaisse sous la recrudescence des vices; l'hérésie, enfant de l'ignorance et de l'or-

Livre III.
Chap. 2.

Fleury,
CXVIII.

gueil, désole le sein de l'Église, comme pour la punir d'écart. La dévotion cesse d'être douce et attrayante, pour montrer intolérante; les Manichéens, sous de nouveaux noms, mais avec leurs vieilles erreurs, sont persécutés avec une ardeur que la religion condamne, mais que leurs excès justifient.

Malgré les louables efforts de Charlemagne, et le conseil habile et incessant d'Alcuin, le peuple devenait grossier; l'ignorance se répandait sur le monde comme un voile inextinguible. Le système pénal finit par n'avoir que deux sources : les compositions pour les châtimens, comme nous l'avons vu; les épreuves et le serment pour la justification. Les épreuves étaient, pendant le moyen-âge, de plusieurs sortes : par l'eau froide, par l'eau chaude, le fer chaud, le croix, le duel et autres manières adoptées par l'ignorance des princes et l'aveugle crédulité des peuples. Pour l'épreuve d'eau froide, les accusés assistaient à la messe et y faisaient la sainte communion. Le prêtre les interrogeait au nom de Dieu le Père, du Fils et du Saint-Esprit, par la foi et l'espérance, et les saintes reliques du temple, sur l'objet de l'accusation, et les conjurait, s'ils étaient coupables, de ne pas s'approcher de la sainte table : s'ils gardaient le silence, le prêtre devait leur donner la communion, en leur disant : ce corps et ce sang de Jésus-Christ vous soient aujourd'hui pour une épreuve. Le prêtre, après la messe, allait bénir l'accusé en faisant boire à l'inculpé; et après les exercices ordinaires, jetait l'individu, qui devait être à jeun et avoir les pieds et les mains liés, dans une cuve d'eau : s'il surnageait sans s'enfoncer, il était censé coupable : s'il allait au fond de la cuve, il était réputé innocent !

Les cérémonies étaient presque les mêmes pour l'épreuve de l'eau bouillante. Le prêtre suspendait une pierre dans une chaudière d'eau bouillante; l'accusé y plongeait sa main, pour retirer la pierre : on enveloppait la main, et l'on r

cette enveloppe, sur laquelle on apposait un sceau, que le troisième jour. Alors si la main était sans brûlure, l'individu était censé innocent et justifié.

Pour l'épreuve du fer chaud, l'accusé portait à la main un fer rougi au feu, la distance de 9 pieds ; puis on enveloppait la main pendant trois jours. Dans d'autres circonstances, il était obligé de marcher sur plusieurs socs de charrues rougis au feu : si le pied ou la main n'étaient pas blessés, dans ces cas, c'était un signe d'innocence. De là vient l'expression populaire d'une intime conviction : *Je mettrais la main au feu.*

L'épreuve de la croix consistait, selon quelques écrivains, à jurer sur la croix, ou à jeter une croix de bois dans le feu : si elle ne brûlait pas, c'était une preuve d'innocence. Louis le Débonnaire défendit cette épreuve.

L'épreuve de l'Eucharistie comportait une certaine imposante solennité. On la faisait subir aux prêtres et aux évêques accusés de quelque crime ; ils célébraient la messe à trois autels différents, comme le fit Grégoire de Tours pour se justifier des injustes imputations de Leudaste. Lothaire, à qui le pape Adrien avait prescrit un serment qu'il avait entièrement quitté Valdrade, femme qu'un autre pape lui avait ordonné de renvoyer, reçut la communion comme une épreuve, et pour sa justification.

Le duel était une autre épreuve judiciaire, par laquelle se manifestait le jugement de Dieu, vengeur des crimes, défenseur de l'innocence et scrutateur des cœurs. Dans cette épreuve, l'accusateur dénonçait au juge l'accusé, et lui jetait son gant comme un défi au combat : si l'accusé ramassait le gant, le défi était censé accepté, et le juge désignait le lieu, le jour et l'heure. Les combattants étaient escortés de leurs amis et précédés de bannières où étaient représentés Jésus-Christ, la Vierge et les patrons de leurs paroisses.

Entrés dans la lice, l'accusateur allait, en faisant le signe

de la croix, se jeter à genoux devant le roi ou son représentant. Le maréchal lui adressait ces mots : « Sire chrétien » ou écuyer, voyez-vous ici la vraie ressemblance de mon Seigneur Jésus-Christ, vrai Dieu, qui a voulu mourir pour livrer son précieux corps pour nous sauver ? Or, lui-même ne vous remerciera-t-il pas ? » rez merci, et lui priez qu'à ce jour vous veuillez accomplir un bon droit avec, car il est souverain juge ; souvenez-vous des serments que vous ferez, car autrement votre salut et votre bonheur et vous, êtes en péril. »

Le maréchal le prenait alors par les deux mains, le plaçait sur la croix, pendant qu'il lui faisait faire ce serment : « Je jure sur cette ressemblance de la passion de Notre-Seigneur Dieu, Jésus-Christ, et sur la foi du vrai chrétien, du saint baptême, que je tiens de Dieu, que je continuerai à m'en souvenir et à m'en avoir pour bonne, juste et sainte, cette que vous m'avez fait faire, bon droit d'avoir en ce gage, appelle le tel comme un mauvais traître ou..... ou foi mentie (*selon le cas c'était*). Lequel a très-fausse et mauvaise cause a dû se défendre et combattre contre lui, et je lui montre aujourd'hui par mon corps contre le sien, à l'aide de Dieu, Notre-Dame et de saint Georges, le bon chevalier.

L'accusé faisait un serment, puis le maréchal, ou représentant du roi, donnait le signal en jetant le gant dans l'air et en criant : *Laissez-les aller*. On donnait, de part et d'autre, des otages, qui, en cas qu'un combattant fût tué hors du combat, étaient tenus de payer l'amende. De là le proverbe : *Les battus paient l'amende*.

Telles sont les singulières épreuves que l'ignorance et la superstition du moyen-âge appelaient si improprement les jugements de Dieu !

Le duc Guillaume demanda lui-même l'épreuve de la croix froide pour un terrain contesté à l'époque de la fondation du monastère de Saint-Sever. Saint Grégoire de Tours écrivait que c'était une chose déshonorante pour son roi ; il subit l'épreuve.

de l'Eucharistie ; son accusateur fut regardé comme un calomniateur. Le pape Étienne condamna toutes ces ridicules épreuves, comme fausses et superstitieuses ; la religion, dans tous les siècles, flétrissait ces moyens, que les peuples ont regardés comme les jugements de Dieu dans tous les cas douteux. Le peuple et les princes avaient coutume, au VI^e et même jusqu'au XII^e siècle, de demander aux saints des présages, comme les païens en demandaient aux oracles (1). On croyait aux fées, à la puissance qu'ont certains hommes de se changer en loups (2). On était généralement persuadé que certaines âmes gémissaient dans les zéphants, auprès des fontaines ou dans les lieux solitaires ; qu'elles revenaient allumer la lampe du sanctuaire, veiller au foyer domestique, nous inviter, par des songes, à prier pour les absents, pour les morts, assister, invisibles témoins, aux pieux récits que le père ou la mère faisaient à la famille, des vertus, des souffrances, de la gloire des saints de l'Aquitaine. Les mœurs des grands se modelaient sur celles des princes ; les mœurs des bourgeois ou des gens enrichis par leurs talents et leur industrie, étaient plus simples et plus graves. Étrangers aux raffinements qui régnaient dans la société bordelaise, ils les flétrissaient du nom de libertinage, accusant de corruption, de mauvaises mœurs, les chevaliers, qui, en échange, les méprisaient comme des gens qui ignoraient les usages de la bonne compagnie. Les marchands bordelais joignaient à beaucoup de lumières une grande régularité de conduite et un caractère respectable ; leur crédit était

Livre III.
Chap. 2.

—
Mémoire
de Ducloux
sur les
Épreuves.

Am. Thierry,
Résumé, 108.

(1) Cette croyance existait au VI^e et même au V^e siècle. Avant la bataille de Vouillé, Clovis envoya des messagers à Tours, pour demander des présages à saint Martin. En entrant dans l'église, ils entendent entonner par le primicier ce verset des psaumes : *Præcinxisti me ad bellum et supplantasti insurgentes in me ; inimicos mœdediti mihi dorsum, etc., etc.* Clovis apprend tout cela avec bonheur ; il triomphe, et rapporte à saint Martin l'honneur de la victoire.

(2) Pétrone parle de ces prétendues transformations, dont se repaissait la crédulité populaire : *At ille circumcinxit vestimenta sua et subito lupus factus est.* Pétrone, *Satyr.*

immense , non seulement dans les Iles-Britanniques , s
côtes d'Espagne , mais même dans les ports de la Syrie
toutes les échelles du Levant. Le commerce devint une s
de richesse : les marchands , comme les autres bourgeois
taient souvent , dans leurs fêtes , les amusements , les jou
les tournois de la noblesse , sans que celle-ci s'en offen
arrivait parfois qu'ils la surpassaient dans la beauté de
vaux et des armures. Les combattants de cette classe ,
appela plus tard le Tiers-État , habitués au maniement
armes , n'y déployaient pas moins de grâce et d'adresse
les preux et les élégants chevaliers des châteaux.

Pendant ces interminables guerres de l'Aquitaine , le
merce ne se développa qu'avec une timidité naturelle
marchands n'eurent qu'une chose en vue ; c'était de s
rantir , eux et leur avoir , contre la violence et les exa
du vainqueur. Une réputation de fortune était un mal
On continuait cependant toujours à trafiquer : l'industrie
commerce avançaient en silence , avec réserve , et , pa
avec plus de sécurité. Des associations se firent parmi le
férentes professions : les artisans eurent les leurs , les
ciants , nobles et bourgeois , formèrent la corporation de
viculaires. On exportait les vins délicats de nos contrées
cire et le suif , qui , préparés dans les manufactures de la
acquéraient , par de nouveaux procédés , fruits d'une l
expérience , une blancheur éclatante , une supériorité in
testable sur les produits similaires des autres contrées
résine , le bois des forêts du Bouscat , de Villenave , te
que l'art ou l'industrie de nos ancêtres savaient produi
récolter sur un sol riche et fertile , s'exportaient pour l'étra
Le commerce bordelais avait enfin des rapports , non seul
avec le Nord , mais avec les côtes de la Méditerranée ,
chipel grec , l'Égypte et les rives de l'Adriatique. Les S
venaient trafiquer à Bordeaux ; et Euphron , négociant c
de la Syrie du temps de Gondebaud , y établit un comp

Disons, en terminant ce chapitre, un mot sur les monnaies de ces temps antiques; cette étude, comme toute autre, a son utilité. La monnaie est un monument qui peut avoir une grande importance historique et chronologique. La conservation des valeurs monétaires sert à caractériser la force et la gloire d'un empire; leur altération est un signe de décadence.

Il est bien parlé de monnaies dans la loi salique; mais il ne nous est resté que quelques rares pièces antérieures à Charlemagne. Il paraît constant, d'après Pline et Tite-Live, que l'argent extrait des mines des Pyrénées était en grande réputation parmi les Romains, sous la république; ils le faisaient monnayer à Benearnum (Lescar); plus tard, ils établirent trois autres hôtels de monnaies: à Arles, Trèves et Nantes. Ce dernier, à cause des continuelles révoltes des Armoricaïns, fut transféré, sous Auguste, à Lyon, où, du temps de Strabon, on battait des monnaies d'or et d'argent. Plus tard, on fonda un hôtel de monnaies à Narbonne. Sidoine Apollinaire dit que cette ville était remarquable par ses sanctuaires, ses capitales et ses hôtels de monnaies: *Delubris, capitoliis, monetis*. Il paraît que Narbonne conserva ce privilège sous les Visigoths; car nous avons des espèces avec l'inscription: *Witisa, Narbona, Pius*. Depuis Clovis jusqu'à Philippe le Bel, on ne frappa que bien peu de monnaies en or ou en argent; on affinait ces métaux pour les garder en masse dans le Trésor, et de là viennent ces mots, si régulièrement employés dans les actes publics, *livre, poids, marc d'or, marc d'argent*.

Il paraît constant que Burdigala eut un hôtel de monnaies du temps de Clovis ou de ses successeurs immédiats. Vénuti nous a conservé un tiers de sou d'or. Sur un côté, on voit la tête d'un roi de la première ou de la seconde race, avec l'inscription *Burdigala*; et au revers, une croix au centre, avec le mot *Lhosomat*, qui, probablement, est le nom du monétaire.

On a des pièces de monnaies frappées au coin de Charle-

Livre III.
Chap. 2.

Espr. des Loix,
tome 2, ch. 13.

Strabon,
lib. IV.

Le Blanc,
*Traité
des monnaies*,
page 40.

Dissertations,
page 142.

Livre III.
Chap. 2.

magne et de Louis, son fils, après l'érection de l'Aquitaine en royaume : sur une de ces monnaies, on voit les lettres *HLVDIVICVS. IMP.*, et au revers *AQUITANIA* ; sur une autre, *PIPINVS. REX.*, avec *AQUITANIA* sur le revers ; sur une troisième, on lit : *CARLVS REX.*, et au revers *AQUITANIA*.

On sait que sous les faibles successeurs de Charlemagne le droit de frapper monnaie fut accordé à plusieurs barons et vassaux des rois, à des villes importantes, à des évêques et même à des abbayes ; de là sont venus les noms de *gasconnes*, ou *chipotennes*, monnaie d'Agen ; de *petragoricensis*, Périgueux ; de *morlans*, monnaie frappée à Morlaas en Gascogne, qui avait cours à Bazas ; de *poitevine*, ou *pitte*, frappée à Poitiers du temps de saint Louis, qui valait la moitié d'une *obole*, ou *maille*. La ville de Bordeaux avait le droit, comme les ducs, de frapper des monnaies au coin, armes et nom des princes et même au nom seul de la ville ; c'est de cette monnaie que datent les *solidi Burdigalenses*, 'qui avaient cours dans toute la province, à l'exclusion de toute autre monnaie étrangère. D'après différents règlements du *Livre des Bourgeois*, fol. 48, il paraît que les monnaies de Périgueux, Saint-Poitiers, Agen, Angoulême, devaient avoir la même valeur, le même aloi et poids que celle de Bordeaux. Cette règle résulte aussi d'une ordonnance d'Édouard III, d'Angleterre, en date du 14 novembre 1351 (1), et d'une autre ordonnance de Henry VI, d'Angleterre, en 1424, qui ordonne que la monnaie de Bayonne serait faite à l'instar de celle de Bordeaux (2).

Coutume
de Bordeaux,
art. 86, 89, 92.

Rôles gascons,
Membran.,
15.

Chopin,
Commentaires
sur la
Coutume
d'Anjou,
liv. 1^{er}, p. 63,
éd. Paris,
1653.

Vers le commencement du XI^e siècle, Guillaume le Grand, comte de Poitiers, fit don à l'archevêque et au chapitre de Saint-André du tiers des bénéfices résultant de la dîme, en compensation du service de vassal qu'il leur devait, et pour le rachat de son âme.

(1) Quod omnes monetæ Vasconie sint ejusdem alaiæ, sicut est moneta gallica.

(2) De moneta talis ponderis in civitate Baionæ facienda, qualis Burdigalensis.

selon l'usage, déposer sa Charte de donation sur l'autel de Saint-André, à Bordeaux (1).

Livre III.
Chap. 2.

On trouve dans les *Rôles gascons* plusieurs déclarations des archevêques ou des princes, relatives à cette donation, notamment sous les années 1335 et 1340, et en 1354.

Quant à la valeur réelle des monnaies en cours à Bordeaux, il est utile d'en dire un mot : Le *bourdelais* valait 4 deniers tournois; le denier tournois, sous Philippe le Hardi, était à 3 deniers 48 grains d'aloi, et de 217 ou 224 au marc, selon le calcul de Leblanc (2).

Ducange,
Moneta.

La *baque*, ou *baquette*, portant l'empreinte d'une vache, était une monnaie béarnaise, en cours à Bordeaux. Quatre *baques* valaient trois deniers, ou 1 *hardit*.

L'*hardit* était une monnaie propre à la Guienne, comme le *liard* l'était au Dauphiné. D'après le *Dictionnaire de Trévoux*, cette monnaie prit son nom de Philippe le Hardi, en 1270, et valait 3 deniers tournois à Bordeaux.

Sous les Anglais, on voyait de petites pièces d'argent, à Bordeaux, qu'on appelait *sterlings* ou *stellinos*, ainsi appelées, probablement, parce que sur le revers était représentée une étoile (*stella*). On fit des *sterlings* d'or, qui conservèrent le

Ducange,
Sterling.

(1) Ego Guillelmus, totius Aquitanie, Dei omnipotentis metu, atque hæreditario jure patris mei, ac parentum meorum, Dux et Dominus, pro redemptione animæ meæ, patris mei vel parentum meorum, Sanctæ Dei Burdigalensis ecclesiæ, in honorem Beati Andreæ Apostoli dedicatæ, quam ab antiquis regibus, Karolo videlicet et Lodoico, seu Pipino, cæterisque summâ veneratione habitam, omnibus bonis dilatat agnovimus, sed nunc, peccatis nostris exigentibus, miserabiliter dilapsam videmus, quidquid ei Comes Sanctius, et Pater meus Guillelmus dederunt, ac cessarent, scilicet, tertiam partem Cameræ seu monetæ, sive etiam omnium teloniorum, ac curtem ligiam, etc., etc., ad restaurationem ædificiorum, seu postmodum ad mensam Canonicorum, donamus, etc., etc., et hanc Chartam super altare S. Andreæ posui, etc., etc.

(2) Louis-le-Débonnaire fit frapper, à Saintes et à Angoulême, de nouvelles monnaies à son effigie et en son nom. (Ademar Cab, *Chronic. apud Scrip. rer. fr.*, t. 6, p. 224. Voir aussi Diplôm, *Caroli calvi ibid.*, t. 8, p. 472).

Livre III.
Chap. 2.

même aloi et le même poids pendant cent trente-sept ils étaient très-recherchés.

Sur certaines pièces du XII^e siècle, on voit les non Louis et d'Éléonore, avec un croissant; ce qui semble qu'elles furent frappées, très-probablement, à Bordeaux croissant faisait partie des armoiries de cette ville.

Rôles gascons.

Il paraît que du temps d'Édouard I^{er}, duc de Guienne monnaie bordelaise avait subi une altération fâcheuse prince chargea, en 1282, le sénéchal de Gascogne de redier aux graves inconvénients qui en étaient résultés suite de l'établissement d'un nouveau coin et par une C de 1289, il ordonna la suppression de la vieille monnaie la mise en circulation d'une nouvelle (1).

Rôles gascons.

Il ne nous reste pas de monnaies du règne d'Édouard mais il paraît qu'il surveillait le monnayage en Guienne qu'il avait chargé Pierre de La Porter de la garde des et de la Monnaie de Bordeaux (2). Mais sous le règne douard III, on frappa à Bordeaux des pièces représentant d'un côté, ce prince ayant une couronne ouverte, une é la droite, et à la gauche un bouclier aux armes de France d'Angleterre, et deux lions couchés à ses pieds, avec inscription : ED : D : GRA : REX : AGLIE : DO : AQVI : T B : (3); au revers, on voit une croix fleurie et écartelée aux armes de France et d'Angleterre, et pour légende : GL IN EXCELCIS : DEO : ET : IN : TERRA : PAX HOIBVS.

Sur d'autres pièces de monnaie, on voit pour légende autour : AVXILIVM : MEVM : A : DOMINO : B :

(1) Tractandi super mutatione monetæ Burdigalensis, anno 1282, 12 no apud Northampton. La Charte de 1289 porte : De Proclamatione faciendâ a digalam, quod veteres monetæ non currebunt ultra festum Sti Martini, ratio monetæ.

(2) De custodiâ cuneorum et monetæ Burdigalæ, commissâ Petro de La Dat. apud Westminster, teste rege.

(3) Edouardus Dei gratiâ, rex Angliæ, Dominus Aquitanix, Burdigalæ.

Sur une autre, on voit un lion couronné, et au revers, pour légende, autour d'une croix : **XRC : VINCIT : XRC : REGNAT : XRC : IMPERAT : (1)**.

En 1367, il fut délibéré, aux États convoqués par Édouard, à Angoulême, qu'on ferait frapper à Bordeaux des sterlings d'argent, à 8 deniers de fin, et à 5 livres 5 sols le marc, et des ducats guiennaux à 64 livres le marc.

Il nous reste quelques monnaies du roi Richard; ce sont des demi-gros d'argent. Le roi y est représenté en manteau royal, la couronne sur la tête, l'épée dans sa main. Au revers, se trouve une croix; aux quatre coins, les armes de France et d'Angleterre, avec la légende : **RICARD : REX : AGLI :** d'un côté, et aux revers : **FRACIE : DOM : AQITANE.**

Sur l'*hardit* de Richard, se trouve la croix avec **RICARDVS REX : ANGL.** Du côté de la pile, un léopard dans l'exergue, avec la légende : **DVX : AQITANIE.**

Comme le fait observer Vénuti, il n'est pas aisé de distinguer les monnaies d'Henry IV d'avec celles d'Henry V. Le premier est représenté sur ses monnaies avec sa barbe, une couronne ouverte à grands fleurons, le manteau royal, et tenant une épée à la droite. Au côté droit, dans le champ, un lion couronné; au côté gauche, une fleur de lys, et tout autour : **HER : D : GRA : R : ANGLIE : F : D : AQVITA :** Au revers, une croix fleurie, contournée de deux lions couronnés et de deux fleurs de lys, avec la légende : *Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat*, abrégée comme nous l'avons vu plus haut.

Le Blanc assure que sur quelques monnaies d'Henry V, on voit dans la légende les mots : **HERES. FRANCIE**, titre qui rappelle, comme on sait, une époque désastreuse de notre histoire, et le détestable traité de Troyes, du 21 mai 1420.

C'est à cette époque qu'on vit paraître en Guienne les no-

Livre III.
Chap. 2.

Louvet,
Histoire,
page 83.

*Traité
des monnaies.*

(1) *Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat.*

bles, demi-nobles d'or. D'un côté se voyaient, sur la droite d'Henry V, un lion, et sur l'épaule gauche un agneau avec la légende : *AVXILIVM : MEVM : A : DOMINO : B.* Cette monnaie rappelait les *aignels d'or*, ou *moutons d'or*, monnaies qui avaient cours longtemps en France, et à Bordeaux en particulier, et portaient l'empreinte d'un *agneau* ou *mouton*.

Sous Charles VII, la monnaie subit une altération profonde. Les monnaies qu'on frappait alors n'étaient, soit en or, en argent ou en billon, de plus bas aloi que celles d'Henry VI. Après l'expulsion des Armagnacs, Charles, duc de Berry, fut nommé duc de Guienne, avec le pouvoir de battre monnaie d'or et d'argent. Cleirac a conservé deux monnaies de ce prince ; Vénuti les a reproduites. La première ; le prince est représenté assis sur un trône semé de fleurs de lys et de léopards, revêtu de l'habit royal, portant une couronne à grands fleurons, tenant, de la droite, une épée nue, de la gauche, un rouleau de papier. Des deux côtés du trône, sont deux anges posant chacun une couronne de comte sur deux petites colonnes, allusion à la dénomination que le prince avait faite de ses deux comtés de Champagne et de Brie, pour prendre en échange, comme apanage, le duché de Guienne.

Autour de cette pièce, on lit : *DEV. IVDICIVM. REGI. D. ET. IVSTAM. TVAM. F. RE.*

Au revers, le prince est à cheval, armé de toutes pièces, tenant d'une main la bride, et de l'autre une épée nue. Le coté d'armes et le caparaçon de son cheval sont parsemés de fleurs de lys et de léopards de Guienne. La légende est : *DOM : KAROLVS : MAXIMVS : AQTITANIAR : DVX : FRANCORVM : FILIVS : Regis.*

La seconde monnaie rapportée par Cleirac, représente le prince Charles terrassant une bête féroce (un léopard probablement) ; sur le champ, se voient les armes de France et de Guienne, avec la légende : *KAROLVS : REGIS : FRANCORVM : F : AQTITANOR : DVX :*

Au revers, une croix fleurie, surmontée, au milieu, par un écusson écartelé de France et de Guienne, avec cette légende sur le bord : **FORTITVDO. MEA. ET. PAX. MEA. DME. DEVS. MEV.**

Nous avons, vu au commencement de ces détails sur les monnaies de Guienne, une pièce mérovingienne, frappée à Bordeaux, avec le nom du monétaire *Lhomosat*. M. Jouannet, auteur de la *Statistique de la Gironde*, possédait un tiers de sou d'or frappé à Bordeaux, mais on en ignore l'époque. Il portait une tête diadémée, profil droit, avec la légende : **BVRDEGALA. FIT.** Au revers, dans le champ, cerné d'un grenetis, une figure debout, tenant à la main une palme, avec ces caractères : **BLI.... S. M. O.**, qu'il traduisit ainsi : *Bliderius, monétaire.*

Lelewel a publié une autre monnaie à la marque de Bordeaux, portant une tête diadémée, profil droit, légende : **BVRDEGALA : FIET** : Au revers, dans le champ, une croix sur un globe, avec l'inscription : **ALAPTA. MONETARIO.**

Dans des fouilles pratiquées naguère dans la rue Sainte-Catherine, 73, on a découvert un tiers de sou frappé à Bordeaux, ayant : d'un côté, une tête diadémée, profil droit, avec le mot : **BVRDEG** ; au revers, une croix ancrée, et le mot : **BETTONE**, précédé d'une croix posée sur un globe. *Bettone* est probablement le nom du monétaire.

La croix figure sur presque toutes les monnaies ducales, et le nom de *Burdegala* se trouve sur les *hardits* de Guienne, qui remontent à la deuxième lignée des ducs d'Aquitaine. Sur le champ, on voit tantôt une croix, tantôt trois, quelquefois le croissant, figure symbolique du *Port de la Lune de Bordeaux*, et quelquefois quatre croix. Sur plusieurs, on lit : **CVILEVMO** et **CVILIMO**, et au revers, une croix pâtée, entourée d'un double cercle, avec la légende : **† BVRDEGALA.**

Sur la fin du VIII^e siècle, les faux monnayeurs se multiplièrent d'une manière étonnante. Charlemagne, se trouvant

à Thionville, défendit, sous des pénalités sévères, qu'on ne fabriquât des monnaies ailleurs que dans son palais (1). On voit venir l'inscription que nous voyons sur les vieux deniers d'argent : *MONETA PALATINA*. Cette défense fut renouvelée en 808, dans un Capitulaire ; mais elle ne fut pas maintenue longtemps, car il existe des monnaies frappées dans les anciens hôtels de monnaies, sous son fils.

On a trouvé naguère à Bordeaux une demi-livre bordelaise de l'an 1316, dont une face portait pour empreinte une monnaie grossière de la porte St-James, moins les tours, avec cette inscription : *META. L. B. COM. DE BORDEV*, qu'on peut traduire ainsi : Demi-livre, commune de Bordeaux. Sur l'autre face on voit le lion de Guienne, avec la date : *AN. DO. MCCXVI* (1316).

Les barons de Guienne, comme nous l'avons vu plus haut, avaient le droit de battre monnaie d'or et d'argent : des seigneurs s'introduisirent dans la fabrication, en augmentant l'alliage en diminuant le poids. Philippe le Bel n'était pas satisfait de ce proche à cet égard ; mais en 1320, il résolut de supprimer toutes les monnaies particulières du royaume, et envoya des commissaires partout, pour constater les abus. Pierre de Cahours vint à Bordeaux et confisqua les coins de ceux qui se trouva en faute. Cahours rencontra une vive résistance, et à la mort de Philippe fit abandonner le projet, et on continua en France à avoir autant de monnaies différentes qu'il y avait de seigneurs. D'Épernon en faisait battre à Puy-Paulin.

Les monnaies de Guienne ressemblaient à celles qui étaient en cours en Angleterre : les *sterlings* y parurent, comme nous l'avons vu, de bonne heure. Les *guinées*, ainsi appelées d'un pays d'Afrique (la guinée), où les Anglais trouvèrent la monnaie dont on les fabrique, n'y ont paru que plus tard.

(1) *Ut nullo loco percutiatur, nisi ad curtem, et illi denarii Palatini nomen habent, et per omnia discurrant.*

Il existe entre les mains de l'estimable M. Péry, à Bordeaux, une magnifique collection de monnaies antiques et modernes, et de médailles historiques; c'est la plus belle et la plus riche collection que nous connaissions dans nos contrées. Grâce à la prévenante obligeance du digne propriétaire, nous en avons examiné un grand nombre; elles sont toutes dignes de l'attention des amateurs et des antiquaires.

En 850, on battait à Morlaas des monnaies, dites *morlans*, ou *furquina morlanis*. Les rois francs avaient défendu de battre de la monnaie ailleurs que dans leur palais; mais le palais vicomtal de Morlaas, près Pau, s'appelait *Furquie*; de là vient le mot *furquina morlanis*. Les pièces qu'on y fabriquait portaient, d'un côté, la tête diadémée du souverain régnant, avec cette légende à l'entour : *N. vic. et dom Bearn. hon. furciæ Morl.*; au revers, une épée haute couronnée à la pointe, la poignée dans une main, séparant les deux vaches de l'écu de Béarn, avec légende : *Gratiâ Dei sum quod sum*.

Les *morlans* eurent cours dans toute l'Aquitaine; Édouard d'Angleterre fit défense à tous ses sujets de les recevoir. Les Bordelais s'y soumirent; les Bazadais ne le firent pas. L'évêque, le clergé et les nobles adressèrent au roi une remontrance, qui existe encore aux archives de Pau. Une des grandes raisons qu'ils alléguent contre la suppression des *morlans*, c'est que cette monnaie était moins soumise que toute autre aux altérations de la valeur réelle par les alliages. En effet, son titre ne pouvait être modifié que par la volonté expresse de l'assemblée nationale. Plus tard, François I^{er} en permit l'emploi et la circulation; et par la comparaison de la livre tournois avec la livre morlaas, on trouva que celle-ci avait une valeur triple au-dessus de celle de France : 60 sous morlaas équivalaient à 485 fr. de notre monnaie d'aujourd'hui.

Le sou et le denier conservèrent leur pureté de titre jusqu'à Philippe I^{er}, en 1100; c'est alors, au plus tard, que commença l'alliage : on y introduisit alors un tiers de cuivre;

Livre III.
Chap. 2.

Lelewel,
*Numismat. du
moyen-âge,*
etc.

—
Le Blanc,
*Traité hist.
des monnaies.*

Livre III.
Chap. 2.

—

Mémoire
de
l'Académie des
Inscriptions,
t. XLIX, 229,
et t. LIV,
480.

en 1110, une moitié; en 1300, les deux tiers; en 1310, les trois quarts; et un peu plus tard, ils furent fabriqués enivre seul. Un million sous Charlemagne vaudrait 60 millions sous Louis XIV; sous Charles VII, 3,700,000 liv. vaudrait 24 millions sous Louis XIV. Le sou bordelais valait 7 deniers le sou sterling, 10 sous bordelais; le sterling d'or valait 13 sous 4 deniers. La livre bordelaise, 12 sous tournois, le franc bordelais, 15 sous tournois. Le sou romain, sous Constantin, était d'or, et valait 40 deniers d'argent fin; le sou était la soixante-sixième partie de la livre d'argent. Le franc des Francs était de 40 deniers. *Quadraginta denarii faciunt solidum unum.* (*Lois saliq.*, ch. 2., art. 5.) Quant à ceux qui prétendent que les rois francs ne faisaient pas battre monnaie, nous leur opposons l'autorité de Procope, qui nous apprend formellement : « Les rois des Francs font battre monnaie d'or qui se tire des mines de leurs États; ils ne la frappent au coin de l'empereur, comme c'était l'usage des Grecs » (*De bello Goth.*, lib. 3.)

CHAPITRE III.

Le règne d'Henry et d'Éléonore commence bien. — Ils viennent à Bordeaux. — Ils font de sages règlements d'administration. — Les Rôles d'Oléron. — Cour brillante. — Les troubadours chantent ses louanges. — Henry plus puissant que le roi de France. — La raison de cette puissance. — Henry et Éléonore viennent à Bordeaux. — Une assemblée des seigneurs du pays à Bordeaux. — Henry déclare la guerre au comte de Toulouse. — Un traité a lieu. — Le comte fait hommage de ses terres à Henry. — Éléonore gouverne l'Aquitaine avec ses trois enfants. — Troubles dans la famille d'Henry. — Jalousie de la reine. — Rosemonde. — Sa mort. — Les enfants se déclarent contre le père. — Éléonore les y encourage. — Les *Brabançons*, ou *Routiers*. — Soulèvement des enfants contre leur père. — Le premier maire établi à Bordeaux. — L'archevêque excommunie les mécontents. — On le jette en prison. — Bertrand de Born.

Nous avons vu le mariage d'Éléonore avec Louis le Jeune, son divorce au concile de Beaugency, et son second mariage avec Henry de Plantagenet, prince beau, brillant et courtois, qui devint plus tard roi d'Angleterre. Le roi Louis prévint bien les tristes conséquences qui allaient découler de son divorce; il fit trop d'attention à ses chagrins domestiques, qu'un peu de prudence lui aurait épargnés, et pas assez aux malheurs du peuple. Il se crut vengé: il n'en était que plus ridicule. Il se félicitait d'être libre; mais il préparait, pour les Bordelais et les Aquitains, trois cents ans de domination anglaise et des guerres éternellement renaissantes. Les commencements étaient beaux, cependant: le jeune prince semblait promettre aux Bordelais une ère de prospérité et de paix, à la place des mille vicissitudes de la fortune et des innombrables revers dont ils n'avaient que trop de raisons de se plaindre. Le gouverneur d'Aquitaine devait résider à Bordeaux; c'était la capitale de la province, point central où il convenait que

Livre III.

Am. Thierry,
*Résumé
de l'Histoire,
etc.*

1153.

son château à fief à toutes les dames ; tous ces poètes taient, dans une langue riche, belle et harmonieuse, l'incalculable beauté de leur reine : l'amour faisait le plus serein résonner leurs lyres. Dans toutes leurs compositions lyriques, on remarquait beaucoup de grâce, de vivacité, et de chaleur de coloris, et une grande finesse de pensée.

1154.

Henry II, couronné roi d'Angleterre le 19 septembre 1154, commença par donner à son frère une modique pension de 4,000 liv. sterling sur l'Angleterre, et 3,000 liv. anglaises sur les revenus de l'Anjou, en échange de l'Anjou, du Maine et de la Touraine. Craignant les intrigues du roi de France, il se hâta de revenir sur le continent, pour neutraliser les mauvaises intentions, en lui rendant foi et hommage pour ses nombreuses possessions, qui le rendaient réellement plus puissant que Louis. Il avait alors la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, le Poitou, le Bordelais, la Saintonge, l'Aunis, le Périgord, le duché de Gascogne et des prétentions sur le Roussillon et le Languedoc. Le roi de France n'en avait pas tant, il s'en fallait ; le vassal d'Aquitaine était plus puissant que le suzerain, son roi.

Cette circonstance si étrange s'explique facilement. Son origine remonte à Hugues Capet. Pour étayer sa puissance, ce hardi fondateur d'une brillante dynastie avait besoin de grands seigneurs ; il s'appuyait sur eux pour s'en faire des alliés, et voulant les ménager et se concilier leur amour, il leur donna en propriété leurs seigneuries, à condition qu'ils lui rendissent hommage et qu'ils le reconnussent pour leur suzerain. Cette mesure, au premier abord, paraît très-inconvenable ; elle ne l'était pas. C'était, sans doute, établir une faiblesse pour les vassaux ; mais elle donnait au suzerain des appuis plus forts. C'était créer une monarchie avec un morceau de parchemin, qu'une puissance affermie pouvait plus facilement briser avec la pointe de l'épée. C'était là, cependant, l'origine de la féodalité. C'est alors que nos plus belles provin-

rent distraites de la couronne, et elles ne pouvaient y être réunies que par défaut d'héritiers ou dans le cas que le seigneur manquât à ses devoirs envers son suzerain, ce qui était un cas de félonie. Hugues Capet n'acquit pas de domaines ; plusieurs de ses vassaux étaient plus riches que lui, car il n'avait que le duché de France, les comtés d'Orléans et de Paris. La fortune d'Henry le rendait fier, et la supériorité de ses forces lui inspirait une répugnance pour toute idée de serment ou de vasselage. Cependant, il consentit à prêter foi et hommage à Louis, dans un but politique, avec l'espoir d'amortir toute intrigue qu'on pourrait ourdir contre lui, en France, et par respect pour un droit acquis dans un temps antérieur et entre des gens de bonne foi.

Livre III.
Chap. 3.

Dans de telles conjonctures, Henry crut devoir se conformer à la règle établie ; il s'embarqua pour la France, visita le Poitou, vint à Bordeaux avec Éléonore, et y convoqua tous les évêques, tous les barons du duché. On vit alors dans nos murs les personnages les plus distingués parmi le clergé et la noblesse : outre l'archevêque, Geoffroy de Bordeaux, et ses suffragants, on y voyait réunis, Amanieu d'Albret, Pierre de La Mothe, Boson, comte du Périgord, Amanieu, vicomte de Vésone, Pierre, prévôt de Bordeaux ; en un mot, tous les hommes remarquables de la ville et de la province, entre autres le célèbre Thomas de Cantorbéry, chancelier d'Angleterre. Tous ces personnages lui prêtèrent serment de vasselage, et jurèrent, à sa prière, paix et amitié entre eux. Les deux époux passèrent la fête de Noël à Bordeaux ; ils se rendirent ensuite à La Sauve, et confirmèrent les privilèges de cette célèbre abbaye. Henry s'embarqua bientôt après pour l'Angleterre, avec Éléonore, qui lui donnait chaque année un nouvel enfant.

4156.

Henry était puissant ; il voulait l'être davantage. Il raviva les prétentions des comtes de Poitiers sur le comté de Toulouse, qui leur avait appartenu, au moins pour l'hommage ;

Livre III.
Chap. 5.

1159.

il réclama auprès du comte de Toulouse, et fit valoir ses droits de sa femme. Voyant qu'on ne faisait pas droit à ses demandes, il leva, au commencement du carême de 1159, une formidable armée, composée d'Anglais, de Normands, de Bretons, de Gascons, de Provençaux, de Catalans, de Languedociens, de Barcelonne, avec qui il s'était concerté à Blaye, et marcha contre Raymond de Toulouse, jeune homme d'une vaillance connue et de mérite distingué, qui avait imploré le secours du roi de France. Louis VII, enchanté d'une si belle occasion d'humilier son rival, partit pour Toulouse, et attendit l'Anglais de pied ferme. Henry n'osait ni se mesurer avec lui, ni entreprendre le siège de Toulouse, qui était bien armée et défendue, ni se brouiller directement avec le comte de France, dont son fils aîné allait épouser la fille; il se contenta de la ville, ravagea les États du comte, l'Agenais et le Quercy, et pressé enfin par un religieux franciscain, au nom de saint Alexandre, il prêta l'oreille à des propositions de paix. L'espérance de se rendre agréable à Louis. Une trêve fut conclue, suivie d'un traité de paix, qui ne termina rien; la domination de Henry sur Toulouse était encore indéfinie.

1160.

Quelque temps s'écoule; mais Henry, qui avait reculé ses projets politiques, n'en poursuit pas moins la réalisation de ses projets. Il charge l'archevêque de Bordeaux de faire la guerre au comte de Toulouse et de défendre ce qu'il appelait ses droits légitimes. Ce prélat, oubliant son caractère sacré, parvint à rassembler des troupes indisciplinées, qui pillent les campagnes, brûlent les villes, rasant les châteaux, enlèvent les vases sacrés des églises et dévastent tout le Toulousain et l'Agenais. Le comte de Toulouse, pendant cet intervalle, ne s'occupait que de choses bonnes et utiles; sa position, cependant, était fâcheuse; son peuple souffrait des horreurs de la guerre. L'archevêque ne servait que ses intérêts et la vengeance du roi anglais; son nom fut détesté dans le Languedoc que celui du préteur Verre de Sicile. Raymond accepta les conditions proposées, et s'en retourna à Toulouse.

*De gestis
Ludov.*

Roger de Howeden.

*Histoire générale
du
Languedoc,
tome 2.*

dit, en 1173, à Limoges, où il fit hommage à Henry et s'engagea à lui fournir tous les ans dix chevaux et 100 marcs d'argent.

Cette victoire exalta la tête du prince anglais et lui donna plus de fierté ; les barons d'Aquitaine , jaloux de ses succès , et craignant d'être un jour accablés sous le poids de sa puissance, essayèrent d'en secouer le joug. Les comtes de la Marche, d'Angoulême, Émery de Lusignan, et quelques autres , se placèrent sous le patronage du roi de France et s'éloignèrent d'Henry ; mais ils furent bientôt réduits à demander grâce. Henry quitta ensuite le pays, et laissa le gouvernement à Éléonore et au comte de Salisbury ; mais après son départ, une insurrection éclata, et le comte périt misérablement dans la révolte. Affligé de ces désordres, Henry sentit la nécessité de tenir d'une main ferme les rênes du gouvernement, et de ne pas céder en présence du mécontentement populaire. Pour être plus libre, il distribua entre ses fils ses droits en Angleterre et sur le continent : Richard, dit Cœur de Lion, fut nommé duc de Gascogne, et Henry, au *Court mantel*, fut associé par son père , en 1170 , à l'autorité suprême et couronné roi d'Angleterre. Geoffroi devait avoir la Bretagne par son mariage avec la fille du dernier roi breton.

Mais la discorde se mit bientôt après dans la famille du roi : Éléonore se trouva offensée par le dédain de son mari. Louis le Jeune avait été à ses yeux un moine et non un roi : jalouse et passionnée , elle trouva qu'Henry n'était qu'un libertin couronné, qui l'avait épousée pour sa fortune. Rosemonde, maîtresse du roi, devint l'objet de sa haine ; elle la persécuta et lui fit payer cher les faveurs royales. Henry fit construire pour elle un beau palais, en forme de labyrinthe, à Woodstock-House ; la pauvre Rosemonde y vécut quelque temps dans des rêves de bonheur. Le roi l'aimait , sa petite cour l'adorait , les troubadours célébraient sa beauté ; c'était une existence trop heureuse pour durer longtemps. Éléonore,

Livre III.
Chap. 3.

1169.

Lingard,
*Hist. of En-
gland.*

la jalouse et vindicative Éléonore, indignée de se voir laissée par un homme pour qui elle avait sacrifié le reste de ses jeunes années, jura la perte de la charmante Rosemonde et malgré les mystérieux et sinueux détours de Woodstock-House, elle pénètre jusqu'à elle, le poignard dans une main, la coupe fatale dans l'autre, et force l'infortunée victime de sa haine, pleurant à genoux et lui demandant les mains jointes un pardon qu'on ne voulait pas lui accorder, d'avaler le poison mortel, et de rendre dans des tortures inexprimables son dernier soupir, devant la meurtrière, dont les yeux peints à tous les assistants son contentement intérieur et toute sa féodal infernale, toute la violence d'une haine invétérée satisfaite.

(1) Rosemonde fut enterrée dans un ancien monastère de filles, à Woodstock d'Oxford. Henry y fit porter son corps avec beaucoup de pompe; et partant posait son cercueil, en route, il fit établir des poteaux, avec des inscriptions. Sur sa tombe, qui était surmontée d'une élégante croix, Jean Sans-Terre, fils d'Henry II, fit mettre l'épithaphe suivante; elle respire la haine de la mère avec le lait maternel; cette haine n'était que trop vivace dans l'enfant.

« Hic jacet in tumbâ, rosa mundi non Rosa munda,
» Non redolet, sed quæ redolere solet
» Qui meat hâc oret, signum que salutis adoret,
» Utque sibi detur requies Rosa munda precetur. »

On en a fait une autre plus tard, comme réparation, pour l'infortunée d'Éléonore de Guienne :

« Ci-gît, dans un triste tombeau,
» L'incomparable Rosemonde,
» Ou plutôt la reine du monde,
» Dont le règne fut court et beau. »

Le poète Jean Dickenson a fait les vers suivants sur le sort de Rosemonde, lugubre drame de Woodstock-House :

« Quæ servens odiis, quod præbuit ipsa venenum,
» Competit ut biberes,
» Lumina nec prius amovit funesta, moveri
» Quam tua desierint,
» Te nymphæ extinctam flebant, Rosamunda, Britannarum,
» Nectareis lacrymis. »

J. DICKENSON, *Paratela*

Henry pleura la plus belle personne de son royaume, et conçut pour la reine une inimitié que rien ne saurait effacer. Éléonore à son tour ne mit pas de bornes à sa vengeance, et inspira à ses enfants sa haine contre son mari, leur père. Une faute en appelle une autre. Confidants quotidiens des chagrins de la reine, ils compatissaient à ses douleurs et épousaient la cause d'une femme qui se disait malheureuse, qui flattait leur ambition et les exhortait à s'assurer de leur indépendance, en jouissant de leurs apanages respectifs. Henry se laissa aller aux suggestions intéressées de sa mère ; il se plaignait qu'étant roi, il n'avait ni terre, ni trésors, ni armée, et demanda à son père, au moins le duché de Normandie. Le roi vit s'élever l'orage ; il en conçut des craintes. Comme son fils avait demeuré à la cour de Louis de France, dont il avait épousé la fille, il soupçonna que le beau-père eut quelque part à cet oubli de toute affection filiale, à ces exigences d'une ambition prématurée ; il ne se trompait peut-être pas ; mais il était plus probable que la reine eût contribué plus que tout autre à faire naître et à fomenter cette fâcheuse mésintelligence entre les enfants et son infidèle mari.

Le roi voulait la paix, et pour écarter toute occasion de rupture avec Louis de France, crut devoir surveiller son fils, et éloigner de lui toutes les occasions dangereuses ; dans cette vue, il passa avec lui en Aquitaine, et ne le perdit pas de vue. Pendant leur séjour à Limoges, Raymond de Toulouse y alla leur faire hommage de son comté. D'après la formule de serment alors en usage, le vassal était obligé de donner aide et conseil à son suzerain, de garder ses secrets, de lui révéler ceux de ses ennemis. Raymond, qui avait entendu parler de complots et d'intrigues, se crut obligé en conscience de prévenir Henry qu'il eût à se méfier de sa femme et de ses enfants. Henry, furieux contre les conspirateurs, dissimula un peu sa colère et mit en état de défense les villes et châteaux-forts du Poitou et du Bordelais. Le jeune prince

Livre III.
Chap. 5.

Am. Thierry,
*Résumé
de l'Histoire
de la
Guienne.*

vit bien l'état inquiet de son père, et chercha une occasion pour se soustraire à sa vengeance; il s'évada du château de Chinon malgré la surveillance la plus active, et arriva en Angleterre et sauf sur la terre de France, où il fut bientôt rejoint par ses deux frères, Richard Cœur-de-Lion et Geoffroy. De peur de les revoir, Éléonore se mit en route, déguisée en laquais; elle fut reconnue et conduite à Henry, qui la jeta en prison au château de Salisbury, avec Marguerite de Sabran, sa sœur d'honneur; elle y resta seize ans, depuis 1173 jusqu'en 1189.

Les princes fugitifs allèrent rejoindre le roi de France, qui leur promit secours et protection. Henry fit réclamer les prisonniers par des ambassadeurs; mais Louis VII leur déclara qu'il ne les rendrait pas.

« De la part de qui êtes-vous venus? De la part du roi d'Angleterre, duc de Normandie, duc d'Aquitaine, comte d'Anjou et du Mans, répondirent-ils. Cela n'est pas de mon ressort, » répliqua le roi, car le voici à mon côté. Si vous voulez parler du vieil Henry, sachez qu'il est mort du choléra; son fils a été couronné; que s'il prétendait le contraindre à y porterions remède avant peu. » L'effet suivit de la menace; il fit reconnaître le jeune Henry dans une assemblée de barons et d'évêques, fit faire un sceau et mit le pouvoir même d'exercer la souveraineté. Le vieux roi s'aperçut trop tard que la fortune allait abandonner son drapeau: ses amis n'allaient plus le voir, le peuple détestait le joug, et tout semblait présager une révolution prochaine. Henry essaya enfin de conjurer le danger, et se mit à la tête d'une troupe de mercenaires, qu'on appelait *brabançons*, *cottiers*, *routiers*, misérables qui faisaient le métier de brigands en temps de paix, et de soldats en temps de guerre. Henry, avec ces pillards féroces et armés, remporta des avantages sur les Bretons. Louis, peu disposé à faire des sacrifices en hommes et en écus pour une querelle qu'il avait suscitée en vain, esquiva une rencontre avec ces hordes sauvages et indisciplinées. Il proposa aux deux partis une conférence; elle fut

entre Gisors et Trie, sous un vieil orme. Le vieux roi se montra, par politique, très-miséricordieux ; les enfants, bien conseillés, y parurent soumis et respectueux. Louis VII voyant que les débats pouvaient tourner à sa honte par des révélations imprudentes, et craignant surtout les suites d'une réconciliation, fit rompre la conférence par ses agents, qui insultèrent le roi Henry. L'assemblée se dispersa en désordre, et la guerre recommença plus acharnée que jamais. Les Bretons se levèrent en masse à la voix de Geoffroy. Richard souleva le Poitou, et tous se préparèrent à décider, au premier jour, le sort de la Guienne. Henry ne recula pas ; il alla assiéger Saintes, où commandait un général sous les ordres de Richard ; il réduisit la place et ravagea le Poitou rebelle. Ses troupes poussèrent la barbarie jusqu'à arracher les arbres à fruits et les vignes, et portèrent partout le fer et la flamme, toutes les scènes d'une férocité sauvage. Mais ayant appris que son fils aîné préparait une descente en Angleterre, il quitta aussitôt le continent, emmenant avec lui prisonnières sa femme, Éléonore, et sa bru, Marguerite, fille du roi de France.

Les habitants du pays profitèrent de l'absence du roi et se levèrent en masse. C'était là la reconnaissance du peuple envers son bienfaiteur ! L'établissement des franchises municipales, avec des formes régulières plus en rapport avec les mœurs et le progrès des lumières (1), les encouragements donnés au commerce, les *Rôles d'Oléron*, ou lois maritimes, tout s'oublie vite par un peuple mécontent ; rien n'est apprécié de ce qui vient de l'étranger, dont le joug pèse toujours trop à l'amour de l'indépendance nationale. Le dédain du roi pour la fille de leurs ducs, et les mauvais traitements qu'il lui fit

(1) Nous aurions dû dire le *rétablissement des franchises municipales* ; car cette liberté-là, comme les autres, nous est venue avec les Francs des forêts de la Germanie. Nous en parlerons plus bas.

éprouver, y étaient pour beaucoup : les fils d'Henry partirent à l'insurrection, et Richard se mit à la tête des troupes disciplinées d'Aquitaine. A sa suite, on voyait des gens de toutes les conditions, tous commandés par des seigneurs contents ou par des nobles ruinés, qui voulaient, dans l'ordre général, remonter leurs finances. Guillaume le Pieux, archevêque de Bordeaux, consulta le pape, pour lui demander la ligne de conduite qu'il fallait suivre au milieu des révoltes qui ne visaient qu'à secouer le joug des Anglais et ne visaient pas de fomenter le désordre, pour rétablir l'indépendance nationale. Le pape, ne considérant que les droits légitimes d'Henry, lui conseilla d'excommunier les ennemis du roi. Le pape était trop éloigné de la scène : il voyait mal les choses, il en ignorait les principales circonstances. Son conseil était conforme au droit, mais imprudent ; car les ennemis du roi, c'étaient tous les Aquitains, le peuple tout entier ; en rendant l'archevêque odieux, un objet de haine publique, on souleva la populace contre lui ; il chercha à fuir, mais on le prit, on le mit en prison, et, pendant sa détention, on pilla les églises, les villes et les campagnes ; on arrêta, comme des malfaiteurs, d'autres prélats et seigneurs, et on ne leur rendit leur liberté qu'après leur avoir fait payer de fortes rançons. Parmi les coryphées du parti aquitanique, figurait, en première ligne, Bertrand de Born, seigneur de Hautefort, dans le Périgord, et troubadour illustre. Courageux et patriote, il voulut franchir son pays du joug anglais, et consacra à cette cause son temps, sa plume et son épée. Il fomentait la mésintelligence entre les rois de France et d'Angleterre ; il excitait Richard contre son père, et enflammait par ses *sirventes* satiriques poésies, la femme contre son mari, les vassaux contre l'auteur de leurs jours, et le peuple contre son roi. On ne comprit pas d'abord ce qu'il y avait dans sa conduite, grand et de patriotique : on le prit pour un fou en politique.

un démagogue furieux, un poète insensé, qui soufflait partout la guerre civile. Le Dante le place dans les enfers, pour avoir soulevé le fils contre le père, et les sujets contre le prince légitime (4). On se trompait sur son compte : Bertrand n'était ni insensé, ni anarchiste ; il était patriote. Il aimait son pays et les muses ; c'était là ses passions dominantes. Quelques siècles plus tard, la France lui aurait érigé des statues.

(1) Andavan gli altri della triste greggia
El capo tronco tenea per le chiome
Per una mano a guisa di lanterna
.....
Sappi ch'io son Beltran da Bornio, quelli
Che diedi al re Giovane i mai consigli.

DANTE, *Inferno*, XXVIII.

Livre III,
Chap. 3.

—
Reynouard,
Troubadours,
etc.,
Biographie
de
B. de Born.
tome 5.

—
Thierry,
Histoire
de la conquête
de
l'Angleterre,
tome III, 89.

CHAPITRE IV.

Henry fait un traité avec Louis VII.—Richard mécontente les seigneurs de
— Il refuse de se reconnaître vassal de son frère, roi d'Angleterre. —
interpose. — Henry et Richard se réconcilient.—Geoffroy s'y refuse. —
trevue avec son père.—Henry, le fils, meurt.—Richard, héritier présomptif
couronne. — Mésintelligence et rupture entre Henry et Philippe-Auguste.
Richard se joint à Philippe.—Mort d'Henry.—Franchises municipales à
—Premier maire.— Concile de Bazas.— Les Henriciens. — Bordeaux s'écroule
ruines.— Son accroissement.— Saint-Éloi bâti. — Les Templiers. — Les
italiens de Saint-Jean. — Ils paient redevance au chapitre de Saint-André
de clôture avec ses fossés. — Commerce.

Livre III.

—

Howden,
Apud script.
ver. Anglic.

1176.

1182.

Henry, alarmé de tous les dangers dont sa puissance était
menacée, se vit obligé de dissimuler sa colère et de faire un
traité avec Louis, l'instigateur principal de ces désordres. Dans
ce traité, il était convenu que Richard resterait en France, et
qu'il épouserait Alix, fille du roi de France. Henry se prosterna
à ses genoux : en échange de son pardon, il reçut ses vœux et
serments d'hommage; il croyait que des paroles suaves suffiraient
pour conjurer l'orage. Richard se retira en Guienne; sa
conduite était loin de répondre à l'attente du peuple. Les
seigneurs s'étaient défaits de l'autorité du père; ils résolurent
de secouer le joug du fils et de s'affranchir de la tyrannie
l'étranger. Richard s'irrita de cette résistance à ses impôts
volontés, et finit par ravager les terres de ses anciens
et défenseurs. Il se montra alors cruel, impolitique et
mais tel était son caractère. Surnommé Cœur-de-Lion, parce
qu'il était valeureux et intrépide, il était dominé par ses
vices : l'orgueil, l'avarice et l'incontinence. Il n'aimait
personne; il était peu fait pour être aimé.

Le jeune Henry obtint enfin de son père la souve-

indépendante du Poitou et de la Bretagne : Richard le reconnaissait pour roi d'Angleterre ; mais Richard ne voulait pas lui prêter hommage et désirait être indépendant en Aquitaine.

On proposa une expédition contre lui ; il fit mettre ses châteaux, ses places-fortes en état de se défendre, bien décidé à n'être pas vassal. Le vieux roi, craignant que Louis de France ne profitât de ces circonstances pour ses intérêts personnels, s'interposa entre ses enfants. Richard accéda à ses désirs ; Geoffroy s'y refusa et se renferma dans Limoges. Le roi résolut d'assiéger cette place ; mais désolé de confondre dans un châtimement général les innocents avec les coupables, et voulant éviter à la population les horreurs de la guerre. Henry demanda à parler à son fils. L'entrevue eut lieu en ville ; mais se voyant un point de mire pour les soldats, il s'écria, en s'adressant à son fils, et les larmes aux yeux : « Que t'a fait ton malheureux père pour qu'il serve de but à tes archers ? » Quelques jours plus tard, il apprit que son fils aîné venait de mourir au château de Martel, dans le comté de Turenne.

Par cette mort, Richard devint l'héritier présomptif de la couronne ; sa part était assez belle. Henry désirait qu'il s'en contentât et qu'il résignât le duché d'Aquitaine à son quatrième fils, Jean, qu'on appelait Jean Sans-Terre, parce qu'il n'avait encore aucun apanage. Richard, se voyant menacé de son père et de ses deux frères, consentit enfin à remettre à sa mère, Éléonore, le comté de Poitou ; mais il se réserva jusqu'à la mort de son père la souveraineté du reste de l'Aquitaine.

Sur ces entrefaites, une mésintelligence s'éleva entre Henry et Philippe-Auguste, qui occupait depuis 1180 le trône de France. Plusieurs conférences eurent lieu sans succès : les armes seules devaient trancher la difficulté. On s'y préparait de part et d'autre ; mais, au grand étonnement d'Henry, son fils Richard, qui devait défendre les possessions anglaises, prit fait et cause pour Philippe, et conduisit ses troupes à

Livre III.
Chap. 4.

1183.

1184.

Livre III.
Chap. 4.

Tours, et de là au Mans, où se trouvait le tombeau aïeul, le vieux Geoffroy Plantagenet. Henry, échappé aux embûches de ses ennemis, s'enfuit à Chinon, où il mourut le 6 juillet 1189, accablé de honte et de douleur, et mourant sans le jour où il donna naissance à un fils qui l'abreuva de chagrins de toutes sortes. Sa vie licencieuse et déréglée avait aliéné l'affection de sa femme, qui l'adorait, et il se fit le bourreau ; sa conduite à l'égard de Thomas d'Armor, torbéry était infâme, et ses derniers chagrins et sa fin misérable en étaient peut-être la pénitence et l'expiation. Au milieu de tous les éléments de bonheur, il lui manquait tout, chose, la paix, qu'il ne put jamais avoir, ni avec ses vassaux, ni avec sa femme, ni avec ses enfants. Richard apprit sa mort plutôt avec surprise qu'avec douleur ; il quitta le camp, et s'agenouilla machinalement auprès du cadavre de son père. La durée d'un *Pater*, disent les chroniqueurs ; mais tant qu'il y resta, le corps inanimé ne cessa de rendre par la bouche des flots d'un sang épais et noir, prodige que le public stupide regardait comme une preuve du meurtre en fait par l'impitoyable meurtrier !

Voir, plus loin,
notre article
sur la Mairie.

Sous ce prince, la prospérité de Bordeaux prit, comme sous son père, une ville, un développement considérable ; les institutions municipales subirent une nouvelle forme : une jurade fut érigée en conseil reconnu comme préexistant, par une Charte octroyée le 13 juillet 1219 au maire et au Conseil-général de la ville de Bordeaux. — *Majori et communi concilio Burdigalæ*. — La liberté était ancienne ; elle ne fit que changer de forme. Malgré les tristes vicissitudes de la guerre, les Bordelais avaient constamment joui d'un certain privilège dans le choix de leurs magistrats, et n'étaient pas toujours obligés de recevoir un maire imposé, par la volonté du prince, à une population hostile au despotisme et amie de la liberté (1). Le

(1) Les *Contumes de Bordeaux* furent écrites en 1187. (*Hist. litt. de France*, tom. 10, p. 81).

Monadey fut élu le premier maire de Bordeaux. Quelle que fût, cependant, la liberté des Bordelais, il faut avouer que le peuple n'en appréciait guère l'importance. Dans les luttes des barons aquitains contre les excès de Richard et les exactions de ses agents, ils ne furent que médiocrement secondés par les classes inférieures ; écrasés sous un joug de plomb , elles avaient presque perdu le sentiment de leur dignité ; elles souffraient sans oser se plaindre : trop de malheurs les avaient atteintes ; la plainte était un crime, le silence un devoir. Cependant, on remarqua dans le XII^e siècle une grande activité de pensée , qui enfantait des nouveautés religieuses , et qui , se trouvant entravée dans le monde politique, s'agitait en tous sens dans le champ de la foi. On ne voulut rien croire que ce que l'on pouvait comprendre : les mystères ainsi rejetés , il n'y eut d'autre règle que les aveugles caprices de la raison individuelle. De nouvelles sectes s'organisèrent et propagèrent leurs doctrines ; la sollicitude des évêques fut enfin éveillée par leur audace, et un concile fut tenu à Bazas, le 8 décembre 1182 , sous la présidence d'Henry d'Albano, cardinal-légat, archevêque d'Auch. On y fit des règlements sages contre les Henriciens et la nouvelle société des Albigeois, qui répandaient leurs doctrines impies dans la Gascogne et dans la partie supérieure du Bordelais.

Malgré l'invasion des Visigoths, des Sarrasins et des Normands, la ville de Bordeaux sortait toute radieuse de ses cendres. Dans cette reconstruction, elle conserva ses anciennes lignes murales, dont on a trouvé des traces dans les rues Poitevine, du Temple, de l'Intendance, et sur la place de Pey-Berland. Au commencement du X^e siècle, on releva la Porte-Basse, on rebâtit le palais de l'Ombrière, dont la construction primitive est attribuée à Euric. Ce fut vers l'an 1128 qu'on commença à agrandir l'enceinte de la ville, en y comprenant jusqu'aux fossés, tout le terrain et tous les édifices qui se trouvaient en dehors des murs. C'est de cette époque que datent

Livre III.
Chap. 4.

*Histoire
du Languedoc,
tome 3.*

la Porte-Toscanam, à l'entrée de la rue du Peugue, des Portes Cahernan, Saint-James, Bouquière, des Ayres, Rousselle, du Pont-Saint-Jean, en face de la rivière, que les Portes de Cailhau, des Portanets, et celle de Saint-James, autrement dit de Saint-Éloi, et celle de Toscanam, subsistent encore. En 1119, on construisit, à l'entrée de la rue du Mirail, par les ordres du duc d'Aquitaine, un hôpital de Saint-Jacques, pour héberger les pèlerins qui venaient à Compostelle, et pour recevoir les enfants trouvés.

En 1159, on bâtit l'église de Saint-Éloi, et en 1160, on consacra l'église de Sainte-Eulalie, qu'on venait de construire à la place d'une ancienne chapelle et d'un monastère de Saint-Michel, que Charlemagne avait fait réparer et décorer. L'église de Saint-Michel, bâtie en 1160, fut unie à l'abbaye de Saint-Croix.

Les Templiers s'étaient établis à Bordeaux, en 1119, sous l'influence de saint Bernard : la rue qu'on a faite à leur maison garde encore leur nom (rue du Temple). La Commanderie se voyait encore, au fond d'une vaste cour, en 1793; mais il fut vendu comme propriété nationale. Au commencement du siècle (1804), on y a prolongé la rue du Temple. Les Templiers s'engagèrent à ne pas

(1) Au bout de la rue du Hâ, il y avait une porte; mais elle fut murée à cause des attaques des ennemis de la ville. Cet endroit était très-fréquentait un lieu de passage. On allumait tous les soirs, à cette porte, un fanal, une lanterne, qu'on appelait phare. On sait que dans nos contrées l'h remplace l'f; de là vient le nom du Hâ (phare ou fare), donné à la rue qui y conduit, que la garde encore. Si le mot Hâ venait du mot gascon *harine*, *farine*, qui passait par là pour aller chercher de la farine aux moulins, sur le Peugue, dit : rue de la Hâ; cette étymologie est injustifiable et ne se fonde que sur une similitude qui existe entre les deux mots.

Quant à la *Porte-Toscanam*, qui existe, et à qui on a mal à propos donné le nom de *Porte-Basse*, nous en avons parlé liv. 1^{er}, ch. 4, p. 64.

La *Porte-Basse* fut démolie en 1802 et 1803.

la sépulture à qui que ce fût, chez eux, sans en avoir obtenu l'autorisation du chapitre de Saint-Seurin.

Livre III.
Chap. 4.

—
*Les Chevaliers
de
Saint-Jean
de Jérusalem.*

C'est aussi à cette époque que les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem s'établirent à Bordeaux. Leur première chapelle était dédiée à sainte Catherine, et a donné son nom à la rue où elle était située (rue Sainte-Catherine). Ils firent construire plus tard un oratoire, ou chapelle succursale, près du Pont-Neuf, appelé depuis lors Pont-Saint-Jean. Mais le chapitre de Saint-André s'en plaignit au légat, qui condamna, en 1224, les chevaliers à payer tous les ans, aux chanoines de la cathédrale, la redevance de 36 liv., et, en cas de refus, le chapitre était autorisé à s'emparer des clés et des ornements de la chapelle, et d'y faire dire des messes jusqu'à la concurrence de la somme convenue. Il fut, en outre, arrêté, que si les chevaliers de Saint-Jean construisaient quelque autre oratoire en ville, la moitié des offrandes et des revenus appartiendrait au chapitre, à l'exception, toutefois, de ce qui serait destiné pour la défense de la Terre-Sainte. On réserva aussi aux chevaliers la propriété de tout ce qui appartiendrait aux malades qui mourraient chez eux, mais seulement pour les choses ou effets qu'ils auraient sur leurs personnes, avec défense de donner entrée chez eux aux paroissiens du chapitre.

Quelque temps avant la mort d'Henry, la ville s'étant agrandie du côté de Sainte-Croix, on l'entoura d'un mur de clôture qui comprit, dans la nouvelle enceinte, toutes les maisons bâties en dehors des anciens remparts, au sud-est du Penue. Cette nouvelle enceinte fut entourée de fossés larges et profonds, dont on a fait plus tard une rue magnifique, qui s'appelle encore les Fossés; elle s'étendait, sur une ligne irrégulière, depuis la rue Boule-du-Pétal jusqu'à la place Salinières, et ajouta à l'enceinte primitive une étendue de plus de 40 hectares.

Ce premier accroissement, avec ses embellissements acces-

Livre III.
Chap. 4.

soires, fut le fruit des efforts d'Henry et de Richard en de la capitale de leurs États de Guienne ; ils savaient bien que la puissance créatrice du commerce, et en tiraient de si menses avantages pour la prospérité de Bordeaux. On se ba- daient alors sur la place de Bordeaux , la poix , la résine, les pieux résineux et portatifs qui servaient, en guise de torches pour l'éclairage pendant la nuit, les suifs, la cire, le miel, les huitres de Médoc ; et surtout les excellents vins bordelais qu'Ausone vante comme étant bons pour la table des princes. Les étrangers y venaient en foule avec les produits du sol, et chargeaient leurs navires, pour leur retour, de vins et de produits bordelais. Les Syriens y avaient depuis des siècles un comptoir célèbre ; et depuis le mariage d'Éléonore, notre Guienne étant devenue une portion du royaume d'Angleterre, son commerce s'étendit et se développa plus que jamais, et que la prospérité de notre cité (1).

Rap. Thoiras,
Histoire
d'Angleterre,
tome 2.

Nous voici arrivés au règne de Richard, qui occupa une grande place dans l'histoire : il fut le premier roi d'Angleterre qui prit trois lions dans ses armes. Avant son avènement au trône, il avait deux lions dans son écu, comme le rapporte Thibaudeau dans son *Abrégé de l'histoire du royaume d'Angleterre* ; il y ajouta le troisième, comme duc de Guienne. Un lion était dans les armes de Bordeaux et dans celles de la province de Guienne, ainsi qu'il résulte d'une médaille de Charles I. de 1454. Quelques auteurs ont cru que c'étaient des lions, mais ce sont des lions.

(1) D'après un état dressé quelques années après l'avènement de Philippe le Hardi, le domaine royal ne rapportait que 7,197 liv. 15 sous de revenu (1425). Le marc valait 2 liv. parisis ; la livre parisis valait 20 sous parisis et pesait 16 onces de poids de 27 fr. ; le sou parisis valait 1 fr. 33 c. ; le sou tournoi (monnaie de Charles I.) ne valait que 1 fr. On voit dans le testament du roi, que 240 liv. parisis (1425) suffisaient alors à l'entretien de vingt prêtres ; c'était à peu près 324 fr. de nos jours et qui représentaient près de 2,000 fr. d'aujourd'hui. D'après un acte de Charles I. Louis XI (vers l'an 1239), 50,000 liv. parisis valaient 1,350,000 fr. En 1250, 100 liv. parisis valaient 2,400 fr., et 200 liv. tournois valaient 4,000 fr.

CHAPITRE V.

Richard, roi d'Angleterre, délivre sa mère. — Regrets qu'elle inspira aux troubadours bordelais. — Éléonore n'est plus la même. — Son sort malheureux et sa fin. — Une assemblée générale à Bordeaux. — Règlements pour la paix. — Les cours d'amour d'Éléonore. — L'autorité du prince était limitée. — L'hérésie ravage l'Aquitaine. — Jérusalem perdue par les Francs. — Nouvelle croisade. — Richard prisonnier en Autriche. — Il est mis en liberté. — Sa mort. — Jean sans terre. — Siège de Bordeaux par le comte d'Armagnac. — Jean est cité par Philippe-Auguste devant la Cour des Pairs. — La guerre. — Une trêve. — Les Cathares. — Une croisade contre ces hérétiques.

Richard succéda à son père ; et son premier acte comme roi fut la délivrance de sa mère. Les Bordelais avaient regretté son sort et pleuré ses malheurs : sa captivité dans la tour de Salisbury inspira de nombreuses élégies aux troubadours, et l'avènement de Richard parut aux Bordelais comme le présage de la délivrance de leur malheureuse reine.

La captivité de l'héritière des ducs d'Aquitaine avait provoqué un soulèvement général contre celui qu'on appelait, avec un sentiment de mépris mêlé de haine, le *roi du Nord*. Dans tous les châteaux et villes, dans les simples hameaux et dans les cloîtres, on n'entendait que des cris de rage, des accents de courroux et de vengeance contre les geôliers de leur bienaimée Éléonore. Les moines de Bordeaux, de Poitiers, du Midi en général, entonnaient des chants de guerre ; et empruntant à nos saintes Écritures la pompe solennelle des figures orientales, pleuraient sur les désastres de leur patrie, les malheurs de leur reine, comme Jérémie se désolant à la vue des futures calamités de Jérusalem. Les troubadours de Poitiers et de Bordeaux répondaient sur tous les tons les plus animés à ces cris belliqueux ; puis, s'adressant à Éléo-

Livre III.

—

1189.

Livre III.
Chap. 3.

—
Ricardi Pictav.
Chron. apud,
rer. franc.,
tome 12.

nore, l'un de ces Jérémies s'écrie : « Réponds, aigle de
» royaumes, où étais-tu quand tes aiglons, s'élançant d
» nid, osèrent lever leurs serres contre le *roi du Nord*
» toi, nous dit-on, qui les excitas contre leur père. Voil
» pourquoi tu fus enlevée à ton pays et emmenée sur
» étranger ! Les grands t'ont trompée par des paro
» paix : ta cytole ne rend plus que des accents plainti
» orgue que des soupirs de tristesse ; toi, élevée au s
» luxe, jouissant d'une liberté royale, tu vivais dans l
» dance et te plaisais au chant de tes femmes, aux dou
» de leurs guitares et de leurs tambourins ; mainten
» pleures, tu te consumes de chagrins. Oh ! je t'en su
» reine des deux royaumes, plus de lamentations, p
» lamentations ! Pourquoi te laisser consumer dans le
» mes ? Reviens, pauvre captive, reviens à tes villes, s
» peux.... où est ta cour, où sont tes compagnes, où s
» conseillers ? Les uns, arrachés de leur patrie, subisse
» d'elle de honteux supplices ; d'autres, errants, fu
» traînent çà et là leur douloureux exil ! Et toi, aigle d
» taine, jusques à quand tes cris se feront-ils entendre
» être écoutés ? Le roi de l'Aquilon te retient prisonniè
» bien ! crie sans te lasser, élève ta voix comme une
» pette : tes fils t'entendront ; ils voleront vers toi, et
» verras la terre de tes pères ! »

En effet, son fils entendit enfin ses plaintes, et lui
sa liberté après seize ans de captivité. Pauvre Éléonor
rêves de bonheur s'étaient dissipés, ses beaux jours s'
passés dans un sombre cachot, son visage n'avait p
charmes, son imagination plus de vivacité ; elle revint,
méconnaissable ; elle n'était que l'ombre d'elle-même. L
du plaisir n'avait plus pour elle d'attraits ; elle était
quand ses chaînes commençaient à lui être moins pes
Elle revit cependant avec bonheur Bordeaux et les lie
elle avait passé ses jeunes années ; mais ces beaux jo

rent encore bientôt après assombris par de nouveaux malheurs; et la pauvre mère eut à pleurer encore le sort de son fils, Richard, gémissant loin d'elle dans les fers d'Autriche ! Elle avait appris ce que c'est que la douleur, ce que c'est que le cachot; elle passait ses jours à prier, à pleurer et à soulager l'infortune, à secourir les prisonniers; elle fonda le couvent de la *Rame*, près de Bazas, confirma les privilèges de l'abbaye de La Sauve, en 1498, fit beaucoup de bien aux églises et aux monastères, et mourut dans de grands sentiments de repentir et de foi, le 30 mars 1204, âgée de quatre-vingt-deux ans. Son corps fut enterré à Fontévrault.

Quelque temps avant sa mort, tout âgée et infirme qu'elle était, elle se rendit à Fontévrault, et y prit l'habit de religieuse, si nous en croyons Roger de Hoveden, auteur anglais et contemporain. Larrey dit qu'elle mourut en 1203; mais le nécrologe de Fontévrault le dément. Dans le tableau des *Anniversaires* de cette célèbre abbaye, on lit : « Le 30 mars, » la grande reine de France, M^{me} Aliénor, vigiles chantées et » la messe. »

D'autres disent qu'elle mourut à Mirebeau; c'est encore une erreur : elle mourut et fut enterrée à Fontévrault. Dans l'ancienne *Chronique* des ducs d'Aquitaine, comtes de Poitou, on lit : « *Obiit in Domino regina Alienoris longæva et corpus ejus sepultum est in tumulo Henrici regis Angliæ, viri sui, » in ecclesiâ cœnobii de Fonte Hebrardi.* » (Tom. 5, *Vet. script.*, col. 4156).

Jamais princesse n'a eu plus de raisons de se plaindre de l'ingratitude des hommes ou des caprices de la fortune. D'une naissance illustre, à la tête de grands États, douée par la nature d'un esprit agréable, d'un cœur aimant, et, ce que les femmes estiment encore plus que tout cela, d'une beauté séduisante et incomparable, elle épousa un roi qui ne la comprenait pas, qui l'accusait de rapports adultères avec un

Livre III.
Chap. 5.

Rymer,
tome V, p. 80.

Ancère,
Histoire
de
La Rochelle,
t. 1^{er}, p. 580.

Livre III.
Chap. 5.

prince musulman. Il est à remarquer que l'auteur des *de Louis VII* ne parle pas de la mauvaise conduite de son frère.

Ayant brisé ses premiers liens, elle devint jalouse, haïssante et cruelle à son tour ; sa beauté fut fatale à sa réputation ; elle est plus célèbre par ses disgrâces que par le bonheur de ses mariages ; et le supplice de la belle Rosemonde est une tâche que sa longue captivité et ses malheurs ont peu à peu effacée. Son imagination troublée ne voyait dans l'avenir que des sujets d'affliction, que des discordes sanglantes, des malheurs annonçant d'autres malheurs ; elle prévoyait, avec effroi, le chaud, les révolutions futures de l'Angleterre : le désastre renferme quelque chose de prophétique. « Les jours de gloire et de périls, dit-elle au pape, ne sont pas loin ; les jours où la tunique du Christ doit se déchirer, où le chrétien verra se briser le filet de saint Pierre et où le catholicisme se dissoudre. » Est-ce Henry VIII et l'Église qu'elle a vus dans ses prophétiques rêves ?

Outre ses quatre fils, Henry II avait eu d'Éléonore deux filles, dont l'une, appelée Mathilde, avait épousé Henri le Lion de Brunswick, duc des Saxons. Ce prince, peu de temps après la mort de son beau-père, avait été dépouillé de ses États par le fameux Barberousse, et venait de mourir, laissant pour tout héritage à ses enfants un nom illustre et les débris d'une fortune éteinte et d'une grandeur déchue. Son fils se réfugia auprès de Richard, qui l'envoya en Aquitaine comme duc ou gouverneur de la province. Il ne nous reste de son administration paternelle que quelques Chartes accordant des concessions de terres ou des privilèges à des seigneurs ou aux monastères, particulièrement aux abbayes de Grâces et de Sablonceaux :

Mss.,
Archives
de l'abb. de la
Grâce-Dieu,
en Annis.
1198.

« Sachez, dit-il dans une lettre adressée à l'archevêque de Bordeaux, que nous avons accordé, et, par cette même Charte, confirmé à l'église de Sainte-Marie

» Grâce-Dieu, toutes les donations, libertés et coutumes, etc., etc. » (1).

Livre III.
Chap. 5.

Ce prince, bon et généreux, est à peine cité dans l'histoire de l'Aquitaine; il est triste de penser que les crimes des rois et des peuples occupent les principales pages des annales du genre humain. Comme d'autres écrivains, nous aurions passé sous silence l'administration de ce duc, homme doux, généreux et pacifique; sa lettre à l'archevêque fournit la seule occasion qui se soit présentée pour en parler. Son séjour ne fut pas long dans nos contrées.

A partir de la mort d'Henry, l'aspect du pays changea complètement : Richard ne se montra plus si soucieux de la Guienne : la couronne d'Angleterre était l'objet de son ambition; la voilà sur sa tête. Les habitants de notre province sont abandonnés à eux-mêmes; les seigneurs, ne craignant plus le courroux du prince, se font la guerre et exercent entre eux des vexations réciproques et insupportables. Les peuples gémissaient sous cette insolente tyrannie, que l'absence des lois ne faisait que trop autoriser; la désolation régnait dans la Guienne. Richard pressentit les calamités qui allaient fondre sur son duché; dans le dessein de les prévenir, il convoqua, à Bordeaux, une assemblée générale, le 3 avril 1198, quelques jours avant son départ (2). Son appel fut entendu;

1198.

(1) Otho dux Aquitanix, etc., etc. Sciatis vos nos concessisse, etc., etc.

(2) A l'exemple d'Éléonore, on tenait, dans le XII^e et XIII^e siècle, à Bordeaux, à Poitiers et en Provence, des tribunaux composés exclusivement de femmes, et vulgairement appelés *plaida d'amour*. Ces juges en jupons étaient chargés de résoudre les questions de galanterie assez fréquentes, comme celle-ci : « L'amour peut-il exister entre deux époux ? » Cette question fut résolue négativement en ces termes : *Dicimus enim et stabilito tenore firmamus, amorem non posse inter duos jupones extendere vires, nam amantes sibi invicem gratis omnia largiuntur.* (ANDRÉ le Chapelain, *M. du roi*, n° 8758, fol. 36. — NOSTRADAMUS, *Vies des anciens poètes provençaux, etc.* — RAYMOND, *Choix des poésies orig., etc.*

Voici une autre singulière question, qui occupa l'attention de ces *cours d'amour*, en Provence : Une belle dame regarde Geoffroy de Blaye, prend la main d'Élie de

Livre III.
Chap. 5.
—

on y vit réunis Élie de Malemort, archevêque de Bordeaux; Henry, évêque de Saintes; Étienne, doyen de Saint-Martin; Guillaume de Bouville; Guillaume, seigneur de Rions; Guillaume du Mas, le sénéchal Brandin; presque tous les seigneurs, les chevaliers et les autres notabilités du pays. Richard exposa l'état du pays, les souffrances et les plaintes du peuple; et s'étant assuré de leur concours, il rendit une ordonnance, dont voici les principaux articles :

« Les barons auront soin de corriger ceux de leur seigneurie »
» saux qui causeront quelque trouble et quelque dommage.

D. Devienne,
29.

» Si l'un des barons se trouve en faute, il comparait devant le roi, et payera soixante sols d'amende, pour avoir enfreint la paix qu'il a juré de conserver, et il ne sera reçu à porter plainte sur le tort qu'on lui fera.

» A l'égard des prévôts et des baillis que le roi ou le sénéchal ont établis dans le Bordelais, et qui seront accusés de crimes, une partie de leurs biens sera destinée à réparer le dommage; l'autre sera confisquée, et ils seront eux-mêmes réduits en servitude.

» Les sergents des baillis payeront, en pareil cas, soixante sols; cinq sous d'amende, seront destitués et chassés du bailliage.

» Quiconque entrera dans la vigne d'autrui et y cueillera une grappe de raisin, payera cinq sous ou perdra son oreille.

» On payera au roi, pendant sept ans, un certain tribut, afin qu'il procure l'exécution de ces articles pendant ce temps-là. »

Cet impôt, appelé *commun*, fut établi proportionnellement aux biens de chaque citoyen.

Cette ordonnance fournit plusieurs traits à un tableau

Bergerac, et touche le pied de Savary de Mauléon : quel est celui que l'on préfère? Voilà les habitudes et les goûts des courtisans d'Aquitaine; voici les sujets des méditations de ces mères de famille qui composaient ces romans de Bordeaux, de Poitiers et de Provence; on juge par là des mœurs

mœurs de l'époque; il y est parlé des guerres des barons, des amendes au profit du fisc, des tracasseries des agents subalternes et des ravages causés par les insurgés dans les propriétés des particuliers; mais ce qui mérite d'être remarqué, c'est le consentement des barons, exigé comme nécessaire à l'établissement de l'impôt pour le maintien de la paix; c'est la limite imposée à la perception de cette taxe et la durée proportionnelle des pouvoirs extraordinaires accordés au prince. Les barons féodaux n'avaient pas d'ordre à recevoir du roi d'Angleterre, excepté en cas de guerre; ils étaient absolus en temps de paix, et ne dépendaient de lui que de la même manière dont il dépendait lui-même du roi de France; c'étaient des vassaux soumis à un suzerain, vassal lui-même d'un suzerain plus puissant : hommage pendant la paix, et, en temps de guerre, des troupes, voilà tout ce que les barons lui devaient; mais ils étaient libres de faire la guerre entre eux, sans que le roi eût le droit de s'en mêler ni de s'en offenser. Son pouvoir était limité; mais, pour tout ce qui regardait les charges du pays, leur consentement était nécessaire.

Le règne de Richard ne s'est signalé par aucun événement remarquable dans la Guienne. Il ajouta, dit-on, de nouvelles dispositions aux *Rôles d'Oléron*. Ce Code maritime, ou recueil des divers usages observés sur les mers du Levant, a été commenté par Cleyrac, avocat à Bordeaux, sous le titre d'*Us et Coutumes de la mer*; il a servi de fondement à presque toutes les lois maritimes de l'Europe. Dans ce temps, l'hérésie ravageait le Bordelais, le Bazadais et toute la Gascogne : le désordre des esprits passa dans les faits, et la France, en général, par surcroît de malheur, fut plongée dans le deuil en apprenant la ruine de Jérusalem et la chute du royaume fondé par Godefroy à la tête des Francs. Le sultan Saladin, de Mésopotamie, s'était rendu maître de la Palestine, à la honte de la chrétienté : des millions de Francs furent ex-

pulsés de la ville sainte, et plus de cent mille réduits en
vitude; le croissant remplaça encore la croix; la civilisation
recula en présence du fanatisme musulman. Le cri de guerre
retentit de toutes parts : les princes et les cardinaux se
parèrent à exercer des représailles; les barons et les chevaliers
firent leurs préparatifs pour une nouvelle expédition; les
troubadours abandonnèrent leurs chants d'amour et leurs
satiriques *sirventes*, et embouchèrent avec ardeur la trompe
pette de la guerre sainte; une autre croisade fut décidée.
« Seigneurs chevaliers, s'écrie le troubadour Geoffroy Raimbert
» de Blaye, par nos péchés, la puissance des Sarrazins
» accrue; Saladin a pris Jérusalem, et l'on ne l'a pas encore
» recouvrée! Laissons là nos héritages; allons contre
» chiens de mécréants, pour éviter la perdition de nos âmes
» Barons de France et d'Allemagne, chevaliers anglais,
» toulousains, angevins, béarnais, gascons et provençaux, sachez
» sûrs que, de nos épées, nous trancherons leurs chefs
» dits (leurs têtes). »

Richard ne resta pas sourd à cet appel; il se croisa, et
Philippe-Auguste, en 1190, et vint séjourner quelque temps
à Bordeaux. On vit accourir auprès de lui les évêques d'Auch,
de Bazas, de Périgueux, avec Géraud de Barthe, archevêque
d'Auch, qui fut nommé aumônier général de l'armée; le
comte de Castillon, Guillaume de Mont-de-Marsan, Amaury
nieu d'Albret, Eyquem Guillaume de Lesparre, Étienne de
Caumont, Amanieu de Blanquefort, Bertrand de Fumel, Guil-
laume Amanieu de Fronsac, Pierre de La Mothe, Gérard de
Bourg, etc., etc. Tous ces puissants barons accompagnèrent
Richard jusqu'à La Réole, où il confirma, le 3 février 1191,
les dons faits par ses prédécesseurs à l'abbaye de La Sauve.
Revenant de la Terre-Sainte, en 1192, Richard prit la route
l'Autriche; mais reconnu sous son habit de pèlerin, il fut
prisonnier par le souverain du pays, et jeté dans une prison.
Il ne fut relâché plus tard, moyennant une forte rançon de 150,000

1191.

marcs d'argent. Rentré chez lui, il déclara la guerre au roi de France ; mais il n'en résulta rien de bien remarquable. En 1199, après avoir pillé les églises, il apprit qu'il y avait des trésors immenses cachés dans le château de Chalus, en Limousin : Richard y alla en faire le siège ; mais il y fut tué par un coup d'arbalète, à l'âge de quarante-deux ans. Avare et voluptueux, il ne respectait rien, ni personne, dans ses moments de passion ; sa férocité tenait de celle de la bête sauvage, et ternissait sa bravoure ; ses exactions étaient tyranniques et lui aliénaient tous les cœurs. Infidèle à sa femme, il congédiait ses maîtresses par passion et par caprice, traitait les rois comme ses inférieurs et ses sujets comme ses esclaves. Il vécut peu aimé, il mourut sans être regretté. Bordeaux ne lui doit que peu de chose.

A la mort de Richard, la couronne appartenait de droit au fils de Geoffroy, Arthur, duc de Bretagne ; mais Jean *sans terre* (1) l'usurpa ; et son premier acte comme roi fut de dépouiller son neveu de son duché. Arthur implora le secours de Philippe-Auguste : les barons du Poitou l'accusèrent d'avoir enlevé et épousé Isabelle d'Angoulême, femme du comte de La Marche ; mais le fier, le luxurieux Jean méprisa leurs plaintes et continua à vivre dans l'indolence et la volupté. Philippe, enchanté d'avoir une occasion d'humilier le roi d'Angleterre, le somma de comparaître devant lui dans la quinzaine de Pâques, pour lui faire hommage de son duché d'Aquitaine et pour répondre, devant la Cour des Pairs, des choses qu'on lui imputait. Jean promit de s'y rendre, mais n'y comparut point. Alors Philippe marcha contre la Normandie, tandis qu'Arthur y pénétra par le côté opposé, avec ses fidèles Bretons. De toutes ses terres sur le continent, la

Livre III.
Chap. 5.

—
1199.

1203.

(1) Seul, Jean n'avait pas d'apanage à l'époque où Henry au Court-mantel, Richard et Geoffroy avaient reçu les titres de roi d'Angleterre, de duc de Guienne et de duc de Bretagne. Voilà pourquoi on l'appelait Jean *sans terre*. Depuis, Henry II lui avait assigné l'Irlande pour apanage.

Livre III.
Chap. 3.

Guienne seule, à l'exemple de Bordeaux, resta fidèle à Jean.

1203.

Collect.
Brequigny,
tome 10.

Se voyant menacé d'un péril réel et imminent, le souverain anglais sentit enfin la nécessité de réunir ses forces. Il écrivit aux principales villes, et, en particulier, aux barons et chevaliers du Périgord, de tenir prêts à son service, hommes, des armes et des chevaux, à la première réquisition qui en serait faite par son sénéchal de Guienne ou par l'archevêque de Bordeaux. Pour s'attacher le clergé, et pour compenser le zèle et les services de l'archevêque de Bordeaux, le roi Jean, par lettres-patentes du 9 octobre 1203, confirma en sa faveur, et pour tous ses successeurs, les libertés, privilèges et dons que la reine Éléonore avait accordés aux archevêques de Bordeaux; il leur octroya l'exemption de toute juridiction séculaire, le droit de fonder des maisons fortifiées, d'établir des communes, *sauvetés* ou bourgs (*parishes*) dans leurs territoires actuels ou futurs; de donner à leurs sujets des Coutumes et statuts sans l'intervention d'aucune autorité séculière, et même de convoquer les habitants des communes de la juridiction royale, pour repousser les malveillants qui voudraient les troubler, eux ou les honnêtes gens leur appartenant, dans la jouissance de leurs droits. De plus, il décréta une amende de 500 liv. de monnaie de Bordeaux ou davantage, selon les cas, payables à l'archevêque par les malfaiteurs, dont les propriétés en répondraient.

Le roi Jean fit tout ce qu'il pouvait pour s'attacher les Bordelais : on profita souvent de ces dispositions, même aux dépens de la justice, comme il arriva dans l'affaire d'Héliéguey, ou Vigier, pour la seigneurie de Bègles. Cette terre avait été donnée par Richard Cœur-de-Lion au chevalier de Châtillon; mais celui-ci, étant prisonnier entre les mains du comte de Toulouse, qui était en guerre avec Richard, eut les yeux crevés par représailles. Alors Héliéguey demanda au roi Jean la seigneurie de Bègles, lui assurant que Chitry était mort.

roi le crut, et lui donna la seigneurie par lettres-patentes du 20 juin 1204. Le malheureux Chitry réclama contre cette inique spoliation ; mais Beguey, qui était très-riche et très-puissant à Bordeaux, fit valoir la Charte du prince, et Bègles lui resta, sous l'obligation de payer au roi, son suzerain, tous les ans, à la fête de l'Assomption, un *autour saur* (*Austorem Saurum*).

Pour répondre d'une manière digne à la confiance de son souverain, Hélie, archevêque de notre cité, appela dans le Bordelais les routiers, commandés par Mercader, digne chef de ces misérables brigands. La province fut dévastée, les églises pillées de leurs ornements et vases sacrés, etc. ; on les accusa même d'avoir, avec la criminelle connivence du prélat, exigé une rançon de dix sous pour chaque prêtre et chaque clerc qui tomberaient entre leurs mains. Pendant ce temps, Arthur s'était rendu maître du Poitou ; et à la tête d'une puissante armée, alla assiéger Mirebeau, à six lieues de Poitiers, résidence habituelle d'Éléonore. Sommée par les assiégeants de se rendre, la princesse refusa toutes leurs propositions : une partie de son château tomba en leur pouvoir ; mais elle se roidit contre sa mauvaise fortune, et tint la place en attendant l'arrivée de son fils. Sa constance ne fut pas longue ni sans récompense : il arriva, en effet, bientôt après ; et à la faveur des ténèbres de la nuit, il culbuta et dispersa les assiégeants après un carnage épouvantable : les coryphées du parti français furent jetés en prison, et Jean égorgea, dit-on, dans le donjon de Rouen, son neveu, Arthur, et jeta son cadavre dans la Seine.

Dans ces pénibles circonstances, Jean conclut une trêve avec Philippe, et s'en retourna en Angleterre ; mais le prince français, à la faveur de son absence, crut devoir réunir des forces et se tenir prêt à marcher vers la Guienne. La Gascogne était alors presque toute au pouvoir des Espagnols, qui la parcouraient en vainqueurs. Alphonse, roi de Castille,

Livre III.
Chap. 5.

Recueil
des
Histoires de
France,
tome 19.

Bibliothèque
de
l'École des
Chartres,
tome 3, 436.

Math. Paris,
tome 2, 314.

Livre III.
Chap. 5.

avait réuni à Saint-Sébastien, le 26 octobre 1204, tous les seigneurs gascons, et, parmi les autres, Gaillard, évêque de Bazas. Après plusieurs actes d'une grande portée politique passés dans cette assemblée, dans lesquels le prince espagnol se donna le titre de *seigneur de la Gascogne*, qu'il dit son père lui avait donné à son sceptre (1), il marcha contre les faibles forces de l'Angleterre, pour s'emparer de la province qu'il disait lui avoir été donnée en dot à sa femme, Éléonore, fille de Henry I^{er} de la célèbre Éléonore de Guienne.

Le comte d'Armagnac, allié du roi de Castille, crut pouvoir pousser ses excursions jusqu'aux rives de la Garonne, et même venir assiéger la ville de Bordeaux (2). Il exécuta ce projet; mais les campagnes étaient désertes et incultes; le comte se mit dans le camp des assiégeants, et la mort fit de terribles épouvantables ravages dans leurs rangs. Honteux de ne pouvoir tirer sans une ombre de gloire, ne pouvant continuer le siège, et cependant voulant en finir sans honte avec les Bordelais, le comte leur proposa de terminer cette guerre par un duel d'un à un. La proposition fut acceptée; mais le représentant du parti Armagnac paraissait si fort, si habile, et d'une taille si gigantesque, que les Bordelais ne trouvèrent personne qui osât se mesurer avec lui. Alors un seigneur de Lalande

(1) *Dominus Vasconiarum*; et plus bas, on lit : *Ego Alphonsus regnans in Castella, Toledo et in Vasconia*.

(2) La Chronique de saint Étienne de Limoges parle de ce siège de Bordeaux; le Louvet parle du combat; mais le lieu précis du combat nous est inconnu, quoiqu'il dise Bernadau à l'occasion de la rue La Birat, qui signifie, non pas le lieu où l'on tua le champion d'Armagnac, mais le coin de rue où l'on tournait à droite ou à gauche. Le mot patois *bira* ne signifie pas tuer, mais tourner. Lopes assure, par exemple, qu'il avait vu écrit à la main, dans un vieux bréviaire de l'église de Saint-Étienne, seize ans après cette guerre, ces mots, qui constatent ce siège : *Anno 1206 est civilis Burdigalæ à Rege Hispano*. Tillet dit que ce siège eut lieu en 1100, ce qui est une erreur, une confusion de dates, qui n'est appuyée que sur une inscription fautive et erronée, dont nous aurons occasion de parler dans notre *Histoire de Bordeaux*, quand il s'agira de la fondation du couvent des Carmes. Nous nous appuyons sur l'autorité de la Chronique de Limoges.

Louvet, sort des rangs, et plein de confiance en Dieu, se charge de défendre la cause et l'honneur de sa patrie; il recommande ses faibles efforts à la protection de la Très-Sainte-Vierge, et promet, en cas de victoire, de bâtir en son honneur un couvent et une église. Les combattants se préparent, les forces paraissent inégales; mais l'adresse et la confiance en la sainte Mère de Dieu donnent une certaine hardiesse et un avantage immense au jeune Bordelais. Le combat s'engage sous les yeux des deux partis : l'anxiété est à son comble; mais Lalande réussit enfin à tuer le Goliath d'Armagnac et force, aux cris de joie des Bordelais, l'ennemi à lever le siège et à quitter le pays.

Fidèle à son vœu, le jeune héros fit commencer le monastère dans le faubourg de Bordeaux; mais à cause des désordres du temps, ce ne fut qu'en 1264 qu'on y établit les Carmes. C'est alors que le chapitre de Saint-André autorisa le prieur de cet ordre religieux d'établir le couvent, l'église et un cimetière pour l'inhumation des frères, dans la rue Lalande, ainsi appelée du nom du jeune héros bordelais. Ce lieu, appelé *los Carmes Vieils*, fut donné plus tard au couvent de l'*Annonciade*, aujourd'hui de la *Miséricorde*.

Fier de ses succès en Normandie, Philippe crut devoir chercher un prétexte de guerre; et ayant convoqué une assemblée de pairs à Paris, y fit citer devant elle le roi d'Angleterre, pour y répondre du meurtre du prince Arthur, commis, disait-on, par lui, sur la terre de France. Jean ne déclina pas la compétence de la Cour, mais ne s'y rendit pas, n'ayant pas de sauf-conduit. Il fut condamné par défaut à la peine de mort; tous ses fiefs furent confisqués et réunis à la couronne. Blessé jusqu'au vif, Jean se prépara à se venger par les armes, et se hâta d'arrêter le progrès des Français. Le moment était favorable : les exactions des mercenaires au service de la France, les déprédations des barons d'Outre-Loire, l'inconstance du caractère aquitain et la haine des nouveaux

Livre III.
Chap. 8.

Guillaume de
Nangis,
Chronique, etc.

Lingard,
History, etc.

Livre III.
Chap. 5.

maîtres, avaient préparé, en faveur des Anglais, tous les moyens de succès. Les Anglais débarquèrent à La Rochelle, les Poitevins, les Angevins et les Bordelais accoururent à leur drapeau et chassèrent de l'Aquitaine tous les partisans de Philippe-Auguste. Jean trouva partout le peuple poitevin sous le joug de Philippe paraissant odieux; le prince anglais vivait loin des Aquitains, avait toutes les sympathies : on le traitait moins aimé s'il eût été plus près d'eux. Philippe recula vers le Poitou; Jean recula par peur et pour avoir la mer et renonça, par un traité honteux, à tous les fiefs qu'il possédait au nord de la Loire.

Ce ne fut pas seulement la politique qui fut embarrassée alors; la religion eut aussi ses embarras. L'hérésie albigeoise s'était répandue dans le Bordelais et dans toute la Gascogne jusqu'à Béziers. Les prédicants prétendaient ne réformer que les abus religieux; leur extérieur mortifié séduisait le peuple et les efforts de leur zèle intéressé et anti-catholique leur gagnaient partout de nombreux prosélytes. N'ayant eu d'autre but, disaient-ils, que l'épuration des mœurs et de la foi, ils s'appelaient *cathari*, purs ou puritains, nom donné plus tard en Angleterre, aux dissidents protestants. Divisés entre eux, ils ne s'accordaient bien que sur un seul point : la haine contre l'Église de Rome, la destruction du catholicisme. Le catharisme était riche et peu régulier; les novateurs étaient pauvres et d'une grande apparence de rigidité de mœurs; le clergé s'occupait beaucoup, trop peut-être, de choses matérielles; les sectaires étalaient une grande abnégation de leurs mêmes, et ne travaillaient, en apparence, que pour le salut spirituel du monde.

Les évêques s'élevèrent enfin contre ces perturbateurs de la paix de l'Église et de l'État; mais Raymond VI, comte de Toulouse, les protégea et leur donna la sanction de son nom, de son approbation et de son exemple: les grands seigneurs se rangèrent de son côté, le clergé catholique

Pluquet,
Dictionnaire
des
Hérésies.

dieux, et l'enthousiasme pour les sectaires se changea en une véritable passion.

Livre III.
Chap. 5.

—
1207.

Les évêques, voyant qu'il s'agissait des intérêts de l'Eglise, s'assemblèrent en plusieurs endroits, appuyés par les rois de France et d'Angleterre, et supplièrent le pape de prendre des mesures énergiques contre ces nouveaux ennemis de la foi. L'archevêque de Bordeaux, Guillaume d'Amanieu, de concert avec les évêques de Bazas et de Périgueux, écrivirent aussi, de leur côté, au pape Innocent III, lui exposant les ravages de l'hérésie, l'audace des prétendus réformateurs et la nécessité de remédier aux désordres et au scandale du temps. Le pape envoya un légat dans le Midi, qui n'y recueillit d'autres palmes que celles du martyr : son assassin, Pierre de Castelnau, était vassal du comte de Toulouse ; le suzerain était accusé d'avoir trempé dans le crime. Le pape ordonna une croisade contre Raymond et tous les partisans de l'hérésie ; pour gagner les indulgences attachées à cette expédition, il exigea de chaque soldat pèlerin que le temps du service féodal, quarante jours, avec quelques pratiques religieuses. Des pèlerins se présentèrent de tous côtés ; et une armée de 50,000 hommes, portant la Croix blanche sur la poitrine, se réunirent sous l'étendard de Simon de Montfort, qui les conduisit au légat, Arnaud Amalric, nommé généralissime de cette nouvelle armée.

Le P. Lacordaire,
Vie
de St-Dominique.

Histoire
du Languedoc,
tome 11.

CHAPITRE VI.

Croisades. — Troupes de l'archevêque de Bordeaux. — L'Agenais ravagés. — Bordelais défaits. — Raymond de Toulouse. — Concile de Bordeaux. — Concile. — Le roi Jean. — Il meurt à Bristol. — Henry III fait de belles choses aux Bordelais. — Louis VIII se prépare à la guerre. — Les Anglais envoient une flotte sur les côtes de Guienne. — Richard. — Il convoque les Bordelais. — Bazas, Langon, Saint-Macaire se soumettent aux Français. — La Réunion de Bordeaux. — La *maltôte*, ou impôt extraordinaire. — L'archevêque de Bordeaux envoyé à Londres. — Mesures sévères contre l'hérésie. — Guienne. — Grande assemblée de Pons. — Journée de Taillebourg. — Le roi s'enfuit à Blaye et, de là, à Bordeaux. — La reine accouche d'une fille de Lormont. — Une trêve, etc.

Livre III.

—

1210.

On assigna à ces pèlerins soldats trois points de rendez-vous : Lyon, Puy et Bordeaux. On voyait accourir dans ces lieux des volontaires de tous les coins de la France, des moines, des religieux sans pain, sans fortune, ou des pécheurs, qui cherchaient à calmer leurs remords et obtenir par l'indulgence la tranquillité de leur conscience. Les phalanges de Bordeaux grossissaient tous les jours par les nombreux renforts qui venaient se joindre à la disposition de l'archevêque de Bordeaux et des évêques de sa province. Enfin, l'armée bordelaise se mit en marche, elle pillait et détruisait le château de Gontaud, dans l'Agenais, envahissait tout le pays, depuis Tonneins jusqu'à Casseneuil. Casseneuil se défendit avec courage et succès. Les Croisés s'en allèrent à Béziers, où se trouvait Simon de Montfort, nommé, à la place d'Arnaud Amalric, généralissime de l'armée. La ville de Béziers refusa de livrer les hérétiques ; elle devint la proie des flammes : tous les habitants, dit le P. Benoît, furent égorgés sans distinction d'âge, de condition ou de sexe ; on en compta le nombre à 30,000. On ne saurait s'imaginer toutes les

Benoît,
*Histoire
des
Albigéois,*
tome 4^{er}.

qu'on commit dans ce malheureux pays : les Croisés les
èrent pendant dix ans, et promenaient leurs étendards
antés dans tout le Haut-Pays, l'Agenais, l'Armagnac,
dais et le Languedoc.

mond de Toulouse, effrayé de ces formidables prépa-
s'était soumis aux plus humiliantes conditions qu'il
légal de lui imposer, pour conserver sa vie et sa for-
fut fouetté de verges et conduit, l'étole au cou, de-
légal, qui lui donna l'absolution. Roger, comte de
, avait voulu faire de même ; mais sa bonne foi parais-
pecte : on ne le crut point ; ses terres furent ravagées.
semblait terminé ; on songea à régulariser la victoire :
ce des hérétiques, il fallait mettre des hommes d'une
oxie reconnue. Simon de Montfort prit la place, les
et les titres de Raymond de Toulouse ; l'exil ou la pri-
ient devenus le sort de plusieurs ; les femmes même
illes étaient enveloppées dans cette proscription , et le
out entier ne présenta plus qu'un lugubre aspect de
t de consternation.

Bordelais n'était pas à l'abri des horreurs de la guerre :
ne de l'hérésie y avait été importé. Raymond de Tou-
était venu à Bordeaux réclamer le secours des Anglais
ses nombreux ennemis ; ses compagnons de voyage,
oupables que lui-même, jetèrent dans nos contrées les
ces de leurs nouvelles doctrines, et inspirèrent aux
es ignorants, crédules ou irréligieux, une antipathie
e pape, pour les évêques, et une répugnance à payer
ise les redevances habituelles. Un concile était jugé né-
re ; on en convoqua un à Bordeaux pour le lendemain
Saint-Jean, 1214 ; il fut présidé par Robert de Cork,
al et légat du Saint-Siège. Le roi Jean y assista, et donna
approbation aux décisions des Pères. On y ordonna que
gneurs réprimeraient les exorbitantes usures des juifs,
eine d'être excommuniés, et que, s'ils ne se confor-

Livre III.
Chap. 6.

1214.

Rymer,
tome 1^{er}.

» dans ces bonnes résolutions, et usez de toute votre influence
» pour engager votre Commune, à l'exemple de celle de
» Londres, à me prêter mille marcs, que vous remettrez à
» Brokard et à l'abbé de La Sauve. Soyez sûrs que je vous en
» drai énergiquement votre ville et vos biens contre l'ennemi
» dont vous redoutez les attaques. Cet ennemi n'est que
» à craindre, puisque le pape a pris mes États sous sa protection,
» et que j'ai commis votre défense à des gens qui ont le secours
» de Dieu, vous sauveront au péril de leur vie.
» Quant aux mille marcs que je vous demande, soyez sûrs
» qu'ils seront restitués au jour indiqué par nos lettres-
» patentes; mes deux commissaires, Brokard et l'abbé de La Sauve,
» sont chargés, d'ailleurs, de vous donner une déclaration sur
» mon nom. Je viens de donner des ordres pour que les
» entrepreneurs qui ont entrepris de restaurer les tours, les
» clôtures de la ville de Bordeaux, se mettent incessamment à
» l'œuvre. Veillez à la bonne et prompte exécution de ces
» travaux; car s'ils sont mal exécutés, il y aura perte
» pour vous et pour moi; et je me verrai contraint d'ordonner,
» à titre d'indemnité, la confiscation des terres et des
» maisons de ces entrepreneurs. Je m'empresse de faire réponse
» à vos instances, en recommandant à mon sénéchal de ne
» pas permettre aux hommes de guerre qui habitent les
» alentours de Bordeaux, de vendre leurs biens à des étrangers.
» Il faut, en effet, que ces hommes de guerre soient établis
» sur leurs domaines, pour le service qu'ils me doivent pour
» votre défense. »

Comme l'administration des finances, à Bordeaux, était
beaucoup à désirer, Henry y nomma un nouveau sénéchal.
Philippe de Uletot, homme habile et bon administrateur,
ordonna en même temps aux prud'hommes de Bordeaux de
lui rendre fidèle compte des tailles et péages qui se percevaient
au profit du roi, et de mettre à sa disposition les tours et
châteaux. Ces mesures étaient de louables actes d'administration.

car Louis VIII se préparait sérieusement à la guerre. Il était tellement convaincu qu'il finirait par expulser les Anglais de la Guienne, qu'il disposa d'avance de plusieurs seigneurs, et donna au comte de La Marche la ville de Bordeaux avec une pension de 2,000 liv. sur son trésor, en attendant la conquête de la province. Pleins de confiance, les Français se mirent en route pour la Guienne; on les accueillait partout avec un enthousiasme apparent, qui n'était que le résultat de la peur. Ils arrivèrent enfin sur la rive gauche de la Garonne, vis-à-vis de Bordeaux, qui refusa d'ouvrir les portes : l'archevêque avait pris des précautions dans l'intérêt de son roi, dont la cause semblait perdue.

Les Anglais furent découragés : la prise de La Rochelle leur coûtait beaucoup d'efforts et d'argent; ils armèrent une flotte de trois cents vaisseaux sous les ordres du comte de Salisbury, qui avait à son côté Richard, frère cadet du roi, comte de Cornouailles et duc de Bretagne. La flotte arriva à l'embouchure de la Gironde, et, peu de temps après, vers les fêtes de Pâques, en rade de Bordeaux. Richard et l'amiral furent reçus avec pompe par l'archevêque et les notables, et la fortune sembla sourire de nouveau à leur périlleuse entreprise. Richard convoqua tous les seigneurs de la province, tous les abbés, tous les seigneurs de la province; ils se réunirent au Palais-de-l'Ombrière, les seigneurs de Blanquefort, de Lesparre, de La Mothe, de Landiras, de Noaillan, de Montferrant, de La Tresne, de Lalande, de Mauléon, de Lescale, etc., etc. L'Assemblée était nombreuse, imposante et agréable au prince; il y présenta les vœux du roi, qui n'étaient qu'un chaleureux appel à leur loyauté.

En lisant cette lettre, Richard était ému : sa voix, cependant, était forte, et sa jeunesse et ses grâces lui gagnaient les cœurs. Il conquit toutes les sympathies; tous jurèrent d'être fidèles. Le cri : *Aux armes!* s'entendit partout.

Livre III.
Chap. 6.

1234.

1235.

*Gesta
Ludov. VIII.*

Livre III.
Chap. 6.

Anonyme,
Vie
de Louis VIII.

A. Duchesne,
Histoire
d'Angleterre,
tome 1^{er}.

Daniel,
Histoire, etc.

Grandes chro-
niques
de St-Denis,
tome 4,
édit. Paulin,
Paris.

une armée anglo-aquitannique se recruta en peu de jours, ayant pris position sur la rive gauche de la Garonne. Elle empêcha les Français de passer cette rivière. Encouragé par ces démonstrations amicales, le comte, accompagné du jeune comte de La Réole, alla réduire la ville de Saint-Macaire, qui fut prise, puis Bergerac, Langon, Bazas et les petites villes des bords de la Garonne. La Réole fit une vigoureuse résistance et resta fidèle à l'Angleterre. De France. Ayant appris qu'Henry de Lusignan, comte de Marche, venait, avec un grand nombre d'autres seigneurs, poitevins et aquitains, au secours des Français, Richard leva le siège, sous le prétexte d'aller les combattre à Limoges. Bergerac. Les Réolais ne furent pas dupes de ces manœuvres et poursuivirent les Anglais, qui, se trouvant entre deux feux, eurent beaucoup à souffrir, et virent tomber sous leurs coups Français la ville de Limeuil et les terres de Rudel, de Bergerac, qui se soumit au roi de France (1).

Pendant ce temps-là, l'hérésie ne restait pas inactive ; elle ravageait tout le Midi et semait partout la révolte, la discorde et la discorde ; elle pénétra dans le Bordelais ; l'évêque, de concert avec les évêques de Bazas et de Comminges, reprima, avec les milices locales, ces audacieux perturbateurs de la paix, et fut puissamment secondé dans l'Agénois par le comte de Montferrant. On n'en voulait pas à leurs personnes ; on voulait les empêcher de les traduire en faits ;

(1) Mathieu Paris dit que Richard réduisit La Réole. Henry Mar-
120, le dit aussi d'après lui ; mais l'Anonyme et Duchesne disent le con-
thien Paris se trompe. Voici une lettre de Richard à Henry III, écrite à
Macaire, 2 mai 1223, qui le prouve : « Nous annonçons à Votre Séc-
» jeudi avant la fête de Saint-Marc l'Évangéliste (26 avril), nous nous
» avec notre armée devant Bazas, et que nous passâmes la nuit en
» murs. Mais le lendemain, l'évêque et les citoyens, après en avoir dis-
» eux, nous rendirent cette ville et prêtèrent en nos mains leur serme-
» à votre personne, ainsi qu'à nous, votre lieutenant. De sorte que, grâ-
» nous avons toute votre Gascogne libre et purgée de vos ennemis, à l'ex-
» La Réole; et tous les magnats sous votre foi, à l'exception d'Élie Ru-
» de Bergerac. » (Voyez aussi l'*Hist. littéraire de la France*, tom. 17,

ença alors à respecter la liberté des cultes. Mais on comprit si qu'il était indispensable à la paix, au bonheur de la société, de réprimer les insurrections et les désordres qui résultaient de ces doctrines, quels qu'en fussent la nature et le but. Marmande résista longtemps; mais enfin, effrayés du sort qui les attendait, les habitants s'enfuirent sur des barques légères vers La Réole; le comte les poursuivit et brûla le bourg où ils s'étaient réfugiés. L'hérésie ne céda pas encore; elle établit son centre d'action à Toulouse. Les archevêques de cette ville et de Bordeaux réunirent leurs forces sur les murs de la cité toulousaine; et ayant rencontré de l'opposition de la population, dominée par ces Albigeois, une résistance opiniâtre, ils en démolirent les mantelets et les fortifications.

Bordeaux resta toujours fidèle à son roi et à sa foi; mais les triomphes des Français attristaient tous les cœurs. Prévoyant le sort qui les attendait si Richard était obligé de s'enfuir, les Bordelais établirent une nouvelle *maltote* (1) (taxe), pour lui fournir des moyens de continuer la guerre. Le roi les avait priés de maintenir leur indépendance et de continuer jusqu'à la Toussaint le paiement de cette *maltote*; ils le firent, et mirent en état de défense tous les châteaux du pays.

Sur ces entrefaites, Guillaume, archevêque de Bordeaux, mourut (1226); c'était une perte pour les Anglais. Le roi fit écrire, par son chancelier, Hubert Dubourg, au chapitre de Saint-André, d'élire un prélat qui ne fût suspect ni au roi ni à son conseil. Leur choix tomba sur Gérard de Malemort, doyen du chapitre, homme actif, vertueux et intelligent. Ayant appris en même temps qu'on altérait notablement la monnaie en circulation, le roi ordonna à son

Livre III.
Chap. 8.

—
*Chronique
de*

*Pierre de Vaux
Cernay,
chap. 79.*

Rymer,
Acte public,
t. 1^{er}, 1^{re} part.,
84.

1227.

(1) *Maltote* (*male tolla*), taxe extraordinaire à laquelle le peuple ne consentait qu'à regret.

Livre III.
Chap. 6.
—

sénéchal, le sire de Trumbleville, de veiller à ce qu'elle eût le poids et l'aloi de celle de Tours, alors très-répandue dans les contrées (1).

Sous la minorité de Louis IX, la régence de la reine Blanche rencontra, de la part des barons du Poitou et de la Guienne, une opposition opiniâtre : on voulait la guerre, fût-ce que pour piller ; on mit en avant l'indépendance de la patrie, la liberté des peuples d'Aquitaine, la tyrannie des rois de France, grands mots qui servaient les intérêts d'une noblesse et provoquaient le malheur des classes inférieures ; mais au fond, c'étaient des vues plus étroites, tout égoïstes et égoïsmes. On pressa beaucoup Henry de revenir en Guienne, mais il ne venait pas. On lui envoya des députés, entre autres Géraud, archevêque de Bordeaux ; ils lui exposèrent l'état agité du pays, l'aversion qu'on avait pour les Français, le peu d'opposition qu'il rencontrerait s'il venait à se saisir du pouvoir, le roi de France en lui enlevant les terres dont il s'était emparé au détriment de la couronne d'Angleterre. Cette proposition fut discutée au Parlement, alors assemblé à Orléans, on ne lui donna pas de suite. Une trêve de deux ans fut conclue et conclue.

A son retour de Londres, Géraud de Malemort trouva le diocèse infecté des erreurs albigeoises : les hérétiques tenaient leurs conciliabules dans des lieux cachés ; et sous le faufilet de leurs ouvrages de piété, répandaient parmi les catholiques des livres dangereux, des versions fautives des saintes Écritures et autres ouvrages à la portée du peuple. L'archevêque prit des mesures sévères pour la suppression de ces livres, la punition des coupables. Dans tous ses efforts pour ramener l'unité des principes religieux et la paix dans son diocèse, il fut puissamment secondé par les Dominicains. Les mesures prises à l'égard des hérétiques d'alors nous se-

Fleury,
*Histoire
ecclésiastique*,
t. 16, p. 324.

Ibid.,
t. 17, liv. 80.

(1) Pour la monnaie en cours à Bordeaux, voyez pages 309, 338.

une monstruosité en politique comme en religion, l'hérésie était alors une félonie, un crime de lèse-patrie, une cause de troubles, de dissensions dans les familles ; c'était un attentat contre la société, un mépris des lois civiles, politiques et religieuses. Le respect des libertés de toutes sortes, ne doit pas justifier des idées, le XIII^e, où la loi civile n'était qu'accessoire : la religion seule agissait ; presque seule, le lien à la société, qui tendait à se dissoudre. Atteindre ou détruire la religion, était, aux yeux de la nation, du peuple, un crime, un acte anti-social, qui méritait la rigueur des lois.

Bordeaux était alors une place forte et considérable ; les intérêts de Bordeaux y trouvèrent toujours de puissants défenseurs. Aussi, son alliance était recherchée par les Anglais ; et dès l'an 1222, sous l'administration de P. Vialart, Bordeaux avait conclu avec La Réole un traité d'union, renouvelé, en 1230, par les jurats de Bordeaux. Il fut convenu entre les Réolais et les cinquante jurats de Bordeaux, ayant à leur tête le maire, Raymond Monadey, et le consentement des prud'hommes de Bordeaux, que les Réolais resteraient fidèles à l'Angleterre, et qu'elles ne seraient rien sans leur consentement mutuel ; qu'en cas de guerre, Bordeaux, les Réolais seraient tenus d'y envoyer des armées ; et en pareil cas à La Réole, Bordeaux enverrait deux cents hommes, et même davantage si nécessaire. Depuis lors, jusqu'à ce jour, La Réole a toujours partagé le sort de Bordeaux (1).

Bordeaux n'était toujours le théâtre de la guerre civile et des maux qui l'accompagnent : une affreuse famine y

Livre III.
Chap. 6.

Un sceau passé entre Bordeaux et La Réole, en novembre 1230, existe encore dans les archives de La Réole, et constate que Raymond Monadey était alors maire de Bordeaux. (*Monetario tunc existente Majore Burdigala*). Son nom ne figure dans aucune des données par nos historiens.

ajoutait d'incroyables horreurs, et la mort revêtait toutes les formes pour moissonner cette malheureuse population. La terre, privée de ses habitants et sans culture, ne fournil plus ses grains ni ses produits ordinaires; le commerce était nul, par suite des dissensions civiles, et les malheureux habitants de la fertile Aquitaine se virent enfin réduits à la nécessité de manger les racines de leurs légumes et les herbes de leurs champs non cultivés (1). En présence de calamités, qui s'accumulaient et s'étendaient sur toute la province, les habitants de l'Entre-deux-Mers, pays toujours opprimé plus que les autres, crurent devoir se plaindre collectivement au roi. Le danger rapproche tous les hommes; toutes les défiances s'effacent, toutes les rivalités se taisent; tous les travaux se confondent, en vue du péril commun. Un esprit d'égalité et de fraternité naît de la commune souffrance et du désir de les conjurer. Le clergé, les seigneurs, les notables, se réunissent le IV des Calendes de mars 1235; on y voyait tous les hommes recommandés par la province : Géraud de Malemort, archevêque de Bordeaux, et les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin, les abbayes et les religieux de Sainte-Croix, de La Sauve, de Saint-Martin, de Saint-Sauveur, de Guîtres, de Pleine-Selve, de Saint-Vincent-de-Faise, de Saint-Émilion, de Bonlieu (Cognac Blanc), de Verteuil, de l'Île, les prieurs des Dominicains, des Jacobins, le gardien des Cordeliers (2), le commandeur des Templiers, le supérieur de l'ordre de Saint-Jean d'Auvergne.

(1) *Fames admodum magna invaluit in Galliâ maxime in partibus Aquitanie, ut homines herbas campestras sicut animalia bruta comederint.* (Wartmann, *Ypodima Neustriæ*, p. 58; *Édit. de Londres*, 1574).

(2) Lopes dit que les Cordeliers vinrent s'établir à Bordeaux en 1247; mais c'est une erreur : le document dont nous donnons ici l'analyse prouve qu'ils y étaient depuis 1247, puisque leur gardien assista à l'assemblée générale du Palais-de-l'Ombrière en 1247; mais cette date se rapporte à leur établissement à Saint-Michel.

scogne, etc., etc. C'était le pays bordelais tout
olé au Palais-de-l'Ombrière, pour porter ses
expression de ses douleurs aux pieds du roi, au
ès, des abus d'autorité, des vexations dont le sé-
y de Trubleville, et ses agents, s'étaient rendus
ns l'Entre-deux-Mers. Les baillis, surtout, y
is et commettaient toujours toutes sortes d'excès
crées; il n'y avait ni ordre, ni loi, ni magistrat
respecter. Les baillis agissaient comme ils vou-
passaient même les routiers dans leurs excré-
ls volaient, eux seuls ou en agissant de connivence
urs leurs agents, les églises, les presbytères, les
nobles, des bourgeois et du peuple; les prêtres
ités, frappés, massacrés même; les timides vierges
t pas à leurs passions brutales; rien n'était sacré
nts subalternes, qui, assurés de la connivence
Trubleville et de l'impunité de leurs crimes,
ent à leurs penchants et volaient, tuaient et agis-
rainte.

qui pesaient le plus aux malheureux habitants
ux-Mers, avaient, au commencement, une auto-
sans contrôle : ils avaient l'intendance des armes;
s juges du peuple et administraient les finances.
ils agissaient comme s'ils étaient à vie, tandis que
n'était que temporaire et révocable. C'était un
s résolurent d'abaisser ces prétentions exorbitan-
retirèrent d'abord les finances, puis l'intendance
t ne leur laissèrent que l'administration de la jus-
amoindrir considérablement l'importance civile et
ils avaient sous Henry II, à qui on en attribuait

Livre III.
Chap. 6.

semblée tenue pour formuler leurs doléances, il
envoyer en députation auprès du roi d'Angleterre,
prêtre de l'Entre-deux-Mers; Amaubin d'Ailhan,

ancien maire de Bordeaux, et le commandeur des Tenaies en Gascogne. Instruit par eux des souffrances et des misères de cette partie de la province, le roi chargea Jean, abbé de la Grâce-Dieu, dans le diocèse de Saintes, et le chevalier Robert Hose, de faire à ce sujet une enquête, afin de découvrir la vérité et de le mettre à même de réformer les abus et de punir les coupables. Cette enquête eut lieu dans les premiers jours du mois de février 1236.

On voit par la lettre du roi d'Angleterre, Jean sans Terre, qu'il avait accordé de grandes franchises aux gens du pays de Saint-Jean-d'Uze, entre autres de Saint-Jean-de-Mers, en confirmation de celles qu'ils avaient obtenues au temps d'Henry et de Richard (1). Comme les habitants de ce pays avaient déserté leurs propriétés pour échapper aux vexations des Anglais, le roi leur assigna un délai pour rentrer.

Les chevaliers, comme vassaux du roi, lui devaient service et hommage, mais n'étaient tenus au service militaire qu'à raison de certaines possessions qu'ils tenaient de lui : *Quicunque tenet de rege terras quas debuit exercitum*, etc.

Les paysans agriculteurs devaient au roi un tribut de 40 liv. Le roi Jean l'avait laissé à l'archevêque de Bordeaux, pour certains pauvres, qui devaient être nourris à l'archevêché; c'était quelque chose comme l'hôpital de Saint-Charles sous le cardinal de Sourdis.

Le nouveau sénéchal était tenu de jurer de respecter les libertés.

Le droit de gîte (*albergagia*) fut accordé aux comtes de Poitiers du temps de Richard, son oncle, qui lui permit de prendre le titre de duc d'Aquitaine, quoiqu'il n'en fût que le simple gouverneur; on en exceptait les lieux qui jouissaient de franchises.

(1) Per quas Dom. Johannes quondam rex Angliæ, progenitor suus concessit hominibus suis de terrâ quæ vocatur *inter Duo Maria*, quod habeant omnes libertates et liberas consuetudines quas habuerant tempore Henrici patris sui, fratris sui, etc.

Cette Charte n'existe que dans cette enquête.

immunités ecclésiastiques. Ce droit, qu'on accorde contre les routiers, et pour la paix, fut accordé aux évêques et officiers royaux (1).

Le roi accorda la *biguerie* ou *vigerie* (*vicarias*) aux seigneurs qui relevaient de lui, tels que les seigneurs de La Tresne, de Vayres, de Montferrant, et encore, à Amanieu de La Sauve.

Les seigneurs, et plusieurs autres, Trubleville et ses agents, jouissaient avec une honteuse impunité, comme on peut le constater par la requête. Ils en retracèrent l'origine jusqu'à Charlemagne, qui les accorda à ses fidèles serviteurs, en les établissant dans les environs de Bordeaux. D'après les témoins, jamais pays n'avait été si cruellement, si despotiquement traité que l'Entre-deux-Mers, par les baillis, les seigneurs, et autres serviteurs de l'impitoyable Trubleville. Ils ne respectaient non seulement les droits des seigneurs, des églises, des bourgeois, mais ceux du roi même, dont ils méconnaissaient les injonctions ; ils accordaient l'impunité à tous les crimes, même aux assassinats, comme on peut voir dans la requête. Les habitants souffraient que les marins du port de *Trajeyst* pillassent périodiquement quinze paroisses, qui, situées sur les bords de la Garonne, relevaient des rois et offraient un facile accès à leurs barques légères.

Ils donnaient aux seigneurs la permission de se faire la guerre, de faire enlever le bétail, et même la volaille des pauvres ; ils arrogaient le droit de juger les hommes des églises ; ils donnaient aux gens de l'Entre-deux-Mers de bâtir le chà-

teau, et alors des paysans appartenant au roi, les autres aux chevaliers ou aux seigneurs ; d'autres, enfin, aux églises. Ils étaient tous, à moins de privilèges, soumis au droit de gîte. L'archevêque de Bordeaux avait des seigneurs dans sa vassalité. D'après un titre cité par Beaurein, t. 4, p. 17, Gailhard de Fargues, seigneur d'Arbanats et de Portets, était vassal de l'archevêque, ainsi qu'Arnaud de Tabanac. Les paysans des seigneurs passaient sous le pouvoir de celui qui en faisait l'acquisition ; ils changeaient de seigneur, qu'ils étaient attachés à la terre ; c'étaient les *adscriptitii* des Romains.

Livre III.

Chap. II.

teau de Blagnac et ses dépendances, pour Hélie de Blagnac qu'il avait forcé d'épouser sa fille illégitime. Il alla vendre à la vicomtesse de Benauges les paroisses de Camiac de Loupiac, de Sainte-Croix-du-Mont, avec les hommes du roi qui y demeuraient, quoique libres (*franci*) de toute tude seigneuriale. Il consentit à ce qu'on levât des tailles considérables sur les paroisses de Cénac, de Tresses, de Blagnac, de Barsac, d'Eysines, de Léognan, de Curson, de Camiac, de Cenon, d'Artigues, de Floirac, de Camiac, d'Hyvrac, de Sadirac, de Nérigean, de Moulon, de Grignac, de Saint-Quintin, de Saint-Sulpice, d'Yson, de Saint-Loubès (Saint-Loubès), de Quinsac en Bares (Ambarès), de Blagnac sur le temple de La Grave (d'Ambarès), sur celui d'Arberis (Arberis), de Saint-Caprais, de Sainte-Eulalie de Blagnac, de Montussan, de Pompinhac, de Sallesbœuf, de Camblan, de Quinsac *supérieur*, de Cénac, de Colhan, et sur plusieurs autres communes de cette partie du territoire. Touché par les plaintes, et voulant faire quelque chose après une enquête minutieuse et si circonstanciée, le roi d'Angleterre, pour gagner l'affection des Bordelais, dans un moment où il était en guerre avec la France, leur accorda des privilèges particuliers, par sa Charte du mois de juillet 1235 (1).

(1) Dans un manuscrit inédit de D. Devienne, que nous devons à l'obligeance de M. de Montaubriq, de Bordeaux, ancien procureur-général près la Cour de Poitiers, cet auteur prétend que c'est de cette époque que date l'origine de la ville de Bordeaux, et assure que Delurbe a eu tort de la reculer jusqu'à 1173. Nous ne partageons pas cette opinion. Le nom ou titre de maire fut établi à Bordeaux en 1173, par le roi Henry, en faveur de Monadey, qui fut libéré comme le dit Delurbe; mais les droits, les privilèges de la municipalité, régulièrement reconnus et déterminés qu'en 1235, d'après la Charte dont nous ne parlons pas. On voit par l'enquête dont nous avons donné l'analyse, que les communes dans l'Entre-deux-Mers en 1235, et on viendrait nous dire que la capitale n'était pas une commune avant cette époque, ou n'avait pas de maire. On commença, en 1235, la Maison-Commune de Saint-Élegi (Saint-Eloi); pendant qu'elle fut construite, la nouvelle municipalité s'assemblait chez le maire, sur la paroisse de Saint-Pierre, et souvent chez les Carmes, les Frères mineurs, ou dans une salle du Palais-de-l'Ombrière.

étaient impuissantes pour guérir les maux du
amaient un prompt remède. Fatigué de plain-
ent renaissantes, et troublé par la nouvelle que
ce faisait des préparatifs pour la guerre,
ea enfin à venir en Guienne. Il fit voile pour
barqua, avec des forces considérables, à Royan,
ai. C'est là qu'il espérait remporter des victoi-
able bientôt après de chagrin, à la vue des
Français, il se retira à Saintes, et de là à Pons,
le 25 mai, à tous les seigneurs de la Guienne,
auprès de lui, avec leurs chevaliers, le jeudi
côte. Il écrivit aussi aux maires et aux commu-
ux, de Bayonne, de Saint-Émilion, ainsi qu'aux
udhommes de Langon, de Saint-Macaire et de
ur demander des secours en hommes ou en ar-
olée de Pons était nombreuse et brillante : on y
eur de Montferrant, premier baron bordelais,
de Blanquefort, de Lesparre, de La Mothe, de
andiras, de Noaillan, de Rions, de La Tresne,
de l'Île, d'Aulède, de L'Escale, de Buch, Ponce
Élie de Blaye, Geoffroy de Mortagne, Gérard de
n de Bourg, Arnaud de Sanz, Gombaud de
e de Chantemerle, Raymond de Montaut, le vi-
nsac, Gaston de Gontaut, Gaillard de La Roche,
Séгур, les seigneurs de Roquetaillade et de
mte de Bigorre, Guillaume d'Apremond, Gail-
e Bordeaux, etc., etc. Les maires de Bordeaux,
e Bazas et de Saint-Émilion, reçurent ordre de
Royan le même jour, avec leurs troupes. Le
vit à Girald, son justicier en Irlande, pour qu'il
ous le plus bref délai, ses troupes irlandaises,
, il manda au maire de Bayonne d'envoyer ses
at La Rochelle. Il avait déjà écrit (le 20 juin) au
Gascogne de faire armer deux galères à Bor-

Livre III.
Chap. 6.

Joinville,
Histoire
de St-Louis,
tome 2.
Guillaume de
Nangis,
page 150.

Rymer,
Fœderar.
Act. public.
tom. 1.

Livre III.
Chap. 6.

16 Juillet 1242.

*Lettre
de Henry III
d'Angleterre à
l'empereur
Frédéric,
19 septembre
1242.*

Math. Paris,
page 402.

deux et quatre à Bayonne, pour sa nouvelle ex-
Tout était préparé pour un coup décisif; mais la f-
prononça contre la force, et la journée de Taillebou-
roi Louis déploya un courage et un sang-froid ad-
faillit être fatale à la puissance anglaise en France. La-
y fit des pertes déplorables : 4,600 chevaliers, 20,0-
mes de pied, 700 arbalétriers, furent mis en déroute.
poignée de Français, électrisés par la bouillante in-
de leur jeune roi. Abattu, désespéré, Henry se retir-
tes, tout honteux de sa défaite et en proie à la peur.
gnait la proximité des Français : ils étaient la constan-
cupation de son esprit, son cauchemar de tous les r-
Un soir, Guy de Lusignan entre chez lui avec un e-
ment trop significatif pour sa lâcheté, et le prévien-
Français marchent sur Saintes; il monte à cheval à-
et se met à fuir le danger. « Voyant, dit-il lui-même
» n'étais pas en sûreté dans la ville de Pons, je me
» vers Barbezieux; mais, dès que j'eus quitté Pons,
» de Pons, m'ayant donné le baiser de Judas, s'em-
» hâter la trahison qu'il avait méditée avec le com-
» Marche. Alors, craignant d'être livré au roi de Fr-
» marchai jour et nuit vers Blaye. Après avoir lai-
» cette place de bons renforts, je passai la Gironde
» quelque repos sur la rive opposée, pour observer
» France, qui était venu en personne, dans le dess-
» siéger Blaye. Mais s'étant arrêté à deux milles de
» pendant près de quinze jours, il n'osa pas s'en a-
» davantage, et tout se borna à quelques escarmouch-
» ses troupes et ma garnison. »

Henry, comme on le voit, ne se gêne pas; il av-
franchise sa crainte, sa lâcheté. Il s'enfuit précipita-
Blaye, où il reste jusqu'au mois d'août; et ne s'y cro-
en sûreté, il passe la Gironde et arrive à Bordeaux v-
sompion (15 août). Sa femme, Aliénor, l'avait précé-

accoucha d'une fille, nommée Béatrix, au château, le jour de Saint-Jean-Baptiste. Les soldats désordre. Comme les Français ne vivaient que d'une chaleur accablante, une épidémie en mois-
d nombre. Une trêve fut signée le 7 avril 1243, au nom de la reine Blanche : saint Louis conservait la Gironde et l'île de Ré ; Henry III, à lui payer tous les ans 4,000 livres ster-

Livre III.
Chap. 6.

Guillaume de
Nangis,
Bouchet, etc.
1243.

CHAPITRE VII.

Raymond de Toulouse à Bordeaux. — Henry travaille à réconcilier des brouillés. — Il est honteux de sa défaite dans la Saintonge. — Il passe à Bordeaux. — Il visite Condate, Bazas, Langon, Saint-Émilion, etc. — La Garsende de Béarn et son fils Gaston à Bordeaux. — Grande fête. — Comptes. — Impôts onéreux. — Les Gascons se plaignent. — Édouard de Guienne, à la place de Richard. — Guerre. — Insurrection à Bordeaux. — Les Anglais. — Gaillard de Soley. — Arnaud Monadey. — Gaston de Béarn. — Il obtient sa liberté. — Fronsac rasé. — Règlements pour la ville. — Tyrannie de Montfort, comte de Leycester. — Plaintes contre lui. — Le comte écrit contre lui. — Les Pastoureaux à Bordeaux.

Livre III.
—
*Histoire
du
Languedoc,*
tome 3.

Baurein,
*Variétés
bordelaises,*
III, 254.

Dans ce temps (1242), Raymond de Toulouse vint à Bordeaux et fit un traité offensif et défensif avec le roi d'Angleterre. Raymond s'engagea envers lui contre les puissances étrangères, excepté le pape et la sainte Église. Le comte de Maine, dont il se vantait d'être le fils docile et obéissant, et les seigneurs bordelais souscrivirent le même traité avec lui. Le comte qui n'était pas fâché d'attirer sous son étendard les barons de la Gascogne, les Landes, de l'Armagnac, de Comminges et du Béarn, fit l'exception du Pape, ils en firent une autre en faveur de l'empereur Frédéric, empereur des Romains, beau-frère d'Henry. Henry, qui craignait que Raymond demeurait à Bordeaux, Henry s'occupait à travailler à le réconcilier avec le vicomte de Fronsac. Les seigneurs de Tontolon et de Blanquefort, alliés du comte de Toulouse, qui faisaient la guerre au vicomte, et s'étaient emparés de la ville qui dépendait du vicomte de Fronsac. Le roi d'Angleterre, trouvant à La Sauve le 22 août 1242, ménagea un accommodement entre Arnaud de Blanquefort et le vicomte de Fronsac. Une trêve fut faite entre eux; elle devait durer jusqu'à la

, 1243 (1). Par reconnaissance, le vicomte de Nîmes, par un traité signé le 4 septembre, au château de Fronsac, à fournir au roi, en cas de besoin, vingt chevaliers (*militēs*) et vingt bourgeois de Fronsac, à la condition, et, en garantie de tout cela, à laisser auprès de son fils aîné, Guillaume Amanieu, qui ne descendra à son père qu'après la conclusion de la paix. Tout ce qu'Henry faisait pour la réconciliation des seigneurs du pays avait un but politique; il voulait attirer, acquiescer des droits à leur amitié et à leur confiance, et faciliter ainsi l'exécution de son projet. Sa politique était que son fils, Édouard, fut investi du duché de Guienne au préjudice de Richard, qui l'avait depuis 1225. Il ne négligea rien dans le sens d'Aliénor, et ne négligea rien pour empêcher les seigneurs contre Richard, et pour leur offrir une coopération active, au moins le passif de la paix et de la neutralité.

Dans ces desseins qu'il alla visiter Bazas, Saint-Émilion, La Réole : partout il flattait les seigneurs, parlait les esprits relativement à son projet de donner Richard du duché de Guienne en faveur de son fils. Il n'eut guère de résistance chez les uns, et rencontra chez les autres une louable répugnance à violer leur serment envers Richard. Pour les mettre à leur aise, et calmer leurs inquiétudes, il annula les lettres d'investiture données à son père, et s'engagea à payer aux complaisants barons 30,000 livres, en compensation de leur adhésion à son plan.

Livre III.
Chap. 7.

1243.

De Marca,
liv. VII, ch. 5.

Math. Paris,
tome 5.

...do de Blancfort salutem. Sciatis quod treugam cœpimus inter vos et nos de Fronsac, usque ad festum Santi-Andree, etc., etc., 27, infra. Et tam ex parte vestra et vestrorum, quam ex parte dicti comitis et eius in pace remanere debent, quod nec vos ipsum aut suos, nec ipse vos invicem gravatis; et ideo vobis mandamus, quod in fide quâ nobis et vice-comitem et vice-comitissam matrem suam in pace dimittetis, et non aut injuriam ei aut militibus de Burgo inferentes aut inferri permit-
(Acta, etc., t. 1).

Livre III.
Chap. 7.

Rapin
de Toyras,
etc., etc.

Honteux de ses revers dans la Saintonge, Henry n'o
s'en retourner en Angleterre; peut-être diffèrait-il son r
comme le dit D. Devienne, afin de se faire désirer dava
et dans l'espérance que le temps effacerait le souvenir d
front fait à la vanité nationale. Quel que fût son mo
passa l'hiver à Bordeaux, dans une succession continu
plaisirs et de fêtes. Sa cour était belle et nombreuse
voyait accourir tous les seigneurs du pays, les troubad
les chevaliers, tous ceux dont la galanterie, la bravou
chants et l'humeur joyeuse rappelaient les beaux jours
nore de Guienne. Henry s'abandonna à une vie molle
luptueuse; il s'oublia comme prince, et se plongea dans
les honteuses faiblesses d'un homme vicieux et corrom
couronne, ses peuples, son honneur et sa famille, n'
rien à ses yeux; les charmes de la belle comtesse de
qui vint le voir avec son fils, Gaston, avaient fasciné s
prit et enchaîné son cœur : sa raison n'était plus à lu
vile passion parlait seule et le faisait agir : ses fêtes épu
ses finances, et, selon un ancien chroniqueur, *il ne*
que consumer des trésors inestimables en festins et en b
ces. Garsende, comtesse de Béarn, et son fils, Gast
amenèrent soixante chevaliers gascons; il lui offri
service, moyennant 13 liv. sterlings par jour et l'entre
la *grosse* comtesse à la cour, ce qui n'était pas peu de ch
Les Béarnais affectaient beaucoup de dévotement pour
mais ils en avaient un autre beaucoup plus profond p
écus. Pour avoir l'air de faire quelque chose pour leur
ils allèrent attaquer quelques châteaux des environs
autres celui de Veyrlnes, à Mérignac, où Jean Mansel
taire et conseiller du roi, eut la jambe fracassée par un
lancée du haut des murailles. Ils épuisèrent les coffres

(1) *Mulier singulariter monstrosa et præ grassitudine prodigiosa*, d
Paris.

queurs anglais vont jusqu'à dire que c'était avec l'anglais que la comtesse fit bâtir, à son retour, le château d'Orthès, qui était la résidence de ses enfants. Au lieu de son comté contre les entreprises des Anglo-Normands, quoiqu'il en soit, Henry dépensa des sommes immenses : les habitants étaient contents, les fêtes se faisaient dans leurs murs beaucoup d'étrangers et d'argent; le commerce et l'industrie, tous les états y gagnaient; mais l'opinion n'était pas moins choquée de ces excès ridicules, et se manifestait par des satires et écrits violents qui parvenaient jusque même dans son palais. L'archevêque de Cantorbéry, d'Angleterre, lui avait envoyé de l'argent, pour acheter du linge, tout ce, en un mot, dont il aurait pu avoir besoin l'hiver; il profita de l'occasion pour lui représenter que, malheureusement qu'il importait beaucoup au bonheur du royaume qu'il revînt à Londres; plusieurs seigneurs, et surtout le cardinal, lui parlèrent des inconvénients qui résultaient de son séjour à Bordeaux; mais le roi, dominé fatalement par sa vanité et sa passion, et endormi par la flatterie au sein de sa cour, ne se fâcha contre les uns et les autres, et leur ôta le courage de lui faire de nouvelles remontrances; il alla de ville en ville, et s'efforça de s'étourdir dans ses folies, et de se livrer à sa paresse et ses frivolités dans toutes les villes du royaume. Le roi s'amusait, disait-on; mais si les Gascons et les Anglais en pleuraient de chagrin; peu respecté par le peuple, il tomba enfin dans le mépris public. Le régent, au bout de quelque temps, que le trésor était vide; et qu'il était impossible à l'avenir de pourvoir à ses dépenses. Alors, l'aveugle monarque s'avisa de pressurer les sujets; mais ils se plainquirent vite de la prodigalité du roi, et des impôts onéreux dont ils étaient surchargés. Enfin les embarras de sa position, et se décida à renoncer aux plaisirs de Bordeaux. Avant de partir, il révoqua son projet contre Richard, dont l'affabilité et

Livre III.
Chap. 7.

Math. Paris,
Sur l'an
1242-1245,
p. 405-405.

les excellentes qualités avaient gagné tous les cœurs prévoyait bien des difficultés, mais la reine Aliénor et Henry se décida à agir. Richard refusa de se soumettre aux injustes exigences de la cour; le roi chargea quelques complaisants seigneurs de l'arrêter, mais il leur résistait de pousser leur complaisance jusqu'à violer leur serment de fidélité au duc. Henry lui ordonna, dans le pays de l'Ombrière, de renoncer à son duché; Richard ne voulut point lui reconnaître le droit de l'en dépouiller; craignant le danger dont il était menacé, il s'échappa et alla se cacher dans le monastère de Sainte-Croix; le lendemain, à bord d'un bâtiment, pour fuir la terre.

Henry apprit avec douleur le départ de son frère; il doutait qu'il allait soulever les Anglais et lui créer de grands embarras. Il convoqua les notables du pays, porta ses plaintes contre le prince fugitif, le déclara déchu de ses droits sur la Guienne, qu'il conféra à son propre fils, Édouard. Il promulgua les lettres-patentes qui avaient, en 1225, institué le duc de Guienne. Son discours fut écouté avec une froideur indifférence. A Bordeaux, on tenait beaucoup à Richard; la persécution le rendait plus intéressant, et l'on s'effrayait d'avoir un roi dépensier et un duc encore enfant. Un discours pathétique ne suffisait pas aux Gascons. Henry vit qu'il fallait écus valaient mieux que des raisons, et promit à ces barons de Guienne 30,000 marcs d'argent en récompense de leur serment de fidélité à Édouard. Cet argument fut agréablement aux oreilles des Gascons; ils acceptèrent la proposition, et stipulèrent dans une Charte que leur serment cesserait d'être obligatoire s'il n'accomplissait ses promesses envers eux. Henry promit tout ce qu'on voulut, et chercha ainsi amuser les Gascons. Ils étaient plus fins que lui; ils ne lui donnaient que du parchemin, ils en devaient avoir de beaux deniers comptants.

voile pour l'Angleterre, et y arriva sur la fin de l'année. Il ne s'occupa guère des 30,000 marcs qu'il avait exigés, mais les Gascons ne lui laissèrent pas le temps de s'en occuper. Il avait, en 1247, commis à la garde de la Gascogne un gentilhomme normand, Guillaume de Buèles; nous ne savons pas au juste le sujet de mécontentement que ce seigneur fournit aux seigneurs et peuple gascons; mais il est certain qu'il y eut des insurrections partielles dans plusieurs contrées, et que la Gascogne ne demandait pas à être secourue de Bordeaux. « Ne voyez-vous pas, dit-il à Richard, que ce peu de terre qui me reste au sud-ouest est exposé à un manifeste danger de perte, la Gascogne se trouvant défendue par le seul comte de Bordeaux, il me faut employer des sommes énormes à la conservation de cette ville? » Les barons du Périgord se soulevèrent contre l'administration de Guillaume de Buèles; la Gascogne imita cet exemple, et Gaston se mit à la tête des mécontents. C'était payer les fêtes qu'Henry avait données à sa mère, à la fin de l'année. Cette nouvelle contrista fort le cœur du roi; il ne put que se résigner à la régence de Guienne, pendant la minorité de son fils. Jean de Montfort, plus connu dans l'histoire du pays sous le nom de comte de Leycester (1). Bon soldat, bon cavalier, peu gracieux ou plutôt dur, Simon soumit la Gascogne et traita les habitants comme un peuple conquis. Il n'était pas le seul coupable; il y en avait à Bordeaux, à Bordeaux même, Aud Monadey et Gaillard de Soley, de Bordeaux, qui, par leurs exactions de Leycester, se mirent à la tête du mouvement. Une lutte eut lieu entre leurs partisans et ceux de Gaston; un chevalier et un enseigne anglais ayant été

rt était fils du célèbre Montfort, qui maltraita tant les Albigeois. Angleterre, il séduisit la comtesse de Pembroke, sœur du roi ; mais l'permission de l'épouser, le roi lui donna le comté de Leycester, etc.

Livre III.

Chap. 7.

1247.

Livre III.
Chap. 7.

tués, les insurgés furent obligés d'évacuer la place, tirèrent au château de Fronsac.

1249.
Baurein,
*Recherches
sur l'ancienne
Maison
de Soley, etc.*

Leycester pénétra dans leurs terres et les ravagea tout. Impitoyable et tyrannique comme son père, il fit sentir aux Gascons toute la colère du roi et la sienne. Il pendre quelques barons, en expulsa plusieurs autres de leurs propriétés, démolit leurs châteaux et répara tout la terreur et la désolation. N'ayant rien à espérer de Montfort, Soley et Monadey se rendirent auprès de lui pour lui exposer les insupportables exactions de son père, et se justifier eux-mêmes. Mais le fier monarque ne venait de rançonner les prélats anglais, ne voulut pas céder à ces deux Bordelais; il les fit arrêter et conduire dans la Haute-Cour de Gascogne, séante à Bordeaux. Toute la guerre se passa dans des insurrections, des conspirations, des combats : les rues de Bordeaux étaient souvent ensanglantées et dans une de ces déplorables échauffourées, les Gascons perdirent deux de leurs meilleurs concitoyens, Gaston père et fils, hommes très-distingués et vivement regrettés. La haine du roi et de Leycester animait la Haute-Cour de Gascogne; elle fit confisquer les terres de Soley et de Monadey, défendit à eux-mêmes de pénétrer en ville, sous peine de dernier supplice, et décréta des mesures sévères contre les partisans. Leycester se dirigea vers le Béarn. Gaston voyant abandonné des uns, trahi par d'autres, au milieu de dangers imminents, se vit contraint d'accepter une trêve qui ne fut pas longue; elle devait finir en 1250. Alors, la guerre se ralluma plus que jamais dans nos contrées; Gaston fut tué par une lâche trahison, au pouvoir de Leycester, qui le laissa pieds et mains liés, en Angleterre. Adroit et spirituel, il intéressa en sa faveur la reine Aliénor, en se faisant le défenseur de son parent, par suite de son alliance avec la Maison de Provence, d'où elle était sortie; il obtint par elle sa liberté et la remise de tous ses châteaux, à l'exception de

1250.

Math. Paris,
tome 8.

—
Marca,
tome 8.

Grammont et de Fronsac; ce dernier fut bientôt après démantelé, comme nous le verrons plus bas, par ordre de Montfort. Peu satisfait, le comte promena partout son odieuse tyrannie, et avec elle le pillage et la terreur : les châteaux tombaient à son ordre, les riches étaient rançonnés avec une scandaleuse impunité; le seul acte louable que l'histoire attache à sa mémoire, fut l'incarcération de l'impitoyable seigneur de Grammont, dangereux routier, misérable pillard des marchands, des pèlerins et des voyageurs qui passaient près de son château. Le vicomte de Fronsac s'était attiré la colère de Leycester par son alliance avec Gaston; ses hommes d'armes ne négligèrent pas une seule occasion de harceler les Anglais, et même, dans les rues de Bordeaux, ils massacrèrent le portenseigne de Montfort. Le château de Fronsac était imprenable; tous les mécontents s'y réfugiaient : Leycester jura d'en renverser les remparts; il exécuta son serment.

Bordeaux se ressentait un peu des agitations du dehors; deux partis s'y formaient : les mécontents et les anglophiles; les amis de ceux que Montfort avait bannis, et les serviles partisans de cet odieux proconsul. Leycester rentra à Bordeaux vers la fin de l'an; et désireux de se concilier l'affection des habitants, qu'il s'était aliénée, il publia l'ordonnance suivante, qui dépeint l'état des choses et des esprits dans notre cité à cette époque :

« Ceci est la paix établie par le conseil d'hommes bons et
» sages, entre des citoyens de Bordeaux, qui ont été bannis
» de la ville par ordre du sire de Montfort, et d'autres ci-
» toyens qui sont restés fidèles à la cause du roi d'Angleterre.
» Il est ordonné que toutes les plaintes et procès auxquels
» ont donné lieu les désordres des habitants, soient complète-
» tement oubliés; que toutes poursuites contrairement à la
» paix, qui ont été dirigées par le gouvernement ou ses offi-
» ciers, par le maire et les jurats de Bordeaux, à partir de
» la fête de l'Épiphanie, soient à jamais éteintes.

» Il est interdit d'exécuter les conventions et de
» serments qui sont contraires au règlement présent.

» Pour que la réconciliation entre les citoyens soit
» et complète, il a été dit par les prud'hommes, que t
» qui ont quitté la ville par ordre du comte de M
» s'obligeront par serment à conserver la paix et à
» leur innocence ; ils jureront sur l'autel et les saint
» giles de Dieu, en présence de Jésus-Christ, qu'ils n'
» conseillé ni comploté la mort du vieux Gondomer et d

» Les proscrits peuvent revenir librement en ville
» en fournissant de bonnes cautions, les autres en
» des otages. Cependant, un certain nombre d'entre
» teront hors des murs, dans une localité désignée,
» dant un délai qui sera fixé par le gouverneur.

» Il est arrêté, pour l'avenir, que celui qui lèvera
» dard de la révolte, avec des hommes armés, dan
» de Bordeaux, contre le roi ou son lieutenant, c
» maire et les jurats, sera banni de la ville et des
» roi d'Angleterre, jusqu'à ce qu'il ait obtenu son pa
» jurats, du roi ou de son lieutenant.

» Il est défendu à tout citoyen de tenir des réun
» le but de troubler la paix publique ; et si une r
» lieu, ceux qui y auront pris part devront jurer
» saints Évangiles qu'ils n'ont eu aucune intention h
» bien ils seront immédiatement bannis de Bordeaux.

» Et, comme abondance de précautions ne nuit
» été ordonné, par le conseil de la commune, que de
» hommes, bordelais ou non bordelais, connus et cl
» le gouverneur, mais nommés par le maire, jur
» l'autel de Dieu, en présence du corps du Christ, c
» au maintien de la paix, au péril de leur vie.

» De plus, toute la commune de Bordeaux jurera
» année, sur les saints Évangiles, d'observer fidèle
» les articles de la paix qui vient d'être conclue,

» der le maire et les jurats à poursuivre les perturbateurs.

» Tout citoyen devra jurer que, quel que soit le lien de parenté ou d'amitié qui l'attache aux perturbateurs, il ne les aidera ni des bras, ni du conseil ; qu'il s'efforcera, au contraire, de paralyser leurs intentions, et qu'il s'opposera particulièrement aux projets de Gaillard de Solers (ou Soley) et de ses complices, dont les biens ont été saisis et qui ont troublé la paix en véritables enfants de la discorde.

» Et comme il n'y a rien de stable dans les choses humaines, et que la volonté des hommes change souvent, le comte de Montfort reste libre de modifier à son gré la présente convention, si besoin est, en respectant toutefois les privilèges et les libertés du maire, des jurats et de la commune de Bordeaux.

» Toutes ces choses ont été faites et réglées par le sire de Montfort, auquel la commune a donné plein et entier pouvoir, et justice haute et basse ; le maire et les jurats ont adhéré à ce règlement pour l'utilité et le bien de la république.

» Ont signé le présent traité : l'archevêque de Bordeaux, l'archevêque d'Auch, plusieurs barons de Gascogne et ceux de la commune de Bordeaux, qui ont été appelés.

» Fait à Bordeaux, le premier dimanche de l'Avent, l'an 1250. »

Cette singulière ordonnance dépeint à merveille l'état moral de notre ville et la tyrannie de Leycester, qui se réservait le droit de changer des dispositions convenues, par la raison que rien n'est stable dans ce bas monde ! Rien n'est plus déraisonnable, en pareil cas, que la raison du plus fort ; et rien n'est moins justifiable aux yeux de la postérité, que l'état de servilisme où était réduite la république de Bordeaux, et l'obséquiosité avilissante d'un maire et d'un conseil, qui donnèrent leur adhésion à ces actes d'une impolitique et dégradante intolérance. Pourquoi exclure de cette trompeuse amnistie Gaillard de Soley, le vrai patriote bordelais ? Pour-

quoi ne pas rendre à cet homme si populaire ses biens, sa maison ? Pourquoi cette cruelle persécution des amis de la patrie, et cette odieuse inquisition qui scrutait les consciences et fouillait dans l'intention ?

L'épée était suspendue sur toutes les têtes : les Gascons résistèrent et cédèrent à la force ; mais la trahison de Gondomar, la tyrannie de Leicester, l'abjection du peuple, le sort de la patrie, l'expulsion des amis de la patrie, toutes ces raisons, mille autres, faisaient bouillonner le sang dans toutes les veines et soupirer après l'indépendance de la patrie. Les Gascons se liguent de nouveau, ennuyés de leur joug, et résolus à tout prix, se défaire de leur tyran : tout le monde se rappelle ; et pour l'obtenir et pour éviter le malheur, sort des Gondomar et des Soley, ils ne craignent pas de s'exposer aux déplorables conséquences de la guerre. Ne sachant que faire pour se soulager de la misère qui les oppressait, les Bordelais recourent à leur archevêque. Ils supplient d'interpréter auprès du roi leurs longues supplications et les cruelles exactions de son lieutenant en Gascogne. Le prélat comprit le danger auquel il s'exposait en prenant leur écho ; mais il le regarda comme un devoir, et envoya au roi une lettre, où l'on remarque les passages suivants : « Les injustices, les outrages, les tyrannies du comte de Leicester et de ses baillis ne se peuvent rapporter à la Sublimité sans amertume de cœur.... Parmi les peines des religieux, les pauvres et les orphelins, les uns sont à mort, les autres frappés de verges ou retenus dans les prisons ; d'autres, par la saisie de leurs personnes ou de leurs biens, sont forcés de se racheter à prix d'argent ; d'autres trouveraient à peine une paroisse dans Bordeaux où ils pourraient cesser, où il restât encore le tiers des habitants, le reste est mort de faim et de misère, ou ayant été forcé de se retirer sur le sol étranger. »

L'archevêque était aimé et respecté du peuple ; il

digne, ne fût-ce que par sa noble défense des pauvres et des opprimés.

Livre III.
Chap. 7.

Pendant ces plaintes, ces désordres et ces gémisséments du peuple, une bande de Pastoureaux (4) se présente pour piller Bordeaux. Simon de Montfort leur fit fermer les portes, et les menaça, s'ils ne se retiraient pas, de les faire passer tous au fil de l'épée. Ils se dispersèrent après les plus cruels traitements; et leur chef, croyant ne pouvoir voyager avec sécurité au milieu d'un peuple ameuté contre eux, s'embarqua pour quitter le pays; mais reconnu par les marins, il fut précipité, pieds et poings liés, dans la Garonne.

(4) Une secte fanatique, formée par un nommé Jacob, moine apostat de Hongrie. Se disant inspiré, en 1250, il se crut appelé à réunir les paysans, les bergers et les laboureurs, pour aller délivrer saint Louis, prisonnier des Sarrasins. Ils se mirent à piller, à tuer, et attirèrent sur leurs têtes la colère des princes et des magistrats. Jacob fut tué; il fallut les exterminer tous. (*Hist. de l'Église gallicane*, tom. 11).

CHAPITRE VIII.

Henry ne veut pas rappeler Leycester. — Siège du château de La Réport des commissaires royaux sur l'état de la Guienne. — Leycester Médoc. — Il prend Castillon. — L'archevêque et quelques seigneurs demandent le rappel de Leycester. — Il est rappelé. — Sa discussion avec le roi. — Il s'en retourne en Guienne. — Des combats. — Les Gascons font alliance avec le roi de Castille. — Henry se prépare à se rendre en Gascogne. — Il prend plusieurs mesures pour pacifier le pays.

Livre III.

—
1251.

Henry reçut les plaintes des Bordelais ; mais, tout en voulant les satisfaire, il connut trop le dévouement de la Guienne pour le sacrifier si facilement. La Guienne était soulevée, l'insurrection se propageait avec la rapidité de l'éclair. Leycester, se voyant l'objet de ces tumultueuses déclamations, et accablé de l'excécration générale, s'enfuit en France ; il croyait calmer l'effervescence populaire par sa présence, il ne fit que l'augmenter en lui cédant. Le roi ne pouvait ménager les Bordelais ; il en avait besoin. La ville lui versait tous les ans 4000 marcs d'argent. Son intérêt l'obligeait à ne pas l'indisposer contre lui ; mais un instinct plus grand que la gratitude le forcèrent à couvrir les fautes de Leycester, en faisant temporiser et avoir l'air de satisfaire à ces plaintes. Il cita les plaignants à sa cour, et chargea Henry de Walsingham, son chapelain, et le grand-maître des Templiers, en France, de leur en transmettre l'ordre, avec des sauf-conduits pour le voyage, et de lui faire un rapport détaillé sur l'état de la Guienne. Ce rapport est très-curieux ; nous croyons devoir en citer quelques passages, qui se rapportent à l'histoire de nos contrées ; ils ne sont pas sans importance pour l'histoire du pays. D'après ce document, il paraît que l'

tants de La Réole s'étaient prononcés contre Leycester , et assiégeaient le château, qui tenait toujours pour le roi d'Angleterre. Guillaume de Pigorel, lieutenant de Leycester, avait réuni une petite armée à Gironde, pour réduire la ville et secourir le château. Les deux commissaires arrivent à Bourg; et après avoir constaté l'état du pays, transmettent au roi les détails nécessaires en ces termes :

« Quant à nous, nous passâmes de Bourg à Bordeaux, et nous nous rendîmes auprès de l'archevêque, à qui nous fîmes remise de vos lettres, qu'il reçut avec beaucoup de respect, promettant d'obéir, autant qu'il le pourrait, à tous vos ordres. Il ajouta même qu'il nous accompagnerait à l'armée, pour y prendre conseil avec les autres magnats de cette terre qui s'y trouvaient, et auxquels s'adressaient vos dépêches. Mais en même temps, il nous exposa la triste situation du pays, ainsi que la cause de cette guerre, sans nous laisser ignorer qu'il était demeuré vingt-un jours dans La Réole, à travailler à la paix, ou, du moins, pour tâcher de conclure une trêve entre les deux partis. D'après lui, deux trêves auraient été successivement rompues de part et d'autre, presque aussitôt que signées. »

Les deux commissaires se rendirent de Bordeaux à l'armée, qui se trouvait à Gironde. Ayant exposé de nouveau leur mission : « Un conseil, disent-ils, fut tenu entre les prélats, les barons et les maires des villes, réunis à votre frère (Geffroy de Lusignan, frère utérin d'Henry), à l'archevêque, à l'évêque de Bazas, à Pierre Cailhau; ils se décidèrent à se présenter dans La Réole, et à communiquer vos lettres à cette commune.

» Étant, en effet, entrés dans cette ville, nous y trouvâmes le seigneur Gaston de Béarn, avec plus de cent hommes d'armes, une grande partie des seigneurs d'Agenais, et les maires du Bazadais à la tête de leurs milices; une grande partie des gens de Sainte-Bazaille, et bon nombre

Livre III.
Chap. 8.

» d'autres, qui battaient, de nuit comme de jour, le
» teau et ceux qui s'y trouvaient, à l'aide de deux
» d'autres engins. Nous leur remîmes vos lettres, en
» de l'archevêque et de l'évêque; c'étaient le seigneur
» le prieur du Mas, le maire de Bazas et le corps
» de La Réole. Nous leur reprochâmes, de plus
» adressant principalement au seigneur Gaston, de
» s'étaient introduits dans votre ville, pour assiéger
» teau.

» Mais après avoir reçu convenablement vos lettres,
» pondirent, comme l'avaient fait les autres, qu'ils
» avaient ni n'osaient partir pour l'Angleterre tant
» aurait ni paix ni trêve; et quant au fait de La Réole,
» d'une commune voix qu'ils s'excusèrent, en priant
» l'archevêque et évêque, disant qu'ils n'avaient au
» intention d'empiéter sur votre pouvoir, assignant, pour
» à leur agression, la grande discorde qui s'était élevée
» La Réole entre deux partis, dont l'un, du consentement
» votre connétable, s'était emparé du château, et, de l'autre
» teau, avait tiré sur l'autre parti resté dans la ville.
» avait forcé ces derniers à se défendre. Ils ajoutaient
» sénéchal, qui aurait dû rendre justice à chacun, de
» venue en ces lieux, loin de retirer du château ceux qui
» étaient logés, les favorisait, au contraire, dans leur
» prise. Cette injure, d'après Gaston, et d'autres de la ville,
» portés tant à lui qu'aux autres magnats de Gascogne,
» affirme vous avoir dénoncés, avec prière, par divers
» tres, de leur en faire raison, les avaient décidés à
» pour leur défense, et nullement pour attenter à votre
» Ces excuses nous parurent faibles et insuffisantes.

L'archevêque, l'évêque de Bazas, ainsi que les autres
présents à cette entrevue, insistèrent sur les périls et les
dommages qui menaçaient les droits du prince au sein de
l'état des choses durait longtemps; ils conseillèrent un

ou plutôt une paix solide, qui permît aux plaignants de se rendre avec sûreté auprès du roi. Une trêve eut lieu, en effet, jusqu'à la Saint-Jean, et fut prorogée ensuite jusqu'à l'Assomption de la Vierge.

Sur ces entrefaites, Leycester était revenu en Guienne. Henry, qui ne se doutait pas de l'étendue du mal, lui avait donné 3,000 marcs d'argent, avec plein pouvoir de châtier les tracassiers Gascons; il débarqua en Médoc, prit le fort de Castillon, asile ordinaire de tous les mécontents. Son armée se composait de troupes fournies par le roi de Navarre et par le comte de Bigorre, de quelques corps français, qu'il enrôla lui-même, plus, deux cents arbalétriers, tous bien décidés à combattre les Gascons. On conspira contre sa vie : dans les rues comme dans les combats, il courut les plus grands risques ; enfin, l'archevêque de Bordeaux et quelques autres seigneurs du pays, furent chargés de porter les plaintes des Gascons au roi, et de demander le rappel de l'impitoyable Montfort, qu'on accusait de concussion, d'inhumanité, de crimes de toutes sortes. Ces députés, munis de pleins pouvoirs, insistèrent pour que le comte de Leycester fût présent à la cour quand ils feraient l'exposé de l'état du pays; et ils supplièrent le roi d'ordonner à ses sénéchaux et baillis de protéger leurs terres, châteaux et revenus pendant leur absence. Tout étant convenu et réglé, l'archevêque et les députés de La Réole et de quelques autres villes s'embarquèrent, vers la Pentecôte, pour l'Angleterre, où Leycester se rendit aussi, par les ordres d'Henry, pour se justifier. Les députés demandèrent le redressement des griefs des habitants, le rappel de Montfort ainsi que la cessation de ses intolérables exactions et de ses cruautés; et dans le cas que ces méfaits du comte restassent impunis et qu'on fermât les oreilles aux justes réclamations de la Guienne, ils déclarèrent que la province en appellerait au roi de France, et se donnerait un autre maître. Tout étonné de ces reproches, Henry charge deux commissaires

Livre III.
Chap. 8.

1251.

Math. Paris,
ibid.

1252.

Livre III.
Chap. 8.

spéciaux d'éclaircir les faits sur les lieux, et cite Montfort à comparaître devant la Cour des Pairs, pour rendre compte de sa conduite. Montfort se dispose à se rendre à Londres; mais avant de paraître à la Cour, il gagna cause les deux commissaires, Nicolas de Molis et Valence, qui disculpent le comte et mettent tous les Gascons à la charge des Gascons. Le comte lui-même arrive et accusé il devient accusateur. L'assemblée était nombreuse. Les députés répétèrent les charges qu'ils avaient déjà faites au roi contre le comte, qui, ayant déjà mis dans sa cause plusieurs pairs, accabla les Gascons de reproches, et le roi d'ingratitude à son égard, et demanda de fortes réparations pour les dépenses qu'il avait faites dans la Gascogne, dépenses tellement fortes, qu'elles avaient épuisés ses revenus personnels et l'avaient forcé de mettre son comté de Leicester, et, tout cela, pour se voir accusé de vrais coupables et pour être payé d'ingratitude par le roi, qui, seul, avait profité de ses peines et de ses

Le roi lui répondit avec vivacité qu'il ne lui devait rien que sa conduite antérieure, son manque de foi, ses trahisons en Guienne, le dispensaient d'agir loyalement à son égard. Montfort, sensible et vif, ne sut pas se contenir; il s'éleva sur le même ton, que *le roi en avait menti, et que, sans réparation de sa dignité royale, il lui ferait avouer qu'à cette heure, il avait proféré cette parole.* Puis il l'apostropha avec force, et lui demanda avec énergie *s'il était chrétien et s'il avait jamais confessé.* Tout interdit, tout déconcerté, le roi répondit affirmativement. *Mais,* reprit Montfort, *que sont les réparations sans pénitence et sans réparation? — Je me suis repenti et je me repens encore,* répliqua le roi; *mais c'est ce que j'ai reçu en Angleterre, et de t'avoir donné des terres et des seigneuries dont tu te prévaux contre moi et contre mon service.* Le roi disposait à le faire arrêter; mais les pairs s'interposèrent entre les deux beaux-frères. Le roi comprenait bien les

Math. Paris,
ibid.

Montfort; mais, aussi, il était persuadé que lui seul saurait mettre à la raison ces turbulents Gascons. « Retournez donc en Gascogne, dit le roi, pour s'en débarrasser, puisque vous aimez tant la guerre et les troubles; il y a apparence que vous n'en manquerez pas tant que vous y séjournerez. Je vous permets d'y mener les troupes qui voudront vous suivre, pour réduire ceux que vous prétendez être des rebelles; mais n'attendez de moi aucun secours. — J'accepte ces conditions, répliqua Simon; je vais retourner en Gascogne, et je n'en reviendrai qu'après avoir réduit cette nation ingrate et insoumise. »

Il partit, en effet, avec des projets de vengeance : la Guienne n'était plus pour lui qu'une contrée rebelle, qu'il fallait châtier et réduire à tout prix. Mais l'incident le plus étonnant de ce déplorable drame, c'est qu'un roi charge un homme féroce, qu'il déteste, d'exterminer des sujets dont il désirait cependant conserver l'affection. Il les croyait coupables, mais il connaissait le caractère brutal de Montfort; c'était l'homme du monde le moins fait pour les faire passer de la haine à l'amour. Quel était donc le motif qui put décider Henry à renvoyer Montfort au milieu des Gascons, qui le détestaient? Il voulait tout à la fois se débarrasser d'un être importun et désagréable, l'exposer peut-être à périr parmi les Gascons, qui avaient juré sa perte, et châtier en même temps des sujets inquiets et rebelles. Après le départ de Leycester, il traita avec beaucoup de bienveillance les députés bordelais. Voulant les rendre favorables à son fils Édouard, il les recevait avec bonté, parlait avec intérêt de ses chers enfants de Guienne, et leur donnait des festins, où ils buvaient tous ensemble, Gascons et Anglais, à l'extermination de Leycester, de ce même homme qu'il avait envoyé pour exterminer ses sujets en Gascogne !

Leycester arriva en Guienne; la consternation était générale. Les Bordelais avaient déjà su que la démarche des dé-

Livre III.
Chap. 8.

Marca,
chap. 3.

1253.

Math. Paris,
tome 7.

putés était infructueuse, et qu'il n'y avait pour eux aucun moyen de salut que de se dégager entièrement de toute dépendance envers un monarque qui méprisait leurs plaintes et foulait aux pieds leurs libertés et en faisant moissonner la population par un tyran subalterne. Ils se préparèrent à résister à leurs seigneurs, et rassemblèrent leurs troupes sous les ordres des seigneurs de Montfort, de Castillon et de Puynormand, et marchèrent à l'encontre des Anglais. Quelques combats ont lieu à l'avantage des Français ; mais par des délais : ils tombent à l'improviste sur un corps posté en embuscade ; ils en tuent par centaines et font un grand nombre de prisonniers. Au fort de la mêlée, Leicester est entouré par les Gascons et renversé par terre ; un de ses soldats, déterminé à sauver la vie, rallie ses compagnons, et s'écrie avec énergie : « *Dira-t-on un jour que, sans rien faire pour la France, tu périr mon général et mon libérateur !* » Quelques Français suivent ; ils pénètrent à travers une haie de lances, et se réfugient autour du comte un rempart de leurs corps, l'aident à se défendre à cheval et à se soustraire à la mort. Montfort, de son côté, rallie ses troupes et va s'établir dans le vieux château de Montauban, près du port de Cubzac, sur la Dordogne. Les succès enhardissent les Bordelais ; ils s'emparent de Montbazat, de Bazas, de Saint-Émilion et de plusieurs autres châteaux-forts qui tenaient encore pour l'Angleterre ; Montfort est réduit à la dernière extrémité.

Bordeaux avait souffert horriblement de la famine et commença enfin à y respirer ; mais les autres villes étaient encore assiégées par des troupes castillanes que les insurgés avaient empêchées de leur secours : les environs étaient ravagés ; rien n'était échappé à la fureur des factions, que les châteaux et les villages des députés : tous les partis, d'après une convention faite à Bordeaux, avaient promis de les respecter ; ils étaient sous la protection d'un conservateur nommé par Henry. Mais les seigneurs du pays avaient déjà traité avec le roi de France, et ne voulant pas se courber sous le joug de la France.

maient mieux se faire Espagnols que de supporter plus longtemps les exactions de Montfort. Gaston de Béarn, le prieur du Mas, le maire de La Réole et beaucoup d'autres barons du pays étaient animés de ces sentiments. Les Bordelais tenaient un peu à l'Angleterre, dit Mathieu Paris, parce qu'ils y trouvaient un écoulement pour leurs vins ; les Béarnais désiraient appartenir à l'Espagne, et tous s'accordaient sur un point : la nécessité d'expulser les Anglais et de s'affranchir de l'insupportable tyrannie de Montfort.

Toutes ces fâcheuses nouvelles arrivent aux oreilles d'Henry, dans le carême de 1253. Il convoque le ban et l'arrière-ban de sa noblesse, fait annoncer partout l'expédition qu'il entreprend, ordonne, comme dans le temps de la plus grande détresse, *que tout homme possédant quinze livrées (libratas) de terres se fournisse d'armes et d'un cheval*, et rappelle sous les drapeaux tous les marins en état de servir. Il fait dire qu'il ira lui-même avant le mois de février, et ordonne que l'accord fait entre le comte et les Bordelais, pour la conservation de la paix, serait maintenu en vigueur jusqu'à son arrivée, vers la fête de la Chandeleur. Il destitue Leycester, et défend à qui que ce soit de le regarder comme gouverneur de la Guienne, ou de lui prêter aide et obéissance. Leycester, indigné, quitte Bordeaux ; et plutôt que de rentrer en Angleterre, se retire en France, laissant aux Anglais la peine de pacifier un pays en révolte et de sortir des nombreux embarras qu'il avait créés. C'est alors, dit un historien anglais, que se manifesta la perfidie des Gascons ; ceux qui étaient restés fidèles à l'Angleterre, en abandonnèrent les intérêts à la chute de Leycester. La cause anglaise allait faire naufrage ; ils cherchèrent un port assuré ; les Gascons sont les *Parsis* de la France ; ils adorent le soleil qui se lève.

Peu satisfait des moyens matériels qu'il prenait pour la réduction des rebelles, Henry crut devoir faire intervenir le Pape ; c'était l'esprit de l'époque, peut-être un signe de dé-

Livre III.
Chap. 8.

Rymer,
Acta., tom. 1.

Rapin Thoyras,
tome 1^{er}.

M^e de Wolfenb,
apud Delpit,
page 148.

trousse, un aveu d'impuissance, l'acte d'un noyé qui s'agit à tout pour échapper à la mort. Il feint un voyage à la Sainte, et place sous la protection du souverain Pontife les États et sa couronne. Heureux d'apprendre cette ruse, le Pape lui accorde une bulle, le III des Calendes de 1253, en vertu de laquelle une excommunication est prononcée dans toutes les églises de Bordeaux, au son des cloches et les cierges allumés, contre Gaston de Béarn, laume, prieur du Mas; Bernard de Ladie, maire de la ville, les jurats de La Réole et tous leurs partisans. Cette excommunication fut notifiée aux partis par le doyen de Saint-James, mais loin d'y déférer, ils en firent un sujet de moquerie.

Henry croyait avoir disposé tous les esprits à la paix. Il avait fait remettre par Leycester, avec indemnité, à la ville de Blanquefort et à sa femme, Mabile, le château de Blanquefort avec ses dépendances, dont Leycester s'était injustement emparé le 2 septembre 1254. Il avait essayé aussi de rétablir l'harmonie entre deux puissantes Maisons de Bordeaux, divisées depuis quelques années par des haines profondes. Mais le déplorable des dissentiments politiques ; il avait sur ce point délégué Leycester. Toutes ces mesures étaient sages ; mais elles n'étaient pas assez. L'ambition d'Alphonse de Castille et de la Gascogne et fournissait des aliments à ce foyer de discorde et de guerres civiles, dont Gaston et ses complices étaient les trop complaisants instruments. Il paraît cependant que le monarque espagnol avait accepté la souveraineté de la Gascogne : ses troupes occupaient La Réole et plusieurs autres places. D'ailleurs, dans une lettre datée de Tolède, le 10 Calendes de mai 1254, il s'exprime ainsi : « Sachez que nous et le seigneur roi d'Angleterre, a été faite une trêve en position à l'amiable, au sujet des affaires de Gascogne. » ainsi nous vous prions et vous ordonnons d'obéir à ce roi et sans refus à ce dit roi et à son fils, Édouard ; vous n'avez à nant, en outre, de lui remettre sans délai les villes de Gascogne.

» teaux qui lui appartiennent et que vous reteniez, nonob-
» tant tous les ordres contraires que vous pourriez recevoir
» de moi. » Ce langage est bien celui d'un maître : il com-
mande, il ordonne; il n'aurait rien fait, s'il n'était devenu
leur véritable souverain.

Livre III.
Chap. 8.

LIVRE IV.

CHAPITRE PREMIER.

Droits d'Alphonse sur la Gascogne. — Henry arrive à Bordeaux. — Les stratégies dans le Bordelais. — Siège de La Réole et de quelques châteaux. — Montfort revient en Guienne. — Henry à Bordeaux. — Ses dépenses. — Henry à Bordeaux. — Il gouverne avec sagesse. — Il réconcilie les seigneurs. — Il se marie avec la famille Solers ou Soley. — Il part pour Londres. — Conduite d'Henry. — Alphonse de Castille s'irrite contre lui. — Traité avec saint Louis. — Henry se fait restituer les terres cédées à la France après la bataille de Muret. — Motifs de saint Louis dans cette restitution. — Prospérité de Bordeaux. — Élargissement. — Édouard désire avoir le pouvoir de nommer les maires. — Quelques citoyens infidèles à la cause de la liberté le lui accordent. — Révision de nos statuts, etc.

Alphonse avait ressuscité, il est vrai, les anciens droits de sa famille sur la Gascogne. Henry II l'avait cédée comme fief à sa fille, Aliénor, mariée à Alphonse *le Noble*. Cette cession fut reconnue et confirmée par Richard et Jean. Les prétentions d'Alphonse pouvaient donc paraître non seulement справедливые, mais réelles et réalisables; Henry, du moins, le croyait ainsi. Pour écarter les nuages qui assombrissaient l'horizon, il entreprit des négociations à ce sujet avec le roi de Castille : un traité entre les deux princes fut conclu et ratifié en mai 1254. D'après ce traité, le fils aîné d'Henry devait épouser Aliénor, fille d'Alphonse; et c'est alors qu'Alphonse écrivit la lettre suivante. —
venons de lire, aux seigneurs gascons, qui, se voyant protégés par le protecteur qu'ils avaient invoqué, pour de nombreux intérêts domestiques, furent contraints, par cette égoïste politique, de courber encore leurs têtes sous le joug liant et détestable joug des Anglais. Ils y consentirent

1254.

Page 302.

mais en exigeant, toutefois, que le roi anglais réparât les dommages commis depuis son avènement.

Livre IV.
Chap. 1.

Sur ces entrefaites, c'est-à-dire au commencement de ces négociations, Henry, qui s'était embarqué à Portsmouth avec une flotte de trois cents voiles, arriva en rade devant Bordeaux, vers le 15 août 1253. Le traité ayant été conclu avec Alphonse, le jeune Édouard partit pour la Castille et fit célébrer son mariage avec la princesse castillane. Le 20 août de la même année, Henry, dont nous allons suivre les opérations dans le Bordelais, envoya demander à Nicolas de Boville, connétable de Fronsac, deux des trois *engins* qu'il possédait; le 27, il donna ordre à Richard, comte de Norfolk; à Jean, comte de Warenne, et à Jean Grey, sénéchal de Gascogne, d'envoyer à Blaye les bourgeois de Bordeaux qui se tenaient à Rions, et de conserver intact tout ce que Rions possédait. Il ordonna en même temps, le 30 août, de se faire livrer les clés de la ville et du château de Saint-Macaire, et alla lui-même établir son camp à Gironde, le 4 septembre 1253, d'où il écrivit aux maires de Bordeaux et de Bayonne, et à d'autres seigneurs, de faire tout le mal possible, sans acception de choses ni de personnes, à Gaston de Béarn et à ses partisans. Le 8 du même mois, il écrivit de *son camp en dehors de La Réole*, au vice-maire de Bordeaux, Pierre Gondomer, d'arrêter tous les navires et bateaux anglais qui passeraient par Bordeaux, quittant le service du roi, et chargea Jean Grey, son sénéchal, de renforcer la garnison de Rions, pour prévenir les désordres qui menaçaient l'ordre public dans ce pays.

Tout ceci indique les lieux du pays les plus désaffectionnés aux Anglais; c'était Rions, et même La Réole, qui tenait encore, quoique étroitement assiégée. Le 15 septembre, sachant que la révolte gagnait les contrées *entre les deux mers*, Henry manda aux autorités de Bordeaux de rechercher, dans les maisons bourgeoises et ailleurs, deux cents *targes*, tant neuves que vieilles, grandes ou petites, et de les envoyer, le dimanche

Livre IV.
Chap. 1.

Voir notre *Histoire de Bazas*, p. 184.

suivant, à Rions, où il devait réunir ses troupes. Le 17, il mit ses instructions aux habitants de l'*Entre-deux-Mers* : il recommanda à ceux de Landiras d'aider, de secourir, de donner des conseils, Geoffroi Gocelin, qu'il avait envoyé défendre le château, et de faire la guerre aux habitants de La Réole.

Henry laissa ses généraux devant La Réole et se dirigea vers Rions. Arrivé à Saint-Macaire, le 24 septembre, il ordonna au connétable de Bazas de démolir, sans délai, les maisons qui avaient fait construire Bertrand de Ladie, ancien maire de la ville et l'un des coryphées de la révolte. La pierre, les matériaux provenant de cette démolition devaient être employés à la construction de la cathédrale de Bazas, dont le seigneur de Tontolon avait posé la première pierre, en 1212, après avoir fait pour le même travail un don de cinquante sous morlans.

De Saint-Macaire, Henry transporta son camp à Lormont et donna des ordres pour la défense de Meilhan, et de Lormont. Jean de Suwerk et à Hugues de Bradel de retenir la garnison de deniers royaux 30 liv., qu'ils devaient donner à Geoffroi de Trubleville pour la garnison de Bourg. Pendant ce temps, le siège de La Réole se poursuivait avec vigueur : les habitants résistaient avec une opiniâtreté héroïque ; ils avaient converti l'église en forteresse, crénelé leurs murs, et fortifié les côtés faibles de la place. Ils employaient toutes les machines, ou engins de guerre, pour lancer des pierres, des traits longs et pesants contre les assiégés ; ils en faisaient un massacre épouvantable. Mais la famine se fit sentir dans la place : les provisions manquèrent plutôt que la résistance ; la ville se rendit le 29 septembre. La résistance de celle des héros ; la capitulation fut honorable. La faim s'était étendue à toute la Guienne : le roi, prévoyant la critique de son armée et de son peuple, fit venir de grandes quantités de blé d'Angleterre ; il acquit par là des dévotion et reconnaissance générale, mais on ne lui en tint pas compte.

révolte soutenue par Gaston et plusieurs seigneurs du pays gagnait du terrain. Henry, indigné, ravageait leurs terres, démolissait leurs châteaux, faisait arracher leurs vignes, et les traitait si mal qu'ils regrettaient même l'odieuse administration de Leycester. Henry, pressé de retourner en Angleterre, et voyant que la révolte qu'il étouffait sur un point renaissait et se propageait sur plusieurs autres, écrivit le 4 octobre, du camp devant le *Château de Benauges*, repaire habituel des insurgés et des mécontents, au comte de Montfort, et l'invita à venir le rejoindre. Le comte, oublieux du passé, dont il n'attribuait les désagréments qu'à la politique embarrassée d'Henry, enrôla des soldats en France, et vint secourir son beau-frère. L'apparition de Montfort était un coup de foudre pour les Gascons; leur cause semblait perdue, la liberté anéantie; en même temps, le traité avec Alphonse de Castille, dont nous avons parlé, et la lettre de ce prince aux Gascons, qui s'étaient imprudemment fiés à ses promesses, vinrent avertir ces peuples dupés qu'il fallait reprendre leurs chaînes. Ils n'eurent que le triste privilège de dissimuler leur désespoir et de feindre une soumission qui était loin d'être réelle. La paix fut conclue, le château de Bazas capitula le 10 novembre, et La Réole, qui s'était soulevée contre les Anglais, le 15 novembre, se soumit de nouveau, ainsi que les autres villes de la province. Henry promit de réparer les dommages que son armée avait causés.

Henry alla passer les fêtes de Noël à Bazas; c'était le pays des insurrections. Croyant pouvoir regagner le cœur des Gascons, il fit des présents considérables aux grands seigneurs, et ordonna beaucoup d'amusements, de tournois, de fêtes de toutes sortes pour le peuple. Le 23 avril 1254, il écrivit aux maire et jurats de Bordeaux d'aller le voir à Langon dans la quinzaine de Pâques, pour lui rendre leurs hommages. Ces divertissements, dans le Bazadais et à Bordeaux, les frais de sa cour et de la guerre, épuisèrent les finances d'Henry. Ma-

Livre IV.
Chap. 1.

1254.

Marca,
liv. VII.

Math. Paris,
tome 8.

Thoyras,
t. II, liv. VIII.

Livre IV.
Chap. 1.

thieu Pâris porte à 2,700,000 livres sterlings ses dépenses de la campagne de 1253, sans y comprendre les terres, les habits de fête et les bijoux prodigués aux soldats. » il dépensa, dit cet historien, plus d'argent pour la guerre que n'en aurait retiré en l'exposant en vente.

Le prince Édouard, à son retour de Castille, se fit aimer du peuple : la douceur de son caractère, son aversion pour la violence, ses manières affables, ses succès militaires, lui gagnèrent tous les cœurs. Les bourgeois jurèrent de lui être fidèles, de l'aider de leurs biens, de lui rendre les services qui lui étaient dus, de ne donner aucun service ni conseil à ses ennemis, et, en cas d'infidélité, de sentiront à perdre tous leurs meubles et immeubles, de la liberté de leurs personnes. Le joug de l'Angleterre devint moins lourd, moins odieux. Le pays commença à prospérer sous un gouvernement paternel, des bienfaits de son règne. Édouard s'imposa, comme un devoir, de travailler au bien-être, au missement de l'ordre et de la tranquillité. A Bordeaux, la guerre civile avait produit des affections opposées, des passions différentes : deux familles y dictaient les lois, et donnaient aux factions contraires, les *Solériens* et les *Colombiens*, ainsi appelés des *Soley* et des *Colomb*, les chefs de ces deux ennemies. Henry s'était interposé entre eux ; mais il n'avait accorda toute sa confiance à Soley, oublia ses torts, et ne chercha la réconciliation que son père avait commencée entre les deux familles, séparées par une haine profonde depuis l'époque où, sous Montfort, avaient ensanglanté les rues de Bordeaux. Soley, ou Solers, touché de cette confiance du prince, ne voulant plus faire une opposition dorénavant sans succès, but, et, par conséquent, sans excuse, s'engagea à servir par cet écrit solennel, du 17 septembre 1256 : «
» l'ard de Solers, citoyen de Bordeaux, promet
» force, par crainte ou par ruse, mais bien de

1256.

» volonté, de faire tous mes efforts pour que par moi, ou par
» les miens, la mairie de Bordeaux soit mise sous la main du
» prince Édouard ; de telle sorte, qu'il pourra, avec le con-
» sentement de la commune et des jurats, nommer et desti-
» tuer le maire à sa volonté.

» Je promets, en outre, d'aider le duc de Guienne à élever
» une forteresse dans la ville de Bordeaux ; de ne faire ni paix
» ni trêve avec ses ennemis, ni de marier aucun des miens à
» un ennemi du gouvernement royal, sans son consentement.

» Et pour garantie de l'exécution de mes promesses, j'en-
» gage mes biens, meubles et immeubles ; je mets ma per-
» sonne à la disposition d'Édouard, qui pourra me punir
» comme traître. »

Solers signa cette obligation le 27 novembre 1256, et fournit comme caution Géraud, comte d'Armagnac et de Fezensac, qui s'engagea à payer 300 marcs sterlings si Solers venait à violer ses promesses. Rudel de Bergerac, seigneur de Pujols et de Rauzan, s'engagea aussi, comme Géraud, à payer 100 marcs sterlings. Pey de Bordeaux, Garcias de Navaille, chevaliers ; Guillaume Seguin, seigneur de Rions, s'obligerent chacun pour 200 marcs. Guillaume de Fargues, chevalier, et Gaillard de Fargues du diocèse de Bordeaux ; Guittard de Bourg, seigneur de Verteuil ; Arnaud Lambert, fils d'Amanieu Lambert ; Jean Colomb, Bernard Dalhian, Pierre et Ruffat-Lambert, Pierre Brun, tous citoyens de Bordeaux, chacun pour 100 marcs. De son côté, Pierre Cailhau prit l'engagement d'arrêter Solers en cas de trahison, et de le remettre entre les mains d'Édouard ou de se constituer lui-même prisonnier.

On croit, peut-être avec raison, que la politique des rois d'Angleterre n'était pas étrangère à ces dissensions intérieures de notre cité. Les libertés municipales les gênaient dans leurs prétentions absolutistes ; il fallait les anéantir. Un coup d'État gouvernemental n'eût pas suffi ; il convenait d'y arriver par

Livre IV.
Chap. 1.

Liasses de la
Tour
de Londres.

*Notice sur le
M^e de Wolfenb.
par Delpit.
page 67.*

Livre IV.
Chap. 1.

—

NOTE 24

des voies détournées; et pour triompher des Bordelais, nécessaire de les affaiblir en les divisant. On voit l'anglais tantôt, s'appuyant sur les Colomb, qu'ils abandonnèrent bientôt après pour un rien, tantôt recevant de ses promesses de ne jamais s'allier avec les Colomb, et travailler de toutes les manières à faire donner par ses citoyens, au roi d'Angleterre, la nomination du marquis pour régner, voilà en substance la politique des Anglais en Guienne.

Ayant réussi à calmer les esprits, à satisfaire les seigneurs et à rétablir partout les principes d'ordre et les sages règlements d'administration, le jeune prince en novembre 1255, pour Londres, avec des adresses et des moignages de l'attachement des Bordelais. Cet attachement était sincère à son égard; mais il n'était que trop politique à l'égard de son père : la sagesse de l'administration du jeune prince faillit avorter sous la pression des besoins des seigneurs d'Henry. La dernière guerre avait laissé un déficit dans la caisse de l'État; il fallait le combler. Les moyens étaient indifférents; il en prit de fort impolitiques. Les Gascons reprirent le joug; il croyait pouvoir les traiter en rebelles mis par la force, et leur faire subir mille avanies. Les Gascons avaient importé des vins en Angleterre; Henry se saisit sur des prétextes frivoles, et refusa de leur rendre justice ou de leur en payer la valeur. A leur retour, ils plaignirent à Gaston de Béarn, qui en référa, en terminant, au roi de Castille. Ce prince, qui avait fait le traité avec Henry, indigné de sa mauvaise foi et de sa conduite politique, s'écria : *Qu'il était marri d'avoir fait ligue avec un homme d'aussi mauvaise foi que l'était le roi d'Angleterre*. Henry menaça d'envahir la Gascogne. Henry, prévoyant les vains embarras, envoya une ambassade en Espagne pour rassurer les Gascons et conserva la paix.

En quittant la Guienne, Henry traversa la France.

Her, comme en pèlerinage, honorer les reliques de saint Denis; c'était là le prétexte : le vrai motif était plutôt politique que religieux. Les Anglais avaient toujours regretté la perte de certaines parties de la Guienne, depuis la bataille de Millebourg; ils désiraient se les faire rendre, ou les reconquérir; ils n'avaient plus en France que les trois sénéchaussées de Bordeaux, de Bazas et des Landes. Sachant combien répugnait à Louis de commettre une injustice, ou d'en profiter, Henry crut plus prudent de faire un appel à sa conscience timorée que de recourir aux armes, et ne cessa de présenter au pieux monarque combien les Français étaient capables de retenir un territoire qui, depuis Éléonore jusqu'à ce moment, avait appartenu aux Anglais. Louis examina les titres des réclamants; il en résulta des scrupules. Préférant la paix de sa conscience à toute autre considération, et voulant prévenir des guerres interminables, il consentit à constituer à Henry le Périgord, le Limousin, le Quercy, toute Saintonge, la Charente, et par delà, ainsi que l'Agenais (1), qui avait appartenu à la Maison de Toulouse depuis le mariage de Jeanne, sœur de Richard, avec Raymond VI, comte de cette ville. Cette restitution devait se faire sous la condition expresse qu'Henry rendrait hommage au roi de France et renoncerait à ses droits sur la Normandie, le Maine, le Poitou, l'Anjou et la Touraine. Le roi d'Angleterre accepta les conditions; il vint à Paris avec sa femme, ses enfants et ses frères, et signa avec Louis le traité, en novembre 1259; il était content d'avoir enfin détruit ce qu'il appelait la *grande injustice de Philippe-Auguste* (2). Ce traité fut l'objet de dis-

Livre IV.
Chap. 1.

Bouchet,
4^{me} partie.

Guil. de Nangis

1259.

Rymer,
t. 1^{er}, p. 676.

Louvet,
Histoire.

(1) Le roy de France donra al roy de Angleterre la terre que li cuens de Poitiers tient ores en Xanton, outre la rivière de Charente, en fiez et en domaines. (Rymer, *Act. publ.*, t. 1, p. 676.) *Outre la Charente* veut dire tout le territoire qui s'étend depuis la Charente jusqu'à la Gironde.

(2) Voici un autre passage de ce traité; il est assez curieux comme document littéraire :

« Et de ce que li roy de France donra al roy de Angleterre, ou à ses heires en fiez

Livre IV.
Chap. 1.

Tome 2.

cussions très-vives dans le conseil du roi de France avait perdu ses droits sur la Guienne; ses embarras et financiers lui ôtèrent tout espoir de les reconquérir; il fallait pas lui créer de nouveaux droits au détriment de la France. Cependant, convaincu que Louis agissait avec des scrupules de conscience, le conseil ne persista dans son opposition. Le pieux roi écarta cette pensée, et se résolut que son désir de maintenir la paix entre les deux royaumes et entre les deux familles régnantes. « Je sais bien », dit-il à ses conseillers, que je ne dois rien au roi d'Angleterre, mais je le fais pour nourrir et entretenir l'amour et l'union entre mes enfants et ceux d'Henry, lesquels sont mes sœurs et mes sœurs-germaines. » Ces considérations étaient trop faibles pour mériter une réponse; l'intérêt national l'emporta sur les intérêts domestiques; et quoiqu'on représente ce traité comme désavantageux à l'Angleterre, nous n'en persisterons pas moins à le regarder comme tel à la France; il nous enlevait sans raison, sans compensation équivalente, le plus beau fleuron de la couronne de France; il ressuscitait tous les embarras de l'impolitique d'Éléonore, et ouvrait au cœur du pays une route pour ses éternels ennemis du nom français, qui se fourrent par là dans les affaires de France, et qu'on ne peut empêcher de guerpir que par la force. La bataille de Castillon et les maux successifs de nos rois et de la France, étaient dans cet injustifiable traité.

L'affluence des étrangers qu'attirait dans nos murs la brillante cour d'Henry ne contribua pas peu à la prospérité.

« ou en domaines, li roys d'Angleterre et si heires feront hommage à France, et à ses heires roys de France et aussi de Bordeaux et de Bayonne, etc., etc. »

Ce traité, blâmé par quelques écrivains, loué par d'autres, fut approuvé par Philippe III et Édouard I^{er}, le 23 mai 1279, et par Philippe IV le 1286.

ville. On avait commencé à en étendre l'enceinte dans le XII^e siècle; mais ce ne fut qu'en 1251 que tous ces travaux d'agrandissement furent entièrement achevés. De cette époque au XII^e siècle, comme nous l'avons dit plus haut, datent la porte *Toscanam*, improprement appelée *Porte-Basse*; celle des Ayres, à l'entrée des fossés des Tanneurs; celles de Cahernan, de Saint-James, de la rue Bouquière, des Salinières, à l'entrée de la Rousselle; des Portanets, du Pont-Saint-Jean, des Paux, à l'entrée orientale de la rue Saint-Remi. En dehors de cette enceinte furent bâtis les couvents des Jacobins (1230), celui des Cordeliers (1247), des Carmes (1264), et autres édifices religieux, dont nous parlerons dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

Voir la note 19.

Après le départ de son père, Édouard se chargea de l'administration : ses belles qualités, sa prudence, sa douceur envers un peuple opprimé, lui concilièrent l'affection des habitants. On commença à haïr moins les Anglais et même à fraterniser avec eux. Les Solers, les Colomb, tous les grands seigneurs, vivaient dans la paix : les vins avaient retrouvé leurs débouchés, et une prospérité inattendue fit perdre de vue les intérêts de la liberté. Le maire de Bordeaux était l'élu du peuple; le pouvoir qu'avaient les habitants de le choisir et de le nommer semblait toujours aux Anglais une féconde source de désordres à Bordeaux et un contre-poids à l'autorité royale. Le jeune prince désirait avoir la nomination du maire; il intéressa en faveur de son ambition les Solers et plusieurs autres notabilités de la ville et du pays. On finit par décider la communauté, déjà trop lasse de révolutions, à l'accorder à Édouard, qui, jusque-là, n'avait inspiré à la population que des sentiments d'estime, de respect et d'amour; il n'y eut dans l'indifférence générale de l'époque pour tous les droits politiques, que peu ou pas d'opposition.

Ce pas vers l'absolutisme enhardit Édouard; il alla plus loin, et entreprit la révision des statuts de la commune de

Delpit,
Notice, etc.,
66.

Bordeaux. Dans son ordonnance du 22 octobre 1261, elle donne au maire et aux prud'hommes de Bordeaux le droit de nommer le premier magistrat de la ville (1). D'après la réforme des statuts de Bordeaux, après sa nomination, devait se rendre, à Saint-Seurin, comme il avait été réglé depuis le temps de saint Amand, mais bien à Saint-André, et là jurer devant la présence du peuple, sur les saints Évangiles, de veiller à la conservation de tous les droits du roi d'Angleterre.

Dans le dernier volume de la première partie de cet ouvrage, nous donnerons l'historique de l'origine et du développement des libertés municipales à Bordeaux, ainsi que les noms des maires de cette ville jusqu'à nos jours, les attributions de leurs fonctions, l'étendue de leur pouvoir et leur responsabilité.

(1) Il existe une lettre des jurats et prud'hommes de Bordeaux, en date du 19 décembre 1261, qui atteste le même fait: on y voit le servilisme des magistrats qui consentirent à cette usurpation, comme il paraît par cette lettre conservée dans les archives des trésoriers de France, à Bordeaux: « Que tous ceux qui ve-
» tres sachent que les jurats et les prud'hommes de la communauté
» accordent à Édouard, fils aîné du roi d'Angleterre, la nomination d'un
» volonté; et que ledit maire percevra, au nom d'Édouard, tous les rev-
» attachés à la mairie; en sorte que si ces revenus ne peuvent pas four-
» ges attachées à la mairie, il sera fait, par le maire et les jurats, une im-
» y suppléer, et l'excédant de l'imposition appartiendra à Édouard. E-
» de ce, nous lui avons accordé ces lettres, pour être munies du sceau
» Commune.

» A Bordeaux, 19 décembre 1262. » (*M^e de Wolfenbüttel*, cité par la
lection de Brequigny.)

CHAPITRE II.

Édouard convoque une assemblée à Bordeaux pour reconnaître les fiefs d'Aquitaine.

— Il se croise avec saint Louis. — Il part pour la Palestine. — Il en revient. — Il fait hommage à Philippe de France. — L'assemblée de Bordeaux. — Déclaration des Bordelais. — Les alleux. — Les droits du roi à Bordeaux. — Les libertés du peuple. — Déclaration de Bourg, de La Sauve, de Libourne, de Saint-Émilion, de Langon, de Saint-Macaire, de Caudrot, de Bazas. — Désordres à Bazas par l'empiètement du roi sur les droits du peuple.

Nous venons de voir les artifices employés par Édouard pour obtenir le pouvoir de nommer le maire de Bordeaux ; c'était le premier pas vers l'absolutisme royal et l'extinction des libertés des Bordelais. Non content de régner dans la ville de Bordeaux, dont il avait fait réviser les anciens statuts, pour les mettre à l'unisson avec le nouveau droit municipal, il ordonna une reconnaissance générale de tous les droits, de toutes les redevances de la Guienne. Habile administrateur, il voulait tout voir, tout connaître, et faire reconnaître aux barons, aux évêques et aux villes de la province, la plénitude de son droit. Pour y réussir, il convoqua, à son arrivée à Bordeaux, tous les habitants, ceux qui tenaient des fiefs, qui payaient une redevance quelconque, les communautés civiles et religieuses, les nobles, les vilains, les clercs et laïques ; tous, enfin, comparurent devant lui ou ses commissaires. Il avait en vue un objet d'une portée politique ; il voulait grossir son trésor, afin de faire face aux besoins de la guerre sainte à laquelle saint Louis l'avait convié. L'argent manquait ; Louis lui offrit 70 liv. tournois, que le prince s'engageait à rembourser sur les revenus de Bordeaux, à raison de 40 liv. par an.

Édouard alla rejoindre le prince français, qui s'était arrêté

Livre IV.

—
1261.

1270.

Livre IV.
Chap. 3.

1372.

à Vauvert, en Provence, où, en réponse à la pétition des habitants de Libourne, Louis confirma la constitution pale, les franchises et les Coutumes de cette nouvelle et en dispensa les habitants de porter les armes pour le service hors des diocèses de Bordeaux et de Bazas. Mais à l'absence d'Édouard, son père, Henry mourut, et lui fut proclamé roi. Quelques jours avant sa mort, Henry fit dire à Philippe le Hardi, qui avait succédé à son père, de prier de ménager ses sujets de Gascogne, qui se plaignaient que, dans leurs appels au roi de France, on ne leur rendait pas ordinairement la justice qu'ils réclamaient; il lui dit qu'avec la meilleure volonté du monde, il lui était impossible à cause de sa faible santé, d'aller à Paris lui rendre l'hommage qu'il lui devait pour ses terres en Guienne. Le roi pria de trouver bon qu'il lui envoyât quelqu'un qui quittât de ce devoir à sa place, ou qu'il voulût bien s'en aller dans quelque port de mer où il pourrait, sans inconvénient pour sa santé, se rendre lui-même. Il savait bien qu'il n'avait plus à faire au bon roi Louis, mais à un tout autre. Aussi un ton remarquable de soumission, les plus doux et de respect règnent dans sa lettre. « Nous prions, lui dit-il, » seigneurie, et nous lui demandons, avec les plus » stances, de nous laisser jouir en paix et tranquillement » qu'Édouard, notre fils, de tous nos droits, comme » nous avons joui jusqu'à présent; car si notre fils Édouard » compté que vous lui accorderiez ce que je vous dis » je tiens pour certain que je n'eusse pu le déterminer » à accepter l'emploi que je lui confie. » A son retour en Palestine, Édouard alla faire hommage à Philippe pour ses possessions en France; il vint à Bordeaux; et comme les Gascons et les Landes étaient troublés par les menées et les entreprises de Gaston de Béarn, il convoqua, à Saint-Sever, la cour générale de Gascogne, composée des cours particulières de Bordeaux, de Bazas et de Saint-Sever, pour prononcer

la conduite de Gaston et pour faire cesser ses désordres. Arnaud-Seguin d'Estang, Guil. de Saint-Aubin et Arnaud de Marsan, députés de Saint-Sever, Senebrun de Lesparre, Élie de Castillon, Gaillard de Sertor, députés de la cour de Bordeaux, Aner-Sans de Caumont, Guillaume-Raymond de Pins, Arnaud de Marmande, les maires de Dax, de Saint-Macaire et de Saint-Émilien, se rendirent, avec l'abbé de Saint-Sever en tête, auprès de Gaston, à Orthez, et lui firent la sommation voulue selon la législation d'alors. L'assemblée continua ensuite ses délibérations avec sagesse; mais Gaston se voyant pressé et menacé sérieusement par les troupes d'Édouard, fit appel à Philippe. Le légat intervint et décida Gaston à faire tout ce qui pouvait apaiser le monarque anglais, et Philippe rétablit l'harmonie entre le prince et le vicomte d'Orthez. Walsingham prétend que Gaston alla se soumettre au roi d'Angleterre, en 1275; et, qu'après avoir été conduit en prison, la corde au cou, il fut renvoyé dans son pays après cinq ans de détention dans les prisons d'Édouard. Gaston, instruit à l'école du malheur, resta fidèle ensuite au roi d'Angleterre.

Une seconde convocation générale avait été faite à Lectoure, et une troisième à Bordeaux, pour le 20 mars. Le roi avait écrit de Lectoure, le 12 février 1272, à Pierre Gondonmer, maire de Bordeaux, la lettre qui suit : « Édouard, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, au maire de Bordeaux, salut. Voulant traiter avec vous et avec nos autres fidèles, de l'état de notre terre de Gascogne, nous vous mandons que vous soyez prêts, le premier dimanche avant les Rameaux (20 mars), à comparaître devant nous, dans notre ville de Bordeaux, avec douze des notables bourgeois de ladite ville, pour avoir à déclarer les fiefs que votre ville tient de nous, ainsi que les services et redevances que vous nous devez à raison de ces fiefs. »

Le sénéchal de Gascogne, Luc de Tany, ayant requis le maire de publier cette lettre, ce magistrat, suivi de douze

Livre IV.
Chap. 2.

Walsingham,
anno 1275.

Delpit,
Notice, etc.

Livre IV.
Chap. 2.

Contume
du ressort du
Parlement
de Bordeaux,
t. 2, p. 205.

Voir note 18.

notables, choisis conformément aux désirs du roi, vinrent à Saint-André; et là, en présence du sénéchal, d'un grand nombre d'abbés et prieurs, de barons et de chevaliers de la ville et province, firent leur déclaration en latin, qui fut traduite en latin et insérée dans un acte authentique. Il résulte de cette pièce, que presque toutes les propriétés à Bordeaux étaient allodiales (1). Jean de Lamoignon interrogé s'il avait des alleux, répondit : *Comme les habitants de Bordeaux*. Les citoyens de Bordeaux, représentés par le maire, les jurats et les douze notables, interrogés à leur tour, firent au roi cette réponse, le 20 mars : « Il y a dans la commune quelques hommes qui, à ce que nous en savons, tiennent des terres en fief spécial de notre seigneur; mais ils ont été sommés de venir devant ledit seigneur pour faire connaître et pour s'acquitter de tout ce qu'il leur est dû à raison de ces mêmes fiefs.

» Nos maisons, c'est-à-dire les maisons des citoyens de Bordeaux, nos vignes, nos terres, sont allodiales; et, en plus, plupart, quel qu'en soit le possesseur (2). C'est pourquoi les possesseurs ne doivent répondre à personne au sujet de ces propriétés; et c'est de là, comme le rapportent nos historiens, qu'on a donné aux propriétés de cette nature le nom d'alleux, c'est-à-dire *sans discours* (3), et notre cité a

(1) Le mot *alleu*, *allodium*, signifie un bien attaché à une famille, un bien patrimonial. Il signifie aussi très-souvent un domaine possédé en propriété où la directité et l'utilité se trouvent réunies, sans reconnaître d'autorité supérieure que celle du souverain; ce qui distingue l'alleu du *feudum* qui n'était, dès l'origine, qu'un bénéfice militaire pour servir à la guerre, et qui passait pas du père au fils, sans une concession particulière des rois.

(2) *Domus nostræ, scilicet civium Burdigalæ et vineæ et terræ pro modum allodiales sunt circumquaque licet quædam moveantur à civibus et ecclesiis*. Les Bordelais allèrent plus loin et déclarèrent aussi que c'est dans la commune qu'on a trouvées les choses à Bordeaux depuis la fondation de cette ville, et qu'elle n'a été prise par les Sarrasins. *Et ita observavit civitas à primis ipsius cunabulis et etiam post Saracenorum*.

(3) Cette étymologie est assez curieuse. « *Inde dictum est allodium nostrum referunt, quasi sine sermone.* »

» ces usages depuis la première origine, et même du temps
» des Sarrasins, à ce que nous croyons.

» Nous demandons à notre seigneur le roi, et le supplions,
» qu'il lui plaise de nous conserver ces usages à l'avenir,
» puisqu'ils ne nuisent en rien à son droit, ni à celui de ses
» héritiers.

» Bien qu'il soit incontestable que les susdits alleux sont
» et ont été de tout temps, cependant notre seigneur le roi
» possède, dans les terres qu'il tient en sa main et dans celles
» de ses barons (où il y a aussi beaucoup de terres allodiales,
» tant dans ce diocèse que dans divers autres), beaucoup de
» droits sur lesdits alleux, et nous allons à présent en dire
» quelque chose. Et, d'abord, il faut savoir que les rois, les
» barons et ceux qui tiennent d'eux le droit de justice, exer-
» cent ce droit dans les alleux de la même manière que dans
» les fiefs..... En outre, il ne faut pas oublier que les rois
» et les seigneurs suzerains ont trois droits spéciaux sur les
» alleux : le premier, que, si quelqu'un comparait devant le
» roi, au sujet d'une propriété féodale, le procès sera ren-
» voyé au seigneur du fief; que si, au contraire, c'est au
» sujet d'un alleu, le procès lui restera, et il percevra les
» droits de jugement et d'exécution; ce qui n'est pas sans
» grand honneur et profit pour lui; le second, que, dans le
» cas où un possesseur d'alleux et de fiefs meurt sans testa-
» ment et sans héritier légitime, les alleux appartiendront au
» roi; tandis que les fiefs seront dévolus à leurs seigneurs
» respectifs; ce qui est au grand et évident profit du roi; le
» troisième, que, s'il arrive que quelqu'un commette un crime
» qui entraîne la confiscation de ses biens, les alleux appar-
» tiendront au fisc royal, les fiefs aux seigneurs de ces fiefs;
» ce qui démontre de plus en plus que les rois ont et peuvent
» avoir des droits sur les alleux.

» Si donc beaucoup d'avantages propres et particuliers aux
» alleux appartiennent, avec les autres fiefs, au seigneur su-

Livre IV.
Chap. 2.

» zeraïn, il ne nous reste qu'à ajouter que tous les
» et toutes les terres sont libres de leur nature, et qu'
» servitude est usurpée et contraire au droit com
» puisqu'il en est ainsi, et que les citoyens de Borda
» toujours été libres, eux et leurs terres, nous dema
» notre seigneur le roi, et le supplions, de nous mai
» toujours dans cet état. »

Pey de Bordeaux, interrogé, demanda quelques jours
réfléchir; le sénéchal accéda à ses désirs. Il revint,
convenu, déclarer qu'il tenait à fief le Temple de Tut
liers de Tutelle), construction romaine, dont quelques
débris sont précieusement conservés au Musée de Bo

1273.

Le maire et les jurats de Bourg-sur-Mer déclarèr
22 mars, au nom de tous les habitants de la commu

« lorsque le roi vient pour la première fois en Gasco
» jure ou fait jurer par son sénéchal de défendre la v
» vers et contre tous; de la préserver de toute injure

M^e de Wolf,
page 488.

» garder ses fors et Coutumes. En retour, les habi
» prêtent serment de fidélité. Leur ville ne possède n

Collection
de Brequigny,
tome 33.

» ni propriétés communales, comme en ont les ville

» Lombardie et beaucoup d'autres; ils ne peuvent dire

» ou leur commune aient quelque chose en fief du ro

» que, d'après leur Coutume, il n'y a fief que là c

» esporle ou investiture (1). Ils tiennent du roi, com

» leur souverain et prince, l'usage des rues, des plac

» fossés et des autres choses, qui, en droit, sont dites

» commun; ils tiennent de même le droit de pêche e

» vigation du fleuve. Ils possèdent un grand nombre d

» tés, tant à l'égard des personnes que des choses;

(1) L'esporle, ou acapte, était un genre de redevance particulier à la
payable par le fief médiat à chaque changement de seigneur. In *mutatio*
Laurier, dans sa *Révision de l'indice des droits royaux*, de Ragneau, dit :
» est proprement ce que le vassal donne à son seigneur pour obtenir de
» titure de quelque fief, ou ce qu'il lui offre pour relief dans le cas de mu

» une mairie et une jurade avec les droits qui en dépendent,
» et reconnaissent, en leur nom et en celui de la commune
» de Bourg, devoir au roi tout ce qui a été stipulé dans la
» Charte de privilèges que ledit seigneur a donnée à leur
» commune (1). » Le reste de cet acte se rapporte à un droit
de 2 sous, que chaque bourgeois de Bordeaux devait au
roi pour la vente ou l'exportation du vin de son crû. Il y
est dit aussi que d'autres feudataires et tenanciers, dans les
palus de Barba comme en ville, payaient certaines rede-
vances au roi et aux autres seigneurs de Bourg, etc., etc.

Quatorze bourgeois de La Sauve déclarent que leur com-
mune n'avait pas de terres allodiales; mais qu'à raison de
l'autorité ducale du roi d'Angleterre en Aquitaine, chaque
bourgeois lui devait un pain et une poule, payables une fois
pendant la vie du prince et à sa première visite à La Sauve.
Mais si l'abbé ou quelque autre cherchait à leur porter tort,
ils étaient libres d'en appeler audit roi, qui était obligé de les
défendre envers et contre tous, et de les regarder, moyen-
nant leurs redevances, libres de tout service militaire, de
toute quête, taille ou corvée quelconque.

Raymond Brun, maire de Libourne, déclare que, d'après
leurs privilèges, les bourgeois nommaient les jurats qui, à
leur tour, présentaient au roi deux candidats, dont il nom-
mait l'un à la mairie de cette ville; les habitants devaient au
roi le service militaire dans les diocèses de Bordeaux et de
Bazas seulement. Ils n'avaient pas d'alleux; ils étaient tenus
de paraître en justice devant le roi ou son sénéchal. Il paraît
qu'il se faisait alors dans le port de *Fozera*, ou *Fozela*, plus
tard dit *Leyburna*, un commerce considérable en fer, acier,
étain, cuivre, plomb, chaudières, poêles, cuirs, draps de lin

Delpit,
Notice, etc.,
79.

(1) Cette Charte date du 10 décembre 1261, est calquée sur celle donnée à Bor-
deaux la même année; elle est en langue romane et se trouve dans la *Collection de*
Brequeigny, t. 29.

Livre IV.
Chap. 2.

et de laine en pièces pour habits et autres usages, rie, poterie, et toute espèce de bétail.

ibid.

1273.

Jean Arnaud, maire de Saint-Émilion, avec les j connaissent que leur commune doit au roi le service selon les fors et Coutumes de Bordeaux, c'est-à-toute l'étendue seulement du diocèse de cette ville, avait été réglé, en 1242, par une Charte donnée par le roi Henry. Quant à l'élection du maire, les Saint-Émilion désignaient trois prud'hommes, parmi le roi ou le sénéchal choisissait le maire. Les magi Libourne prêtaient le serment de fidélité; ils exer pouvoir judiciaire, et payaient au roi le droit de jus

M^e de Wolf.,
N° 274.

Les habitants de Langon, par l'organe de leur ma lard de Langon, déclarent que leur ville doit le serv taire, le serment, après que le roi a juré de les pro reconnaissent que le roi a le droit de criée dans la v de plus, certains droits de justice qui sont spécifiés bourgeois sont tenus de fermer la ville, de la fortifi garder à leurs dépens, en temps de guerre; enfin, il préserver le roi leur seigneur de toute exhérédation

Les habitants de Saint-Macaire déclarent qu'à exceptions près, ils étaient tous libres et exempts redevance féodale.

Les habitants de Caudrot prennent le titre de bour lieu d'hommes francs, et sont assujétis aux mêmes que les citoyens de La Réole, dont ils devaient suiv nière. Cette déclaration fut faite par Guil. de Font (Fontaine), Vital-Auriol et Vital-Edon (1), bourgeois drot. *Burgeuses de Causdroco*.

(1) On a dit que Caudrot était ainsi appelé de *Cauda-Droti*, parce murs de cette ville ou bourg, le Drot se décharge dans la Garonne; mai vons dans ce vieil acte que le nom latin de Caudrot était alors, non *Droti*; mais bien *Causdrocum*, *rocher de chaux*. En effet, Caudrot est rochers calcaires.

Bazas, représenté par ses jurats, Bertrand de Ladils, Doat de Pins, Arnaud Guittarin, Gaillard du Puy, Bernard de Montaignu (*monte coquto*), R. Cosin et R. Marquese, reconnaissent devoir au roi obéissance et fidélité; mais avant de recevoir ce serment, le roi et le sénéchal doivent jurer d'être bons et loyaux envers les citoyens de Bazas, de les protéger et de garder leurs Coutumes.

Les Bazadais reconnaissent, en outre, que le roi a le droit de criée dans la ville; que, sur certains points, ils sont soumis à la juridiction du roi, et doivent comparaître devant lui ou son sénéchal, à Bazas ou à Bordeaux. Sur d'autres points, ils étaient soumis à la juridiction de l'évêque et du chapitre; car il est dit que si l'évêque de Bazas et le chapitre déniaient la justice à un citoyen, le roi ou le sénéchal doit leur mander de faire justice, si non, juger lui-même la cause.

Pendant le service militaire hors de leur ville, le roi a tout droit de justice sur eux; ils doivent au roi la chevauchée à raison d'un homme par maison; ils reconnaissent que lorsqu'il y a guerre à Bazas ou en Gascogne, le roi ou son sénéchal a habitude de prendre des otages à la ville. Quelques-uns d'entre eux soutiennent que cet usage n'est pas autorisé par le droit.

En temps de guerre, que la guerre soit juste ou injuste, le roi ou son sénéchal a le droit d'entrer dans la ville de Bazas avec ou sans armes, prendre les clés des portes et y placer des gardes jour et nuit. Dans le cas où les citoyens de Bazas, qui sont dans l'armée du roi pour lui rendre le service militaire, feraient des prisonniers, il est stipulé que ces prisonniers seront donnés au roi, qui devra payer une somme en échange: si c'est un chevalier, 100 sous morlans à celui qui l'aura pris; si c'est un damoiseau, 50 sous; un bourgeois, 20 sous; un vilain (*rusticus*), 10 sous. Pour un cheval, le citoyen de Bazas recevra en échange la selle ou 10 sous morlans; pour des bœufs ou des porcs, il aura droit à la moitié

Livre IV.
Chap. 2.

—
Delpit,
Notice, etc.,
page 92.

Livre IV.
Chap. 2.

de sa capture. Les ânes et les autres bêtes de moin
lui appartiendront entièrement.

Ce sont là de précieux renseignements sur l'état
ciété dans nos contrées vers la fin du XIII^e siècle.
la diversité des Coutumes, la singularité des usages
de la liberté, quoique plus ou moins restreinte
mœurs des localités, l'évaluation de la différence qui
selon l'opinion publique, entre les diverses classes
ciété ; cette évaluation, à prix d'argent, rappelle l
pensations établies dans les lois barbares des premiers
de la monarchie franque. Nous trouvons une note ins
un cartulaire municipal de la ville de Bordeaux, et
parfaitement analogue à ces coutumes locales ; elle
qu'à la même époque, le portier du château de l'Or
où le prévôt du roi d'Angleterre rendait la justice
étaient détenus les accusés, percevait pour chaque
arrêté 100 sous, 20 pour chaque cavalier, 5 pour
écuyer, et 12 deniers pour toute autre personne (1).

Le sénéchal, Luc de Tany, réclamait certains d
ville, que l'évêque de Bazas et le chapitre ne voula
reconnaître au roi. Le peuple se souleva contre le se
et, dans un conflit déplorable, lui tua deux chevalie
suite. Le désordre était grand ; mais après quelque t
fut convenu qu'on regarderait les derniers événements
des malheurs, et tout ce qui avait été fait comme nu
avenu ; qu'on renoncerait à l'amende et aux domm
leur étaient dus réciproquement à raison de ces faits

(1) En sec se so que devia prendre lo porter qui tendra la porta des
l'Ombreyra de Bordeu, a causa de son offici. Tot primeyrament lo deit p
coustumet et deu prene de baron, quant es arrestat à la requesta de
C sols ; et de cavalier XX sols ; et de escuder V sols ; et de tota altra per
tada per deuta o per altra causa, no deu pren mas XII deners. (*Livre
lons*, fol. 106, v°.)

néchal étant maître du fort de Hérémo (1), l'évêque et les habitants consentent à laisser au pouvoir du roi ledit château ou fort, et à le garder à leurs frais jusqu'à ce qu'il plaise au roi de le leur restituer. Il est stipulé, en outre, que l'évêque, le chapitre et leurs partisans, ne peuvent être inculpés des meurtres de Pierre de Merni et Guillaume Drudi de Gatz, tués devant la porte de la ville par le peuple. Cette convention fut faite et scellée, le 24 juillet 1274, par le sénéchal, l'évêque, le chapitre et la commune de Bazas.

Dans tous ces actes dressés à l'assemblée de Bordeaux, on voit les noms des familles illustres de l'époque, et que leurs descendants, au XIX^e siècle, seront bien aise de retrouver, tels que les Vigier, les d'Alègre, de Mirail, de Monts, Pardailhan, Gombaud, de Budos, de Cazalès, de Pressac, d'Anglade, de Montferrand, etc., etc. Les abbés aussi vinrent faire des déclarations respectives: l'abbé de Sainte-Croix de Bordeaux répondit fièrement qu'il ne devait aucun hommage au duc de Guienne. « De qui donc, lui dit-on, tenez-vous les justices de Macau, de Soulac et de Saint-Macaire? » — Du Pape, répondit l'abbé, et on se contenta de cette réponse évasive et hardie.

(1) *Hérémo* était très-probablement le nom de l'ancien château-fort de Bazas, sur l'emplacement duquel on a bâti le palais épiscopal, qui, à son tour, a disparu pour faire place à une modeste sous-préfecture.

CHAPITRE III.

Édouard aimé à Bordeaux. — Le roi de France intervient trop comme su
les affaires de la province. — Discussions au sujet des tiers de la mon
mêlés du chapitre de Saint-Seurin avec les jurats et le sénéchal. — L
de Bordeaux suspect au roi d'Angleterre. — Lettre de ce prince. — Jean
invite Édouard à venir à Bordeaux. — Lettre d'Édouard à Philippe de
Philippe défend aux Bordelais d'envoyer des hommes à Édouard. — Ils l
de l'argent. — Leur lettre. — Édouard remercie les habitants de Bordeaux
et de Bourg. — Duel projeté entre Charles d'Anjou et Pierre d'Aragon

Livre IV.

1273.

Édouard travaillait avec prudence à consolider son
en Guienne : ses brillantes qualités lui gagnèrent
cœurs, son affabilité le rendit populaire et aimé ; il av
lui toutes les classes. Le roi de France, cependant, y e
une très-grande autorité ; il intervenait comme suzerain
toutes les affaires majeures, et recevait les appels. C'
qu'eut recours le chapitre de Saint-André contre les
tives faites par le prince anglais, pour le dépouiller d
qu'il percevait sur le tiers de la monnaie frappée à Bor
Ce droit, très-minime au commencement, devint très-
tant plus tard : Édouard s'efforça de se l'approprier ;
chapitre s'adressa à Philippe, roi de France, et demand
maintenu dans la pleine possession de cet antique dro
avec les arrérages, montait cette année à 7,000 liv. to
Le procureur d'Édouard n'hésitait pas à reconnaître
du chapitre sur la monnaie frappée à Bordeaux ; c'éta
sens de la concession primitive ; mais l'Hôtel de la M
avait été transféré à Langon ; le droit du chapitre n'
donc plus. Le chapitre ne manqua pas de répondre
translation de la Chambre des Monnaies à Langon n'a
lieu que pour le frustrer de son droit et des revenus

duc de Gascogne avaient voulu lui assurer sur les monnaies de Bordeaux, quelque part qu'elles fussent frappées. Cette affaire fut portée devant le roi de France; Édouard y fut condamné. Cependant, ses agents à Bordeaux éludèrent longtemps les effets de cette décision sans appel; ils se mirent à susciter de nouvelles difficultés, à créer d'autres embarras, à ourdir un nouveau procès, et différèrent le paiement pendant plusieurs années, de manière qu'en 1323, le capital, avec les arrérages, montait à 10,000 liv. tournois. Après bien des hésitations, on consentit à payer 4,000 liv. tournois; l'archevêque et le chapitre se virent obligés de les accepter. Il y avait perte; mais c'était toujours la reconnaissance du droit. Ils ne cessèrent cependant pas de demander justice; et enfin, ils obtinrent qu'à l'avenir, l'archevêque, le doyen et les députés du chapitre de Saint-André, auraient la faculté d'assister à la reddition des comptes, en présence du connétable de Bordeaux, et que le tiers leur serait remis sur-le-champ.

A cette époque, la puissance ecclésiastique, à Bordeaux, était un sujet de jalousie pour l'autorité civile: les deux juridictions se touchaient par tant de points, qu'un conflit était inévitable. Le doyen de Saint-Seurin s'était permis de faire punir deux citoyens de Bordeaux; ils portèrent plainte au maire, qui exigea une réparation. Le doyen reconnut et promit toutes les réparations nécessaires. L'affaire paraissait arrangée; mais le sénéchal se prononça avec violence contre le chapitre. Les esprits s'exaltèrent: la populace envahit le faubourg St-Seurin, pilla les maisons des chanoines et commit les excès les plus déplorables. Sur la plainte portée au roi, une enquête eut lieu: le maire et les jurats furent condamnés à des amendes très-fortes, et s'obligèrent par serment à faire respecter à l'avenir les droits et les intérêts du chapitre (1). Le clergé était pour le roi de France; l'archevêque était dé-

Livre IV.
Chap. 3.

Voir le compte-rendu de la Commis. des Monum^{ts} de la Gironde, année 1830.

*Notice
sur
Saint-Seurin,
par l'abbé
Cirot de la Ville.*

(1) Nous donnerons les détails de cette affaire dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

Livre IV.
Chap. 5.

*Papiers
de la
Tour de Lon-
dres.*

voué à ses intérêts et ne négligeait aucune occasion
trahir les agents du roi d'Angleterre. Philippe
fomentait ces germes de mésintelligence en Guie
demandait pas mieux que d'embrouiller les affaires
anglais; il s'immisçait tellement dans tout ce qu
provoquer des conflits et des plaintes, que les Borda
coutumèrent insensiblement à recourir à lui dans
légères occasions. Philippe colorait son ambition de
plus imposants; il prétextait les besoins et la conf
peuples de Guienne, faisait valoir l'utilité des mes
prenait, et conciliait ainsi à sa cause l'affection des
que la fierté des Anglais aliénait de plus en plus par
tions insupportables. Édouard savait une grande par
menées; il soupçonnait avec raison l'archevêque,
fait quelques démarches pour se justifier. Le prince n
pas trop à sa sincérité, et écrivit à ce sujet à l'évêque
ainsi qu'au seigneur de Pembroke, la lettre suivante,
tembre 1279 : « J'ai reçu vos lettres, contenant que
» rable père en Dieu, l'archevêque de Bordeaux, é
» dans Agen pour se justifier de ce qu'on lui avait fa
» imputé, disait-il, et demander humblement la pa
» bonnes grâces, avec offre d'une réparation à vo
» trage, ou de l'un de vous, s'il se trouvait avoir co
» vers nous quelque offense ou quelque usurpation,
» temps, sur nos droits, ou même s'il en avait été
» par ses prédécesseurs..... Tout en vous supplia
» accorder, de notre côté, la réparation des torts qu
» été portés à lui ou aux siens par les nôtres..... n
» lons qu'en attendant le plus prochain parlement de
» vous sondiez soigneusement le cœur et les dispos
» ce prélat, vous enquérant des réparations qu'il n
» pour les offenses qu'il nous a faites ou aux nôtres,
» il entend revenir dans l'état qu'il est de son devoi
» prendre, et quelles sont les atteintes et les us

tre nous par lui , ou par ses hommes , ou par
eurs. » Le roi ajouta qu'il attendait le rapport
fidents et amis, l'évêque d'Agen et le sire de
s la mort de l'archevêque, qui arriva le 29 oc-
it fin aux soupçons du prince et à la surveil-
ents.

Mardi perdit dans l'archevêque un excellent
en continua pas moins ses intrigues contre
es habiles manœuvres réussissaient si bien ,
Jean de Grailly, voyant les intérêts de son
t compromis, l'invita à venir en Guienne, pour
a présence, l'influence toujours croissante du
Engagé alors dans une guerre contre le prince
uard n'osa pas abandonner ses États dans une
nblable; il écrivit à Philippe une lettre ainsi
s avons appris que vous vous proposez de faire
ngements dans l'état de nos terres de Gasco-
les Coutumes qui y sont en usage. Nous vous
e, que si cette réforme est nécessaire, nous
s à la faire conformément à vos conseils. Nous
eulement d'ajourner tous les changements que
e, et d'écouter avec bonté Jean de Grailly, notre
Gascogne, que nous avons chargé d'expédier
aires dont vous devez prendre connaissance. »
ons pas précisément la réponse de Philippe ;
tain que , s'il consentit à ralentir sa marche ,
avoir aller plus loin et avec plus de sûreté. Il
is ses sentiments ne changèrent pas. Édouard
a des embarras à surmonter : outre sa querelle
de Galles, il avait encore des affaires sérieuses
e grands intérêts à démêler partout. Il convo-
ands seigneurs de son royaume et réclama leur
ordelais auraient voulu répondre à son appel ;
prétendit qu'Édouard lésait ses droits de suze-

Livre IV.
Chap. 3.

—
1279.

1281.

Rymer,
Act., tome 1^{er},
liv. II.

Livre IV.
Chap. 5.

1285.

Rymer,
ibid.

rain, et défendit tout envoi de troupes en pays étranger. Les Gascons se trouvèrent liés et même offensés par ces mesures mises arbitrairement à leur liberté ; ils aimaient , comme Édouard, et ils auraient voulu lui envoyer des secours ; ils craignaient la colère du roi de France. Ils lui exposèrent cependant leurs peines, leurs désirs et leurs embarras, et demandèrent des conseils. « Sachez, lui dirent-ils, que nous » puis longtemps nous sommes prêts à partir pour la » terre, afin de vous servir de tout notre pouvoir et de » votre volonté. Mais nous avons ajourné notre départ, » que personne n'ose braver la défense expresse du » France. Veuillez, s'il vous plaît, nous fixer sur ce que » nous avons à faire : faut-il partir ? faut-il rester ? Nous » ne pouvons plus que nous aveuglément vos ordres. »

Cette lettre prouve à la fois la crainte que Philippe avait eue pour les Gascons, leur affection pour Édouard et leur reconnaissance pour les bienfaits qu'ils en avaient reçus. Le peuple, il était mal servi par ses agents à Bordeaux ; sa conduite lui aliénait tous les cœurs, et secondait, par son exemple, s'en doutassent, les vues ambitieuses du souverain de France. Les Bordelais voyaient avec regret l'extension que Philippe leur faisait ; mal ; ils en écrivirent à Édouard ; et tout en protestant de leur dévouement à sa dynastie, ils le prévinrent de sa mauvaise conduite de ses baillis, et lui dirent : « Nous » Votre Majesté de défendre à vos baillis de porter plus » longtemps atteinte à nos intérêts et de nous molester » leur témoigner tout votre mécontentement des » qu'ils emploient à notre égard ; car ils nous persécutent » vent et sans motif. »

Édouard fut sensible aux témoignages affectueux de ses vassaux, et donna de nouveaux ordres à ses baillis ; il leur envoya le secours en hommes, et se contenta d'un don d'argent que les Bordelais s'empressèrent de lui faire. Ce n'était qu'un prétexte pour éluder la défense du suzerain. Les écuyers

s, et constataient la bonne volonté et l'affectueux
des Bordelais. Reconnaisant et vivement touché
de la fidélité de la part des Gascons, il écrivit
un remerciement aux maires et prud'hommes de
Bordeaux, Saint-Émilion, Saint-Macaire, Langon,
et demanda formellement que l'impôt que l'on avait voté
pour son secrétaire, Antoine Beck, avait été ac-
cru et volontairement. *Nobis garanter et libera-*
quelque temps après, il envoya en Guienne le
seigneur Beck et Godefroi de Brinville, pour pour-
voir à l'assistance aux divers besoins de la province.

l'année, une querelle éclata entre Charles d'An-
d'Aragon, qui se disputaient la couronne de
Martin se trouva offensé de la conduite de ces
pour une contrée qui était un fief du Saint-Siège;
l'usurpateur et le dépouilla du royaume d'Ara-
les États qu'il tenait en fief du Saint-Siège. Il
et ses dépendances à Charles d'Anjou, fils de
France. Charles reçut des secours de Paris et se
un grand nombre de chevaliers et des troupes,
expédition dans son nouveau royaume. Pierre
imposer; il prolongea les négociations pour
parer à la guerre, et proposa à Charles (Mun-
la proposition émana de Charles) de décider
combat corps à corps, deux contre deux ou
t. La proposition fut acceptée, et Bordeaux,
appartenant aux Anglais, fut désigné pour être
combat. On en écrivit au roi d'Angleterre; il
re par son sénéchal que, dans cette occurrence,
sur lui aucune responsabilité; et puisque le roi
it s'y trouver avec douze mille hommes, Pierre
bien de ne pas exposer sa liberté et sa vie.
vation importait peu aux deux rivaux : une
, et les deux princes nommèrent douze per-

Livre IV.
Chap. 5.

1285.

Chronique,
XC.

Livre IV.
Chap. 3.

Rapin-Thoyras
*Histoire
d'Angleterre*
tome 2.

sonnes chacun, pour régler le temps, le lieu et les conditions du combat. On arrêta que le duel aurait lieu dans le comté de Bordeaux, là où le roi d'Angleterre le jugerait convenable, et que l'espace désigné devrait être clos de barrières. Le combat aurait lieu le 1^{er} juillet (1^{er} de juin, dit D. Daniel) ; que si le roi d'Angleterre ne pouvait pas s'y trouver personnellement, les deux combattants devraient se présenter au sénéchal, à Bordeaux ; que les deux rivaux s'engageraient à faire leur possible, de bonne foi et sans fraude, à obéir au roi d'Angleterre à assister au combat, avec ses amis, comme témoins ; que celui des deux princes qui manquerait aux jour, heure et lieu indiqués, serait réputé parjure, faux, infidèle, traître ; qu'il ne pourrait jamais prétendre ni le nom de roi, ni les honneurs dus à la royauté.

Presque tous les historiens s'accordent à dire que le roi de France consentit à ce que le combat eut lieu à Bordeaux. Rapin-Thoyras le nie, et cite, en preuve de son assertion, une lettre de Charles d'Anjou, de ce prince, rapportée par Rymer, par laquelle il lui ordonne de défendre Charles d'Anjou qu'il ne voulait pas assurer le combat. Les deux princes, ses parents et amis, devaient s'engager à défendre Charles d'Anjou qu'il défendrait à son sénéchal d'intervenir dans leur combat. Le Pape aussi s'opposa à ce duel meurtrier, et menaça les deux princes d'un commun anathème s'ils procédaient à ce combat criminel et abominable à ses yeux. Charles d'Anjou, sur sa parole, arrive à Bordeaux au jour marqué. Pierre de France, bouillant, plein d'honneur, ne voulut pas manquer à son rendez-vous ; mais ayant appris que le roi de France faisait marcher des troupes vers Bordeaux, il prit un autre parti.

(1) Le P. Daniel, tout en reconnaissant que Philippe faisait avancer son armée, insinue que Pierre ne vint pas à Bordeaux. Il avoue, cependant, que presque tous les historiens s'accordent à dire qu'il y vint, et que, pour preuve de sa présence, on a entre les mains du sénéchal, Jean de Grailly, son casque, son épée et son heaume. Cette version nous paraît vraie. Les *Grandes Chroniques de France*, dites de France, et plusieurs autres historiens, disent que Pierre vint à Bordeaux avec son armée. Leur témoignage vaut plus que l'autorité de Daniel.

ir pour toujours, il partit *incognito* de Jacca, l'un marchand de chevaux qui connaissait leutes, et arriva la veille du jour convenu auxordeaux, où les Français avaient tout préparéat. D'après une invitation particulière, le séné— avec empressement auprès de cet étranger, qui r des nouvelles importantes à lui communiquer, s intérêts de son maître. L'entretien s'engagea du lendemain; le sénéchal répéta que, d'après s de son maître, il ne devait pas, il ne pouvait à Pierre d'Aragon de sa liberté et de sa vie. lier se découvrit au sénéchal étonné, et lui dit : a pour remplir mon serment. » Il ordonna au avait fait venir avec le sénéchal, de constater otivant son départ par la présence et l'attitude s troupes françaises. Pierre d'Aragon sauva son complit sa promesse de se trouver au jour fixe l n'était pas libre, puisque le pays était plein nçaises, qui ne lui laisseraient pas la vie, en cas ueur. Pendant que le notaire dressait l'acte, il fit ice, alla prier un instant dans une chapelle voi— tit immédiatement pour les frontières, par un Charles et le roi de France furent étonnés de e et de hardiesse; mais rien ne fut changé dans pective des deux adversaires.

Livre IV.
Chap. 3.

—
Martenne,
Anecdotes,
tome 3.

Guil. Nangis,
tome XI.

CHAPITRE IV.

Hommage d'Édouard à Philippe de France.—Édouard vient à Bordeaux.
de Philippe contre Édouard à cause de la Gascogne. — Querelle entre
et les Gascons, à Bayonne.—Édouard cité devant la cour de Philippe,
Édouard, trompé, cède la Gascogne à Philippe.—Philippe maître de B
Réclamations d'Édouard.—Son expédition pour Bordeaux.—Il s'empar
et de Podensac. — Les Français reprennent ces villes. — Bataille de I

Livre IV.

Depuis le traité conclu entre saint Louis et Henri
régnait entre les Français et les Anglais une amitié a
apparente; Édouard allait souvent en France, sans q
de France y vit le moindre inconvénient. En 1286
même à Paris rendre hommage au nouveau roi, Ph
Bel, en sa qualité de suzerain. « Sire roi, lui dit-il
» viens votre homme pour les terres que je tiens de v
» la mer, selon la forme de la paix qui fut faite e
» ancêtres. » Édouard vint ensuite en Guienne, où
plusieurs mois, tantôt au château de Condate (Lib
tantôt à Bazas, à Condom ou en d'autres petites vill
province. A la fin de 1288, il vint à Bordeaux, *vill*
pole de la terre de Gascogne, pour respirer l'air du c
et se reposer, à la suite d'une maladie, au château d
quefort. Sous prétexte de se préparer à une expédit
la Terre-Sainte, il convoqua les seigneurs, reçut les
sadeurs de l'Aragon, de la Sicile et de l'Espagne, e
parlement où l'on s'occupa de son fils, le prince de
fait prisonnier par les Aragonais au combat naval de
Circello, en 1284. La rançon fut fixée à 50,000 mar
gent; le roi d'Angleterre en cautionna 20,000, et p
différentes villes qui fournirent leur contingent en ce

gurer Bordeaux, Marmande, Condom, Dax, etc. Les jurats désignèrent des commissaires spéciaux de cette affaire; ils fournirent hypothèque sur les biens de la commune pour une certaine somme, et dans un délai très-rapproché, et le reste dans trois semaines se voyait avec peine ce parlement à Bordeaux, où l'anglais aimait y régner lui-même; il pensait que la France n'était que pour les Français, et qu'on pourrait s'y enlever tout ce qu'on voudrait. Édouard se voyait avec peine enchaîné par la puissance de Philippe, et désirait en secouer le joug. L'occasion se présenta à la suite d'un petit incident qui naissait de la jalousie de l'un et de l'autre. Ils s'en emparèrent tous deux, également surpris de la trop longue paix de 1259. On désirait la guerre; on avait un vaste incendie allumé par une étincelle (1). Elle survint, au port de Bayonne, entre deux Anglais et un Normand : par malheur ce dernier et ses compatriotes voulaient venger sa mort; et dans la nuit ils vont couler quatre barques de Bayonne dans les rades, et en massacrent les équipages. Une guerre commence, et on n'entend parler que de combats et de luttes acharnées entre les Bayonnais et les Normands, ces derniers équipent une flotte de quatre-vingt navires et s'emparent successivement de soixante-dix navires Bayonnais qu'Irlandais; ils en massacrent les équipages pour plus de 20,000 liv. sterlings de marchandises. Apprenant que vingt navires de Bayonne s'étaient réfugiés dans le port de Saint-Malo, ils en enlèvent soixante-dix hommes, qu'ils pendent aux vergues, et se retirent avec des chiens!

Le 9 juin, le roi ordonna au connétable, à Bordeaux, de laisser jouir les bourgeois de Bordeaux les ecclésiastiques qui sont fils de bourgeois de leur résidence en ville.

Livre IV.
Chap. 4.

Bayonne,
Vues histor.,
par Morel.

Livre IV.
Chap. 4.

—
Chron. Dunst.,
tome 2.

—
Walsingh,
page 58.

—
Baron,
Annales,
année 1295.

Ce triomphe n'était qu'éphémère ; la vengeance pas attendre. Les Normands équipent une flotte de cent cinquante voiles avec quinze cents gens d'armes, pour aller chercher du vin dans le Midi ; ils poursuivent quelques barques anglaises, et s'en emparent ; mais cinglant vers les côtes de Gascogne, à leur retour, ils rencontrent soixante vaisseaux anglais, irlandais et bayonnais, qui les attendaient à l'entrée du cap Saint-Mathieu. Ils les attaquent, en vaincraient plusieurs, coulent les autres, et massacrent cinq mille hommes ; et, cependant, ce ne furent pas de petits navires, c'étaient de grands vaisseaux normands, « bien équipés, dit la *Chronique* :
» de gens d'armes, chasteaux au sommet de chaque mât,
» teaux hordis devant et derrière, bannières déployées
» sendal, signifiant mort, sans remède, et mortelle guerre
» tous lieux où marines soient. »

L'exaspération était à son comble de chaque côté ; la guerre paraissait imminente. Les Anglo-Gascons exposèrent à la cour d'Angleterre les outrages que leurs marins et ses sujets avaient éprouvés : la France prend fait et cause pour les Normands et demande la réparation des torts qu'on leur avait faits et une indemnité pour leurs pertes. Le roi d'Angleterre repousse ces prétentions avec dédain, et refuse toute satisfaction, attendu que la première offense était venue de la part des Normands ; les Anglo-Gascons seuls avaient droit de se plaindre. Fier de la justice de sa cause, Édouard offre de prendre pour arbitre le Saint-Siège ; c'était mettre la raison de sa part. Le Pape pesait alors comme une grande puissance dans la balance politique du monde. Philippe, qui venait de la Guienne, désirait que ses affaires prissent une autre tournure ; indigné qu'un vassal osât ainsi résister à son suzerain, il se fit vers la fin de novembre 1293, à Édouard, et parmi les griefs qu'il énumère, nous remarquons les suivants :

« J'ai envoyé des commissaires dans la ville de Bordeaux
» afin de réprimer les excès de vos officiers ; mais v

entrés rebelles, en méconnaissant mon autorité. Les Normands, qui sont établis à Bordeaux depuis plus de cent ans, ont été tués sur la place publique, pour avoir osé résister à mes ordres. »

Après une longue énumération des griefs réels ou fictifs, la citation se termine ainsi : « C'est pourquoi nous vous mandons, sous les peines que vous aurez à supporter, que vous ayez à comparaître devant nous, à Paris, le vingtième jour après la naissance de notre-Seigneur, afin de répondre sur tous ces forfaits. Si vous ne venez pas, nous jugerons convenable de vous envoyer contre vous, pour, ensuite, obéir au droit, en quoi nous ne serons pas injustes, etc., etc. »

Cette citation fut envoyée à Édouard : le seigneur d'Arreth, sénéchal du Périgord, fut chargé de la faire publier dans les villes de Libourne, d'Agen, de Saint-Émilion et des environs de Gascogne. Le sénéchal se rendit partout où la citation était nécessaire ; partout il trouva une résistance significative et un mauvais accueil : les agents anglais furent jetés en prison.

Édouard était alors trop occupé en Écosse pour songer à la Guienne ; il y envoya le prince Édouard, comte de Chester, avec pouvoir de satisfaire le roi de France. Philippe ne savait bien les embarras d'Édouard et l'inexpérience de son fils ; il se montra très-exigeant et impatient. Le jeune prince ne pouvant rien faire, se préparait à partir pour Londres ; mais la reine et Marie de Brabant, sœur de Philippe le Hardi, s'abouchèrent secrètement avec Édouard et lui conseillèrent, pour la paix et pour prouver qu'il avait en son suzerain, de lui livrer quelques forteresses en Guienne ; que ce serait là un acte de courtoisie qui désarmerait le monarque français et mettrait fin aux déplorables dissensions. Les deux princesses apposèrent leur signature à cet acte de rouerie politique ; Édouard

Livre IV.
Chap. 4.

Rymer,
Act., tome 1^{er}.

Guil. Nangis,
page 218.

Livre IV.
Chap. 4.

—

s'y laissa attraper, et, sans le moindre soupçon, donna sa baissée dans le piège dressé par deux femmes astucieuses. Il écrivit à son sénéchal, à Bordeaux, et aux autres officiers de lui livrer au roi de France toute sa terre de Gascogne, sans réserve; de mettre, entre les mains de ses représentants, à Mont-de-Méran, Saintes, Marmande, etc., etc.; mais que Bordeaux, Bayonne et La Réole, garderaient leurs maires, leurs consuls, et autres officiers, à la charge, par ceux-ci, d'obéir au roi mandant pour le roi de France dans ces trois places.

Édouard comprit bientôt après l'étendue de sa faute, et pour connaître toute l'affaire aux Bordelais, et leur écrire pour leur humilité la lettre suivante, qui n'est que la confession de sa faiblesse : « Nous avons un traité avec le roi de France, d'après lequel nous avons fait de vous et de notre duché certaines obéissances à ce roi, que nous avons cru être le bien de la paix et l'avantage de la chrétienté. Mais par là, nous nous sommes rendu coupable envers vous, puisque nous l'avons fait sans votre consentement, et plus que vous étiez bien préparés à garder et à défendre votre terre. Toutefois, nous vous demandons de vous en excuser, nous tenir pour excusé; car nous avons été circonvenu et séduit dans cette conjoncture. Nous en souffrons, nous, et toute personne, comme pourrait vous l'assurer Hugues de Sully, Raymond de Ferrers, qui conduisaient en notre nom le traité à la cour de France. Mais avec l'aide de Dieu, nous ne ferons plus rien d'important désormais, relativement à notre duché, sans votre conseil et votre assentiment. »

Rymer,
tome II, p. 644.

—
Sismondi,
t. VIII, p. 480.

Guil. Nangis.

C'est chose assez curieuse que de voir ce roi à genoux devant son peuple, et demandant pardon aux fiers Bordelais et aquitains de sa faiblesse et de son incohérence et étourderie. Mais le secret de sa conduite se trouve dans sa triste position politique et financière; il avait besoin de bras et de leur argent; il savait s'humilier pour se faire pardonner, et pour les intéresser à la réparation de sa faute.

chroniqueurs, étonnés du silence trop complaisant et de son inaction en présence d'un événement qui lui supposent une arrière-pensée et croient qu'il recouvrer, par la force des armes, la Guienne, assez pour se soulever en sa faveur; et qu'en résulterait son duché, il s'affranchirait à l'avenir par la suppression de tout hommage envers le roi de France; mais le beau pays de Guienne; c'était risquer beaucoup d'espérances trompeuses, et jouer gros jeu en présence des oscillations de la politique astucieuse de Philippe le Hardi. Nous aimons mieux croire que le roi anglais, embarrassé en Écosse, s'était laissé séduire par les deux reines et l'apparente magnanimité de la reine de France. C'était avoir trop de confiance en présence de tant d'ennemis qu'il avait trop d'affaires sur les bras. La nécessité lui faisait ses lois : il croyait agir avec finesse; mais ce fut sa faiblesse.

Après cet arrangement, Raoul de Clermont, seigneur de Clermont, vint prendre possession de son fief, le château pour le roi Philippe. Havering, le bailli de Bordeaux, convoque les jurats; ils se réunissent, au nombre de vingt, à Saint-André, et prennent connaissance de la chartre, revêtue du sceau royal, par laquelle ce prince leur permettait de prêter serment de fidélité au roi de France. Après une longue délibération, dans des circonstances si graves, les jurats, ne pouvant contester l'authenticité de la chartre, déclarent qu'ils étaient prêts à se soumettre à ce que prescrivait la lettre, pourvu que Philippe fît le serment coutumé de maintenir leurs libertés et leurs pri-

Après avoir prêté le serment, et reçu celui des jurats; ayant accompli sa mission, il partit de Bordeaux, après y avoir nommé Jean de Burlac, maire, et son frère, Jean de Burlac, sénéchal de Gascogne. Cet accommodement fut réglé par

un acte que signèrent plusieurs seigneurs du pays, et autres, le comte de Périgord, le vicomte de Léomarie, le seigneur de Montferrand, le comte d'Astarach, l'abbé de Moissac, le comte de Perche, Raymond de Montaut, d'Aymeric. Rions, et quelques autres places, refusèrent de souscrire à cette dure convention, et restèrent fidèles à leur souverain, qui n'avait d'autres torts que celui d'avoir été victime de la perfide supercherie de deux femmes.

Édouard crut bonnement à la bonne foi de Philippe, et consenti à se dessaisir de la Guienne pour six semaines au plus, dans la conviction qu'on la lui rendrait. Il fit valoir son duché, fit valoir les promesses des reines, les conventions; mais Philippe nia d'avoir eu connaissance de la trigue de sa femme et de la reine douairière. Il ne reconnaitre des droits à un prince qui les avait anéantis en avait eu antérieurement, en ne se rendant pas à la sommation de son suzerain. Édouard comprit enfin l'étendue de la grandeur de sa faute, dans la déloyale confiscation du duché (1); il dissimule son ressentiment et se prépare la guerre. Il invite les barons d'Angleterre à l'aider dans une si sanglante injure, une injustice si criante, et à marcher avec leurs forces, à Portsmouth, dans les premiers jours de septembre. Il écrit aussi aux grands seigneurs bordelais, Montferrand, premiers barons bordelais, le seigneur de Gagnac, Grailly de Benauges, Gérard de Saint-Genès, de La Mothe, Amanieu de La Mothe, Gaillard de Gaudou, Aymeric de Bourg, Bertrand de Noaillan, Arnaud de Gouth, Gui-Sanche de Pommiers, Arnaud de Girond, de Pompéjac, Pierre de Pins, Fort de Laroque, et autres. Dans une lettre adressée aux maires et jurats des villes de la Guienne, il répète ces mots à tous : « Ayant été, com-

(1) Du Tillet remarque qu'il n'y eut pas d'arrêt de confiscation; mais la main-mise féodale, ou saisie, par le suzerain du fief mouvant de lui.

, méchamment trompé et chassé de notre terre par le roi de France, nous requérons affectueusement votre paternité (c'est ainsi qu'il parlait aux évêques) de vouloir venir en aide à nous et aux nôtres, pour la recouvrer. Nous la conjurons encore de représenter les gens de cette province de nous aider dans cette entreprise, etc., etc. »

Sous ses vassaux à acquérir de nouveaux droits à sa reconnaissance, et s'efforce de réveiller une affection des peuples pour les descendants de sa fortune semblait lui sourire ; ses succès contre les Anglais de Galles avaient augmenté sa popularité. Les fêtes nationales se réchauffèrent ; la poésie même se mêla à la politique, et toutes les classes se hâtèrent de s'arranger pour assurer le triomphe de

ces forces se réunissent à Portsmouth : la flotte quitte les côtes de France ; mais des vents contraires l'empêchent d'aller au port. Un peu plus tard, elle reprend la mer, et le prince Édouard, aborde à l'île de Rhé, brûle les villages, remonte la Gironde jusqu'à Bordeaux, après avoir visité Bayonne et Bourg. N'osant pas attaquer Bordeaux, le connétable, Raoul de Nesle, guerrier intrépide, à la tête d'une forte garnison, ils remontent la Garonne par le parent de Rions et de Podensac, et mettent à l'épreuve leurs troupes et leurs bagages. Le connétable avait des troupes pour garder les places fortes, mais pas pour défendre le territoire. Les Anglais parcourent avec impunité la campagne et vont même assiéger Bordeaux ; mais le duc de Valois, arrive au secours de la garnison et les Anglais cessent de lever le siège. Enhardi par ce succès, ils poursuivent et assiègent Rions ; le connétable va le rejoindre à Podensac, où se trouvait une garnison d'Anglais. Les Anglais se voyant dans l'impossibilité

Livre IV.
Chap. 4.

NOTE 25.

1^{er} Janvier
1275.
*Chronique
de
Saint-Denis,*
par
Michaud,
tome 1^{er}.

1295.

Livre IV.
Chap. 4.

—
Guil. Nangis.

—
Duchesne,
tome 1^{er}.

Dupleix,
Histoire.

Duhaillan,
Histoire, etc

1297.
Thom. Wal-
singham,
History
of Edward,
page 29.

de défendre la place , parlementent en secret avec l'insu des Gascons, et obtiennent la liberté de se retirer leurs armes et bannières déployées. Huit jours après le connétable entra en vainqueur à Podensac, fit démanteler la ville et raser ses murs, de manière à n'y laisser aucun vestige de son ancienne importance, et à la réduire à l'état d'un *château hameau*, dit Dupleix.

Après cet acte de barbarie , le connétable fit arrêter les Gascons les plus compromis par leur résistance à la ville et les envoya, au nombre de soixante, liés et garrottés sur des piquets où on les pendit à la porte de la ville , comme des traîtres, le jeudi après Pâques. Ce spectacle épouvantable fit fuir la garnison de Rions: les Anglais, craignant de se voir traités de même que les Gascons, qui, à leur tour, avaient conçu la même crainte, crurent convenable de se retirer en secret et d'abandonner la ville aux habitants à leur triste sort. En effet, à la faveur de la nuit, le comte de Richemond et Tynetot, abandonnèrent la place, s'enfuirent avec leurs soldats dans des barques; mais les habitants les poursuivirent dans la Garonne. Ils en massacrèrent un grand nombre et en jetèrent les autres dans la Garonne. Valois profita du désordre pour faire l'assaut, et emporta la place; il y fit prisonniers dix-neuf chevaliers, trente-trois gentilshommes et beaucoup d'autres. Valois les envoya tous à Paris. La ville fut rasée et le château entièrement détruit, après avoir passé la garnison au fil de l'épée. Tout fier de ses succès barbares, Valois prit la route de Saint-Sever et se dirigea sur Saint-Sever, qui se rendit après un mois. Il ne restait guère plus aux Anglais que quelques châteaux-forts.

Ces revers n'étonnèrent point Édouard ; il avait plus belles espérances , son droit et de vaillants guerriers. Il envoya, l'année suivante, une autre armée en Gasconne sous les ordres d'Édouard , comte de Lancastre, et son frère, Henry, comte de Lincoln; elle débarqua sur les côtes

de la Semaine-Sainte prit possession de Les-
autres places du pays, et se mit en marche
Les Français, prévenus à temps, s'étaient
bat. Ils allèrent au devant des Anglais, qui
Bègles. Le choc des deux armées fut meur-
ais, culbutés, se replièrent sur la ville. Les
rsuivirent l'épée aux reins; mais plusieurs
portés par leur valeur et le désir de venger
ieurs, pénétrèrent dans la ville, où ils furent
Sur ces entrefaites, Robert d'Artois vint avec
ces remplacer Charles de Valois. Ces nouveaux
èrent les Anglais; ils se retirèrent à Bayonne,
s avoir réduit les villes que les Anglais avaient
suivit à outrance. Édouard y tomba malade et
te de Lincoln eut seul à lutter contre toutes
bert. Enfin, une rencontre eut lieu : la vic-
ça contre les Anglais. Ils y perdirent cent pri-
cents combattants, qui restèrent sur le champ
bert parcourut le pays en vainqueur; toutes
umirent. Bourg seul refusa de recevoir les
murs, ses remparts, furent son meilleur appui
de sa fidélité.

Livre IV.
Chap. 4.

NOTE 28.

CHAPITRE V.

Philippe le Bel de France maître de Bordeaux. — Il flatte les Bordelais. — Les villages leur sont accordés. — Les Bordelais antipathiques aux Français. — La paix de Philippe avec le Pape. — Le pape Boniface, arbitre entre le roi et Édouard d'Angleterre. — Paix faite entre lui et Édouard. — Nouveaux privilèges accordés aux Gascons. — Bordeaux et la Guienne rendus à Édouard. — Remaniement de la ville. — Nouveaux quartiers incorporés. — Procession pour honorer la mémoire. — Les *padouens*; c'étaient des prairies ou lieux d'aujourd'hui nos places. — Les privilèges des bourgeois ou citoyens de Bordeaux.

Livre IV.

—

1297.

NOTE 27.

Dupuy,
Histoire
du

Différend, etc.

Philippe le Bel était maître de Bordeaux; mais les Bordelais, et il le savait, tenaient pour les rois d'Angleterre. Il força de conquérir leur affection : il accorda de nouvelles libertés aux petites villes, confirma les anciennes de Bordeaux, et donna aux Bordelais cette ancienne *Philippine*, dont ils ont été si fiers pendant tout le moyen âge. Il autorisa le maire et les jurats à créer des droits de tré sur les blés, les vins et autres marchandises, dont les besoins de la commune l'exigeraient; mais Philippe ne réussit pas pour ses avances. Ses artifices ne réussirent pas : les Bordelais restèrent antipathiques aux changements de maître. Édouard, préoccupé de la guerre d'Écosse, désirait se débarrasser avec l'affaire de Gascogne, sans se créer de nouvelles dépenses. Philippe fomentait l'insurrection écossaise et excitait ce peuple contre l'Angleterre; il avait, lui aussi, bien des affaires sur les bras, ses démêlés avec le pape Boniface VIII, qui, dans sa bulle *Salvator mundi*, reprocha à Philippe son ingratitude envers le Saint-Siège, et lui retira toutes les franchises précédemment accordées par les papes; les Bordelais s'étaient envenimées entre eux. Le roi de France, outre, assez embarrassé avec les Flamands, dont il

renait tous les jours, avec un nouveau cha-
 uveaux revers que les Gascons avaient fait
 roupes, et qui lui donnaient la certitude que
 échappait.

sirait la paix, Philippe n'en était pas éloigné ;
 mettre tout à l'arbitrage du Saint-Père. Le
 déclara qu'il n'était que trop juste de rendre à
tie des terres, des hommes et des biens qu'il
 t du royaume de France ; mais il se réserva
 ard quelle partie du territoire lui serait ren-
 ue, provisoirement, la ville de Bordeaux et
 fussent baillées en gage aux officiers de la
 erait. Il ramena, en outre, sur le tapis, un
 réconciliation, dont il s'était déjà agi, et qui
 t devoir cimenter une paix stable et désira-
 iariage du roi d'Angleterre avec M^{me} Margue-
 œur de Philippe, et celui d'Isabelle, fille du
 ec le prince de Galles, Édouard, fils du roi
 s deux potentats ne se souciaient pas de
 e longtemps entre les mains du Pape ; ils ai-
 rrenger eux-mêmes, et convinrent de nom-
 spéciaux pour terminer ce différend. Enfin,
 des deux potentats se réunirent à Montreuil-
 redi avant la Saint-Jean, 1299 ; c'étaient du
 Amanieu d'Albret et Guillaume de Libourne ;
 ns arrêtées dans cette conférence furent ac-
 ifficultés assez graves. De tous les embarras
 ir impunément de tous côtés, les querelles
 le Pape n'étaient pas les moindres. Le lan-
 déplut à tout le monde : ses prétentions sur
 poussées par Édouard. Sa conduite à l'égard
 peu faite pour se concilier l'affection de ce
 gardait comme un ennemi ; il rejeta sa mé-
 ia, par une politique trop brusque, les dif-

Livre IV.
 Chap. 5.

—

1298.

Duchesne,
Histoire,
 tome 1^{er}.

—

Hume,
History of
England,
 tome 2.

1299.

Rymer,
 tome 1^{er}.

—

Molleville,
 tome 1^{er}.

Livre IV.
Chap. 3.

1301.

1302.

1303.

Rymer,
ibid.

ficultés de sa position. Les Bordelais se montrèrent en plus favorables à la cause des descendants d'Édouard la restauration de la puissance britannique. Philippe le Hardi, de ces dispositions, révoqua, le 18 juillet 1301, les lettres qu'il leur avait octroyées, et s'aliéna de plus en plus le public en Gascogne. Il comprit plus tard combien cette mesure était peu politique et compromettante; il voulut reprendre le terrain perdu, et envoya, vers la mi-septembre 1302, des commissaires chargés de visiter les sénéchaussées, en particulier la Gascogne, avec pouvoir d'affranchir un certain nombre de *ses hommes de corps*, et de décharger les autres de toute servitude, pour les élever au rang de bourgeois, et d'autoriser les seigneurs d'en faire de leurs serfs; il accorda aussi aux bourgeois et aux chevaliers le privilège d'acquérir des fiefs nobles, de devenir chevaliers de recevoir la ceinture militaire, signe caractéristique de noblesse; aux ecclésiastiques, la permission de faire des acquisitions dans les fiefs du roi, sans payer aucun droit; c'était accroître la puissance sacerdotale et abaisser celle du despotisme royal; on se méfiait de ce bienfait, on le rendait trop accessible aux roturiers. En affranchissant les serfs, sans discernement, on prostitua la liberté, on voulait presque plus; on la considérait comme un instrument du despotisme royal; on se méfiait de ce bienfait, dont la réalisation a toujours été le rêve des hommes libres. Il est triste d'avoir à constater une vérité historique; c'est que plus tard les *hommes de corps*, en grand nombre, refusèrent leur affranchissement sous Louis X. Il fallut les forcer à se racheter de l'esclavage!

Les Bordelais, toujours antipathiques aux Français, méprisèrent Philippe de son usurpation et de ses projets. Il consentit à rendre la Guienne au roi d'Angleterre. Edouard, son tour, s'engagea à lui en faire hommage-lige. Le traité fut signé le 20 mai 1303; et Bordeaux, qui avait été gouverné par son roi par la rouerie de deux femmes, instru-

Philippe, fut rendu aux Anglais : la remise en
s commissaires de ce monarque, dans l'église
on, entre les mains du comte de Lincoln, en
personnages nobles et non nobles du pays. Ce
rmé, en 1307, par l'hommage que le prince
re les mains de Philippe, pour l'investiture du
de la Guienne, après la mort de son père.

e de Bordeaux avait pris un grand développe-
l'industrie et l'agriculture ; c'est une des épo-
émorables de la prospérité de la ville. On en
venir par une procession publique, à laquelle
aire et les jurats ; elle parcourait les quartiers
incorporés dans la ville, et rentrait pour assister
la place de la Corderie (rue Condillac), ou, en
s temps, dans l'église des Jacobins (Notre-
elle se rendait à la Porte-Médoc, au coin des
herine et du Pont-de-la-Mousque ; et là, de-
ere volante, on chantait, avec les cérémonies
e psaume *Attollite portas, etc.* Le curé de
épondait, au dedans, avec son clergé · *Quis*
ria? en réponse aux antiennes que chantait
Saint-Seurin, avec la procession en dehors.
e commémorative fut continuée tous les ans
rs 1790. Alors le souffle innovateur de la ré-
ença à se faire sentir ; il balaya les anciens et
sages traditionnels des siècles précédents ; il
ue des souvenirs.

ement du XIII^e siècle, vers l'an 1219, les Bor-
nèrent au roi que les quais et les remparts
n état de dégradation qui empirait tous les
propriétaires adossaient des maisons aux murs.
confisquer ; mais, cédant aux instances des pro-
eur rendit leurs maisons, et permit à d'autres
emblables constructions aux remparts, à con-

dition qu'elles ne fussent pas, par leur élévation, un danger pour la ville (1).

D'après la Charte de *padouens* (1262), il paraît que ces publiques étaient des sortes de prairies, des lieux qui faisaient pacager les bestiaux. Plusieurs propriétaires possédaient ces *padouens* : les uns en totalité; les autres en partie; d'autres, enfin, les avaient en commun. Le roi nomma une commission d'enquête, composée de quatorze citoyens honorables, et promit de se conformer à leur rapport (2). On interrogea les plus anciens du quartier, et, d'après leurs déclarations, on acquit la conviction qu'il y avait à Bordeaux deux sortes de *padouens*, ou de lieux de pacage: les *padouens* publics et les *padouens* particuliers. Les premiers, c'étaient les places de Saint-Projet, de Saint-Jacques, de l'Ombrière, toutes les barbacanes de la ville. Les seconds, qui appartenaient aux particuliers, se trouvaient entre les murs du levant et la rivière, à partir de la maison d'Andron (3) jusqu'au monastère de Sainte-Croix. Pa-

(1) Sciatis quod cum nobis significatum fuisset, quod cives nostri Burdigalenses super domibus ædificatis super muros ejusdem civitatis et super domibus extra muros, adhærentibus ipsis muris et super basis et padouentis injuriam facerent, nosque prædicta omnia ad manum nostram recepissemus, tandem supplicationem et instantiam pro nobis, et hæredibus nostris, eisdem hæredibus concessimus, quod domus ædificatæ supra muros civitatis non deberent neant et quod aliæ non ædificatæ rationabiliter ædificari et levari ut deberent ædificari prout ædificantibus videbitur rationabiliter expedire. (*Livre des bourgeois*, archives de l'Hôtel-de-Ville.)

(2) Super basis verò et omnibus padouentis civitatis Burdigalensis et burgi et super domibus quæ dicuntur constructæ esse in fossato castri nostri providimus et concessimus quod Guill. Chicat, Helias Barbe, etc., etc., sancta Dei evangelia coram nobis vel senescallo nostro, quod ipsi super inquisitâ et factâ rei veritate, nobis reddant jus nostrum et communis de communia jus suum prout eis veritate prestiti juramenti videbitur facere. Prædicti cives debent super præmissis veritatem inquirere et dictum jus infra festum omnium sanctorum proximè venturum; nosque super hæc dictis eorum, vel majoris partis eorumdem. (*Livre des Bonillons*, archives de l'Hôtel-de-Ville.)

(3) L'hôtel Andron était aux *padouens* des Salinières.

ète, il était défendu de bâtir de nouvelles mai-
ue Carpenteyre, ainsi appelée parce que c'était
er qu'habitaient les tonneliers, en gascon *los car-*

Livre IV.
Chap. 5.

ù nous sommes arrivés, les municipalités étaient
reconstituées, et une organisation nouvelle se
a grand avantage de l'ordre social. La royauté
ore les traditions impériales de Rome; mais elle
de vue son origine germanique et ses modifica-
. La liberté, l'égalité devant la loi et devant le
présentant; les formes extérieures des muni-
velles institutions, se greffant sur les usages
illes libres, avec leur organisation municipale;
rganisée de manière à donner une puissance
ion plus directe, plus immédiate à la royauté,
sque inerte pour la défense des faibles; le main-
et de la paix publique. C'était un grand pas
olitique. De cette époque (XII^e et XIII^e siècle)
taires réformes judiciaires et législatives, des
ablissent les droits et les prérogatives des mu-
partage des biens entre les enfants, la commu-
époux, des choses acquises durant le mariage,
ères et sœurs; en un mot, c'était l'action du
qui imprimait partout un même esprit de rai-
et d'équité naturelle.

^e siècle, Édouard I^{er} crut qu'il était nécessaire
une forteresse dans Bordeaux: le château de
lui paraissait pas suffisant. Il mit dans son se-
solers, l'un des plus puissants bourgeois de la
ys. Solers s'engagea à seconder les vues du
an après, tout était si bien convenu et réglé,
envoya l'évêque de Hereford pour régler les frais
uction. (Voir *Note 24.*)

Saint-Pierre était alors (XIII^e siècle) plus fré-

quanté que toute autre partie de notre rade; il en é depuis le temps des Romains. Tous les navires y débarquer leurs marchandises. A l'endroit où se tro jourd'hui La Bastide, il y avait un port, dit le *Port geyt*. Le roi d'Angleterre le donna en fief à Pierre bourgeois de Bordeaux, qui percevait un droit de p les voyageurs et marchandises qui traversaient la ri échange de ce privilège, Pierre Estève et ses successeu obligés d'accorder gratuitement au roi et à sa suite, sénéchal, une barque montée de neuf matelots, jo fleurs en été et de paille en hiver.

Au XIII^e siècle, Bordeaux était devenu une ville rable: la population augmentait toujours et se portai de la ville, dans le quartier de la *Rousselle*, qui étai portion la plus commerçante de la cité. Un faubourg insensiblement en dehors de l'enceinte primitive q a chantée et que Vinet a décrite. Le plan en était cception romaine, et le nom de *Navigère* donné à ses quatorze portes (nous ignorons les noms des autres accuser une origine qui remonte au peuple-roi. Le sins, les Normands ont pillé, brûlé et détruit la vil les fondements des murs, formés de gros blocs de ont résisté aux efforts dévastateurs de ces barbares avons lieu de croire que les ducs ont relevé les m conservé à Burdigala, jusqu'au XII^e siècle, sa phy primitive.

La population s'accrut rapidement après le départ des Normands: des maisons se construisirent et se rent sur la rive droite du Peugue, et prirent l'asp seconde ville ou faubourg considérable. C'était le t de la population qui s'y réfugiait; et comme les s dépôts de sel, s'étaient formées dans ce quartier, on le nom de quai des *Salinières*, qui, malgré la nou nomination de *Bourgogne*, subsiste encore dans la

du peuple. Il fallait enfin songer à mettre ce
 uleux à l'abri des déprédations de l'ennemi : il
 un moyen, c'était d'agrandir la ville et de com-
 ns une nouvelle enceinte, les habitations con-
 hors de l'enceinte romaine. Le projet était gran-
 temps ; mais il était nécessaire. On se mit donc
 rs le milieu du XII^e siècle ; et par une nouvelle
 , d'une étendue d'à peu près 3,070 mètres, on
 ns la ville une surface de terrain de près de 43
 r cette ligne furent percées plusieurs portes : au
 de Toscanam, improprement appelée aujourd'hui
 , des Ayres, du Cahernan, de Saint-Éloi, de la
 l'est, celles des Portanets, du Pont-Saint-Jean,
 t Despaux. Le parcours de cette ligne est visi-
 qué par la rue Boule-du-Pétal, les fossés des
 es Carmes, de l'Hôtel-de-Ville, de Saint-Éloi et
 e ; mais de tous ces monuments du XII^e siècle, il
 lus que la Porte-Basse et les tours de Saint-

de 1246, on a trouvé un titre de l'église Saint-
 i du grand sceau de la municipalité, duquel il
 a jurade, voulant construire les deux tours de
 ville sur le terrain situé autour de l'église Saint-
 chapitre de Saint-André était le curé primitif,
 change et compensation, aux chanoines de ce
 t le terrain qui se trouvait entre l'église de Saint-
 voir du nouveau mur, ainsi que l'espace qui était
 ax murs de la ville (1).

mus quamdam litteram magno sigillo Burdegalæ sigillatam, qualiter
 nem terræ occupatæ in introitu ecclesiæ Sancti-Elegii pro duabus
 ædificandis dederunt de terrâ communî Burdegalæ quæ est juxta
 , inter duos muros, in commutatione terræ dictæ ecclesiæ occu-
 ad restaurationem ecclesiæ prædictæ, videlicet ad angulo dictæ
 lavatorium muri novi et totam amplitudinem positam inter mu-
 n. millesimo CCXLVI).

Il paraît certain qu'il y avait sur ce terrain quatre tours rangées en rectangle : les deux tours dont il est question datent donc de 1246. D'après nos chroniques, elles ne furent élevées jusqu'au haut qu'en 1449. La tour supérieure fut démolie en 1548, par les ordres du comte de Montmorency ; mais on donna contre-ordre, et une nouvelle toiture y fut placée en 1556. Vers le milieu du XVI^e siècle, on y fit encore quelques réparations, qui ont amené l'état actuel où nous les voyons.

Telle fut la physionomie de Bordeaux pendant tout le XIII^e siècle. Le mariage d'Éléonore avec Henry II donna une nouvelle impulsion au commerce et beaucoup de mouvement eurent lieu à notre port. La population s'accrut beaucoup pendant le XIII^e siècle ; on bâtit encore, en dehors de la seconde enceinte, des ateliers, des celliers, des habitations, des couvents. Une troisième enceinte était devenue nécessaire ; et au commencement du XIV^e siècle, on commença à réaliser le vœu des bourgeois, comme nous le verrons plus bas.

Du XII^e siècle date, à proprement parler, l'organisation de la bourgeoisie à Bordeaux ; et pendant les deux et trois siècles suivants, le titre de *citoyen*, ou bourgeois, devint très-recherché, même par les nobles. Ils ambitionnaient de siéger dans le conseil du maire, de prendre la direction des affaires publiques et de jouir des privilèges accordés par les rois d'Angleterre, par politique plutôt que par faveur. Mais, à un moment où ces privilèges, libertés ou franchises, comme on les appelait, étaient un sujet de gêne et d'embarras pour l'ordre public ; ils créaient dans la même ville deux catégories de citoyens, et partout des jalousies et des haines. Les princes crurent devoir entourer de difficultés l'obtention du titre de *bourgeois de Bordeaux*, et arriver graduellement, insensiblement, à l'extinction de ces libertés si gênantes pour leur autorité, et qui avaient le grand inconvénient de c

es, de concentrer toute l'activité industrielle, toute
u pays, dans la ville, où l'on ne trouvait déjà que
nts hétérogènes se froissant, se heurtant et engen-
llisions et des guerres civiles, comme autrefois
es d'Italie. Le titre de citoyen de Bordeaux était
honorifique et lucratif : les Bouglon, les Lalande
nobles du pays, le recherchaient avec empresse-
vertu d'un titre de bourgeoisie, du 1^{er} mars 1334,
Bouglon fut autorisé à jouir de tous les privilèges
es citoyens de Bordeaux, *quoique issu d'une race*
obstante quod idem donatus de genere nobilium
em.

le roi Édouard défendit de nouveau à la munici-
onner le titre officiel de *bourgeois, ou citoyen de*
des nobles ou gens d'armes sans sa permission,
eussent eu dans Bordeaux, au moins pendant
maison, feu et famille. En 1377, Gaillard de
neveu de Clément V, crut devoir remercier le
neur qu'on lui avait fait en le nommant bour-
deaux.

autre les privilèges attachés à ce titre honorifique,
lire les statuts et le livre des Coutumes de la cité ;
devoir en donner ici un extrait :

peut devenir citoyen de Bordeaux s'il n'a, comme
tres, une maison et un établissement dans cette
chevaliers ou damoiseaux ne peuvent être agré-
s des citoyens sans une permission spéciale du roi.
geois de Bordeaux qui, dans un moment de co-
la femme ou son fils, est absous, s'il ose jurer sur
Saint-Seurin qu'il a involontairement commis ce
qu'il en éprouve un très-vif regret (1).

u'on appelait *fierte* dans le nord de la France, était la chasse qui
e de saint Fort, dans l'église de Saint-Seurin. Nous en parlerons
notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

» Il est permis au père de vendre son fils ou de le
» en gage dans un moment de gêne excessive.

» Si un étranger tue un bourgeois de Bordeaux, le
» ou le retient prisonnier, il ne peut entrer dans la vi
» la volonté expresse du maire et des jurats, ou des
» la victime.

» Dans le cas où une femme a un procès, on lui do
» mari pour juge ; et les parties font appel au mair
» maire au châtelain.

» Un individu qui se présente au domicile d'un bou
» nonobstant la défense expresse de ce dernier, ne p
» plaindre s'il lui arrive malheur.

» Celui qui sert de caution est responsable envers le
» crier, en cas de mort ou d'insolvabilité du débiteur
» caution vient à mourir, son héritier ne doit rien,
» qu'il ne se soit obligé par écrit.

» Aucun individu ne peut contracter un engagement
» un clerc ou un chevalier qui doit une somme que
» à un habitant de la commune, et qui refuse de se sou
» au jugement du maire et des jurats. Le contreven
» obligé de payer la dette au créancier.

» Le maître est responsable des animaux qui lui app
» nent. Si une de ses bêtes tue ou blesse un individu
» de ses pourceaux tue un enfant ou lui mange la m
» propriétaire est arrêté et puni comme s'il était l'au
» l'accident. Toutefois, il peut être relaxé sur la sim
» clarification que la bête ne lui appartient pas ; le m
» borne alors à prononcer la confiscation.

» Le bourgeois de Bordeaux encourt la perte de se
» léges s'il met obstacle à l'exécution de la justice ;
» évader le criminel qui va subir le dernier supplice ;
» trefait la monnaie ou le sceau du roi ; s'il prend les
» contre lui ; s'il livre une ville ou un château dont
» confié la garde ; s'il tue le roi ; s'il passe dans les ra

s; s'il jouit de la femme de son seigneur par adultère ou par sortilège.

Le bourgeois qui porte atteinte à ses jours, le renégat, qui commet le crime de pédérastie et de bestialité, qui vend leurs biens et leurs franchises. Le pédéraste est, le renégat, le bestial, condamné à mort. »

Les bourgeois ne jouissaient pas toujours des privilèges des nobles, mais ils en avaient d'autres qu'ils tenaient de leur seigneur. Ils pouvaient chasser dans les forêts du roi, tandis que le noble individu pris en flagrant délit, était arrêté et conduit au châtelain de Bordeaux, au palais de l'Ombrière. Le chasseur avait pris de la venaison, un quart en plus pour le garde de la forêt et un tiers était attribué au seigneur qui confisquait également le cheval et les chiens du chasseur.

Le seigneur du château de l'Ombrière, où étaient détenus les criminels, percevait, pour chaque baron arrêté, 400 sous; pour chaque cavalier, 5 pour chaque écuyer, et 12 deniers pour toute autre personne.

Les bourgeois de Bordeaux devaient à la commune et au seigneur une garde militaire.

Le bourgeois est tenu de faire le guet de nuit; et s'il ne se présente à son tour arrive, ou bien s'il quitte son poste, il est condamné à 5 sous d'amende, à moins qu'il n'ait une excuse légitime.

Le maire et les jurats ordonnent la chevauchée pour arrêter le malfaiteur, tous les habitants doivent prendre les armes. Si l'un d'eux ne répond pas à l'appel, il est mis à la prison du maire.

Le roi convoque son *ost*, pour livrer bataille ou pour aller à un château, les gens de la commune sont obligés d'accompagner le roi pendant vingt jours. Le prévôt de l'Ombrière est le premier, et les gens de la commune ensuite.

Le roi commande l'*ost* en personne, tout propriétaire

» de maison doit se présenter, ou bien il peut se faire
» placer par ses frères, ses fils ou ses neveux.

» Si l'*ost* est sous les ordres du sénéchal, tout prop
» peut se faire remplacer par son serviteur. Celui qu
» que à l'appel est condamné à 65 sous d'amende.

» Le bourgeois de Bordeaux n'est tenu de suivre l
» dans l'étendue du diocèse. Les nobles et les cheval
» Bordelais doivent quarante jours d'*ost*, et leur ser
» dû hors des limites du diocèse, lorsque le cas l'exig

Un noble ne jouissait pas à Bordeaux des privilèges
punité, s'il insultait ou maltraitait un bourgeois; si un
chose arrivait, une réparation était une nécessité légale.
son défaut, il était puni d'une manière éclatante. Si un
ou un ecclésiastique était redevable de quelque somme
quelque chose à quelqu'un de la commune, et refusait
se soumettre aux jurats, comme juges, il était signalé
comme un proscrit.

Si quelqu'un diffamait le maire ou les jurats, en ra
leurs fonctions ou dans l'exercice de leur charge, il étai
sible d'une amende de 60 sous, mis au pilori et bann
ville pour un mois; et si un jurat frappait son collè
le jetait en prison, il était expulsé de la ville pendant
jours, et à sa rentrée était condamné à payer une ame
6 liv. 6 sous; il n'y avait pas d'exception en faveur de
geois ou des nobles.

Quant aux principales familles bourgeoises ou nob
Bordeaux, aux XIII^e et XIV^e siècles, nous en avons parl
la *Note 24*.

Pendant les XIV^e et XV^e siècles, les bourgeois d
deaux continuèrent de jouir de la plus haute considér
et les rois d'Angleterre et de France respectèrent religieus
leurs droits. Louis XI les déclara francs et exempts d
subsides, tailles et emprunts; il fit défense à ses *maré
de-logis* de loger des troupes à Bordeaux, sans en av

nt l'avis du *fourrier ordinaire* de la ville, et le
t des maire et jurats. Les bourgeois furent dis-
Charles VII, en 1454, de loger les gens de guerre.
le, on attachait un si grand prix au titre de bour-
e roi d'Angleterre, après avoir donné à Bernard
le château de Marmande, les droits de péage
vaient au passage d'Aiguillon, la place de séné-
etc., crut mettre le comble à ses bienfaits en lui
e droit de bourgeoisie dans la ville de Bordeaux.
ois de Bordeaux, condamné au dernier supplice,
neurs de la décapitation, comme les gentilshom-
écutions avaient lieu devant l'église de la Visita-
es fossés des Carmes et ceux des Tanneurs; cet
ait le nom de place de l'Échafaud. Les bourgeois
roit de porter toujours des armes; la défense de
même de la province, était confiée à leur valeur.
t du droit de bourgeoisie à la fin du XV^e siècle :
de se qualifiait citoyen de Bordeaux et récla-
soin, les privilèges des bourgeois. Pour prévenir
Parlement, par un arrêt, ordonna que tout bour-
tenu de présenter ses lettres de bourgeoisie dès
it requis. Pour être reçu bourgeois, il fallait alors
micié à Bordeaux pendant deux ans, et une ab-
même durée faisait perdre le titre et les privilè-
étaient attachés.

et même au XVIII^e siècle, le titre de bourgeois
bien recherché; mais comme on avait accordé
ques années des lettres de bourgeoisie à des indi-
y avaient pas de droit, et ne se trouvaient pas
ditions voulues par les statuts, il fut arrêté qu'a -
u ne serait reçu bourgeois de Bordeaux qu'en pré-
ois ou quatre jurats, qui signeraient l'acte de récep-
ait, en outre, avoir au moins un intérêt de 1,000
n navire. On fit alors trois copies des requêtes des

Livre IV.
Chap. 3.

bourgeois légalement reçus : la première fut déposée au Trésor des finances, la seconde au Greffe de l'Hôtel-de-Ville, et la troisième à la Connétablerie. De tout temps, les bourgeois avaient le droit de porter l'épée et d'autres armes. Pendant les guerres de religion, il fut défendu d'en avoir sur la rue. Plus tard, au commencement du XVIII^e siècle, cette défense fut renouvelée, et il fut fait inhibition, en 1706, à tout bourgeois ou fabricant, de mettre en vente des pistolets de poche, des couteaux-poignards, des baïonnettes ou autres armes, sous peine de confiscation et de 500 liv. d'amende.

On ne pouvait envoyer de garnisaires chez un bourgeois sans un jugement préalable, à moins que ce ne fût par l'ordre du roi.

Un édit de 1684 avait expressément recommandé aux bourgeois d'apporter de la décence dans leurs vêtements. Cette loi fut remise plus tard en vigueur, sur le rapport de Montesquieu, en 1714.

La révolution de 1794 est venue renverser toutes ces lois, et faire passer toutes les classes sous son nouveau niveau.

CHAPITRE VI.

— Révolte des Bordelais. — Bienfaits de Clément V. — Sa conduite à l'occasion des Templiers. — Mésintelligence entre les jurats d'Ombrière. — Faveurs accordées par Édouard aux Bordelais. — Sa poursuite de la Guienne. — Le clergé et les communes reconnaissantes. — Les *gahets*, ou lépreux. — Jourdain de l'Île. — Ses forfaits. —

On a déjà vu ce que le pape Boniface, comme arbitre, avait fait pour l'accommodement entre les deux rois de France; mais Édouard, voyant la mésintelligence qui existait entre Philippe et le souverain Pontife, voulut en prononcer sa propre cause. Philippe, pour prévenir l'orage, fit la paix avec Édouard, et lui restitua le *Bordeaux*. Ce dévouement était inévitable : les Bordelais avaient soulevés contre la *maletote* (*male tolla*), une taxe onéreuse et vexatoire dont Philippe avait frappé la ville. Il avait étendu ses exigences fiscales au clergé; il avait imposé et menaçait le roi d'une excommunication, dans la perception de cet impôt. C'est alors que Philippe fit la paix avec Édouard (20 mai 1303).

Les Bordelais s'étant révoltés contre les intolérables exactions de Philippe, ce prince leur avait enlevé toutes leurs libertés municipales, de manière que toute l'autorité était tombée dans les mains du maire, qu'il s'était réservé la faculté de donner lui-même. Bertrand, archevêque de Bordeaux, sous le nom de Clément V, revint dans la ville en 1306. Les Bordelais le supplièrent de mettre fin à ces exactions, et d'engager le roi à rétablir la jurade, c'est-à-dire la faculté d'élire leur maire. Le Pape le fit,

Livre IV.

1305.

et conquit ainsi l'affection et la reconnaissance du peuple. Cette époque, la ville était accablée d'impôts, et, à cause des guerres et des dissensions intestines, dans l'impossibilité de payer au clergé l'arriéré des dîmes. Le maire vint à Paris au Pape la situation critique des Bordelais, et implora son secours. Clément appela auprès de lui son neveu, l'archevêque de Bordeaux, et l'engagea à transiger moyennant une somme d'argent dont le paiement serait garanti par une hypothèque sur les biens de la commune. L'archevêque ayant accédé à la demande de son oncle, le maire rassembla les citoyens, sonna de la cloche de Saint-Éloi, et fit savoir au public la suite de sa démarche auprès de Sa Sainteté. Cette nouvelle fut accueillie par des acclamations unanimes : des commissaires furent nommés pour s'entendre avec le clergé et régler l'indemnité. Le nom de Clément V resta longtemps en vénération parmi les Bordelais.

Philippe combla de bontés le Pape, qui, en retour, ne négligea rien qui pût être agréable à son royal bienfaiteur. Le prince agissait par un motif politique. Clément V, dans les mesures qu'il prit pour plaire au roi, n'avait qu'un motif, celui du devoir ; c'est alors que le roi, voyant que le Pape pouvait tout oser, lui demanda la suppression définitive des Templiers, et prétendit justifier les charges alléguées contre eux par des preuves irréfragables. Le Pape accueillit la demande avec peine : accéder au vœu du roi, c'était se mettre en position précédente dont d'autres princes pourraient abuser ; s'opposer, c'était se créer une position critique et pénible comme celle de Boniface VIII, et indisposer contre lui Édouard, son gendre, devenu le gendre de Philippe, et tout cela au moment où les temps si difficiles, où les partis se disputaient le pouvoir en Italie et pourraient nuire aux intérêts de la papauté, quant le secours des princes mécontents. Le cardinal de Sion, voyant ses embarras, conseilla au Pape de ne rien faire, et de ne pas rebuter l'implacable Philippe par un refus.

uler et d'attendre la convocation d'un concile
Le prince, peu satisfait des hésitations du Pape,
acte d'accusation, tissu de mille crimes, partie
maginaires. Selon lui, le nouveau Templier,
qu les *draps de l'ordre* (le manteau blanc à la
était conduit dans un lieu secret, où il reniait
crachait sur la croix : la mort était la peine
re celui qui révélait leurs orgies et leur infâme
oraient un Dieu inconnu, un démon, dont cha-
possédait l'image ; c'était une tête humaine , à
ant, en la place des yeux, des escarboucles re-
e la clarté du ciel, avec un crâne humain et
ine. Quant à leurs mœurs, l'accusation les re-
me infâmes et contraires aux lois divines et

omme suzerain, envoie ces charges à Édouard II,
d'arrêter les Templiers de Guienne. Ce prince,
sans expérience et d'un caractère faible, se
ord en faveur des Templiers, écrit en leur faveur
rangers ; mais soit crainte, soit cupidité, il or-
rsuites à Bordeaux ; tous les Templiers furent
rent un astucieux interrogatoire. Un dignitaire
Bordeaux (le percepteur d'Aquitaine), déclara
on on lui avait fait jurer, sur un certain livre,
ieu, créateur, *qui n'est mort ni qui ne mourra,*
er devant une idole dorée, à barbe d'argent ,
e Christ. Le tribunal de l'archevêque était com-
eurs assesseurs distingués, deux chanoines de
deux Dominicains, deux frères Mineurs. Les
rurent devant leurs juges, à Bordeaux comme
les impressions différentes : les uns, gagnés par
de pardon, appuyées de menaces, confessèrent
sonnelles, qui n'étaient que trop réelles, et que
roi imputaient à tout l'ordre ; d'autres, dans

Livre IV.
Chap. 6.
—

*Processus
contra
Templar.*

leur confiante bonne foi et dans leur naïve ignorance de la politique, dirent tout ce qu'on voulait leur dire ; mais les plus éclairés et les plus religieux aimèrent mourir que de mentir. On leur lut les charges, les dépositions de leurs frères et les dépositions des témoins : ils reçurent avec indignation ces allégations mensongères ; ils reconnurent que si quelques Templiers avaient fait des aveux contraires à tant pour l'ordre, c'étaient des êtres faibles et faibles dominés par la crainte ou privés de leurs facultés par une torture prolongée ; qu'ils étaient tenus au conseil, sans appui, et amenés au jugement sans avoir le bénéfice des formes légales ; que des aveux mensongers avaient été arrachés à plusieurs Templiers faibles d'esprit, et peu éclairés dans leur foi ; qu'ils avaient été induits par la promesse de leur pardon, de la restitution de leurs propriétés ou, au moins, de rentes viagères. Voyant ces charges d'immoralité, les Templiers les repoussèrent avec indignation, et protestèrent de leur innocence et de la pureté de leurs mœurs.

Clément répugna à attacher son nom à la destruction de l'ordre religieux qui avait fait du bien à l'Église et à la société ; mais le roi s'obstina dans la poursuite de ces malheurs ; n'attendant que peu ou peut-être rien du Pontife romain, il fit continuer la procédure, assisté des cardinaux du Pape, qui étaient restés auprès de lui à Paris depuis le mois d'août 1309 jusqu'en 1311 au mois de mai. Le pape était peu satisfait de la précipitation du roi à faire le jugement des religieux, dont le jugement, selon la jurisprudence de ce temps, était de la compétence des tribunaux ecclésiastiques. Voulant encore neutraliser cet empiètement sur le domaine de l'Église, il publia sa bulle *Regnans in cælis* pour la confirmation du concile de Vienne. Enfin, après de longues discussions, vivement impressionné par des rumeurs contradictoires et obligé des scandales que cette affaire avait fait naître,

le jugeant dangereux de s'opposer à la force, qui précipité sur le jugement et qui pouvait et voulait rétablir l'ordre, le Pape déclare, le 22 mai 1312 : « que les excommunications obtenus pendant le procès rendent l'ordre très-utile, que, de plus, les rumeurs pleines d'infâmies, les calomnies véhémentes, l'accusation portée à grande clameur par les prélats, barons et communautés, ont causé un scandale qui ne pouvait s'étouffer tant que l'ordre subsisterait... » Il a donc devoir supprimer l'ordre, non par sentence de justice, mais par enquête, les enquêtes et les procès susdits ne suffisaient pas pour qu'il puisse le faire selon le droit, mais par voie de provision et autorité apostolique. » Philippe suspendit ses violences : son vœu était accompli. Il convoqua les chevaliers de l'ordre ; mais ils furent enlevés par la convoitise et donnés aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem (chevaliers de Malte) (1). Philippe, selon Moreri,

Livre IV.
Chap. 8.

Joan.,
Canonie,
Sancti Victor,
Paris.
Vitâ Clém. V.

Il est impossible de distinguer aujourd'hui, dans nos contrées, les biens ou les possessions des Templiers de ceux de l'ordre de Malte. Mais les biens des deux ordres existent encore au XIV^e siècle. Nous connaissons les uns et les autres par un procès-verbal de visite générale de la Commanderie de Bordeaux, dont les titulaires de ce siècle (1759) messire frère Pons, François de Rosset de Rocozel, et d'Arudy. D'après ce procès-verbal, commencé le 11 août et clos le 19 septembre, il résultait que les revenus des chevaliers de Malte, à Bordeaux, s'élevaient à 1000 liv. ; les charges seulement à 4,062 liv. 8 s. 6 d. Il restait, par conséquent, un revenu net de 15,137 liv. 11 s. 6 d.

Malte avait à Bordeaux une chapelle dédiée à saint Jean, rue du Temple ; une autre dédiée à sainte Catherine ; une troisième sur le Pont-Saint-Jean. Il y avait des chapelles à Pomérol, près Libourne, à Lalande, canton de Libourne, à Arveyres, Saint-Pierre-de-Vaux, Cadarsac, Queynac, en Fronsadais, Martignas, Lagrave-d'Ambarès, Larrivau, Martignas, Pellicahus, dans la paroisse de Saint-Julien (Médoc), Artigues, en Benon (hôpital près Pauillac), Saint-Germain-d'Esteuil (hôpital), Grayau (hôpital), Saint-Jean-de-Marsillan, en Benon, en Médoc, Saint-Jean-de-Fargues, Mauriac, Saint-Jean-de-Buch, en Gironde, de Sallebrunec, Sallebrunec, Saint-Jean-des-Esthees, paroisse de Saint-Jean-de-Born.

Il nous parlerons de l'affaire des Templiers dans notre *Histoire de l'Eglise de France*. Nous mettrons sous les yeux de nos lecteurs toutes les pièces de ce fait, qui eut, dans le temps, un si triste retentissement dans le monde.

Livre IV.
Chap. 6.

ne put avoir que les deux tiers de leurs biens mobiliers pour couvrir les frais du procès (200,000 liv.).

La conduite et le langage du Pape semblent jeter une incertitude sur la culpabilité des Templiers. La haine de Philippe paraissait évidente; elle était trop violente pour avoir pour base l'amour de la religion chez ce prince, *fauteur de la croisade*, qui n'était ni pieux ni délicat. Désirait-il ruiner ses finances obérées en s'emparant de leurs biens? C'est possible; on l'a dit. Il se trompa dans ses prévisions. D'ailleurs, qu'il voulait déraciner les abus plus que le Pape? C'est probable. Ce qu'il y a de certain en tout cela, c'est que la temporisation de Clément témoigne de sa répugnance à donner un ordre que Philippe disait coupable, mais qu'il trouvait que *très-suspect*. D'ailleurs, l'arrêt même, prononcé sous la pression du despotisme royal, sans pièces probantes, sans preuves irréfragables, laisse planer un doute étendu sur le problème non encore résolu de leur culpabilité.

1512.

A cette époque, une mésintelligence éclata entre le roi et le prévôt de l'Ombrière. Des délits avaient été commis par des étrangers, dans la ville et banlieue de Bordeaux, et le roi, au prévôt que, de temps immémorial, on déférait la sanction de ces délits; mais le maire et les jurats lui contestèrent ce droit et se permirent de juger les délinquants. Le roi se plaignit de cet empiètement de la municipalité sur le domaine royal; le sénéchal, Jean de Bourne, intervint, mais sans succès. Les procès des étrangers continuèrent d'être appliqués devant la Cour de Saint-Éloi (l'Hôtel-de-Ville). Le roi de France écrivit à Jourdan Morant, connétable de Bordeaux, de s'entendre avec Amanieu d'Albret, afin de prévenir les troubles, extirper les abus et maintenir les droits de chacun en particulier. Bernard Pelet, prieur de l'abbaye de Guillaume de Cazes, professeur de droit civil, furent chargés d'aplanir les difficultés. Une transaction eut lieu; c'était ce que voulait Édouard, qui voyait avec peine que les Bordeaux

la faveur de Philippe , et recouraient à lui dans toutes les affaires difficiles. Il s'efforça de gagner leur affection ; et intéresser plus particulièrement en sa faveur la cour. Il fit à Bertrand de Salviat, neveu du Pape, la comté de la Nasse de Saint-Macaire, nommée la *viscomtau*, et de Meilhan, des châteaux de Lados et de Tontoufin, de la prévôté de Bazas. Tout cela ne gêna pas l'action de Philippe, qui faisait peser sur la Guienne le poids de sa suzeraineté. Édouard ne pouvait rien faire, sans l'en prévenir : le joug lui pesait ; mais lorsque Philippe défendit aux Bordelais de frapper des Anglais sans sa permission, il se crut lésé dans son droit, et lui écrivit pour le supplier, comme suzerain , de prendre une mesure si préjudiciable à ses intérêts. La haine parmi les princes s'étendait aux seigneurs et vassaux : les uns étaient pour la France , les autres pour l'Angleterre ; c'était la guerre civile avec ses déplorables suites. Les barons turbulents et belliqueux, se trouvaient à la tête. Raymond de Gensac, seigneur de Rauzan et de Puy, mit sous ses ordres cinquante cavaliers et deux cents pions ; avec ce corps, qui grossissait par ses succès , il s'empara du fort de Bisquette et y arbora le drapeau de France , au préjudice d'Arnaud - Guillaume de Bordes, vicier du roi, dont il s'appropriâ les terres, après avoir chargé lui-même de chaînes. Édouard s'en plaignit au roi. Philippe eut l'air de prêter l'oreille à ces plaintes. Par son édit, du 2 juillet 1313, il déchargea la ville de Bordeaux de l'amende à laquelle elle avait été condamnée, et ne levé une contribution contre les ordres du roi ; mais cela n'était qu'hypocrisie politique. Les tracasseries continuèrent pas moins contre les Anglais. Philippe mourut (1314) ; Édouard crut pouvoir enfin respirer, et ne négligea pour se concilier les cœurs des Bordelais ; il écrivit humblement aux seigneurs du pays, à Amalvin de Créon,

Livre IV.
Chap. 6.

1315,
10 février.

Livre IV.
Chap. 6.

1516.

Guinodie,
*Histoire
de Libourne,*
tome 1^{er}.

Lingard,
*History
of England.*

Rymer,
tome 2.

au sire d'Albret, à Guillaume, seigneur de Caumont dain de l'Île, à Hugues de Mauvezin, à Bernard de à Jeanne de Bordeaux, dame de Lavardac, au seigneur de Fumel, à Amanieu de Noaillan, à Pierre de Castelnau, à Jean de Batz, aux seigneurs de Roquetaillade et de Lamoignon, à Guillaume Sanche de Pommiers, à Bertrand de Lamoignon. Il écrivit aussi aux communes les plus importantes; et en échange de sa reconnaissance pour leur fidélité et leur dévouement, il annexa à la couronne d'Angleterre, sans pouvoir toutefois les aliéner, les villes de Bordeaux, de Saint-Martin, de Sainte-Foy, Marmande, Sauveterre, Aiguillon, Port-Maurice, Mezin, la cité de Bazas, etc., etc. Il autorisa le seigneur de Cadillac à se clore de murailles, nomma Robert de Bourne amiral de l'Angleterre, écrivit une lettre au seigneur de Bordeaux, lui demandant des conseils, et déploya toutes les ressources de la politique à calmer les esprits inquiets, à se concilier leur amour et à les ramener dans leur devoir, pendant qu'il avait sur les bras les affaires de l'Irlande et de l'Écosse. Il fit aussi à divers seigneurs religieux des donations prélevées sur les revenus du péage de Bordeaux et sur d'autres revenus du duché de Guyenne, qui montaient, dit-on, à la somme de 160,000 livres d'or.

Il ne se trompait pas : les communes et le clergé se montrèrent reconnaissants. Ils lui envoyèrent des secours pour l'Écosse, et lui firent connaître les menées des Français. Mais, quand lui avoir parlé de l'arrestation de quelques agents de la cour de France, ils terminent leur lettre ainsi :
 » avons mis tous ces gens en prison, en ayant soin de
 » prudemment la véritable cause de leur détention
 » crainte que la cour de France ne prenne fait et cause
 » eux. Les prisonniers et leurs complices sont très-intéressés
 » liés avec Hélié Audoin, qui est détesté de tous
 » sont dévoués à vos intérêts. Cet Hélié tient de vos

pour 500 liv. de ferme par an, les baillies de Puy-
 ad et de Villefranche, dont les revenus sont de 4,000
 il paie vos bienfaits de la plus noire ingratitude. »
 ette fut suivie d'un envoi de 4,000 tonneaux de vin
 aux à titre de don gratuit ; Édouard les en remercia
 (1324-1323). Tout semblait aller au gré de ses dés-
 s un malaise général fermentait encore dans la so-
 mbition du roi de France et la crainte peut-être
 a prince anglais, ne contribuèrent pas peu à le main-
 dant deux ans. En 1320, il reçut un nouveau déve-
 at par les désordres des *Pastoureaux*. Par ce mot,
 ait un attroupement de bergers, de misérables, qui,
 s femmes et leurs enfants, parcouraient le Borde-
 quelques autres contrées circonvoisines, dans le prin-
 1320. Leurs commencements étaient calmes et pa-
 leur langage et leur mine ceux de pèlerins. Ils avaient
 isaient-ils, le projet de passer en Palestine pour la
 les infidèles : tous les vagabonds, tous les mendiants,
 qui n'avaient rien à garder ni à perdre, et beaucoup
 dans ces courses aventureuses, vinrent grossir le
 le ces singuliers pèlerins et formèrent enfin une ar-
 40,000 hommes environ ! Ils se dirigèrent sur Tou-
 Bordeaux ; ils avaient voué une haine implacable
 et dans leur aveugle et impardonnable fanatisme,
 rent de les égorger partout où ils en trouveraient. Les
 nient bien le sort qui les attendait ; ils allèrent, au
 de cinq ou six cents, se mettre sous la protection du
 ur du château de Verdun-sur-Garonne. Les Pastou-
 rent attaquer le château ; les juifs se défendirent en
 s. Les assaillants s'approchèrent de la porte et y
 feu : la fumée pénétra dans l'intérieur ; elle les suf-
 Mais les assiégés montèrent sur les murs pour la der-
 ; et après avoir fait pleuvoir sur les assiégeants,
 ent les fondements, une grêle de pierres, mêlée de

Livre IV.
Chap. 6.

—

projectiles de toute sorte ; et n'en ayant plus sous leur main, ils leur jetèrent leurs jeunes enfants, comme autant de victimes immolées par la tendresse paternelle à leur libération et à leur foi. Enfin, voyant toute résistance inutile, ils se résignèrent à mourir plutôt que de se rendre : le plus courageux d'entre eux coupa la gorge à tous les autres, et s'en donna à lui-même. Les Pastoureaux de le laver dans les eaux du baptême de ses frères, dont il était couvert. Les fanatiques Pastoureaux le déchirèrent en mille morceaux et donnèrent son corps en pâture à des petits enfants juifs, qui avaient échappé au massacre général.

Voir notre Histoire de Bazas, p. 481.

—
Francisque Michel,
Histoire des Races maudites.

A cette époque, les lépreux, ou *gahets*, formaient en Guienne une classe maudite ; ils étaient atteints d'une maladie contagieuse, et se voyaient, par les lois d'alors, comme des vivres isolés, proscrits comme des parias et exclus de toutes libertés, des jouissances et des commodités de la vie civile. Ils étaient parqués comme des animaux, dans de vastes hospices, derrière des murs de la ville, qu'on appelait *ladreries*, ou *ladrerie*. Dans le XI^e siècle, on les appelait *chrestiens*, parce qu'ils étaient Vénuti, les premiers *gahets* étaient des pèlerins de Gênes, qui rapportèrent de l'Orient cette maladie endémique aux pays chauds ; il était défendu de converser ou de se mêler avec eux, crainte de respirer l'air infecté par leur contact. Ils ne pouvaient entrer en ville, ni marcher sur la voie publique sans avoir des sabots ; ils étaient communément de tous métiers, des rons, des charpentiers, des cordiers, et annonçaient leur approche par le son criard d'une *cliquette* de bois, qu'on pût s'éloigner d'eux. A Bordeaux, ils demeuraient au faubourg Saint-Julien. On accusa les juifs d'avoir répandu les *gahets* à empoisonner les sources et les puits, pour se débarrasser des chrétiens. Quelques lépreux avouèrent le complot, et périrent avec leurs complices dans les flammes ; les autres furent condamnés à une clôture perpétuelle. Quant aux accusés, justement ou injustement, de cette abominable

1321.

, ils furent jetés dans les fers. « On creusa, dit un
une très-grande fosse, on y alluma un grand feu,
y brûla pêle-mêle une centaine de juifs des deux
Beaucoup d'entre eux, hommes et femmes, s'élan-
dans le feu en chantant, comme s'ils fussent allés à
es; plusieurs veuves jetèrent leurs enfants aux flam-
e peur que les chrétiens ne les enlevassent pour les
r. »

aient les désordres qui suivirent l'apparition des Pas-
dans nos contrées. Chassés des environs de Bordeaux
échal, ces prétendus pèlerins se livrèrent au pillage
cès de toute sorte; ils se dispersèrent, mais deux de
fs, qui s'étaient réfugiés à La Réole, furent enfin re-
tendus. Les autres se rallièrent et continuèrent
érations dans le Midi. Des désordres non moins
résolaient les classes élevées: les seigneurs vivaient
ontrôle de l'autorité royale, dans tous les excès de
ité. Nous n'en citerons qu'un exemple, celui de Jour-
lle, seigneur de Cazaubon; son château était le ren-
de tous les brigands du pays; il les surpassait en
s cyniques, en cruautés révoltantes. Dénoncé, enfin,
ur d'Albret et le vicomte de Lomagne, neveu du
ment V, le roi le condamna à mort; mais ayant
nièce de Jean XXII en premières noces, et en der-
Catherine de Grailly, il obtint sa grâce à la prière
rents; mais il ne changea pas de conduite. Accusé
par le marquis de Langoiran de dix-huit crimes, de
ol, de meurtre, de rébellion et de plusieurs autres
oindre entraînait la peine capitale, il fut cité devant
ent de Paris. Croyant son impunité abritée sous un
n, il se présenta hardiment devant la Cour suprême,
né de tous les nobles déréglés de la province. On le
ison au Châtelet, d'où il ne sortit que pour être traîné
e de deux chevaux, et, enfin, pendu le 7 mai 1323.

Livre IV.
Chap. 6.

—
*Continuateur
de Nangis,
etc.*

1323.

Livre IV.
Chap. 6.
—

Pendant tout ce temps, Édouard II poursuivait la guerre contre l'Écosse; il avait besoin d'hommes et d'argent. Les peuples d'Aquitaine s'entendent pour secourir leur roi; ils votent une certaine somme, qu'Aymeric de Créon fit porter à Londres. Sitôt que le roi fut informé des bienveillantes dispositions des Aquitains par Aymeric, il écrivit aux seigneurs et aux autres peuples de la province pour exciter leur zèle et pour réaliser ses propres désirs; il dit dans ces lettres que les subsides qu'ils voteront proviendront de leur bonté et de leur libéralité, et qu'il n'en profitera jamais; qu'il convertira leur généreuse concession en un droit. C'est un aveu moignage irrécusable de la liberté des Bordelais et d'Aquitains; c'est reconnaître qu'ils ne pouvaient être taxés sans leur propre consentement (1).

(1) Volumus et concedimus pro nobis, hæredibus et successoribus nostris subsidium quod nobis ex hac causâ facietis (quod etiam ex vestra liberalitate procedere fatemur), vobis, hæredibus, vel successoribus vestris, sine præjudicio, nec trahatur in consequentiam in futuro..... Teste regi nostro Edwardo, 18 fruric 1322.

CHAPITRE VII.

le Montpesat cause d'une guerre. — Il est rasé. — Trêve. — Édouard
ienne à son fils. — Les intrigues des Français dévoilées à Édouard. —
onnés pour les circonstances. — Guerre des *bâtards*. — Conduite de la
elle. — Colère de son mari. — Révolution en Angleterre. — Le roi dé-
orisonné. — Sa mort. — Le jeune roi, ami des Bordelais. — Il réclame la
le France. — Le Parlement la donne à Philippe de Valois. — Soumission
Édouard. — Guerre. — L'armée française en Guienne. — Le comte de
ordeaux.

était rétabli en Angleterre; mais de nouvelles diffi-
gissent en Guienne et appellent l'attention d'Édouard.
était que caché sous une légère couche de cendres;
tison capable de mettre le feu au monde. Il ne fal-
e occasion pour en faire jaillir une flamme, un in-
ette occasion se présenta bientôt après. Hugues de
t fait bâtir un château-fort à l'extrême frontière de
e. Charles le Bel le réclame comme appartenant à
; ce que l'Angleterre nie. L'affaire est portée au
t de Paris: Hugues perd son procès, et des com-
français s'emparent du château. Hugues vient à
: le sénéchal accueille sa plainte, et va, avec un
troupes, reprendre le château, passe au fil de l'é-
rnison française, et fait pendre les officiers. Charles,
demande une réparation; Édouard promet et ne
qu'à gagner du temps et à laisser se refroidir la co-
oi de France. Charles insistait toujours; et Édouard,
u'il ne pouvait plus temporiser, envoie en France
, Edmond, comte de Kent, avec pleins pouvoirs de
ec Charles et de punir les coupables. Ce plénipo-
arrive et semble disposé à faire les plus grands sa-

Livre IV.

1524.

Daniel,
Histoire
de France,
tome 5.

crifices à la paix ; mais suivant les instructions se fait remplir de munitions de guerre toutes les places d'Aquitaine. Instruit de ces fourberies politiques, France se hâte de lever une armée, que le vieux Valois conduit en Guienne. Les villes refusent de se rendre ; Agen seul se rend sans combat. Les habitants mécontents du prince Édouard ; il les avait accablés de taxes. Il avait, en outre, enlevé une jeune fille appartenant à des plus respectables familles du pays ; c'était plus qu'il fallait pour indisposer les Agenais contre lui. Ils ont porté aux Français, qui se rendent de là à Montpérian, rasent, parcourent le pays en vainqueurs, réduisent Bazas, et se portent sur La Réole, où Edmond, comte de Kent, s'était jeté. Ils y sont repoussés avec perte. Valois leur envoie à leur secours, et les affaires changent de face. On découvre des machines de guerre qui lancent des pierres sur la place. Edmond, craignant les suites d'une résistance inutile, demande à capituler. Il fut convenu, en septembre 1323, que ceux qui voudraient se retirer seraient libres de porter leurs effets ; que ceux qui désireraient rester prêteront serment de fidélité au roi de France, et que la trêve durerait jusqu'à la fête de Pâques de l'année suivante (1324). Edmond aurait la faculté de retourner en Angleterre, pour prier le roi à venir rendre hommage à son suzerain, le roi de France, et à se justifier devant la Chambre des Pairs de France qu'on lui imputait ; mais, qu'en cas de refus du prince, le comte de Kent reviendrait se constituer prisonnier, et enfin, que pour l'entière exécution du traité, Édouard donnerait quatre otages, qui se soumettraient à perdre leur prince manquant à ses engagements. Toute la Gascogne était soumise, excepté Bordeaux, Saint-Sever et Bayonne.

La trêve signée, Valois rentra en France, et Édouard se rendit compte des dispositions des esprits par Jean Tardieu, connétable de Bordeaux ; il apprit que le duché échappait

a. Dans cette conjoncture, la reine Isabelle conseilla d'aller faire hommage de la Guienne au roi de France, mais il renvoya d'un jour à l'autre l'exécution de sa promesse. Isabelle y vint elle-même; mais Charles Édouard se rendit auprès de lui en personne. Ne vaincre la répugnance de son mari, elle s'entendit avec Mortimer, et, par lui, décida le roi à céder à son fils Édouard, qui n'avait alors que treize ans. Le prince réalisa le rêve formé par l'adultère; le jeune roi perdit la suzeraineté de Charles, et un nouveau pas fut fait vers l'amoindrissement de la puissance britannique à l'égard de la France; le monarque français voulait quelque chose de plus; la pulsion des Anglais. Le roi d'Angleterre n'avait que des raisons de se méfier des Français; il fit exercer à Paris et à Paris même, une surveillance secrète sur tout ce qui passait, et ne négligea rien de ce qui était nécessaire pour la défense de la Guienne. C'est dans ces circonstances qu'il fut nommé Hugues Despencer, son favori, des détails d'une importance politique; il lui fit comprendre la nécessité de mander au comte de Kent de réunir à Bordeaux les bateaux et gabares qui se trouveraient depuis la Gironne jusqu'à Saint-Macaire; de ravitailler Bordeaux, de Bourdeaux; d'employer tous les marins de Bayonne à Bordeaux; de faire faire de nouvelles armes; de changer Arnaud Calhau, de Bordeaux, et quelques autres notabilités, de se procurer des secours de toutes sortes; d'envoyer d'Angleterre des soldats, des archers, des mineurs, toutes sortes d'ouvriers et de soldats; de faire recommander au comte de Kent et à ses gens de se montrer plus gracieux, plus affables envers les Français; d'entretenir des espions dans les villes qui penchaient en faveur de la France; de faire savoir au peuple les

Livre IV.
Chap. 7.

M^e de Wolf,
par Delpit,
Introduction
CLXXIX, etc.

16 Octobre
1323.

Ibid.

Livre IV.
Chap. 7.

torts du roi de France et l'empressement du roi d'Angleterre à souscrire à toutes les volontés de son suzerain ; c'est à une nouvelle monnaie à Bordeaux, etc., etc. Tous ces divers avertissements nous révèlent assez l'état des esprits en Guienne et la crainte que l'ambition du monarque ne s'inspirait aux Anglais (1). Une paix au moins apparemment faite ; mais la méfiance n'en régnait pas moins dans les cœurs. L'Anglais brûlait du désir de s'affranchir du joug du royaume de France, ou, au moins, de se maintenir en France. Les Français n'étaient pas moins impatients d'expulser du continent ces insulaires. Cette paix aurait pu avoir des avantages ; mais ses effets furent neutralisés par les passions guerrières des seigneurs et l'inconstance proverbiale des Gascons. La guerre était l'état habituel de la société et du gouvernement de la vie du peuple : les Gascons, turbulents et impétueux, se mettaient aux ordres de quelque chef en état de leur donner une compensation, et il n'en manquait pas. Le plus souvent, ce étaient les fils illégitimes des grands seigneurs : n'ayant point de fortune assurée, ils vivaient des produits de la guerre, et se consacraient sur les querelles des grands, et entretenaient dans le peuple les mauvais penchants, qui, seuls, pouvaient leur fournir les ressources de leur oisiveté. Le roi d'Angleterre, qui ne pouvait affecter d'ignorer ses intérêts, et faisait des concessions sur les domaines des seigneurs français : avec la paix était devenue impossible. Ces turbulents chevaliers qu'on appelait les *bâtards*, portaient de beaux noms ; ils

(1) Parmi les différentes mesures à prendre pour la défense de l'Aquitaine sont indiquées dans ce *Mémoire*, adressé à Hugues Despencer, en date du 15 mai 1323, il s'en trouve une assez curieuse pour être rappelée ; c'est de faire masser dans les domaines royaux d'Angleterre, pour les envoyer en Gascogne, mille livres de plumes d'oies, destinées à garnir les flèches et éviter le dépenseux du parchemin.

11° Item, soit mannde as divers viscountes pur faire purveance de l'armes owes à la mountance de cent mile, ou la environ ; pur penner quarre pur esparnier parchemin qe autrement covendrait estre despendu en

ent Bertrand Calhau de Bordeaux, le sénéchal des
ymond-Bertrand de Sainte-Foy, Alex. de Cau-
ud Durfort, Girard de Taste et plusieurs autres
oureux, mais déshérités de la fortune, à qui il ne
que leur nom et leur épée. Bordeaux eut beau-
rir de ces aventuriers, comme il résulte d'une
an Colomb et Bertrand Calhau, arrivés de Londres
, et adressée à Hugues Despencer en 1326. Le
e envoya Alphonse d'Espagne, seigneur de Lunel,
er ces brigandages; il poursuivit les *bâtards* et
ents à travers l'Agenais et le Bordelais, jusqu'à
commandant des troupes françaises, en dédom-
les pertes que les sujets du roi de France avaient
pendant cette guerre, réclama une indemnité de
sterling; il accorda une amnistie générale à tous,
utefois, les seigneurs révoltés, dont il demanda
de la Guienne et la démolition de leurs châteaux.
nde fut modifiée, en 1328, par Philippe de Va-

usieurs autres causes de guerre, il en était une
e domestique; elle touchait le roi d'Angleterre de
A ses yeux, c'était l'effet de la politique française;
rement affecté, et se décida à prendre des résolu-
nes. La reine Isabelle était allée à Paris avec son
e nous l'avons vu : le traité conclu et ratifié, son
pela en Angleterre; elle répondit qu'elle en avait
ais que le ministère avait juré sa perte, et que,
nne volonté qu'elle eût pour obéir aux ordres du
saisait pas se fier à des hommes si malintentionnés.
asé sur des craintes plutôt imaginaires que réelles,
fond, que le résultat des conseils du roi de France;
ayant appris que son mari en avait été extrême-
, elle se mit en route; mais mieux éclairée, et
ailleurs, sonder le terrain, elle s'arrêta quelque

Livre IV.
Chap. 7.

1326.

Guillaume de
Nangis.

Scip. Dupleix,
Histoire,
tome 2.

Livre IV.
Chap. 7.

temps dans le comté de Ponthieu, qui lui avait édot. Pendant cet intervalle, la ville de Marmande aux Français : plusieurs autres parties du territoire saient suivre son exemple, et tout semblait dire que la Guienne lui échappait. Il fit arrêter les marmandes qui se trouvèrent en Angleterre, avec leurs marchandises. Cette affaire fut exagérée. Charles ordonna des représailles et fit arrêter les anglais, et confisquer leurs biens ; mais ayant appris que les premiers bruits étaient peu fondés, ou, au moins, on donna contre-ordre en France pour les affaires.

Pendant tout ce temps, la reine était restée dans le comté de Ponthieu et n'osait pas s'embarquer. L'irritation était à son comble ; il donna des ordres pour s'embarquer, comme coupable de rébellion aux ordres de sa Majesté. Le danger était imminent : elle se décida à partir, mais en débarquant sur le sol anglais, elle fut faite prisonnière. Toute étonnée, mais maîtresse d'elle-même, elle se dressa aux agents du roi, leur parla de son fils et de son autorité, et affirma qu'elle n'avait eu d'autre motif que de faire punir, ou, au moins, congédier des ministres méchants, ses ennemis. Son langage naïf et attendrissant toucha le futur roi, les calculs intéressés des courtisans, et touchèrent les Anglais ; ils supplièrent le roi de bien accueillir avec bonté la reine et le jeune prince. Le roi répondit qu'il était trop mécontent de la conduite de la reine et qu'il fallait exécuter ses ordres. Le danger paraissait n'importe. La crainte dans le cœur, elle se mit en route. La cour ; le roi refusa de la voir. Une rixe s'engendrit entre les deux partis : le peuple se prononça pour la reine, mais elle s'enfuit, mais fut ramené prisonnier, déclaré déchu de son droit de régner, et confiné dans le vieux château de Windsor, où, d'après l'opinion la plus commune, il mourut d'une mort violente.

Lingard's
History
of England.

Hume,
History,
vol. 2.

1727,
21 septembre.

Le jeune prince lui succéda sous le nom d'Édouard III ; c'était l'ami des Gascons, et des Bordelais en particulier. Il prodigua ses faveurs aux grands seigneurs du pays ; il nomma Bérard d'Albret connétable de Bordeaux, et écrivit à Guillaume, seigneur de Calvimont, à Arnaud Durfort, à Pierre de Grailly, vicomte de Benauges, aux d'Albret, commandants des châteaux de Gensac et de Bergerac, aux maires, jurats et communautés de Libourne, de Saint-Émilion ; en un mot, à toutes les notabilités du pays, afin qu'ils s'entendissent tous pour maintenir, parmi les Gascons, la paix et les sentiments de fidélité à sa couronne ; on se conforma à ses désirs.

Quelques mois plus tard, Charles le Bel mourut sans enfants mâles : la postérité masculine directe s'éteignit avec lui. Édouard, petit-fils de Philippe le Bel, par sa mère, réclama la couronne, tandis que Philippe, de la branche collatérale des Valois, la demandait comme premier prince du sang.

En prenant le titre de roi de France, Édouard écrivit aux hommes marquants en Aquitaine, aux Montferrand, aux Durfort, au seigneur d'Arsac, au capital de Buch, à Jean Lande de La Brède, à Gaillard de Saint-Symphorien, seigneur de Landiras, à Gaston de Lille, ainsi qu'aux villes de Libourne, de La Réole, Saint-Macaire, Sainte-Foy, Saint-Émilion ; sa lettre était ainsi conçue : « La couronne de France nous a été, par droit héréditaire, notoirement dévolue par la mort de M^{or} Charles, de glorieuse mémoire, dernier roi de France et frère-germain de madame notre mère. Le seigneur Philippe de Valois, fils de l'oncle dudit Charles, s'est emparé de force de cette couronne pendant notre minorité. Non seulement il la retient encore injustement ; mais nous déclarant une guerre inique, il tâche de nous abaisser, afin que, par un crime que réprouvent Dieu et le droit, il puisse dominer dans le siècle au mépris de la justice. En conséquence, nous vous prions qu'après avoir mûrement pesé ce qui précède, il vous plaise de nous favoriser en justice contre

Livre IV.
Chap. 7.

—
1327.

Am. Thierry,
Résumé, etc.,
page 169.

Rymer,
t. 2, part. IV,
page 77.

Livre IV.
Chap. 7.

» ledit Philippe, et nous aider activement, nous e
» à recouvrer nos droits. Nous espérons que le Ro
» qui humilie les injustes à cause de leurs injus
» qui aime et exalte les justes, nous traitera dan
» afin que nous puissions dignement vous récomp
» nous désirons le faire, et récompenser ainsi tou
» nous auront prêté aide. »

Le Parlement décida que, la loi salique ayant exclu les femmes, Isabelle n'avait aucun droit à transmettre le trône à son fils Édouard (1); que la couronne appartenait à Philippe le Hardi, comte de Valois, neveu de Philippe le Bel. Outre la loi salique, la haine de l'Anglais était pour beaucoup dans cette décision. Tous les vassaux prêtèrent serment de fidélité au nouveau roi; Édouard prétextait les embarras de son royaume pour se dispenser de venir en France. Il fit sommer de le faire; le prince anglais lui fit répondre : *le fils d'un roi n'irait pas s'humilier devant le fils d'un roi*. Le fils du comte répliqua par la saisie des revenus de l'Angleterre et la réunion d'une armée à Bergerac.

L'horizon s'obscurcissait, l'orage grondait sur Édouard; il dissimula ses chagrins et consentit à tout ce qu'on exigeait. D'après l'avis d'Isabelle et de son conseil, sa politique avait plus à y gagner qu'à perdre. Il se rendit à Amiens et fit hommage à son suzerain. Cette soumission n'était pour Édouard qu'un acte de politique, non dilatoire, qui conjurait l'orage et le mettait à même de se préparer à la guerre.

Édouard accorda de nouvelles faveurs aux grands vassaux de Guienne, au clergé et aux principales villes. Le roi sympathisait avec un prince si généreux, et des seigneurs égarés à la hâte se mirent à ravager les villes fidèles.

1329,
6 Juillet.

(1) D'après la loi salique, *fame, ne par conséquent son fil, ne peut lui succéder et le royaume de France.*

la frontière et se fortifièrent à Saintes. Philippe envoie le comte d'Alençon châtier les rebelles : il prend Saintes, rase le château, pille celui de Bourg, et fait sentir au prince anglais tout le poids de sa colère. Édouard dissimule par impuissance de se venger ; il passe en France et consent à laisser à Philippe la ville de Saintes. Se courbant servilement sous la pesante main du souverain de France, il se reconnaît, en sa qualité de *duc de Guienne, son homme-lige*, demande le rappel des seigneurs, dits *bâtards*, avec une indemnité de 30,000 liv. tournois, à raison de la démolition du château de Saintes et du pillage de plusieurs autres lieux. Philippe accorda tout : la paix fut maintenue, mais avec une guerre certaine en perspective.

Six ans s'écoulaient, et Édouard, fier de ses succès en Écosse, tourne enfin ses regards vers la France, dont il convoitait la couronne. Il fait une alliance avec Louis de Bavière et quelques princes allemands, prend le titre de roi de France, charge le comte de Northampton, son lieutenant-général, de déclarer la guerre à Philippe de Valois, et envoie Gauthier de Mauny commencer la guerre sur les frontières des Pays-Bas. Dans une lettre aux Bordelais, il expose les raisons de sa conduite, et ordonne aux seigneurs, aux maires et jurats des villes, de refuser à Philippe leurs services et leurs serments. Cette démarche fut hardie : bien suivie, elle aurait pu avoir pour lui des résultats immenses. Il y fut poussé par Robert d'Artois, qui, banni de France par un arrêt de la Cour des Pairs, fomentait la discorde dans l'espoir de s'en venger. Un jour, la cour étant à Windsor, Robert se présenta accompagné de deux ménestrels ; et perçant les rangs des dames et des courtisans, alla droit au roi et lui dit, en lui présentant un héron dans un plat d'argent : « qu'il était juste qu'il lui offrît » cet emblème de la couardise, à lui plus couard encore, qui » se laissait déshériter du beau royaume de France, qui n'aurait pas d'autre roi si le cœur ne lui eût pas manqué. » Le

Livre IV.
Chap. 7.

—
1330.

Thoyras,
tome 3, liv. X.

Rymer,
Act., tome IV,
page 389.

1336.

Thoyras,
ibid.

—
Froissart,
tome 1^{er}

Livre IV.
Chap. 7.

*Annales
du Royaume,
R. olim. publ.,
par Beugnot.*

roi rougit; et ne pouvant pas nier le fait, il jura sur
et en présence des dames, de pousser plus que ja
guerre contre Philippe. « Je lui fis hommage autre
» il, mais j'étais enfant, et cet acte ne vaut pas de
» Or, maintenant, je le jure comme roi, par saint C
» saint Denis, jamais guerrier mort ou vivant n'au
» autant de butin en France que j'en pense recueilli
» 1346. Je retire donc ma foi à Philippe, et fais v
» combattre sans pitié. » Alors commença cette long
plorable guerre, qui rendit les Anglais presque maîtres
France; mais qui finit à Castillon, dans le Bordelais, par la
pulsion définitive de ces insulaires et l'indépendance de la
patrie.

L'armée française arriva bientôt après en Guienne, les villes, quoique sans fortes garnisons, se défendirent vaillamment. Édouard, dans une lettre affectueuse et pleine de reconnaissance, crut devoir en remercier Bérard d'Albige, seigneur de Vayres, Jean de Grailly, vicomte de Castillon, Benauges, les seigneurs de Rauzan, de Cadillac, les comtes de Sainte-Foy et les maires de Libourne, de Saint-Étienne, de Bourg et de La Réole, etc. Philippe donna le commandement de ses troupes à Gaston II, comte de Foix et vicomte de Narbonne, qui, après des courses triomphantes, vint joindre ses forces à celles du connétable Raoul de Brienne, à Saint-Jean-Pied-de-Port, d'où ils se rendirent, avec six mille hommes, à Podensac, de là, au siège de Bordeaux; mais se croyant avec eux trop faibles, et harcelés d'ailleurs par les Anglais, ils se retirèrent sur La Réole, et ravagèrent en passant le fertile territoire de l'Entre-deux-Mers. Dans ces circonstances, Philippe envoya Bertrand, comte de l'Île, son lieutenant, guerroyer avec le dit Froissart, *Bordeaux et les Bordelais*, avec six mille hommes; il réduisit bien des villes, et vint, enfin, attaquer la terre et par eau Blaye et Bourg, deux places importantes et bien défendues. Les Bordelais, alarmés, envoyèrent

*Chroniques,
tome 2.*

dres les seigneurs de Lesparre , de Mussidan , de Caumont , de Montferrand, de Landiras, de Pommiers, de Grailly et de Langoiran ; ils devaient se plaindre de la position fâcheuse de Bordeaux, de l'inaction des Anglais, qui les avaient laissés sans défense, et demander de prompts secours. La députation fut accueillie à merveille à Londres ; le roi promit de s'occuper des affaires de Bordeaux ; et pour s'attacher le maire et les jurats, il leur rendit la juridiction sur la banlieue, dont ses prédécesseurs les avait injustement dépouillés, et chargea le comte de Derby de conduire en Guienne trois cents cavaliers, six cents hommes d'armes et deux mille archers. Derby débarqua ces forces considérables à Bayonne, et, de là, marcha sur Bordeaux, où il fut rejoint par les députés dont nous venons de parler, et par plusieurs autres hautes notabilités du pays. Derby alla loger à l'ancien Archevêché, appelé dans tout le moyen-âge l'*Abbaye de Saint-André* ; ses compagnons d'armes furent généreusement hébergés par les citoyens de la ville.

Livre IV.
Chap. 7.

—
*Grandes
Chroniques de
France,*
tome 5.

1544.

CHAPITRE VIII.

Le comte de Derby attaque Bergerac. — Il reçoit des secours de Bordeaux. — Il vient sur Langon. — Il rentre à Bordeaux. — Siège d'Auberoche. — Prise de Périgord. — Français. — Derby réduit La Réole. — Il attaque Montségur. — Une trêve. — La Réole. — Il rentre à Bordeaux. — Attaque de Blaye. — Siège de Blaye. — Édouard en Normandie. — Bataille de Crécy. — État du pays. — Bataille de Crécy. — Nouvelle taxe sur les vins. — Les Français se préparent à la guerre. — Bataille anglaise à Bordeaux. — Combat sur les bords de la Charente. — État du pays. — Le Prince-Noir arrive avec des secours à Bordeaux. — Siège de Montségur. — mots *capital de Buch* et *souldich* de Latrave, etc., etc.

Livre IV.

—
1344.

Froissart,
tome 1^{er}.

Après un repos de quinze jours à Bordeaux, et après les mouvements et les opérations militaires des Français, Henry de Lancastre, comte de Derby, alla assiéger la Réole, où commandait le comte de l'Île, avec les sires de Laubarde, de Castelnau, l'abbé de Saint-Sever et autres grands personnages qui tenaient pour la France. Poussés avec perte, les Anglais ravagent les campagnes, pillent les maisons, boivent ou répandent les vins de France. Le lendemain, ils renouvellent l'attaque par terre, avec succès; Derby fit sonner la retraite à midi, et résolut d'envoyer des renforts de Bordeaux, d'où le maire lui avait envoyé quarante bâtiments (soixante dit D. Devienne), qui étaient équipés dans la rade, devant Bordeaux. Une nouvelle attaque fut ordonnée de tous côtés à l'aurore: une brèche fut faite à la muraille; les habitants, consternés, demandèrent à capituler, et les seigneurs gascons s'enfuirent à Cherbourg. Derby parcourut le pays en vainqueur, se dirigea vers le Périgord, revint sur Langon, assiégea Pellegrin, qui se défendit avec courage pendant six jours, réduisit la garnison anglaise plusieurs autres villes, et, enfin, arriva à

Libourne. « Les habitants, dit Froissart, se rendirent et ouvrirent leurs portes sans se laisser donner l'assaut, et jurèrent féauté et hommage au comte de Derby, et promirent d'être bons Anglais dorénavant. »

Tout fier de ses succès, Derby rentra à Bordeaux, où il fut magnifiquement reçu et dédommagé de ses fatigues par des fêtes et des réjouissances publiques. Le comte de l'Île profita de son absence pour attaquer Auberoche; la faible garnison qui tenait la place fit avertir le comte de Derby par un messager, qui tomba entre les mains des Français. On le ramena sous les murs; et par le moyen d'un gros engin, on le lança dans Auberoche, avec la dépêche au cou; et joignant la railerie à la cruauté, les assiégeants crièrent aux assiégés : « Seigneur anglais, demandez des nouvelles du comte de Derby à votre messager, car le voilà revenu bien vite. »

Derby apprit la triste position de ses compatriotes, et partit par Libourne avec trois cents lances et six cents archers au secours d'Auberoche. Inférieurs en nombre, les Anglais, profitant des ténèbres, tombèrent à l'improviste sur les Français : la garnison, reconnaissant les bannières anglaises, fit une sortie vigoureuse, et là, dit le naïf Froissart, *fut pris tant de comtes, comme vicomtes, jusqu'à neuf, et de barons, chevaliers et écuyers, tant qu'il n'y avait homme d'armes des Anglais*. Parmi les deux cents chevaliers prisonniers se trouvèrent les comtes de l'Isle, de Périgord, de Valentinois, de Comminges, les vicomtes de Carmain et de Narbonne, le sénéchal de Toulouse, le seigneur de Clermont Soubiran, que le comte de Bourbon racheta, le 17 décembre suivant, moyennant 2,000 liv. tournois. La rançon des seigneurs montait à 50,000 liv. sterling (1,250,000 liv. tournois). Derby se comporta à leur égard avec une étonnante politesse; il admit le jour même à sa table les comtes et vicomtes, fit préparer un repas pour les chevaliers et écuyers, et en renvoya même plusieurs sur parole. Derby nomma Alex. de Caumont gou-

Livre IV.
Chap. 8.

1345.
Froissart,
CCXXVII.

Livre IV.
Chap. 8.

1343.

verneur de la place, et se retira à Bordeaux avec les
niers, qui furent gardés au palais de l'Ombrière; son
dans nos murs était un vrai et magnifique triomphe.

Aux premiers jours du printemps suivant, Derby s'en
campagne et réduisit La Réole, Montségur et plusieurs
villes de Guienne. Montségur était une place très-im-
portante et bien défendue; le commandant en était Hugues d'
Batefoux, de la maison de Gontaut. L'Anglais s'y servit d'
engins de Bordeaux pour lancer dans la ville des blocs d'
si gros, que leur chute renversait les toits des maisons,
écroulait les murs et jetait la terreur parmi les habitants.
Les jours, Derby les sommait de se rendre, sous peine d'
tous passés au fil de l'épée; tous les jours, le courageux
Batefoux leur répondait par le mépris, tout en contenant
le devoir une population moins intrépide que lui-même.
L'alarme était grande dans la ville. Un jour, les habitants
profitant d'une occasion favorable, se saisirent du com-
mandant; ils lui déclarèrent qu'il n'aurait sa liberté qu'après
un traité avec les Anglais. Batefoux, indigné, repoussa
l'offre, et leur dit qu'ils avaient encore des vivres pour
plusieurs semaines. Ils insistèrent avec force; alors Batefoux,
à la volonté générale, se rendit sur les remparts, et stipula
avec les Anglais que si, dans un mois, le roi de France ne
venait pas de secours, il leur livrerait la place, et donnait
comme garantie de cette convention douze bourgeois de la ville.

Après avoir conclu cette trêve, Derby alla assiéger
La Réole, et revint sur La Réole, défendue par Agout d'
gentilhomme valeureux et distingué de Provence.
Derby fut poussé avec vigueur pendant plus de neuf semaines.
Les Anglais avaient fait faire deux grosses tours de gros ma-
çonnerie à trois étages, couvertes de cuir bouilli, pour défendre
contre les traits et les projectiles, les trois cents archers
qui se trouvaient dans les trois étages. Les fossés comblés, et
ces tours vers les murs de la ville: les archers balayaient

leurs flèches les remparts , pendant que deux cents hommes travaillaient entre les deux tours à pratiquer la mine. Les habitants, consternés, demandent à capituler. Agout de Baux, indigné, se retire , fait apporter des provisions dans le château, et s'y renferme avec les plus courageux de ses soldats, pendant que les habitants vont porter à Derby les clés de la ville, et jurent d'être fidèles au roi d'Angleterre. Derby dresse ses engins contre le château , mais sans succès, sans espoir ; ils s'avisent de miner la tour basse ; la grande tour était bâtie sur un rocher. Les assiégés, alarmés, délibèrent en présence d'une mort certaine ; et le valeureux Agout se présente enfin à une fenêtre , et demande à parler à Derby et à Gauthier de Manny. Ils arrivent ; alors le commandant leur dit que le roi de France l'avait chargé de défendre le château ; qu'il l'avait fait et qu'il voulait encore le faire ; mais que si on le laissait sortir corps et biens saufs, avec armes et bagages, il se retirerait avec les siens ; si non, qu'ils se défendraient et s'enséveliraient, avec les Anglais, sous les ruines du château. Alors Derby s'écrie : « Ah ! messire Agout, vous n'en irez pas ainsi ; » nous savons bien que nous vous avons si bien étreints et » menés, que nous vous aurons quand nous voudrons. Votre » forteresse ne gît que sur étais ; si vous vous rendez sans » condition, ainsi vous serez reçus. » Agout consulte les siens, et répond qu'il stipule pour le dernier de ses soldats comme pour lui-même ; et que si on ne leur accordait pas des conditions honorables, ils *se vendraient chers*. Derby leur permet de sortir *avec les armes seulement*. Ils acceptent et se retirent, n'ayant que six chevaux ; mais les *Anglais leur en vendirent bien et cher*, dit Froissart.

1346.

Derby rentra à Bordeaux, qui était le siège de ses opérations militaires. Bon, généreux, affable et valeureux, il était adoré du peuple. Après quelques semaines de repos, il parcourut l'Angoumois et revint sur Blaye, que défendaient deux braves Poitevins, Richard d'Angle et Guillaume de Roche-

Livre IV.
Chap. 8.

—

chouart; grâce à leur valeur et à la rivière, les A
retirèrent à Bordeaux, ne pouvant rien contre la pl

Philippe apprend ces faits, réunit ses vassaux et
à la guerre. Le maréchal de Montmorency est e
Guienne, et Philippe lui-même marche contre Angou
comte de Foix défendait les Landes, le Bazadais et
avec une garnison à Captieux. Les troupes du duc
mandie parcourent et dévastent l'Agenais, emporte
de Damasan, après un sanglant siège de quinze jours
trent en vainqueurs; mais ils n'y trouvent que des
gascons et anglais, gisant parmi les ruines! Tonneins
reusement attaqué; la garnison se rend, mais à condi
escortée sans péril à Bordeaux. On emporte de force
Sainte-Marie, défendu par deux cents Anglais et Ga
de là, on se rend devant Aiguillon. Le siège de ce
dura plusieurs jours; « c'était, dit Froissart, le
» siège, la plus belle armée qu'on eût vus longtemps
» royaume de France, ni ailleurs (1). »

Édouard, instruit de tous ces faits, s'embarque,
Southampton, avec une flotte de onze cents vaisse
la Guienne; des vents contraires le jettent sur les c
Normandie, près de la Hogue; il prend plusieurs
dirige sur Paris, va camper à Crécy, où il défait l'ar
çaise, et force Philippe de rappeler le duc de Norm
lève le long et meurtrier siège d'Aiguillon, le 20 a
A la nouvelle de son départ, Derby, qui se tenait à
va réduire les villes qui s'étaient soumises au roi c
Il divise son armée en trois corps: le premier, so
dres des d'Albret et de Caumont, devait garder le

1346.
Froissard,
ibid.,
ch. CCLXII et
CCXC VIII.

(1) Il paraît qu'on essaya des canons au siège d'Aiguillon; cela résulte
d'une pièce des archives communales de Cahors, deux ans avant la ba
(1343), où il est dit, en parlant du compte du conseil de Cahors: « *P*
» *canos, 36 libras et meja de salpetra, 23 de solphre que furent con*
» *losa, per far polveyros et traire los canos.* »

le second, commandé par le seigneur de Duras, était chargé de défendre l'Agenais; il se met à la tête du troisième, lui-même, et part pour le Poitou, accompagné des seigneurs de Montferrand, d'Albret, de Lesparre, de Rauzan, de Mussidan, de Pommiers, de Langoiran, etc., etc., avec leurs troupes respectives, qui montaient à douze mille hommes d'armes, deux mille archers, trois mille hommes à pied. Ils traversent la Garonne, à Blaye, soumettent Poitiers et le Poitou, mais il se retire, lui, à Bordeaux, où il congédie ses compagnons et s'embarque pour l'Angleterre.

L'année suivante se passa assez paisiblement : le peuple était las, les seigneurs avaient épuisé leurs ressources, l'agriculture était abandonnée; il était temps que les travaux recommençassent pour prévenir les désordres qu'une famine et une extrême misère allaient entraîner à leur suite. L'Angleterre était victorieuse; cependant, Philippe avait beaucoup d'amis dans la Guienne, qui conservaient leurs affections pour la France et leurs vieilles haines pour l'Angleterre. Le départ de Derby réveilla l'audace du parti français, et un engagement eut lieu à Gultres, où les Anglais furent défaits et dispersés, après avoir laissé au pouvoir des Français les sénéchaux de la Saintonge, d'Agen et plusieurs autres seigneurs; ils furent détenus au château de La Clotte, voisin du lieu du combat.

Au milieu des oscillations de la politique et des caprices de la fortune de la guerre, le sort des armes était incertain; les Français n'osaient rien entreprendre de sérieux dans le Midi. Calais et la Normandie les occupaient assez. Les Anglais, au contraire, enhardis par leurs succès à Crécy, semblaient maîtres de l'avenir; et les glorieux faits d'armes du Prince-Noir, ainsi appelé de la couleur de ses armes, promettaient à l'Angleterre un puissant défenseur, et à la France un ennemi redoutable. Derby était en Angleterre; les généraux français étaient encore sous les impressions de Crécy, et les deux peu-

Livre IV.
Chap. 8.

—
Froissart,
Chroniques,
tome 1^{er}.
1348.

ples s'observaient avec une crainte mutuelle et une jalousie. Cependant, une trêve fut conclue le 28 septembre 1348; elle fut prolongée plus tard jusqu'au 1^{er} août 1351. La peste ne contribua pas peu à cette prolongation; elle régnait en France d'une manière déplorable. Les villes étaient, d'ailleurs, obérées des deux côtés: Édouard III de France de remonter les siennes, et frappa de nouveaux droits les vins et marchandises entrant ou sortant des villes et du duché de Guienne. Il ordonna à Jean de Charnels, sénéchal de Bordeaux et lieutenant de Chiverston, sénéchal de Gascogne, de lever sur chaque tonneau de vin exporté depuis le mois de janvier jusqu'à la Pentecôte, un droit de 12 deniers. Chose remarquable pour l'époque, c'est que cet impôt fut établi que du consentement d'une partie de la noblesse et des tiers-état (1).

1350.

Philippe de Valois meurt, et laisse, avec une paix et une rente, tous les éléments d'une guerre. La trêve devint définitive jusqu'au mois d'août 1354; mais le nouveau roi se voyant un peu des traités; et brûlant de se mesurer avec les Anglais, réunit ses troupes à Poitiers et va assiéger Saint-Jean d'Angély, qui résiste avec courage et fait demander des secours au roi d'Angleterre.

Comme les rois de France s'efforçaient de gagner du temps par de séduisantes promesses de privilèges nouveaux, le roi Jean octroya, en 1350, à la noblesse gasconne une Charte qui l'exemptait de la peine de confiscation pour le crime de lèse-majesté, excepté au premier cas; leur promet, sur le corps de Jésus-Christ, qu'il ne leur en serait jamais de nouvelles charges. Les rois de France ne mettaient aussi beaucoup; mais la Guienne préférait la domination anglaise à celle des Français, qu'on regardait

(1) De voluntate et assensa plurium nobilium et innobilium assistentium *chives de Libourne.*)

tout le Midi comme ennemie de la liberté et des privilèges des villes.

Cette opinion était si générale et si accréditée, que, lorsque Édouard prit le titre de roi de France, les habitants conçurent des craintes pour la conservation de leurs libertés. Édouard crut devoir les rassurer ; et dans une lettre écrite à cette occasion, il dit : « Nous promettons de bonne foi que, nonobstant » le royaume de France à nous appartenant, nous ne vous » priverons en aucune manière de vos libertés, privilèges, » Coutumes, juridictions ou autres droits quelconques, comme » par le passé, sans aucune atteinte de notre part ou de celle » de nos officiers. »

Le roi Jean ne se borne pas à des promesses ; il envoie à Bordeaux le sire de Beauchamp, qui s'y concerta avec les seigneurs de Langoiran, d'Albret et de Mussidan, et marche, avec une armée de quinze cents lances, quinze cents archers et trois mille brigands (1), au secours de Saint-Jean-d'Angély. Ils passent par Blaye, où ils achètent beaucoup de vins pour ravitailler la place assiégée ; mais arrivés sur les bords de la Charente, ils y rencontrent une vigoureuse résistance, sur les lieux mêmes où saint Louis avait remporté une glorieuse victoire. Après un combat acharné, les Anglo-Gascons feignent de battre en retraite ; les Français les poursuivent en désordre, leur criant à tue-tête : « Il ne faut pas vous en aller ainsi, » sans payer votre écot. »

Mais tout à coup les Anglais se retournent, et font payer cet écot aux Français par un affreux carnage et un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient Gui de Nesle, maréchal, et plusieurs autres notabilités remarquables. Les bourgeois de Saint-Jean ne sachant pas ces détails, se rendirent aux Français le 7 août 1354.

Pendant ce temps, Charles de Navarre, lieutenant du roi

(1) Les *brigands* étaient des gens de pied, qui avaient pour arme défensive une espèce de cotte de maille, appelée *brigandine*. (Buchon, *Note sur Froissart*.)

Livre IV.
Chap. 8.

Froissart,
Chroniques.
—
Nangis,
Continuateur.

1355.

Voir pages 33,
34 de cet ou-
vrage.

dans nos contrées, parcourait l'Agenais et le Bazadais, pour tenir en échec les Anglais; il dévasta les riches domaines des seigneurs de Mussidan et d'Albret, dans le Bazadais. Édouard fit donner des indemnités convenables à ces seigneurs pour leur fidélité à leur roi. Il lui était impossible de remédier à toutes les plaies, de remédier à tous les abus et de satisfaire à toutes les plaintes. L'état du pays était affreux : les habitants harcelés par les deux partis, des trêves faites et rompues le lendemain, la confiance perdue, l'agriculture négligée, l'industrie abandonnée pour les armes, la famine en permanence avec la misère, et l'immoralité partout; voilà le tableau que présentait la Guienne. Alors les sires de Pons, de Rauzan, de Lesparre, de Mussidan, vont réclamer secours à Londres. Édouard, désolé, envoie, avec une barque, son fils, le Prince-Noir, qui avait si bien gagné ses éperons à Crécy. Édouard de Galles, c'était son nom, arrive le 15 septembre 1355 à Bordeaux, avec mille hommes d'armes, mille archers et toute la fleur de la chevalerie anglaise. Avec un enthousiasme impossible à décrire, il convoque, le 20 août, à Saint-André, une assemblée générale, où les députés des communes de Bordeaux et de Libourne prirent les premières places. On y voyait les frères de la Croix, les trois Pommiers, Aymery de Taste, Montferrand, Rauzan, Gironde, Landiras, Grailly, capital de Bu-

(1) Le titre de *capital* répond à celui de capitaine, chef, cap (*capitaneus*). Cette dignité était d'abord personnelle; elle devint héréditaire au XIV^e siècle; on ne voit plus dans l'histoire que deux capitaux, celui de France et celui de la Bordelais. Le capital de Buch était, au moyen-âge, seigneur de la région; il résidait quelquefois. Voilà pourquoi le titre de capital de La Tresne se trouve dans l'histoire de nos contrées. Il était principalement seigneur du pays qui se projetait en avant dans l'Océan, en forme de cap ou promontoire; probablement le nom de *capital* ou seigneur du cap. On écrivait ce nom *Buech* et même *Buef*, dans la *Chronique de saint Denys* et les *Grandes Chroniques de France*. Il est écrit ainsi dans la chanson des *Gestes*, de Bertrand

« Car je croi se Dieu plaist et je puis exploier
» Que du catal de Buef, mangerai un quartier. »

(*Grandes Chroniques de France*, t. 6)

souldich, ou soudan, de Latrau (1), et une foule immense de seigneurs moins connus dans l'histoire. Leurs troupes, réunies avec celles du prince, composaient une armée de trois mille hommes à pied, onze mille archers, quinze cents lances. Le prince va prier devant les reliques de saint Seurin, et reçoit des mains de l'archevêque l'épée et l'étendard militaire. Après avoir passé la nuit au palais de l'Ombrière, ils remontent la rivière, parcourent le Bazadais et l'Armagnac, passent sur l'autre rive, au Port-Sainte-Marie, se dirigent vers le Languedoc, jusqu'à Narbonne, et rentrent à Bordeaux pour les fêtes de Noël, avec mille chariots chargés de butin et escortés de cinq mille prisonniers. Il partagea les dépouilles de ses ennemis vaincus entre ses soldats, déjà enrichis dans leurs courses, et disposés à en faire de nouvelles.

Livre IV.
Chap. 8.

Bouchet,
Annales.

Louvet,
2^{me} partie.

(1) Souldich, que Ducange fait venir de *syndicus*, était, dans le Bordelais, un titre héréditaire, qui donnait le rang de comte et de vicomte. Le plus célèbre était le souldich de Latrau, à Préchac, où l'on voit encore les belles ruines de son château. (Ducange, au mot *syndicus*.)

LIVRE V.

CHAPITRE PREMIER.

Le Prince-Noir parcourt le pays. — Bataille de Poitiers. — Le roi Jean
Il est conduit à Bordeaux. — On veut le conduire en Angleterre. —
s'y refusent. — On les gagne avec des écus. — Les deux princes arrivent.
— Prospérité de Bordeaux pendant le séjour du Prince-Noir. — Tableau
de l'époque. — Méintelligence entre les Bordelais et les Réolais.
arrive en France. — Il assiège Reims, sans succès. — Le honteux
tigny, etc.

Livre V.

—
1336.

Hume,
Hist. of Engl.,
anno 1336.

Le Prince-Noir, ainsi appelé à cause de la couleur
armure de bronze, après quelques jours de repos
son armée et se mit en campagne avec trois mille
neuf mille Gascons, sous les ordres de Lesparre, Mont
Grailly et les autres seigneurs du pays. Pour mieux
les Français, qui croyaient qu'il allait parcourir le
dirigea, en effet, de ce côté-là; mais arrivé à L
traversa la Garonne, passa la Dordogne à Bergerac
courut en vainqueur le Quercy, le Limousin et un
l'Auvergne. Ses soldats défonçaient partout les bar
vaient ou répandaient le vin, ravageaient les vignes
cendiaient la récolte (1); ils ne laissèrent sur le
qu'un vaste désert, la désolation et la famine. Le pri
Montferrand et le captal de Buch, avec des détachem
de la Garonne, d'Albret à Libourne, et réduisit so

(1) « Ni les Anglais, dit Froissart, ne faisaient compte de peines
» de vaisselle d'argent ou de bons florins..... si fut tellement pararse
» truite des Anglais que onques ni demeura de ville pour héberger
» peine savaient les héritiers, ni les manants de la ville rassener (a
» de voir : Ci sist mon héritage. » (Froissart, t. 3, p. 103, XIX addit

sance tous les forts et châteaux des Landes, de l'Agenais et du Quercy. Il avait aussi conçu le projet de pénétrer plus tard dans le Poitou, et de là, par l'Anjou, dans la Normandie, dans le but de secourir le duc de Lancastre, pressé par les Français. Le projet était grandiose et digne de ses talents militaires ; mais quoique arrêté dans sa marche triomphante à travers les plus beaux pays du royaume, il n'y trouva, dans les obstacles qu'on lui opposait, que de nouveaux sujets de gloire. Le roi Jean avait convoqué ses vassaux et marchait contre le prince, qu'il rencontra à Bennon, près Poitiers, à Maupertuis selon d'autres, ou bien à Chauvigny-sur-la-Vienne, près de l'ancien château de l'évêque de Poitiers, selon les *Grandes Chroniques de France* (2). Le Prince-Noir se vit fort embarrassé. Trop fier pour battre en retraite, trop prudent pour engager légèrement le combat, il resta quelque temps indécis. Fuir, c'était assurer sa honte et sa défaite ; résister, c'était mourir avec honneur, peut-être vaincre avec gloire. Il consulta ses amis ; ils lui représentèrent qu'il n'avait que des forces inférieures en nombre (neuf mille contre soixante mille, les autres trois mille formaient la réserve) ; mais décidé à vendre cher sa vie, il s'écria avec l'intrépidité du désespoir : « Mettons en Dieu notre confiance ; et au lieu de nous » décourager, voyons comment nous pourrions combattre l'ennemi avec avantage. » Les deux armées passèrent la nuit en présence l'une de l'autre. Le lendemain, le roi Jean fit chanter la messe dans sa tente et y communia avec ses quatre fils et les princes du sang. Jamais spectacle plus beau ne s'était présenté aux yeux des hommes : le champ paraissait doré sous les rayons éblouissants d'un beau soleil ; les sons guerriers des trompettes retentissaient dans les alentours. On voyait reluire à la lumière les armes étincelantes des chevaliers fran-

Livre V.
Chap. 1.

—
1356.

Tome VI,
Page 32.

(2) Froissart dit que la bataille fut livrée aux champs de Beauvoir et de Maupertuis, le 19 septembre 1356. D'autres disent à Beaumont ; c'est une erreur : les *Annales d'Aquitaine* disent Beauvoir.

Livre V.

Chap. 1.

—
1336.

» les?— Je vous mènerai à lui, réplique Morbec.—

» vous, dit le roi? — Je suis Denis de Morbec, che

» pays d'Artois, forcé de me réfugier en Angleterre p

» tué un homme. » Alors voyant qu'il avait à faire à

çais, Jean lui jette son gantelet et se rend. D'autre

gascons arrivent et se disputent l'honneur d'avoir p

mais enfin le comte de Warwick s'approche, les él

s'avançant respectueusement vers le roi, le prie de

à la tente du prince de Galles. Il se rend à cette pri

prince l'accueille avec respect et lui fait servir des r

sements dans son pavillon. Le monarque vaincu l

s'asseoir à son côté; mais le prince lui répond qu'i

venait pas qu'il s'assît en présence d'un si grand roi

çant, en même temps, par les procédés les plus dé

dissiper la tristesse du prince captif, dont les larmes in

res témoignaient à la fois de sa douleur et de sa recon

« Cher Sire, disait le prince au monarque, ne vo

» abattre, si Dieu n'a pas voulu faire aujourd'hui ce

» désiriez; mon seigneur mon père vous traitera

» les honneurs que vous méritez, et traitera avec v

» conditions si raisonnables, que vous demeurerez

» jours amis. Vous devez certainement vous réjouir

» la journée n'ait pas été vôtre; car vous avez acqu

» renom de prouesse, vous avez surpassé tous ceu

» côté. Je ne dis pas cela, cher Sire, pour vous con

» tous mes chevaliers qui ont vu le combat s'accorde

» en donner le prix et la couronne. »

Touché de ces délicates attentions du jeune et

prince, le roi ne put retenir ses sanglots; les autre

niers pleurèrent avec lui, et la tristesse devint si p

si générale dans leurs rangs, que le banquet fut u

suspendu.

Telle fut la bataille de Poitiers, bataille glorieus

Anglais, et surtout pour les Bordelais et les Gascon

maient à peu près les trois quarts de l'armée du Prince-Noir et qui, par leur intrépidité sur le champ de bataille, contribuèrent plus que leurs compagnons d'armes d'outre-mer à mettre en fuite la garde du roi Jean, qui se trouvait en face d'eux. Cette bataille, si célèbre dans nos annales, eut lieu, dit Froissart, le 22 septembre 1357; c'est une erreur : ce fut le 19 septembre 1356.

Livre V.
Chap. 1.

—
1356.

Buchou,
Note
sur Froissart.

Le triomphe des Anglais jeta la consternation dans le pays : la France paraissait abattue pour toujours; cependant, on ne désespérait pas de lui faire reprendre son rang et recouvrer sa gloire momentanément éclipsée. Le comte d'Armagnac s'occupa d'abord d'adoucir la position du roi, et lui envoya à Bordeaux des meubles et 276 marcs de vaisselle d'argent pour sa table. Son zèle alla plus loin : il convoqua à Toulouse, pour le 13 octobre de l'année suivante, les États du Languedoc ; le dauphin avait fait la même chose à Paris pour les États de la *langue d'oïl*. Partout on rencontra l'expression de la plus profonde commisération pour la position du roi, et le désir le plus ardent de mettre fin à sa captivité et de réprimer la triomphante insolence de l'ennemi. Les trois ordres se réunirent séparément et transmirent en commun leurs résolutions pour la délivrance du roi, qui n'avait pas encore quitté leur *Languedoc*, expression qui nous fait comprendre que Bordeaux était alors censé appartenir à la *langue d'oc*.

Les trois États offrirent, outre leurs corps et leurs biens, d'entretenir à leurs frais trois mille cavaliers et deux mille fantassins. Dans cette vue, chaque chef de famille devait payer 3 petits deniers tournois par semaine, et les nobles, qui ne payaient pas de subsides pendant la guerre, en devaient payer cette fois le double. Cette taxe s'appelait alors *capage*, et plus tard *capitation*. Telle est l'origine de cette imposition, qui a longtemps existé en France. •

D: Vaissette,
tome 1^{er}

Outre ce sacrifice, les trois États se chargèrent de payer une autre taxe hebdomadaire, proportionnée aux biens meu-

Livre V.
Chap. 1.

1356.

bles et immeubles; mais les nobles, devant payer personne à la guerre, en étaient exempts. Les Ét servèrent cependant le pouvoir de s'assembler tous qu'ils le croiraient nécessaire pour la levée des su nommèrent quatre trésoriers chargés de payer les sous la surveillance et contrôle de douze commiss par eux. Ils arrêtèrent, en outre, dit la *Petite Ch France*, que « hommes, ne femmes du dit pays d » doc ne porteraient pas le dit an, si le roy n'était » livré, or, ne argent, ne perle, ne vair, ne gris » chapperons décopés, ne aultres cointises quelconq » aucuns menestrels ne juggleurs ne joueraient de » tier. »

Jamais deuil ne fut si général ni si spontané; jamais ne fut plus profonde ! Le père de la patrie était dans la France le pleurait comme une veuve à qui la mort subitement, et pour toujours, ravi son époux !

Si la France était affligée, il n'en était pas de même en Angleterre. La nouvelle de cette victoire fut apportée par Geoffroi Hamelin, valet de chambre du Prince, qui présenta au roi le casque et la cotte d'armes du vainqueur. Des réjouissances publiques eurent lieu pendant l'hiver. Le Pape ayant appris la victoire de Poitiers, écrivit au roi de Galles pour le féliciter du succès de ses armes, et à la paix (3 octobre 1356). Le jeune Édouard n'était pas disposé à abuser de la victoire; il conduisit, avec les égards possibles, le royal captif par Blaye à Bordeaux où ils furent reçus aux acclamations d'une foule immense courue de tous côtés et ivre de bonheur. Les deux rois allèrent loger à l'Abbaye de Saint-André (1), où tous les seigneurs, à l'exemple du jeune Édouard, rivalisaient

1356.

(1) L'Abbaye de Saint-André, l'ancien Archevêché, était la plus belle résidence de la ville. Les chanoines y suivaient une règle commune religieux du temps. Le nom d'abbaye était resté à l'édifice.

tesse et de procédés délicats envers le roi Jean. Le cardinal de Périgord y vint aussi; mais le roi refusa de le recevoir, à cause de sa conduite équivoque à la bataille de Poitiers. Cependant, grâce à l'intervention des seigneurs de Montferrand, de Caumont et de Buch, parents et alliés du cardinal, il obtint une audience, où il établit son innocence, et entama, par l'ordre du pape Innocent VI, des négociations pour la délivrance du roi Jean et pour une paix durable; mais elle ne fut conclue que le 23 mars suivant, par l'entremise du même cardinal.

Les Anglais et les Gascons s'étaient emparés d'un butin immense en or, argent, vaisselle précieuse, bijoux, ceintures; ils conduisaient à la suite du roi Jean, à Bordeaux, dix-sept comtes, l'archevêque de Sens, soixante-six barons, près de deux mille chevaliers et écuyers, sans compter ce que Froissart appelle les *moindres gens*. Plusieurs prisonniers furent mis en liberté, après avoir engagé leur parole d'apporter à Bordeaux leur rançon pour la fête de Noël. Dans cette sanglante affaire, les Anglo-Gascons perdirent le tiers de leur armée : neuf cents hommes d'armes, quinze cents archers et fantassins; les Français perdirent deux mille quatre cent vingt-six nobles hommes, et sept ou huit mille *menues gens*, dans le combat ou dans la déroute.

Le soir de l'arrivée du roi à Bordeaux, le Prince-Noir donna un splendide dîner à son royal captif, et le servit lui-même à table. L'hiver se passa en fêtes; des réjouissances populaires se multiplièrent à l'infini. On y dépensa des sommes immenses pour adoucir la captivité et les ennuis du roi et de son fils. Au printemps, tout était préparé pour transporter le roi et son fils en Angleterre; le Prince-Noir convoqua les seigneurs gascons, les remercia de leur noble conduite à Poitiers, et leur communiqua son projet et le but de ses préparatifs. Ils furent très-sensibles aux louanges, mais contristés à l'idée de la translation du roi à Londres. Tout en reconnais-

Livre V.
Chap. 4.

—
1356.

M^e de Wolf.,
par Delpit,
page 80.

1357.

Froissart,
Notes de l'édit.
de Buchon,
sur cette ba-
taille.

Livre V.
Chap. 1.

—
1337.

Froissart,
ibid.

Rymer,
tome 3.

sant qu'ils lui devaient obéissance et respect, ils ne pouvaient pas consentir que le roi Jean de Bordeaux; et puisqu'ils avaient servi à le prendre aussi le garder; que les Gascons étaient plus que les Anglais à la bataille; que le roi s'était Gascon adoptif, et que, d'ailleurs, la ville de Bordeaux fortifiée et offrait assez de plaisirs pour le distraire. Il était embarrassé et ne savait que faire. Il était adonné aux délais; et convaincu qu'une opposition trop prononcée dans son langage trop fier lui feraient perdre leur amour, et qu'il ne pouvait conserver, il commença par avouer qu'ils avaient raison, qu'il serait désolé de leur déplaire; mais qu'il ne pouvait obéir aux ordres de son père, que ses fidèles Gascons se sentaient désolés d'affliger en résistant à sa volonté. Tout cela était bien conçu, bien dit et bien politique; mais tout cela ne convainquit pas les Gascons. Alors Reynault de Cobham et Jean de Bures lui dirent : « Oh ! les Gascons aiment les écus plus que l'or » leur en quelques-uns, et ils ne parleront plus. » Il leur fit offrir 60,000 florins; mais les Gascons, plus exigeants, lui demandèrent le double. Ils en obtinrent 100,000 florins. Ils sentirent. Le prince leur paya la somme convenue. Mais l'argent n'était pas encore fini à Bordeaux. Morbec demandait de l'argent pour avoir pris le roi; Bernard de Tourenay voulait putait cet honneur; ils étaient à même de vider leur querelle par l'épée et d'entraîner dans une guerre civile leurs vassaux respectifs. Le prince décida la difficulté en faveur de Bernard de Tourenay qui reçut une récompense proportionnée à l'éclat de sa victoire.

Avant de s'embarquer, le prince institua une régence composée des seigneurs d'Albret, de Lesparre, de Muret, de Pommiers et de Rauzan, tous dévoués aux intérêts de la Gascogne. Le seigneur de Lesparre se signala par sa fermeté pour l'ordre et par l'énergie de son caractère : un homme d'un autre trempe était nécessaire. La société était démoralisée.

mœurs dépravées, des vols se commettaient partout avec une scandaleuse impunité, les assassinats se multipliaient même en plein jour, et au milieu de ces scènes, la justice inactive et paralysée peut-être par une coupable connivence ou une honteuse timidité. Lesparre comprit ses devoirs envers la société, et les remplit; il ranima ce cadavre et lui rendit la vie en déployant toute la sévérité des lois.

Les deux princes s'embarquèrent le mardi après Pâques, accompagnés des seigneurs de Montferrand, de Landiras, de La Trau, de Grailly, de Mussidan, du capital de Buch, etc. Ils débarquèrent à Plymouth, et, de là, ils se rendirent à Londres, le roi Jean, monté sur un beau cheval blanc, et le prince de Galles à côté de lui, sur une petite haquenée noire. Le roi Édouard vint au devant du cortège, et partout, sur son passage, le royal captif rencontra les plus touchantes marques d'intérêt et de respect. Jamais Paris n'aurait pu le recevoir avec plus de pompe et d'honneur : on l'eût dit roi d'Angleterre. Tout était beau; mais ce n'était au fonds qu'une pompe perfide, qui honorait moins le vaincu que le vainqueur, et contrastait visiblement avec la tristesse mal déguisée du roi prisonnier, dont la majesté s'amoindrissait de toute la gloire et de toute la grandeur du jeune prince, qui s'effaçait à dessein. D. Devienne croit que les intentions des Anglais étaient, dans ces circonstances, pures et dégagées de toute arrière-pensée. Nous voudrions le croire; mais toute notre histoire autorise nos doutes à cet égard. On logea provisoirement le roi captif au château de Somerton, comme nous l'apprend Rymer, et non à la Tour de Londres, comme le dit Froissart (1). Ce ne fut que quelques jours plus tard qu'on le transféra à la Tour, où il resta trois ans; mais on ne cessa, pendant ce temps, de négocier pour sa délivrance.

Livre V.
Chap. 1.

—
1357.

(1) Henry Martin prétend qu'il débarqua à Sandwich, et qu'il fut logé au château de Windsor (*Hist. de France*, t. 5, p. 174, 4^e édit.); c'est une erreur.

Livre V.
Chap. 4.

—
1357.

Mézerai,
tome 6.

Pendant le séjour du prince de Galles à Bordeaux, l'acquit une certaine prospérité, et l'affluence de pèlerins rendit notre cité florissante. Il accorda des faveurs à la merce de Bordeaux, au préjudice des villes voisines, et d'un impôt onéreux les vins de Libourne et du Bordelais. Édouard fit droit aux plaintes de Libourne et de Bordeaux contre les exactions vexatoires. Rien n'égalait l'avidité des seigneurs du fisc ; la protection du roi était alors, pendant l'absence de la loi, le seul contre-poids, le seul remède aux vexations intéressées des employés. La guerre avait enfanté des maux affreux et généraux ; les campagnes étaient envahies par des bandes de pillards, sans loi, sans frein, sans pitié. L'usage de fortifier même les petites villes s'introduisit partout, pour se garantir contre ces hordes vagabondes. La destruction des châteaux, encouragée d'abord par les rois, les princes temporels contemporains, prit un grand développement ; mais les brigands s'en emparèrent et en firent des dépôts de tout ce qu'ils enlevaient aux pays environnants sans défense. Les vrais châteaux-forts servaient de refuge à la civilisation : dans les guerres, les seigneurs malheureux y réfugiaient, et y mettaient à l'abri des voleurs leurs personnes et leurs biens. Les rois d'Angleterre accordèrent des privilèges à ces lieux fortifiés : les bourgs s'agrandirent et devinrent des villes. Le luxe suivit de près ces améliorations matérielles, et pendant que le peuple gémissait sous ses haillons, les seigneurs de pierreries, de perles, de papillotes, de mille autres ornements de femmes, s'établirent parmi ces gentilshommes, dont les ancêtres, jusqu'à Philippe de Valois, se vêtirent de vêtements graves et d'une mâle et riche simplicité. On portait alors des chapeaux ornés de plumes ; on se livrait à une sorte de jeu, surtout à celui de dés pendant la nuit, et à la paume pendant le jour. Le paysan était rançonné, traité comme un vil, un esclave ou un ennemi, au profit d'un seigneur éternellement énervé ; on lui enlevait son petit gain de tous les côtés.

très-souvent son bien, sans qu'il pût en avoir justice. On se moquait de lui et de ses souffrances, en l'appelant *Jacques-Bonhomme* ; mais tout bonhomme qu'il était, le paysan se lassa enfin ; et, se sentant forts de leur indignation, de leur abaissement et de leur misère, les pauvres se levèrent et s'abattirent comme des oiseaux de proie sur les propriétés de ces imprudents et imprévoyants gentilshommes, qu'ils accusaient d'avoir livré lâchement aux Anglais l'infortuné roi Jean. Ces guerres civiles, ces scènes de pillage, ces désordres affreux, se firent sentir dans le Bordelais, mais d'une manière moins déplorable qu'ailleurs ; c'est ce que l'histoire qualifie du nom de *Jacquerie*.

La trêve conclue à Bordeaux le 23 mars 1357, était nécessaire comme un prélude à une paix générale. Les représentants des rois de France et d'Angleterre, de concert avec les évêques délégués du Pape, stipulèrent « qu'elle serait observée, tant sur mer que sur terre, depuis le jour de la convention jusqu'à Pâques, et depuis Pâques, pendant deux années, et le lendemain au soleil levant. » Pendant tout ce temps, les Bordelais étaient tranquilles ; mais une mésintelligence s'éleva entre eux et les Réolais, au sujet d'un lourd et vexatoire impôt dont on avait frappé les vins du Haut-Pays. Les Réolais furent expulsés de Bordeaux ; ils portèrent plainte à Édouard, qui réduisit l'impôt à 2 sous tournois par barrique de vin, et à 6 deniers par livre sur chaque denrée. Une réconciliation complète eut lieu un peu plus tard, et les deux villes se jurèrent amitié et dévotement.

La trêve touchait à sa fin : Édouard crut devoir songer à la guerre, à étendre et consolider sa domination en Guienne. A la fin de l'hiver 1359, Édouard ayant équipé une flotte, fit voile pour Calais ; et après avoir assiégé pendant quelques jours la ville de Reims, il pénétra, en passant près de Paris, dans l'intérieur de la France. Persuadés que les Parisiens voudraient harceler les derrières de leur armée, les Gascons leur

Livre V.
Chap. 1.

—
Daniel,
Histoire,
tome 3.

—
Thoyras,
tome 3.

1330.

Rôles gascons
1^{er} juin et 12
juillet.

Rymer,
tome 3.

Livre V.
Chap. 4.

1360.

Dessalles,
*Périgueux, ou
les deux
derniers Com-
tes,*
page 52.

tendirent des embûches et en massacrèrent un grand nombre, sous les ordres de l'intrépide Bordelais, le comte de Buch.

Fatigués cependant de ces éternelles guerres, tous deux demandaient la paix : les Français hâtaient ce vœu ; mais les Anglais se montraient plus réservés. Enfin, après de longues négociations, la paix fut conclue à Breteuil, le 8 mai 1360. Il y fut stipulé que le roi de France ne prendrait plus le titre de roi de France ; le roi d'Angleterre porterait plus dans son écu les armes de France ; le roi de France céderait, en toute souveraineté et sans honnêtement, la Gascogne proprement dite, le Poitou, le Saintonge, l'Aunis, le Limousin, le Périgord, le Quercy, le Comminges, le Gorrre, l'Angoumois, le Rouergue, l'Agenais et le Gaure. La Rochelle se rendit, le 6 décembre, à Breteuil. Montferrand, commissaire pour le roi d'Angleterre.

Ce traité, si honorable pour les Anglais, si funeste pour la France, fut ratifié à Calais le 24 octobre 1360. Le jeune prince, en récompense de sa valeur et de ses armes, comme aussi en témoignage de l'affection paternelle et nationale, fut créé prince de Gueldre. Une autre charge que celle de payer au roi, tous les ans, une somme d'or, en reconnaissance de sa suzeraineté (1).

Outre ces avilissantes conditions, la France payait la rapacité des Anglais, à titre de rançon, pour la liberté du roi, cent millions d'écus d'or. Dans toutes les humiliations de ce traité, on découvre toujours l'esprit mercantile de l'Angleterre. C'est donc de ce honteux traité, que le duc de C...

(1) Quelques auteurs ont cru que le prince n'avait que le gouvernement de la province de Gueldre, sous le bon plaisir de son père ; c'est une erreur : dans la Charte de Breteuil, en faveur de ce prince, le 19 juillet 1362, on lit ces paroles, qui détruisent tout culte à cet égard : *De præficiendo primogenitum regis Eduardum, Principem Gueldrie, et de principatu concessio ei, solvendo regi annuatim unam milia librarum sterlingarum, et recognitione superioritatis, etc., etc.*

devait plus d'hommage au roi de France; qu'on ne pourrait plus en appeler à lui dans les affaires graves où l'on aurait à se plaindre des autorités anglaises; que la moitié de la France était devenue anglaise. Il a fallu des flots de sang français pour effacer ce déplorable traité.

CHAPITRE II.

La Guienne érigée en principauté. — Le Prince-Noir à Bordeaux. — Il ramène les seigneurs de Guienne. — Bataille de Cocherel. — Le capitaine prisonnier par Duguesclin. — Don Pedro de Castille détrôné, à Bordeaux. — Conduite des seigneurs de Guienne. — Expédition arrêtée. — Conditions posées par les seigneurs et acceptées par Don Pedro.

Livre V.

—
4502.

19 Juillet.

Rymer,
tome 3,
et Thoyras,
liv. X, p. 224.

M^r de Wolf,
Introduction,
p. CXXVIII.

Walsingham,
172.

La France était humiliée par le honteux traité de Brétigny ; c'était tout ce que voulait l'Angleterre. Enchaîné par son ignorance des hauts faits du prince de Galles, Édouard III, le roi de France, ne sachant pas que le prince de Galles, en prenant possession de la Guienne en principauté, en sa faveur, avec plein pouvoir de battre monnaie, donner des titres de noblesse, instituer, destituer les sénéchaux et autres officiers publics, exiler les bannis, faire grâce aux criminels ; en un mot, exercer l'autorité souveraine en tout et pour tout ce qu'exige la conservation de ces belles provinces, les intérêts du roi, les besoins de ses sujets. En retour de ces grandes faveurs, le roi ne demanda au jeune prince que l'hommage et la redevance d'une once d'or. Le nouveau prince de Galles, devenu souverain des plus belles provinces de France, après préparatifs de départ, dit adieu au roi et à la reine, aux seigneurs de la cour, au nombre desquels se trouvait le chroniqueur Froissart ; il débarqua, avec sa suite, à Bordeaux, en février 1363, et, de là, se rendit à Bordeaux où il établit sa cour, et où le peuple, ivre de joie et de reconnaissance, le reçut avec des fêtes et des réjouissances publiques, les démonstrations de l'affection la plus vive. Bordeaux, la capitale de la nouvelle principauté : les seigneurs de Guienne s'y réunissaient en grand nombre, et une brillante et brillante cour y rappelait, pendant onze années, les beaux jours de la Guienne.

d'Éléonore de Guienne. Mais les dépenses furent si énormes, qu'ayant ruiné ses finances, le prince fut obligé de créer un nouvel impôt; ce qui compliqua ses affaires d'une manière fâcheuse, comme nous le verrons dans la suite.

Entouré de courtisans et de flatteurs, le jeune prince ne songeait plus qu'aux plaisirs: fier de ses exploits militaires, il se crut le premier prince du monde, et, par la réputation colossale de valeur et de mérite qu'on lui faisait, il s'estimait un autre Alexandre. Ce n'était qu'un rêve; il en fut tiré par l'état ruineux de ses finances et l'inconstance des grands personnalités de sa principauté. Il convoqua tous les seigneurs pour recevoir leur hommage et s'assurer de leur fidélité; il nomma connétable Jean Chandos, l'un des plus grands capitaines de son siècle, et ne négligea rien de ce qui pouvait assurer et consolider sa puissance en Guienne.

Au jour indiqué (9 juillet), tous les seigneurs de la principauté se rendirent à Saint-André, et là, à genoux, sans ceinture, sans chaperon, les mains entre les mains du prince, ils lui firent hommage de leurs fiefs et terres; et se reconnaissant ses hommes-liges, ils confirmèrent cet acte par serment, en posant la main sur l'Évangile et la croix. En première ligne, on y vit arriver les hauts et puissants barons bordelais: d'Albret, Guillaume Sans, seigneur de Pommiers, Pierre de La Mothe de Roquetaillade, Élies de Pommiers, seigneur de Civrac, Arnaud Gavaret de Langon, Guillaume de La Mothe de Noaillan, Raymond de Fargues, Raymond Guillem de Castets, Johan de Montferrand, Johan de Lalande de La Brède, etc. (1). Après avoir reçu leur hommage, le jeune

Livre V.
Chap. 2.
—
1362.

Froissard,
ch. CLII.

1363.

Delpit,
M^e de Wolfenb.
86, etc.

NOTE 28.

(1) Dans cette cérémonie, les seigneurs se mettaient à genoux devant le prince, et les mains jointes dans ses mains; mais les ecclésiastiques, abbés et prieurs, qui figuraient en grand nombre dans cette longue liste, prêtèrent hommage debout, une main sur la poitrine et l'autre sur l'Évangile. Les évêques se disaient exempts de l'hommage; cependant, on y trouve le nom de l'évêque de Sarlat, qui prêta le serment, assis, en face du prince. Il était très-probablement récemment nommé à l'évêché, et sa consécration n'avait pas eu lieu; il prêta hommage, mais assis, en qualité d'évêque nommé.

Livre V.
Chap. 2.

1365.

prince jura à son tour d'être *bon seigneur et loyal seils, à tous et à chacun des habitants des villes de la* et de garder, sans tort et franchement, leurs fors, franchises, établissements, raisons et droitures, et d'acquiescer de tort et force, de lui-même et d'autres par son loyal pouvoir et à bonne foi.

Le 15 juillet, on vit comparaître devant le prince les commissaires, les seigneurs et représentants de Saint-Jean-de-La Réole, de Bazas, de Langon, de Sauveterre, d'Émilien, de Libourne, de Bourg, de Blaye, de Créac, les députés de Bazas, se trouva un certain Jean Auzan qui protesta, au nom de ses concitoyens, qu'ils n'avaient pas, en prêtant serment à Bordeaux, qu'on en pût tirer aucune conséquence contre les droits de Bazas, d'après le principe que le prince était tenu de jurer, à Bazas même, de maintenir les Coutumes, franchises et libertés, avant de recevoir les délégués des autorités bazadaises. Le prince leur donna une réponse généreuse et patriotique protestation, et prêta le serment voulu. Les députés d'Agen firent comme les Bazadais; que ceux de Condom et de Bayonne; les représentants de Dax refusèrent de comparaître à Bordeaux. Ils défendirent leurs franchises locales; le prince, loin de s'effarmer de cet esprit d'indépendance, se rendit à leurs vœux et leur rendit leurs privilèges et leurs droits. Jamais les Bordelais n'eurent dans leurs murs une plus brillante réunion, un plus grand éclat, un plus grand faste, d'opulence ou de prétentions vaniteuses. Ces seigneurs s'efforçaient de s'éclipser mutuellement; ils se courbaient servilement aux genoux du prince, qui avait donné pour ami, en attendant que son esprit politique, pût dompter leur fougueuse indépendance et la ployer à sa volonté.

Toujours élevé dans les camps, au bruit des armes, le goût militaire du jeune Édouard s'éteignait au sein des plaisirs de cette cour brillante et voluptueuse. Bordeaux

devenir pour lui et les héros de Poitiers une autre Capoue; il le comprit, et désira la guerre : une occasion favorable s'en présentait.

A la mort du roi Jean de France (8 avril), le roi de Navarre se rendit maître du duché de Bourgogne, sur lequel il se croyait des droits, que le successeur de Jean, Charles V, ne voulut pas reconnaître. Le roi de Navarre implora le secours du prince guerrier de Bordeaux, qui, enchanté d'avoir une nouvelle occasion d'humilier la France, lui envoya quatre cents hommes d'armes, sous les ordres du capital de Buch, à Cherbourg, où le roi de Navarre l'accueillit avec joie et le nomma généralissime de son armée (1). Les Français faisaient de grands préparatifs pour combattre les Espagnols; le capital apprit qu'on le cherchait. Alors il se met aux champs avec sept cents lances, trois cents archers, trois cents hommes à pied, et va affronter le danger. Il apprend avec peine qu'il se trouve parmi les Français qu'il va combattre beaucoup de vaillants Gascons qui le suivent de près. Alors prévoyant une chaude affaire, et se frappant la tête de la main droite, il s'écrie : *Cap de Sent Antoni, Gascons contre Gascons se fretteran*. Le capital range ses troupes en trois lignes à Cocherel; Duguesclin, qui commandait les Français, en fait autant. Le combat allait s'engager : trente vaillants Gascons se chargent d'ouvrir les rangs ennemis et d'enlever le capital de Buch ; c'était le seul moyen de disperser ses fidèles compagnons et de s'assurer de la victoire. Le capital attendait un renfort de six cents gens d'armes : il veut gagner du temps ; et sachant que les vivres commençaient à manquer dans le camp français, il envoie, comme acte de générosité et non de politique, un héraut offrir à ses ennemis des provisions de toute sorte. Étonné de tant de politesse de la part du vaillant Bordelais, Duguesclin y soupçonne une ruse ; il fait donner au héraut

Livre V.
Chap. 2.

—
1384.

(1) Quelques auteurs disent que le roi de Navarre n'était point alors en Normandie. (Note de Buchou sur Froissart, ch. CDLXXXIII.)

un beau cheval et 100 florins, et marche contre le
La première ruse de notre vaillant compatriote n
réussi, il en essaie une seconde : un écuyer s'avance
à une joute d'un coup d'épée, le premier, le m
écuyers français. Duguesclin était trop fier pour dé
offre : un écuyer français se présente ; le combat s
présence des deux armées. Ils frappent d'estoc et
enfin, le Gascon est renversé, et son cheval est a
le vainqueur à Duguesclin, qui profite de cette cir
pour ranimer le courage de ses soldats.

Désolé de ne pas voir arrivé le renfort désiré
essaie en vain de soutenir l'ardeur militaire de se
elles sont abattues et ne comptent que sur les posi
rables où elles s'étaient établies. Duguesclin, quoiqu
de forces numériquement beaucoup supérieures,
prudence et feint une retraite. Quelques Navarrais
suivent : toute l'armée s'ébranle ; mais l'habile c
crie : « Ah ! ne croyez pas que ces vaillants hom
» fuient ; c'est un piège qu'ils nous tendent (1). » S
avis, les soldats courent en avant, et toute l'armée
mouvement pour parer aux inconvénients de leur im
Duguesclin, voyant de loin les Anglo-Gascons des
leurs positions, dit, en riant, au seigneur Thibaut
« Le filet est bien tendu ; nous aurons les oiseaux.
il retourne sur ses pas, ordonne la charge aux cris
Dame, Duguesclin ; les Anglais se groupent en p
péril, aux cris de *Saint-George*, et déchargent un
traits. Le combat s'engage : on lutte corps à corp
rangs sont brisés, tous les drapeaux mêlés et conf
trente chevaliers percent les rangs ennemis, entour
tal, qui se défend avec vigueur au milieu de ses vai
cons, qui jonchent le sol de morts et de blessés. C

(1) Le P. Daniel dit que c'est le capitaine qui ordonna la poursuite.
Froissart ; son récit nous paraît plus vrai.

de se rendre , ou qu'on allait le percer ; il répond par des coups redoublés ; mais, enfin, voyant arriver Duguesclin , le brave Bordelais ne veut se rendre qu'à un brave ; il lui crie : « Beau sire , à vous seul je me rends (1). » La perte de ce général, dit le président Hainault, fut plus fatale aux Anglais que celle de la bataille. On le conduisit au château de Ver-non. Ce combat eut lieu le jeudi après la Pentecôte.

Enfin , la paix fut faite entre la France et la Navarre : le capital recouvra sa liberté ; mais le roi de France, qui faisait grand cas de ses mérites , lui donna le château de Nemours avec ses dépendances ; il crut , en le comblant de bienfaits , se l'attacher pour toujours. Le vaillant capital lui promit foi et hommage ; la reconnaissance lui fit oublier un instant ses devoirs , sa famille , tout son passé ; mais bientôt après , se rappelant les bontés des rois d'Angleterre envers les Grailly, ses ancêtres, il renonça aux dons du roi de France et revint noblement à sa foi politique.

Le prince de Galles était alors à l'apogée de sa gloire ; Bordeaux , grâce à lui , était devenu une ville magnifique et le point de mire de toute l'Europe. Le commerce s'y développait d'une manière étonnante ; et par suite du luxe et des dépenses d'une cour brillante et nombreuse, l'industrie locale y avait pris une extension considérable. Les rois recherchaient l'amitié du prince ; leurs ambassadeurs demeuraient auprès de lui à Bordeaux. Une guerre éclatait-elle quelque part ? on demandait son alliance et son secours. Dans cet état des cho-

(1) Duguesclin et le capital étaient les plus grands capitaines de leur siècle. Duguesclin n'était pas si joli homme que l'autre ; il était noir, mal fait, camus, vilain à faire peur. On lit, dans une vieille chronique, sur son compte, ces vers :

- « Je croi qu'il n'ot si lait de Resnes à Dinant
- » Camus estoit e noirs, malostru e irrassant (méchant)
- » Li peres e la meres si le heoient tant
- » Que souvent en leurs cuers alaient desirant
- » Que fust mors, ou noiez en une eawe courant. »

(Chronique de Bertrand Duguesclin, p. 55.)

Livre V.
Chap. 2.

—
1364.

1365.

Livre V.
Chap. 2.

—
1363.

Roder Sanc.,
ch. 14.

—
Mariana,
liv. XVII.

Froissart,
liv. 1^{er}, etc.

D. Devienne,
62.

ses, à Bordeaux, Alphonse, roi de Castille, laissa en son royaume à son fils Don Pedro, monstre d'avarice, de et d'incontinence. Ce jeune prince avait épousé la Charles V de France; mais importuné par les légitimes et remontrances de sa femme, il la fit étouffer entre matelas. Ce crime, et plusieurs autres, lui aliénèrent l'affection de ses sujets; ils s'armèrent contre lui, sous les ordres de son frère illégitime, Henry de Transtamare. Le roi de Castille envoya Duguesclin venger la mort de sa vertueuse épouse, et de tant d'autres, qui avaient été les victimes de ses passions libidineuses. Entouré de périls, Pedro abandonna l'Espagne, ses États, et alla, fugitif et proscrit, se réfugier à l'étranger, emportant avec lui un trésor considérable, dans lequel se remarquait, dit un auteur, une table d'or massif, au milieu de laquelle brillait une escarboucle, dont l'éclat était si grand qu'elle servait, dit-on, à l'éclairer pendant la nuit. Cherchant son asile, il demanda des secours au prince de Galles, et d'après les conseils de Chandos, grand sénéchal de France, et de Felton, connétable, l'engagea à venir à Bordeaux. Pedro accepta cette invitation: Édouard alla au devant de lui, et l'accompagna en ville, où ils descendirent tous deux à l'abbaye de Saint-André (l'ancien archevêché). Plusieurs jours se passèrent en fêtes et réjouissances populaires; Pedro ne méritait pas les bontés du jeune héros, qui, de son côté, ne savait pas assez aux crimes de celui qu'il avait accueilli, la compulsion d'un roi légitime lui semblait justifier son intervention. Son désir d'humilier la France, qui protégeait l'usurpateur, entraînait pour quelque chose dans ses résolutions. Les seigneurs gascons et anglais s'efforcèrent de le détourner de son projet. « Si vous entretenez cette guerre, disaient-ils, » vous blâmera d'autant plus, que tout le monde » Don Pedro n'a été chassé de son royaume que par sa cruauté » est cruel, orgueilleux et adonné à toutes sortes de crimes » s'est comporté en tyran dans le royaume de Castille.

» fait périr sans raison les hommes les plus braves; de plus, il
» est ennemi de l'Eglise et a été excommunié par le Saint-
» Père. Il n'a jamais pu vivre en paix avec ses voisins; enfin,
» il s'est porté à un tel excès, que de faire mourir sa femme,
» qui était dans la fleur de son âge, votre cousine et la fille
» du duc de Bourbon. *Pourquoi*, ajoutaient ces seigneurs,
» *vous y devriez bien penser et y regarder, car tout ce qu'il a*
» *à souffrir maintenant, ce sont verges de Dieu, envoyées pour*
» *le châtier et pour donner aux autres rois chrétiens et princes*
» *de la terre exemple qu'ils ne fassent mie ainsi.* »

Le jeune prince répondit que leurs observations étaient fondées; mais qu'il ne convenait pas de tolérer une si odieuse usurpation; que la cause de Don Pedro était celle de tous les rois; qu'il était l'ancien allié de l'Angleterre; que, cependant, il allait convoquer les États-généraux de la Guienne, pour discuter cette grave question. En effet, le Parlement s'assemble au château de l'Ombrière; les délibérations y durèrent trois jours. On consulta le roi d'Angleterre, qui insista « *que le*
» *prince, son fils, au nom de Dieu et de M^{re} Saint-George,*
» *entreprend à remettre le roi Don Pedro en son héritage, dont*
» *on l'avait, à tort, sans raison, et frauduleusement bouté*
» *hors.* » Alors tous les barons de la Guienne s'écrièrent, en présence du prince : « Sire, nous obéirons volontiers au com-
» mandement du roi, notre souverain seigneur. C'est raison,
» qu'à vous et à lui nous obéissions et aussi ferons nous; mais
» nous voulons savoir qui nous payera nos gages, car on ne
» met point ainsi des gens d'armes hors de leurs hôtels pour
» aller guerroyer en pays étranger, sans leur avoir assuré
» leur payement. » Alors Don Pedro, qui était présent, étala ses trésors, qui n'étaient, dit-il, que la trentième partie de ce qu'il avait laissé en Castille, et affirma que rien ne manquait à ses amis. Le prince de Galles se rendit caution de l'exécution de ces promesses, et l'expédition fut arrêtée.

Livre V.
Chap. 2.

—
1363.

Froissart,
liv. I^{er},
ch. CCI.

CHAPITRE III.

L'expédition du prince de Galles en Castille. — Engagements de Don les seigneurs de Guienne. — Jacques III, roi de Majorque, à Bordeaux de Richard de Bordeaux. — Duguesclin prisonnier à Bordeaux. — Hémare, déguisé en pèlerin, vient le consulter. — Le prince de Galles et — Leur conversation. — Générosité de la princesse envers Duguesclin. — Réponse de ce capitaine. — Il est mis en liberté. — Il se rend chez lui. — pour ses compatriotes. — Il revient à Bordeaux. — Sa rançon payée. — pour l'Espagne.

Livre V.

—
1386.

25 Septembre.

Froissart,
tome 1^{er},
liv. 1^{er}.

Rymer,
tome 3.

Les seigneurs ayant consenti à prendre part à l'expédition de Castille, on leva de nouvelles troupes : tous les bordelais y prirent part, tous ceux de Guienne et de leurs contingents, ayant à leurs têtes les comtes d'Armagnac, de Carmain, de Comminges, le vicomte de Castillon, de Buch, les sires de Cande, de Lescure, de Rauzan, de Parre, de Montferrand, de Caumont, de Mussidan, et d'autres. Ils se préparaient à cette guerre avec d'autant plus d'ardeur qu'ils croyaient être sûrs d'être indemnisés par le roi de France, qui, par divers actes passés à Libourne, s'engagea à payer à tous ces capitaines, dans un mois, à compter de l'Épiphanie, 550,000 florins, et 56,000 autres au pape à Saint-Jean suivante. Il consentit, en outre, à céder à plusieurs villes en Biscaye; et si les rois d'Angleterre et leurs fils aînés se trouvaient à la guerre des rois de Castille, les ennemis de la Foi, Don Pedro s'obligea de leur donner le commandement du premier corps de bataille, et d'arrêter dans la Castille, tous les pèlerins anglais et gascons, les péages, impôts ou exactions quelconques.

Au milieu de ces grands préparatifs, on vit arriver

deaux un autre prince détrôné, Jacques III, roi des îles Baléares, qui venait solliciter les secours du prince de Guienne contre le ravisseur de sa couronne, D. Pedro IV, roi d'Aragon. Flatté de voir à ses pieds des rois étrangers et d'être appelé le défenseur des droits légitimes des têtes couronnées, Édouard lui promit des secours après l'expédition de Castille.

Livre V.
Chap. 3.

—
1366.

Dans ces circonstances, la princesse de Galles, Jeanne de Kent, accoucha, le Jour des Rois, d'un jeune prince, qui fut tenu sur les fonts baptismaux par le roi des Baléares et l'évêque d'Agen; il fut baptisé par Élies de Salignac, archevêque, et appelé Richard de Bordeaux. Le dimanche après le baptême, le prince partit pour les frontières, accompagné des rois de Castille et de Majorque; ils s'arrêtèrent à Dax pour attendre le renfort qui arrivait par Blaye, sous les ordres du duc de Lancastre. L'avant-garde était commandée par Guillaume Felton, le gros de l'armée par le capital de Buch, et l'arrière-garde par Chandos, le connétable. Le prince lui-même commandait le corps de réserve, ayant auprès de lui les comtes d'Armagnac, de l'Île, les sires d'Albret, de Mussidan, de Canolles, de Gironde, de Lesparre, de La Réole, les trois frères Pommiers et plusieurs autres seigneurs bordelais.

1367.

*Collection de
Mémoires,
de Petitot,
t. V, ch. 22.*

L'armée pénétra en Espagne; les troupes de l'usurpateur furent dispersées et lui-même poursuivi au péril de sa vie; l'intrépide et célèbre Duguesclin, qui commandait les forces insurgées, fut pris et donné en garde au capital, qui s'écria en le voyant : « Ah sire Bertrand, le temps est changé; vous me » prîtes devant Cocherel, et je vous tiens maintenant.—Vous » ne m'avez pas pris, répliqua le fier Duguesclin, ni conquis » à l'épée, ainsi que je fis avec vous, et c'est pourquoi j'ai un » point en avant. » Ils s'embrassèrent comme de vieux amis : le capital le traita en frère d'armes et ne lui donna d'autre prison que sa propre tente, d'autre table que la sienne.

Rétabli sur son trône, Don Pedro, toujours vicieux, toujours cruel, ne songea pas à remplir ses promesses envers ses libé-

Livre V.
Chap. 3.

1367.

rateurs : l'ingratitude couronnait ses vilains défauts. de l'état maladif du prince de Galles et des désordres de son armée, qu'une épidémie décimait tous les jours, pour d'un jour à l'autre indéfiniment l'accomplissement de ses engagements. Le prince, enfin, se mit en route avec le reste de son armée, et Duguesclin prisonnier. L'expédition fut été glorieuse pour les Gascons, mais ruineuse pour les Bordelais : les Bordelais en furent mécontents, les seigneurs se désolèrent, et le prince n'en retira personnellement que peu de gloire et beaucoup de chagrins.

Henry de Transtamare errait fugitif et abandonné de ses amis, mais regretté par le peuple. Il entretenait toutes les espérances ; et ne sachant que faire, il vint, déguisé en marchand, consulter Duguesclin, prisonnier à Bordeaux. Il fut introduit par un gentilhomme breton, ancien écuyer de Bertrand du Guesclin, et concerta avec lui sur les moyens à prendre pour se faire connaître à l'entrevue avec le célèbre prisonnier. Prévenu de tout ce qu'il devait faire, Duguesclin ordonna au geôlier de préparer le lendemain, un repas, afin de traiter convenablement les gentilshommes bretons qui allaient en pèlerinage à Compostelle. Jacques. A l'heure du repas, Henry se présenta avec ses pagnons de voyage ; Duguesclin lui conseilla de renoncer à ses États et de soulever le peuple, dont il avait le plus grand besoin, et qu'il l'y suivrait bientôt lui-même. Le geôlier, de temps en temps l'étranger, qui était l'objet du mécontentement général : il conçut des soupçons ; et les ayant communiqués à sa femme, lui dit qu'il allait avertir le prince de Galles. La femme, c'était un bon moyen de faire sa fortune. La femme, Duguesclin, lui conseilla d'attendre pour savoir tout le fruit de sa ruse ; et profitant d'une occasion favorable, courut avertir Duguesclin et lui porter les clés. Ce capitaine prisonnier, l'homme et la femme à sa table, les égaya d'historiettes et de nouvelles ; mais à la fin du repas, le geôlier se leva pour aller exécuter son dessein ; et ne trouvant pas les clés, a

femme d'injures et de coups. Alors Duguesclin s'armant d'un grand bâton, battit tellement ce misérable, qu'il resta couché sur les carreaux. Pendant cette scène, on ouvrit la porte et on fit évader les soi-disant pèlerins.

Confiné à l'Abbaye de Saint-André, Duguesclin se fit estimer autant par ses aimables qualités que par sa valeur et ses exploits militaires : tout le monde désirait sa liberté. Un jour que le prince causait familièrement avec plusieurs seigneurs, le sire d'Albret lui demanda s'il pouvait, sans l'offenser, lui rapporter un bruit qui circulait dans le public ; le prince lui répondit que sa franchise serait pour lui une preuve de son amitié. On dit, répliqua d'Albret, *que vous ne retenez Duguesclin que parce que vous le craignez. — Je ne crains per-*

sonne, reprit le prince, *et je vais vous en donner la preuve.* En effet, il envoie chercher Duguesclin ; il arrive. Édouard lui demande des nouvelles de sa santé. « *Eh ! Monseigneur,* » répond le captif, *je m'ennuie bien de n'entendre que les sou-*
» *ris de Bordeaux ; j'aimerais bien mieux entendre les rossi-*
» *gnols de mon pays.* — *Il faut donc,* réplique le prince, *vous*
» *procurer cette satisfaction. Croirez-vous que certaines gens*
» *disent que je vous redoute ? — On ne peut,* répond Dugues-
» *clin, me faire plus d'honneur qu'en publiant que mon épée*
» *paraît redoutable à un prince qui se fait également admirer*
» *et craindre.* — *Messire Bertrand*, reprit Édouard, *on se*
» *trompe : je ne connais pas la peur, je considère les gens de*
» *bien ; mais je n'en appréhende aucun. Ainsi, je vous mets*
» *à rançon.* » Le célèbre prisonnier remercie le prince, et s'écrie : « *Je ne suis plus prisonnier, puisque ma liberté ne*
» *tient plus qu'à l'argent. Ainsi, je n'hésite plus à déclarer*
» *que le comte de Transtamare peut, dès à présent, se regarder*
» *comme roi de Castille. Je lui procurerai une seconde fois*
» *cette couronne, malgré tous ceux qui voudront s'y opposer.*
» *Je le jure et j'y engage mon honneur, en présence de vous,*
» *Monseigneur, et de tous ces chevaliers qui m'entendent.* »

Livre V.
Chap. 3.

1387.

Ménard,
Histoire
de Duguesclin.

D. Devienne,
Histoire
de Bordeaux.

Livre V.
Chap. 3.

1367.

Froissart,
Supra.

Ce discours si fier étonna tout le monde; le prince s'en vint
de lui répondre qu'il serait plus facile de le dire que de le
faire. « *Je sais ce que je dis*, répond Duguesclin; *m*
» *seigneur, ajouta-t-il, j'ose vous demander si vous ne*
» *reprochez pas d'avoir donné des secours à un aussi*
» *homme que l'est Don Pedro, lui dont vous avez si cruellement*
» *éprouvé la perfidie. Personne n'a pu comprendre*
» *étant aussi généreux que vous l'êtes, vous avez pu*
» *soudain à accorder votre protection au meurtrier de*
» *et de la reine la plus respectable. Quoi qu'il en soit,*
» *moi la grâce de vous expliquer sur ma rançon; j'en*
» *à la payer. — Je ne vous demande, dit le prince,*
» *que vous voudrez donner; je ne veux de votre argent*
» *la forme, et je ne vous taxe qu'à 100 florins.* » Duguesclin, croyant qu'on lui tendait un piège pour rabaisser ses mérites, répondit qu'il s'estimait assez pour ce qu'il
devait payer 100,000 florins d'or. « *Comment, dit-il,*
» *100,000 florins d'or! c'en est trop; je n'en veux pas.*
» *Eh bien, dit Bertrand, je me taxe à 70,000; c'est*
» *nier mot; je n'en rabattrai rien. — Où prendrez-vous*
» *le prince, une si grosse somme? — J'ai des amis*
» *Bertrand: les rois de France et de Castille ne manquent*
» *pas manquer pour si peu de chose. Et, d'ailleurs,*
» *pas de bonne femme dans mon pays qui ne se cotisent*
» *rançon (1).* » Le prince, étonné comme les autres, et de hardiesse et de franchise, but à sa santé, et lui dit
» *pourrez partir quand vous voudrez pour chercher*
» *çon.* »

(1) Depuis ce temps, il n'était femme, en Bretagne, qui ne chantât son fuseau :

« Filons, femmes de la Bretagne,
» Filons la quenouille de lin,
» Pour rendre à la France, à l'Espagne,
» Messire Bertrand Duguesclin. »

La princesse de Galles arrivait à Bordeaux en même temps que Duguesclin allait partir; elle désirait le voir et le connaître. La ville lui offrit les présents accoutumés : des fruits confits et des vins de Bordeaux ; mais ayant appris qu'on n'en avait pas donné à Duguesclin, la généreuse princesse ordonna que tout ce qu'on venait de lui présenter fut porté, de sa part, à son hôtel, avec invitation à dîner pour le lendemain. Il se rendit auprès d'elle et fut accueilli avec bonté. Après dîner, elle lui témoigna sa surprise de ce qu'il s'était taxé à une somme si exorbitante, et exigea qu'il acceptât, de sa part, 30,000 florins d'or. Tout étonné, Duguesclin se jeta aux genoux de la princesse, et lui dit : « *Madame, j'ai toujours cru jusqu'à présent être le plus laid chevalier qu'il y eût en France ; mais, désormais, j'aurai meilleure opinion de ma personne, puisque les dames me font des présents d'une si grande conséquence.* » En rentrant, le soir, chez lui, il y trouva les 30,000 florins; il s'en servit pour payer ses dettes à Bordeaux et pour faire mettre en liberté des soldats bretons, prisonniers dans la ville.

Après avoir passé par Paris, il se rendit en Bretagne; sa femme lui dit qu'elle avait employé tout son argent, tout le revenu de ses terres, sa vaisselle, ses pierreries et ses bijoux, pour secourir les gentilshommes qui s'étaient ruinés sous lui. Duguesclin l'embrassa avec joie et reconnaissance, et approuva sa noble conduite envers ses fidèles compatriotes. Les seigneurs bretons se réunirent et firent les 70,000 florins, et fournirent, en outre, une autre somme considérable pour lever de nouvelles troupes. Duguesclin prit cette somme et partit pour Bordeaux, paya la rançon de plusieurs Bretons qu'il rencontra à La Rochelle. Arrivé en présence d'Édouard, il voulut se jeter à ses genoux : le respect pour la royauté était un culte chez les Bretons. Le prince l'en empêcha, et lui demanda des nouvelles de son voyage; et venant, enfin, à la question de la rançon, il lui dit qu'il avait appris qu'il portait

Livre V.
Chap. 3.

—
1367.

Voir note, à la
page 501.

Livre V.
Chap. 5.

1567.

beaucoup d'argent. Duguesclin lui répondit : « *Il*
» *Monseigneur, j'ai perdu le moins de temps qu'il m*
» *sible; j'étais fort impatient de jouir de ma liberté*
» *dre le comte de Transtamare, qui m'attend en E*
» *est vrai aussi que j'ai trouvé plus d'argent qu'il ne*
» *lait pour dégager ma parole; mais je n'ai pas eu*
» *l'employer plus utilement et plus honorablement*
» *vrer tant de pauvres soldats et gentilshommes qui*
» *pas le moyen de se racheter, qui tous valent mieux*
» *et qui m'attendent à présent en Languedoc. Il n*
» *pas un sou des 70,000 florins que je vous apport*
» *aussi j'ai la satisfaction d'avoir procuré la liberté*
» *mille braves soldats. — Et comment donc, dit le*
» *souriant, arrangerons-nous cette affaire? — Mo*
» *répond le Breton, je ne suis pas si difficile à pren*
» *je l'étais aux plaines de Navarette; je me souvi*
» *de l'endroit où est ma prison. Je vais m'y rendre,*
» *tendrai de nouveaux fonds pour ma rançon. Alors*
» *lui dit : Demeurez avec nous sur votre parole; vo*
» *viendra quand il pourra. »*

1568.

Le lendemain, pendant que le prince dînait dans la salle, mais à une table différente de celle où se trouvaient Duguesclin et quelques gentilshommes bretons, deux chevaliers entrèrent et prièrent le prince de recevoir la parole de Duguesclin, et de les dispenser d'entrer dans la prison à ce sujet. Le noble Breton entendit ce langage; et dans un transport de joie, but à la santé du prince et de ses libérateurs. Alors l'un d'eux s'approcha de lui, et qu'outre les 70,000 florins, ils avaient ordre d'en mettre à disposition 100,000 et plus, s'il en avait besoin. « *Il*
» *faudra pas tant, dit le fier Breton; je ne prend*
» *qui sera nécessaire pour délivrer tous les prisonn*
» *çais, bretons et castillans qui sont prisonniers à Bo*

Ayant arrangé ses affaires, Duguesclin remercia

et lui dit, en prenant congé de lui : « *Je pars pour l'Espagne,*
» *j'aurai sans doute l'honneur de vous y voir encore ; car je*
» *m'attends que vous y viendrez pour rétablir Don Pedro. Au*
» *surplus, si vous y ramenez vos Anglais, je ne crois pas que*
» *vous deviez vous flatter des mêmes succès. — Allez, dit le*
» *prince, quant à moi, je ne sais encore quel parti je pren-*
» *drai.* »

Le jour de son départ fut bientôt connu ; toute la population se porta au devant de lui. Chacun voulait voir de près un guerrier si noble et si généreux : la place de l'Abbaye fut encombrée de gens qui l'accompagnaient en partant, comme on faisait pour le triomphe d'un empereur à Rome.

Livre V.
Chap. 3.
—
1388.

CHAPITRE IV.

Les finances du prince de Galles ruinées.—L'impôt du fouage.—Plusieurs seigneurs s'y opposent. — Rancune d'Albret contre le prince. — Les seigneurs portent plainte au roi de France. — Discours admirable du comte de Foix. — Le roi de France embarrassé.— Il accueille avec bonté les députés de la Guienne. — Il fait citer le prince de Galles devant la Cour des Pairs. — Réponse du prince. — Dépenses du prince. — Des villes se révoltent. — Observations de l'état des esprits, etc.

Livre V.

—

1368.

Collection de
Mémoires,
de Petitot,
in-8°, tome 3.
Froissart, I, 1.

La campagne de Castille nous a valu un peu de gloire, mais elle entraîna la ruine de nos finances, la décadence de la prospérité de notre cité, et hâta la chute de la domination française dans la Guienne. Don Pedro oublia ses engagements avec le prince de Galles ne sachant que faire pour remonter ses finances, s'avisa d'établir un nouveau droit de fouage, et dit l'impôt d'un franc par feu, le riche portant le plus, et le pauvre qui valait, pour la principauté d'Aquitaine seule, 40 livres par an. Cette entreprise était très-délicate. L'assentiment des États était nécessaire, selon les anciens usages de la monarchie française et de l'Aquitaine ; le pouvoir royal n'était loin d'y être absolu.

On convoqua donc les États-généraux à Niort (1368, nouveau style), et on y invita les députés de la noblesse et des bourgeois. On y représenta la nécessité de réformer plusieurs abus dans l'ordre de la province ; on y indiqua les mesures qu'il fallait adopter pour réparer les fautes des agents du roi et pour protéger les personnes et les biens des habitants de la province. Le prince se mit tout et demanda pour les besoins du moment 40 sous par feu pour cinq ans seulement. Les députés de la noblesse et des bourgeois ne purent résister à cette demande soulevée par des vifs ; mais, enfin,

de la Saintonge , du Poitou , de La Rochelle , du Limousin , consentirent à cette nouvelle et exorbitante taxe, à condition qu'elle n'aurait lieu que pendant cinq ans, et qu'il n'y aurait aucun changement , aucune modification dans les monnaies pendant sept ans. Les seigneurs de la Gascogne formaient le parti de l'opposition ; ils refusèrent de voter l'impôt ; et après avoir déduit les motifs de leur refus, ils sortirent de l'assemblée, déclarant « que leurs terres étaient franches de toute dette, et que, du temps passé qu'ils avaient obéi au roi de France, ils n'avaient été grevés ni pressés de pareilles impositions. »

Vivement affecté de cette opposition , le prince se retira à Angoulême et y convoqua une nouvelle assemblée, où, après de longues discussions, il fut autorisé (les Gascons y étant en minorité) à lever un impôt de 10 sous par feu pendant cinq ans. Le prince, à la demande des États, fit, en 1367, au mois de janvier (1368, nouveau style), une adresse à la province, où il reconnaît formellement que le subside qu'on lui accordait sous le nom de *fouage* est un pur don , et qu'il ne peut pas tirer à conséquence pour l'avenir. « Nous leur avons octroyé et octroyons, dit-il , que ledit offre et don qu'il nous ont fait dudit *fouage* ne tourne, ni ne puisse tourner à eux, à leurs successeurs , à aucun préjudice ou conséquence en temps aucun (1). »

(1) *Lettres-patentes d'Édouard, fils aîné d'Angleterre, duc de Guienne, etc., etc.*

« Item, que nous confirmons et teneissons les privilèges à eux octroyés par nostres tres cheirs seigneurs les roys d'Angleterre, desquels ils avaient usé et esté en paisible possession, etc., etc., etc.

« Item, que les octrois des fouages, impositions que nous avons levé sur leurs terres, sur leurs subjects ne leur fut tourné à conséquence, et que doresnavant nous ne leveissons en leurs dictes terres, sur leurs subjects, sans lassentiment et lagraiment, partie des dicts Justiciers, si ce n'estoit pour la défense et tuition de nostre principauté.

« Item, que sur les taxations, amendes et défenses faites et octroyées en nostre cour, nous les feissons taxer selon les anciennes Coustumes.

Livre V.
Chap. 4.

1368.

Livre V.
Chap. 4.

—
1568.

1568.
Froissart,
ibid.

—
Scip. Dupleix,
tome 2.

Les Gascons ne se fiaient pas à ces belles promesses ; ils avaient raison. Le prince ne tint pas sa parole ; il ne put établir qu'à établir un précédent, dont il pourrait au besoin servir plus tard pour de nouveaux impôts. Ils considéraient cette mesure comme un empiètement sur leurs droits et leurs biens ; ils étaient, d'ailleurs, bien dévoués, ainsi que les prélats, au roi de France, et blessés, en outre, de l'arrogance des agents anglais dans l'exercice de leur autorité, et de l'exclusion des Gascons de toutes les fonctions administratives. Chandos avait été nommé connétable, et d'Angle maréchal. Mille choses semblaient concourir à perfectionner la Guienne. Un jour, c'était avant l'expédition de France, le prince demanda au sire d'Albret combien il pouvait fournir d'hommes en cas de guerre : « *Mille lances* », dit le sire d'Albret, « *bret, de mes vassaux, mes terres bien gardées.* » « *foi*, dit le prince en se tournant vers Felton et d'Albret, « *glais, on doit bien aimer le pays où l'on trouve* » « *ron, qui peut suivre son seigneur à mille lances.* »

« Nous voulons et affectons de tout nostre cuer le bien et pro-
« nostre dit principauté et des dicts subjects d'icele, et aussi consid-
« obéissances, loyantez, services et octrois que nos dicts subjects non-
« tes fois que requis les avons, et auci considérant l'offre et le don-
« dicts prélats et nos subjects estans en nostre grand conseil d'assem-
« cité d'Angoulesme nous ont fait liberamment, c'est à savoir que n-
« prendre et faire lever sur chacun de leurs subjects et habitants de
« pauté dix sous, monnoie dessus dict, le fort portant le foible, cha-
« le temps de cinq ans, qu'ils nous ont requis que nous feissions faire
« noie, table à prendre, et lever les dicts dix sous, la moitié de la p-
« au terme de Pasque prochain venant, et l'autre moitié à la feste de
« sensuivant, et les aultres quatre années, de la moitié à la feste de
« tiste et l'autre moitié, chacun an, à la feste de Noël, pour les cause-
« et plusieurs autres qui à ce nous émouvant ans dicts prélats, pou-
« Dieu et de sainte Église, et aux nobles et aux communs et à cha-
« Voulons que le dit offre et don qu'ils nous ont fait du dit fouage n-
« puisse tourner à eux ne à leurs successeurs en aucun préjudice n-
« temps aucun, etc., etc., etc.
« Donné en nostre châtél d'Angoulesme, le 26^e jour du dit mois de
« grâce 1367. »

du seigneur gascon fut satisfaite : il tint parole ; mais le jour de départ étant arrivé, le prince, pour humilier le fier baron, n'en voulut accepter que deux cents. L'offense parut grave; elle fut vivement sentie. « Comment, s'écria d'Albret, M^{re} le Prince » *se truffe et se gabe* (se moque de moi), quand il veut que » je donne congé à huit cents lances que j'ai retenues. Écri- » vez, dit-il à son clerc : Cher Sire, je suis grandement émer- » veillé des lettres que vous m'avez envoyées, et je ne sais » mie bonnement et ne trouve en moi conseil comment je dois » vous répondre..... Cher Sire, daignez savoir que je ne sau- » rais séparer les uns des autres : je suis le père, et le moin- » dre de tous ; si quelques-uns y vont, tous iront bien ; ce » sais-je bien. »

Le prince de Galles, en recevant cette présomptueuse lettre, secoua la tête, et dit : « Le sire d'Albret est un grand » maître dans mon pays, puisqu'il croit pouvoir briser mes » ordonnances. Par Dieu ! il n'en ira pas ainsi qu'il pense ; » qu'il demeure, s'il veut, avec ses lances ; sans ses hommes, » ferons-nous le voyage, s'il plaît à Dieu ?

» Ah ! Monseigneur, dirent les Anglais qui étaient présents, » vous connaissez petitement les Gascons et comment ils s'en- » orgueillissent et nous aiment peu, et peu nous ont aimés » du temps passé. Ne vous souvient-il pas comment grande- » ment ils se boutaient jadis contre vous en la cité de Bor- » deaux, quand le roi Jean de France y fut amené ! Ils disaient, » et maintenant tout haut, que par eux et par leurs entre- » prises, vous aviez fait le voyage et pris le roi, et bien fut » apparent qu'ils voulurent passer outre, car vous fûtes en » grands traités avec eux, plus de quatre mois, sans qu'ils » voulussent consentir que ledit roi allât en Angleterre. Il » fallut avant tout les satisfaire pour les tenir en amour. »

Le prince se contint ; mais *grand, haut de courage et cruel dans sa haine*, il voulait une obéissance passive de la part de tous les sujets de son père, et résolut d'abaisser d'une ma-

Livre V.
Chap. 4.

—
1568.

1569.

23 Janvier.

Dupleix,
Histoire
de Charles V.

nière exemplaire la fierté du seigneur d'Albret ; m
d'Armagnac alla à Bordeaux et obtint du prince c
pardon de son neveu. De son côté, d'Albret ne p
prince la même affection qu'il avait toujours eue p
rancune éclata contre le fouage.

Tous les seigneurs mécontents portent leurs
mois d'octobre, au roi de France, et demandent j
clarant que, s'il refusait de le faire, ils s'adressera
que autre monarque. Dans cette circonstance, c'é
d'Armagnac qui porta la parole; il s'exprima en c
« Seigneur, jamais nation ne désira plus conserve
» que celle des Gascons. Renommés autrefois ent
» ples de la Celtibérie, ils aimèrent mieux égorger
» mes, leurs enfants, tous les gens âgés, toutes l
» inutiles, et les saler pour s'en repaître, que de
» aux Romains, qui les assiégeaient dans Sarragos
» cêtres, descendus de ce peuple, ayant traversé l
» pour habiter l'Aquitaine, ont résisté longtemps
» Dagobert, à Charles Martel et à Charlemagne, p
» tenir cette liberté, et se sont plutôt rendus au
» douces et honnêtes des Français, qu'ils n'ont été
» la terreur et la force de leurs armes. Après avoi
» sieurs siècles sous la domination française, nous
» par quelle fatalité Louis le Jeune nous a livrés a
» qui nous eussent bientôt réduits en servitude, s
» nérosité, soutenue par la protection du roi de Fr
» mis un frein à leur tyrannie. Maintenant que l'A
» de vaincre avec nos armes, et pour notre malhe
» ces de la France, le prince de Galles, le plus f
» les hommes, n'affecte rien moins qu'une entière so
» sur nous, au mépris du sceptre français; et po
» notre soumission à l'épreuve, il nous accable d'im
» et insupportables, surtout à une nation libre. Il
» cemment d'en mettre un nouveau sur la Guienne

» pelle *fouage*, et qui lui rapporte un million et demi d'or par
» année. Ce subside n'a d'autre objet que d'établir un fonds
» qui puisse lui permettre de faire la guerre à la France. Ce
» nouveau prince ne se contente pas de notre sang et de nos
» armes, il veut encore nous enlever notre substance et celle
» de nos familles, après qu'Édouard, son père, a épuisé la
» France par les rançons qu'il a tirées des prisonniers faits à
» la bataille de Poitiers, et par les brigandages des compa-
» gnies qui ravagent avec tant de licence les provinces les
» plus riches de votre royaume. Votre Majesté se trouvant,
» en quelque sorte, plus intéressée à la levée de cet impôt
» que nous-mêmes, est obligée, par toutes sortes de considéra-
» tions, de nous prendre sous sa protection, de recevoir notre
» appel, comme notre roi et souverain seigneur, et d'avoir
» égard à nos plaintes. Il est vrai que l'Anglais publie et se
» vante que Votre Majesté lui a cédé le droit de ressort et de
» souveraineté sur la Guienne; mais outre que nous savons
» que cela ayant été proposé, n'a jamais été décidé entière-
» ment, faute d'une renonciation authentique, nous soutenons,
» sauf le respect dû à Votre Majesté, que ni vous ni feu votre
» père, de très-heureuse mémoire, n'avez pu nous assujétir
» à un prince étranger, sans notre consentement, vu que nos
» ancêtres se sont soumis aux vôtres, avec cette condition de
» n'être pas traduits, pour cause ou sous prétexte quelconque,
» à une domination étrangère. Nous ajoutons que vous ne
» pouvez nous livrer, même avec notre consentement s'il est
» vrai que, par la loi fondamentale de votre État, la souverai-
» neté de votre couronne, en son tout et dans ses membres, soit
» inaliénable. S'il arrivait, par quelque considération que ce
» puisse être, que Votre Majesté se déterminât à nous aban-
» donner à la tyrannie anglaise, plutôt que d'en supporter les
» rigueurs (l'excès de notre zèle nous oblige de nous expri-
» mer ainsi), nous aimons mieux nous donner à quelque prince
» voisin, ainsi que nos ancêtres nous assujétirent autrefois aux

Livre V.
Chap. 4.

—
1589.

» rois vos devanciers , parce que nous reconnaissons
» gouvernement français est plutôt une puissante p
» des sujets qu'une domination sans bornes. Ainsi, l
» opprimant nos libertés , violant nos privilèges , re
» nos Coutumes, conférant tous les gouvernements,
» offices et bénéfices à ceux de sa nation, et nous
» avec toutes sortes de tyrannies, nous porte à l'un
» extrémités où, par la justice de Votre Majesté, nou
» délivrés de cette tyrannie, ou que le désespoir n
» implorer le secours de quelque autre puissant mon

Ce discours si beau , si admirable , où respirait le
tisme le plus pur et l'amour passionné de la liberté,
tous les cœurs; ils étaient dignes d'être libres, d'être
çais, ces hommes qui faisaient ainsi vibrer aux oreilles
de France ces mâles accents de la liberté, et qui savaient
tirer la tyrannie d'un joug étranger, tout en maintenant
droits et franchises; mais le roi de France, par le

NOTE 29.

Bretigny, avait renoncé à la souveraineté de la
Édouard avait renoncé au titre de roi de France; de
ans, on n'avait fait aucun appel devant lui des jugem
dus par Édouard et ses officiers de justice. Charles
donc à recevoir l'appel des seigneurs gascons; son
assemblé lui fit entendre que le douzième article
de Bretigny, qui stipulait la renonciation à la souveraineté
la Guienne, n'avait pas été expressément ratifié à Caen.
les Anglais n'avaient pas observé plusieurs articles de
qu'ils n'avaient pas retiré leurs troupes de plusieurs
appartenant à la France; qu'ils avaient donné des secours
ennemis de l'État; qu'ils cherchaient à miner insensiblement
la puissance de la France, et qu'il fallait prévenir les
fides desseins, en recevant l'appel des Gascons et en se préparant,
dès lors, aux éventualités de la guerre.

D. Devienne,
page 75.

Fort de l'opinion et de l'approbation de son conseil,
accueillit avec bienveillance les députés gascons,

traité avec eux. Le 25 janvier suivant, il nomma le sénéchal de Toulouse son commissaire pour tout ce qui regardait les appellations, et lui confia les lettres de citation, que ce sénéchal chargea un chevalier, homme de confiance, et un clerc en droit, Bernard Pelot, juge criminel de Toulouse, de porter à Bordeaux, et de les communiquer au Prince-Noir, pour qu'il eût à comparaitre devant la Cour des Pairs, en raison des faits et griefs à lui imputés.

Les commissaires arrivent à Bordeaux, chargés d'une mission secrète; le prince, ignorant leur dessein, les accueille avec bonté. Alors Pelot, déroulant un parchemin, lui lut la citation que nous donnons en note (1).

Ayant entendu la lecture de la citation, il lança aux commissaires un regard de colère; et secouant la tête, s'écrie :

« Il m'invite à Paris ! Oui, j'irai ; mais ce sera le bacinet » (casque) en tête et avec soixante mille hommes ; il en coûtera cent mille vies. » Tremblants et craintifs, les deux messagers se jetèrent aux pieds du prince et réclamèrent son indulgence, le priant de considérer qu'ils étaient obligés d'obéir à leur roi, et qu'ils n'avaient d'autre tort que d'avoir fidèlement rempli leur commission. « Je ne vous en veux pas, dit le prince ; mais je blâme ceux qui vous ont envoyés vers

(1) « Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, à notre neveu, le prince de Galles et d'Aquitaine, salut :

» Comme ainsi, soit que plusieurs prélats, barons, chevaliers, universités, communes, collèges des marches et limitations du pays de Gascogne... avec plusieurs autres des pays et duché d'Aquitaine se soient retirés par devers nous, en notre cour, pour avoir droit sur aucuns griefs et molestes indues, que vous, par faible conseil et simple information, leur avez proposé à faire, de laquelle chose sommes tant émerveillés ; donc pour obvier et remédier à ces choses, nous nous sommes adhés (adhérés) et adhérons avec eux, tant que, de Nostre Majesté royale et seigneurie, vous commandons que vous veniez en notre cité de Paris, en propre personne, et vous présentiez devant nous, en notre Chambre des Pairs, pour avoir droit sur les dictes complaints et griefs émus de par vous à faire sur votre peuple, qui clame à avoir ressort en notre cour..... et soit au plus hâtivement que vous pourrez.

» Donné à Paris, le 25^e jour du mois de janvier 1369. »

Livre V.
Chap. 4.

—
1569.

Froissart,
Supra.

Froissart,
idem,
ch. CCLIV.

Delpit,
CXLIV.

» moi. Votre roi a tort de s'allier avec mes sujets
» de vouloir se faire juge d'une querelle qui ne l
» point. Je ne reconnais que mon père pour mon
» suzerain; et avant qu'il en soit autrement, il en co
» mille vies. » Les commissaires royaux se mirent
mais craignant qu'ils fissent des plaisanteries sur so
de ce qu'il leur avait permis de lui signifier une cita
son palais à Bordeaux, le prince les fit arrêter sou
rable prétexte, comme espions du comte d'Armagn
laume Le Moine, sénéchal d'Agenais, les fit jeter e
l'un d'eux y mourut; l'autre fut élargi un peu plus
sieurs notes furent échangées, mais sans fruit; on
des hostilités ouvertes; et après plusieurs avantages
par les troupes et les amis de Charles V, la Guie
clarée confisquée au profit de la France.

A peine cette nouvelle fut-elle répandue, que
villes se soulevèrent contre les Anglais: une révolu
se fit dans les esprits. Les Bazadais refusèrent l'im
trésoriers cessèrent de tenir leurs comptes dans le
Périgord, l'Agenais et le Rouergue. Les finances r
sombrirent un peu le front du prince de Galles; Je
connétable de Bordeaux, vint à mourir. On le s
caisse; mais elle était trop légère pour combler le
semblerait, cependant, que la générosité du prince
à Bordeaux à mesure que ses revenus diminuaien
donné l'année précédente à R. de Walsham, son c
à Chandos, à de Gournay et à d'autres favoris,
moitié des baillies qu'il possédait encore dans le B

Le roi d'Angleterre, informé de l'état des esprits à
dans toute la Gascogne, fut affligé de l'imprudenc
et attristé à la vue des conséquences qui pourraien
ter. Il se hâta de révoquer tout ce que le jeune p
fait; il publia, à ces fins, le 7 novembre 1370, d
patentes, qui sont la reconnaissance la plus formel

chises de notre province. Ce document est trop important pour ne pas trouver place dans notre travail (1).

Mais comme la fortune semblait abandonner les Anglais, les Gascons tournèrent leurs regards vers la puissance victorieuse. Froissart attribue ce revirement de l'opinion publique à l'inconstance naturelle des Gascons et à l'insupportable insolence des Anglais. Tout cela peut être vrai ; mais il est certain que la désaffection avait commencé avec l'établissement du fouage. Le prince fit tout ce qu'il dépendait de lui pour conserver l'amitié des Bordelais : il parcourait le pays, allait souvent demeurer quelques jours au château de Condat. Il autorisa les Bretons, les Irlandais et les Normands, à com-

Livre V.
Chap. 4.

—
1369.

(1) « Édouard, par la grâce de Dieu, etc., etc. :

» Sachez tous que, nous considérons et regardans aux besognes des metis, marches et limitations de nostre seigneurie d'Aquitaine, comme aussi elle s'étend de chef en chef, avons esté présentement informez d'aucuns moleses et griefs, faictes ou pensez à faire de par nostre tres cher fils le prince de Galles, es pays dessus dit. Pourquoi nous étant tenus, et le voulons estre, d'obvier et remédier à toutes choses indues, et à toutes haines et rancunes d'entre nous et nos féaux amis et subjects, annonçons et prononçons, certifions et ratifions que nous, de mûre et bonne volonté, et par grande délibération de conseil à ce appelé, voulons que nostre tres cher fils le prince de Galles se déporte de toutes exactions faictes ou à faire, et restituer à tous ceux et icelles, que grevés et pressés auront été par lui, ou par ses gens et officiers en Aquitaine, tous contes, frais et dommages levez et à lever, au nom des dictes exactions, aides et fouages. Et si aucuns de nos féaux subjects et amis, tant prélats comme gens d'église, collèges, universités, évesque, comtes, vicomtes, barons, chevaliers, communautés et gens de cités et bonnes villes, se sont retournés et se sont voulus tenir, pour mauvaise information et pauvres avis, à l'opinion de nostre adversaire, le roi de France, nous leur pardonnons ce mesfait, si, ces lettres vues, ils retournent vers nous, ou un mois après, et prions nos loyaux et certains amis qu'ils se tiennent en leur estat, tant que de leur foi et hommage ils se soient reprochés, laquelle chose nous déplaisait grandement et la verrions trop ennuis. Et de nostre tres cher fils ou aucuns de ses gens, ils se plaignent en disant qu'ils solent aucunement grevez ou pressez, ayent esté au temps passé, nous leur faisons amender leurs griefs tellement que par raison devra suffire, pour nourrir paix, amour, concorde et unité entre nous et ceux des metis, marches et limitations dessus dictes. Et afin qu'ils tiennent ces choses à vérité, nous voulons que chascun prenne et ait la copie de ces présentes, lesquelles nous avons solennellement jurés à tenir et non enfreindre, sur le corps de N -S. Jésus-Christ : présent, nostre cher fils, Jean duc de Lancastre, etc., etc. »

mercier librement avec Libourne. Aussi les Libourna
reconnaissants ; ils lui restèrent fidèles ; mais il n'en
de même des autres villes de la province. « Dans
» que j'étais à Bordeaux , dit Froissart , et que le
» Galles alla en Espagne, je vis que l'orgueil des An
» si grand , qu'ils ne pouvaient se résoudre à tra
» amitié d'autres gens que ceux de leur pays, et qu
» seigneurs de Gascogne eussent tout sacrifié pour
» pendant ils ne pouvaient obtenir qu'on leur donn
» charge, ce qui commença à les indisposer ; et
» purent le faire connaître, ils n'en laissèrent pas
» l'occasion. Le comte d'Armagnac et le sire d'Albr
» rent à la tête des mécontents, et Charles V ache
» gagner par ses libéralités et par la douceur de son
» nement. *Car ainsi veulent être les Gascons menés*
» dant, il y avait une raison qui faisait que malgré l
» des Anglais, les Gascons aimaient encore mieux v
» leur domination que sous celle de la France. J'ou
» dire au seigneur d'Albret, étant à Paris, une par
» notai bien, quoiqu'il semblât la dire pour plaisa
» chevalier de Bretagne lui ayant demandé des nou
» son pays, et s'il persistait longtemps au service de l
» il lui répondait qu'il le pensait ainsi, et qu'il s'
» assez bien. Cependant, ajouta-t-il, j'avais plus d'
» mes gens aussi, quand je faisais la guerre pour le
» gleterre, que je n'en ai maintenant ; car quand m
» vauchions à l'aventure , nous trouvions toujours
» riches marchands de Toulouse, de Condom, de La
» de Bergerac ; il se passait peu de jours que nous
» quelque bonne prise , et maintenant tout nous
» Alors le baron se prit à rire, et lui dit : C'est là c
» des Gascons ! Pour moi, qui entendis cette paro
» que le sire d'Albret commençait à se repentir d'
» çais ; et peu après , on apprit que le sire de Mu

» seigneur de Rauzan , le sire de Duras et le sire de Langoi-
 » ran, quoique comblés des bienfaits du roi, dont ils avaient
 » imploré le secours, étaient rentrés au service des Anglais.
 » Telle est la nation des Gascons : ils ne sont point stables;
 » mais encore aimaient-ils plus les Anglais que les Français;
 » car leur guerre est plus belle sur les Français que sur les
 » Anglais. »

Livre V.
 Chap. 4.

1369.

Nous trouvons, sous la date de 1369, un vieux document que M. de Taillefer a cité dans les *Antiquités de Vésone*, et T. 1^{er}, p. 147. dont il convient de dire un mot :

Dans ce temps, Louis, duc d'Anjou, frère du roi Charles V et son lieutenant général en Languedoc, rétablit, par une Charte datée de Toulouse, au mois d'octobre 1369, les anciennes assises de *Vésone* (Périgueux), desquelles les villes de Bordeaux et Bayonne étaient dans l'usage de ressortir pour les causes d'appel (1).

L'existence et la portée de cet ancien titre ne sauraient s'expliquer que par les sentiments de défiance que Bordeaux avait toujours inspirés aux Français, sous la domination anglaise. De tout temps, la France désirait s'incorporer la Guienne; mais les Bordelais étaient toujours le seul, le plus grand obstacle à l'accomplissement de ses désirs. Il résulterait donc de ce document, que, pendant cette période si agitée de notre histoire, le gouvernement français voulait punir les Bordelais, diminuer leur influence, amoindrir leurs ressources, en transférant la Cour des appels à Périgueux, dont les habitants sympathisaient davantage avec les Français; et quoique nous trouvions, après un laps de soixante ans, un appel fait aux maire et consuls de Périgueux, en 1428, par les maires et jurats des villes d'Aire et de Dax, en Gascogne, nous ne croyons pas

(1) Cum ab antiquo maxima pars Ducatus Aquitanie (*sic*) ut villa Burdegalis et Baione et plures alie (*sic*) haberent ressortiri in assisiagiis de Petragoris in causis appellationum, etc., etc.

Livre V.

Chap. 4.

—
1569.

que M. Vulgrin de Taillefer soit par cela autorisé
Vésone, du temps d'Auguste, *devint la cité métropole*
l'Aquitaine.

Pline parle de Vésone (Périgueux) ; mais rien ,
toire d'Aquitaine , ne prouve que cette ville ait ja
à effacer l'antique Burdigala.

CHAPITRE V.

La guerre recommence. — Les Français en Guienne. — Leurs travaux militaires. — Assemblée des barons à Bordeaux. — Le Prince-Noir s'en va à Londres. — Son caractère. — Sa mort. — Le duc de Lancastre arrive à Bordeaux. — Il épouse Constance de Castille. — Ses embarras financiers. — État fâcheux de ses troupes. — Mort de Pommiers. — Sage politique d'Édouard. — Mort de Colomb. — Les excès des *Routiers*. — Bataille d'Eymet. — Réduction de plus de cent cinquante villes ou châteaux-forts en Guienne. — Démolition du château de Condate. — Sièges de Castillon, de Saint-Macaire. — De Duras. — La puissance anglaise presque anéantie.

La guerre recommença avec ardeur. Le roi de France envoya deux armées en Guienne, sous les ordres des ducs d'Anjou et de Berry : l'une d'elles devait arriver à Bordeaux par La Réole, et l'autre par Limoges. D'Anjou, accompagné de Duguesclin, des seigneurs gascons mécontents et de plusieurs cardinaux, quitta Toulouse avec deux mille lances, six mille fantassins, et marcha sur Bordeaux, en réduisant Agen, Port-Sainte-Marie, Tonneins et Aiguillon, et en ravageant les campagnes. La ville de Bazas tomba aussi au pouvoir du duc d'Anjou, qui, le 5 mars, y établit, comme gouverneur, Jâmes Ysalguier, chevalier à 100 liv. d'or par mois ; il y avait une garnison de soixante-dix-neuf hommes d'armes et vingt archers. Arrivés devant Linde-sur-Dordogne, les Français furent repoussés par le commandant de la place, Batefol, homme intrépide ; mais se voyant dans l'impossibilité de résister longtemps, consentit enfin à rendre la ville le lendemain. Le capitaine de Buch, qui commandait à Bergerac, ayant appris cette triste résolution de Batefol, se rendit la nuit à Linde : on lui ouvrit les portes à la pointe du jour, et, marchant droit à l'autre extrémité de la ville, où le commandant allait recevoir les Français, lui passe l'épée à travers le corps, en s'é-

Livre V.

—
1370.

Livre V.
Chap. 5.

—
1570.

Delpit,
M^e de Wolf.,
p. 429.

criant : « Traître , voilà ta dernière trahison. » Il les remparts , déploya son étendard , et força les découragés , à se retirer. Pendant ce temps , le duc ravageait le Limousin et réduisait les villes qui reconnaissaient l'autorité d'Édouard. La puissance anglaise s'en allait de beaux ; mais on apprit , à la grande satisfaction des Français , que le duc de Lancastre venait enfin de débarquer à Bordeaux avec de nouvelles troupes. Il était temps ; il avait plus dans la Guienne que les villes de Bordeaux , Bayonne et de Libourne , qui reconnaissaient l'autorité d'Angleterre , malgré les privilèges et les faveurs dont elles étaient comblées ; il combla toutes les villes et les Gascons en général , et eût aboli le fouage et quelques autres impôts vexatoires établis par le Prince-Noir. La défection était générale et rageante pour les Anglais : indigné de tant de honteuses trahisons , le prince de Galles ne contenait pas sa douleur ; il souffrait horriblement d'une hydropisie , dont il avait eu les premières atteintes en Espagne ; il avait éprouvé de nombreux malheurs domestiques , surtout la mort prématurée de son aîné , à Bordeaux. Cependant , il ranima ses forces et se rendit à Limoges , qui s'était honteusement rendue aux Français ; il en fit abattre les murs , démolir les forts , et pour sa lâche vengeance , fit massacrer plus de trois mille Français de tout âge , des deux sexes , de toute condition. *Les âmes*, dit Froissart ; *car elles furent martyres.*

1571. *

Comme les circonstances politiques de la Guienne exerçaient une fâcheuse influence sur sa santé , et que , d'ailleurs , le climat empirait tous les jours , on lui conseilla d'aller respirer l'air du pays natal. Ce conseil lui parut bon : il l'adopta. Avant de partir , il convoqua tous les seigneurs de la Guienne , à Saint-André , à Bordeaux , et leur ayant exposé ses intentions , il leur fit prêter serment de fidélité à Jean de Lancastre , son oncle , qu'il venait de nommer son lieutenant général.

Après cette imposante solennité , à laquelle assistèrent

Montferrand, les Pommiers, les seigneurs de Civrac, de Lalande, de Duras, de Blanquefort, de Castets, etc., etc., le prince s'embarqua avec sa femme et son fils Richard; arrivé à Londres, il se démit, entre les mains de son père, de sa principauté d'Aquitaine, et, de ce jour, ne fit que languir jusqu'à sa mort, qui arriva en 1376, dans la quarante-sixième année de son âge. Édouard de Galles passe pour le prince le plus accompli que l'Angleterre ait produit : affable, humain, généreux, modeste au milieu de ses triomphes, il possédait toutes les qualités qui font regretter l'homme, aimer le prince, et qui composent le caractère d'un héros. Il foulait, il est vrai, ses sujets par des impôts écrasants; mais c'était plutôt les nécessités des circonstances d'alors que des actes d'oppression ou de despotisme. Inflexible dans ses projets, il aimait à vaincre les difficultés, et personne n'a contesté ses beaux talents militaires. Il aimait Bordeaux; il y était aimé. On a dit qu'il voulait détruire l'empire français: dans l'ivresse de la gloire, la pensée en a pu lui venir; mais il était trop éclairé pour ne pas voir les difficultés d'une semblable entreprise. Sa mort a été, à Londres comme à Bordeaux, le sujet d'un deuil général et le signal de la décadence de la domination anglaise en Guienne (4).

Lancastre n'était pas l'homme qu'il fallait envoyer à la place du Prince-Noir; il s'occupait de ses propres affaires et négligeait celles de son roi. Il demanda la main de Constance, fille de Pedro le Cruel, de Castille; il alla au devant d'elle jusqu'à Rochefort, où le mariage eut lieu, et rentra, avec sa jeune épouse et une brillante suite, à Bordeaux, au milieu de fêtes et de réjouissances publiques. Il croyait ressaisir par ce mariage les droits de sa femme au trône de Castille. Il alla plus loin encore : il prit le titre de roi de Castille, et alla en An-

Livre V.
Chap. 5.

—
1371.

1372.

Thom. Otter-
bourne,
page 147.

—
Walsingham,
181.

(4) Il y eut dans ce temps-là, au mois de mai 1373, plusieurs tremblements de terre, dont nous parlerons plus tard.

Livre V.
Chap. 3.

1372.

Froissart,
idem.

gleterre demander des secours pour rétablir ses droits. Avant de partir, il convoqua une assemblée à Bordeaux, et nomma gouverneurs de la province pendant son absence, le capital de Buch, les seigneurs de Landerdan et de Lesparre.

1373.

Delpit,
M^e de Wolf.
CLXXXV.

Pendant son absence, le duc d'Anjou parcourut toute la province: Felton, sénéchal de Bordeaux, essaya d'arrêter ses triomphes; mais en vain. Tous les prisonniers livrés furent au profit de la France, malgré les forteresses des Duras, des Caumont, des Mussidan et des seigneurs, amis des Anglais. Le duc de Lancastre fut averti du danger, et expédié avec des forces imposantes pour expulser les Français de la Guienne. A cette époque, les dettes de la dernière expédition n'étaient pas payées; l'état déplorable des finances du duc; les ressources étaient devenues si nombreuses, que le duc défendait ses trésoriers de payer aucune dette arriérée, excepté aux *restors* des chevaux, et seulement aux hommes qui, par leur engagement d'accompagner encore le prince à Bordeaux. Cette mesure était trop impolitique pour ne pas produire des effets désastreux: la désertion se mit dans l'armée. Le duc son père, pour s'y opposer, fut obligé de donner congé à tous les prisonniers, et à Londres tous ceux qui revenaient sans un congé spécial du duc de Lancastre.

Delpit,
idem.

1374.

Pendant ce temps, les corps d'armées, sous les ordres du duc d'Anjou, de Louis de Bourbon, s'étaient réunis. Le théâtre de cette campagne. Ils prirent La Réole, après trois jours de résistance, et réduisirent successivement Saint-Macaire, Langon et plusieurs autres villes sur les bords de la Garonne.

Tel était l'état fâcheux de la Guienne lorsque le duc de Lancastre débarqua à Calais, le 20 juillet 1373. D'après une longue et pénible marche vers Bordeaux, il eut la douleur de perdre beaucoup d'hommes par le froid, la faim, l'

ches des Français : de trente mille chevaux de trait, à peine en eut-il six mille en arrivant à On voyait, si nous en croyons Froissart, de nobles e traîner à pied, sans armure, mendier leur pain porte, *sans en trouver*. Ayant reposé ses troupes ité, le duc marcha sur la Haute-Guienne ; mais une trêve entre les deux nations avait été conclue elle fut prolongée jusqu'au mois d'avril 1377. Les ant suspendues, Lancastre s'en retourna en Angle- nt le soin des affaires à Felton , grand-sénéchal

ait loin d'être un homme politique ; la bonne vo- éalité ne suffisent pas toujours. Il voyait la Guienne lambeaux, sans pouvoir la retenir. La faiblesse se trahissait par les mesures acerbes et vindica- prirent pour empêcher une défection complète. us de mal qu'il ne croyait à ses maîtres, en vou- es rigueurs particulières , les venger des défaites t essuyées. Dans les dernières circonstances, Ama- miers avait cru devoir garder une espèce de neu- les parties belligérantes ; mais sa conduite parut Felton. Il fut arrêté et convaincu d'avoir voulu Français le château de Fronsac. Felton le fit déca- place de Bordeaux , et confisqua sa vico.nté au Angleterre. Son oncle, craignant le même sort et pas venger les malheurs de sa famille, s'en alla à à son retour, il s'attacha aux Français et rechercha occasions de vexer le sire de Lesparre et tous ceux pris part à la condamnation de son neveu. Ces particulières nuisaient beaucoup à la cause de e : elles trahissaient la faiblesse et la peur de ses es étaient souverainement impolitiques et contrai- ges intentions du roi Édouard, qui avait fait tout ce it possible pour s'attacher les Bordelais. Il avait,

Livre V.
Chap. 5.

—
1374.

Froissart,
Supra.

—
Chroniques
de
Saint-Denis.

1375.

Rymer, III.

—
Thoyras,
III, ch. 10.

Froissart,
tome 2, liv. II.

Livre V.
Chap. 5.

—
1377.

*Bul. polymath.
du Musée de
Bordeaux,
année 1812.*

—
Don Vaissette,
*Histoire
du
Languedoc,*
tome 4.

fourrageurs. Le combat s'engagea à Eymet, le 4^{er} (4^{er} septembre disent les *Grandes Chroniques de France*) la mêlée fut rude. La terre fut bientôt jonchée de lances de blessés et de morts, et des ruisseaux de sang couvrirent le champ de bataille. Les seigneurs de Grignols et de Felton y périrent ; Felton et les seigneurs gascons, ses armées furent faits prisonniers. Quelques-uns se sauvèrent dans les Landes et furent recueillis et ramenés à Bordeaux par le maréchal de la ville, Jean de Moulton, à la tête de cent lances. Le maréchal des Landes, Guillaume Helman avec ses vassaux se portaient au devant de leurs compatriotes.

Les Français, fiers de leurs succès, s'en retournèrent à Bergerac avec leurs prisonniers, et y furent accueillis avec honneur. Le siège fut pressé avec une nouvelle vigueur, et comme la ville voulut se rendre : d'Albret s'y opposa ; mais comme toute résistance inutile, il se retrancha dans le fort de la cuq, ou de Monin, au delà du pont, du côté de l'Anjou. Il se défendit en désespéré. Après la prise de Bergerac, les Français allèrent piller Sainte-Foy, *petite ville et paroisse* dit Froissart. Créon se rendit, et le maréchal de Saint-Émilion le sire de Coucy se rendirent maîtres de Saint-Émilion, Libourne. Duguesclin, en haine du nom anglais, fit démolir le château de Condate, qui lui avait servi de prison. Le duc d'Anjou lui-même alla assiéger le château de Montcaire.

Après avoir demeuré quelque temps au pouvoir de l'Anjou, les quatre barons gascons obtinrent leur liberté à la foi d'un serment de fidélité au roi de France. Ils allèrent assiéger Castillon-sur-Dordogne, qui appartenait au comte de Buch. Le siège fut poussé avec vigueur : comme le pays était dépeuplé et l'agriculture négligée dans un rayon de plusieurs lieues, la famine se mit dans les rangs des assiégés. Ils se virent dans la nécessité d'aller chercher au loin des approvisionnements de toutes sortes pour les soldats.

3 Septembre.

x. Les paysans , qui penchaient pour les Anglais , des embûches à ces corps dispersés, et en faisaient le carnage. Mais, enfin , après une héroïque résistance de douze jours, Castillon se rendit à la France : la garantie de la liberté de sortir, biens et vies saufs , et de se rendre à Saint-Macaire, qui tenait encore , au grand chagrin des Français. Alors le duc d'Anjou ayant appris que les quatre cents prisonniers avaient violé leur serment de fidélité au roi de France , jura de s'en venger et de se faire sentir, par une punition exemplaire, l'énormité de sa vengeance. Mais avant d'attaquer leurs propriétés, il alla assiéger Montpazier, qui résista trois jours ; Montségur se rendit le 10 juin ; Caudrot résista noblement pendant quatre jours ; Saint-Macaire, après quatre jours d'une glorieuse résistance, se rendit le 15 juin, toutes parts par huit truies et huit engins, fut enfin prise et mise à sac. Les Français y pénétrèrent et y trouvèrent beaucoup de pain et de vin, dit Froissart, ainsi que de beaux jardins, qu'ils admirèrent à cause de leur beauté. La garnison se retira à Bordeaux. Alors les Français, moins gênés par les opérations militaires, parcoururent le pays en toute liberté et réduisirent Castets, Langon, plusieurs places fortes, tout, cent trente-quatre villes ou châteaux-forts. Les habitants de Budos, de Caumont, de Villandraut, vinrent à Saint-Macaire se soumettre à la France.

Après ses succès, le duc alla attaquer Cadillac, et, de là, se rendit devant Duras; il voulait enfin réaliser ses projets de vengeance contre les barons infidèles à leurs serments. Le duc de Duras s'y était rendu pour défendre son château : la garnison fut violente; elle fut faite le 8 octobre 1377, sur tous les points, tout autour et à la fois; mais la résistance fut héroïque; rien ne put vaincre l'intrépidité des défenseurs. Le duc offrit 500 liv. à celui qui entrerait le premier dans le château. Plusieurs vaillants soldats se présentent; mais ils sont tous tués ou grièvement blessés. Les autres sont

Livre V.
Chap. 5.

1377.

Froissart,
tome 2, liv. II,
chap. 6.

Livre V.
Chap. 5.

—
1377.

Froissart ,
ibid.
—
Chroniques
de
Saint-Denis.

découragés; mais, enfin, Langoiran arrive: il était à ses serments à la France; il voulait faire preuve ment envers ses nouveaux maîtres et se venger au ras, dont il avait à se plaindre. Il monte sur un l'épée à la main; et peu soucieux de sa vie comme il saute sur les murs, assailli de mille coups; on le toutes parts, on lui arrache le camail et le bassin de la tête. Il se défend en désespéré, et ménage le temps de monter sur les remparts. Mille Français rent et le sauvent; le combat est sanglant. Le assiégés était celui du désespoir; ils furent tous p de l'épée. Dans aucun combat ou siège, durant ce gue, on n'eut à enregistrer tant de hauts faits d'ar tomba bientôt après au pouvoir des Français; et de 1377, il ne restait plus aux Anglais, dans la Gu Bordeaux, Bayonne, Dax, Fronsac et Bazas, Mor Mer, quelques petites places du Médoc, des La Labourdan. Le château de Duras tenait encore reddition de la ville; le duc d'Anjou en reçut le composition, et lui permit de se rendre à Bordes d'Angleterre, pour le dédommager de son château sa vie durant, la prévôté de Bayonne, avec les c Montségur et de Lesparre.

CHAPITRE VI.

glaise à Bordeaux. — Le siège de la Tour de Mambert à Pauillac. —
our. — Succès du duc d'Anjou. — Ligne entre Bordeaux et les villes
s'appellent ses *filles*. — Conduite du seigneur de Mussidan. —
é devant Cadillac. — Escarmouches entre les Gascons et les Français.
que de Bordeaux emprisonné en Espagne. — Le schisme. — Le Pape
le vicaire de Saint-Michel. — Démêlés de la municipalité avec le
hard protégé le clergé. — Sa lettre. — Les joutes, ou tournois, de Bor-

par ces luttes incessantes, l'Angleterre désirait la
embarras étaient grands et nombreux. Elle eut be-
lques jours de repos, ne fût-ce que pour respirer et
nter ses affaires. Charles V, au contraire, paraissait
finir avec ces fiers insulaires, et de les chasser de
Cependant, il ne fit rien de bien important pour
e but, pendant une grande partie de 1378. Mais
is que Charles le Mauvais, roi de Navarre, avait
secours aux Anglais, il résolut de prévenir cette
dépouillant ce roi de ses États. De leur côté, les
voyèrent à Bordeaux, sous les ordres du sire de
ne escadre composée de mille hommes d'armes,
e archers, qui furent bientôt rejoints par quatre
ons. L'escadre pénétra sans difficulté dans la Gi-
ever, en passant, le siège de Mortagne, et arriva à
d'où Neville envoya cinq cents lances et mille ar-
avarre, au secours de Charles le Mauvais. Le châ-
ronsac était alors confisqué sur les Pommiers; la
nt confiée à Neville, qui, pour mieux s'attacher les
du pays, leur paya les arrérages de la dernière
envoya des troupes pour faire le siège de la Tour

Livre V.

—
1378.

NOTE 30

Livre V.
Chap. 6.

—
1578.

Baurein,
Variétés bor-
delaises,
tome 2, p. 121.

de Mambert, en Médoc, où les Français s'étaient établis. Il fallait un bâtiment qui portât aux assiégeants des vivres et qui pût les garantir contre les attaques dirigées sur la rivière, il prit à son service un navire de Bordeaux en course, capitaine Gaston, et portant trente hommes d'équipage, dont quatre étaient canonniers, à 12 livres par mois; les autres avaient chacun 6 liv. par mois, lui-même 15. Violamment attaquée par trois cents hommes de la garnison se rendit et se retira au camp français. Les Anglais firent réparer le fort; elle servait à la défense du pays.

Cependant, le duc d'Anjou parcourait le pays et Bordeaux tenait encore, grâce à ses fortifications et à la facilité que la Garonne offrait aux Anglais d'y introduire des vivres et des hommes. Plusieurs petites villes du pays, comme La Réole, Bazas et presque tous les châteaux s'étaient rendus à Charles V, étaient rentrées au pays d'Angleterre après le départ des Français; ils n'avaient pas assez de troupes pour occuper militairement tous les pays, et, en quittant le pays, ils voyaient avec douleur les habitants recourir de nouveau à la protection de l'Angleterre. Le duc d'Anjou, indigné de ces défections, se mit en campagne pour en faire une punition exemplaire, et même pour faire le siège de Bordeaux. Il arriva devant La Réole le 15 août, et s'étant rendu maître de la place, alla assiéger Bazas. Il voulait marcher sur Bordeaux; mais ayant appris que le comte de Neville, et n'ayant pas de forces suffisantes, il se retira à Toulouse.

1579.

Pendant ce temps, les habitants des villes du pays se désolaient, voyant se multiplier les réactions et les calamités qui entraînent à leur suite, et ne pouvant plus se fier à leurs seigneurs, qui changeaient de drapeaux à volonté et de parti, Anglais ou Français, selon leurs intérêts privés, ils se firent enfin que l'union fait la force, et qu'une confédération de tous les peuples pourrait seule les garantir contre les fléaux de la guerre.

plorables vicissitudes. Ils formèrent, le 22 juillet
 ligne défensive, une république fédérative, sous
 ronnement de Bordeaux, dont les habitants, profitant
 du commerce avec les îles Britanniques, s'étaient
 montrés fidèles à cette puissance. Cette confédération
 eut pour chefs de Bourg, Blaye, Saint-Émilion, Libourne, Cas-
 tant-Macaire, Cadillac et Rions; ces petites villes
 et les *filles* de Bordeaux, qui, étant la capitale
 prit le nom de *marraine* à leur égard. Elles s'obli-
 gèrent à se venir en aide contre les ennemis communs, à défendre
 dont les garnisons seraient appelées ailleurs, et à
 service actif (4). Bordeaux était le point central où
 se traitaient les affaires, et d'où l'on devait envoyer, en cas
 de besoin, des hommes expérimentés pour commander dans
 les villes; c'était à Bordeaux que les députés des vil-
 les devaient se réunir pour discuter les intérêts gé-
 néraux. Plusieurs autres localités, entre autres l'abbaye de
 Saint-Nicolas, obtinrent de Neville des lettres de sauvegarde;
 le duc fit publier les siennes au mois de mai, par
 tout de la ville, dans tous les carrefours et places
 publiques. Peu à peu le pays prit un aspect rassurant; la paix
 commençait à se faire.

En l'année d'Eymet, le seigneur de Mussidan se tenait
 à Bordeaux, mais il regrettait le beau ciel de Bordeaux et le ser-
 vice qu'il avait fait au roi de France. Un beau jour, en proie
 à la mélancolie et à une mélancolie énervante, il s'échappa de
 Bordeaux sur un beau cheval; et après des marches lon-
 guettes, arriva à Bordeaux, où il fit sa soumission
 à Neville. Langoiran, le compagnon de sa défection,
 ne fit rien; il resta fidèle à la France, et passa son temps

Livre V.
 Chap. 6.

1379.

Delurbe,
Chroniques,
 folio 30.

Darnal,
Chroniques,
 supplément.

Cirot,
Histoire
de la
Grande-Sauve,
 tome 2.

si la vila de Bordeu et lo pays de la obediencia deu Rey nostre senhor
 cada per commandement de lui o de son loctenent que nos seram tot
 vila et de sotz la baneyra de la deyta vila todas vetz que nos ne se-
 rrem la deyta vila, etc.

Livre V.
Chap. 6.

—
1379.

à dévaster les terres de ses voisins, les seigneurs de Rauzan et de Mussidan, dont lui et les siens grandes raisons de se plaindre. Peu soucieux des quels il s'exposait, il parcourait les campagnes et les terres de ses adversaires. Un jour, chevauchant sans de Cadillac, avec une escorte de quarante lances, il franchit des barrières, après avoir laissé ses hommes d'armes dans un bois voisin, et demanda aux gardes : « Où est le château pitaine, Bernard Courrent ? Allez lui dire que le duc de Langoiran lui demande une joute pour l'amour de Dieu ; s'il me la refuse, je dirai partout que c'est par sa faute. » A cette nouvelle, Courrent s'écria avec joie : « Ça, ça, ça ! » ensellez-moi mon coursier ; il ne s'en ira pas au combat fus, » et se met aux champs. Les deux chevaliers se lancèrent l'un sur l'autre et se frappent à coups redoublés ; ils tombent volont en pièces. Enfin, Bérard d'Albret de Langoiran est renversé par un vigoureux coup de lance ; mais avant d'être vaincu, Courrent lui arrache son casque et lui crie, en lui montrant la main : *Rends-toi, chevalier, ou tu es mort.* L'ennemi persiste encore ; il attend ses amis, qui s'élançant de toutes parts, le précipitent dans la cascade ; mais Courrent les voyant arriver à bride abattue, sa dague dans la tête de son malheureux adversaire, il se précipite et fuit dans le fort. Les cavaliers relèvent leur information, et jurent sur son cadavre de venger sa mort.

1380.

Charles V meurt, après avoir réduit presque toute la France sous son autorité ; le duc d'Anjou est appelé à lui succéder. Son départ ravive les espérances des Anglais, qui avaient appelé de ses vœux ; mais la France, comme l'Angleterre,

1382.

ayant de grandes affaires sur les bras, une trêve fut conclue après de longues négociations, à Boulogne. Comme

Duchesne, t. 1.
Froissart, t. 2.
Rymer, t. 3.

les intérêts se heurtaient partout et semblaient compliquer d'une manière fâcheuse l'état politique de l'Europe, on fit une trêve, qui devait durer jusqu'au 1^{er} mai 1385.

1385.

A l'expiration de ces trêves prolongées, les ho-

nt : on vivait dans cette fâcheuse alternative, qui normal de la société d'alors. La guerre, interrompue quelques moments de repos, semblait l'élément nécessaire des relations sociales : ce n'était pas une guerre à outrance, ce n'était pas une paix stable et complète; c'était une lutte perpétuelle, de craintes, de tiraillement et de misère. En 1383, sur les ordres du duc de Lancastre, Jean Harpe- al de Bordeaux, rassembla ses forces à Libourne, pour rejoindre à un corps d'armée qui se préparait à Saintonge et le Poitou, pour en déloger les Français. Les opérations, de part et d'autre, se bornèrent à de vaines armouches, sans résultat décisif. Lancastre vint à Bordeaux : ses finances étant obérées, il ne trouva aucun moyen de se créer des ressources pécuniaires. Le roi d'Aragon s'était engagé envers le Prince-Noir à lui verser une certaine somme d'argent, en compensation des services qu'il lui avait rendus, Lancastre la fit réclamer au roi d'Aragon. Le prélat de Bordeaux, qui trouva, en arrivant en Espagne, le roi sur son lit de mort. Quelques jours après les obseques, auxquelles il assista, le prélat porta ses réclamations au conseil, qui alléguait beaucoup de prétextes pour refuser, au moins, renvoyer à une époque indéfinie le paiement. Le prélat mécontent, et qui, d'ailleurs, avait été outragé, dit Froissart, se permit des paroles offensantes à l'égard du roi d'Aragon, et fut banni de la cour. Le prélat, dit Froissart, se permit des paroles offensantes à l'égard du roi d'Aragon, et fut banni de la cour. On le jeta en prison. Lancastre, voyant la violation des droits des gens, déclara la guerre, et termina que par la délivrance de l'archevêque. A cette époque, le schisme ravageait l'Église chrétienne, les hostilités éternellement renaissantes, apportait dans le monde, trop troublée, un nouveau ferment de discorde. L'Angleterre ne reconnaissait le pape Clément; Urbain V. Leurs prétentions rivales étaient égales à la religion, à la prospérité et à la paix des peuples. Contre tout opposant, ils regardaient, dans

Livre V.
Chap. 6.

—
1383.

Louvet,
2^e part., p. 92.
1383.

—
Froissart,
Chroniques,
tome 3, ch. 21.

Livre V.
Chap. 6.

1587.

D. Devienne,
page 79.

Guienne
monumentale,
tome 2.

leur aveuglement, la violence comme un élément Urbain , fâché de ce que Charles de Duras s'était reconnaître, l'excommunia. Il ne se borna pas là ; voir (au moins cela résulte de la Bulle de 1387) peines, même corporelles, à tout ecclésiastique qu'étendue du monde chrétien , oserait contrevenir à Jalabert, vicaire perpétuel de St-Michel à Bordeaux parlé en termes peu mesurés de l'excommunication gneur de Duras, le Pape ordonna à l'archevêque de de le mettre en prison. On ignore, dit un auteur, se fit un devoir d'exécuter cet ordre.

Durant cette période, de 1380 à 1387, des dissensions vives agitèrent la population de Bordeaux : les chanoines de Saint-André et de Saint-Seurin étaient persécutés par la municipalité, qui voyait avec jalousie les grands privilèges qu'ils avaient été dotés par les rois d'Angleterre. Les jurats percevaient un impôt de 12 deniers sur tous les marchands qui ne reconnaissaient pas la domination anglaise, de 6 deniers seulement pour les autres personnes. Cette taxe était payée , moitié par le vendeur des marchandises et l'autre moitié par l'acheteur. La commune de Bordeaux ne fut pas épargnée. La commune voulut forcer le clergé à payer 5 sous pour chaque tonneau de vin qui entrait en ville pour leur compte. Jusque-là, les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin avaient la faculté de vendre leurs propres récoltes; la commune déterra de vieilles chartes d'Édouard I^{er}, en vertu desquelles elle avait le monopole de la vente du vin en taverne, depuis la Perrière jusqu'à la Saint-Michel. Elle s'opposa donc à la vente des chapitres; elle poussa la rigueur jusqu'à interdire le transport des blés et autres denrées dans leurs marchés. Elle leur ferma les portes de la ville; elle leur défendait de se rendre aux églises à l'heure où ils y étaient assemblés. Quand des troupes arrivaient d'outre-mer, les jurats

chez les ecclésiastiques comme chez les simples
un clerc s'avisait de faire des réclamations, il
Bordeaux. Cet état de choses était trop violent
c'était une persécution ouverte sans excuse, et
justifiable des privilèges légalement accordés.
l'Angleterre, accueillit les plaintes du clergé, et
re suivante au maire et aux jurats :

tant que, si nous autorisons de pareils impôts et
excès, ce serait violer les libertés de l'Eglise et
majesté royale. Comme nous avons à cœur de
les droits et les libertés de l'Eglise, et qu'il est
aucun clerc ne doit payer que l'impôt librement
r lui, nous vous ordonnons, sous peine de for-
e la perte de vos privilèges, de ne plus inquié-
uter et injurier, sous quelque prétexte que ce
rsonnes ecclésiastiques; de ne plus fermer les
la ville à l'arrivée de leurs denrées, si ce n'est
de danger pour la ville. Nous vous défendons
nir; et si, à l'avenir, ils se plaignent de vous,
regarderons comme ayant méprisé les ordres
nous ferons une punition exemplaire. » La paix
Bordeaux; la municipalité cessa de persécuter

Livre V.
Chap. 6.

—
1587.

Rymer,
t. 3, part. IV,
page 14.

es trêves prolongées, les seigneurs de la Guienne
t dans une oisiveté qui contrastait avec leur ar-
e et leurs habitudes guerroyantes. Ils rougissaient
ion; ils désiraient les combats et les aventures
; et n'ayant à faire contre l'ennemi, ils se provo-
uellement, non pas pour satisfaire des animosités
, mais pour développer et entretenir leur cou-
dispositions guerrières de la jeunesse. Froissart
tournois devenus alors si fréquents. Le prince y
vent : le champ du combat était entouré de pa-
es échafauds étaient dressés tout autour, et la

CHAPITRE VII.

Le duc de Lancastre crée de nouveaux impôts. — Richard accueille Libournais. — Il donne à Lancastre la souveraineté de la Guienne. — Il veut le recevoir que comme lieutenant général. — Il y consent, après avoir pris les raisons des Bordelais. — Richard négocie une trêve avec le duc de Gloucester s'y oppose. — Il est étranglé. — Richard devient roi. — Il est détrôné. — Il est emprisonné. — Il meurt de faim. — Le jeune roi prend le nom d'Henry IV. — Deuil des Bordelais pour Richard. — Mort de France. — Des troupes anglaises à Bordeaux. — Complot contre le roi. — Duel de deux bourgeois de Bordeaux.

Livre V.

—
1588.

Guinodie,
Histoire
de
Libourne,
t. 1^{er}, p. 584.

22 Janvier et
2 mai.

Marie
de St-George,
Le Maire,
ou le Tableau
municipal
de Bordeaux,
page 15.

—
Livres
des Bouillons,
folio 65.

1589.
2 Mars.

Le duc de Lancastre avait ruiné ses finances par ses malheureuses expéditions en Portugal et en Espagne. Il voulait les remonter pour faire face aux éventualités, mais les agents se prêtèrent trop complaisamment à ses vues. Le comptable avait établi, pour lui plaire, plusieurs impôts nouveaux sur les habitants de Libourne; ils portèrent le nom de Richard, qui venait de prendre les rênes de l'État. Le prince rendit de ce prince une Charte qui ordonnait au comte de ne tolérer aucune innovation, de suspendre la perception de 10 sous qu'ils payaient pour chaque tonneau de vin dans leur rade, et de ne prendre aucune mesure qui nuisait au commerce de Libourne et à la prospérité de la Guienne. Richard se montra toujours l'ami de la Guienne; mais entouré de perfides ministres, qui ne voulaient lui laisser l'ombre de la royauté. Il se débarrassa de leur faction; et pour éloigner aussi le duc de Lancastre, qui avait dans ses meilleures intentions, il lui donna la Guienne et l'en investit avec solennité, en lui mettant la cape sur la tête et une verge d'or à la main, le 2 Mars. Il ne se réserva, à lui et à ses successeurs, que l'honneur

tendant roi de France, à l'exemple d'Édouard. Cette Charte, dit un auteur, que les ducs de la sauvegarde et le patronat des églises canoniculières et régulières, et de tous les bénéfices, le droit de battre monnaies d'or et d'argent, la nature et la valeur des espèces, de donner des noblesse, d'instituer ou de destituer tous les officiers, de faire grâce aux criminels, d'accorder des franchises et privilèges; mais ils étaient obligés de consacrer les libertés fondamentales et les privilèges de la province. Le duc de Guyenne, déjà été comblé de grandes faveurs; il avait obtenu, en 1376, la seigneurie de Bergerac. En 1377, il obtint de Richard la permission de battre monnaie à Bayonne, à Dax et dans toute autre localité de la Gascogne et des Landes, pendant deux ans, sans parler des franchises et privilèges. Tout cela ne satisfaisait pas son ambition; il en voulait davantage. Richard ne lui donna qu'une quasi-souveraineté en Guienne; mais il ne fit pas une source de contrariétés et de chagrins, et, au contraire, de grands embarras et de peines à lui-même. Un traité de longtemp annoncé, fut enfin conclue entre la France et l'Angleterre. Le duc de Lancastre, nouvellement arrivé en France, le 28 juillet 1388, pour la publication de la Charte dans le pays d'Entre-deux-Mers, son chambellan, Robert de Bury, François, archevêque de Bordeaux, et Pierre de Lesparre, et Pellegrin Dufau, docteur en droit, commissaires arrivèrent à Blaye le 18 août; et le lendemain, à haute voix, déclarèrent accorder à la France, ainsi qu'au duc de Berry, gouverneur des provinces aquitaines, *bonnes, fermes et loyales franchises de guerre*, depuis mercredi, le 26 août, jusqu'au jour du prochain *soleil levant*.

Ces franchises devaient cesser dans toute la Gascogne, le Périgord, Angoumois, Poitou, Touraine et Anjou,

Livre V.
Chap. 7.

—
1389.

D. Devienne,
p. 80.

—
Louvet,
2^e part., p. 98.

—
Rôles gascons,
années
1390, 1392.

Archives
du duché de
Lancastre,
Cartul., t. 1.

—
Rymer,
Supra.

Livre V.
Chap. 7.

—
1389.

toutes prises de personnes et de forteresses , toutes roberies et arsins (incendies), et ample faculté accordée d'aller, venir et marchander entre eux.

Persuadé que tout allait bien, Richard, dans une tournée aux sénéchaux, maires et communautés de Guienne, ordonna de reconnaître la nouvelle dignité de comte de Lancastre, qui allait se rendre à Bordeaux. Le départ fut retardé par une prolongation de la vie, la mort prématurée de la reine. Enfin, le duc se rendit à Plymouth, et arriva avec son escadre, par la rade de Libourne, d'où il écrivit aux maires de Bordeaux, Bayonne et Dax, pour se faire reconnaître les nouvelles fonctions dont le roi l'avait investi à Westminster. Les envoyés furent accueillis partout avec respect, et partout aussi ils entendirent les mâles accents d'une noble indépendance. On leur répondit, à Bordeaux, que le duc y serait reçu avec respect et avec les honneurs de la qualité d'oncle du roi, dit D. Devienne; qu'il pouvait continuer en Guienne ses fonctions de lieutenant général, que la ville ne reconnaissait que l'autorité du roi, que la terre; qu'on n'avait connaissance d'aucun acte qui liait les Bordelais de l'hommage et du serment de fidélité; que lui avaient prêté; que Bordeaux, et même toute la Guienne, étaient trop intimement liés à l'Angleterre, pour qu'il fût possible à qui que ce fût de les en détacher; que, si on le tentait, ils en souffriraient un trop notable préjudice; que la bonne intelligence qui régnait pour le moment entre le duc et son souverain pourrait s'altérer dans la suite; que le vin ne tomberait plus facilement entre les mains des Gascons si les Gascons ne pouvaient plus compter, comme ils le faisaient, sur le secours des Anglais; ce qui arriverait infailliblement quand il n'y aurait plus entre eux d'unité de gouvernement ni d'intérêts; que la Guienne aurait toujours besoin de la merci et de la protection de l'Angleterre; mais

aurait plus pour eux les mêmes raisons de désirs et ses hommes pour un duché séparé et indépendant de la métropole. Ces raisons étaient bonnes, comprit la portée et la justesse. Les Bordelais, habitants de la Guienne, étaient, en général, attachés à ce qu'ils avaient reçu de grands privilèges, chose, qu'ils craignent singulièrement de perdre, et n'étaient pas sûrs de conserver sous un gouvernement qui suivrait ses caprices, étant affranchi de la surveillance d'une autorité supérieure, et à laquelle ils auraient été soumis de force, comme par droit de conquête. Il se contenta donc d'ordonner qu'il n'entendait exercer d'autre autorité que celle qu'avait exercée le prince de Galles. C'était différent. Du temps du prince, les Bordelais habitants de la province, en général, n'avaient pas les mêmes privilèges qu'ils obtinrent plus tard ; ils avaient plus de raisons pour résister qu'il n'en avait du temps du prince. D'ailleurs, le prince de Galles était l'héritier présomptif de la couronne ; les droits à lui accordés ne devaient durer qu'autant qu'il vivait ; en sorte que le duc de Lancastre était de la ligne collatérale ; sans autre droit à la couronne que des prétentions faibles ; la séparation allait être définitive. La réponse des Bordelais étonna le duc ; il insista, cependant, sur les ordres du roi, et prétendit qu'il était venu pour le bien du peuple ; que la province étant devenue son héritage, il avait le droit de gouverner en bon père de famille et la transformer en une province heureuse et prospère à ses enfants. Les Gascons ne furent pas convaincus de ces belles paroles ; ils aimaient mieux résister. Ils répondirent par un refus absolu. Alors le roi, par son diplomate, leur proposa de soumettre l'affaire à un arbitrage. Les Bordelais, tous les Gascons, y consentirent. Le roi, désireux d'éloigner le duc et son fils, le comte de Northampton, dont les intrigues troublaient et troubleraient encore le royaume, confirma la

Livre V.
Chap. 7.

1380.

D. Devienne,
ibid.

Livre V.
Chap. 7.

—
1589.

1594.

Louvet,
*Histoire
de la
Guienne.*

—
*Variétés
bordelaises,*
t. V, 15, etc.

Froissart,
Supra,
XLII.
—
Bymer,
tome 5.

donation. Les Gascons, mécontents, reproduisirent déjà alléguées ; ils ajoutèrent qu'il n'y avait à Bordeaux un sentiment général de répulsion pour le duc ; que la ville n'aurait bien avoir des raisons de se défaire d'un intendant qu'il devait être bien permis au peuple de ne pas reconnaître pour souverain ; qu'ils ne lui reconnaîtraient jamais des pouvoirs quasi-royaux , mais qu'ils consentiraient à le reconnaître comme lieutenant général. C'était déjà beaucoup pour un homme politique comme lui ; c'était trop pour le duc, dont il avait perdu l'estime et l'affection. Le roi et les Gascons comprirent la position délicate et désagréable de Richard , craignant la versatilité des Gascons et la politique secrète de la France, retira la Charte de donation. Richard feignit de se soumettre de bonne grâce aux exigences des Bordelais ; mais un sentiment de vengeance couvrait au fond du cœur. Il arriva à Bordeaux bientôt après, mais les habitants refusèrent de lui ouvrir les portes. Le duc n'eût signé des actes constatant qu'il renonçait à ses prétentions à la souveraineté de la Guienne , et qu'il ne servirait que comme lieutenant général du roi d'Angleterre, à rendre une exacte justice, et à ne pas innover dans les coutumes et privilèges de la ville et de la province. Le duc, homme politique, signa ces actes, en mars 1394 , en présence des États-généraux de la province, qui étaient assemblés dans le quartier de Saint-Seurin , où il était logé. Le duc fit son entrée solennelle en ville, et alla s'établir à l'Abbaye de Saint-André (l'ancien Archevêché), où allaient loger quelquefois les princes et des lieutenants généraux, lors de leur passage à Bordeaux.

Fatigué des incessantes intrigues et des complots mis de la paix publique, Richard crut devoir se méfier des bonnes dispositions des puissances voisines , et se hâta de mieux surveiller les mécontents de l'intérieur ; il fit épouser en mariage Isabelle, fille de Charles VI, et négocia

ans avec la France. Le duc de Gloucester dés-
mesures : se trouvant à la tête d'une forte op-
mit à miner l'autorité royale, avec ses nombreux
ais informé de ses sourdes machinations, le roi
er en prison, à Calais.

res violentes et impolitiques, quoique inspirées
e méfiance, firent à Richard beaucoup d'ennemis :
me s'accroissait en raison des longues trêves et
qu'il inspirait ; la liberté allait périr. Ses agents,
imitaient sa conduite arbitraire et imposaient de
s sur les communes et sur les marchandises voi-
s voies publiques ; les seigneurs, en général, sur-
e Castillon et de Fronsac, ne connaissaient plus de
s exigences. Le désordre était partout, dans les
ne dans les choses, et la société, en proie à des
nblait arrivée, avec tant d'éléments dissolvants,
imminente.

mourut à la fin de 1398 ; le duc de Hertford ,
éritier, ayant trempé dans quelque intrigue poli-
le bannit à perpétuité et confisqua tous ses biens.
inique indisposa le peuple contre le roi ; les sei-
ais étaient très-mécontents. Ils voyaient dispa-
influences et leurs privilèges, sous la pression du
les seigneurs regrettaient leurs franchises, que
respectait plus, et la liberté de l'Angleterre n'é-
plus qu'un nom. L'effervescence était grande et
ne émeute prit un beau jour les proportions d'une
On jeta le roi en prison, et, à sa place, on pro-
jeune duc de Hertford, auquel son exil et ses in-
ient concilié toutes les sympathies. Le jeune prince
ent le vieux roi : l'esprit public s'émut en faveur
mais le prince, qui portait la couronne, le fit mas-
ison, disent les uns, ou, selon l'opinion la plus
e fit mourir de faim, en 1400.

Livre V.
Chap. 7.

—
1397.

Thoyras,
tome 3.

Lingard,
Histoire
of England.

29 Septembre
1399.

Livre V.
Chap. 7.

1397.

1399.

Froissart,
ch. LXXIX.

Ces tristes nouvelles furent bientôt connues à l'indignation y devint générale. Jamais prince ne gretta des Bordelais que l'infortuné Richard : il était de Bordeaux ; il y passa son enfance , ses jeunes années regardé comme un concitoyen et un frère (1). Il avait vu la Charte de 1382, qu'on retrouve dans le *Livre des Rois*, qui avait confirmé tous les privilèges des Bordelais. Après la mort de son père, le peuple se porta en masse à la maison du roi à Bordeaux, et le chargea d'écrire au jeune Henry V, roi d'Angleterre, devenu roi sous le nom d'Henry IV, qu'il voulait donner à la France, si l'on ne mettait pas en liberté son aimé Richard. Bayonne et Dax menacèrent de faire sécession, mais les amis de la Maison de Lancastre ne firent rien de ces menaces impuissantes ; ils savaient que les Bordelais tenaient à leurs intérêts, et, par conséquent, à l'union avec la France, et que, d'ailleurs, les principaux seigneurs du pays, les Goyran, les Montferrand, les Pommiers, les Rauzan, les Diras, les Duras, les Compagne, etc., etc., étaient trop attachés pour souffrir une défection générale. Cependant, le roi crut pouvoir et devoir profiter de ce mécontentement pour quelques avances pour gagner l'affection des Bordelais. Il envoya le duc de Bourbon à Agen, avec mission de proposer des députés de Bordeaux, de Bayonne et de Dax, et de leur faire les promesses les plus flatteuses pour les peuples de ces pays, s'ils voulaient se déclarer pour la France. Mais c

(1) Quand ceulx de la cité de Bourdeaux, dit Froissart, entendirent que le roi Richard, avait esté prins et mis en la Torre de Londres, et le duc de Bourbon couronné à roy, ils feurent fort mélancieux ; car le roy Richard leur avoit esté entre eulx. Si l'aimoient bien ; et quand les Bourdeloys venoient devant le duc cueilloit doucement et joyeusement, et s'enclinoit à faire leurs respects... Hâ, Richard, gentil roy, par Dieu, vous estes le plus prude prince de ce royaume!... N'oncques (les Londriens) ne peuyent vous aymer, et ce n'est pas puis que vous vous allastes par mariage au roy de France... Puisqu'il vous a en prison, ils vous mettront à mort. Ainsi couroient les lamentations des Bordelais et en Bourdeloys.

de grands avantages, ni de ressources probables. Nouvelle alliance, répondirent qu'en accédant à une dynastie, leur commerce allait être anéanti; ils n'avaient presque rien à vendre à la France, tandis que les Anglais, leurs cuirs, leurs laines, résine et autres produits, trouvaient toujours un facile débouché en Angleterre. En comparant leur situation, quoique peu satisfaisante, à celle des provinces françaises limitrophes, qui étaient *pillées et retaillées deux ou trois fois par an, et vexées, par les impôts, les aides, les gabelles, les décimes, les tailles, les aides, de fouages et d'exactions*, elle leur paraissait meilleure, et, enfin, qu'en cas de réunion à la France, ils n'entendaient pas se courber servilement sous le joug des Français.

Les négociations empêchèrent les Bordelais d'adhérer aux propositions du duc de Bourbon; ils restèrent attachés par leur amour pour l'Angleterre, malgré leur antipathie et même leur haine pour le usurpateur de la couronne et l'assassin de leur roi.

Sur ces entrefaites, Thomas de Percy et l'évêque de Durham arrivèrent à Bordeaux avec des troupes; la négociation fut rompue avec la France. On accueillit les envoyés d'Henry IV, qui descendirent à l'abbaye de Saint-André. Le lendemain, ils exposèrent leurs compétences leur mission et les promesses du roi; ils pallièrent les plus vilains traits de l'assassinat de Richard, et réussirent peu à peu à calmer l'indignation des Bordelais et des Gascons en général. L'intérêt commun apaisa les affections politiques et la colère dans les familles; mais le peuple ne se calma pas. Parmi les habitants, on en prit alors à Bordeaux, il se trouva un individu soupçonné d'avoir égorgé le roi Richard dans sa prison; c'était assez pour le peuple, qui n'examine pas les faits; on l'exécuta. On s'empara de lui; et après lui infliger les tourments les plus cruels, et même la mort, on le jeta au cadavre le bras droit et on l'attacha au

Livre V.
Chap. 7.

—
1300.

Delurbe,
*Chroniques
bordelaises.*

Livre V.
Chap. 7.

1400.

bout d'une pique, qu'on mit en guise de drapeau de l'Ombrière.

Deux factions partageaient la ville de Bordeaux : les cons-Anglophiles et les Gascons partisans de la mort de Richard, exploitée par les Français, en un mot ; une politique prévoyante, et fondée sur les intérêts commerciaux et de longues habitudes sociales, dirigées par les Anglais ; une autre, plus impulsive, et fondée sur les haines nationales. Ces idées agitaient l'esprit public et donnaient lieu à des reproches et même à des conflits nuisant à la paix et à la tranquillité de la ville. Un jour, Bertrand Bolomère, bourgeois et marchand, arrêta dans la rue Poitevine un Anglais, Bolomère, bourgeois aussi de Bordeaux, et lui tint des discours contraires à la fidélité que les Bordelais avaient jurée à l'Angleterre ; il lui parla de la conduite indigne que les Anglais avaient tenue naguère à Margaux et de la violence qu'ils rompirent les branches d'arbres fruitiers et les brûlèrent dans leurs navires. Il ne se borna pas là ; il proposa d'un complot pour secouer le joug tyrannique de l'Angleterre. Bolomère, indigné de cette proposition, s'écria :
 » Marie, Sire, comment se pourrait-il que notre
 » de tout temps, a été si loyale envers la couronne
 » terre, et qui, moyennant la grâce de Dieu, le s
 » nir, se départit de son obéissance ! Eh ! comment
 » faire les pauvres gens de la campagne et les su
 » notre seigneur, lorsqu'ils ne pourraient plus v
 » vins, ni se procurer les marchandises, ainsi qu
 » coutumés?— Laissez faire, Bolomère, répliqua
 » vivrons sans eux ; nous taillerons nous-mêmes
 » nos vignes, et nous y cueillerons le double du
 Bolomère repoussa la proposition ; l'autre lui dit que dans ce cas, il serait un jour chassé de la ville. Bolomère donna son avis aux autorités anglaises. Après avoir entendu les deux partis, et en présence de l'affirmation de l'un et de la négation de l'autre, ne pouvant découvrir toute

é sans témoin, le connétable, en pleine Cour mi-
onna, suivant l'usage de ce temps-là, que cette con-
rait décidée par un duel entre les parties. Le roi
e, instruit de cette affaire, ordonna à nos deux
de se trouver à Nottingham le 12 août 1407.

du combat arrive : nos deux Gascons ne manquent
rendre. Toute la cour assiste au champ clos, où les
ards paraissent enfin avec toute l'ardeur de la jeu-
omère fond avec impétuosité sur son adversaire,
vers lui avec intrépidité et se défend avec cou-
appent d'estoc et de taille : l'attaque est violente,
vigoureuse. Enfin, après une longue et rude
our, émerveillée de voir tant de vigueur, de cou-
blesse et de probité en fait d'armes, dans ces deux
resque décrépits, supplie le roi d'Angleterre, qui
côté le roi d'Écosse, de faire cesser le combat,
nir probablement par la mort de l'un de ces vail-
tants. Le roi se rend aux vœux de toute la cour,
dans une Charte particulière, qu'ils avaient fait
respectivement : que Bolomère avait bien pour-
intenu sa dénonciation contre Usana ; que celui-ci
adu avec une égale valeur ; qu'ils n'avaient encouru
e d'infamie, de droit ni de fait ; mais qu'ils avaient
éloges et qu'ils s'étaient même acquis de la gloire
t de tout le monde, laissant toutefois, et toujours,
de Dieu, la découverte de la vérité.

CHAPITRE VIII.

Particularités historiques du XIV^e siècle. — Nouvelle enceinte. — Prémémorative de cet agrandissement. — Les Chartrons commencés. — André. — Différents pouvoirs ou autorités reconnues à Bordeaux. — Pape entretenu à Bordeaux. — État politique de Bordeaux. — Respect pour les libertés du peuple. — Les privilèges confirmés. — États-Gulenne. — Changements sous Philippe le Bel. — L'impôt *la gabelle* grès. — Impôt sur les vins. — Taxes particulières de la banlieue. — L'impôt. — Corporation des métiers. — Salaires des ouvriers. — Femme et vie. — Influence de la religion.

Livre V.

Nous voici parvenus à la fin du XIV^e siècle, à la fin d'une longue série de maux, de révolutions et d'événements ordinaires. Le pays appauvri n'aspirait qu'au repos. Le caractère turbulent des seigneurs ambitieux, vindicatifs, le rendait impossible. L'agriculture, le commerce et l'industrie eurent, pendant ce siècle, moins à souffrir d'attaques entre les puissances voisines, que de ces vexations, de ces tracasseries jalouses et quotidiennes que les seigneurs exerçaient sur leurs rivaux, leurs vassaux, leurs serfs. Les habitants de la campagne, effrayés par ces interminables hostilités, ces vexations toujours naissantes, se réfugiaient sous les créneaux des forts, pour y trouver la sûreté et la paix. De nouvelles villes furent ainsi fondées à l'ombre de ces remparts protecteurs ; les villes devinrent plus populeuses, et Bordeaux fut particulièrement agrandi. On déclara *padouen*, ou lieu de la place qui s'étendait depuis le château de l'Ommequin jusqu'à la rivière, ainsi que tout le terrain du port, jusqu'à la tour *Gassies* jusqu'à la porte *Tropeyte* ; il était même d'y amarrer les bateaux, d'embarquer ou d'y débarquer.

ises (1). Cependant, on fut autorisé, un peu plus tard, à bâtir des maisons, en ligne circulaire, autour du pambrière; et même, en 1305, le sénéchal obtint du conseil des jurats la permission d'y faire construire un hanbattre monnaie; mais cette construction gênait la circulation et contrastait trop avec les formes grandioses du palais qui tombait, d'ailleurs, en ruine bientôt après; mais on ne la fit réparer, au grand chagrin de la jurade, que sous l'administration de Jean de Lancastre, le maire et les jurats furent autorisés à utiliser les places vides, ou parcellaires, en bâtissant des maisons à la place Saint-Projet, aux places de la queueyre, Saint-Éloi, des Carmes, des Ayres et de la place de la tour, à donner ces nouvelles constructions à cens et à ferme, tout ou en partie, au profit de la commune, sous la condition de donner au duc 4 marc d'argent de revenu annuel, payable dans le château de Bordeaux, à Noël. Le conseil fut autorisé, en 1349, à se bâtir une maison sur les deux portes de la Rousselle; plusieurs autres notables de Bordeaux obtinrent de la municipalité l'autorisation de bâtir des maisons contre le mur d'enceinte; ils étaient obligés de tenir les portes de ces maisons, ouvertes dans ce mur, ouvertes le jour pour la libre circulation des bourgeois de la ville. Au commencement du XIV^e siècle, le pape Clément V fit construire plusieurs maisons, et, dans le quartier de la tour, le magnifique dortoir des Dominicains, où il résida pendant son séjour à Bordeaux. Vers la fin du XIII^e siècle, dans ce siècle qu'on commença à bâtir des maisons à chais (celliers) dans le quartier de Sainte-Croix. Le propriétaire était tenu de payer au monastère une rente, dont le chiffre variait suivant l'importance des constructions. En 1287, Bernard de Solers payait pour sa maison 2 deniers

Livre V.
Chap. 8.

Rôles gascons.

*Livre
des Bonillions.*

*Manuscrit
des Coutumes.*

, la dame Lalande confirma au maire et aux jurats, et aux bourgeois de la ville le droit de *padouetage* sur les côtes d'Ambès. (*M^e des Coutumes.*)

d'*exporle*, 2 sous de rente et de *bian* (1). Jean B
12 deniers d'*exporle*, 5 sous et 1 denier de cens
Les tonneliers (charpentiers de barriques) ont laiss
à la rue où ils s'établirent (rue Carpenteyre); les
réfugièrent près des couvents qui se trouvaient en
murs. On autorisa, sur le port, une ligne de ma
rapprochée de la rivière, depuis la porte Sainte-Cr
celle du Chapeau-Rouge. Une grande portion de
tion de Bordeaux se trouvait en dehors des murs
songer aux éventualités de la guerre et aux nouvea
de défense et de sécurité. En 1302, les jurats s'
avec les notables, en conseil extraordinaire, et dé
renfermer dans la ville, par une nouvelle encein
les quartiers déjà peuplés de Saint-Michel, de Sa
de Campaure, de Tropeyte, et de combler les fos
tendance. Le mur de clôture devait commencer
près de l'Entrepôt réel de nos jours, et se dirige
droite à l'ancienne porte Saint-Germain, d'où, après
un angle droit, il était continué jusqu'à Sainte-Eu
là, en ligne courbe, jusqu'à Sainte-Croix. Sur cet
ligne, on fit faire des portes correspondantes avec
trouvaient sur la seconde enceinte. Ainsi, l'ancien
était annexée la *Tour de la Cité*, depuis appelée *T*
traversait l'emplacement de l'église Saint-Pierre,
dehors une partie de ce monument; puis, sépar
sons de la *rue de la Vieille-Corderie* de celles d
Saint-Pierre, autrefois *rue Ferrade*, il allait faire
le mur du nord. Sur cet ancien mur, on avait pr
nouvelles portes : une dans la rue Gassies; l'aut
porte *Saint-Pierre*, située entre la rue du même
des Argentiers (elle avait remplacé, sans doute, l
vigère des premiers siècles); la troisième, enfin, a

(1) Le *bian* était une espèce de prestation en nature, qu'on pou
cas, remplacer par une somme d'argent. Pour *exporle*, voyez page

démolie lors de la construction de la *place Royale*, d'une porte de la nouvelle ligne murale, par une à l'extrémité de la rue Saint-Remi.

Aut de la ville, ou la partie sud-est, on fit pratiquer de nouvelles portes : celles de *Sainte-Croix*, de la *Salinières*. Sur la ligne du nord, qui s'étendait jusqu'à la place Saint-Germain, furent percées du *Chapeau-Rouge*, de *Tropeyte*, de *Ducasse*, de *Corn*, de *Saint-Germain*. Sur la ligne murale, et depuis ce dernier point, on fit les portes *Dauvoux* (ou de *Jews*, porte Judaique), du *Ha* (ou du *Sainte-Eulalie*. De cette dernière église, on fit une ligne avec les portes *Saint-Julien* et du *Mirail*.

Sur ces lignes, on fit construire des tours de défense bien solides, mais plus ou moins élevées : les unes, sans ornementation ; les autres avec des créneaux machicoulis. M. de Tourny en a remplacé plusieurs portes construites en guise d'arcs de triomphe ; furent démolies pour l'embellissement de quelques autres, ou pour faciliter la circulation du monde.

Une tour fut construite à l'entrée de la *rue Chai-*, et servait à défendre l'entrée de la Devèze ; la *Tour-Batefole*, qui, plus tard, fut appelée *Tour de* eut aussi une autre tour à l'embouchure de la *Tour du Bessan*, ainsi nommée parce qu'elle appartenait à la famille noble du Bessan, en Médoc. A deux lieues de la porte Despaux, se trouvait la *Tour-Douet*, et au midi de la même porte, était la *Tour d'Arsac*, appelée de la famille noble d'Arsac, dont l'hôtel se trouvait près. Derrière l'emplacement où a été construit le *Tour-Tropeyte*, au nord de la porte Saint-Germain, se trouvait la *Tour Saint-George*; la *Tour de Sainte-Eulalie*, au XVI^e siècle la *Tour-Nau*, se trouvait au midi de la ville, à l'angle du mur qui allait à la rivière, et sur

lequel on fit construire, comme nous venons de le voir, les portes du *Mirail*, *Saint-Julien*, de la *Grave*, des *Arènes*, de *Sainte-Croix*, près de cette église, du côté de l'ouest, et la *Tour du Merle*, un peu plus au midi. Plusieurs de ces tours subsistent encore ; mais, en quelques endroits, elles furent remplacées, du temps de M. de Tourny, par des tours triomphales.

Il y eut aussi deux tours à l'embouchure du *Port de la Grave* ; on appelait alors cette partie de nos quais le *port de la Grave*. Il y eut sur cette nouvelle ligne plusieurs autres tours de moindre importance, mais dont les noms se présentent quelquefois dans les vieux titres des XIV^e et XV^e siècles, comme les tours *Sanguinet*, de *Dupin*, de *Portau-Bas*, de *Retge*, de *Riquet*, etc., etc.

Cette longue ligne de la troisième enceinte coûta des sommes immenses à la ville, et ne fut achevée qu'en 1373. Le roi d'Angleterre donna à la commune 200 liv. pour payer une partie des frais, et autorisa, par ses lettres-patentes, trois époques différentes, en 1373, 1375 et en 1377, la municipalité à créer un nouvel impôt extraordinaire de 10 deniers pour l'achèvement de l'enceinte murale et la construction de tours de défense.

Il fut ordonné qu'en mémoire de cet accroissement de la ville, on ferait tous les ans, le jour des Rameaux, une procession qui parcourrait les nouveaux quartiers et se terminerait par une nouvelle porte, pour entendre le sermon du curé de la Corderie, ou, en cas de mauvais temps, dans l'église des Jacobins. En rentrant en ville, on chantait devant le *Médoc*, avec les cérémonies accoutumées, le verset d'un psaume de David : *Attollite portas vestras, et*

Pendant tout ce siècle, on continua plus ou moins les travaux et les embellissements de l'église de Saint-André : le chœur et la porte du nord, et quelques autres furent achevés, grâce, en partie, au concours

accorda, en 1306 et 1308, des indulgences à qui contribueraient à la construction de cette belle église. Vers la fin du XIV^e siècle (1383), les Chartrains, expulsés de leur couvent, comme partisans du roi, furent généreusement accueillis par Pierre Maistre, homme pieux, riche et respectable; il leur donna deux maisons qu'il avait au nord de la ville, en un endroit appelé *Audeyola*, près de l'ancien Château (nos Quinconces). Cette donation fut acceptée par le prieur de Faugeras, et dom Pierre Mosco, procureur du même monastère. Les religieux firent un petit couvent, autour duquel se groupèrent un peu des maisons particulières, qui ont formé le faubourg *Chartroux*, ou des *Chartrons*, comme on l'appelle encore depuis la fin du XVII^e siècle, et qui est aujourd'hui l'un des plus beaux faubourgs de l'Europe.

Le XIV^e siècle ne se distingua guère par les œuvres religieuses; toutes les pensées étaient tournées vers les nouveaux besoins du peuple. On bâtit quelques couvents particuliers; mais l'édifice le plus remarquable était, sans contredit, et sous tous les rapports, l'église de Saint-André, fondée, en 1390, par Vital Carles, chanoine de Saint-André, qui consacra une grande partie de sa fortune à doter ce monument de sa charité. Il se trouvait dans la rue des Trois-Conils, et subsista jusqu'en 1793, époque où, voyant alors menaçant ruine et ne suffisant plus aux besoins de la population, on transféra les malades dans l'Hôtel-Dieu, dont nous aurons occasion de parler plus

Livre V.
Chap. 8.

à Bordeaux une classe d'hommes bien misérable, les *Serfs-questaux*, qui appartenaient à des maires, à des bourgeois, et au clergé. Ils ne pouvaient disposer de leurs personnes ou de leurs biens sans le consentement de ces puissances; c'étaient des demi-serfs, sorte d'esclaves, dont

l'avilissement ne s'explique que par la tyrannie de et l'extrême misère où la guerre les avait réduits. Ils avaient leur liberté en échange de leur nourriture et paient le pays qui porte aujourd'hui les noms de Caudéran, Villenave, etc., etc. Ils n'étaient pas abandonner leurs terres; mais ils pouvaient en être dépouillés. Outre la culture et l'entretien des terres tenus de fournir tous les ans des journées de main-d'œuvre de corvées, et ils étaient soumis à une taille arbitraire, laquelle ils donnaient une partie de leur récolte. Les serfs devenaient quelquefois libres en obtenant des lettres d'affranchissement du seigneur dont ils relevaient ou du roi. Ils s'efforçaient parfois de secouer le joug de leurs seigneurs et allaient chercher un asile dans les possessions royales. En France, ou prenaient rang parmi les hommes d'armes et composaient la garde personnelle des gouverneurs de provinces. La misère les poussait dans la servitude; un sentiment de dignité humaine les en faisait rougir parfois et les poussait à la liberté. En 1394, le duc de Lancastre, qui donna des lettres d'affranchissement aux Questaux, fut obligé d'aller à Bordeaux, de signer avec le capital de Bordeaux au nom de la ville, une transaction, dont voici le contenu : « Si les Questaux appartenant au capital, ou à quelque- » un de ses vassaux, veulent venir en franchise et libérer » leur seigneur, le seigneur, duc de Lancastre, s'engage à ne leur » opposer aucune sauvegarde, ni à les affranchir au préjudice » de ses vassaux, qu'il serait obligé de prévenir et de con-

Vers la fin du XIV^e siècle, des Serfs-questaux furent rachetés par le roi de Saint-Saurin, revendiqués par l'abbé de Saint-Saurin et par Bertrand de Calhau, donnèrent lieu à un procès dans lequel le roi d'Angleterre fut obligé d'intervenir comme juge suprême. Le procès fut d'abord porté devant le roi et le prévôt de l'Ombrière, qui, procédant séparément, prononcèrent en faveur des *Serfs-questaux*, et les

es. L'abbé et le monastère de Sainte-Croix et Calhau furent condamnés aux dépens. L'appel à l'oncle du roi, Lancastre, lieutenant qui leur donna gain de cause, en réformant les maire et du prévôt. Les *Serfs-questaux*, à leur ent de ce jugement au roi lui-même, en son l'intermédiaire de M^e Arnaud Vital, notaire pu- syndic et procureur. Quelque temps plus tard, royaux, que les appelants avaient arborés à leurs gne de protection et de sauvegarde, de la part , furent foulés aux pieds, et nonobstant leurs , les appelants eux-mêmes furent saisis et ré- titude. Le roi, indigné de cet outrage fait à son nt le prononcé du jugement, écrivit, en ces ter- evêque de Bordeaux, à Jean de Viridare, doc- et à M^e Jean de Burdyn, docteur ès-lois : « Vou- roit à la réclamation d'Arnaud, Jean, Éliane, etc., omme Serfs-questaux par l'abbé de Sainte-Croix d de Calhau, et devant être équitable pour ceux uché qui ont recours à notre justice, nous vous amment d'examiner cette affaire avec maturité, ous prononcer qu'après des débats approfondis. nt, veuillez réparer au plus tôt le mal qui a été laignants, et ordonner qu'ils soient, à l'instant s en liberté. Ne vous laissez pas arrêter par les n-recevoir; faites bonne et prompte justice. Je re à tous, à mon lieutenant, au maire et aux vous aider dans l'exécution de votre décision. » siècle, on rédigea des statuts pour les corporations On y voit que le droit de marque sur les ou- évrerie appartenait à la ville. Les jurats avaient n des *changeurs*, dont la présence était nécessaire e des vases d'or et d'argent. *omniers*, ou inspecteurs des poissons, étaient élec-

Livre V.
Chap. 8.

tifs; on annonçait leur élection au peuple. Ils faisaient ment de se bien comporter dans leurs fonctions, de au marché tant qu'il y aurait du poisson à vendre qu'ils en seraient requis, soit par le riche, soit par d'estimer le prix du poisson sans dol ni fraude.

Le savant Rymer nous fait connaître le salaire des mariniens et gens de guerre de cette époque. Pour le port de Bordeaux à Mortagne des munitions et on donna au maître de bateau 15 liv. et 6 à chaque et à chaque arbalétrier qui se trouvait à bord. Le charpentier recevait par jour 20 deniers, et les ouvriers 16 deniers. Il fut donné à cinq scieurs-de-huit jours, la somme de 14 liv., c'est-à-dire 14 deniers à chacun.

D'après une pétition faite par des armateurs au XIV^e siècle, les marins avaient coutume de prendre leur travail en nef, dans la traversée des côtes de Bordeaux, et pour le retour, 8 sous et le droit de neau par chaque matelot. Le double était donné à la taine. » Ils augmentèrent leurs prix : les capitaines prenaient trois tonneaux de fret et 24 sous ; d'autres allaient demander 100 sous. Les propriétaires de navires firent plainte contre ces coalitions si funestes à la navigation. Richard II répondit avec sagesse, et laissa la question sans solution. « Le roi veut charger ses amiraux de veiller à ce que les mariniens ne prennent qu'une somme raisonnable pour leur service et leur travail, et qu'on les punit s'ils exagèrent leurs prétentions. »

Au XIV^e siècle, la ville avait à ses ordres un corps de soldats (reux *Ribaldorum*). Du temps de Philippe-Arle, les soldats de la garde royale s'appelaient *ribauds*, et le capitaine prenait le titre de roi ; mais la licence, la débauche de ces troupes, et leurs crimes, firent de leur maintien une nécessité. On déploya contre eux de

ès-sévères, et, depuis lors, le mot *ribaudo* servait à désigner les criminels et les mauvais sujets, dont la tâche appartenait au bourreau, qu'on qualifia alors du nom de *ribaudo*.

En 1382, au commencement du XIV^e siècle, le prévôt de l'Ombrière, chargé de l'exécution des hautes-œuvres sous sa direction, et les jurats s'y opposèrent; mais après bien des discussions et des débats irritants, il fut convenu entre eux que le duc de Guienne pourrait se servir des *ribaudo* (ou *chafauds*) et du roi des *Ribaudo*, sous la condition que le duc paierait à celui-ci le droit ancien et accou-

Le roi était ordinairement choisi parmi les grands seigneurs qui méritaient la corde; mais on lui laissait la vie, avec la charge d'être le bourreau et de passer le reste de sa vie dans ces dégoûtantes fonctions. Quant un homme était condamné à mort, le sous-maire se mettait en tête des parents de l'homme tué, et leur demandait s'ils acceptaient la peine de mort, ils ne seraient pas contents de voir leur fils mourir, leur meurtrier condamné à devenir le bourreau de la ville. Cette coutume qui résulte d'un acte de 1414 (1).

En outre, le bourreau prenait encore celui de *roi des femmes de mauvaise vie* (*filhas communas*). Ces femmes demeuraient, près de Sainte-Croix, s'appelaient *harlots*, plus tard *rue Anglaise*, et aujourd'hui *rue de la Harpe*. Elles avaient des règlements à suivre; et si elles ne s'y conformaient, le *roi des Harlots* devait les en châtier. Nous en parlerons plus bas.

En outre, les maisons de charité étaient rares; les églises ne recueillaient que les pauvres. Chaque église avait ses pauvres. Le saint-André recevait cent pauvres chaque année.

Elle manger fassa et tracta am los amics du mort que se contentan que demore.

dans son réfectoire , et tous les jours il en admettait à sa table. Arnaud Géraud, archevêque, laissa une portion de la nourriture d'un pauvre pendant tout le temps de la *dragésime*. Le jour de la Cène, quarante mendiants mangeaient avec les chanoines et recevaient 4 deniers par repas. Le jour suivant, on admettait autant de pauvres de chanoines à la table du réfectoire. Tous ces pauvres étaient habillés aux frais du chapitre. Il y avait des sœurs (sœurs) affiliées aux chapitres pour le service des pauvres malades.

Quelles que fussent les mœurs de l'époque, la guerre ne paraît pas avoir exercé une grande influence au nord. Les éternelles hostilités du XIV^e siècle. La translation du Siège à Avignon, la destruction des Templiers, la suppression des chapitres de Bordeaux, qui avaient suivi la mort de saint Augustin, l'affranchissement du diocèse de Bordeaux du pouvoir primatial de Bourges, l'établissement de monastères aux Chartrons et de quelques autres ordres religieux à Bordeaux, sont les seuls événements qui puissent intéresser le lecteur bordelais. Nous parlerons plus tard des réformes religieuses, dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

Il paraît certain que, sous la race mérovingienne, Bordeaux jouissait du privilège de frapper des monnaies. Sous les Carolingiens, Bordeaux recouvra ce droit; mais elle n'en eut plus avant Édouard III; la plus ancienne monnaie d'or est du XIII^e siècle.

Du temps du Prince-Noir, la fabrication des monnaies anglo-gasconnes prit une grande extension. On trouva à Bordeaux et aux îles Britanniques des pièces de monnaie de cette époque; il y en avait de trois espèces : le *hardit*, la *chaise*, le *pavillon royal*.

Presque tout l'argent avait été emporté par les Normands à l'Orient. Philippe le Bel crut pouvoir remédier à la pénurie d'argent en altérant les monnaies; il essaya et ne réussit pas.

trop bien ; il reçut le nom de *Philippe le Faux-Monnayeur*. En 1305 , le marc d'argent , qui n'avait valu que 2 liv. , fut élevé à 8 liv. 10 sous. On se plaignit partout. Alors Philippe fit frapper des espèces d'un si bon titre, que le marc ne valut plus, en 1306, que 2 liv. 15 sous 6 deniers. Le peuple cessa de murmurer contre le roi ; mais il s'indigna contre les seigneurs, qui n'avaient pas la prudence d'imiter le prince. Vou-lant contenter le peuple et humilier les seigneurs, le roi éta-blit un officier royal dans chaque Monnaie seigneuriale, pour faire l'essai des monnaies qu'on y fabriquerait et en constater le poids et le titre. Il voulut interdire aux villes et barons la fabrication des espèces d'or et d'argent ; on refusa en plu-sieurs endroits de se rendre à ses désirs. Les Bordelais se signalèrent par leur opposition ; mais il arrêta leurs plaintes et leurs réclamations, en faisant saisir les coins de la Monnaie de Bordeaux.

Ces mesures vexatoires et tyranniques mirent plusieurs seigneurs dans la nécessité de vendre au roi leur droit de battre monnaie, et de lui sacrifier un des privilèges les plus essentiels à la souveraineté.

Sous Richard II, dit de Bordeaux, on frappa des monnaies d'or dans notre ville; elles sont rares. Cependant, on connaît de ce prince trois *hardits*, qui ne diffèrent guère de ceux du prince de Galles que par la légende gravée autour de la fi-gure : RICARD : D : GRA : AGLE : FRACIE : D : AQUITAN : Les pièces d'argent pur, portant la marque de Bordeaux , sont plus rares que celles d'or. Nous en avons parlé ail-leurs.

Pag. 309, 338.

Sous le règne d'Édouard III , Bordeaux frappa aussi un nombre considérable de deniers de billon et de monnaies noires, ainsi nommées en raison du peu d'argent qu'elles con-tenaient.

Le franc bordelais ne valait que 15 sous tournois; la livre bordelaise, 12 sous tournois, et le sou bordelais, 7 deniers

tournois et *pille* en 1321 (1). A la même époque d'argent valait 3 liv. 7 sous 6 deniers.

En 1368, le prince Édouard promit aux États de faire battre monnaie d'or et d'en porter le marc de faire fabriquer de la monnaie d'argent, dont le marc valait 5 liv. 5 sous, et de maintenir cet état de choses pendant cinq ans. Pendant ce temps, les monnaies étrangères ne devaient pas avoir cours ; les monnaies fabriquées devaient être de même poids et aloi que celles de France sous peine de confiscation. En 1394, les trois États prièrent Jean de Lancastre de ne point faire battre de nouvelles monnaies et de ne pas changer la valeur de l'ancien sans avoir auparavant pris leur consentement du peuple.

Au XIV^e siècle, l'église de Saint-André de Bordeaux gagna le tiers de ses droits sur la monnaie contre les dépenses, qu'Édouard III réunit à la mense capitulaire. Philippe de Valois, on haussa le prix fictif et idéologique ; mais on en fabriqua de bas aloi, en y mêlant de l'alliage. (Pour d'autres détails sur ce sujet, voyez les pages 309, 338).

Vers la fin du XIV^e siècle, dit un écrivain moderne, l'architecture civile prit un nouvel essor : on vit dans la Guienne des constructions originales jusqu'à ce que l'étude de l'art antique vint transformer et dissoudre le moyen-âge. L'architecture civile, jusqu'alors appauvrie par le surcroît de la grande architecture religieuse, ou absorbée par les masses nues et sévères de l'architecture militaire, sortit de son berceau, et s'épanouissait avec une variété de lignes et de détails qui allèrent croissant pendant un siècle et demi. L'ogive se surbaissait, s'évidait

(1) La *pille* valait presque toujours la moitié d'une obole ou d'un denier.

que , s'arrondissait jusqu'à se perdre dans le plein-cintre , se chargeait de broderies ; mais ces riches fantaisies décoraient les châteaux et les hôtels de ville, sans altérer encore le caractère des églises, où le grand style du XIII^e siècle se maintenait dans toute sa pureté. On termina Saint-André en 1400; on continuait les monuments inachevés , on en élevait d'autres.

CHAPITRE IX.

Détails historiques sur le Commerce de Bordeaux, depuis le temps
jusqu'à la fin du XVI^e siècle.

Livre V.

—

Liv. 1^{er},
page 39.

Nous n'avons pas de renseignements traditionnels ou l'étendue du commerce des premiers Burdigaliens. Le bon est le plus ancien écrivain qui en ait parlé; leur ville de place de commerce importante et célèbre *porium celebre*. Nous pouvons donc en conclure que le brité commerciale de Bordeaux date de plus lointains temps d'Auguste, et que les Bituriges, en arrivant sur les bords de la Garonne, se trouvèrent immédiatement en relation avec les peuples circonvoisins, qui venaient sur cette place les produits de leur industrie, et chez eux ce que fournissait le sol burdigalien. Bordeaux était l'un de leurs ports les plus importants; on ne doute pas de leurs rapports avec les habitants du Pays. La Dordogne, le Lot, le Tarn et tous les affluents de la Garonne, servaient à verser dans Burdigala le fruit de l'agriculture et de leur industrie, tous les objets que les digaliens recevaient en échange de leur miel, de leurs vins délicieux, dont Ausone fait l'éloge. Les digaliens avaient des rapports, non seulement avec la Bretagne, de la Saintonge, mais avec le Pays-Bas, la bonne, Marseille, l'Espagne et les ports de la Méditerranée. Pendant la domination des Visigoths, et durant les temps des incursions des Normands, le commerce maritime quo nul et se bornait au cabotage sur nos côtes. Les navires se formèrent sous le nom de *Naviculaires*.

industriels créèrent un esprit de communauté ou de société, et mirent en commun leurs efforts, leurs intelligences, leurs débours et leurs bénéfices; mais après le départ des Normands, le commerce de Burdigala s'étendit sur les rives de l'Adriatique, à l'Archipel grec, à l'Égypte et même sur les rives du Bosphore et les côtes de l'Asie. Euphron, négociant de la Syrie, établit un comptoir à Bordeaux, même avant l'arrivée des Normands: on retrouve quelques anciens statuts maritimes, qui caractérisent une civilisation assez avancée et la sollicitude qu'inspiraient à l'autorité compétente les relations commerciales du temps. Ces statuts, ou règlements, que nous donnons ici, n'eurent leur entier développement que sous Éléonore.

« S'il arrive qu'un marchand d'outre-mer vende quelque ouvrage d'or ou d'argent, des habits précieux ou d'autres parures de ce genre, pour un prix ordinaire, l'acheteur ne doit pas être inquiété, quand même il serait évidemment prouvé après l'achat que les effets vendus ont été volés.

» Il est défendu aux juges ordinaires de prendre connaissance des contestations qui s'élèveraient parmi les marchands étrangers; mais il est permis à ceux-ci de se faire juger selon les lois, par ceux qui président à leur comptoir.

» Il est fait défense à tout étranger de débaucher ou d'emmener, sous quelque prétexte que ce soit, aucun ouvrier occupé dans le commerce bordelais, sous peine de payer au fisc une amende de 4 liv. d'or et de recevoir cent coups d'étrivières.

» Que si, cependant, un négociant d'outre-mer a besoin d'un ouvrier bordelais, pour l'aider dans son trafic et pour régler son négoce, il pourra l'emmener, avec le consentement du maître qui l'a à son service, à condition de le ramener dans un temps marqué, et de payer au maître une redevance de 3 sous par an. »

Au XII^e siècle, Bordeaux commerçait avec l'Angleterre,

Livre V.

Chap. 9.

—

Voir note 23.

l'Irlande et les pays septentrionaux ; le mariage avec un prince anglais lui donna de plus grands ments. Il fallait un Code maritime ; on publia celui-ci. On y trouvait la solution de tous les cas qui pouvaient se présenter, dans les circonstances alors existantes, par exemple, la responsabilité et les devoirs respectifs du capitaine et de l'équipage, la vente ou l'achat des marchandises, les naufrages, le droit d'épaves, etc. La pêche de la morue, connue et pratiquée par les Basques et les marins de Gascogne et des côtes du golfe de Gascogne, longtemps avant que Christophe Colomb n'eût découvert le Nouveau Monde, et si nous en croyons quelques écrivains du dix-septième siècle, c'était un pilote basque qui fit comprendre à Colomb que l'Amérique avait plus loin que Terre-Neuve, où il pêchait, un autre continent à conquérir.

C'est alors que commença pour Bordeaux une véritable prospérité : ses hardis marins parcouraient les mers avec leurs élégants navires, pour des marchés lointains et lucratifs, des conquêtes, des expéditions commerciales les plus importantes. La mer se couvrit de goëlettes, de bâtiments de toute dimension, par exemple, le célèbre *port de la Lune* pour les îles éloignées ; les marins, instruits de père en fils dans l'art de gouverner les navires et même de combattre sur mer, depuis les invasions des Normands, s'aguerrirent, au milieu des privations de toutes sortes, à leur rude métier. Grâce à leur intrépidité et à leur valeur, Bordeaux devint alors la place de commerce la plus importante et même la reine de l'Atlantique. L'Espagne, les Pays-Bas, reconnaissaient la supériorité commerciale de Bordeaux ; et les *Coutumes d'Oleron*, où il est si souvent question de notre ville, étaient devenues le Code maritime de la grande partie de l'Europe.

La Guienne appartenait aux Anglais ; ils la c...

comme le plus beau fleuron de la couronne britannique. Leurs princes venaient souvent visiter Bordeaux, qui en était la capitale, et y apportaient leurs écus, les beaux sterlings, que les Gascons, au rapport de Froissart, aimaient à la folie. Le séjour du roi Édouard à Bordeaux, et surtout du Prince-Noir, répandit dans nos contrées la richesse et l'abondance : les relations entre Londres et notre cité étaient si fréquentes, que ces deux villes semblaient pour ainsi dire ne faire qu'une. Les Gascons allaient sur les bords de la Tamise comme chez eux, et les Anglais, à Bordeaux, se croyaient toujours *at home*. Les Gascons y avaient des hôtelleries à Londres ; la plus fréquentée était celle que tenait Catherine *la Française*, de La Réole. C'était là le principal lieu de réunion des marchands gascons.

A cette époque, le sol bordelais était généralement regardé comme peu propre à êtreensemencé de céréales ; les habitants s'adonnaient principalement à l'industrie viticole, à l'expédition de leurs vins, au commerce et aux entreprises de transit et de cabotage ; c'était un bon moyen de faire de Bordeaux une pépinière de bons marins. Les Anglais y venaient acheter le vin, et leurs princes accordaient de grands privilèges aux Flamands, aux Hollandais, aux habitants du Nord, qui fréquentaient notre port ; ils traitaient toujours avec bienveillance, et favorisaient tellement les Gascons dans leurs contestations avec les Anglais, que les citoyens de Londres en devinrent jaloux, et finirent par organiser une opposition systématique qui entravait les relations commerciales. Au mois de février 1254, le roi, en considération des services rendus par les Bordelais, et en raison des dépenses qu'ils avaient loyalement supportées dans l'intérêt de la province, leur accorda le droit de transporter en Angleterre leurs vins, affranchis de toute taxe, et même de la retenue des tonneaux de vin qui se faisait au détriment de ceux qui en déchargeaient, à l'exception, toutefois, de deux barriques, prises :

Livre V.
Chap. 9.

—
Livre
des Bouillons,
folio 69.

l'une sur le devant, l'autre sur le derrière du navire. Ce privilège fut confirmé par le roi Henry III, le 12 janvier 1254, au grand mécontentement des marchands de Londres, qui se plaignaient que le roi favorisait une ville rivale au lieu de celle de Londres ; les Bordelais, par un sentiment de reconnaissance, firent remettre au trésorier du prince cent mille marcs d'argent.

Au XII^e et au XIII^e siècle, le commerce bordelais prit une extension considérable. Jusque-là, il avait été gêné par les interminables guerres des descendants de Charlemagne, ducs de Gascogne ; mais au XII^e siècle, on trouva plus de liberté et plus de débouchés pour les produits du sud-ouest. L'Angleterre nous envoyait ses draps de laine en échange de nos vins ; Cordoue, ses cuirs ; Séville, Cadix et Lisbonne, leurs denrées méridionales. Les Bordelais obtinrent, par une franchise spéciale, la libre circulation de leurs vins sur la Garonne. Au mois de mai 1295, Philippe le Bel, maître de Bordeaux, accorde aux bourgeois, maire, jurats et commune de Bordeaux, l'exemption de tous droits, tant sur les vins que sur les autres marchandises transportées sur la Garonne.

M^e de Volf.,
par
Delpit.
Introduction.

Il y avait à *Guild-Hall*, à Londres, un registre public des créances au XII^e siècle, où les marchands bordelais faisaient inscrire leurs créances, afin de s'assurer, en cas de besoin, de la contrainte par corps contre leurs débiteurs. La plus importante de ces créances était celle d'Arnaud Chyke, marchand de Bordeaux ; elle montait à la somme énorme de 4,200 livres sterling. Parmi ces marchands, ou représentants des Bordelais, qui figuraient sur ce registre, on rencontre les noms de Bonet, de Labat, d'Aleman, de Campariar, de Bouquière, associé de Safran, Gaillard d'Espan, de Dissote, Savignac, d'Acre, d'Armignac, Frankhomer, Auker, Lamarque, Labarde, Bovin, etc., etc. Parmi les créanciers de La Réole, de Saint-Macaire, de Libourne

Émilien, y firent inscrire leurs créances. Tout cela atteste l'étendue de notre commerce avec Londres au XIII^e siècle.

Les rois d'Angleterre tenaient beaucoup à la Guienne, et surtout à Bordeaux; ils accordèrent de nouveaux privilèges importants aux marchands bordelais qui fréquentaient le port de Londres. Ces faveurs furent confirmées par Henry III, le 12 janvier 1256, au grand mécontentement des Londonniens, qui voyaient toujours avec peine les grâces et privilèges que le prince accordait au commerce d'une ville rivale. Ils se plaignaient, ils réclamaient, et, enfin, voyant le roi embarrassé de ses guerres avec les Écossais, et de ses éternels démêlés avec la France, ils disaient tout haut que les privilèges accordés aux Gascons, c'est-à-dire aux Bordelais, étaient contraires aux intérêts de ses sujets anglais.

Le roi, pour dissiper l'orage qui allait obscurcir encore son horizon, déjà trop noir, manda, le 18 janvier 1289, à son lieutenant, en Angleterre, de faire une enquête à ce sujet, déclarant que, quelque bienveillance qu'il eût pu avoir pour les Bordelais, il n'entendait pas porter tort à ses bons habitants de Londres. C'était gagner du temps, apaiser un peu la jalousie des Anglais, et donner aux Bordelais le temps de lui envoyer de bonnes raisons, qui pussent contre-balancer les jalouses criailleries des Londonniens. Il ne se trompait pas dans ses espérances : le 13 août 1302, il intervint un arrangement entre les deux peuples rivaux : Édouard savait attendre; c'est beaucoup en politique.

A cette époque, Henry de Gallois, ancien maire de Londres, devint maire de Bordeaux en 1275. Était-il d'origine bordelaise? Nous l'ignorons. Il joua un grand rôle dans les affaires de l'État, et devint l'un des plus chauds partisans et des plus grands amis du roi Édouard. Ce prince, en témoignage de sa reconnaissance pour ses services, lui donna plusieurs châteaux en Guienne, et, en 1289, une certaine portion de la forêt de Bordeaux (*le Bouscat probablement*). Il s'inté-

Livre V.
Chap. 9.

*Cartulaire
de Baurein.*

*Livre
des Bouillons,
fol. 50, 69.*

ressa beaucoup au bien-être des habitants de Longueuil par la prospérité de leur commerce.

On fit plusieurs règlements particuliers au sujet du commerce des vins de Bordeaux : les tonneliers étaient responsables des pertes qui pouvaient résulter de la mauvaise qualité du bois de futaille ; les courtiers s'engageaient, par serment commun, à faciliter à tout bourgeois l'écoulement des vins, et à ne déprécier jamais le produit de tel ou tel vigneron propriétaire ; ils avaient 6 deniers pour chaque tonneau de vin qui se vendait par leur ministère, 3 du vendeur et 3 du acheteur. Tout individu convaincu d'avoir exercé la profession de courtier, sans avoir prêté le serment, était passible d'une amende de 65 sous, ou attaché au gibet et privé pendant un an de l'exercice de sa profession. On donnait, en général, 4 denier par livre pour toutes les marchandises dont ils facilitaient la vente ; mais il ne nous reste aucun renseignement précis sur les prix des marchandises à cette époque. Nous savons seulement qu'une baleine (qui se pêchait alors sur nos côtes) se vendait à Bordeaux 100 livres, un épervier valait 40 liv. de cire, un vautour 60 livres, un delais, une jeune vache 40 sous morlans. Pour connaître les valeurs, on peut voir pages 309, 338.

Le commerce de Bordeaux s'établit sur la rive gauche de la Garonne. Rousselle devint le centre des affaires et le dépôt des marchandises venant de La Rochelle, de la Bretagne et du Nord. Une vie nouvelle, un mouvement commercial se manifestant s'établit dans tout ce nouveau quartier, depuis la Garonne jusqu'à la Porte-Despaulx ; de vastes magasins se bâtirent, des comptoirs se formèrent, la Garonne se couvrit de navires. Bordeaux devint, au XIII^e siècle, l'une des villes les plus considérables et les plus commerciales du continent. Les négociants firent commencer des bâtisses sur les bords de la Garonne, les autorités locales s'y opposèrent. Ils en parlèrent au pape, qui, se trouvant à Condat, le 12 juin, écrivit au

au connétable , aux maire et jurats , de leur permettre de continuer leurs travaux , et d'achever les maisons commencées sur les quais , avec des portiques au rez-de-chaussée pour la commodité du public.

Les Croisades imprimèrent au commerce une immense et salutaire impulsion ; Marseille seule exploitait le Levant. Les Bordelais se mirent à explorer ces parages , et trouvèrent de nouveaux débouchés en Égypte , en Syrie et dans toutes les parties de l'Archipel grec. Le commerce de Barcelonne trouva enfin un redoutable rival , qui devait l'éclipser un jour. Le cabotage devint plus considérable et plus lucratif ; mais Bayonne, La Rochelle , envoyaient leurs bâtiments légers jusque dans la Garonne , pour participer aux avantages qu'offrait le commerce de Libourne , de Blaye , de Bourg et les villes sises sur les bords de la Garonne et de la Dordogne. Un grand nombre de nos marins bordelais se livrait à la pêche de la baleine sur les côtes du golfe de Gascogne ; c'était alors une source de richesse pour notre cité. Le commerce de Bordeaux était devenu si célèbre , que le roi de Castille , voulant faire une expédition en Afrique , vint chercher des navires et des marins dans notre port. Le roi d'Angleterre engagea les maire et jurats à n'apporter aucun obstacle à ce recrutement , et à faire prêter serment aux marins bordelais d'être fidèles au prince castillan pendant l'expédition.

Tout capitaine de navire , ayant du vin de Bordeaux à bord , était tenu de prendre , en partant , au château de l'Ombrière , une branche de cyprès , qui lui coûtait 18 *hardits* (liards), dont 12 revenaient au sire de Rauzan (1) et 6 au connétable.

Saint Louis encouragea beaucoup le commerce et l'industrie ; les arts fleurirent sous ce pieux prince. L'industrie s'organisa sur un plan nouveau , plus étendu et plus régulier , par

(1) Le sire de Rauzan , comme propriétaire du Cypressat , devait fournir une suffisante provision de branches de cyprès fraîchement coupées sur la hauteur du Cypressat (Cenon) , dont il était seigneur.

Livre V.
Chap. 9.

le moyen de corporations ; mais malgré tous ses abus s'y introduisirent encore : un vil égoïsme engendré. Les maîtres ou chefs exploitaient indignement les apprentis, leur rendaient la maîtrise inaccessible, dans une vue de perpétuer et de grossir la source de leur autorité. Le commerce, qui se développait par la liberté, se voyait gêné dans sa marche, et n'existait plus pour les pauvres artisans déshérités de leurs droits et frustrés dans leurs espérances de devenir à leur tour ; mais cet égoïsme inexcusable des tyrans du commerce était contre-balancé par la protection intelligente donnée par le clergé aux classes opprimées. Les artisans et laborieux se réfugiaient dans les *sauvetés* de Saint-Étienne de Sainte-Croix et de Saint-Seurin, et là, à l'ombre du clocher protecteur, faisaient un commerce déplaisant aux corporations organisées par la commune.

Les lois commerciales de Barcelonne furent alors généralement connues et adoptées dans les villes maritimes de la France. Elles furent calquées, dit-on, sur celles des Grecs, qui les avaient introduites dans la Méditerranée, ou, peut-être, sur les *Rôles de la mer*, dont nous avons parlé dans la *note* 23. La Rochelle, Brest, Cherbourg, Saint-Malo, Le Havre, toutes les villes du Nord, attiraient dans leurs ports les navires de toutes les mers. Le hareng, la sardine, les poissons de toutes sortes de la mer du Nord, branche lucrative de commerce ; mais c'est la halle de Bordeaux, tout, qui abondait dans le golfe de Gascogne, qui attirait les navires aux places de Bordeaux et de Bayonne. Le sel aussi, une des meilleures branches du commerce bordelais. Les habitants de la Gascogne avaient à Bordeaux des greniers de sel, qui leur donnaient de grands revenus ; tous les habitants de la Gascogne étaient obligés de s'y approvisionner de sel. En 1266, Jean de Gascogne, en récompense de ses services, la ferme perpétuelle

lins de Bordeaux ; le quartier où ils étaient situés en garde encore le nom (*Salinières*).

Livre V.
Chap. 9.

Il existait alors sur nos côtes un usage barbare, qu'on transforma en loi, et qui adjugeait aux ducs de Bretagne le bris des navires, les marchandises et les personnes même qui avaient fait naufrage sur les côtes de la Saintonge. Le sire de Pons, en l'île de Marepnes, dit Belleforest, agissait comme les ducs, et trouva des imitateurs parmi les seigneurs de nos côtes. (Voir note 23.)

Tome I^{er}.

Cet odieux usage fut aboli en 1226, par Henry, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine. Il ordonna qu'en cas de naufrage sur les côtes d'Angleterre, de Gascogne, du Poitou et de la Saintonge, la cargaison serait rendue aux gens du vaisseau (1); que si un seul homme, ou un animal quelconque, échappait au naufrage, en vie, alors les marchandises seraient mises en séquestre, pour être rendues aux propriétaires, en cas de réclamation, dans un délai déterminé. S'il n'y avait pas de réclamation, les marchandises devaient revenir au domaine royal ou au seigneur de la côte où le naufrage aurait eu lieu.

C'était à la prière des habitants de Bordeaux et de La Rochelle que les ducs de Bretagne renoncèrent, sous le règne de saint Louis, à l'odieux droit de *bris* et d'*épaves*, et laissèrent le commerce libre, moyennant une certaine taxe de *brieux*, ou *brefs de sauvetés et de conduite*. Pour faciliter l'usage de ces *brefs*, ou passeports, les ducs tenaient des receveurs à Bordeaux.

Mais avant l'arrangement qui eut lieu en 1302, et dont nous venons de parler, l'animosité du commerce de Londres contre celui de Bordeaux était portée à un tel degré, que les

(1) Quoties cunque contigerit de navi taliter periclitatâ, nullo homine vivente, qualemcunque bestiam vivam evadere, vel in navi illâ vivam inveniri, tunc bona et catalla deponantur..... Si vero nullus homo vivus evaserit, nec alia bestia, tunc bona in nave contenta nostra sint, etc., etc.

Livre V.
Chap. 9.

marchands anglais capturèrent et pillèrent un vaisseau dans les eaux de la Gironde, en face de Tardiacq. Batewate et Bertrand Beylin, de Condom, propriétaires du bâtiment pillé, intentèrent un procès à Jean Lehur, capitaine du *Guerruyer*, qui avait agi en corsaire. Édouard I^{er}, dans les difficiles circonstances où il se trouvait, ger tous les partis, écrivit, le 17 août 1293, à Jean de Londres, gardien de Londres, d'accorder un délai sous caution aux accusés.

D'après une Charte de Philippe le Bel, au mois de mai 1293, ce prince accorda aux maire et jurats, pendant un temps à la commune de Bordeaux, l'exemption de taxes tant sur les vins que sur les autres marchandises transportées par la rivière de Gironde. Cette Charte se trouve dans les archives de l'Hôtel-de-Ville.

Les marins bordelais étaient tellement célèbres au XIII^e siècle, qu'en 1259 le roi de Castille demanda des délais, pour son expédition en Afrique, des vaisseaux, capitaines et des marins. Les jurats accédèrent à la demande, qu'Henry III, d'Angleterre, avait appuyée.

La jalousie des marchands de Londres s'étendait de plus en plus, et les Bordelais furent privés du droit de louer un domicile ou d'y loger d'autres marchands de leur nation. Ils alla même jusqu'à les assujétir à un impôt nouveau de 2 deniers par tonneau de vin. Des plaintes furent adressées à Édouard I^{er}, qui demanda, le 30 juin 1300, aux Londres, compte de leur conduite. Ils répondirent que les Bordelais n'avaient jamais eu le droit, ni d'avoir des maisons à Londres, ni de loger d'autres marchands, et qu'en vertu du droit de 2 deniers par tonneau, il avait été autorisé par le roi lui-même, pour un temps qui n'était pas encore

Archives
de la Mairie de
Londres.
R. C.,
folio 50.

Il paraît que le prince ne se contenta pas de cette réponse. Il voulait probablement, comme le dit M. Delisle, donner de l'argent par les deux partis, au mo

manda de nouveaux renseignements, mais le
omtes de Londres répondirent dans les mêmes
s entrer dans de nouvelles explications.

tes les difficultés que suscitait la municipalité de
e marchands fréquentaient toujours son port, et
vins bordelais était une si importante branche
de cette ville, qu'on fut obligé de nommer six
ou vérificateurs des vins de Gascogne, avec
r les vins falsifiés (1302).

tions du commerce de Londres parurent exor-
tolérables aux étrangers; on y exigeait des im-
marchandises vendues n'étaient pas pesées avec
réjudice des vendeurs. On se coalisa, en 1304;
es plaintes de cette association des intérêts lésés,
corda une Charte, par laquelle le peseur public
es bassins de sa balance égaux, et éloigner ses
ancier, pour ne pas faire pencher injustement
re bassin. Les Londonniens réclamèrent contre
e décision, et prétendirent que, d'après un usage
la balance devait pencher du côté de la chose
sus rem emptam; que les évêques et les nobles
ajours de cette manière, et que le roi lui-même,
firmé les privilèges de la ville, ne pouvait pas
n qui avait été toujours pratiqué par leurs an-

nniens continuèrent toujours, au mépris de la
e, de peser les marchandises étrangères d'une
udiciaire aux vendeurs. Édouard I^{er} écrivit, le
1304, au maire et *vicomtes* de Londres, pour
t à exécuter son ordonnance ou à comparaître
pour rendre compte de leur désobéissance à ses
épondit à cette injonction royale par ces mots,
esse révoltante : *Prompti erimus coram vobis ad
s contentum. Nous serons prêts devant vous au*

Livre V.
Chap. 9.

Ibid.

Livre V.
Chap. 9.

jour indiqué. Voilà toute la réponse laconique des aristocrates de comptoir de Londres.

Édouard I^{er} était constamment l'ami des Bordelais ; il défendait toujours contre les tracasseries intérieures des Anglais.

Il y avait, de temps immémorial, à l'Hôtel-de-ville de Bordeaux, un petit recueil des anciens usages de la province, établis et sanctionnés par les ordres des ducs et des rois. Saint Louis les fit traduire en français ; plus tard, on jugea convenable d'en faire un corps. Ce recueil fut confié à une commission d'ecclésiastiques, de magistrats et de quelques célébrités du Tiers-État, qui, sortant de leur obscurité primitive, parut enfin avec gloire au Parlement du royaume, en 1304. Après plusieurs essais et tâtonnements, on en fit un recueil d'une immense étendue. Le Parlement lui donna sa sanction législative, et ce recueil fut le Code de la jurisprudence bordelaise dans tout le Parlement.

Ces Coutumes, rédigées en gascon, comprennent cinquante chapitres et cent dix-sept réglemens. Nous en avons vu parce que Clérac prétend les avoir consultées pour le travail de son ouvrage des *Us maritimes*, et parce qu'on y trouve beaucoup de choses qui regardent le commerce. Les règles de procédure étaient rédigées en langue occitanique, dont le Bordelais est un des dialectes. Le droit romain et le droit canon étaient la base de la jurisprudence de Bordeaux et de la province. On y retrouve le système municipal, le droit de bourgeoisie avec pleine liberté sur les subsides réclamés par la ville, la répartition et l'assiette de l'impôt, la coopération du clergé, et, ce qui mérite d'être remarqué, des représentations du Tiers-État lorsqu'il s'agissait des grands besoins de la province.

Édouard mourut au commencement du XIV^e siècle. Les Londonniens recommencèrent leurs criailleries et leurs réclamations aux privilèges accordés aux Gascons, ou p

plus grands sacrifices. Édouard méritait bien la reconnaissance des Bordelais ; il avait essayé de rendre l'île de Ré, d'après Baurein, il avait fait réparer et agrandir le port de Cordouan, pour la commodité de la navigation. Comme nous venons de le dire, un sujet de reproches aux Bordelais et de nouvelles tracasseries de la part des marchands de Londres.

En 1340, on voyait à Londres plusieurs maisons de Bordelais ; on trouve encore, sur les vieux registres de la ville, les noms d'un certain nombre de marchands bordelais dont les créances étaient enregistrées aux archives de la ville. Comme nous avons vu en parlant du commerce de Bordeaux.

Et surtout au XIV^e siècle, la *Coutume*, ou l'impôt sur le vin, formait une branche très-importante des revenus du roi d'Angleterre ; elle produisait par an jusqu'à 175,000 livres. La perception de cet impôt fut accordée, pour le roi d'Angleterre, au duc de Bretagne ; en 1344, le roi avait cédé à William de Radenore, le droit de percevoir 2 deniers sur chaque tonneau de vin entrant à Bordeaux. Les bourgeois et leurs ouvriers étaient affranchis de la *Coutume*, ainsi que les membres du clergé et Jean de Grailly, évêque de Bordeaux, propriétaire de la Maison de Puypaulin. En 1348, les clercs mariés, d'Agen, se prétendirent exempts de la *Coutume*, au même titre que les vrais ecclésiastiques. Le roi d'Angleterre repoussa ces prétentions, et écrivit à son conseil de Bordeaux d'exiger de ces simples tonsurés le paiement de l'impôt, en ayant soin de ne pas exciter de tumulte. En 1350, des révoltes dans le Haut-Pays (au-dessus de Toulène) firent défendre le droit de *Coutume* ; il fut expressément défendu aux bourgeois du palais de l'Ombrière de vendre ses vins en ta-

En outre, dans chaque quartier un *tavernier* chargé de lever les impôts sur les cabarets et de rendre compte au trésorier royal

des résultats de son inspection et de sa recette. Ils les vins qui se vendaient 20 deniers le *quarton* (pot de 20 sous par tonneau pour leur salaire, et se pour les vins d'une qualité inférieure.

Pendant les troubles excités en Guienne par de Montfort, un grand nombre de seigneurs du L des autres parties de la Guienne se trouvait à étaient-ils comme prisonniers, exilés volontaires, par le roi pour des raisons politiques? Nous n'en s Parmi eux, on distingue les noms d'un certain seig dais, Ladadil, Seguin, seigneur de Rions, Pey de de Curton, le seigneur de Castillon, Othon de La de Caseneuve, Jean de Grailly, Lamothe, Eble d lem, Amanieu de Salle, Gérard de Peyrelongue, Villeneuve, Dominique de Barès, Garsies de Sauv Ils avaient contracté des dettes pour 1,049 liv. deniers, somme que leurs créanciers n'avaient reçue en 1299.

Le roi s'étant rendu caution du paiement de cet et ne pouvant pas se la procurer, finit par l'emp ville de Londres, et lui abandonna, en rembours revenus des vicomtés de Londres et de Middlesex intervalle, les Français s'étaient emparés d'une p Guienne; l'exaspération était, en Angleterre, portée ble, et les Bordelais n'avaient ni confiance ni amis On se mit à les tracasser de nouveau pour leurs commerciaux, et l'on exigea qu'ils payassent un deniers par tonneau de vin. Les Bordelais s'en pla roi, qui, désireux dans un moment si critique de l'affection des Gascons, en demanda la raison aux de Londres. Le commerce lui fit la même réponse déjà faite, que les marchands gascons, pas plus q tout autre pays du continent, n'avaient jamais eu le voir un domicile à Londres, ou d'en être réputés c

autres marchands; que la ville de Londres avait
de la liberté et du droit qu'elle exerçait alors,
au droit de 2 deniers par tonneau, il avait été
le roi lui-même, pendant un temps qui n'était
expiré.

La protection du roi, les Gascons continuèrent à
par le passé; mais les Londonniens les repous-
violence et les mirent dans la nécessité de défen-
à la main, leurs droits méconnus et violés. Le
à son comble : les Gascons furent défaits et ex-
exaspération tellement générale et profonde, que
ligé d'envoyer sur les lieux un commissaire pour
lire et faire respecter sa volonté, le 24 juin 1310.
agitateurs continuèrent toujours à vexer les Gas-
publia mandement sur mandement, contre tout
ordre, toute atteinte aux droits des Bordelais.
ances furent inefficaces; les Londonniens les élu-
point de dégoûter les négociants bordelais de toute
ion avec un peuple si jaloux et si tracassier. On
transporter les vins de Bordeaux à Londres, et le
menta en raison de leur rareté. Quelques négo-
ondres continuèrent cependant clandestinement
ns avec Bordeaux; et pour éviter toute collision
contents, ils allaient au devant des navires bor-
acheter en mer leurs^s marchandises. Ce genre de
avait profiter qu'à quelques rares individus; il
intérêts généraux. Le roi ordonna, en consé-
5 janvier 1311, que nul, à l'exception du bou-
rand échanson, n'irait au devant des vaisseaux
ue son bouteiller même ne pourrait acheter, en
ports, que le vin strictement nécessaire à la con-
du palais; que les tonneaux seraient marqués des
et qu'une fois entrés dans les celliers, on ne pour-
vendre aux revendeurs que trois jours après. Les

marchands de vins en gros ne pouvaient pas être et *vice versâ*. Aucun tavernier ne pouvait mettre en vente avant qu'il n'eût été essayé par les dégustateurs et que chaque tonneau ne fût marqué, pour sa qualité, le meilleur vin, à 5 deniers le gallon (4 de France); la seconde qualité à 4, et la dernière à 3. Les acheteurs, d'après Delpit, que nous citons, ont le droit de voir tirer le vin du tonneau, et ce qui est au lie, au fond des barriques, devait être mis dans des barriques contenant un vin inférieur; mais les *dégouttes* de la dernière qualité devaient être jetées dehors, dit le *Journal royal*, afin qu'elles ne fussent mises dans aucune bouteille, dût entrer dans le corps de l'homme (1).

Malgré la protection et les efforts du roi en faveur des marchands bordelais, ceux-ci eurent presque toujours les plus mauvais traitements de la part du commerce de Londres, qui croyait devoir agir ainsi pour défendre ses intérêts et les intérêts de la place. Au commencement de l'année 1345, Richard Dorgueil vendit un tonneau de vin à un Anglais; la police fit confisquer le tonneau au préjudice du marchand bordelais; celui-ci s'en plaignit au roi, qui en écrivit aux *vicomtes* de Londres, en leur défendant de le saisir; mais on lui répondit que, contrairement aux usages de la cité, le vin confisqué avait été vendu à un marchand de Londres. Plus satisfait des raisons alléguées par Dorgueil, que de celles des Anglais, le roi leur fit dire d'agir ainsi une autre fois, et ordonna, le 14 avril, de ne pas saisir du vin saisi.

En 1315, les marchands agenais se plaignirent au roi que les Bordelais mettaient au passage du blé, des sortes de marchandises et de provisions à bouche,

(1) Et que les dégouttes de vins soient oustiez issint, qu'ils ne soient boire qui doit entrer en corps d'homme.

cher en pays étrangers. Le roi d'Angleterre, désirant favoriser le commerce, écrivit aux jurats de mettre fin aux entreprises, et au sénéchal de Gascogne de faire satisfaction aux demandes des Agenais.

En octobre de la même année, le roi fixa, par ordonnance, le prix du vin qu'on transportait en Angleterre. Même après cette mesure, les jurats défendirent toute exportation de vin pour ce pays. Le prince leur écrivit de lever l'interdiction, qui portait atteinte à sa souveraineté, et révoqua l'ordonnance.

En novembre, les marchands de Bazas se plaignirent que le sénéchal levait un impôt extraordinaire sur les vins qui y étaient et faisaient passer devant Bordeaux. Le roi leur ordonna de laisser les choses dans leur état primitif. La ville de Bordeaux, par suite des nécessités de la guerre où le prince était engagé, avait fait présent de mille tonneaux de vin; c'était un acte de reconnaissance.

En 1315, le roi fit acheter, dans ce temps-là, du vin de Bordeaux pour la table du roi. Le prince chargea le maire, Aldernen, de Londres, de payer à ces marchands les 600 livres sterling que la ville lui devait pour des dégâts faits par l'incendie, à un mur, près de la porte extérieure de la ville de Londres. On différa de jour en jour le paiement sous divers prétextes; mais, enfin, ennuyé des résistances de la municipalité, le roi, par un mandement, le 30 août 1315, que la somme fût payée et cita les municipaux récalcitrants à comparaître devant lui, en son conseil, le lendemain de la Saint-Michel, pour rendre compte de leur conduite vis-à-vis d'Arnaud de G. de Lamarc, G. de Gayreot et Pey de Bordeaux, marchands de Bordeaux et fournisseurs de vin pour la cour. Dans un Mémoire adressé de Guienne à Hugues Despente le 16 octobre 1325, il paraîtrait que l'on employait des plumes d'oie à garnir les flèches, à la place de

Livre V.
Chap. 9.

Voir page 464.

Livre V.
Chap. 9.

Archives
de la Mairie de
Londres.
R. F.,
folio 40.

parchemin , qui était devenu rare et cher ; les p
maient alors un objet de commerce considérable.

Le règlement de la vente du vin, de 1311, était
désuétude ; le roi fut obligé d'en dresser un autre
pour fixer le prix du vin à 4 deniers le pot (*lagenas*)
on régla aussi l'exportation et l'importation des blé
gne, et il fallait la protection spéciale du roi d'Angle
conserver au port de Bordeaux son ancien mouve
mercial.

La guerre paralysait tous les bras et anéanti
l'activité du commerce de Guienne. Pour dédomm
place de ses pertes, le roi d'Angleterre affranchit to
à son arrivée dans notre port, du droit accoutum
nage, et ne le soumit qu'à un minime impôt.

Les Bordelais se distinguaient de leur côté par
gnages significatifs de leur reconnaissance ; c'étaie
part des subsides, des dons de vin et des témoign
chement tellement multipliés, que, désireux de
agréable, et pour leur faire comprendre combien i
sible aux preuves de leur affectueux dévouement
établit, vers l'an 1337, dit Louvet, à Bordeaux, deu
foires, dont la durée fut de huit jours : l'une cor
l'Ascension et l'autre à la Saint-Martin.

Tous les marchands qui se rendaient à ces foir
sept ans, furent affranchis de tous droits ; passé c
roi devait percevoir 8 deniers, 4 du vendeur et 4
teur, pour certaines denrées. Les bourgeois con
être exempts de tout impôt pendant les foires ; les
forains étalaient leurs marchandises sur le port
magasins qui avoisinaient le palais de l'Ombrière.

La peste vint ajouter ses horreurs à la misère ge
1348, et fut suivie de la famine et de ses affreu
les Anglais, disait-on, y mourraient comme des mou
tes les relations extérieures furent suspendues, le co

Bocau,
Décem.

locale presque anéantis. Cependant, les importations étaient encouragées, et l'on voyait encore dans notre rade les Anglais et les habitants du Nord, attirés par l'appât de gros bénéfices. Le roi sympathisait avec eux dans leurs souffrances; et pour les aider à relever le commerce, il les dispensa de donner dans les ports deux barriques de vin par navire. On établit alors une jauge, comme règle générale : si la barrique la vendait l'acheteur payait la différence; sinon, la différence était à charge du vendeur. Les marchands étaient tenus de déclarer leurs vins pendant un an; ils payaient un droit quand ils déposaient leurs barriques sur les quais, et les difficultés ou discussions au sujet des vins étaient portées devant une commission ou bureau de commerce, composé de commerçants bordelais, moitié de gens de province. Mais toutes les marchandises qui étaient exportées de Bordeaux pour la Flandre, la Zélande, la Hollande ou qui devaient être importées de ces pays à Bordeaux, les capitaines des navires qui en étaient chargés pouvaient décharger et les recharger en Angleterre sans payer de droit; mais si on vendait sur le sol anglais tout le vin ou, seulement, une partie, le capitaine ou vendeur était tenu d'acquitter les droits ordinaires au profit du roi. Grâce à la bienveillante protection du roi d'Angleterre, le commerce fit exception dans la longue suite des malheurs : son commerce commença alors à reflourir, et en 1350, tir du port de la Lute cent quarante navires, emportant 4,290 tonneaux, dont les droits montaient, en monnaie de France, à 5,104 liv. 16 sous. En 1372, il partit, au port de Bordeaux, deux cents navires chargés entièrement de vin. Les gros navires d'alors ne s'élevaient, en fait de tonnage, au delà de 40 tonneaux. Le droit ordinaire, on prenait 4 tonneaux, 2 de chaque grand mât. Les vins s'échangeaient en Angleterre

contre des laines, des cuirs, des fourrures, de plomb, etc., etc., etc.

En 1346, on fit des règlements pour l'exportation en 1350, les mers étaient infestées de pirates, et la navigation était devenue si périlleuse ou, au moins, si peu sûre que le roi fut obligé d'avertir le commerce que tous les navires allant en Guienne eussent à se réunir à Plymouth pour faire voile ensemble, sous la protection de la flotte royale. Pour éviter les dangers existant en 1353, le gouvernement fit ordonner que les navires de Bordeaux et de l'Angleterre ne devaient pas partir seuls sur mer.

Par son ordonnance du 14 novembre 1354, le roi défendit aux receveurs des impôts, en Angleterre, d'exiger des marchands du duché de Guienne, dans leurs navires, allant en Flandre ou au Nord, fussent-ils par le mauvais temps de relâcher dans quelque port d'Angleterre; c'était une nouvelle preuve de l'attachement du roi pour les Bordelais et à la Guienne.

En 1382, il autorisa les maire et jurats à lever, pendant trois ans, 12 deniers par livre sur les marchandises des pays ennemis, et 6 sur celles des pays de son obéissance pour consolider et réparer les fortifications de la ville, à condition que le sénéchal et son conseil nommeraient un contrôleur pour viser les registres, et que, si les réparations nécessaires étaient finies avant le temps indiqué, l'impôt serait réduit, et que l'on rendrait les comptes tous les ans au sénéchal et son conseil.

Richard II avait hérité des bienveillantes dispositions de ses ancêtres envers les Bordelais; il étendit leurs privilèges en juillet 1383, et autorisa les mêmes négociants bordelais à charger et recharger en Angleterre, sans rien payer de droits sur les marchandises venant de Flandre à la destination de Bordeaux. Le 16 juin 1388, il affranchit par un édit, de tous droits

anglaises transportées en pays amis sur des navires aux.

ard, une ordonnance, du 6 juillet 1392, témoigne la sollicitude du gouvernement en faveur des intérêts du commerce bordelais. Les négociants anglais transportaient leurs marchandises à Bordeaux, et avec le prix allaient acheter des vins de la Saintonge dans le port de La Rochelle, et les ramenaient à la France. Informé de cette conduite si peu profitable de ses sujets, et si nuisible aux intérêts de Bordeaux, le roi ordonna qu'avant de se mettre en mer pour la France, les marchands anglais donneraient caution, par-devant le chancelier, comme quoi leur destination était pour la France, et qu'ils prendraient en revenant des marchandises de France, avec un certificat d'origine, muni du sceau de la ville de Bordeaux.

Après l'échange de ces preuves de la bienveillance royale, la ville de Bordeaux vota pour le roi, à titre de don de mille tonneaux de bon vin; le prince, dans un moment d'effusion et par un esprit d'économie, en fit vendre une partie, dit Rymer, pour payer les droits de fret et de

Une mesure financière eut lieu alors : les autorités de Bordeaux imposèrent un impôt de 12 deniers sur toutes les denrées (excepté) provenant des pays qui avaient épousé la France dans la dernière guerre.

Le prévôt de Bordeaux crut devoir s'y opposer. Les Bordelais s'en adressèrent à Lancastre, lieutenant du roi en Guienne, qui fit droit à leurs justes réclamations, et leva les inhibitions du roi par ses lettres-patentes du 12 janvier 1396. Enfin, le roi d'Angleterre exempta de tous droits les marchandises que les négociants bordelais porteraient en Zélande, en Flandre, et à Calais, et autres ports du Nord, ou qu'ils en ramèneraient.

À la fin du XIII^e siècle, et tout le XIV^e, le port

Livre V.
Chap. 9.

NOTE 31.

de Bordeaux avait le monopole du chargement de l'étranger ; il était sévèrement défendu d'opérer ment depuis l'estey Crebat jusqu'à Castillon, en M

Si un capitaine de navire débarquait son lest d'nal ou dans la rivière, le prévôt confisquait une parmement, jusqu'à concurrence de 65 sous.

Le capitaine d'un navire armé en course recevait et, de plus, 15 liv. par mois d'appointements.

En abordant sur les côtes de la Bretagne, les Bordeaux payaient un certain droit au duc ; mais les commerçants crurent pouvoir s'en dispenser. Le duc ignit probablement, car le roi d'Angleterre ordonna que le droit fut rigoureusement maintenu, et rendit la ville de Bordeaux responsable envers le duc pour ceux qui paieraient pas. Il ordonna aussi que les marchands qui se rendaient dans la capitale de la Guienne ne fussent nullement inquiétés ; les maire et jurats devaient leur prêter aide et secours en toutes circonstances.

La pêche de la balcine était encore, au XIV^e siècle, une branche lucrative du commerce bordelais. D'après les renseignements fournis par M. Delpit, c'est dans les parages de Saint-Jean-de-Luz que les balciniers réussissaient le mieux. De nos jours, on n'aperçoit plus de baleines sur le golfe de Gascogne.

On trouvera, dans l'excellent travail de M. Delisle, *Notice sur les documents, etc., etc.*, beaucoup d'autres détails intéressants sur le commerce de Bordeaux et la protection que lui accordaient les rois d'Angleterre.

Pendant la première moitié du XV^e siècle, le commerce de Bordeaux éprouva de grandes vicissitudes et même des atteintes presque mortelles, par suite de la guerre entre l'Angleterre et la France. Le triomphe de Charles V et la repulsion des Anglais lui furent funestes pour plusieurs années. Le port de la Lune supporta quelque temps tout

de ce prince. Louis XI révoqua les désastreux père, et rappela dans la Guienne les commerces établis à Londres ou dans d'autres pays et encouragea la navigation, favorisa le commerce, marins de bontés et de faveurs, et confirma l'antiquité de *Notre-Dame de Montuzet*, dans ses privilèges et libertés, par un édit du mois de mars dont nous aurons occasion de parler ailleurs. Bordeaux devenait de plus en plus ; il était devenu le centre de l'Europe et des pays limitrophes et éloignés. Les marchands des provinces circonvoisines étaient obliés par les lettres-patentes de Louis XI, en date du 6 septembre, de faire embarquer à Bordeaux les marchandises destinées aux pays étrangers, surtout pour l'Angleterre, la Navarre, le Portugal, la Bretagne et la

Livre V.
Chap. 9.

Charles VIII ne se montra pas moins ami des Bordelais que Louis XI. Par ses lettres-patentes, du 16 mars 1489, il garantissait des navires marchands qui venaient dans notre port, et défendait à ses lieutenants, maréchaux et agents de capturer ou piller aucun bâtiment marchand venant de la Gironde, et ordonna qu'on les laissât repasser en toute liberté, sauf à payer les droits

Charles VIII encouragea énergiquement le commerce, la marine et tous les arts ; mais les circonstances pénibles de son règne ne lui permirent pas de réaliser ses philanthropiques projets. Au commencement du XVI^e siècle, le commerce bordelais prit de si grands développements, que l'on y créa une Bourse et un Tribunal de Commerce, en 1564 ; mais la juridiction consulaire y fût établie alors, on n'eut qu'à y ajouter une Bourse à Bordeaux qu'en 1571 ; nous en parlerons plus tard.

Cela peut-être pas sans intérêt pour nos lecteurs de

Livre V.
Chap. 9.

donner ici l'état de nos marchés et du commerce dans presque tout le moyen-âge.

Depuis la Tour de Sainte-Croix jusqu'à la Porte de la Grave se vendaient les meules et les produits du sol périgordien. Le pain de Podensac se vendait à la Porte de la Grave. On se tenaient les marchés des cercles, des vases de terre cuite, des tuiles, des briques, etc., etc.

On débarquait, au Pont-Saint-Jean, le blé venant du mer et du Haut-Pays, ainsi que les fruits, les légumes, la morue. A la Porte-Salinières, se tenaient le dépôt du sel; de la Porte de Calhau jusqu'au Chapareuil on vendait le bois à brûler, le bois flotté, qu'on y apportait en cendre par le Ciron de Langon, La Réole et les ports bazadais et agenais.

Devant la Porte-Despaux (porte des paux où l'on déposait les vins à embarquer, les paux pour les navires). C'est là que se trouvait l'estey des Anguilles, où se vendaient les poissons légers, et appelés ainsi de leur forme élégante et allongée. L'estey des Anguilles était, très-probablement, le lieu de la Devise. Sur toute cette partie de la rive, et surtout sur l'estey des Anguilles, on ne voyait que des maisons pes et des chais. Du Chapeau-Rouge au Château de la Devise on vendait le pain fait en ville, le beurre, la graisse, la pelle, les planches de Norwège et d'Écosse.

La façade des Chartrons était affectée à la vente des vins qui n'appartenaient pas aux jurats, aux nobles et aux bourgeois. On y construisait aussi des galères pour la défense des côtes et pour garantir les bâtiments marchands du commerce contre les nombreux pirates qui infestaient le golfe de Gascogne. La crainte des corsaires était moins gênante pour le commerce que les odieuses vexations des seigneurs, comme ceux de Beychevelle (Baisse-Voile) et de Langoiran, exigeaient, des barques et navires qui passaient devant les châteaux, sur la Dordogne et sur la Garonne, cer-

es ou péages, outre le salut ordinaire rendu au
abaissant le pavillon.

ions étaient devenues tellement fréquentes et si
es, qu'on s'en plaignit au roi Richard. Ce prince
agents de la couronne et à tous seigneurs ha-
littoral de la Garonne et de la Dordogne, d'exiger
s Coutumes, ou taxes indues, sur les marchan-
rdelais et des habitants de Bourg.

reux prétendaient avoir droit à 12 deniers tour-
que tonneau de vin déchargé devant leur couvent
elle. On le leur défendit sévèrement bien souvent,
jours avec succès.

e était loin d'être alors le centre de l'activité du
les affaires se faisaient partout. Les premières
s négociants eurent lieu à l'extrémité de la rue
ux pouvoirs prenaient part aux opérations com-
t faisaient porter devant eux les procès qui s'y
; c'étaient l'amirauté et la jurade. C'était aux of-
mirauté qu'était attribuée la connaissance de toutes
viles et criminelles concernant la navigation sur
que les congés, saufs-conduits, naufrages, con-
ements, trafic, transport de marchandises, cri-
e, excès, prise de navires en paix et en guerre,

té percevait le 1/10 des prises faites sur les enno-
ageait avec le roi le bénéfice des amendes. Il était
défendu aux officiers de l'amirauté d'opérer sur
des arrestations de marchands ou des saisies de
es, comme aussi de faire aucune publication en
vaisseau ne pouvait partir du port de Bordeaux,
re, soit avec marchandises, ni à la pêcherie, sans
roi ou de M. l'Amiral, et sans prêter audit sei-
Amiral, où à son lieutenant, le serment qu'il ne
x sujets alliés et amis de la couronne, ni leur por-

Livre V.
Chap. 9.

terait aucune nuisance ou dommage ; mais les leur pouvoir, nom, surnom et demeure.

L'office des jurats consistait à exercer la police c'étaient eux qui faisaient faire les armements et des navires et des équipages, sur la plainte du roi ; ils avaient le droit de nommer les quatre v rivièrè, chargés d'indiquer aux navires l'endro vaient déposer leur lest ; ils étaient aussi obligé port libre et d'empêcher qu'on y fit des dégrad

Pendant les XV^e et XVI^e siècles, tous les eff règlements de la jurade avaient pour but d'attir gers à Bordeaux, mais sans porter atteinte aux la ville. Ainsi, pour avoir le droit de vendre en lait être bourgeois de Bordeaux : les étrangers vendre qu'en gros ; mais le Bordelais qui achet chandises d'un étranger était tenu de lui en pay même jour ou le lendemain au plus tard , à pe mages et intérêts, à moins qu'il n'y eût entre eu particulier ; et s'il s'élevait une contestation ou le fournisseur étranger et l'acheteur bordelais , était considérée comme privilégiée et jugée de afin, disent les statuts, que les étrangers pourvo abondamment la ville de vivres.

Les visiteurs parcouraient la rivière en bateau surer que l'on ne faisait point passer de march payer le droit de billette, ou passavant. Les é faisaient le trafic du poisson salé ne pouvaient le cent ou à mille, et non en pipe. La pipe équivala tonneau. Il était défendu d'empaqueter les hare barils de Flandre, de peur de tromperie ou frau teurs du marché du poisson salé étaient responsa infraction à ce règlement.

Charles VII savait que les Bordelais regrettaie ciennes relations avec les négociants anglais. Po

communication et éteindre les souvenirs de leurs relations commerciales, comme pour obvier aux périls qui pourraient survenir, il ordonna que les navires anglais déposassent leur artillerie et leurs munitions de guerre ; que les navires anglais ne pouvaient pas parcourir la Méditerranée seul avait ce privilège ; mais s'il voulait acheter, on le faisait accompagner, de manière qu'il fût impossible d'ourdir quelque trame contre la France, et de rendre le moindre service à ses compatriotes, qui ne pouvaient pas mieux que de redevenir maîtres de Bordeaux. Les négociants du blé devaient s'assurer chaque jour de la quantité de blé importé ou envoyé au marché, de la qualité des grains. Aucun bâtiment ne sortait du port sans un permis de rameau de cyprès, qu'on lui délivrait au Palais. Le registre quotidien des visiteurs était inscrit sur le registre public ; les marchands pouvaient y recourir au besoin. Il était défendu d'acheter plus de blé qu'il n'en fallait pour l'usage de sa famille ; les grains mis en vente sur le port ne pouvaient y rester pendant trois marées au plus, lorsqu'ils étaient destinés à l'étranger. Sitôt que les blés étaient déposés sur le port de Bordeaux, les marchands-ventes pouvaient y mettre un prix raisonnable, et toute hausse était interdite jusqu'à ce que la volonté générale fût connue et un prix convenable établi. Des précautions semblables étaient prises pour les autres marchandises, draps, toiles, etc. Les navires étaient poinçonnés pour la ville et conformes à l'usage de la Mairie ; il y avait au Pont-Saint-Jean des mesures pour l'usage de tout le monde.

Il y avait aux portes de la ville des gardes chargés de surveiller l'entrée et à la sortie des marchandises, et d'en percevoir les droits établis, dont ils rendaient compte aux trésoriers de la ville. Il y avait, à Bordeaux, la grande et la petite douane ; c'étaient des droits patrimoniaux qu'on percevait depuis plusieurs siècles au profit de la ville, dans un bureau qui

confrontait à l'église de Saint-Éloi, aux fossés de la Ville. La municipalité affermais ces droits ou le percevoir par ses propres officiers. Pour chaque barrique de blé ou d'autres graines quelconques, et des vins vendus, la municipalité se faisait payer 8 deniers. Pour chaque pipe de blé ou d'autres grains qui venait du haut ou du bas de la Garonne, ou de la Dordogne, étaient débarqués sur le port, on payait 3 liv. le droit des *échats* se levait sur les vins vendus en ville; l'appelait vulgairement le droit d'*eyssac* ou de *eyssac* levait ce droit, non seulement sur les vins vendus en tavernes de la ville, mais aussi dans celles des banlieues non taillables. Ce droit se payait en nature de 12 pots par barrique de vin des habitants de la ville, et de 6 pots pour le vin des bourgeois.

Il y avait un droit établi sur tous les bestiaux vendus dans la ville et dans les faubourgs; c'était le droit du pied fourchu. Pour chaque veau, c'était 7 liv.; pour un ton, 20 sous; pour un agneau ou chevreau, 5 sous; pour un brebis, bouc ou chèvre, 12 sous; pour un cochon, 12 sous. Ce droit se percevait aussi sur le bétail sortant de la ville.

Le droit de *saumade* était de 2 deniers pour chaque barrique de poisson portée au marché. Le droit de *kass* était imposé aux marchandises venant des Landes; c'était pour chaque *kass* (petite charrette des Landais) chargée de gemme, goudron, térébenthine, etc., etc., 1 sou; pour chaque *kass* de planches, 9 sous pour un tonneau de charbon au marché ou passant par la ville, 4 sous pour un tonneau de charbon, bois d'œuvre pour la vigne venant par la terre.

Il y avait encore, à Bordeaux, un droit de *denier* ou *demi-marque*; il se percevait sur les vins du Haut-Médoc; c'était 5 sous bordelais par tonneau, sans compter le droit de Coutume. On soumettait à ce droit tous

Bordeaux de plus haut que la seigneurie de Gensac, de Toulène. On les nommait alors les *vins propres* et se vendaient au pavé des Chartrons.

Le *de demi-marque* se levait sur les vins de Castillon, de Lamothe, de Montravel, de Saint-Antoine, de Foy, de Saint-Pey-de-Castets, de Sainte-Rade-

Le *de béguerie* se levait sur les marchands qui se servaient des bancs que la ville avait établis pour la vente des poissons, volaille et même pour la morue, qui se vendait au port. Pour ces différentes sortes de marchands, il y avait jusqu'à vingt-huit bancs : neuf à la porte de la ville, dix-neuf à celle du Chapeau-Rouge.

Viendrons sur ce sujet dans notre second volume.

Livre V.
Chap. 9.



NOTES.

—

du baptême. L'empereur romain ayant appris la mort de deaux et du comte de Limoges, donna pour femme lad Étienne, son neveu, fils de son frère, avec toutes ses terres sous cette condition, cependant, que ni lui ni ses héritiers ne plus désormais le titre de roi, mais celui de duc. Il continu ainsi que ses héritiers, des honneurs et des privilèges attaché ; mais s'il n'avait pas d'enfants de Valérie, les enfants d'une autre femme n'hériteraient point de son royaume.

» Tout étant ainsi réglé et scellé du sceau de l'empereur, pourvu de troupes et d'argent, se mit en route : étant arrivé, posa une semaine entière, puis envoya un de ses frères de venir le trouver, car il était temps de consommer leur lerie, purifiée par les eaux du baptême et très-affermie Jésus-Christ, refusa avec mépris d'obéir à cet ordre. Étienne la fit décapiter. Le bourreau tomba mort ; et Valérie, ramenant même sa tête, l'apporta à saint Martial, qui l'ensevelit hon Étienne, étonné, fut trouver saint Martial, et lui promit, tait Valérie, de recevoir lui-même le baptême, et de défer tout son pouvoir. Martial fit une prière, leva les yeux et morte ressuscita. Le même jour, Étienne et cinq mille reçurent le baptême. C'est à cette époque que le royaume avec ses dépendances, reçut le nom de duché d'Aquitaine.

» Ici tu dois concevoir qu'au bout d'un certain temps le taine demeura sans duc, car ils ne laissèrent pas d'héritier. Alors les Gascons, d'une voix unanime, choisirent pour duc le fils du roi de Castille, Sanche Gayta, que Goscolin, seigneur, fit ensuite traîtreusement assassiner par Guillaume, seigneur de Nogrius. Ensuite, fut élu duc le comte de vengeance la mort de Sanche ; puis, enfin, un mariage fit passer dans les mains du roi d'Angleterre.

» Longtemps après, lorsque la religion chrétienne, par les continuel miracles des saints (2), s'était répandue et affermi l'univers, et que déjà le souvenir des anciens temps commença à s'effacer, il exista un certain comte de Médoc, nommé Cene, avec deux frères, Ponce et Foulque, et une sœur. Il était marié.

(1) Ou quinze mille.

(2) Cette origine, assignée, au XIV^e siècle, aux progrès du christianisme, n'a-t-elle pas d'être remarquée ?

marche, mais il n'avait pas eu d'enfants. Chevalier excessif et sans pareil dans toutes les choses qui concernent la guerre, il était dans la fleur de son âge, et avait environ cinquante ans lorsqu'il entendit parler des guerres continuelles dont étaient affligées la Terre-Sainte et les peuples chrétiens. Il mit donc ses terres, en confia la garde à Ponce, son frère, et se rendit à Jérusalem. Sa femme, d'une constitution délicate, fut fatiguée par les fatigues de la mer, devint malade, et mourut au bout de cinq jours; son corps fut honorablement enseveli.

Quelques temps après l'arrivée de Cenebrun, la guerre éclata entre les Sarrasins. Ils se livrèrent, près de Danatan, une sanglante bataille. Quelques jours avant l'assomption glorieuse de la Vierge. Des deux côtés, il se fit un effroyable carnage; mais Cenebrun, aidé de ses chrétiens, resta maître du terrain et de la victoire. Jamais un sarrasin n'avait fait tant de prouesses et n'avait remporté une si grande victoire. Le sultan de Babylone ayant donc entendu raconter la valeur de Cenebrun, se mit à penser comment il pourrait vaincre un tel homme; il songea tout de suite à la trêve, et déclara une trêve d'un an avec tous les chrétiens.

Quand Cenebrun et ses compagnons se rendaient au très-saint temple pour visiter la chapelle du glorieux corps du Christ, il fut pris par les sarrasins, qui, tout joyeux, le présentèrent au sultan. Celui-ci, avec beaucoup de satisfaction et de douceur, le laissa parfaitement à son aise; il le fit manger chaque jour à la table de ses fils, et lui donna des vêtements de pourpre et de soie, comme s'il eût été roi.

Un jour, le sultan, curieux d'éprouver la bravoure de Cenebrun, lui manda s'il voulait jouter contre Énéas, le meilleur chevalier de ces contrées. Cenebrun y consentit volontiers. Au jour même, le sultan manda sa cour en Égypte, où se rassemblèrent tous les barons de sa terre. Après le repas, le sultan, qui avait appelé Cenebrun, lui fit donner une excellente armure et le monta sur tous ses coursiers. Énéas, de son côté, habitué à des guerres continuelles, prit de fortes armes et un très-bon cheval. Le sultan fit sonner la trompette et annoncer que tout le monde se rendît au lieu de la joute. Pendant ce temps, Cenebrun essaya son coursier; puis, étant tous rassemblés au nombre d'environ cent mille cavaliers, et les hommes à pied et les femmes, on fit faire une grande démonstration à ce que tout le monde pût voir bien aisément; puis, le sultan, magnifiquement parée du diadème et des pierres les

NOTES.

NOTES.

Marie, ils convinrent que cette nuit même ils prendraient accompagnés de deux esclaves provençales et de vingt-de conduisant vingt bêtes de somme chargées d'or et de pie ses; Cenebrun et Fenise les suivaient montés sur deu Ils prirent leur route à travers les bois, et ne trouvèrent tance; mais le samedi, harassés et brisés des fatigues de l détournèrent un peu de leur chemin et entrèrent dans la ville de Danathan.

» Le lendemain, jour du dimanche, lorsque les habitants qu'elle voulait se faire chrétienne, ils ornèrent toute la v ries d'or, de pourpre, de soie et autres étoffes précieuses. jour Fenise reçut le baptême dans l'église de la bienhe Marie. On lui donna, à bien juste titre, le nom de la m Marie; et le même jour, dans la même église, elle fut m reux Cenebrun. Pendant tout le jour, le jour suivant et le peuple de toute la ville célébra leur union par divers jeux et de réjouissances. Cenebrun, redoutant avec raison la douleur et de la puissance du sultan, d'après le conseil prit le chemin d'Athon, où il trouva un vaisseau prépar arriva à Marseille la veille de la fête de la Vierge. La vil reçut avec les plus grandes démonstrations de joie et c comme Marie se trouvait fatiguée de la longueur de la rou de la mer, les nouveaux époux se reposèrent à Marseil mois entier. Ils achetèrent des vêtements et des chevaux rent en route pour Bordeaux, où ils arrivèrent la veille chel (1). Ils y furent également reçus avec beaucoup d' joie; mais, le lendemain, Cenebrun apprit que ses frères mort. Ponce avait épousé la fille du comte de Périgord pour héritage l'Entre-deux-Mers. Foulque avait épousé la de Blaye; il s'était emparé de la seigneurie de Lamarque toutes les autres terres. A ces nouvelles, Cenebrun dis de sa fureur, laissa sa femme à Bordeaux, suivit les bord accompagné de ses chevaux et de ses gens, et se dirigea et Lustrac; mais, ni à Lamarque ni à Lustrac, on ne voul Il fut alors se présenter devant Castillon; mais Ponce ay rivée de son frère, en fit aussitôt fermer toutes les por

(1) Il semble résulter de ce passage, que, dans ce temps, on ne torze jours pour venir de Marseille à Bordeaux.

re par ses envoyés qu'il était fort surpris qu'on lui eût
e de la ville et qu'il eût à la lui faire ouvrir. Ponce, sans
dit qu'elle ne lui serait point ouverte, parce qu'il était
l eût à se retirer au plus vite, s'il ne voulait pas avoir la
Cenehrun fut plus profondément affligé de l'inconve-
ne dont on s'était servi, en l'appelant bâtard, qu'il ne
rte de toutes ses terres. Il reprit tristement le chemin
où, rassemblant quelques amis, il rentra en Médoc. Il
rre, près de la cité d'Ivran, et y éleva une redoute en-
orte palissade (4). Ponce et Foulque la renversèrent; il
e fut encore détruite; mais à la troisième fois, elle fut si
qu'ils ne purent la renverser.

s paroisses, depuis St-Germain jusqu'à Soulac (2), re-
animent leur seigneur naturel. Cependant, malgré la
ée qu'il fit à ses frères pendant plusieurs années, Cene-
s souinette, parce que leurs places étaient excessive-
et que le comte de Périgord et le prince de Blaye les ai-
leur pouvoir.

s s'étant ainsi passées, ils écoutèrent les conseils d'amis
leur firent conclure un accommodement, par lequel Cene-
rait maître et seigneur de Civrac (3); c'était un certain
squ'à la mer de Soulac, à droite et à gauche. Ponce res-
de Castillon, de Listrac et de la terre d'Entre-deux-Mers,
ue de sa femme; Foulque, seigneur de Lamarque, avec
des paroisses de Pauillac, Saint-Lambert, Saint-Julien,
n, Saint-Laurent, Saint-Symphorien-de-Cussac et aussi
rin-de-Lamarque. Par cet arrangement, et du consente-
des trois frères, ils marièrent leur sœur à Guichard Re-
tagna (4), qu'on nomme aujourd'hui Bourg-sur-Dordogne.
ichard (5) lui donna le noble château de Cubzac (6), avec

urein, qui affectait tant de mépris pour ce roman, n'aurait-il pas
sage l'étymologie qu'il attribue (*Variétés bordelaises*, t. 2, p. 8) au
qui, selon lui, veut dire clôture en bois, et, dit-il, est sans doute
dans le principe, la ville était clôturée de bois.

orte : Bolac.

orte : Sirac.

ba.

ard.

orte : Cuprac.

NOTES.

—

NOTES.

cinquante chevaliers et de nombreux et excellents revenus. Cenebrun et ses frères donnèrent à leur sœur Cenebrun la haute justice de..... (1) et du bourg de Verteuil resta à Cenebrun.

» L'accord conclu, les frères vécurent en paix. Alors Cenebrun de Médoc, se retira à Lespaut, qu'on appelle aujourd'hui L'Espaut, fertile et fourni de tous les mets délicats. La dame Cenebrun épouse, lui donna trois fils : le comte Guillaume Cenebrun qui fut archevêque de Bordeaux et peu après cardinal (2). La chapelle de Sainte-Marie-de-Soulac était excessivement construite en terre, l'heureuse dame Marie, épouse de Cenebrun, construisit, avec l'or qu'elle avait apporté d'Égypte, une église de pierres, qu'elle consacra à la Sainte-Vierge ; et par le vœu et de l'expresse volonté de Cenebrun, son mari, perpétua la ville de Soulac à sa nouvelle église. Toute la justice s'en était réservé la haute justice et la mouvance.

» Tout étant ainsi rangé, il arriva que vers le temps de Cenebrun et sa femme, errant çà et là dans les bois, furent un jour ensemble quelques jours à chasser dans les environs de Cenebrun n'y avait là aucune église. Ainsi donc, la dame fit dresser au bord d'une fontaine, et y entendit chaque jour la messe avec une extrême dévotion ; or, la dame Marie était la plus belle des dames, comme le prouve le nom qu'elle avait reçu, et, elle était encore plus pieuse que belle. Elle entendit raconter de saint Martin, qui venait de mourir depuis peu, et vu pour son honneur, à l'occident de cette fontaine, une abbaye. Elle fit construire une église de pierres, qu'elle dota, de Cenebrun, d'un grand nombre de redevances et de terres, dont elle posa elle-même la première pierre. Elle fit aussi à sa tente un service solennel en l'honneur de saint Martin, qu'on préparait le repas, et que l'heureuse Marie s'était vu une multitude du peuple qui la suivait, au bord de la fontaine. Tout à coup apparut un enfant d'une beauté céleste, revêtu d'une robe blanche et suivi d'un cerf d'une blancheur éclatante. Marie de Marie, et lui dit d'une voix délicieuse :

(1) Justiciam de Pearne et Bertholini.

(2) L'abbé Baurein, *Variétés bordelaises*, t. 1, p. 214, pense, que la similitude des noms, que l'archevêque de Bordeaux, en l'honneur de la famille des seigneurs de Lesparre. N'est-ce pas encore à notre époque emprunté cette idée ?

sus-Christ, bon et miséricordieux, pour l'amour duquel le culte des Gentils, ton père, ta mère et ta patrie, t'a offert, voulant que tu le manges tout entier, sur le bord de l'eau, avec le peuple de cette contrée. Chaque année, Jésus, par amour pour le peuple de ce pays, s'il persévère à servir Dieu, lui enverra un cerf semblable à celui-ci; et pour te le prouver son affection, il bénit et sanctifie cette eau, bien que tout chrétien qui en boira avec dévotion en mémoire de la passion du Christ et de l'effusion de son sang sur la croix, se guérira merveilleusement de toutes les fièvres, doubles, quartes, et de toute espèce de langueur. Par l'autorité et la grâce de Jésus-Christ, je défends qu'aucune femme, fût-elle pauvre et plus riche, boive jamais de cette eau; mais toi, Marie, une de tes suivantes, pieuse et préparée, tu pourras en boire que tu seras dans cette vie. »

Alors, l'enfant leva la main et l'étendit sur la fontaine, en disant la bénédiction du Père, du Fils et du Saint-Esprit soit sur cette fontaine; ainsi soit-il. » Puis, fléchissant le genou, il se prosterna devant la tête et buvant à la fontaine, il disparut. Marie et les anges, fondant en larmes, entonnèrent les louanges du Très-Haut, et célébrèrent le cerf en entier, comme l'enfant l'avait dit; mais certains dirent que cet enfant était un ange de Dieu.

L'heureuse Marie subit le sort que nous devons tous subir, Marie, avec les plus grands honneurs, au milieu d'une foule de saints et de peuple, dans l'église qu'elle avait si noblement fondée. Geoffroy, archevêque de Bordeaux, fit placer son préfixe devant de l'autel de la bienheureuse Vierge, mère du

NOTES.

NOTE II (page 33).

LES-VIVISCI, LES-BITURIGES-CUBI, LES BOII, LES LINGONES, LES MEDULCHI, OU MEDULI, ETC.

Biturris, dans les écrits de César, désignait les habitants de la Gaule *Biturica* (Bourges), qu'on appelait *Biturris* à cause des deux tours qui en défendaient l'entrée, et qui figuraient dans les armoiries de cette cité gauloise. C'est l'opinion de l'érudit et observateur judicieux, qui dit, à cette occasion, dans son ouvrage : « *Turribus à binis indè vocor Biturris*, » p. 53. Les auteurs ne s'accordent pas sur la signification des mots *Vivisci*,

En Écosse, parmi les Clans gaéliques, ou tribus d'origine celtique, on veut désigner un individu puissant parmi ses égaux, ou on l'appelle *Coibhi-Draoi*, druide, ou chef des *Cubi* ou *Coibhi*. Le proverbe gaélique dit : « La pierre ne presse pas la terre sans l'assistance des *Coibhi* (des associés). » (Voir Mac Inroverbs, p. 34; Haddleton, *Notes on Tolland*, p. 279.)

Meduli, ou *Meduli*, étaient les habitants du pays situé entre la Gironde, *media olca*, ou terre entre deux mers, comme la Méditerranée, mer entre deux terres ou continents. Ils étaient sédentaires; ils en étaient la portion la plus pauvre, de vrais colons, car ce que nous en dit Automne dans ses *Commentaires sur Bordeaux*. *Olca*, mot celtique, employé dans la basse latinité selon Ducange, terre de labour ou bonne pour la culture *arabilis*. Ce mot *olca* se trouve souvent dans les vieilles chartes de Sulpice-de-Bourges. Saint Grégoire de Tours l'employa nous apprend qu'il signifie un champ fertile : *campus fertilis, tales enim incolæ (Campani) olcas vocant. (De gloria concilii)*. C'est aussi dans le même sens qu'il est employé dans l'acte de 1439, où il est dit que Bernard de Lesparre avait cédé dans le Médoc de Bordeaux, entre les deux mers : *quos Bernardus de Lesparra habebat, pacis tempore, in Medulchorum duo maria*. Le nom celtico-latin *Medolcha* (*media olca*, terre entre deux mers) est attesté à cette contrée entre l'Océan et la Gironde; mais le nom de deux-Mers désigne, par extension, depuis le XV^e siècle, toute la contrée entre la Garonne et la Dordogne. (Voir Ducange, *Media*.)

Dans l'ouvrage *De Gestis Normannorum*, il est parlé du bourg de *vicum*. Il est impossible de déterminer aujourd'hui s'il s'agit du bourg ou château. Baurein (*Variétés bordelaises*, t. 2, p. 192) prétend qu'il était dans la paroisse de Saint-Germain-d'Esteuil; mais sa part qu'une conjecture, sans preuve, sans probabilité. Une autre de la part de d'Anville, qui dit que c'était l'absence de ce bourg ne remonte pas au delà du XII^e siècle. Il croit, avec raison, que le bourg médocain, qu'on appelait *Medulchi*, était la capitale des *Medulchi*. Cette capitale était Souillac. Il trompe quand il affirme qu'il s'y trouvait une fabrique de monnaie. Il confond cette localité avec Melle-en-Poitou (Melle) qui battait monnaie du temps de Charles le Chauve, comme capitale de ce prince, où il est dit : *Constituimus ut*

NOTES.

—

in nullo alio loco, in omni regno nostro moneta fiat, nisi in in Metullo, et in Narbonâ.

Les Lingones s'enfuirent de leur patrie après la victoire romaines et très-probablement en même temps que les Lingons. La *Chronique de Bazas*, document de Baluze s'est servi quelquefois dans les *Vies des Papes*, fut fondé par une colonie de Lingones de la Celtique. *num colonia.*

César parle aussi des *Boïens (Boii)* comme voisins de la Gaule. On croit qu'une colonie de ce magnanime peuple, qui a joué un rôle important dans les guerres contre les Romains, est venue, aussi après la conquête d'Alesia, fonder sur les côtes de l'Océan la ville de Bourdeaux, comme le vieux Soulac, a été engloutie dans les eaux et les îles qui s'amoncellent sur les rivages de la mer. Du temps de César ils conservèrent encore le nom primitif de *Boii* ; mais, par la suite, le mot a été étrangement modifié en *Boiates*, *Boates*, *Bouges*, etc. Ils étaient d'excellents guerriers, et c'est à cause de leur valeur dans les combats qu'ils furent appelés dans la langue gaëlique *kimrique bug* ou *boug*, terrible, mot que les Romains ont rendu par *boius*, *boii*. D'autres prétendent que le mot vient de *boya*, barque, ou *boga*, pêche. Ce nom radical a subi une corruption que bien la dernière modification de ce mot ; *Bouges*, etc. C'est la corruption. Comme la terre se projetait en avant en forme de promontoire ou de cap, l'usage s'est établi d'appeler cet endroit le cap (*caput*), ou teste (tête) des Buchs, le cap de Buchs.

M. de Valois prétend que les *Boii* sont les mêmes que les *Boïens* ainsi nommés à cause de leur position avantageuse sur le Rhin (*bona*). Nous n'en croyons rien. Les *Boïens*, colonie des *Boïens*, entreprirent, de gré ou de force, plusieurs expéditions. L'une d'elles, ils se dirigèrent vers l'Italie, à travers les Alpes (*Alp Pen*, en gaëlique, signifient cimes blanches), et prirent possession de quelques contrées auxquelles ils donnèrent leur nom, telles sont *Boio-Heim*, demeure des *Boïens* (Bohème) Bavière moderne. Une autre fraction de ce peuple celtique, le pays dévasté par César et toutes ses villes incendiées, la suite des *Bituriges-Vivisques* s'établir au sud-est dans un endroit qui garde aussi leur nom, La Teste des Buchs de nos jours *Buch*. « Une tribu kimrique, dit un auteur, » grande race des *Boies*, est enclavée dans le nord des

s et les Bituriges-Vivisques; elle occupe La Teste de
environs du bassin d'Arcachon. » (H. Martin, *Histoire de*
465.)

NOTES.

NOTE III (page 39).

SUR NOVIOMAGUS ET SOULAC.

Noviomag signifie ville neuve, ville nouvelle. C'est un nom
sé de *new*, nouvelle, et *mag*, ville ou résidence (1). Le mot
dans plusieurs villes en France et à l'étranger, comme
Rotomag, *Ricomague*, *Ebromag*, etc., etc. D'Anville, dans
Gaules, nous apprend que Ptolémée, qui vivait vers le
nd siècle de notre ère, fait mention de *Noviomagus* et de
onfond la première de ces villes avec le lieu appelé *vicus*
ulchus, ou *Medulchius*. Mais au lieu d'éclaircir les dif-
y rencontre, il ne fait que les multiplier, parce que l'on
ent situées ces deux villes. Le P. Labbe, dans son *Tableau*
Géographie, 48, affirme que Soulac est le *Noviomagus Me-*
rien de Valois semble adopter cette opinion, que nous
e vraie, la seule admissible (2). Vinet dit que *Noviomagus*
mbouchure de la Gironde, aux environs de Soulac; mais
and ni comment cette ville a disparu. Le P. Monet (3)
ncienne ville des *Medulchi* a été ensevelie dans les eaux
la mer; nous pouvons très-probablement rapporter cet
année 580, époque, selon Aimoin (4), de grandes inon-
ébordements extraordinaires de la mer et des fleuves,
d'un tremblement de terre et des ravages d'un feu qui
pois, la végétation et même la couche végétale du pays
l'hui les Landes, ont bouleversé le sol, changé l'aspect du

s, *Celtic Dictionary*. Voir aussi les *Grandes Chroniques de*
dit Ducange, *Mansio Veteribus Gallis; hinc plurium urbium nata*
us, etc., etc.

s intercidit, nisi forte sit Solacum, locus ostio Garumnæ proximus.
Gall., 87.)

vetus oppidum aquis haustum pridem periit, cujus etiam ruinæ
r. (Monet, *Géographie de la Gaule*.)

Gestis Francorum, lib. III, cap. 32.

NOTES.

—

particulières, crut devoir alors le soustraire à l'autorité que de Bordeaux. (*Variétés bordelaises*, t. 4.)

Dans le XI^e siècle, Guillaume Sanche donna au monastère de Sainte-Croix de Bordeaux, l'église de Soulac avec ses dépendances et ses droits par terre et par mer. Plus tard, on crut pouvoir contester l'authenticité de cette donation, et Bernard Guillaume crut devoir la confirmer, cette même église, avec ses droits, au monastère de Sainte-Croix de Bordeaux. Les religieux de Sainte-Croix réclamèrent, et leurs droits furent reconnus dans un concile tenu à Bordeaux en 1079, et, plus tard, par Pascal II, en 1104.

Dans tout le moyen-âge, cette localité était connue sous le nom de Notre-Dame, *in finibus terræ*, à cause de sa position géographique à l'extrémité de la Péninsule médocaine. Les religieux jouissaient de plusieurs droits et privilèges, que les seigneurs de Lesparre ne pouvaient rompre en temps de détruire, ou, au moins, d'en suspendre la jouissance : ils percevaient un certain droit pour le privilège de faire cuire du pain. Les religieux de Sainte-Croix de Bordeaux ce privilège et étaient affranchis de tout droit à l'égard des seigneurs de Lesparre ; ils avaient même le droit de percevoir le chauffage dans les vastes forêts qui couvraient presque toute la région. Le seigneur voulait leur ravir ce droit, et le pape Alexandre III fut obligé d'intervenir en faveur des religieux et de réprimer les nombreuses usurpations des seigneurs. Une transaction eue avec Cenebrun s'obligea à laisser jouir les religieux de leurs droits. D'un autre côté, les religieux consentirent à payer une certaine redevance, dite dime de vingt-quatre lapins, tous les ans, à Cenebrun.

Pendant les pestes qui moissonnaient de temps en temps dans ces contrées, le peuple courait avec un pieux empressement vers le sanctuaire vénéré de Notre-Dame, à la fin des terres :

De grands personnages ont fait des dons à cette église. Par son testament, du 20 mai 1300, Pierre Amanieu, comte de Foix, lui laissa 100 sols. Par son testament, du 7 août 1363, le comte de Foix, veuve de Jean de Grailly, capital de Buch, lui donna deux léopards d'or, à la lumineuse et obra de Nostra Donna de Soulac. Le comte de Foix fit présent à cette église d'une lampe d'argent et de plusieurs autres choses pour son entretien devant l'autel de la Vierge. (*Variétés bordelaises*, t. 4.)

Le port de Soulac fut détruit au commencement du XVI^e siècle, les sables, poussés par les vents et les eaux, marchaient

entôt le bourg du vieux Soulac allait disparaître pour tou-émolissait les maisons pour les reconstruire plus loin, et le e s'élève aujourd'hui non loin de son malheureux devancier, res à peu près de son ancien site. En 1744, le roi Louis XV. eille basilique de Soulac, dont le clocher sert de balise à la le prix (10,000 fr.) fut employé à la construction de la pe- u nouveau Soulac.

est pas la seule ville de la côte qui ait été engloutie par les ants de l'Océan. La paroisse de Lilhan, ainsi que la forêt ont disparu; elles existaient au XIII^e siècle, puisque le sei- lilhan les comprend dans son acte d'hommage (4). La sei- Lilhan figure encore dans un acte du mois de juillet 1315. dera, t. 2, et dans les *Rôles gascons*, sous les années 1408-9.) us tard (vers 1500), le territoire de Lilhan fut entièrement 'Océan. Dans un Pouillé, manuscrit du diocèse de Bordeaux, commencement du XVI^e siècle, le nom de la paroisse de suivi de cette observation : *Est deserta*, et dans le Pouillé France, imprimé en 1648, on lit, à côté du nom de Lilhan, *Est deserta et cooperta aquis*. Le peu qui reste de cette an- eurie appartenait, en 1352, au seigneur d'Arsac; et au XVI^e uette d'Arsac l'apporta en dot à Thomas de Montaigne, pen- duquel la mer finit par couvrir entièrement cette paroisse; nous dit son frère, Michel de Montaigne, maire de Bor- Médoc, dit-il, le long de la mer, mon frère, sieur d'Arsac, sienne terre ensevelie sous les sables que la mer vomit e; le faiste d'aucuns bastiments paroist encore; les rostes maines se sont eschangées en pasquages bien maigres. Les disent que depuis quelques temps, la mer se poulse si fort qu'ils ont perdu quatre lieues de terre. Ces sables sont ses et veyons de grandes monticcies (monticules, dunes) d'arène qui marchent d'une demi-lieue devant elle et gagnent pays.» I, ch. 30.)

NOTES.

t universi.... Oliverius de Lilhan domicellus ... tenere Castellatum, orestam quæ dicitur Lemous, et totam parochiam de Lilhano, cum omibus quæ alii habent ab eodem, et habet à D^o Rege sibi, et homi- estis eorundem cujuscunque naturæ sint..... justitiam in totâ paro- o. (*M^e de Wolff*, 120.)

NOTE IV (page 40).

SUR LES DRUIDES.

Druides, en langue kimrique *Derwids*, vient de *derw*, chène. Jules César abolit le culte druidique et profana leurs forêts. Auguste renouvela ce décret et substitua au druidisme le culte de Rome. Tibère et Caligula poussèrent plus loin leur fanatisme, et firent crucifier les personnes convaincues d'immolation humaines. Malgré ces cruelles persécutions des empereurs de Rome, le druidisme se perpétua sous divers noms jusqu'au III^e siècle. Suetone en attribue à Claude, le mari de Messaline, l'abolition définitive (2). Les Romains, intéressés à décrier les mœurs des vaincus, assurent qu'ils offraient des sacrifices humains. Tous les écrivains modernes ont servi d'écho à leur malignité. On commence à se méfier de tout ce que les Romains ont avancé sur les fiers Gaulois, qui les faisaient trembler : le souvenir de leur l'aliment de leurs calomnies et de leur haine. Lucain, César, ne sont pas, sur cette matière, des autorités respectables.

Après la conquête de César, les victoires d'Auguste, de Caligula, les Druides entretenaient encore le feu sacré du druidisme chez les Gaulois. Rome se sentit faible et se mit à calomnier les mœurs qu'elle désirait vaincre. Le nom de *Druide* fut prosaïquement remplacé par celui de *Senani*, sages, et maintinrent longtemps leur antique influence sur les mœurs, sous ce nom emprunté à la langue souviennne bien que les Druides étaient juges et prêtres. Les grands criminels qu'ils condamnaient à mort, pour vengeance ou pour offense par leurs forfaits, étaient accompagnés au supplice par leurs familles, avec des cérémonies religieuses. Les *dolmens* étaient les lieux où les Druides coulaient le sang des coupables; mais le couteau sacré ne paît jamais une tête innocente.

(1) Quelques auteurs le font venir du celto-kimrique *Derwidd*, sages, du celto-breton *derw*, chène, et de la finale *iz* ou *idi*, habitants, c'est-à-dire habitants des forêts de chène. Quelques autres font dériver ce nom de deux racines *De* ou *Di*, Dieu, et *rhoud* ou *rhoudid*, participe du verbe *raiddim* ou *raiddid*, verser, ce qui veut dire que *Derouid* ou *Druide*, signifie celui qui paît.

(2) *Druidarum religionem apud Gallos diræ immanitatis sub Augusto penitus abolevit.*

ides conservaient avec soin le culte de leurs pères ; toute la es empereurs de Rome n'a jamais pu les en détourner ou lesasser les superstitions païennes. Denys d'Halicarnasse, quius Auguste, dit que « les Celtes conservaient toujours leur'il n'est aucune coutume où ils souffrent moins d'altération, ici, ajoute-t-il, rien n'a été capable de les engager à oublier monies de leurs dieux, ou à y faire des changements. » (*Antiq.* VII.)

es adoraient un dieu unique ; ils enseignaient la spiritualitéalité de l'âme, et un avenir de récompenses et de châtimentsvie. Mais les Romains introduisirent dans les Gaules leursur idolâtrie ; le druidisme perdit de sa pureté primitive auces faux et absurdes systèmes théologiques, et voilà pour-prétend que les Gaulois adoraient plusieurs divinités. Les s adoraient le soleil, *Bel*, *Belen*, ou *Baal* ; le culte de cette évalut parmi les Aquitains, qui appelaient ce dieu *Abellio*, l'A-Romains. De là, leur respect religieux pour la lune, les étoi-qu'ils regardaient comme le principe vivifiant, l'âme de l'uni-à part quelques erreurs, dont la puissance de Rome favorisati on dans les Gaules, il paraît certain que le druidisme pur beaucoup à la religion des juifs, et avait avec elle une com-origine. Origène nous assure que la Grande-Bretagne était l'Évangile par le druidisme. Les juifs n'avaient pas de tem-salomon, et les autels de Jacob et de Moïse étaient en pierres s Druides n'avaient d'autres temples que les forêts, et leurs ent aussi de pierres brutes.

et les autres apprenaient par cœur leurs dogmes, leur morale, e et leur discipline : les juifs offraient à Dieu les prémices e la terre ; les Druides en faisaient autant, et lui sacrifiaient ène, qu'ils avaient en grande vénération. La cérémonie de n se faisait avec une pierre ; les Druides n'avaient pour leurs eligieux que des instruments en pierre. Chez les Druides, le un arbre sacré ; les juifs aussi avaient du respect pour cet st au pied d'un chêne que Jacob fit ensevelir Debora ; que ea une énorme pierre (pierre-fitte) ; que l'ange, descendu er Gédéon, alla s'asseoir ; et, enfin, c'est au pied d'un chêne ensevelis les sept enfants de Saül. La morale des Druides ente, et leur système religieux semble n'avoir été que l'anti-christianisme. Quand Origène dit qu'il servit bien à disposer

NOTES.

—

les Bretons à adopter la foi chrétienne, Celse, son adversaire, ne craignait pas de bien le le contester.

Les écrivains de Rome accusent les Druides d'avoir offert des sacrifices humains; c'est une calomnie intéressée. On voulait rendre les Druides et le druidisme; ils croyaient les rendre odieux en les faisant passer pour des monstres. Mais à qui persuadera-t-on que les empereurs publiaient leurs intolérances de Tibère, Caligula, Néron même, étaient si doux et si sensibles aux offenses de leurs semblables, qu'ils crurent devoir, par humanité, punir les Druides? Quel peuple a jamais été plus superstitieux et plus cruel, que celui de Rome? Tous les vices y devinrent des arts, tous les talents, y eurent leurs dieux; des mortels furent divinisés. On fit du ciel une république, et de Rome un temple pour tous les dieux de l'univers. Aurélien, à l'instigation des Barbares, écrivit au Sénat qu'il fournira tous les frais des sacrifices nécessaires, et qu'il donnera tous les captifs dont l'immolation était connue nécessaire pour apaiser les dieux. Tite-Live, Plutarque, et autres écrivains, avouent que des sacrifices humains furent donnés et exécutés, surtout au commencement de la guerre. Plutarque atteste la même chose (*in Marcel*), et, sans citer d'autre source, Minutius Félix, Tertullien nous apprend qu'on arrosait de sang la statue de Jupiter. Le sacrifice de victimes humaines, et non des hommes, est un fait; chez les Druides, c'était un acte de justice. Le dieu ne frappait que des criminels. Pythagore étudia chez eux, et apprit chez eux la partie morale de son système philosophique. Il voulait pas qu'on tuât même les animaux. Croit-on qu'il ait enseigné la doctrine des Druides s'ils sacrifiaient des hommes? Les Druides enseignaient que Dieu était le principe, le maintien et la fin de tout; cette philosophie valait bien mieux que celle de Rome. On peut juger de la beauté de la doctrine que les Druides enseignaient par la citation suivante: « Nés de Dieu, disaient-ils, nous sommes » pour ainsi dire nos racines en lui; c'est pourquoi nous ne pouvons » nous séparant de lui, comme le ruisseau séparé de sa source, » comme la plante séparée de la terre sèche et tombe en pourriture. On croit entendre saint Paul: *In ipso vivimus, movemur, et subsistimus*. Le Sauveur lui-même: *Si quis in me non manserit, non poterit arescere*. (JOAN., cap. XV.)

Vopiscus,
Hist. Aug.,
page 215.

Cap. IX.

On peut donc affirmer que les Romains étaient plus civilisés que les Gaulois; que la doctrine des Druides n'était qu'une révé-

mordiales du genre humain, dont le dépôt avait été confié

NOTES.

ois devinrent, au contact des Romains, très-superstitieux ; une ridicule vénération pour le *samolus* (mouron d'eau), étaient comme une panacée, leur plante médicinale par excellence. Quand ils trouvaient le *gui* sur un chêne (*robur*), ils se lavaient les mains ; ils prenaient une longue robe de lin par-dessus laquelle, et, ainsi habillés, ils se rendaient en procession pour la précieuse plante. Le grand Druide se ceignait la tête d'une verveine, en guise de couronne ; et après avoir offert à Dieu du vin, qu'on avait disposés au pied du chêne, où ils avaient fait deux taureaux blancs, il montait sur l'arbre, coupait avec une pierre le *gui*, qui tombait sur un drap de lin blanc qui lui avait servi. Descendu du chêne, le prêtre immolait les taureaux pour le peuple la protection divine, et brûlait les entrailles des victimes sur un dolmen ; les *Eubates*, ou *Ovydds* (Vates), et le reste de la viande, avec le *gui*, en petites parties, aux

les Druidesses qui cueillaient la verveine ; il fallait être habillé, en blanc et nu-pieds, les mains cachées sous une tunique ; la main droite arrachait la précieuse plante à la pointe du chêne, et la faisait passer d'une manière furtive dans la main gauche. Quand la canicule se levait, on s'en servait pour les aspersions d'eau pour nettoyer les autels. On lui attribuait mille propriétés et l'avantage inappréciable de réconcilier les cœurs ulcérés. On en faisait aussi des couronnes pour les hérauts d'armes, et on en faisait la paix ou la guerre.

Les Gaules étaient les vastes forêts des Gaules (1) : ils y ont construit tard des temples ; mais ils n'avaient pas d'idoles, pas de culte, dit Tacite, des superstitions étrangères (2). Lucain, dans son livre de la *Pharsale*, peint d'une manière sublime la poésie de ses bois sacrés ; ses magnifiques vers forment l'un des

« *eligunt lucos, nec ulla sacra sine ea fronde conficiunt. (PLINE, etc.)*
« *ac nemora consecrant, Deorumque nominibus appellant ; secretum*
« *et reverentiâ vident. Cæterum nec cohibere parietibus Deos, neque in*
« *his oris speciem assimilare ex magnitudine cœlestium arbitrantur.* »
Il dit ailleurs : « *Nullum simulacrum, nullum peregrinæ superstitionis*
« *videre licet.* » C'était vrai avant la conquête.

NOTES.

plus beaux morceaux descriptifs de son poème. Ces bois
formes diverses : au centre, dans un berceau formé de ran-
lacés et touffus, où régnaient le silence et le mystère, s'é-
men (4), ou pierre de sacrifice, couché sur des pierres ver-
portant sur leurs surfaces supérieures des cavités creusées
bord, pour l'écoulement du sang des taureaux, des oiseaux
minels condamnés à mort. On voyait, éparses çà et là, des pierres
en équilibre sur un bloc immense et solide, dressé sur pivot
tible d'une oscillation nécessaire pour la divination. Autour
ou autels druidiques, on voyait une enceinte (*kromlech*), di-
verses, composée de pierres brutes, plantées verticalement
pelait *menhirs* (2), et qui écartaient les profanes du sanctuaire
tenait le sacrificateur ; mais, selon Tacite, ils concevaient
l'immensité de l'Être-Suprême, pour avoir la sotte idée qu'il
le renfermer dans l'enceinte des murs, ou offrir aux yeux des
ciples une image quelconque de cet esprit infini. Plus tard,
des temples, où ils suspendaient les dépouilles de leurs ennemis
les *Vernometis* des Celtes (3).

Les Gaulois, dit Pline, attribuaient une grande vertu à un
seuls connaissaient, qui était formé, disaient-ils, de la ba-
cume de serpents entortillés.

NOTE V (page 52).

SUR LA FONTAINE SACRÉE DES BURDIGALIENS, CHANTÉE PAR A.

L'emplacement et le nom de cette fontaine a longtemps
occupé les savants.

Les uns prétendent qu'elle se trouvait sur la place de Sa-
et c'est elle qui est désignée dans l'inscription lapidaire qu'on

(1) *Dolmen* vient de *dol*, table; et *maen*, ou *men*, pierre.

(2) *Menhir* vient de *men*, pierre; et *hir*, long. On les appelait aussi
de *peul*, pillier; et *vaen*, *van*, pierre.

(3) « *Vernometis*, ou *Vernometum*, dit Camden, antiqua Gallorum
eadem fuit cum antiqua Britannorum, sonat fanum ingens ut plane do-
meto Galliae venantius Fortunatus. » Tout près de Bordeaux, autrefois
bois sacré et un vaste temple, sur l'emplacement duquel on dit que
une chapelle (Sainte-Croix).

de Pey-Berland au XV^e siècle (4). Lorsque ce vénérable architecte posa les fondements de ce beau monument, en 1440, on découvrit en creusant le sol, une fontaine ou réservoir d'eau, dont il est fait mention dans l'inscription qui devait perpétuer le souvenir de l'auteur et de cette gigantesque construction.

Le *Itinéraire*, *Jodocus Sincerus* (Zingerling) incline à croire que la fontaine que nous appelons aujourd'hui *Font d'Audège*.

Il adopte cette opinion, et s'exprime ainsi dans sa *Chronique*, à l'année 1440 : « Les dits sieurs jurats firent faire une muraille la dicte fontaine d'Audège, pour la séparer du grand chemin et empêcher que les terres ne tombassent dans le vase de la dicte fontaine, qui est si belle et abondante, et de laquelle parle, dans ses œuvres, le poète Ausone. »

Plus tard, dans sa *Chronique*, dit, en parlant de l'année 1629 : « Les jurats ont obtenu une ordonnance portant que la fontaine appelée d'Audège, dans la rue Poitevine, proche la maison du Puchet, près le clocher (le Peugeot), serait bastie, nettoyée et remise en bon estat. » Il est probable que notre chroniqueur ait donné à cette fontaine le nom d'Audège, mais il n'en s'ensuit pas que ce soit la *Divona* chantée par ce poète. On ne peut pas, dans le moyen-âge, que le poète Ausone demeurait dans ce

quartier, car il n'a laissé d'intéressants travaux sur Bordeaux ; mais il ne fut pas heureux dans ses recherches sur ce sujet. Il incline à croire que la *Divona* pourrait bien être notre Font d'Audège. La seule chose qui l'empêche de croire à l'identité de ces deux fontaines, c'est qu'après Ausone, la source *Divona* coulait en ville, tandis que la fontaine d'Audège était en dehors des murs. Cette raison est reproduite, dans son *Itinéraire*, par Bernadieu. Mais on interprète ici trop arbitrairement le poète Ausone. Ce poète parle d'une fontaine dont les eaux étaient si abondantes, qu'elles ressemblaient au lit d'une rivière, et al-

NOTES.

—

l'inscription du clocher de Pey-Berland, qu'on a renouvelée de nos jours :

Bis quadram quicumque oculis turrin aspicias æquis
Mille quadringentis quadraginta labentibus annis,
Fælicibus cæptam auspiciis, nonasque secundò
Octobris ; tantum certò scito esse profundam
Fons prope prosiliens quantum tenet. Hic quoque primus
Subjecit lapidem Petrus archipræsul in urbe
Burdigalæ, cujus plebs collætetur in ævum. »

NOTES.

laient se mêler aux eaux du bassin *Navigère* (*porta naviger*) saint Paulin, et qui s'étendait au milieu de la ville, et é par ces eaux et par celles de la Devèze, *per mediumque ur minis alveum*.

Les eaux de la fontaine sacrée venaient, dit Ausone, inconnue, *fons ignote ortu* ; elles étaient conduites en ville souterrain, un aqueduc, dont on voyait encore, au dern vestiges se prolongeant depuis Tourny, sous la rue Sain dans la direction de Saint-André, et alimentant d'autr entre autres, disent nos *Annales*, celle de Saint-Projet. (V *bordelaises*, t. 4, p. 194.) Il paraît certain que le réservo eaux de la *divine fontaine* et des autres sources, au sud étaient près de Saint-André, et que, de ce point, elles c les douze canaux dont parle Ausone, dans tous les q ville.

L'identité de ces deux fontaines n'était pas un sujet de chroniqueur Darnal.

Ausone ne dit pas que la source véritable était au cent il dit, au contraire, qu'elle était inconnue, *fons ignote ortu* du lit de la Devèze, qui, par les eaux fournies par cette so Saint-André, ressemblait à un fleuve au centre de la ville *que urbis fontani fluminis alveum*, et suffisait à recevoir l Garonne, au temps de la marée : *adlabi totum spectabis cl*

Cette opinion est aujourd'hui généralement adoptée ; confirmée, en termes précis, dans la *Collection des Autou* par Le Maire, t. 4, p. 534, où nous trouvons ces lignes, q les mots *ignote ortu* par l'existence d'un aqueduc souterr source jusqu'au réservoir général : *Quod subterraneo opere in urbem ejus aqua duceretur, ut ex canalibus illius effossis con sicque videret nemo unde aqua illa conciperetur*.

En effet, le sol burdigalien a été traversé dans tous les canaux et des aqueducs ; on en a trouvé dans la rue des T en 1834, entre les rues Tannesse et Berry. Vinet parle d découvert en 1552, qui venait de Léognan.

En 1826, l'Académie de Bordeaux organisa une Commi dans son sein, et dont M. Jouannet fut nommé rapport l'avis de cette Commission, il paraîtrait que l'aqueduc dont couvert les traces, conduisait dans Bordeaux les eaux d située près du moulin de Vayres, à 48 mètres 52 centimètr

x de la Garonne. Mais peut-on dire que ces eaux aboutissent à Saint-André pour y former un réservoir ? Nous pouvons nous conjecturer à cet égard ; mais il n'y a rien de certain.

des vestiges d'aqueducs dans la rue Porte-Dijeaux, sous l'arcade, comme venant de la Font d'Audège, et se dirigeant par la rue Ste-Catherine, probablement par l'endroit où un aqueduc, peut-être le même, avaient été découverts, nous apprend Baurein. (*Variétés bordelaises*, t. 4, p. 194.) quelques restes d'un aqueduc qui venait du moulin de la Font du moulin des Arcs, ainsi appelé d'un pont-canal qu'on y avait construit avec plusieurs arcades. M. Jouannet croit que ces canaux retrouvent le tracé en plusieurs endroits, à Bordeaux et dans les environs, du temps des Romains, à l'assainissement des marécageux qui entouraient le Puy-Paulin. Cette opinion est vraie en partie ; mais il paraît certain que les Romains ont su à bonne heure la nécessité d'avoir de bonnes eaux potables. Les canaux dont nous parlons, surtout à l'extérieur de la ville romaine, ne sont, en général, que les restes de constructions hydrauliques et de leur système d'aqueducs, dont plusieurs ont servi qu'à conduire les eaux de la *Font des Dieux* (Font de la place Saint-André, pour qu'elles se répandissent de là, dans les rues, en ville.

Le nom *Divona*, et à quelle langue appartient-il ? Vinet dit que, au temps d'Ausone, la langue des Celtes était le latin, et fait *Divona* de *divis*, *diis*, dieux, en latin. Le latin était la langue des Gaulois et des grands ; mais il n'était pas alors la langue des Celtes, il répugnait d'adopter le langage de leurs maîtres. Le celtique était généralement employé parmi les Celtes d'Aquitaine, au moins dans le Sud-Ouest.

On trouve dans l'*Histoire de Bordeaux*, par M. Rabanis, qu'on a fait un *Compte-rendu de la Commission des Monuments de la Gironde*, t. 1, p. 56, cet écrivain s'efforce d'expliquer cette appellation de *Font des Dieux* d'une étrange façon. « *Dus* ou *Duis*, dit-il, était le dieu auquel les Gaulois rapportaient leur origine. *Dujona* signifie littéralement *fontaine des dieux*. Les Romains, trouvant une certaine analogie de nom entre ce dieu et leur Pluton (*Dis*), les ont souvent comparé à lui : le premier ancêtre que reconnaissent les Gaëls, dit-il, dans la *Dis*, liv. IV..... Ausone avait dit de cette source que c'était la source des Celtes son nom était celui d'une divinité. »

NOTES.

—

SUR LES CIMETIÈRES DE CAMPAURE ET DE TERRE-NÈGRE

Le cimetière de Terre-Nègre, ainsi appelé de la couleur près du Palais-Gallien, et recevait les restes des pauvres. En 1803, on y découvrit des vases, des tombeaux, des urnes, des lacrymatoires en verre, des lampes, des fibules en cuivre, des clés, des anneaux, des amphores, des amulettes gauloises et une grande quantité de médailles percées comme avait portées au cou; c'étaient des Titus, des Trajan, et de presque tous les règnes depuis Auguste jusqu'à Marc-Aurèle, des Sabine, des Faustine; mais à la gloire des empereurs n'y voyait pas de Tibère, de Néron, de Domitien, ni d'Hadrien dont le nom est un symbole d'inhumanité et le souvenir. Parmi les divers objets découverts dans l'*Ustrinum* des Bituriges, on remarquait un miroir en cuivre, assez bien conservé, réfléchissait les formes et les couleurs presque aussi bien que les modernes; il était placé auprès d'une tête, probablement d'une jeune fille; elle avait voulu, sans doute, emporter dans sa tombe l'objet de sa toilette qu'elle avait affectionné le plus. Tous les autres objets, en général, sont en terre cuite, et, parmi eux, une des médailles n'était au-dessous d'Adrien.

*Mémoires
de l'Académie,
1830.*

On y a trouvé quelques tombeaux modestes, mêlés aux cinéraires. M. Jouannet en conclut que les deux modes d'incinération et l'enterrement, étaient en usage en même temps chez les Bituriges, mais que le premier mode était le plus suivi, parce que le nombre des urnes était, à celui des cinéraires, comme vingt est à un.

Cette observation nous paraît plus spécieuse que solide. On paraît certain qu'on brûlait les corps jusqu'à l'arrivée des missionnaires en Aquitaine. Le christianisme ne changea pas les mœurs sur ce point, comme sur les autres, dans nos contrées. On a trouvé plus d'urnes que de corps enterrés, et il est téméraire de conclure que le mode de sépulture le plus généralement suivi était l'incinération. Il faut se rappeler que l'ancien cimetière était le cimetière des pauvres; que si l'on n'y voyait pas de tombeaux capables de résister à l'action combinée des temps et des intempéries, c'est que les corps étaient déposés sur une couche de

ient bientôt consumés, tandis que les urnes se conservaient éternellement. Ces circonstances expliquent l'existence d'une si grande quantité d'urnes et l'absence presque complète d'ossements et de recueils en pierre. Le peu de valeur des objets trouvés à Campaure prouve qu'ils avaient appartenu à la classe des pauvres. Les riches Gallo-Romains s'appelaient Campaure (*campus aureus*) à cause des trésors qu'on y cachait en temps de guerre. Les tombeaux étaient, aux yeux des anciens, des asiles inviolables, et personne n'osait profaner. Ce nom ne vient-il pas plutôt des richesses que la vanité des riches y avait construites? A Terre-Neuve, on voyait guère que des objets de terre cuite; dans le Campaure, on admirait des tombeaux richement décorés, des ornements et des inscriptions en lettres d'or. L'orgueil s'efforce de braver la mort; mais tout; l'orgueil, avant de succomber sous la faux du temps, laisse après lui des monuments transitoires, des souvenirs qui disparaissent. Les Romains avaient une passion pour les beaux tombeaux; nous dit qu'il faut ériger des tombeaux aux morts et y inscrire des vers moins périssables qu'eux (1).

Campaure comprenait ce grand triangle qui s'étend depuis la Comédie jusqu'à celles Dauphine et de Tourny. Au commencement du XII^e siècle, en 1127, cet endroit était couvert de vignes et de culture jusque sur la fin du XIV^e; on y a trouvé une grande quantité de pierres sépulcrales. En 1356, il faisait partie de l'ancienne paroisse de Saint-Paulin, d'après un ancien titre qui porte cette date (2). Campaure était encore employé au XVII^e siècle; car à l'entree de Thémis à Bordeaux, en qualité de commandant de la milice bourgeoise stationnait depuis la porte du Chapeau jusqu'à l'ormeau de Campaure. Dans le XVIII^e siècle, on commença à défricher le terrain de Campaure, et, au bout de cette promenade, on bâtit, en 1763, une magnifique porte de ville, la porte de Saint-Paulin, ainsi appelée d'une ancienne chapelle dédiée sous l'invocation de saint Paulin, et qui se trouvait là tout près. Cette porte était ornée de deux superbes groupes allégoriques, sculptés par Wansin. Elle fut détruite en 1798. La promenade s'appelle au-

NOTES.

nam facite et tumulo superaddite carmen.

(VIRGILE.)

ad beatæ Mariæ in Podio-Paulini, in carreyrà quæ est suprâ fossatum Campauria.

NOTES.

jourd'hui les allées de Tourny ; mais les arbres ont été ab-
administration peu intelligente, en 1834 !

Chez tous les anciens peuples, les cimetières étaient
murs des villes : une loi des *Douze Tables* défendait de br-
vres dans les villes. Le même usage a prévalu chez les
XXIV; *Juges*, XVI; *1^{ers} Rois*, II. L'Évangile nous apprend q-
de la ville qu'on enterra le fils de la veuve de Naïm. (*Sa*
C'était aussi hors de la ville que fut mis le corps du Sau-
sépulcre nouveau. (*Saint-Jean*, XIX.) Les Bordelais avaient l-
leurs cimetières étaient hors des murs de leur ville. Au m-
en avaient d'autres autour de leurs églises ; nous en parle-
et lieu.

NOTE VIII (page 72).

SUR LES ANTIQUITÉS DÉCOUVERTES PRÈS DU PRIEURÉ DE SAINT-M-
DE SAINT-SEURIN, LE 24 JUILLET 1594.

Au mois de juillet 1594, selon nos Chroniques, M. Do-
nant particulier en la sénéchaussée de Guienne, en faisant
champ, tout le long de la Devèze, près du prieuré de Sai-
loin de Saint-Seurin, découvrit à 4 mètre de profondeur
de marbre blanc : l'une d'homme, sans tête ni bras, en-
teur romain ; l'autre de femme, ayant seulement perdu
en matrone romaine, le sein droit découvert et les che-
avec élégance autour de la tête, avec des places et mar-
perles, pierreries et même pour la couronne impériale. L-
mois, on y découvrit une autre statue d'homme, de 6 pie-
comme les deux autres, mais sans tête ni bras ; on y tr-
d'inscriptions latines, où figurent les noms de Drusus Ca-
sieurs empereurs de Rome, plusieurs médailles et pièce-
de Claude, de Domitien, d'Antonin, de Commode, de Gor-
Constantin, Licinius, Messaline, Faustine, etc., etc. On
médaille de bronze qui, reproduisant le cachet de Néro-
le combat d'Apollon et de Marsias, et la persécution de c-
tour de cette médaille sont écrits ces mots : NÉRO. CLAV-
AVGVSTVS. GERMANICVS. P. MAX. TR. P. IMP. P.P. On cro-
de femme représentait Messaline. Delurbe et Vénuti on
inscriptions lapidaires qu'on voyait sur leurs piédestaux.

Les deux statues d'hommes représentaient Drusus Cæ-

le maréchal Matignon étant maire de Bordeaux, F. de
llan, M. Thibaut, avocat, F. de Fouques, P. de Fortage,
at, et Guichener, étant jurats, et Delurbe et de Pichon,
es et secrétaires de la ville, ces trois statues furent éle-
niches richement décorées. En 1594, Louis XIV demanda
statue de Messaline pour son beau parc de Versailles; le
portait sombra devant Blaye, et ce chef-d'œuvre de la
enseveli dans les sables de la Gironde.

ra plusieurs inscriptions en l'honneur de Drusus Cæsar
manicus et de Claude, et de Tibère Cæsar Auguste.

l'il y avait un palais dans ce lieu, mais rien ne le prouve;
ent que c'était le temple de Jupiter, et s'efforcent de con-
opinion par le nom de la rue qui y conduisait, rue *Di-jeaux*,
ous réfuterons cette opinion plus bas. L'opinion la plus
suivie est celle qui y place les bains de Burdigala, lieu de
gramment orné, où se réunissait l'élite de la société bur-
a trouva aussi, dans une petite maison appartenant à M. de
sident au Parlement, et située près de la Porte-Dijaux,
statue de Jupiter, de 4 pieds de haut, ayant à côté un aigle
ré, dont les serres étaient intactes, et la foudre à la main
ces mots : DEO. INVICTO. M.

ans la rue du Loup une statue d'Adrian, et cette inscrip-
grande pierre : ANTIQVVS. EX. VOTO FECIT.
ns sous silence plusieurs autres inscriptions lapidaires
antes.

NOTE IX (page 84).

EN TROUVÉE DANS LES RUINES DU CHATEAU DE PUY-PAULIN.

TVTELÆ AVG
C. OCTAVIVS VITALIS
EX VOTO POSV

IT

L. DEX. D. D.

DEDIC. XK. IVL. IVLIANO
II ET CRISPIN COS.

ption peut se traduire ainsi : *Tutelæ Augustæ Caius Octa-
voto posuit loco dato ex decreto Decurionum dedicavit de-*

NOTES.

NOTES.

cimo die *Kalendarum Julii, Juliano iterum et Crespino consulibus* que devait supporter ce piédestal était dédiée à Alexandre l'an 224 de l'ère vulgaire. Le consulat des deux hommes de l'inscription, remonte à cette époque, d'après les marbres c'est le seul de nos monuments romains, à Bordeaux, qui présente une date certaine.

NOTE X (page 86).

UNE AUTRE INSCRIPTION EN L'HONNEUR DU DIEU TUTÉLAIRE DE

TVTELÆ
AVG
LASCIVOS CANILIVS
EX VOTO
L. D. EXDD.

On traduit cette inscription lapidaire ainsi : *Tutelæ Augustæ* (pour *Lascivus*) *ex voto, loco dato ex Decreto Decurionum*. On trouve cette inscription dans le *Trésor de Gruter* et dans Vénuti; Vénuti ne se trouve pas.

D'après cette inscription, il paraît qu'il y eut des *décursiones* dans l'administration civile de Burdigala; c'était un emploi important à Rome.

En 1800, on découvrit, en démolissant le palais de l'Oratoire, des cippes remarquables par leur forme; ces cippes sont gravés dans le *Magasin encyclopédique de septembre 1802*.

NOTE XI (page 88).

INSCRIPTION RELATIVE A UN TEMPLE DE JUPITER, ÉRIGÉ PAR UNE COLONIE

Sur cet autel votif, on lisait l'inscription suivante, que saint Martial l'avait consacré à l'usage du vrai culte, ainsi que lui-même et le porche, où probablement les catéchumènes se réunissaient.

IOVIAVG
ARVLA DONAVIT
SS MARTIALIS CM
TEMPLO ET OSTI — S

Jovi Augusta Arula donavit. Sanctus Sacerdos Martialis

Arula, est-ce le nom d'une dame ? Nous le croyons. Les
vent se traduire par *Sanctus Sacerdos*, ou mieux encore
us, ce qui est plus conforme au style des hagiographes et
ons liturgiques. Ainsi, on peut les rendre en français de
Arula a fait cette offrande à Jupiter Auguste; le très-saint
saint prêtre Martial) l'a consacrée, avec le temple et le ves-

NOTES.

al a-t-il réellement consacré un temple à Bordeaux, sur le
uve maintenant Saint-André ? L'histoire n'en dit rien. La
qu'il soit venu à Bordeaux et qu'il ait consacré des cha-
nte-Trinité et à saint Étienne, près de l'endroit même où
s tard l'église de Saint-Seurin. Les pierres sculptées, la
iter, l'aigle et cet autel votif du souverain des cieux, con-
Dieu par saint Martial, suffisent, ce me semble, pour nous
l'existence d'un temple de Jupiter, sur le lieu même où se
e de Saint-André, et que saint Martial consacra au culte
chrétiens : l'inscription semble autoriser cette opinion, et
in, d'après Gruter et Vénuti, que le culte de Jupiter était
Bordeaux. Il est donc plus que probable qu'il y eut dans
temple de Jupiter ; l'idée de consacrer, comme métropole,
la province, le temple érigé en l'honneur du souverain
dû se présenter naturellement à l'esprit des premiers chré-
ligala.

ous arrêterons pas à donner des détails sur les marbres,
riptions qu'on a retrouvés à diverses époques à Bordeaux.
grand nombre au Musée ; on en peut voir quelques au-
uter et Vénuti. M. Jouannet, dans une dissertation lue à
e Bordeaux, le 4^{er} mars 1827, parle assez longuement des
unéraires trouvées, en septembre 1826, près de l'ancien
tendance. (Voir les *Actes de l'Académie*, années 1827 à
à 1832.)

à Bordeaux, un autel dédié à la déesse des forêts, *Sirona*,
trouvait cette inscription :

SIRONAE. ABDVCIER. TOCETI. FIL.

V. S. L. M.

on fit des fouilles sur l'emplacement du château du Hâ, et
rit plusieurs antiquités gallo-romaines, et parmi les autres,
robolique : sur la face antérieure est sculptée une tête de

NOTES.

—

taureau, ornée de bandelettes suspendues aux cornes ; sur la face droite était une tête de béliet, et sur la face opposée grec. On y trouva aussi plusieurs autres antiquités gallo-romaines.

En 1848, on a trouvé beaucoup de fragments gallo-romains. Les fouilles faites sur l'emplacement de l'ancien château de Pons dans la rue du Temple. Parmi ces intéressants débris, se trouvent des statues, des autels votifs, sur lesquels est représenté Mercure, des marchands ; il est reconnaissable à son caducée et à la main qui tient à la main droite.

On y a trouvé une pierre tumulaire représentant un buste qui tient de la main droite un miroir.

Dans les fouilles, sur l'emplacement du Temple, on a trouvé des bases, des colonnes, des chapiteaux, des tambours, des corniches, des bas-reliefs et des sculptures diverses ; parmi les autres, un fragment de pilastre de 90 centimètres de haut sur 4 mètre 25 centimètres de large. Sur un côté, on voit Paris, le berger phrygien, assis sur une chaise, procédant à son jugement entre les déesses rivales. Devant lui, se tient Mercure, qui lui présente Minerve et Junon. Il manque au tableau ; à côté de Mercure, on voit l'Amour, qui montre au berger les déesses dont il était le juge.

Nous avons vu au Musée des statuettes que nous croyons être de Mercure, d'Esculape, d'Hercule, et plusieurs autres dont les caractères symboliques sont moins bien connus.

NOTE XI bis (page 135).

SUR LE CHRISTIANISME D'AUSONE.

Bull. Polym.,
tome V,
page 339.

Tous les écrivains impartiaux s'accordent à dire qu'Ausone n'était pas chrétien ; Vossius est le premier, que nous sachions, qui l'a dit. Mais Vossius doutait des vérités révélées : il ne trouvait pas de preuves chez les écrivains chrétiens ; il en trouvait beaucoup plus chez les païens. Les luxueuses compositions de Catulle, d'Ovide et de Tibulle, tout, excepté à la Bible, disait le roi Charles II d'Angleterre, blesse parfois la pudeur dans ses vers ; par un hommage au christianisme, Vossius affirme qu'il n'était pas chrétien.

(1) *Poeta fuit gentilis, quemadmodum ex Paulino liquet, ut quædam verba testantur. Voss. de Poet. Latin.*

ssi. Mais nous prouverons tout à l'heure que saint Paul-
aire : Vossius ne cite aucune autorité respectable, et son
ous suffit pas. Les atteintes portées par Ausone à la pu-
destie prouvent qu'il était peu pénétré des vérités de la
ous autorisent pas à conclure qu'il était païen.

ertain, dit-on, que l'*Éphéméride* appartienne, au moins en
ne. A cela, nous répondrons : Il n'est pas certain que l'É-
rtienne, ni en totalité, ni même en partie, à saint Paulin.
s loin, et nous dirons que l'*Éphéméride* est un des ouvrages
figure dans les plus anciennes éditions de ses ouvrages,
lle de Venise (1517). Quelques critiques malveillants,
s, ou très-superficiels, l'attribuent à saint Paulin ; mais
dans les premières éditions de cet écrivain, publiées en
crivains du moyen-âge ne lui en ont jamais attribué la
uelle raison a-t-on pu avoir pour n'en reconnaître pas
auteur ? Parce qu'il y est parlé de la chute d'Adam, de
incarnation du Verbe divin, du Saint-Esprit ; tout cela,
s digne d'un austère chrétien que de l'auteur des vers
o *nuptialis* ; on en conclut qu'Ausone n'est pas l'auteur de
et enfin qu'il n'était pas chrétien. Cette conclusion nous

vers suffisent pour faire passer Ausone pour un païen,
es poètes à qui l'on ne puisse attribuer la même faute
ur qualité de chrétien. De nos jours, nous avons vu des
mphlets, des vers, qui renfermaient plus d'obscénités dé-
le *Cento nuptialis*. La conduite de nos adversaires est
e ! Ils admettent presque tous qu'Ausone ait écrit l'*Éphé-*
eption, toutefois, de sa partie chrétienne ; mais sur quoi
te injustifiable distinction ? Ils étaient, en général, peu
auraient voulu qu'Ausone ne le fût pas du tout.

lui, dit-on, dans son jardin, des statues des dieux de la
is il y en a aux Tuileries, à Windsor, et même au Va-

pas l'ami du christianisme ni des prêtres chrétiens, et,
ion, il vaut certes Vossius et ses rares partisans. Voici
ns son *Dictionnaire* sur cette matière : « Quoique l'opi-
e fasse Ausone chrétien, il y a d'habiles gens qui croient
it pas. Ils se fondent ou sur quelques vers lascifs qu'il a
u sur la manière dont il condamna la solitude de Pau-

NOTES.

Dictionnaire,
art. AUSONE.

NOTES.

» lin, ou sur l'amitié intime qui existait entre le païen
» lui ; ils s'abusent grossièrement. Ce sont , néanmoins ,
» plus précieuses qu'on ait alléguées. »

Il est probable, dit-on, que saint Paulin ait composé la
tienne de l'*Éphéméride* ! Voilà une probabilité sans base
est beaucoup plus probable. Nous avons déjà dit , et l'abbé
prouvé, que l'*Éphéméride* figure dans les plus anciennes
œuvres d'Ausone ; elle n'est pas dans celles de saint Paulin.

Qui a composé le *Griphe* ? On reconnaît que c'est Ausone
cet écrit, nous trouvons ces mots : « Buvez trois fois, c'est
» nombre par excellence : Dieu est un en trois. (4) » On
posa cette pièce, ce persiflage spirituel, comme on dit,
et la bouteille, entre la poire et le fromage, et que, dans ces
stances, il n'est pas probable qu'il ait voulu exprimer avec
reté un dogme chrétien. Mais le fait l'emporte sur la probabilité
prime le dogme ; il recueille plusieurs nombres ternaires :
Grâces, les *trois Parques*, les *trois têtes de Cerbère*, et met en
chrétien au-dessus de tous les nombres, et dit que Dieu est un
trois (*tres numerus super omnia, tres unus Deus*). Il eut tort
d'accoupler le sacré et le profane ; cela prouve seulement qu'il
pénétré de l'esprit chrétien : il n'écrivait pas comme un païen
du monde et méditant sérieusement dans sa cellule ; il écrivait
une pièce assez excentrique ; mais en exaltant le nombre
nombre par excellence, parce qu'il exprime une vérité
tienne, la *Trinité* divine, il nous dévoile assez sa croyance.

Cette croyance de la Trinité chrétienne lui était tellement
que, par une flagornerie coupable, il prétend qu'à ses
nien, Valens et Gratien symbolisaient la Trinité. (2)

Nous demanderons encore qui a composé l'*Idylle sur Paulin* ?
dit-on. Eh bien ! qu'on la lise, et l'on y trouvera des preuves
tianisme d'Ausone. Il y parle des pénibles jeûnes des
chrétiens, de la pompeuse solennité des fêtes religieuses ;
nous dit que *nous sommes le temple de Dieu, et que l'esprit*

(1) Ter bibe ; tres numerus super omnia, tres Deus unus.
(Epist.)

(2) Tale et terrenis specimen spectatur in oris
Augustus genitor, geminûm sator Augustorum,
Hos igitur nobis trina pietate vigentes, etc.

dirait-on pas qu'Ausone avait lu ce passage de l'apôtre, : *Nous renfermons dans notre cœur le culte de tous les in-* exprime la même pensée chrétienne dans son *Panegyrique* « Créateur éternel de toutes choses..., vous qui vous êtes » On commente ces e manière un peu libre, et on en conclut qu'Ausone n'allait le ou à l'église, mais qu'il adorait Dieu au fond de son ici, on en a fait un païen ; maintenant, on en fait tout sim- téiste. Est-ce que le culte intérieur n'est pas recommandé res saints? Il loue les jeûnes des prêtres chrétiens; et ne faire comme eux, jeûner, se mortifier comme eux, il se e adoration intérieure, à ce culte en esprit et en vérité, si si souvent recommandé dans nos saintes Écritures.

e que rien ne prouve qu'il allait aux solennités religieuses ; y a des preuves qu'il n'y allait pas? Dans son invitation à Tarbes, Paulin Axius, il l'engage à ne pas retarder son ce que la solennisation des fêtes de Pâques l'obligerait, sous umer en ville ; il voulait le recevoir à la campagne. (2) ne avait été païen, il eût voulu, il eût dû rester à la campa- e soustraire aux cérémonies solennelles du temps pascal, ux païens ; tout au contraire ; comme chrétien, il se rendra célébrer les Pâques qui l'appellent (*nos revocant solemnia* i est assez formel ; cependant, on en élude le sens naturel et sse la conclusion qui se présente à tout esprit non prévenu. it-on, était ennemi du paganisme ; il en détruisit les temples, 'exercice et l'immolation des victimes ; il ordonna aussi, par la fête de Pâques fût célébrée dans tout l'empire, conformé- ret du Concile de Nicée. Ausone , pour conserver son crédit ence à la cour, ne voulut pas se montrer rebelle aux lois ; il Bordeaux, mais rien ne prouve qu'il soit allé dans les églises

— Rien ne prouve qu'il n'y soit pas allé : tous ces argu-

NOTES.

—

(1) Et devota pii celebrant jejunia mystæ,
At nos eternum cohibentes pectore cultum.

(Idylle, 1).

(2) Instantis revocant quia nos solemnia Paschæ,
Liberâ nec nobis est mora desidîæ.

(Eucharist., t. I).

NOTES.

—

ments négatifs sont pitoyables en eux-mêmes et injurieux. Des écrivains peu chrétiens, ou qui n'ont pas assez étudié veulent qu'Ausone ait été un païen, et insistent, en définitive, à nous faire partager cette opinion; ils s'efforcent de persuader qu'Ausone était un vil courtisan, un détestable hypocrite, qui rentrait exprès en ville pour célébrer la grande fête de Pâques, laquelle il ne croyait pas; qu'il agissait en chrétien et pensait en païen.

M. de Bastie et quelques autres s'appuient beaucoup sur Constantin et de Théodose, pour la célébration des fêtes de Pâques, et sur les ordres transmis par eux aux fonctionnaires de la ville sur le même sujet. Mais ces ordres regardaient principalement des travaux publics. Ausone n'était alors ni consul ni gouverneur; aucune loi n'obligeait les personnages riches de la campagne d'aller en ville pour les Pâques; aucun édit du Code théodosien ne leur enjoignait de ne pas aller aux églises chrétiennes, où ils ne seraient pas si haut placé qu'Ausone, une intelligence si cultivée ne leur faisait d'aller grossir la foule des chrétiens, s'il n'était pas chrétien, surtout quand rien ne l'y obligeait. Il ne cache pas la honte qu'il avait conçue de cette belle fête, qui solennise, tous les ans, la naissance du Sauveur; il l'appelle *sainte*, dans une autre épître, et il exprime un ardent désir d'aller respirer l'air des champs immédiatement après la célébration de la sainte fête de Pâques (1).

A la fin de l'*Idylle sur Pâques*, nous trouvons un langage tout à fait chrétien : le nom du Christ est invoqué, et il semble avoir été dit par un chrétien, dans ce vers, ce que dit Moïse de l'esprit de Dieu, la troisième personne de la Trinité chrétienne :

Ut super æquoreas nabatque spiritus aquas.

Dans le même poème, en parlant du Verbe éternel, Ausone dit qu'il avait lu l'Évangile de saint Jean. Ses vers sur le Verbe sont une paraphrase :

Ipsè Dei Verbum, Verbum Deus.....

..... generatus in illo.

Tempore, quo tempus nondum fuit....

Quo sine nil actum, per quem facta omnia.

Ces vers chrétiens se trouvent dans l'*Éphéméride*, poème de Ausone.

(1) Nos etenim primis sanctum post Pascha diebus
Avemus agrum visere.

de ces vers à saint Paulin ! Qui ? Ceux qui nient le chris-
ausone, que Paulin lui-même confesse. Joseph Scaliger dit
qu'il était réellement chrétien : *Serio christianum fuisse. (Lib. 2,*

NOTES.

en vers rhopaliques est encore une autre preuve du chris-
ausone ; on en conteste l'authenticité. « Ce poème, dit Sca-
liger de génie et de style, est plein de solécismes ; il n'a été
écrit par un savant ni dans le siècle d'Ausone : reléguons-le donc
dans les ténèbres de la terre ; il n'est pas digne d'être offert à la ville
de Nîmes. »

Bastie, de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres,
maintient cette vieille opinion de Scaliger. Nous n'hésitons pas à recon-
naître que cette pièce est faible et peu digne d'Ausone ; mais parce que
l'on n'en est pas d'une pureté cicéronienne, faut-il en contester
le mérite ? Homère lui-même, si beau, si correct, s'endort quelque-
fois. Le monde reconnaît que le génie du poète bordelais se res-
sent de la décadence du goût de son époque. Pourquoi, d'ailleurs,
se courber si servilement devant l'opinion de Scaliger ? Il a commis
des erreurs en parlant d'Ausone, qu'il nous est permis de croire
qu'il a étudié cette matière, et de nous méfier, sur ce point, de
son jugement. N'a-t-il pas avancé qu'Ausone fut élevé à
la charge de préfet du prétoire, du vivant de Valentinien ? Ausone le
fut-il même dans son *Panegyrique de Gratien*. N'a-t-il pas con-
fondu Ausonius, personnage consulaire, et avec Anto-
nin le préfet du prétoire ? N'a-t-il pas dit qu'Ausone, après son consu-
larat, prit la charge de proconsul d'Asie et celle du vicaire du diocèse
d'Afrique ? N'a-t-il pas pris l'oncle d'Ausone pour son aïeul ? Outre ces
erreurs, nous pourrions en signaler bien d'autres. Ainsi, quelle que soit
l'opinion de Scaliger, nous aimons mieux croire, avec le XV^e et le
XVI^e, que cette prière a été composée par Ausone, que de le
supposer un acte de foi sur l'infailibilité du critique agenais. D'ailleurs,
le mérite même d'Ausone peut bien se passer des preuves qu'on tire
de son style, dont on conteste l'authenticité.

II. — Personne ne connaissait Ausone mieux ni aussi bien
que saint Paulin ; mais nulle part il ne dit qu'il fut chrétien.

III. — Dit-il quelque part qu'il fut païen ? Non. Nous concluons
qu'il fut chrétien, et nous défions qu'on nous prouve le contraire.
Nous voyons si saint Paulin ne nous dit pas quelque chose qui puisse
nous prouver qu'Ausone fut chrétien. « Dans ses lettres, dit D. Devienne,

NOTES.

—

*Histoire
de
Bordeaux.*

» il parle à Ausone comme à quelqu'un qui lui avait in-
» cipes du christianisme, et qui n'est pas moins convain-
» sa dignité. » En effet, saint Paulin lui dit :
» Si vous souhaitez mon retour auprès de vous, j'ai
» mon père, vous l'entendre demander à celui qui peut
» der, que de vous voir supplier les muses de Castalie... S
» que je revienne, invoquez Jésus-Christ, qui... gouvern
» arbitre souverain... Si ce même Dieu a vu dans mes a
» mes pensées quelque chose qui méritât ses faveurs, c'e
» je dois en témoigner ma reconnaissance : la gloire v
» tient, puisque c'est en écoutant vos leçons que j'ai acqu
» vait me rendre agréable à Jésus-Christ. Vous devez don
» plutôt que de vous plaindre, puisque Paulin est l'élève
» soins, par vos exemples, et dont vous ne rougissez pa
» le père..... Paulin vous décernera la couronne qu'
» vous fera hommage des premiers fruits de l'arbre q
» planté... Si j'ai voué mon cœur à un Dieu plein de bo
» soumetts humblement à la loi de Jésus-Christ..., je ne p
» ma conduite déplaît à la sagesse d'un père, et qu'à s
» pour Jésus-Christ, obéir à ses préceptes, soient un ég
» prit. » (*Poema X.* — Traduction de l'abbé Souiry. *É*
Paulin, t. 2, p. 57.)

En vérité, après ces passages si formels, je ne compr
puisse chercher d'autres preuves de la foi d'Ausone dan
saint Paulin. Est-il probable que saint Paulin eût dit à s
quer Jésus-Christ s'il n'était pas chrétien ? S'il était chré
n'en rapporte-t-il sa reconnaissance et la gloire à Au
vait rendu digne de la grâce de Jésus-Christ, par ses
préceptes ? Il lui offre les premiers fruits de sa vie chré
on présente au propriétaire les premiers fruits de l'ar
planté. En vérité, il faut se faire singulièrement illusion
que saint Paulin ne nous donne pas à comprendre que
chrétien ! Mais allons plus loin.

Poema X.

Dans la réponse que Paulin fit aux lettres de son
une vive peinture de notre fin dernière et du jugement
hommes. Mais tout cela suppose qu'Ausone était chrétie
pas de la morale de Jésus-Christ, ni du jugement dernie
qui n'y croyait pas ; ce serait absurde que d'entretenir
tures, de la justice du Dieu des chrétiens, un païen q

les autels, qui n'espérait rien rencontrer après la mort de Caron, les Champs-Élysées et autres absurdités mythologiques; mais Ausone, qu'on le remarque bien, ne le blâme point chrétien, mais bien de ce qu'il a quitté ses amis, son pays, ses vastes propriétés, qu'il appelle des *royaumes* (*regna*) et Paulin, nous l'avons vu, lui répond que s'il voulait vivre en et dans la pratique des vertus chrétiennes, c'était par ses *leçons*; et quant à ses austérités en Espagne, « je ne dit-il, qu'elles puissent déplaire à mon vénérable père ou qu'il puisse croire que c'est une aberration de mon esprit de mener une semblable vie pour Jésus-Christ (1). »

Passages dont on ne conteste pas l'authenticité; ils établissent le christianisme d'Ausone; comment y répond-on? Par ce qu'il veut qu'Ausone soit païen, mais par des probabilités, des arguments sans valeur, ou du moins négatifs. Savez-vous comment qu'emploie contre le christianisme d'Ausone, le M. de La Bastie, membre de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres? C'est que le poète bordelais conseille à son petit-fils de lire Virgile et Horace; c'est encore que, dans ses vers sur les Gaules, et sur Bordeaux en particulier, il parle des portiques publics, des temples païens, des statues, et jamais consacrées à Jésus-Christ.

Le petit-fils d'Ausone aurait eu plus de mérite à nos yeux de lire Virgile ou l'*Imitation de Jésus-Christ*; et le grand-père, s'il lui avait fait la lecture; mais, de grâce, dans quels livres M. de La Bastie a-t-il cherché son grec et son latin? Quels sont les livres qu'on nous met dans les mains au collège? Ce sont les auteurs païens, et certes, nos grands-pères n'ont jamais passé pour païens! Quant à Ausone sur les églises, peut-on raisonnablement en inférer qu'il n'y eut pas d'églises monumentales dans les Gaules d'Ausone; à Bordeaux, ni Saint-André, ni Sainte-Croix, ni autre église curieuse à voir ou digne d'être citée n'existaient pas; mais il faut faire passer Ausone pour païen parce qu'il n'en parle pas! Dans l'autre épître (XXIV), pour mieux engager saint Paulin à venir à Bordeaux, Ausone lui dit que le pays est beau, et que dans le bourg

NOTES.

(1) Non reor hoc sancto sic displicuisse parenti
Mentis ut errorem credat sic vivere Christo.

NOTES.

—

qui touchait à sa maison, il se trouvait une église fr
fidèles (1).

M. de la Bastie élude les conséquences de ce passage
gulière ! Le mot *ecclesia*, dit-il, ne signifie pas ici une
assemblée. Ausone lui dit que le bourg est célèbre et q
fréquemment.

Cette traduction est fort commode pour ceux qui
habitants se faisaient souvent des visites, et qui veu
faire passer Ausone pour un païen ! Mais on ne songe
nions mondaines, au lieu d'attirer saint Paulin, ami d
solitude et de la prière, devaient produire dans son esp
traire. Cette traduction élastique suppose Ausone un m
Paulin un homme du monde, deux suppositions ég
Ausone, esprit distingué, eut plus de tact, et saint
quitté pour une église et la solitude. C'était un mau
faire venir, que de lui parler des réunions mondaine
Bastie se trompe : le mot *ecclesia* signifiait, au IV^e s
dans l'acception moderne de ce mot. Par *ecclesia*, o
temps d'Ausone, un édifice religieux ou consacré au
paraît évidemment par le décret de Gratien, *De Conse*

Ausone ne dit rien qui puisse nous faire croire qu'il y
non, mais il ne dit rien non plus qui puisse nous fai
traire. Cette sorte de raisonnement ne mérite pas de r
prétendons pas qu'il fut un fervent chrétien ; saint Paul
et voilà pourquoi il lui écrit ses lettres si tendres pour
parle de la perfection évangélique, du jugement dernie
tait pas chrétien, il lui aurait certainement parlé de la r
de recevoir le baptême pour être sauvé. Il n'en fait ri
chrétien, lui parle de son bonheur, et semble lui dire
» que vous fissiez un jour comme moi. *Je ne doute nul*
» *Christ ne vous récompense des conseils et des avis que*
» *nés.* »

Carmen X.

Objection.— Si Ausone s'était fait chrétien, Symma
amis païens n'auraient-ils pas laissé échapper, à ce
mots de regret, d'ironie ou de blâme ?

Réponse.—Non ; ils n'osaient rien dire contre une rel
assise sur le trône avec Gratien et Théodose, tous d

(1) Celebrique frequens ecclesia vico.

logiques. Dans l'amitié qui existait entre Ausone chrétien et Symmaque païen, la religion n'était pour rien ; l'amour des belles-lettres était le seul lien, comme cela se voit dans nos académies

où des athées ont pu s'asseoir autour de la même table, avec des chrétiens ou Frayssinous, sans que leurs liaisons pussent être considérées comme un signe de l'identité de leurs croyances religieuses. Symmaque était l'ami intime d'Hespère, fils d'Ausone ; mais Hespère n'était pas chrétien.

— Saint Ambroise, saint Augustin, saint Jérôme, n'ont pas employé le mot d'Ausone ; il n'en aurait pas été ainsi, s'il avait été

chrétien. Si Ausone avait, comme son ami Paulin, abandonné les plaisirs du monde pour Jésus-Christ, ces grands personnages auraient parlé de lui, comme ils ont fait de saint Paulin. Mais que dirait-on d'un homme qui croyait et vivait comme beaucoup de nos jours ? Ces saints personnages n'ont pas parlé d'Ausone parce qu'il n'était pas chrétien, mais parce qu'ils ne pouvaient pas parler du bien.

— On dit qu'il était chrétien, mais qu'il agissait en honnête païen. Cela nous paraît leste. Nous ne connaissons que ses écrits ; ils nous paraissent assurément très-pieux ; mais sa conduite morale nous est inconnue ; son jugement est donc téméraire et sans base.

— On ne peut pas croire que le pieux Valentinien aurait fait venir de Trèves un païen, qu'il chargerait de donner une éducation à son fils ? Quelle singulière conduite que celle d'un prince chrétien, qui veut que son fils soit chrétien, aussi bien que ses amis, et qui confie cependant son fils à un païen ! Et Gratien lui-même, qui a favorisé la propagation de la religion chrétienne dans ses États, a nommé pour premier consul un païen, au grand scandale des chrétiens, et a nécessairement porté à favoriser les païens ? Il est ridicule de dire qu'il est impossible de le croire. D'ailleurs, Gratien lui-même a écrit qu'il ne s'était déterminé à lui confier la dignité consulaire qu'après avoir imploré les lumières de Dieu, comme il (Ausone) lui avait écrit de le faire dans les occasions importantes (1).

— On ne peut pas non plus éluder les conséquences qui découlent naturellement de la nomination d'un païen à la consularité. *consulibus in annum creandis solus mecum volutarem, ut me nosti, ut velle te scivi, consilium meum ad Deum retuli. (Ausone, Grat.*

NOTES.

—
Symmaque,
lib. X, ep. 10.

NOTES.

—

ment de ce langage ? Le mot *Dieu*, dans cette phrase, et consorts, veut dire *dieux* ; Ausone lui conseilla de cunités païennes ! Si Ausone était chrétien, aurait-il con prince chrétien de consulter les divinités de l'Olympe fable ? N'aurait-il pas perdu à l'instant même l'estime de père et du fils ? S'il n'était pas chrétien, quelle opinion père durent-ils avoir de la duplicité de ce maître, qui croyait pas, et qui recommandait à son élève de faire estimait absurde ?

Objection.—Si Ausone était chrétien, il aurait décidé, et son influence, ses parents à se faire chrétiens. Or étaient païens et même intolérants, car son petit-fils, sous ses yeux, se plaint que ses parents l'empêchaient au culte du Christ. Ce ne fut qu'après la mort de son que ce jeune homme put enfin réaliser ses désirs, à tr

Réponse.— Il ne s'agit pas ici du christianisme de sa du sien. Si on voulait consulter Baronius, *anno 393*, c'avait des chrétiens dans la famille d'Ausone ; qu'il av deux religieuses, ses tantes, Hilaria et Julia Cataphro Scaliger, avaient fait vœu de virginité. Cette circo assez formelle en faveur de notre opinion. Le jeune Pa faire prêtre ; ses parents s'y opposèrent ; on n'en pe qu'ils étaient païens. Après la mort de son père, Pauli dres ; c'est ce qu'il faut entendre par ces lignes : « En » tes saints autels, ô Christ, notre Dieu ! j'ai reçu » miséricorde, tes sacrements, après trente-huit ans é

Vossius est le premier qui ait exprimé un doute sur bien d'autres se sont rendus ses échos depuis lors ; ma *grossièrement*, dit Bayle. Tout le moyen-âge le crut Giraldus, qui vivait près de cent cinquante ans avant la croyance de son temps à ce sujet, et affirme qu *comme il était facile de l'inférer de ses vers et de ceux de ciple* (2).

(1) Ad tua, Christe Deus, altaria sacra revertens
Te miserante, tua gaudens sacramenta recepi,
Ante hos ter decies super et his quatuor anno

(Eucharis

(2) Christianus quidem Ausonius fuit, ut ex ejus versibus et discipuli facile colligimus. (GYRALD, *Hist. poét.*, dialog. X.)

du XV^e siècle, le christianisme d'Ausone était si généralement passait pour un fait si constant, que Trithème et quelques-uns l'ont cru évêque de Bordeaux, et que, dans quelques éditions de ses œuvres, il est représenté en habits pontificaux, comme le remarque D. Devienne, prouve moins la vérité que l'idée qu'on avait de la religion de ce poète.

On cite ces deux vers de saint Paulin à Ausone :

Quia tuo tantus nobis consensus amore est
Quantus et in Christo, connexa mente colendo.

Ces vers ont encore l'avantage de prouver, d'une manière incontestable, le christianisme d'Ausone. » M. Ampère, dans son *histoire de la France*, parle ainsi : « Ausone fut chrétien ; il est appelé où il adressait sa prière du matin à la Trinité ; il est à la fête de Pâques, et dit que les solennités de la Pâque qui se rappelleront en ville. »

Voilà l'opinion de nos savants Bénédictins ; la voici ; elle ne méritait pas d'être mise en avant dans ce débat : Après avoir dit que l'opinion qui attribue son christianisme n'est pas tolérable, ils ajoutent : « La licence, quelquefois effrénée, qu'Ausone s'est donnée dans quelques-uns de ses poésies, est une preuve qu'il n'avait ni le bon sens, ni peut-être les mœurs assez chastes pour un chrétien ; » et qu'à lire quelques autres de ses pièces, comme son *Idylle sur la fête de Pâques*, pour ne pas douter un instant de son christianisme. On y voit un homme qui, non seulement parfaitement instruit de nos principaux mystères, mais qui dans sa prière qu'il y a insérée, parle même à Dieu avec beaucoup de piété. D'ailleurs, soutenir qu'Ausone était païen, c'est, d'une part, faire abstraction de la piété éminente de saint Paulin et de Gratien, ses deux disciples favoris, et de l'autre, de ce qu'était Valentinien I^{er}, qui l'avait choisi, parmi tant d'autres, pour précepteur de Gratien. Comment pouvoir allier l'indolence et héroïque que ce prince, avant son élévation à l'empire, témoignait pour l'idolâtrie, sous le règne et les yeux même de son père, et qui l'autorisait, avec le dessein de confier à son fils aîné la direction de son fils aîné ? Il ne faut pas non plus oublier ici que les parents d'Ausone faisaient profession, et qui forme une preuve en faveur de son christianisme. Emilia Hilaria,

NOTES.

—

NOTES.

» sœur de sa mère, embrassa la virginité et devint
» De même, Julia Cataphronia, sœur de son père
» ginité au mariage. »

Ainsi, Ausone fut chrétien; tout nous le dit.
l'empereur Gratien, ses écrits, saint Paulin, tous
de tous les siècles, rien n'autorise l'opinion con-
clame, comme lui appartenant, cette haute intelli-
Bordeaux et l'une des plus grandes illustrations de
de la vieille Gaule.

NOTE XII (page 436).

SUR LES DEUX CONSULATS D'AUSONE, A ROME

Ausone dit qu'il avait été consul à Rome et
ambabus, etc. Ce titre de consul à Bordeaux est
ques savants, comme une grande difficulté. Du-
blait à celui d'*échevin* (*scabinus*), dignité qui répon-
ce que nous appelons aujourd'hui maire ou officier
prétend que Ducange se trompe, et recule l'ori-
huit siècles après le temps d'Ausone, dont Duca-
assertion sur l'ancienneté du nom de consul dans
suivants :

Diligo Burdigalam, Romam colo, civis in i
Consul in ambabus; Cunæ hic, ibi sella c

D'après M. de Valois, les mots *consul in ambabus*
qu'étant consul à Rome, capitale de l'empire, il
seconde personne, de l'État à Bordeaux et dans
pire. Cette manière d'interpréter les vers et la
paraît trop hardie; il n'y a pas de phrase, si sin-
on ne puisse dénaturer le sens en prenant une s

Ausone ne parle que de ces deux villes, Rome
en termes assez clairs, qu'il était né dans l'une d
sultat dans toutes les deux. Scaliger a cru qu'A
ou premier magistrat, dans sa ville natale avant
il cite à l'appui de cette opinion une inscription
marquée sur une vieille pierre qu'on avait détachée
M. de La Chassaigne, président du Parlement c

ainsi conçue : DEC. AVSONIVS COS. OLYMPIAD. LXXXIII (4).
 tout conservé, excepté la date; il ne se ressouvenait pas
 u 84; le chiffre était effacé ou oublié. Cette différence
 t rien à la question, puisque ce n'était pas à cette époque
 sul à Rome; c'était plus tard. Cette inscription se rap-
 son consulat à Bordeaux.

alois, le nom de consul hors de Rome ne fut donné aux
 municipaux que huit siècles après Ausone. Cette assertion
 usse. Pline cite le consul de Tusculum, du nom de Lucius
natur., lib. VII, cap. 43.) Il paraît certain que les villes
 e l'empire, et Bordeaux était de ce nombre, se réglaient
 ur tout ce qui regardait l'administration, les titres, le
 attributions des fonctionnaires; c'est là l'opinion de Sca-
 , de Casaubon et de Ducange. Ne sait-on pas que, dans
 uments du haut et du bas empire, il y avait, à l'instar de
 nats à Bordeaux, à Lectoure, à Bayeux, à Limoges, à
 vec des magistrats à leur tête, chargés de l'administra-
 es. Ausone célèbre le noble sénat de sa ville natale : *Pro-*
u. (*Mém. de l'Académie des inscript.*, t. 32.) Les premiers
 ces corps s'appelaient *duumvirs*, *édiles*, *préteurs*, *consuls*,
 s endroits, *dictateurs*. Cela même se pratiquait durant la
 ant que Rome ne fût soumise à un empereur.

ans Grutter un grand nombre d'inscriptions qui consta-
 e Valois conteste, et qui prouvent que le titre de consul
 magistrats municipaux de plusieurs villes dans les pro-
 ut consulter encore avec avantage, sur ce sujet, Noris,

um in prædio amplissimi præsidis Joseph Cassiani effossum. Diu
 ssim illius inscriptionem in memoriam revocare, quia obiter et ut
 gens, illam legeram, neque aliter quicquam pensi habui. Tamen,
 fallor, videtur mihi ita habuisse : DEC. AVSONIVS. COS. OLYMPIAD.
 a me erratum est, erit fortasse in ultimis numeris, nam utrum
 at IIII in ea inscriptione fuerit, non plane memini. Igitur hoc mo-
 atur consulatus municipalis, non consulatus Romæ.

Rome tombe à l'année de Rome 1118, ou l'année de Jésus-Christ
 dit lui-même :

ille annos centumque et bis fluxisse novenos,
 nsulis Ausonii, nomen adusque leges. »

(*Épigram.* CIX, CX, CXI, édit. Migne, 1846.)

NOTES.

—

NOTES.

dans ses *Cænotaphia Pisana*, dissert. 4, cap. 3; et Évérald, *solib. extra Ital.*, cap. 2.

« Je crois, dit M. Bonamy (*Académ. des inscript.*, etc.), » les empereurs, il y a eu des villes municipales dont le » porté le titre de consul, et qu'Ausone, par conséquent » ticulier, consul à Bordeaux, ville municipale. » M. de son *Histoire du Droit romain*, dans le moyen-âge, adopte

Du temps d'Auguste, Bordeaux reçut de grands privilèges. Ses institutions ressemblaient à celles de Rome. En 409, les empereurs devenant Augustes, cessèrent de prendre le titre de consul. Mais, plus tard, lors, a été donné au chef municipal, ou principal magistrat, le titre de consul. Justinien abrogea la dignité de consul et la réunit à celle de maire. Justin le Jeune voulut la rétablir, en 566; mais il ne put le faire par son inconstance. Les empereurs continuèrent à être les seuls consuls. Ce n'est d'eux pour une fois seulement, c'est-à-dire la première fois, que le titre de consul fut donné. On comptait alors et l'on datait les actes avec la formule *consulatum*.

Le titre de consul fut donné, par Justinien, aux évêques, qui le regardèrent comme un titre très-honorable. Mais, bientôt après aux grands vassaux, et au IX^e siècle aux seigneurs, qui se coalisèrent contre les Normands. Pendant les X^e et XI^e siècles le titre de consul était synonyme de celui de comte, et les comtes d'Auxerre datent des années de leur consulat.

De tout ce que nous venons de dire, il résulte très-clairement que Valois s'est trompé lorsqu'il a dit que « les consulats, » mairies, n'ont été établis dans les villes des Gaules » siècles après le temps d'Ausone. » Le mot maire, mal employé que dans le Nord; c'est par les Anglais que ce mot est venu en Aquitaine et employé en 1473, ou plutôt, peut-être, par le premier magistrat, qu'on appelait jusqu'alors *consul* ou *commandant*. Quant à l'usage du mot échevin, à la place de comte, maire, il doit son origine à Catherine de Médicis. Catherine de Valois, il ne date que de l'an 1556. Le mot *scabini* (échevins), semblait, à la vanité nationale, préférable au mot de maires, et rappelait des souvenirs républicains; au lieu de maires, on ne voulait avoir que des échevins dans toutes les villes. Les courtisans adopta facilement cette locution florentine. La création des consuls de commerce, elle ne remonte qu'au commencement des IX^e, au mois de mars 1563.

Comte de
Peyronnet,
*Histoire
des Francs.*

ppier à la prétendue critique de Valois, quelques écrivains
is de changer le texte, et de lire :

..... Consul in hâc sum,
Civis in ambabus.....

changements semblables sont sans excuse, car rien ne les
est excusable de manquer de critique et d'érudition ; mais
onnable de toucher à un texte dont personne ne conteste
, et cela, pour éluder une difficulté qui n'est qu'appa-

article scientifique, publié dans le *Journal des Débats*, aux
ier et de février 1847, M. Pardessus, membre de l'Aca-
scriptions et des belles-lettres, dit « qu'il croit qu'au temps
y avait hors de l'Italie des magistrats municipaux qui pre-
om de consul ; que le reproche fait par Valois à Ducange,
l pris le sens d'Ausone, n'est pas fondé, et que les Béné-
adhéré trop facilement à l'erreur de Valois. » Cet écrivain
tout point le sentiment que nous embrassons ; mais il dit,
que « le sens des deux vers d'Ausone est obscur..... ; que
es mots du second vers laissent subsister quelque incerti-
Ausone s'y résume à dire qu'il doit la naissance à Bordeaux,
la dignité consulaire : *Cunæ hic, ibi sella curulis.* »

reconnaisant qu'il y avait des consuls dans les villes muni-
de l'Italie, il nous semble que M. Pardessus ne peut éprouver
à en accorder à Bordeaux, ville municipale. Ausone est
te ; comment M. Pardessus le trouve-t-il obscur ? Les ti-
tes mêmes ; mais le consulat de Rome était beaucoup plus
ue celui de Bordeaux et des villes municipales. A Rome, le
après l'empereur, le premier personnage de l'empire ; à
était le premier de la ville. A Rome, il avait ses licteurs,
x, etc. ; à Bordeaux, il n'en avait pas. Ausone dit qu'il avait
Rome et à Bordeaux ; Pardessus n'y voit pas de difficulté.
ouve-t-il donc obscur le texte qui nous semble si explicite

NOTES.

NOTE XIII (page 436).

SUR LA VILLA LUCANIAC D'AUSONE.

riens ne s'accordent pas sur la position topographique de
s uns le placent sur la rive gauche de la Dordogne ; les au-
ive droite. L'abbé Souchai le croyait à Bazas.

NOTES.

—
*Histoire
de Bazas.*

—
*Histoire
de
l'Académie,*
t. 13, p. 264.

—
Dupin,
*Histoire
de
La Réole,*
311.

Cette dernière opinion, que nous avons nous-même adoptée, paraît plus assez bien appuyée ; nous croyons donc donner.

Le savant abbé Lebœuf, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a soutenu une autre opinion trop ingénieuse pour occuper une place dans notre travail.

Il prétend que la villa d'Ausone était à *Rusch*, bourg de Pujols, où l'on a découvert, en 1746, de superbes tombes romaines, daillies du haut et du bas empire ; il y en avait de Trajan, de Constantin, de Décéntius, de Julien, etc., etc. On y découvrit aussi des saïques, sur un espace de plus de 20 toises, des agrafes, des oreilles, des glands d'or, des lames d'épées romaines. Les noms que portent aujourd'hui plusieurs localités de ce canton, semblent fournir à son opinion, si non une preuve formelle, du moins une forte présomption et une vraisemblance incontestable. Le nom de *Julius* était commun dans la famille d'Ausone et de sa femme, et Ausone aimait à perpétuer la mémoire et le nom de ses parents, en donnant leurs noms à ses terres. Ainsi on trouve (*Podium-Julii* ou *Puy-Jules*, comme on dit Puy-Paulin) le nom *Julius*, nom du père d'Ausone (1). *Lucaniac* avait reçu le nom de son beau-père *Lucanus*, ou de sa femme *Lucania*. *Doulezon*, écrit *Tholauson*, est encore une autre petite localité des environs. Le poète bordelais avait fait construire une maison de campagne dont la toiture se terminait en dôme, *tholus* ; de là vient le nom de *(Tholus-Ausonii)*, dont on a fait plus tard *Tholausone* et *Tholous*.

Ruch, autre localité voisine, n'est que la corruption du terme employé par Aulu-Gelle, pour désigner une petite terre qui correspond bien avec cet autre diminutif, *Hærediolus*, qui donne à sa terre patrimoniale :

Salve, hærediolum, majorum regna meorum
Quod proavus, quod avus, quod pater excoluit, etc.

On sait que Jules Ausone, père de notre poète, était à Puy-Jules. L'abbé Lebœuf prétend que ce canton, ou *Ruscum* d'Ausone, était, dans d'anciens titres, le petit Bazas, parce qu'après sa mort c'était l'endroit que Jules affectionnait le plus.

(1) Les soldats de Jules César, sous les ordres de Crassus, y firent quelques écrivains, et donnèrent à ce lieu le nom de Puy-Jules, ou Puy-César.

ion est très-ingénieuse; elle seule nous paraîtrait la vérité; mais il y eut alors un port, à Brannes ou dans les environs, qu'on appelait Condate.

Il est probable qu'Ausone adressa à son ami Théon, en Médoc, il lui dit de bien ramer, quand le vent cessera de gonfler les voiles, la marée le portera de Domnothon (domaine de Théon) au port sur la Dordogne, où il trouverait une voiture trainée par des bœufs, qui le conduirait vite à Lucaniac (4). Mais le port] de Domnothon est sur la rive droite, et le Lucaniac dont parle Lebeuf est sur la rive gauche. Il faudrait donc prouver que le nom primitif de Domnothon fut quelque autre port des environs, fut alors Condate; mais comme cette ville étant détruite, ce nom fut donné à la ville qui s'appelle aujourd'hui Condat, plus tard sur la rive droite, qui s'appelle depuis lors Condat, on ne l'a pas prouvé. Nous sommes donc obligés de chercher Lucaniac sur la rive droite.

Il est probable que le port par où l'on passait pour aller à Lucagnac; Vinet ou Saint-Émilien est le lieu désigné dans les vers d'Ausone. Ce nom a été généralement adopté. Cependant, un honorable érudit de nos jours vient d'en émettre une autre, appuyée sur des preuves qui ne sont pas à dédaigner.

On découvrit à Saint-André-de-Montagne, canton de Lusignan, les débris d'une villa immense; on y trouva des mosaïques, les colonnes, les autres grossières, des fragments de carreaux, des chapiteaux en marbre blanc d'Italie et des hypocaustes, des médailles petit bronze du temps de Théodose; enfin, deux statuettes en marbre de Caen, l'une de 70 centimètres de hauteur, dont l'une représente Diane, la seconde son arc, appuyée contre un chêne, dont les branches ombragent, pendant que son écharpe et sa tunique s'agitent. Sa jambe gauche est tendue, sa droite relevée comme celle d'Actéon; mais son cerf chéri, métamorphose d'Actéon, est couché

NOTES.

Guinodie,
Histoire
de Libourne.

) Unus Domnothoni te littore perferet æstus
Condatem ad portum, si modo deproperes,
.....
Invenies præsto subjuncta petorita mulis
Villæ Lucani mox potieris — aco.

(Epit., AUSONE, Theoni, etc.)

NOTES.

—
Guinodie,
liv. III.

Guinodie,
*Histoire
de Libourne*,
tome 3.

L'autre statuette, Vénus sortant de l'eau (la *Vénus Ausone*), étreint de la main droite une large mèche de sa che-
gauche, elle tient le manche d'un instrument dont l'ex-
offre une rainure propre à recevoir quelque ustensile de t-
un miroir. Ce manche est soutenu, pour soulager la
Amour à cheval, sur l'épaule droite d'un Triton, qui re-
bricité la personne d'Anadyomène, et porte une rame
gauche. A droite, et aux pieds de Vénus, coiffée semblable
se montre un autre Amour enfourchant avec aisance un
il excite les mouvements au moyen d'un fouet placé dan-
che. Ces statuettes ne sont pas l'œuvre d'un artiste de
cependant, elles ne sont pas sans valeur. Mais quel était
main, dit M. Guinodie, assez puissant pour accumuler sur
tant de magnificences ? Ne serait-ce pas Ausone, le poète
dont le splendide palais rivalisait, au rapport de saint Isidore,
monuments de Rome ? On a rencontré de belles ruines à
près de St-Émilien ; mais quelle prodigieuse différence en-
les ruines dont nous parlons ! Ausone, décrivant la Vénus
peinte par Apollon, nous la montre étreignant sa che-
main, et la dégageant de l'écume de la mer (1). Ne serai-
table qu'émervéillé de la beauté du tableau et de la bri-
tion du peintre, il eût fait exécuter une statuette qui l'eût

Ainsi, la villa d'Ausone était sur la rive droite, comme
invitation à Théon ; non loin du port de Condatis, comme
saint Paulin (2). Ce domaine fut appelé *Lucaniac*, peut-être
tenant à sa femme Lucana ou à son beau-père Lucanus.
plaisance pour eux et comme souvenir domestique. D'ailleurs
que c'était un pays boisé, et qu'il était ainsi appelé de la

(1) *In venerem Anadyomene*

Emersam pelagi nuper genitalibus undis
Cyprin Apellei cerne laboris opus ;
Ut complexa manu madidos salis æquore crines
Humidulis spumas stringit utraque comis.

(Épigramme CIV.)

(2) *Ant quum Lucani retineris culmine fundi*

Æmula Romuleis habitans fastigia tectis,
Materiam præbente loco qui proxima signat,
In Condatino diceris degere vico.

(PAULIN.)

ruines, et au même lieu, on a trouvé, dit encore M. Guinodieu, statue en marbre, qu'Ausone désigne plus particulièrement par le sept-neuvième épigramme (édit. de Vinet); elle représentait une déesse avec les attributs de toutes les divinités dont il porte le nom.

NOTES

« Je m'appelle *Bacchus*, dit Ausone; l'Égypte me croit *Osiris*; les Gaulois me nomment *Phanaces*; je suis pour les Indiens *Dionysos*; pour la religion des Romains, *Liber*; *Adonis* chez les peuples d'Arabie, et *Lucaniac*. »

Cette nouvelle opinion est bien développée par M. Guinodieu; elle est certainement la meilleure qu'on ait jusqu'ici soutenue. Cependant, ces statues, ces statuette qui sont loin d'être des chefs-d'œuvre, ne suffisent pas entièrement à former une certitude absolue. On a découvert des ruines à la Magdeleine, à Saint-Émilien, à Ruch et ailleurs de Saint-André, dans la commune de Saint-Georges-de-Matigney, qui peuvent les égaler; mais rien ne prouve encore, d'une manière certaine, qu'elles faisaient partie du palais d'Ausone. Les statuette ne s'élevaient pas dignes de la maison d'un consul, et d'un consul d'Ausone. Le miroir manque, mais l'imagination de M. Guinodieu sa place! Ces déesses de marbre furent destinées à embellir le palais, dit l'historien de Libourne; mais sur quoi fondé le fait, dit-il, a des formes presque correctes; Vénus a un cou souple et de souplesse dans les bras, ses jambes trop grosses, on dirait qu'elles sont chargées! Voilà les magnifiques statues qu'Ausone, habitué à admirer les admirables sculptures de Rome, et qui pouvait en avoir, a fait du palais, dit-on, et ces grotesques statues n'avaient que 70 centimètres de haut! Le doute nous est permis encore.

Ces preuves nous donne-t-on que cet endroit s'appelait, du temps d'Ausone, *Lucaniac*? On le suppose, sans autre base de probabilité que cette opinion, que ces pauvres statuette en ruines, ces anneaux! Nous ne faisons qu'exposer nos doutes; nous avouons que notre conviction sur ce sujet n'est pas encore formée. Il est certain qu'il existait un Condate au IV^e siècle; saint Paulin l'appelle *Condatum*, ou lieu fortifié (4). Et, ailleurs, il dit que c'était un

(4) Adjutus ut mox navis auxilio tuæ
Ad usque portas oppidi, etc.

(AUSONE, *epist.* XXII.)

NOTES.

—

vicus, ou chef-lieu du pays (1); mais il ne dit pas s. Nous savons que, dans le moyen-âge, il y eut un endroit, mais dont le nom primitif était *Compuhac*, ou *Confluac*; sur le confluent de l'Isle et de la Dordogne; mais si nous le nom primitif du port de Brannes était *Condate*, que nous en on ? On demanderait des preuves; on aurait raison. Nous donnons à notre tour; qu'on nous prouve qu'on donnait, au nom de *Lucaniac* à Saint-André ou à la Magdeleine, près de Lion, et toute difficulté disparaîtra. Si non, supposition, celle du savant M. Lebœuf, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ne nous paraît pas sans importance, suppose que le *Condate* du IV^e siècle était sur la rive gauche, rasée par les Romains, le nom fut donné à une autre bâtir au confluent de l'Isle et de la Dordogne, sur la rive droite; nous prouve cela par l'histoire, et nous trouverons *Lucaniac* de cette ancienne *Condate*; et alors, nous le répétons. M. Lebœuf nous paraîtra la seule vraie.

Nous avons examiné avec soin les différentes opinions sur ce sujet; pour nous, la difficulté reste encore; il faut donc des preuves plus explicites pour former notre conviction. Si on ne donne pas de plus formelles, il faut chercher quelque autre trouvaille villa d'Ausone, ou adopter celle de M. Jouanville, qui semble la meilleure.

Notre poète eut une autre propriété dans la Saintonge.

Vinum cum bijugo parabo plaustro
Primo tempore Santonas vehendum.

(Ep.)

Dans son épître XXIV, il dit que trois fleuves le séparaient de Bordeaux. Cette propriété s'appelait *Noverus*; dans les siècles suivants, *Novalarie* (*Ecclesia sancti Petri Novallarii*, et aujourd'hui le nom de *Les Noulliers*, près Saint-Jean-d'Angély (2). L.

(1) Aut quum Lucani retineris culmine fundi,
Æmula Romuleis habitans fastigia tectis
Maliviam præbente loca, qui proxima signat
In Condatino diceris degere vico.

(P.)

(2) Scaliger, Ortellius, La Martininière et La Sauvagère plaçaient d'Ausone à Royan; c'est une erreur nous adoptons l'opinion de M. de Bourignon.

(*Epist. XI, XXIV*), ce sont la Garonne, la Dordogne et la

NOTES.

Trina me flumina cætu,
Secernunt turbis popularibus.

core une autre campagne près de Bazas ; il en parle dans
Idylle.

NOTE XIV (page 139).

AGUS, OU LA VILLA DE CE NOM, APPARTENANT A SAINT PAULIN.

in avait une villa à *Ebromagus* ; mais les historiens ne s'ac-
sur sa position topographique. Les auteurs de l'*Histoire du*
placent à *Vibram*, village du département de l'Aude, non
elnaudary ; quelques autres la croient à Brannes-sur-Dor-
t la retrouve à *Embran*, aujourd'hui *Brau*, canton de Saint-
le ; et Scaliger, Jouannet et plusieurs autres, croient que
au confluent de la Garonne et de la Dordogne. Nous allons
valeur respective de ces différentes opinions, et nous n'hé-
instant à adopter celles de Scaliger, de D. Devienne et de
y, auteur des *Études sur saint Paulin*.

des Bénédictins du Languedoc ne nous paraît pas admissi-
omagus était sur le bord d'une rivière navigable, comme il
ement de la correspondance d'Ausone et de saint Paulin.
s. *ad Paulin.*, 22, 24). Le village indiqué par les Bénédictins
rs la source du Lers, où cette petite rivière n'est pas navi-

disent les Bénédictins, remercie Paulin de lui avoir envoyé
de l'huile et de la saumure de Barcelonne (4). Et comme
avait des propriétés à Narbonne, où l'olivier est cultivé, ils
t que l'*Ebromagus*, d'où l'huile avait été expédiée, se trou-
Narbonne, à *Vibram*, sur les bords du Lers, et non aux en-
ordeaux, où l'on n'en fait pas.

one ne dit pas que cette huile avait été récoltée à *Ebroma-*
donne à entendre qu'elle lui avait été expédiée d'*Ebroma-*
out. Paulin avait fait venir de chez lui à Narbonne, ou de
tre part, sa provision d'huile et de saumure ; il la reçoit
Ebromagus, et en fait part à Ausone, son ami, qui l'en re-

displacuisse oleum quod miseras, munus iterasti, addito etiam Barci-
iæ condimento, etc. (*Epist. Auson. ad Paulin.*, 21).

NOTES.

—

mercie. On n'en peut pas conclure qu'*Ebromagus* était à Vibram.

Sulpitius Severus demeurait à *Eluzone*, non loin de maient bien, Paulin et lui; oui, mais en peut-on inférer que Paulin y demeurait aussi, ou que l'*Ebromagus* était là? Paulin, étant à Nole, sans esclaves, sans affranchis, son ami, Sulpice Sévère, de lui expédier le vin qu'il avait encore à Narbonne (1). Mais comment les Bénédictins conclure de cette circonstance qu'*Ebromagus* se trouvait à Narbonne? Le vin vieux, n'a-t-on pas pu le porter de quelque part à Narbonne? Peut-on nous dire qu'il l'avait récolté dans le pays de Narbonne quand bien même il eût été récolté à l'*Ebromagus*, n'aurait-il pas fait porter à Narbonne et l'y avoir laissé en dépôt? Sulpice ne nous apprend qu'il avait du vin vieux à Narbonne; mais nullement qu'il dit que sa villa d'*Ebromagus* se trouvait à Narbonne, ce qui nous de le faire observer plus haut.

Ebromagus était bâti sur les bords d'une rivière navigable; on alla déposer dans cette villa les provisions en blé qu'il avait achetées sur les rives du Tarn et de la Garonne, et les y embarquer pour les transporter à *Lucaniac* par un bateau (2). Or, *Ebromagus* n'étant pas navigable; donc, Vibram ne saurait être l'*Ebromagus* de Sulpice.

Brannes n'est pas non plus l'*Ebromagus*; voici nos raisons. Sulpice dit : Ausone, craignant la disette du blé, chargea ses vaisseaux de faire aller en acheter dans le pays où la récolte n'avait pas été bonne. Philon parcourut le Haut-Pays, les rives de la Garonne, le pays de *(Tarnum et Garumnam permeat)*, et embarqua sur de petits bateaux les grains qu'il avait achetés, et arriva à *Ebromagus*, où, saint Paulin, il les mit en dépôt, en attendant une occasion de les transporter, sur un bateau, à *Lucaniac*. Son séjour fut long; les domestiques de Paulin pressèrent son départ.

(1) Si necesse fuerit deficientibus a me libertis et servis et fratribus impendas, et ordinare digneris, qualiter ad nos vinum vetus, quod habere credimus pervehatur. (*Epist. Paulin. ad Severum.*)

(2) Is nunc ad usque vectus Hebromagum tuam.

Sedem locavit mercibus.

.....

Ut inde nauso devehat

Nostros in usus ut refert.

(AUSONE, *ad Paulin.*)

qu'il voulût bien donner, pour quelques jours encore, à son intendant (4). Mais le port où il fallait débarquer à Lucaniac était à Condate, près Libourne, d'après les idées de la position topographique : nous ne parlons pas de l'opinion de Condate d'alors sur la rive opposée, à Brannes. En remontant la Garonne, avec ses bateaux chargés de grains, il était obligé d'aller aux ports de Condate et de Lucaniac pour aller à Brannes, chez le *Ebromagus*. Pourquoi aller deux lieues plus loin, chez un marchand de provisions en blé, qu'on était pressé de posséder à Condate, au lieu de débarquer à Condate et d'arriver vite à Lucaniac ? On ne peut raisonnablement supposer qu'on soit allé débarquer deux lieues plus loin des marchandises qu'on était obligé de rapporter à Condate ? Brannes n'est donc pas l'*Ebromagus* de saint Paulin.

On a dit que c'est *Embraud*, ou *Braud*, dans le canton de Saint-Paulin (3) ; c'est encore une erreur : *Ebromagus* était situé sur la rive gauche de la Garonne ; cela résulte évidemment de la correspondance de Paulin. Or, Braud est à une lieue de la rivière. D'ailleurs, il est probable que Philon, venant de parcourir les environs de la Garonne, soit descendu plus loin, vers d'Ambès, plus loin même que Blaye, pour remonter en Garonne ? Cette supposition est inadmissible.

Scaliger place *Ebromagus* à Bourg (4). D. Devienne adopte cette place, et dit : « On voit avec certitude que la ville de Bourg est le domaine de Paulin, et que son père, ou peut-être lui-même, a construit les murs et l'ayant mis en état de défense, en était le fondateur. On ne peut non plus révoquer en doute que saint Paulin n'eussent dans cet endroit une maison de campagne. Il est naturel d'y fixer, comme l'a fait Scaliger, cet *Ebromagus*, lequel saint Paulin faisait sa résidence avant de se retirer

NOTES.

(Paulin) apud Hebromagum conditis mercibus, quas per agros diversos
so ab hominibus tuis usus hospitio, immature periclitatur expelli.

(AUSONE, *ep. ad Paulin.*, 22.)

ut inopiâ liberetur mature.

via in eadem ripâ, Embrau, sive ut alii appellant *Braus*. Hunc vicinior quem Embromanum, Ebromagumve Ausonius et Paulinus appellant leucis à Burgo distantem. (VINET, in *Auson*, *epist.* 478.)

vero Paulini Ebromagus ad confluentes Durannii et Garumnæ duobus et nobilium fluviorum Burgus vocatum est. (JOSEPH SCALIGER, *Ausonius*, *lib.* 2, *cap.* 9.)

NOTES.

» en Espagne, et qui, pour lors, aurait été distant de
» du port de Condate. »

Le géographe Nicolas Sanson déclare que, selon
est la seule véritable, et que l'*Ebromagus* de saint P
Braud, mais à Bourg.

Vers la fin du IV^e siècle, *Ebromagus*, qui n'était
l'opulente famille des Paulin, reçut de grands embellis
lin l'avaient tellement agrandi, qu'il méritait alors le
ou lieu fortifié. Le nouveau nom lui était donné, en
V^e siècle, comme il apparaît par le poème de Sidoine
tait l'entrepôt général des marchandises qu'on impor
et son port était très-fréquenté. « Je vois déjà, ô
» doine, tes brillantes destinées : *tu seras nommée ains*
» velles maisons surgissent du sein des ondes. Au m
» parts, se voient des thermes élégants; de vastes g
» de toits dans toute leur longueur, s'étendent au lo
» suffisent à peine à contenir la vaste quantité de m
» y dépose. Là, arriveront les graines de l'Afrique, d
» Pouille, etc., etc. (1) »

Ainsi, il est très-probable que le nom de *Bour*
V^e siècle; ce nom de Bourg fut alors substitué à c
comme le prédit Sidoine. « O Bourg! tu seras ainsi a
diceris sic.)

Ebromagus est, d'ailleurs, un nom celtique, dont
rapporte évidemment à la position topographique de
Ménage, veut dire, en langue celtique, la décharge
la mer ou dans un fleuve, et *mag*, ville. De ces deu
on a fait *Hebro-magus* en le latinisant; *Hebro-mag*,
droit où la Dordogne se décharge dans la Garonne.

Ausone appelle quelquefois cette résidence de Paul
que *mann*, en celtique, veut dire lieu, localité, deme
ces vers :

(1) Cernere jam videor quæ sint tibi, Burge, futu
Diceris sic : nam domus de flumine surgunt,
Splendentesque sedent per propugnacula the
Desuper in longum porrectis horrea tectis
Crescunt, atque amplis angustant fructibus æ

Is nunc adusque vectus Ebromanum tuam,
Sedem locavit manibus.

(AUSONE, *epist.* 22.)

ces ces raisons, nous croyons, avec Scaliger et D. Devienne, qu'il s'agit l'*Ebromagus* de saint Paulin.

NOTE XV (page 484).

SUR LE SACRE DES ROIS DE FRANCE.

auteurs, et, en particulier, Vertot, et même le savant Da-
que le sacre de Pepin est le premier dont on ait parlé :
le premier de nos rois, dit Vertot, qui se fit couronner avec
onies de l'Église, pour conserver sa personne et la rendre
spectable aux peuples. » (*Dissertation sur l'ancienne forme des*

niel dit « que c'est le premier sacre de roi qui soit marqué
e histoire par des écrivains dignes de foi. » (*Hist., deuxième*
y Martin adopte ces idées sans examen, et travestit le sens
la cérémonie. (*Hist. de France*, t. II, 229.)

ctions nous paraissent fausses. Le testament de saint Remi,
ne ne conteste l'authenticité, et que Frodoard nous a con-
ste le contraire. « *Quem (Clovis) baptisavi*, dit saint Remi, *de*
e suscepi, donoque septiformis spiritus consignavi et per ejusdem
iritus sacri Chrismatis unctionem ordinavi in regem. (FRODOARD,
Rhem., lib. 4, cap. 48.)

ignage prouve le baptême, la confirmation et l'onction royale
ar saint Remi. Saint Grégoire de Tours dit encore, comme
et Frodoard, que Clovis, roi, fut oint du *Saint-Chrême*,
e dit même de Brunehaut, liv. 4. Le troisième continuateur
ire, dit aussi « que Pepin fut, selon l'*antique usage*, consacré
vêques. » Cette *Continuation*, écrite par ordre de Childe-
d'un auteur contemporain. Il paraît que cet usage fut main-
s Clovis. Grégoire de Tours parle de l'onction de Brunehaut;
artres parle du sacre de Charibert et de Gontran; le père
te un acte de Louis le Débonnaire, où il est question du sacre
La tradition de la *Sainte-Ampoule* en est aussi un témoi-
Cette tradition se fût-elle perpétuée, dit le comte de Peyron-
on n'eût fait aucun usage du *Chrême* miraculeux depuis Clo-
r'à Pepin ? » (*Hist. des Francs*, t. 2.)

NOTES.

NOTE XVI (page 184).

SUR L'USURPATION DE PEPIN ET LA LÉGITIMITÉ DE HUGUES

« Traiter d'usurpation, dit Châteaubriand, l'avènement
» couronne, c'est un mensonge historique ; il n'y a po
» là où la monarchie est élective ; c'est l'hérédité qui,
» une usurpation. »

La monarchie pouvait être élective de droit ; mais d
héréditaire ; car, à la mort des princes, on ne voit p
élections réelles ; si, à la mort du roi, le peuple, légale
ment consulté sur son successeur, eût appelé Pepin au
Constitution reconnût ce mode d'élection, rien de mieu
ric vivait ; il fallait respecter ses droits acquis ; il n'agis
par une bonne raison, il ne pouvait rien faire . Charles
roi séquestré ; Pepin suivait son exemple. Childéric,
embarras ; s'en défaire par le poignard ou le poison,
pour rendre Pepin odieux au peuple, qui aimait encore
de Clovis. « La chose en quoy se trouva le plus empe
» à desraciner ceste ancienne opinion que le peuple av
» lignée de Clovis. » (PASQUIER, *Recherches*, liv. 2, ch.

Si la couronne était véritablement élective, d'où v
transmission héréditaire du pouvoir royal, depuis Clov
déric ? D'où vient-il que Pepin, devenu roi, partage se
met à ses enfants, héréditairement et non par électio
usurpée ? C'est qu'il voulait agir, régner et léguer ses
les lois de la dynastie déchue. Le roi, dit-on, était in
sait rien, car on n'essaya jamais la force ou l'étendu
gence. Le fût-il, son fils ne le serait peut-être pas. L
infailliblement élu roi si on l'avait consulté. Les Leud
l'État, étaient attachés à Pepin, oui ; mais ces Leudes
toute la nation ; ils ne pouvaient pas changer la Consti
élu, dit-on, de l'avis et du consentement de tous les F
fut Hugues Capet deux cent trente-sept ans plus tar
tout cela ! Nous savons comment on fait parler le peup
se fait proclamer chef, même de la France : Louis-Phil
blique de 1848 sont là pour nous dire ce que valent
politiques, ce silence de la peur, ces acclamations de

arité entre Pepin et Hugues Capet. Sous Pepin, le trône ne : le roi régnait, mais Pepin l'empêchait de gouverner ; sous pet, le trône était vide : le dernier des Carlovingiens, le duc -Lorraine, ayant fait hommage de son duché à l'empereur, ar là à la couronne de France ; le peuple français rentra oits, et, ne voulant pas être vassal d'un prince étranger, il e trône Hugues Capet, comte de Paris, duc de France, l'un ands feudataires du pays.

, dit-on, approuva et consacra l'usurpation ; il déclara, si yons Adhémar de Chabannes, en vertu de son autorité apos- 'il fallait reconnaître pour roi *Pepin, qui était du sang des* (QUI ERAT DE SANGUINE REGALI FRANKORUM), *afin que l'ordre de suc- le ne fût pas troublé.* Le pape Zacharie répondit convenable- emande qu'on lui avait adressée, et presque dans les mêmes motif et le but qui le faisaient agir, c'était qu'il était plus *titre et la puissance se trouvaient réunis dans la même per-* qui était vrai. Le P. Le Cointe nie que le Pape ait autorisé e substitution dynastique ; mais Montesquieu l'affirme. (*Es-* is, liv. 34, ch. 46.)

constata un fait : il ne créa point un droit ; il sacra l'usurpa- car le mal était sans remède, la nation était contente. Plus de la part du roi, qui végétait avec ses fils dans un monas- la part du peuple, qui avait acclamé leur nouveau prince. Le eurs, avait besoin des Francs contre les Lombards et les oin lui faisait la loi la plus dure, celle de la nécessité ; il s'a- ur la papauté, d'être ou de n'être pas : Pepin avait promis protection par Boniface, évêque de Mayenne ; et, d'ailleurs, t l'église ? Réclamer contre la déchéance d'un roi, réalisée its depuis de longues années ? C'eût été insensé et ridicule. er pour le fils de l'héritier ? Mais il ignorait ses droits ; il de- sa destinée ignoble, ignorée et obscure, dans un couvent, en . C'eût été une folie, puisque la nation voyait, sinon avec moins avec indifférence, la race mérovingienne s'éteindre sans honneur et sans gloire. Le Pape, en un mot, ne pou- anger la Constitution. Pepin usurpa, la nation ne réclama ne voix ne s'était élevée contre la violation du droit ; et le nçais ne réclamant pas, ne disant rien, mais consentant, le t tort d'y intervenir : il reconnut le fait ; la France fit le droit. disent Châteaubriand et autres, Pepin fut un usurpateur heu-

NOTES.

reux. « Les qualités d'un héros et d'un prince sage firent
» usurpation, » dit Feller.

Maintenant, revenons à Hugues Capet. On dit qu'il n'eut
de droits à la couronne que Pepin; qu'il persécuta l'héritier
l'héritage; en un mot, qu'il était un roi usurpateur. Voici
qu'on la lise, et l'on verra ce qu'il était :

Hugues Capet était fils du fameux Hugues le Grand, duc
maître de tout le pays qui s'étend de la Loire à la Meuse,
de la Bourgogne et du duché d'Aquitaine; il avait deux fils
famille; il aurait pu être roi, mais il respecta toujours
lui qui proclama roi Louis d'*outre-mer*, qui lui fit plus tard
à outrance. Louis se cassa le cou par une chute de cheval
proclamer roi Lothaire. Son fils, Hugues Capet, se distingua
heure par son esprit de justice et de droiture; il fit preuve
car il combattit souvent à côté de son père. Le domaine
alors réduit à la ville de Laon; le reste du royaume appartenait
seigneurs, qu'on appelait *suzerains*, mot barbare introduit
gue et dans les faits par Pepin et ses adulateurs.

La Lorraine avait fait partie de la France : Othon, empereur
sédait. Lothaire résolut de la reprendre : une guerre mal
mença; mais Charles, frère de Lothaire, trahit la cause
la France et de sa famille; il s'attacha à l'empereur, et
en récompense de sa trahison, la Lorraine comme fief
ment de foi et hommage à l'empereur; et s'étant dénationalisé
alla cacher sa honte à Bruxelles. La France le déclara indigne
le nom de français, et l'exclut à tout jamais du droit au trône
juste, c'était bien.

Fort de cette trahison, Othon envahit la France, dévasta
assiégea Paris. Les Parisiens délibérèrent sur leur situation
livrer la capitale, lorsque Hugues Capet s'y jeta avec son
encouragea les habitants à se défendre. Le peuple, plein de
joie, continua à bénir son sauveur, qui, de son côté, ne cessait
des sorties, et finit par forcer Othon à lever le siège, après
d'attaques inutiles. Malgré cette défaite, Lothaire, dominé par
s considérations majeures, fit un traité avec Othon, et céda
l'Allemagne.

Le roi mort, Hugues Capet n'avait qu'à prendre la couronne
roi de fait. Le peuple et les princes, mécontents de la situation
Lorraine, la lui offrirent; mais, sujet fidèle, il respecta

oi le fils de Lothaire, à peine sorti de l'enfance. C'est sur
ndation que le jeune Louis V fut reconnu par les autres
bout de quinze mois, Louis meurt; Charles, duc de Lor-
éritier qu'il fût de son neveu, n'avait aucun droit de reven-
uronne; il n'existait alors aucune loi d'hérédité politique ni
re privilégiée. Mais ce droit eût-il existé réellement, Charles
indigne de l'invoquer; il avait fait hommage de son duché
ain allemand. C'eût été livrer la France à l'étranger: il s'é-
malisé; il n'était plus français. L'assemblée de Noyon le jugea
clarant Charles déchu de tout droit à la couronne; le trône
acant. La nation rentrait dans son droit de pourvoir à cette
e rejeta l'homme qui avait trahi sa patrie et s'était fait vas-
nger; elle choisit Hugues Capet et le déclara roi, pour
rance de la tutelle de l'Allemagne, de la suzeraineté de l'é-
rsonne n'y avait autant de droits; c'était le plus grand feu-
ays, le meilleur capitaine de son temps, et l'idole des Fran-
lus loin: il convoqua les barons et le clergé, les seuls hommes
La ville de Paris l'avait acclamé roi, la nation ratifia l'élec-
a avait le droit; le trône était vide. Charles lui fait la guerre
mes et l'argent de l'empereur; c'était se prononcer contre
onal et vouloir faire de la France un fief de l'Allemagne.
tu, abandonné de ses amis, fut livré à Hugues; il méritait
ques préféra le condamner à une détention perpétuelle. Main-
ons ce que la France lui doit.

é est venue toute faite, avec la liberté représentative, des
Germanie; l'épée de Clovis créa l'unité de nos provinces,
uloise du partage ne brisa que trop souvent. Les Mérovin-
ent trois fois de rétablir cette unité, trois fois elle fut dé-
naires du palais étaient des ministres nommés par l'assem-
le; Pepin usurpa. Jusque-là, les emplois et les bénéfices
cables; pour récompenser les Leudes qui avaient consenti
ion, Pepin rendit ces emplois héréditaires, en émancipant
comtes, les marquis. Les châteaux devinrent des forte-
onctionnaires devinrent des seigneurs, chaque seigneur ré-
lui l'hommage des habitants de son ressort; l'usurpation
t et complète.

opis de voir la fin du dernier des Carlovingiens et l'avène-
gues. Pepin, ayant voulu porter une couronne héréditaire,
ergé au pouvoir, créa la féodalité, et vit la France toujours

NOTES.

—

NOTES.

—

en guerre. Hugues Capet abolit la royauté élective, sou-
 éternellement renaissants; il fit sacrer son fils, Robert
 seur au trône, enleva aux seigneurs feudataires le droit
 aujourd'hui pour le défaire demain. Ils applaudirent tou-
 la primogéniture; avec Hugues, les assemblées politiques
 Rome ne fait ni ne défait plus les rois, l'évêque de Reims
 c'est sous Hugues Capet que, dans un Concile, jugeant
 prononça en public le premier discours français; jusqu'
 était rendue en latin. Depuis Hugues, l'hérédité, réglée
 par ordre de primogéniture, est devenue la bannière
 écrasé la féodalité, a créé l'unité du peuple français, la
 tique de toute l'histoire ancienne et moderne.

Supposons même que l'assemblée qui plaça la couronne
 de Hugues n'était pas rentrée dans son droit; que s'ensui-
 qu'on avait donné à ce prince était sujet à discussion par
 Charles; mais après sa mort, ce titre devint incontestable
 et quelques assemblées générales qui, pendant l'espace
 ont approuvé et sanctionné l'hérédité dans la primogéniture
 famille, lui ont donné une assez importante consécration
 ait pas dans les sociétés humaines, par tout l'univers, une
 avérée et plus nationale.

On a dit que la nation avait mis à la délégation de sa
 titre héréditaire, des conditions rédhibitoires; c'est faux.
 vera pas une seule trace, ni dans les discours des orateurs
 arrêts des Parlements, ni dans les écrits des magistrats
 sultes. La maxime contraire a toujours été soutenue par
 distingués, par tous les corps politiques et par tous les
 les faits de notre histoire démontrent que la nation a eu
 intérêt, et non pour celui d'aucune famille, que sa déléga-
 condition, et ne pouvait et ne devait finir qu'à l'extinction
 tie. L'institution royale a eu ses défaillances momentanées.
 François I^{er} ont été prisonniers, Charles VI a été fou, Louis
 été mineurs; mais toujours les assemblées ont pourvu, par
 convenables, à ces nécessités passagères, et jamais elles
 retirer la délégation ou à déranger l'ordre établi; elle a
 tenu, pour la transmission du pouvoir royal, cette loi
 supérieure aux mobiles volontés humaines, que nous
 timité.

Le sacre de Clovis, de Pepin, de Hugues Capet, es-

empruntée à la loi judaïque; c'est la consécration religieuse de la *temporelle*, qui, comme le dit Fénelon, *vient de la commune* *appelle nation*. C'est la nation qui crée le droit : l'Église n'en fait que le consacrer, quand la nation le veut. Le droit n'a d'absurdité, dont on s'amuse à épouvanter les ignorants; plus que les peuples, n'y ont jamais cru, et la religion, qui ne distingue pas un Néron d'un Constantin, un empire de saint Louis, une république de Louis XVI; elle ne désire la transmission du pouvoir souverain, par voie héréditaire, comme condition morale de la vie civile, principe de justice, de stabilité et de force, principe qui devient la base de l'ordre et du travail, la garantie de la propriété, qui sauvegarde la civilisation, la vraie liberté et l'ordre, et produit, pour le peuple, un inappréciable bienfait, l'unité perpétuelle d'une grande nation ne peut réaliser sans lui. Ce principe a reçu une consécration égale en 1789, dans les cahiers généraux dépouillés par le peuple de Tonnerre au sein de l'Assemblée constituante.

NOTES.

NOTE XVII (page 189).

LE CHATEAU ROYAL DE CASSIGNOL, CHASSINEUIL OU CASSEUIL, OÙ CHARLEMAGNE PASSA LES PAQUES AVANT SON EXPÉDITION POUR L'ESPAGNE.

Charlemagne vint, avec sa femme Hildegarde, à un endroit appelé *Cassinogilum* (*Cassinogilus*) par Aimoin; il y passa les Pâques, y laissa sa femme, qui y accoucha de Louis le Pieux. Où était cette ville? où se trouvaient ce magnifique palais de Charlemagne, cette tour de briques, ce *torrent de Quoderot*? Comment expliquer cette facilité d'y arriver en bateaux, dont parle Aimoin? On prétend que c'était à Chassineuil (Sainte-Livrade), dans l'Age-fer. D'autres prétendent que c'était à Casseuil, près de Caudrot. Nous allons examiner la valeur historique de ces prétentions; mais, d'abord, citons Aimoin : « Testes sunt præeminentium ruinæ ædificiorum interque eminentes summas illud Caroli-Magni principis passignol, gloria quondam et decus cunarum filii ejus, jam Ludovici pii, quod, Deo ita volente, inimica gens subvertit, habitabile redderet, et tamen quid aliquando fuerit, manifeste non habet. Ideo loci situm est, quo torrens Quoderot Garannam influit, et perterritam in margine memorati torrentis exstructam habens, ad adventum prævidit et egressus auxilium possit arceri navium

NOTES.

—

» simulque ut classis regia absque adversariorum impe-
 » cata de minori ad fluenta majoris deduceretur amni-
 » ecclesiam ampliori ecclesiæ conjunctam, miro opere ex-
 » catam; in quâ, si bene visu recordor, permodicum habet
 » gum, in quo frater Hludovici primi geminus illa pietas

Ainsi, du temps d'Aimoin, au X^e siècle, il y avait à Ca-
 restes de l'ancien palais de Charlemagne, une chapelle
 d'une beauté admirable, une tour en briques sur le bord de
 Quoderot, d'où on pouvait voir l'arrivée des bâtiments
 repousser, et où la flotte royale, construite dans des cales
 la petite rivière, pouvait sans danger passer dans la Garonne
 dans la chapelle, qui était peu éloignée d'une autre église
 paroisse probablement, le sarcophage du frère jumeau de
 bonnaire. Voilà en substance l'article descriptif d'Aimoin.
 voyons s'il s'applique à l'une de ces deux localités qui se
 neur d'avoir eu le palais de Charlemagne.

Casseuil, dans le Bordelais, n'a rien, en fait de ruines,
 rappeler l'architecture du VIII^e siècle : pas le plus petit
 la moindre trace d'un palais. La petite rivière le Dropt
 peu plus loin dans la Garonne ; mais comment l'a-t-on
 rent, et surtout le torrent Quoderot ? Ce mot est-il le nom
 qu'on emploie pour désigner le bourg qui se trouve à
 Mais le village de Caudrot, dit-on, est ainsi appelé à cause
 tion sur le Dropt, *Cauda-Dropti* ; c'est une erreur : ce mot
calcis, *cauz*, en patois (chaux), et *rupes*, roc, parce que le
 sur des rochers calcaires, *calcis-rupes*, *cauz-roc*. Le torrent
 appelle *Quoderot* n'est, ne peut être le *Dropt*, qui coule
 travers de fertiles campagnes, et ne ressemble en rien
 des montagnes. A cause de sa position sur ce qu'on appelle
Dropt, cette branche qui passe sous l'église de Casseuil,
 le nom de *Cauda-Dropt* à ce village ; mais Aimoin donne
 courant d'eau qui n'est pas un torrent, mais bien une
 vière. Comment, d'ailleurs, supposer qu'il y eut un château
 constructions maritimes sur ce filet d'eau, qui porte à
 gabares ? Comment nos chroniqueurs ne parlent-ils pas
 lais de Casseuil ? Tous nos historiens gardent le silence
 Dans le *Compte-rendu de la Commission des Monuments*
 1845-6, un écrivain de Bordeaux, M. Rabanis, adopte
 opinion ; et ne trouvant pas de vestige d'un vieux palais

ques, ni d'une gracieuse et admirable église en briques, il dans le vieux manoir d'un président du Parlement de Bordeaux, à Taurignac, M. Neuffons, à Gironde, le palais de E.

es ruines de Gironde datent tout au plus des XIII^e ou XIV^e nom de Gironde se trouve fréquemment mêlé aux romans poés à Charlemagne, on aurait dû les citer; si ces romans sont au XII^e siècle, cela peut être vrai; s'ils sont antérieurs à e, ils ne peuvent pas faire mention de Gironde, car le bourg ne date, d'après les *Chroniques de Bazas*, que de 1173. Nous vu à Gironde une église en briques ni une tour en briques, palais; il n'y en a pas non plus à Casseuil. Il faut donc cher- nogilus, ou *Cassinogilus*, d'Aimoin quelque autre part.

matière, l'opinion de Daniel n'est pas à mépriser: Voltaire historien exact, sage et vrai, et dit que son histoire est pré- tes celles qui avaient paru avant lui. Eh bien! le vrai, l'exact « Charlemagne rentra en France pour se préparer à cette . Il passa en Aquitaine avant Pâques, et assembla son armée uil, maison royale dans l'Agenais. » Le nom de Casseuil ne lle part que chez nos modernes fabricateurs d'histoires; le seneuil se voit dans les *Annales* d'Éginhard, *Collect. de Mém.*, ot, anno 777, où nous lisons: « Charlemagne célébra la ques à Chasseneuil, en Aquitaine. » Ne sait-on pas que le Chasseneuil fut une des quatre habitations où Louis le Dé- lut de passer ses hivers: à Doué, sur les confins de l'Anjou ; à Audiac, en Saintonge; à Ébreuil, en Auvergne, et à dans l'Agenais, dit M. Guizot? (Voir l'Astronome, *Vie de mnatre*). N'est-ce pas dans le même château agenais, lieu de que Louis invita, avec un si filial empressement, son père, Charlemagne? L'Astronome dit que « Charlemagne laissa la et très-pieuse reine Hildegarde enceinte de deux jumeaux, âteau royal, appelé Chasseneuil. » Les *Grandes Chroniques* dit. Paulin Paris, disent que la reine accoucha d'un fils, qui s, en une ville qui a nom Cassinole.

e qu'une flotte ne peut pas monter jusqu'à Chasseneuil, en us reconnaissons qu'il est très-difficile d'expliquer cette te d'Aimoin; une flotte royale (*classis regia*), dans le sens nnonns aujourd'hui à ce mot, ne put pas entrer dans la Ga- abares et de petits bateaux peuvent seuls monter, non seu-

NOTES.

—

NOTES.

lement à Casseuil, près de Caudrot, mais même à Ch Lot. Il paraît d'ailleurs certain que le lit de la Garonne ferme un moins grand volume d'eau qu'alors. Aimoin a canevas; sa relation est exagérée. Partout où se trouve Aimoin ne voyait que beauté, que richesses, que magn d'Aquitaine lui-même, il a voulu flatter sa patrie. Les teau, de la tour et de l'église, ont été retrouvés à C étaient en briques, dit Aimoin, comme toutes les con pays-là, tandis que dans le Bordelais on n'emploie pr brique; la bonne pierre n'y est pas rare. Ainsi, tout ce de la flotte royale ne peut s'entendre que de petits bat de la Maison de l'empereur; c'est l'imagination du pat la plume de l'historien, et, au bout du compte, Aimoin vre historien, une bien faible autorité. Son histoire, qu'une compilation pleine de fables. Nous pouvons d quier, au XVI^e siècle, au sujet d'Aimoin : « Eh vrain » savoir, quelle créance on doit apporter à cet aute (*Recherch. littér.*, 10, ch. 23.)

Mabillon, *De re diplomatica*, 269, croit que le palais était à Chassineuil; il assure que, d'après tous les anc lieu n'était pas loin d'*Exciso*, Eisses, dont Athicus par raire; mais Eisses n'est qu'à deux milles de Chassineuil Quand l'Astronome dit que Charlemagne *laisa Hildege et passa la Garonne aux confins de la terre des Aquitain* il nous donne facilement à comprendre qu'il s'agissait dans l'Agenais, et nullement de Casseuil, dans le Bor conclusion qu'en tire Mabillon. Chassineuil est situé e et les habitants de la seconde Aquitaine; il est donc le l'Astronome.

Mais il y a encore une autre preuve; c'est un monu moin silencieux, mais éloquent; c'est l'église de Sa fut bâtie par Charlemagne en l'honneur de *sainte Li vrade*), en reconnaissance de la grâce que Dieu avait d'une heureuse délivrance. Chassineuil a été détruit mais les fidèles se sont réfugiés sous les murs pr église, et Sainte-Livrade, aujourd'hui un gros bourg nom les anciennes traditions locales, comme Mabillo observer : *Loco supra cit.*

D'après le même auteur, Pierre le Moine, ou M

Albigensis, cap. 79, place *Cassinogilus* dans l'Agenais : *Cassinogili nobile et fortissimum in territorio Aginnensi*.

tius, dans ses *Tables géographiques de l'empire de Charlemagne*, place *Cassinogilus* au confluent de l'*Oltus* (Lot) et de la *Leda*, in *op.* Henry Martin adopte cette opinion. (*Histoire de France*,

émoignages valent plus que celui d'Aimoin, dont Valois n'a pas évité souvent les grossières erreurs, et qui a pris la rivière pour le village *Caudrot*.

d'ailleurs, bâtir un roman sur la faible autorité d'Aimoin ? Mais que son ouvrage a été interpolé, en plusieurs endroits, par des écrivains, et surtout par ses continuateurs. Qu'on lise, dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. 44, p. 185.

Il faut donc que le château royal de Charlemagne était à Agenais, et non à Casseuil, dans le Bordelais.

NOTE XVIII (page 243).

SUR LES FIEFS ET LA CONCESSION DES FIEFS.

est une terre donnée par un seigneur à un vassal, qui s'engage à être toujours fidèle et soumis. De là vient le mot teuton, *Fief*, adopté dans la basse latinité (1). La concession d'un fief était précédée de trois cérémonies principales : l'hommage, la foi et l'investiture. L'hommage n'était autre chose que l'expression énergique de la reconnaissance et du dévouement du vassal à l'égard du seigneur. Le vassal, quand il rendait hommage, avait la tête découverte ; il était sans armes, sans épée ni éperons ; il se tenait à genoux, mettait ses mains sur les mains du seigneur, et promettait d'être désormais son homme, et de lui être fidèlement et loyalement, aux dépens de sa vie, par son bras et son conseil, en considération des terres qu'il tenait de lui. Nul autre que le vassal en personne ne pouvait recevoir l'hommage, qui se terminait ordinairement par un baiser ; 2° le serment de fidélité était imposé à tout fief ; mais la cérémonie en était moins personnelle. Le serment pouvait être reçu par procureur ;

Le *Fœdum* analysé, renferme et exprime les obligations et le serment du

F E O D V M.

Fidelis ero omnino Domino vero meo.

NOTES.

il était prêté par les ecclésiastiques : les expressions qui différaient peu de la formule d'hommage ; 3^e l'investiture du fief, était de deux espèces : l'une réelle, l'autre nominale ; la première était la mise en possession effective, soit par le seigneur ou son délégué ; l'autre était symbolique, et consistait dans la remise d'un morceau de gazon, d'une pierre, d'une baguette, d'un arbre ou de tout autre objet dont l'usage avait été le caprice des Coutumes locales.

(HALLAM, *l'Europe au moyen-âge*).

NOTE XIX (page 238).

SUR LA PORTE-BASSE.

La Porte-Basse était percée dans le mur de la première enceinte rebâtie après le départ et les ravages des Normands. Quoiqu'elle l'ont fait remonter jusqu'au temps des Romains ; et vers le XVIII^e siècle (1766), on voulait la faire démolir, parce qu'elle gênait la voie publique. Le chapitre Saint-André, étant seigneur du terrain sur lequel cette porte était bâtie, demanda une somme de 50,000 liv. avant de consentir à cette démolition, qui fut refusée à la chute d'une maison située sur un surhaussement. Cette démolition ; mais on l'effectua en 1803, sans être obligé de payer une somme : tous les titres étaient brûlés, tous les droits éteints ; la révolution avait appris au peuple à faire des lois et à ne pas subir.

Cette porte, qui était à l'extrémité méridionale de la ville, n'était qu'une informe ouverture de 4 mètres en tout sens et avait 2 mètres d'épaisseur. Au-dessus de cette porte, dans une niche une statuette en pierre d'environ 4 mètres de haut représentant un personnage vêtu d'une longue robe, la tête couronnée de fleurs, avec un livre ouvert à la main. On le disait le peuple, qui l'appelait *Saint-Bordeaux*, qu'il tournait le livre toutes les nuits, à minuit ; on le considérait comme le protecteur de la ville. On a dit que c'est à la fameuse Éléonore de Bordeaux, la reconnaissance bordelaise avait érigé cette statue : non, c'est un rien. Si elle représentait une femme, comment la traînait-on ? l'appelait-elle *Saint-Bordeaux* ?

La Porte-Basse a disparu ; mais on donne aujourd'hui le nom de *Porte-Basse* à celle dite de *Toscanam*, à l'entrée de la ville et qui date du X^e siècle, comme la *Porte-Basse* qu'on

NOTE XX (page 240).

CE QU'ON APPELAIT SAUVETÉ (*salvitas*), OU DROIT D'ASILE.

On a beaucoup parlé du droit d'asile et de son origine : les uns croient qu'il date du X^e siècle, les autres en retracent l'origine jusqu'au commencement du monde. On se trompe en l'un et l'autre sens ; cette erreur, comme tant d'autres, a circulé parmi les ennemis de l'Église, des institutions et des princes chrétiens, n'a autre base que l'ignorance de l'histoire des peuples prévenus ou la mauvaise foi des sectaires.

Le droit d'asile et des sauvetés remonte à la plus haute antiquité. Chez les juifs, le temple et le tabernacle étaient des asiles ; il en était de même des statues des dieux et des empereurs à Rome. A Sparte, le temple de Pallas ; à Éphèse, les esclaves se sauvaient dans le temple de Diane ; en Étolie, les banqueroutiers frauduleux trouvaient un asile inviolable dans le temple de Calydore. Le droit d'asile devint abusif à Rome, que Tibère crut devoir en commencer la destruction en diminuant le nombre de ces endroits sacrés. (TACITE, *Annal.*, § 60.)

On va plus loin, et nous assure que Tibère détruisit partout le droit d'asile : *Abolevit et jus, moremque asylorum.* (*In Tiber.*, Vit. 37.) On peut consulter sur ce sujet Grotius, le *Droit de la guerre et de la paix*, ch. 24, et Tacite, que nous avons déjà cité. (*Annal.*, liv. III.) Ce n'est pas seulement qu'à Rome que nous trouvons le droit d'asile visible : on le voit longtemps avant Tibère, à Jérusalem, où le temple et le tabernacle étaient des asiles inviolables. Ainsi, ce ne fut pas la destruction de moines ou de rois pieux au moyen-âge, et en fût-il un exemple critique sage et impartial pourrait-il censurer, avec quelque fondement de raison, une institution ingénieuse, politique et salutaire pour les peuples ignorants, calculée et destinée à arrêter la vengeance au pied des autels ou d'un objet regardé comme sacré, et qui, fait pour inspirer aux peuples non policés le respect du droit et des lieux saints, une horreur pour l'effusion du sang, en empêchant celui qui nous a défendu d'en répandre ? C'était un hommage à la religion, un moyen de civilisation, un acte de haute politique dans les mœurs barbares, une œuvre de miséricorde, qui ménageait aux coupables des heures de repentir et le mérite de la résipiscence, à l'homme un espace convenable pour se refroidir. C'était le droit de grâce exercé par la religion au nom

NOTES.

du Roi du ciel, avant que les rois de la terre ne songeassent à cette institution. Cette institution était vicieuse comme tout ce qui est fait par des hommes ; mais elle produisit de bons effets. Le Roi Louis la consacra en 544 dans ses trois premiers canons. Les papes aussi établissent le droit sacré d'asile : *Reum confugiens in ecclesia nemo abstrahere audeat, neque inde donare ad pœnam* (Capit., liv. V, art. 155, liv. VI, art. 54). Le fugitif de la loi des armes en se réfugiant dans le lieu de *sauvreté*, sans qu'on puisse l'arracher : *Quod si non deposuerint, sciunt se armorum videri* dos. (Capit., liv. VI, art. 474.)

Nous lisons encore sous une autre preuve que, quel que soit le crime, on ne doit pas empêcher qu'il soit pardonné par Dieu et le respect des saints : *Nulla sit culpa tam gravis, si concedatur proptem-timorem Dei et reverentiam sanctorum*. (4, cap. 7, art. 4, 3).

On condamnait à mort ceux qui tentaient d'arracher à leur asile : *Et quicumque eos de porticibus, et de atriis ecclesiarum, vel de balneis, vel de adjacentiis ecclesiarum abstrahere præsumpserint, moriantur*. (Capitul. Karol. Mag. et Ludov. Pii, lib. 7, 47). L'esclave meurtrier de son maître, la femme qui avait tué son sujet qui avait conspiré contre la vie du prince, étaient privés d'asile. (Gloss. ad leg. Longobard, cité par Baluze, dans les capitulaires. Voir encore Capit. Karol. Mag, etc., lib. 1, 12). Ce droit réduisit considérablement le droit d'asile, et François Ier le supprima par son édit de 1539.

NOTE XXI (page 269).

SUR L'HOPITAL ET LA CHAPELLE DE SAINT-JACQUES (SAINT-JACQUES)

On ne sait pas exactement à quelle époque fut construit l'hôpital qui se trouvait à l'extrémité de la rue Saint-Jacques. Cet endroit alors appelé le *Claus-Maurum*, ou *enclos des Maures*, d'après les traditions populaires, c'était là, en dehors des murs des Maures, sous les ordres d'Abdérame, s'établirent en 449, par Guillaume IX, duc d'Aquitaine, et l'archevêque de Bordeaux, pour y faire construire un hôpital en faveur des pauvres (1). Le clos, ou *Claus-Maurum*, était

(1) *Eleemosinarie domui quæ est Burdigalæ, de proprietate quæ vocatur Claus-Maurum, quæ est ante ipsam eleemosinariam stationem pauperum.*

retrancha, pour les besoins de l'hospice et des pauvres, étendue, celle qui se trouve aujourd'hui entre les fossés de la rue Leyteire, la rue Causserouge et la rue du Mirail in-

1135, Guillaume X, père d'Éléonore de Guienne, converti en cardinal, résolut d'accomplir un pèlerinage à Saint-Jacques. Arrivé à Bordeaux, il crut devoir pourvoir aux besoins des pèlerins qui passaient en si grand nombre dans cette ville; et ses préoccupations de son voyage expiatoire, donna, en outre, et laissa les fonds nécessaires pour la construction d'un grand hôpital en l'honneur de saint Jacques, dont il allait rapporter des reliques en Galice, hôpital destiné à héberger les pèlerins venant par Bordeaux. L'archevêque y établit un prieuré et des religieux pour le service des pèlerins et de l'hôpital; et pour reconnaître le chapitre de Saint-André, ces frères étaient tenus de payer à ce chapitre, une redevance de 2 sous, conformément au statut fait en 1122 par le même archevêque de Bordeaux.

En exécution des dernières volontés du duc Guillaume, on commença, en 1135, un nouvel hôpital et le prieuré de Saint-Jacques; mais ils ne furent terminés qu'en 1144. En 1152, Henry II, mari d'Éléonore, comte de Poitou, ratifia les dons faits par feu son beau-père à l'hôpital de Saint-James. C'est alors (vers 1152) que le mot Saint-James commença à être employé à la place de celui de Saint-Jacques; et, en outre, la rue même garde ce nom (*rue Saint-James*), parce que l'hôpital s'y trouvait, mais bien parce qu'elle y conduisait directement. C'est le seul mot qui, à Bordeaux, rappelle la douglaise dans le pays.

Il est donc certain qu'il y eut un prieuré à côté de l'hôpital, en outre, par conséquent, des religieux, qui, en vertu des lettres de Henry, mari d'Éléonore (1152), avaient le droit de charger, sur le Bouscat, deux ânes de bois de chauffage, pour faire cuire les pauvres (1), et d'y prendre encore deux charretées de bois afin que, par la valeur de ce bois, ils pussent acheter des aliments pour les pauvres et les pèlerins qui viendraient à mourir à l'hôpital.

Henry leur donna la chapelle de la Magdeleine, qui se trouvait tout près de ces nobles patrons, les religieux se permirent d'y en-

mandum panem refectiois pauperum.

NOTES.

En 1451, Charles VII prit sous sa protection, par ses lettres du 6 septembre, l'hôpital de Saint-Jacques, et en confia l'administration au sénéchal de Guienne. Cependant, certains abus s'étant introduits dans l'administration de cet établissement, et le Parlement intervenant pour le réformer, le roi média par son arrêt du 31 mars 1569. Il ordonna que l'administration des revenus de cet hôpital serait à l'avenir confiée à des bourgeois de la ville, qui seraient chargés : 1° d'héberger un jour et une nuit les pauvres gens allant à Saint-Jacques et en revenant; 2° d'accueillir pendant leurs couches les femmes des pauvres; 3° de veiller à entretenir les enfants exposés et les orphelins. Le reste des revenus devait être réservé pour les pauvres de la ville et le service du prieuré.

L'hôpital de Saint-Jacques devint célèbre dans le XVI^e siècle, comme nous venons de le voir; les pèlerins venaient en foule. En 1456, le cardinal Alain fut nommé sénéchal en chef de ces établissements, et l'église de Saint-Jacques fut déclarée un des privilèges d'une collégiale. En 1548, la chapelle de la Vierge, que les frères y avaient bâtie en 1208 et 1209, fut détruite par un incendie, et le Parlement, à la demande des hospitaliers, obligea le roi, en 1553, à rétablir aux frais de la ville tous les bâtiments de l'hôpital qui y avaient renversés. C'est alors (1553), d'après une commission du roi, qu'on fit reconstruire la chapelle à l'entrée de la rue.

Bientôt après, le collège de la Magdeleine, aujourd'hui caserne, fut construit (en 1571) et confié aux RR. PP. pour l'éducation de la jeunesse; mais se trouvant à l'étroit pour le développement de la jeunesse, ces pères demandèrent la jouissance d'une partie des bâtiments de l'aumônerie de Saint-Jacques. Charles IX, sur leur demande, par lettres-patentes du 4^e mai 1572. Les RR. PP. étaient mécontents : leur zèle se relâcha, et leur maison fut supprimée, en 1574, du consentement du Souverain-Pontife. Plus tard, en 1605, aux Jésuites, à la charge par eux d'entretenir les pèlerins, de recevoir les enfants exposés et de remplir toutes les fonctions du fondateur.

Dans ce temps, les mœurs étaient généralement dépravées, la corruption de toutes les classes à son comble. Les filles se donnaient à exposer leurs nouveaux-nés à la porte du séducteur, qui, au bout de quelques jours, rejetait, non seulement la charge, mais même l'enfant. Ces enfants se multipliaient à l'infini et devenaient une véritable plaie pour une maison d'éducation. Les RR. PP. demandèrent

Registre
du Parlement.

de l'obligation devenue trop onéreuse, et ensuite comme remède contre l'immoralité, que les enfants exposés fussent à charge de celui à la porte duquel on les trouvait. Cette proposition eut ses inconvénients : les innocents, dans ce cas, se trouvent exposés, par la malice ou les vues intéressées d'une jurée, à toutes les charges d'une paternité faussement imputée ; d'un autre côté, l'établissement et les revenus des Jésuites ne suffisent pas à ces charges, qui se multipliaient tous les jours de plus en plus. En 1654, ils firent porter un de ces enfants chez le procureur-général, qui l'accueillit avec charité et lui fit donner une nourrice, qui fut choisie dans le corps de ville. Convaincus que ni les ressources ni l'institut des Jésuites ne sauraient supporter des charges si onéreuses, et qu'il fallait recourir d'une autre manière à la subsistance de ces pauvres êtres, les jurats déchargèrent les Jésuites des enfants trouvés, en vertu d'une ordonnance fut approuvée par le Parlement. On mit ces enfants à la charge de la barbarie des mères inhumaines entre les mains de matrones jurées ; mais on n'était pas content de leur traitement. Les jurats firent une ordonnance, le 17 avril 1686, par laquelle ils en chargèrent les entrepreneurs de la Manufacture, moyennant une pension de 4,500 liv. En 1700, M. Dumas, commissaire de la marine, laissa 4,000 liv. pour les enfants trouvés, et, l'année suivante, on retira ces enfants des mains des matrones pour les confier à des matrones jurées ; mais leur service ne fut pas d'une manière satisfaisante. Les jurats obtinrent, en 1745, du Parlement, des lettres patentes pour la fondation d'un nouvel hôpital des Enfants-trouvés, à Saint-Vincent-de-Paul, qui gagnait peu à peu tout le terrain qu'il avait acheté plus tard, de M. Audraut, conseiller au Parlement, et qui, convertie en hôpital, fut dotée par le roi, de plusieurs riches propriétaires. Cette nouvelle fondation subsiste encore en 1775.

Je donnerai d'autres détails sur les enfants trouvés dans mon *Tableau de la France au XVII^e siècle*, et au *Bulletin polymathique*, t. 4. L'église de Saint-Jacques, reconstruite au coin de la rue Mirail, fut détruite à cause d'une nouvelle distribution du terrain, et les Jésuites obtinrent, en 1588, de pratiquer un passage souterrain sous la rue dans leur collège ; mais le maréchal de Matignon ayant été assassiné, les anarchistes s'y réunissaient et y tenaient des conciliabules, ce qui força de fermer en 1590.

La destruction arriva et ferma toutes les églises. Celle de Saint-Jacques, par les Jésuites, fut convertie en salle de spectacle, sous

NOTES.

—
Registre
de la Jurade,
1615,
2 janvier.

Ibid.,
5 septembre
1654.

NOTES.

le nom de *Théâtre-Molière*. On y jouait la tragédie et le bien que la comédie; mais les brûlantes scènes de la paient toutes les têtes en 1793 et 1794; le Grand-Théâtre amateurs des représentations dramatiques, et le Théâtre abandonné. Au mois de mars 1794 (3 germinal an II), les jeunes citoyens de Bordeaux la permission d'y jouer. Sous l'Empire, ce théâtre devint une salle de danse; le théâtre plus tard, et a été enfin racheté par une commune qui a rendu cette église au culte, sous le nom de *Chapelle*.

Au mois de juillet 1855, en faisant exécuter des travaux de démolition d'une maison en construction rue du Mirail, près de la Chapelle, on a trouvé plusieurs tombeaux en pierres, une fouille d'ossements humains et des débris de colonnettes romaines, restes de l'ancien cimetière de l'hospice, qui s'étendait, à l'époque, le long des Fossés.

Au mois de novembre 1856, en démolissant les vieilles maisons qui masquaient le devant de la maison n. 46, rue Saint-James, à M. Bellouard, on a mis à découvert un encadrement de haut intérêt et du style de la renaissance. Tout y est parfaitement conservé : les pilastres cannelés, les rinceaux, les chapiteaux, corniches et arabesques; le tout surmonté d'une couronnée, représentant un roi le sceptre à la main. Sur la porte, au centre de ce bel encadrement, on voit un médaillon en cadre dégradé au centre par quelque vandale; c'était le médaillon que se trouvait l'hôtel des *Trois-Rois*. Le cadre dégradé représentait des figures, ou têtes royales couronnées, que nos révolutionnaires crurent devoir faire disparaître. L'abbé Baurein semble croire que c'était là la demeure du duc d'Aquitaine; voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Il a dû exister dans les maisons qui portent les numéros 46 et 48 » l'on voit une tour, de grandes salles à l'antique et plusieurs » qui annoncent un édifice public. Sur la porte d'entrée » de ces maisons, on voyait encore, en 1793, un ancien » porté par des lions et timbré d'un casque, en face » grilles. Ce ne pouvait être que les armes du duc d'Aquitaine » prétendent qu'il a habité ce lieu, d'autres que l'Hôtel » à l'avant le premier accroissement de la cité. » (*Variétés*, tome 4.)

L'encadrement et les décorations sont certainement

de les faire remonter au temps des ducs d'Aquitaine, et, on sait que sous les Anglais leurs princes descendaient à l'ancienne abbaye) ou au palais de l'Ombrière. Ils n'avaient aux une résidence particulière.

que la grande hôtellerie des *Trois-Rois* était à l'extrémité de la rue Saint-James ; oui ; mais, comme le fait remarquer l'édifice prenait tout l'espace occupé par les maisons 34, qui le rapprochait de l'ancien Hôtel-de-Ville, et, par conséquent de la rue qui y aboutissait.

est ouvert à toutes les conjectures : quant à nous, nous croyons que c'était là l'hôtel des *Trois-Rois*, et que le joli bâtiment qu'on vient de découvrir ne date que du XVI^e siècle ou, du commencement du XVII^e, époque où cette hôtellerie était en vogue.

NOTES.

NOTE XXIII (pages 248 et 305).

LES RÔLES D'OLÉRON, OU LES JUGEMENTS DE LA MER.

roduisons ici le fameux Code maritime d'Éléonore de Guienne, célèbre dans le moyen-âge sous le nom de *Rôles d'Oléron*, ou *de la mer*. Il fut composé vers l'an 1154. A son retour du Terre-Sainte, où Éléonore de Guienne avait pris connaissance des coutumes de la mer du Levant, elle fit dresser le premier code en vingt-huit articles, sous le titre de *Jugements* ou *Lois*, ainsi appelés de l'île d'Oléron, où elle résidait très-souvent. Richard y ajouta dix-neuf articles nouveaux. A la fin de ce document, imprimé à Rouen en 1266, on lit : *Le scel de l'isle d'Oleron establi aux contracts de la dicte isle, le 20 jour d'après la feste Saint André, l'an mille deux cens soizante*. Cette date n'est pas celle du code primitif ; c'est celle d'une copie faite par un notaire.

On revendique l'honneur de cette composition, pour sa nation, et on prétend, comme lui, que la gloire de ces mesures législatives appartient entièrement à Richard, roi d'Angleterre, et que la rédaction est d'un Anglais ; c'est une erreur : c'est l'ouvrage d'un Breton. Le langage de ce fameux code n'est pas celui qu'on parlait en Angleterre ou en Normandie, mais bien celui du pays bordelais. Tous les cas, toutes les hypothèses y sont tirés du commerce de la mer, et de ses produits, et jamais de ceux de l'Angleterre. Il y est

NOTES.

fait mention très-souvent des navires de Bordeaux et autres marchandises de nos contrées, et se rendant l'Aquitaine à Saint-Malo, à Caen, à Rouen, ports de pour les ports des Iles-Britanniques.

Clairac a fait imprimer ces *Jugements* en 1664 : on y huit articles du projet primitif d'Éléonore, et les autres Richard crut devoir y ajouter. C'est le plus ancien Code à l'exception, toutefois, d'un *Essai* sur le même sujet, qui le corps du droit visigothique. (Voir *Collect. de Bouquet*.)

ARTICLES DU ROLE DES JUGEMENTS D'OLÉRON

I. — Quand on fait un homme maistre d'une nef ou la dicte nef ou navire appartient à plusieurs compagnons, va, et départ du pays d'où elle est, et vient à Bourdeaux ou en aultres pays et se frette d'aller en Escosse ou en estrange. Le maistre ne peut pas vendre la nef, s'il n'a le mandement spécial des seigneurs de la dicte nef; mais (besoin) d'argent pour les despens de la nef, il peut mander apparaux en gage, par le conseil des mariniers de la nef.

II. — Item, si une nef est en un havre et elle demeure son fret et son temps, quand vient à son départ, le maistre prendre conseil avec ses compagnons et leur dire: « S'il n'est pas haiste ce temps? » (que vous semble de ce temps.) Les autres diront, ce temps n'est pas bon, car il est nouvellement fait; le maistre laisser r'asseoir, et les autres diront le temps est bon; le maistre est tenu de soy accorder avec la plus grande partie de ses compagnons, et s'il faisoit autrement et la nef est perdue, le maistre est tenu de rendre la nef, ou la somme qu'elle sera prise.

III. — Item, si un navire ou nef se perd par fortune, en quelque lieu que ce soit, les mariniers sont tenus de plus qu'ils pourront des biens de la dicte nef et des deniers à les sauver, le maistre est tenu de leur bailler leur conseil, et ment à venir en leurs terres, et s'ils ont tout sauvé pour ce puisse faire, lors le dict maistre peut bien engager les choses serót sauvées à aucun preud'homme pour les pourvoir. Si on ne peut à sauver les dictes choses, lors le dict maistre n'est tenu de pourvoir, ançois, il le doit mettre en sauvegarde, et s'il ne sache la volonté du seigneur, et le doit faire le plus tôt qu'il pourra, et s'il faisoit autrement, il est tenu à l'amende.

Item, si une nef se départ de Bourdeaux ou d'autre lieu char-
 gé de denrées, si aucune fois que la nef s'empire, l'on sauve le plus qu'on
 peut de denrées; les marchands et le maistre sont en débat, et de-
 mandent si les marchands d'avoir leurs denrées au maistre? Ils les doivent
 avoir en payant le fret, pour autant que la nef aura fait du voyage,
 par court, court par court, s'il plaist au maistre. Mais si le maistre
 veut adouber sa nef, si tant est qu'il le puisse faire prestement,
 il peut louer une autre nef pour achever le voyage, et aura
 son fret des dictes denrées sauvées, pour estre compté le
 tout à libre, et les denrées payeront les cousts qui auront esté
 pour sauver; et si ainsi estoit que le maistre et les marchands pro-
 curassent gens qui les ayderoient à sauver la nef et les dictes denrées
 pour estre sauvées, la tierce partie ou la moitié pour le péril
 de la nef; la justice du pays doit bien regarder quelle peine et quel
 salaire auront mis à les sauver, et selon icelle peine les guerdonner,
 selonc la promesse que les dicts maistres ou le marchand leur au-
 roient faite.

Item, si une nef se départ d'aucune contrée chargée ou vuide,
 pour aller en autre port, les mariniers ne doivent point issir hors
 de la nef sans le congé du maistre, car si la nef se perdoit, ou s'empiroit
 par quelque mésaventure, ils sont tenus de l'amender; mais si la nef
 est en lieu où elle seroit ancrée ou amarrée de deux ou de trois an-
 ches, ils peuvent bien issir (sortir) sans le congé du maistre, en laissant
 un des compagnons mariniers pour garder le bord et les denrées,
 pour revenir par temps à leur nef; et s'ils estoient en demeure, ils
 doivent l'amender, s'ils ont de quoy.

Item, si les mariniers se louent avec leur maistre, et y en a
 plusieurs sans congé du maistre et s'ennyvrent et font contemps, débats
 avec lui, lesquels y en a aucuns qui sont navrés, le maistre n'est mie
 tenu de faire guérir ny à les pourvoir en rien, ains les peut bien met-
 tre en la nef eux et leurs secours; et s'ils comptent, ils sont tenus à
 leur payer au maistre; mais si le maistre les envoie en aucun ser-
 vice, le profit de la nef, et ils se blessoient, ou on leur fît chose
 par laquelle ils doivent estre guéris et pensez sur le coust de la dicte nef.
 Item, quand il advient qu'aucune maladie prend un des ma-
 riniers de la nef en faisant le service de la dicte nef, le maistre le doit
 faire guérir de la dicte nef et luy doit querir hostel, et luy bailler lu-
 mière, comme graisse ou chandelle, et luy doit bailler un valet de la
 nef pour le garder, ou luy donner une femme qui prenne garde de luy,

NOTES.

NOTES.

et si luy doit pourveoir de telle viande comme on use à sçavoir autant comme il prenoit quand il estoit en santé s'il ne plaist au maistre, et s'il veut avoir viandes plus délectables n'est pas tenu les requérir si n'est à ses despens ; et si elle preste à partir, elle ne doit point demeurer pour luy, mais doit avoir son loyer tout comptant, en rabattant les fraiz de luy en a fait ; et s'il meurt, sa femme et ses prochains le payent pour luy.

VIII.—Item, si une nef est chargée pour aller de Boulogne ou en aultre lieu, et il advient que la tourmente la prenne si qu'elle en peut eschapper sans jeter des denrées et marchandises, le maistre doit dire : « *Seigneurs, il faut jeter une partie de la chandise.* » Et s'il n'y a nuls marchands qui répondent, le maistre et gréens (*ont agréable*) le jet par leur taiselement, mais si l'un d'eux contredisent non pourtant, le maistre ne doit pas laisser de le faire tant qu'il verra que bien soit ; jurant luy et le tiers des matelots par les Saints-Évangiles, que quand ils venoient à la droiture, ils jeté pour sauver leurs corps, et la nef et les autres denrées y sont ; et les vins ou aultre marchandise qui sera jeté ne sera prisées au fur de ceux qui sont venus à sauveté. Et si les marchandises vendus, si les doit-on déporter libre à libre, entre les matelots, le maistre y doit pâtir ou compter la nef ou le fret à son profit, et recouvrer le dommage les mariniers doivent avoir un tiers de l'aultre doit partir au ject selon qu'il y aura, s'il le défend l'homme en la mer, et s'il ne le défend pas, il n'aura rien et peuvent bien les marchands charger le maistre par son profit.

IX. — Item, s'il advient que le maistre veuille couper la force de gros temps, il doit appeller les marchands qui sont chargés en la nef, si aucuns y en a, et leur dire : « *Seigneurs, il faut couper le mast, pour sauver la nef et les denrées, c'est à vous à choisir par loyauté.* » Et plusieurs fois advient que l'on coupe le mast, et laisse ou calles et ancres pour sauver la nef et les denrées, toutes ces choses sont comptées libre à libre, comme si Dieu donne que la chose est venue à sa droite deschargement, les marchands doivent payer au maistre leurs advenants et profits, ou vendre, gager, ou gagner argent, le tout autant qu'ils en pourront, soient mises hors la nef, et s'il les a alloué, et le maistre

de leur débat, et y voit collusion, le maistre n'y doit mie
 avoir son fret, ainsi comme si les thonneaux fussent

NOTES.

un maistre de navire qui frette, doit montrer aux mar-
 bordages avec lesquels il guindera, et s'ils voyent qu'il y ait
 le maistre le doit faire, car si quelque tonneau se perdoit
 de guindage ou cordage, le maistre est tenu le payer aux
 luy et ses mariniers. Et si doit le maistre payer selon
 rendre du guindage; et doit le salaire du guindage estre mis
 le dommage, et le remanant ou surplus doit estre départy
 s les cordages rompent sans que le maistre les monstrât
 ds, il sera tenu de rendre le dommage. Que si les mar-
 t le cordage estre bel et bon, et ils s'en contentent, et que
 néanmoins rompent, chacun doit pâtir au dommage, sça-
 marchand à qui sera le vin seulement et le maistre et les

, si une nef est chargée à Bourdeaux ou en aultre lieu et
 pour mener les vins et n'officient mie bien le maistre et ses
 urs voiles comme ils deussent, et le mauvais temps les
 la mer, par telle manière que la futaille crole ou défonce
 el, et la nef arrive à sauveté à sa droite descharge; le mar-
 maistre que par la futaille est perdu son vin. Le maistre
 lors le maistre doit jurer, luy et ses mariniers, soit qua-
 ceux que les marchands voudront, que les vins ne sont
 eux ny leur futaille, ny par leur défaut comme les mar-
 nettent sus, ils doibvent estre quittes et délivrés. Mais si
 s ne veulent jurer, sont obligés à le payer. Le maistre et
 sont tenus à officier leurs voiles bien et justement avant
 leur charge.

em, un maistre ayant loué ses mariniers, il les doit bien
 et offre d'estre leur juge et s'il y a aucun qui démente l'au-
 avant qu'ils ayent pain et vin à table, celui qui démen-
 er quatre deniers, et si aucun des compagnons le desdit il
 deniers, et si ainsi est que le maistre frappe aucun de ses
 le dict compagnon doit attendre le premier coup, comme
 de paulme, mais si le maistre frappe plus d'un coup, le dit
 e peut défendre, et si le compagnon fiert le premier, il
 nt sols d'amende ou perdre le poing.

em, s'il advient qu'il y ait contemps et débat entre le mais-

NOTES.

—

tre d'une nef et quelqu'un des mariniers, le maistre doit trois fois devant son marinier avant que le mettre hors de la nef; le marinier s'offre à faire l'amende au regard des marchandises; si le maistre est tel qu'il n'en veuille rien faire, le marinier s'en peut aller servir la nef jusqu'à sa destination; mais le maistre doit avoir aussi bon loyer, comme s'il estoit venu au port, et d'autant le méfait au regard de ses compagnons : Et si le maistre en prenne un aussi bon compagnon en la dictes nef, qu'il met hors et si elle s'empire par aucune aventure, le maistre est tenu à rendre la nef et la marchandise s'il y a dommage.

XIV. — Item, si une nef est en un cours liée ou ancrée, et une autre nef vient de dehors et ne se gouverne mie bien, et fait dommage à la nef qui en est sa voye, si que la nef est endommagée du coup de l'autre nef, le maistre de la nef qui a donné et il y a des vins défoncez et enfondus, le maistre de l'autre; par la raison, le dommage du coup doit estre par moitié par moitié des deux nefs et les vins qui sont endommagés, aussi le dommage entre les marchandises, et le maistre de la nef ferru et frappé l'autre est tenu à jurer sur les Saints-Evangiles, que ses mariniers, qu'ils ne ferrurent mie de leur gré et volentiers, et pourquoy ce jugement fut fait, premièrement qu'il ne se mette point volontiers à la voye d'une meilleure, si qu'il ne fait dommage ou puisse grever aultre nef, mais quand elle est en danger de partir jusques à la moitié, elle se relèvera volontiers de sa voye.

XV. — Item, deux nefs ou plusieurs sont en un port, et l'une d'eau et s'y asseche l'ancre de l'une des dictes nefs. L'autre nef doit dire à l'autre : « *Maistre, levez vostre nef* » trop près de nous, et nous pourrait faire dommage. » Et si l'autre ne veut point la lever, ni ses compagnons, alors l'autre nef et ses compagnons qui pourroient pâtir au dommage, peuvent se lever et l'esloigner d'eux, et si les aultres défendent à l'autre nef de lever l'ancre fait dommage, ils sont tenus l'amender tout au double, et si estoit qu'ils eussent mis un *hoirin* ou *bonneau* et l'ancre se fust levée, ils sont tenus à rendre le dommage. C'est pourquoy est-il ordonné que ils sont obligés de mettre *hoirins* et *aloignes* à leurs ancres, et de paroistre au plain-mer. (1)

(1) *Hoirin*, *bonneau* ou *aloigne*, était un baril ou tronc de sapin, avec des anses, qui surnageait et désignait le lieu où il y avait du poisson, afin qu'on y prît garde. (CLÉRAC, *Us et Coutume de la mer*.)

Item, si une nef est arrivée avec sa charge à Bourdeaux ou le maistre est tenu de dire à ses compagnons : « *Seigneurs, fretter vostre ordinaire en particulier, ou bien voulez-vous le toutier fret de la nef?* » A quoy ils sont tenus de respondre et de leur dire, et s'ils prennent au fret, ils le doibvent faire en sorte que la nef en soit point demeurante, et s'il advient qu'il y ait du fret, le maistre n'y a nul blasma et leur doit monstrier leur passage pour mettre le pesant de leur ordinaire chacun ; et si on met thonnell d'eau, ils le peuvent bien mettre pour le fret, ou pour d'autres denrées libre à libre, parquoy les maistres ne doivent défendre et s'ayder à la mer ; et si tant est qu'ils soient marchands, telle franchise comme le marinier aura, doit leur appartenir.

Item, les mariniers de Bretagne ne doibvent avoir qu'une nourriture, pour autant qu'ils ont breuvage allant et venant ; et les mariniers doibvent avoir deux mets de cuisine le jour parce que de l'eau à aller aux despens de la nef, et puis ou dès qu'ils sont à terre, au vin, les mariniers en doibvent avoir pour breuvage leur requérir.

Item, si une nef a déchargé et les mariniers veulent avoir leur nourriture y a qui n'ont point de lict ou d'arche dans la nef, lors les mariniers ont retenu de leurs loyers pour assurance de rendre la nef s'ils l'ont prinse, s'ils ne luy donnent bonne caution de fournir leur nourriture.

Item, le maistre d'une nef loue ses mariniers en la ville dont les uns sont à marcade, les autres à deniers. Et s'il advient que la nef ne trouve fret à revenir en ses parties et leur convient d'aller ailleurs, ceux qui sont à marcade le doibvent suivre, mais ceux qui sont à deniers le maistre doit croistre leur loyer *veue* par *veue* et *cours* par la raison qu'il les aura loués pour aller en certain lieu. Plus près que le lieu où l'abonnement fut prins, ils doibvent payer leurs loyers, mais ils doibvent rendre la nef là où ils la prindrent à l'aventure de Dieu.

Item, il advient qu'une nef vient à Bourdeaux ou en aultre port de cuisine qu'il y aura en la nef, deux des mariniers en peuvent avoir un mets à terre, de tels mets comme ils sont tranchez en morceaux de pain, comme il y aura, selon ce qu'ils pourront manger à terre de breuvage rien, et doibvent bientost et appertement rendre la nef que le maistre ne perde l'erre de sa nef ; car si le maistre

NOTES.

—

la perdoit et il eust dommage, ils sont tenus l'amende. Les compagnons se blesse pour le besoin d'ayde, ils sont tenus guérir et l'amender au dire d'un des compagnons ou au dire de son maistre et de ceux de sa table.

XXI — Item, si un maistre frette sa nef à un marchand certain temps ou terme loyaument, dedans quand il faut charger la nef à estre preste à s'en aller, et le marchand ains tient le maistre et les mariniers, par l'espace de quinze ou de plus; aulcune fois, il perd sa saison et le défaut du dict marchand; le dict marchand est tenu l'ar et telle amende que le marchand aura fait au maistre doibvent avoir le quart et le maistre les trois quarts trouve la despense.

XXII. — Item, un marchand frette une nef, la charge sur le chemin, icelle nef entre en un port et y demeure tant qu'il faut. Lors le maistre doit envoyer bientost en son port l'argent; mais il ne doit perdre son *armogan*, c'est-à-dire l'opportun, et s'il le perd, il est tenu de rendre au marchand le dommage, cousts et intérêts qu'il encourra; mais le marchand ne prend du vin et denrées aux dicts marchands, et en son son restorement. Et quand la dicte nef sera venue à sa destination, les vins que le maistre aura prins doivent estre assésés que les aultres seront vendus communément, ni à part; et doit le maistre avoir le fret des vins qu'il aura prins.

XXIII. — Item, si un *locman* (pilote) prend une nef à Malo ou aultre lieu, s'il manque et la dicte nef s'empire, le locman ne sache conduire, et par ce, les marchands reçoivent le dommage; le locman est tenu de rendre les dicts dommages, et s'il n'a de quoy, il est coupé.

XXIV. — Et si le maistre ou aulcun des mariniers ou marchands luy coupent la teste, ils ne seront pas tenus de le rendre; mais toutefois l'on doit sçavoir avant le faire.

XXV. — Item, si un navire vient en aulcun lieu de port ou havre et il met enseigne d'assistance, pour attendre un bateau pour le touer parceque le vent ou la marée ne luy convient, il advient que ceux qui vont pour amener le dict navire ne le font pas, et le navire est tenu le marché pour le pilotage ou le thonnage. Mais parce que c'est la Coustume court et sans raison, que des navires qui sont en danger du lieu en prend le tiers ou le quart et les s

et le demeurant aux maistres et marchands. Ces choses
 et pour estre aulcunes fois en bonne grace du seigneur et
 voir aulcuns des biens de la dicte navire, comme villains,
 loyaux, mènent la dicte tant à leur escient, et de leur cer-
 ont perdre le dict navire et marchandise, et feignent à se-
 vres gens, cependant ils sont les premiers à despecer, et
 vire et emporter la marchandise; qui est une chose contre
 n, et pour estre les bien venus de la maison du seigneur,
 re et annoncer la pauvre adventure des marchands; et
 le dict seigneur, avec ses gens, et prend sa part des biens
 et les sauveurs, l'autre part et le demeurant est laissé aux
 mais veu que c'est contre le commandement de Dieu omni-
 obstant aulcunes Coustumes et ordonnances, il est dit et
 les seigneurs, les sauveurs et autres qui prendront aucune
 ts biens, seront maudits, excommuniez et punis comme
 de faux et de loyaux traistres pilotes, le jugement est tel,
 at souffrir martyre cruellement et l'on doit faire des gibets
 r le lieu propre où ils ont mis la dicte navire, ou bien près
 doibvent les dicts maudits pilotes finir honteusement leurs
 doit laisser estre les dicts gibets sur le dict lien, en mémoire
 t. pour faire balises aux aultres navires qui viendront là.

Item, si le dict seigneur était si felon et cruel qu'il souffrit
 de gens, et soustint en fût participant à leurs malices
 naufrage, le dict seigneur doit estre prins, et tous ses biens
 nésqués en œuvres pitoyables, pour faire restitution à qui
 ra. Et doit estre lié à une *estape* (pilori ou carcan) au mi-
 ison, et puis on doit mettre le feu aux quatre cornières
 et faire tout brusler, et les pierres des murailles jeter par
 re la place publique et le marché pour vendre les pour-
 is perpétuellement.

Item, si une nef guinde à sa décharge et se met à sec, ou
 e, si commode et bien faite que les mariniers prennent à
 dehors, et derrière de tous costez. Lors le maistre leur
 leur loyer, *veue* par *veue*, et si en guindant les vins, il
 s laissent une brosse ouverte ou thonnel que l'on guinde,
 ont point bien amarrée aux cordes au bout de la nef, et le
 éfraude, chet et se pert, et en chéant il tombe sur un
 l et sont tous deux perdus, lors le maistre et mariniers
 endre aux marchands, et les marchands doibvent payer le

NOTES.

—

NOTES.

fret desdits thonnesaux, par raison qu'on leur doit payer les autres seront vendus; le maistre et mariniers doivent le faire du guindage, premièrement à recouvrer le dommage, les seigneurs de la nef ne doivent rien perdre, car le maistre et des mariniers de n'avoir bien amarré le thon.

XXVIII. — Item, si deux vaisseaux ou pinasses sont pour aller à la pesche aux rets, comme les maquereaux ou bien mettre les cordes, comme ès parties d'Olonne sur vie et d'ailleurs, et doit l'un des dictes vaisseaux mourir, l'un comme l'autre, et ainsi seront moitié par moitié par convenance faite entre eux. Et si le cas advient que la volonté d'un des dictes vaisseaux, des gens et des engins, choses et l'autre échappe et vient à sauveté et il est les parents ou héritiers de ceux du bateau qui est demeuré demandent avoir partie de la gagne qu'ils ont faite, harangs, maquereaux et autres poissons et vaissel, ils n'ont rien, en la gague des engins et des poissons, par sarrasins seront échappés, mais au vaissel ils n'auront aucune part.

XXIX. — Item, si un navire flutuant et feillant par fortune fait de marchandise que pescherie; si par fortune et temps elle se rompt, brise et périt en quelque région ou soit, et les mariniers ou l'un d'eux échappe et se sauvent les marchands ou marchandises, le seigneur du lieu ne doit de restitution du bris et marchandise du navire par ceux qui sont et par ceux aux quels appartient la navire en marche. Le dict seigneur ayder à secourir par luy ou ses sujets les mariniers et marchands à sauver leurs biens, sans rien de toutes fois à rémunérer les sauveurs selon Dieu et raison en leur estat, et selon que justice ordonnera; combien de messe auroit esté faite aux dictes sauveurs (comme est parlé au jugement quatrième), et qui en fera le compte. Si aucuns des dictes biens des pauvres naufragés, perdus par leur gré et volonté, il est excommunié de l'église et comme un larron, s'il n'en fait restitution en bref, et n'est par les statuts quelconques qui puissent en garder d'encourir (comme dit est au jugement vingt-sixième.)

XXX. — Item, si un navire entrant en aucun havre, elle se rompt ou périt et meurent le maistre, mariniers et les biens vont à la coste, en demeurant en mer, sans

qui appartiennent les biens, quand ils n'en sçavent rien; est très-pitieux, le seigneur doit mestre gens pour sauver et iceux biens doit le dict seigneur garder ou mettre en s doit faire à sçavoir aux parents des deffunts submergez et payer les dictes sauveurs selon le travail et peine qu'ils non point à ses despens, mais des dictes choses sauvées ou demeurant, doit le dict seigneur sauver, garder et entièrement jusques à un an, si plutost ne viennent ceux à ent ces choses; et le bout de l'an passé, ou plus s'il plaist r d'attendre, il doit faire vendre publiquement et au plus es choses, et de l'argent reçu doit distribuer aux pauvres vres filles, et faire œuvres pitoyables selon raison et cons- dict seigneur prend les choses quart ni part, il encourra de Notre Mère, Sainte Église, et peines sus dites, sans émission, s'il ne fait satisfaction.

Item, si un navire se perd frappant en quelque coste, et les compagnons se cuidans sauver viennent à la rive de la ez, pensant qu'aucun leur ayde. Mais il advient qu'aucune coup de lieux qu'il y a de gens inhumains, plus cruels et les chiens et loups enragez, lesquels meurtrissent et tuent tients, pour avoir leur argent, leurs vestements et aultres manière de gens doit prendre le seigneur du lieu et en t punition, tant en leurs corps qu'en leurs biens et doibvent a mer et plongez tant ils soient à demig morts, et puis les s et les lapider ou les assommer comme on ferait les loups enragez.

Item, si un maistre estant sur mer, ou à l'ancre en quelque rand tourmente qu'il endure, il convient faire jet pour e nef, et l'on jette plusieurs biens hors pour soy sauver; es biens ainsi jetés hors, sont à celui qui premier les er et emporter; mais il faut eutendre et sçavoir si les mar- tres ou mariniers, ont jeté les dictes choses, sans avoir y volonté de jamais les retrouver et les laissent comme es et délaissées d'eux, sans jamais en faire poursuite; et ier occupant est le seigneur des dictes choses.

Item, si un navire a fait jet de plusieurs marchandises, mer que la dicte marchandise est en coffre, lesquels coffres et bouchez, ou bien des livres, lesquels seront bien bouchez z, de peur qu'ils n'endommagent en la mer; lors iceluy qui

NOTES.

—

NOTES.

—

a fait le dict jet a encores intention de recouvrer les di
à ceux qui trouveront ces choses sont tenus à restit
en fera la poursuite, ou bien en faire des aumosnes p
le consiel de quelque sage homme discret selon sa co

XXXIV. — Item, si aulcun trouve en la mer, ou
de la mer, ou fleuves, ou rivières, aulcune chose qu
quelconque personne, sçavoir est, comme pierres pr
et herpes marines que l'on appelle gaymon, cela appa
l'aura premièrement trouvé.

XXXV. — Item, si aulcun va cherchant le long
mer, pour pescher ou trouver or ou argent et il en tr
rendre, sans rien prendre.

XXXVI. — Item, si aulcun en allant le long de la ri
pescher ou autrement et il advient qu'il trouve or ou
à restitution; mais il se peut payer de sa journée, ou
vre, il peut retenir pour luy, voire il ne sçait à qui
faire sçavoir le lieu où il a trouvé le dict argent, aux l
et prochains. Encores doit-il prendre conseil de ses su
doivent bien regarder et considérer l'indigence et la p
qui aura trouvé le dict argent, et luy conseille selon
cience.

XXXVII. — Item, touchant les gros poissons à l
ou sont trouvés à la rive de la mer, il faut avoir éga
du pays; car le seigneur doit avoir partie, au désir d
raison est bonne, car le sujet doit avoir obéissance et
gneur.

XXXVIII. — Item, le seigneur doit prendre et avoir
poissons à lard et non en aultres poissons; réservé to
coustume du pays, sur le lieu où le dict poisson aur
iceluy qui l'a trouvé n'est tenu sinon de le sauver e
danger de la mer, et incontinent le faire sçavoir au
sommant et requérant qu'il vienne ou envoie quérir
partenant du dict poisson.

XXXIX. — Item, si le dict seigneur veut et aussi s'il
il pourra faire apporter et amener à celuy qui a trou
au lieu et à la place publique, là où l'on tient le ma
non ailleurs, et là doit estre le dict poisson mis à prix p
ou son lieutenant selon la coustume; et le prix fait,
fait le prix, aura son élection de prendre ou de laisser

cas, fait perdre à l'autre la valeur d'un denier, il est tenu

NOTES.

, si les frais et courts de l'amenage du dict poisson jusqu'à
serait de plus grande somme que ne vaudrait le dict pois-
seigneur est tenu de prendre sa part sur le lieu.

m, sur les dicts frais et mises, le dict seigneur doit s'éco-
ne doit pas s'enrichir de la perte ou dommage d'autrui,
peche.

m, si d'avanture le dict poisson trouvé est dérobé ou perdu
dict seigneur l'a visité, ou avant; celui qui l'a trouvé n'y
en.

et en toutes choses trouvées à la coste de la mer, lesquelles
été possédées, comme vin, huiles et aultres marchandises,
qu'elles ayent esté jetées et delaissées des marchands et
neustrent estre au premier occupant; toutesfois la coustume du
est gardée comme des poissons; mais s'il y a présomption
qu'il soit d'aucun navire qui soit péri, rompu ou summergé,
le propriétaire ou l'inventeur ne doit rien prendre pour le retenir,
mais faire comme dit est, sçavoir du bien aux pauvres nécessi-
tamment ils encourent le jugement de Dieu.

Item, si aucun navire trouve en pleine mer un poisson à
entièrement à ceux qui l'ont trouvé, s'il n'y a poursuite, et
il ne doit avoir ny prendre part, combien qu'on l'apporte

Item, si une nef par force de temps est contrainte de couper
les filets par bout et laisse cables et ancras et s'en va au gré
des vents, les cables et ancras ne doivent estre perdus pour la dicte nef,
ni le *bonneau*, et ceux qui les peschent sont tenus de les
raporter à qui ils sont. Mais ils doivent estre payez de leurs
frais de justice, et s'ils ne sçavent à qui les rendre, le
seigneur en prend sa part comme les sauveurs et n'en font point faire
à ceux qui les ont trouvés. Par ce a esté ordonné qu'un chacun maistre
de nef doit mettre et faire engraver dessus les *hoirins* ou *bonneaux*
son nom ou de la dicte navire et du port ou havre dont il
est; et si le navire gardera beaucoup de dommages et fera grand profit à
celui qui l'a laissé son ancre au matin qui se pourra recouvrer
et ceux qui les retiendront seront larrons et pirates.

Item, généralement si aucune nef par cas d'aucune fortune
se perd; tant le bris que les aultres biens de la dicte nef

NOTES.

doivent estre reservez et gardez à ceux à qui ils approuvent, cessant toute coustume contraire; et tous nans ou consentans aux dicts naufrages, s'ils sont évêques, clercs, ils doivent estre déposez de leurs offices et privilèges, et s'ils sont laïcs, ils encourent les peines susdites.

XLVII. — Item, et les choses précédentes se doivent observer, dictes nef n'exerçoit le mestier de pillerie, que les gens de point pirates ou écumeurs de mer, ou bien ennemis du Foy catholique, chacun peut prendre sur telle manière qu'il lui verra bon, on les desrober et spolier de leurs biens.

Tesmoin le scel de l'isle d'Oléron établi aux contraires le jour de mardi aprez la feste saint André, l'an mille cent six.

Cette date, comme nous l'avons fait observer au commencement de cet article, et comme Selden le remarque fort bien, n'est ni l'époque de la composition de cet antique Code, ni la date de sa promulgation; c'est plutôt celle d'une copie imprimée et publiée, cette année-là, par quelque notaire.

NOTE XXIV (page 400).

SUR LES PRINCIPALES ET LES PLUS PUISSANTES FAMILLES DU
SIÈCLE (1).

Dans le XIII^e siècle, une sorte de guerre civile éclata, par suite de la rivalité de quelques riches et puissantes familles. Le peuple prenait fait et cause pour ses maîtres et se divisait en factions opposées de vues et d'intérêts s'organisèrent. L'aristocratie voulait s'élever sur les ruines de la monarchie. Le prince anglais profita de ces fâcheuses jalousies pour s'emparer des bourgeois de Bordeaux. Parmi les principales familles, les Soley, ou Soley, occupaient une place distinguée; les Soley, une autre famille très-respectable et très-influente à Bordeaux, se partageaient, dans leurs affections, entre les deux Maisons, qui leur offraient des guides, des chefs, des protecteurs. C'étaient deux factions, des familles républicaines d'Italie.

(1) Beaurein a écrit une dissertation curieuse et intéressante sur la famille des Soley. On en trouve le résumé dans le *Bulletin Polymath.*, t. 40 et 41. Nous ne faisons que les abréger.

chefs particuliers ; on les appelait les *Colombiens* et les *Solé-*
 uvernement de Montfort fortifia ces dissensions, dont le
 t déjà développé un peu. Heury III essaya de réconcilier
 avec les *Colombiens* ; mais Édouard, en habile politique, fo-
 issensions, et après avoir affaibli les combattants, les en-
 ses pieds.

Solers était maire de Bordeaux en 1237 ; il était chargé de
 paix entre Henry III et le célèbre Thibaut, comte de Cham-
 i d'Angleterre l'estimait beaucoup, et le chargea de gar-
 vicomte de Fronsac, laissé entre les mains de ce prince par
 me otage. Les *Solériens*, fâchés de voir la mairie entre les
Colombiens par suite des votes électoraux des bourgeois, essayè-
 er leurs bonnes grâces. Édouard, craignant la puissance des
 qu'il n'avait que trop favorisés, accueillit avec empressé-
ériens, dont le chef, Gaillard de Solers, était un homme de
 résolution. Solers, touché des bontés du prince, et désireux
 s fonctions publiques et de la confiance du roi ses adversai-
 gea avec ses partisans, et sacrifia à ses haines personnelles
 les Bordelais, par l'écrit suivant, qu'il signa le 17 septem-

Gaillard de Solers (ou de Soley), citoyen de Bordeaux, pro-
 par force, par crainte ou par ruse, mais bien de ma pro-
 é, de faire tous mes efforts pour que, par moi et par les
 Mairie de Bordeaux soit mise dans la main du prince
 de telle sorte qu'il pourra, avec le consentement de la com-
 es jurats, nommer et destituer le maire à volonté.

ets, en outre, d'aider le duc de Guienne à élever une for-
 ns la ville de Bordeaux, de ne faire ni paix ni trêve avec
 mis, ni de marier aucun des miens à un ennemi du gouver-
 yal, sans son consentement. Et pour garantie de l'exécu-
 es promesses, j'engage mes biens, meubles et immeubles ;
 a personne à la disposition d'Édouard, qui pourra me punir
 aître. » (*M^e de Wolf.*, 391, *Collection de Brequigny*, t. 34,
 e 1259.)

amis de Solers se rendirent ses fidejusseurs auprès d'É-
 ze d'entre eux, chefs des principales familles de Bordeaux,
 rent par des sommes considérables, en garantie de l'exécu-
 erment. Géraud, comte d'Armagnac et de Fezensac, s'en-
 300 marcs sterlings, la veille de la Toussaint, 1256. Un peu

NOTES.

NOTES.

—

que manoir. En 1523, on trouva un Jean de Rostanh, lieutenant de messire Louis de la Tremouille.

Les Dailhan étaient des plus anciens et des plus illustres de Bordeaux. Amaubin d'Ailhan, ou de Haillan, était maire en 1223. La province, accablée d'impôts, le chargea de porter ses doléances au roi. En 1239 et en 1276, cette famille fut encore des maires à Bordeaux.

La noble Maison Monadey avait aussi sa seigneurie. Elle était l'une des plus illustres de la province, et fournissait le premier maire à notre cité. Le sieur Monadey était chargé de la monnaie à Bordeaux; de là vient son nom gascon, qui signifie *monnayeur* (*monetarius*.) Son hôtel était à Bordeaux, depuis la grande rue Saint-Siméon jusqu'à la rue au nord, qui conduisait de la rue du Petit-Cancera à celle de Georges. Arnaud Monadey fit construire un autre hôtel, la vieille porte de la Rousselle, dans un emplacement qui appartenait à son beau-père, Pierre Andron; cette maison, par un privilège du roi, avait une porte sur la rivière; c'était une faveur accordée à cet illustre Bordelais, en raison de ce qu'il s'était conduit avec le prince de Salerne, fils de Charles d'Anjou, roi de Naples, prisonnier par Roger de Laura, amiral au service de Pierre le Grand. Édouard d'Angleterre fut choisi arbitre dans cette affaire. La conférence eut lieu le 25 juillet, à Oloron, en Béarn. Le roi donna la liberté au prince prisonnier, moyennant qu'on lui laissât sa place, des otages considérés et respectables : Arnaud Monadey, l'honneur d'être un d'eux; les autres étaient Jean de Camille du Soley, ou de Solers, le vicomte de Béarn, le comte de Comminges, etc., etc. Comme marque de la reconnaissance de son service, la maison Monadey était alors la seule qui eût une porte sur la ville, donnant sur la rivière.

La famille de Pey de Bordeaux se disait héritière de la maison de Rome. Elle avait des propriétés partout : le pays de Comminges, le fief du Puy-Paulin et plusieurs autres. On peut compter les *Piliers-de-Tutelle*, lui appartenant, d'après la déclaration faite au roi d'Angleterre : *Petrus de Burdigala et recognovit se tenere in feudum à Domino rege..... Tu quoque est ante eam, et cum hominibus feudatariis suis, qui de eadem delam morantur.* (M^{ss}. de Wolf, 19. Apud Delpit.)

y de Bordeaux assista à une donation consentie par
urs, en faveur de Sainte-Foy de Mansirot. En 1247, il
nt du *Luc* (Verdelais), dans les terres de Benauges. En
bâtir le couvent des Augustins de Bordeaux, avec une
pour sa famille, qui s'éteignit en la personne d'Assal-
ux, sœur de Pey de Bordeaux, illustre bienfaitrice de
pousa, en 1307, Pierre II de Grailly, et lui apporta en
possessions de ses ancêtres : elle avait hérité de son on-
seigneur de l'île Saint-Georges, de Castelnau en Mé-

aient seigneurs de Podensac ; cette famille a fourni des
aux en 1235, 1244, 1259 ; leur hôtel était près de la
dite *Porte-de-Cailhau*.

Andron fournit à Bordeaux le quatrième maire ; la sei-
ac lui appartenait.

étaient seigneurs de Verteuil ; il y avait un de Bourg

nille, très-ancienne et illustre à Bordeaux, c'était les
r, ou *Begueyre*, en gascon. Comme les Monadey, ce
onné en raison de leur position politique à Bordeaux.
deaux avait l'administration de la justice ; il avait pour
ges inférieurs : c'étaient les *vicarii*, les centeniers, les
vicarii, vicaires, d'où vint plus tard le nom de viguier,
rs, étaient les vicaires du comte, dont le gouvernement
vigueries, et celles-ci en *centuries*. Le principal viguier
e, *vice-domini*, et ensuite vice-comte ; il avait sous ses
n nombre de centeniers. Les viguiers jugeaient les af-
s ; les causes importantes étaient appelées au tribunal
s viguiers lui servaient d'assesseurs ; on les qualifiait
Pierre Beguey, ou Vigier, était maire de Bordeaux en
Beguer ou Beguey, ou Vigier, était maire en 1232, et
ore Pierre Begueyre maire en 1224. La *Porte-Begueyre*
de cette ancienne famille, dont la maison était tout près.
. 4, p. 32 ; liv. II, ch. 6, p. 430, 431.)

les Calhau, les Gondomer, les d'Andron, les d'Arsac,
nt aussi très-puissants à Bordeaux au XIII^e et au
hôtel des d'Andron était aux *padouens*, ou la place Sali-
Arsac était un peu plus haut que la *Porte-Despau*. L'hô-
vait à l'extrémité du *Campaure*, près de la *Porte-Dijeaux*.

NOTES.

—

La famille de Lalande est une des plus anciennes de la Gironde. Elle a toujours joui d'une très-grande considération : son nom est mentionné d'après un titre authentique d'un hommage fait au roi Louis le Jeune, dans la rue des Bahutiers, à côté de celui du sénéchal de Bordeaux. Cette famille occupa plus tard l'hôtel des Soley, ou Soley, à Bordeaux. Suivant un titre du 20 juin 1308, Gaillard de Lalande, seigneur de haute justice sur la paroisse de Grayan (Médoc). Il est mentionné des Lalande dans un contrat de mariage, en date du 9 août 1358, Raymond de Luc de Blanquefort avec Assalhide de Pellebrun. La famille de Luc était alliée avec les Fargues, dont une des filles de Fargues était mariée avec messire Jean de Lalande de La Brède, en 1358. Le comte de Périgord épousa la fille de Guillaume de Lalande, au XIII^e siècle.

Dès l'an 1336, la seigneurie de La Brède appartenait à Jean de Lalande, chevalier, et resta longtemps au pouvoir de sa famille. Jean Lalande, en 1449, fit reconstruire et fortifier le château de La Brède, comme l'attestent les lettres-patentes qu'il obtint du roi Charles VII, à cet effet, et qui se trouvaient, du temps de l'abbé de Lamoignon, dans les archives de La Brède; mais ce fut M. de Penel, grand bailli du président Montesquieu, qui fit revêtir les bords du château d'un mur épais, couronné d'un parapet. D'après un contrat de mariage de Jean de Lalande, fils du noble et puissant seigneur Jean de Lalande, seigneur de La Brède, et Jeanne de Lalande, très-noble et très-puissant seigneur messire Gaston de Buch, en date du 26 janvier 1426, la dot était de 4000 livres. La seigneurie de La Brède appartenait encore alors aux Lalande. Après le bot revint en Guienne, au XV^e siècle, les Lalande embrassèrent la religion de l'Anglais; mais après la bataille de Castillon et la mort de Jean de Lalande, s'enfuirent en Angleterre jusqu'en 1463. Alors, à la prière de Candale, oncle de Jean de Lalande, exilé, le roi de France leur permit à lui et à son fils, qui, selon les lettres-patentes du roi, furent *traints de servir les Anglais*, la permission de rentrer en France et restitua toutes leurs terres et leurs seigneuries. Cette permission fut faite et signée le 30 avril 1463, à Saint-Jean-de-Land. (Lalande, *Variétés bordelaises*, t. IV, p. 247; t. I^{er}, p. 207.)

Cette famille s'était alliée avec les Colomb et les Soley, les plus anciennes familles du pays après les Paulin, les Pey de Bordeaux; elle se fondit dans celle de l'Isle, par le mariage de Catherine de La Brède, par le mariage de Catherine de

de Gaston de l'Isle, vers l'an 1450. Gaston de l'Isle, issu
épousa Bonaventure de Lux, vicomtesse d'Uza; la dot
bordelais. Une des demoiselles issues de ce mariage,
Penel, écuyer, seigneur de Bano et de Couthures, le 9
sa dot était 10,000 liv. C'était alors que la terre de La
Penel. Geoffroi de Penel épousa Marie de Raymond, le
leur fils, Geoffroi, épousa Marie de Lasserre; leur fille,
Penel, épousa messire Jacques de Secondat, second
de Secondat, baron de Montesquieu et président
de Bordeaux, et de M^{lle} Dubernet, fille du pre-
du même Parlement. La baronnie de La Brède passa
de Secondat, qui descend, par les femmes, des an-
de Foix et de Lalande. Jacques de Secondat eut qua-
x filles, qui se firent religieuses; Joseph de Secondat,
égiale de Saint-Seurin, mort à Barèges en 1754; et
dat, auteur de l'*Esprit des Loix*.

Lalande acquit des droits à la reconnaissance des Borde-
de d'un de ses membres sur le champion du parti es-
nous l'avons dit dans le texte. En témoignage de cette
la ville attacha à l'hôtel Lalande, rue Neuve, le droit
privilege de *sauvetat* (page 350 et note 20, page 240).
qui s'y réfugiait, ou qui pouvait réussir à poser la main
posés sur la façade, ne pouvait être arrêté par les
ice. Ceci est constaté par un titre du XV^e siècle, qui
seigneur de Lalande a droit de franchise en son hostel
à Bourdeaux, en rue Neuve, tel que si ung homme a
crime, par quoy il doit perdre franchise, et s'il entre
stel, en requerant franchise, n'est permis à nul officier
la ville, ne à aultres de prendre le dict malfaiteur,
s du dict hostel, tant qu'il sera dans iceluy. »

XIV^e siècles, les Lalande avaient un droit de seigneurie
compris entre la rue Lalande, à l'est, et la rue Sainte-
ent d'autres fiefs sur d'autres points de la ville.
Dépris du droit d'asile de cet hôtel, on arrêta un voleur
agié; le sénéchal de Guienne condamna le procureur-
e à le réintégrer dans l'hôtel. Ce privilège, comme
remarquer, s'étendit jusqu'à la façade de l'hôtel. On y
r, à la hauteur de 10 pieds, des chaînes en fer maillé,
aux bouts; le malfaiteur qui pouvait s'y accrocher,

NOTES.

Voir page 350.

NOTES.

—

profitait du privilège de *sauveté*. En 1789, on y voyait des canons au-dessus de la porte. Les Lalande avaient l'honneur de porter la guerre l'étendard de la ville de Bordeaux ; cet honneur appartenait à cette famille seule.

Le combat dont nous avons parlé *page 350*, eut lieu d'après la tradition, en 1400, et non en 1206 ; c'est une erreur. Lalande dit aussi, quand il dit que Lalande fit vœu de bâtir un couvent de Mont-Carmel ; il promit seulement de faire bâtir, en l'honneur de la Vierge, un phât, un couvent en l'honneur de la Vierge, mais sans y introduire. Les Carmes ne furent introduits en France qu'en 1627, sous Louis, et c'est en 1264 qu'ils vinrent à Bordeaux. Le chapitre de Saint-André autorisa leur prieur, Jean Lalande, à *bâtir l'église et à établir un cimetière en dehors des murs de la paroisse de Sainte-Eulalie*.

Les Carmes firent donc bâtir leur couvent là où était le couvent de l'Annonciade ; mais il était pauvre et délabré. Les sources : les bâtiments furent dégradés au point que les Carmes crurent devoir les restaurer en 1247 ; mais en 1497, ce couvent fut incendié sur les Fossés, aux frais du seigneur de l'Isle, époque à laquelle Lalande, qui descendait en ligne directe du héros, fit alors que fut faite cette inscription, qu'on supposait avoir été le premier édifice, et qui, par conséquent, ne pouvait appartenir à des religieux de Mont-Carmel, qui ne vinrent à Bordeaux qu'en 1627 et s'établirent, l'année suivante, dans l'édifice bâti par les Carmes.

Voici l'inscription lapidaire ; elle perpétuait, sous une forme de tradition locale, et était placée entre une vieille lance et un bouclier de fer, qu'on disait avoir appartenu au Goliath d'A...

L'an de grace environ mil et cent,
Funda premier ung seigneur de Lalande,
Au Carme bielh ceste église et couvent
Pour ce qu'au lieu obtint victoire grande,
Contre ung géant quy conduisoit la bande,
Des Espagnols pour Bordeaux assaillir.
Le dessus dict luy fist payer l'amende,
Et il luy fist la teste en bas saillir.

L'an onze cents avec six vingts moins trois,
Un messire Gaillard Lalande seigneur,
L'esdifia pour la seconde fois
Tout de nouveau fust réédificateur

En ce lieu-cy ; outre il fust fundateur
De la messe qu'on dict de Nostre-Dame,
Un chacun journ : prions le Créateur
Qu'il veuille avoir en paradys son ame.

Et tiercement la trez sage et bénigne
De droicte ligne et procréation
De Lalande Madame Katerine
Ouvrist les yeux de vraie compassion
Mil quatre cents de l'Incarnation
Et de Sainte Croix, l'an nonante septiesme
Fist de nouveau ceste fondation
Dedans juillet le jour vingt-deuxiesme.

Carmes, voulant agrandir leur couvent, empiétèrent un
des Fossés; les jurats leur intimèrent l'ordre de démolir
ent de bâtir et de suivre l'alignement.

ans la chapelle des Grands-Carmes le tombeau de saint
mort à Bordeaux en 1265.

saule, ou de *sauvelat*, n'est pas le seul que Bordeaux ac-
ande; ils en avaient d'autres également étranges. Ils per-
aque pipe de sel débarqué à Bordeaux, un droit de 13
saies, ou 7 1/2 deniers tournois. Ce droit fut reconnu
et gravé sur une pierre à la Porte-Bourgogne. Cette
e en 1751 lors de la démolition de la vieille Porte des Sa-
le droit fut encore reconnu par les jurats, le 29 octobre
é sur une tablette de marbre, incrustée dans le jambage
la Porte-Bourgogne. Cette inscription fut enlevée en

NOTE XXV (page 434).

POÈME SUR LA TRAHISON DE LA GASCogne.

s Anglais, indignés de la conduite déloyale de Philippe le
les plus ardents vœux pour l'heureuse issue de la guerre
ait entreprise contre le perfide usurpateur de la Gasco-
anglais composa un poème latin sur cette trahison ou
percherie. Ce poème est intitulé : *De proditione Vasconiaë*
vestu. C'est une pièce très-curieuse, que nous devons aux
cherches de MM. Martial et Jules Delpit; les neuf der-
y manquent.

NOTES.

Satis novis seculu
Qualiter fit speculu
Quia per perfidia
Jam perdit Vasconia.

} M

De Lingua Gallica
Patens traditorum
Pessimam ipsorum
Princeps Anglie

Rex fidem adhibuit
Egit quod non debuit
Seriem composuit
Que regi transposuit,

Dictis Gallicorum
Nam fraus miscuit
Quorundam venient
Cetus nunciorum

Per verba credencie
Quod magnates Francie
Quodque regi Anglie
Natam regis Gallie.

Nuncii dixerunt
Simul tractaverunt
Dare voluerunt
Heu! quod hic videtur

Ad hæc dux Burgundie
Ait quod in flumine
Perierunt pridie
Additis hastucie.

Quidam nunciorum
Multi Northmannorum
Per nautas Anglie
Causis Bajonno

Ut ergo concordia
Et omnis discordia
Celsitudo regia
Quod sibi Vasconia.

Pacis jam addidit
Prorsus repella
Francie precatum
Totalis redditum

Proponit brevissime
De terrâ Vasconie
Jus vestrum certissime
Si quid petit propere,

Vos tunc rescisistis
Nec quid deperit
Potestis hoc scire
Placet exaudire

Si seisinam habeat
Tunc mandare placeat
Gens Anglorum faciat,
Pars utraque debeat.

Per sex septimum
Quod transire habet
Et sic causas videtur
Res collando satis

Ait vir, considera
Nova sunt non vetera,
Pulchram inter cætera
Prout dicit littera.

Rex que petierunt
Hæc que tibi fecerunt
Tibi promiserunt
Quam Galli miscuit

Hoc audito Langetum
Ad regem consilium
Et Lacy per sompnum
Quin ejusdem devium

Stalim proslivimus
Dedit sicut scivimus
Certe non dormivimus
Seisine nutritivum

Puellam rex diligens
Penitus consentiens.

Vinculis amorum
Dictis consultorum

ri precipiens
 h dolor! nam nesciens.

 num in Vasconia
 teras ab Anglia
 sub manu Gallia
 glis inutilia.

 lici Vasconiam
 in manum Anglicam
 que regis filiam
 gi dare quoniam,

 parte Vasconie
 gni pares Francie
 gem nostrum Anglie
 m causam malicie.

 diens perfidiam
 am habet per Franciam
 rat per ecclesiam
 nousque Vasconiam.

 ex vocat pontifices
 Anglorum comites
 inque portus fomites (comites?)
 plant ut irundines.

 erus et milicia
 ovent cum letitia
 arantur ad omnia
 rancie scit noxia.

 ex Anglorum nobilis
 erox est et stabilis
 ortis et non debilis
 entiet id flebilis.

Litteras servorum
 Erat futurorum.

 J. Laci perorexit,
 Secumque devexit,
 Vascones contextit
 Heu! quod tot aspexit.

 Sibi subjugarunt,
 Dare recusarunt,
 In sponsam pararunt;
 Ipsum subsannarunt.

 Foris judicarunt,
 Et exheredarunt
 Parum hunc amarunt
 Sibi demonstrarunt

 Rex exheredatus
 Satis est iratus
 Non erit letatus
 Fuerit lucratus.

 Ad parliamentum
 Flores sapientium
 Barones per centum
 In mari per ventum.

 Gentis Anglicane
 Quod seroque mane
 Que genti profane
 Nam superbit vane.

 Vocatus Edwardus
 Tanquam leopardus
 Velox et non tardus
 Pomposus Picardus.

NOTES.

NOTE XXVI (page 433).

AILLE DE BÈGLES ET LA MORT D'ÉDOUARD, COMTE DE LANCASTRE, A
 BAYONNE, EN 1297.

gratiæ millesimo ducentesimo nonagesimo septimo..... Circa
 nem santi Pauli, Edmundus germanus Regis Angliæ, associato
 co comite Lincolnæ, cum exercitu valido in Wasconiam trans-
 ui redditum est feriâ quintâ S. Cænæ Domini, Castrum de

NOTES.

—

Spera (*Lesparre*) et postea alia castra plura. Cum autem vit Burdigalæ ad reficiendum se cum exercitu, et posuît quâdam nomine Bekcle (*Bègles*) feriâ quartâ in hebdomada Gallicorum exercitus de Burdigala egressus disposuit Anglicos tantum per duas leucas ab urbe distantes, celeriter Præmoniti aliquid Anglici de adventu hostium, ad bellum et armati prout articulus temporis permisit parti occurrere consertoque gravi prælio, non sine strage multâ, Gallos urbem reverti; quos dum fugientes insequuntur, ingressi milites Anglici, fratres Domini Petri de Malolam et tertius duobus vexilliferis Johanne de Brytanniâ et Alano La Sorperunt Gallici portis clausis. Devastatâ vero magnâ per Edmundus propter quasdam causas arduas revertitur in non multa post in ægritudinem decedens terminum vitam mas WALSINGHAM, *Hist. Angl.*, in Edward, 4, p. 29.)

NOTE XXVII (page 434).

LA PHILIPPINE, OU CHARTE DE PHILIPPE LE BEL, ET LES COMMUNES
MAIENT LA BANLIEUE DE BORDEAUX AU XIII^e SIÈCLE.

Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, savoir présents et à venir, que comme les maires et jurats et conseil de la ville de Bordeaux eussent et de tout temps et anciennement tenuë haute, moyenne et basse, sur toutes personnes demorant en la dite ville que banlieue, et juridiction d'icelle selon les bornes qui s'en suivent. Savoir est, puis l'embouchure de la jalle par la terre jusqu'à la jalle vieille, et de la jalle vieille au Bigueyresse, et du dit moulin jusqu'à Jallepont, et du dit pont jusqu'au lieu de Magudas; de sorte que le dit lieu puis la jalle tirant vers Bordeaux, demeure dans le détrouche lieue et juridiction de la dite ville; et du dit lieu de Magudas pas de las Bacques, et du dit pas de las Bacques jusqu'au Beutre, à la justice de Balgio, et du dit lieu de Balgio jusqu'à de Belin, au lieu appelé Logubat, et de la justice de Belin et limites de Leugnan, étant toute la dite paroisse de Leugnan banlieue de Bordeaux; tout ainsi que l'eau appelée la Blaise par la dite paroisse de Leugnan à l'estey appelé de Corronestey entre en la rivière de Gironde, et du dit estey de Corronestey

du dit Bordeaux jusqu'à l'estey de Lormont, et dudit estey y-Petit, qui est près de l'église du dit Lormont, jusqu'au rant à la maison de Gaillard de Lormont, selon que la dite it et s'étend jusqu'à la croix de la sauveté du dit Lormont, maisons, et de la dite croix vers le bois de la Ramade, dit bois dans la banlieue de Bordeaux, et du dit bois par i va à Artigues, au poirier qui est à l'extrémité du dit eu appelé à la Loubeyre, et du dit lieu vers la fontaine de la dite fontaine aux ormeaux de Sainte-Gemme, et de là rriers de la paille du Puy, qui est plus haut qu'Artigues, et la fontaine de Marguerite, et de la dite fontaine jusqu'au yron, et de là jusqu'au Puy de Merleys, et du Puy de u'à Audielorte et à la fourcade de Gemme, et d'illec jusqu'à e Ville-Longue, tout ainsi que le chemin s'étend jusqu'au a qui est entre la palu et la côte, et comme le dit grand alu durent jusqu'à l'estey de La Tresne, et dudit estey it estey de Corréjan, demeurant toute la mer dite Gironde, les susdits détroits et limites, en la juridiction de la dite ayant égard aux services et fidèle dévotion que les dits s et communauté de Bordeaux, ont toujours pour bons s, tant à nous qu'à nos devanciers, et couronne de France, que la Guienne a été mise sous notre main royale; étant ment informés par les patentes et avis de notre amé che- e Burlac, grand maître des arbalétriers, et notre sénéchal et au duché de Guienne, que la dite justice haute, moyenne appartient dans la dite ville, banlieue et juridiction, selon dessus limitée et confrontée, avons, de notre autorité rmé aux dits maires, jurats et communauté, la dite justice ts lieux.

ons ici la liste des communes qui formaient alors la ban- leaux :

e comprenait l'espace partagé aujourd'hui entre les vingt ont nous donnons ici les noms : Villenave, partie de Bègles, et de Talence, Léognan, Gradignan, Canéjan, Cestas, Pes- ac, Eyzines, Bruges, Saint-Médard, toutes sur la rive mont, Cenon, Floirac, Bonillac, Tresses, Artigues, partie de La Tresne, sur la rive droite. Cette juridiction existait e le Bel; sa Charte ne fit que la reconnaître et confirmer éexistants.

NOTES.

—

NOTE XXVIII (page 497).

PROCÈS-VERBAL DES HOMMAGES RENDUS AU PRINCE DE GALLES
(BORDEAUX), PAR LES SEIGNEURS ET LES VILLES DE LA PRINCIPAUTÉ.

IN DEI NOMINE.

Sachent tous ceulx qui cestes presentes verront o
IX jour del mois de Juyl, al heure de demy-jour,
MCCCLXIII, en l'eglise cathedrale Saint-André, de Bordeaux,
deux, présent et illoqs estantz en propre personne, l'un
mon très redoutez seignour Edward, de mon très seignour
Edward, par la grace de Dieux, roi d'Engleterre, et d'Aquitaine
et de Galles, duc de Cornouailles et comte de Chester, en
présence de moi, Pierre de Madérac, notaire publick, et de
tesmoynes sur ces appelez par-devant les barouns, chanceliers,
sous-nommez, etc., etc. :

1. Arnaud Amanieu, seignour de Labret, baroun, d'Albigeois,
qu'il fesoit le présent homage sauvez ses franchises,
et solonc sez predecessours l'ount a coustume et
come il le devoit et estoit tenuz de faire.

Estent a genoils, engenoles, sans ceynture,
tenaunt ses mayns juyntes per entre les mayns
etc., etc., etc.

2. Guillem Sans, seignour de Pomers, baroun.
3. Pierre de Lamote, seignour de Roketalhada.
4. Elies de Pomers, seignour en sa partida de Siura.
5. Arnaud Gavaret, seignour en sa partida de Lang.
- 6 et 7. Arnaut Guillem de Lamote, pour luymesme
a ceo qil dist de Johan, seignour de Noaillan.
- 8 et 9. Auger Mote, pour luymesme et auxi come
biens de Katherine, saffeme.
10. Bertrant de Pomers.
11. Raymond de Fargues.
12. Raymond Guillem, seignour de Castetz.
13. Bertrand de Cases.
14. Pierre de Gabarret.
15. Senebruin, seignour de Curtoun.

de Budos, seigneur de Budos, bailla pour esporle et devoir deux
d'Ornon, seigneur d'Audenge.
de Montferrand.
de Durefort, seigneur de Blankford, en Bourdelois, et de
en Agenais.
de Lalannde, seigneur de La Brède.
qu'ici nous avons nommé les barons; voici les chevaliers):
Viger, chevalier.
de Montferrand.
de La Mote.
Bolh.
Amanieu Andron.
de Tartas, seigneur de Puyan.
arroquers.
de Bedat.
de Puch, filz de Bernard.
manieu de Moyssac.
de La Mote, chevalier, et bailla pour esporle XX sous de
anoie.
de Molon.
de Puch, filz de Elies.
de Laroqua.
de Laffount.
de Castetga.
Raymond de Lastastas (*aliter* Castetz).
de La Cantalop, et bailla pour son devoir un lanncce ove
enorrez.
d'Anglade.
de Raym. Monadier.
Junqueires, esquiers.
commencent les noms des écuyers):
orne.
de Loganhac.
illau de Ryuhao, borgeys de Bordeaux, protestant q'il ne
oit de sa borgessie de Bordeaux, en disoit q'il devoit faire
valier de l'ost, quant le roi ou le prince, noz très sove-
seignours, mandant leurs ost. (Nous croyons qu'à la place
ho, il faudrait lire Ruat, ancienne famille de Bordeaux.

NOTES.

45. Bernard de Mountet.
46. Piers de Casaubon.
47. Auger de Pin, *aliter* du Pih (peut-être Piis).
48. Aymar de Castaneda.
49. Aymaric de Malenginh.
50. Piers Froment.
51. Bertrand de Beuville.
52. Gaillard de Lataste.
53. Johan Reynaut.
54. Guillem Raym. de Lestatge.
55. Gombaud Centot.
56. Guillem Raym. de Birac.
57. Bernard de Mont.
58. Arnaud deu Pin, *aliter* deu Puy.

Le 15 juillet, comparurent dans le Palais
chevaliers sous-nommés :

59. Guillem de Gussac.
60. Amanieu de Balhada.
61. Raymond de Montbadon.
62. Arnaud de Faya, seignour de Savinhac.
63. Guillem Eyra.

(Tous cinq chevaliers.)

Ainsi que les jurats et députés de Saint-Macaire
La Réole, de Langon, de Monségur, de Sauveterre, de
de Saint-Émilien, de Libourne, de Bourg, de Blaye, et
grand nombre de villes de Guienne.

Pour tous ces détails, nous renvoyons à la *Collectio*
français, par M. Delpit, p. 89, etc., etc.

Nous avons déjà parlé des terres allodiales des barons
seigneurs et des seigneurs du pays. (Voir p. 408.) Nous
faire observer ici que les déclarations des magistrats de
tout le moyen-âge, étaient toujours conformes à ce qui
constatés par l'article 84 de l'ancienne Coutume de
XIV^e siècle, dont voici le texte :

DEUS DREYTS QUE LO REY A SOBRE LOS ALO

« Costuma es que noster senhor lo Rey d'Angleterra,

(1) Guiraud Aiquem porta au *Prince-Noir*, comme jurat de Sa
mage de cette ville; c'était l'un des nombreux parents ou ancêtres
laighe; son bien, à Sauternes, appartient aujourd'hui au marquis

reys sus aloys; lo primey es que si aucun hom mort sens
 , que no ayo fait, et sens heir de si descendant, ni autre,
 deu succeder eux aloys; lo second es que si hom a aloy
 cidi, o en altra maneyra feyfeit, perque deja mourir, o si
 t, aissi que si era trobat es mare, lo rey deu confiscar los
 ters es que deu connaysse de las causas dens aloys; lo
 ue hom feyt homest (alias host) per razon deus aloys. »
ressort du Parlement de Bordeaux.)

ous l'avons dit ailleurs (p. 250, 294, 296, 408), les terres
 de Bordeaux étaient allodiales; mais les terres de tous les
 la sénéchaussée de Bordeaux, qui prêtèrent le serment et
 ommage au prince de Galles, ne l'étaient pas. Les alleux
 biens-fonds concédés d'abord à temps, plus tard à vie, et
 at enfin héréditaires; ils provenaient primitivement du par-
 conquis par les Francs entre leurs chefs. L'infatigable abbé
 lia, en 1776, de curieuses observations concernant les al-
 origine, à l'occasion d'une Charte de 1236, qui a été repro-
 a *Statistique de la Gironde*, t. 1^{er}, p. 198. Il est formellement
 tte Charte de 1236, d'après Baurein, que nous citons ici,
 le prince Charles expulsa les Sarrasins de ce pays, il avait
 es chevaliers et d'autres nobles : *Cum rex Carolus acquisivit*
sarracenis, duxit secum milites et alios nobiles ad soldatam.

onnes d'une condition inférieure servaient sous son dra-
 solde : *Minores autem secuti sunt exercitum ejus sine soldata.*
 ompense, le prince donna aux premiers des terres chargées
 militaire : *Dedit possessiones sub certo servitio exercitus.* Voilà,
 in, l'origine des fiefs dans l'Aquitaine : ces seigneurs étaient
 rvice militaire. A ceux de la seconde catégorie, il donna des
 affranchies de toutes charges et prestations : *Minoribus au-*
tis venerant et qui gaudebant de populatione, liberos tradidit
et eos francos, seu liberos constituit. La seule chose qu'il exi-
 c'était de l'aider à conserver la conquête : *Hoc solum injun-*
arent ipsum ad tuendam terram. Il n'y a personne, dit Bau-
 e reconnaisse ici l'allodialité ou la franchise des héritages.

alt deux sortes d'alleux : le franc alleu naturel, et le franc
 neession, aussi ancien que la féodalité, et ayant la même
 est certain, d'après le document de 1273, que les maisons,
 et les vignes des Bordelais, étaient allodiales, en général,
 en eût plusieurs de la mouvance des bourgeois de Bordeaux,

NOTES.

—

NOTES.

—

et même de la directité des églises : *Licet quædam moveantur quædam ab ecclesiis.*

Voilà donc l'allodialité, ou franchise des héritages du temps des Sarrasins : *Ita observavit civitas ista, et etiam tempore Sarracenorum.* (BAUREIN, *Anecdotes de bordelais.*)

Nous rappellerons au lecteur ce que nous avons dit aux pages 243, 224, 246, 253, 297. Quant à la nature de Bordeaux, on n'a qu'à relire ces passages, où nous en comprenons, après les avoir lus, la nature, les modifications des Francs victorieux, ainsi que la prudence des seigneurs, au moment où ils vont rendre leurs hommages aux Galles, à Saint-André de Bordeaux.

NOTE XXIX (page 548).

SUR LE TRAITÉ DE BRÉTIGNY ET L'APPEL DES SEIGNEURS GASCONS À LA FRANCE.

Rymer,
t. 5, III^e part.,
page 126.

De quel côté se trouve le tort d'avoir violé le traité de Brétigny, mérite d'être éclaircie : quelques savants affirment que le traité n'a été confirmé à Calais, sans autre changement quelconque de l'article 12, qui contenait la renonciation du roi Jean à la souveraineté de la Guienne. Il a été convenu (est-il dit dans les lettres du roi Jean), après plusieurs altercations, que les réciprocités ne se feraient pas à présent, mais à la Saint-Jean 1364, et à Bruges, où devaient se réunir les députés de France et de Flandre, après que Jean aurait mis Édouard en possession des provinces de France. Ce dernier acte a eu lieu ; mais les députés ne se réunirent pas à Bruges, car Édouard fit des réclamations à cet égard, et Jean ne put mettre Édouard en possession des provinces de France, sans que la souveraineté. L'affaire de Calais, en octobre 1360, fut réglée de prévision et de forme ; celle de Bruges devait être décidée, si il est vrai, ne prit pas, pendant neuf ans, le titre de roi de France. Le pape politique lui conseillait de s'en abstenir, afin d'établir le droit de souveraineté ; en observant, de son côté, un traité, il voulait amener Charles V à ne pas le violer, et à un traité qu'il affectait, au moins pour cet article, de ne pas le violer. Il ne se qualifia donc pas de roi de France, mais de roi de France, à ses intérêts. Jean et Charles V n'exercèrent pas, pendant

droits de souverains sur la Guienne ; cela s'explique assez par l'état de leurs affaires, les succès militaires du prince de Bretagne d'Édouard ; mais leur silence et leur inaction étaient la conséquence de fâcheuses nécessités, et une des preuves qu'ils avaient consenti à se dépouiller de leur souveraineté sur la Guienne, c'est qu'ils n'ont ratifié une convention qui n'avait été qu'une affaire de forme, une réponse aux demandes de Charles V, le conseil royal déclara, en 1368, que « le roi Édouard ferait les renonciations de sa part, pourvu que le roi Charles réparât les attentions des seigneurs gascons, remettant les appelants sous l'obéissance du roi Édouard, faisant les renonciations aux appels et ressort, et en envoyant les lettres selon la forme accoutumée. » Il en résulte que la ratification officielle n'avait été faite, ni à Bruges, et que les renonciations convenues n'avaient été faites en forme de part et d'autre. Quant à la suspension de la souveraineté du roi de France sur la Guienne pendant ces ans, on n'en peut rien conclure, car il ne s'en était pas eu la seule occasion jusqu'à l'appel des Gascons. Charles V se conforma aux conventions non ratifiées de Brétigny, qu'il accepta des Gascons, et fit valoir en Guienne son autorité.

NOTES.

—

NOTE XXX (page 535).

L'ÉTAT DES SOMMES QUE NEVILLE PAYA AUX SEIGNEURS GASCONS
EN 1378.

le 1 ^{er} septembre 1378, à Archambaud de Grailly, capitaine de Buch, pour trente hommes d'armes, pour un mois, chacun prenant pour un cheval et ordonnés pour aller en la compagnie de M. le Lieutenant, pour couvrir Mortagne-sur-Gironde.	900 fr.
le même jour, pour trente hommes d'armes, pour cause susdite.	450
le même jour, à M. de Rosan, pour trente hommes, <i>id.</i>	450
le même jour, au sire de Curton, pour vingt-cinq hommes.	375
le même jour, à Robin de Neville, pour vingt-cinq hommes, avec son pillard, montés et armés, pour demeurer en garde et tuition de la ville de Libourne et de ses environs, pour deux mois, prenant, chaque homme, 20 fr. par mois.	4,040
le même jour, à Géraud Prévost, pour dix hommes d'ar-	

NOTES.

mes et dix autres, pour la même cause.

A Jean de Madailhan, seigneur de Pujols, en récom-
de ses bons services.

A Petiton de Curton, pour cause semblable.

Au sire de Rosan, pour dix hommes d'armes, pour
jours, à raison de 15 fr. par mois, par homme.

On trouve, dans le même document, les dépenses fa-
de la Tour de Mambert, en Médoc, aujourd'hui appelé

NOTE XXXI (page 589).

SUR LE SCEL ET CONTRE-SCEL DU CHATEAU DE L'OMBRÈRE

Nous empruntons à un article de M. Rabanis, dans
de la Commission des Monuments historiques du départem-
année 1846-7, la description du scel et contre-sel du
brière. On a été assez heureux pour trouver deux de
fragiles monuments, qui ont échappé à la puissance
temps.

Le premier de ces sceaux, dit M. R....., est
dimension est d'environ 0 mètre 4 centimètres. L'
attaché est de l'année 1312, c'est-à-dire du règne
Édouard II. Le côté du scel offre simplement les troi-
d'Angleterre et de Guienne, dans un écu accosté d
Normandie.) L'écu lui-même est renfermé dans une
delière, qui forme six demi-cercles, avec entrelas à
festons. La légende, de ce côté, qui a quelque peu s
encore EDWAR DI. REC. ANGL. DVC. AQUITAN. BVRDE.....
placé derrière, est d'une dimension bien plus petite
l'image circulaire n'a guère que 0 mètre 2 centimètre
des lignes flottées, assez largement rendues, pour qu'e
le-champ que l'intention de l'artiste a été de repré-
d'eau. Au travers de ces lignes sont trois poissons, d
et le troisième au-dessous. Il est évident encore que c
destiné à représenter la rencontre et l'union des trois
néchaussée, la Garonne, la Dordogne et la Gironde.
gorie est suffisamment expliquée par une inscripti-
au-dessus des lignes flottées, et qui portent en le-
formées GIRONDA. Cette expression, appliquée à la séné-
deaux dès le moyen-âge, n'est pas un fait sans int-
en était perdue depuis longtemps, lorsque l'Assembl

la même dénomination au district dont Bordeaux devait
 1. La légende qui entoure la figure porte **COTRA. S. BVRDE.**
 est celui dont on se servit à Bordeaux pendant l'occu-
 ville par Philippe le Bel, de 1294 à 1302; il est en cire
 même dimension que l'autre. Quant aux emblèmes, on
 aient dû être changés en partie pendant cette éclipse
 n anglaise. Ainsi, le revers n'offre plus l'écusson anglais,
 aux fleurs de lis sans nombre, accosté de trois fleurs
 pointe et une à chaque côté. La légende circulaire qui
 son, sans cordelière interposée, a totalement disparu,
 ces de lettres qu'on y reconnaît encore ne sont pas assez
 nner un sens. Le contre-sel offre le même emblème que
 s venons de parler, et plus reconnaissable encore. Le
 y lit cette fois sans abréviation; seulement, l'A est lié
 dessus de cette inscription, on remarque aussi des signes
 i ne se trouvent pas sur le contre-scel ordinaire, et qui
 écusson un chef ou une tête. C'est d'abord une fleur de
 à gauche (droite héraldique), une molette en forme
 te (gauche héraldique), un croissant. Ces deux derniers
 ont pas à dédaigner sous le rapport historique. La mo-
 ssant étaient, en effet, des attributs fort anciens de la
 ucs d'Aquitaine. Les comtes de Poitiers et les comtes de
 vaient gardés comme partageant le titre de duc. Philippe
 le Poitou appartenait, put avoir l'intention de rappeler
 possession de l'Aquitaine tout entière, en faisant placer
 la Guienne anglaise les attributs de la portion qui était
 main. Quant à la légende, elle porte en caractères très-
SIGLV. BVRDEGALESE.

NOTES.

ces sceaux et contre-sceaux aux actes du gouvernement
 l'Ombrière à Bordeaux; cela les rendait authentiques et
 plus tard, les notaires devaient se servir du contre-scel.
 de Bordeaux, d'abord restreint à la juridiction de la cité,
 oute la sénéchaussée. Au XIV^e siècle, on établit des bu-
 re-scel dans les petites villes, à Libourne, à Saint-Ma-
 Émilien, à Sauveterre, à Créon, etc., etc. Ces bureaux
 onnétable de Bordeaux. Tout sergent, sur le vu du contre-
 uette à exécution l'acte qui en était pourvu; mais seu-
 e ressort territorial de la juridiction à laquelle le scel



page 110, etc.; sous les Visigoths et les Francs, 124; devient le partage de Charibert, 144; donné en apanage à Galsuinthe, 144; le Bordelais érigé en duché, 166; Concile à Bordeaux, 167; Bordeaux brûlé par les Sarrasins, 173; les Bordelais favorisent les Vascons, 205; les Normands brûlent Bordeaux, 215; rebâti, 228; les épées de Bordeaux très-recherchées, 293; caractère, mœurs des Bordelais, 302; Bordeaux reconstruit, 333; ses environs, 338; deuxième enceinte, 338; armes de Bordeaux, 338; assemblée des notables, 341, 346; Concile à Bordeaux, 355; Bordeaux donné au comte de La Marche, 359; assemblée générale, 359, 364; une autre assemblée, 369; dissensions intestines, 379; les terres des Bordelais allodiales, 408; assemblée générale à Bordeaux, 403; les Bordelais attachés aux Anglais, 436; nouvelle enceinte, 440; présents envoyés au roi d'Angleterre, 456; impôts consentis, 460; régence à Bordeaux, 490; l'état du pays au XIV^e siècle, 492; trêve, 493; hommages au Prince-Noir, 497 et *Note XXVIII*; les discours des Bordelais au prince, 503; assemblée à Bordeaux, 527; les Bordelais pardonnés, 530; escadre anglaise à Bordeaux, 535; deux partis à Bordeaux, 532; diverses particularités de notre histoire, 554; nouvelle enceinte, 556; la marine bordelaise célèbre, 577.

C

CAMPARRIAN, 123.
CAMPAURE, 69.
CANTABRE, 12.
CAPTAL, 480; à la bataille de Cocheval, 499; il est fait prisonnier, 501; sa conduite à Linde, 525.
CASSINEUIL, *Note XVII* et 189.
CASTRES fondé, 54.
CATHARES, hérétiques, 552.
CAUDEROT, 412.
CHAPITRE (le) de Saint-André : Ses dé-
mêlés avec le roi Édouard, au sujet
du tiers de la monnaie, 416; nour-
rissait les pauvres, 564.
CHARLEMAGNE, 187; fait bâtir Fronsac,
188; ses règlements, 194 et suite;
érige l'Aquitaine en deux duchés, 194,
200; se fait sacrer, 201; son testa-
ment, 202; comparé à Alexandre, Cé-
sar et Napoléon, 204; favorisait le
clergé, 282; ordonne au clergé de n'é-
lire que les plus dignes pour évêques,
290; aimait les arts, les sciences et
les lettres, 290.

CHARLES LE CHAUVRE, 1
n'y est pas reconnu,
CHARLES V accueille les
CHARLES D'ANJOU et 1
421.
CHARTREUX (les) comm
trons, 559.
CHROC repoussé par Gall
60.
CHEVALERIE; son origin
CHILPÉRIC, maître de B
politique et son portr
CLÉMENT V fait du bien
sa conduite à l'égar
450.
CLERGÉ (le) travaille à la
CLOCHES (baptême des
CLOS-MAURON, *Note X*
CLOVIS victorieux, 120
XV et 123.
COCHEREL (bataille de)
CODE PÉNAL (*Voir* Thé
300.
COLLÈGE de Bordeaux.
COLOMB (la famille de),
XXIV.
COMMERCE (histoire du
338, 437, 440 et 568
CONCILES à Bordeaux,
tiers, 280.
CONDATÉ fondé, 54.
CONSULIES et proconsu
CORDELIERS, 364.
COUTUME sur le vin, 58
CORPORATIONS : Leurs
CROISADES, 257, 271 et
CROIX (Sainte-) se rel
CUBI, *Note II*, p. 609.
CURIA : Ce que ce mot
CYPRESSAT, 43 et 95.

D

DAILHAN, ou de Lilhan
DAGOBERT, 165.
D'ALBRET mécontent d
les, 513.
DELPHIN (saint), 108.
DERBY attaque Berger
assiège Auberoche,
DEVÈSE, 67.
DIJEUX (Porte-), 63.
DIVONA, *Note IV*, p. 6
DRUIDES, *Note IV* et 1
DUCS : Les ducs de Ga
néalogie, 237.
DUGUESCLIN, 499 et su
sonnier à Bordeaux,
et son langage, 307.
DUEL (*Voir* ÉPREUVES)
Bordelais en Angleter
DURAS (le château de)

E

BOURG, *Note XIV* et
 deaux, 398; réconcilie
 t les Solers, *ib.*; se fait
 privilège de nommer le
 deaux, 398; fait réviser
 ordonne une reconnais-
 les droits et redevances
 , 403; rend hommage à
 l, 406; sa lettre au maire
 407; aimé à Bordeaux,
 e à Philippe de France,
 mages à Philippe, 423;
 habitants de la Guienne,
 Guienne à son fils, 463;
 d'arrêter la reine, 466;
 eurt, 466.
 a lettre aux seigneurs de
 ; réclame la couronne de
 vient à Bordeaux, 476;
 faveur des Gascons, 521.
 tion sur la société, 128;
 à Bordeaux, 215.
 ; son mariage, 270; est
 72; est disculpée de ces
 73; se brouille avec son
 on divorce, 276; épouse
 antagenet, 277; sa cour,
 Bordeaux, 323; se brouille
 223; empoisonne Rose-
 ; excite ses enfants contre
 26; est jetée en prison,
 e du peuple, 330; rendue
 340; prédit les malheurs
 342; sa mort, 341.
 éti, 336.
 -, 442.
 ERS (l') ravagé, 364.
 UBAINÉ).
 ciaires, 304.
 bli par l'Eglise, 231; es-
 rdeaux, 294; condamné
 es, 294.
 acapte, 410.
 investi de la dignité de
 rdeaux, à Saint-Seurin,
 pelle de Saint-Clair, 204.
 unic, 116; ce qu'en dit Si-
 naire, 117; sa mort, 119.
 urs efforts pour rétablir la
 e d'), 332.
 F
 s anciennes) de Bordeaux,
 et 400.
Note XVIII; usages féo-
 origine et nature de la féo-

dalité, 246; les fiefs divisés, pages
 253 et 297.
 FILLEULES (les villes), 537.
 FISCALINS (ce que sont les), 120.
 FLEURS DE LIS : Leur signification, 124
 et 125.
 FORT (saint), évêque de Bordeaux, 402.
 FOUAGE (impôt), 512.
 FRANCS : Leur origine, 121; leurs lois,
 129; état de la société sous les Francs,
 279; très-sobres, 291; ont permis aux
 vaincus de garder leurs lois, 297.
 FRÉDÉGONDE, 145.
 FRONSAE bâti, 188.
 FROTHAIRE, archevêque de Bordeaux,
 transféré à Bourges, 215.

G

GAHELs, ou Ladres, 300 et 458.
 GALLIEN à Bordeaux, 60.
 GARSENDE, comtesse de Béarn, 374.
 GASCOGNE : (nom de), 163; (la chronique
 des duc de), 221.
 GASTON de Béarn, 407.
 GAULE (la) primitive, 3; les Gaëls, 3.
 GENIALIS, duc des Vascons, 164.
 GIRONDE (le bourg de), 385.
 GOMBAUD, évêque de Gascogne, 225.
 GONDEBAUD, 156.
 GONTAN, 154.
 GOSCELIN, archevêque de Bordeaux, re-
 lève Sainte-Croix, 245.
 GRÉGOIRE (saint) de Tours, accusé, 149.
 GUIENNE (ce mot est employé), 277; le
 pays érigé en principauté, 496; ravagé
 par la guerre, 325.
 GUILLAUME VIII fait disperser le Concile
 de Poitiers, 260.
 GUILLAUME IX, 257, 260; ses désordres,
 263; est excommunié, 264.
 GUILLAUME X lui succède, 265 et suite;
 sa conduite, 266; sa pénitence, 269.

H

HA (rue du), 336.
 HARLOTS (*Voir* RIBAUDS).
 HATTON, 179.
 HENRICIENS, sectaires, condamnés à Ba-
 zas, 335.
 HENRY épouse Éléonore, 270; sa mal-
 heureuse position, 332.
 HENRY III, roi, 359; vient en Guienne,
 369; sa fuite, 370; à Bazas et à La
 Réole, 373; ses folles dépenses, 374;
 son arrivée à Bordeaux, 395; à Ba-
 zas, 397; il quitte la Guienne, 400.
 HONORIUS : Sa Constitution, 114.
 HOSPITALIERS de Saint-Jean, 337.
 HÔTEL-DE-VILLE, 308.
 HUNOLD, duc, 177; reprend ses armes,
 187.

I

IBÈRES : Leur origine, pages 17 et 18.
IMPÔTS, 284.
INGÈNUS, 129.
INSCRIPTIONS lapidaires, *Notes IX, X et XI*, et 84.
ISABELLE (la reine), 463.

J

JACQUERIE, 493.
JACQUES III, roi de Majorque, à Bordeaux, 305.
JACQUES (Saint-) (hôpital de), *Note XXI* et 269.
Jean sans Terre, 347; cité devant Philippe de France, 331; sa mort, 337.
JEAN (le roi) (*Voir POITIERS*) : Conduit à Bordeaux, 488; à Londres, 491.
JÉRUSALEM prise par les Croisés, 239.
JOURDAIN DE L'ÎLE : Sa conduite, sa mort 439.
JUIFS (les) de Verdun, 457; accusés et horriblement punis, 458.
JUPITER : Sa statue à Bordeaux, 86.
JURATS : Leurs démêlés avec le prévôt de l'Ombrière, 454; avec le clergé, 540.

L

LALANDE, son combat avec le Goliath d'Armagnac (*Voir Note XXIV*); fonde un couvent de Carmes à Bordeaux, 330.
LAMBERT, *Note XXIV*.
LAMPAGIE, 171.
LANCASTRE, lieutenant-général en Guienne, 526; prend le titre de roi de Castille, 528; son expédition en Guienne, 528; crée de nouveaux impôts, 544; nommé duc de Guienne, *ib.*; arrive à Libourne, 546; ses démêlés avec les Bordelais, 547; sa mort, 549.
LANGON, 360 et suite; hôtel des Monnaies à Langon, 416.
LANGOIRAN, 534; tué à Cadillac, 538.
LA RÉOLE, 189, 210; Richard Cœur-de-Lion, 346; La Réole fidèle au roi de France, 360, 363, 385; siège de La Réole, 394 et 474.
LÉPROSÉRIES du temps de Charlemagne, 196.
LESPARRE (*Voir Note I^{re}*, à la fin du volume).
LEUDASTE, 149.
LEYCESTER (*Voir MONTFORT*).
LIBERTÉS (*Voir MUNICIPALES*); la liberté ancienne, 115 et 244.
LIBOURNE : Ses libertés confirmées par saint Louis, 406; son commerce, 411; fidèle au Prince-Noir, 522.
LILHAN, paroisse de Médoc, submergée, *Note III* et 617.

LINGONES, *Note III*.
Lois visigothes (*Voir* ripuaires, 298).
LONDRES (les négociants de Bordeaux, ceux de Bordeaux, LORMONT, 43, 93; la y accouche d'une Louis associé à l'expédition en Espagne, 269; saint Louis d'Angleterre une Guienne, 401.
LUCACNIAC, *Note XII*.
LUNE (port de la) à B

M

MACAIRE (Saint-) se 560 et 412.
MAIRIE (la) de Bordeaux on cède au roi le maire, 403 et se maire rendue aux B
MALS ou plaids, 181.
MALEMORT, archevêque
MALETÔTE, 449.
MALTE (les biens de l'
MARINS : Leur salaire,
MARTEL, 168, 176; pil
MARTHOGUE (lieu de) dev
MARTIAL (saint) à Bor
MÉDAILLES à Bordeaux
MEDULCHI, ou Meduli, ravagé par les Norm 209.
MICHEL (saint), le vica le Pape, 540.
MONADEY, *Note XXIV*.
MONASTÈRES du diocès
MONDE (la fin du) crue siècle, 209.
MONTFORT (Simon de) pays, 378; son ordon état des esprits dans roi ne veut pas le r Bordelais se plaignent il revient en Guienn
MONNAIES d'Aquitaine, 564.
MONTPELAT (le châtea guerre, 461.
MONT-DE-MARSAN, fon
MONUMENTS et inscripti
MORGENGAB, ou don ma
MUCIDAN (le seigneur c Paris, 537.
MUNICIPALES (libertés),
MUNUZA, 171.

N

NAVARRÉ, 206.
Noms patronymiques, 2
NORMANDS, 201 et suite

reviennent, battus et mas-
Taleras, près d'Aire, page

LANIE, 103.

Note III, p. 613, et 39.

O

s rôles d'), Note XXIII et
343 et 337.

château de l'), 229; démoli
131 et 333.

Eudes la prend à Saint-
335.

P

les), lieux de pacage, 438 et

LIEN, 60, 73 et 77.

Puy-Paulin, 84.

communie Gaston de Béarn,
titre entre Édouard et Phi-
S.

ux, 383 et 437.

int), 44, 108 et 137.

) à Bordeaux, 302.

177; roi, 181; sa lutte avec
180; son usurpation, 181 et

I; il vient à Bordeaux, 184;
186.

on à Bordeaux, 101.

), 63 et 67.

ORDEOU, successeur des Pau-

(la Charte dite la), Note
et 434.

E BEL, maître de Bordeaux,
d la Guienne à l'Angleterre,

s rapports avec Clément V,
force de gagner l'affection des

s, 435.

E VALOIS, 467 et 470.

HERMITE, 236.

ARAGON (Voir CHARLES D'AN-
1.

-TUTELLE, 73.

4; plaids d'amour, 303 et 343.
bataille de), 174 et 483; (les

de), leur chronologie, 278.

semblée des seigneurs à), 369.
Sa conduite, 329.

Bordeaux, 63; Porte-Basse,
X et 228, 441 et 537.

307.

288.

l'Ombrière, 454.

Aquitaine : Discussion sur ce
13.

DIR, 482; à Bordeaux, reçoit
images des seigneurs bordelais,

7; sa conduite à l'égard de D.
302; et de Jacques III de Ma-

jorque, 303; sa réponse à la citation
du roi de France, 319; sa conduite à
Limoges, 326; sa mort, page 527.

PRESCILLIEN, 106.

PROCESSION commémorative à Bordeaux,
437.

PUY-PAULIN (Voir PAULIN) (saint).

Q

QUESTAUX (les serfs), 539.

R

RAYMOND DE TOULOUSE à Bordeaux, 372.

RIBAUDS (roi des) ou des Harlots, 563.

RICHARD, 328; sa conduite, 333; son
règne, 338; il délivre sa mère, 339;
convoque le peuple et publie une or-
donnance de police, 344; va à La
Réole et à La Sauve, 346; sa mort,
347.

RICHARD DE BORDEAUX, 503; roi, 531;
sa lettre au sujet des débats entre les
jurats et le clergé, 541; une trêve avec
la France, 549; sa mort, 549; son as-
sassin présumé massacré à Bordeaux,
531.

ROBERT D'ARTOIS : Son langage au roi,
469; cause de la guerre, 470.

RÔLES d'Oléron (Voir OLÉRON).

ROLLAND : Sa mort, 191; enterré à
Blaye, 192.

RONCEVAUX (bataille de), 190.

ROSEMONDE, 325.

ROUTES dans le pays bordelais, 90, 91.

ROUTIERS (les), 531.

RUDEL DE BLAYE, troubadour, 346.

S

SACRE des rois de France, Note XV et
181.

SALADIN : Ses rapports avec Éléonore,
272.

SALINS : Les Salines, 440.

SALVIEN : Ce qu'il dit de l'Aquitaine,
141.

SALIQUE (la loi), 129.

SARRASINS, 171; leurs traces dans le
pays, 175.

SAUVE (La), 245; Henry et Éléonore y
vont, 325.

SAUVETÉS (ce que c'était que les), Note
XX et 240.

SCEAU du château de l'Ombrière (Voir
Note XXXI).

SCULPTURE (Voir ARCHITECTURE).

SCHISME dans l'Eglise, 539.

SEGUIN, comte de Bordeaux, 203.

SÉNÉCHAL, 338 et 365.

SERFS sous les Francs, 128, 281 et 297.

SERGE (saint) (la relique de), 159.

SEURIN (Saint-) : Son cimetière célèbre,

192; les ducs y allaient recevoir l'étendard militaire, 232; difficultés entre le chapitre et l'autorité civile, page 417.

SEVER (Saint-) (le monastère de) fondé, 235.

SOLERS, ou Soley, 377.

SOULAC, *Note III* et suite, et 33.

SOULDICH, ou Soudan de La Trave, 481.

SQUIRES (La Réole) (le couvent de) fondé, 189.

SUPERSTITIONS des Aquitains, 304.

SUZERAIN, 246.

T

TAILLEBOURG (bataille de), 370.

TALERAS (bataille de), 224.

TARSELLI, ou Thobelli, 5 et 17.

TEMPLIERS, 336, 450.

TERRE-NÈGRE, cimetière de Bordeaux, *Note VII* et 69.

TESTE DE BUCH, *Note III* et 33.

TÉTRICUS, empereur à Bordeaux, 97.

THÉODOSIEN (Code), 99, 126.

THERMES de Bordeaux, 71.

TOURNOIS, amusements militaires, 242 et 341.

TRANSTAMARE : Ses embarras, 302.

TRÈVE DE DIEU, pages 24
TUTELLE (les Piliers-de-),

U

URBAIN II à Bordeaux, 237

V

VANDALES et autres Barbares, 112.

VASCONS : Origine et signification du mot, 10; leur invasion de la Gascogne, 161; vers sur la trahison de leur roi, *Note XXV* et 431.

VASSAL : Sens de ce mot, 9.

VERNOMETIS, 45 et 72.

VERS latins rimés au VIII^e siècle.

VÉSONE (les assises de), 52.

VIGIER, ou Beguey, 195.

VISIGOTHS, 113; leurs lois, 143.

VIVISQUES (*Voir* BITURIGES).

VOUGLÉ, ou Vouillé (bataille de), 456.

W

WAIFFRE, 180; ses revers de fortune, 185.

WAILLAS, 116.

Jules de Gires

HISTOIRE

COMPLÈTE

E BORDEAUX

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

BORDEAUX

PAR

M. l'abbé PATRICE-JOHN O'REILLY

CHANOINE HONORAIRE,
PROFESSEUR, CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
POUR LES TRAVAUX HISTORIQUES,
CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DES SCIENCES,
BELLES-LETTRES ET ARTS DE BORDEAUX,
SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST (A POITIERS),
MISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES DE LA GIRONDE, ETC.

PREMIÈRE PARTIE. — TOME II

1^{re} ÉDITION

Non modo casus et eventus rerum, sed ratio
etiam, causæque noscantur.

TACITE.

Historia testis temporum, lux veritatis, vita
memoriæ, magistra vitæ, nuntia vetustatis.

CICÉRON. (*De Orator.*)

BORDEAUX

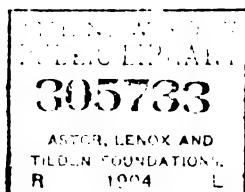
IMPRIMERIE,
D'EDOUARD LAFITE,
RUE THÉOPHILE, 439,
Libraires de la ville.

PARIS

CHEZ FURNE, LIBRAIRE,
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 48,
DIDIER, quai des Augustins, 35.

1857

Paul de Lamoignon



ERRATA.

Page 38, ligne 13, au lieu de : *aurait pu*, lisez *pourrait*.

Page 51, ligne 22, au lieu de : *le derrière*, lisez *les derrière*.

Page 113, ligne 12, au lieu de : *fallait*, lisez *fallut*.

Page 126, ligne 21, au lieu de : *ancien*, lisez *arrière*.

Page 228, ligne 11, au lieu de : *ordonna*, lisez *arrêta*.

Page 255, ligne 15, supprimez le mot *après*.

Page 265, ligne 22, au lieu de : *les mœurs*, lisez *ses mœurs*.

Page 272, ligne 23, au lieu de : *réunissent... décident*, lisez *réunirent*.

Page 289, ligne 16, supprimez le mot *avec*.

Pages 443, 444 et 445, au lieu de : 1650, lisez (en marge) 1655.

Page 569, ligne 13, au lieu de : *reponssa*, lisez *avait repoussé*.

Ibid., ligne 21, au lieu de : *leur ville*, lisez *la ville*.

Page 574, ligne 11, au lieu de : *donna*, lisez *donnait*.

Page 576, ligne 17, au lieu de : *apprend*, lisez *apprit*.

CRITIQUES DU PREMIER VOLUME

DE L'HISTOIRE DE BORDEAUX.

La publication de mon premier volume de l'*Histoire de Bordeaux*, a été annoncée que je recevais avec plaisir et reconnaissance les critiques, impartiales et consciencieuses qu'on voudrait m'adresser. Je me suis même engagé, dans l'intérêt de la vérité et de la satisfaction du public, à les publier, au moins celles qui auraient une valeur historique, en tête du volume suivant. Mon appel a été entendu ; on m'a fait l'honneur de m'adresser un assez grand nombre de critiques ; ma parole étant engagée, je viens, de mon côté, remplir mon devoir.

La première observation qu'un savant critique a bien voulu m'adresser est la suivante :

M. de O'Reilly affirme, dit un critique, sans autre autorité que Strabon, qu'antérieurement à l'arrivée des Bituriges dans les Gaules, où se trouve Bordeaux, il y eut une ville, bourg, ou au moins une hutte de pêcheurs. Mais César n'en parle pas, et cependant il parle dans ses *Commentaires* des succès de son lieutenant Crassus dans les contrées, et parle des villes et bourgs qu'il y avait réduits. L'opinion de César est d'un plus grand poids que l'opinion isolée d'un écrivain de Bordeaux. »

— Je crois avoir suffisamment justifié mon opinion sur ce point à la page 30. Du temps d'Auguste, Burdigala, dit Strabon, était une ville de commerce célèbre ; mais la célébrité d'une ville, sous le rapport du commerce, n'est pas l'affaire de quelques années, ni la création d'un jour. Les étrangers chassés de leur patrie par les Romains, et réfugiés dans les contrées sans ressources, sur les rives marécageuses de la Garonne. L'auteur des *Antiquités de Vésone*, dit : « Que l'origine de Bordeaux est de beaucoup antérieure à la conquête des Gaules. » Cette opinion n'est donc pas isolée.

Je parle de plusieurs villes ou bourgs qui n'existent plus, au moins sous les mêmes noms, et dont il est impossible aujourd'hui de constater l'existence topographique. Le bourg dont nous écrivons l'*histoire* existait et était habité par les Ibères, qui occupaient la rive aquitaine

Taillefer,
Antiquités,
tom. 1, p. 217.

de la Garonne, et portait, sans aucun doute, un nom des habitants du pays. Le nom *Burdigala* date de l'époque donnée par les Romains à ce bourg, que les Ibères avaient Bituriges fugitifs, qui s'y établirent à leur place, et dont l'innocence n'attirait pas sur eux le courroux des vainqueurs.

Ne voulant plus conserver à ce bourg le nom ibère, pour ne pas le souvenir d'un peuple rebelle et indompté, les Romains ont changé le nom *Burdigala*, *Burgus Gallicus*, le bourg habité par les Gaulois, étaient récemment établis.

Cette étymologie a fourni à notre estimable critique nous adresser un reproche que nous ne croyons pas devoir nous adresser.

« L'auteur de l'*Histoire de Bordeaux* avance, page 30, que le mot *Burdigala* nous paraît bien étrange; il suppose que les Romains ont employé la préposition française *de*, ou italienne *di*, signifiant d'appartenance, au lieu du génitif latin, ou, en d'autres termes, au lieu de dire *Burgus Gallorum*, ils ont dit *Burgus de Gallis*, ce qui est contraire au génie de la langue. »

L'estimable critique me fait dire ce que j'étais loin de penser. Je n'ai mal saisi le sens de mes paroles, j'aime à croire que l'auteur n'a pas à son intelligence, mais bien plutôt à la concision.

Après avoir donné plusieurs étymologies du mot *Burdigala*, nous arrêtons, de préférence, à celle qui fait venir ce nom des habitants. Les mots *Berg*, *Bourc'h*, dans les dialectes du pays de Galles, et dans celui que nous appelons le dialecte breton, signifient tour, château-fort, bourg. La préposition *da* ou *de* correspond aux prépositions latines *a*, *ad*, et par extension aux prépositions des dialectes celtiques du Nord. Ainsi, on dit *da Baris* à l'église; *ead eo da bourc'h di Gaëls*, il est allé au bourg que les Romains ont prononcé *bourg di Gaëls*, et, par extension, *burg di gala*. Mais nous n'avons pas la préposition latine *de*, ni de la préposition italienne *di*; nous avons seulement la modification graduelle du mot primitif sou-

C'est pour la même raison que le savant bénédictin a fait observer que le mot *bourc'h* n'est pas du celtique, mais plutôt du celtique allemand ou du Nord, ajoute :

« Il semble cependant que la célèbre ville de Bordeaux ait eu ce nom, en partie, de *bourd* latin *Burdigala*, et en partie, de *bourd* celtique. »

Ainsi, s'il y a quelque chose d'étrange quelque part

cette observation qu'on la trouve. Si nous avons choisi cette, de préférence à d'autres, nous n'avons fait que prendre la liberté que nous accordons volontiers à nos critiques; nous n'imposons nos opinions, et en fait de linguistique, nous n'avons l'intention de faire des lois; mais nous n'avons pas cette placidité, qui nous porterait à souffrir qu'on nous imputât, à tort, des étranges, dont le moindre tort serait d'être ridicules; nous sommes à qui de droit.

Si nous parlons d'étymologies, en voici une autre qui n'est pas exacte. En arrivant dans le bourg ibère, les Bituriges y firent deux tours; c'était un souvenir des deux grosses tours d'Aix qui fit donner à cette ville, par les Romains, le nom de *bis turris inde bi-turris*, dit Zingerling.) De là, vient peut-être *Burgi Callici, tours gauloises*, mots que les Romains ont changé en *Callici, Burdigalia*.

Itiner., p. 24.

Le critique connaît quelque autre étymologie qui vaille mieux que celle-ci, à, qu'il nous la signale; sinon, qu'il choisisse en toute liberté, parmi les opinions que nous donnons, celle qui lui plaira le plus :

« Si quid novisti rectius istis

« Candidus imperti; si non, his utere mecum. »

Nous avons reçu d'un légitimiste de la Gironde, homme distingué par ses connaissances et sa haute position sociale, une lettre contenant des observations qui ne nous permettent pas de garder le silence; ces observations ont été inspirées par la lecture des pages 429 et 430 du premier volume, qui roulent entièrement sur la loi salique; les voici :

Le critique prétend que les terres saliques étaient des fiefs nobles. Les premiers rois donnaient aux principaux Saliens, qui portaient le nom de Saliens, à leur suite.

Il croit que la loi salique était une législation nouvelle, un recueil de coutumes nouveaux appropriés aux nouveaux besoins des Saliens existants avant le temps de Clovis.

Il croit que les terres saliques ne passaient point aux femmes, c'est-à-dire que les fiefs nobles ne pouvaient tomber de *lance en quenouille*.

Il croit voir, je ne sais où, dans mon *Histoire de Bordeaux*, que je confondais les Francs avec les Saliens, ce qui est une erreur, selon lui. J'ai eu tort d'avancer que la loi salique n'excluait pas les filles (p. 430), et qu'en parlant ainsi, j'incrimine les rois de France qui succédaient pour la succession au trône à cette loi salique (art. 62).

Avant de répondre à ces diverses difficultés, nous de faire observer à notre estimable correspondant, puiser exclusivement ses objections dans Vely (tome samment réfuté par Daniel.

En réponse à sa première observation, nous lui ra plus savants écrivains distinguaient deux sortes de te fications distinctes et différentes : 1^o les terres saliqu Saliens partagèrent entre eux après la conquête ; c'e allodiales, patrimoniales, (*all-lod*, toute propriété) ; ficiaires que les rois donnaient à leurs leudes ou ans récompense de leurs services à la cour ou à la guerr royales n'étaient souvent que viagères, presque tou très-rarement héréditaires ; ces terres relevaient des données, se réservaient toujours le droit de les repre tions de la concession n'étaient pas observées. Ce constatée par Muratori. En voici un exemple assez comte Éverard épousa une fille de Louis le Débonnai tement, il partagea ses vastes domaines entre ses en ce qu'il possédait par droit de propriété (*alode*, *prop* qu'il ne tenait qu'à titre de bénéfice.

*Antiq. Ital.,
medii ævi.
vol. I, p. 559.*

*Aub. Mirab.,
Oper. diplom.
Lovanii, 1725.*

Alodium et proprietas sont synonymes (voir Ducange l'expression *hæreditas aviatica*, qu'on opposait, au m *beneficium*, et plus tard au mot *feodum*.

Les terres saliques n'étaient donc ni terres bén elles étaient héréditaires ; les fiefs ne l'étaient pas au l'hérédité féodale ne fut établie que longtemps ap terres saliques.

2^o Notre honorable critique a tort de croire qu une nouveauté pour les Francs, qui quittèrent leur p duite de Pharamond. C'était un recueil des vieux usag on en fit un code qui fut proposé à l'acceptation du assemblées générales et approuvé comme règle invar tration civile et judiciaire des états conquis.

3^o Quant à sa troisième observation, nous répondr jurisconsultes anciens et modernes que la loi saliqu succession des femmes, ne forma point l'établissement au contraire l'établissement des fiefs qui mit des limi des femmes et aux dispositions restrictives de la loi s

4^o On prétend que j'ai à tort confondu les Francs av

n'y vois pas le moindre tort; je ne me crois pas obligé de me
t voici pourquoi : « Les Francs, ce sont les Saliens, dit Am-
rcellin. » *Franci quos consuetudo Salios appellavit.*

e de Frisingue dit : « Les nobles Francs qui sont appelés
e conformément encore à la loi salique. » Cet évêque écrivait
ècle. Après ces deux respectables autorités, je demande à
que où est mon tort.

e censure pour avoir dit, page 430, que la loi salique n'ex-
es filles du trône de France.

t, il est vrai; mais ce qui n'est pas vrai, c'est que j'aie taxé
ent d'ignorance les rois de France, leurs ministres, les États-
et les Chambres, qui ont presque toujours observé cette
des Francs-Saliens. Nous allons voir si la censure est bien

e salique, dit le savant Foncemagne, ne contient aucune
on expresse touchant la succession au trône. On a cru en
dans le 6^{me} article du *titre 62*; mais cet article est le dernier
e qui ne traite que des successions entre les particuliers, et
es successions en ligne collatérale..... Peut-on croire, en
e les auteurs de la loi aient confondu dans un même chapitre
ces de biens si réellement distingués l'un de l'autre, soit par
re, soit par leurs prérogatives, le royaume et le patrimoine
onnes privées? Peut-on supposer qu'ils aient réglé par un
cret l'état du roi et l'état des sujets?..... La terre salique
sément la même chose que l'héritage paternel dont parle
et la loi ripuaire, qui, semblable en ce point à la formule
déjà citée, défère l'hérédité des terres paternelles aux filles
t point de frères. » Tout cela me semble assez formel;
e m'absout de la charge que mon honorable contradicteur
mais allons plus loin pour ma justification.

5^{me} article du *titre 62* : « *Terrâ vero salicâ nulla portio hære-
mulierem transit, sed hoc virilis sexus acquirit, hoc est, filii
reditate succedunt.* »

e partie de la terre salique ne passera aux femmes, mais elle
dra aux mâles, c'est-à-dire que les enfants mâles succè-
leurs pères. »

ne sont donc pas indistinctement exclues, comme le dit Mon-
es terres saliques, mais seulement dans le cas où il y aurait
mâles. La loi elle-même s'interprète suffisamment lors-

Liv. II, form.
12, etc.,
Appendix de
Marculfe.,
form. 49.

qu'elle dit que les fils succéderont aux pères. Tous les peuples barbares s'interprètent les uns les autres, d'après toutes le même esprit. Ainsi, la loi saxonne dit qu'il ne faut céder au père ; mais s'il n'y a pas d'enfant mâle, les fils ont toute l'hérédité : *Qui defunctus non filios sed filias relinquit, hæreditas pertineat.* (Article 4.) Les mêmes dispositions se trouvent dans les formules de Marculfe.

Mézerai, après avoir parcouru l'histoire des rois de France, établit en principe que la succession à la couronne dépendait de trois conditions : 1^o de la naissance, 2^o de la descendance, 3^o du consentement des grands. Cette troisième condition est le reste des anciens usages francs, en vertu desquels les rois avaient le droit d'élection dans la famille royale, de même que le droit avec l'hérédité ; mais il résulte de ces trois conditions que la succession à la couronne n'était point fixée par la loi ; plus tard par les usages féodaux, lorsque les terres se partageaient en terres bénéficiaires ou nobles, avec charge de service militaire à la suite du prince franc ou de ses descendants.

Il me semble que ce n'est pas à un habitant de la Gironde qu'il faut besoin de rappeler ces principes mis en avant et développés par Montesquieu, par Fœnemann, Vertot et autres auteurs, dans cette matière de si lucides dissertations.

Un autre Bordelais, homme distingué par ses connaissances, l'estime me sera toujours chère, m'a fait l'honneur de me lire une longue dissertation sur le château de Charlemagne et de son tableau patriotique, il ne voudrait pas que je dépouillasse de ses plus précieux souvenirs historiques, en désignant dans l'Agenais, comme l'emplacement de ce palais.

Je tiens beaucoup à la gloire du pays bordelais ; à lui parer le front de lauriers usurpés. En histoire on ne peut l'usurpation m'a toujours paru odieuse, et d'ailleurs on ne peut en présence des titres que Chasseneuil exhume des archives de plusieurs siècles, pour démontrer la légitimité de ses droits ?

Je croyais avoir suffisamment éclairci cette difficulté dans la page 665 ; mais on fait encore quelques nouvelles objections sur la valeur.

On cite Aimoin ; on trouve dans la *note XVII* mon opinion, opinion qui a été généralement adoptée par les écrivains du XVIII^{me} siècle.

travail a été modifié par des interpolations et que les
vres ne furent finis qu'après sa mort ; cela seul serait
inspirer un sentiment de méfiance. « Son ouvrage, dit
eller, n'est qu'une compilation pleine de fables et de
les légendes sont les sources où il a puisé. » Son au-
s, ne saurait être invoquée que lorsque ses assertions
ou corroborées par ses contemporains ou les écrivains

autorité d'Aimoin, on nous cite la *Chronique de Bazas*,
me toutes les vieilles légendes, cette *Chronique*, quoique
dire des choses religieuses à Bazas, renferme de graves
erreurs. L'auteur ne parle que de Caudrot et nullement
de Chassigneul ; et cependant il existait, au VIII^e siècle,
é *Cassinogilus*, alors que Caudrot n'existait pas.

ne de Bazas, natif de Langon et continuateur de la même
le siècle, s'appuie sur Aimoin, qui ne s'appuie sur rien,
ds édifices ou de cités renversés, *ruinæ ædificiorum vel*
, entre Caudrot et Gironde ! Où étaient-ils ces édifices
parle aussi d'un monument de briques qui ressemblait
lateritia instar turris. On voit bien que Dupuy a pris
le rêve d'Aimoin. La tour dont il est ici question fut dé-
XVI^e siècle et presque entièrement renversée au XVII^e.
ture de cette tour était-elle construite en briques ? Je
mais ce que je sais bien, c'est que dans sa partie infé-
ue, moi, en 1849, il n'y avait pas une seule brique.
tenance du château de M. Neufond, seigneur de Tau-
t au Parlement de Bordeaux. Elle fut entièrement dé-
pour y faire passer le chemin de fer.

ité de Voltaire, qui assure que Charlemagne avait de
ex embouchures de toutes les grandes rivières. Mais qui donc
r une grande rivière ce tranquille filet d'eau qu'Aimoin
roth, tantôt le *Dropt*, et qu'il nous dépeint comme un
, un instant, croire que Charlemagne ait passé Soulac,
ourg, Bordeaux et Langon, pour venir établir des chan-
tions navales sur le Dropt, ou qu'il ait choisi ce lieu
tion d'une tour d'où il pouvait surveiller l'entrée en ri-
nts ennemis ! On dit qu'il y faisait lancer de gros ba-
marée montait. Est-ce que la marée se fait bien sentir

*Essai sur les
mœurs, etc.,
chap. 10.*

On assure qu'en creusant le chemin de fer, en 1852, de M. Exchauw, à Casseuil, on a rencontré des choses que se voyait mêlée avec le moellon, des pierres caennaises romain et quelques pièces de marbre, etc., etc. C'est peut-être en conclure que c'était le palais de Charlemagne, *Cassinogilus* de l'histoire ? L'induction serait téméraire, n'ayant pas pour bases des prémisses !

On objecte qu'Aimoin avait vu les lieux et les choses et que le témoignage *de visu* ou d'un homme instruit sur les choses dont il entretient le public, vaut mieux que des conjectures.

Nous répondrons que nous repoussons les conjectures sans preuves positives ; qu'avant tout, il faut s'assurer si bien vu, qu'il n'y a pas le moindre lieu au doute. Or, déjà vu le vague qui règne dans le récit d'Aimoin, comme témoin, et ce témoin est si peu sûr de lui-même, nullement à ses souvenirs incertains et vagues, et en parlant du sarcophage du frère jumeau de Louis le Pieux, qui reposait dans l'église de *Cassinogilus*, si je me souviens bien, *bene visu recordor* !

On nous oppose l'autorité de quelques écrivains qui ont une haute estime pour les auteurs qu'on met en avant. Cependant, davantage, je le confesse, pour l'érudition de Daniel Papebrooke, Guizot, et tous nos meilleurs historiens de France.

Hugues de Fleury place Chasseneuil dans l'Agenais, en produisant d'un diplôme extrait du *Cartulaire* de Saint-Martin, daté de *Cassanogelo*, le place au confluent de la Lède et de la Garonne, à-dire dans l'Agenais ; c'est aussi l'opinion de d'Anville.

D'après l'historien de Condom, cité par D'Acheron, le noble et puissant seigneur Bertrand de Taurignac, évêque de Condom, avaient donné à Saint-Pierre de Condom les terres de Chasseneuil, d'une apparence royale, situé à Gironde Dropt et de la Garonne. Voilà ce qui a induit en erreur les auteurs du dernier siècle. Mais le savant Moréri rejette ces titres « que tous les titres mettent Chasseneuil dans le diocèse de » Casseuil, sur la Garonne, est constamment du diocèse de Condom.

On s'étonne que, de nos jours, M. de Saint-Arnaud, évêque du Lot-et-Garonne, et quelques autres estimables, aient pu ressusciter une opinion erronée et la rejeter.

nous dit-on, est si pieux, si naïf dans son récit, qu'on ne peut en conscience, le considérer comme un *faussaire*.

Personne, que je sache, ne l'a fait; il n'a menti ni sciemment, ni par inadvertance; il est seulement inexact: il était dépourvu des lumières nécessaires à un historien, et du discernement indispensable à un critique.

Notre respectable critique cite la *Guienne monumentale*, qui, après avoir reconnu que le Chassineuil ou le Cassinogilus de Charlemaigne dans l'Agenais, assure que Sainte-Livrade fut, au X^e siècle, fondée par saint Robert.

Or la *Guienne monumentale* voulait-il dire que l'église de Sainte-Livrade fut fondée au X^e siècle par saint Robert? Si telle était l'assertion, il y aurait plusieurs erreurs à relever dans cette assertion: d'abord, l'église de Sainte-Livrade fut fondée par Charlemaigne, en 780; c'était une œuvre que l'empereur fit faire, en actions de grâce de l'heureuse délivrance de l'impératrice (*liberata*), comme nous le dit Mabillon; saint Robert ne peut pas l'avoir fondée au X^e siècle. Nous connaissons trois saints qui ont porté le nom de Robert: trois d'entre eux ont vécu au XI^e siècle et au XII^e; le quatrième était saint Robert de Moles qui vécut au IX^e, et fut enterré sur les bords du Rhin. A quoi bon insister, en faveur de la thèse de notre critique, cette assertion est fautive? Mais fût-il littéralement vrai que saint Robert eût fondé l'église de Sainte-Livrade, s'ensuivrait-il que l'église de Sainte-Livrade eût été fondée par Charlemaigne?

Enfin, pour nous résumer, nous demandons si l'on a trouvé à Casseuil quelques traces d'une tour en briques? On répond: non, car le pays ayant été dévasté par les Normands, la tour en briques n'a pu subsister. C'est possible; mais un *peut-être* n'est pas une preuve pour une induction affirmative. Le chroniqueur Dupuy parle d'une tour qui existait de son temps, au XVII^e siècle, à Gironde. Nous ne voyons qu'une partie; il n'y avait pas de briques. Il s'agit, en outre, de la tour de Gironde et non de celle de Casseuil. La *Chronique de l'Agenais*, par Garcias, parle de Caudrot et nullement de Casseuil, qui est à trois kilomètres. A Chassineuil, en Agenais, on voyait, dans le XI^e siècle, le sarcophage du frère de Louis le Pieux; on n'a rien trouvé à Casseuil. Il y eut deux églises en briques à Chassineuil, la paroisse et celle de Sainte-Livrade, toutes deux bâties en briques et contiguës l'une à l'autre, comme nous le dit Aimoin. A-t-on jamais entendu dire qu'il y eût deux églises à Casseuil? Celle qui y

existe ne contient pas une seule brique dans ses murs. Le Dropt est un torrent ou une grande rivière pour y aller en temps de fortes marées? Peut-on dire, avec le chronométriste, qu'il y eut des villes (*urbes*) renversées à Caudrot, ou à Caudrot? Nous répondrons hardiment : non.

Le lieu où se trouvait le palais de Charlemagne s'appelle, d'après les anciens auteurs, *Cassinogilus*, *Cassinolium*, *Cassignol*. Peut-on établir un plus de rapport de similitude entre les mots *Casseuil* ou *Cassignol*, qu'entre les mots de *Chassigneuil* et *Cassinol*?

Mais c'en est assez sur cette matière : je ne suis en mesure de donner les détails que pour répondre à la communication que M. de la Motte a eu l'honneur de me faire. La note XVII aurait pu suffire. (Voir tome I, page 100.)

Un savant et honorable critique de Bordeaux me m'adresser les observations suivantes : « Si l'on aime à lire vos savantes dissertations sur l'archéologie monumentale, numismatique, on ne vous pardonne pas cependant de ne pas, par exemple (page 564), qu'il paraît certain que, sous le règne de Charlemagne, Bordeaux jouissait du privilège de frapper des monnaies, et que ces monnaies existent en nombre très-considérable, »

Je réponds à cette observation, que l'on ne croyait pas qu'il y eût de ces monnaies avant le XVIII^e siècle. Vénuti en fit publication, et son ouvrage n'est plus douteuse; on en a trouvé d'autres au commencement du XIX^e siècle, et depuis lors le doute n'est plus possible.

« A la vérité, dit le modeste et savant M. Jouannet, les monnaies mérovingiennes ou monétaires sont très-rares. Peut-être n'en a-t-on connue que celle que Vénuti avait publiée; elle représentait une tête diadémée, profil droit, entourée de la légende *FRANCORUM ARX*, et au revers, une croix ancrée, et pour légende : *LHOC SIGNUM*. »

« Il est à regretter qu'une centaine de ces pièces, trouvées, en 1808, dans les substructions de l'ancienne tour de la brière, aient été perdues pour la science. »

Après tout cela, en vérité, je ne vois pas pourquoi on me demande ou de recevoir un pardon pour mon modeste ouvrage.

« Les terminaisons en *ac*, ajoute le même honorable critique, dites-vous, que les abréviations ou la corruption de *arx*. » Fronsac, *Francorum arx*; Bouliac, *Belli arx* (page 200). On regarde, en général, *ac*, comme dérivé de la langue celtique, dont la racine signifie *pay*, *hauteur*, *éminence*. »

de la permission de faire observer à notre savant critique
se, que nous copions mot à mot, est incomplète ou sa pensée
dans la langue celtique, *ac* est presque toujours un article, et
ne signifie jamais *puy*, *hauteur*, *éminence*; il est racine lui-

es qui se terminent en *ac* ont été quelquefois donnés aux lieux
ains et les Francs ont laissé des vestiges de leurs campements.
cette terminaison vient du mot latin *aqua*, et désigne des lo-
ées sur les bords de quelque rivière. Dans la langue des Cel-
mot *ach* ou *achi* signifiait *monticule*, *hauteur*, *éminence*. De là
la terminaison *ac*, abréviation d'*ach* ou *achi*, est employée
ner certains endroits élevés ou accidentés dans nos contrées
ne celtibère ou cantabre, c'est-à-dire la langue vulgaire des
rès leur fusion avec les Ibères, était généralement parlée.
quoi M. l'abbé Baurein dit « que la syllabe *ac* est une termi-
eltique, ou plutôt c'est un des articles que nous mettons en
au devant des substantifs, comme *la terre*, *le ciel*, *la mer*, et
s la langue celtique, ne se plaçait qu'à la fin du même mot.
ne basque, qui est une des plus anciennes, conserve encore
e. »

ne critique me blâme d'avoir confondu (pag. 302) le bérét bas-
e bonnet phrygien. Cette critique porte sur une simple faute
ique; au lieu de *bérét basque ou bonnet*, on aurait dû imprimer :
basque ou du bonnet phrygien. J'ai vu à Saint-Sébastien, comme
tte année même (1857), ces deux sortes de coiffures; mais tel
le texte pourrait être défendu; car les auteurs basques eux-
ouent que l'une de ces sortes de coiffures n'est que la modi-
e l'autre.

es journaux de Bordeaux nous ont fait l'honneur de parler de
vail; nous les remercions de cette encourageante bienveil-
leur part en faveur d'un ouvrage qui intéresse leur ville et leur
s. Dans l'*Indicateur* du 8 juin 1857, se trouve une apprécia-
otre travail, émanée d'une plume exercée et depuis longtemps
t estimée dans la presse bordelaise. Comme cet article con-
inion de l'un des rédacteurs du journal, écrivain judicieux,
et indépendant, nous croyons devoir le reproduire. Il est élo-
ais l'indépendance et la sincère franchise de l'auteur sont des
que c'est l'expression consciencieuse de sa pensée. D'ailleurs,
voir son jugement, le public doit savoir le *pour* et le *contre*.

*Variétés
bordelaises ,
tom. II, p. 500.*

« Un de nos confrères de la presse bordelaise compte de l'*Histoire complète de Bordeaux*, par M. l'abbé O'Reilly. Ce jugement n'est pas une formule de banale co- lère; l'expression la plus vraie qu'il soit possible d'employer pour entreprendre un tel labeur et pour le mener à bien. Ce jugement n'est pas une formule de banale co- lère; l'expression la plus vraie qu'il soit possible d'employer du beau travail de M. l'abbé O'Reilly.

» Nous avons rendu compte du premier volume de l'ouvrage; nous ne nous occuperons ici que de la première partie, qui vient de paraître.

» Nous avons un assez grand nombre d'historiens du moins, d'écrivains qui ont usurpé ce titre. Que savons-nous de notre pays, avec tous ces documents informes qui n'ont fait que révéler l'impuissance de leurs auteurs? peu de chose. N'est pas historien qui veut; les quelques-uns qui doivent distinguer l'écrivain qui entreprend de raconter l'histoire de son pays, ne sont pas toujours en la possession de la vérité; la témérité de croire à leur valeur personnelle. Trop de fautes ont eu lieu sur cette mer semée d'écueils qu'on appelle l'histoire; de débris informes ont surnagé pour nous faire des historiens qui ont tenté d'entreprendre une tâche au-dessus de leurs forces. Nous n'excepterons pas de cette impuissance l'ouvrage en crédit jusqu'à nos jours, car on sait que le premier volume de l'*Histoire de Bordeaux*, de D. Devienne, est loin de mériter les éloges qu'on est en droit d'attendre de l'écrivain qui a recueilli l'écho des siècles, pour retracer à ses contemporains les faits accomplis dans la succession des âges.

» M. O'Reilly a-t-il mieux compris cette haute mission qu'il ne se hasardant, dans la périlleuse voie de l'histoire, à s'être entouré de documents nombreux, la plupart informes, après avoir interrogé ses forces pour atteindre le but qu'il se propose? Nous le croyons, et nous dirons, après nous être consulté, que, pour mettre en œuvre les matériaux qu'il a sous la main, et dont il a su tirer un si habile parti, il faut qu'il ait prononcé pour les fortes études, il joigne la patience à l'ardeur pour oser aborder un tel sujet, rendu d'autant plus difficile qu'il a fait le désespoir de ceux qui l'ont précédé et n'avaient pas eu de succès par des chutes.

» Le premier volume est divisé en cinq livres, for-

Le sommaire placé en tête de chaque chapitre indique, par énoncé, tout l'intérêt que le lecteur doit trouver dans le développement des faits qui le suivent, et, disons-le, cet intérêt n'est pas car l'auteur tient largement les promesses de son exposé. Par exemple, quelques extraits empruntés aux premiers chapitres, tels que la signification des mots *Celtes*, l'explication des mots *Gascon*, *Vascon*, *Vaccéen*, *Auscks*, *Aquitani*, *Aquitani*, développés dans le texte avec une érudition que nous n'avons rencontrée nulle part; il en est de même des prebendants de l'Aquitaine, des colonies celtes ou bituriges, du motif de Bordeaux et de la signification du mot *Biturige*; en fait dans ce passé que nos précédents historiens avaient laissé en chaos, on aime à se rendre compte de ce qu'étaient les Boii, les villes de Boios, de Noviomagus; ce qu'on doit entendre par le mot *Burdigala*, discuté avec une érudition peu commune, l'origine du port de Burdigala, l'idolâtrie romaine dans cette capitale des dieux étrangers, etc., etc. Ce simple aperçu dit assez que les recherches l'auteur a dû se livrer pour rendre claires et nettes les preuves qu'il produit à l'appui des faits qu'il expose. L'œuvre de M. O'Reilly sera remarquée, nous n'en doutons pas, par les hommes sérieux qui aiment l'étude du passé et qui ne se contentent pas de ces courts résumés qui accusent la pauvreté et l'imprudence des auteurs qui les publient.

Ces auteurs qui ont écrit sur Bordeaux, aucun n'a pris la peine de fouiller dans les archives du passé avec le même courage que le historien; leur érudition, bonne tout au plus pour les esprits superficiels, fait défaut au lecteur sérieux qui aime à se rendre compte des origines et à compter tous les anneaux de la chaîne qui nous enlacent aux siècles écoulés.

M. O'Reilly satisfait pleinement à toutes les conditions qu'on est en droit d'attendre d'un auteur véridique et instruit; pour lui, l'histoire n'est pas un champ dans lequel il ne se contente pas de glaner çà et là quelques épis; il moissonne largement, et la vaste érudition qu'il met en œuvre après l'avoir soumise à son habile critique, laisse bien loin derrière lui tous ceux qui l'ont précédé dans l'histoire de notre pays. Avant lui n'avait exposé avec autant de lucidité et d'érudition l'histoire des premiers peuples de l'Aquitaine. Là où les auteurs qui l'ont précédé s'étaient bornés à quelques lignes insignifiantes dépourvues de toute critique, il a consacré plusieurs chapitres en mettant à

» contribution un grand nombre d'auteurs anciens et
» les comparant entre eux pour en faire jaillir la vérité
» avec un courage qui ne faiblit jamais. On pourra en
» simple remarque : là où D. Devienne s'est contenté
» l'histoire de treize siècles dans 46 pages, M. O'Reilly
» mais beaucoup plus intéressant pour le lecteur, en 120
» Ne pourrait-on pas objecter ici que M. O'Reilly es
» de son sujet pour faire une excursion dans l'histoire
» France, et qu'il a grossi son travail de faits qui lui s
» étrangers ? On nous permettra de ne pas partager
» voir. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, d
» ment l'histoire d'une province de l'histoire générale
» nements, qui toujours partent de haut, c'est-à-dire
» du pouvoir, déterminent et font naître ceux que
» compléter dans les autres parties de l'empire. On pré
» n'offre rien de remarquable pendant plusieurs siècles
» curité profonde règne sur ces temps d'ignorance et
» Cela n'est pas, cela ne se supposerait même pas e
» cuments écrits. L'immobilité n'est pas le propre de
» ridionales, ce serait un démenti donné à la trempe
» de leur caractère. Et parce qu'il a plu à D. Devienne
» rapidement du V^e au XII^e siècle, de Clovis à Louis
» nous laissant que 42 pages seulement, s'ensuit-il
» dédaignés par lui ne contiennent rien de remarquable
» de Bordeaux ? Osons le dire, c'est ici que la supériorité
» O'Reilly nous paraît incontestable ; car il a trouvé
» savantes et nombreuses recherches, de dissiper les
» veloppaient les événements omis ou ignorés de son
» sous sa plume habile l'histoire de Bordeaux marchant
» sans lacune et sans stérilité.

» Le premier volume ne contient pas moins de 78
» y compris 445 pages de notes en plus petits caractères
» pourraient former à elles seules un volume assez
» documents sont plus qu'un éclaircissement du texte
» des sujets très-intéressants pour le lecteur, qui
» exposé ce qu'il n'a rencontré encore nulle part, n
» gine des premiers peuples de l'Aquitaine, les villes
» depuis longtemps, la vie et le christianisme d'Aquitaine
» de saint Paulin, les antiquités, les monuments, l

les anciennes familles de cette ville, etc., etc., etc. Le
XIV^e siècle, et nous croyons pouvoir affirmer que
rien ne peut intéresser les habitants de Bordeaux n'a été omis
dans cet ouvrage, le seul qu'on puisse qualifier, avec vérité, d'*Histoire*
de Bordeaux.

Les grands écrivains de notre époque ont dit : « La publicité
de la route des intelligences ; mais il ne suffit pas de prendre
la route, il faut la suivre jusqu'au bout, et rien n'est plus
rare, à en juger par le spectacle dont nous sommes
 témoins. Notre siècle est le siècle des grandes voies, mais des voies
ouvertes.

Ceux qui ont écrit sur Bordeaux ont pleinement justifié d'a-
vant la pensée de l'orateur catholique ; la publicité en a tué un
grand nombre, morts en chemin, parce qu'ils n'ont pas eu la force de
la poursuivre. Ce ne sera pas le sort du nouvel historien de
Bordeaux qui parcourra la grande voie dans laquelle il s'est engagé, et
qui, au lieu de ce qui lui reste à faire par ce qu'il a déjà fait, nous
présentera un certain qu'il aura le rare mérite d'aller jusqu'au bout
de sa tâche avec de matériaux et de courage pour les mettre en œuvre.
Il s'occupe avec raison du style d'une œuvre quelconque, et
sait que cette richesse de la pensée doit frapper l'esprit des
hommes par la beauté de ses formes. M. O'Reilly a-t-il manqué à cette
richesse de l'écrivain ? Nous affirmons le contraire ; son style
est celui des événements ou des faits qu'il raconte, et, à ce
point de vue, un témoignage flatteur d'approbation que nul ne sau-
rait lui refuser, celui de S. E. le cardinal-archevêque de Bordeaux,
dans une semblable matière.

Je résume sommairement ce que nous avons à dire sur l'import-
ant premier volume de l'*Histoire complète de Bordeaux*, que nous
pouvons recommander à tous ceux qui veulent avoir une con-
naissance exacte de l'histoire de leur pays. »

Aussi reçu de Son Éminence le cardinal Donnet la lettre
qui renferme des observations critiques sur le premier volume
de la partie de l'*Histoire de Bordeaux*. Les talents distingués,
les hautes connaissances littéraires et l'esprit réfléchi et bien cultivé de
Son Eminence lui assurent dans le monde lettré une autorité univer-
selle. Son opinion sur notre travail est inspirée par un
sérieux examen auquel nous sommes loin d'être insensible.

Nous remercions le savant et vénérable prélat de ce qu'il a parcouru nos pages pour nous en signaler les défauts, et ressortir ce qu'elles renferment de remarquable sous le rapport littéraire. Mais comme il est possible que la concision ait quelquefois produit une obscurité involontaire, nous demandons à Son Éminence la permission de faire quelques additions que nous avons fait sur les autres critiques, d'y joindre des explications justificatives ou explicatives. La critique est l'exercice dans la république des lettres; la défense est de droit de la haute supériorité intellectuelle de Son Éminence ne nous ravir un droit que la médiocrité ne nous conteste pas.

« Bordeaux

» MONSIEUR LE CURÉ,

» C'est après de nombreuses interruptions que j'ai pu lire le nouveau volume dont vous avez bien voulu me faire part.

» L'histoire du pays ne m'est pas encore assez familière pour me permettre de juger à fond votre ouvrage, c'est-à-dire de discuter et apprécier le choix que vous avez cru devoir faire de divers documents qui servent de matériaux à votre livre.

» La charpente d'une histoire locale ne peut être que faite de faits déjà connus plus ou moins, et auxquels on a cherché à ajouter quelques-uns qui ne l'étaient pas.

» Mais il y a deux manières de mettre en œuvre ce fond de faits : la première consiste à raconter les événements sans que l'écrivain se présente comme juge ou appréciateur; c'est ce que fait l'école d'histoire de l'école qui, dans tous les temps, eut faveur auprès de nos maîtres. » faire, disait Laharpe, car là sont tous les matériaux de l'histoire; l'écrivain y trouve, à l'aide d'une critique désintéressée et sévère, les vérités qu'il doit recueillir. » Duclos disait que l'histoire, pour être utile, ne saurait paraître trop simple. » L'histoire, à un certain éloignement, est bien plus intéressante que les acteurs ont péri, les témoins ont disparu, les notions sont perdues.

» L'autre manière consiste à juger les événements, à en apprécier la portée; l'écrivain fait intervenir sa philosophie, son esprit de l'histoire ou sa philosophie.

» Évidemment, c'est dans cette école que vous vous placez dans le volume des faits contemporains publié l'an dernier.

ire du vieux Bordeaux n'a pas fourni les mêmes éléments à
ations; il n'y avait presque rien qui intéressât directement
ligieuse ou politique, vous n'étiez pas dès lors obligé de vous
comme organe d'un des partis qui se divisent la société ac-
c'est toujours à cette condition d'*actualité* que sont ramenés
vieux de la seconde école historique. Aujourd'hui, toute dis-
effacée entre le Romain et le Gaulois, entre le Franc et l'I-
l'Anglais et le Français. La France est une, et nos discordes
s de celles qui mettaient les armes aux mains de nos au-

dant, je remarque une circonstance grave où vous auriez
intérêt de votre œuvre, prendre un parti et le soutenir jus-
dans l'exposition des faits. Le défaut que je signale ici
être à ce que vous ne pouvez renier ni l'Angleterre qui vous
e, ni la France qui est devenue votre pays d'adoption. Vous
Monsieur le Curé, que je veux parler de la domination anglaise
ennemie : on ne sait parfois de quel côté se range l'auteur.
tour à tour des sentiments de sa nationalité et de ceux de
de patrie, n'étant pas assez maître de lui, il se laisse aller à
on du moment, oubliant celle qui l'a précédée.

et vous exaltez la fidélité politique de l'Angleterre, tantôt celle
ce, et cette inconsistance déteint jusques sur les jugements
formulez à l'égard des personnes. En voici l'exemple, je crois,
appant.

à la page 526 : il s'agit du Prince-Noir. « Limoges s'était hon-
ent vendue aux Français; il en fit abattre les murs, démolir
s, et, par une lâche vengeance, fit massacrer plus de trois
personnes, de tout âge, de tout sexe, de toute condition : Dieu
es âmes, dit Froissard, car elles furent martyres!.... »

attend que le compte du Prince-Noir va être réglé comme dessus;
ut ! à la page suivante (527) et dans sa première moitié, nous
résumé : « Édouard de Galles passe pour le prince le plus ac-
que l'Angleterre ait produit : affable, humain, généreux, mo-
u milieu de ses triomphes, il possédait toutes les qualités qui
gretter l'homme, aimer le prince, et qui composent le caractère
ros. Il foulait, il est vrai, ses sujets par des impôts écrasants;
étaient plutôt les nécessités des circonstances. »

répondrez sans doute qu'on peut manquer de constance dans
ge, en faisant connaître un pays dont les habitants en eurent

si peu dans leur conduite. Mais c'était là précisément vous trouver homme de parti pris, chantant *hosanna* à France ou bien à celle de l'Angleterre. Pour le m formuler explicitement votre impuissance à garder d de ton qui en ferait la moralité et la dignité.

» Je veux être juste en proclamant que la teinte fra définitive, chez vous, sur la teinte anglaise. Ici vous landais et je vous en bénis, car je doute que si vous à la plus grande des trois fractions du Royaume- raconté avec tant de cœur et d'animation la noble d à Poitiers. C'est là, ce me semble, le meilleur et le pl du volume. La narration se développe avec clarté, si La phrase est correcte et rapide : l'écrivain est sujet (4).

» J'aime beaucoup aussi le relief que vous vous p magnifique caractère de notre Du Guesclin.

» Je ne saurais, et vous me le pardonnerez, ne p

(4) Le portrait que j'ai donné du prince de Galles est en celui tracé par le protestant Hume et le catholique Lingard.

En écrivant sur les longues luttes des Anglais et des France prendre un parti et me prononcer en faveur de l'un de ces peu écrit avec un *parti pris*, ne rencontre sur sa route que ses p les passions publiques du moment. L'historien n'est pas un valoir et triompher ses raisonnements intéressés; c'est un jug la vérité, expose les faits et en tire les conséquences qu'ils ren l'historien doit s'élever au-dessus de tous les partis qui s'agit politique; il doit placer son tribunal avec désintéressement et de tous les temps et de tous les lieux et appliquer, dans la rec leur logique inflexible aux hommes et aux événements qu'il public. Lorsque, dans la lutte de deux peuples, on prend p difficile de rester impartial à l'égard de l'autre. La plume à la passé, je ne suis ni Français ni Anglophile; j'admire cependant j'aime la France; je rends justice au prince de Galles. La con et la honteuse trahison des Limousins excuse sa sévérité à le le bien que les Anglais ont fait en Guienne, leur reconnaissance des droits, privilèges et libertés des Bordelais, et l'attacheme bienfaiteurs intéressés; mais j'applaudis avec bonheur à la ch unique dans nos contrées, et le règne de Charles VII, après t vicissitudes est, à mes yeux, à cause de l'expulsion des Angla rieuses époques de l'histoire de France, et en le disant je cro vérité.

es vices d'exposition : le mouvement chronologique d'avant et d'arrière en avant, revient encore comme dans le même ; ce va et vient n'a rien de facile et d'agréable pour les coups-d'œil d'ensemble, pas assez bien enchâssés, multipliés et embarrassent la marche du livre (1).

On ne touche à l'apostolat de saint Martial, vous prenez résolution pour le III^e siècle, et vous repoussez la tradition limousine, ce saint personnage dans la contemporanéité du Sauveur, l'abbé Arbellot, archéologue distingué, a fait ressortir dans un ouvrage qui est tout un monde d'érudition et de critique. Il est malheureux que ce soit au moment où ce livre et les Faillou prouvent l'autorité réelle de la tradition en matière, que ce soit précisément d'une plume ecclésiastique que cette nouvelle adhésion aux attaques dont l'histoire de la mission est depuis si longtemps l'objet (2).

Sur chaque siècle, je donne un tableau des particularités historiques et les insérées dans la narration ou qui n'ont été qu'imparfaitement

sur mon plan et offre au lecteur une plus grande facilité pour saisir les faits historiques qui ne trouvent pas place dans l'arrangement chronologique de la narration.

Le mouvement chronologique n'est nullement d'avant en arrière ; il n'est que le rappel des traits historiques omis à dessein pour ne pas interrompre la narration.

On ne nie pas l'autorité réelle de la tradition en matière historique, ce serait nier l'évidence ; mais je soutiens que M. l'abbé Arbellot, qui ne fait que copier le texte de Saint-Amable, n'est pas ici l'écho ou l'interprète de la véritable tradition. Les légendes sur lesquelles il s'appuie sont pleines d'erreurs et de fautes très-souvent, et quelque respect que j'aie pour l'érudition de ce savant de Limoges et du P. Bonaventure, qui lui a fourni presque toute la matière de sa dissertation, j'en ai un bien plus grand encore pour celle de Grégoire de Saint-Victor, de l'*Histoire de France*, pour celle d'Elie Dupin, pour Tillemont, pour Fleury, Longueval, Denis de Sainte-Marthe, Moreri, le *Dictionnaire de Trévoux*, le cardinal Orsi, etc., etc. M. Arbellot dit lui-même : « qu'il faut pour être dans le vrai, que la majorité des savants dans les deux siècles ne s'est pas montrée favorable à la mission de saint Martial, du moins par rapport à Pierre..... Il faut avouer que la victoire est restée au parti de l'incrédulité. »

Il est donc pour moi, comme pour nos meilleurs historiens et nos plus savants catholiques, la véritable époque de la mission de saint Martial à Limoges ; c'est alors seulement que commence l'histoire de l'église

Arbellot,
Dissertation
page 6.

» Une autre observation moins importante, c'est de prêter assez d'attention à la correction des noms, même à l'exemple celui du célèbre *Humboldt*, que vous avez écrit *M. Humbold* ; *Linde-sur-Dordogne*, pour *Lalinde* ; *Badefol*, et quelques autres que je m'abstiens de citer.

» Je ne vois pas pourquoi les auteurs d'histoires locales sont obligés de revenir longuement sur le peu qu'on a dit des lieux avant César, du régime gouvernemental des Gaules, des curies, etc., etc. Il est vrai (mais c'est un fantôme que vous avez cru devoir vous charger de combattre) que vous aviez à mettre à néant quelques assertions nouvelles de Bordeaux ; il est fâcheux que votre candeur ait pris le ton académique dans lequel on introduisit, en 1834, l'histoire locale n'était (de l'aveu de l'auteur lui-même) qu'une plaisanterie d'académicien à bout de sujets pour le discours d'ouverture publique (2).

» En signalant la bataille de Poitiers et la mise au jour du clin, comme les deux morceaux les plus saillants de votre ouvrage, prétendu restreindre là mon éloge. Il y a dans votre œuvre, de bonnes, d'excellentes pages, telle que :

(1) Son Éminence a parfaitement raison. On trouve, dans vos ouvrages, des fautes typographiques ; mais on comprend facilement comment elles échappent à l'œil d'un auteur qui demeure à 16 kilomètres de son ouvrage et qui n'exerce jamais qu'avec répugnance le métier de critique ou de prote, même pour ses propres épreuves.

Nous profitons de cette circonstance pour signaler quelques-unes de ces fautes ; nos lecteurs apercevront bien vite et pourront facilement les corriger.

Page XI, ligne 33 de la *Préface*, lisez : *Martyrologium*.

Page 57, ligne 11, au lieu de 1293, lisez : 1295.

Page 74, ligne 11, au lieu d'*était sec*, lisez : *fut sec*.

Page 99, ligne 3, au lieu de : *avec Zénobie*, lisez : *de Zénobie*.

Page 110, ligne 5, au lieu de : *leur pasteur*, lisez : *du pasteur*.

Page 188, ligne 27, au lieu de : *sa trahison*, lisez : *la trahison*.

Page 233, ligne 27, au lieu de : *son crime*, lisez : *le crime*.

Page 273, ligne 2, au lieu de *moins*, lisez : *plus*.

Page 302, ligne 20, au lieu de : *ou bonnet phrygien*, lisez : *bonnet phrygien*.

Page 608, ligne 33, effacez le mot *saisi*.

Page 670, dernière ligne, lisez : *et qui date du XII^e siècle*.

six mots suivants.

(2) Il est fâcheux pour l'académicien d'avoir émis une telle observation ; je ne vois pas que ma candeur puisse souffrir de l'avoir réfutée.

IV^e siècle, lors de la naissance du Priscillianisme (page l'élan général en faveur de la première croisade (pag. 256 grand nombre d'autres.

prenez le parti de la charte d'Alaon contre M. Rabanis (p. 469); que, pour la défendre, vous eussiez apporté des témoignages ou employé une argumentation critique plus développée, contre un adversaire qui avait su habilement profiter de tous les ressources (4).

Parfois, Monsieur le Curé, des mots excellents, parce qu'ils viennent sous votre plume sans recherche. En voici un pour le peuple aquitain, ou, pour mieux dire, le peuple en (352). « Jean-sans-Terre trouva partout le peuple pour Philippe-Auguste paraissait odieux; le Prince Anglais, l'ennemi des Aquitains, avait toutes les sympathies : *on l'aurait voulu être plus près d'eux !* » Et (page 394) : « les Gascons restés fidèles à la cause de l'Angleterre, en abandonnèrent tout à la chute de Leicester. La cause anglaise allait faire naufrage; mais, pour assurer un port assuré, les Gascons sont les *Parsis* de l'époque; ils adorent le soleil qui se lève. »

Je cite, Monsieur le Curé, plus de courtoisie à un pays qui est votre et dont les sentiments n'ont jamais varié à votre égard. Il me semble aussi que vous citez deux fois (pages 437 et 438) la procession commémorative (car les détails du cérémonial

Son Eminence de vouloir bien lire les pages VII, VIII, etc., de ma brochure d'argumentation en faveur de la charte d'Alaon ne paraît pas suffisante, car elle manque de plus grands développements; j'ai pour moi les plus respectables témoignages du XIII^e siècle, et quelques savants de Paris et des provinces n'hésitent pas à raison sur ce sujet.

Les Gascons nous pardonneront bien notre manque de courtoisie, si nous nous souvenons que de nos jours ils ne sont pas plus Parsis que les Parisiens ou les Lyonnais. L'histoire habituelle et désintéressée sert de véhicule à une vérité jadis étrangère à nos contrées, mais qui, grâce aux progrès des lumières, peut aujourd'hui comme une vérité générale. Ils n'étaient pas Gascons, mais ils étaient Français, comme nous sommes Français, dans les révolutions, sur les pavés de Paris, avec de l'encens parasite devant une divinité éphémère! Ils ne se soucient pas de l'horizon et s'éclipser bien des astres; mais ils n'adorent plus rien, ils ne se courbent pas! Sylva, célèbre médecin de Bordeaux, fut appelé un jour à Paris; Louis XV lui dit : « Sylva, vous ne m'avez pas dit que vous étiez Gascon. » Il répondit le fier Bordelais, je n'aime pas à me vanter! Voilà les *Gascons* de l'époque.

sont identiques) pour deux événements fort différents : la remise de la Guienne au roi d'Angleterre, par Philippe le Hardi, devint pour le commerce de Bordeaux une source de 2^e agrandissement de la ville par la construction de la murale achevée en 1333. Il doit y avoir là quelque chose de douteux que vous n'aurez pas pensé à éclaircir, ou que vous avez oublié la première citation, qui devait exclure la

» Les dernières pages du volume renferment, sous des titres pleins d'intérêt, des traditions ou des dissertations traitées plus laconiquement dans le livre. Vous tenez bon à dire qu'Ausone faisait profession du christianisme. Je ne vois pas que cela importe beaucoup à Ausone, et c'eût été une injustice pour saint Paulin, mais cela ne tient pas autant, dans l'histoire proprement dite de Bordeaux.

» Tel est, Monsieur le Curé, le résultat des impressions laissées la lecture du volume que vous venez de placer sous cette ardeur pour un travail qui demande et du temps et des recherches vous fait honneur. Déjà se manifestent non seulement les sympathies de vos frères dans la ville, mais celles de toutes les personnes qui, à Bordeaux et ailleurs, font des travaux historiques; j'ai trouvé beaucoup de charme dans les conversations passées en tête-à-tête avec vous; c'est vous dire que vous avez traité avec bienveillance et sincérité, deux qualités souvent difficiles à concilier. La bienveillance défend quelquefois la sincérité ne permet pas de dissimuler. La bienveillance se défend facilement son parti d'un peu de chagrin qu'elle peut éprouver; se reproche toute sa faiblesse, elle prend son courage à deux mains; se montre amie quand même.

» N'est-ce pas La Rochefoucauld qui ne demandait qu'un genre de courage, celui de dire de leurs amis ce qu'ils disaient tout-à-l'heure en leur absence. Or, c'est ce que vous faites en votre absence avec quelques hommes sérieux qui

(1) Il n'y a rien ici de douteux ni d'oublié. D'après mon plan, de chaque siècle, un ou deux chapitres sur les particularités historiques ont trouvé une place dans la narration. C'est un tableau de ce que qu'un auteur ne peut passer sous silence et que le lecteur est obligé de lire. La procession commémorative de l'achèvement de l'enceinte de la ville au commencement du XIV^e siècle, est la question à la page 558, qui n'est que le développement de la

de votre premier volume, c'est que nul avant vous n'avait tant de détails l'origine des premiers peuples d'Aquitaine, tant de netteté, de précision, des villes anciennes du séjour d'Ausone chez les Vasates, de l'Ebromagus de Bordeaux, des monuments de Bordeaux et de l'histoire des grandes villes de la province. Rien de ce qui peut intéresser notre beau pays n'est dans votre travail, et je souscris de grand cœur au jugement de nos publicistes bordelais (1) qui n'a pas craint d'avouer qu'avec vous on peut compter tous les anneaux de la chaîne du présent aux siècles écoulés.

Que les faits que vous avez remis en scène dans l'un des volumes parus soient fort rapprochés de nous, ceux qui croient les connaître mieux, ceux même dont les pères en étaient les acteurs dans votre ouvrage une foule de détails qu'ils ignoraient. Plus instructif que ces deux volumes, non seulement pour la jeunesse, mais pour les lecteurs qui recherchent les émotions de l'histoire contemporaine, mais encore pour les esprits sérieux qui demandent des renseignements utiles et qui veulent savoir comment se font et se défont les empires, comment les sociétés sont conduites à leur ruine et de l'abîme.

Adieu donc, Monsieur le Curé, vos recherches, en traitant les questions les plus sérieuses avec la maturité et la conscience que vous apportez à tout; en les faisant servir à l'instruction de tous, vous faites l'œuvre de Dieu, vous souvenant de cette parole du grand saint Augustin, *Fratres mei dilecti, stabiles estote et immobiles, abundantes semper scientes quod labor vester, non est inanis in Domino*. (S. Augustin, *De Civitate Dei*, l. XV, 58).

Adieu, Monsieur le Curé, la nouvelle assurance de mon estime et de ma tendre affection.

» FERDINAND, Cardinal DONNET,

» Archevêque de Bordeaux. »

Le directeur en chef du *Courrier de la Gironde* a donné, sur le premier numéro de la seconde partie, dans son estimable feuille, un article intéressant, sévère, mais conçu en termes convenables et polis. Il voulait être impartial, nous le croyons. Un écrivain de talent, comme M. de la Roche, ne succombe jamais à une sottise jalouse et à une hostilité gratuite;

recommandon.

il a dû écrire ses convictions ; mais ses convictions so

Nous avons dit que la liberté était l'antique apanage (*Préface*, page III). M. le rédacteur en chef du *Courrier* conteste. Cependant Madame de Staël avait dit avant nous que c'est la liberté qui est ancienne ; c'est le despotisme qui est moderne. Nous ne nions pas que la jouissance de la liberté n'ait été pendant onze siècles de la monarchie française, éprouvée pendant les désordres de la féodalité et surtout pendant les ligueuses qui forcèrent Richelieu et Louis XIV à contenir l'exercice du pouvoir absolu et à supprimer le

Nous reviendrons, dans le second volume de la série, à cet important article. Nous reprendrons, en temps et lieu, la citation de l'écrivain du *Courrier*, et nous aimons à croire que l'intelligence reconnaîtra que la liberté a été l'apanage des Francs, qui ne furent appelés *Francs* que parce qu'ils étaient *(Franci liberi)*.

« Nous avons remarqué, dans le livre de M. l'abbé O'Reilly terminant M. le rédacteur en chef, des longueurs, mais d'ailleurs facile de remédier, une abondance d'épithètes, parfois à la période une allure déclamatoire fort remarquable ; le style est grave et digne ; le récit est clair et précis ; les qualités sérieuses qui auront tout leur développement dans les autres volumes de cet ouvrage. Mais ce qui est remarquable dans l'*Histoire complète de Bordeaux*, c'est l'abondance de documents et de faits précis et authentiques qui y sont publiés. M. O'Reilly a travaillé avec patience et patiemment à contribution tous les travaux de la commission avant le sien. Le travail de M. O'Reilly sera lu avec intérêt et fruit, et l'auteur n'a pas à douter du succès de son ouvrage ».

Le rédacteur en chef de la *Guienne*, dans sa feuille du 15, a bien voulu entretenir de notre ouvrage les lecteurs du journal. Comme bon juge en fait de goût littéraire et comme écrivain, comme l'une des premières notabilités de la presse et comme critique littéraire distingué, M. Justin Desbordes-Lafont a bien voulu donner à l'ouvrage le titre l'une des premières places parmi les littératures bordelaises. Pendant un examen approfondi de l'*Histoire complète de Bordeaux*, ce que ce publiciste a bien voulu en dire, à l'apparition du premier volume : « Il vient de paraître le tome premier de l'*Histoire de Bordeaux*, par M. l'abbé O'Reilly. Déjà le savant

écité le volume qui contient les événements de la révolution. L'ouvrage considérable est le fruit de longs travaux et de consciencieuses recherches ; il tire non seulement son importance des faits connus et inconnus jusqu'ici, mais aussi de la ville dont il retrace l'histoire, le développement, la vie locale, et la part qu'elle a prise à toutes les choses mémorables qui se sont accomplies depuis la nation française et l'établissement de la monarchie française.

Il a fallu à M. l'abbé O'Reilly la patience d'un bénédictin, pour entreprendre un tel labeur et pour le mener à bonne fin. Mais il est dans ses habitudes de ne pas reculer devant les difficultés et de s'armer de courage en raison même de leur nombre. Ici, comme toujours, le succès a couronné les efforts de M. l'abbé O'Reilly. Aussi a-t-il reçu les plus encourageants suffrages, en tête desquels il faut placer ceux de Son Éminence M^{gr} le Cardinal-Archevêque. »

Nous avons reçu de M. Fasileau-Duplantier, de Bordeaux, une réclamation relative à notre appréciation de la conduite de son grand-père à la révolution. Les paroles qu'on repousse se voient dans le *Courrier du 7 juin 1793*. C'est là que se trouve la phrase que nous avons citée dans le premier volume de la seconde partie, page 449. C'était le *Courrier* qu'il aurait fallu envoyer la réclamation. Cependant, la lettre de M. Fasileau-Duplantier est conçue en termes convenables, et comme sa démarche en faveur de l'honorable député, son grand-père, reflète de l'honneur sur ses sentiments et en particulier son affection filiale, nous la publierons en tête du second volume de la seconde partie.

Il nous vient de m'adresser le *Journal de Lot-et-Garonne*, d'Agen, du 9 mai 1857, qui a bien voulu s'occuper aussi de l'*Histoire de Bordeaux*. Nous croyons devoir reproduire son opinion sur notre travail : « L'histoire de Bordeaux ne peut être indifférente pour notre département, car du voisinage résulte un intérêt presque commun dans les événements, et l'œuvre historique consacrée à cette grande et belle ville est spécialement écrite pour la contrée à laquelle nous appartenons. »

Le livre de M. O'Reilly, par sa nature même, n'est donc point pour nous un document indifférent.

Il est également juste de reconnaître que, par son mérite, ce grand ouvrage recommande lui-même à l'attention.

» Les avis peuvent être partagés sur la justesse des émisés par l'auteur, au sujet des personnages qui animent les événements mémorables de cette histoire (4) : on peut lui contester certains détails particuliers, son système d'idées politiques et religieuses, mais même la lucidité dans l'exposition des faits qu'il raconte.

» Mais le travail, l'étude, le labeur patient et soutenu, les recherches, des consciencieuses investigations sont un mérite qui ne saurait être contesté, et tous les critiques sont unanimes à le reconnaître dans l'ouvrage de M. l'abbé O'Reilly.

» *La Gironde*, qui émet, d'ailleurs, sur bien des points de l'ouvrage, *Histoire de Bordeaux*, des reproches assez sévères, dit à

(1) Je ne conteste à personne le droit de critiquer mes appréciations et des choses de la révolution à Bordeaux ; tout cela est du domaine de la critique. Je n'ai pas de *système d'idées politiques*, encore moins d'idées préconçues. L'exposition des faits, qui constituent le grand tableau qu'on appelle l'histoire, n'a d'autre guide que le bon sens, d'autre règle que la logique, d'autre méthode que celle d'être juste envers tout le monde. Les hommes s'identifient avec les faits et gestes ; en exposant les uns avec sincérité et franchise, sans doute blâmer ou approuver les autres, selon les circonstances. Mais l'effet remonte toujours à la cause, et s'il m'arrive quelquefois de me tromper, mon génie même, escorté de toutes les ruses de la diplomatie et de la politique, ne peut jamais réaliser la république de Danton, de Robespierre, ou d'une manière permanente et durable, dans une population de 360,000 âmes. Je ne vois pas pourquoi les honnêtes républicains, à qui certes je salue la liberté de penser le contraire, me blâmeraient de raisonner d'après leur expérience et de voir les choses autrement qu'eux ; la perspective varie avec le point où l'on se place pour voir, et malheureusement, en politique comme en amour, on est trop souvent des illusions ; c'est le mirage des plaines de la basse Gironde, l'inexpérience, parce qu'il est dépourvu de réalité.

Le rédacteur du *Journal de Lot-et-Garonne* dit, avec raison, qu'il ne peut pas pécher de me reconnaître le droit d'exprimer mes jugements selon ma conscience ; mais quant à la *lucidité dans l'exposition des faits que je raconte*, le savant écrivain n'ait pas pris la peine de me signaler les passages où il y a défaut de *lucidité*, cet élément indispensable d'une bonne narration. Il n'est pas de mon devoir m'en faire un reproche.

(2) Je déclare que je n'ai jamais lu ni même vu l'article de *la Gironde* qui a demandé à plusieurs abonnés et même au bureau du journal ; mais, comme la date du numéro dans lequel il a paru, on a refusé de faire de moi un tel assure que l'auteur, que je n'ai pas l'honneur de connaître, ne trouve pas dans mes preuves du christianisme d'Ausone. (Voir 1^{er} volume de l'*Histoire de Bordeaux*, page 135, et surtout page 634, Note XI.) Il est peut-être de son avis. Mais une critique, ce me semble, ne doit pas se borner

aut savoir gré à celui qui s'adonne aux études historiques de ses recherches multipliées et consciencieuses. Trop de gens font de l'histoire comme ils bâtiraient un roman, pour qu'on n'accorde pas de juges au travail pénible et souvent ingrat de celui qui cherche la vérité avec persévérance, et qui n'est pas rebuté par les investigations si longues, si fatigantes, qui lui sont absolument indispensables. De ce point de vue, l'*Histoire complète de Bordeaux* mérite de fixer l'attention de tous les hommes sérieux. Dès la lecture des premières pages de cet important ouvrage, on voit bien vite que l'auteur n'a pas épargné sa peine et qu'il n'a écrit son livre qu'après avoir réuni de nombreux matériaux. »

ajoutez à ce titre essentiel une autre considération; c'est que l'ouvrage manquait jusqu'à ce jour d'une histoire *complète* étendue, qui eût été traitée; — et la valeur du livre de M. l'abbé O'Reilly se trouve ainsi grandie encore.

Quant aux divergences d'opinion sur les hommes et les événements,

quant à son affirmation sur des preuves; j'ai donné les miennes; je le prie, pour la confirmation, de m'en donner d'aussi bonnes en faveur de son opinion, qui n'est pas dénuée de force; je le défie même de réfuter ma Note XI, page 634. Il me trouve trop indulgent pour Simon de Montfort, et trop sévère contre Valazé, qui eut la lâcheté de se faire condamner à mort, ce que Vergniaud et Fonfrède eurent la force d'âme pour ne pas faire. Le suicide a toujours été regardé comme une faiblesse même parmi les honnêtes gens, et les écrivains qui se sont efforcés de le justifier n'ont jamais trouvé de sympathies parmi les hommes réfléchis et la Gironde trouve mauvais que je n'admire pas la mort de Valazé, qui était comme celle de Caton! Je nie d'abord la *sublimité* du suicide de Caton et le chrétien ne voudra se charger de la démontrer. La mort de Caton, pour être louée de la part des républicains, devait être nécessaire à la liberté; tout au contraire, elle lui fut funeste; César était vainqueur à Pharsale, Pompée mort, Rome soumise devant un tyran, un voile jeté sur la statue de la liberté, mais la liberté n'était pas morte; et si ses amis, ses défenseurs étaient en fuite, Caton aurait dû mourir à leur tête et rendre tôt ou tard la liberté à la patrie ou mourir avec ses compagnons la défendant. Il se trouvait environné d'amis et de sénateurs républicains à qui il les embarque sur des vaisseaux, *la nuit*, en leur disant d'aller aborder au rivage hospitalière et de vivre libres sur la terre d'exil, pour apprendre au moins qu'il y a encore des hommes qui ne veulent pas être esclaves. Mais son exemple n'était aussi utile à Rome que celui des sénateurs exilés; pourquoi ne fit-il pas mourir avec lui ce qu'il conseilla aux autres? Il ne voulait pas, dit-on, fuir devant César! Mais les entrailles! n'est-ce pas fuir d'une autre manière? Tout était fini à ce moment, dit-on; erreur: la tyrannie ne faisait que commencer. Pompée n'existait

il faut reconnaître à l'auteur le droit d'avoir exprimé, se-
tion, les jugements qu'il a écrits, puisqu'on se recon-
le droit de les discuter.

Auguste

Nous avons reçu une lettre relative au *manuscrit in-*
vienne, sur la seconde partie de l'*Histoire de Bordeaux*
sont amers, pour ne pas dire blessants. Voici, aussi laco-
possible, notre réponse :

Nous avons eu, pendant près de trois mois, en no-
manuscrit : il appartenait dans le temps à la famille De-
remis à M. de Montaubricq, qui avait eu la bonté de me

Nous ne nous sommes jamais opposé à sa publication

plus; la guerre continuait, non plus contre un rival, mais contre
mêmes, qui allaient ouvrir les yeux pour voir les chaînes dont le co-
charger. Caton se tue, quand la république avait encore de nom-
pagne... Il désespère du sort de la liberté, quand des hommes mo-
faisaient pas, et se déchire les entrailles lâchement, n'ayant pas le
porter ses peines et décourageant les Romains, en leur disant
morte et que Rome était dans les fers aux pieds de César ! Comment
était sublime à la mort, lui qui fut coupable de tant de bassesses
sait-on pas qu'il était adonné à l'ivrognerie ? Ne sait-on pas qu'
Marcia, quoique grosse, au fameux orateur Hortensius, afin qu'il e-
et qu'elle pût hériter de lui ! Après la mort d'Hortensius, il la repré-
adultérins et sa fortune mal acquise !!! Quelle morale sublime !!

Je viens d'apprendre aujourd'hui (28 novembre), d'une manière
ticle de la *Gironde* dont on m'a parlé, mais que je n'ai jamais vu, é-
de M. Lat... Il critique mes *appréciations des hommes et des ch-*
est dans son droit, et, certes, je suis loin de nier sa capacité; m-
qu'il m'eût donné ses preuves, ou une critique raisonnée, au lieu d-
La critique porte un flambeau et tient ses preuves à la main; elle
paroles honnêtes à dissiper les ténèbres qui enveloppent et obscur-
la passion est un aveugle qui ne voit pas où il va; elle blesse pr-
n'éclaire jamais.

Les lignes de l'article de la *Gironde*, que le *Journal de Lot-e-*
voulu reproduire, me prouvent, malgré la divergence de nos opini-
cieuse impartialité de M. Lat... et son désir de ne pas offenser; j'é-
sant et je le prie d'être persuadé que s'il croit ses observations
éclaircir quelques points de l'*Histoire de Bordeaux*, je les accue-
blierai avec plaisir, pourvu que j'y voie la moindre utilité pour le

aire estimable qui l'a acheté veut le faire imprimer, loin de le dé-
ger, nous le prions de nous regarder comme son premier sous-
eur.

us n'avons rien fait ni dit pour empêcher la publication de ce do-
nt qui peut être utile à l'histoire générale ; il serait bon de le pu-

Une polémique a eu lieu au sujet de ce manuscrit entre la *Guienne
Courrier*. On nous a accusé d'y avoir pris part ; c'est à tort. Nous
ons que nous y sommes resté entièrement étranger.

dernière lettre que nous avons reçue sur notre travail vient d'un
able nourrisson des muses. Nous le remercions de tout ce que son
œur lui inspire de flatteur pour notre ouvrage ; nous serons tou-
heureux de conquérir et de conserver son estime et son appro-
n. Il nous blâme de ce que nous n'avons donné que la moitié de
pde de l'infortunée Rosemonde (tome I, page 326). Pour satis-
à son désir et mettre fin à ses poétiques regrets, nous allons ré-
ici notre faute d'omission :

Ci gît, dans un triste tombeau,
L'incomparable Rosemonde,
Ou plutôt la reine du monde,
Dont le règne fut court et beau.
Victime du plus tendre amour
Et de la plus jalouse rage,
Cette belle fleur n'eut qu'un jour ;
Hélas ! ce fut un jour d'orage.

Chronique de la Gironde contenait, ces jours-ci, quelques obser-
as critiques sans portée et sans importance ; en voici les princi-

critique nous dit que ce fut en 1793 que la commune de Bordeaux
termina à vendre le terrain du Palais-Gallien. Nous n'avons pas
contraire, page 83. Cette question était assez vivement débattue
92, aux mois de novembre et de décembre. On voulait démolir le
-Gallien ; mais la commune, effrayée de la dépense que devait
siter le travail, décida plus tard qu'on vendrait l'emplacement par
et que la démolition serait laissée à la charge des adjudicataires.
emier lot fut vendu le 18 avril 1793. Je n'ai parlé ni de la vente,
l'adjudication ; j'ai dit qu'on s'était occupé de la démolition de ce

palais en 1792, et j'ai pour garant de cette assertion un des quatre-vingt-dix Électeurs de Bordeaux, qui se trouvoit employé dans l'administration ; il devait savoir la vérité.

Pages 229, 230. On me dit que la Bourse et l'hôtel de la Monnaie trouvaient sur la place du Palais et non dans le palais.

En 1305, on fit construire, sur la place du Palais, un petit bâtiment adossé à celui de la Bourse, qui était attenant à l'hôtel de la Monnaie du XIV^e siècle. Vingt-cinq ans après on agrandit cet *appentis* ; mais toutes ces maisons étaient jointes les unes aux autres, qu'elles ne paraissaient faire qu'un bâtiment, d'après un vieux plan de Bordeaux qui est entre nos mains ; elles semblaient n'être que le prolongement du palais.

Le critique dit que la *Porte Toscanam* date du XII^e siècle. C'est à la page 670, dernière ligne, est signalé comme erreur typographique. Il faut lire XII^e siècle et six mots suivants. (Voir ma réponse à Son Éminence l'Archevêque).

Page 573. Je nomme Henry de Gallois. Le critique veut écrire *Le Gallois*, et ajoute qu'il était du pays de Galles. Je ne puis affirmer que le critique ne sait rien sur son origine ou sur son pays ; mais pas plus que nous. Les noms *Gallois*, *Galles* peuvent se rapporter à ce qu'on puisse rien en conclure, relativement à l'origine.

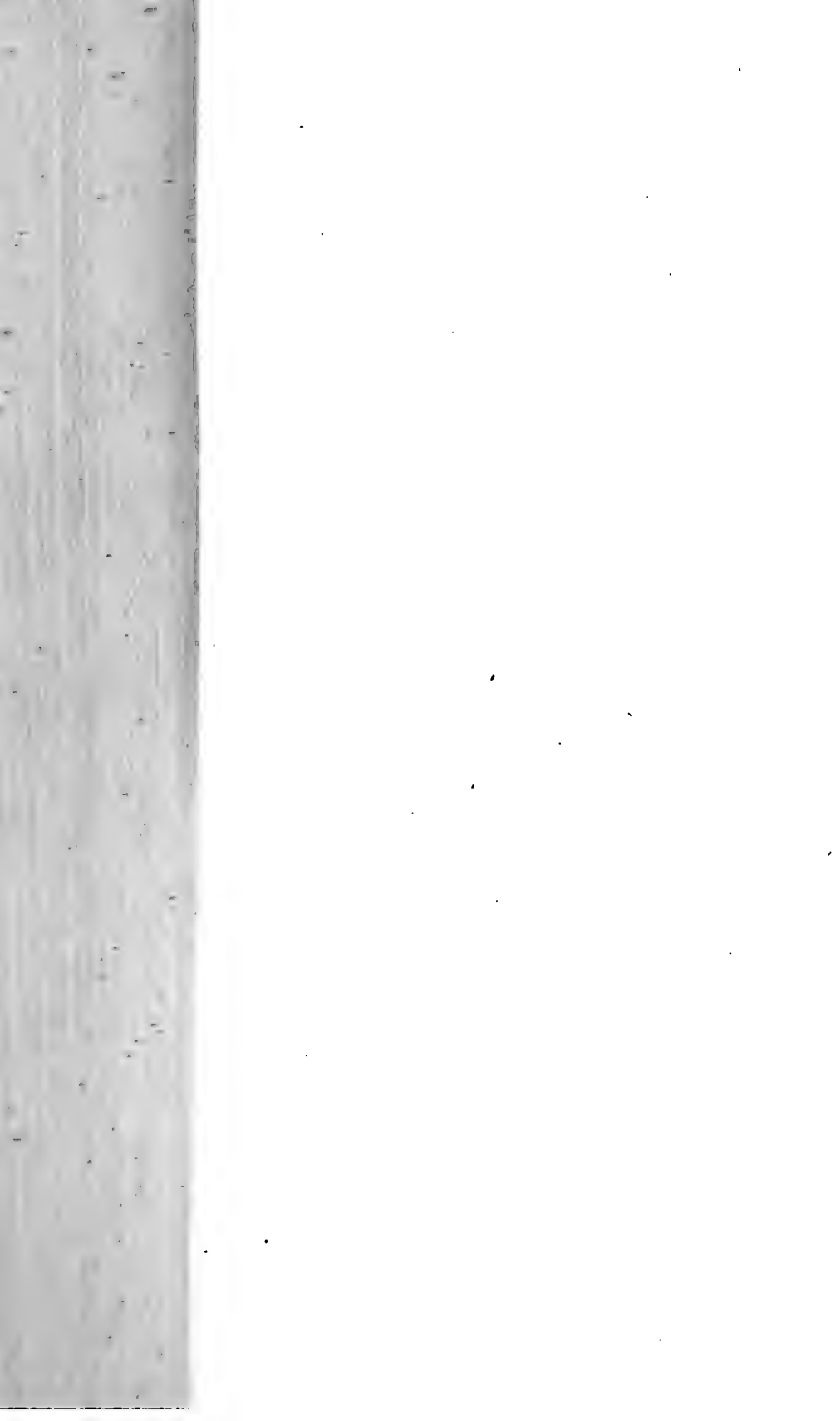
Le critique relève plusieurs fautes typographiques ; il m'a suggéré de sulter notre réponse à Son Éminence M^{gr} le cardinal D^u Roy, pages préliminaires de ce volume, et il les verra déjà à l'attention des lecteurs et du public.

En terminant ces pages, qu'il me soit permis d'offrir à Dieu ma gratitude la mieux sentie à tous ceux qui ont encouragé mon travail ou qui ont eu la bonté de lire mon travail pour m'en faire connaître les fautes ou en rectifier les erreurs. Si le public m'honore de sa confiance, je prends l'engagement de répondre de mon mieux à sa confiance et de faire tout ce qui dépendra de moi pour que l'ouvrage soit, non pas parfait, mais le plus complet et le plus fait que possible.

L'impression des pages qu'on vient de lire, on a publié dans de Bordeaux une critique peu mesurée, aussi malveillante officielle : elle n'attaquait sérieusement aucun fait historique ; relevé général des fautes typographiques, de quelques négligences de rédaction ; c'était la guerre pour des points et virgules ! En critique littéraire, nous déclarons n'avoir rien vu, de notre vie, de si déplorable et de si peu honorable pour un critique. Nous avons publié la première lettre par le mépris du silence, parce que des honorables nous avaient assuré que ce n'était point à notre adresse qu'on s'adressait ; mais qu'on voulait nous décourager au début de nos efforts, paralyser notre bras, et faire avorter notre entreprise. Nous ne savions pas. Notre patience enhardit nos adversaires. Quelques semaines après, on vit paraître une autre lettre plus violente, qui froissa le sentiment public à Bordeaux et provoqua une manifestation. Le rédacteur du journal nous écrivit deux lettres, nous ne voulûmes pas insister sur l'insertion de nos réponses ; nous fûmes obligés d'employer le ministère d'un huissier pour obtenir l'insertion de nos lettres.

Nous publierons ces singuliers documents avec nos réponses, dans le volume de l'*Histoire de Bordeaux* : l'espace nous manque pour tout dire ici.

O'REILLY.



HISTOIRE

COMPLÈTE

DE BORDEAUX

PREMIÈRE PARTIE. — TOME II.

LIVRE VI.

CHAPITRE PREMIER.

La puissance anglaise affaiblie en Guienne. — Régence à Bordeaux. — Le comte de Armagnac. — Le duc de Bourgogne. — Les guerres. — Bordeaux menacé. — Réunion des notables à Saint-André. — Destruction du château d'Ornon. — Le Bourg assiégé. — La flotte française détruite sur la Gironde. — Préparations par le maire et les jurats. — Les factions d'Armagnac et de Gascogne. — Trêve entre les parties belligérantes. — Le trésor vide. — Nouveaux dépôts. — Le maire de Bordeaux va à Londres. — Le château de Camarsac. — La prise de la Guienne. — La peste à Bordeaux. — Assemblée du peuple. — Plus de livres que nous.

La puissance anglaise, comme nous l'avons vu plus haut, considérablement affaiblie, et presque anéantie sur le continent; il ne restait plus à ces insulaires que Bayonne et Bordeaux. Les Bordelais, jusqu'alors si fidèles, se refroidirent sous l'influence d'un pouvoir assez lâche pour ordonner qu'on laissât commettre le meurtre de Richard. Plus tard, le roi de France, par le succès de ses armes, nomma Louis, son fils aîné, duc de Guienne.

Voir tome I,
liv. V, chap. 7.

1400.

Liv. VI.
Chap. 1.
—
1400.

Louvet,
Histoire.

de Guienne; le roi d'Angleterre, alors inquiet dans ses droits légitimes, chercha un appui : les causes étaient graves et presque décisives; la haine et des Bordelais surtout était encore forte et vaine. Les meurtriers de Richard de Bordeaux; tout semblait le dénouement du grand drame qui, commencé à la mort de Jean sans Terre, devait finir avec Talbot, à Castillon. Sans la mort du roi, les Français auraient profité de ces circonstances pour finir avec les Anglais; mais des hésitations de la part des Bordelais, des retards involontaires, prolongèrent un peu l'occupation anglaise en Guienne. Ne pouvant rien faire et tout faire, Henri IV se fit représenter à Bordeaux un conseil de régence, conseil composé d'hommes considérés dans le pays, tels que François, comte de Bordeaux, Hughes Despencer, Henri Bowet, Jean de Buch, fils naturel du feu Capitul de Buch, avec pour monnaie, etc.; c'était intéresser tous les Gascons à une cause que la confiance royale leur rendait sacrée. Le 3 octobre 1401, pour s'attacher les Bordelais, le roi leur confirma les privilèges et les libertés que Richard avait accordés et qui avaient été octroyés par une Charte de Jean sans Terre en faveur des habitants de l'Entre-deux-Mers (1). En 1402, il accorda aux bourgeois, jurés et autorités de Bordeaux, un entier pardon de tout ce qu'ils avaient eus à l'égard de Sa Majesté et de ses prédécesseurs, en usurpant ses domaines et en abusant de la ville. Des négociations furent entamées,

(1) *Per quas dom. Johannes quondam rex Angliæ progeniti Johanni de Barchinâ et suis in terrâ que vocatur Inter-duo-Maria, quas libertates et liberas consuetudines quas habuerunt temporibus Ricardi, regis, fratris sui.* Cette Charte de Jean sans Terre ne se trouve pas dans l'enquête faite en 1435 et insérée dans le cartulaire de l'abbaye de La Sauve, fol. 126. La Charte de 1402 se trouve aux archives de la ville de Bordeaux.

conclue; mais, malgré le calme apparent des esprits, de côté il existait toujours une fermentation sourde, et les esprits vivaces qu'Henry s'efforçait de développer au sein de la France. Informé de ces faits, le connétable se mit en campagne et châtia sévèrement les habitants des petites villes voisines, qui favorisaient les mouvements anti-français des Bordelais. Le comte de Clermont, fils de Bourbon, qui n'avait que vingt-quatre ans, déploya beaucoup de courageuse activité dans le Limousin; il y prit, en trois semaines, trente-quatre places sur les Anglais. Enfin, le comte d'Armagnac prêta main-forte à d'Albret, et presque tout entier fut soumis au roi de France. Dans cet état de choses, les ducs de Bourgogne et d'Orléans se mirent aussi en campagne : le moment leur semblait opportun pour passer enfin les Anglais de la Guienne. Assaillis de tous côtés, les Bordelais ne savaient quel parti prendre : résister, c'était courir à leur perte; se soumettre, c'était anéantir leur pays, ruiner leur ville, se courber sous le joug de la domination anglaise et se charger du lourd fardeau des impôts. Les autorités craignant un soulèvement populaire, convoquèrent les seigneurs et les notables de la ville et de la province; ils se réunirent le 1^{er} septembre 1405, et prêtèrent, dans l'église de Saint-Jacques, serment de fidélité au roi d'Angleterre, entre les mains du cardinal-archevêque, sans préjudice de leurs privilèges. On découvrit un complot organisé par les agents secrets d'Orléans contre l'autorité du monarque anglais : les auteurs furent mis à mort, et les suspects, laïques, prêtres, furent obligés de sortir de la ville, où régnait une terreur générale (4).

Le comte de Montferrand, ami constant des Anglais, prit une part active à cette opposition aux intérêts de la France; mais, au lieu d'obtenir le triomphe des Français, la défaite et peut-être

Livre VI.
Chap. 1.

1404.

Michelet,
Histoire,
tom. 3, p. 159.

1405.

En 1405, un hiver affreux : la Garonne prise partout; des charrettes passaient à Langon.

Livre VI.
Chap. 4.

—
1405.

Juvénal des
Ursins,
Suprà, p. 470.

—
Delurbe,
Chronique.

Mézeray,
tom. 3, p. 397.

—
Monstrelet,
t. 1^{er}, ch. 27.

—
Duchesne,
t. 1^{er}, liv. 23.

l'expulsion définitive des Anglais ; mais ne put reprendre sans un corps de gens d'armes, et les finances obérées par suite des dépenses antérieures aux jurats, qui lui firent une avance de 200 livres du collier de l'ordre du roi, qu'il leur laissa en considération des grands services que M. de Montferrand constamment rendus à la ville et au pays, l'année suivante, le précieux objet qu'il leur avait offert.

Pendant ce temps, d'Albret et le comte d'Armagnac étaient la province ; plus de soixante places qui avaient la bannière de notre cité furent réduites et s'élevées ; ils poussèrent même leurs excursions au-delà qu'aux portes de Bordeaux, où ils détruisirent le château d'Ornon. D'Albret se distingua si bien dans ces guerres que Charles VI récompensa plus tard ses services en lui donnant, pour les terres de Nérac, de Casteljaloux et de Montferrand, l'exemption de tous impôts, aides et gabelles.

Enhardi par ces succès et par l'ardeur des Français, d'Orléans se flattait de pouvoir prendre Bordeaux et prudent de réduire Blaye pour s'assurer de la route, il se fit attaquer cette ville par terre avec six mille hommes ; elle se défendit avec courage ; la demoiselle de Montferrand, Blaye, demanda des secours à Bordeaux. Le comte de Montferrand le peuple sur la place de l'Ombrière et lui donna la lettre de la dame de Blaye, et, d'un comte de Montferrand lui envoya, pour la défense du château, soixante hommes et le commandement de Bertrand de Montferrand, qui promit 20 liv. pour quinze jours de service. Mais comme que la ville fut prise par la trahison de Bertrand de Montferrand, abbé de Saint-Romain ; cela nous paraît faux, les historiens affirment le contraire. Mézeray dit qu'il fut son temps devant Blaye ; Monstrelet nous dit que le commandant se défendit ; mais voulant profiter dans l'attente de secours et pour braver l'ennemi.

geants, il s'engagea à se rendre au duc, s'il devenait
de Bourg. Cette petite ville ayant une forte garnison
sconne, se défendit avec vigueur : le siège traîna en
, les vivres commencèrent à manquer parmi les
du duc ; il en fit venir de La Rochelle par un convoi
uit vaisseaux (vingt-neuf, dit Monstrelet), sous les
e Clignet de Brabant, amiral de France ; mais, in-
e cette circonstance, les Bordelais expédièrent une
qui les attaqua sur la Gironde, en captura plusieurs
ia les autres par le moyen d'un vieux vaisseau auquel
mis le feu et qu'on laissa aller à la dérive au milieu
nents français (1). La terreur se mit parmi les assié-
le duc leva le siège vers le 15 janvier 1407, et se
Paris. Les Bordelais dépensèrent, pour secourir Bourg,
iv. ; mais le roi leur permit de lever 12 sous sur toutes
handises provenant des pays ennemis, pour payer
tes et pour fortifier leur ville.

teau de Vayres appartenait alors à Marguerite d'Al-
ne de Blaye et de Mucidan ; elle appela à son secours
-uns de ses anciens amis, et, malgré les instances
vevu, d'Albret d'Armagnac, se réfugia à Bordeaux,
accueillit avec empressement et où l'Assemblée géné-
vota 50 liv. pour lui inspirer le courage de la fidélité
qu'elle restât toujours ce qu'elle devait être : *Que
hor cor de demorar entre nos et de esta aquera que*

aduite du connétable d'Albret, seigneur suzerain de
avait tellement indisposé contre lui Henri V, que
confisqua ce château en 1417, et le donna à Gaston

mmune paya à Guilhem de Brugar, propriétaire de ce vaisseau, une in-
10 fr. (*Ancien registre des délibérations, Hôtel-de-Ville de Bordeaux*).
e se composait des bâtiments suivants : le *George*, les *Anguilles*, le *Dra-
en*, le *Lion*, l'*Épée*, l'*Aigle*, etc., etc., etc.

Livre VI.

Chap. 1.

1406.

1407.

Livre VI.

Chap. 1.

1407.

de Foix, capital de Buch, dont la fidélité ne mentie.

Lorsqu'on sut à Bordeaux que le duc d'Orléans ses troupes à Bourg, la consternation y devint profonde : on croyait voir les Français aux portes ; on prit mille précautions, toutes les mesures de défense de la place.

On fit murer les portes Cailhau, du Pont-Saint-Portanets, du Chapeau-Rouge, et les Français de Bordeaux furent obligés d'aller se loger dans les maisons de Jâmes, où l'on pouvait mieux les surveiller. La délibération arrêta « que, le 3 octobre et les jours suivants

Délibération
de la Jurade,
Hôtel-de-Ville
de Bordeaux.

» jurat, dans sa jurade, ferait faire serment, à
» Jésus-Christ, à toutes personnes, de quelque condition
» qu'elles fussent, d'être fidèles au duc de Guienne
» d'Angleterre et de France, duc de Guienne, comte de
» aux maire et jurats pour la défense et conservation
» ville, en y dévouant leurs corps et leurs biens, et
» ter directement ni indirectement avec l'ennemi, ni
» envoyait quelque lettre ou message, elles ne
» aux seigneurs, maire et jurats; que si rumeur
» faisait dans la ville, chaque bourgeois irait
» mais vers son jurat pour être conduit au lieu où
» voyait faire mal, dommage, tort, force, injustice,
» à quelque officier, bourgeois ou habitant, à
» l'agresseur, afin que justice en fût faite par
» jurats ou par celui à qui la connaissance en
» suivant le droit et la loi du pays; qu'il ne
» foi et alliance avec aucun baron, chevalier, ni
» qu'il n'obéirait qu'au roi, à son lieutenant ou à
» jurats; que, s'il savait que quelqu'un va-
» ment, il le découvrirait aux jurats, au maire ou
» officier de la ville, pour en faire la punition
» tiendrait, suivant le droit et la loi du pays.

re, d'envoyer au roi d'Angleterre des députés pour lui
avis de l'état des choses.

dispositions, ces énergiques résolutions furent bientôt
s du duc d'Orléans; ce fut alors qu'il leva le siège de
et s'en retourna à Paris, où les gens de guerre se mo-
de son insuccès et où ses ennemis l'accueillirent avec
Le duc de Bourgogne le fit assassiner, et, dès ce mo-
la France fut divisée entre les deux factions de Bour-
et d'Orléans, qui prirent, pour signe de leurs opinions
nes respectives, la Croix blanche et la Croix rouge. Les
istes étaient commandés par le puissant comte d'Arma-
et les concitoyens, les parents même, se ruaient les
les autres, aux cris d'*Armagnac* ou de *Bourgogne*.

départ du duc d'Orléans dissipa les craintes des Borde-
le roi d'Angleterre, en reconnaissance de la fidélité
ournais et des sacrifices qu'ils avaient faits pour ré-
eurs remparts et pour approvisionner le château de
c, défendit aux Bordelais de percevoir un droit de bil-
r les marchandises conduites de Libourne dans leur
était bien de récompenser la fidélité; mais on s'y prit
rd. La puissance anglaise était aux abois; un incident
u se présenta et raviva ses espérances: le duc de
gne s'était emparé du pouvoir en France; le comte
gnac, jaloux de sa puissance et voulant venger la mort
gendre, le duc d'Orléans, proposa aux seigneurs bor-
le reconnaître leur roi pour son suzerain en Guienne,
vait, lui et les siens, au moins quinze cents villes et
x-forts.

première trêve conclue à Bordeaux, le 22 avril 1407,
expirée (4), les hostilités recommencèrent avec beau-
violence et les deux factions continuèrent à ravager

la première trêve fut faite à Bordeaux: *Dadas*, dit le texte, à *Borden*,
et de n^{ro} et office, la dibendres bint et dos jorn deu mes d'Abriu, l'an
CCC et sept.

Livre VI.
Chap. I.

1408.

1410.

Rôles *gascous*,
t. 1^{er}, p. 190.

Voir notre
Histoire de
Bazas, p. 109.

Livre VI.
Chap. 1.
—
1440.

Delurbe,
Chronique.

Rymer,
tom. 3, part. 1,
p. 158.

Ancien registre
des
délibérations,
Hôtel-de-Ville
de Bordeaux.

le pays. Enfin, une autre conférence eut lieu à Cadillac, entre Gaillard de Durfort, seigneur de Blanquefort, sénéchal de Guienne, pour le roi d'Albret, seigneur de Sainte-Bazeille d'Albret, sénéchal de Bazas, agissant au nom de France; une nouvelle trêve fut conclue; elle depuis lors (juillet) jusqu'à Noël.

Les vicissitudes de la guerre avaient ruiné le trésor de la connétablie était vide et les services de Gaillard de Durfort, sénéchal de Guienne, écrit les conjonctures, au connétable, la lettre suivante : « guerres présentes, de la stérilité passée et des charges que la connétablie de Bordeaux doit les gages des officiers royaux, nous, les gens du royal et de la ville, avons ordonné que vous n'aient aucun engagement encore envers aucun créancier en avoir reçu une garantie suffisante; que vous n'avez payer les sommes dues à la connétablie, afin de les créances qui pèsent sur elle et que vous soldez des appointements de ces officiers avant de pourvoir à toute autre dépense. »

Toutes les mesures que la prudence pouvait prendre furent inefficaces : le pays était pauvre, le commerce et l'industrie paralysée; la perception des impôts présentait partout les plus sérieuses difficultés. Pour parer aux inconvénients d'une position si embarrassante, les députés se réunirent à Bordeaux, en 1443; et, d'après les

propositions, le roi publia le décret suivant : « Douze deniers par livre seront prélevés à l'entrée et à la sortie de Bordeaux, sur toutes les marchandises, excepté la viande et le poisson frais.
» Vingt sous seront prélevés autant de fois qu'il y aura de vin sera vendu : dix sous sur le vendeur, et dix sur l'acheteur.

sous pour chaque tonneau de vin qui sera porté hors ville pour être vendu à taverne dans le pays. Le maltote durera un an, à partir du 15 avril. Bertrand docteur en décrets, juge de notre Cour en Gascogne, lieutenant de notre sénéchal; Jean Carbonnel, chevalier, et Jean Bouen, jurat et prévôt de notre grande cité de Bordeaux, sont nommés pour percevoir cet impôt et en rendre compte. »

La position malheureuse des Bordelais était aggravée par l'ordonnance; Bordeaux seul devait pourvoir à toutes les dépenses extraordinaires.

Avant d'aller plus loin, rappelons un incident rapporté par Devienne, et que nous ne croyons pas devoir passer sous silence :

En 1708, le maire de Bordeaux voulait aller à Londres pour l'état affreux de la Guienne, le malaise de toutes les provinces par suite de la prolongation des hostilités. Le peuple, par son absence pourrait avoir quelques inconvénients. Les jurats, les Trente (conseil municipal) et le peuple, se rendirent à l'Hôtel-de-Ville. Après avoir exposé et discuté les allégations pour le voyage du maire, l'assemblée délibéra et prit les mesures nécessaires pour le suppléer en son absence; mais il était à peine parti, que le lieutenant-maire et les jurats présentèrent une requête au sénéchal, exposant que la forteresse de Camarsac, dans l'Entre-deux-Mers, avait été détruite par les Bretons-Français; que cette forteresse était depuis vingt ans sans récolte, sans culture, sans habitants, et que Monot de Canteloup et ses frères faisaient de cette forteresse, ce qui pourrait être un jour préjudiciable au public, attendu que n'ayant pas de quoi subsister, le lieu n'offrant aucune ressource, il faudrait pour vivre aller chercher dans tous les environs le blé, le vin, la viande, le foin, et qu'ils maltraitassent, comme ils faisaient tous ceux qui seraient opposés à leur volonté. En

Livre VI.
Chap. 1.
—
1440.

D. Devienne,
p. 83.

Livre VI.
Chap. 1.
—
1410.

conséquence, ils suppliaient le sénéchal de n'en faire une semblable construction.

Gaillard de Durfort, seigneur de Duras et de Saint-André, fit la sourde oreille; mais, fatigués d'attendre, les jurats délibérèrent de poursuivre l'affaire, de défendre aux habitants de continuer leurs travaux, et, s'ils n'obéissaient, de convoquer le peuple pour donner son avis sur une affaire grosse de grands dangers. Voyant l'orage grandir sur leurs têtes, et désireux de prévenir les fâcheuses conséquences d'une affaire si peu importante en elle-même, les jurats présentèrent une requête au sénéchal, exposant qu'ils étaient toujours de loyaux et fidèles sujets du roi, qu'ils n'avaient jamais ni pillé ni battu leurs voisins, que le bien de Camarsac leur appartenait; qu'il y avait de beaux labourables, des vignes, des bois, des pâturages, et autres revenus capables de faire subsister le seigneur qui y demeurerait avec sa famille; qu'ils étaient d'ailleurs, riches et indépendants, et qu'ils se contentaient seulement à tenir ladite forteresse dans l'obéissance au roi, mais encore à la garnir tellement de munitions de guerre, qu'elle n'aurait rien à craindre de l'ennemi. En conséquence, ils le suppliaient de les laisser continuer leurs travaux, étant de droit que chacun puisse réparer sa maison.

D. Devienne,
id., p. 86.

Ayant appris ces circonstances, les jurats allèrent à Saint-André pour requérir, avant tout, que l'on se mettrait surseoir aux dites réparations. Le sénéchal ayant refusé, le conseil, défendit aux Canteloup, sous peine de confiscation d'argent, de continuer lesdites réparations, et de constater l'état où elles étaient, le prévôt de la ville, le notaire et un sergent d'armes. On voit quelle était l'autorité des jurats, qui tantôt agissaient par leur propre autorité, tantôt consultaient les Trente, et souvent le peuple, de l'avis desquels ils faisaient les règlements, et les ordonnances qu'exigeaient les circonstances.

alaise et la misère régnaient toujours en Guienne : les
es moraux et financiers semblaient sans remède. Le
s, le maire et les jurats écrivirent au roi pour lui
nter l'état de la province, la cherté des vivres et les
s qui désolaient Bordeaux et les Bordelais, faute d'un
distingué pour maintenir la paix.

es ces désordres moraux et matériels se joignit encore
ladie épidémique, appelée *fébrion*, qui retarda la per-
d'un impôt de 2 liv. par feu, consenti par les trois
e la province. Ce n'était pas encore assez : les chefs
rmée envoyée sous les ordres du duc de Clarence, par
l'Angleterre, commirent beaucoup de dégâts dans la
la banlieue. Le conseil s'assembla à cette occasion ; le
et les jurats ordonnèrent une enquête et demandèrent
nnages-intérêts, que le roi s'empressa de promettre ,
i ne furent jamais payés.

ndant, le duc assembla, d'après l'autorisation du roi,
s États à Bordeaux, en 1413, et obtint d'eux , après
rs assemblées et de longues contestations, un subside
défense du pays. Ce secours, ou impôt, était de 12
r toutes sortes de marchandises importées ou expor-
xcepté les blés, la chair fraîche et le poisson frais ;
0 sous pour chaque tonneau de vin, c'est-à-dire 10
ur le vendeur et 10 sous pour l'acheteur ; plus, 10 sous
haque tonneau de vin qu'on ferait sortir des villes,
x, etc., etc., pour être vendu ou revendu en taverne
dit pays ; plus, 10 sous payables par ceux qui le fe-
ortir du pays, quoique ne l'ayant pas acheté ; ce qui,
lement, veut dire que les propriétaires mêmes qui
at pas dans le commerce étaient assujétis au même im-
xportation. Cette taxe devait durer un an seulement,
le vote des trois États.

n, une trêve fut conclue entre la France et l'Angleterre,
rier 1414, renouvelée et prolongée jusqu'au 14 juillet

Liv. VI.
Chap. 1.

Rymer,
Actes publics,
tom. 4, part. 2,
p. 30.

1411.

Collection
Brequigny,
Liasses de la
Tour de Lond^e.

NOTE 1.

1411.

Livre VI.
Chap. 1.

1414.
Archives
de l'Échiquier
de Londres,
Kalendars,
tom. 2, p. 91.

Ancien registre
des
délibérations,
Hôtel-de-Ville
de Bordeaux.

de l'année suivante; mais le peuple respectait
de parchemin, les hostilités recommençaient
à l'autre et, pour ainsi dire, à l'improviste. Dans
certitude et de crainte, la jurade se réunit à St
5 février 1414, et il y fut décidé qu'on convoqua
pour lui communiquer les nouvelles de la guerre
voir tous ensemble à la défense et à la bonne
de la ville dans un temps si critique. La peste
à affliger Bordeaux d'un surcroît de misère;
furent moissonnés : tous les âges, toutes les classes
rent le poids de ce fléau affreux qui plongea
la désolation. Les religieux de la Merci et les
distinguerent par leur admirable dévouement au
concitoyens : bravant la mort et les craintes de
ils couraient avec empressement chez les malades
gnaient avec tout le zèle que la religion inspire
geaient rien pour adoucir les souffrances des
delais. En reconnaissance de leurs admirables
Commune vota à chacun de ces deux ordres qu'il
de froment, en les suppliant d'adresser des prières
afin de faire cesser cet impitoyable fléau (1).

Dans ce temps, le roi d'Angleterre avait ses
rées; il demanda des secours à la Guienne, et
Londres ce que la Sicile était autrefois pour Ro-

Les jurats reçurent les lettres-patentes pour
des États du duché de Guienne à Dax, en 1414.
des Trente fut réuni pour le 30 avril de cette
et il y fut décidé qu'on convoquerait le peuple
dimanche, afin de faire lire en sa présence les
et du sénéchal, et prendre les autres mesures
pour la nomination et l'instruction des députés
aller à Dax.

(1) Perque sian tenguts de Diu pregar, que Diu beulha estren
dimia. (*Ancien registre, Hôtel-de-Ville.*)

peuple fut en effet convoqué, ainsi que l'assemblée générale des Quinze-Cents; le clerc de la ville lut les lettres, exposa l'objet de la convocation et exhorta les assistants à donner librement leur avis, déclarant que les jurats devaient gouverner conformément à leurs avis et conseil (1); il émit plusieurs opinions plus ou moins divergentes; enfin, Jean Ferradre opina qu'il ne fallait voter ni fouage, ni aucune imposition quelconque (2).

Un avis fut, en général, trouvé sage; cependant, après de longues discussions, on s'accorda à dire qu'il serait plus honnête pour la ville d'accéder à la demande du roi. On donna, en conséquence, plein pouvoir aux députés d'accorder le fouage réclamé (3).

Après leur retour de Dax, les députés rendirent compte de leur mission dans une assemblée générale de la cité, convoquée à cet effet (4).

À toutes les fois que le roi demandait des secours d'argent, les États s'assemblaient; et si la délibération était contraire aux volontés du roi, la ville nommait des receveurs, chargés du recouvrement des fonds et qui lui en rendaient compte. Le gouvernement de Bordeaux, sous les Anglais, était en quelque sorte républicain.

On a souvent dit et répété que la liberté en France datait de 89. C'est un paradoxe sans base, une croyance erronée répandue par l'histoire. En France tout, jusqu'au nom du peuple,

Livre VI.
Chap. I.
—
1111.

meuramment que d'oman que sera Digmenghe, tot lo poble sia apperat et
Sent Ylegy (Hôtel-de-Ville), et que per donar poder aus senhors qui yran
de la ciutat à Dax, sian mostradas las lettras deu Rey nostre Senhor et
venent deu Senescout au poble, et que sia feyt lo que se fara en aquesta
or voler et cosseilh.

ne ne consent que y aye futgage, ni talhada en alcuna maneyra.
ar bon sera que ayan tan poder que sie à honor de la ciutat laquale nulhs
ha defailhit de far son debut envers lo Rey, nostre senhor et ayssi me dis que
cer deu Rey.

de lo commun sia apperat et que en lor prisença sia feyta la relacion de so
memorat au Parlement de Dax.

Livre VI.
Chap. 1.
—
1414.

rappelle l'idée de la liberté; les rois seuls étaient
jours les hommes les moins libres de leurs États.
exerçait ses droits politiques dans les *Plaids* ou
dans les *États-généraux*. Édouard III reconnut que
votés par le peuple de Guienne étaient *libres* et
En 1355, le peuple fut convoqué à Bordeaux, au
et consulté sur les subsides réclamés par le prince.
aux États de Niort, en 1367, le peuple consulté
demandé. En 1451, la capitulation de la ville de
faite entre les commissaires du roi de France et le
à-dire les représentants des Trois-États. Au XV^e
ministration de Bordeaux était presque entièrement
caine, et quant au XVI^e siècle, on sait que les
étaient représentés dans tous les États. Nous ne
y ait eu des époques dans l'histoire de la monarchie
jouissance des droits politiques était suspendue
pue. Dans les guerres de religion du seizième
septième siècle, il n'y eut ni États-généraux ni
peuple; les rois furent contraints de concentrer
dans leurs mains et d'exercer une puissance absolue.
suspensions, ces interruptions dans la jouissance
imprescriptible n'en étaient pas la destruction,
dans ses ordonnances, rappelle les vieilles
France; il n'en était pas le créateur, il en était l'usage
seulement. De nos jours, la licence de la tribune
tions de la rue semblaient au peuple une image
elles n'en étaient que l'ombre. Autrefois, les lois
et respectées; les mœurs, étant bonnes et pu
foule, les suppléaient parfois et tiraient leur
force de la religion, qui guidait nos pères dans
devoir. Au XIV^e siècle et au XV^e, les Français
bres que ceux qui vivaient sous les chartes de
de Louis-Philippe; ils en parlaient moins, et
dire, avec M^{me} de Staël, que la liberté est ancienne
potisme nouveau !.....

CHAPITRE II.

Mariage entre Henry V et Catherine de France. — Henry vient en France. — Bataille d'Azincourt. — Trêve. — Descente en Normandie. — Nouveau Lettre du roi à l'archevêque David de Montferrand. — Réponse. — Français s'arment. — Siège du château de Budos. — Ils prennent Saint-La Réole, etc., etc. — Assemblée générale à Saint-André. — Siège de Les Français affaiblis. — Les Anglais triomphants. — Jeanne Darc. Français tâchent de gagner l'affection des Bordelais. — Sacre d'Henry V à Notre-Dame de Paris, comme roi de France. — Siège de Tartas. — Les Français. — Pey-Berland. — Assemblée du peuple. — Dissensions à Bordeaux. — Contestations relatives à la propriété des marais de

ait conclu la paix à Bourges, mais elle ne remédia à France était toujours divisée, toujours déchirée par ons rivales et implacables. On fit tout ce qu'on put armer l'Anglais, qui menaçait la France, affaiblie par ons intestines. Un ambassadeur fut chargé d'engager à épouser M^{me} Catherine de France, qui lui apporte- dot quinze villes en Guienne, tout le Limousin et le florins d'or. Le prince feignit d'accepter ; mais ue ses offres n'étaient qu'un signe de faiblesse, il se en secret à envahir la France. Il demanda à la Guienne urs en argent : les trois États s'assemblèrent, le 29 ns la chapelle du Collège des lois et de médecine, et oit à la demande de Sa Majesté (1). Enfin, le moment e arriva ; et Henry, voulant s'associer aux dispositions uses de son peuple et profiter aussi des divisions intes-

Siège était à l'extrémité de la rue des Ayres. Du temps de Baurein, age 261, on voyait le reste de la chapelle à l'entrée de la *rue des Lois*. furent construites les Écoles de Droit et de Médecine ; on entra dans par la rue Porte-Basse (autrefois rue des Lois), et dans la seconde par yres. Les maisons n^{os} 24 et 26, rue Porte-Basse, et 73, rue des Ayres, rue Saint-Antoine, remplacent la chapelle.

Livre VI.

1445.

Juvénal des
Ursins,
Suprà 289.

*Variétés
bordeloises.*

Livre VI.
Chap. 2.

1415.
Archives
de la Mairie de
Londres,
reg. 1, fol. 143.
1416.

Thoyras,
ib., t. 3, liv. 9.

1418.

Rymer,
tom. 3, part. 3.

tines de la France, s'embarqua le 13 août, à So
le Havre, avec six mille hommes et trente
prit Harfleur le 18 septembre, tua près de
çais à Azincourt et amena un grand nombre
à Calais. Henry aurait dû pousser plus loin
s'arrêta à Calais, et consentit à conclure une
à la France le temps de mieux se préparer à
l'expiration de la trêve (le 2 janvier 1417),
débarqua en Normandie avec trente mille
s'étant rendu maître de plusieurs places impor
partout de se rendre populaire (3).

Pendant cet intervalle, la Guienne avait
frir des troupes que des seigneurs, amis des
mandaient. La mort du duc d'Orléans, la
pour cette famille le duc de Bourgogne, qui
affaires de Paris, comme nous l'avons vu
précédent, jetèrent un germe de désaffecti
d'Armagnac et de ses amis. Une suspension
1418 ; il en résulta un nouveau traité entre
d'Albret, le comte d'Armagnac et Jean Tip
Guienne. Dans ce traité, on lit : « Par l'ac
» abstinence de guerre, passé entre nous,
» noble chevalier messire Jean Tiptof, l'arch
» deaux et les barons du Bordelais, d'autr
» convenu :

(1) M. H. Martin, suivant Monstrelet, liv. II, ch. 149, en ce
de l'armée anglaise, dit qu'il n'y avait que vingt-quatre mille
archives de la Mairie de Londres, il y en avait trente mille.
consulté les archives de Londres, il aurait pu éviter d'autre
dans son *Histoire de France*.

(2) Henry V avait écrit, le 16, au duc de Guienne, pour lui p
gulier à la place d'un combat général, afin de décider de leur
couronne de France. Dans cette lettre, il qualifie le duc de da

(RYMER,

(3) Heureux dans son entreprise, il abolit la gabelle du sel
droit du quart de la valeur, le 4 mai 1418. (RYMER, t. 9, p. 48)

nous ni aucun de nos sujets ou alliés, ni aucun
ceux nommés dans le dit traité et pour lesquels
portons cautions, nous ne ferons ni ne souffrirons
guerre, mal ou dommage au roi d'Angleterre, ni à
son *ost*, ou placé dans son obéissance, pendant le
é pour ce traité.

ar cas quelqu'un de nous vient à forfaire à ce qui
omis, et que nous le sachions, nous nous enga-
serment à en informer, dans le délai d'un mois,
chal ou son lieutenant. »

delais envoyèrent au roi copie de ce traité; il le
es termes :

e qui est de la trêve et de sa forme, nous nous
ur content. »

ve fut prolongée; et pendant les deux années sui-
se passa rien de bien remarquable, à l'except-
ois, d'une hardie et heureuse entreprise du capital
lustre capitaine bordelais, qui, à la tête de trente
— Gascons, le 29 juillet, jour même auquel expirait
pénétra dans la ville de Pontoise, pillà le trésor,
grand nombre d'habitants et mit tout à feu et
s haines se ravivèrent; mais le roi d'Angleterre,
t ce qu'on pouvait lui dire, continuait à parcourir
érir le Perche et les Marches de Normandie. Sur
1419, le roi, craignant les artifices des Français et
ce naturelle des Gascons, écrivit, le 28 septembre,
que David de Montferrand, pour l'exhorter à pro-
ute son active influence, à appuyer de toutes ses
intérêts britanniques à Bordeaux, et à se rendre
toutes les fois qu'il en serait requis (1).

Livre VI.
Chap. 2.
—
1418.

1419.

NOTE 2.

Liasses de la
Tour
de Londres.

tembre 1420, le maire de Bourg prévint les jurats que le dauphin
vec des troupes, et, craignant qu'il n'attaquât Bourg, les pria de lui
illerie et de la poudre. On lui fournit vingt-cinq livres payables plus
ne donna pas de canons!

Livre VI.
Chap. 2.
1420.

Voir Note 24
et page 400 du
1^{er} volume.

*Mémoire
historique et
Bulletin poly-
mathique de
Bordeaux,
1812.*

L'archevêque se rendit à ses désirs et co
En 1420, les deux monarques se rencontr
traité eut lieu, en vertu duquel Henry V
de roi durant la vie du roi actuel, fut reco
time de la couronne, et épousa Catherine d
Tous ces liens n'affaiblirent en rien la lib
tions du roi d'Angleterre; il continua ses c
vit au maire et aux jurats de porter tout
Saintonge. Ils se rendirent aux vœux d
de partir, ils résolurent de réduire quelq
du pays, où les Français se tenaient encor
glées furent mises sous les ordres de Tipt
à la tête des milices bourgeoises, et l'éten
confié, comme par le passé, à l'honneur
seigneur de Lalande. Il fut décidé que la p
devait se diriger contre Budos, sous les
Vigors Estève et Arnaud Miqueu; ce deu
citoyens les plus distingués de Bordeaux;
vait dans la rue qui porte encore son nom
mit en marche le 14 juin, avec plusieurs
l'une, fondue naguère à Bordeaux, lanq
pierre du poids de 7 ou 800 livres. Andre
dos, voyant arriver cette formidable artill
barques, par la Garonne et par le Ciron
s'aperçut que toute résistance serait inut
soumettre, à la condition qu'on lui rend
dans le Bordelais, et s'obligea, en garan
de ses engagements, à donner son fils en
lais acceptèrent cette proposition et allèr
peau successivement sur les tours de Sai
Réole, de Rions, Puy-Normand et Montra

Toutes ces expéditions finirent, sans gr
épuiser les finances de la Guienne et par m
hors d'état de se défendre contre l'étranger

esse de plusieurs places, et tout semblait an-
elle des idées de représailles. On le craignait, et,
de ces idées, on convoqua une assemblée gé-
uple, pour le 14 février 1424, à Saint-André,
ent les jurats, les officiers du roi, les seigneurs
Montferrand, de La Barde et une foule immense
On y délibéra qu'il fallait envoyer des députés au
exposer la misère du peuple et l'état déplorable
e; que la ville de Bordeaux aurait la faculté de
roisième député, et que le tiers des frais serait
les villes de Bordeaux, de Libourne, de Saint-
Bourg, et les deux autres tiers par le clergé et

ntervalle, la France affermissait son pouvoir,
nouvelles forces et se préparait à un coup dé-
et quelques villes voisines en avaient épousé la
ndonnant les Anglais. Les Bordelais firent des
our soumettre ces villes rebelles, s'organisèrent
glées sous les ordres du captal de Buch et de Jean
valier, connétable de Bordeaux. Pour attirer sur
ise les bénédictions du ciel, on ordonna une pro-
rale pour le jour du combat, et les hommes,
et les enfants, qui ne purent pas manier les armes,
nt par leurs prières au succès de l'expédition (1).
s, après avoir ravagé les environs de Bazas, atta-
la ville même où d'Orval, fils de d'Albret, et le
Narbonne avaient laissé une forte garnison. Le
ussé avec vigueur; enfin, se voyant en face de
érables, le commandant *promit de se rendre à ceux*
eraient les plus forts dans trois mois de là. C'était

Livre VI.
Chap. 2.
—
1421.

confréries de la ville assistèrent à cette procession. Dans le registre
la Sainte-Trinité, établie à Saint-Michel, la dépense, à cette occa-
e dans ces mots : « *Item, plus per portar la croiz à la procession*
n de la batailhe de Bazats, etc., etc.

Livre VI.
Chap. 2.
—
1421.

*Chronique
bazadaise.*

se donner le temps de la réflexion; il Bientôt après, Bazas ouvrit ses portes au et le chevalier Menard de Favas en fut avec 200 francs bordelais par mois; le clergé le firent remplacer plus tard p à qui on recommanda formellement de *façons aux droits spirituels et temporels et de maintenir les Bazadais dans leurs libertés et Coutumes, et de rendre la tant au pauvre qu'au riche.*

1422.

Depuis la bataille d'Azincourt, les A conquête en conquête; la France était découragée, qu'elle était devenue presque de l'Angleterre. Dans cet état de chose et laissa à son fils, Charles VII, de gran eune consolante perspective, sans l'omb la fortune. Henry mourut aussi au mois à son fils encore au berceau les plus be la direction du régent de France, le duc

Archives de
l'Hôtel-de-Ville

Le roi, par lettres-patentes, établit u nistrative et gouvernementale pour la C l'archevêque de Bordeaux, Hughes Desp de Henry Lhoste, docteur en l'un et l'a Grailli, maire de Bordeaux. Toutes le prises, toutes les éventualités prévues mettre une paix durable.

L'ardeur militaire se ralentissait en F faire, rien entreprendre. Le roi était tro réveiller le courage des siens; de plus armée, il n'eut qu'une seule ville fort appeler, par dérision, le *roi de Bourges!* d'être privé de ses États, et de voir sa de l'enfant-roi d'Angleterre, le jeune p amis et les exhorta à compter sur Dieu e

de ressources, à rétablir son pouvoir, c'était de-
miracle à celui qui abat le fort par le faible.
sa prière : il lui envoya une jeune et pauvre
des environs d'Orléans ; ses faits d'armes remplis-
des belles pages de notre histoire ; sa foi en a fait
e, ses exploits et son courage la représentent à
omme une héroïne inspirée. Jeanne Darc (4),
s doute d'en haut, montra aux Français la route
; mais, après avoir relevé la cause de son pays,
neil de ses ennemis et fait couronner son roi, elle
avoir des Anglais, qui la brûlèrent vive, le 31 mai
l'intérêt historique du XV^e siècle se concentre sur
élaire de la France ; sa mort fut un deuil général,
re, quoi qu'en disent certains philosophes irré-
rejettent le merveilleux de ce drame national et
que peut l'enthousiasme de la foi uni à un pa-
lent et éclairé, est et sera toujours chère à tout
is, et vénérée parmi les catholiques de tous les
ode. Sa mort est, sur le front de l'Angleterre, une
ne que toute l'eau de la Tamise ne saurait laver ;
i le signal du déclin de la puissance anglaise.
cette période, la Guienne jouit de quelques mo-
ux ; il n'y eut que ces petites guerres que des
oux ou vindicatifs se faisaient de temps en temps,
édations passagères que les amis de la France
fois chez les seigneurs anglo-gascons, et vice-
corps de *Routiers* parcouraient aussi le pays, et
obert en commandait un qui dévastait sans pitié
és des Français : il fut pris par Rodrigues de Vil-
i le livra à Charles VII ; et exécuté à Toulouse.
ongue période, on ne voit que de misérables es-

Livre VI.
Chap. 2.
—
1422.

1431.

et non d'Arc qu'il faut écrire ; la Pucelle n'était pas de noble ex-
Lettres d'anoblissement de la Pucelle, de décembre 1420, *Procès*
(V.)

Livre VI.
Chap. 2.
—
1431.

carmouches ou de honteuses et ignobles dé-
grand ne s'élève au-dessus de l'horizon com-
et vénérable figure de Pey-Berland ; nous
un chapitre particulier dans notre *Histoire*
Bordeaux.

Pendant tout ce temps, les Français se
rompre le peuple et de l'indisposer contre
tâche n'était pas difficile à Bordeaux, où les
patients du frein, avides de changements
dans un lointain vaporeux un bonheur in-
taient que trop les suggestions de la ma-
d'Angleterre avait prononcé la peine de m-
teurs des troubles à Bordeaux ; mais com-
puissantes et haut placées penchaient pour
missaires nommés pour la découverte de c-
ques aimèrent mieux fermer tout à la fo-
oreilles, plutôt que d'avoir à dénoncer un c-
un parent peut-être. La régence ne faisait
irrésistible entraînait tout le monde vers l-
telles circonstances, la clémence eût été
de pacification ; le roi le comprit et donna
une amnistie pleine et entière, qui tran-
désarma les rebelles et mit fin à l'efferves-
à l'agitation révolutionnaire, vers l'an 1431.

Jeanne Darc avait retrempe le courage
voyaient en elle un génie tutélaire envoyé
la patrie. Aussi reconquirent-ils bien vite
importantes où l'on désirait leur retour ;
vues sur Paris. Les Parisiens craignaient
l'esprit public ; ils demandèrent des secours
les maintenir dans leur fidélité à leur roi,
duisirent à Paris, et le firent sacrer à Notre-
cembre 1431. Cette cérémonie avait eu lieu
en 1429 ; mais il fallait le prestige de la

Lingard,
History of
England.

respect aux Parisiens et consacrer, comme quasi-
la plus honteuse des usurpations. Son entrée dans
de la France fut d'une magnificence éblouissante :
anquait, que la justice et le droit (1). Mais la for-
uit pas toujours le même drapeau; elle avait été
aux Français, que l'immortelle héroïne d'Orléans
ait plus à la victoire. Bientôt après, le traité d'Arras
le duc de Bourgogne avec le roi de France, et la
enlevant plus tard le duc de Bedford, finit par jeter
s dans un découragement complet. Ils se mirent
les terres des seigneurs connus par leur attache-
France, et, sous les ordres du capital de Buch,
siéger la ville de Tartas, appartenant au sire d'Al-
probablement pour payer ces excursions militaires,
seil royal fit distribuer en Aquitaine, en 1438, la
4,000 liv., dont l'emploi a été certifié par maître
lle, connétable de Bordeaux. Le siège de Tartas
eurs mois; mais, exténués de fatigue et de priva-
outes sortes, les assiégés consentirent enfin à signer
par lequel ils s'obligèrent à remettre la ville au
e deux chevaliers, distingués par leur probité et
de leurs sentiments, le sire de Cognac et Augereau
Pert, qui la remettraient aux Anglais le 24 juin
i, dans vingt-quatre jours, une armée française ne
s les secourir; dans le cas contraire, elle devait
pouvoir du sire d'Albret. Il fut aussi stipulé que si
is venaient à leur secours dans le temps indiqué, et
geassent les Anglais de leurs positions, le sénéchal
aux remettrait aux d'Albret le vicomté de Tartas,
Rions, Gensac, Gironde et les autres terres dé-

Livre VI.

Chap. 2.

1431.

1435.

Archives
de l'Exchiquier
Kalendar,
tome 2, p. 178.

1441.

ouvrera d'intéressants détails sur l'entrée d'Henry VI à Paris, dans la
documents, etc., etc., de Jules Delpit, p. 239, extraite des archives
de Londres, R. K., fol. 101.

Livre VI.
Chap. 2.

1441.

Jean Chartier,
Chroniques.

Math. de Coucy
*Histoire
de Charles VII.*

1442.

8 Décembre.

Alain Chartier,
*Histoires
mémorables,*
page 120.

pendantes de cette famille, qui se trouvaient en
délais.

Ce traité devait être considéré comme nul si
venait à être violé, ou si Charles d'Albret, fils
bret, refusait de faire le serment prescrit; s'il
plus tard le gardait envers le roi d'Angleterre
obligé de prévenir, trois mois d'avance, le sé-
deaux.

Charles VII, qui avait passé l'hiver dans le
avec bonheur le succès de ses troupes dans
recruta une puissante armée et se rendit à Tou-
reçu, le 24 juin, d'une manière brillante, en
Tartas avec cent soixante barons ou baronne-
lances et huit mille arbalétriers. La ville se re-
furent échangés, et le chevalier de Cognac se-
de la France. Charles VII marcha ensuite sur
il fit beaucoup de prisonniers, au nombre de
Tameston, sénéchal de Guienne, qui y comman-
hommes d'armes et deux mille arbalétriers. Ap-
Dax, les Français continuèrent leurs excu-
bords de la Garonne : Agen, Marmande, pro-
villes de la vallée où coule cette rivière, en-
leurs soumissions et leurs clés. La Réole soutint
un siège de trois jours, et les troupes qui défen-
teau obtinrent l'insigne honneur de sortir, av-
de la guerre, un bâton blanc à la main.

Après la réduction de La Réole, le roi al-
vers les fêtes de Noël, avec la reine, le dau-
cour; il y resta trois mois. Les seigneurs de I-
et de La Mothe y allèrent faire leur soumissi-
de la Guienne était critique : les Français éta-
Landes, du pays tout entier; ils avancèrent
journée et demie de marche, vers Bordeaux;
nagé des intelligences dans la ville, et des

destinées s'entretenaient entre leurs chefs et quelques puissantes familles de notre cité. Le roi le sut par ses agents ; il écrivit à l'archevêque, Pey-Berland, qui était dévoué à sa cause, et lui recommanda de se tenir en garde contre les factions et surtout les intrigues du parti français. L'archevêque convoqua les États à Saint-André ; et après avoir lu les ordres de Sa Majesté, il les expliqua au peuple, en gascon, langue du pays. Le comte de Huttington, arrivé de Londres à Bordeaux depuis quelque temps, avec des troupes, était analysé dans ses mouvements par les dissensions des Bordelais : sa présence en ville était nécessaire pour maintenir l'ordre ; on ne fit aucune opposition à la marche triomphale des Français. Honteux de son inaction, fatigué des scènes de désordre qui désolaient la ville et le pays entier, il écrivit au roi de concert avec Pey-Berland, pour lui demander avec instance de prompts secours. Le roi lui répondit par une lettre pieuse et favorable : l'archevêque s'empressa de la communiquer au peuple. Les Français s'approchaient de plus en plus, ce qui augmenta l'agitation de la place et l'insubordination des citoyens. Les barons ne se souciaient guère de se battre pour l'Angleterre ; leurs intérêts étaient gravement compromis par ces guerres éternelles, et ils allèrent même jusqu'à dire, avec le doyen de Saint-André, que si les troupes anglaises se présentaient aux portes, il faudrait se soumettre et ne pas laisser décimer la population par une résistance vaine et inutile. L'impunité accordée à ces propos révéla assez l'état intérieur de Bordeaux et l'impuissance des lois de l'empire des factions.

Les bourgeois, cependant, prirent les armes et abandonnant les nobles et leurs mesquines intrigues : deux cents hommes, munis de lances, montèrent sur les remparts et se battirent, partout où il était nécessaire, pour défendre la ville contre les assaillants ; leur exemple électrisa le peuple, et des milliers de volontaires se montrèrent en armes, et

Livre VI.

Chap. 2.

1442.

1445.

Livre VI.
Chap. 2.
—
1445.

les lâches et les traîtres devinrent, par honte, le de ces héros. Dans cet intervalle, l'archevêque nouvelles assez favorables d'Angleterre; il convoque, et commenta, en gascon, une nouvelle lettre annonçait la prochaine arrivée du duc de Sommer forces considérables. Sir Bouville devança ces huit cents hommes; c'était assez pour Bordeaux, l'arrivée des troupes expéditionnaires; c'était tr arrêter les Français.

Saint-Macaire tenait toujours; mais le roi, c les habitants ne se lassassent bientôt, écrivit au m jurats (1444), en ces termes : « Sachez que nous, » les grandes dépenses et notables services de m » maire, jurats et Commune de Bordeaux, pour » notre obéissance la ville et le château de Sai » contre la puissance et la malice de nos ennem » çais, que la garde de la ville et du château l » confiée par notre conseil d'Aquitaine, à la dema » sition des habitants, qui étaient hors d'état de s » par eux-mêmes; considérant, de plus, que les » la ville et du château de Saint-Macaire ne so » sants pour les défendre, et qu'ils ont besoin de » notre ville de Bordeaux, nous donnons au mair » et à la Commune de Bordeaux, et à leurs suc » ville et le château de Saint-Macaire, ainsi qu » de Sainte-Croix-du-Mont, avec toutes leurs ap » et dépendances. »

Jean Chartier.
—
Jacques
de Bouvier.
—
Math. de Coucy
*Histoire
de Charles VI.*

Tout se préparait pour une vigoureuse résista vint suspendre les opérations militaires. On se de la paix : les négociations furent prolongées in préjudice de la prospérité générale; enfin, le 20 on conclut une trêve, qui fut continuée d'ann jusqu'en 1449.

Pendant ces trêves, renouvelées tous les ans,

aisaient toujours la guerre et dévastaient leurs propriétés
proquement. Les Anglais devenaient faibles, incapables
résister; les Français étaient enhardis et audacieux, en
on de leurs succès. Les barons bordelais, las de tant d'agi-
ons, restèrent tranquilles spectateurs de ces scènes mili-
es, qui survivaient encore au bruit des camps, et, tout en
ant crouler la puissance anglaise, passaient leur temps à
disputer quelques misérables portions de ces marais qui
ronnaient alors la ville. En 1445, le capital de Buch se
it maître de tous ces marais; il fit, en conséquence, saisir
ques têtes de bétail appartenant à des bourgeois de Bor-
ux, et les fit conduire dans les étables de son château de
-Paulin.

n porta plainte au maire et aux jurats, qui, indignés de
e violation des lois et de la propriété, se firent escorter de
s armés et enlevèrent le troupeau. Les vassaux du capital
ndirent contre la milice urbaine le droit de leur maître;
ng coula enfin et créa des haines, des projets de ven-
ce, des complots. On dévasta les propriétés du capital; la
ce informa contre les malfaiteurs; l'irritation fut à son
ble. Henri VI, sachant qu'une étincelle suffit pour causer
incendie, crut devoir intervenir dans cette affaire, qui
rrait avoir des suites funestes; il chargea Jean Dudley et
mas Kent de mettre fin à ce déplorable conflit par des me-
s prudentes et des moyens de conciliation. On convoqua
assemblée générale à Saint-Seurin, pour le 21 février;
y trouva beaucoup de personnages remarquables, entre
es Pey-Berland, archevêque de Bordeaux; Étienne de
sses, lieutenant du sénéchal; Bernard Angevin, seigneur
auzan; Guillaume Beck, juge de Gascogne; Louis Despoy,
valier, seigneur de Montcuq; Guillotin de Lansac, che-
er; Pierre Dutastard, doyen de Saint-Seurin; Georges
ngton, écuyer; Guillaume de Boissac, etc., etc. L'assem-
e décida que le bétail devait être ramené au lieu d'où la

Livre VI.
Chap. 2.
—
1446.

*Variétés
bordeleises,
tome 3, p. 279.*

Livre VI.
Chap. 2.
—
1442.

municipalité l'avait fait enlever ; que le maire et les jurats donneraient pas d'indemnité au capital, dont le droit de pâture sur les marais n'était pas suffisamment démontré ; qu'à l'avenir seul appartiendrait le droit de saisir le bétail, de diriger les marais et des prairies dont jouissait le capital ; et de ce jour, si des bestiaux étaient confisqués par l'agent royal, en cas de contestation entre cet agent et les jurats, le maire et les jurats seraient appelés à juger ce litige. Le capital se prétendait lésé par cette décision ; et donna en dédommagement les châtellenies de Geilhac et de Blagnac.

CHAPITRE III.

la puissance anglaise en France. — Charles VII se prépare à la guerre. —
occie. — La guerre commence. — La Normandie conquise. — La Guienne
e. — Charles VII assiège et prend plusieurs villes. — Siège de Blaye, de
de Fronsac. — Les Bordelais négocient avec Dunois. — Députation borde-
près de Dunois. — Traité de capitulation conditionnelle. — Traités parti-
entre Dunois et le capitai de Buch, et le marquis de Montferrand, etc.

trèves conclues entre l'Angleterre et la France étaient
spectées par les Français, mais elles ne l'étaient guère
Anglais : ils voyaient pâlir leur étoile et la puissance
er de leurs mains, pendant que celle de Charles VII
ssait de plus en plus. Par dépit, par vengeance, ils
nt les armes, dévastèrent les cités et les campagnes,
rent les villes et les environs de La Rochelle et de
e, dévalisèrent les marchands et frappèrent le com-
et l'industrie de tout le pays d'une torpeur désolante.
portèrent à de grands excès dans les états du duc de
ne, et, pour quelque misérable butin, se chargèrent
aine et des malédictions du peuple. Le duc, enhardi
appui de Charles VII, ouvrit cette campagne qui allait
fatale aux intérêts de l'Angleterre, et Charles se pré-
de son côté, à en finir avec les Anglais et à les expulser
Guienne. Il créa une infanterie nationale, en obligeant
e paroisse à lui fournir un franc archer choisi parmi les
urs tireurs à l'arc et à l'arbalète ; il fit donner à ce corps
e qu'il fallait pour un équipement complet : *de grosses*
ardes, des canons, des serpentines, des veuglaires, des
udines, des ribaudequins, des colévrines, de sorte qu'il
mémoire d'homme, dit un historien, qui jamais veit à roi

Livre VI.

1440.

Alain Chartier,
Histoire
de Charles VII.

Livre VI.
Chap. 3.
—
1449.

*chrétien si grosse artillerie, ni si bien garnie de po
teaux et toutes choses nécessaires pour approcher
châteaux et villes, et grand foison de charroi à l*

Enfin les hostilités recommencèrent; Charles V
sieurs places et aurait pu se rendre maître de
entière; mais de nouvelles négociations furent en
une paix générale. Les Anglais, comptant sur u
la fortune, refusèrent les conditions qu'on leur im
sacrifices qu'on leur demandait; ils se montrèrent
fiers et exigeants; c'était un tort. Leur domination
et même dans le duché d'Aquitaine, était visiblement
déclin. L'Angleterre était à la veille d'avoir la g
par suite d'un impôt onéreux et vexatoire dont
frappé la ville de Londres : ses forces militaires
suffisantes pour les besoins du service et de l'adm
et même la force morale de l'opinion publique lu
on n'avait plus de foi en la domination anglaise.

stances tentèrent et réveillèrent l'ambition de Ch
convoqua son conseil, et on y décida que les A
rompu la trêve, il fallait recommencer la guerre
et les chasser du continent. Charles réunit ses tro
aux Anglais, en deux campagnes, toute la Norma
mois d'août 1450, envoya une armée en Guienne.
dres de Jean de Penthièvre, comte de Périgord,
lui, comme lieutenants généraux et conseillers,
bret, Charles de Culant, maréchal de France, Pot
trailles, Saint-Belin, Pierre de Louvain, Joachim
Jean Bureau, trésorier de France, directeur de l'
tout, six cents lances, trois mille hommes, sans
archers.

1450.
Jean Chartier.
Chroniques.
—
Jacq. Bouvier,
idem.

Penthièvre marcha sur Bergerac, qui se soumi
se rendit à Gensac, qui le reçut dans ses murs ap
violent et opiniâtre. Alors il partagea son arm
corps : l'un alla assiéger Sainte-Foy, qui se ren

avoir réduit Laroche-Chalais, se porta sur Saint-Émilion, on et le château de Montferrand (1). Le maître de la vallée de la Dordogne, le commandant s'en détacha un petit corps qui se rendit maître de Bazas le 10 octobre; il avait à sa tête Amanieu, seigneur d'Orval, le fils du seigneur d'Albret. Enhardi par ses premiers succès, d'Orval, secondé par de vaillants capitaines, Robert de Loup, Étienne Vignoles, Lespinasse et quelques autres, avec une armée de six cents lances, après ses succès dans le Bazadais, se mit à battre le pays et poussa ses déprédations et ses incursions jusque sous les murs de Bordeaux, et même à Montfort. Le lendemain de la Toussaint, le maire et le conseil municipal, avec neuf ou dix mille hommes, sortirent pour les combattre, et les découvrirent dans un bois, où ils s'étaient cachés. D'Orval se tint sur la défensive, tout en observant les mouvements incertains de ces troupes urbaines, peu accoutumées à la discipline. L'attaque se fit sans ordre et avec confusion; mais, au fort de la mêlée, les Français s'élancèrent sur les retranchements avec leur ardeur habituelle, et, tombant à l'improviste sur cette milice bourgeoise peu habituée au combat, tuèrent mille huit cents Anglo-Gascons, poursuivirent les fuyards jusqu'à Talence, et ramenèrent à Bazas un grand nombre de prisonniers qu'ils n'avaient de soldats.

Les Bordelais et les Anglais, en général, étaient plongés dans une stupeur profonde; c'était partout l'inaction la plus complète, le silence des tombeaux! On ne songeait plus à défendre la Guienne: Bordeaux n'avait qu'une faible garnison; il n'avait que quelques soldats à Blaye, Bourg, Fronsac et Montfort; le reste du pays était dégarni: la conquête de la Guienne était chose facile. Charles VII, tout fier de ses succès

Livre VI.

Chap. 5.

1450.

*Annales
d'Aquitaine,
de Bouchet.*

Le château-fort se trouvait sur la hauteur qui sépare Bassens et Ambarès; on voit encore les douves et un endroit qu'on appelle la *place de Montferrand*; mais les débris en ont servi à construire le château de Beauval, le bourg de Bassens et le château de Mont-Blanc, qui fut commencé en 1500.

Livre VI.
Chap. 3.
—
1450.

1431.

Jean Chartier,
idem, p. 320.

en Normandie, leva une nombreuse armée, qu'il divisa en quatre corps, sous les ordres du célèbre Dunois, de Longueville, les comtes de Foix, de Penthhièvre et d'Armagnac. Le premier corps avança sur Bordeaux, par Cognac et Blaye; le comte de Foix devait arriver par Dax, Marsan et Bazas; le comte d'Armagnac avait suivi le tracé par Rions et la vallée de la Garonne; le comte de Penthhièvre devait arriver par Castillon. Le roi lui-même, accompagné auprès de sa personne le corps de gens d'armes qu'il avait créé en 1439, et un nouveau corps d'infanterie qu'il avait formé en 1448. Entouré de ces fidèles régiments, il vint à Angoulême et ordonna à ses généraux de se rendre en places intermédiaires et de concentrer leurs forces devant Bordeaux. Dunois se rendit à Cognac, qui se soumit après huit jours de siège. Dunois porta toutes ses forces devant Blaye, où devait arriver le vicomte de Penthhièvre, après la réduction de Cognac. Blaye couvrait Bordeaux et offrait aux Bordelais les ressources de la navigation sur la Gironde. Il y avait une garnison de six cents hommes, avec une grande quantité de vivres et de munitions. Il s'y trouvait aussi le sénéchal, le sous-maire de Bordeaux, messire Gadifer de la Salle, Gassiet, Pierre de Montferrand, commandant de la garnison, son frère le souldich de Latrau, le sire de Lespès, et plusieurs autres seigneurs du pays, accourus pour défendre la place et tenir la ville, pendant quatre mois s'il leur fallait, jusqu'à ce qu'ils reçussent des secours des Anglais.

Blaye était bien défendue par le fleuve qui baignait la ville; cinq gros vaisseaux stationnaient devant la ville, pour empêcher l'importation des vivres et maintenir la navigation. Dunois semblait fait et combiné de manière à rendre la ville imprenable. Dunois tint conseil : il craignait d'échouer, et insista, et l'attaque fut enfin ordonnée, après avoir obtenu de Blayais des conditions favorables qu'ils refusèrent.

, une flotille entra dans la rivière, sous les ordres de Boursier, et attaqua la station navale devant Blaye. Il supporta vaillamment le choc des vaisseaux français. Les Bordelais se retirèrent devant des forces supérieures, et regagnèrent avec peine leur port. Cette victoire encouragea les assiégeants; ils pressèrent le travail et proposèrent de meilleures conditions, que les Blayais rejetèrent. Pendant ce temps, le comte de Penthièvre et Culant, maréchal de France, faisaient le siège de Castillon, à la tête de trois cents hommes, deux mille francs archers et une formidable artillerie. Ils offrirent aux Castillonnais la faculté de sortir, corps et biens, à condition de se rendre à Bordeaux ou ailleurs, selon leur volonté. Le comte de Penthièvre et Jalonges se dirigèrent sur Blaye, après avoir nommé Jean Bureau commandant de Castillon (4). Dunois, voyant que les Français ne viendraient à son secours, ordonna l'assaut pour le 21, et, après une vigoureuse résistance, y pénétra le 24; le comte de Castillon, qui s'était retirée dans le château, demanda à capituler le 24, et se rendit prisonnière de guerre : la défense était épuisée; la nécessité seule dicta les dures conditions de la capitulation. Par un traité particulier, Pierre de Montbrun, commandant de Blaye, racheta sa liberté moyennant six cents écus.

Le comte de Penthièvre renonçait à la domination de l'Angleterre, et s'engagea à le tenir quitte de sa rançon; mais sous la condition qu'il mettrait au pouvoir des Français les cinq forteresses qu'il possédait; il lui accorda six semaines de réflexion. Le comte de Penthièvre accepta les offres de Dunois, qui s'empressa de lui rendre trois de ses châteaux-forts et les revenus des deux autres, avec la promesse de lui restituer tous ses biens après la prise de Bordeaux. En 1452, au mois de novembre,

Jean Bureau était un petit cadet de Champagne, descendu d'un serf de la seigneurie de Michelet, *Histoire*, t. V, p. 225). Jean Bureau était maire de La Rochelle et mourut à Paris, le 5 juillet 1463.

Livre VI.
Chap. 3.
—
1451.

Chartier,
p. 222.
—
Monstrelet,
t. 3, p. 36.

Livre VI.
Chap. 3.
1451.

Guinodie,
*Histoire
de Libourne*,
t. I, p. 74.

le roi rétablit les Blayais dans l'entière jouissance de leurs antiques franchises et libertés.

De Blaye, Dunois se transporta devant Bourg important et bien fortifiée, où commandait Montferrand, frère du commandant de Blaye. Après six jours, la garnison, se voyant dans l'impossibilité de défendre, capitula le 29 mai, à des conditions honorables à la fois. Après un repos de quelques jours, Dunois laissa Bourg sous le gouvernement de Jacques de la Roche, grand-maître de l'hôtel du roi, et alla rejoindre le roi devant le château de Fronsac, autre boulevard de la Garonne. Le siège commença le 2 juin. Craignant une longue durée de délais, il envoya Chabannes avec quelques compagnons dans l'Entre-deux-Mers, et chargea Bureau de la Rivière, Émilien et Libourne, où commandait David Jeykleston, de s'acquitter de sa mission, et, dès le soir même, de se présenter devant Libourne et se mirent à tuer les Anglais. Édouard, la tour de Saint-Louis, autrement dit la tour des Guîtres, sur la porte de Périgueux et le petit fort de Saint-Jean près de l'église de Saint-Jean. Les murs furent vigilement défendus; mais le feu de l'artillerie causa d'immenses dégâts dans la ville : les tours et les maisons furent consumées. Le mardi suivant, les Français envoyèrent un prisonnier nommé Brun, avec un héraut, proposer les conditions d'une capitulation. Arrivé à Libourne, Jeykleston fit jeter en prison le malheureux prisonnier et son compagnon, comme traîtres, rebelles et espions. Le peuple indigné de cette violation du droit des gens, et par les cris de la population, qui demandait la punition de ces gens, valoir le caractère sacré et inviolable de ces conditions, donna leur mise en liberté. Ils expliquèrent les conditions de leur mission; le peuple demanda à tuer les Anglais. Les jurats se rendirent avec Brun auprès de Dunois pour rédiger le traité de capitulation, qui fut ratifié.

par le roi, à Taillebourg, en Saintonge. Saint-Émilien deux jours après, ainsi que le château de Vayres; et les villes de la province, excepté Bayonne, Bordeaux et Fronsac, se soumirent au sceptre du roi de France. La crainte que les Bordelais ne songeassent à secourir celui qui comptait sur eux, Dunois se décida à marcher sur eux : la consternation se répandit de suite dans Fronsac, la capitale de la Guienne; par cette démarche, la pacification de la ville et anéantit les espérances des Fronsacins. Une inondation survint et rendit le château inaccessible. Dans cette triste position, sans vivres, sans secours, sans espoir, la garnison demanda à capituler, et promit de se rendre dans un délai de quinze jours. Dunois quitta Libourne, fit établir un pont, et marcha sur Bordeaux; mais les Bordelais refusèrent la capitulation de Fronsac, et craignant qu'une plus longue résistance n'attirât sur leurs têtes un plus éclatant châ-
timent, députèrent vers Dunois le capital de Buch et quelques seigneurs du pays, pour le prier de retarder ses opérations contre Bordeaux jusqu'au 24 juin, et qu'alors, si le ciel ne venait pas à leur secours, ils se croiraient liés par leurs serments et libres de reconnaître Charles VII le roi légitime. Dunois ordonna d'accueillir les députés avec bienveillance, et chargea Jean Bureau, Ogier de Brequit, Jean Marsan, et Pothon de Saintrailles, homme prudent et d'une grande expérience, Gascon, et, par conséquent, agréable aux Bordelais, de les recevoir et d'entendre les raisons qu'ils leur donneraient. Lorsque Dunois eut pris connaissance du refus des Bordelais, il n'y vit ni profit ni honneur pour lui-même, et rejeta, en conséquence, la demande de Bordeaux. Le capital rentra en ville et trouva ses concitoyens dans l'attente de la réponse : on appela les trois États, on délibéra sur les mesures à prendre, sans pouvoir convenir d'aucune. Enfin, le roi pressait; Bureau parlait de ses grosses bombardes, les gens de guerre de ses archers, d'autres, de la destruction com-

Livre VI.
Chap. 3.
—
1431.

Livre VI.
Chap. 3.
—
1481.

plète de la ville, et presque tous, d'une sou-
comme nécessité de la position critique de la
convinrent qu'il fallait accepter les conditions
députèrent vers lui Pey-Berland, archevêque
Bertrand, seigneur de Montferrand, le seigneur
Durfort, seigneur de Duras, Lalande, seigneur
Gadifer Chartoise, maire de Bordeaux, Ber-
seigneur de Rauzan, Guillaume Oderon, seig-
ras, Guillaume Andrieu de Lansac, et Pierre d
etc. Ces députés convinrent, avec les trois c
Dunois, des conditions et clauses du traité, c
12 juin : *ils avaient traité au nom des trois E*
et cité de Bourdeaux et du pays du Bordelais
de la Guyenne, étant de présent en la main
terre. Il fut stipulé dans ce traité, qu'on tre

NOTE 3.

D. Devienne,
page 91.

« qu'il sera permis aux Bordelais de donner a
» au roi d'Angleterre. S'ils ne sont pas secou
» du présent mois, les trois États rendront la
» deaux aux Français; et pour sûreté de leur
» livrent, dès maintenant, les villes et pla
» Rions, Saint-Macaire, Blagnac et Castillon-e
» habitants des dites places prêterent le serm
» au roi de France pour toujours. Lorsque le
» de Dunois, son lieutenant, fera son entrée
» jurera, sur les Évangiles et sur la Croix, de c
» viléges, franchises, libertés, lois, coutumes
» usages de Bordeaux et des Bordelais, et le r
» pour cet effet, des lettres-patentes dans la
» que faire se pourra. Si quelque seigneur ou l
» refuse le serment de fidélité au roi de Fran
» libre de se retirer avec tous ses effets où bo
» et les biens qu'il laissera dans le pays a
» ses plus proches héritiers. Le roi accorder
» générale à tous les habitants, et promettre

cher pour aucun fait ayant rapport à la guerre précédente. Chaque habitant demeurera en possession de ce qu'il avait avant la reddition de la ville (4). Les Bordelais ne sont sujets à aucun nouvel impôt, sous quelque prétexte que puisse être. Les marchands qui viendront à Bordeaux ne paieront aucun nouveau droit. Le roi établira incessamment un Parlement, ou Cour souveraine, à Bordeaux. Le roi ne pourra obliger aucun habitant ni aucun seigneur de faire la guerre sans son consentement et sans donner une paye convenable. On établira une Cour des bailliages à Bordeaux. Les officiers que le roi nommera pour régir la province, jureront, à leur réception, de maintenir les privilèges de la ville ! »

Ce traité fut signé le 12 juin, par les seigneurs sus-nommés et les trois plénipotentiaires de France, qui s'obligèrent, au nom du roi, *de maintenir les bourgeois, marchands, manans et habitans de ladite ville et pays, en leurs franchises, privilèges, libertés, statuts, lois, Coutumes, usances et franchises de Bordeaux et Bordelais, Bazas et Bazadais, Agennais.*

Le fameux capital de Buch, chevalier de la Jarretière et des ordres du roi, et dont les ancêtres avaient toujours été attachés aux Français, et qui, d'ailleurs, avait une grande partie de ses biens en Angleterre, refusa d'être compris dans ce traité. Il déclina une conférence à Dunois, et lui révéla, avec une franchise, ses sentiments; il lui exposa l'incertitude où il était relativement à son fils, le seigneur de Candale, qui, de son côté, ne savait pas s'il devait rester à Bordeaux ou retourner son père en Angleterre. Dunois leur donna toute li-

bre. Le fameux capital de Buch, parent du comte de Foix, transmit ses seigneuries à son fils, pour ne pas déroger au serment qu'il avait prêté au roi d'Angleterre. Le commerce aussi tenait beaucoup aux Anglais; les commerçants furent découragés, et la prospérité de la ville compromise par le triomphe des Français et la rupture des rapports avec l'Angleterre, plusieurs d'entre eux émigrèrent dans ce

Livre VI.

Chap. 3.

—
1451.

berté; il consentit que, dans le cas que le cap
Foix, passât chez les Anglais, le seigneur de
un an pour prendre une détermination définitive
le cas que lui aussi voulût s'expatrier, comme
ses biens en France appartiendraient à son fils
trois ans, et pourraient être régis, pendant sa
son oncle, le comte de Foix, qui n'avait pas le
politique.

Bertrand, seigneur de Montferrand, ne voulut
s'en tenir à la lettre du traité général. On rech
mission; il était puissant, avait cinq forteresses
et se qualifiait le premier baron du Bordelais
aurait pu avoir de bons effets et trouver des im
sentit aussi à la fin à un traité tout personnel, q
de son adhésion au traité général et de son serm
tissait la jouissance de ses anciens droits, domai
Comme gage de sa fidélité au roi de France,
teau de Montferrand entre les mains des Fra
traités furent ratifiés par le roi, qui se trouvai
Jean-d'Angély.

CHAPITRE IV.

n de Fronsac. — Dunois marche vers Bordeaux. — Entrée des Français à Bordeaux. — Ils se rangent sur la place Saint-André. — Ils sont reçus dans l'église de Saint-Y-Berland. — Serment des officiers français. — Serment que font les Bordelais d'être fidèles au roi de France. — Nouveaux impôts à Bordeaux. — Les Bordelais mécontents. — Lesparre et quelques autres vont à Londres, pour travailler à une restauration. — Les Anglais viennent en Guienne sous les ordres de John de Lancastre. — Ils débarquent en Médoc. — Ils marchent sur Bordeaux. — Ils y entrent le 10 octobre 1452, etc.

délai de onze jours, stipulé dans la négociation, n'était que de forme seulement; mais, pendant ce temps, Fronsac se défendait sans secours d'Angleterre, ouvrit ses portes aux Français le 15 juin; Dunois y resta jusqu'au 20, et puis marcha sur Bordeaux à la tête de sa vaillante armée et accompagné d'une nombreuse suite. Arrivé aux Chartrons, il rangea son armée en bataille, et menaça de battre la ville en brèche si elle ne se rendait; mais elle refusait ou disputait l'entrée, et fit jeter en ville des *engins volants*, projectiles enflammés, qui épouvantaient les habitants. Les Bordelais attendaient toujours des renforts d'Angleterre, qui n'arrivaient pas; mais, le 24 au soir, lorsque la nuit allait envelopper d'un voile de ténèbres toute la nature, un homme vêtu de blanc, qui parcourait ses lignes sur un cheval blanc, et qui d'une main d'armes éleva tristement sa voix, criant au milieu d'un profond silence : *Secours de ceux d'Angleterre pour ceux de Bordeaux*; mais les rivages seuls répondirent par leur écho! Les Bordelais se retirèrent tristes et découragés. Le principal capitaine répondit à la dernière sommation, qu'ils étaient prêts à se rendre aux Français. Dunois désigna pour dresser les articles de la capitulation, Jean Bureau, maître de l'artillerie, et Jean de Lamoignon, bailli de Mont-de-Marsan; les Bordelais choisirent

Livre VI.

1451.

Jean Chartier.

Livre VI.
Chap. 4.

—
1451.

Monstrelet,
t. 3, p. 37.

les sires de Montferrand, de Lohéac et de Lalciateurs, après de longs débats, fixèrent le 24 juin, pour l'entrée des Français en ville. de deuil pour tous les Bordelais ; la tristesse tous les fronts ; tous les cœurs étaient pour les lesquels ils avaient été liés d'intérêts et de co- tait avec une répugnance extrême qu'ils se so- domination française. Le 24, à la pointe du j- les clés à Jean Bureau, nommé maire de l- Joachim Rouaut, seigneur du Bois-Ménard, r- ble. Accompagnés de Thibaut de Valpargue, i- dre possession des portes et tours du Châtea- de l'Hôtel-de-Ville. A l'heure convenue, le v- vêque de Bordeaux, Pey-Berland, suivi de jurats et des barons du pays, alla au devan- Après eux, vint l'avant-garde, composée de d- mes, sous les ordres de Rouaut, connétable de Toulouse ; ils étaient suivis de trois cents mandés par les maréchaux de Lohéac et de J- leur suite trois cents autres hommes d'armes, de Nevers et d'Armagnac, et le vicomte de L- comte de Foix. Puis vinrent les archers du c- sous les ordres du seigneur de la Beissière, mille archers, ayant en tête le comte de La

Après eux, on vit avancer quelques men- royal : l'évêque d'Alot, Bernard Gui, archid- l'évêque de Langres, conseiller d'État, le c- Marche et plusieurs secrétaires du roi, suivis mite, prévôt des maréchaux, escorté de ses se- de plusieurs hérauts, de quatre trompettes, leur cotte d'armes, et faisant retentir leurs br- d'un bout de ville à l'autre.

Ensuite, on vit s'avancer lentement une ha- conduite par un page, couverte d'un drap de

de fleurs de lis d'or. A côté de cette élégante monture venaient deux archers, revêtus de la livrée du roi; celui qui était d'un velours azuré, se voyait un coffret sur lequel étaient les grands sceaux de Sa Majesté.

Le premier était Des Ursins, grand-chancelier de France, vêtu d'un corselet d'acier, sous une jaquette de velours noir, et était suivi par Pothon de Saintrailles, grand-écuyer du roi, monté sur un beau coursier couvert de drap de soie, et portant à sa main une des bannières royales, ayant à son bras un drapeau de Montaigne, son neveu, qui en portait une autre. Ils étaient de quelques pas le lieutenant du roi, Du Prat, monté sur un beau cheval blanc élégamment caparaçonné de velours bleu et étincelant de riches broderies et de riches orures; *voulant montrer*, dit une Chronique, *par son habillement, que la dignité de chancelier n'est point en sa robe longue*.

Après eux venaient les comtes d'Angoulême, de Clermont, de Flandre, avec leurs pages en grande tenue et beaucoup de valets moins célèbres. Puis, défilait Jacques de Chabannes, sire de l'hôtel du roi, avec quinze cents hommes d'armes et cinquante lances, ayant à leurs côtés des gens de Saint-Melin. Enfin, venait l'arrière-garde, composée de la suite du connétable, des gens d'armes et archers de Saintrailles. Jamais cortège plus beau n'avait défilé par les rues de Bordeaux; mais jamais ville n'a été plus fière que Bordeaux, lorsqu'il fallait devenir française. Au lieu de tenir le déclin du commerce, l'accroissement des richesses, plus lourd, plus vexatoire que celui de l'Antiquité, tenait à ce que Bordeaux fût la capitale de la France, le rendez-vous des riches, le centre des affaires, le lieu où se fleurissaient les sciences et les beaux arts; on tenait à ce qu'on ne pouvait plus être; car Paris devait absorber Bordeaux, et la couronne d'Éléonore ne devait être qu'un diadème attaché à la couronne de France.

Livre VI.
Chap. 4.

1451.

Livre VI.
Chap. 4.

—
1451.

Chartier,
p. 465.

Jacq. du Clerc,
page 24.

Tous ces corps allèrent se ranger sur la terre à la porte de la cathédrale, où l'archevêque pontifical, à la tête de son clergé, vint les avoir encensé le représentant du roi, lui avança une croix et un reliquaire qui contenait une part de la relique de Saint-André, il le harangua et le conduisit au maître-autel, où il fit sa prière à côté de l'évêque. La prière finie, le prélat le conduisit sur un échafaudage décoré, où, en présence de tout le monde, il lut le missel, et lui fit jurer, à lui et aux autres seigneurs, *roi les maintiendrait et les garderait toujours ses franchises, privilèges et libertés anciennes et accoutumées, bien et loyalement ils en feraient leur devoir, tout leur pouvoir.* Alors l'archevêque et tous les autres seigneurs avaient suivi le drapeau britannique, à l'exception de Buch, jurèrent, avec les notables de la ville, *jours bons, vrais et loyaux sujets du roi d'Angleterre, obéissant et à sa couronne, et nommément à sa personne.* La foule, témoin de cette scène imposante, la religion prêtait une solennité prestigieuse à la cérémonie. Les mains comme pour faire le même serment, la voûte de la vaste basilique des cris mille fois répétés. Noël! Pey-Berland entonna le *Veni Creator*, grand'messe, qui fut suivie du *Te Deum*, pendant lequel les cloches, mises en branle à la fois, appelaient les habitants de la campagne l'étrange nouveau roi appartenait à la France! Dunois fit arborer sur le piquet de Saint-Éloi l'une des bannières armoriées de sa maison, qui fut portée au château de l'Ombrière, où le chancelier de France, le grand-maître d'hôtel, et quelques autres officiers, demeurèrent à l'église pour le serment d'Olivier de Cotivi, nouveau sénéchal. Après qu'on eut fait lecture de ses lettres

par serment, entre les mains du chancelier, *que également il tiendrait les juridictions, et ferait justice* *aux petits comme aux grands, et au pauvre comme au* *riche en ladite ville et cité de Bordeaux, comme en icelui* *comté de Guienne.* Alors le chancelier ordonna *que* *à lui obéir, comme en la propre personne du roi,* *concernant son dit office.*

Il crut devoir garder de grands ménagements envers les bordelais, et recommanda à ses troupes la discipline plus sévère. Il fit publier au son de trompe une déclaration *de ne rien prendre chez son hôte, ou ailleurs, de payer la valeur.* Le peuple se rassura contre toute émeute, et d'autant plus vite, que, le même jour, un événement contrevenu à l'ordre du général en chef, fut suivi sans autre forme de procès. La confiance se rétablit, et, après quinze jours de séjour parmi les Bordelais, le calme, au moins apparent, de la ville, il nomma le duc de Clermont gouverneur de la province. Désireux de gagner les Gascons, et éloigné, d'ailleurs, d'effaroucher leur fierté nationale, il ne laissa que peu de troupes à Bordeaux, et alla, avec les autres, réduire Bayonne, la seule ville qui refusât encore de se donner à la France. Bayonne fut prise le 20 août; les Anglais n'eurent plus rien en France : c'en était encore trop!

Les bordelais s'estimaient heureux d'avoir passé la grande révolution; mais leur bonheur ne devait pas durer. Le commerce n'allait pas, et, cependant, le commerce de Bordeaux. Les premiers beaux jours de la révolution furent suivis bientôt d'autres moins agréables; les Français firent place aux exigences des agents anglais que lui. Les Anglais les charmaient par les promesses de franchise et de liberté; les Français en parlant se faisaient beaucoup moins estimer et aimer les uns les autres.

Livre VI.

Chap. 4.

—
1451.

Livre VI.
Chap. 4.

1451.

Ordonnance
XVI,
page 169.

On envoya des députés à Taillebourg supplier de ratifier la convention. Le roi accorda diverses grâces à la ville. Il maintint Saint-André dans son ancien droit de monnaie royale, et dispensa à l'avenir l'archevêque, les suffragants et les abbés de la prestation qu'on leur avait imposée d'aller recevoir l'investiture des mains du roi. Bourg, Saint-Jean de Bayonne, furent unis irrévocablement au comté de Flandre.

Tout semblait bien ; mais l'une des principales chicanes des Gascons, c'était de ne pouvoir obtenir le consentement. Un embarras financier arrêta les *gouverneurs des finances* du roi voulant lever en Guienne un des impôts de la France, et qui dépendait d'eux pour obtenir le consentement afin d'établir en Guienne la *taille des gens de guerre et les subsides*. Alarmés de cette tentative les États répondirent qu'ils n'avaient pas besoin de cela et que la ville et le pays sauraient se garder d'un surcroît de dépense. Les officiers royaux, la perception illégale de l'impôt commença à exciter les murmures d'une population blessée dans ses intérêts légitimes : tous les jours on voyait de nouvelles révoltes à leurs droits municipaux ; tous les jours qu'on se débattait au despotisme royal. La liberté de l'Angleterre ne pouvait pas s'acclimater en France ; les insurrections continuaient, qui pussent sympathiser avec elle. On commença à dire qu'il fallait faire une nouvelle tentative pour rendre Bordeaux à ses anciens maîtres. Les *populaires*, dit Chartier, *étaient toujours contre la couronne de France* ; ils voulaient secouer le joug. Ils s'y décidèrent d'autant plus vite, qu'ils voyaient que le sénéchal des Français n'avait pas fait

1452.

Th. Bazin,
t. 1^{er}, p. 258.

Jean Chartier,
Histoire
de
Charles VII.

les sénéchaux anglais, et qu'il ne s'était pas engagé, les autres, à respecter les franchises, privilèges et droits de la cité. Avant de rien faire contre le nouveau roi, ils résolurent d'envoyer des députés au roi, à Bourdeaux, pour qu'il fit exécuter les promesses de Dunois et qu'il cessât la perception illégale d'un impôt non consenti par le roi. La réponse du roi ne fut pas satisfaisante; l'irritation devint extrême; les sympathies des temps passés se réconcilièrent avec la haine des temps modernes, et notre ville, si longtemps française, voulut, par aversion pour l'absolutisme des princes français, redevenir anglaise. Des conspirateurs se réunirent en septembre pour s'affranchir du joug du roi de France et pour rappeler les Anglais. Parmi ceux de ce complot, se trouvaient les seigneurs de Montbrun, de Langoiran, de Rauzan, de Duras, d'Anglade, de Lamoignon, le *souldich* de Latrau, Pierre Montferrand, qui avait épousé une fille naturelle du duc de Bedford, le sous-maire de Bordeaux et le doyen de Saint-Seurin. Il existait une correspondance secrète entre Lesparre, Montferrand et le comte de Buch, qui était à Londres; ils lui dépeignaient l'état du pays, la situation des affaires et l'agitation des esprits; ils le suppliaient par s'y rendre eux-mêmes, sous prétexte d'intérêts particuliers, et ils exagérèrent les souffrances des Bordelais écrasés par les impôts, les gabelles, tailles et male-taxes de toute sorte; ils assurèrent au roi qu'il était facile de soulever les Français de la Guienne, et qu'un léger secours, envoyé par l'antipathie du peuple, ramènerait sous son sceptre la population de Bordeaux, qui lui était dévouée. Les seigneurs étaient plus libres autrefois que sous les rois de France : le roi leur donnait des pouvoirs étendus; ils étaient populaires au peuple. Le roi d'Angleterre fermait les yeux sur leurs excès; il avait besoin de leur service et de leur coopération. Son éloignement leur inspirait peu de crainte pour leurs exactions, peu de respect pour les ordonnances qui les

Livre VI.

Chap. 4.

1452.

Livre VI.
Chap. 4.
—
1452.

contrariaient. Il n'en était plus de même sous lui : il était plus près d'eux. Nourris dans la licence, de quelque sorte, de leur liberté, dans un pays gouverné en despotes, la révolution imposa à ces barons un contrôle salutaire ; ils furent obligés de se couronner du roi de France, ennemi de la licence. C'était le orgueil de ces fiers barons : l'ancien régime leur avait ôté ce point d'honneur. Il fallut secouer le nouveau joug et redevenir libres de leur côté, les Anglais étant enchantés de ce joug. On convoqua le grand conseil ; et après quelques délibérations, on arrêta une expédition en Guienne, commandement serait confié au vieux et vaillant général de Shrewsbury.

Le brave Talbot, malgré ses quatre-vingts ans, fut nommé à la commandement de l'expédition. Lesparre et ses vassaux avancèrent pour préparer le peuple au retour des Anglais, maîtres, et, le 18 octobre, le vieux général sortit de Lille, le bâtard de Sommerset, le seigneur de Lisle, quatre-vingts vaisseaux chargés de farines et de vivres. Talbot devança l'escadre, et, comptant sur les autres seigneurs bordelais, débarqua seul avec ses hommes, le 24, sur la côte du Médoc, près de la terre du seigneur de Lesparre, qui était le centre de la spiration anti-française. Ayant réduit Castillon, les villes, châteaux et villages du pays, il marcha sur le fort, et, de là, sur Bordeaux. La nouvelle de la prise de la ville jeta la ville dans une consternation profonde : on ne pouvait réagir, on désirait un changement, on voulait tout changer sans savoir ce qui pourrait en résulter ; mais on craignait que les Anglais ne se vengeassent sur les Français fidèles à leurs serments. Les Français tremblaient devant leurs ennemis ; les bourgeois étaient divisés d'opinion : les uns voulaient qu'on les laissât partir.

es désiraient les garder prisonniers. Sur ces entre-
 Talbot, après deux jours de marche, à la tête de sa
 armée, arriva en vue de la ville, et prit ses positions
 siège. Voyant toute résistance inutile, on lui ouvrit
 es, le 23, et Bordeaux et les Bordelais saluèrent de
 la bannière du roi d'Angleterre (1). Les Français et
 de partie de la garnison restèrent prisonniers de guerre.
 es villes se rendirent de suite; mais La Réole seule resta
 roi de France, qui, plus tard, en raison de sa fidélité, lui
 la faveur de porter dans son écusson trois fleurs de lis (2).
 evienne affirme que Bordeaux ouvrit ses portes aux
 et qu'une partie de la garnison se constitua prison-
 euvrein le nie, et affirme que Talbot en a fait le
 mais quel était donc ce siège? Talbot arriva en Médoc
 octobre; il fallait au moins deux jours de marche pour
 Bordeaux, et tous les historiens s'accordent à dire
 entra le 23. Comment donc peut-on dire que Talbot a
 siège de Bordeaux? Il n'en avait pas le temps; il ne fit
 prendre ses positions et toutes les mesures nécessaires
 en règle. On lui ouvrit les portes de la ville, et
 et aussi publier au son de trompe que tout homme qui
 é fidélité au roi des Français ne pourrait faire ni re-
 sonnier aucun des soldats français demeurant en ville,
 et tenir de ce qui leur appartenait (3). Malgré cette dé-

Livre VI.
 Chap. 4.
 —
 1423.

Page 93.

*Variétés
 bordelaises,*
 tome 3, p. 335.

ble et poysant senhor Mossen Johan de Cherosbery, senhor de Talbot,
 assitiada la deyta ciudad de Bordou ab sa grande armada et companhia et
 da, etc., etc. (*Charte du 4 février 1432*).

XVIII, par lettres-patentes du 15 avril 1824, confirma ces armoiries de
*Elles sont d'azur, à une porte de ville, flanquées de deux grosses tours
 sommées de deux autres tours de même; le tout maçonné de sable et
 de trois fleurs de lis, rangées en chef, avec la légende : URBS REGULA
 QUITANIAE.*

la deyta sa intrada, et la deyta reduction, ed aya feyt cridar et notificar
 qui agossa feyt lo sagrament aux Frances, no agossa à prene, ne retenir
 ces, ni ne los poscosse prene à prisonneys, ne deguns de lors bens re-
 (*Charte du 4 Février 1432, citée par Baurein, tome III.*)

Livre VI.
Chap. 4.
—
1432.

fense, Arnaud Bec , de concert avec Berthala
et un autre écuyer anglais, Louis de Berthala
sonniers Olivier de Coëtivy, sénéchal de Guie
Français, le seigneur de Messignac. Talbot
porter l'affaire devant lui; et, sachant qu'ils
dans l'espoir d'avoir quelques écus de leur p
ou quelque rétribution des Anglais, Talbot l
dre qu'ils n'avaient aucun droit à faire des pri
n'appartenant qu'à lui seul ; de plus, que la m
avait payée devait aussi lui être remise com
du roi d'Angleterre. Talbot agit ainsi contre
chez lui prisonniers Coëtivy et le sous-maire
saurait en conclure, contre D. Devienne, q
garnison n'avait pas été faite prisonnière par
investi de l'autorité suprême, que Bec avait
lation de la défense formelle du commandan

CHAPITRE V.

Il se prépare à la guerre. — Il recrute des forces. — Ses généraux prennent conseil. — Lui-même vient à Lusignan. — Il tient conseil. — On attaque Talbot en est prévenu. — Il va à Libourne. — Il arrive la nuit à Libourne. — Il s'empare de l'ancienne Abbaye. — Il apprend que les Français sont à Saint-Jean-d'Angély. — Il veut les poursuivre. — Combat. — Les Anglais battus. — Talbot et les Français meurent à côté l'un de l'autre. — Le cadavre de Talbot est découvert. — Il est transporté plus tard en Angleterre. — Son épitaphe. — Saint-Émilien et les Gascons se rendent, etc., etc., etc. •

Charles VII apprend avec chagrin, à Lyon, la révolte de la Guienne; il convoque son conseil, se détermine à en finir avec les Anglais en Guienne et à donner aux Bordelais une idée de la vengeance qui attend le parjure et l'infidélité. Il charge le maréchal de Jalonges, le sire d'Orval (d'Al-Joachim Rouhault, avec six cents lances et quelques centaines d'archers, d'arrêter le progrès des Anglais. Ils arrivent trop tard; le mal était consommé. Après une insurrection locale, si générale et si simultanée, les Gascons savaient qu'ils ne pouvaient compter sur la clémence du roi de France, et qu'il fallait, par conséquent, se défendre jusqu'à la dernière extrémité. La réduction de la Guienne était donc devenue plus difficile que la première fois. Charles s'en doutait bien. Tout l'hiver à faire ses préparatifs, appela auprès de lui ses vassaux et amis, et donna ordre qu'on réunit sur les côtes de la Gascogne tous les vaisseaux de la Normandie et du Poitou pour renforcer la flotte de la Bretagne et défendre aux Anglais l'entrée de la Gironde. Il quitta, le 15 de juin, le château de Lusignan, où il s'était arrêté, et se rendit à Saint-Jean-d'Angély, après avoir chargé le sire de Penthièvre et Jacques de Chabannes de réduire

Livre VI.

1432.

1433.

Jean Chartier,
ut supra, 262,
et
Monstrelet, III.

J. Du Clercq,
tome 3, liv. III.

Livre VI.
Chap. 5.
—
1455.

Chalais. Ces capitaines s'acquittèrent avec mission; la ville fut prise, le 7 juin, après résistance : les Gascons, pris les armes à la main, furent pillés et les Anglais mis à rançon. Ce premier succès encouragea les autres généraux : Louis de Beaumont, Louis de Baissière et quelques autres officiers, avec un peu plus de six cents combattants, allèrent assiéger Gensac. Ces deux places, après deux jours de résistance, furent prises par composition, sous la condition que la garnison et les habitants auraient la vie sauve. Le roi, indécis, hésita à suite marcher sur Bordeaux, foyer de tous les troubles. Le conseil : les uns opinèrent pour, les autres contre. Le Bureau fit observer qu'il serait plus sage, plus prudent, moins difficile de se rendre maître des deux places, bonne, de réduire les petites villes voisines, de couper la communication entre les campagnes et la ville, de priver ainsi les Bordelais de tout renfort et de tout approvisionnement pour les hommes et les chevaux. Cette opinion politique et imprudent d'attaquer une grande ville, Bordeaux, défendue par une armée anglaise, prévalut. Cette opinion prévalut dans le conseil. Le Bureau compte de Nevers s'y rendent à la tête de quelques troupes; les archers du comte de Castres étaient avec lui. Louis du Puch, sénéchal de la Marche, et Gensac. Ces troupes campent dans la plaine de la Gironde, au nord d'une métairie, autour de laquelle ils se retranchèrent. Le Bureau devait faire manœuvrer l'artillerie et les hommes. Environ huit cents archers vont se retrancher à la vieille abbaye, sous les ordres de Rouhault, qui se tenait prêts à foudroyer la place. Les Castillonnais, alarmés de ce grand déploiement de forces, écrivirent à Bordeaux et demandent des secours.

se réunit et presse Talbot d'envoyer un détachement à n; les Bordelais lui rappellent ses promesses, comment
 qu'ils s'étaient rendus à lui, et insistent pour que les
 soient secourus. Le vieux Talbot écoute froidement ces
 tions, inspirées, selon lui, par la peur, et répond : « Lais-
 venir encore plus près de nous ; soyez sûrs qu'au
 r de Dieu j'accomplirai ma promesse, quand je verrai
 e temps et l'heure y sera propice. » Cette froide in-
 ce, ce stoïcisme militaire, indigne les Bordelais ; ils
 rent, se croient perdus et parlent de se révolter. Talbot
 d avec peine, et se rend enfin aux justes exigences
 révoyance populaire. Il fait appeler à Bordeaux les
 des villes voisines ; et, les réunissant avec la garnison
 eaux, en compose une armée de huit ou dix mille
 ants, et part avec eux le lundi suivant, jour de Sainte-
 Magdeleine, pour Libourne. Voulant prévenir secrète-
 s Castillonnais de son arrivée, et connaître d'avance les
 t les positions des assiégeants, il envoie des espions,
 de lui rapporter les renseignements les plus circon-
 , et de dire au commandant de Castillon de se tenir
 lendemain matin à faire une sortie, pendant que lui,
 s troupes, tomberait sur le derrière de l'ennemi, qui
 attendait pas. Heureux de cette bonne nouvelle, les
 nnais saluent avec joie l'aurore de ce beau jour, bé-
 Talbot, jurent tous de seconder ce brave ou de mourir
 i. Talbot part la nuit, et arrive sans bruit dans un bois,
 e l'ancienne Abbaye (1), occupée par les archers d'An-
 de Berry, sous les ordres de Pierre de Beauval, sei-
 de Baissière, lieutenant de Charles d'Anjou, comte du
 Cette abbaye dominait la ville : la position en était
 il importait beaucoup au succès des Anglais qu'elle fût
 pouvoir. On se décide à l'attaquer le lendemain matin

Livre VI.
 Chap. 5.

1435.

te Abbaye était aux portes de la ville ; il n'en existe plus de vestiges. C'est
 ui un faubourg, sur la route de Sainte-Foy.

Livre VI.
Chap. 5.

1453.

(mardi). A l'aube du jour, les Anglais pous-
s'élançant hors du bois, courent vers la vie.
Français s'arment à la hâte, et persuadés qu'
tairie qu'on avait attaquée, se précipitent
ils croient leur présence nécessaire; mais han-
pressés par l'ennemi de toutes parts, ils se retir-
se défendant avec valeur. Beauval et Rouhau-
se battent en héros; ils voient à la première
tilshommes tués à leurs côtés; Rouhault, re-
fois de son cheval et blessé, se replace en sel-
vaillants soldats au camp retranché, à traver-
de cadavres qui gisent sur le sol ensanglan-
s'emparent de l'abbaye; ils y trouvent des cu-
défoncent, et les laissent, par malheur, à la
soldats.

Cette affaire eut lieu à la pointe du jour,
joyeux, se préparait à entendre la messe en ac-
mais au moment où son chapelain va mont-
espion arrive à sa porte, et s'écrie : « Monseig-
» çais abandonnent le parc et s'enfuient; il e-
» mais, si vous voulez accomplir votre prom-
enivré des succès de la matinée, sort à la hât-
val, enflamme l'audace de ses guerriers déjà
le vin, et va prouver aux Bordelais qu'il veu-
les Français. On applaudit à sa résolution; il
clamations des officiers et des soldats : « Jam-
» messe, ou aujourd'hui j'auray rué sur la
» Français estant en ce parc icy devant moi.

Mathieu
de Coucy,
page 645.

Revenus de leur première frayeur, les Fr-
sent à recevoir l'ennemi, et dirigent leur a-
menacé. Les Anglais arrivent en belle ordonna-
et clairons sonnants, et criant avec force :
George, Saint-George, Talbot! Arrivés en
chement, ils ne voient rien de décourageant.

pour que quelques voix qui se perdent, sans échos, dans l'air. Ils se croyaient sûrs du succès; mais l'inaction des Français, le silence de leur camp et leur attitude assurée, ne leur firent rien. Les Anglais, bien faits pour faire réfléchir Talbot; il n'en fit rien : la catastrophe fatale des Anglais était arrivée; la Providence voulait qu'ils entrassent dans leur piège, et que les Français, comme eux, fussent enfin maîtres chez eux. Dans ce moment, Talbot, qui avait plus d'expérience que les autres, s'approcha de Talbot, et lui dit : « Monseigneur, mon avis serait que vous retournassiez; car vous pouvez bien découvrir que le rapport qui vous a été fait n'est pas véritable. Vous connaissez leur camp et leur conduite; vous n'y gagnerez rien pour la troisième fois. » Indigné de ce propos décourageant, le vieux comte regarda, et, pour toute réponse, lui asséna au front un coup d'épée dont il mourut. Il semblait à Talbot que les Français ne voulaient que se rendre; il était encore aveuglé par sa fuite dans la matinée. Il ordonne à un soldat d'aller chercher sa bannière à l'un des pieux de la porte de retransfert; le soldat obéit; mais il tombe mort et roule avec la bannière dans le fossé. D'autres le remplacent et éprouvent le même sort. Alors cinq ou six cents courent en avant pour venger leurs camarades; mais ils ne courent pas plus longtemps; le mort! L'artillerie moissonne ceux qui les suivent; le comte, vif et meurtrier. Talbot s'aperçoit enfin que la fortune a tourné son drapeau et que le triomphe qu'il prévoyait n'est qu'une défaite très-probable; le désordre se met dans les rangs; le vin avait fait tourner les têtes, la peur avait ébranlé les cœurs; alors les Français s'élancent hors de leurs rangs et tombent à l'improviste sur ces troupes en défilé; c'est un pêle-mêle affreux, un carnage épouvantable. Talbot tombe à terre ayant la cuisse fracassée par un coup de coulevrine, qui tua la haquenée; insensible à ses souffrances, il n'élève la voix que pour exciter ses amis au combat et pour ranimer leur courage.

Livre VI.
Chap. 5.
—
1433.

Son fils le couvrait de son corps et s'interposait entre son père et la mort. Le vieux général se précipita sur le gazon et fait repousser les assaillants ; le fils de se retirer ; mais le fils s'obstine à couvrir son père au même instant voit un soldat français qui se précipite dans le corps du magnanime capitaine pour le soutenir et venger sa mort ; mais, au même instant, il reçoit lui-même un coup fatal, qui l'étend sur le corps de son père (1). Plusieurs chevaliers anglais sacrés dans le même endroit, et plus de quatre cents anglais et gascons jonchent le champ de bataille. Les Français firent deux cents prisonniers, les autres se réfugièrent dans le bois : un grand nombre s'échappa du bois de Lognonne ; mais la plupart des survivants se dirigèrent vers Bordeaux. Jean de Foix, le seigneur de Lescar et d'Anglade, se retirèrent avec mille hommes au château de Castillon. Le seigneur de Lescar, chef de la conspiration anti-française, fut assez habile pour arriver sans danger à Bordeaux.

Dans ce moment, la mort de Talbot fut pour la France une perte immense ; c'était un général sage, expérimenté. La domination anglaise agonisait depuis longtemps ; elle mourut avec Talbot dans les plaines de la Guienne, depuis lors, est redevenue française. Le duc de Penthièvre poursuivit des bandes de fuyards, tua Émilien et en tua près de quatre cents ; la mort de Jean de Foix, comte de Latrau, qui se composait de mille cinq cents hommes, fut à discrétion et resta prisonnière de guerre au château de Latrau, d'Anglade, Jean de Foix, comte

Le P. Anselme,
*Histoire
générale,*
tome II, ch. 7.

(1) La mort glorieuse du jeune Talbot, qui voulait mourir avec son père, inspira à Shakespeare ces vers, qui ont scellé l'immortalité de son nom :

Come, side by side, together live and die,
And soul with soul, from France, to Heaven fly.
(*Tragédie d'Henri VI*)

et vicomte de Castillon, etc., etc. Ils se mirent en du roi ; Chabannes et Beauval moururent de leurs s quelque temps après : le premier fut enterré, le ore, dans l'église des Augustins, à Bordeaux ; le roi e second, quelques jours avant sa mort, d'une partie gneurie de Montferrand.

ouvelles parvinrent bien vite à Bordeaux et y répan- e consternation générale ; les Français, au contraire, issaient de leur succès et contenaient difficilement Talbot, qui, depuis quarante ans, passait pour un des e la France, leur inspirait tant de peur, qu'ils ne t pas encore le croire mort ; ils craignaient que ce as vrai, tant ils le désiraient : les uns le croyaient ur Bordeaux ; les autres affirmaient qu'il avait été é ; enfin, on ordonna des recherches pour s'assurer parmi les morts qui jonchaient le champ de ba- trouva le cadavre d'un vieillard, qu'on prenait pour Talbot ; comme il était horriblement défiguré, l'in- subsistait toujours. Le lendemain, des parlementaires u camp et demandèrent la liberté de chercher parmi s le corps du regrettable Talbot. « Si vous lé voyiez, t-on, le reconnaissez-vous ? — Ils répondirent, oui. » ur montrant le cadavre, on leur dit : « Voyez, est-ce e maître ? » L'officier le regarda avec étonnement ; et ssant un peu le corps, défiguré par ses blessures et il tomba à genoux ; et introduisant son doigt dans sa chercha à s'assurer s'il n'y manquait pas une dent qu'à sa connaissance Talbot avait récemment perdue. t la place vide, il le baisa à la bouche, et s'écria : gneur, Monseigneur, mon maître, ce estes-vous ? Je Dieu qu'il vous pardonne vos méfaits ; j'ay esté vostre d'armes quarante ans ou plus, il est temps que je e rende. » Ce malheureux Anglais poussait des cris , des lamentations plaintives, pendant qu'un torrent

Livre VI.

Chap. 3.

—
1453.

de larmes tombait sur le cadavre, qu'elles abandonnèrent. Elle quitta sa cotte d'armes pour en revêtir son habit de femme, et se blâmait abîmé dans sa douleur auprès des deux morts. Elle fut provisoirement dans le lieu même, dans la chapelle de Coly ; mais les deux corps furent transportés en Angleterre et enterrés à Whitechurch (1).

On érigea plus tard, sur le lieu même, un édifice au nom de Notre-Dame-de-Colle ; c'était un lieu de pèlerinage, fait d'armes de notre histoire. Avant la prise de la ville, on y allait en pèlerinage, en procession et en procession de l'Assomption, selon les désirs de Charles VII. de la victoire qui expulsa les Anglais du comté de Guyenne dit la France maîtresse chez elle (2).

Saint-Émilion, découragé par la défaite, ne résista pas longtemps ; le roi reçut les habitants à la merci et bonne grâce. Fronsac résistait toujours, et se défendait. Libourne tenait encore, et la garnison n'avait pas ralenti le courage du peuple. Les Anglais, avant les portes fermées, ravagèrent la banlieue, pillèrent l'antique château de Condato, la prison de la ville, la maison de plaisance des princes anglais ; en vain voyant que leurs propriétés étaient dévastées, ruinées, demandèrent à capituler, contraignirent la garnison, qui était anglaise ; tout ce qui restait c'était le maintien du traité de 1451. Le comte de Fronsac, les maréchaux de Lohéac et de Jalonges, acceptèrent les conditions proposées ; les Anglais se retirèrent.

(1) Sur sa tombe, à Whitechurch, on grava cette épitaphe : *prænobilis D. Joan Talbot, quondam comitis Salopie, Domini de Verden, D. Strange, D. Blackmerc et marescalli regis Henrici VII. bello apud Burdeaux, VII Julii 1453. Il y a ici une erreur de date ; le 7 juillet qu'eut lieu la bataille de Castillon.*

(2) L'endroit de la plaine où cette bataille fut livrée est à l'ouest de la ville. La chapelle n'existe plus depuis 1793 ; on n'y voit que des ruines, parmi lesquelles une en forme de croix.

ui entrèrent à leur place et confièrent à la garde de
de Bordes, maire de Libourne, les seigneurs de Mont-
et d'Anglade, et quelques autres, qui avaient été faits
iers à Castillon (1).

Livre VI.

Chap. 5.

—
1453.

ne voit pas dans le nombre des places révoltées la ville de Bourg, quoique à
ce peu considérable de Bordeaux. Ce fut peut-être en considération de
, qu'on lui permit plus tard de porter les armes en plein, avec deux lions
ort, privilège unique et honorable dont cette ville jouit encore.

(NOTE DE D. DEVIENNE.)

Livre VI.
Chap. 6.
—
1453.

Anglais à rançon, en *payant finance* comme permettre aux Bordelais et autres de se retirer du roi. Charles, qui désirait aller vite à Bordeaux, Cadillac le 18 juillet; il accepta ces conditions de représailles, fit pendre Gaillardet, qui complotait le meurtre.

Toutes les petites villes du pays se soulevèrent contre le roi de France, dans le mois d'octobre, et Lesparre, qui appartenait aux deux couronnes, par la ration anglo-gasconne. Le comte de Clermont, par ordre du roi, soumettait Castelnau et Langoiran, envoyé réduire Blanquefort; ces deux villes se rendirent au roi de France aux mêmes conditions que Cadillac. Lesparre, en se retirant de cette dernière ville, alla se réfugier à Macaire. D'Albret mit le siège devant Langoiran; toutes ces places se rendirent. L'histoire de Langoiran-Bourg; il est probable que cette ville soit restée au roi de France, et que ce soit en récompense de sa reddition que lui ait permis, comme nous l'avons fait observer, de porter, par un insigne privilège, l'écu de Langoiran avec deux lions pour support.

Page 57, note.

Alarmés des triomphes successifs des Français, et pour justement la vengeance du roi, les Bordelais exprimèrent le désir d'entrer en pourparler, et, pour cela, obtinrent un sauf-conduit pour leurs députés. Ils exprimèrent le désir, et le grand conseil fut convoqué pour le 15 novembre. On désigna cent personnages les plus éminents de la ville et du pays, choisis parmi les nobles, les bourgeois, ayant à leur tête le vénérable Berland, aussi compromis lui-même que les autres. Ils se rendirent tous pour Montferrand, où était le roi; et, en sa présence, ils se jetèrent à ses genoux, implorèrent sa pitié pour eux et pour leurs concitoyens, disant qu'ils étaient prêts à lui rendre la ville, sans autre condition.

er saufs leurs biens et leurs vies. Le roi, peu touché de
ère et de leur attitude de suppliants, les écouta avec
et répondit ainsi, avec un ton de voix fortement ac-
« Si n'avez charge d'autrement parler, vous avez
de venir devers nous et de vous en retourner; vous
z dresser le chemin de votre retour, quand bon vous
era, car de la requête que vous nous faites, nous ne
rien, attendu les grandes fautes que par ci-devant
avons trouvées en vous, et c'est notre intention, à l'aide
tre Créateur, d'avoir la ville, tous ceux qui sont de-
et leurs biens à notre plaisir et volonté, pour de leurs
prendre punition, selon ce qu'ils ont offensé, pour
été, contre leurs serments et féautés à nous faits par
ant, en telle manière, que ce sera exemple aux autres
moire aux temps à venir. »

royés de cette réponse toute sèche et décourageante
les députés allaient se retirer, lorsque Jean Bureau
criant tout haut pour être bien entendu : « Sire, je
de faire le tour de la ville; j'ai regardé et visité au-
u'il m'a été possible les lieux les plus convenables
établir votre artillerie, et si votre bon plaisir est, je
promets, et sur ma vie, qu'en peu de temps je vous
ai la ville toute détruite et ravagée par vos engins
s, en telle manière que ceux qui s'y trouvent ne
at où se mettre, et que vous les aurez à votre bon
et volonté. » Le roi lui dit de se hâter, que son
était de ne pas partir sans avoir remis Bordeaux
obéissance.

éputés se retirèrent tristes et affligés; et arrivés à
x, où le peuple les attendait avec anxiété, ils firent
ort détaillé sur tout ce qu'ils avaient vu et entendu,
dispositions du roi et les préparatifs qu'on faisait pour
la ville par terre et par eau. Des hauteurs de Lor-
s avaient aperçu, plus loin que le bassin de Montfer-

Livre VI.
Chap. 6.

—
1455.

Livre VI.
Chap. 6.
1455.

conclure, et rentrèrent en ville, au coucher du jour, avec un sauf-conduit pour retourner le lundi suivant.

Au jour fixé, Camus revint à Lormont avec les seigneurs et notables de la ville; plusieurs propositions furent faites de part et d'autre. Les Bordelais se voyant vaincus, Français le savaient et ne cédaient pas. Enfin, ils se bornèrent à demander une amnistie générale, la restitution de leurs libertés et privilèges, et à payer, pour les dommages de la guerre, 400,000 écus. Les commissaires se montrèrent inflexibles et exigèrent qu'on payât 400,000 marcs d'or, servant en outre au choix du roi vingt individus du pays auxquels Sa Majesté infligerait le just châtiment méritaient par leur trahison et leur rébellion. Cette exigence ne se décéla ici que trop; les députés, indignés, se retirèrent, décidés à s'ensevelir sous les débris de leur ville. Cette résolution parut trop désespérée au roi; on décida enfin qu'il fallait se confier à la médiation de la députation se rendrait auprès de lui, le 9 septembre. En effet, le chevalier Camus s'y rendit, accompagné de tant nobles que bourgeois, anglais et gascons, et fut reçu avec bonté, en présence de toute sa cour. Le roi, portant la parole, lui dit : « Sire, je viens de vous envoyer » amène ces chevaliers, écuyers et bourgeois, » et de vous dire de la part de leurs seigneurs, » de vous supplier de leur pardonner l'offense qu'ils ont faite et commise envers » moi, et de leur donner abolition de corps et de biens, me » les restituer, et ils renonceront à tous privilèges; » et moi, j'irai et mettrai en votre obéissance ladite » ville de Bordeaux, et, outre plus, ils vous donneront » et si vous pourrez toujours bien prendre et tenir » tout ce que vous plaira, et, pour Dieu, ayez pitié et »

Ce discours fini, les députés se retirèrent dans leur chambre, pendant que le roi délibérait en conseil.

aire dans ces circonstances. On lui représenta la ma-
pidémique qui ravageait ses troupes, et le danger de
plus longtemps dans le pays; on lui fit entrevoir la
tité de voir arriver les Anglais au secours des assiégés et
que l'acceptation des propositions des Bordelais aurait
prit public, puisqu'elles n'étaient qu'un appel à sa clé-
et à la bonté de son cœur; on lui dit que tous les ha-
n'étaient pas coupables; qu'il n'y en avait tout au plus
vingtaine, et que, quant à ces vingt individus, il conve-
le roi se réservât leur châtement. Le roi reconnut la
de ces observations, et, accédant à un traité rédigé
e sur ces bases, le fit notifier, par un des conseillers,
putation. On reçut avec reconnaissance cette notifi-
mais les députés demandèrent avec instance la modi-
de la clause qui concernait le traitement inconnu
roi voulait se réserver pour vingt de leurs conci-
ils firent observer que cette menace, dont ils ne
saient pas les objets directs, ne permettait plus à au-
ux de se croire en sûreté; que c'était l'épée de Damo-
spendue toujours au-dessus de leurs têtes. Enfin,
e longs pourparlers, il fut convenu que la peine de
e serait pas prononcée contre eux; que le roi ne ferait
mnir à perpétuité de la France ceux d'entre eux dont il
us particulièrement lieu de se plaindre. Les seigneurs
arre, de Duras, de Latrau et de Rauzan en furent les
aux. Il fut stipulé aussi que les Anglais sortiraient de
nne et de la France, mais avec la faculté de disposer
gré de leurs meubles et immeubles.

aité fut communiqué au conseil de Bordeaux, et ra-
12 octobre 1453 : les Bordelais s'engagèrent à livrer
le 14, et donnèrent en garantie douze ôtages, six
et six Anglais. On livra réellement ce jour-là les
mais quelques difficultés s'étant présentées pour la red-
éfinitive de la ville, elle fut renvoyée au 19 du même

Livre VI.
Chap. 6.

—
1453.

J. Chartier,
suprà.

E. de Bellefo-
rest,
t. II, liv. V.

NOTE 4.

Livre VI.
Chap. 6.
1453.

mois. Ce jour-là, le commissaire, Thibault, entra en ville et arbora l'étendard royal sur la ville était devenue une solitude, et le trio çais en Guienne semblait aux Bordelais le s nationalité.

Le roi donna un écu à tous les soldats ayant accordé la liberté, les fit conduire, sous sûreté, dans le pays appartenant aux Anglais. La flotte au roi : les troupes furent accueillies avec joie, mais on demanda que les francs-archers, de la licence et l'indiscipline, fussent éloignés de Bordeaux et envoya à Libourne. Les haines politiques firent pendant longtemps une réaction et de graves troubles. Les Bordelais essayèrent de s'y soustraire par l'émigration, mais un si grand nombre, que, pendant que Bordeaux resta presque dépeuplé et sans défense, les Anglais emportèrent avec eux tous les papiers, les titres, les documents utiles, qui auraient tant de lumière et d'intérêt sur l'histoire du pays. Cette part découragea leurs amis. Toutes les villes se rendirent successivement au roi de France. Les places fortes de Rions et de Benauges, qui refusèrent de se rendre, et proclamèrent tout haut que le traité de Brétigny n'avait été consenti que par des lâchetés, la répression nécessaire de leur roi légitime, Henri V, d'Angleterre, qui seul pouvait les délier de leurs serments, indigné de cette coupable obstination, ordonna la prise de ces places ; elles ne cédèrent qu'à la force. Des siècles pour guérir la plaie que l'impératrice d'Éléonore avait faite au cœur de la France. Le drame héroïque fut employé par l'immortel écrivain, grâce à elle et à Charles VII, la Guienne es-

Satisfait d'avoir enfin réduit Bordeaux, foy

ons et de désordres, Charles VII y laissa une forte
et pour contenir cette population turbulente, im-
e tout frein et inconstante dans ses affections, il fit
, aux deux extrémités de la ville, le Fort du Phare
le Château-Trompette, appelés alors, dans la langue
lou Fort du Hd et lou Castet-Troupeyte (1). Ces con-
nécessitaient de grandes dépenses auxquelles il fal-
e faire face en frappant de fortes contributions sur
qui se disaient les filleules de Bordeaux. Libourne,

de *Trompette* est moderne, et ne date que de la fin du XVI^e ou du com-
XVII^e siècle. C'était d'abord une vaste prairie où, en temps de guerre,
saient entrer la nuit leurs troupeaux (*troupets*); c'était le *prat aux*
s un registre de l'Hôtel-de-Ville, de 1416, on lit : *Lo thesaurey, jurat*
, guëytera au portau deü Casse et à la tor d'Audeyola ! Cette tour
la Chapelle (place) de Saint-Germain. Dans un titre de 1343, on lit :
tur Bernardi de Mos, quæ est apud Tropeytam; c'était un lieu de pa-
rie ou sol aquatique. D'après un titre de 1411, il y avait aux environs
es Prat, ou prairie, et une autre rue dite *Rua de Cante-Rana*, Chante-
cause de la grande quantité de grenouilles qu'on y entendait coasser.

du *Phare*, appelé plus tard du *Hd*, fut commencé en même temps, et
l'un phare qu'on y mettait sur une haute tour pour éclairer ce quartier
les gens de la campagne arrivaient dans l'intérieur de la cité. Sa forme
élogramme, ou plutôt un trapèze; il était flanqué, aux quatre angles,
es et hautes : au levant, il y avait une porte avec un pont-levis, et une
de au couchant, sur de larges fossés remplis d'eau; au midi, comme au
it des maisons; on y voyait aussi deux tours et une demi-lune.

de de la *Poudrière* était au nord-est; au sud-est, la tour carrée, ayant
mmunication avec la ville; au sud-ouest, le fort avançait en saillie et
t, par un pont, avec un autre ouvrage extérieur, qui prenait naissance
fossés; et à l'angle nord-est, se trouvait la *Tour anglaise*, arrondie à

ne ce fort s'appelait du *Hd*, parce qu'il y avait des moulins dans les en-
Peugue, où les habitants allaient acheter de la farine (*harine*). Si cette
ait la seule vraie, on aurait dit le *Fort de la Hd*, parce que, parmi les
ine est du genre féminin. Son nom vient de fanal, ou *phare*, qu'on y al-
t, sur une tour qui existe encore. On sait que les Gascons employaient
nt la lettre H pour la lettre F, qui représente, quant au son, le *ph* dans

le fort est remplacé aujourd'hui par les Prisons départementales, et, sur
partie, par la Cour impériale et ses dépendances. Des quatre anciennes
existe plus que deux.

Liv. VI.
Chap. 6.

1453.

1454.

Livre VI.
Chap. 6.
—
1454.

Commission
des Monuments
1845-6.

plongée dans la misère, ne put pas y suffire. Son ordonnance du 12 janvier 1468, exempta de cet impôt.

Le Château-Trompette était regardé alors comme une formidable citadelle : il dominait la ville et la mer, contenir la population et à défendre le port. Le quadrilatère, il était renforcé de quatre bastions qui couvraient les abords de la place, les arrivages par les communications diverses avec la ville. Le bastion qui se trouvait à l'angle sud-ouest s'appelait le *Bastion de la Mer*; le second bastion se trouvait à l'angle nord-est et sud-est, protégés par des tours rondes, dont la seconde s'appelait la *Tour du Diable*; et sur la façade, donnant sur la mer, se trouvait une tour carrée, saillante à l'extérieur, la tour de la rivière, de construction postérieure.

D'après le plan proposé à Louis XIV par le marquis de Vauban, ce château fut agrandi d'un espace de 100 toises. Le tour, en 1660, avec de nouveaux bastions; forme rectangulaire, ayant à chacun de ses côtés une tour et un autre au milieu, de chaque côté. Les bastions formaient six fronts, dont les côtés extérieurs avaient près 180 mètres, les flancs des bastions 50 mètres, les flancs perpendiculaires aux courtines 20 mètres, les courtines 72 mètres.

Le bastion nord-est s'appelait le *Bastion de la Reine*; celui du nord-ouest, le *Bastion de la Reine*; celui du sud-est, *Bastion de Navarre*; celui du sud-ouest, *Bastion Dauphin*. Celui du côté est s'appelait la *Mer*; c'est là que demeurait le gouverneur. Les bastions donnaient sur la rade et sur les collines vignobles de Lormont et du Cypressat.

Sur le mur d'enceinte, il y avait trois portes. La première vis-à-vis des Chartrons, l'autre en face du port et la troisième à l'ouest. On y avait pratiqué

de Havre, donnant sur la rivière; la *Porte Royale*,
posé, et donnant sur les campagnes de Saint-Seurin.
Les travaux de Vauban furent commencés en 1660 et conti-
nués en 1678, entourés de fossés profonds, qu'on pou-
vait puiser l'eau à volonté.

Livre VI.

Chap. 6.

1434.

CHAPITRE VII.

Triste position des Bordelais. — Ils envoient des députés au roi. — Malheurs, il réduit l'amende à 30,000 écus. — Il leur accorde des privilèges. — Le seigneur de Lesparre est écartelé. — Précaution prise contre les Anglais. — Louis XI à Bordeaux. — Confrérie de Montuzets. — Il rappelle les Lalande et Montferrand de Langoiran. — Le Duché de Guienne donné au prince Charles de Berry. — Sa dévotion. — La Cour des *Grands-Jours* remplace le Parlement. — Empoisonnement de Charles. — Le roi accusé. — Le d'Angély accusé. — Accusation absurde. — Le Parlement révoqué. — Bordeaux dépeuplé. — Le roi accorde de grands privilèges. — Ils viendraient s'établir. — Bordeaux reprend son ancienne activité.

Livre VI.

—
1454.

Dépouillés de leurs privilèges, les Bordelais perdirent l'espérance de les recouvrer : leur perte était le grand des malheurs (1); ils reconnurent leur erreur trop tard. Le traité de 1453 fut malheureusement trop tard. Le traité de 1453 fut malheureux; mais leur insurrection l'avait anéanti. Les coryphées du parti anglo-gascon furent hannis. C'étaient les seigneurs de Lesparre, de Duras, de Latrau (Montferrand), et seize autres individus remarquables, parmi lesquels étaient Pommiers et autres seigneurs. La crainte avait glacé toutes les affaires, outre la fâcheuse stagnation des affaires, une réaction s'était emparée de tous les esprits. L'aven

(1) Quelques écrivains ont cru que, par suite de la rébellion des Bordelais, les Bordelais furent déclarés déchus de tous leurs droits. Cela est vrai. Mais ils furent rétablis par lettres-patentes de François 1^{er}, données à Orléans, et par d'autres lettres-patentes de ses successeurs, jusqu'à Louis XVI. Ce prince confirma les Bordelais dans la jouissance de leurs privilèges. Les lettres-patentes se trouvent dans un ouvrage intitulé *privileges de la ville de Bordeaux*, imprimé chez Boudé-Boé,

ait sombre; leur sort n'était pas encore déterminé au et le nouvel impôt dont le roi avait frappé la Guienne trop la tyrannie pour ne pas faire regretter la domination anglaise. Cependant, pleins de confiance dans le roi et la justice de leur cause, il envoyèrent vers sa Majesté, à Poitiers-les-Tours, des députés, pour lui faire une peinture fidèle de leur position et des excès commis par les Anglais avant de quitter leur ville. En effet, ils avaient levé des contributions excessifs, ils avaient emporté les croix, les calices, les reliques sacrées des églises, et une grande quantité de documents qui intéressaient le pays et son histoire, les communautés, les familles. Ils ne s'étaient pas bornés là; ils avaient enlevé un grand nombre de seigneurs et de riches bourgeois du Bordelais, afin qu'ils émigrer avec eux, afin que leur rançon les dédommât un jour des pertes qu'ils allaient faire en quittant la France. Le roi fut sensiblement affecté de ces plaintes; il tira de la leçon que les Bordelais et les Gascons s'étaient donnée par la révolte, et les maux qui s'en étaient suivis, et prit un bon préservatif contre de pareilles tentatives à l'avenir. Il se disait qu'il s'imaginait que les Bordelais n'auraient jamais plus confiance dans ces insulaires, qui promettaient toujours et ne tenaient jamais, et enfin qu'ils auraient appris à l'école de la révolte la nécessité d'avoir plus de constance dans leurs démarches politiques, plus d'horreur que jamais pour les républicains et les révolutionnaires. Il réduisit l'amende à 30,000 livres au lieu de 100. La Charte qui renfermait ces diverses dispositions est datée du 11 avril 1454; elle fut adressée au duc de Clermont, gouverneur de la province, et enregistrée officiellement, ainsi que le traité du 9 octobre 1453. Le roi accorda à Saint-André, à Saint-Seurin, à Sainte-Croix, à Saint-Jacques et à l'Hôpital, l'exemption du droit de Couper pour les vins de leurs crûs; il taxa les autres propriétaires à 25 sols tournois par tonneau; il imposa 12 deniers par tonneau d'entrée et de sortie sur presque toutes les mar-

Liv. VI.

Chap. 7.

1454.

D. Devienne,
page 90.

Livre VI.
Chap. 7.
—
1454.

chandises; le droit du tiers de la monnaie qu'à Bordeaux, fut confirmé à Saint-André et à condition qu'ils paieraient le tiers des charges en outre, que la Guienne ressortirait du Parlement promettant, cependant, qu'il enverrait tous les deux ans, un président et quatre conseillers de Paris, pour rendre la justice, de consuevances de la ville; que la nomination du maire fut au roi; que les vins de Saint-Macaire ne pouraient être vendus à Bordeaux avant la fête de Saint-André, etc.

Parmi les seigneurs exilés, comme nous l'avons dit haut, se trouvèrent les seigneurs de Duras et de Lamoignon. Le premier, à cause de son habileté politique, fut exempté de pertes qu'il avait supportées dans la dernière guerre tout à cause de son grand attachement à l'ancien régime. Il fut nommé gouverneur de Calais, avec le titre de comte.

*Variétés
bordelaises,
t. 1^{er}, p. 242.*

Le second, Pierre de Monferrand, seigneur de Montferrand, rentra en France, sous la protection d'un passeport, mais faux; il fut arrêté et conduit à Poitiers. Pour le juger, lui et quelques autres arrêtés avec lui, le roi nomma huit commissaires : Tristan l'Hermitte, Jean de Nèze, Bert..., Malenfans, Maurice Clavier, Eugues de Creusay, Denis d'Ausserie et Louis de Lamoignon. Les lettres-patentes qui instituèrent ce tribunal furent données le 14 juillet 1454. Ce malheureux Montferrand fut condamné à être pendu, son corps coupé en morceaux pour être exposé à la vue du peuple à Bordeaux et dans les autres villes. L'hison avait provoqué la désobéissance aux lois, le château de Latrau, à Préchac, rasé. C'était de la rigueur, mais cette rigueur était nécessaire à la paix de la patrie. Le roi ne se contenta pas de ces exemples; il prit des précautions contre les intrigues politiques des Anglais qui viendraient à Bordeaux pour y fomenter la rébellion, et ordonna qu'à l'avenir les Anglais

J. Chartier,
id., page 284.

res, s'arrêteraient à Soulac, près de l'embouchure de
nde, en attendant qu'ils eussent obtenu un sauf-conduit
enir jusqu'à Bordeaux; qu'arrivés à la hauteur de Blaye,
isseraient leur artillerie et leurs munitions de guerre,

Bordeaux, ils ne logeraient que dans les lieux que
signerait le fourrier de la ville; qu'ils ne paraîtraient
dans les rues avant cinq heures du matin ni après sept
du soir; que lorsqu'ils iraient acheter du vin dans
pagnes, ils seraient accompagnés de quelques ar-
e la ville. Sous le rapport politique, ces mesures
très-bonnes; mais elles étaient funestes au commerce
prospérité de la ville; il fallait des sacrifices pour pa-
les efforts des Anglais, qui ne désespéraient pas de
re la Guienne; car, pendant plusieurs années, leurs
tinaient de nommer les principaux fonctionnaires du
le grand-sénéchal de Gascogne, le maire de Bor-
comme si la province reconnaissait toujours leur

les VII avait établi un droit exagéré sur le sel, à Li-
; Louis XI, qui lui succéda en 1461, répara envers les
mais et les Bordelais les torts que le règne précédent
ait causés : sévère et exigeant envers le reste de la
il crut devoir agir par politique et avec douceur à
de la Guienne, afin d'en conquérir l'affection; il y
usqu'à un certain degré; mais il existait toujours une
e réciproque. En se rendant à la frontière pour avoir
revue avec le roi de Castille, il arriva à Blaye le
ier 1461 : les abbés de Saint-Sauveur et de Saint-
allèrent au devant de lui, et lui présentèrent à baiser
ques de leurs monastères. De là, il passa par le Médoc, à
x, où il fit célébrer avec une pompe royale les noces
œur Magdeleine avec Gaston de Foix, héritier pré-
de Navarre. Très-dévoth envers saint Michel, il institua
le ce saint; il accorda de grandes largesses aux églises

Livre VI.
Chap. 7.
—
1454.
Delurbe,
Chroniques.

Rôles gascons.

1461.

Mathieu Paris,
Histoire,
liv. II.

Livre VI.
Chap. 7.

1461.
NOTE 3.

qui étaient sous sa protection, et, en particulier, de Bordeaux. C'est dans cette église, et en l'église Sainte-Vierge, qu'il confirma les franchises et la fameuse confrérie de *Montuzets*, association qui excluait de leur corps tous ceux qui ne faisaient pas partie de cette pieuse réunion. Louis XI, accompagné du évêque de Bordeaux, alla à Libourne, et, de là à Angoulême, où il assista, revêtu de la chappe comme d'habit de seigneur, à l'office divin, et ne fit pas de difficulté de se tenir nu-pieds, en habit de chanoine, une procession à la *Lépinette*, où il pria devant la sainte épine que le roi avait laissée à cette église; il affranchit de toutes taxes les marchandises qu'on transportait aux foires et marchés de Libourne, et laissa aux habitants d'autres signes de reconnaissance pour leur accueil bienveillant et hospitalier.

De retour à Bordeaux, il fit droit à la suppression de mille Lalande, et accorda au jeune seigneur de Lalande lettres de grâce; il avait été banni par Charles V, et ses biens confisqués; elles lui furent rendues à l'intercession de Candale, son oncle. Bertrand de Montferriand, banni, son château détruit, ainsi que celui de Préchac, dans le Bazadais, qui lui appartenait; de ses terres de Monferrand fut donnée à Pierre de Foix, le fils de Pierre se servit des matériaux de l'ancien château pour construire celui qui existe; mais le roi, en haine de lui, le rendit à Gaston de Montferrand, fils de Bertrand de Langoiran, en 1474; elles avaient été réunies à la couronne.

Daniel, t. IV.

Jean Gaston de Foix, capitaine de Buch et vicomte de Buch, traita aussi avec le roi, le 17 mai, et revint de la guerre.

On avait formé le projet de le nommer comte de Calais, sous la condition qu'il livrerait la ville au roi de France, s'il arrivait que la reine d'Angleterre remette à ce prince les 20,000 livres qu'il lui avait prêtées. C'est par ce moyen que Louis XI venait de se débarrasser de lui.

ent de l'Anglo-Gascon, Jean Gaston de Foix (1).
 ent ces affaires, on vit arriver à Bordeaux, le 12 mars
 e bon roi René, qui vint prêter foi et hommage à son
 Louis XI, pour le duché d'Anjou et ses dépendances.
 ablit à Bordeaux, le 12 juin 1462, un Parlement,
 l avait été convenu entre Charles VII et les Borde-
 auquel Parlement devaient ressortir le Bordelais, le
 , l'Agenais, le Périgord, la Saintonge; l'année sui-
 (1463), on y ajouta l'Angoumois et le Limousin. Le
 ut laissé au Parlement de Toulouse, comme il résulte
 clARATION du roi, du 19 juillet 1474. Ainsi, par une
 sage, ferme et prévoyante, le roi sut se concilier
 des Bordelais, se les attacher par ses bienfaits, habi-
 énéagés, et effacer tous les tristes souvenirs du passé;
 t, d'ailleurs, hors d'état de se défendre, et quoique
 sincèrement aux Anglais, ils finirent par les détester
 u'ils les avaient aimés.

novembre 1462, on installa le nouveau Parlement;
 le droit romain et le peu de lois françaises alors en
 mais il y avait dans le ressort dix Coutumes particu-
 i formaient des jurisprudences locales à l'égard du
 elles s'étaient établies. Pour l'aider à réaliser la ré-
 e roi jeta les yeux sur quelques conseillers du Parle-
 Paris, le premier-président du Parlement de Bor-
 le premier conseiller clerc et le premier conseiller

n édit du 16 février 1464, Sa Majesté permit à toutes

passé à cette occasion se trouve dans les *Archives du Royaume* : « Nos
 regina, fatemur..... nos recepisce.... viginti millia libras..... ad
 tionem..... obligamus villam et castrum Calesie..... Quam cito Rex
 peraverit ante dictam villam..... Constituet ibi prædictum nostrum
 mbrochie, vel dilectum consanguineum nostrum, Johannem de Foix,
 Kendale, in Capitaneum, qui jurabit et promittet tradere ante dictam
 anus.... Cognati nostri Franciæ infra annum, 22 juin 1462. » (*Archives*
, Trésor des Chartes, J. 648.)

Livre VI.
 Chap. 7.

1462.

Bulletin de la
Soc. des Antiq.,
de l'Ouest,
 1^{er} trimestre de
 1848, p. 179.

NOTE 6.

Livre VI.
Chap. 7.
—
1462.

sortes de personnes de venir s'établir à Bordeaux, biens et maisons qu'ils y trouveraient vides, qu'elles y jouiraient de toutes libertés, franchises, anciens, sans avoir besoin de lettres de naturalisation. Ses représentants à Bordeaux leur feraient parer des terres et maisons vacantes provenant des émigrés qui étaient retirés en Angleterre. Cette mesure produisit son effet ; car Bordeaux était devenu misérable et désert. On vit arriver alors beaucoup d'étrangers, et la ville repeuplée peu à peu, reprit son ancien aspect et entra dans une nouvelle ère de prospérité. Tous ces privilèges furent approuvés et confirmés par Charles VI, qui y ajouta de nouvelles faveurs, auxquelles les Bordelais s'attendaient pas.

Pendant l'espace de six ou sept ans, rien ne se passa dans l'histoire de la Guienne qui paraisse digne d'être rapportée aux lecteurs, à l'exception, toutefois, de la guerre qui eut lieu entre Louis XI et le roi d'Aragon, qui lui fit céder le Roussillon et la Cerdagne, moyennant 3,000,000 de francs. D'un traité conclu entre le roi d'Aragon et Louis XI se chargea de payer à ce dernier premier, la somme stipulée entre ces deux rois. Les villes de Bordeaux et de La Rochelle se rendirent pour cette somme.

Ancère,
*Histoire de
La Rochelle*,
page 272.

Dans ce temps, le roi ne négligeait rien pour le Bordelais : la Guienne était administrée successivement par le comte de Clermont, Jean, bâtard d'Armagnac, et Jean de Savoie ; Jean de Foix, vicomte de Narbonne. Le roi ne put cependant d'être nécessairement doux et pacifique avec les Bordelais, d'arracher les Gascons aux Anglais et de gagner la Guienne à la France ; mais les intrigues du duc de Bourbon et du comte d'Armagnac en faveur de Charles d'Anjou nécessitèrent une police sévère et de nouvelles mesures de retenue et de précaution. Pour prévenir les suites

Il crut devoir désarmer ses ennemis en pourvoyant de son frère et en l'éloignant, lui et ses séides, de sa terre. Il lui offrit le choix entre le duché de Champagne et de Guienne; Charles céda aux conseils d'Odet d'Aydie, seigneur de Lescure, génie actif, politique astucieux, intrigué, qui avait été gagné par le roi, et opta pour la Guienne; mais au lieu du vaste territoire qui formait ce duché, il lui fit entendre que ses domaines ne comprenaient que les sénéchaussées de Bordeaux, de Bazas et des Landes (1). Peu de temps après le tort qu'on lui avait fait. On fit, dit-on, cette affaire, par le crime de son empoisonnement, qu'on prétend avoir lieu plus tard, au moment où il fit des réclamations à ce sujet. Louvet affirme que la sénéchaussée des Landes ne fut pas comprise dans les limites de la Guienne, d'autant que les vicomtés de Mar-Tursan et Gavardan, qui appartenaient au sieur d'Albret, furent distraites, parce qu'elles ne voulaient pas relever de Charles, mais de la couronne, et furent mises sous la sénéchaussée de Gascogne, à Condom.

On croit que Louvet se trompe : les vicomtés de Mar-Tursan et de Gavardan appartenaient à la Maison de Foix, ce ne fut que plus tard que les d'Albret en devinrent

seigneurs. Un document réimprimé par M. Delpit, du 20 septembre 1370, nous donne les noms des sénéchaussées de Gascogne et de Guienne. On y lit : *Les sénéchalciés de Gascoigne, de Guienne, Bourdeaux, Les Landes, Bygore, Agen, Condom, Perigork, Roergue, Englesme, Paytows, Zantonge, Armagnac*. Dans un autre document de Filongleye, il est parlé de ces sénéchaussées, parmi lesquelles se trouve celle de Bazas, qui est omise, par la négligence d'un copiste, dans le document précédent. (V. DELPIT, 132, etc., etc.) Il est permis de conclure de ces anciens documents, que Louvet se trompe quand il dit que Bigorre ne fut ajoutée au duché de Guienne qu'après la défaite de Saint-Jean d'Armagnac et la soumission du duc de Guyenne à Jacques d'Armagnac. Cependant, Henry Martin soutient l'opinion de M. Guizot (Hist. de France, t. VII, p. 51), et il assure aussi que le roi s'était réservé la souveraineté sur les comtés de Foix et d'Armagnac. Bigorre figure sur le plan réproduit par Delpit, comme l'une des sénéchaussées du duché de Guienne vers la fin du XIV^e siècle.

Livre VI.
Chap. 7.

1462.

Philippe
de Comminges,
Mém.,
liv. 2, chap. 15.

Mathieu Paris,
Suprà, lib. V.

Varillas,
*Histoire
de Louis XI.*

*Collection
des Documents,
etc.*, p. 132.

*Histoire
de l'Agenais*,
tome II, p. 35.

Livre VI.
Chap. 7.
—
1469.

*Annales
d'Aquitaine,
4^e part., p. 275.
Dupleix,
Hist. de France
1470.*

*Lopes,
Histoire
de l'Église
de St-André,
page 275.*

22 Novembre.

maîtres. Quoi qu'il en soit, il paraît certain qu'il fut transféré à Poitiers, aux dépens de la translation montaient à 5,000 liv. boursés par les Bordelais, plus tard, quand rétabli dans leur ville.

Le nouveau duc arriva à Bordeaux, le 4 novembre, et descendit au palais de l'Ombrière : l'archevêque et les évêques allèrent au devant de lui, et le conduisirent à la porte de la cathédrale, on lui baisa la main, puis il endossa l'aumusse et la chape, et alla, ainsi habillé, faire sa prière devant la cathédrale. Après quoi, il fut conduit à la chapelle de St-André, où l'on avait préparé une estrade, revêtue de tapisseries et surmontée d'un grand fauteuil recouvert de drap d'or. Assis sur cette espèce de trône, il reçut celui des trois États de la Guienne. Pendant cette cérémonie, on voyait à son côté l'archevêque, son chancelier, le fils du comte de Foix, son frère Phœbus et Catherine de Foix, Jean de Foix, vicomte de Castillon, le baron de Montferrand, le seigneur de Lalande, et le seigneur de Langoiran, et le seigneur de Lalande, tous venus naguère de leur exil. Charles se montra bon roi, et ne négligea rien pour se concilier le peuple, et il alla donner des fêtes et des tournois à Langoiran. Un témoin d'un déplorable accident, qu'il prit pour un mauvais augure : il vit tomber, par suite d'une blessure, son beau-frère, Gaston de Foix, le fils aîné du duc, dans un tournoi qu'il avait organisé pour plaire au peuple. On enterra le malheureux Gaston dans la cathédrale de Bordeaux.

is longtemps, Jean V, comte d'Armagnac, travaillait
et contre les intérêts du roi de France, qui n'eut peut-
un seul tort à son égard, celui de lui avoir pardonné
es grandes et multipliées. Il s'était rendu odieux au
par un commerce infâme avec sa sœur. Charles VII lui
dans le temps de sévères représentations à ce sujet;
n'en persista pas moins dans ses abominables immo-
Poursuivi par le roi, il se retira en Aragon. Louis XI
ela en 1464; mais ce misérable comte paya cet acte
é par la plus détestable ingratitude, en levant les trou-
tre le roi, en faveur de Charles, duc de Guienne, qui,
ert avec le comte de Foix et les d'Albret, avait formé
plot contre Louis XI. Par un arrêt du 7 septembre
l fut déclaré criminel de lèse-majesté; le prince or-
une seconde confiscation de ses domaines (1). Le duc
enne, qui fomentait la conspiration contre son frère,
le comte à Bordeaux, et le rétablit dans tous ses droits
riétés; mais il sentit bientôt après tout le poids de la
du roi Louis, qui venait d'apprendre que son ingrat et
l vassal avait proposé aux Anglais de favoriser leur
en France. C'est alors que Louis XI lança une armée
ursuite des seigneurs rebelles, et fit assiéger d'Arma-
ns son château-fort de Lectoure.

uc de Guienne ne jouit pas longtemps de sa nouvelle
ce; il avait confirmé les privilèges de Libourne, de
milion, et remplacé le Parlement par une Cour sou-
, qu'on appelait la *Cour des Grands-Jours*. Il voulait

emps de Louis XI, le mot *Majesté* se voit bien souvent dans les vieux ac-
employé dans une lettre que Ludovic de Sforza, administrateur du duché
pour le duc, Jean Galéas, son neveu, adressa à ce roi. Dans une autre let-
ane de Savoie, duchesse de Milan, Louis XI est aussi traité de *Majesté*.
niel parle quelque part d'un certain Jean de Coquilleraï, qui lui donne
ème qualification. Les États de Navarre donnaient au roi le titre de *Ma-*
se trouve également dans un bref de Sixte IV, en 1482. Louis XI fut le
e nos rois qui prit le titre de *roi très-chrétien*.

Livre VI.

Chap. 7.

1470.

Livre VI.
Chap. 7.

1470.

**Brantôme,
Hommes
illustres de
France,
Discours sur
Charles VIII.**

le bien du pays; mais, aveuglé par l'ambition, il ne rougit pas de tremper dans les intrigues, et encourut la colère de son frère, dont la perte. Il mourut au Château du Hâ, le 4 mai 1440, empoisonné, dit-on, par suite d'une misérable jalousie. Le duc de Saint-Jean-d'Angély avait conçue contre sa femme, dame de Thouars et maîtresse du duc, une haine que craignait, dit-on, l'influence de la dame sur son mari. Il était, en outre, gagné par le roi, qui voulait se débarrasser de son frère. Un jour, à dîner, l'abbé de Saint-Jean d'Angély, qui portait un couteau empoisonné et la présenta à la trop facile dame, qui en donna la moitié à Charles; bientôt après eurent l'effet du poison : la dame mourut le 14 mai 1440, le duc expira le 12 mai de l'année suivante.

1472.

Louis XI a été soupçonné d'avoir fait enlever de Guienne, pour arrêter ses intrigues avec le duc de Guyenne, pour prévenir l'explosion d'une conspiration contre la couronne. Tout ceci nous paraît une preuve, sans ombre même de probabilité; mais la justice ne trouva rien, dit-on, d'autre accusant qui paraît réellement innocent aux écrivains. Aucune preuve n'a fait remonter au roi l'odieuse accusation. L'abbé fut jeté en prison : interrogé par l'archevêque et d'autres personnages, ses réponses ne compromirent rien; c'était du moins l'opinion publique, car la déposition n'est guère connue. Il fut transféré à Nantes pour son procès. Sur quoi se fonde-t-on pour le dire coupable? l'apparition de spectres effrayants dans la prison; le tonnerre; les orages qui menaçaient de renverser le château; sur l'empoisonneur; les éclairs et le tonnerre pendant le peuple de Nantes pendant la captivité de l'abbé. Enfin, le lendemain de ces signes, qui ne sont que surnaturels, on trouva l'abbé étendu mort.

**Bourhet,
Annales, etc.,
2^e Partie.**

age noir, enflé, et la langue hors de la bouche ;
antable que l'ignorance regarda comme surnatu-
ne preuve et punition tout à la fois de son horri-
.... On ne serait pas tenté, de nos jours, de croire
ilité d'un prévenu sur des preuves semblables. La
reconstance, cependant, fit naître des soupçons as-
On crut que le roi, craignant que l'abbé ne ré-
e qui le regardait, le fit étrangler en prison, afin
s révélations compromettantes pour son honneur.
est qu'un soupçon sans preuve ; cependant, Mé-
rendu l'écho des ennemis des prêtres et des rois,
éditer cette supposition de la malveillance. Mais
ave a-t-on donnée de l'empoisonnement ? Comment
la culpabilité de Jean-Fabre Versois, abbé de
-d'Angély ? Croit-on à la fable de la pêche em-
C'est non seulement incroyable, c'est absurde. Le
ut au mois de mai de l'année suivante ; la dame
mourut le 14 décembre 1471 ; mais les pêches ne
s à Bordeaux qu'aux mois d'août et septembre ; on
ner qu'il n'y en avait pas à Bordeaux au mois de
Dira-t-on que le crime ne fut commis qu'en sep-
71 ? mais nous demandons encore des preuves ; on
en donne pas, et, cependant, on veut que nous
a la culpabilité d'un roi et d'un prêtre ! Est-il rai-
d'accuser l'abbé de Saint-Jean-d'Angély d'avoir
n couteau empoisonné, de supposer qu'il ait pu le
qu'au moment du dessert, et que personne ne s'en
u ? Les historiens contemporains se sont efforcés de
le roi pour condamner l'abbé. Nous ne sommes ici
teur ni l'apologiste du roi : nous le croyons inno-
e crime ; mais sa politique s'accommodait assez faci-
mesures promptes et expéditives, quelque abomi-
elles fussent aux yeux du public. Pourquoi déchar-
crime affreux le prince dont la conscience n'a jamais

Livre VI.
Chap. 7.
—
1472.

Livre VI.
Chap. 7.

1474.

Michelet,
p. 314.

été réputée délicate, pour en accabler un toujours joui de la meilleure réputation et ses supérieurs et du public? L'histoire ne procher, et la postérité ne croit plus au cri courtoisants ont voulu charger sa mémoire, à l'éluder les turpitudes de leur maître accusé. Le 17 septembre, ne fit mourir la dame qu'en décembre au mois de mai suivant. Dira-t-on qu'on n'en prit une petite dose, pour que son action fût plus efficace on ainsi quand on veut étouffer des voix ac cette histoire nous paraît une fable; qu'on le duc mourant crut sa maladie très-naturel cusa, après huit mois d'intervalle, ni le roi manda pardon au roi dans son testament, de sa mort, le nomma son héritier. Brantôme l'anecdote sur le témoignage du fou, qui avait entendu le roi, devant l'autel de la Sainte-Vierge, demander pardon de la mort de son frère, est sujette tout quand il raconte des aventures ou des lésions sont pas contemporaines; et, d'ailleurs, quel anecdote si absurdement incroyable, que le fou! La meilleure justification du roi, c'est la mort de son frère! Un homme empoisonné ne survit

Au lieu de conquérir l'affection du peuple qu'éloigner ses amis et augmenter le nombre. On l'accusait d'avoir fait mourir son frère par *magies et invocations diaboliques*; on lui reprochait et rien ne fut négligé de ce qui pouvait le nuire au peuple; mais de tous ses adversaires, les plus déloyaux et les plus coupables à ses yeux furent d'Alençon et le comte d'Armagnac: le premier condamné à mort; le second échappa à la mort, mais Louis, bien résolu d'anéantir la Maison de France, seule rivale de sa puissance, se mit à la tête

marcha vers la Guienne. A son arrivée, tout le
connut la voix du maître, tous les mécontents se tu-
rent, les villes se soumirent à son sceptre et obtin-
rent en récompense de leur timide mais honorable do-
cilité la confirmation de leurs libertés et privilèges ; il jura de
protéger, et les États firent serment après lui d'être fidèles
sujets. Il rappela le Parlement de Poitiers à Bor-
deaux, cette cour fut à peine rétablie, le 1^{er} juin, que
il sévira dans cette ville et moissonna des victimes
nombreuses. Le Parlement, pour échapper à l'influence con-
tinuelle, se réfugia à Libourne, où le maire, Ernest
d'Albignac, prépara un local convenable et des logements com-
modes pour tous ceux qui en faisaient partie.

La cour fut poussée vivement dans le Midi, et les enne-
mis, horriblement maltraités par ses fidèles troupes ; le
duc de Guyenne, comme nous l'avons fait observer plus
haut, massacré avec ses troupes, à Lectoure ; sa femme,
après sept mois, fut forcée d'avalier un breuvage empoi-
sonné tua la mère et l'enfant. Heureux de voir tout le
pays à son autorité, et d'avoir dispersé tous les élé-
ments discordes intestines, Louis tourna son attention vers
le nord, qui, depuis le départ des Anglais, avait perdu son
pouvoir et décroissait tous les jours de plus en plus ; plu-
sieurs villes riches et commerçantes s'étaient enfuies de la
région, c'était le rendez-vous des mécontents, le centre d'où
partait la révolte, le foyer des intrigues politiques. Il rap-
pela plusieurs personnes exilées, entre autres Gaston de
Foix, et lui donna la seigneurie de Langoiran, qu'il
confia à Bertrand de Montferrand pour la réunir à la
cour, il accorda des privilèges à tous les étrangers qui
s'établiraient à Bordeaux, sans les obliger de prendre
le serment de *naturalité*, à l'exception, toutefois, des Anglais,
il leur permit d'y avoir, mais qui étaient exclus de cette me-
trique ; en 1480, l'aspect général du pays étant

Livre VI.

Chap. 7.

1472.

1471.

*Ordonnances
des
rois de France
de la 3^e race.*

Février 1474.

Livre VI.
Chap. 8.
—
1480.

*Annales
d'Aquitaine.*

Bordeaux recouvrait peu à peu son ancien commerce cessait d'être gêné; les Anglais y apporter leur or en échange de nos vins et produits du sol. Les restrictions établies par Charles V furent levées; mais cette belle perspective fut obscurcie par la disette, la famine et leurs suites déplorables. Le lendemain de Noël, un froid très-rigoureux commença à sentir, et continua en augmentant pendant plusieurs jours. Les rivières étaient prises, et des charrettes chargées passaient d'une rive à l'autre sur la glace; tout fut gelé : arbres fruitiers, vignes, etc., etc. A la suite de cet hiver rigoureux, on vit les horreurs d'une famine épouvantable; les habitants échappés à l'étreinte du froid que pour succomber aux angoisses de la faim. Le Parlement fit de grandes libéralités en faveur des pauvres, et, par une visite minutieuse, fit connaître la quantité de grains que renfermaient les greniers des particuliers. La population fut décimée d'une manière affreuse, mais des mesures sages, employées avec fermeté, sauvèrent la vie à un grand nombre. L'archevêque, André d'Épinay, se distingua par sa générosité en faveur des pauvres nécessiteux; il leur donna tout ce qu'il avait; il emprunta même sur ses revenus, et laissa sa mémoire en bénédiction parmi les habitants.

Louis XI aimait à s'appuyer sur la force, et réussit à dépouiller les grands, à augmenter son pouvoir, à imposer le joug de sa tyrannie sur le peuple. Par son ordonnance du 14 janvier 1480, il fixa la taille de la Gascogne à la somme de 60,099 liv. 2 sols; quoiqu'il l'eût réduite un peu, il paraît que la Gascogne continua à supporter cette énorme

(1) La taxe de toute la Guienne était, en 1453, de 900,000 liv. Elle la porta plus tard à 1,800,000.

l'absence des Anglais se faisait encore sentir un peu à Bordeaux ; son port restait presque vide et son commerce quasi-épuisé. On s'en plaignait au roi, en le priant de remédier à tout ce qui manquait de choses, si fâcheux pour ses sujets, et qui pourrait leur causer leurs regrets d'un temps et des alliances qui n'existeraient plus, et dont une sage politique devait s'efforcer de leur faire le souvenir. Le roi, en conséquence, fit de Bordeaux le dépôt général pour la province, et ordonna, le 6 septembre 1481, que les marchandises ayant pour destination l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal, la Navarre, la Bretagne et le comté de Flandre, seraient expédiées par le port de Bordeaux.

La mesure fut sévère, mais d'une importance vitale pour Bordeaux : elle fit des mécontents ; mais elle satisfait les Bordelais ; ils furent reconnaissants et pleurèrent de ce prince, qu'ils avaient tant de raisons d'aimer ; leurs regrets furent étouffés sous les malédictions presqu'unanimes de ses sujets. Il mourut entre les bras de saint Louis de Paule, le 24 août 1483.

Charles VIII, jeune encore, lui succéda ; il grandit sous les conseils et la sage direction de M^{me} de Beaujeu, femme d'esprit, habile politique et douée d'une grande pénétration ; elle s'efforça de développer, selon ses vues, l'intelligence du jeune roi, qui n'avait rien appris de son père que la vaine maxime de l'ambition : *Pour régner, il faut savoir dissimuler*, qui se traduit en latin : *DISSIMULARE, NESCIT REGNARE*. Louis, duc d'Orléans, présomptif de la couronne si Charles venait à mourir sans héritier, disputa la régence à Anne de Beaujeu, et, par ses intrigues bien ourdies, suscita de grandes difficultés à l'administration. Il était jaloux de la préférence qu'on avait accordée à une femme ; et, prévoyant que ses intrigues politiques seraient un jour dévoilées, il forma des liaisons avec le duc de Bretagne, chez qui, en cas de besoin, il était sûr de trouver un refuge hospitalier. On dévoila, en effet, ses sourdes machinations, et, se voyant compromis, il s'enfuit en Bretagne. Le

Livre VI.
Chap. 8.
—
1480.

1483.

Livre VI.
Chap. 8.
—
1483.

*Mémoires
de Petitot,
tome 14.*

*Mémoires
de l'Académie
des
Inscriptions
et
Belles-Lettres,
tom. 12, p. 373.*

comte de Dunois trempa dans la conspiration o-
irrité, lui ordonna de se retirer dans son comté
en Normandie; mais ce fier baron répondit
moi, je n'en sortirai pas. » Le roi feignit de le
contre ce vassal rebelle; mais ce fut en réalité
en Guienne, où le sénéchal perfide et traître
de concert avec le comte d'Angoulême et
(Alain), les ducs de Lorraine et de Bretagne,
volte, sous le nom spécieux de *nouvelle ligue*
et sous le vain prétexte de maintenir les lois
tisans voulaient détruire. Le peuple se laiss
mots; il ne voyait pas que des intrigants se
pour réaliser leurs propres désirs; qu'en r
était dirigée contre le roi lui-même et peu
royauté. Ce complot fut découvert par le m
d'Odet à ses complices, qui se tenaient prêts
opportun. La régente écrivit aux bourgeois
des autres villes de Guienne, de veiller à la p
véner dans leur obéissance, et leur promit d
même bientôt avec le roi.

1487.

On le sut; cependant les factieux se réunir
tèrent entre eux, ayant l'évêque de Périgue
enlever le jeune prince; ils échouèrent dans
rent arrêtés. M^{me} de Beaujeu traversa le pay
se hâta d'arriver à Saintes, où le capitaine O
d'Odet, sénéchal de Bordeaux, s'était renfer
aux troupes du roi le passage de la Charente
incapable de faire une résistance sérieuse, c
venir d'Albret ni le seigneur de Pons, qu'il
fuit à Pons et ensuite à Blaye; le peuple de
appris que les Bordelais s'étaient soulevés c
et pour le roi, se prononça contre lui; il se
ploré la clémence royale, et s'engagea à li
tous les châteaux et forts que son frère et l

pouvoir, à condition que toutes ses pensions lui fussent servées, et qu'ils fussent maintenus tous deux, lui et elle, dans leurs postes de sénéchaux de Bordeaux et de Guyenne. Le roi agréa ces propositions, qu'il croyait plus sages que sincères, et peu de jours après le Château-Lafite, Fronsac, La Réole, Saint-Macaire, Langon, Dax, furent soumis à l'autorité du roi. Ce prince arriva bientôt à Bordeaux, le 17 mars, et fit son entrée solennelle par la porte de Cailhau, accompagné de M^{me} de Beaujeu, sa régente, au milieu d'une foule immense et avec une garde extraordinaire; il s'empressa, à la grande satisfaction de la ville, de confirmer les libertés et privilèges de la ville; ne pouvant pas y résider, il choisit pour son lieutenant le duc de Foix, seigneur de Candale et vicomte de Castillon. La Guyenne fut réunie à celle de la France, et le comté de Comminges fut annexé au domaine de la couronne; les administrations particulières dont Odet d'Aydie fut chargé, le roi les confia à des amis fidèles.

Le roi concilia l'affection des Bordelais, Sa Majesté se dirigea vers la Bretagne, à la poursuite de Dunois, qui, n'osant plus se dire duc de Bourgoigne, comme il l'avait fait naguère, s'enfuit en Bretagne. A cette époque, les seigneurs bretons, si unis quand il fallait résister à la régence à M^{me} de Beaujeu, adoptèrent des lignes de conduite divergentes : les uns voulaient une résistance souterraine contre les prétentions de la régence; les autres, découverts par les succès du jeune prince, et devancés partout par la politique de la régente, blâmaient le duc d'avoir été trop facile aux ennemis du roi. Charles VIII voulut profiter de ces divisions et se mit en rapport avec les modérés, par l'entremise d'André d'Épinay, archevêque de Bordeaux, qui réussit à conclure avec le duc un traité par lequel le roi ratifia.

Le gouvernement de la Guyenne avait été donné au sire de La Rochefoucauld, comme nous l'avons déjà fait observer; mais ces

Livre VI.
Chap. 8.
—
1487.

Darnal,
Chroniques.

Velly,
Histoire.

—
Villaret,
Histoire.

—
Garnier,
*Histoire
de France,*
tome 19.

Livre VI.

Chap. 8.

1487.

1491.

NOTE 7.

Variétés
bordelaises,
tom. 2, p. 354.

fonctions, qui étaient absolument incompatibles avec de tels devoirs, et qui exigeaient la présence à Bordeaux du gouverneur, furent données à Gaston de Foix, seigneur de Foix, le 27 août 1491. Gaston de Foix était donc le chef de la ligue de Guienne, et tous les éléments de l'ordre public se combinèrent pour accroître et garantir la future prospérité de Bordeaux ; la ligue était détruite par la soumission de la Gascogne et la réduction des vassaux rebelles. Le roi donna une plus grande extension à son pouvoir, et la justice était une vertu, et le silence un devoir ; personne ne se permit de penser à s'insurger contre l'autorité royale. Le pays était devenu un état compact, homogène, sans parties détachées ; les provinces communiquaient entre elles sans obstacle ; l'industrie et le commerce se développaient sur une vaste échelle, et une ère de véritable progrès commençait pour la France et au monde ; mais au milieu de cette prospérité Charles VIII avait les yeux fixés sur l'Italie, et son armée portait au delà des Alpes. Voulant se faire une renommée par la campagne de tous les seigneurs et bourgeois de France, il ordonna à Gaston de Foix, sénéchal, de lui faire savoir, le sixième jour de septembre 1491, et de faire publier par voie, à son de trompe et cri public, dans les rues de la cité de Bordeaux, par les sergents ordinaires de la ville, et par cédules attachées aux principales portes, à tous nobles et bourgeois, d'avoir à se présenter armés et prêts, en habillement de guerre, le premier jour du mois de septembre, en ladite ville et cité de Bordeaux, pour aller à la guerre servir le roi, notre seigneur et sire. Il convoqua, en conséquence, le ban et l'arrière-ban de la Gascogne, et tous nobles et autres seigneurs de arrière-fief se présentèrent armés, équipés et prêts à suivre Sa Majesté. Le même ordre fut publié à Saint-Émilion, Bourg, Blaye, Saint-Macaire, Cognac, parre, et dans tous les bourgs considérables.

se réunir, le 19 septembre, à Guitres, et partir de là, ordres du seigneur de Duras, pour l'Italie. Tous les rs répondirent à l'appel, en personne ou par des re- ants; des peines graves furent prononcées contre les et leurs maîtres qui ne se rendraient pas. On sa- e le roi voulait être obéi. Nous n'empiéterons pas ici omaine des auteurs qui écrivent l'histoire de France; eux à nous raconter les faits qui se rattachent à cette ble campagne. Bornons-nous à constater qu'à la fa- bataille de Fornoue, près de Plaisance, où huit mille s dispersèrent une armée de quarante mille confédé- archevêque de Bordeaux, André d'Épinay, qui avait roi dans cette expédition, se trouvait à côté de lui, de ses habits pontificaux et portant la croix. C'étaient urs de l'époque : de nos jours, nous croirions, avec un prélat déplacé au milieu des armes, et beaucoup entouré de son clergé, à l'autel, ou occupé aux saintes s de son ministère.

élé par les incursions que les Espagnols, pendant son , avaient faites dans la Guienne, Charles revint victo- repoussa ces hordes transpyrénéennes. Deux ans plus voutut rédiger les Coutumes en un code uniforme; ce ne fut achevé que sous Charles IX. Il organisa les cor- as et les maîtrises dans une hiérarchie dont il était le créa des foires et des marchés libres, donna aux et aux prêtres le droit de commercer; il voulut que seaux français importassent seuls en France des mar- es étrangères, et encouragea par tous les moyens pos- e commerce et l'industrie. Grâce à lui, le port de Bor- était alors florissant. Son trésorier des finances avait e projet de faire descendre des pays méridionaux, à ux, les laines, les huiles et autres marchandises étran- pour les transporter de là en Flandre et en Angleterre. conçu d'autres améliorations politiques et sociales, et

Livre VI.
Chap. 8.
—
1491.

1495.

1497.

Livre VI.
Chap. 8.

1497.

1498.

la diminution des impôts qui pesaient sur le
l'une des plus chères à son cœur, et celle qu'o
à Bordeaux après la conservation des libert
au milieu de tous ses beaux projets, la m
7 avril 1498. Naturellement bon et doux, il
à Bordeaux; il avait fait un bien immense a
miliant les grands, et aux grands eux-mêmes
l'ordre et en apprenant aux peuples à respect
qui relevaient de lui. Il avait augmenté la Co
de Bordeaux en y introduisant trois préside
conseillers; mais le plus important acte de
sans contredit, la convocation des États-géné
en 1485. Les Bordelais y envoyèrent André
vêque, Gaston de Foix, comte de Lavour, e
raignes; Bazas, Condom et le comté de Fez
rent sept députés, et la sénéchaussée des La

Nous touchons à la fin du XV^e siècle : la b
et une nouvelle ère semble s'annoncer au m
de rénovation sociale se propagent et occup
prits; des révolutions prodigieuses sont à la
des génies gigantesques paraissent avec des
dies et des œuvres colossales; la littérature
ceul et semble ressusciter à une nouvelle v
parties de l'Europe se hâtent vers l'inconnu
précipité, sur les pas de la France; toutes mē
leurs histoires, leurs existences; et une arde
connue, inexplicable à la raison humaine, s'
les têtes, de tous les cœurs et de tous le
XVI^e siècle qui s'ouvre au monde comme l'a
jour qui vient après l'orage; c'est la société
l'inconnu, le grandiose, le sublime dans les
ces, vers le Concile de Trente pour la réform
et l'épuration des mœurs. La féodalité disp
dans ce travail social, et le despotisme est

gouvernementale. Constantinople prise ouvre un débouché à la civilisation chrétienne : la renaissance va éclore ; l'imprimerie étend le domaine des idées ; l'Amérique se découvre à l'ardente curiosité de Christophe Colomb ; la Maison d'Autriche fait pressentir sa future grandeur ; les républiques italiennes s'affaiblissent ; l'Irlande gémit dans les fers ; Henry VIII coupe le sang de ses femmes, Léon X avec toute sa grandeur, François I^{er} avec toute sa gloire, Charles V, *ce démon du Nord*, comme on l'appelait, avec toute sa puissance, Luther et Calvin avec des torches à la main pour incendier le monde, renverser l'autorité, abuser le peuple, joncher l'univers de ruines, où leurs sectateurs s'ensevelissent et sur lesquels le catholicisme doit s'asseoir un jour pour les ranimer de sa chaleur vivifiante, que les siècles ne détruisent pas. Cela n'est pas loin : nous sommes sur les bords d'un nouveau monde.

Livre VI.
Chap. 8.
—
1498.

En 1563, la peste reparut à Bordeaux avec une violente recrudescence ; elle emporta quelques milliers d'individus.

LIVRE VII.

CHAPITRE PREMIER.

NOTICE HISTORIQUE SUR LE PARLEMENT DE BORDEAUX.

Le 12 novembre 1462, le Parlement fut établi, en conséquence de Louis XI. — Son ressort se composait des sénéchaussées de Bordeaux, de l'Agenais, du Bazadais, du Périgord et de la Saintonge. — Le premier Parlement fut fait par le président Tudert. — Les concessions de nos rois. — Exigences de la Cour. — Incapacité de ses membres. — Frais ou des *épices* des officiers. — Puissance du Parlement. — La Chambre des vacations. — Les jurats ont le droit de s'opposer aux ordres des nobles. — Charles-Quint. — Marguerite de France. — La *Gabelle*. — Montmorency met le Parlement en interdic-
tion. — Le remplace. — Les noms des commissaires, etc., etc.

Nous avons eu et nous aurons encore occasion de parler de l'organisation et des modifications des tribunaux de justice, tels que les Cours des sénéchaux, des présidents, des sénéchaux et autres officiers du roi, à Bordeaux. — Au commencement du XV^e siècle, en 1401, les Anglais instituèrent à Bordeaux une Intendance générale, sous le nom de *Chambre des Comptes*, avec des pouvoirs très-étendus ; elle se composait de six membres : l'archevêque Hugocion, Jean de Beaussec, Hugues Despencer et Henry Beaussec.

Outre cette sorte de régence, il y avait une Cour supérieure, composée de quelques conseillers du roi, présidée par un représentant de Sa Majesté, qui se qualifiait *Chancelier général des appels en la Cour de Gascoigne*.

l'expulsion des Anglais, la Commission et la Cour
remplacées par un Parlement, institué par suite d'un
entre Charles VII et les gens des trois États de la ville
de Bordeaux, et le pays de Guienne et Bordelais, le
1451. Cet établissement fut stipulé dans l'art. 21 de
l'édit (1).

Le pouvoir politique du pays ne permit pas qu'on installât de
nouvelle Cour souveraine ; mais l'ordre étant rétabli,
fut assurée bientôt après, Louis XI, par ses lettres-
patentes du 10 juin 1462, ordonna que le Parlement serait
réinstallé. Cette cérémonie eut lieu le 12 novembre, dans
le palais des ducs de Guienne, le château de l'*Omnicastrum Ombrariae* (2), sous la direction du président
et un conseiller clerc et un lai du Parlement de Paris. Le
Parlement, furent reçus dans la compagnie deux conseillers
et deux clercs, dont l'un était l'archevêque de Bordeaux.
Le Parlement comprenait d'abord les sénéchaussées
de Guienne, des Landes, de l'Agenais, du Bazadais, du Périgord
et de Saintonge ; mais, par lettres-patentes du 8 mai 1464,
fut étendu encore, en y adjoignant le gouvernement de La
Marche, l'Angoumois, le Limousin et le Quercy, en deçà de la
Garonne.

Le Parlement eut d'abord une Cour de justice, qui ratifiait ou cassait
les jugements des tribunaux inférieurs, et, plus tard, on lui
confia le droit d'enregistrement, privilège qu'elle avait déjà
exercé. Le roi ne se doutait pas qu'en lui donnant tant de

Livre VII.
Chap. 1.

Papiers de
M. de La
Montaigne de
Castelmoron.

*Essais histor.
sur le Parlem^t
de Bordeaux,*
par M. Eugène
de Brezets.

On peut se faire une idée de l'influence du Tiers-État au XV^e siècle, quand
on voit le patriotisme populaire dont Jeanne-Darc, fille du peuple, était l'incarna-
tion même des nobles. Jacques Cœur fondait alors la comptabilité sur des
écritures ; et dans le Conseil de Charles VII siégeaient les deux frères Bureau et
d'autres bourgeois, Juvénal, Coussinot, etc., etc.
Le local du Parlement, l'antique palais d'Éléonore, est devenu un magasin de
coton. Sur ce local, on a ouvert la *rue du Palais*, et, le 28 janvier 1845, on y
a érigé la colonne de marbre, surmontée du *tricycle bordelais*, qui se trouvait
sur la place Royale depuis 1828.

puissance il créait un contre-poids à sa puissance. Le Parlement faisait en même temps du Parlement une Cour d'appel, un sujet de gêne politique. Les Parlements ne pouvaient délibérer sur les lois et ordonnances du roi sans en d'en publier et d'en exécuter aucune avant qu'elle fût enregistrée et publiée par les Cours de Parlement. Le Parlement ressort. « La première et principale autorité du Parlement », dit Laroche-Flavin, est de vérifier les ordonnances du roi ; et telle est la loi du royaume, que les ordonnances n'ont effets, et on ne les tient pour valables, si ne sont vérifiés aux Cours souveraines, et au Parlement, ration d'icelles. » C'est ce qu'on appelait la vérification, qui a fini par être une sorte de contrôle royal.

Le Parlement de Grenoble disputait toujours à celui de Bordeaux, à cause de la priorité de sa création ; les lettres-patentes de sa création remontent à 1462, antérieures, par conséquent, à l'établissement du Parlement de Bordeaux, en 1462 ; mais on peut dire que le Parlement de Bordeaux remonte à 1461, puisque Charles VII, duc de Bordeaux, et s'engagea alors à l'établir. Le Parlement de Grenoble fut établi par le dauphin ; il ne pouvait réclamer la priorité sur celui de Bordeaux, qui était une création faite par le dauphin devenu roi. La différence est remarquable.

Dans quelques circonstances, et comme à Rouen, en 1617, où notre premier-président, Jean de Lamoignon, ne put se rendre à cause de sa maladie, le Parlement de Grenoble fut placé après celui de Toulouse. Mais à d'autres époques bien rares, mais pour des causes et exceptionnelles.

À l'assemblée de 1626, le Parlement de Grenoble défendit ses prétentions à la préséance. Louis XIII, par ses lettres-patentes du 30 novembre 1626, déclara la fin de cette contestation aux notables réunis. Le

tendu Marc-Antoine de Gourgues, premier-président du Parlement de Bordeaux, et Claude Frère, premier-président de celui de Grenoble, ordonna, par provision, que les présidents et les procureurs généraux de ces deux Parlements précéderaient alternativement, et jour par jour, à s'assembler par celle de Bordeaux.

Le Parlement de Grenoble se prétendait lésé dans ses droits, et le Parlement de Bordeaux était mécontent de cette décision provisoire ; il protesta aussi ; mais la même difficulté se présenta à la Chambre de justice, instituée au mois de mai 1661, pour le jugement de M. Fouquet. Le roi, à la suite de contestations, fit expédier une lettre de cachet, le 12 décembre, qui portait que l'on suivrait les mêmes règles que pour l'assemblée de 1626. M. Duverdier, commis par le Parlement de Bordeaux, eut encore la préséance sur le commissaire de celui de Grenoble.

Dès lors, le Parlement de Bordeaux prenait séance après celui de Toulouse, qui venait directement après celui de Paris. L'origine remonte au traité de capitulation, du 12 juin 1462, entre Charles VII et les Bordelais, et dont l'art. 24 porte : « Et sera, le roi, content qu'en la dite cité de Bordeaux soit une justice souveraine, pour connaître, discuter et déterminer définitivement de toutes les causes d'appel qui se feront en icelui pays, sans qu'iceux appeaux, par simple appel ou autrement, soient traités hors de la dite cité. » La Cour ne fut instituée que sous Louis XI, par lettres du 12 juin 1462, et non du 7 juin, comme le dit l'art. 24, et, le 12 novembre suivant, eut lieu son installation au château de l'Ombrière.

La Cour souveraine ne fut composée, à son origine, que de six membres : le président, Jean Tudert, maître des requêtes, et de huit conseillers, moitié clercs, moitié laïcs, parmi lesquels se trouvaient deux conseillers du Parlement de Paris, Jean Aprilis,

Livre VII.
Chap. 1.

tain que le Parlement s'associa de bonne he-
bles actes du roi, et, dans certaines circonstan-
obligé de réprimer les écarts de ce corps tr
dépendance, qui, au lieu de rendre la justice
quelquefois à des actes de vengeance. Ain
comte de Candale, dans un moment de c
sergent et déchira les ordres émanés de la
ment prononça la confiscation de ses biens,
faire amende honorable. Le comte reconn
soumit à l'arrêt de la Cour. Le coup était
hardi peut-être ; il portait trop haut ; mais
cause pour le comte de Candale, son cousin
en France, d'autre despotisme que le sien
de justice extrême, qui ne servit qu'à dév
de ce corps à agir en souverain. Par ses le
17 mars 1477, il accorda à Jean de Foix al
et rendit à son fils les terres et seigneuries
possédées en Guienne, entre autres celles de
Castillon-en-Périgord, Castillon-en-Médoc
sac, Sausac, Mothes, Bonnegarde, Donsic
Montguyon, etc., etc.

Le Parlement parut contrarié de cette fa-
voir adresser des remontrances à ce sujet a
avait imposé des restrictions à ses ambitio
C'était du prince que le Parlement avait rec
ses pouvoirs, et bien certainement, son intent
Cour souveraine, n'était pas de se donner un
reconnaître une puissance rivale de la sienn
mière lutte entre le roi et la Cour souverain
qui a produit tant d'autres luttes dans la su

A la mort de Louis XI, son fils et successe
confirma, par ses lettres-patentes du 13 sep
Parlement de Bordeaux, qui se composait d
sident, de deux autres présidents (le temps

est inconnu), de neuf conseillers clercs et d'autant de
avec l'avocat et le procureur du roi, dont nous avons
arlé. Dans la vue de se concilier l'estime et l'affection
Compagnie, Charles VIII, par ses lettres-patentes du
1487, exempta du ban et arrière-ban les présidents,
clers, greffiers civils, criminels et des présentations,
, procureurs généraux, huissiers du Parlement, ainsi
ars veuves pendant leur viduité, et leurs enfants du-
ur minorité, sans qu'ils pussent être contraints d'en-
personne à leur place. Par ces faveurs, il croyait étein-
ur toujours, ou neutraliser, au moins, les intrigues et
œuvres ambitieuses de quelques membres du Parle-
l se trompait : l'esprit de corps ne meurt pas ; il survit
dividus, et tend toujours à grandir et à s'affranchir de
ntrôle.

e facilité à faire des concessions était trop visible pour
er aux regards du Parlement, qui, ne demandant pas
que de l'exploiter, sollicitait de nouvelles faveurs ; le
rendant à ses désirs, affranchit les officiers de la Cour
ies féodales, du logement des gens de guerre, des co-
s prescrites pour concourir aux subsides en faveur du
ux emprunts.

ient là, il faut l'avouer, des concessions importantes,
pages irrécusables de la faiblesse du prince et de l'in-
e ambition de quelques sujets. Depuis longtemps, la
vait sollicité ces grâces ; mais le roi attendait toujours,
vue d'établir des précédents, de montrer sa supério-
l'humiliant par des refus adoucis, et en lui faisant
u'outre le devoir de la reconnaissance qu'il lui impo-
était toujours maître de révoquer ce qu'il avait ac-

oi se trompait encore : ces vues peuvent être efficaces
l s'agit des individus ; mais auprès des corps politiques
erains, elles sont impuissantes. L'ambition des corpo-

rations ne se dit jamais satisfaite ; elle oublie la garde que le chemin qu'elle a devant elle. Elle ne faisait parfois des remontrances comme la sagesse et les moyens d'intimidation : parfois il n'y avait que des prières et les demandes les plus humblement respectueuses, afin d'obtenir des grâces exorbitantes. Toute cette obséquiosité courtisanesque, tout ce flatteur, pouvaient se traduire par ces mots : *ambition, égoïsme sordide, vile ambition de sauvegarder ses intérêts et d'étendre ses privilèges.*

Par lettres-patentes du mois de mai 1541, le Parlement, qui était composé d'un premier président à mortier, un président d'enquêtes, et de conseillers. Cette confirmation était une approbation des faveurs déjà obtenues de la bonté du pape.

Il serait fastidieux de donner un tableau des dépenses des officiers de la cour ; elles étaient si scandaleuses, qu'un procès, quelque simple qu'il pût être, coûtait toujours la ruine des plaideurs et la fortune des procureurs. Il fallait payer pour assigner, pour signer, pour plaider, pour être jugé, pour avoir un jugement ; il fallait payer quand on gagnait, quand on le perdait, payer en entrant en procès, en sortant, payer partout et toujours, et acheter le droit d'avoir raison, ce que l'État doit à ses juges. Les *épices des juges* dévoraient le pain des plaideurs.

Le premier-président se démit de ses fonctions et se retira à Mirebeau, en Poitou, son pays natal, le 13 septembre 1473. Louis Tindou lui succéda à Bordeaux. A cette époque, la magistrature était à la hauteur de ses fonctions ; il aurait fallu pour remplir ces fonctions variées et étendues, posséder bien les lois françaises, et même les coutumes des pays du ressort de Bordeaux, de Saint-Sever, du pa-

(Aire), de Marsan, de Dax, de Saint-Jean-d'Angély, de Bayonne, coutumes qui avaient été homologuées et consacrées par le Parlement. Les magistrats ne pouvaient se vanter de posséder ce trésor multiple, et leur compétence en ces diverses matières ne contribuait pas peu aux lenteurs interminables des procès et à la ruine des plaideurs.

Livre VII.
Chap. 1.
—

Charles VII, en montant sur le trône, s'occupa avec zèle de l'amélioration de la justice. Par son ordonnance de 1499, il institua des juges, sous des peines sévères, de *prendre dépens de la chose des parties*, hors les *épices* réduites à un taux fixe; il réprima aussi les odieuses manœuvres des procureurs et des agents subalternes; il ordonna qu'on envoyât les plaideurs aux justices royales aux baillis et sénéchaux de Guienne et non plus qu'aux Parlements, et s'engagea, en outre, pour l'économie et l'honneur des cours de justice, de ne jamais créer de nouveaux offices de judicature; mais cette bonne volonté fut bientôt compromise par les exigences du fisc. Il prescrivit aux juges publics pour s'assurer de la capacité des aspirants, et en 1502, on commença à exécuter cette ordonnance, en recevant, au Parlement, des candidats qui se présentaient pour être reçus.

Charles VII réduisit le nombre des procureurs : ils étaient la plaie de l'époque et rongeaient toujours impunément le peuple; mais, malgré ses généreux efforts pour l'amélioration et l'honneur des cours judiciaires, il laissa toujours subsister la matière criminelle, la torture et la procédure inquisitoriale. Le XVII^e siècle a fait disparaître ces intolérables abus.

Le 1^{er} janvier 1544, et François I^{er}, son fils, confirma, par lettres-patentes, le Parlement de Paris. Il se composait alors de trois présidents, dont les deux premiers étaient fixes, d'un président aux enquêtes, dont la nomination était unique, de vingt-un conseillers (dix clercs et

onze lais), d'un greffier civil et criminel, d'un
sentations, qui précédaient alors les gens du
du roi, d'un procureur du roi, de huit huis
veur et payeur des gages, et d'un receveur

Le président aux enquêtes était un ecclésiastique
d'un office de conseiller-clerc, et se nommait
il devint bientôt après évêque de Luçon.

1546, le roi François I^{er}, par lettres-patentes
Bordeaux le 26, lui accorda l'entrée et voix
Parlement, honneur dont avaient joui les évêques
et de Dax. La commission de la garde du sceau
lerie avait été remplie jusqu'alors par le duc
Bazas; M^{re} Lancelot Dufau, qui avait servi
ans, ou comme conseiller en cour, ou en qualité
aux enquêtes, remplaça l'évêque de Bazas
scel; il était le premier titulaire de la charge
aux enquêtes.

A cette époque, la puissance du Parlement
étendue et agrandie, qu'elle semblait absorber
les autres fonctionnaires nommés par le roi.
de la province eux-mêmes témoignaient la préfé-
rence pour la cour souveraine, au point qu'ils
représenter et remplacer le roi lui-même. Le roi
un peu pour étendre l'autorité des gouverneurs
fit davantage, et, par ses lettres-patentes du
nomma Odet de Foix, sieur de Lautrec, gouverneur
Guienne, pays et ville de La Rochelle; il accorda
des principales villes de Guienne : Bordeaux,
Sever, Bazas, Dax, La Réole et Bayonne. Le roi
lui accorda, à son entrée dans chaque ville, le
ment, le grand privilège de mettre en liberté
qu'il lui plairait, d'accorder pardon et abolition
et rappels de ban, excepté pour la satisfaction
entre les parties. Cette mesure avait, aux yeux

ense portée politique : elle élevait le gouverneur du Parlement, et lui donnait un privilège que les autres n'avaient exercé jusque-là ; par le droit de grâce, Lautrec serait devenu, pour ainsi dire, vice-roi en la Cour protesta, fit plaider sa cause par des amis, finit par avoir raison contre Lautrec et le roi.

En 1515, Louis XII, les procès, tant civils que criminels, furent jugés par neuf membres. Cette disposition, ordonnée par Louis XII, paraissait à François I^{er} très-défectueuse, par ce qu'il n'y avait que vingt-cinq présidents et conseillers dans les deux chambres, la Grand'Chambre et la Chambre des Enquêtes, et que, dans les procès criminels, la Grand'Chambre était obligée d'appeler à siéger des juges de la Chambre des Enquêtes. François I^{er} ordonna, le 22 avril 1515, que les procès criminels seraient jugés en la Grand'Chambre par un président et un président de cette même Chambre, sans appel, et un président de la Chambre des enquêtes, à moins que les parties ne l'exigeassent.

En 1515, le Marthonie était alors premier-président de la Grand'Chambre de Bordeaux ; il avait succédé à Louis Tindo ; il fut appelé bientôt après à Paris comme premier-président du Parlement de cette ville, et remplacé à Bordeaux, le 15, par Jean de Selve, qui, lui aussi, fut plus tard premier-président à Paris. Jean de Selve était auparavant vice-chancelier du duché de Milan. Le roi, Louis XII, lui accorda, le 28 décembre 1515, des lettres-patentes pour occuper ces deux offices ensemble, et cumuler en même temps les gages de premier-président de la Grand'Chambre de Bordeaux, qui montaient à 1,450 livres tournois. Le 3 février 1516, le roi rendit une ordonnance, par laquelle il fut ordonné de payer de cette somme au procureur dudit

En le mois de mars 1549, enregistré à Bordeaux le 10, le roi établit une Chambre criminelle (la Chambre criminelle) au Parlement de Bordeaux, et créa huit offices de

Livre VII.
Chap. 4.

conseillers, tous lais. Cette Chambre fut instituée le 15 novembre 1519; les titulaires de tous les nouveaux offices ont été reçus le 30 août précédent, on envoya le troisième président de la Cour, qu'on appelle le Grand, huit conseillers, moitié de la Grand Chambre et moitié de la Chambre des enquêtes. On fit monter quatre conseillers de la Chambre des enquêtes dans la Grand Chambre, à cause de l'augmentation du nombre des offices que le nouvel édit avait produits. C'est cette Chambre qui fut établie la Chambre des vacations. Par son arrêt du 16 avril 1520, enregistrées le 26 juin, elle ordonna que, l'avenir, si le second président venait à mourir, le premier président monterait à sa place, et que le quatrième occuperait celle du tiers, comme il se pratiquait auparavant. Lors, on a toujours suivi ces gradations hiérarchiques à Bordeaux.

13 Novembre
1520.

Pour prévenir les jalousies ou les désordres des vues ambitieuses, la Cour arrêta qu'à la Toussaint, *muance*, c'est-à-dire que ceux qui seraient à la Saint-Martin pour être à la Chambre des vacations resteraient jusqu'à Pâques, et seraient remplacés jusqu'à la Saint-Martin. Il y fut aussi arrêté par forme de lettres-patentes du 26 avril 1520, que les Chambres s'assembleraient pour quelques affaires importantes, s'il y avait des présidents ou conseillers. Le nombre de sept, ils pourront juger en ce qui concerne les affaires en matière bénéficiale jusqu'à 200 liv. de rente féodale jusqu'à 100 liv., et en matière personnelle jusqu'à 4,000 liv.

21 Mai
et en août.

Par différents édits de 1522, le roi créa quatre conseillers laïques, vingt sergents royaux en la sénéchaussée de Guienne, et un procureur du roi en la sénéchaussée et juridictions ressortissant au Parlement de Bordeaux. Il fut reconnu aussi, par ses lettres-patentes du 15 mai 1522, l'existence de quarante notaires à Bordeaux.

six places de conseillers au siège de la sénéchaussée
enne, et, le 30 mars de la même année, il avait créé
offices de notaires-secrétaires au Parlement.

te époque, les Bordelais criaient beaucoup contre les
normes qui pesaient sur le commerce du vin. On avait
n impôt de 2 écus par tonneau de vin pendant tout le
e la guerre. L'amiral et le vice-amiral levaient aussi,
besoins de la marine, 1 écu et demi par tonneau. Ces
étaient trop accablantes pour les pays viticoles et
consommateur ; le gouverneur, sieur de Lautrec, se
cho des plaintes du peuple, et la reine régente, faisant
réclamations, abolit ces charges extraordinaires ;
laissa subsister les autres droits d'entrée, de grande
, etc., etc.

un usage immémorial, on ne pouvait descendre les
Haut-Pays, à Bordeaux, avant la fête de Noël. Char-
rait levé cette restriction sur le commerce des vins,
ant leur descente après le jour de Saint-André (30
). Les Bordelais réclamèrent contre cette violation
antiques droits ; et le roi, par ses lettres-patentes
et d'août 1520, annula son ordonnance, confirma
ges de la ville, et ordonna que, dorénavant, les
Haut-Pays ne pourraient passer les ports de Saint-
de Langon avant la fête de Noël. En 1512, le
Dunois, duc de Longueville, fit entrer à Bor-
vin du Haut-Pays avant Noël ; le peuple, ja-
droits, se souleva contre leur violation, et ne
par l'intervention des jurats et du Parlement.
tance fit comprendre au roi la nécessité de ménager
lais, si susceptibles à l'endroit de leurs privilèges.
le procureur général, car c'est ainsi qu'on quali-
reux du roi, se démit de sa charge pour en pren-
conseiller au Parlement ; il fut reçu conseiller le
qu'ici, il y a eu des exemples de pareils chan-
s celui-ci fut le dernier.

Livre VII.

Chap. 1.

Registre
du Parlement.

Le 13 novembre 1534, fut reçu conseiller du Saint-Esprit, Raymond Fayard. Dans ce un parfaite harmonie entre le Parlement et un échange de courtoisie et de faveurs, et mutuel à se rendre agréable les uns aux autres; et, ce qui mérite d'être remarqué, on quefois, parmi les jurats, des membres de En 1534, les jurats présentèrent une requête sent leurs sièges sur les bancs des nobles. leur demande, et ordonna qu'à l'avenir le jurats seraient reçus au parquet le jour de la grands arrêts ou autres actes notables, pour revêtus de leur grand manteau de jurade, et séance sur les nobles, mais pour cette fois s tirer à conséquence.

En 1537, au commencement du mois de novembre ne voyant ni le maire ni les jurats à la rentrée le 14 novembre, au sous-maire et aux jurats Capdeville, jurat, et de Lavie, procureur de tous les ans à la rentrée de la Cour, le lendemain Martin, et cela sous peine d'une amende de

En 1536, le roi créa quatre nouvelles charges, et une seconde charge d'avocat général le mois d'octobre de cette année; elle fut remplie de Beraud, qui fut reçu le 26 novembre suivant. Les lettres-patentes données à Montpellier, le roi l'ordonne des consultations, à plaider et à écrire pour le roi et en matières qui n'auraient aucun rapport de l'État. Le nouveau titulaire présenta ces lettres le 15 juin. La Cour, les Chambres assises de jouir des avantages résultant de ces lettres, les consultations mentionnées dans les lettres de dispense été précédemment accordées à Jean de Lahoussière, général, dont la charge était restée unique

nt, Jean Chambon, qui avait exercé cette charge
s VIII, avait obtenu de ce prince une semblable
par lettres-patentes du 6 décembre 1497, enre-
ordeaux le 8 janvier suivant, qui portent que ses
rs audit office avaient une permission semblable.
ril 1533, Sauvat de Pommiers fut nommé prési-
chambre des enquêtes, et, le 30 juillet 1534, la
nit sévèrement aux avocats de se rendre aux au-
ours ordinaires, à sept heures du matin, à peine
ur les avocats et de 2 pour les procureurs.

emps, on avait annoncé l'arrivée en France de
Charles-Quint, et le projet qu'avait formé Charles
uc d'Orléans, de venir à Bordeaux au devant de
la Cour, les Chambres assemblées, arrêta, le 15
1539, que deux présidents (le premier et le qua-
s de leurs robes d'écarlate, avec chaperons noirs
dessus, accompagnés de quinze conseillers, vêtus
es noires et chaperons de même, iraient au de-
e prince jusqu'à son bateau, et que, devant eux,
e premier huissier, avec trois autres huissiers,
s robes et chaperons longs.

que, le 20 novembre, on exigea quelque chose
onneur du prince ; c'était le connétable de Mont-
le voulait. On arrêta que deux présidents et
eillers seulement, tous vêtus de leurs robes noi-
s chaperons longs, iraient au logis du duc d'Or-
i faire leur *révérence* et lui présenter les hom-
our ; il fut, en outre, arrêté que le même ordre
à l'égard du connétable ; mais que pour ce qui
accueil ou *révérence* que la Cour serait tenue de
auphin, il en serait ordonné, comme de juste,
conféré avec le connétable. Ici, nous voyons
ois sur le même niveau que le fils de France.
garder tout cela comme une flatterie, ou de-
ement en conclure que les Français d'alors

avaient la plus haute idée de l'éminence de connétable.

Le 4^{er} décembre 1539, l'empereur Charles dans nos murs, accompagné du duc d'Albe et de sieurs. Le Parlement envoya sa députation monial convenu, jusqu'au portail du Chapeau quel devait entrer l'empereur; comme il ple on arrêta que, pour ne pas retarder le cort Parlement attendrait, pour faire son *oraison*. Sa Majesté fût arrivée à son hôtel. A son en daigna accepter le poêle, et fut accompagné duc d'Orléans et du connétable. On lui présen ville, faites d'argent, et dès qu'il fut arrivé da ments, le premier-président fut admis à lui ad mages et son *oraison*, ou compliment. Nous ig neurs qu'on rendit au dauphin.

Quelque temps après, il s'agissait encore d venable réception à Marguerite de France, d'Albret; roi de Navarre et gouverneur de Cour, les Chambrés assemblées, arrêta, qu'at de cette dame (sœur et femme de roi), elle c vant de cette princesse deux présidents (le se trième), vêtus de leurs robes rouges avec cha huit conseillers, vêtus de leurs robes de drap perons de même, précédés de six huissiers, perons accoutumés, tenant leurs verges en m

Pour former cette députation de dix-huit devait en prendre six dans la Grand'Chambre des enquêtes, et les autres à la Chambre cri vaient aller au devant de la princesse jusqu' c'est ainsi qu'on appelait l'Hôtel de la Monna saluée et complimentée, ils devaient prendre rentrer en la Cour, où l'on coucherait sur'le que dorénavant on n'enverrait jamais un si tége, ni qu'on observerait un pareil ordre p

ur qui serait d'une qualité inférieure, mais qu'on
à envoyer, commē par le temps passé, un seul
huit ou neuf conseillers, vêtus de leurs robes
leurs chaperons rouges ; mais, le 10 du même
quit la certitude que cette princesse ne ferait au-
solennelle, et qu'elle descendrait par eau jus-
u-Trompette, où elle devait débarquer ; la Cour
voyer au château deux présidents et dix con-
evant desquels marcheraient deux huissiers ; les
ient porter leurs chaperons longs et les huissiers
à la main.

esse, qui protégeait beaucoup les protestants,
ouvent à Bordeaux, dans l'espoir et dans le but
e quelques services. Le 28 mai suivant, elle fit
solennelle à Bordeaux, et, le lendemain (29), elle
Parlement, qui s'était réuni. « La reine s'assit,
re, sur une chaise de velours violet cramoisi,
e tenait le greffier de la Cour, et les présidents
au banc des gens du roi ; les hauts sièges
ourés vides.

elle, dit encore le registre, se sont assises les
u Poitou, la marquise de Saluces et la dame de
en résulte que les dames titrées n'étaient pas
Parlement). » Après avoir exposé le sujet de
a reine de Navarre dit : « Que, non comme
u roi et gouvernante de Guienne, mais comme
e et sœur du roi, qui lui a mandé de faire son
lle cité, elle prie la Cour de vouloir la faire
ilége octroyé à elle et à ses prédécesseurs,
ualité qu'elle a dit être contenue au *Livre des*
r, étant à Saint-Denis de France, et, en ce
e puisse faire ouvrir les prisons aux prison-
maîtres des requêtes et ses aumôniers, ainsi
outumé, protestant de ne vouloir mettre en
uns détenus pour crimes que le roi n'a accou-

Livre VII.
Chap. 1.
—

» tumé de remettre, de n'y toucher ni en
» l'autorité dudit sieur. »

Marguerite semblait désavouer les prétentions de Guienne, que le Parlement repoussait ses privilèges comme *filles de France et sœurs* ; n'y fit pas d'opposition, bien qu'elle fût conviée ; la princesse exercerait ses pouvoirs en faveur de ses parents.

La lutte était commencée depuis quelque temps ; les seigneurs réclamaient les grands pouvoirs que leur avaient accordés, mais que le Parlement ne voulait leur laisser.

Le 15 février 1534, par ses lettres-patentes, le roi permit à la cour de *s'entremettre* des affaires dont le procureur général et le gouverneur étaient chargés. Le Parlement donna son avis ; mais le Parlement persista dans son refus.

Depuis lors, la lutte devint de plus en plus vive ; à de rares occasions se présentaient rarement, mais toujours avec violence, la paix de la ville et le bien public. En 1535, le cardinal de Grammont, archevêque de Bordeaux, élu roi de Navarre. Le procureur général se plaça devant les Chambres assemblées, « que ce prélat avait » naître entre les syndics des habitants de » raison de la cotisation qui avait été faite » tants pour les étapes des légionnaires de G » la connaissance en appartenant à la Cour. L » que ledit archevêque *viendrait en icelle po* » *ce que de raison.* »

La présence de Marguerite faisait diversion momentanément, à ces mesquines rivalités de pouvoir d'Henry d'Albret, roi de Navarre et gouverneur de Guienne ; elle venait de temps en temps à Bordeaux. Le roi accordait tous les honneurs possibles ; mais ses cérémonies n'étaient pas toujours celles du gouvernement. En 1545, pour l'entrée en Guienne de Lautrec, il fit que quelques magistrats de la Grand'Chambre

in d'entre le Palais et la Porte-Cailhau, où se trou-
e du Palais ; mais , pour Marguerite , la Cour alla
rtout le 8 mai 1544 , et se rendit jusqu'au Château-
pour la complimenter. La reine y fut très-sensible ;
le Parlement de politesses et le traita comme le
d'Aquitaine.

e contribua à adoucir un peu la sévérité qu'on em-
rs les sectaires, objets des rigueurs judiciaires de-
Le Parlement n'était favorable alors ni à la liberté
à ce que nous appelons les libertés gallicanes, et
lée de Bourges, où fut proclamée la *pragmatique*
1438, l'archevêque Pey-Berland soutint les droits
papale contre le vœu du clergé de France, con-
arles VII. Par le concordat de 1548, François 1^{er}
oyaume à Léon X, qui lui abandonna en échange
l'Église ; ce singulier concordat fut présenté au
Bordeaux , et enregistré et publié sans opposi-
ie contre les jésuites, alimentée plus tard par le
par le protestantisme, n'existait pas encore. Le
ait à ses privilèges ; mais il faisait bon marché
lise de France, qui tenait à ses libertés. La seule
elle il insistait surtout, c'était que le lieutenant
plus d'exécution sur la place du Palais.

rigueurs contre les protestants, il en avait déjà
ves. Le jour de Saint-André, 1537, la Cour,
robes d'écarlate, assistait en corps à la proces-
à laquelle, dit le registre, onze personnages,
hemise, pieds nus, et trois la tête et les pieds,
n échafaud dressé là où est le grand clocher de
irent amende honorable pour raison du crime

adigna de ces rigueurs ; elle obtint du roi l'é-
s les causes d'hérésie du Béarn ; elle s'efforça
des hérétiques de Guienne, et réussit à un

Livre VII.
Chap. 1.
—

certain degré. Le 5 janvier 1542, le Parlement reçut une lettre écrite par le roi à la reine de Navarre, dans laquelle
« le roi faisait mention de la forme de punition
» être gardée pour tous ceux qui étaient accusés
» d'hérésie, savoir que ceux qui seraient trouvés
» taires auraient punition corporelle ; que les autres
» dédiraient publiquement avec quelques amercun-
» bles et quelques abjurations solennelles ; que les
» auraient commis quelque faute légère, ils seraient
» en confesser. »

Après la lecture de cette lettre au Parlement, le
» Duplessis, avocat de la reine, se départit, et
» qu'elle avait obtenue pour ceux de son pays.
» sie, et la Cour ordonna que la punition se fit
» du roi. »

Les sectaires se calmèrent un peu, et la tranquillité
dans nos contrées. Quelque temps après, une nouvelle
émeute de la gabelle ; nous en donnerons bientôt
peu plus loin.

En 1543, on reçut des lettres-patentes pour établir
quinze offices de conseillers, huit laïcs et sept ecclésiastiques.
fut présenté au Parlement le 30 mars 1543. Le Parlement
députa vers le roi un conseiller et le second président
pour lui remontrer que le ressort de la Cour de Toulouse
était petit et avait été considérablement démembré.
supplier le roi de vouloir lui faire rendre les comtés
d'Armagnac et de Quercy, qui avaient été anciennement
du Parlement de Toulouse.

Ces quinze officiers devaient former la chambre
d'enquêtes que François I^{er} avait créée sur l'édit de 1540.
L'édit fut enregistré, et, le 10 mai 1543, un arrêt de la
Cour fut reçu président de la nouvelle Chambre.
let suivant, on reçut quatorze des quinze offices de la
nouvelle création. Le 22 août suivant, le parlement fut ré-
uni.

Les généraux présentèrent deux édits rendus dans le mois, et portant, l'un la création de deux offices de juges dans les deux Chambres des enquêtes; l'autre l'institution de deux offices de conseillers laïcs. La Cour, étonnée de la multiplicité de charges, dont la création n'était au fond qu'une augmentation de la dotation financière, dans un temps où ces places étaient si rares, fit réunir les Chambres, et ordonna que le projet de l'édit serait enregistré et publié dans les formes voulues. L'édit fut enregistré le 24 décembre 1743.

Le premier président était exercée depuis dix ans par M. de Pommiers, digne et vénérable magistrat, trisaïeul de M. de Pommiers, qui mourut le 25 décembre 1743, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Le premier président de la première Chambre des enquêtes, et la seconde de la deuxième Chambre des enquêtes ne fut remplacé qu'en septembre 1743, par Pierre de Lavergne, ancien conseiller du Parlement, aïeul de M. le comte de Guillemin-Léon-Gabriel de Lavergne.

Le second édit du mois d'août 1743, le roi avait fait enregistrer le 25 janvier suivant; cependant, il paraît qu'il ne fut pas mis en exécution.

Le 11 février 1743, l'fortuné chancelier de France, Guillaume de Lamoignon, fut arrêté, sous l'accusation accablante de plusieurs autres crimes; il s'agissait de son jugement. Le 11 février 1743, on communique au roi une lettre du roi, datée du 16 janvier précédent, par laquelle il ordonne de donner congé à trois conseillers, nommés M. de Lamoignon, M. de Lamoignon, et M. de Lamoignon, pour aller assister, le 1^{er} mars suivant, à la séance du Parlement.

Les offices étaient l'objet de toutes les conversa-

Livre VII.
Chap. 1.

tions, et même des recherches les plus actives, gênait pas ses intérêts le portaient à satisfaire. Le 7 mai de la même année, le procureur général à la Cour de nouvelles lettres-patentes, portant sur les perceveurs des deniers communs des villes du royaume, tout étonnée, en renvoya la lecture au lendemain. Le 10 mai, dans cet intervalle, le plus grand mécontentement, festa, 40 mai, une nouvelle réunion eut lieu, pour discuter les conveniens de ces empiétements sur les droits de la royauté. M. Frédéric de Foix de Candale et l'archevêque observer à la Cour qu'il serait convenable et utile de s'occuper de cette affaire avec le roi de Navarre, gouverneur du pays, qui, mieux que tout autre, préviendrait les mécontentemens que la publication de ces lettres pourrait occasionner. L'archevêque offrit ses services auprès d'Henry de Navarre, sur lesquels fut ordonné jusqu'à ce que l'archevêque de Bordeaux Geoffroy de Pompadour se fussent acquittés de leur mission. Les jurats aussi en écrivirent au roi de Navarre, et dépeignirent en termes simples et mesurés les inconvéniens de la publication de ce décret ferait infailliblement aux bourgeois de Bordeaux ; que les nouveaux officiers de la ville de prendre sur les revenus de la ville 6 deniers par livre ; tandis que, dans le système de perception suivi, les employés ne recevaient des jurats que des *brèves* ; que, par cette innovation, on blessait les libertés municipales et l'on mettait les jurats dans l'impossibilité de secours pris sur les économies de la ville, aux besoins, comme on l'avait souvent fait, et naguère le roi lui envoya plus de *sept vingt mille livres* à Bordeaux, d'ailleurs, ledit édit anéantissait l'autorité des jurats qui avait le droit de vérifier les comptes et les sommes qu'on devait employer aux réparations et autres besoins du peuple.

Le roi de Navarre écrivit, le 18 mai 1543,

voir son opinion sur l'édit qui nommait un trésorier de la Cour et un contrôleur : la Cour répondit par ses deux députés et confirmant les détails fournis par les jurats, demanda au procureur en ce qui regardait la publication de l'édit ; ce qui fut accordé.

C'est la seule affaire où le Parlement ait, en outre, pris part à ce qui regarde les affaires politiques ou administratives, entrées en ville de Marguerite, reine de Navarre. On sait que cette princesse protégeait partout les réformés et ne cherchait jamais une occasion favorable de leur faire du bien et de propager leur culte. La princesse, à Bordeaux, enharmonisait les sectaires et mettait un frein à l'intolérance bien connue du Parlement. Les catholiques la détestaient ; mais sa position sociale commandait le respect, et les cœurs et les consciences désavouaient souvent les concessions qu'une dure nécessité arrachait à leur dévouement aux intérêts de l'État. Son intention, en exerçant ce privilège de reine, de mère et de femme de gouverneur du pays, était de servir aux sectaires et de faire mettre en liberté ceux qui étaient alors en prison. Le Parlement comprit ses motifs ; et pendant aux ordres donnés, et les grâces furent

En août 1544, les avocats généraux présentèrent à la Cour un nouvel édit, donné, à Saint-Maur-des-Fossés, au mois de juillet précédent, portant création d'une cinquième chambre de président en la Cour ; il fut enregistré le même jour, et le 28 après (28), le procureur général, Guillaume de Selve, exerçant sa charge depuis seize ou dix-sept ans, fut nommé par provision en la Cour de nouvelle création ; ces provisions furent datées de Saint-Pey, le 7 du même

Le 15 août, qu'attendu la longue expérience que la Cour avait eue de son Comte, lequel a longtemps pratiqué en l'office de procureur général, conseillé et plaidoyé ; que sans tirer

Livre VII.
Chap. I.

Livre VII.
Chap. 1.

» à conséquence pour l'avenir, où aucun p
» serait pourvu de l'office de président, PER
» DIATE, que ledit Le Comte sera reçu au ser
» sans autrement l'examiner; ce qui a été fa
» après qu'il eut purgé, moyennant serment
» promis bailler directement ou indirecteme
» tre qu'au roi. » (1).

Ces paroles si élogieuses, si honorables p
nous donnent une idée de ce qu'était alors l
cureur général. Très-souvent, c'est la robe
blissent l'homme; ici, c'est l'homme qui a
tions et qui les fait rechercher par d'autre
Comte était bisaleul de M. le Premier-Présid
Jean-Baptiste Le Comte, capital de La Teste
ble, chez qui la vertu, la piété, le savoir et
héréditaires.

Quant à la déclaration et au serment qu'o
Comte, ce n'était qu'une suite du règlemen
1530 pour le Parlement. Ce règlement po
nouveaux officiers du Parlement jureraie
qu'ils n'avaient point donné de l'argent pour
Le motif de cet antique usage est facile à
voulait conserver la vocation aux charges d
dans toute sa pureté, et empêcher l'ignorance
par le moyen de quelques sacrifices pécunia
duire; mais on comprit, plus tard, les dange
serment : une ignorante ambition ne s'arr
parjure; aussi on parlait bientôt après de
trouvait la Cour de modifier cet article et c
autre forme.

La création de cette cinquième charge

(1) Le Parlement alla siéger à Libourne, le 2 août 1546
Bordeaux; il rentra à Bordeaux le 17 janvier suivant.

nière que François I^{er} ait faite en la Cour de Bordeaux. Le prince avait besoin d'argent ; il en voulait à tout prix , et il se laissait aller avec une déplorable facilité à cette manière de faire, aussi impolitique que dangereuse ; jamais on n'a tant usé ni abusé. Il augmenta de deux la charge de président à mortier, de trois celle de président aux enquetes, de trente-quatre, ou, selon d'autres, de quarante-cinq celle de conseiller ; il doubla la charge d'avocat général ; il avait même créé une Chambre des requêtes au Palais ; cette création, sans base, sans motif, n'eut pas de suite. Une clause insérée dans son édit de 1543, relatif à l'établissement de la seconde Chambre des enquêtes, et à la création de quinze nouvelles charges de conseillers, il avoua lui-même qu'il improuvait ce qu'il venait de faire. Cette clause, *vacation advenant par mort* de conseillers anciens, les offices demeureraient supprimés jusqu'à ce qu'ils fussent réduits au nombre ancien ; mais cette mesure, comme beaucoup d'autres, demeura sans effet ; car il y avait des dispenses toutes les fois que ses besoins l'y obligeaient. C'était là un des tristes fruits des malheureuses et longues guerres que ce prince eut à soutenir.

Un jour que M. Le Comte fut reçu président au Parlement, Antoine de Lescure présenta ses provisions de l'office d'avocat général. La Cour ordonna que le nouveau titulaire fût soumis à un examen sur la loi. Antoine de Lescure, procureur général au Parlement, était grand-père de Léon de Nesmond, conseiller au Parlement, aïeul maternel de feu la comtesse de

En 1547, avant Pâques, on vit arriver en poste un roi de Navarre, avec deux dépêches adressées au roi de France. L'une de la part du nouveau roi Henry II, datée de Bordeaux le 15 mars ; l'autre pour le roi de Navarre, da-

tée du 5 avril, pour donner avis à la Comp
était mort. La lettre d'Henry II portait que le
tinuerait ses séances, *nonobstant la mutation*
décès du feu roi, en attendant que la Cour lui
le serment accoutumé (1).

M. de Laage était alors premier-président
président aux enquêtes au Parlement de P
les deux lettres un peu avant midi, il manda
deux heures, tous les présidents et conse
trouver en ville, et leur communiqua les nou
du roi. On arrêta qu'il y aurait une réunion
25, et l'on désigna François de Laage, pr
l'ancien président de la seconde Chambre d'e
conseillers, pour aller rendre au nouveau
l'obéissance qui lui étaient dus. On y arrêta
terait le serment de fidélité accoutumé. Le p
quêtes fut député; c'était Guy de Gallard de
des deux conseillers députés était Geoffroi de
devint, l'année suivante, maître des requêtes.

Les deux noms de Brassac et de Pompad
nent un fait qu'il est bon de constater : c'es
nes qualifiées ne dédaignaient pas, vers le m
cle, de prendre des charges dans le Parlem
Trois ou quatre ans plus tard, on voyait enc
charge au Parlement de Bordeaux, un mer
plus honorables maisons du royaume, Gille
parvint plus tard à l'épiscopat; mais ordin
dets seuls embrassaient l'état ecclésiastique
des vocations suspectes.

Le commencement du règne de Henry II

(1) Le 25 janvier 1545, la Cour (Chambres assemblées)
» feste de Saint-Charlemaigne, la Cour n'entrera, et dore
» calendrier sera un *vacat*, sur le dit jour, suivant ce qui
» Parlement de Paris. »

ement très-malheureux pour la ville et pour le Parlement de Bordeaux, et dont nous parlerons ailleurs. Il nous a ici de rappeler le fait aussi succinctement que possible. En 1548, on venait d'imposer une taxe sur le sel. Plusieurs communes de la Saintonge, de l'Angoumois et de la Guienne levèrent, à cause des exactions des gabelleurs, fermiers et autres, un objet de première nécessité pour les pauvres; et bientôt il en vint d'Oléron et de tous côtés, qui grossissaient chaque jour le nombre des insurgés, de manière qu'ils comptèrent une armée de quarante mille hommes. Les pauvres imitèrent cet exemple, encouragés par deux marchands de sel, qui auraient dû et pu s'opposer à ces excès aux désordres de la populace, et qui, tout au contraire, agissaient de connivence avec les coryphées des émeutes. L'émeute commença le mardi 28 août 1548; le peuple entendit le tocsin, et sortit à neuf heures du matin pour avoir la cause. Le peuple était sous les armes et se livra à de grands excès; sa fureur était telle, qu'on craignait qu'il ne se portât aux dernières extrémités contre les propriétés même. Arrivés sur les fossés des fossés, les séditieux rencontrèrent Tristan de Moneins, depuis le 1^{er} juillet 1547, lieutenant du roi en Guienne, et du roi de Navarre; il venait de sortir du Château de l'espérance de calmer les têtes et de rétablir l'ordre. Mais, et les paroles échangées ne firent qu'aigrir davantage les anarchistes. On le tua sur les fossés, et avec lui plusieurs gentilshommes, nommé Montoléon; et après avoir jeté les deux cadavres éventrés, on les traîna, avec une férocité, dans plusieurs rues de la ville. Quelques autres furent poursuivis avec acharnement; ils se réfugièrent dans une chapelle, où les insurgés les firent périr tous. Après avoir massacré plusieurs personnes dans leurs maisons des riches, les anarchistes se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, grâce à la criminelle con-

pour mettre fin aux troubles de la Saintonge de Lorraine, depuis duc de Guise, alors malade, du vivant de son père.

Le Parlement étant interdit, le roi songea à envoyer de son peuple de Guienne, et nomma des commissaires pour rendre la justice à Bordeaux. La commission fut établie à Saint-Denis, le 12 juin 1549. Les commissaires furent François de Laage, premier-président, et René de Laage, président au Parlement de Bordeaux, dix commissaires au Parlement de Paris ou des requêtes du Palais, six au Parlement de Toulouse, six du Parlement de Bordeaux, Pontac, greffier en chef, et les deux autres, Bernard de Lahet, faisant les fonctions de premier président, et Fronton de Beraud, agissant comme avocat général. La nomination de ces cinq officiers du Parlement de Bordeaux, en compensation de leur bonne conduite et de leur dévouement dans des jours difficiles. De ces cinq honoraires, celui de Pontac est la seule qui subsiste, au moins en partie.

Nous croyons devoir consigner ici les noms des différents Parlements qui furent chargés de l'administration de la justice en Guienne.

Commissaires de Paris : MM. Robert Tiennot, Burgoing, Jean Adoard, Louis Chabannes, Gaston de Gryon, François Thomas, Thierry Maillard, Jacques Morin.

Commissaires de Toulouse : MM. Pierre L'Hospital, Antoine Malèrcs, Jean Theula, Jean Eymard, Pierre Robert, Pierre Sabatier.

Commissaires de Rouen : MM. Robert Blanc-Baston, Robert-Jean de Crosmore, Cochin, Jacques Materel, Nicol Laplame.

À leur arrivée à Bordeaux, les commissaires se réunirent chez M. le Premier-Président, le 4^{er} août 1549, et tinrent leur première séance au Palais. Après

mission royale, à la première audience, ils se partagèrent
aux Chambres : l'une civile et l'autre criminelle, et ar-
rent que l'on ajouterait, tant à leurs arrêts qu'à leurs
missions, cette clause : « Prononcé ou fait par les com-
saires ordonnés par le roi, pour la justice établie en
ier ressort durant la survivance du Parlement de Bor-
x, selon la forme exprimée par les lettres de la com-
on du roi. » Enfin, ils ordonnèrent que les requêtes
t répondues en langue vulgaire et non en latin, comme
vaient été jusqu'alors. Depuis lors (1549), cet usage
ujours maintenu à Bordeaux.

ues jours plus tard, le président Brinon mourut ; les
aires arrêterent qu'ils iraient à son enterrement en
Cour, et que les présidents et conseillers du Parle-
Bordeaux, s'ils y allaient, seraient reçus selon l'ordre
ancienneté.

ptembre 1549, M^e Clauchier, conseiller au Parle-
ouen, présenta aux Chambres une commission, par
fut subrogé au lieu de M. Nocol Laplane, excusé
de maladie ; il fut mis à la Chambre criminelle.

ours plus tard (7 octobre), M. le Premier-Pré-
au Palais un ordre du roi, donné au mois de
écédent, par lequel quatre conseillers de Bor-
t nommés pour administrer la justice, au lieu de
écédé, et des trois conseillers du Parlement de
urgoing, Gryon et Thomas, que des maladies et
avaient empêchés de se rendre à Bordeaux. Ces
rdelais étaient Pierre de Carle, depuis président
illard de Lavie, Antoine Gautier et Jacques Be-
mé de Largebaston, qui devint bientôt après
rtier, et, plus tard, premier-président, et dont
uvent occasion de parler.

le registre du temps, que Sauvat de Pom-
nt aux enquêtes, et Raymond d'Eyquem de

Livre VII.
Chap. 1.

Livre VII.
Chap. 1.

Papiers de
M. de La Mon-
tagne.

Montaigne , conseiller au Parlement , furent
temps , remis en exercice ; mais nous n'avons
preuves formelles de l'année précise.

A l'époque où nous sommes arrivés, l'ordre
se rétablir, et les anciennes prétentions du Pa-
deaux semblaient s'être évanouies sous le
dont il avait été l'objet. La famille de Pontac
l'affection du roi : Jacques de Pontac fut nom-
bre 1549, greffier en chef, en survivance
fut reçu comme tel par les commissaires. Jac-
dernier jour de l'année 1572, et le roi, en te-
haute estime et affection, lui accorda une sec-
de sa charge en faveur de son second fils, T-
mourut le 14 avril 1589, à l'âge de cent un
die, sans infirmités, ayant toujours ses facultés
sant à son fils l'une des fortunes les plus
pays. Il avait rempli l'honorable charge de
du Parlement depuis 1522, sous Louis XI,
Henri II, François II, Charles IX et Henri III.
le règne à trois mois et demi près. Son petit-
avait été conseiller au Grand-Conseil, et Fra-
petit-fils, mort en octobre 1659, ont occupé
cette charge, qui a été depuis réunie au Don-
greffier en chef du Parlement fut François
mâle descendant du vieux Jean de Pontac. Il
laissa pas d'enfants; son oncle, frère aîné
premier-président à la Cour des Aides, et tran-
à M. Blaise de Suduirault, mari de sa fille un-
fut reçu premier-président le 10 décembre

(1) Cette illustre famille a fourni à toutes les carrières de
quables : Arnaud de Pontac, évêque pieux et savant de Bazas,
greffier en chef du Parlement en 1549; son second fils,
Étienne, son arrière-petit-fils, François, ont rempli successi-
et même le dernier greffier en chef du Parlement fut François

commencement du XVI^e siècle, la peste ravageait pé-
niblement la population de Bordeaux. Pour se soustraire
à la contagion, le Parlement se vit obligé de transporter son
siège à Saint-Émilion, et, en 1514 et 1528, à Libourne. On
appela que trop les ravages qu'elle y avait faits en
1514 et 1528, le duc de Foix, seigneur de Lautrec, était alors nommé
gouverneur de Guienne : le roi lui avait accordé le gouver-
nement du pays d'Aunis et de La Rochelle, ainsi que la garde
des forteresses de Bordeaux, Blaye, Saint-Sever, Bazas,
Réole et Bayonne, avec plein pouvoir, lors de son
entrée dans chaque ville de son gouvernement, de mettre en
liberté le prisonnier qui lui plairait, d'accorder pardon et
amnistie pour tous crimes et rappels de ban, excepté pour le
meurtre et la rébellion civile ; on lui fit une réception brillante. Le
duc de Foix était jaloux de son influence, et ne demandait pas
au roi le pouvoir de la restreindre. Dans cet intervalle (1516),
il survint entre la Compagnie et le sieur Desparres,
général en Guienne, pour les frais de fermes et
descentes de la jurade. De chaque côté, on réclamait la
justice de ces matières. Fatigué des prétentions du Par-
lement, le roi manda à Paris un membre de la Compagnie ;

Livre VII.
Chap. 1.
—

Arnaud de Pontac. L'oncle paternel de celui-ci fut premier-président à
Paris et eut pour successeur Blaise de Suduirault, son gendre, en 1661.
Arnaud de Pontac fut premier-président à la première Chambre des Requêtes ; son gendre, Geoffroi,
conseiller, et Arnaud, fils de Geoffroi, devint premier-président et laissa
deux gendres, MM. d'Aulède et La Tresne. Étienne de Pontac fut
premier-président à la seconde Chambre des Requêtes ; sa charge passa à son fils, ses petits-fils et arrière-petits-fils.
Arnaud de Pontac, arrière-petit-fils d'Étienne, habitait l'Entre-deux-
seins, fut premier-président de la seconde Chambre des Requêtes, fut père de Jean, pro-
cureur général, de 1620 jusqu'à 1661. En 1789, il ne restait dans la robe qu'un
seul de cette famille, Pierre de Pontac de La Salle, arrière-petit-fils, par
son père, procureur général, neveu de Pontac, capitaine de vaisseau,
conseiller, aumônier de feu M^{me} la dauphine, Marie-Adélaïde de Sa-
voie, étaient alliés avec les familles Gouth, d'Aspremont, Bourbon-
des Maisons des plus anciennes de France. Arnaud de Pontac
fut premier-président à la seconde Chambre des Requêtes, Haut-Brion, Saint-Pé, Lalande, Rouaillan, l'Isle-Saint-
Étienne, Belin, Bisquetan, etc., etc.

et après avoir pris connaissance de toutes de ce différend, il écrivit, le 23 juillet, au Parlement, de ce différend, il écrivit, le 23 juillet, au Parlement, horta à vivre en bonne intelligence avec le roi, qui, étant chargé de comprimer les séditions, séquent, investi de pleins pouvoirs d'informes, pables, et de les punir; mais si, malgré son influence, il restait encore des anarchistes, il devait le devoir de faire intervenir le Parlement.

Il n'y avait à cette époque au Parlement qu'un président à mortier, un président d'enquêtes et vingt-six conseillers. Le 26 novembre, on enregistra les lettres-patentes par lesquelles le roi accordait le droit d'entrée au Parlement, avec une exception, au sieur Lancelot Dufau, évêque de Limoges, en reconnaissance de son sceau de la chancellerie de Bordeaux; il avait été nommé aux enquêtes dans la même Compagnie. Trois ans plus tard, nous l'avons fait observer, François I^{er} (au moment où il créa une Chambre criminelle au Parlement) avait douze présidents et huit conseillers, tous laïcs. Le Parlement comptait quatre présidents, et reconnaissait en ville de Paris la vente des charges, qui équivalait à l'achat de la magistrature, était, pour le gouvernement, une source inépuissable de richesses; le roi finit par en faire un usage excessif. Ses lettres-patentes du 24 mai, enregistrées le 15 juin, il créa vingt nouveaux sergents royaux pour la sénéchaussée de Guienne, et, au mois d'août suivant, il donna au roi en tous et chacun des bailliages, sénéchaussées, vigoueries du ressort du Parlement, et, plus tard, il créa douze présidents en la Chambre de la Tournelle.

On sait la magnifique réception qu'on fit à François I^{er}, en 1526; on ne se montra pas moins courtois envers Charles-Quint, lors de son passage à Paris. Cette complaisante docilité à la volonté du roi, qui avait des fâcheuses conséquences de la vénalité des offices judiciaires : la magistrature était avilie par

la fortune, et la noble fierté des Parlements n'était
un souvenir. On achetait cher une charge de conseil-
président : on l'exerçait tant bien que mal ; mais la
situation ne cachait pas complètement le manque de sa-
voir. On ne voyait presque partout que des Cours sans
autorité et des magistrats méprisés.

Des Parlements de France, celui de Bordeaux se
distingua le moins de la vénalité des charges : on aimait assez
les charges honorables ; mais la fortune, sans les talents et le
mérite, aspirait presque jamais. Il y avait peut-être aussi
une dépendance que partout ailleurs, lorsqu'il s'agissait
de personnages haut placés : on n'aimait pas à re-
fuser la faveur demandée ou à résister aux exigences
du pouvoir ; mais on n'a jamais révoqué en doute le savoir
et l'autorité de Bordeaux. Quand il s'agissait, sous Louis
XIV, de réunir ensemble les diverses Coutumes existant en
France, de les codifier et d'en faire un corps de lois fixe,
approprié aux besoins du pays, c'est le premier-
président de ce Parlement, M. de La Marthonie, qu'on
chargea de ce important travail. La mort empêcha ce savant
de terminer son entreprise ; elle fut achevée par
M. de Belcier, que François I^{er} jugea le plus
capable de mener à bonne fin ; le travail fut approuvé et
promulgué le 15 juillet 1524. Michel de L'Hospital gémissait,
comme nous déjà fait observer, des scandales résultant
de la vénalité des charges ; mais ce qui révoltait le plus
l'âme de tous les amis de l'ordre, de la morale, et
des honnêtes-hommes eux-mêmes, c'était la disposition législative
qui rendait les charges héréditaires et transmissibles moyennant
des paiements annuels. Jamais la France n'a pu s'accoutumer
à avoir une aristocratie judiciaire héréditaire.
Les honnêtes-hommes eux-mêmes comprenaient qu'il importait beau-
coup de leur corps de neutraliser la cause
qu'ils imposaient pendant très-longtemps aux

Livre VII.
Chap. 1.

*Esprit
des Loix.*

Page 116.

récipiendaires l'obligation de déclarer par s
vaient rien payé pour leurs charges. Ceux
car l'argent qu'ils donnaient était censé un p
un certain intérêt, ou un don dont person
de se plaindre.

Montesquieu condamne la nomination des
prince ; il aime mieux que les charges soient
taires. Cette opinion nous paraît étrange : no
qu'il l'ait suffisamment justifiée. Craignait-il,
ment, de se condamner, lui-même, et les usa

Le 7 mai 1514, messire Frédéric de F
notifier à la Cour la commission à lui don
Navarre, en qualité de gouverneur de la p

La Cour accéda à ses désirs avec satisfacti
jour, le procureur général, Le Comte, pr
créait des receveurs des deniers commu
royaume. On en fut non seulement étonné, ma
Le lendemain (10 mai), une conférence eut
l'avons dit, entre M. le comte de Foix et
convinrent de prévenir le roi de Navarre
que la publication de l'édit pouvait avoir.
prouva la mesure, et, les Chambres assem
sursis à la publication. L'archevêque et le
dour furent donc chargés d'aller informer l
gouverneur du pays, afin qu'il avertît le ro
avait, à Bordeaux, de ne pas publier l'édit

Nous ne parlerons pas ici des désordres d
ne pas répéter plus tard ce que nous aurio
ques membres du Parlement et surtout d
saigne. Les commissaires, qui remplacèr
suite de cette insurrection à Bordeaux, c
travaux parlementaires avec tout le zèle
milieu d'un peuple consterné des scènes exp
par Montmorency, et dont ils étaient témoi

able jalousie se glissa, cependant, parmi les ce Parlement provisoire ; il s'agissait de la pré- les commissaires des trois Cours : le premier- ayant référé au roi, en reçut des lettres-paten- bre 1549, par lesquelles Sa Majesté déclarait lait qu'en tous les actes à faire, les conseillers édassent ceux de Toulouse et de Rouen. Sur e mûre délibération, il fut arrêté en Cour, que, *des dites lettres octroyées par le roi aux con- rlement de Paris, et de l'ordonnance du roi mme aussi des privilèges allégués par les Par- louse et de Rouen, afin que la justice ne soit par provision, tous les conseillers du Parle- nient, à l'audience, à la partie dextre, auquel né les conseillers d'église, comme étant le lieu e, et les conseillers de Toulouse et de Rouen s laïcs, suivant l'ordre de leur réception ; et, s, avertir respectivement les Cours desdits avoir d'eux mémoires et instructions, pour, s vues et entendues, en être ordonné selon*

oses, à Bordeaux, dura quelques mois ; nécessité de faire quelques sacrifices pour ornement et gagner les bonnes grâces de députa le célèbre avocat Le Blanc, le Ver- le, qui plaïda avec tant d'éloquence et de des Bordelais, que le roi se rendit à ses assurance de sa bienveillance à l'avenir, ances, à Fontainebleau, le 28 décembre ne au Parlement de Bordeaux et l'autre e premier-président fit lire au Palais ces e 7 janvier suivant : par la première, le s commissaires se retirassent dans leurs

Livre VII.
Chap. I.
—

un équipage plutôt militaire que convenable et à son caractère de magistrat. Il prétendit avoir été forcé pour sauver sa vie : c'est pour quoi n'en fut pas bien persuadé. Les adversaires soutenus du crédit du connétable de Montmorency pourvus au Conseil contre l'arrêt de la Cour, le rapporteur et le procureur général furent obligés de rendre raison et pour expliquer les motifs de l'arrêt. Le sort de La Chassaigne parut alors assez incertain. Le duc de Montmorency se faisait toujours le favori du roi, mû probablement par les services de son père. La Cour de Bordeaux, lui conserva la vie, mais ne lui que son office de président, qu'il supprima. Cette disgrâce, et par la mort déjà arrivée de son père, dont nous avons déjà parlé, il ne fut pas président au Parlement que Jean de Calvière, et Guillaume Le Comte, qui, de ci avant, avait été en 1545, du temps de sa promotion, *président*. Le roi créa alors un nouvel office de président, il pourvut Jacques-Benoît de L'Agebaston, le 22 juin, sous le titre de *quart-président*. Ce premier-président, et, se montrant peu populaire, devint un objet de haine pour les courtisans et du pays (1).

(1) Le nom de ce premier-président se trouve écrit de trois fois c'est *Lagebaston* et très-souvent *Largebaston*, et cette dernière forme est celle qu'on trouve le plus fréquemment.

CHAPITRE II.

ARTICULARITÉS HISTORIQUES DU XV^e SIÈCLE.

— Les duels. — Pèlerinages et processions. — Cierges brûlant de-
-Sacrement. — Confrérie de Montuzets. — Les Recluses de Bor-
-roi des Harlots. — Obsèques taxées. — Corvées. — Tremblement
L'artillerie. — L'état des monnaies. — Les grandes foires de Bor-
-de de mauvais aloi portée à Londres par les marchands borde-
-naies anglo-gasconnes. — Droits du chapitre sur le tiers du mon-
-deaux. — Les taxes à Bordeaux. — La Porte-Cailhau. — Les
-Éloi achevées. — Les armoiries de Bordeaux. — Les présents.
is de Bordeaux.

ut le XV^e siècle, la magie et la sorcellerie occu-
-pés et les langues, et faisaient tourner toutes
s les malheurs publics et privés, dans les mala-
grins, on accusait les sorciers, qui, disait-on,
pacte avec le diable, et reçu, en échange de
ils lui avaient livrées, un pouvoir surnaturel.
ordre du Parlement, plusieurs prétendus sor-
ne brûlait pas les idées; elles ont survécu à
lation du XV^e siècle, et la sorcellerie, qui se
nte du bûcher, se propageait toujours avec les
stitieuses d'un pauvre peuple, qu'il eût fallu
irer : sa faute était dans son ignorance.

ent en honneur à Bordeaux au XV^e siècle; il
effacer les dernières traces de la barbarie en
ou d'étendre les lumières de la civilisation
es ténèbres du moyen-âge. Ainsi, on vit, en
aliers, armés de toutes pièces, se combattre
a Corderie : l'un pour la France et l'autre

Livre VII.

—
SORCELLERIE.

DUELS.

Livre VII.

Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

PROCESSIONS ET
PÈLERINAGES.

pour l'Angleterre. Un autre duel eut lieu, en 1444, sur la place de l'Ombrière (du Palais), entre Bertrand de Castetja et Bertrand de Grimon.

Le peuple aimait les processions publiques et les pèlerinages; on les regardait comme d'excellents moyens d'expiation des péchés, de détourner des malheurs imminents, des fléaux, des épidémies, et même d'obtenir du ciel le bienfait de la paix. La Foi était plutôt vive qu'éclairée; dans les moments de danger, les bourgeois faisaient des vœux, et, abandonnant leurs pays, leurs affaires et leurs familles, se rendaient, en robes de pèlerins, à Saint-Jacques, à Rome ou à Jérusalem, ou à quelque autre oratoire de la Vierge, comme Verdélais et Talence. On voyait fréquemment des processions générales à Bordeaux; on prévenait le peuple du jour, de l'heure et du but de ces réunions. Dans une circonstance, le comte d'Arcet sollicitait la rentrée immédiate d'un subside que les Bordelais avaient promis; les jurats s'excusaient du retard sur ce qu'un grand nombre de bourgeois avaient quitté la ville pour des pèlerinages.

CIERGES BRU-
LANT DEVANT LE
S^t-SACREMENT.

La piété des fidèles ne se contentait pas de la lampe qui brûlait toujours devant le Saint-Sacrement; les églises étaient éclairées par un grand nombre de cierges que fournissait, à cette fin, la piété des fidèles.

CONFRÉRIE
DE MONTUZETS.

Louis XI, dont l'âme n'était qu'un odieux mélange d'une effrayante cruauté et d'une dévotion hypocrite, toujours asservi à ses passions, encouragea les corporations et les confréries; c'était pour lui un acte de haute politique plutôt que de religion; c'était donner à l'opinion publique une autre direction. Il confirma, au mois de mars 1461, les privilèges attachés à la fameuse confrérie de Montuzets, établie dans l'église de Saint-Michel, à Bordeaux, depuis un temps immémorial.

Voir note 5,
page 74.

D'après les statuts de cette association, moitié civile, moitié religieuse, aucun Bordelais ne pouvait faire profession de

état de marin sans avoir été agrégé à cette confrérie. Cette institution servit puissamment les intérêts du commerce et de la marine, si fatalement compromis par Charles VII; elle ne contribua pas peu à former de bons marins dans nos contrées et à donner de l'éclat à cette profession.

Il existait alors à Bordeaux une institution bizarre, qui contraste trop avec nos mœurs actuelles pour ne pas trouver sa place dans ce tableau des particularités historiques du XV^e siècle; nous voulons parler des *Recluses*.

Par recluse, on entendait une fille pieuse et retirée, qui évitait le monde, où elle ne croyait pouvoir vivre sans perdre son âme; elle se renfermait dans une cellule, après avoir fait serment, entre les mains de l'évêque, de ne jamais sortir (1). La cellule était construite en pierre; elle avait 12 pieds carrés, sans ouvertures : l'une donnant dans une église, par où elle pouvait entendre la messe et recevoir la communion; l'autre servait à lui faire passer les aliments que des personnes charitables lui apportaient; la troisième était fermée avec du verre et recouverte d'une feuille de corne, et laissait pénétrer un peu de lumière dans cette ténébreuse demeure (2). Au XIII^e et aux siècles suivants, il y eut des recluses à Bordeaux. Dans une bulle de Grégoire IX, de l'an 1287, citée par Lopes, il est parlé d'une recluse de Saint-Éloi, dont la cellule bordait la rue Saint-James. Par son testament du 14 novembre 1287, la dame Rose de Bourg, fille du seigneur de Verteuil, veuve du seigneur de Lesparre, Ayquem Guillem, laissa 10 sols à la recluse de Saint-Lazare, près de Saint-Seurin, dont la cellule bordait, au couchant, la grande rue Saint-Seurin,

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

RECLUSES.

*Variétés
bordelaises*,
tom. II, p. 337.

*Histoire
de St-André.*
page 381.

Reclusa, dit Ducange, sanctimonialis ab aliis segregata et in cellâ reclusa, ut in cellâ tranquillus vacet.

Domus inclusi debet esse lapidea longitudo et latitudo in duodecim pedes habens fenestras, unam contra chorum, per quam corpus Christi accipiat; alteram contra introitum, per quam victum recipiat; tertiam unde lucem habeat, quæ semper debet esse vitæ vitro vel cornu. (BAUREIN, *Variétés bordelaises*, tome III.)

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

d'Angleterre, en reconnaissance d'un sincère dévouement et des services rendus à sa cause, donna à Bertrand de Lesparre le château de Marmande, le droit de péage au passage d'Aiguillon, avec les importantes fonctions de sénéchal de l'Agenais. Toutes ces faveurs étaient lucratives; mais le fier baron eût préféré quelque titre honorifique; le roi le comprit, et crut mettre le comble à son bonheur en lui accordant le titre de bourgeois de Bordeaux.

ARTILLERIE.

Dans ce temps, on fabriquait à Bordeaux des pièces d'artillerie d'un énorme calibre, et qui devaient tirer des charges de la pesanteur de sept quintaux. En 1420, lorsqu'on voulait faire le siège du château de Budos, on résolut de faire une grande bombarde, qui pût faciliter et hâter la destruction de ce fort. La fabrication en fut confiée à Jean Gautier, officier de l'artillerie bordelaise, et eut lieu à la Porte-Cailbau; les jurats s'engagèrent à fournir tout le fer et le charbon nécessaires (1). Le transport de cette *grande bombarde*, et de deux autres de moindre calibre, fut effectué dans une barque du port de 19 tonneaux, appartenant à un nommé Fongodau, qui était assisté de six autres matelots. La barque mouilla devant Podensac, où l'on devait prendre des boulets de pierre pour les canons, et, de là, se rendre à Budos en remontant le Ciron, alors rivière navigable (2).

Archives de
l'Hôtel-de-Ville

—
Registre
des
délibérations,
de 1420.

En 1420, Jean Gautier était canonnier de la ville; mais c'est le trésorier de la ville qui devait tenir inventaire *des*

(1) Tot lo fer, et tot lo carbon que besomh sera affar le deyt canon. (BAUREIN, *Mém. sur l'esprit et la forme, etc., etc.*)

(2) Ces détails peuvent surprendre de nos jours, où les arts sont parvenus à un grand degré de perfection; mais ce ne fut pas un fait rare : Mahomet II se servit de canons qui portaient des boulets de 400 liv., pour assiéger Constantinople, en 1453. Les habitants de Gand avaient des bombardes d'une grandeur étonnante : « Ils firent » ouvrir, dit Froissart, une bombarde merveilleusement grande, laquelle avoit 50 » pieds de long, et jetait pierres grandes, grosses et pesant merveilleusement. » Il ajoute que, quand on la déchargeait, on l'entendait bien « cinq lieues loing le jour » et dix par nuit, et menait si grand noise au decliquer, qu'il semblaît que tous les » diables d'enfer fussent en chemin. » (BAUREIN, *Mém., etc., etc.*)

artifices, machines et artilleries de la ville. Gautier fut récompensé du travail qu'il avait fait à Saint-Macaire, et on dédommagea Pierre Depeyre des pertes qu'il avait éprouvées au siège de Rions.

Il paraît certain qu'à cette époque on se servait de pierres, et qu'on n'employait pas encore des boulets de fer. Les particuliers étaient souvent condamnés à fournir des pierres pour les canons. L'arbalétrier et le canonnier portaient la livrée de la ville.

Après le siège de Saint-Macaire, le sol était jonché de pierres propres aux canons; Peyron, du port, en ramassa un grand nombre pour la ville de Bordeaux, et reçut, pour sa peine, 2 nobles.

En 1424, on acheta deux canons pour le prix de 48 liv. Dans ce temps, le capitaine de Buch pria les jurats de lui prêter une grande bombarde et deux petits canons pour aller réduire Montguyon; on lui fit donner bonne et suffisante caution.

L'histoire des monnaies du moyen-âge est bien peu connue : cette partie de nos annales n'a pas été suffisamment explorée; c'est un travail immense et dont nous ne ferons que effleurer ici la surface. Dans le moyen-âge, l'altération des monnaies, qui, d'après nos lois actuelles, est un crime capital, n'était qu'un simple délit, et l'on n'attachait que peu d'importance au droit de battre monnaie. En 1325, l'argent payé était très-rare en Guienne, et, pendant la domination du Prince-Noir, on n'y voyait d'abord que des *guyennois* et des *guyennois sterling* : un *guyennois sterling* valait deux *guyennois noirs*. On ignore presque tout ce qui concerne le monnayage du cuivre. Les bénéfices sur le monnayage d'or valaient à quatre fois les frais de fabrication, et environ deux fois seulement sur le monnayage d'argent.

On suppose généralement, dit Delpit, que nos rois se contentaient d'un sixième de la valeur; mais ce bénéfice serait inférieur à celui dont nous venons de parler. Comme le

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

Ibid.

Ut suprâ.

MONNAIES.

Delpit,
Collection
générale
des Documents,
etc., p. 175,
et ailleurs.

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

prince ne fit frapper que des monnaies d'argent dans l'Agenais et le Bigorre, et n'en fit d'aucune espèce dans l'Angoumois et le Rouergue; il en retirait, par compensation, diverses sommes très-fortes, sous le nom de *transgressionones et emendationes monetarum*; il levait aussi la dîme sur les produits des mines d'argent du Rouergue; il avait encore, à Bordeaux, les produits du change, dont il s'était réservé le monopole.

Au commencement du XV^e siècle, les marchands bordelais apportaient à Londres une grande quantité de monnaies de mauvais aloi, qu'ils échangeaient contre des marchandises ou des objets d'or ou d'argent. Les magistrats de Londres publièrent une ordonnance qui portait qu'on saisirait désormais les monnaies défectueuses; que la récidive entraînerait la saisie de toute la monnaie bonne ou mauvaise du délinquant, et que, dans le cas d'une troisième faute, on confisquerait, non seulement l'argent, mais même les meubles du coupable. On établit un Hôtel des Monnaies à Bordeaux; c'était tout à la fois un tribunal et une administration; on y exerçait une surveillance sévère sur la fabrication des monnaies diverses du pays; on y jugeait aussi toutes les contraventions aux lois sur la garantie des matières d'or ou d'argent travaillées qui se vendaient à Bordeaux.

Compte Rendu
de la Commis-
sion des Monu-
ments de la
Gironde, anno
1849-1850, p.
22, 23.

Les Anglais avaient introduit en Guienne des *nobles*, des *semi-nobles*, des *quarts de nobles*, des *sterlings* (qui valaient quatre deniers et maille tournois), des *léopards*, des *anglots* en or, des *gros* et des *semi-gros* en argent fin, des *sols*, des *semi-sols* d'argent dits de Bordeaux, du Poitou, etc., etc., des *deniers*, dans lesquels l'aloi l'emportait sur l'argent frappé en France par les rois d'Angleterre ou le Prince-Noir. On a trouvé de nos jours plusieurs pièces de monnaies anglo-gasconnes, à La Réole et à Belin.

Il fut défendu de faire sortir des billons hors de la province de Guienne. Les trois États du pays bordelais engagèrent le sénéchal, vu la rareté du numéraire, à faire battre

de la monnaie blanche et noire (des guyennois). Le sénéchal avait pas les ordres du roi, et ne demanda qu'à mettre sa responsabilité à couvert. Les trois États y consentirent et en revirent au prince, qui répondit, au sénéchal et au connétable de Bordeaux, le 23 mars 1433 :

« Ayant appris que les monnaies d'or et d'argent, et la monnaie noire, que nous avons ordonné de fabriquer dans notre Château de Bordeaux, ne l'a pas été, contrairement à nos intérêts et à ceux de nos sujets d'Aquitaine.

« Nous vous donnons plein pouvoir pour procéder à cette fabrication. Vous aurez soin que ces monnaies soient de mêmes poids et aloi, et marquées au même coin que celles qui furent fabriquées sous notre aïeul, Richard II, après la conquête. »

Par le traité de Charles VII (1451), le chapitre de Bordeaux fut maintenu dans son droit seigneurial sur le tiers du mayage à Bordeaux. Quant aux ouvriers monnayeurs, ils furent richement salariés en bel or ou en bel argent. Ils furent exempts de tous les impôts établis ou à établir ; ils furent aussi exempts de corvées, de chevauchées, d'ost, de gîte, de logement des gens de guerre.

Après l'expulsion des Anglais, en 1453, la quote-part de la taille gascogne s'élevait, dans la taille de toute la province, à 60,000 liv. d'or ; cette somme fut doublée sous Louis XI, et sous Louis XII fut portée à 120,000 liv., dont 60,000 liv. furent payées par la Gascogne. Maintenant, pour se faire une juste idée de cet impôt, il ne faut pas perdre de vue la dépréciation des monnaies. Pour cela, il faut considérer le tableau des réductions que la livre de Charlemagne a subies jusqu'aux temps modernes, et que nous avons donné dans notre premier volume, pages 309, 338, 564.

XV^e siècle a été, pour les arts, une période de transition. On était à la veille de la renaissance. Plus nous nous éloignons des grandes et imposantes conceptions des architectes du

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

Rymer,
Acta.

TAXES.

NOTE 8.

ARCHITECTURE.

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

XIII^e siècle, moins nous voyons dans nos monuments religieux l'empreinte de la foi. La froide indifférence, qui naît de l'ignorance, s'était emparée des populations ; on ne voyait plus, comme aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, des multitudes d'hommes accourir de loin, avec des pierres ou des aumônes, pour ces *travaux de Dieu*, ces magnifiques cathédrales, que nous devons à la piété de nos pères. Le monde était tourmenté par des discordes civiles ; la paix ne se trouvait qu'aux pieds des saints autels. Le peuple était religieux et l'art l'était aussi : l'architecture, dans ces deux siècles, était l'expression la plus naïve et la plus grandiose de la pensée chrétienne ; les conceptions des architectes étaient grandes et simples à la fois, comme les sentiments du peuple. On voyait partout l'empreinte de l'enthousiasme religieux ; mais en se rapprochant du XV^e siècle, l'art s'éloigne des traditions primitives ; les formes ogivales, si délicates, si élancées et si pittoresques, prennent plus d'ampleur aux dépens de la beauté ; la sculpture seule progresse ; elle devient savante, affectée et prétentieuse ; il y a plus de richesse dans ces fleurs, dans ces élégantes broderies, dans ces moulures, dans ces admirables fenêtres géminées, avec leurs resplendissantes rosaces, qui s'épanouissent sur nos églises comme des corbeilles de fleurs ; il y a plus de hardiesse dans ces minces aiguilles qui percent les nues, dans ces flèches pyramidales qui s'élancent jusqu'au ciel, emblèmes de la prière qui s'échappe de la poitrine du chrétien pour s'envoler jusqu'au trône de Dieu même. Tout cela est beau encore au XV^e siècle ; mais tout cela n'est que l'exécution d'une pensée antérieure ; c'est le beau siècle de l'architecture religieuse se survivant à lui-même. Le XV^e siècle est riche, mais de souvenirs ! Hélas ! tout change ; nous sommes à la veille du déclin, de ce que les froids admirateurs de l'art païen appellent si improprement la *renaissance*. L'esprit public devient novateur ; l'art se prodigue en merveilles sur les tombeaux et les mausolées ; l'orgueil des familles riches

s'appuie sur les arts pour jeter un défi à la mort ; les palais emplantent les châteaux-forts et les constructions féodales ; les guerres civiles ne ravagent plus nos campagnes ; on n'a plus besoin de remparts ; le maître-maçon mercenaire remplace le riche et désintéressé architecte des siècles précédents ; le style fleuri succède au style flamboyant ; l'ogive cède sa place au plein-cintre et au plafond, et une ornementation surabondante se substitue à la sublime simplicité du XIII^e siècle et à l'élégante gravité du XIV^e.

Les Anglais, dit Michelet, laissèrent peu sur le continent, ce n'est des ruines ; ce peuple sérieux et politique, dans sa longue conquête, n'a presque rien fondé. A Bordeaux, nous ont laissé une grande partie de Saint-André, la Tour Pey-Berland, dont nous parlerons plus tard, le portique Saint-Seurin avec la chapelle de Notre-Dame des Roses et la chapelle de la Vierge, dans la même église, quelques parties de Saint-Michel, le chœur de Saint-Pierre, et quelques autres monuments de leur domination à Bordeaux. « Quelques églises, en Guienne, dit un écrivain moderne, ont un assez grand nombre de tours et de bastilles : les villes et les bastilles anglaises sont très-reconnaissables ; elles ont été fondées, non sur les montagnes, mais près des eaux, en plaine ; elles se composent ordinairement de huit rues qui se coupent à angles droits. Il y avait au centre une place, recouverte des portiques grillés, qu'on pouvait fermer en cas de danger. » Telle est encore Sainte-Foy (Gironde), et quelques autres petites villes du Périgord et de l'Agenais. Il semble que Louis IX en ait imité cette disposition ; on en trouve des traces dans plusieurs localités.

À la fin du XV^e siècle (1495), on fit bâtir la *Porte-Cail-Porte* du Palais), appelée quelquefois dans nos anciens *Porte-Royale*, comme arc de triomphe, pour perpétuer le souvenir de la bataille gagnée à Fornoue par Charles VIII. Le sommet de cette construction épaisse et massive se trouve

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

Tome V.

Dessalles,
élève de l'École
des Chartes.

Livre VII.

Chap. 2.

—
Particularités
historiques
du XV^e siècle.

un parapet sur machicoulis ; elle est surmontée de trois fleches coniques, percées, vers la naissance, d'une ou deux fenêtres à pignon et à meneaux rectangulaires. Sur la façade, donnant sur la rivière, on voit une niche, où les jurats firent placer une statue du roi Charles VIII, qu'on renversa en 1793, quoiqu'elle rappelât à la postérité le triomphe des armes de la France et l'héroïsme de son roi ; elle resta longtemps sur la voie publique. On la voit aujourd'hui, mutilée, dans la cour du Musée des Antiques. Dans les titres des XIII^e et XIV^e siècles, cette porte s'appelait *Porte-Cailhau*, du nom d'une ancienne famille très-considérée de Bordeaux, qui a fourni plusieurs maires à notre cité, et dont l'hôtel se trouvait à côté. Des chroniqueurs modernes l'ont appelée improprement la *Porte-Caillou*.

De chaque côté de cette niche, sur un plan supérieur, on voit d'autres niches vides, et, plus haut encore, une grande fenêtre.

En 1449, on acheva les tours de Saint-Éloi ; elles figurent dans les armoiries de la ville, qui consistent en un champ de gueules en rouge, un château à quatre tours, ouvert, azuré, maçonné et pavillonné d'argent, girouetté d'un lion léopardé de haute grandeur, du même, au chef d'azur, parsemé de fleurs de lis d'or sans nombre, et portant un croissant renversé d'argent, en pointe, et figurant au bas de l'écu. Partout la cloche se trouve dans un jour situé entre les deux principales tours du château ; elle est d'argent. Sur un des écussons, on lit cette devise : *LILIA SOLA REGUNT LUNAM, UN-DAS, CASTRA, LEONEM. Les lis seuls commandent au port*, qui est figuré par une demi-lune, aux *eaux*, à la *forteresse*, ou ville fortifiée, et au *lion*, qui représente le courage des Bordelais et leurs forces en temps de guerre. Nous parlerons plus tard des trois croissants entrelacés, autrement appelés le tricycle de Bordeaux.

Delurbé dit que ces tours furent élevées jusqu'au haut en

449. En 1548, le connétable de Montmorency ordonna d'commencer la démolition ; mais cet ordre fut révoqué, et on ur donna une mesquine couverture, en 1556, qui fut chan-
é en 1757.

Livre VII.
Chap. 2.

Particularités
historiques
du XV^e siècle.

Sur la cloche, on lit l'inscription suivante :

« Cette cloche a été faite par Jean-Jacques Turmeau fils
ainé, et aidé de Jean Turmeau, son frère, sous la conduite
de Jacques Turmeau père, fondeur de la ville, le 25 juin
1775. »

Convoco	Signo	Noto	Compello	Concino	Ploro
Arma.	dies.	horas.	nubila.	læta.	rogos.

On voit, sur cette belle cloche, les armes du roi, de la
e, du duc de Richelieu, de M^{me} la duchesse d'Aiguillon et
maréchal duc de Mouchy. Nous aurons occasion d'en par-
encore.

uant aux couvents qui furent fondés au XV^e siècle, nous
arlerons dans notre *Histoire de l'Église de Bordeaux*.

CHAPITRE III.

Le Parlement transféré à Saint-Émilion à cause de la peste. — Anne de Candale épouse le roi de Pologne. — Émeute pour l'entrée des vins de Dunois. — Rédaction des Coutumes de Bordeaux. — Prodigalité de François 1^{er}. — Ses guerres. — Il arrive à Bordeaux. — Sa réception. — Le Traité des Dames. — Le mariage d'Éléonore et de François 1^{er}. — Leur réception à Bordeaux. — Charles Quint à Bordeaux. — Commencement du Protestantisme. — État moral de la France et de Bordeaux. — Mort de quelques sectaires à Bordeaux.

Livre VII.

—
1501.

Rien de bien remarquable ne se présente dans l'histoire de Bordeaux sous le règne de Louis XII ; les relations extérieures étaient d'une nature peu alarmante : à l'intérieur, tout était tranquille ; le Jubilé et des pensées religieuses occupaient tous les esprits. Lassés de tant d'agitations et de luttes sous les règnes précédents, les Bordelais commencèrent à s'apercevoir qu'il valait mieux s'occuper de leurs propres affaires, raviver leur industrie, étendre leur commerce, et guérir ainsi les plaies que la guerre avait faites à leur bien-être social. La crainte des Anglais n'existait presque plus ; eux-mêmes ne conservaient plus l'espoir de rétablir leur domination en Guienne, et notre cité était devenue toute française. Les châteaux-forts n'étaient plus nécessaires ; les forteresses étaient négligées ; des villages s'élevaient autour de ces vieilles ruines, et les pierres des vieux châteaux servaient à construire des demeures pour l'artisan et l'industriel (1). Au milieu de ces douces perspectives, la peste reparut à Bordeaux, et assombrit les belles espérances des Bordelais : on se rappelait

(1) En 1500, on commença à bâtir le bourg du Carbon-Blanc, dans un endroit appelé jusqu'alors *Bonlieu* ; on y portait les pierres du château de Montferrand, qu'on avait commencé à démolir.

ec tristesse les ravages qu'elle y avait faits en 1495, quand le Parlement crut devoir se retirer à Bergerac. Conformément au précédent, la Compagnie transporta son siège à Saint-Lion, et, en 1514 et 1528, s'établit, pour la même raison, à Bourne. La peste disparut, emportant de nombreuses vies, et la population reprit le cours de ses occupations habituelles.

Ami les grands seigneurs du pays bordelais, nos lecteurs ont distingué le capital de Buch : ils jouaient tous un grand rôle, mais le capital était celui que toutes les classes considéraient le plus. Son influence était très-étendue ; sa puissance personnelle était si grande, que Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême, ne crut pas dégénérer en épousant une jeune fille, fille du sieur de Candale, capital de Buch ; l'exemple d'Anne de Candale l'élevait presque au niveau du roi : sa beauté effaçait la distance. Les Bordelais furent flattés qu'une jeune personne de leur pays allât s'asseoir sur un trône, dont elle était digne par ses vertus, sa noblesse et son illustre naissance. Du temps des Anglais, les Bordelais avaient de grands privilèges et des franchises nombreuses ; l'esprit de leur ancienne indépendance avait passé à travers les âges et les révolutions du temps. Ils respectaient leurs droits, et les princes français avaient soin de ne pas leur porter préjudice. Ces serments, ces promesses avaient à merveille les intérêts des conquérants, et ils servaient pour effet que l'asservissement des vaincus. Le pouvoir du roi de France absorbait peu à peu tous les pouvoirs locaux ; mais la liberté avait jeté ses racines dans le sol bordelais, et l'esprit public se montrait résolu à la conserver intacte et de la transmettre tout entière aux générations futures. Les rois d'Angleterre, dans leur intérêt, favorisaient le commerce de Bordeaux et les travaux des environs, avaient strictement défendu de faire entrer des marchandises du Haut-Pays et de les faire entrer en

Livre VII.
Chap. 3.

1512.

ville avant Noël. Charles VIII et Louis XII avaient juré de maintenir ce privilège, ainsi que les autres, comme moyens indispensables à la prospérité commerciale de leur cité. Du-nois, duc de Longueville, s'avisa un jour, contrairement aux statuts municipaux, d'introduire en ville, pour son usage, des vins du Haut-Pays avant le temps déterminé; mais le duc faillit être victime de son imprudence : tous les Bordelais se levèrent comme un seul homme pour s'opposer à la violation de leurs droits; il fallut des forces imposantes pour les faire rentrer dans le devoir (1).

B. Automne,
Commentaires
sur les
Coutumes, etc.

1521.

Il n'y avait pas alors un code fixe et régulier : les provinces étaient régies par leurs Coutumes respectives, qui différaient entre elles, et qui, pour mille raisons majeures, devaient être refondues en un seul corps de lois. Sous Louis XII, Mandot de La Marthonie, premier-président du Parlement, s'était occupé de ce travail; mais la mort l'empêcha de mettre la dernière main à cette louable entreprise; François I^{er} en chargea son successeur, François de Belcier. Quand le travail fut achevé, il convoqua les trois États, afin de leur soumettre le travail. La réunion était nombreuse; le clergé y était représenté par Jean Symonet, vicaire général, l'abbé de Guîtres, et par les délégués des chapitres de Bordeaux et de St-Émilion.

Parmi les nobles qui y assistaient en personne ou par représentants, nous voyons figurer les noms de Gaston de Foix, comte de Candale et de Benauge, représenté par Jean André, avocat à la Cour, le seigneur Alain de Foix, vicomte de Castillon, les seigneurs d'Albret, de Vayres, de Puynormand, de Fronsac, de Savignac, de l'Isle, d'Uza, de Fargues, Belin, Franc, etc., etc.

On approuva la rédaction des Coutumes de Bordeaux, et le roi en ordonna la publication le 23 juillet 1524.

A cette époque, la France, débarrassée des Anglais, semblait

(1) A cette époque (1520), le nombre des notaires royaux fut fixé à quarante pour Bordeaux.

respirer enfin et rentrer dans l'ordre. Bordeaux participait à la prospérité générale et jouissait des biens de la paix. On commença à oublier les Édouard, et on cessa enfin de regretter les Anglais et leur liberté, plutôt nominale que réelle. François I^{er}, couvert de lauriers, enchanté de son expédition en Italie, ne dormait, ne se réveillait qu'au sein des plaisirs. La féodalité était abattue ; le pays se courbait sous son sceptre, et de tous les souverains de l'Europe le roi de France était celui qu'on respectait le plus (1). Pour les amours de ce prince et les prodigalités de sa cour, il fallait de nouveaux impôts ; le peuple commença à murmurer ; il aimait bien son roi, lui pardonnait les écarts de sa jeunesse ; mais il aimait mieux les écus et criait contre les exactions. François vendit les offices judiciaires ; c'était avilir la magistrature. Le *concordat*, avec la Cour de Rome, lui donnait des droits sur les biens ecclésiastiques ; il les conféra *en commande* à des courtisans, des favoris, des laïques dépravés, qui jouissaient des revenus et faisaient desservir leurs bénéfices par des prêtres mercenaires et peu considérés ; c'était la dégradation du sacerdoce. Les exemples du souverain influèrent sur les mœurs du peuple, et un torrent d'immoralité semblait inonder le royaume très-chrétien. La religion perdait chaque jour de son influence divine sur les cœurs et les esprits, et tous les vœux appelaient une sage réforme. Un Concile devait y pourvoir à Trente ; mais des moines apostats, des sectaires ambitieux et immoraux, des

(1) Par suite d'un traité passé entre François I^{er} et Henry VIII, en avril 1527, ce dernier prince renonça, pour lui et pour ses héritiers, aux prétentions de l'Angleterre et à la couronne de France. François I^{er} promit au monarque anglais, pour cette renonciation, une pension perpétuelle de 50,000 couronnes d'or par an ; plus, la valeur de 15,000 couronnes d'or en gros sel noir, livrable à Brouage, en Saintonge. On commença le paiement ; mais, malgré le traité, les rois d'Angleterre continuèrent longtemps après de prendre, dans leurs actes et sur les monnaies, le ridicule titre de *roi d'Angleterre et de France*.

La couronne d'or valait 38 sous tournois. Le taux du marc d'argent était à 12 liv. 15 sous. Louis XII, père de François I^{er}, fut le premier roi qui fit graver son buste sur la monnaie. De là vient le nom de *testons*, ou pièces à tête.

prédicants sans mission, devancèrent ses travaux : Luther abjure sa foi, répudie son passé, et répand l'hérésie et l'immoralité en Allemagne ; Calvin parcourt la Guienne, la Bible dans une main, une torche incendiaire dans l'autre ; et fort de la protection du roi de Navarre et de Marguerite, sœur de François I^{er}, souffle partout, jusqu'aux portes de Bordeaux, l'esprit de révolte et d'hérésie, et commence, dans l'Église, cette affreuse révolution qui déborda plus tard dans la politique, et dont nous sentons encore les fatales et dernières conséquences.

1525.

Au milieu de tous ces éléments de désordre, François I^{er} se jette étourdiment dans une guerre longue et dispendieuse. Charles-Quint venait d'être proclamé empereur ; jaloux de la gloire de ce prince, François I^{er} se laisse entraîner, par une ambition trompée et un orgueil blessé, dans une entreprise qui ne finit qu'à Pavie, et où il perdit ses soldats, sa gloire et sa liberté ! C'est de sa prison qu'il écrivit à sa mère désolée cette lettre, qui dépeint la tristesse de son âme, lettre qui a été si étrangement défigurée, et où il lui dit : « De toutes » choses, ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, qui est » sauve. » Les lettres à Charles-Quint prouvent bien qu'il avait perdu, dans la captivité, les chevaleresques sentiments qui l'avaient toujours distingué ; il lui demande la *pitié* du vainqueur, et s'humilie jusqu'à se dire son *esclave*.

Le traité de Madrid fut une honte pour la France, quoiqu'il eût assuré la liberté du roi ; cette tâche à notre histoire est encore aujourd'hui l'une des grandes gloires de l'Espagne. François I^{er} laissa ses enfants à Madrid en ôtage, et mit le pied sur le sol de la France le 18 mars 1526 ; il arriva à Bor-

Claude Coulomb et Jean Mackenna, Irlandais d'origine, natifs et citoyens de Bordeaux, se trouvèrent au siège de Rhodes, où ils se distinguèrent par de brillants faits d'armes. (Voir DELUNDE, à l'an 1523, *Chronique*.) Les Coulomb étaient très-distingués à Bordeaux. En 1480, d'après Darnal Étienne, M^e Kenna, qu'il écrit *Machanan*, à tort, était sous-maire à Bordeaux. Ses propriétés étaient à Bruges.

deux accompagné de quelques amis, la tristesse dans l'âme et en proie à ses regrets, à mille fâcheuses prévisions. A deux heures environ du soir, il débarqua à Bordeaux, au bruit de l'artillerie, au milieu d'une foule immense, sympathique, mais attristée comme lui-même. Il fit son entrée à cheval par la Porte-Cailhau, qu'on avait ornée d'un arc de triomphe, de bannières et d'un pavillon, où se tenaient les membres du Parlement, en robes rouges, avec le premier-président, Belcier, en tête, qui le harangua. La ville n'était pas riche, ni ses revenus considérables; cependant, les magistrats lui présentèrent une somme d'argent, qu'il leur rendit pour être employée aux réparations des murs et des fortifications de la ville (1). Le clergé vint le conduire processionnellement à la cathédrale, par des rues richement tapissées; on fit des largesses aux pauvres, et, dans la *rue du Loup*, sur le passage de Sa Majesté, une fontaine élégante versait du vin à tous les passants par des robinets dorés. L'archevêque, Jean de Foix, le reçut et le complimenta à la porte de Saint-André; conduit dans le chœur, il pria à genoux sous un dais de drap d'or; et après avoir baisé respectueusement le bras de Saint-André et les Saints Évangiles, que le prélat lui présenta, il prononça le serment accoutumé. Il fut ensuite conduit au Palais archiépiscopal, à travers une foule immense qui encombrait les rues, et faisait retentir la ville de ses chants d'allégresse, de ses *vivats* et de ses acclamations, auxquels venaient se mêler le bruit de l'artillerie et les sons des instruments de musique. Tous les seigneurs du pays vinrent complimenter Sa Majesté, et l'accompagnèrent à Cognac, où devaient s'assembler les princes, les seigneurs et tous les députés des villes du royaume; les ambassadeurs du Pape et des

1526.

NOTE 9.

H. Martin,
*Histoire
de France*,
tome 8, p. 91.

(1) En 1524, les recettes de la ville de Bordeaux montaient, pour les six premiers mois, à 25,885 liv.; et pour les autres six mois, à 23,726. En 1526, la recette annuelle monta à 60,000 liv. Un peu plus tard, la ville de Bordeaux paya, pour le rachat des enfants de France, 10,000 écus.

Livre VII.
Chap. 3.

Favyn,
Histoire
liv. VIII, p. 744.

Gaillard,
liv. II.

Dupleix,
liv. III.

1530.

princes d'Italie s'y rendirent aussi. On y décida que le traité de Madrid ne saurait se maintenir, la force l'ayant imposé au malheur, contre le droit et la raison ; que la France paierait une rançon pour les princes ; qu'on signifierait à l'empereur de mettre en liberté les enfants de France, qu'on avait laissés à Madrid comme ôtages, et que, s'il n'acceptait pas ces conditions, on l'y contraindrait par la force. Le roi fit appeler Gabriel de Grammont, évêque de Tarbes, et Jean de Calvimont, second président, et les chargea d'aller notifier cette décision à l'empereur. Les affaires se compliquèrent beaucoup par les conventions matrimoniales d'Henry d'Albret avec Marguerite, sœur du roi, *cette quatrième grâce et dixième muse, cette noble sœur et épouse des rois* (1). Les événements d'Italie créèrent des difficultés qui fatiguèrent la France et le monde, et finirent par disposer tous les esprits à la paix. Alors deux femmes se constituèrent plénipotentiaires, Louise de Savoie pour la France, et Marguerite d'Autriche pour l'Empire ; elles choisirent pour lieu d'entrevue la ville de Cambrai ; et après bien des négociations, convinrent d'un traité définitif, qui fut signé au commencement de 1530, et nommé le *Traité des Dames* (2). Par un article de ce traité, il fut stipulé que François I^{er}, alors veuf, épouserait Éléonore, sœur de Charles-Quint, qui viendrait en France, accompagnée des enfants du roi. Le roi adhéra à ce projet ; et vivement épris de sa future épouse, il se hâta d'arriver à Bordeaux, où il attendit la nouvelle de son arrivée sur le territoire français, et alla au devant d'elle jusqu'à un couvent de religieuses, à Verin, lieu situé dans les Landes, entre Captieux et Roque-

(1) Musarum decima et Charitum quarta,
Inclita Regum et soror et conjux,
Margaris illa jacet.

(*Épithaphe de cette reine, par VALENTINE D'ASSINOIS, l'une de ses femmes.*)

(2) Par le même traité, la rançon des princes fut stipulée à 12,000 écus d'or : cette dette fut couverte par des dons volontaires. Le clergé fit, à cette occasion, plus de sacrifices qu'aucun autre corps.

fort, où, à deux heures du matin, le cardinal de Tournon leur donna la bénédiction nuptiale. La famille royale vint à petites journées à Bordeaux.

Son entrée fut magnifique; c'était le 11 juillet, vers les quatre heures du soir, que la princesse Éléonore arriva dans un galion devant Bordeaux : les quais étaient couverts d'une foule immense, dont les *vivats* se mêlaient au feu continu de plus de cent cinquante bâtiments qui se trouvaient dans la rade, et au bruit de l'artillerie des châteaux. La princesse fut accueillie par tout ce qu'il y avait de distingué dans la ville, ayant en tête les magistrats, qui, après la harangue d'usage, lui offrirent, au nom de Bordeaux, un navire d'or à trois mâts, avec tous ses agrès de pareil métal, et plein d'*écus au soleil*. La princesse monta ensuite dans une litière; les corps de métiers, qui ouvraient la marche, furent suivis du clergé, monté sur des chevaux et des mules. Venaient ensuite le prévôt de l'Hôtel-de-Ville et ses archers, le capitaine des Suisses à cheval, un bâton blanc à la main, à la tête de trois cents Suisses; les hautbois et quatorze trompettes, qui sonnaient par intervalle; le Parlement, les hérauts d'armes, la tête nue et la cotte sur le dos; les gentilshommes, seigneurs titrés, ambassadeurs, cardinaux et princes du sang. La marche était fermée par le légat du Pape, chancelier de France. A quelque distance, on voyait les deux cents gentilshommes de la Maison du roi, à pied, dont la moitié accompagnait le dauphin et le duc d'Orléans, qui étaient à cheval. Les autres marchaient devant la litière de la reine et précédaient les archers de la garde du roi. La duchesse de Nassau, qui avait le titre de grande gouvernante, était à cheval à côté de la reine. Les dames françaises et espagnoles suivaient la litière deux à deux : les premières étaient montées sur des haque-
nées et les secondes sur des mules; en sorte, néanmoins, qu'une Espagnole était à côté d'une Française. La reine entra dans la ville par la Porte-Cailhau : les rues par où elle passait

Livre VII.
Chap. 3.

Cérémon.
franç.,
t. 1^{er}, p. 777.

furent tapissées ; sa litière fut portée par les gentilshommes de la garde du roi jusqu'au Palais, et, de là, par les Suisses, qui la conduisirent d'abord à l'église de Saint-André et à l'hôtel du premier-président, où on lui avait préparé son logement ; le roi s'y rendit sans pompe à l'entrée de la nuit.

1539.

Quelques années plus tard, Bordeaux vit dans ses murs le personnage le plus célèbre de son siècle, Charles-Quint, *ce Démon du Midi*, comme on l'appelait alors (*à Demonio meridiano libera nos Domine*). Voulant châtier les Gaulois révoltés, et n'osant pas passer par l'Italie et l'Allemagne, à cause des protestants, il demanda la permission de passer par la France. Enchanté de pouvoir lui être agréable, François I^{er} s'empressa de donner des ordres pour qu'il fût reçu partout avec tous les honneurs dus à son haut rang ; il envoya même au devant de lui, à Bayonne, le dauphin, le duc d'Orléans avec le connétable de Montmorency ; et, au cas que l'empereur eût l'air de douter de la loyauté du roi de France, les jeunes princes eurent ordre d'offrir de rester comme otages en Espagne jusqu'à ce que Sa Majesté impériale fût arrivée dans les Pays-Bas. Charles-Quint refusa cette offre généreuse, et répondit que, pour lui, la meilleure garantie possible était la parole du roi de France. Sachant qu'il devait passer par Bordeaux, le Parlement s'assembla pour régler le cérémonial de la réception ; on arrêta que le premier et le quatrième président, en robes rouges et chaperons noirs, avec quinze conseillers revêtus de leurs robes noires et chaperons de même couleur, iraient recevoir les princes à la descente du bateau, et qu'ils seraient précédés du premier huissier et de trois autres en costume.

1539.
Registre
des Parlements

Ces honneurs étaient destinés pour l'empereur et le dauphin ; mais il restait encore à décider de quelle manière on devait agir vis-à-vis du duc d'Orléans et du connétable Montmorency, qui s'élevait, dans ses prétentions, à la hauteur des princes du sang. En effet, le 20 du même mois, la Compagnie

s'assembla de nouveau, et décida qu'on observerait pour le connétable le même cérémonial que pour le second fils du roi de France. Que faut-il en conclure? Est-ce là, comme nous avons dit plus haut, une preuve de la haute influence et de l'importance de la charge de connétable? ou ce fait ne caractérise-t-il que le servilisme du Parlement en présence des vaniteuses prétentions de ce grand personnage?

Livre VII.
Chap. 3.
—

Dupleix,
*Histoire
de France.*

Le 1^{er} décembre, l'empereur fit son entrée à Bordeaux, ayant à ses côtés les enfants de France, le connétable, le duc d'Albe et plusieurs seigneurs français et espagnols. La députation du Parlement alla au devant de lui jusqu'à la porte du Chapeau-Rouge : les présidents avaient leurs manteaux et mortiers; les conseillers et gens du roi avaient leurs chapeçons courts et leurs robes d'écarlate; le greffier portait aussi sa robe d'écarlate et son épitoge, et le premier huissier sa toque. Il pleuvait à verse; de sorte que le premier-président fut obligé d'attendre, pour haranguer l'empereur, qu'il fût entré dans son hôtel. Les jurats lui offrirent un dais et lui présentèrent les clés de la ville, faites d'argent. Charles-Quint, pendant le peu de temps qu'il resta à Bordeaux, tint le chapitre de la Toison-d'Or, à Saint-André; il délivra tous les prisonniers qui étaient à la Conciergerie et accorda plusieurs autres grâces aux Bordelais. Cet exercice de la souveraineté, de la part d'un prince étranger, a de quoi nous étonner; il est présumable que ce fut seulement une politesse de François I^{er} envers un allié; autrement, le Parlement, toujours si jaloux de ses droits, s'y serait opposé. De Bordeaux, il se dirigea vers le château de Verteuil; il y fut magnifiquement reçu par Anne de Polignac, veuve de François de La Rochefoucauld (1).

A cette époque, l'aspect moral de la France n'était rien

(1) Ce château, avec ses magnifiques dépendances, fut acheté, en 1827, par le vicomte de Lavilléon, gendre de M. le comte de Peyronnet, garde-des-sceaux sous la Restauration; il a été racheté, en 1856, par la famille de La Rochefoucauld-Liancourt.

Livre VII.
Chap. 3.

moins que rassurant : ses ressources financières étaient épuisées, et les dépenses folles et énormes du prince nécessitaient la création de nouveaux subsides. On établit des taxes vexatoires, telles que l'impôt sur le sel, dont nous parlerons plus bas, et qui souleva le peuple : les charges judiciaires furent rendues vénales ; c'était diminuer la considération de la magistrature et porter une atteinte mortelle à sa moralité ; c'était ouvrir la carrière de la justice à l'ignorance en habits d'or, donner à la France des magistrats incapables, et partant méprisés et avilis.

Cette œuvre, qui faisait maudire le chancelier Duprat, indigna tous les amis de l'ordre et du bien en France. Michel de l'Hospital gémissait sur cet état de choses, et a laissé échapper de son cœur le chagrin qu'il en éprouvait, dans des vers qui sont parvenus jusqu'à nous (1). Les abus et les scandales se multiplièrent sous ce régime (vers 1522). Les charges vénales devinrent bientôt héréditaires et transmissibles, moyennant certains droits annuels ; mais, ce qu'il y a de certain, c'est que, comme nous l'avons fait observer ailleurs, malgré la puissance et la popularité des Parlements en certaines circonstances, jamais la France n'a vu avec plaisir l'établissement d'une aristocratie judiciaire héréditaire.

Pour cacher son avilissement, la magistrature imposait longtemps après aux récipiendaires l'obligation de déclarer par serment qu'ils n'avaient rien payé pour leurs charges : ils le faisaient, et l'argent qu'ils donnaient était censé un prêt fait à l'État ; mais ce serment, au lieu d'être une honorable protestation, n'était qu'un parjure et un scandale de plus.

Garnier,
*Histoire
de France*,
tom. 12, p. 219.
et Gaillard,
*Histoire
de France*,
t. 1^{er}, p. 213,
et t. 7, p. 407.

*(1) *Egregius quondam, nunc turpis, et infirmus ordo,
Temporibus postquam cæpit promiscuus esse,
Omnibus, et pueris passim probroque notatis,
Qui vix prima tenent elementa.....*

Ordre jadis illustre, aujourd'hui déshonoré et avili depuis qu'il a commencé d'être prostitué à tous venants, à des hommes notés d'infamie, à des jeunes gens qui possèdent à peine les premiers éléments de la science. (L'HOSPITAL, *lib. I, epist. 3.*)

Montesquieu, comme nous l'avons vu, préfère la vénalité et l'hérédité des charges à la nomination par le souverain : « Dans une monarchie, dit-il, où, quand les charges ne se vendraient pas par un règlement public, l'indigence et l'avidité du courtisan les vendraient tout de même, le hasard donnera de meilleurs sujets que le choix du prince. » Mais, comme le fait observer très-bien M. H. Martin, la question était moins entre l'hérédité et la nomination royale qu'entre l'hérédité et l'élection.

Livre VII.
Chap. 3.

Esprit des Loix.

A tous ces embarras de l'intérieur, ajoutez ceux du dehors, et surtout les abus et les empiètements dans les matières religieuses. Par une faiblesse que les circonstances seules peuvent justifier, la Cour de Rome, dans le concordat de 1515, accorda au roi la collation des bénéfices. Le prince en abusa à satiété ; il conféra des bénéfices à des laïques flatteurs et courtisans, qui faisaient exercer les fonctions ecclésiastiques par des prêtres perdus de mœurs et fléaux du peuple : la discipline était affaiblie, l'ignorance et l'immoralité étaient devenues le partage des fidèles et du bas clergé. Les choses saintes étaient profanées, les censures ecclésiastiques méprisées, tout le rein moral brisé, et le désordre partout ; voilà l'état de la France au commencement de ce siècle. La réforme par des voies et agents légitimes, que saint Bernard appelait de tous ses vœux, que le haut clergé désirait, que tous les bons catholiques réclamaient et que le Concile de Trente entreprit plus tard et aurait réalisée pour le bonheur de la France et du monde, fut saluée partout avec enthousiasme. Le mot de réforme était beau, il promettait des merveilles ; mais au lieu d'attendre les lentes et sages réformes de l'Église, des sectaires hardis, révolutionnaires et corrompus, la devancèrent dans son travail ; et voulant fouler l'autorité et briser, non seulement la houlette des pasteurs, mais le sceptre des rois, ils annoncèrent, au monde étonné et séduit, une réforme qui n'était autre chose qu'une révolution dans l'Église et dans l'État. Les disciples de Luther et de Calvin parcouraient

1539.

le pays : leurs personnes et leurs promesses n'étaient accueillies à Bordeaux qu'avec indifférence et mépris; leurs doctrines étaient nouvelles, la source en était suspecte; ils étaient sans mission; et comme la liberté civile n'était presque plus qu'une ombre, la nouvelle liberté religieuse, c'est-à-dire le despotisme décoré de ce nom, trouva des partisans. La liberté civile d'autrefois vivait encore dans les souvenirs du peuple; il était las de toute autorité, à cause des agitations du pays, des désordres du prince et de l'accablant fardeau des impôts; il était amené naturellement à regarder les nouvelles élucubrations de quelques mauvais ecclésiastiques comme l'aurore d'une liberté civile et politique (1534). L'érudition, l'étude des saintes Écritures, étaient la grande passion de l'époque; la philologie, la science favorite; la littérature disputeuse offrait aux gens du monde de bien grands attraits.

L'esprit de Marot enfanta quelques vers, dont les protestants ont exagéré les grâces et le mérite. Le dogmatisme protestant étouffait son imagination, qui était riche, mais peu éclairée et sans goût; le calvinisme, par son prétendu rigorisme, ôtait à la poésie toute sa grâce, et, par sa polémique hargneuse, toute sa majesté à la prose. Ses doctrines iconoclastes annihilèrent la sculpture et la peinture; les beaux-arts n'eurent qu'à maudire les conceptions impies et révolutionnaires des prétendus réformateurs d'Allemagne. Cependant, ces déplorables nouveautés, qui devaient partager la société religieuse en autant de fractions dissidentes et ennemies, eurent d'abord pour le peuple de grands attraits; c'était, à ses yeux, la résurrection de son antique liberté; et tout en voulant embrasser ce fantôme qu'il aimait, il ne fit que précipiter la patrie dans toutes les horreurs de la guerre et substituer Luther et Calvin à la place du pasteur universel de Rome. La haute noblesse partageait les sentiments de la Cour, toujours contraire aux innovations; les bourgeois croyaient retrouver une image des libertés municipales; le peuple, en

général, respectait les vieilles croyances de ses pères et détestait les prétendus apôtres que le Parlement proscrivait comme ennemis de l'Eglise et de l'État. Les adeptes de la nouvelle école se multiplièrent insensiblement à Bordeaux, à Libourne, à Saint-Émilion et à Langon. François I^{er} comprit de bonne heure tous les dangers que la nouvelle doctrine renfermait dans son sein, même sous le rapport politique. « Il haïssait, dit Brantôme, il haïssait fort la doctrine de » Luther, disant qu'elle et toute autre secte nouvelle ten- » daient plus à la destruction des monarchies et des domi- » nations nouvelles qu'à l'édification des âmes. » Marguerite, au contraire, protégeait les coryphées du parti protestant ; elle offrit avec empressement un asile aux novateurs même dans son palais. Clément Marot, Lefèvre, Vatable et Calvin, furent accueillis à sa cour, à Nérac, où l'on montre encore la maison que Calvin occupait, et où il réunissait ses partisans. On donna de nouvelles formes au culte ; c'étaient des symboles auxquels les peuples s'attachaient pour la réalisation de leurs rêves de liberté, objet de leur enthousiasme, prétexte de leur insubordination et de leur colère. Pour les uns, c'était une révolution sociale et politique, sous l'imposant nom de réforme des abus ; pour les nouveaux prédicants, c'était la liberté de leurs passions et de leurs débauches. L'ineffable histoire est là ; elle ne se gêne plus pour dire la vérité et pour étaler au soleil ses nombreuses et accablantes preuves. La religion est un tout homogène et d'origine divine, c'est un corps compacte et solidement cimenté par la puissance de Dieu même : l'homme n'y porte la main que pour le profaner ; il ne lui est pas donné de changer l'irréformable ouvrage de la Sagesse éternelle. Les anciennes sectes avaient une apparente consistance ; le protestantisme n'en a pas. Le lendemain de sa naissance, il se transforma en mille sectes différentes, et le luthéranisme et le calvinisme ne sont pas plus aujourd'hui les conceptions primitives de Luther et de

Livre VII.
Chap. 3.
—
1539.

*Vie
de Marguerite,*
page 220.

Livre VII.
Chap. 5.
—
1559.

Calvin, que l'anglicanisme n'est celle de Henry VIII, d'Élisabeth et de Cranmer. Le protestantisme est une révolution politique, voilée d'abord à sa naissance du beau nom de réforme, grandissant à l'ombre, dictant la loi aux rois, devenue enfin aux yeux des princes désabusés un fait anarchique, promulguant le droit indéfini et saint de l'insurrection contre tous ceux qui lui opposent un obstacle ! On sait l'origine du protestantisme ; mais en connaît-on les enfants ? C'est d'abord le scepticisme, le jansénisme, Voltaire et Rousseau, et, enfin, 1793 !!!

A Bordeaux, on s'appuya sur la force et la violence ; elles furent impuissantes contre les idées. Les rois se croyaient forts : le droit d'insurrection contre l'autorité de l'Église d'abord, puis contre celle du prince, les convainquit de leur faiblesse ; la sanglante révolution de 1793, fille de la révolution religieuse, nous montre l'échafaud du roi-martyr comme une irréfragable preuve de tous les dangers que l'hérésie peut enfanter. On organisa contre les sectaires, à Bordeaux, des moyens de répression ; on arrêta plusieurs prédicants dans les villes ; et le Parlement, voyant enfin la paix générale compromise par des doctrines que la loi civile proscrivait comme contraires au bien de la France, condamna onze calvinistes à suivre, nu-pieds et têtes découvertes, une procession qui devait partir du palais de l'Ombrière pour se rendre à Saint-André, où, montés sur un échafaud, à la porte de l'église, à l'endroit où est aujourd'hui le clocher de la cathédrale, ils firent au public une amende honorable (1538). Cette même année, le roi envoya à Agen un agent particulier, avec M. La Chassaigne, alors conseiller du Parlement de Bordeaux, avec mission de s'assurer des croyances religieuses de Jules-César Scaliger, établi dans cette ville depuis 1532. Cité à comparaître devant eux, il se défendit bien et fut absous. Aymond de La Voie, prédicateur fougueux de Sainte-Foy, fut arrêté, et mourut dans les flammes sur la place de Bordeaux. Ces rigueurs

Registre
du Parlement,
7 avril 1557
(vieux style).

n'arrêtèrent pas les progrès de la réforme : les nouveaux principes, démocratiques dans leur allure, mais despotiques dans leur but et leurs moyens, pénétrèrent partout, jusque même dans les couvents. Plusieurs religieuses du couvent de l'*Ave Maria* (les *Annonciades*), abandonnèrent leurs tranquilles demeures pour goûter la liberté des enfants de Calvin ; mais le Parlement intervint, et les unes, tourmentées par leur conscience, ou, peut-être, plutôt par les menaces de la justice humaine, firent leur soumission à leur supérieure ; les autres, plus opiniâtres, plus amies de la nouvelle secte, subirent la peine du fouet sur la place publique. La sévérité du Parlement n'empêcha pas l'hérésie de s'étendre : des désordres eurent lieu sur plusieurs points de la province ; de nouvelles victimes furent immolées à la vindicte des lois ; mais l'esprit de parti les préconisa comme des martyrs de la liberté, et ne cessa de crier contre le clergé et les autorités civiles : toutes les mesures qu'une sage politique crut devoir prendre contre ces fauteurs de discordes civiles furent représentées comme autant d'actes de tyrannie et de manœuvres liberticides. Un nouvel impôt sur le sel servit de prétexte à de nouvelles larmes et à de grands désordres dans la Guienne : le calvinisme en était, disait-on, la cause, la *gabelle* l'occasion, la liberté le nom écrit fastueusement sur le drapeau ; la démocratie dans l'État et le protestantisme à la place du catholicisme, voilà le but.

Nous parlerons ailleurs de La Boétie et de Montaigne, son ami, deux hommes de génie, Montaigne surtout, que ses incomparables et naïfs *Essais* ont rendu immortel. Le *Discours sur la servitude volontaire*, de La Boétie, n'a de remarquable, pour nous, que la hardiesse de la conception, la précocité du talent et l'esprit novateur et ami des institutions politiques de Grèce et de Rome. C'était, à en croire Montaigne, un très-grand homme : la postérité ne lui accorde pas un si grand tribut d'admiration, qui n'était au fond que l'offrande peu rai-

Livre VII.
Chap. 3.
—

sonnée d'une rare amitié. Quant à Montaigne lui-même, c'était autre chose : grands mérites, grands défauts, paresse, insouciance, dévergondage de paroles, scepticisme et pratique extérieure du catholicisme, une excessive liberté de penser, de dire et de faire, tolérance extrême, qui n'était au fond qu'indifférence unie à la réprobation la moins tolérante du protestantisme, peintre admirable, coloriste naïf, naturel et sans égal, qui nous donne son portrait, et en lui celui de l'humanité, génie vaste, penseur profond, pénétrant et subtil, écrivain gracieux et attrayant, voilà Montaigne.

CHAPITRE IV.

L'impôt dit la *Gabelle*. — Le peuple se soulève. — Il s'oppose à sa perception. — Une émeute à Bordeaux. — Tallemagne, *couronnal* (colonel ou chef) des Gascons. — Sa lettre aux jurats de Bordeaux. — Tristan de Moneins. — Sa conduite. — Des pillards arrivent en ville. — Moneins massacré. — Andraut mis à mort. — La Chassaigne se met à la tête des émeutiers. — Il se montre ferme et résolu de réprimer les désordres. — Il fait massacrer les plus obstinés. — L'ordre se rétablit.

Nous venons de voir l'état des choses et des esprits en Guienne vers l'an 1540, quand le roi crut devoir pourvoir aux besoins du fisc (1), en étendant à toute la France le droit de *gabelle*, ou l'impôt odieux et vexatoire sur le sel, dont nous avons déjà dit un mot. Pour percevoir cet impôt, il fallait créer de nouveaux agents, dont les impolitiques exigences augmentèrent les embarras et le nombre des mécontents (2). Les

Livre VII.

—
Voir page 92.
1540.

Page 130.

(1) Le désordre des finances était augmenté par les monnaies étrangères qui circulaient en France, et dont la valeur réelle était différente de celle des monnaies nationales ; c'était une confusion nuisible aux transactions. Dans le but de mettre fin à cet état de choses, l'édit de Nantouillet, 5 mars 1533, désigna les monnaies dont le cours était autorisé, détermina leurs valeurs en sous et deniers tournois. Le noble à la rose, le noble d'Henry et l'Angelot, ou Anglot, furent évalués à 100 sous, 92 sous et 66 sous ; l'écu au soleil, à 45 sous ; l'écu à la couronne, 40 sous 6 deniers ; l'écu vieux, 41 sous 6 deniers ; le franc à pied et le franc à cheval, 48 sous 6 deniers ; le royal, 7 sous 3 deniers ; le salut et les ducats de Venise, Gênes, Florence, Portugal, Hongrie, Sicile et Castille, 45 sous 6 deniers ; le double ducat, 94 sous ; le ridde, le ducal, c'est-à-dire cavalier, 40 sous ; le lion, 53 sous ; le florin et le Philippe, 27 sous ; le carolus de Flandre, 22 sous ; l'impérial de Flandre, 69 sous ; l'écu d'Angleterre, 44 et 41 sous ; l'obole de Lorraine, 32 sous ; le teston de France, monnaie d'argent, 10 sous 6 deniers, etc., etc.

(2) Marguerite de Navarre venait souvent à Bordeaux, pour favoriser les protestants. Le 24 mars 1543, elle fit une entrée solennelle, et alla au Parlement, accompagnée de deux dames d'atour, M^{me} la marquise de Saluce et M^{me} de Grammont, et se tenaient derrière son fauteuil de velours, et réclama le privilège accordé à ses prédécesseurs, d'ouvrir la porte des prisons aux détenus et de les mettre en liberté. Nous en avons parlé plus haut, t. II, p. 110.

Livre VII.
Chap. 4.

1540.

1546.

De Thou,
Histoire,
t. 1^{er}, liv. V.

Bouchet,
Annales,
page 289.

peuples de la Saintonge, de La Rochelle et du Poitou refusèrent d'obéir à l'édit du roi : une résistance vive et opiniâtre fut aussi organisée à Guîtres, Libourne, Montferrand, Bordeaux, Bourg, Cadillac, Saint-Macaire, ainsi que dans l'Agenais et le Périgord ; mais comme tout annonçait une guerre avec Charles-Quint, le roi se montra clément et miséricordieux envers les mécontents. Il ordonna une levée de cinquante mille hommes, et imposa, pour les solder, toutes les villes du royaume, pour un subside de 45,500 liv. tournois, dont Bordeaux devait payer les six septièmes. Voyant que le Bordelais et les pays limitrophes persistaient toujours dans leur aveugle opposition, il chargea, par ses lettres-patentes du 28 août 1546, Pierre Secondat, son conseiller général des finances, d'aller soumettre à son édit sur la Gabelle ces peuples réfractaires. Le Parlement siégeait alors à Libourne, à cause de la peste qui sévissait à Bordeaux : Secondat lui communiqua ses ordres ; la Cour lui adjoignit le conseiller Guillaume Boyer. Malgré la rigueur des employés et l'exemple de la soumission de quelques contrées, la résistance s'organisa sur une plus vaste échelle, et l'exaspération devint presque générale et profonde, surtout quand on se mit à crier aux oreilles du peuple que les agents du Gouvernement mêlaient du sable blanc au sel, denrée indispensable. Les paysans se réunirent partout en bandes indisciplinées, au bruit du tocsin, armés de faux, de piques et de bâtons ferrés, au nombre de quarante mille hommes : les villes suivirent l'exemple des campagnes ; la malveillance enfanta mille contes, que la crédulité populaire accepta comme des vérités. On repoussa partout les percepteurs de cette odieuse taxe sur le sel, chose qu'on tenait, disait-on, de Dieu et de la libéralité du soleil, et plusieurs d'entre eux tombèrent victimes de l'aveugle fureur d'une multitude sans frein. Le tour de Bordeaux arrive : l'émeute y éclate ; on assure que les protestants y poussaient de toute leur force ; c'est peut-être une calomnie. On sonne le tocsin :

tout Bordeaux est sur pied, et une foule immense se précipite dans les rues, criant : *Mort aux gabelleurs !*

Livre VII.
Chap. 4.

1548.

Comme l'attention du gouvernement s'était portée sur l'Espagne, dont les mouvements inquiétaient le roi de France, les anarchistes eurent plus de liberté, et l'insurrection se fortifia. Voyant que les désordres populaires prenaient un caractère alarmant, le Parlement envoya Guy de Gaillard de Brassac pour apaiser le peuple et faire respecter les lois ; Brassac réussit au delà de ses espérances ; mais le calme ne fut pas long, et le mouvement insurrectionnel comprimé n'en devint que plus formidable. Après avoir tué les *gabelleurs*, les insurgés tombèrent sur les propriétaires riches et paisibles, comme partisans de la nouvelle taxe ; plusieurs châteaux furent brûlés et des gentilshommes massacrés ; l'anarchie devint générale. Le Parlement ordonna une levée de deux cents hommes ; tous les membres de cette Compagnie se cotisèrent pour en payer la solde ; les avocats, les procureurs, furent requis pour garder les portes, faire le guet et veiller à ce qu'on n'emportât pas dehors les armes ou munitions du dedans, ni qu'on n'en introduisît sans une autorisation spéciale. On désarma tous les suspects, et on expédia un courrier au roi de Navarre, Henry l'Albret, alors gouverneur de Guienne, pour lui demander les secours. Henry leur envoya trois cents gens d'armes ; mais les paysans ameutés les repoussèrent avec perte. Ces succès leur valurent un triomphe et un accroissement inespéré de partisans ; ils furent bientôt si nombreux, qu'on crut n'ils étaient cinquante mille hommes ! La désolation était à son comble ; la terreur régnait partout. Une partie de ces bandes disciplinées se dirigea vers Saintes, sous la conduite de Tallegagne, qui s'intitulait le *couronnal* des Gascons (1) ; ils saccagèrent Saintes, et après avoir pillé Cognac et Ruffec, ils brûlèrent

Am. Thierry.

Massiou dit
qu'il s'appelait
Puymoreau.
(Histoire de
la Saintonge,
tome IV.)

(1) Le mot *couronnal* signifie *colonel*, mot que les Anglais prononcent encore quelquefois comme le mot anglo-gascon du XVI^e siècle.

Livre VII.
Chap. 4.
—
1548.

presque tous les châteaux du pays et condamnèrent les *gabelleurs* aux plus affreux supplices. L'infortuné Bouchoneau, directeur général de la Gabelle, en Guienne, tomba entre leurs mains; ils le tuèrent après des supplices barbares, et jetèrent son cadavre dans la Charente. Gultres était le *rendez-vous* des insurgés : le seigneur de La Roche s'y rendit pour prendre des renseignements sur l'origine, le progrès et les auteurs des troubles ; on s'empara de lui et on l'assassina avec une sauvage cruauté. Cette infâme bande, Tallemagne en tête, parcourut l'Entre-deux-Mers, s'empara de Saint-André, de Bourg, et voulut pénétrer dans Blaye ; mais le commandant Le Roy fit jouer l'artillerie et la dissipa ; elle se vengea sur les maisons des riches et emporta un butin immense. Après avoir pris le bourg et le château de Montferrand, Tallemagne entra à Libourne, où il se posa comme une autorité supérieure, et dicta des lois en maître à la ville et au pays. Enflé d'orgueil, à la suite de ses succès, il écrivit la lettre suivante au maire et aux jurats de Bordeaux :

Bouchet,
Suprà.
—
Belear,
Annales,
livre XXV.

« Nous, Tallemagne, grand couronnal de Guienne, par la
» volonté du peuple, nous vous envoyons cette lettre, pour
» faire savoir qu'il a plu à Dieu, par notre main et celles de
» nos confédérés, de délivrer les habitants de cette province
» de l'impôt du sel mis sur eux, au mépris de leurs droits et
» privilèges. Gultres, Bourg, Libourne et le pays environ-
» nant, ont reconnu notre autorité. Nous avons établi notre
» quartier général à Libourne. Aussitôt la présente reçue,
» vous viendrez nous y joindre à la tête de deux mille bour-
» geois armés et équipés ; vous apporterez 15,000 francs
» bordelais, et nous ferez conduire sous bonne escorte des
» vivres pour dix mille hommes pendant deux mois. Vous
» chasserez les gabelleurs de Bordeaux, et laisserez libre la
» vente du sel, comme nous la laissons libre partout où nous
» avons passé. A ces conditions, nous ne marcherons point
» contre vous ; mais si, dans cinq jours, elle ne sont pas rem-

» plies, nous viendrons, avec notre armée, assiéger votre ville, et je ne répondrai plus de la colère du peuple. »

Livre VII.
Chap. 4.
—
1548.

Les Bordelais, effrayés, s'assemblèrent et discutèrent la ligne de conduite à suivre, au milieu de tant de dangers et en présence de ces insolentes prétentions; mais, dans cet intervalle, les émissaires de Tallemagne arrivèrent en ville, et, ayant exalté le peuple contre les gabelleurs et leurs fauteurs, conseillèrent aux émeutiers de s'emparer de l'Hôtel-de-Ville, et réussirent, avec des discours incendiaires, à faire sonner le tocsin durant la moitié de la journée, pendant que trente ou quarante mille anarchistes répandaient la terreur dans tous les quartiers de la cité. Le Parlement s'assembla à la hâte; presque tous les membres crurent que leur présence était nécessaire au dehors; ils ne se trompaient pas; le peuple écouta leurs remontrances, et le calme se rétablit. Un religieux, qui passait sur les fossés de l'Observance, eut l'imprudence de blâmer les excès du peuple : on le hua, on le battit, et, enfin, on l'étendit mort sur le pavé. Beaucoup d'autres dégâts et de désordres eurent lieu : Le Parlement s'assembla de nouveau, afin de prévenir, par des mesures d'une sage prévoyance, le retour de pareils excès : on doubla les postes; le prévôt de la ville fut chargé de garder la grosse cloche avec vingt hommes; on expédia un courrier à Bayonne pour prévenir Tristan de Moneins, lieutenant du roi de Navarre, gouverneur de la province. Les membres du Parlement se réunirent chez M. de La Chassaigne, avec les jurats, afin de se concerter sur les mesures à prendre contre les anarchistes, qui s'approchaient de la ville. On arrêta que les présidents et conseillers qui étaient absents sans congé seraient mandés, sous peine d'être suspendus de leur charge, et qu'aucune permission de sortir de la ville ne serait accordée (1).

Tristan de Moneins, lieutenant du roi en Guienne, arrivé en vue de Bordeaux, entendit sonner le tocsin à l'Hôtel-de-

(1) Nous en avons parlé succinctement dans notre notice historique sur le Parlement, page 121. La nature de notre sujet nous y obligeait.

Livre VII.
Chap. 4.
—
1348.

Ville, à Saint-Michel et à Sainte-Eulalie. Il courut au Château-Trompette, convoqua la municipalité ; et, plus courageux que réfléchi, il sortit pour se rendre à cheval à l'Hôtel-de-Ville ; mais le président La Chassaigne lui fit observer qu'il y aurait une haute imprudence à réunir le peuple dans ce lieu ; qu'il valait mieux laisser les mécontents dispersés et séparés, et, enfin, que, s'ils étaient réunis sur un seul point, il y aurait nécessairement des désordres ; qu'on n'en serait pas maître. Moneins insista ; et arrivé à l'Hôtel-de-Ville, rencontra quatre mille hommes en armes, vociférant des injures en présence des jurats qui s'efforçaient de les calmer. Moneins, plein de courage, se mit à haranguer cette foule exaspérée ; il promit de faire sortir de la ville tous les agents de la gabelle, et ne se gêna pas pour blâmer les propos séditieux qu'on tenait et les attroupements désordonnés, si contraires aux lois, si pernicious à la paix et à la prospérité de la ville. Mais un cri d'improbation s'éleva dans la foule ; des sifflets se firent entendre, et, enfin, on vit sortir des rangs un de ces hommes audacieux qui grandissent dans les désordres, et qui, par leurs passions fougueuses et la hardiesse de leur langage, savent dominer la foule dans toutes les révolutions, et l'entraînent au crime ; son nom était Guillotin. Il se présenta devant le lieutenant du roi, et se croisant les bras, il s'écria : « Sachez » que l'insurrection est un devoir sacré, et ceux que vous » traitez de rebelles n'ont eu pour mobile de leur conduite » que le bien de la patrie. Nous sommes pleins d'admiration » pour ceux qui ont osé donner le signal ; nous suivrons leur » exemple ; peu nous importe la prison et la torture quand il » s'agit de sauver la liberté ! »

Ces paroles furent accueillies avec de frénétiques applaudissements ; la populace vociféra des cris menaçants. Moneins se vit entouré de misérables, qui l'insultaient et le huaient ; il rentra tout consterné ; les jurats sortirent et firent entendre aux émeutiers des paroles de paix, et conseillèrent aux imprudents auteurs de ces graves insultes d'aller en faire des excuses au

lieutenant du roi. Guillotin et quelques autres y consentirent; mais la foule resta sourde aux conseils et voulut piller la ville; elle courut partout en désordre, arrêta les gabelleurs, et exigea de Moneins qu'il les punit de leurs prétendues fautes! Moneins se contint et dissimula son indignation : sa patience les enhardit, sa bonté se transforma en faute; ils devinrent insupportables. Les jurats crurent à la nécessité de l'énergie, et lui conseillèrent de pendre les coryphées, comme leçon pour les autres; mais il vit de grands dangers et crut devoir s'interdire tout acte de rigueur; il se contenta de blâmer l'arrestation illégale des officiers de la gabelle et de les faire mettre en liberté. Les anarchistes s'attroupèrent devant la maison du directeur de la gabelle, qu'ils désiraient piller; ils y éprouvèrent une vigoureuse résistance et laissèrent plusieurs de leurs camarades sur place.

Moneins enfin ouvrit les yeux, et vit que l'insurrection gagnait du terrain; c'était la terreur organisée qui frappait ses regards. Il fit apporter au Château-Trompette des provisions de guerre et de bouche. Le peuple s'en irrita; on lui persuada que tout cela ne serait dirigé que contre les anarchistes véritables; mais il s'indigna bien davantage quand il apprit que c'était par les ordres de Moneins que l'officier Monléau se promenait en ville avec des gens d'armes, comme pour empêcher les réunions descitoyens. La populace cria à la trahison et courut enfoncer les portes de l'Hôtel-de-Ville, disperser les gardes et sonner le tocsin. Tout le monde était sur pied, la consternation générale. Par ordre du Parlement, le président La Chassaigne et quelques conseillers allèrent supplier Moneins de retirer Monléau et ses gens d'armes, qui ne faisaient qu'offusquer le peuple. On invita tous les bourgeois à s'armer et à défendre toutes les entrées de la ville; mais en vain : on enfonça les portes, et plus de vingt-cinq mille hommes étrangers à Bordeaux pénétrèrent et coururent vers le Château-Trompette, dans l'espoir de s'en rendre maîtres; mais ce poste était bien défendu : ils furent repoussés avec perte. La Chassaigne, que

Livre VII.
Chap. 4.
—
1548.

son nom, son influence et son titre de chancelier rendaient recommandable au peuple, arriva sur la scène de ces désordres; il harangua les émeutiers, leur représenta les suites de leurs excès, la colère du roi et l'indigne conduite des anarchistes qui soulevaient le peuple, et après avoir plongé dans le malheur des familles entières, échappaient à la vindicte des lois, qui, souvent, n'atteignent que les innocents; il les engagea, en conséquence, à rentrer dans le devoir, leur donnant l'assurance que le roi pardonnerait les fautes qu'ils n'avaient commises que d'après les perfides conseils des méchants. Cet austère langage d'un homme de bien imposa le respect aux factieux; ils se calmèrent et promirent de rentrer dans le devoir; mais ils insistèrent pour que Moneins se rendît à l'Hôtel-de-Ville, où il serait plus à même d'entendre les doléances du peuple et de faire droit à ses demandes. La Chassaigne porta cette nouvelle au Château. Moneins hésita un peu; mais, se reposant sur la haute influence de La Chassaigne, il consentit, à condition que les jurats le garantissent de tout danger; il exigea, de plus, qu'en signe de repentir et de résipiscence, les coryphées des factieux vissent lui demander pardon à genoux, et que quinze des principaux bourgeois de Bordeaux restassent en ôtage dans le Château. La Chassaigne rapporta aux émeutiers la réponse du lieutenant du roi, excepté, toutefois, la condition qu'on voulait imposer aux chefs, de demander pardon à genoux. On promit de tout faire, on insista pour qu'il allât à l'Hôtel-de-Ville. La Chassaigne le lui conseilla; ils sortirent tous deux ensemble avec les jurats et quelques amis; le peuple criait : *Vive la France!* c'était le signal de l'humiliation de l'autorité et du triomphe de la populace; mais, arrivée sur les fossés des Tanneurs, la foule grossit de quatre mille forcenés qui avaient pillé les bureaux publics et qui demandaient les clés du Château-Trompette. Moneins s'efforça de flatter la populace; sa douceur affectée leur donna de la hardiesse (1). La Chassaigne, prévoyant trop

(1) Montaigne dit que sa faute fut, non pas d'être sorti, comme on l'en a blâmé.

tard les dangers qui les menaçaient tous , perça la foule pour aller chercher main-forte ; on s'en aperçut , et on se mit à crier mille fois , de toute la force des poumons : *Vive Guienne !* cri des séditieux de tout temps depuis l'expulsion des Anglais. Les jurats eurent peur , ils s'enfuirent ; Moneins resta seul , entouré , insulté , mais calme. La Chassigne revint avec des soldats ; le peuple cria à la trahison et tomba sur les bourgeois et soldats , qui furent refoulés. Moneins , se voyant seul au milieu d'une horde de misérables , crut pouvoir offrir une distraction à leur colère : il détacha de son cou sa chaîne d'or et la jeta parmi la foule : on se pressa , on se heurta pour l'avoir ; Moneins , à l'aide du tumulte , voulut fuir ; mais un forcené , qui l'observait , lui asséna un coup d'épée à la joue ; Moneins voulut se défendre ; on se précipita sur lui , on le perça de mille coups , lui et Monléau , qui l'accompagnait ; les officiers de sa suite furent dispersés : les uns s'échappèrent dans des maisons particulières , les autres se réfugièrent dans la chapelle de la Magdeleine , qui faisait face à l'Hôtel-de-Ville. Le peuple ne respecta pas même cet asile de la prière : il ferma les portes , y mit le feu , et les condamna , sans pitié , à mourir dans les flammes !

La vue des cadavres n'apaisa pas ces tigres affamés de sang humain ; ils songèrent à La Chassigne , qui avait été chercher

mais d'avoir pris des allures de soumission et de mollesse , et d'avoir voulu endormir la rage populaire plutôt en la suivant qu'en la guidant , en requérant plutôt qu'en montrant. • J'estime , dit Montaigne , qu'une gratuite sévérité avecques un commandement militaire plein de sécurité , de confiance convenable à son rang et à la dignité de sa charge , lui eust mieulx succédé , au moins avecques plus d'honneur et de bienfaisance. Il n'est rien moins esperable de ce monstre (le peuple) ainsi agité , que l'humanité et la douleur ; il recevra bien plustost la reverence et la crainte. Je lui reprocherai aussi , qu'ayant prins une résolution plustost brave à mon gré que téméraire de se jeter folle et en pourpoint , emmy cette mer tempestueuse d'hommes insensé , il la devait avaller toute et n'abandonner ce personnage. Au lieu qu'il luy advient , après avoir recogneu le danger de prez , de saigner du nez et d'altérer encores depuis cette contenance desmise et flatteuse , qu'il avait entreprinse , en une contenance effroyée. »

des soldats. Après de minutieuses perquisitions , on le trouva dans l'église des Dominicains , au pied de l'autel , qu'il tenait embrassé comme si c'était un asile. Les anarchistes l'en arrachèrent ; mais voulant couvrir leurs torts en l'en rendant complice , ils lui offrirent la vie , à condition qu'il allât avec eux. Craintif et lâche , il y consentit , et cette horde de forcenés , mêlée de dupes , courut , avec lui et quelques jurats qu'ils forcèrent à les suivre , chez M. d'Andraut , receveur des gabelles , où , après lui avoir fait souffrir des tourments affreux , elle lui permit de se confesser avant de mourir. Le prêtre arriva et s'acquitta de ses devoirs auprès de cette victime de la rage populaire : on voulut qu'il révélât la confession ; il refusa de se soumettre aux exigences de cette sacrilège cruauté ; on l'égorgea sur le corps de l'infortuné Andraut. Ils parcoururent la ville ; et comme si ce n'était pas assez d'avoir assassiné le malheureux Moneins , ils allèrent ouvrir son corps , qui était resté le jouet de ces misérables ; et après l'avoir rempli de sel , en proférant les injures les plus grossières , ils le traînèrent dans les rues. Enfin , fatigués d'une barbarie sans profit comme sans exemple , ils recommencèrent le pillage , et , pendant quinze jours , Bordeaux fut un triste théâtre de carnages , de sacrilèges , de forfaits de toutes sortes , où ni âge , ni rang , ni sexe , ne furent épargnés !

Le soir du premier jour , les jurats voulurent faire enterrer le corps de Moneins ; plus de deux cents personnes les suivaient , dans la louable pensée de réparer , aux yeux de sa famille , le crime de la populace ; mais les émeutiers s'y opposèrent , et le corps resta sur le pavé jusqu'au soir ; alors les Carmes vinrent l'enlever et l'enterrèrent chez eux.

Dans ce déchaînement général de la haine populaire , les malveillants trouvèrent un moyen de satisfaire leurs animosités privées : des citoyens inoffensifs furent pillés et massacrés par des ennemis particuliers et cachés ; des magistrats respectables tombèrent victimes de ces scélérats ; le président

Le Comte, le conseiller Boyer et Jean de Pontac, greffier en chef du Parlement, les contrôleurs Du Périer et Andraut, vièrent piller leurs maisons; personne ne se croyait en sûreté. Le conseiller Arnaud de Saint-Simon assembla sa famille et ses parents, un soir, chez lui, pour délibérer sur les mesures de sûreté à prendre dans des circonstances si critiques; mais, tout à coup, il entendit les cris des émeutiers devant sa porte; il se persuada qu'on venait le tuer comme Moneins et les autres; sa frayeur fut telle, qu'il en mourut au milieu de sa famille consternée.

La Chassaigne, qui avait, malgré lui et par peur, suivi le torrent, commença enfin à rougir de sa position. Entouré de misérables assassins et voleurs, il était le complice apparent de leurs crimes. Ne pouvant pas, par lui-même, contenir cette foule, il essaya la puissance de l'autorité, et ordonna que tous les habitants de la ville, les magistrats, les religieux et les seigneurs, prissent les armes; c'était une garde nationale de sûreté et de répression; c'était organiser l'ordre en face des nombreux désordres que tout le monde désirait faire cesser.

Tous les honnêtes gens prirent les armes; mais les anarchistes, trompés dans leurs espérances, crièrent contre cette mesure, et allèrent s'en plaindre à La Chassaigne lui-même, qu'ils envenimèrent du sort atroce de Moneins. La Chassaigne écouta leur plainte, et les fit massacrer sur-le-champ comme rebelles à l'autorité. Ce coup de maître consterna les émeutiers : les uns tombèrent de leurs mains; les campagnards, qui étaient sortis pour piller la ville, se retirèrent sans bruit, pour chercher leur butin et se mettre en sûreté. Le Parlement, les nobles et les bourgeois s'emparèrent, le lendemain, des portes de la ville, et les factieux se cachèrent chez eux, en présence des généreux efforts des gens de bien. Il était temps que le chaos se rétablît, car il se trouvait à La Bastide, ce jour-là même, plus de cinq mille misérables de l'Entre-deux-Mers, qui allaient passer la rivière pour achever de piller toutes les maisons des riches.

Livre VII.
Chap. 5.
—
1548.

insurgés. Le prince, indigné, crut devoir enfin faire un exemple, et chargea le connétable Anne de Montmorency de pleins pouvoirs pour faire rendre justice et punir les malfaiteurs. Cette nouvelle plongea Bordeaux dans une profonde consternation. Montmorency était parent de Moneins ; on le savait d'un caractère dur, sévère, peu sensible aux pleurs, peu accessible aux sentiments de pitié, et même de repentir ; on prévoyait déjà le sort de la ville.

Dupleix,
Histoire, etc.

Montmorency partit de Toulouse avec dix mille hommes à pied et mille chevaux. Dans une ordonnance qui devançait son arrivée, il exposa la nature et l'objet de sa mission, et ordonna que toutes les personnes qui étaient sorties de la ville y rentrassent dans six jours, et défendit à qui que ce fût d'en sortir, sous peine d'être déclaré traître à la patrie, rebelle aux lois, et d'avoir ses biens confisqués. Arrivé à Langon, il y fut rejoint par le duc d'Aumale, à la tête de quatre mille lansquenets, qui venaient de pacifier le Poitou, la Saintonge et le Rochelais. Les Bordelais lui envoyèrent un grand et magnifique bateau, où l'on avait pratiqué des chambres et des salles vitrées, peintes d'or et d'azur, dit un historien, et *semées des armoiries du connétable*. Le Parlement y envoya aussi Jean de Calvimont, second président, avec deux conseillers, pour le complimenter et le disposer à la clémence en faveur d'une population séduite et égarée. Arrivés en sa présence, ils se jetèrent à ses genoux, lui présentèrent les clés de la ville, et le supplièrent de ne pas laisser entrer dans les murs de la cité les troupes allemandes, dont on craignait les excès et la rapacité. Montmorency leur fit un accueil glacial et refusa le bateau qu'ils lui avaient amené ; il leur répondit seulement qu'il n'avait besoin ni de leurs conseils ni de leurs prières, qu'il savait ce qu'il avait à faire, et que, quant à leurs clés en argent, il ne les prendrait pas ; qu'il en avait d'autres en bronze, qui sauraient ouvrir les portes ; que c'était dans la ville même, après avoir marché sur les ruines de leurs rem-

Carloix,
*Mémoire
sur Vieilleville,*
t. III, ch. 11.

parts, qu'il leur ferait connaître les volontés du roi. Les députés se relevèrent en silence et rapportèrent ces désespérantes paroles à leurs concitoyens. Bordeaux s'attendait à être traité en ville conquise : pas une seule âme ne parlait de résistance ; pas un seul homme n'éleva la voix pour ranimer ses concitoyens ; tous se soumirent, et quoiqu'ils eussent pu braver la colère vindicative du connétable, dont les forces n'auraient pas osé se mesurer avec les habitants, ils se résignèrent à leur sort, et se préparèrent, avec une faiblesse déshonorante, à exécuter sur eux-mêmes l'atroce sentence de leur tyrannique maître. « Le connétable, dit un auteur, désarma le peuple, ôta, brûla tous les titres, registres et documents des droits et franchises des citadins de tout le Bordelais. »

Montmorency arriva, accompagné du vidame de Chartres, du comte de Sancerre, de Saint-André, de Burie et de plusieurs membres du Parlement de Provence. Les portes étaient ouvertes ; mais, pour effrayer la population et se donner la gloire d'une entrée triomphale, il fit tirer quelques coups de canon contre les murs de la ville, dans cet espace qui sépare la porte Saint-Julien de celle de Sainte-Eulalie, et entra par la brèche, comme dans une ville prise d'assaut ; plaça son artillerie dans les endroits les plus spacieux et s'y garda dans toutes les principales rues, quoiqu'on eût la précaution de les tapisser ; il ordonna aux bourgeois de porter leurs armes dans le fort, mit le Parlement en interdit, chargea Neuilly et dix membres des Parlements de Toulouse et d'Aix de faire le procès à la ville. Neuilly fit appeler une foule de témoins sur cette malheureuse affaire ; interrogea les jurats et entendit la défense des habitants, qui fut présentée par Guillaume Le Blanc, le Vergniaud de son temps.

Tout cela ne fut que la moquerie d'un despote ; il voulait un simulacre de justice, tout en ayant l'intention de rester maître à sa voix. Ayant terminé la procédure, Neuilly rendit,

Livre VII.
Chap. 3.
—
1548.

Jean de Serres.

Inventaire,
année 1548.
—
Annales
d'Aquitaine,
page 4.

Belcar,
Histoire gall.,
page 25.

Livre VII.
Chap. 3.
—
1548.
D. Devienne,
page 114.

le 26 octobre, une sentence par laquelle les Bordelais furent déclarés « atteints et convaincus des crimes de sédition, ré-
» bellion et lèse-majesté, pour la réparation desquels ils furent
» privés de leurs immunités et privilèges, du droit du com-
» merce, de tenir des assemblées, de toute juridiction, d'avoir
» un sceau et des armes, une caisse et aucune espèce de re-
» venus. Il fut ordonné, de plus, que l'Hôtel-de-Ville serait
» rasé; qu'on bâtirait à la place une chapelle, où l'on prierait
» Dieu annuellement pour l'âme de Tristan de Moneins; que
» toutes les cloches de la ville seraient transportées dans les
» châteaux, lesquels seraient entretenus et ravitaillés aux
» dépens des habitants; qu'ils fourniraient à l'entretien de
» deux galères, dont les gouverneurs de la province se ser-
» viraient contre eux en cas de besoin; que les jurats, avec
» cent vingt des plus notables bourgeois, portant chacun une
» torche allumée, vêtus de deuil, suivis de tout le peuple,
» iraient processionnellement en l'église des Carmes, où ils
» exhameraient le corps dudit sieur de Moneins avec leurs
» ongles, sans se servir d'aucun instrument pour soulever la
» terre; qu'ils porteraient son cadavre à l'église de Saint-
» André, où il serait honorablement inhumé et où on lui fe-
» rait à perpétuité un service annuel; et que, pour tous les
» frais de l'armée du roi, ils paieraient la somme de 200,000
» livres. » (1).

Le peuple était si consterné et avait tellement perdu le sentiment de sa force et de sa dignité, qu'il se hâta, sur-le-champ, sous l'empire de la terreur, d'exécuter cette dégradante sentence. On procéda d'abord aux obsèques de Moneins; cent cinquante des principaux bourgeois furent obligés de

(1) Cette circonstance de l'exhumation du corps avec leurs ongles, imposée aux jurats et à cent vingt notables de la ville, a été omise, par M. H. Martin, dans son *Histoire de France*, t. VIII, parce que Paradin n'en parle pas; mais Paradin n'a pas reproduit le texte tout entier, et, d'ailleurs, le témoignage constant et unanime de tous les historiens du temps, comme l'avoue M. H. Martin lui-même, t. VIII, p. 384, est d'un plus grand poids que le silence de Paradin.

délarrer le corps sans aucun outil quelconque, avec leurs ongles; puis, portant sur leurs épaules ces restes inanimés, déjà en putréfaction, le cortège avança en silence vers la cathédrale; et en passant devant l'hôtel de l'implacable connétable, tout le monde se jeta à genoux, criant : *Miséricorde et pardon*. De là, on alla enterrer le corps dans le chœur de la cathédrale; et après ces humiliantes circonstances, les Bordelais eurent la bassesse de remercier tout haut le roi de les avoir traités avec tant d'indulgence! L'esprit bordelais était anéanti; les cœurs de nos vaillants ancêtres ne battaient plus dans leurs poitrines !

Tout cela ne toucha pas le farouche connétable; il fit établir, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, des échafauds et des gibets, et les fit travailler à son œuvre de vengeance pendant cinquante jours. Le soir même, il fit exécuter cent cinquante individus, fit brûler vif le nommé Guillotin, et pendre au battant de la cloche le premier qui avait sonné le tocsin à l'Hôtel-de-Ville; les oscillations du corps publiaient partout on glas funèbre, et portaient, aux oreilles des Bordelais, l'annonce du terrible sort qui attendait les malfaiteurs; il fit trancher la tête aux deux frères Dusault, dont l'un était jurat et autre commandant du Château du Hâ. Le jurat Lestonac fut condamné au même sort; le jour même, sa femme, remarquablement belle, alla en pleurs se jeter aux pieds de Montorency, demander la grâce de son époux. Sa beauté lui parla si fort que les larmes : il accorda sa demande, mais à une condition infâme. Faible et sans conseil, elle sacrifia sa vertu à son amour; elle cessa d'être honnête femme pour être toujours sa dévouée épouse; elle eut tort, l'impitoyable connétable, selon certaines traditions du pays et l'annaliste de Toulouse, fit tomber la tête du malheureux mari au moment même où il déshonorait cette infortunée ! chaque jour appelait son sang et ses larmes; les peines étaient différentes, mais on le plus ou le moins de part que chacun avait prise à la

Livre VII.
Chap. 3.
—
1548.

La Faille,
Annales
de Toulouse.

Livre VII.
Chap. 5.
—
1548.
Carloix,
Mémoire
sur Vieilleville,
liv. III, ch. XL.

rébellion : quelques-uns furent pendus, décapités, roués ou empalés; d'autres tirés à quatre chevaux ou brûlés vifs; d'autres, dit Carloix, furent attachés par le milieu du corps sur l'échafaud, ayant les bras et les jambes libres, pendant que le bourreau, avec une barre de fer, brisait, à force de coups, leurs membres palpitants et décharnés. Jamais spectacle plus horrible, plus dégoûtant, n'avait souillé les yeux des hommes! Ce dernier supplice ne fut qu'un acte de la loi du talion; les insurgés avaient pris deux fermiers à sel à Angoulême, et après les avoir attachés tout nus sur une table, et avoir rompu leurs os à force de bastonnades, ils les jetèrent à la rivière, disant : « *Allez, méchants gabelleurs, saler les poissons de la Charente !* » Par une vengeance inspirée par la loi du talion, les bourreaux bordelais, après avoir fait calciner les cadavres dans un bûcher, les jetaient dans la Garonne, disant : « *Allez, canaille enragée, rôtir les poissons de la Garonne, que vous avez salés des corps des officiers de votre roi.* »

Peu satisfait de ces cruautés, il se vengea même sur les choses qui avait servi à la rébellion : toutes les cloches, toutes les horloges, furent brisées, fondues et transportées au Château-Trompette; la tour de l'Hôtel-de-Ville, où se trouvait la grosse cloche, fut démolie en partie, l'artillerie enlevée; les titres, privilèges et libertés, furent anéantis par les jurats eux-mêmes, qui furent obligés de jeter leurs registres et vieux parchemins dans un bûcher public; plusieurs conseillers du Parlement furent destitués, le Conseil municipal remplacé par vingt-quatre prud'hommes, plus de cent jennes gens fonettés dans les rues, et tous ceux que des soupçons souvent injustes, ou des haines particulières, signalaient aux agents du connétable, furent obligés de demander pardon, à genoux dans la boue, devant l'implacable Montmorency, qui se tenait dédaigneusement sur son balcon, témoin impassible des faiblesses d'un peuple qui avait perdu le sentiment de sa dignité et de sa force.

Bordeaux était devenu un véritable désert, et Élie Vinet, en arrivant de Portugal, le 2 juillet 1549, en dépeint l'état misérable en ces mots : « Je trouvai la ville moult triste et » dans un silence non accoutumé..... Il n'était pas demeuré » une seule cloche aux clochers. Celles mêmes qui servaient » à sonner les heures avaient été abattues, les pauvrettes ! et » cassées. On avait eu recours aux cadrans, et pauvres gens » se mêlèrent d'en faire qui n'y entendaient guère. »

C'est pour l'instruction des malheureux Bordelais, et pour leur apprendre l'art de remplacer les horloges, qu'il composa son ouvrage : *Manière de faire des solaires ou cadrans*; in-4°, Poitiers, 1564.

La Chassaigne, qui s'était trouvé par force engagé dans cette affaire, et qui avait puissamment contribué à ramener le calme dans la ville, ne fut pas trouvé sans blâme ; il eut l'ordre d'aller rendre compte de sa conduite au roi. Piron fut découvert à Libourne, et pendu sans autre forme de procès ; Tallemagne, qui s'était caché quelque temps à Guîtres et dans ses environs, fut enfin reconnu par Jean Baron, prévôt de la connétablie, et rompu vif avec Galafre, ayant sur leurs têtes les couronnes de fer rougies au feu. Montmorency parcourut le pays ; il abolit partout les franchises et les privilèges, leva des amendes énormes, et fit pendre les habitants accusés de rébellion, aux fenêtres ou aux clochers ; la route, dit-on, resta longtemps marquée de fourches patibulaires, où pourrissaient les cadavres de ceux qui avaient joué un rôle dans la sédition.

Maintenant, après avoir marché trop longtemps dans le sang, arrêtons-nous un instant, et considérons l'espace que nous avons parcouru. Montmorency était un homme dur, intolérable ; sa conduite l'a prouvé. Il avait de grandes et belles qualités ; ses atrocités à Bordeaux les ont effacées aux yeux ; l'histoire. Pourquoi s'en prendre aux innocents, aux édifices, aux cloches, pour les crimes de quelques forcenés ? Les

Livre VII.
Chap. 5.
—
1548.

Bouchet,
Suprà.
—
Daniel,
Histoire, etc.,
tome 9.
—
Am. Thierry.

Livre VII.
Chap. 3.
—
1348.

coryphées seuls étaient coupables; le peuple n'était que trompé. Le sel était chargé d'un lourd impôt; le peuple ne demandait pas mieux que de ne pas le payer; on lui persuada qu'il pouvait braver la loi et le roi, et s'affranchir de la taxe; il crut ce qu'il désirait; il eut tort de se laisser duper; mais des dupes ne sont pas des félons, et l'homme crédule ne devrait pas être traité comme le scélérat qui organise le complot et la résistance.

Pourquoi interdire le Parlement, qui avait fait tout ce qui dépendait de lui pour arrêter le désordre? La Chassaigne se montra énergique : en engageant Moneins à se rendre à l'Hôtel-de-Ville, il comptait sur son influence personnelle; il n'était donné à personne de prévoir les fâcheuses conséquences qu'une sage démarche pourrait avoir; il était naturel de penser que les insurgés, qui n'en voulaient qu'aux gabelleurs, respecteraient le gouverneur de la province, qui allait, avec les jurats, entendre leurs plaintes à l'Hôtel-de-Ville. Il alla chercher des soldats pour défendre le lieutenant du roi, et ce ne fut qu'à la dernière extrémité qu'il crut devoir songer à sa sûreté personnelle. On le punit de s'être mis à la tête des insurgés; si l'acte était volontaire, la punition était méritée. On sait que ce fut un effet de la force brutale de la populace : résister, c'était mourir; sa mort, dans ces circonstances, eût été sans fruit; céder, c'était vivre pour une occasion favorable, et elle se présenta; il en profita avec succès pour rétablir la tranquillité à Bordeaux et réprimer tous les excès avant l'arrivée de Montmorency. Les membres du Parlement qui suivirent la populace, ne le firent que par force; et quand la violence est certaine et constatée, est-on libre? Si l'on n'est pas libre, peut-on être coupable? Les jurats furent punis, ainsi que les commandants du château et du fort du Hâ, pour n'avoir pas déployé assez de force; mais l'emploi de la force n'est-il pas quelquefois contraire à la prudence et au bien? Ils accompagnèrent le malheureux Moncins dans les moments

les plus critiques ; ils ne l'abandonnèrent qu'à l'extrémité et par force ; ils firent leur devoir. Nous croyons donc que le jugement de Neuilly était trop sévère ; que la vengeance se ressentait un peu de la parenté de Moneins avec Montmorency ; que la passion agissait plus que la justice , et que les Bordelais étaient trop maltraités. Il se soumirent très-humblement, trop servilement peut-être ; cependant, il existe une médaille qui semble démentir l'histoire, et qui atteste qu'il entra par force dans Bordeaux comme dans une ville prise d'assaut. C'est un mensonge historique, perpétué sur l'airain.

Henry II trouva la sentence trop sévère ; il se hâta de la modifier, en rendant à Bordeaux et à la province leurs libertés et leurs antiques privilèges ; il ne fit abattre de l'Hôtel-de-Ville que la tour du beffroi, où était la cloche qu'on avait sonnée pour le tocsin. Il maintint les autres conditions, et chargea le Parlement de Toulouse d'examiner la conduite que *celui de Bordeaux* avait tenue, tant en corps qu'individuellement. Enfin, il institua, par lettres-patentes datées de Saintenis, le 12 juin 1549, une nouvelle Chambre, chargée de rendre justice à Bordeaux, et composée d'hommes remarquables pris dans plusieurs Parlements ; c'étaient le premier-président du Parlement de Bordeaux, François de l'Agebas, René Brinon, troisième président du même Parlement, et conseillers du Parlement de Paris, huit conseillers de celui de Toulouse et six conseillers de celui de Rouen, Jean Pontac, greffier en chef, et les deux autres avocats généraux (4).

Les nouveaux commissaires se réunirent, le 11 août 1549, au Palais ; ils constituèrent deux Chambres : l'une civile, l'autre criminelle ; ils ordonnèrent que les requêtes seraient introduites en langue vulgaire et non en latin, comme on faisait jusqu'alors.

Dans notre notice sur le Parlement, nous avons été obligé, par la nature du sujet, d'en parler bien succinctement.

Livre VII.
Chap. 3.
1548.

Bernadau,
Viographe,
page 285.
NOTE 10.

1549.
Registre
du Parlement.

Archives
de
l'Hôtel-de-Ville

Livre VII.
Chap. 3.

1549.

Affligés, désolés de la perte de leurs privilèges et des mauvais traitements qu'ils avaient subis, les Bordelais députèrent vers le roi M. Le Blanc, célèbre avocat, dont nous avons eu occasion de parler, pour lui exposer leurs regrets, leur douleur et leurs besoins, et pour implorer sa clémence. La forte et persuasive éloquence de ce généreux Bordelais désarma Sa Majesté et conquit sa bienveillance à la cause de ses commettants ; il lui fit comprendre qu'il ne fallait pas traiter si cruellement une ville trop longtemps anglaise pour ne pas conserver le souvenir de son antique liberté et pour ne pas éprouver le besoin, en redevenant anglaise, de s'affranchir du joug brutalement despotique de Montmorency. Le prince se rendit à ses désirs et lui donna l'assurance de sa bienveillance.

1549.

Il ordonna, le 28 décembre, aux commissaires extraordinaires, de retourner dans leurs ressorts respectifs, et aux membres du Parlement de Bordeaux, de reprendre de suite leurs séances comme par le passé, ce qu'ils firent le 8 janvier 1550. Il accorda pardon et amnistie entière à la Compagnie, sans dispenser toutefois les individus qui étaient poursuivis, en raison de la sédition passée, d'aller se justifier devant le Parlement de Toulouse, seule Cour compétente pour cette affaire. Par un édit du mois d'août 1550, le roi rétablit le Corps-de-Ville, qu'on avait composé momentanément de vingt-quatre bourgeois, pour vaquer aux affaires, comme les jurats faisaient : ils n'en avaient pas les mêmes attributions ; ils n'étaient que simples commissaires, et leur pouvoir ne dura qu'un an. Il exempta la province de la gabelle ; mais, tout en ayant l'air d'être généreux envers les Bordelais, il leur vendit cher, à eux comme aux autres habitants de la province, cette exemption de monopole ou de l'achat forcé, moyennant 200,000 écus d'or une fois payés (d'autres disent 400,000 livres tournois), en se réservant toujours le droit de rétablir l'impôt du quart et demi.

De Thou,
tome 6.
anno 1549.

—
Isambert,
tome XII,
Edits du 7
octobre 1549,
et du 1^{er} août
1550.

Tout s'arrangea peu à peu, et, enfin, après de longs débats,

le Parlement de Toulouse rendit un arrêt, le 19 décembre, qui déchargea le président La Chassaigne des accusations intentées contre lui par la veuve de Tristan de Moneins. Le procureur général se pourvut en conseil contre cet arrêt ; mais La Chassaigne n'eut pas la liberté de reprendre son siège au Parlement. Le roi fut si mécontent, qu'il supprima l'office de résident qu'exerçait La Chassaigne ; cependant, quelques années plus tard, il alla se jeter aux genoux de François II, à Orléans ; ce prince lui accorda des lettres-patentes qui levaient les *inhibitions à lui faites* d'entrer en la Cour ; il reprit son siège, à la satisfaction de tous ses concitoyens. Le procureur général fut aussi innocenté par un arrêt du Parlement de Toulouse, du 29 mars 1554, et réintégré dans sa charge ; mais ses jurats furent réduits de douze à six ; les fonctions de sous-maire furent supprimées et rétablies plus tard ; le maire, qui était perpétuel, devait s'élire tous les deux ans, et ses honoires furent considérablement diminués.

Trois ans après, cet énorme impôt fut racheté par les Bordelais et les pays limitrophes, au prix de 1,200,000 liv., et, pendant quelques années, ces provinces conservèrent dans leur langue financière le nom de *Provinces rédimées*.

Dans le préambule de l'édit du mois d'août 1550, le roi rappelle les tristes événements de 1548 ; puis il réorganise différents offices, et règle tout ce qui regarde la municipalité et les privilèges de la ville. C'est un document précieux ; il mérite d'être conservé ; nous le reproduirons dans notre travail sur la Mairie et les libertés de la ville, à la fin de la dernière partie de cette histoire.

CHAPITRE VI.

Progrès de la Réforme. — Les jésuites l'arrêtent. — Les religionnaires protégés par Marguerite de Valois. — Le Parlement se prononcé contre eux. — Ils s'en moquent. — La Réforme devient politique. — Arrêt contre ceux qui chantaient les psaumes de Marot. — Désordres des Huguenots. — Quelques-uns d'entre eux étranglés et brûlés vifs. — Un emprunt. — Remontrance du Parlement. — Intrigues de Charles-Quint contre la France. — Le roi de Navarre à Bordeaux. — Mesures de sûreté pour la ville. — Images mutilées à Saint-Seurin. — Procession générale. — Élisabeth de France à Bordeaux. — Les Guise. — Rigueurs nouvelles. — Les religionnaires nombreux à Bordeaux. — Leurs assemblées, etc.

Livre VII.
1549.

Pendant ces affligeants désordres de notre cité, la réforme trouva une grande facilité d'expansion ; elle y fit des progrès étonnants et enrôla sous sa bannière de nouveaux et de nombreux prosélytes. Les affaires civiles et politiques absorbaient l'attention du public, mais les jésuites se trouvaient là comme des sentinelles avancées du catholicisme ; ils arrêtaient un peu l'audace des novateurs ; et pendant le silence des lois et l'inaction, ou plutôt la quasi-absence des magistrats, leur admirable ordre fut le seul et le meilleur rempart qu'on pût opposer à l'envahissement de ces nouvelles doctrines, subversives à la fois de la vieille religion de nos pères et des mœurs politiques de la France. L'état des affaires, à Bordeaux, ne servit que trop les intérêts des réformés : ils se mêlaient à la foule, encourageaient la résistance du peuple, et, qualifiant de tyrannie les actes de l'autorité, fomentaient les séditions qui avaient attiré sur la ville la colère du prince. Sans protecteur et sans appui, ils tramaient leurs complots dans le silence et les ténèbres ; mais ils trouvèrent une amie à Nérac, Marguerite de Valois, qu'une basse flatterie appelait *la quatrième grâce* et *la dixième muse* ; elle leur ouvrit un asile à sa cour, et y ac-

cueillit Calvin, Le Febvre, Bèze et plusieurs autres coryphées de la faction révolutionnaire. Cette protection les enhardit et les multiplia : les princes minaient imprudemment leurs propres trônes ; on s'attendait à voir bientôt des ruines ! Exaltés par leurs succès, ils crurent pouvoir braver l'autorité du Parlement et se moquer de ses arrêts. La commission établie par le roi fut témoin des excès et de l'audace de leurs prédicateurs ; elle crut que le mal provenait de l'ignorance du peuple ; et ayant fait appeler devant elle Jean de Lana, vicaire général, elle lui enjoignit de faire venir plusieurs prédicateurs capables et orthodoxes, de les examiner avec soin avant de leur conférer des pouvoirs, et de s'assurer de leurs mœurs et de la pureté de leurs doctrines. Tel était l'état des esprits quand le Parlement reprit ses fonctions.

Sachant la part active que les réformés avaient prise aux troubles qui avaient amené la désorganisation de leur Compagnie, les membres du Parlement, dirigés par un esprit réactionnaire qui déplut à beaucoup de gens, adoptèrent des mesures répressives qui irritèrent les sectaires et indisposèrent contre eux les hommes peu religieux ; ils ordonnèrent qu'il fût procédé par censures ecclésiastiques « contre tous ceux qui savent aucuns tenants et dogmatisants doctrine réprouvée contre la détermination de l'Église, des saints Conciles, et contre les constitutions et déterminations de l'Église gallicane, mangeant chair à jour prohibé, et font autres actes semblables contrevenant à la détermination de l'Église. »

Toutes ces mesures étaient inefficaces ; l'opinion s'était prononcée en sens contraire, et l'opposition était devenue une source de popularité. Grâce à la connivence du peuple et aux prétextes qu'on avait allégués pour justifier leurs marches illégales, les prédicants réformés devinrent très-nombreux ; c'étaient des laïques exaltés, des moines défrisés et des prêtres apostats. Avec un zèle digne d'une meilleure cause, ils bravaient les menaces de la justice, toute la sévé-

Livre VII.
Chap. 6.
—

1349.

8 Janvier 1551.

Livre VII.
Chap. 6.

1554.

1556.

rité des magistrats : ils criaient contre le luxe, on les crut désintéressés contre les princes et les riches, on les prit pour des amis de la liberté ; contre la corruption des mœurs, on les regarda comme des saints. Le Parlement, enfin, manda plusieurs de ces fougueux prédicants ; mais les réprimandes, les admonitions n'eurent pas d'effet. On fut obligé enfin de faire un exemple. Bernard de Borda, révolutionnaire non seulement aux yeux de l'Église, mais de la politique, persista à mépriser les ordres de ses supérieurs, les lois et les arrêts du Parlement. Il fut arrêté, jugé et pendu (1). Cette sévérité ne désarma point les mécontents ; elle ne fit qu'aigrir les esprits contre le Pouvoir : on cria à la tyrannie ; la force semblait, aux novateurs, dicter la loi ; on résolut de résister, et on le fit. La réforme, d'abord religieuse, prit une couleur politique ; beaucoup d'âmes énergiques se prononcèrent pour les persécutés ; beaucoup de mécontents dans l'ordre politique se jetèrent dans l'opposition contre la cour et le clergé ; tous soupiraient après un état de choses où la liberté civile, l'ordre et la tolérance religieuse pussent se réaliser dans la société. L'usage de chanter les psaumes de David, traduits en français par Marot, commença à s'établir. Le clergé s'y opposa, parce que ces psaumes étaient infidèlement rendus, et parce que cet usage était contraire à la discipline de l'Église. L'archevêque François de Mauny présenta une requête au Parlement sur ce sujet. La Compagnie, par arrêt du 30 avril 1556, ordonna qu'on informât contre ceux qui chanteraient les psaumes de Marot ou qui publieraient des livres censurés par la Faculté de Théologie. Malgré toutes ces précautions, la réforme gagnait toujours du terrain, et les sectaires continuaient à violer la loi et à mincir la religion ; ils poussaient l'audace jusqu'à se promener dans l'église pendant les offices, à se moquer des prêtres et

(1) En 1555, le Parlement alla siéger à Libourne, à cause de la peste qui ravageait Bordeaux.

des cérémonies, et à troubler la paix publique dans les saints lieux, où on la devrait le plus respecter. Le Parlement chargea le prévôt de la ville de veiller, avec la force armée, à ce que ces scènes ne se renouvelassent pas. Tous ces arrêts, toutes ces ordonnances ne furent que de vaines menaces; on ne se borna pas à les mépriser, on les foula aux pieds. Les plus audacieux de ces forcenés étaient Arnaud Monnier, de Saint-Émilion, et Jean de Cazes, de Libourne. Ils furent arrêtés, et ne pouvant nier les charges à eux imputées, ils furent condamnés à être brûlés vifs. C'étaient des jeunes gens très-exaltés; leur sort excita la commisération du peuple, mais ne ralentit en rien la marche de la réforme : Jean de Cazes, interrogé par M. d'Alesme, président, répondit avec une fermeté fanatique; il fut condamné à être traîné, dans les rues et carrefours, sur une claie, par le bourreau; et après avoir demandé pardon à Dieu, au roi et à la justice, qu'il avait offensés, il fut brûlé vif, avec son compagnon, à la porte de Saint-André. Bèze, l'Aubigny et les écrivains protestants nous les représentent comme des martyrs; l'erreur peut trouver des défenseurs, elle ne fait pas des martyrs : il aurait fallu une cause sainte, et leur n'était qu'une révolte contre l'Église et la loi. Ils prétendent, en outre, que les spectateurs étaient jetés, par la barbarie du supplice, dans une si effrayante consternation, qu'ils s'enfuirent avec précipitation. Les gardes mêmes abandonnèrent leurs postes; on pénétra dans les maisons dont on n'avait pas eu le soin de fermer les portes; le greffier de contact fut renversé de sa mule dans la rue Poitevine et porté épuisé mort chez M^{me} veuve de Pichon, où, revenu à lui-même, ne cessait de crier : « Sauvez-moi, cachez-moi, cachez ma mule de peur qu'on ne la reconnaisse. » Le désordre était grand; mais les détails que nous en donnent des auteurs protestants portent l'empreinte d'une exagération intéressée.

Pendant ces désordres, les finances étaient loin d'être dans un état prospère; les services publics étaient mal rétribués et

Livre VII.
Chap. 6.

*Histoire
des Martyrs
persécutés
et mis à mort,
publiée
par Crespin.*

1536.

Bèze,
*Histoire
ecclésiastique*,
tome I.

De Thou,
liv. XVII.

D'Aubigné,
*Histoire
universelle*,
liv. II, chap. 8.

mal faits. Pour soulager le peuple, la gabelle avait été réduite au droit dit du *quart et demi* (1); mais le roi se trouva dans la nécessité de faire un emprunt de 100,000 écus, auquel le Parlement lui-même devait prendre part. Le Parlement réclama et fit des remontrances; il fit observer au roi que pendant deux ans il n'avait pas touché de gages et que ses privilèges étaient inviolables. Le roi insista et ordonna aux jurats d'exécuter sa volonté. Fatigués du despotisme du Parlement, les jurats se prêtèrent complaisamment aux intentions du roi, en humiliant la Cour souveraine du pays; mais ayant appris que les noms des membres du Parlement étaient inscrits sur les rôles des contribuables, la Cour se fit apporter les registres et manda à sa barre les quatre principaux jurats, qui furent sévèrement admonestés. Ils n'en persistèrent pas moins dans leur projet, et inscrivirent les noms des membres du Parlement sur les rôles publics. Nouvelles plaintes, nouvelles exigences : les jurats déclarèrent qu'ils avaient cru devoir obéir au roi, que le mal était sans remède, et que les rôles étaient clos, scellés et remis aux collecteurs. La Cour indignée en appela au roi, qui, enfin, lui donna gain de cause.

1537.
Registre
du Parlement,
15 août 1537.

Les affaires allaient si mal dans la province, qu'on ne craignait plus d'exprimer tout haut ses regrets de l'ancienne prospérité dont le pays avait joui sous les Anglais. Charles-Quint entretenait à Bordeaux des agents secrets pour fomenter les discordes et les haines; il engagea les Anglais à faire une descente dans le midi de la France, promettant de son côté d'occuper Bordeaux et d'entrer en Champagne pour faire une diversion. Le Parlement invita le roi de Navarre à défendre, par tous les moyens possibles, la ville et le pays, dont la position allait devenir très-critique. Le prince envoya à Bordeaux

(1) Au commencement on prélevait, sur la vente du sel, le quart, c'est-à-dire 5 sous par livre de sel; Louis XII augmenta cet impôt de la moitié, c'est-à-dire 2 sous et 6 deniers, ce qui porta l'impôt à 7 sous 6 deniers, et le fit appeler le *quart et demi*. (BORCHET, *suprà*, 4^e partie.)

le fils du comte de Lude, accompagné de M. de Lanta, abbé de Sainte-Croix, qui proposa au Parlement d'armer le peuple pour la défense commune. Cette proposition parut dangereuse; les sectaires étaient très-nombreux et ne demandaient que des armes et l'occasion de provoquer de nouveaux désordres. La Compagnie crut mieux faire en convoquant l'arrière-ban, et en autorisant, d'ailleurs, le comte de Lude à prendre toutes les mesures convenables pour la défense de la ville et des ôtes. Cette décision fut notifiée au jeune comte par MM. de Roffignac, de Faugerolles, d'Alesme et de La Verge, présents aux enquêtes. On se réunissait tous les soirs chez de Lude; le procureur général Lescure et plusieurs membres du parlement y assistaient toujours.

Un peu plus tard, le roi de Navarre lui-même vint à Bordeaux (20 août) et se présenta, avec le duc de Candale, au Palais, où il fut reçu par le président Faugerolles et six conseillers : il s'avança, le bonnet à la main; et après avoir accepté un fauteuil vert qu'on lui présenta, salua la Compagnie, couvrit et fit signe aux assistants de faire de même. Dans un long discours sur les besoins publics et la position du pays, déclama un généreux concours, comme gouverneur et lieutenant général de la Guienne, et fit l'éloge des bonnes dispositions des habitants, qu'il voyait avec plaisir prêts à se sacrifier pour la défense de la province. Le président de Roffignac renouvela l'assurance d'un concours actif et bienveillant. On discuta plusieurs mesures de résistance; on proposa la dévotion de l'église de Saint-Seurin, position sans défense en l'absence des murs, dont l'ennemi pourrait facilement s'emparer. On décida que le chapitre serait transféré dans un des couvents de l'Observance, et tous les meubles mis en sûreté. Le chapitre demanda un délai, attendu que le danger n'était pas imminent. Le prince y accéda; mais peu après, il quitta Bordeaux, laissant, après lui, Burie comme lieutenant général. On vint inspecter la basilique de Saint-Seurin.

Livre VII.

Chap. 6.

—
1557.

D. Devienne.

1557,

3 Décembre.

Livre VII.
Chap. 6.
—
1538.

Pendant tout ce temps, la réforme religieuse ne négligea rien pour étendre ses conquêtes : l'ignorance, et, par suite, la crédulité, l'impiété, les passions politiques, tout semblait concourir à lui donner de nouvelles recrues.

Le but était tout à la fois religieux et politique ; mais l'opposition était la règle de conduite adoptée par la nouvelle secte. Beaucoup de personnes, amies d'une sage liberté, se firent protestantes pour réaliser cette indépendance : des généraux, mécontents du gouvernement, se mirent à la tête des huguenots ; de grands seigneurs, qui voyaient dans les évêques et les abbés de redoutables rivaux, embrassèrent les nouvelles doctrines, qui semblaient plus en harmonie avec les libertés de la patrie et servir plus efficacement leurs petits intérêts. On tenait publiquement des assemblées, on prêchait en plein jour, on répandait avec profusion les écrits de Calvin, de Bèze et de quelques autres novateurs moins célèbres, et bientôt les réformés devinrent si nombreux et si forts, qu'ils se rendirent maîtres de plusieurs places importantes du Midi. C'était un gouvernement dans le gouvernement, une république couverte du manteau de la religion, et croissant rapidement à l'ombre du trône. « Il n'y a ici, disait le maréchal de Montluc, » enfant de famille qui n'ait voulu tâter de cette viande. » Les bourgeois penchaient vers les nouvelles doctrines ; le peuple aussi était persuadé qu'un changement quelconque ferait son bonheur. Mais le Parlement seul et ses amis résistaient au torrent et soutenaient la saine partie du clergé et de la population contre les audacieuses entreprises des sectaires. Cependant, on profanait les églises, on brisait partout les croix et les images des saints ; rien n'était négligé pour discréditer ou tourner en ridicule le clergé et les doctrines catholiques. Dans la nuit du 24 avril 1559, on mutila les bas-reliefs d'une croix, érigée près de Saint-Seurin, qui représentaient Jésus-Christ, la Sainte-Vierge, saint Paul et saint Jean. L'abbé de Sainte-Croix, doyen de Saint-Seurin

1559.

et conseiller au grand-conseil du Parlement, vint en prévenir la Compagnie. Après les informations sollicitées par Lahet, avocat général, le Parlement chargea Charles de Malvin et Eymeric de Gascq, conseillers, de faire un rapport sur ce nouveau scandale. La Cour fit observer qu'il serait bon d'enlever les images jusqu'à ce qu'elles fussent entièrement réparées. L'abbé de Sainte-Croix se conforma à cet avis. Le 26 avril, toutes les Chambres assemblées, la Cour ordonna une processon générale pour le dimanche suivant. Tous les membres du Parlement étaient tenus d'y assister en robes rouges, chaperons noirs, un cierge à la main, pour la réparation du scandale. L'archevêque devait aussi procéder par censures clésiastiques contre les auteurs des dites profanations. Par suite des informations faites avec soin, Pierre Feugère, riche marchand protestant, fut arrêté comme coupable et brûlé.

Livre VII.
Chap. 6.
—
1539.

Bientôt après, le roi de Navarre vint à Bordeaux pour recevoir Élisabeth de France, qui avait épousé Philippe II, d'Espagne. On lui avait préparé un somptueux logement dans l'hôtel du Chapeau-Rouge. Henry voulait que la Cour allât le recevoir et se mit à genoux en l'approchant. La Cour ordonna que cela se pratiquait pour le roi seul et n'avait pas lieu même pour l'empereur, quoique le roi lui eût recommandé de rendre à ce potentat les mêmes honneurs qu'à lui-même ; que, cependant, s'il insistait, et que telle fût la volonté de Sa Majesté, elle obéirait (1).

D. Devienne,
Histoire,
page 132.

La princesse arriva, le 6 décembre, accompagnée de son frère, le cardinal de Bourbon, et de plusieurs autres seigneurs. On fit mettre l'inscription suivante, en son honneur, sur le

1539.
Registre
du Parlement.

Il y avait au Parlement de Bordeaux, en 1539, cent seize procureurs.

(*Regist. du Parlement.*)

portail du Chapeau-Rouge, par où elle devait faire son entrée :

« Gallia tale decus non permississet Iberis,
» Ornaret populos ni satis una duos. »

La princesse étant arrivée au Chapeau-Rouge, où elle descendit, la Cour, pressée par le roi de Navarre, qui l'avait fait prévenir par MM. d'Alesme et de Malvin des intentions du roi, mit genoux en terre et lui adressa le compliment d'usage; elle se souleva un peu par déférence pour la Cour : à sa droite était la reine de Navarre, debout, avec la fille du duc de Montpensier; derrière elle, se trouvaient le sieur de Lansac et plusieurs gentilshommes; à gauche, le roi de Navarre, le prince de Laroche-sur-Yon (Bourbon-Vendée) et Noailles. Le président de Roffignac lui adressa un compliment, auquel la princesse répondit et le remercia. Après avoir entendu les compliments du clergé et de l'Université, elle monta une haquenée blanche, et fut conduite chez M. de Pontac.

A cette époque, les Guises dominaient dans l'État. La reine-mère faisait cause commune avec eux pour gouverner la France, à l'exclusion des premiers princes du sang, le roi de Navarre et le prince de Condé. Les esprits étaient irrités : la conduite de Catherine était peu politique et très-imprudente; elle lui aliéna l'affection de beaucoup de monde. Les princes exclus ne cachaient pas leur ressentiment : mus par un esprit de vengeance, ils favorisèrent secrètement les religionnaires, qui, fiers de leur appui, tenaient partout des assemblées, le jour et la nuit, contrairement aux ordonnances. Les choses allaient mal : un principe d'insubordination, de calomnie, de résistance à l'autorité dominait toutes les classes; la société se désorganisait, la loi était méprisée, l'anarchie partout. Enfin, les huguenots prirent la résolution de se défaire des Guises et de leur substituer le prince de Condé, leur ami et l'âme de la conjuration d'Amboise. Le complot échoua, mais l'esprit de révolte était toujours le principe fondamental de l'hérésie, et le pouvoir le but désiré.

Le roi en conçut de grandes inquiétudes : il interdit les réunions nocturnes, où, sous prétexte de religion, il se commettait toute sorte d'excès, et ordonna qu'on démolît les maisons où elles auraient lieu. On ne se borna pas à ces faibles défenses, on créa, dans chaque Parlement, une *Chambre ardente* ou tribunal spécial, pour juger et condamner les crimes commis contre la religion et les auteurs et fauteurs des doctrines nouvelles.

Ce déploiement de force et d'énergie ne fit qu'aigrir les esprits; on publia clandestinement des libelles incendiaires et diffamatoires. On y disait que les femmes et les étrangers (la reine et les Guises) ne devaient pas faire partie du gouvernement; la religion, pas plus que la loi, n'était respectée dans ses écrits; la vie même du prince était menacée.

L'inefficacité des mesures enhardit les huguenots; abattus naguère, ils relevèrent la tête, prirent des armes partout et grossirent leurs rangs de tous les mécontents de Libourne, Mont-Foy, Coutras et des contrées circonvoisines. Ils parcoururent le Bordelais et l'Agenais, pillèrent les églises, dispersèrent les processions, insultèrent les prêtres et organisèrent partout la guerre civile et religieuse. Condé se retira à La Rochelle, où, par haine contre le parti opposé, il déclara ne plus vouloir aller à la messe. C'était une honteuse apostasie, le résultat d'un mécontentement en matière purement civile; c'était un triomphe pour les sectaires, un scandale et une cause d'irritation pour les catholiques. On redoubla de précautions et de surveillance; c'était presque trop tard : les étudiants et les clercs procureurs s'étaient joints aux sectaires; un conflit eut lieu, le sang coula sur la place de Bordeaux. Le Parlement adjoignit aux régents du collège et défendit aux clercs de la faculté de s'élire un roi avant d'avoir obtenu l'autorisation de la ville et des jurats (4).

Formé de tous les désordres de la Guienne, et connaissant l'étendue de la juridiction des clercs et procureurs dont le chef s'appelait le *roi de la Ba-*

Livre VII.
Chap. 6.

—
1580.
Belcar,
In Com.,
lib. 28.

—
Gasp. de Saulx,
Mémoires,
tome 2.

—
Fleury,
Histoire,
t. 31, ch. 153.

Livre VII.
Chap. 6.

1560.

d'ailleurs les projets des huguenots, François II fait prévenir le Parlement, par M. de Lansac, gentilhomme ordinaire, qu'on tramait une conspiration contre l'État, et qu'il comptait, comme par le passé, sur sa fidélité et sur son concours pour maintenir la paix dans le ressort. Le président de Roffignac lui en donna l'assurance la plus positive.

L'archevêque de Sansac déploya, dans ces circonstances, un zèle intelligent et actif; les Jésuites lui rendirent de grands services, et surtout le P. Augier, qui laissa à Bordeaux d'impérissables souvenirs. Malgré tout cela, les intrigues des princes, l'activité des religieux, les fautes politiques des Guises, ne firent qu'accroître le nombre des mécontents et ôter au gouvernement la force morale dont il avait besoin. En 1561, toutes les petites villes de la province étaient pleines de sectaires; on en comptait jusqu'à sept mille dans Bordeaux même. Nous croyons que Bèze en exagère ici le nombre (1). Ils y avaient deux ministres, Neufchâtel et Philibert Gréné, dit *La Fromentée*. Leurs réunions étaient fréquentes et nombreuses; mais la première qu'ils tinrent à Bordeaux fut celle qui eut lieu à Saint-Laurent d'*Escures* ou d'*Obscures*, ancienne église abandonnée, dans la paroisse de Sainte-Eulalie, à droite du chemin du *Tondut*. Burie, lieutenant général, y envoya le capitaine du guet, qui, n'y trouvant pas d'armes, aucun signe de rébellion, rien de séditieux parmi les trois cents individus qui composaient cette assemblée, ne s'y opposa pas, et se fit calviniste plus tard.

Dans ce temps, l'infortunée Marie Stuart résolut d'aller en Écosse; elle s'embarqua à Calais le 15 août 1561, les yeux toujours fixés sur la France. Elle se fit préparer un lit sur le tillac, et en se réveillant, elle aperçut encore les rivages de ce beau pays, qui allaient disparaître. Triste et émue, elle s'écria

(1) Il y en avait deux mille quarante-deux de bien reconnus.

Bèze,
*Histoire
ecclésiastique*,
tome 1^{er}.

Baurein,
*Variétés
bordelaises*,
tom. III, p. 380.

plusieurs fois : « Adieu, France, adieu, je ne te reverrai plus ! » Elle exhala sa douleur dans des vers, qui sont consacrés par le souvenir que toute âme élevée et sensible garde de cette infortunée princesse ! Les voici :

- « Adieu, plaisant pays de France !
 - » O ma patrie la plus chère ,
 - » Qui as nourri ma jeune enfance !
 - » Adieu, France ! adieu mes beaux jours !
 - » La nef qui disjoint nos amours
 - » N'a eu de moi que la moitié ;
 - » Une part te reste, elle est tienne :
 - » Je la fie à ton amitié !
 - » Pour que de l'autre il te souvienne.

Victime de la haine des sectaires, elle ne revit plus son
et plaisant pays de France.

CHAPITRE VII.

Réunion de Protestants à Saint-Michel. — Leur audace. — La conduite de Burie. — Nouvelles rigueurs contre les sectaires. — Désordre de Saint-Remi. — Un syndicat catholique. — Les jurats s'en plaignent. — L'avocat Lange le défend. — Il accuse les jurats de pencher vers les Huguenots. — Les jurats se justifient. — Des commissaires du roi en Guienne. — Montluc. — Sa lettre au Parlement. — Nouvelles précautions. — Le procureur général envoyé à Paris. — L'édit des *Noces* en faveur des Protestants. — Tous les membres du Parlement font leur profession de foi, l'archevêque aussi, ainsi que les officiers du roi et des sénéchaussées du ressort.

Livre VII.
—
1560.

H. Martin,
*Histoire
de France*,
liv. LII.

Les religionnaires étaient devenus insupportables : sans être aussi nombreux à Bordeaux que Bèze le prétend, ils étaient audacieux et entreprenants ; ils parlaient tout haut de leurs succès et de leurs espérances, et effrayaient de leurs menaces et de leur hardiesse les trop timides catholiques du pays. Le mouvement était plutôt politique que religieux ; dans les assemblées secrètes de quelques nobles et de la bourgeoisie huguenote de Guienne, on débattait la déposition des Valois, si nous en croyons Montluc, et l'élévation d'un *roi des fidèles* ; c'était le prince de Condé qu'ils avaient en vue.

Cependant, il faut le reconnaître, ce n'était point la forme monarchique que les huguenots voulaient réaliser par une révolution et l'intronisation d'une nouvelle dynastie usurpatrice ; ils ne la désiraient qu'à défaut du système gouvernemental prêché par les ministres du Saint-Évangile, qui n'était autre chose que le républicanisme théocratique de la Bible ; c'était une véritable république fédérative qu'ils désiraient tous organiser ; le plan en est conservé dans La Popelinière et dans les *Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX* ; il fut arrêté dans un synode tenu en Béarn sur la fin de 1572. Cependant, ce programme ne fut pas suivi : pour le réaliser,

T. XI, p. 123.

T. XI, p. 34, 42.

ce n'était pas l'audace qui manquait aux huguenots; c'était la force morale et physique. Enfin, voyant qu'ils pouvaient tout faire avec impunité, ils tenaient des assemblées dans la ville même : le quartier de St-Michel était le lieu de leurs réunions. On ne les inquiétait plus; la tolérance augmenta leur audace et agrandit leur puissance, ainsi que la sphère de leurs prétentions. Ils invectivaient les catholiques, tournaient en ridicule les prêtres, les religieux et les cérémonies du culte. Il s'ensuivit des récriminations et de fâcheuses collisions qui provoquèrent toute la sévérité du Parlement. Leurs prêches étaient ouverts au public, leurs assemblées connues et même annoncées. Ils s'étaient mis de niveau avec les catholiques; et désireux de se rendre maîtres du Château-Trompette, et, par suite, de la ville, ils formèrent un complot qui fut découvert le 26 juin. On condamna à mort plusieurs de ces conspirateurs; mais Burie ne voulut pas user de la loi et les punir d'une manière si exemplaire. Son indulgence eut le triste effet de les encourager à mal faire.

Dans ce temps, il se tenait un Chapitre des Cordeliers; on y soutenait des thèses publiques. Les huguenots étaient enhardis au point de s'y présenter pour argumenter contre ces religieux sur plusieurs articles de la nouvelle doctrine. On cria contre l'inaction et le silence de l'autorité : Burie défendit enfin les réunions et prononça des peines sévères contre les novateurs réfractaires. Ils firent des réclamations; et, dans une assemblée des citoyens à l'Hôtel-de-Ville, l'avocat Langalerie prit hautement la défense de la nouvelle secte et demanda la liberté pour la religion réformée. On se contenta de lui répondre que telle n'était pas la volonté du roi. Il y avait de meilleures raisons à donner, ce nous semble; on ne les fit pas valoir. Burie penchait très-probablement vers la nouvelle secte; il ne donnait pas suite aux ordonnances; il semblait agir par connivence avec les sectaires; car, malgré les édits du roi, ils se préparaient à célébrer la Cène. Le 25 décembre, se trou-

Livre VII.
Chap. 7.
—
1860.

Registre
du Parlement,
1561-62.
—
De Thou,
liv. 33.

Voir chapit. sur
le Parlement,
page 94.

3 Septembre
1561.

1561.

Livre VII.
Chap. 7.
—
1561.

vant au Palais, on lui représenta les conséquences de sa conduite ; il répondit qu'il n'avait pas permis qu'ils célébrent leur Cène en ville, mais bien aux Chartrons ; qu'il y enverrait, pour maintenir la paix, quatre-vingts ou cent hommes, et, au besoin, se tiendrait lui-même au Château-Trompette.

On lui rappela les édits qui défendaient la célébration de la Cène en aucun lieu ; il s'épuisa en promesses, mais ne fit rien pour faire respecter la loi. Alors le Parlement ordonna qu'on informât sur l'assemblée des sectaires aux Chartrons, sur les propos scandaleux, séditieux et malsonnants qu'on y avait tenus contre le roi, la religion et la justice ; que le roi serait prévenu de tout ce qui se faisait à Bordeaux par et contre les protestants ; que tout vagabond et étranger serait obligé de quitter la ville dans les vingt-quatre heures ; qu'on ne laisserait entrer personne en armes, à l'exception des gentilshommes et de ceux à qui on aurait accordé la permission de porter l'épée ; que le sieur de Burie serait engagé à faire exécuter les édits du roi touchant le rétablissement des temples et prêches ; que défense serait faite à tout individu quelconque, sous diverses peines et une amende de 10,000 livres, d'assister à aucune Cène, de se trouver en consistoire, colloque ou synode qu'on tiendrait sans l'express commandement du roi ; que le sieur de Burie serait averti de faire sortir les ministres de la ville et du ressort.

Registre
du Parlement.

Ces dispositions mirent le comble à l'irritation des protestants : quelques-uns d'entre eux, plus fougueux et moins politiques, se récrièrent contre cette rigueur ; on en arrêta six pour être entendus sur la célébration de la Cène et les faits à eux imputés ; et, en attendant, on députa au roi le procureur général, pour l'instruire de tout.

Quelques jours plus tard, les religionnaires voulurent enterrer un des leurs dans le cimetière de Saint-Remi ; les catholiques s'y opposèrent. Les deux partis en vinrent aux mains, et le désordre fut si grand, que le Parlement crut devoir

prescrire l'exécution des ordonnances qui défendaient qu'on inhumât les protestants dans les cimetières de la ville.

Les catholiques modérés gémissaient en secret sur ces désordres ; les plus fervents se plaignaient que l'autorité ne se fût pas montrée plus vigilante et plus rigoureuse. Ils se réunirent au nombre de trois ou quatre mille, sous la direction de quelques ecclésiastiques zélés ; ils nommèrent six syndics pour suppléer à l'inaction de l'autorité, poursuivre les coupables, veiller à l'exécution des lois et défendre les intérêts de la religion et de la société. Ils avaient à leur tête le président de Roffignac, ennemi de la réforme, et le célèbre avocat Lange, comme secrétaire, chargé de rédiger les mémoires et de formuler les demandes. Ces syndics se partagèrent la ville en six districts. Dans la crainte d'une collision prochaine, ils se pourvurent d'armes, et faisant valoir la haute importance politique et sociale du syndicat, ils obtinrent des lettres-patentes. Pleins de méfiance pour les sentiments religieux de Burie, ils supplièrent la Cour de désigner, pour partager les fonctions de lieutenant général avec Burie, le célèbre Montcuc, homme habile, sévère, impitoyable, et la terreur des protestants.

Les jurats, qui voyaient avec peine l'établissement du syndicat, prévirent Burie, alors absent ; il revint en ville. Les jurats se plaignirent d'une autorité rivale et persécutrice d'une doctrine pour laquelle ils n'avaient que trop de penchant ; ils représentèrent ce nouveau pouvoir comme une source de trouble, de sédition et de mille inconvénients. Burie, plus politique qu'eux, dissimula ses sentiments, et croyant réussir par la douceur, réunit chez lui les chefs des catholiques et protestants, et leur proposa une réconciliation. Ce fut en vain ; les partis politiques et religieux n'abdiquent pas. Il se fit alors au Parlement, où M. Lange devait lire un long mémoire sur ce sujet. En effet, M. Lange y donna lecture de son travail, dans lequel il reconnut que, dans un temps de

Livre VII.
Chap. 7.

1561.

*Mémoires
de Condé,
tome III.*

De Thou,
liv. 32.

Livre VII.
Chap. 7.
—
1561.

paix, on ne pouvait créer ni un syndicat ni aucune autorité sans le roi ; il ajouta que, les schismes et les hérésies ayant désolé la ville et la province, de manière à séparer le mari de sa femme, le père de son fils, les frères même et les parents, la ruine de l'État en devait évidemment résulter si l'on n'y apportait un prompt et efficace remède. Que c'était dans ce louable dessein que le syndicat s'était formé ; qu'il ne demandait que l'exécution de la loi, le rétablissement d'une paix durable ; que le vrai frein des peuples consistait dans l'observation des lois ; que les sectaires foulaient aux pieds les édits et ordonnances ; qu'ils détruisaient les églises, abattaient les images des saints, pillaient les maisons catholiques, s'assemblaient armés, traînaient les statues dans les rues avec une corde au cou, et termina en réclamant l'emploi de la force, si la douceur, les remontrances et la patience ne suffisaient pas.

D. Devienne.

Après avoir lu ce *Mémoire*, M. Lange insinua que les jurats étaient plus coupables que Burie, et supplia le Parlement de savoir en quoi et comment ils avaient exécuté les ordres de Burie et les arrêts de la justice. A cette interpellation, le jurat Dubois répondit que les jurats étaient, avaient été et voulaient être obéissants aux commandements et ordonnances du sieur de Burie et du Parlement, et n'avaient jamais manqué à leur devoir. Ram, lieutenant, se plaignit alors des jurats qui avaient fait élargir des personnes inculpées d'avoir abattu la croix de Saint-Michel. Les jurats en convinrent ; mais ils firent observer qu'après une minutieuse enquête, de longues et sérieuses informations, on n'avait rien trouvé à leur charge ; les mettre en liberté était donc pour eux un devoir. L'auditeur de l'archevêque de Bordeaux parla au nom du clergé des excès des prétendus réformés ; et les députés d'Agen, de Marmande, de Libourne et de Bazas, portèrent aussi leurs plaintes sur le même sujet.

Les jurats alors exposèrent les mesures qu'ils avaient prises pour la sûreté publique ; ils se plaignirent de l'élection des syn-

dics, faite par quatre mille personnes, comme d'un acte contraire à leur autorité et au bon ordre; ils déclarèrent que, sous le bon plaisir du lieutenant du roi et du Parlement, ils avaient organisé une garde de cent vingt hommes, dont quarante feraient le service pendant la nuit et quarante pendant le jour. Burie ajouta que, conjointement avec Noailles, maire de Bordeaux et commandant du château du Hâ, il pourvoirait à tout ce qui était nécessaire pour le service du roi.

Antoine de Noailles avait réussi à faire entrer un corps de troupes fidèles au château du Hâ, sous les ordres de M. de Montbadon; mais elles étaient en danger d'être surprises; car Duras Durfort devait descendre la Garonne en bateau pour les attaquer, de concert avec Pardailhan et Vaillac, gouverneur du Château-Trompette, la nuit du 25 au 26 juin 1562. Pardailhan recula à la vue du danger, Duras s'éloigna, et les conjurés échappèrent en escaladant les murailles.

Le soir, le Parlement se réunit de nouveau et rendit un arrêt renouvelant les mesures dont nous avons parlé; mais toutes ces précautions restèrent sans effet; le conflit était trop imminent, presque inévitable. Les jurats se plaignirent de nouveau des empiétements illégaux du syndicat catholique; ils exposèrent que l'avocat Lange avait demandé au lieutenant du roi que les jurats eussent à s'expliquer sur leur religion, ce qui était pour eux une injure personnelle et outrageante; ils assurèrent qu'ils allaient se pourvoir devant le roi, qui, seul, avait établi le Corps-de-Ville, et à qui seul, par l'importance de l'affaire, en appartenait la connaissance. Leur demande, la requête fut inscrite sur les registres, ainsi que la réponse de Lange.

Le roi apprit avec chagrin ces troubles; il venait de permettre aux Bordelais de replacer sur les tours de l'Hôtel-de-Ville la grosse cloche, descendue par les ordres de Montmorency; haut témoignage de sa bienveillance, récompense de leur soumission et de leur repentir, et un gage pour l'avenir.

Livre VII.
Chap. 7.
—
1561.

Par arrêt du 21
sept. 1561.

Livre VII.
Chap. 7.
—
1561.

De Bèze,
*Histoire
ecclésiastique*,
liv. V.

Il avait même écrit à Louis de Lur, vicomte d'Uza, sénéchal du Bazadais, dans le mois d'octobre, qu'il accordait pleine amnistie à tous les religionnaires qui avaient porté les armes contre son gouvernement, s'ils consentaient à faire partie des troupes qu'il armait contre les Anglais et les Allemands ; mais ayant appris que les protestants continuaient toujours à troubler la paix à Bordeaux, il envoya Nicolas Campaing, conseiller au Grand Conseil, et Girard, lieutenant de la prévôté de l'Hôtel-de-Ville, comme commissaires en Guienne. Les religionnaires en conçurent des craintes ; ils se réunirent en consistoire à Sainte-Foy, et élurent quelques chefs, avec mission de faire ce qui était nécessaire pour défendre la ré-forme contre les Parlements de Bordeaux et de Toulouse. Comme les commissaires devaient visiter plusieurs localités de la province, le roi désigna, pour les remplacer à Bordeaux, les conseillers d'Alesme et Ferron. Pour éviter toute collision et ôter tout prétexte de rivalité entre les habitants, Burie informa le Conseil que les lettres-patentes, qui autorisaient la création du syndicat catholique, n'avaient pas été enregistrées ; le Conseil, pour le bien de la paix, cassa le syndicat, et chargea Burie de l'exécution de son arrêt. C'était une concession nouvelle faite aux perturbateurs ; ils n'en devinrent que plus audacieux.

Burie, homme faible, sans énergie, sans résolutions et de douteuses intentions, avait besoin de quelqu'un pour le guider et le soutenir. Les catholiques, comme nous l'avons vu, avaient demandé Montluc, que Brantôme dépeint comme un *grand, brave et bon capitaine* ; il était, en outre, royaliste ardent et implacable ennemi des protestants, non pas seulement à cause de leurs nouvelles doctrines, qui troublaient l'Eglise et l'État, mais surtout à cause de leurs crimes et de leur insubordination.

Blaise de Montluc est une des plus belles figures du XVI^e siècle, le type du vrai soldat, l'incarnation de la science mi-

litaire et de l'art; on admire en lui le savant et profond tacticien, le guerrier intrépide et le véritable chevalier du moyen-âge, le dévoué serviteur de son roi. Rude produit de la simple nature, il était bon, expansif et cordial dans l'intimité, cruel seulement par représailles contre les protestants; mais, au fond, antipathique au carnage et aux moyens de destruction. « Plût à Dieu, disait-il naïvement, que l'arquebuse n'eût jamais été inventée....; ce sont artifices du diable pour nous faire entretuer. »

Ayant appris que les huguenots de Marmande avaient massacré les Franciscains et incendié leur monastère, il résolut de les venger; c'était le droit de la guerre. Il se mit en campagne, et apprit qu'une bande de forcenés avait dévasté le château de M. de Fumel, et avait tué ce malheureux gentleman de la manière la plus féroce : « Ils le mirent demi-mort, contre un carreau, sur le lit, et tiraient à la butte contre son cœur, pillant et saccageant tout, et, après, ces bonnes gens criaient : *Vive l'Évangile !* »

Nommé gouverneur de la Guienne, Montluc eut toute liberté d'action. Son caractère était trop connu pour ne pas piquer des craintes sérieuses aux protestants; il était, d'ailleurs, *persuadé que la douceur ne gagnerait pas ces méchants, délibéra d'user de toutes les cruautés qu'il pourrait, même ceux-là qui parlaient mal de la majesté royale.* Il entra en fonctions, se fit faire des rapports par ses agents, et acquit connaissance certaine et complète de la position et des besoins des protestants. Dans les premiers jours de janvier, il remit au président La Chassaigne la lettre suivante, qu'il lui-ci communiqua, le 17, au Parlement : « J'ay découvert de mauvaises choses et des menées depuis mon arrivée dans ce pays — que je n'eusse jamais crues. J'en aurais répondu à la reine — ma vie et sur mon honneur; mais je lui ai écrit par un gentilhomme que je ne voulais plus répondre que de moi-même. Je vous prie, prenez garde à votre ville; car vous

Livre VII.
Chap 7.
—
1581.

1582.

Livre VII.
Chap. 7.
—
1562.

» n'en eûtes jamais plus besoin qu'à cette heure. J'en ai écrit
» à M. de Burie fort au long. Votre meilleur et fidèle ami, à
» vous faire plaisir.

BLAISE DE MONTLUC. »

Il écrivit aussi à M. de Burie, que les protestants voulaient l'assassiner et que les ministres excitaient à la révolte et soufflaient partout le feu de la guerre civile. Burie informa le Parlement que, d'après une lettre du roi, le prince de Condé arriverait incessamment à Bordeaux avec des troupes.

L'autorité redoubla d'activité et prit des mesures de précaution et de sûreté ; on mit des gardes aux portes de la ville ; c'étaient un président ou un conseiller, un chanoine de Saint-André et un officier de la Chancellerie, avec dix bourgeois et deux soldats de la garde municipale. Dans ces conjonctures, le roi manda auprès de lui le premier président De Lagebaston ; quelques jours plus tard, voyant que l'état politique de la province empirait de plus en plus, le Parlement députa à Paris le procureur général avec une lettre pour le roi de Navarre. Le lendemain de son arrivée, ce magistrat exposa l'état des affaires ; il déclara qu'on avait commis de grands désordres dans les douze évêchés du ressort ; il ajouta que, dans cinq de ces évêchés, il n'y avait pas une église qui ne fût souillée et profanée par les protestants, au point de ne pouvoir y dire la messe ; qu'il s'y était commis des meurtres et des crimes de toute sorte, et que le peuple prenait les armes partout, et ne respectait ni les choses, ni les personnes, ni la loi, ni le Parlement. Tous ces détails affligèrent la cour ; mais, par un déplorable revirement de la politique, la reine s'était réunie à Condé et à Coligny contre le connétable et les Guises ; l'édit de Romorantin, à la suite de la conjuration d'Amboise, fut remplacé par celui dit des *Noces*, qui accordait aux protestants tout ce que le premier édit leur avait refusé. Elle croyait s'assurer de l'affection du prince, et calmer, par des concessions, l'effervescence des passions reli-

De Thou,
Histoire,
liv. 29.

seuses et politiques; elle se trompait : elle les rendit plus
tes, moins dociles et plus exigeantes.

Voilà enfin les protestants fiers des succès de Condé et de
faiblesse de la reine. Le Parlement fit enregistrer l'édit,
lis déclara « que la Cour entend qu'il ne sera loisible à
aucun officier du roi, soit de la Cour ou autre, dans tout le
ressort, d'aller et assister aux prêches des ministres; que,
pour prier pour la conservation de la paix, l'union des
princes chrétiens et la prospérité du roi et de l'État, il sera
ait une procession, à laquelle la Cour assistera en corps. »
Toutes ces démonstrations furent vaines : la politique de la
re, l'adresse du prince, l'audace des sectaires, neutralisè-
t les efforts du Parlement et réchauffèrent les espérances
mécontents. Les novateurs avaient des amis partout, même
sein de la Compagnie. Dans la crainte que le silence pût
ir à cacher les coupables ou à propager la contagion du
vais exemple, la Cour, toutes les Chambres assemblées,
fit l'arrêt suivant :

Au premier jour, tous et chacun des présidents, conseil-
s, procureurs et avocats généraux, greffiers, huissiers,
seveurs, payeurs, clerks des dits huissiers et autres mi-
tres quelconques; ensemble, les avocats et procureurs
icelle Cour, feront leur profession de foi juxte et selon
forme qui a été faite, gardée et observée en la Cour du
lement de Paris, en présence de l'archevêque ou de ses
vires, qui seront, à cet effet, créés du corps de la dite
r, et qu'en outre, le dit archevêque fera aussi en icelle,
qualité de conseiller seulement, la dite profession de foi
erment. »

archevêque, Prévôt de Sansac, demanda que l'on fit cette
tion de foi et le serment entre ses mains. La Cour fit
ses privilèges : elle représentait le roi; elle voulait
comme le Parlement de Paris, et, comme Cour souveraine,
ait jamais acquiescer aux prétentions de l'archevêque.

art. 2.

Livre VII.
Chap. 7.

1562.

Registre
du Parlement.

17 Juillet.
Registre
du Parlement.

Voir notre
*Histoire
de l'Eglise de
Bordeaux.*

Livre VII.
Chap. 8.

1562.

l'Église catholique. De Thou a reconnu que cette pièce était apocryphe.

Les protestants ne s'en tinrent pas là; ils firent, au mois de septembre suivant, un traité avec Élisabeth d'Angleterre, en vertu duquel elle fit transporter six mille Anglais en France, dont trois mille au Havre et trois mille pour être employés à la garde de Rouen et de Dieppe; outre cela, elle prêta 140,000 écus d'or au prince de Condé, et, à ces conditions, dit de Thou, on ajouta la clause ordinaire, tache ineffaçable sur le prétendu patriotisme des huguenots, « sans » que ce présent traité puisse préjudicier au droit de la reine » d'Angleterre sur Calais! »

Hume, quoique Anglais et protestant, se montre, en cette occasion, plus Français que la plupart de nos historiens philosophes du dernier siècle.

*La Réforme et
la Ligue,*
p. 474, 3^e édit.

« Toute la France, dit-il, fut généralement indignée du traité » du prince de Condé avec Élisabeth. Il était naturel qu'on fit » la comparaison de la conduite de ce prince avec celle du duc » de Guise; et celui-ci, après avoir chassé les Anglais du » royaume, en avait interdit pour toujours l'accès à ces fiers » et dangereux ennemis; l'autre, par sa trahison, les rappela » dans sa patrie et leur en ouvrit l'entrée jusqu'au centre » de l'État. »

On applaudit donc à la noble franchise de M. Capefigue, qui, rendant hommage à la vérité historique, proclame à la face du monde, ce que tant d'écrivains ont laissé en doute, savoir que : « Les calvinistes sont le parti anti-national, un » parti de morcellement, un fédéralisme provincial; ils font » ravager la France par les reîtres et les lansquenets, et il » faudra bien dire, une fois pour toutes, que le parti catho- » lique des ligueurs conserva seul la nationalité française. »

Coligny ne démentait pas non plus Luther et ses coreligionnaires; dans un *Mémoire* adressé à Charles IX, en 1572, il accorda aux Turcs la préférence sur les catholiques. « Pour-

quoi, dit-il, la haine que l'on a pour les Turcs doit-elle tourner à l'avantage d'un prince (Philippe II), qui doit être plus détesté des chrétiens que le Turc même, par la raison qu'un chien qui dévore un chien est plus odieux qu'un loup qui exerce la même violence. »

Ce langage n'a rien d'étonnant dans la bouche des sectaires; Jurieu, fidèle aux traditions de la secte, n'a-t-il pas déclaré, sous Louis XIV, qu'il n'hésitait point à regarder les Turcs comme envoyés en Europe par la Providence. *pour travailler les réformés au grand œuvre de Dieu.* L'esprit de secte connaît que ses propres avantages; il ne tient aucun compte de la civilisation, de la liberté ou du bonheur de la patrie !

Il n'est pas, à proprement parler, l'état des esprits et des choses à Paris que nous venons d'esquisser; c'est celui des provinces, et du Midi en particulier. Bordeaux n'était pas plus tranquille que la capitale; et malgré toutes les sages précautions du Parlement et des honnêtes gens, dont nous venons de parler dans le chapitre précédent; malgré toute l'activité de l'administration, ces divisions intestines prirent un développement effrayant : la guerre civile éclata. Louis de Condé venait d'emparer d'Orléans; enhardi par ce succès et par la présence de la reine de Navarre, les sectaires se croyaient sûrs de la victoire : ils pénétraient dans les églises, brisaient les autels, faisaient sortir les religieuses de leurs couvents, pillaient les maisons catholiques et remplissaient le pays de vols, de crimes et de forfaits de toute sorte. L'opposition au gouvernement et au clergé était chose à la mode; la révolution, toute nouvelle, allait s'imprégnant de plus en plus d'une forte teinte démocratique; les nobles eux-mêmes croyaient recouvrer leurs anciens privilèges en se rangeant sous l'étendard de Condé et en faisant chefs des huguenots. La minorité du roi semblait partager ces aveugles perturbateurs de l'ordre; tout conspire à lui ôter les prestiges de la majesté royale et à lui préparer un lamentable avenir. Quand on leur parlait du roi,

Livre VII.

Chap. 8.

—
1362.

De Thou,
tome 6, p. 343.

1302.

Gasp. de Saulx,
tome 2.

—
Castelnau,
liv. III, ch. 8.

Livre VII.
Chap. 8.
—
1562.
Montluc,
Mémoires.

ils répondaient avec moquerie : « *Quel roy? Nous sommes les roys ; celui-là que vous dites* (Charles IX, mineur) *est un petit royot..... Nous luy donnerons des verges et luy donnerons un métier pour lui apprendre à gagner sa vie comme les autres!* » Les villes, voyant que la fortune souriait aux entreprises des protestants, se déclarent indépendantes; la souveraineté du peuple est prônée comme un principe nécessaire; Montauban proclame la république et frappe une nouvelle monnaie, portant cette inscription : *République de Montauban*. Les Toulousains restent fidèles à leur devoir et expulsent les religionnaires, qui, descendant la Garonne, en pillent les deux rives et s'apprentent à donner la main aux sectaires et insurgés du pays bordelais. Burie avait eu l'imprudence de laisser Bordeaux sans garnison; on le savait. Le seigneur de Duras se dispose à y pénétrer, et, par l'intermédiaire de Pardailhan, beau-frère de Vaillac, gouverneur du Château-Trompette, à entrer dans le fort et s'en emparer.

Registre
du Parlement.

Le sieur de Noailles en prévint la Cour; elle arrêta que tous les présidents et conseillers feraient le guet, la nuit, en personne et en armes, à Saint-André.

Symphorien Duras, autrement dit Durfort, commandait les huguenots; c'était le fils cadet de François Durfort, seigneur de Blanquefort, militaire décidé et brave, qui avait toute la confiance de Condé. Ce gentilhomme bordelais s'était ménagé des intelligences avec Savignac et quelques autres officiers, sous les ordres de Vaillac; mais, soit que Vaillac eût changé de sentiments ou qu'il eût manqué de courage pour concourir à la trahison, il refusa l'entrée du château à son beau-frère, Pardailhan, et fit échouer l'entreprise des huguenots. Cette tentative eut lieu après minuit : on sonna le tocsin; les habitants prirent les armes et chassèrent les traîtres; quelques-uns se sauvèrent, les uns en franchissant les murailles, les autres en s'échappant sous une palissade qui conduisait à la

rièrre; on en arrêta plusieurs. Plus de trois cents de ces éclaires furent expulsés de la ville; ils se dirigèrent vers la bordogne, et pillèrent les églises et les maisons catholiques dans leur fuite précipitée (1).

Les huguenots parurent consternés de cet échec; mais ils eurent ni découragés ni abattus. Les chefs s'étaient partagé la conquête du pays. Armand de Clermont assiégea Bourg; François de Pons, baron de Mirabeau, attaqua Blaye, occupée par une bonne garnison catholique; ses efforts furent sans succès. L'un de leurs plus hardis chefs rentra, avec une bande de protestants, la nuit de Noël, dans la ville de Bazas, pendant que les fidèles assistaient aux offices, et enlevèrent, tant en argent, soit en objets précieux, la valeur de 15,000 livres; mais le sénéchal, Louis de Lur, fit assembler la garde civique, et, avec les militaires, fit expulser les factieux, qui dispersèrent dans les campagnes. C'est à cette occasion que le prince de Condé lui adressa, le 6 octobre 1562, une lettre flatteuse, en reconnaissance du bien qu'il avait fait en *conserver la ville de Bazas* en l'obéissance du roi, et pour le prier de ne point abandonner cette ville.

Le duc de Guise lui-même se tenait à Monségur; il avait à ses ordres un grand nombre de bateaux pour transporter ses troupes à Bordeaux; des traitres lui en avaient promis la possession; mais il apprit bientôt après que ses espérances étaient vaines, que ses amis avaient été honteusement expulsés de cette ville. Il s'avança, cependant, vers Caudrot, avec mille deux cents hommes, et descendit, par la rivière, à Cadillac, d'où, après avoir fait prisonnier Henri de Candale, qui avait chassé les religionnaires de Langon, il pénétra dans la Benauge, dé-

Livre VII.
Chap. 8.
—
1562.

Voir notre
*Histoire de
Bazas*, p. 133.

Les deux factions qui se disputaient le sol de la patrie prirent des livrées distinctes dans le Bordelais: les huguenots portaient la casaque et l'écharpe blanche; les catholiques, la casaque et l'écharpe rouge. Pendant toute la guerre civile, on reconnaissait ces couleurs caractéristiques.

Livre VII.
Chap. 8.

—
1562.

Mémoires
de Montluc.

vastant le pays, interceptant les grains et les vivres dont on voulait approvisionner le marché de Bordeaux.

Burie, qui menait une vie très-active et qui se voyait entouré de dangers, prévint Montluc de l'état des choses et demanda des secours : « car autrement la ville était perdue ; » qu'il n'avait aucune force avec lui, et, d'autre part, qu'il n'y avait aucun grain de blé dans la ville et qu'ils étaient à la faim, à cause que les ennemis tenaient toute la rivière de Garonne et celle de Dordogne, qui sont les deux mamelles de Bordeaux. » Quelques jours après le départ de Razé, qui lui avait apporté ces dépêches, Montluc vit arriver chez lui M. de Corré, neveu de Burie, qui le pria et le supplia de secourir Bordeaux, lui assurant que si, dans six jours, la ville n'était pas secourue, les protestants en seraient maîtres, et que tous les habitants du pays se soulèveraient contre le gouvernement, les uns de leur gré, les autres par force. Le lendemain, Montluc rassembla toutes ses forces et marcha sur Bordeaux. Après plusieurs escarmouches en route, il rencontra enfin le capitaine Doazan, qui se préparait à l'attaquer, à la tête de cinq ou six cents hommes. Montluc, qui n'avait avec lui que deux cents hommes et soixante-dix chevaux, marcha droit sur l'ennemi et passa sur le ventre à cette horde disciplinée ; c'était un affreux carnage. « Nous étions si peu, dit Montluc, que nous ne pouvions suffire à tuer tout ; car, de prisonniers, il ne s'en parlait point en ce temps-là. » Les réformés de Nérac abandonnèrent la ville et se retirèrent au Béarn. Casteljaloux se rendit ; Xaintrailles en fut nommé gouverneur. Montluc nomma le capitaine La Salle commandant de Port-S^{te}-Marie, et marcha sur La Réole, alors assiégée par des bandes accourues de Bazas et ailleurs. Il fut rejoint par une partie des troupes de Burie, qui venaient à sa rencontre, sous les ordres de M. de Corré. Les réformés, se voyant en présence de l'impitoyable Montluc, levèrent le siège et abandonnèrent le pays. Ces attaques, ces représailles des partis bel-

Registres
des Jurades de
Casteljaloux.

ligérants et des factions diverses, étaient une source de grandes calamités pour le pays : commerce , industrie , agriculture , sciences et arts, tout était paralysé, et la misère et la famine venaient parfois accroître les malheurs de la guerre civile. Le nom de Montluc était pour les factieux un juste sujet d'épouvante; ils avaient sa personne en horreur. Cela n'étonne pas, car on sait qu'il ne pardonnait jamais les crimes et qu'il n'avait qu'un but, une seule pensée, la destruction complète des ennemis de l'État et de l'Église. Il se faisait accompagner partout de deux bourreaux , qu'il appelait *ses laquais*. Le trait suivant nous peint à la fois son impassibilité, son esprit, son caractère impitoyable. On lui dénonça, comme coupables de crimes séditieux et irréligieux, quatre huguenots, dont un était diacre; il les fit conduire dans un cimetière et s'y rendit pour les interroger. « Comme j'arrivai, dit-il, M. de Fontenilles me présenta les trois huguenots et le diacre, tous attachés dans le cimetière où se trouvait encore le bas d'une croix de pierre que les huguenots avaient rompue, et qui pouvait être de deux pieds de haut. Je fis venir les consuls, et leur dis qu'ils me dissent la vérité, sous peine de vie, quels propos ils avaient ouï tenir contre le roi..... J'avais les deux bourreaux derrière moi, bien équipés de leurs armes, et surtout d'un *marassau* bien tranchant. De rage, je sautai au col de ce Verdier (l'un des huguenots), et lui dis : Oh ! méchant pillard, as-tu bien osé souiller ta méchante langue contre la majesté de ton roi? Il me répondit : Ah ! Monsieur, à pécheur, miséricorde. Alors la rage me prit plus que jamais ; je le poussai rudement en terre, et son cou alla justement sur ce morceau de croix, et dis au bourreau : Frappe, vilain ! Ma parole et son coup furent aussitôt l'un que l'autre, et encore emporta plus de demi-pied de la croix. Je fis pendre les deux autres à un orme, qui était tout contre ; et pour ce que le diacre n'avait que dix-huit ans, je ne le voulus faire mourir ; mais bien lui fis-je bailler tant de

Livre VII.
Chap. 8.
—

» coups de fouet aux bourreaux , qu'il me fust dit qu'il en
» était mort au bout de dix ou douze jours après. Et voilà la
» première exécution que je fis au sortir de ma maison, sans
» sentence, ni escriture ; car en ces choses, j'ai ouï dire qu'il
» faut commencer par l'exécution. » Voilà Montluc, et voilà
surtout son siècle !.....

Blaise Montluc,
Commentaires,
liv. V.

Le terrible maréchal, après avoir secouru La Réole, où commandait son cousin, M. d'Eymet, marcha sans opposition sur Bordeaux ; il y trouva Montferrand, Claude de Durfort, baron de Civrac, Verdusan, sénéchal du Bazadais, Saint-Orens et plusieurs autres seigneurs et chevaliers. La disette commençait à se faire sentir dans la ville ; il y séjourna trois jours, et se dirigea avec un nouveau renfort vers La Sauve. Trouvant partout le pays libre, il poussa ses excursions jusqu'à Targon, terre de M. de Candale. L'ennemi y avait pris ses positions. Montluc l'avait su à La Sauve ; mais il ne s'attendait pas à le voir encore ; il comptait, d'ailleurs, qu'il serait bientôt rejoint par Burie ; mais se trouvant, sans s'en douter, en présence des huguenots, il se vit forcé, quoique avec des troupes inférieures en nombre, à leur présenter la bataille. L'ennemi était préparé ; les positions étaient belles, les troupes fraîches et animées par la faiblesse des forces catholiques. MM. de Saint-Orens et de Fontenilles n'écoutant que leur imprudente ardeur et ne pouvant modérer le courage de leurs soldats, prirent le devant ; et, poussant en toute hâte aux premières maisons de Targon, y tuèrent quinze ou seize huguenots. L'alarme se répandit parmi les religionnaires : ils coururent aux armes et s'échelonnèrent sur une longue ligne, pendant que leur cavalerie se plaçait sur les rives du ruisseau. Vers sept heures du matin, l'attaque commença sur l'aile où commandait Saint-Orens ; Montluc se tint sur une hauteur, derrière un petit village, et fut rejoint bientôt par M. de Candale fils, M. de Seignac et ses deux fils, avec leurs compagnies respectives. Peu après, les huguenots s'ébranlèrent ; Montluc

réunit son conseil, et l'on s'accorda à dire qu'il était imprudent de faire une attaque générale ; que c'était hasarder la fortune de la Guienne que de mettre en ligne un contre vingt, et qu'il fallait attendre l'arrivée de Burie et de Thermes, qui passaient alors la rivière. Montluc voyant un peu d'hésitation parmi les siens, s'écria : « Perdre pour perdre, il vaut mieux encore se » perdre en combattant qu'en fuyant ; croyez bien, ils ne nous » attendront pas, nous les enfoncerons. M. de Seignac ap- » prouve ces observations, et tous crient avec force : *Allons » combattre, allons combattre !* »

À l'instant même, ils marchèrent en avant : Montluc assigna des postes à son fils, à Saint-Orens, à Verdusan, sénéchal de Bazas, à Charny et à tous les officiers. Il fallait monter au tertre qu'occupaient les huguenots : l'assaut était difficile ; mais, enfin, arrivés à trente pas de distance, l'ennemi ouvrit son feu ; les arquebusiers de Saint-Orens y répondirent avec courage. Le fils de Montluc se rua sur les cavaliers, pendant que le père tomba sur l'infanterie, à gauche ; la cavalerie se dispersa ; l'infanterie se renferma dans les taillis et se sauva à travers les vignes. « C'est, dit Montluc, la charge la plus furieuse, » sans bataille, où je me sois trouvé. » Duras se retira vers Marmande, et, après s'être abouché avec la reine de Navarre, à Caumont, il alla s'établir à Montauban.

1562.

L'affaire de Targon rassura les Bordelais et ranima les espérances des catholiques. Montluc et Burie se concertèrent pour leurs futures opérations : Burie se chargea d'aller, avec trois canons, réduire Monségur et les autres villes sises sur la Garonne, afin de faciliter le passage des bateaux qui approvisionnaient Bordeaux. Ils crurent nécessaire d'envoyer des secours à Cubzac et à Bourg, dont Charles de La Rochefoucauld était rendu maître. Dans cet intervalle, on leur apprit que les fuyards de Targon se rassemblaient à Gironde. Montluc s'y rendit sur-le-champ, et fit pendre soixante-dix huguenots aux poutres de la halle. Cette affreuse exécution répandit la terreur

Livre VII.
Chap. 8.
—
1562.

dans le pays; les habitants les plus compromis allèrent rejoindre les troupes de Duras, que Montluc poursuivait de près. « On pouvait connaître, dit-il, par où j'étais passé; car par les » arbres sur les chemins, on trouvait les enseignes. Un pendu » étonnait plus que cent tués. »

*Archives
curieuses,
par Cimber et
Danjou,
1^{re} série, t. 6.*

C'étaient là des représailles abominables. Les malheureux réformés, dans leur fuite; avaient commis des horreurs. « A » Saint-Macaire-en-Gascoigne, dit un écrivain, ils ouvroient » les ventres des prêtres, et, peu à peu, enrolloient les en- » trailles d'iceux entour de battons..... »

*Archives
curieuses,
Ibid.*

Du temps que François du Casse était lieutenant pour le roi de Navarre en la ville de Bazas, deux de ses soldats maltraitèrent, d'une manière aussi cruelle qu'infâme et abominable, une pauvre femme veuve; notre plume se refuse à en retracer la peinture! Le crime était affreux; mais il fut affreusement vengé!

Montluc trouvait Burie trop doux, trop miséricordieux; il croyait qu'il penchait peut-être trop en faveur des huguenots. Ils se rejoignirent devant La Réole. S'étant entendus pour les travaux qu'ils avaient encore à exécuter, ils marchèrent vers Sauveterre, et y passèrent la nuit. Le lendemain, avant son départ, Montluc fit pendre quinze ou seize religionnaires, sans forme de procès, et se dirigea sur Monségur, précédé de la terreur.

Arrivé devant la ville, il ordonna l'assaut du côté du midi, après avoir placé, la nuit, son artillerie sur une petite éminence, à cent et quelques mètres du mur. Après quelques coups de canon, la muraille croula, et quelques soldats de Montluc pénétrèrent dans la tour, d'où ils repoussèrent les huguenots, et s'avancèrent, suivis de plusieurs compagnies de renfort, jusque sur la place publique, où trois cents hommes étaient rangés en bataille. L'action s'engagea avec fureur; les assiégés repoussèrent les assaillants; mais, refoulés à leur tour, ils se dispersèrent en pleine déroute. On en massacra un grand nombre, et

Monseigneur vit ses rues jonchées de sept cents cadavres. Les soldats qui escaladaient les murs, tombaient entre les mains de l'inflexible Montluc, qui les faisait égorger. Il fit pendre tous les officiers et les consuls avec les chaperons sur le col, et il ne se réserva point de rançon, dit-il, sinon pour les bourreaux. « La tuerie, dit l'impitoyable lieutenant général, dura dix heures et plus ! » Le capitaine Héraud, qui avait défendu la place, fut fait prisonnier : *Brave soldat s'il y en avait en Guienne*, dit Montluc, *et que beaucoup de gens voulaient sauver pour sa vaillance* ; « mais je dis que s'il échappait, il nous ferait tête à chaque village, et que je connaissais bien sa valeur. Voilà pourquoi je le fis pendre ! »

Burie reprit le chemin de Bordeaux et Montluc celui d'Agen, tandis que son artillerie, embarquée à La Réole, le suivait sur la Garonne. Duras étant rejoint par Pardailhan, le jeune Montferrand, dit Langoiran, et plusieurs autres capitaines moins illustres, s'étaient mis en route pour Orléans, où se trouvait le prince de Condé. Informé de son projet de réduire Cahors, Montluc accourut au secours de cette ville, et rencontra les troupes de Duras, le 9 octobre, au village de Vergt, dans le Périgord. L'armée protestante, composée de huit mille hommes, était découragée par la fuite et fatiguée de ses longues marches ; la discipline y était à peine observée et le service si mal fait, qu'elle se trouva en face de Montluc sans qu'elle s'en doutât. Le combat commença avec acharnement ; il fut long et meurrier : l'infanterie protestante résista avec héroïsme ; mais l'ardeur des catholiques, stimulée par l'impitoyable Montluc, emporta la victoire, qui sembla devoir assurer le repos de ce malheureux pays, trop longtemps la proie des factions fatigues. Cette sanglante affaire valut à Montluc la confiance de la régente et le titre de *conservateur de la Guienne*, que le roi lui donna. Le duc de Montpensier se retira à Barbezieux, et Montluc dans son château près d'Agen. Il crurent la Guienne tranquille ; ils se trompaient : les partis politiques ou religieux

Livre VII.
Chap. 8.
—
1562.

Livre VII.
Chap. 8.
—
1563.

savent se taire, mais ils ne meurent point. L'un des coryphées protestants, Armand de Clermont, parcourait le pays en maraudeur, et y entretenait l'esprit de révolte et d'insubordination. Il dévasta les environs de Coutras, menaça Libourne, pénétra dans Sainte-Foy, et, enfin, revenant sur ses pas, s'empara, par trahison, de Libourne, où il commit de grands dégâts. Montluc, prévenu trop tard, arriva pour châtier ces pillards ; ils étaient partis. Mais il fit pendre, sur la place publique, deux individus que la voix publique accusait de complicité.

18 Février
1563.

Dans ce temps, Guise tomba victime du fanatisme de Jean Poltrot de Méré ; les désordres se reproduisaient partout, et rien ne semblait indiquer une fin prochaine à ces guerres sanglantes. Désolé de ce déplorable état de choses, le roi crut devoir essayer des voies de douceur et de conciliation ; c'était à ses yeux une nécessité, la politique le lui conseillait. Par son édit du 19 mars, daté d'Amboise, il accorda donc aux religionnaires le libre exercice de leur religion *prétendue réformée*. Cette nouvelle fut de suite transmise à Montluc, qui se préparait à en finir avec les anarchistes. Il avait levé douze compagnies de fantassins et allait rejoindre le roi ; mais ayant reçu les dépêches, il fit enregistrer le traité et licencia ses troupes.

CHAPITRE IX.

L'édit d'Amboise mécontente tous les partis. — On se plaint du Parlement au roi. — Des commissaires à Bordeaux. — Méintelligence entre le premier-président et M. de Noailles, maire. — Le premier-président se défend contre la charge de protestantisme. — Montluc vient à Bordeaux. — Il apaise les troubles. — Son discours. — La peste à Bordeaux. — Réaction des catholiques. — Leurs excès. — Voyage de Charles IX dans le Midi. — Il arrive à Bordeaux. — Il passe quelques jours chez M. d'Agès, à Thouars, à l'extrémité de Talence. — Sa réception à Bordeaux. — Il va au Parlement. — Discours de l'Hospital. — Le maréchal de Bourdillon, etc., etc.

Malgré l'édit d'Amboise et les bonnes intentions du roi, la paix ne fut qu'apparente. L'édit, qui n'était qu'un acte de tolérance, fut interprété comme une concession et une marque de faiblesse. Les catholiques étaient mécontents; les protestants, enhardis et plus exigeants que jamais; c'était la guerre civile organisée. Cet état de choses ne pouvait durer. Comme le Parlement ne se prêtait pas avec empressement à l'exécution de l'édit, les calvinistes se plainquirent au roi qu'on oubliait ses volontés, et allèrent jusqu'à citer les noms des opposants et des infracteurs. Le roi, mécontent de ce qu'on n'exécutait pas son édit de pacification, et voulant faire preuve de bonne volonté envers les huguenots, envoya à Bordeaux Anne Fumée et Jérôme Angenoust, conseillers au Parlement de Paris, pour faire des informations et exécuter son édit. Arrivés à Bordeaux, on trouva leur commission exorbitante et même inutile; on s'opposa à ce qu'ils fissent usage de leurs pouvoirs jusqu'à ce que le roi eût entendu les raisons, qu'on chargea le président de Roffignac, le conseiller Poynet et l'avocat général Ferrière d'aller lui exposer. Le roi refusa toute explication, insista sur la soumission du Parlement et ordonna que la commission eût son effet, faute de quoi on lèverait sur les

Livre VII.

1563.

Livre VII.
Chap. 9.
—
1563.

1563.

D. Devienne,
liv. IV.

D. Devienne,
liv. IV.

gages de la Compagnie une somme pour fournir aux frais du séjour de ces deux magistrats à Bordeaux. Le Parlement devint docile et leva les défenses ; il n'en garda pas moins son ressentiment contre les ennemis de l'Eglise et de l'Etat. Le premier-président, de L'Agebaston, ne partageait pas tout à fait les sentiments de sa Compagnie ; homme fin, adroit courtisan, il paraissait dévoué à la cour, et penchait en même temps en faveur des sectaires. Le comte de Noailles, maire, l'accusait de s'entendre avec les ennemis de l'ordre ; d'autres taxaient de Noailles de calomniateur ; enfin, la ville se partagea en deux camps, mais le peuple se prononça généralement en faveur du maire. Le 16 mars, le conseiller Malvin présenta au Parlement une requête qui contenait toutes les plaintes de la noblesse et du peuple bordelais contre le premier-président : on l'accusait d'avoir protégé les religionnaires, de les accueillir chez lui avec une bonté significative, de faire informer contre les prédicateurs catholiques, sous prétexte qu'ils montraient trop de zèle contre les novateurs ; d'avoir dit que, si on examinait les choses de près, on trouverait les catholiques plus coupables que les protestants ; que l'opinion publique le désignait comme partial aux anarchistes ; qu'il avait témoigné sa joie en apprenant que l'édit de 1564 avait accordé aux sectaires des temples et des privilèges ; que, le lendemain de la découverte de la conspiration de Duras et de Pardailhan contre le Château-Trompette, le Parlement ayant ordonné qu'on prendrait les armes, le premier-président, au contraire, se trouvait à cheval, à la tête des conspirateurs. On conclut que, dans tous les procès et affaires qui concerneraient, à l'avenir, la prétendue réforme, le premier-président et d'autres conseillers suspects n'assisteraient plus aux délibérations. Cette enquête était signée par Frédéric de Foix et un autre gentilhomme nommé *Vignac*.

Le premier-président se justifia de son mieux, et protesta de son dévouement au roi et de son zèle constant pour le main-

tion de la paix, la conservation des droits et de l'honneur de la Compagnie. Il pria la Cour de remarquer que la requête, signée seulement par le comte de Foix, ne pouvait pas être censée émanée de la noblesse, qui n'avait pas délibéré, ni ne pouvait se réunir pour le faire sans l'autorisation du roi, qui ne l'avait pas accordée; que Vignac était un homme inconnu et sans qualité; que ladite requête, étant dénuée des formes égales et requises, devrait être rejetée. Enfin, on finit par mettre l'affaire entre les mains du procureur général, qui se vit obligé de requérir qu'avant tout, le comte de Foix eût se faire avouer par la noblesse. Le premier-président garda rancune contre le comte de Foix, qui ne cessait de le traduire la barre de l'opinion publique; la mésintelligence était ex-ême. Enfin le 30 juillet (1), le comte présenta au Parlement une nouvelle requête, signée de lui et de quatre autres gentilshommes; elle fut communiquée au procureur général et à partie accusée.

Toute cette affaire paraissait se calmer, lorsque, le 12 novembre, un incident inattendu vint donner lieu à une scène assez scandaleuse. M. d'Escars, grand-sénéchal de Guienne, présenta au Palais, escorté de ses halberdiers, qu'il plaça haie jusque dans la salle d'audience. Le premier-président opposa à cette mesure, qui blessait la dignité, la liberté et les usages de la Cour, et descendit de son siège. D'Escars fit retirer sa garde; mais, le 10 décembre suivant, il proposa au Parlement une récusation générale contre le premier-président Lapebaston (2), et fonda sa demande sur ce que lui, d'Escars, avait été déjà chargé, par le roi de Navarre, de solliciter de sa Majesté l'éloignement du premier-président.

Lapebaston répondit que, s'il était récusé, les amis de M. d'Escars, « qui vont, dit-il, boire et manger chez lui, et faire divers actes de familiarité, jusqu'à se rendre *contemptibles*, »

D. Devienne dit le 1^{er} août; c'est une erreur.

Dans les vieux documents, on trouve ce mot écrit : Lapebaston, de l'Agehas-Largebaston.

1^{re} Part. 2.

Livre VII.
Chap. 9.

1563.

1563.

Registres
du Parlement.

devraient se récuser dans une affaire qui intéressait M. d'Escars, et désigna, le 18 décembre 1563, comme tels, en conformité avec l'injonction de la Cour, MM. La Chassaigne, Roffignac, Faugerolles, Ant. Prévost, archevêque, Malvin, Gautier, Bellot, La Guionie, d'Eymar, Le Comte et Michel de Montaigne.

La Cour délibéra que l'affaire se traiterait en mercuriale, et qu'en attendant, le premier-président n'assisterait plus aux procès où M. d'Escars serait partie. Mais, le 23, M. d'Escars arriva au Parlement avec une lettre de la reine, qui l'autorisait à se faire escorter au Palais de ses archers et hallebardiers. Le 8 janvier suivant, 1564, la Cour délibéra sur cette affaire; et, ayant égard aux nécessités du temps et aux qualités du sieur d'Escars, lui permit de mener ses archers comme bon lui semblerait. C'était une humiliation pour Largebaston et le triomphe de d'Escars et des conseillers catholiques.

L'exaspération du peuple était alors très-grande; il avait tant souffert et souffrait tant encore, qu'il s'en prenait aux religionnaires, à leurs partisans, aux amis des agitations politiques et religieuses; à des gens inoffensifs, mais suspects à tort ou à raison : Bordeaux semblait se reposer sur un volcan ! Chaque jour on s'attendait à une explosion déplorable. Dans cet état de choses, M. de Pontac va en prévenir Montluc, et le prie d'y venir au plus tôt. Il part, va coucher à Cadillac, où M. de Candale le reçoit et va l'accompagner à Bordeaux. Ils apprennent en route que M. de Noailles, le maire, venait de mourir. Montluc se rend au Palais, et, dans une vigoureuse allocution, leur déclare que si le sang coulait, la ville serait détruite, et eux-mêmes ensevelis sous les décombres. Il leur rappelle les désastres qui suivirent la mort de Moneins, quand le peuple usurpa l'autorité. Il les exhorte à l'accord et à l'union, menace les coupables de toute la rigueur de la justice, et se montre décidé à avoir raison des délinquants. De là, il se rend à l'Hôtel-de-Villo, où il tient aux jurats et au

Conseil un semblable langage. Il s'y trouvait beaucoup de mécontents; mais le nom, l'attitude, le langage de Montluc intimident tellement ces agitateurs, qu'ils changent tous d'opinion et adoptent ses sages conseils. A quatre heures, il convoque le clergé à l'Archevêché; et après avoir rappelé les désordres passés, l'engage à suivre une ligne de conduite pacifique et à rechercher l'union et la concorde : « En ce jour-là, dit-il, j'apaisai la ville. » Cette affaire ne fut qu'assoupie, car les ancunes subsistèrent après les conseils de la raison. L'année suivante, le sang ensanglanta les rues de Bordeaux. La peste décimait la population; on ne pouvait faire un pas sans rencontrer des morts et des mourants; et au milieu de ces scènes gubres, il est désolant de penser que la vengeance couvait encore au fond des cœurs et excitait les catholiques à exercer regrettables représailles sur leurs frères égarés. A dix heures du soir, au son du tocsin, les soldats enfoncèrent les portes des maisons calvinistes et égorgèrent sans pitié un grand nombre de sectaires. On eût dit que la peste ne moissonnait pas assez de victimes; la plus basse vengeance lui prêtait son secours. Comme on le voit bien, l'édit de pacification, loin d'éteindre les haines et de rallier tous les partis autour du trône et même autel, ne fit qu'enhardir les faibles et irriter les plus forts : un sentiment de défiance réciproque survivait aux débris des factions; et la politique incertaine et astucieuse de Louis XIV ne contribua en rien à modifier cette disposition des esprits. Croyant se concilier l'affection de ses sujets, le roi, après les conseils de sa mère, entreprit un voyage dans le midi; le vrai motif est encore un mystère; mais, outre des vues de conciliation, les partis crurent y voir le commencement d'une ligue entre le roi et Philippe II d'Espagne, dont les ambassadeurs devaient venir rejoindre la cour de France à Rome. Les catholiques s'en réjouissaient, mais les calvinistes s'en alarmaient très-vivement. La remise des armes, ordonnée par le roi, fut effectuée le 28 juillet. Le célèbre

Livre VII.
Chap. 9.

Blaise Montluc,
Commentaires.

1564.

Livre VII.
Chap. 9.

1564.

Jean Deserre,
Inventaire,
1565.
Castelnau,
Mémoires,
liv. V, ch. 9.

1565.

Registres
du Parlement.

Baurein,
Variétés bordelaises,
t. IV, p. 97.

L'Hospital conseillait ce voyage comme devant faire taire bien des antipathies, réformer bien des abus et effacer bien des haines. On l'entreprit avec ardeur, on y déploya une pompe extraordinaire, dans la conviction qu'une cour nombreuse et brillante allait frapper les imaginations et imposer le respect et une plus grande réserve aux mécontents, gagner les grands personnages des deux partis et relever l'autorité trop affaiblie du roi (1). On apprit avec bonheur que la cour viendrait à Bordeaux. Le Parlement s'assembla et délibéra sur la manière dont il fallait recevoir le prince et sa suite. Parmi les nombreuses dispositions qu'on crut devoir prendre, on ordonna, le 2 janvier 1565, que, pour donner plus de solennité à la réception de Sa Majesté, il serait créé un *roi de la Basoche*, c'est-à-dire de la communauté des clercs de ville, office et titre qu'on avait supprimés pour de graves raisons de discipline. et qu'on ne rétablît que pour cette circonstance. Tous les procureurs et clercs s'assemblèrent et élurent trois sujets, le 10 février, parmi lesquels la Cour choisit le roi de la Basoche. Le 6 mars, jour du mardi-gras, la Cour ordonna que l'amende de 75 liv., à laquelle une demoiselle avait été condamnée le matin, à l'audience, serait donnée au roi de la Basoche, *sui-
vant ce que de tout temps a été pratiqué*. Le 9 du même mois, *François, roi de la Basoche, fut mandé en Cour; étant entré, lui a été commandé « de se couvrir, ce qu'il a fait, et enquis
» s'il avait délibéré faire sa monstree en armes; a dit qu'il en
» avait communiqué à son conseil, et que dimanche il assem-
» blerait ses suppôts au Palais, pour faire entière résolution;
» et qu'il avoit délibéré faire chose si honneste qu'il espéroit
» que le roi et sa cour en recevraient contentement. »*

(1) « Et d'autant, dit Castelnau, que le roy et les commissaires n'estoient entièrement obeys, comme il estoit nécessaire pour le bien de la paix : cela fit contraindre la délibération que Leurs Majestés avoient prise d'avancer leur visite, par toutes les provinces du royaume, afin d'autoriser les officiers de la justice et entendre les doléances de chacuns, faire exécuter les édits et connoistre la volonté de leurs peuples. »

(CASTELNAU, *Mém.*, liv. V, ch. 9.)

Le 26 janvier, il fut arrêté au Parlement que Sa Majesté serait priée de déclarer qu'il serait permis à la Cour, pour l'exécution de ses arrêts, en cas de rébellion ou résistance obstinée, d'user de main-armée et ordonner aux sénéchaux du ressort de convoquer le ban, l'arrière-ban et d'autres forces, même le canon, si besoin était, et de pourvoir aux frais nécessaires.

On voit que la Cour avait le sentiment de sa faiblesse : elle voulait y suppléer par la force brutale, qui ne saurait jamais remplacer l'influence morale des corps politiques ou judiciaires : les vestiges de l'autorité disparaissaient dans les luttes à la charité pouvait seule en assurer le triomphe.

Le 8 mars, un président à mortier, trois présidents aux enquêtes et deux des plus anciens conseillers partirent pour gen ; mais ils rencontrèrent le roi à La Réole, et lui furent présentés par le roi de Navarre. Ils lui demandèrent, selon leurs anciens privilèges, d'être exemptés du logement. Le roi ne fit répondre que, partout où il séjournait, personne n'en ait exempt ; que les princes et les seigneurs de sa suite forment sa maison et étaient toujours et partout logés chez les habitants les plus respectables. Le connétable Anne de Montmorency étant arrivé en ville, le premier-président, avec les présidents La Chassaingne et Roffignac, alla le saluer à son hôtel ; le lendemain, il fut reçu au Parlement avec les formules accoutumées, et occupa le siège du lieutenant du roi, devant derrière lui d'Escars, l'archevêque, et Thoré, fils du connétable. Tout réglé, toutes les dispositions étant prises, le connétable, la tête découverte, présenta un édit du roi, portant création d'un impôt sur le papier. Le premier-président répondit au nom de la Compagnie. Le cérémonial de la session fut réglé plus tard avec le chancelier.

Le 29 mars, le roi vint coucher à La Réole et y séjourna le lendemain ; le samedi 31, il descendit à Cadillac, chez le sieur de Candale, et le lendemain, 4^{er} avril, après avoir dîné,

Livre VII.
Chap. 9.
—
1565.

Journal d'Abel
Jouan, l'un des
serviteurs de
Sa Majesté.

Livre VII.
Chap. 9.

1565.

Baurein,
tome 4, p. 103.

NOTE 11.

partit pour Bordeaux, où il entra sans solennité, à deux heures après midi (1). Il était accompagné de Catherine de Médicis, sa mère, de M. d'Orléans, son frère, de M^{me} Marguerite, sa sœur, du roi de Navarre, et de plusieurs autres grands seigneurs. Toute la famille royale logea à l'archevêché. Il parait que Sa Majesté arriva plus tôt qu'on ne pensait; les préparatifs n'étaient pas terminés. Elle entra à Bordeaux sans cérémonie, y passa le lundi 2 avril, et alla, le mardi 3 avril, à Thouars, maison noble de Talence, appartenant à M. d'Agès, où il resta jusqu'au 9 avril, jour fixé pour son entrée solennelle.

Ce jour-là, le Parlement s'assembla le matin et dîna au Palais, aux dépens du roi. D'après le cérémonial convenu entre les commissaires et le chancelier, il avait été arrêté que les jurats harangueraient le roi les premiers et lui offriraient le dais à la porte du Chapeau-Rouge; que les officiers du sénéchal et les présidiaux marcheraient avant la Cour, à droite, et le recteur, les docteurs de l'Université se tiendraient à gauche, ayant devant eux, à trois pas, le lieutenant général en Guienne; que la Bourse ne ferait qu'un corps avec les jurats; que dix huissiers précéderaient le Parlement, et seraient suivis des notaires et secrétaires du roi, des secrétaires de la Cour, du greffier des présentations, du greffier civil et criminel, du premier huissier, de quatre présidents, du premier-président, ayant sur l'épaule droite et sur son manteau trois petites bandes de drap d'or, et trois autres d'hermine blanche; des conseillers, des gens du roi, de quatre huissiers; de trente des plus anciens avocats, avec leurs chaperons fourrés; de vingt procureurs, avec leurs chaperons à bourrelets.

D. Devienne,
*Histoire
de Bordeaux.*

Le cortège devait passer par les rues Poitevine, de Pignadoux, la place Saint-Projet, les rues Sainte-Catherine et du

(1) D. Devienne ne parle pas de cette entrée; c'est une omission regrettable, ainsi que quelques autres de date sur le séjour du prince à Bordeaux.

Chapeau-Rouge, et, de là, aux Chartrons, où on avait élevé une tente élégante sur le port. Le lundi, 9 avril, le roi se dirigea de chez M. d'Agès vers Bègles, à la Maison de Francs, où il dîna, dans un lieu appelé *Pichaduy de la Reina* (1). Là, il trouva deux maisons navales élégamment équipées et meublées dans le dernier goût, l'une pour la famille royale et l'autre pour les seigneurs de sa suite. De la Porte-Cailhau, on vit arriver la flotille royale; le Parlement, prévenu à temps, se mit en marche vers les Chartreux (Chartrons), où il n'y avait que des celliers et quelques rares habitations. Le roi débarqua au milieu des *vivats* enthousiastes du peuple, et alla se reposer sous la tente, d'où il vit passer les différents corps du cortège, selon le cérémonial arrêté entre le Parlement et le chancelier. En tête, étaient douze cents hommes en armes; venaient ensuite les corps et métiers, le roi de la *basoche* monté sur un beau cheval, accompagné de plusieurs basochiens à cheval et à pied, des gens habillés en Grecs, en Turcs, Arabes, Égyptiens, Éthiopiens, Maures; Canariens, Résiliens, Américains, Tartares, Indiens, Sauvages, et ayant, chacun de ces douze peuples, leurs étendards particuliers (2). Près eux, venait le guet, puis les quatre corps des religieux mendians, le clergé des paroisses de la ville, une troupe de petits enfants habillés de blanc, appartenant aux premières maisons de Bordeaux, tous à cheval, en chapeaux, chausses, souliers de damas blanc, et portant de petites bannières, étaient peintes les armoiries royales, et criant : *Vive le roi*. A leur suite, venait le chapitre de Saint-André, avec sa chapelle, ayant après lui l'archevêque de Bordeaux; le clergé de Saint-Seurin arriva un peu trop tard et ne put pas percer

Livre VII.
Chap. 9.

1365.

Variétés bordelaises,
tome 4.

—
Favyn,
Histoire de Navarre.

(1) Ce lieu appartenait à la famille de Ségur; en 1306, on reconstruisit l'église de Ségur; Eymar de Ségur, chevalier, *sieur de Francs*, en posa la première pierre.

(*Variétés bordel.*, t. 4.)

De Thou dit que chaque chef fit un compliment dans sa langue; c'est une erreur: c'étaient tous des Gascons déguisés.

Livre VII.
Chap. 9.

1565.

la foule; puis venaient l'Université, le sénéchal, le Parlement et la Maison du roi. Le prince marcha depuis son bateau jusqu'à la tente, sous un magnifique pavillon, porté par quatre jurats; jamais plus beau cortège n'avait passé dans les rues de Bordeaux (1).

Variétés bordelaises,
tome 4.

Le roi s'assit sur une estrade de velours rouge, ayant derrière lui, debout, Monsieur, son frère, le prince de Navarre, le cardinal de Bourbon, le prince de la Roche-sur-Yon, les ambassadeurs étrangers, Cypière, Candale, grand écuyer, Carnalavet, comte de Villars, Montpezat, Lansac, messire Thorré et plusieurs autres chevaliers de l'ordre, les évêques de Valence et de Riez.

D. Devienne.

Le lundi, 9 avril
(voir note 11.)

Après les compliments des différents corps, vint le tour du Parlement : le premier-président, qui n'était guère dans les bonnes grâces de la cour, à cause de son penchant vrai ou supposé vers les religionnaires, prit la parole et s'étendit sur les désordres des années passées; mais le roi l'interrompit, parce que, dit un historien de Bordeaux, il avait trouvé sa *harangue trop longue*; c'était bien plutôt parce qu'on était mécontent de lui; puis, se levant brusquement, le prince lui répondit : « Je loue ma justice d'avoir fait son devoir; si quel- » qu'un a encore les armes à la main, j'en ferai telle justice, » qu'elle sera exemplaire aux autres. » Puis, répondant à quelques paroles, relativement à la réforme religieuse, il dit que, par sa manière de vivre, il faisait assez connaître la religion qu'il pratiquait, et qu'on pouvait comprendre qu'il avait ses vues particulières sur le temps et la tolérance qu'il voulait accorder à la diversité des religions. Alors le cortège défila vers le Chapeau-Rouge, où l'on avait élevé un superbe arc-de-triomphe, orné de devises françaises et latines. Neptune y était représenté comme cédant son trident au roi, et lui adres-

(1) On trouvera dans le *Cérémonial français*, par Godefroy, t. 1, p. 910, t. 2, p. 237, tous les détails relatifs à ce qui s'est passé au Parlement et au lit de justice: voyez aussi FAYN, *Hist. de Navarre*, année 1565; DE THOU, *Hist.*, liv. 37.

ant, dans le style du temps, des vers bassement flagorneurs (1).

Auprès de cet arc-de-triomphe, dit D. Devienne, se trouvaient les six jurats en costume officiel, tenant les six bâtons du poêle, qui était d'une étoffe d'or. Près d'eux, se voyait le grand écuyer, monté sur un beau cheval caparaçonné de velours violet, semé de fleurs de lis d'or ; il portait en écharpe l'épée du connétable, qu'une maladie empêcha d'assister à cette cérémonie. Le cortège passa par le Chapeau-Rouge, par les rues Sainte-Catherine et du Loup, qui étaient tapissées et élégamment décorées. La reine vit toute cette cérémonie d'une fenêtre, où étaient, avec elle, Madame, sœur du roi, et quantité de dames et de seigneurs. Quand le roi arriva à la Porte-Médoc, au coin de la rue Sainte-Catherine, on vit descendre, dans une conque marine, une jeune fille représentant Thétis, qui remit au roi les clés de la ville. Toute la cour pénétra dans l'église de Saint-André et prit place dans les hautes galles : l'archevêque, entouré de son clergé, et ayant à son côté le maire, le sieur de La Rivière, ayant robe et chaperon de velours cramoisi, rouge et blanc, harangua le roi à la porte, et reçut de lui le serment accoutumé. Ensuite, en entrant dans la basilique, on entonna le *Te Deum* ; après quoi, le roi se retira à l'Archevêché, à six heures du soir.

Le 12 avril, le roi alla tenir un lit de justice au Palais ; l'intérieur de la Cour était magnifiquement décoré : des fauteils de velours cramoisi, des sièges pour tous les corps ecclésiastiques et civils, furent arrangés et disposés avec ordre. À dix heures, on annonça au Parlement assemblé l'arrivée de messire Michel de L'Hospital, chancelier de France ; il fut complimenté à la porte par le président de Roffignac et quatre conseillers, précédés des huissiers. Arrivé à la porte de la Chambre des huissiers, il y fut reçu par le président La Saigne et trois conseillers ; lorsqu'il fut entré dans la

Livre VII.
Chap. 9.

—
1585.

Registres
du Parlement.

(1) Cedinus imperio pelagi; Deus advenit alter
Qui regat et terras, qui regat unus aquas.

Livre VII.
Chap. 9.

—
1565.

D. Deyienne.

Grand'Chambre le premier-président et le président de Fauge-rolles se rendirent au banc des gens du roi ; ceux-ci et les conseillers occupèrent le banc des gentilshommes, des ecclésiastiques et des avocats. Le chancelier entra avec les évêques de Valence, de Limoges et l'abbé de Case-Dieu, et suivi des maîtres des requêtes. Peu après, les clairons et les trompettes, en passant dans la salle des procureurs, annoncèrent le roi, qui entra avec la reine-mère ; ils prirent leurs places. La reine s'assit avant que le roi se plaçât sous son dais de drap d'or ; puis le prince, voyant tout le monde à sa place, ôta son chapeau ; et après avoir fait à sa mère une profonde révérence , il s'exprima ainsi : « Ayant fait mon entrée dans cette ville , j'ai » bien voulu venir voir ma Cour, pour savoir comment la » justice s'administre, déclarant que je veux être obéi doré- » navant mieux que je ne l'ai été jusqu'à ce jour ; qu'aucun » de mes sujets ne prenne les armes sans ma permission , et » que mes édits soient observés ; mon chancelier vous dira le » reste. » Alors, à la demande du chancelier, et avec la permission de Sa Majesté, les présidents et les conseillers s'assirent et se couvrirent. L'Hospital développa la pensée du roi ; il se plaignit de ce que le Parlement s'opposait à l'exécution de ses ordonnances, de ce que des magistrats abandonnaient leurs sièges de juges pour se faire militaires, et, enfin, de ce qu'on n'y administrait pas la justice avec une rigoureuse exactitude et une impartialité convenable.

Castelnau,
Mémoires.
liv. V, ch. 9.

Ce discours, plein de nobles sentiments, mérite d'être reproduit ; il fut transcrit sur les registres du Parlement, et n'est, d'un bout à l'autre, qu'une leçon rude et sévère, une véhémence mercuriale, une censure mordante d'un corps dont il était le chef. Il dut blesser profondément ces fiers magistrats de Bordeaux, qui voulaient s'élever à la hauteur du prince et faisaient peu de cas de ses ordres.

« Voici une maison mal réglée, dit-il ; c'est vous autres qui » en devez rendre compte. La première faute, c'est la désor-

« béissance que vous portez à vostre roi ; car encore que ses
 « ordonnances vous soient présentées , vous les gardez , s'il
 « vous plaist..... Je pense que vous croyez estre plus sages
 « que le roy ; mais votre prudence est limitée à juger les
 « procès..... Il a acquis la paix , et à présent, il a la guerre
 « entre lui et son Parlement... Je sçay bien qu'il y en a d'en-
 « tre vous qui disent : Ce n'est pas le roy qui fait cela.....
 « Vous méprisez la reine et le conseil du roy.... J'ai vu vos
 « registres et j'ai trouvé que quelquefois vous venez aux in-
 « jures , et presque à vous battre..... Il y en a de la Cour
 « qui sont grandement scandalisés de faire des mariages par
 « force ; et quand on sait quelque héritière , quant et quant,
 « c'est pour Monsieur le Conseiller, on passe outre... Il y en
 « a d'entre vous qui , pendant les troubles, se sont faits capi-
 « taines, les autres commissaires des vivres ; ce sont gens qui
 « ne savent faire leurs états et se mettent à faire ceux des
 « autres..... Je crains qu'il n'y ait ceans de l'avarice ; car
 « on dit qu'il y en a qui prennent pour faire bailler des au-
 « diences et autrement ; par quoy ayez les mains nettes.....
 « L'on dit que l'on prend de gros présents à la Cour et que les
 « gros larrons sont *in auld*..... On m'a dit qu'il y en a qui
 « baillent leur argent à intérêt aux marchands ; ceux-là de-
 « vraient laisser leurs robes et se faire marchands..... »

Mais il faudrait citer tout le discours ; nous en donnons les
 usages les plus saillants dans la *Note 12*.

Livre VII.
 Chap. 9.
 —
 1505.

NOTE 12.

L'émotion fut grande parmi les membres de la Cour , si ru-
 nent admonestés en présence du roi ; ils députèrent tous
 présidents et huit conseillers pour faire des observations
 ificatives au chancelier.

Le 16 , la députation rendit compte à la cour de son en-
 rue avec le chancelier et de sa réponse. L'Hospital déclara
 l'avait parlé généralement , « soit de mariages faits par
 rce et de la vente des *placets* d'audience , et que c'estoit
 ar affection paternelle, et qu'il n'avoit rien dit qu'on ne luy

Livre VII.
Chap. 9.

—
1565.
Registres
du Parlement.

» eust rapporté, sans nommer personne. Sur quoi fust arrêté
» que le dit sieur premier-président, estant appelé au conseil
» du roy, suppleroit Sa Majesté et les dits sieurs de son conseil,
» seil, vouloir tenir la Compagnie en telle et si bonne opinion
» nion que le dit sieur chancelier l'a tenue, après les avoir
» ouys sur tout ce qui s'est passé sur le faict des édicts. »

Après lui, le premier-président fit, sur l'autorité de la justice, un long discours, que les autres présidents et conseillers, avec tous les officiers de la Cour, entendirent debout et découverts, mais dont leur antipathie pour celui qui le prononça empêcha la transcription sur leurs registres. Après quoi, on plaida une cause en présence du roi. Le chancelier demanda les opinions de Sa Majesté, de la reine-mère, des seigneurs de la cour, des présidents et des conseillers, et prononça l'arrêt. Alors le jeune prince se retira avec sa suite.

Registres
du Parlement.

Le 18 mai, à neuf heures, on vit entrer en la Cour messire Michel de l'Hospital, chancelier, et avec lui l'abbé de la Caze-Dieu, conseiller au conseil privé, et quelques autres personnages. On ne l'attendait pas. Il prit la parole et détailla les défauts et vices du Parlement de Bordeaux. « Entre vous
» autres, leur dit-il, il y en a aucuns qui se rendent fort
» serviteurs et amis des grands seigneurs de votre ressort.
» Vous ne sauriez excuser que cela ne vienne d'une vileté de
» cœur. » Ce discours était sévère, mais plus fraternel que celui qu'il avait tenu en présence du roi.

Voyez le Père
Anselme.

Parmi les personnages remarquables qui formaient la suite de Charles IX à Bordeaux, se trouvait le maréchal de Bourdillon. Homme courageux et habile, il apaisa les troubles causés à Cadillac par la Ligue catholique, entre le comte de Foix-Candale, l'évêque d'Aire, le comte de Lausan, Merville et Gaston de Trans. Le maréchal accomplit son devoir, sans égard pour personne : la justice seule l'anima dans cette affaire difficile; il s'en acquitta en homme d'honneur et ami du devoir.

CHAPITRE X.

Les Calvinistes deviennent exigeants. — Le roi accueille et accorde leur demande. — Le Parlement refuse d'enregistrer les lettres-patentes. — Charges contre le premier-président. — Nouvelles foires de Bordeaux. — Guerre civile. — Tilladet, gouverneur de la ville. — Lettre du roi en faveur du Parlement. — Mesures de sûreté. — Le maire, Lansac, mécontent de Tilladet. — Montluc mécontent des jurats. — Il revient à Bordeaux. — Charges contre Tilladet. — Zèle des jurats. — Le roi les remercie. — La Salle soupçonné comme traître. — Activité de Montluc. — Prise de Bourg. — Montluc revient défendre Bordeaux. — Le seigneur de La Roche-Chalais. — Sa rançon. — La saisie des biens de Jeanne d'Albret.

Charles IX ne négligea rien qui pût désarmer les factieux ; sa condescendance devenait pour lui une cause de grands embarras , et pour eux une source de nouvelles et de plus exorbitantes exigences. Ils lui avaient présenté une requête, tendant à ce qu'on leur accordât certaines libertés dans l'intérêt de la paix et de l'ordre public.

En réponse à cette requête, le roi répondit « qu'il leur permettait de chanter les psaumes dans des maisons particulières et non en lieux publics ; il ordonna que tous ceux qui étaient détenus pour l'avoir fait, fussent élargis. Il dispensa les réformés de fournir le pain bénit, de quêter pour les pauvres , de payer les deniers des confréries , d'être poursuivis en justice pour avoir chez eux ou pour avoir vendu les Saintes-Écritures commentées. Ils furent aussi dispensés de tapisser le devant de leurs maisons les jours de procession , de subir des recherches pour des travaux faits dans leur intérieur, sans scandale , les jours de fête , les dimanches et fêtes solennelles exceptés , de faire serment sur le bras de saint Antoine ou autres serments con-

Livre VII.

—
1565.

*Archives
curieuses ,
par
Cimber et Dan-
jou,
1^{re} série, t. 6.*

Livre VII.
Chap. 10.

—
1563.

» traïres à leur religion , sans être tenus de présenter aux
» juges une dispense de leurs prélats.

» Sa Majesté défendit d'enlever les enfants des protestants
» pour les faire baptiser ailleurs qu'en l'Église réformée ; de
» forcer qui que ce fût , en liberté de sa conscience ; de re-
» procher aux réformés les griefs passés. Il ordonna qu'à l'a-
» venir, il serait procédé pour les élections du maire et jurats,
» et autres fonctions publiques , sans distinction de religion ,
» et que les réformés seraient appelés indifféremment à toutes
» les assemblées où il s'agirait de la police , de la bourse ,
» taxes et subsides , et que l'accès des lieux où l'exercice de
» leur religion était autorisé leur serait libre, sans opposition
» ou voies de fait , et assurant à chacun sa liberté de con-
» science. »

Comme ils représentèrent que la ville de Saint-Macaire, où
l'exercice de la religion réformée se trouvait autorisé , était
le lieu le plus incommode de toute la sénéchaussée , et que
la plus grande partie des plus notables familles de la cité
était de la religion réformée , ils demandèrent un lieu plus
rapproché de Bordeaux , où ces familles pourraient aller pour
l'exercice de leur religion et retourner chez eux le même
jour.

Le roi renvoya cette demande au gouverneur , pour y pour-
voir, ordonna que les prisonniers pour les faits précédents
seraient mis en liberté , les amendes rendues , et qu'il serait
fait main-levée des biens saisis à cette occasion , contraire-
ment aux édits de Sa Majesté. Le roi termina ses réponses à
leurs demandes, en défendant sévèrement à tous ses sujets de
s'injurier ou de mesfaire les uns aux autres.

Les catholiques se plaignaient de ces concessions ; c'était à
leurs yeux l'organisation politique et religieuse du protestan-
tisme ; c'était trop avancer pour reculer plus tard , et sanc-
tionner un ordre de choses pour lequel le peuple n'était pas
encore mûr et qui devait produire de si lamentables résultats.

Le Parlement refusa d'enregistrer cette ordonnance; les calvinistes obtinrent encore du roi des lettres de jussion, et ce ne fut qu'à la troisième lettre de Sa Majesté, que la Cour en ordonna l'enregistrement, non chez elle, mais par le sénéchal de la Guienne, formalité nouvelle, peu régulière, qui en affaiblissait la teneur et qui ménageait au Parlement un moyen de revenir sur plusieurs de ces concessions.

Pendant le séjour du roi à Bordeaux, les catholiques voulaient se défaire du premier-président; ils renouvelèrent les charges qu'on avait déjà alléguées contre lui comme ami et protecteur des religionnaires; l'archevêque, les seigneurs de Poix et de l'Ile, signèrent cette nouvelle dénonciation; mais les protestants n'étaient pas moins actifs dans leurs attaques contre les chefs des catholiques, et ils dénoncèrent au roi une intrigue formée contre eux par le comte de Foix-Candale, l'évêque d'Aire, Montluc, Caumont-Lauzun, Prévôt de Sansac, l'archevêque de Bordeaux, d'Escars, Merville et Gaston de Foix. Le roi se réserva la connaissance de cette affaire, que la conduite des catholiques contre le premier-président semblait accréditer. Il désirait concilier les intérêts; c'était impossible : il finit par les mécontents, et répondit aux catholiques, que si quelques membres du clergé ou de la noblesse avaient à se plaindre du premier-président, il était prêt à leur rendre justice; mais qu'il n'entendait pas que qui que ce fût se mît en avant comme représentant et organe de tout un corps, attendu qu'il n'y avait qu'un seul chef, lui-même. Cette réponse déconcerta les catholiques.

au moment du départ de Charles IX, le 18 mai, comme nous l'avons dit plus haut, le chancelier se présenta de nouveau au Parlement, et s'étendit longtemps sur les abus qu'on reprochait dans la Compagnie. Le premier-président le remercia de ses sages conseils, et s'engagea, au nom de tous ses collègues, de s'y conformer, en le priant de vouloir bien les

Livre VII.
Chap. 10.

—
1565.

27 Avril
1565.

Livre VII.
Chap. 10.

1563.

15 Juin 1563.

maintenir en ses bonnes grâces. Comme les Bordelais l'avaient accueilli avec respect et amour, le roi, dans la vue de favoriser leur commerce et de contribuer ainsi à leurs prospérité et bien-être, leur accorda, en 1565, deux foires franches, de quinze jours chacune (1). Il fit remettre, par ordonnance du 11 mai 1566, les clés de la ville au maire et aux jurats comme gouverneurs de Bordeaux, et par des ménagements prudents et convenables, s'efforça de calmer les catholiques et de se concilier l'affection des protestants. Mais les Bordelais étaient trop attachés à la religion de leurs pères et désiraient trop la paix, pour se montrer empressés et zélés à exécuter les ordres du roi en faveur des ennemis de l'Eglise et de l'Etat. Les sectaires se plaignaient de ce que le roi ne s'était pas montré plus favorable à leur cause; ils ne pouvaient pas cependant croire aux mauvaises intentions de Catherine, surtout après avoir entendu les assurances si formelles de l'Hospital, qui, dans le lit de justice de Bordeaux, 12 avril 1565, s'était exprimé ainsi, en s'adressant au roi, au milieu du Parlement : « Vous » voulez que vos ordonnances soient gardées, quelque chose » que l'on souffle aux oreilles que vous ne le voulez ainsi : » vous ne trompez personne, et ne voulez point faire autre- » ment que ce que vous avez déclaré par vos ordonnances, » etc., etc. » Ils recommencèrent leurs agitations et choisirent Bergerac pour le siège de leurs opérations. Ils ouvrirent une correspondance active avec Condé et l'amiral de Coligny, à qui la reine d'Angleterre avait fait passer des sommes considérables pour révolutionner et protestantiser la

*Recueil
de divers Mé-
moires, etc.,
servant à l'his-
toire de notre
temps. Paris,
1623, p. 414,
etc., etc.*

1566.

NOTE 13.

(1) Les deux grandes foires de Bordeaux avaient lieu régulièrement, en 1537, huit jours avant et huit jours après l'Ascension, et le lendemain de la Saint-Martin; cet état de choses fut consacré par une Charte d'Edouard, en 1541. Charles VII, par son édit de 1453, en fixa l'ouverture au premier lundi du carême et au 15 août. Henry II, par ses lettres-patentes de 1560, ordonna qu'on tint ces foires le 15 février et le 15 octobre. Enfin, en 1563, Charles IX, par son édit donné à Bazas, au mois de juin, en fixa l'ouverture aux époques actuellement suivies, le 1^{er} mars et le 15 octobre.

France (1). Ils avaient, en outre, dans le pays même, un chef hardi et obstiné, le seigneur de Piles, Armand de Clermont, dont Brantôme vante la vaillance, les succès et les belles qualités, qui le rendirent l'idole des troupes protestantes des bords de la Dordogne, *pays où, dit le même auteur, il y en a d'aussi bons qu'en contrée de Guienne, qu'en un rien il fournissait trois ou quatre mille hommes.* Enhardis par leurs premiers succès, les sectaires se répandirent dans le Bordelais après avoir ravagé Aymet, et se réunirent en dernier lieu sur les hauteurs de Cenon, au château du Cypressat, en vue de Bordeaux. Montluc apprit de bonne heure ces coupables projets; il en écrivit à M. de La Touche de la Faye, maire de la ville, avec prière de communiquer sa lettre au Parlement, qui l'invita à s'y rendre. Montluc se mit en route, et trouva à Lanson un jurat, et une maison navale pour le porter à Bordeaux. A son arrivée, les anarchistes abandonnèrent leurs positions sur le Cypressat.

L'organisation municipale ne parut point suffisante à Montluc : les jurats, de tout temps, faisaient les fonctions de gouverneurs de la ville; Montluc n'approuva pas ce monopole de pouvoirs entre leurs mains; et désirant d'ailleurs une autorité unique, afin qu'on pût agir à la fois avec plus d'ensemble et de vigueur, il nomma Tilladet gouverneur de Bordeaux, et ordonna que les clés de la ville lui seraient remises. Les jurats léguèrent leurs anciens privilèges sous les Anglais, que Louis avait confirmés; ils se plaignirent au Parlement de cette ordonnance, qui violait leurs droits; mais le Parlement ne s'en occupa pas alors; il avait besoin de Montluc, et approuvait tout-à-fait la nouvelle organisation.

Livre VII.
Chap. 40.

—
1367.

Novembre,
1367.

1 Nous devons aux recherches intelligentes de M. J. Delpit, à la Tour de Lion, un document curieux et d'une grande importance historique, qui constate, avec la signature de Coligny, les diverses sommes que l'Angleterre, la vieille ennemie de France, avait envoyées aux protestants pour renverser le trône de Saint-Louis, et établir la religion de Luther et de Calvin. (Voir NOTE 13.)

lect. générale des Documents français, etc., par J. DELPIT, pag. 283 et suiv.)

Livre VII.
Chap. 10.

—
1567.

Registre
du Parlement.

Le plan des insurgés était connu : il était hardi, et inspirait des craintes sérieuses; mais la présence et l'activité de Montluc déjouèrent leurs perfides desseins. Le roi vit enfin que ses concessions et ses ménagements ne lui servaient à rien, et que l'obstination du Parlement de Bordeaux à ne pas se prêter à des mesures préjudiciables à la France, était plutôt méritoire que blâmable. Plusieurs fois le roi avait reconnu et loué les services du Parlement, et enfin, le 11 octobre 1568, le maître des requêtes, Belcier, présenta à cette Compagnie des lettres de créance, où il était dit : « Que Sa Majesté était contente » des bons et louables devoirs que la Cour du Parlement a » faits et fait pour son service en temps de troubles, quand » l'État a plus besoin de la fidélité de ses bons et loyaux sujets; que le roi et la reine la remercient, et la prient de » continuer le même soin et diligence, et de veiller à la conservation de leur ville et pays, et aux entreprises des élevés » qui ne tâchent qu'à la surprendre. D'autant plus satisfaite est » Sa Majesté de sa Cour de Parlement, qu'elle a su prévoir, » comme elle le lui a écrit, les choses les plus nécessaires et » de plus d'importance, savoir : à fortifier d'un bon nombre » de navires et vaisseaux, la rivière de la Gironde et l'embouchure d'icelle à la mer, pour empêcher le passage de » ceux qui voudraient entreprendre sur leur pays et ville par mer; d'avoir appelé la noblesse du pays en leur ville, ensemble des capitaines et compagnies en ville; pourvu à la » fortification d'icelle, et aux deniers et finances qui étaient » nécessaires pour cet effet. »

D. Devienne,
liv. IV.

Le Parlement, dit un historien, répondit à la haute opinion et à la confiance du roi, en redoublant de zèle et d'activité; toutes les éventualités étaient prévues, toutes les mesures nécessaires étaient prises pour l'approvisionnement de la ville et pour la garantir contre les attaques de Condé. Il fut arrêté, en outre, qu'on inscrirait sur un registre les noms de tous les individus en état de porter les armes, et qu'il y aurait, le di-

manche suivant, une procession générale pour implorer le secours du ciel en faveur des armes du roi, et que la Compagnie y assisterait en robes rouges.

La nomination d'un gouverneur de Bordeaux paraissait, comme nous venons de le voir, un amoindrissement de l'autorité du maire et des jurats, une violation de leur constitution municipale; elle l'était en effet, mais on la regardait nécessaire; il fallut donc s'y résigner. M. de Lansac supportait avec peine cette humiliation : de premier magistrat de la cité, il était devenu une autorité inférieure; il voulut se retirer. Le président Belcier lui représenta qu'il donnerait un mauvais exemple dans un moment critique. Lansac lui répondit qu'il était toujours aux ordres du roi; mais qu'il ne gardait plus les intérêts de la ville, et qu'il n'était plus, depuis l'acte arbitraire de Montluc, qu'un agent subalterne, un simple officier de police; sa démission était une nécessité. Le président opposa à son amour-propre blessé la volonté du roi et le devoir de l'obéissance à ses ordres; il lui fit comprendre que si ses obligations étant moindres, sa responsabilité l'était aussi; que si ceux qui devaient donner le bon exemple agissaient ainsi, les classes inférieures se croiraient autorisées à les suivre, et qu'enfin le moment lui enjoignait de remplir ses devoirs. Tilladet, gouverneur de Bordeaux, pour apaiser Lansac, lui offrit le commandement de quatre mille hommes. Lansac se rendit à leurs vœux, et fut chargé d'aller inspecter les fortifications de Blaye et de défendre contre l'ennemi. On arrêta, en outre, que si on avait besoin de fonds, on se cotiserait pour la défense de cette place importante; que les religionnaires videraient les maisons qu'ils occupaient près des murs de la ville, et que les habitants de l'Entre-deux-Mers garderaient les ports de la Gironde et de la Dordogne pour empêcher la descente de l'ennemi. Malgré toutes ces précautions, les protestants attaquèrent Blaye, et grâce à un corsaire Anglais au service des ennemis, ils s'en rendirent maîtres. La crainte d'une invasion

Livre VII.
Chap. 10.

—
1568.

se répandit bien vite dans Bordeaux et jeta l'alarme partout. On pensait que les religionnaires traverseraient la Gironde pour ravager le Médoc et marcher ensuite sur leur ville. Le Parlement ordonna que les reliques de Notre-Dame de Soulac seraient transportées à Saint-Remi, en ville; le chapitre de Saint-Seurin y porta aussi les Corps-Saints dont il était en possession. Le Parlement assista à cette translation.

Montluc, mécontent de la conduite équivoque des jurats, qui, par jalousie contre le gouverneur, ne firent rien pour le seconder, leur écrivit qu'il allait quitter son gouvernement et ne se souciait plus de la ville de Bordeaux; mais les Bordelais avaient besoin de lui, et le Parlement ayant réussi à calmer la colère du maire et des jurats, le supplia de ne pas les abandonner aux ennemis du roi.

Ces prières, jointes aux ordres positifs du duc de Montpensier, le décidèrent à revenir sur ses pas; il en était temps. Le seigneur de Piles avait des amis dans la ville; Condé, à la tête de ses brillantes troupes, menaçait tout le Midi, appuyé sur la noblesse, confisquant et partageant les terres entre ses partisans, levant des impôts, recrutant des soldats, négociant avec l'Angleterre et les puissances du Nord, et à la veille de se voir maître, non seulement de la Guienne, mais de la France. Montluc arrive et se rend au Parlement; il y fait appeler Tilladet, gouverneur; Vaillac, commandant du Château-Trompette; Merville, grand-sénéchal, commandant du château du Hâ; les jurats, toutes les autorités; et se voyant entouré de tout ce qu'il y avait de distingué dans la ville, il leur dit :
« Messieurs, je vois bien à vos visages que vous n'êtes pas
» hommes pour vous laisser battre; ceux qui ont la barbe et la
» tête blanches seront pour le conseil; mais un bon nombre
» que je vois ici sont propres à porter la pique. Combien
» pensez-vous que cela encouragera le peuple, quand il verra
» ceux qui ont puissance sur les biens et sur la vie, prendre
» les armes pour sa défense? Nul n'osera gronder; vos enne-

mis seront en peur, quand ils apprendront que la Cour du Parlement s'arme ; ils verront que c'est à bon escient ; et puis, tant de jeunesse que j'ai vue dans votre salle , plus propre à porter un corselet qu'une robe longue , fera de même. » Il les exhorte à l'union et à faire tous les sacrifices nécessaires pour la conservation de la ville et le service du roi. Le président Belcier, au nom de la Compagnie, protesta de son bon vouloir, de son dévouement à Sa Majesté, et de son empressement à fournir aux dépenses qu'exigeraient les circonstances. Persuadé qu'on ne lui avait pas dit tout, Montluc demande des renseignements plus exacts et plus circonstanciés sur l'état des choses et sur les personnes. Le Parlement lui remit un Mémoire où il exposait que le roi, au mois le juin précédent, avait ordonné le désarmement des religieux ; mais que Tilladet n'avait pas exécuté l'ordonnance, et que, tout au contraire, il avait fait rendre les armes à ceux qui en avaient fait la remise ; qu'il permettait aux sectaires de l'intérieur d'aller à cheval et en armes rejoindre ceux du dehors et de fréquenter leurs assemblées ; qu'il était logé chez un des principaux chefs de la réforme, et que son secrétaire même était de la nouvelle religion ; qu'il laissait ouvrir les portes de la ville avant que les gardes y fussent ; qu'on lui avait souvent remontré qu'autour de la ville il y avait des armes cachées par les protestants chez des gentilshommes et autres, que jamais il ne voulait ni prévenir ni réprimer ce désordre ; qu'il n'avait jamais fait exécuter les ordres de Montluc, en écrivant l'évacuation des maisons protestantes autour des murs ; qu'il devait avoir toutes prêtes deux compagnies de quatre cents hommes chacune, et qu'elles n'en avaient pas plus de vingt ; qu'il n'y avait pas de croix dans les enseignes ; que la ville n'avait pas assez de munitions de guerre ; que, par ces raisons, certains gens, il avait comploté de livrer la ville à l'ennemi ; qu'à l'égard des châteaux, Vaillac était justement suspect, comme parent du huguenot Pardailhan et d'une certaine

Livre VII.
Chap. 10.
—
1598.

D. Devienne.

Livre VII.
Chap. 10.
—
1568.

D. Devienne.

dame qui ne faisait qu'aller et venir de Blaye à Bordeaux, et que, par conséquent, il y avait danger de lui confier plus longtemps le Château-Trompette; que Merville accueillait, dans le château du Hâ, les seigneurs de Portets et de Roquetaillade, suspects de calvinisme; que les soldats logeaient chez les catholiques et non chez les protestants, ce qui est contre les ordres du roi. Enfin, on finit par prier Montluc de pourvoir aux garnisons de Blanquefort, de Montferrand, de Langoiran et autres lieux suspects près de la ville. On l'avertit, en outre, que le vicomte d'Uza, qui commandait les navires du roi devant la ville, se comportait avec beaucoup de négligence.

Ne pouvant pas décevoir, et ne voulant pas rester en arrière du Parlement, les jurats écrivent au ministre pour lui faire connaître les sacrifices qu'ils avaient faits pour la conservation de la ville, l'équipement d'une flotte, le subsidé de cinquante-deux mille livres que les Bordelais avaient fourni, et en même temps pour lui apprendre que, malgré leurs généreux efforts, les protestants étaient maîtres de Blaye et des pays circonvoisins, jusque même à Cubzac. Ils prient Sa Majesté de rappeler Montluc à Bordeaux, de faire fortifier la ville; de les autoriser à acheter les canons du vaillant capitaine de Gourgues, avec un impôt levé exclusivement sur les sectaires; et, en cas que de nouvelles taxes fussent nécessaires, d'imposer tous les habitants sans distinction.

Le roi fit droit à leur demande presque sur tous les points, et autorisa le maire et les jurats d'établir un nouvel impôt sur tous les habitants, à l'exception des ecclésiastiques. D'après les plaintes des jurats, Tilladet fut remplacé, sur la recommandation de Montluc, par le baron de Montferrand. Le Parlement fut heureux d'avoir un homme sûr, bon catholique et militaire courageux; mais il fut sensiblement affecté de se voir sous le contrôle de ce nouveau gouverneur, et lui ordonna de solliciter de Sa Majesté d'autres lettres-patentes, moins inju-

Registre
du Parlement.

rieuses pour la dignité de la Compagnie. Ces Messieurs étaient tout puissants ; ils ne voulaient pas d'égal , encore moins d'un supérieur ; l'autorité royale même leur pesait trop parfois : leur orgueil s'efforçait de l'abaisser ou de s'élever jusqu'à elle.

Toutes ces précautions indiquent assez clairement l'état de l'opinion publique à Bordeaux : on y était inquiet ; on avait des ennemis au dedans et au dehors ; tout annonçait une crise prochaine. Le roi en écrivit au Parlement, et l'engagea fortement à s'entendre bien avec Montferrand et à expulser tous les suspects. Montluc veillait aussi au salut du pays ; il était au courant de tout ce qui se faisait , et prévint le Parlement qu'il avait de grandes raisons de soupçonner quelques individus du Château-Trompette, notamment le lieutenant La Salle et quelques autres officiers. Le Parlement communiqua cette lettre à Vaillac, commandant du château, qui devina bien vite pourquoi ; il répondit qu'il ne pouvait pas ainsi abandonner un poste si important que le roi avait confié à son zèle ; mais qu'il correspondrait, soit par lettres, soit par des commissaires qu'on voudrait lui envoyer, protestant toutefois de son dévouement à la Compagnie. On se décida à lui envoyer l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Valence. Après les avoir entendus, Vaillac répondit que si Monsieur, frère du roi, lui adressait des ordres, les exécutaient sur-le-champ ; mais que l'ordre étant envoyé d'autres, il n'avait rien à y voir ; que, cependant, il enverrait La Salle et les trois autres suspects dans une de ses terres, croyant pas convenable de congédier durement et avec insouciance un vieux gentilhomme, longtemps éprouvé au service du roi. Il ajouta qu'il n'avait que peu de monde, et qu'il demandait un renfort. Le Parlement ordonna aux jurats d'envoyer au Château, à la solde du roi, quarante bourgeois bien vus, avec un capitaine fidèle.

Vers ce temps (septembre), la reine de Navarre arriva de Pau à Nérac ; sa présence était pour les factieux un encouragement et pour les catholiques le signal de nouveaux dé-

Livre VII.
Chap. 10.

—
1568.

Montluc,
liv. VI.

—
Dupleix,
Histoire,
tome 3.

sastres; elle trônait la vigilance habituelle de Montluc et de ses capitaines, et parvint jusqu'à Bergerac, sans danger, grâce à la protection du seigneur de Piles, qui avait à ses ordres quatre-vingts chevaux. Les Bordelais virent bien qu'on allait les envlopper de manière à rendre inévitable la prise de Bordeaux. L'alarme se répandit partout; les calvinistes se réunirent aux troupes de la reine, et un détachement alla assiéger Angoulême, où le jeune prince de Navarre, le bon Henry, commença ses premières armes. Condé était alors le généralissime des troupes protestantes, en France, et avait sous ses ordres de bonnes et brillantes troupes, et d'excellents officiers. L'un d'eux, le seigneur de Piles, après avoir pris Bergerac, se dirigea sur Bourg, qui était la clé de la Gironde; le temps paraissait opportun, car les princes faisaient tout ce qui était possible pour dégarnir Bordeaux de ses troupes et les attirer dans le Périgord, afin de donner au seigneur de Piles le temps et les moyens de s'emparer de Bourg. Montluc balayait en attendant les deux rives de la Dordogne, et se multipliait en quelque sorte pour atteindre les ennemis. Enfin, après de pressantes invitations, Montluc se prépara à se rendre dans le Bordelais, où il espérait se réunir aux troupes de Fontenilles, de Goudrin, de Giversac, sénéchal de Bazas, et de La Valette, le père du fameux duc d'Épernon; mais voyant Dacier, avec seize ou dix-huit mille hommes, s'avancer hardiment dans le pays, pillant les terres, recrutant des soldats et menaçant d'emporter Bordeaux, il mit des garnisons dans les villes de Sainte-Foy, de Libourne et de Bergerac, avec ordre de surveiller les mouvements de l'ennemi. Sur ces entrefaites, on poussait activement le siège de Bourg, sous la direction du capitaine Dupleix. Les vivres commençaient à y devenir rares; la garnison sortit pour ravitailler la place; mais Dupleix, qui guettait le moment favorable, attaqua la ville en plein jour et l'emporta par escalade; on épargna les catholiques, parce qu'ils n'avaient pas fait de résistance. On

permit aux soldats restés au Château de sortir vies et bagues sauvées. Vers le soir, Dupleix alla au devant des ravitailleurs, qui rentraient harassés, en désordre, et ignorants de tout ce qui était arrivé; il les attaqua, les dispersa, en tua plusieurs, et fit un grand nombre de prisonniers.

La prise de Bourg jeta la consternation dans Bordeaux; les calvinistes étaient maîtres de l'une des plus importantes places du pays. Le Parlement en écrivit au duc de Montpensier, qui manda de suite à Montluc, alors dans l'Agenais, d'aller secourir Bordeaux. L'ordre était pressant comme le danger; Montluc partit en toute hâte, et rencontra, près de La Réole, quelques seigneurs, entre autres le jeune de Lansac, qui lui firent connaître le progrès de l'ennemi et la consternation des bordelais. Il coucha à Langon, et, le lendemain, vers midi, arriva à Bordeaux. Il se rendit au Parlement et se plaignit de ce que les jurats ne lui avaient pas rendu les honneurs qui lui étaient dus; cependant, il fit pour le moment le sacrifice de son amour-propre blessé, et ne négligea rien pour dissiper ses craintes et mettre la ville à l'abri d'un coup de main. Après avoir pourvu à toutes les éventualités, il se mit, d'accord avec son neveu Leberon, le seigneur de Savignac, le comte de Caumont, comte de Lauzun et quelques autres seigneurs, à pourchasser le seigneur de Piles, qui se réfugia à La Rochelle. Sur ces entrefaites, Montferrand, gouverneur

Bordeaux, écrivit à Monsieur et à Montluc, que Coligny était arrivé en rivièrre, et avait débarqué des troupes sur la rive du Médoc, qu'elles venaient de ravager. Montluc n'en crut rien : il eut raison; c'était tout simplement un corps de trois cents Béarnais et Basques, qui, après la prise de Bourg, avaient passé quelque temps dans le pays et voulaient s'en retourner chez eux.

Sur la fin de cette année, les circonstances étaient si graves, que le Parlement crut devoir prendre de nouvelles mesures de sûreté. Il ordonna que des patrouilles, ayant à leurs

Livre VII.
Chap. 10.

—
1568.

Montluc,
liv. VI.

Livre VII.
Chap. 10.

têtes un jurat et un conseiller, circuleraient toutes les nuits dans les différentes jurades, en ville. Ce moyen était nécessaire; car Montferrand informa, le 14 décembre, le Parlement, que les troupes de Montgomery s'étaient emparées de Langon et menaçaient Barsac et Podensac; il se plaignit en même temps de la négligence des jurats. Le Parlement, alarmé, rendit un arrêt, leur enjoignant de mieux faire leur devoir.

1569.

Après avoir parcouru l'Agenais, Montluc revient à Bordeaux; il savait, par les dépêches de Montferrand, que le seigneur de Laroche-Châlais ravageait la Saintonge et interceptait les convois de vivres et toutes les communications avec Bordeaux; il se rend avec Gironde, gouverneur de Fronsac, à Coutras, où arrive le même jour Montferrand, conduisant l'artillerie par l'Isle. Les religionnaires, surpris dans leurs dépôts, se débandent; le seigneur de La Roche-Châlais tombe au pouvoir des catholiques : on lui laisse la vie, à cause de son parent Montferrand; mais tous ses compagnons, à l'exception de son valet de chambre, son laquais et son cuisinier, sont passés au fil de l'épée. Le Parlement fait instruire le procès du seigneur de Laroche-Châlais, et le condamne à avoir la tête tranchée; mais Merville, commandant du Fort du Hâ, refuse de le livrer. Le Parlement, indigné, lui fait notifier un ordre de le livrer entre les mains de la justice, sous peine de 100,000 liv. d'amende. Merville répond que puisque Montluc lui avait confié le prisonnier, il fallait un ordre du roi ou de Montluc pour dégager sa responsabilité; mais on s'arrangea de manière que le seigneur fut rançonné, moyennant 6,000 écus, qui furent partagés entre Montluc, Montferrand et le gouverneur de Fronsac.

Montluc,
liv. VI.

Dupleix,
Histoire,
chap. 3.

—
Montluc,
Commentaires,
liv. VI.

La conduite de la reine de Navarre avait profondément irrité Charles IX; elle rallumait la guerre civile et exaltait le fanatisme des sectaires. Le roi ordonna la saisie de ses biens par le Parlement de Bordeaux. Des commissaires furent nom-

més; mais la saisie fut retardée par des circonstances imprévues et surtout l'état fâcheux des esprits. Le roi, voyant ses lettres du mois d'octobre sans effet, adressa, le 24 mars, de nouvelles lettres closes, dont les commissaires s'empressèrent d'envoyer une copie, le 26 avril, au gouverneur catholique du Béarn, le priant de leur faire savoir s'ils pouvaient s'y rendre pour accomplir les ordres de Sa Majesté.

La mesure fut sévère et très-délicate; l'exécution en eût été difficile, parce qu'elle blessait les privilèges des Béarnais; mais la paix, survenue bientôt après, épargna aux commissaires la peine, et aux Béarnais une fâcheuse résistance aux ordres du roi. « Cette nouvelle chanson, dit un auteur, leur écorchait les oreilles. »

Nous venons de parler du capitaine de Gourgues; il ne convient pas de passer sous silence la noble conduite de cet enfant de Bordeaux, dont le nom et la famille brillent dans les annales de la Guienne.

Au XVI^e siècle, le Portugal, alors la première nation maritime du monde, délivra les mers de la Chine du célèbre pirate Van-Foo, qui fut envoyé prisonnier à Lisbonne, et établit des factoreries à Macao; les expéditions de Diaz, de Vasco de Gama et le génie d'Albuquerque, assurèrent aux Portugais la domination dans ces mers. Excités par leurs succès et par l'exemple des Espagnols, qui avaient conquis le Mexique, Pérou, de généreux Français allèrent explorer ces régions lointaines, et, sous la conduite d'un marin célèbre de Dieppe, François Ribaut, eurent le bonheur d'arborer le drapeau blanc sur les côtes de la Floride, et firent construire une petite citadelle à l'embouchure de la rivière de Santa-Cruz, qu'ils appelèrent *Charles-Fort*. La guerre civile, la misère et les autres maux qui en composent le cortège, forcèrent bientôt après le généreux Ribaut de rentrer en France. Coligny chargea le capitaine Laudonnière d'y aller rétablir l'autorité de la France. Le marin partit du Havre en avril 1564, et alla bâtir la for-

Livre VII.
Chap. 10.
—
1569.

Olhagaray,
*Histoire
de Foix, de
Béarn et de
Navarre,*
page 690.

Livre VII.
Chap. 10.
—
1566.

teresse la *Caroline*, à l'embouchure de la rivière de Mai ; mais ces parages furent bientôt après abandonnés, et l'indiscipline des marins français attira sur eux la haine et la vengeance des Espagnols des Antilles, qui s'emparèrent du fort *Caroline*, et, par les ordres de leur chef, Melendez de Avila, firent pendre presque tous les Français.

Ribaut y arriva quelques jours après, avec trois cents colons, nantis de leurs instruments de labourage, et lui et les siens éprouvèrent le même sort.

Cette déplorable affaire produisit, en France, les plus douloureuses impressions : l'indignation était générale, la vengeance dans toutes les pensées. Un Bordelais se chargea de satisfaire le vœu de la nation.

Dominique de Gourgues, né à Bordeaux, d'une famille illustre, originaire de Mont-de-Marsan, fait équiper deux *ramberges* (bâtiments allongés) et une *patache*, ou brick de guerre; ayant fait porter à bord des subsistances, des piques, des armes de toute sorte et des engins pour les besoins de la guerre, il met sa flotte aux ordres du capitaine Lague, enfant de la Guienne, et part pour sa lointaine expédition des Florides, avec cent arquebusiers et quatre-vingts matelots; ses projets et ses intentions n'étaient connus d'homme qui vive, excepté son lieutenant Cazenove, du pays bordelais.

Le 2 août 1567, il quitta le port de Bordeaux; et après quelques jours passés à Royan, il cingla vers les côtes de l'Afrique, puis vers les Indes, et, enfin, à l'île de Cuba, où il déclara tout haut, devant l'équipage assemblé, qu'il voulait venger ses compatriotes massacrés par les Espagnols; et après avoir, par une chaleureuse allocution, électrisé ses braves Gascons, il fit voile pour la Floride.

Les Espagnols étaient depuis longtemps les maîtres du pays, leurs positions étaient bonnes et défendues par leur artillerie et huit cents hommes. De Gourgues avait à bord un marin qui avait été de l'expédition de Ribaut; il connaissait le pays

et se faisait facilement comprendre des indigènes. Sous sa direction, la flottille bordelaise alla jeter l'ancre dans une baie éloignée des ports espagnols. Les habitants se préparèrent à une vigoureuse résistance, se croyant attaqués par des Espagnols; mais Dominique de Gourgues se fit connaître comme Français, et fut accueilli comme un libérateur et traité avec bonté. Le chef des Indiens vint parler à Gourgues, lui raconta toutes les infâmies dont lui et les siens avaient été abreuvés par les Espagnols. Le généreux Gascon sympathisa avec lui et lui offrit son concours pour tirer vengeance de ces oppresseurs de son pays, qui avaient massacré les Français inoffensifs. Des présents furent échangés, et l'attaque fut résolue pour le troisième jour après.

Aux lieu et jour convenus, les Français et les Indiens marchent vers les forts; l'attaque fut vigoureuse; la résistance ne le fut pas moins; mais les forts tombèrent enfin au pouvoir des marins bordelais, et des quatre-vingts hommes de la garnison, il n'en resta que trente, que le valeureux de Gourgues fit attacher aux branches des mêmes arbres auxquels les Espagnols avaient, quelques années auparavant, pendu les Français, et sur lesquels le commandant des forts, Pedro Melendez de Avila, fit mettre un écriteau avec cette inscription, n Castillan :

Je ne fais ceci comme à Français,
Mais comme à Luthériens.

De Gourgues fit enlever cet écriteau, et mit à sa place un autre, sur lequel il fit graver, avec un fer rouge, cette inscription :

Je ne fais ceci comme à Espagnols,
Ni comme à mariniers,
Mais comme à traîtres, voleurs et meurtriers.

Grâce à nos intrépides Bordelais, la Floride devint française; le nom de la France, nos souvenirs, nos succès, y sont encore en bénédiction; mais malheureusement de Gourgues,

Livre VII.
Chap 10.

—
1369.

*Archives
curieuses,*
tome 6.

—
De Thou,
liv. 44.

n'ayant que peu de monde, ne pouvait pas songer à s'établir définitivement dans ce pays; il quitta ces parages lointains le 3 mai 1568, et arriva à La Rochelle, après une périlleuse traversée, le 6 juin, n'ayant eu pendant quinze jours qu'un quart de biscuit pour chaque homme de son équipage, mais emportant dans sa patrie l'artillerie des forts espagnols. Il eut le malheur de perdre sa *patache* avec huit marins; le capitaine Deux, qui commandait la seconde *ramberge*, fit fausse route, et n'arriva en France qu'un mois plus tard. En sortant du port de La Rochelle pour se rendre à Bordeaux, l'intrépide de Gourgues fut poursuivi, jusque même dans la Gironde, par une escadre espagnole; il arriva sain et sauf à Bordeaux, où ses nombreux amis, c'est-à-dire tout Bordeaux, lui firent l'accueil le plus empressé.

L'Espagne était alors trop formidable pour ne pas demander la punition du Bordelais, qu'elle qualifiait de hardi aventurier; la cour de France était fière de la conduite de Gourgues; mais elle désapprouva par politique sa brillante conduite, et lui fit défense de paraître à la cour.

Cette hasardeuse expédition eut beaucoup de retentissement en Europe; la reine d'Angleterre et le roi, prétendant du Portugal, firent à M. de Gourgues les offres les plus séduisantes pour l'attirer dans leurs États; on le nomma amiral de la flotte qu'on armait contre l'Espagne; notre illustre compatriote quitta Paris pour aller occuper l'honorable poste qu'on lui offrit; mais arrivé à Tours, il y mourut, en 1582, ou, selon Feller, en 1593.

LIVRE VIII.

CHAPITRE PREMIER.

Montluc s'oppose au passage de Montgomery. — Les députés du Parlement prisonniers à Blaye. — Désordres à Bordeaux. — Mesures de sûreté ordonnées par le Parlement. — Langon pris par les Calvinistes. — Montferrand fait démolir le pont du Ciron. — La Godine, fougeux prédicateur catholique, à Bordeaux. — Courses des Calvinistes. — Montluc les poursuit. — Son discours au Parlement. — Montferrand charge l'archevêque du gouvernement de la ville. — Montluc blessé à la figure au siège de Rabastens. — La paix signée. — Les conditions de la paix. — Le commandant de Blaye refuse de faire publier l'édit de pacification. — De Largebaston, premier-président, destitué. — Il est rétabli quelques jours après, etc., etc.

Malgré toutes les sages précautions de Montluc, la Guienne était sérieusement menacée : Montgomery refoulait le capitaine Terride dans le Béarn et se dirigeait sur Agen ; Montluc accourt pour s'opposer à sa marche. Dans ces conjonctures, le Parlement députe au roi le président La Chassaigne, les conseillers Poynet, Gentils et La Roche ; ils descendent la Garonne jusqu'à Mortagne ; mais le pays était au pouvoir des insurgés ; ils sont faits prisonniers et conduits à Blaye. Le Parlement, par représailles, ordonne qu'on mette en prison tous les religionnaires de la ville et du ressort, même ceux qui avaient été ci-devant conseillers ; qu'on vende à l'encan leurs biens. Lansac, maire de Bordeaux, fut chargé de l'exécution de cet impolitique arrêt. Non content de ces mesures, et pour prévenir les trahisons et l'espionnage, il fit expulser de la ville tous les gens sans aveu, et poussa la sévérité de son zèle jusqu'à l'excès. Les catholiques se croyaient tout permis ; les magistrats s'opposaient aux désordres avec tant de fermeté, qu'un jour l'un des soldats de Montferrand, se fiant au crédit de son capitaine, donna un soufflet à un jurat ; il fut condamné par

Livre VIII.

—
1569.

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1569.

le Parlement, le 13 mai, à être traîné sur la claie dans tous les carrefours de la ville, et à faire, devant l'Hôtel-de-Ville, amende honorable, nu-pieds et en chemise, tenant une torche ardente à la main; et après avoir demandé pardon à Dieu, au roi et à la justice, au maire et aux jurats, à avoir le poing coupé devant la maison du jurat offensé, et à être ensuite pendu et étranglé par le bourreau, devant l'Hôtel-de-Ville.

6 Décembre
1569.
Registre
du Parlement.

Le Parlement ne se donna pas de repos; le danger lui paraissait imminent; il ordonna que des sentinelles seraient mises aux postes à six heures du soir; que les jurats feraient faire le recensement des citoyens et s'assureraient de leurs croyances et de leurs armes; que le baron de La Garde, qui commandait les navires en rade, défendrait la ville depuis la Porte-Sainte-Croix jusqu'au portail de Saint-Julien; que les habitants feraient la garde partout ailleurs; qu'on ferait des ponts-levis aux portes qui ne se fermaient pas; qu'on nettoierait les fossés; qu'on visiterait les bateaux qui montaient et descendaient; qu'on examinerait tous ceux qui entreraient en ville ou qui en sortiraient; qu'on ferait faire du biscuit pour l'approvisionnement des galères; que tous les étrangers venus dans les navires du commerce iraient toutes les nuits coucher à leurs bords et ne pourraient rentrer sans congé que deux de chaque navire; que les visiteurs de la rivière feraient tous les jours leur rapport au maire; que la garde se ferait par tout le monde indistinctement, les présidents, conseillers et officiers de la Compagnie, par les gens d'église, les secrétaires du roi, les officiers de la sénéchaussée, etc., etc.; que toutes les nuits chaque jurat serait accompagné d'un membre du Parlement quand il ferait sa ronde dans sa jurade. En un mot, la ville prit une physionomie toute militaire, et n'avait jamais vu des préparatifs si forts, si nombreux et si bien dirigés pour une résistance opiniâtre.

Sur ces entrefaites, Montferrand partit pour La Réole, afin de s'entendre avec Montluc sur ce qu'il convenait de faire

pour s'opposer à la marche triomphante de Montgomery et des huguenots du Béarn. Ayant appris en route que La Noue, à la tête de deux ou trois cents chevaux, s'était emparé de Langon, et, qu'après y avoir massacré un Carme et plusieurs prêtres, il ravageait les environs de Barsac et avait incendié l'église de Preignac, il fit détruire le pont du Ciron pour les empêcher de s'approcher de Bordeaux, et rentra en ville pour en donner connaissance le même jour (14 décembre) au Parlement. Ayant demandé des renseignements sur le service de la garde, il se plaignit de la négligence des jurats sur ce point, et ajouta que, voyant la ville si mal gardée, il ne put s'empêcher de s'écrier avec le roi prophète : *Nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam*. Le Parlement rendit un arrêt qui enjoignit sévèrement aux jurats le mieux faire leur devoir.

Pendant tout ce temps, les calvinistes parcouraient les environs de Casteljalous et de Bazas; leurs courses à travers les campagnes paralysaient l'agriculture et l'industrie, et arrêtaient le paiement des impôts. Au moyen de bateaux, renus sur la Garonne par de gros pieux ferrés enfoncés dans la rivière, ils passaient d'une rive à l'autre et ravageaient tout le pays. Montluc s'avisa de détacher quelques moulins flottants, auxquels il adjoignit des bateaux chargés de pierres. Avec cette lourde masse, emportée par le courant, alla heurter contre le pont et en entraîna les débris jusqu'à Saint-Macaire, même à Bordeaux. Montluc fit partir à la hâte des marins pour porter cette heureuse nouvelle à M. de Lansac et à M. de Garde, amiral. Bordeaux se livra pendant quelques jours à la joie la plus vive; Montluc devint l'idole des catholiques; le considérait comme l'ange gardien de la Guienne : son caractère rude, inflexible, imposait le respect à tout le monde; sa haine contre les novateurs était extrême; mais sa cruauté contre les huguenots a imprimé à sa mémoire une tâche ineffaçable. Au mois de juillet 1570, il écrivit à l'un de ses amis

Livre VI
Chap. 1.

—
1570.

Montluc,
Suprà.

—
Scip. Dupleix,
ut suprà.

*Vraie histoire
des Troubles,
etc.*

—
Collection de
Petitot,
page 413.

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1570.

ces lignes, qui révèlent la tournure originale de son esprit et son caractère impitoyable : « Vous avez perdu un frère, et » mon fils, Fabien, capitaine, a perdu son premier lieutenant, » qui joignait à sa noble source un courage de César, qui » remplissait son ventre. Vous ne lui cédez pas; car Barate, » mon mattre d'hôtel, qui vient d'Estillac, m'a porté un billet » de votre part, où vous m'apprenez qu'avec les cent hommes » de votre compagnie, vous avez mis en déroute quatre cents » Huguenots; il fallait, morbleu! en remplir mes deux puits » d'Estillac. »

Registres
du Parlement.

Montluc était venu à Bordeaux au commencement de l'année; et après avoir offert ses services au Parlement et s'être informé de l'état des esprits et des choses, s'exprima ainsi : « Je n'entends pas qu'il y ait des discussions, et s'il y en avait, » il vous plaira de me le dire, afin d'y mettre ordre.... Vous » avez eu Montferrand auquel le roi se fie; vous avez eu aussi » les seigneurs de Lansac et l'évêque de Valence (frère de » Montluc), lesquels sont si bons serviteurs du roi, que, eux » et vous étant ici, ma présence n'y était nécessaire.... Nous » avons assoupi cette religion nouvelle en Guienne; on aurait » dû suivre en France ce que nous avons commencé ici; mais » le roi était jeune et la reine ne pouvait pas faire ce qu'elle » voulait. Il y a eu un édit de paix, par lequel d'un huguenot » il s'en est fait dix. La paix a duré cinq à six mois. Vous » avez vu la peine que j'ai eue de maintenir un chacun en sa » religion; au bout de six mois, la guerre a recommencé. J'ai » envoyé au roi trente-deux enseignes de gens de pied et » quatorze cents gentilshommes; il n'est demeuré avec moi » que quelques casaniers. Toutefois, cette ville n'est demeurée » dégarinée; je m'approchais toujours près des ennemis. » Voilà une autre paix. Je fus malade. Je m'en allai au-devant des Provençaux. Le seigneur de Joyeuse et plusieurs » autres m'avertissaient toujours qu'ils n'étaient que quatre à » cinq mille pendants et canailles; nous les eussions combat-

» tus; mais, enfin, il s'est trouvé dix-huit à vingt mille hommes; tout cela est mort depuis. »

Après un compte-rendu de ses faits d'armes, il se mit aux ordres de la Compagnie. Le président de Roffignac le remercia de ses offres, et le pria de continuer ses bons services et de purger le pays de tous les mauvais sujets qui l'infestaient.

Le langage et les exploits militaires de Montluc et de ses capitaines rassurèrent les esprits à Bordeaux; on commença enfin à respirer; mais ce n'était qu'un calme momentané. Le danger extérieur semblait disparaître, un autre venait compliquer les embarras intérieurs; on dirait qu'il n'y avait pas de paix possible pour la Guienne. Avant de partir pour Libourne, où l'avait mandé le lieutenant du roi, Montferrand alla prendre congé du Parlement et recevoir ses avis. Il fit observer que la ville étant paisible, il n'y laissait que peu de troupes, et qu'il avait chargé l'archevêque, pendant son absence, de veiller à la garde de la ville. Le Parlement s'étonna de ce discours, et lui fit l'observation que, n'étant que délégué lui-même, il n'avait pas le droit de subdéléguer, et que, pendant son absence, le Parlement commandait de droit. Montferrand supplia la Compagnie de ne pas mettre en question l'étendue de son pouvoir, et se retira. Le procureur général exprima son étonnement, et dit qu'il ne croyait pas que l'archevêque accepterait des fonctions si peu en harmonie avec son ministère. On interrogea à ce sujet les jurats; ils répondirent que le gouverneur leur avait dit le matin, à l'Hôtel-de-Ville, qu'il allait s'absenter pendant deux jours, et que l'archevêque le remplacerait au besoin tant qu'il serait en campagne. Les jurats lui firent comprendre que, d'après les statuts, la garde des clés de la ville leur appartenait pendant son absence; mais le gouverneur leur assura qu'il n'entendait nullement toucher à leurs privilèges, et qu'en partant, il remettrait les clés au plus ancien jurat. Il paraît que cette affaire eut pas de suites sérieuses; on avait besoin d'un homme de

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1570.

Registres
du Parlement,

Livre VIII.
Chap. 1.

1570.

Am. Thierry,
*Résumé
de l'histoire de
Guienne.*

*Archives cur-
rieuses,
par Cimber et
Danjou,
1^{re} série, t. 4.*

caractère comme Montferrand ; les circonstances étaient trop critiques et son absence trop courte pour réveiller à un degré fâcheux la susceptibilité des corps constitués de la ville ; on ne pouvait pas regarder la conduite de Montferrand comme un précédent dont on abuserait dans la suite. Dans un moment plus calme, cette violation des droits du Parlement aurait fait naître des réclamations plus sérieuses.

Pendant tout ce temps, Montgomery dévastait l'Agenais et s'était avancé jusqu'à Condom ; ses coreligionnaires de Blaye semblaient vouloir effectuer leur réunion avec lui ; ils étaient maîtres de la Gironde ; ils interceptaient les transports, capturaient les bâtiments de commerce et montaient jusque dans la rade de Bordeaux , où ils insultaient le pavillon royal. Montluc accourut au secours de la place, et s'offrit à emporter Blaye de force, moyennant 30,000 liv., frais de l'expédition. Le Parlement les refusa ; il proposa d'en avancer une partie sur ses biens ; on répondit à cette généreuse offre par un second refus. Alors , indigné de l'égoïsme de ces hommes de robe, qui possédaient à eux seuls, dit-il, plus de revenus que la moitié de la bourgeoisie, il alla guerroyer dans le Haut-Pays. Au siège de Rabastens, il reçut un coup d'arquebuse, qui lui perça les deux joues et lui emporta le nez ; il en resta tellement défiguré , qu'il fut obligé de porter une espèce de masque le reste de sa vie. La cour donna sa lieutenance au marquis de Villars. Indigné de se voir privé de la récompense due à ses services pendant cinquante-six campagnes, Montluc écrivit au roi, le 25 novembre 1570, pour se plaindre, qu'en lui ôtant le gouvernement de la Guienne d'une manière si peu honorable pour lui, on donnait à comprendre au monde qu'il avait fait des fautes dans l'emploi des ressources financières mises à sa disposition, ou dans les mesures stratégiques qu'il avait cru devoir employer. Il se justifia sur ces deux points par de grands détails, et termina en disant : « Puisque ainsi vous » plaist, je me retire, n'ayant d'autre marque de mes peines

» et services depuis cinquante-un ans que six harquebousa-
» des, qui serviront à me ramener tous les jours l'humble
» et affectionnée dévotion que j'ay eue à faire très-humble
» service à vos prédécesseurs. »

Le roi répondit, le 15 décembre suivant, par une lettre flatteuse, où il lui dit que, s'il avait nommé le marquis de Villars à sa place, c'était en raison de sa demande antérieurement faite, d'être déchargé de son gouvernement, à cause de ses fatigues et ses infirmités, et lui assura qu'il ne perdrait jamais le souvenir de ses services. « J'auray à jamais toute » souvenance de vos longs et grands services, desquels, si » vous ne pouvez recevoir la récompense condigne, vos enfants acheveront d'en cueillir le fruit, etc. »

Rien ne paraissait stable ; tout semblait flotter au hasard, et la guerre civile, qu'on éteignait avec peine sur un point, semblait se ranimer de suite sur un autre. Bourg fut repris par les troupes royales, et cette circonstance rendit la paix moins précaire et releva le courage abattu des Bordelais. Une nouvelle ère s'annonçait avec de nouvelles espérances ; cependant, les princes ne cessèrent pas d'être formidables ; leur opiniâtreté était interprétée comme un signe de puissance ; leur hardiesse en imposait tellement à la Cour, qu'on crut devoir entrer en pourparler avec les chefs. Espérait-on tranquilliser les esprits par de sages concessions, ou était-ce pour mieux se préparer à un coup-d'État pour en finir avec les marchistes ? Il est difficile de le dire ; mais nous croyons que ce déplorable massacre du chef des protestants, auquel la religion a été étrangère, fut l'inspiration subite d'une politique heureuse qui prévoyait de plus grands maux.

Quel que fût le motif de cette transaction, elle eut lieu ; la paix fut signée à Saint-Germain-en-Laye, le 11 août 1570. On accorda aux calvinistes une amnistie pour le passé, la liberté de conscience, l'admissibilité aux charges publiques ; abolition des procédures criminelles, avec le droit de récu-

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1570.

1570.

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1570.

ser, sans en alléguer le motif, trois juges dans chaque chambre des Parlements de Rouen, de Dijon, d'Aix, de Bretagne, de Grenoble, et même quatre dans celui de Bordeaux, comme s'étant toujours montré hostile aux novateurs en religion, parce qu'ils étaient en même temps les perturbateurs de la paix publique; traité honteux, qui abaissait la royauté au niveau des factions, consacrait l'existence de la nouvelle secte, et justifiait ses exigences! Ce n'est pas tout; ce trop complaisant souverain, qui trempa plus tard ses mains cruelles dans le sang de ces factieux, alla jusqu'à leur donner quatre places de sûreté, La Rochelle, Montauban, Cognac et la Charité. Ils y mirent des garnisons protestantes, ou commandées par des protestants, payées par le roi, contre la religion et la royauté! C'était s'abaisser, s'avilir et abdiquer; c'était reconnaître un gouvernement à côté de son gouvernement, deux drapeaux rivaux, deux puissances qui se surveillaient, deux religions qui s'anathématisaient! C'était faute sur faute. Un grand travail social s'effectuait; le roi devançait par faiblesse son siècle, comme il l'outrepassa plus tard en cruauté : la charité chrétienne n'avait pas encore produit la tolérance religieuse, et le principe révolutionnaire, qui, depuis lors, ne cesse de ravager la France, ne faisait que naître du contact impur du protestantisme et de la haine de la monarchie. Le roi, sans s'en douter, berça dans ses bras le monstre naissant qui devait plus tard étouffer la royauté! On aurait pu entrevoir, ou, au moins, deviner 1793!

Quelques jours plus tard (23 août), un valet de chambre du roi vint présenter au Parlement un édit de pacification, avec ordre de l'enregistrer. La Compagnie le fit, et ordonna qu'il serait publié, comme de coutume, dans la cité et dans les principales villes du ressort. Raoul, juge de l'Université, fut envoyé à Blaye; mais Pardailhan, qui y commandait, refusa d'en autoriser la publication et même de recevoir le commissaire en ville. Le Parlement le décréta de prise de corps.

Mais comment faire exécuter cet arrêt contre le commandant du fort de Blaye ? On en prévint le roi, déjà indisposé contre lui parce qu'il refusait toujours de rendre à la liberté les quatre membres du Parlement qu'il retenait prisonniers. Lansac, maire de Bordeaux, fut alors nommé commandant de Blaye, et intima à Pardailhan l'ordre de quitter la place ; mais cet obstiné officier alléguait, en excuse de son refus, que puisqu'on n'exécutait pas avec ponctualité l'édit de pacification, les princes lui avaient ordonné, en termes précis et formels, de ne pas la remettre. Cette nouvelle circonstance fit renaitre les anciennes sollicitudes : on comprit bien qu'on n'était pas encore arrivé à la fin de tous les maux de la guerre civile.

Le premier-président, de Lagebaston, dont la position à Bordeaux, par suite de ses opinions équivoques en matière de religion, était devenue très-pénible, s'était absenté, avec un congé, depuis le mois de septembre de l'année précédente. Ses relations avec le seigneur de Larochehoucauld accréditaient tellement les soupçons qu'on avait formés sur son compte, que Montluc défendit au gouverneur de Bordeaux de le recevoir à son retour, qui devait avoir lieu à la Saint-Martin, à la rentrée au Parlement. Ne pouvant rien contre l'influence de Montluc, sous le poids des antipathies des Bordelais, il resta à Angoulême, son pays natal, où les calvinistes pénétrèrent bientôt, et le mirent dans l'impossibilité de venir reprendre son siège. Il s'excusa auprès du Parlement ; mais, soit défiance, soit précautions politiques, soit comme épreuve de sa bonne foi, la Compagnie lui manda de venir reprendre ses fonctions. L'archevêque, qui craignait son influence pour la défense de la cause des hérétiques, présenta une requête contre son retour. La Compagnie n'y fit pas droit ; mais, tout en écartant les obstacles qu'on suscita à sa rentrée, elle n'arrêta pas le cours des accusations qu'on dirigeait contre la foi du premier-président et sa cohabitation avec les sectaires. Lagebaston demanda qu'on soutînt sa cause au roi, ou qu'au moins on attendit son retour pour

Livre VIII.
Chap. 1.

—
1570.

qu'il pût défendre sa propre cause et récuser les juges qu'il savait indisposés contre lui. On ne tint pas compte de sa légitime réclamation, et le président La Ferrière obtint, du conseil privé du roi, un arrêt qui déclara Lagebaston déchu de sa présidence et en investit La Ferrière. Cet édit fut enregistré par le Parlement, et le rival de Lagebaston installé à sa place.

L'ambition de La Ferrière était satisfaite, mais son triomphe ne fut qu'éphémère. Lagebaston obtint, après de pénibles démarches (17 mars 1574), que sa cause fût revisée et jugée par le Parlement de Paris, se déclarant prêt à faire sa profession de foi catholique, que ses ennemis avaient calomniée. Il la fit, en effet, entre les mains de M. de Thou, premier-président du Parlement de Paris, et ami caché des huguenots. Un arrêt du 22 août le réintégra dans sa charge et annula les provisions faites en faveur de La Ferrière. Lagebaston revint à Bordeaux, et alla, le 12 novembre, occuper son ancien siège du Parlement, et pria la Cour de prendre connaissance d'un arrêt du Parlement de Paris et des lettres du roi, qui le rétablissaient en sa charge, comme catholique. Il sortit alors, et laissa toute liberté à la Cour de délibérer. Après avoir pris connaissance de ces documents, la Cour décida que messire Benoit de Lagebaston continuerait d'exercer sa charge.

Le lendemain, 13 novembre, La Ferrière, qui exerçait la charge de premier-président depuis la suspension de Lagebaston, fit observer au Parlement que les lettres-patentes du roi révoquaient, en quelque sorte, l'arrêt du Parlement de Paris, et requit la vérification de ces lettres. Lagebaston, qui était à l'autre bout du bureau, répondit que le roi avait voulu que messire La Ferrière restât premier-président avec lui, et le remplaçât au besoin ; mais cela portait préjudice au second président, Martin de Roffignac, à qui il appartenait de remplacer le premier : il s'écria, de sa place, qu'il s'opposait à cette prétention, par la raison que les lettres-patentes paraissaient obreptices et subreptices, puisque ni lui ni d'autres,

également intéressés dans cette affaire, n'avaient été consultés dans une circonstance où leurs droits étaient mis en question.

La discussion fut vive, mais le Parlement prit le parti de renvoyer l'affaire au roi, le 23 novembre. A leur rentrée, Lagebaston alla s'asseoir au bout du bureau et La Ferrière à l'autre bout, et de Roffignac alla se placer au rang des conseillers, près du bureau du greffier.

Le 30 janvier suivant, on lut en Cour l'arrêt du conseil privé du roi, les Chambres assemblées. Le roi ordonna que M. de Roffignac restât second président; et attendu que messire La Ferrière avait été reçu premier-président avant les autres présidents de la Compagnie, il serait regardé comme tiers président et présiderait après le premier-président Lagebaston. Il y eut quelque opposition, quelques débats sans importance; l'arrêt fut exécuté, et La Ferrière jouit tranquillement de ses effets.

De Roffignac mourut quelques jours après, regretté des catholiques et des amis de l'ordre. C'était un magistrat très-clairé et très-zélé contre les ennemis de l'Église, qui étaient au même temps les perturbateurs de la paix de l'État. C'est cette circonstance qu'il faut attribuer les diatribes de Bèze contre les mœurs.

Note. — En 1571, Charles IX établit une commission composée de deux présidents de sept conseillers au Parlement de Bordeaux pour juger les affaires des francs-fiefs. Il fut déclaré, sur le vu et après un consciencieux examen des pièces, que les maires, échevins et bourgeois de Bordeaux ne devaient aucune finance au roi pour les terres, maisons et possessions par eux tenues noblement, et autres biens à eux appartenants sujets aux droits et devoirs de francs-fiefs et nouveaux acquêts.

CHAPITRE II.

Le roi invite les chefs protestants à la cour. — Les catholiques mécontents. — Mariage de Henry de Navarre avec Marguerite de France. — Coligny blessé. — Les protestants irrités. — La Saint-Barthélemy. — Les Jésuites. — Conduite de Montferrand. — Massacre à Bordeaux. — Sa cause et son but. — Le Parlement prend des précautions contre les protestants. — Blanquefort pris par les Protestants. — Querelle de Montferrand et du premier-président. — Conduite de Montferrand. — Langoiran. — Lettres de noblesse accordées aux jurats. — Éloge du Parlement de Bordeaux.

Livre VIII.

—
1570.

Le désordre était partout, non seulement dans les esprits, mais dans les choses, dans le Parlement et dans la famille ; les circonstances semblaient concourir à l'accroître et à l'étendre, et la faiblesse de la cour n'était pas le moindre des éléments de dissolution qui tourmentaient l'état social. Malgré toutes les concessions du roi, les huguenots ne se fiaient pas à sa parole, ni ne comptaient sur la paix ; ils gardaient leurs armes et se tenaient sur le *qui vive*. Le roi se plaignit de cette attitude hostile en présence de ses bienfaits ; dans l'espoir d'effacer jusqu'à la moindre trace des dissensions civiles, il invita à la cour les coryphées du parti protestant, et on traita même sous ses yeux du mariage du prince de Navarre avec Marguerite de France. Jeanne d'Albret fut enchantée de cette circonstance ; l'avenir lui semblait s'ouvrir avec de plus brillantes perspectives. Elle accueillit avec bonté Armand de Gontaut-Biron, que le roi députa auprès d'elle à La Rochelle. Elle alla à Blois avec cinq cents gentilshommes protestants, et rencontra partout des visages amis et les démonstrations les plus affectueuses. Les protestants étaient contents ; leur cause triomphait. Mais les catholiques, indignés, criaient contre les lâches concessions faites aux rebelles, contre l'impunité de leurs cri-

mes et leur audace toujours croissante. Les chaires retentissaient de cris contre l'hérésie; les Jésuites, toujours à l'avant-garde de la société catholique, s'entendaient, disaient les seconds, avec le Pape, qui refusait les dispenses du mariage. Les futurs époux, d'ailleurs, ne s'aimaient pas: Henry aimait d'autres femmes, et n'eut jamais le cœur de celle qu'il allait épouser; les mœurs de tous les deux étaient également corrompues, et tout présageait une union malheureuse. Cependant, l'imprudent Charles IX persistait dans son projet, et disait, dans son langage grossier: « Si le Pape fait la bête, je prendrai Margot par la main, et je la marierai en plein préche. » Ce propos, et d'autres semblables, irritèrent les catholiques contre le prince, et lui aliénèrent leur affection. La reine Catherine voyait avec peine le penchant de son fils pour les huguenots, ses implacables ennemis. La sombre défiance que la cour manifestait contre ces éternels fauteurs de divisions dans l'Église et dans l'État finit par rallumer les haines soupées, au point que l'austère et rigide Jeanne d'Albret dut devoir se méfier à son tour de la cour perfide, corrompue et intrigante de Paris. Enfin, après dix-huit mois de pourparlers, le mariage fut conclu le 18 août 1572; mais Jeanne mourut le 9 juin: sa mort jeta un voile de deuil sur la fête nuptiale, et donna lieu à bien des conjectures; les calvinistes disaient empoisonnée, mais sans preuves.

Les noces célébrées, on se livra aux rêves les plus doux; mais la haine des partis ne s'endort pas. L'amiral de Coligny, sortant du Louvre, eut le bras fracassé par un coup d'arquebuse, que lui tira un fanatique nommé Maurevel. C'était le signal de la guerre. Les protestants se soulèvent et reprennent les armes. Le roi ordonne de rechercher l'auteur du crime et ses complices; mais, aux yeux des calvinistes, on ne les poursuit pas avec assez d'ardeur; ils crient à la trahison et déclarent que, s'ils n'obtiennent justice, ils se vengeront eux-mêmes.

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1570.

1572.

Livre VIII.
Chap. 2.

1572.

Tout était en mouvement, tous les esprits à la guerre et à la vengeance; le désordre était à son comble. Le seigneur de Piles, suivi de huit cents gentilshommes, se présenta à Sa Majesté, et lui dit audacieusement que si on ne leur faisait pas rendre justice, ils se la feraient eux-mêmes, et si bien, que les catholiques n'auraient plus envie de recommencer. Charles, naturellement fier et impérieux, en fut irrité; le ton insolent du sujet, son air menaçant et décidé, les désordres passés et ceux qu'il prévoyait dans un avenir peu éloigné, lui inspirèrent une pensée de vengeance. Le bruit circulait au dehors que les calvinistes conspiraient pour se soustraire à l'autorité du roi, et pour favoriser les vues ambitieuses des princes et de Coligny. Charles, jeune et irréfléchi, voyant que les religionnaires ne fléchissaient pas le genou devant lui, prend la résolution de les faire massacrer tous! Résolution déplorable, qui fit répandre à flots le sang français! Il se rappelait que, dans le synode de Saintes (1562), on avait décidé que la prise d'armes était *juste, légitime et même nécessaire*. Il se souvenait encore que, dans la même année (1562, mois d'avril), ils avaient juré et promis obéissance au prince de Condé, *légitime protecteur et défenseur du royaume de France*, et qu'ils s'étaient imposé d'autres charges et obligations préjudiciables à ses droits royaux et contraires à leurs devoirs de sujets. Ce n'est pas tout encore : la reine d'Angleterre Élisabeth, qui avait fait passer des sommes immenses à Coligny, avait signé un traité, le 20 septembre de la même année, en vertu duquel elle prêta cent quarante mille écus d'or au prince de Condé, et lui envoya six mille Anglais en France pour garder le Havre, Rouen et Dieppe, sous la condition que ce traité ne préjudicierait en rien aux droits de la reine d'Angleterre sur Calais.

Scip. Dupleix,
tome 3.

De Thou,
t. 4, page 264.

Ibid., p. 184.

Delpit,
*Collection des
Documents*,
page 283.

NOTE 13.

1572.

La Garonne glaçait si fort devant Bordeaux, aux fêtes de Noël, qu'il était impossible, dit la Chronique, de naviguer et traverser la Garonne.

Ce traité, dit Hume, indigna la France entière, et inspira à un écrivain moderne cet aveu formel, si conforme à la vérité historique : « Les calvinistes sont le parti anti-national, un parti de morcellement, un fédéralisme provincial ; ils ont ravagé la France par les reîtres et les lansquenets, et il faudra bien dire, une fois pour toutes, que le parti catholique et des ligueurs conservera seul la nationalité française. » Tout ceci est vrai, non seulement pour le temps de Louis XIV, mais aussi pour celui de Charles IX et de Coligny. Le roi se crut obligé de prévenir de plus grands maux : la reine effrayée, le duc d'Anjou, les courtisans applaudirent cette pensée inhumaine ; cette fausse et horrible politique révalut, enfin, dans le conseil. Aucun ecclésiastique ne prit part à cet acte barbare ; la religion n'en n'était pas, n'en pouvait pas être le prétexte. Le désir de sauver sa couronne, épargner à la France de plus grands malheurs et de conserver la paix, furent les seuls motifs de la funeste détermination du jeune roi. Les protestants mêmes le disent, et en particulier Cobbet.

Charles IX crut que sa cruelle ordonnance ne s'exécuterait à Paris ; il se trompait ou voulait tromper. Les gouverneurs des provinces crurent être agréables au roi en suivant ses exemples : l'esprit de vengeance se généralisa et se répandit tout comme un feu électrique ; chaque ville eut ses massacres. Le 24 août, le roi écrivit à M. de Montpesat, qui commandait en Guienne en l'absence de son beau-père, le marquis Villars, maréchal de Savoie ; et après avoir parlé de la mort de Coligny et de quelques autres chefs des huguenots, il demanda qu'il voulait que l'édit de pacification fût entretenu tant que jamais. Cette dépêche royale fut adressée par Montpesat à Montferrand, gouverneur de la ville, qui se hâta de la communiquer, le 29 août, au Parlement, et de lui demander des forces pour dominer l'effervescence causée par les événements de Paris. La Cour rendit un arrêt, en vertu duquel

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1572.
Hume,
tome 4.

—
Capefigue,
*La Réforme et
la Ligue*,
p. 474 de la 3^e
éd. in-18.

*History of the
protestant
Reforme
Letter X.*

24 Août 1572.

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1572.

trois cents hommes furent mis à sa disposition pour la garde de la ville jusqu'à ce que M. de Montpesat fût arrivé. Le lendemain, Montferrand déclara que cent cinquante hommes suffisaient pour maintenir dans le devoir toute la population.

Le 1^{er} de septembre, la Cour régla tout ce qui concernait l'entretien et la subsistance de ces soldats, et autorisa Montferrand à les loger dans les maisons qu'il lui plairait de désigner. Le 4 septembre, Montferrand, alité, envoya à la Cour une lettre du roi, en date du 28 août, et par laquelle il déclara que la cause de la mort de l'amiral et de ses complices n'était pas la différence de religion, mais une nécessité politique; qu'il fallait ainsi prévenir une vaste conspiration contre le roi, la reine-mère, les princes et seigneurs de la cour. Montpesat fit publier cette lettre apologétique dans toute la province.

Pendant tout ce temps, des misérables, incités au désordre par l'amour du pillage, et emportés par un zèle exalté et condamnable, parcouraient la ville, s'excitant mutuellement à massacrer les Huguenots de Bordeaux comme on avait fait à Paris. Montferrand et Romain Mulet, procureur général, firent tout ce qu'ils pouvaient pour déjouer les mauvais desseins de ces catholiques égarés.

Le jour de Saint-Michel (29 septembre), le P. Augier, fougueux prédicateur de la ville, monta en chaire, et parla avec chaleur des Anges, missionnaires divins, dispensateurs des grâces de Dieu et exécuteurs de ses vengeances, messagers invisibles qui avaient présidé aux massacres de Paris, d'Orléans et de plusieurs autres villes de France. « Il faut, dit-il, » que l'Ange exterminateur exécute les hérétiques dans Bordeaux, ou il exécutera Bordeaux. » — « L'épée du gouverneur tient au fourreau », disait-il encore; et jouant sur le nom du procureur général, Mulet, il ajouta : « Le mulet » est une bête bâtarde, qui n'avait point entrée dans l'arche, » non plus que le procureur-général dans l'église. » Ces pa-

aient imprudentes, nous en convenons bien; c'était au respect que le prédicateur devait à son propre e et à la chaire chrétienne; c'était une blâmable ténacité, celle qui le portait à condamner, dans le premier t, comme une tiède indifférence et une lâche apathie, était, en réalité, que prudence et modération.

Il faut se méfier de tout ce que disent d'Aubigné, Bèze, et autres, sur ces matières. On sait qu'ils imputent à ces hommes les plus odieuses à Montpesat et à Montferrand, et qu'ils ont, surtout, qui, partout et toujours, ont l'heureux d'être le point de mire des ennemis de l'Église et de nous reproduisons quelquefois ces imputations; mais l'erreur est dans l'exagération de leur récit. Nous re-venons, avec notre impartialité habituelle, que les catho-lics ont des torts; mais ces torts n'ont jamais été si grands que les protestants le prétendent. On sait que de Thou était le ennemi des Jésuites, l'ami, le panégyriste des protestants, le détracteur du Saint-Siège, et l'adversaire, politique, moitié protestant, de l'Église romaine. Il se méfiait de lui, comme de Bèze, de Crespin et de autres qui ont écrit sur cette malheureuse époque. Au milieu de cette effervescence générale, Montpesat arriva et ne témoigna qu'une froide et déplorable indifférence au massacre des quelques protestants qui, dit-on,

On prétendait qu'il l'avait ordonné, mais il n'en a aucune preuve, et rien n'autorise cette assertion, que d'un fanatique de l'homme et ses faits subséquents; on ne peut désigner une seule victime à Blaye. Arrivé à Blaye, il eut une conférence avec M. de Montferrand, et dans son cabinet, Guillaume Blanc, avocat distingué de Parlement. Il l'exhorta à se séparer des sectes et à revenir à la foi de ses pères; Blanc s'y refusa; à ce moment, les séides de Montpesat le menacèrent qu'ils allaient exécuter leur projet sans la défense de

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1572.

Page 799.

leur maître. Il manda ensuite auprès de lui le jurat Lestonnac, pour lui donner des ordres : il le trouva peu disposé à seconder ses criminels desseins ; et Crespin même, dans son *Histoire des Martyrs*, avoue que Montferrand ne voulait pas trop se prêter à l'abominable projet de Montpesat ; qu'il était indécis et honteux d'assister au lâche assassinat qu'on lui proposait.

Registres
du Parlement.

Le 4 septembre 1572, fut lue en Cour une copie d'une lettre que le roi avait écrite, le 28 août précédent, à Montferrand, gouverneur de Bordeaux. Dans cette lettre, le roi déclare « que la cause de la mort de l'amiral et autres de ses » adhérents et complices, advenue en la ville de Paris, le » 24 août dernier, n'est pour aucune cause de religion, ains » (mais) pour obvier à l'exécution d'une malheureuse conspi- » ration faite par le dit amiral, chef et auteur d'icelle, et ses » dits adhérents et complices de la personne du dit seigneur » roi, etc., etc. »

Quand on eut appris à Bordeaux les tristes nouvelles des massacres à Paris, la ville était plongée dans une consternation profonde. Montferrand, qu'on représente mal à propos comme l'instigateur du massacre, prit, au contraire, toutes les précautions possibles pour le prévenir. Affligés et ne sachant que faire, les protestants se réunissent et se décident à aller entendre le prêche dans une prairie, à trois lieues de Bordeaux, entre la jalle et la Garonne : ce ne fut là qu'un prétexte ; le but était tout politique. Témoin de l'effervescence populaire, et prévoyant les suites qu'elle pourrait avoir, Montferrand leur défendit de s'embarquer, et donna des ordres sévères pour qu'aucun protestant ne sortît de la ville sans passeport. Cette police protectrice et prévoyante mérite les louanges de la postérité, et Crespin, l'auteur du *Martyrologe protestant* lui-même, avoue, avec une louable franchise, que c'était une sage précaution, pour éviter que le peuple ne leur courût sus.

*Histoire
des Martyrs,*
page 800.

jours, dit Crespin, des forcenés exaltés allaient *ontferrand de mettre la main à l'œuvre*; il se sentit *t de perplexité*. On prétend, ce qui est faux, que Vesins et d'autres, arrivés de Paris, lui disaient *it pas vrai, que le roi trouvait étrange qu'il tar-* *et qu'il ne saurait faire une œuvre plus agréable à* D'un autre côté, Strossi, qui cherchait à ré- *schelle*, lui défendait de se porter à de si horribles *Montferrand ne savait que faire*; il se borna à *aix de la ville et la sûreté des personnes*. Il tomba *ut obligé de garder la chambre*.

cence se propageait cependant, et les pillards *t qu'un ordre pour se livrer à toute sorte d'excès*. *fanatique et lâche*, se disposait à quitter la ville; *pas assister aux horreurs qu'il prévoyait, et dont* *partie, la cause et l'instigateur*; mais, avant de *la trouver Montferrand, retenu au lit par une* *a, et lui fit promettre et jurer qu'il exécuterait le* *s huguenots, conformément aux ordres du roi,* *sait à tort le porteur*.

édi, 3 octobre, Montferrand parut en public, et *rats à se rendre auprès de lui à l'Hôtel-de-Ville,* *mmuniqua les ordres de Montpesat, qui comman-* *nne, à la place et au nom de son beau-père, le* *Villars*. Pendant cet entretien, les pillards se réu- *place publique* : quelques coryphées haranguè- *lace, et lui apprirent le massacre de Paris et de* *tres villes du royaume, en termes qui n'étaient* *ition à en faire autant à Bordeaux*.

e était facilement compris, et un moment après *uits! Les ordres de Montpesat étaient formels;* *ait-on, les ordres du roi*. Montferrand, ne pouvant *ser, pas plus que les jurats, qui n'y consentaient* *ma ces misérables à leur féroce instinct, et laissa*

Livre VIII.

Chap. 2.

1572.

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1572.
*Mémoires
de l'Etat de
France, etc.,
de Villeroi,
tome II.*

T. IX, p 339.

faire, au nom du roi, ce que le roi n'avait pas ordonné. Ces pillards, qui ne reculaient devant aucun crime, parcoururent la ville et excitèrent le peuple au carnage; ils étaient coiffés de bonnets rouges et s'appelaient la *bande cardinale*. Jean de Guilloche, sieur de La Loubière, conseiller au Parlement, rencontra ces hordes sanguinaires : protestant exalté, homme de cœur, il se permit des observations sur des scènes si coupables; mais ces misérables, qui n'avaient d'autre guide que leurs passions, d'autres règles que leurs intérêts, lui tombèrent dessus, le tuèrent et coururent piller sa maison. Les écrivains protestants accusent Montferrand d'avoir ordonné ce meurtre : cette assertion nous paraît toute gratuite, nous n'en avons pas trouvé de preuves. Henri Martin avoue que Montferrand *avait longtemps hésité*, ce qui est vrai; mais ce qui ne l'est pas, c'est qu'il se mit à la tête des massacreurs et tua de sa propre main un conseiller au Parlement. Il ne tua personne : il avait des griefs contre Lagebaston; mais celui-ci s'était sauvé au Fort du Hâ; Montferrand *hésita* longtemps et ne laissa faire cette populace furieuse, que parce qu'il lui fut impossible de la contenir. Crespin, lui-même, avoue que Montferrand se sentit dans un *état de perplexité* entre les ordres du roi, qu'il croyait positifs, les exigences du peuple, qui désirait répandre le sang, et les cris de sa propre conscience, qui lui défendait d'y consentir. Il crut devoir obéir à son roi; il eut le tort de laisser le peuple libre; mais, quoique nous condamnions son inaction, nous ne pouvons pas, dans l'absence de preuves, l'accuser d'avoir donné des ordres si cruels. Dans des circonstances si épouvantables, la populace n'attend pas d'ordres; elle n'en reçoit de personne, des hommes en place moins que de tout autre. Sa propre volonté est sa seule loi; l'autorité n'existe pas pour elle. Aussi, après avoir assassiné Guilloche, elle courut chercher d'autres victimes.

Guillaume de Sevin, conseiller au Parlement, s'était distingué par l'exaltation de ses idées de réforme : hautain

peu aimé et très-peu estimé, il devait partager son voisin, Guilloche. On courut chez lui; il se précipita, mais il tomba à l'instant même percé de deux poignards! Son clerc, M. Simonet, accourut et pleurant son maître agonisant; on lui demanda ce qu'il restait, et, sur sa réponse affirmative, on le tua sur son malheureux patron. Les assassins se rendirent en prison, où se trouvait un ministre protestant; on les mena dehors, et on l'égorgea, sans pitié, à la porte du châteauiers de la Cour, La Graulet, eut l'imprudence de manifester la colère du peuple, de condamner ces scènes de meurtre, et de manifester son attachement aux doctrines des prétendus réformateurs; il fut impitoyablement et sa maison livrée au pillage. A cause de tous ces désordres, la populace se souvint d'un prêtre, en ville, qui s'était fait diacre de la secte: on courut chez lui, et la mort fut la punition méritée de son apostasie. M. Du Boucher, conseiller au parlement, devait aussi être la victime de ces forcenés; sa maison fut livrée au pillage et lui-même laissé pour mort à la porte.

Le triste effet de la colère d'une populace livrée à ses passions brutales et se portant à toutes sortes de désordres, est que l'autorité légitime et régulière pût s'interposer entre les victimes et les bourreaux. Dans ces circonstances, sans toutes les émeutes et insurrections, les haines se dissipaient autant et plus, peut-être, que des motifs religieux; la religion servait de masque à des vengeances personnelles, et c'est au nom de cette messagère céleste qu'on commettait alors des crimes dignes de l'enfer, comme on a fait en France et ailleurs des révolutions, pour livrer le pays à l'anarchie ou l'enchaîner au char triomphal du despotisme, en invoquant la liberté!

Malheureux, désespérés à juste titre, les malheureux sec-

Livre VIII.

Chap. 2.

1572.

Livre VIII.
Chap. 2.
—
1572.

taires erraient çà et là, ne sachant où se cacher. Repoussés par des amis, les uns allaient se réfugier chez des prêtres vénérables, en ville, où la charité leur offrait un asile et ne se permettait pas de s'enquérir de l'orthodoxie de leur symbole; c'étaient des hommes égarés et persécutés; c'était assez pour ces ministres de Dieu, pour qui tous les hommes sont des frères qui n'ont qu'un seul père dans les cieux. Les dames catholiques accueillirent aussi avec un empressement religieux les malheureux persécutés; la vieille foi abritait ainsi ses enfants infidèles, ces malheureux sectaires, qui, dupés par les coryphées, croyaient tout bonnement qu'on allait reconstruire la vieille Église de Jésus-Christ et réformer l'ouvrage de Dieu! Plusieurs calvinistes se réfugièrent au Château du Hâ; Lagabaston, premier-président, craignant les séides de Montferrand, qu'il regardait comme des ennemis, s'y fit conduire aussi. Guillaume Blanc essaya d'y aller, à la faveur des ténèbres; mais, arrêté en route, il promit quatre cents écus à celui qui l'avait reconnu, s'il voulait le conduire au Fort du Hâ. On le fit.

Dans ces effroyables conjonctures, des protestants allèrent se déclarer catholiques et affichèrent leur croyance, en portant une croix à leurs chapeaux! Plusieurs essayèrent de sortir de la ville, travestis en marchands ou affublés d'emblèmes que leur timide hypocrisie empruntait au catholicisme; quelques-uns d'entre eux furent reconnus et ramenés en ville; c'était là le sort de M. Bernard La Burthe, avocat en la Cour du Parlement; il fut rançonné et sa maison pillée. Les boutiques des marchands calvinistes devinrent la proie de ces pillards: un certain Lalanne, marchand, promit deux cents écus à un soldat, pour qu'il ne le conduist pas devant le gouverneur. Le soldat prit l'argent; mais, craignant le gouverneur, il lui livra le malheureux Lalanne, qui fut obligé de payer encore cinq cents écus à Montferrand. Les écrivains protestants assurent qu'après lui avoir extorqué cette somme, le

le fit mourir plus tard ; nous n'en avons pas trouvé

Livre VIII.
Chap. 2.

1372.

que le massacre fut continué pendant trois jours et tout le long de la Garonne ; d'Aubigné l'a dit de serviles copistes l'ont répété ; c'est une erreur : pas que nous venons de nommer furent massacrés le vendredi et le samedi ; et tout le long de la Garonne , et dans tout le diocèse , hors de Bordeaux , il n'y eut pas de protestant assassiné. Dans les deux nuits qui suivirent le vendredi , un grand nombre de sectaires s'échappa de la ville et se réfugia à la campagne : quelques-uns se réfugièrent , comme nous l'avons dit plus haut , chez des prêtres charitatifs et les demeures leur servirent d'asiles. Crespin , dans son *Histoire des Martyrs* , l'avoue , et fait ainsi du clergé bordelais , dont la calomnie n'a jamais pu effacer le souvenir. Le baron de Merville , sénéchal de Guienne , ferma les portes du Château du Hâ , dont il était seigneur. Des familles catholiques en accueillirent un grand nombre avec une affectueuse sollicitude , et prouvèrent ainsi qu'on peut aimer les hommes qui s'égarent , tout en condamnant leurs erreurs.

Page 800.

Le vendredi et le samedi se passèrent dans une profonde tristesse : d'un côté , on n'entendait que les vociférations des sectaires ; de l'autre , les gémissements et les cris des femmes et des enfants : les uns cherchaient un père , les autres des parents , des amis , et comme ils ne paraissaient pas , le dimanche , 5 octobre , jour où enfin Montferrand crut défendre le pillage des maisons et les voies de fait contre les individus , on les crut massacrés ou jetés à la Garonne. On signalait en public l'absence de plus de deux cent cinquante individus , y compris les sept hommes dont l'histoire raconte le massacre et les noms ; c'est là-dessus que se fonde l'opinion pour dire qu'il y eut deux cent soixante-quatre individus tués à Bordeaux , y compris quatorze ou quinze mas-

Livre VIII.
Chap. 2.
—
1572.

sacrés dans une cave ! Mensonge officieux que D. Devienne a eu le grand tort de reproduire sans examen.

Nous reculons d'horreur en présence de ce gros chiffre de deux cent soixante-quatre victimes ! Quoi ! à Bordeaux on aurait massacré plus de huguenots que dans toute autre ville du Midi ! C'est absurde. Les lundi , mardi et mercredi , les protestants n'osaient pas se montrer en public ; les deux cent cinquante qui avaient disparu ne sortaient pas encore de leurs cachettes ou retraites hospitalières ; on les comptait au nombre des victimes. C'est avec cette conviction que Montferrand parut le jeudi au Parlement ; il avait été accusé par quelques misérables de n'avoir pas fait son devoir , comme n'ayant égorgé que dix ou douze individus. Voulant s'épargner la colère du prince et la vengeance de l'amiral de Villars , lieutenant du roi en Guienne , à qui on l'avait dépeint comme un lâche , Montferrand se fit le fanfaron du crime et déclara , en plein Parlement , et le 9 octobre , que la charge alléguée contre lui était *chose du tout fausse , sauf correction de la Cour , attendu qu'il y en avait eu plus de deux cent cinquante occis* , et affirma qu'il *ferait voir le rôle à celui qui le désirerait , pour prouver qu'il avait été bien opéré en cette exécution*.

NOTE 14.

Montferrand était probablement bien convaincu de ce qu'il avançait ; mais , en parlant de ses *bonnes opérations en cette exécution* , il flétrissait sa propre mémoire et soulevait d'indignation tous les cœurs honnêtes ! Son mensonge officiel fut consigné dans les registres secrets du Parlement , le 9 octobre. La terreur qui régnait en ville , les exagérations de la renommée , le désir de faire valoir son zèle et de mériter l'approbation du prince , et d'imposer silence , en même temps , à ceux de ses ennemis qu'il voyait devant lui en la Cour , avaient inspiré et autorisé cette croyance mensongère , et n'avaient contribué que trop à l'accréditer dans le public ; mais la raison plus éclairée des catholiques et des protestants est enfin parvenue à la réduire à ses justes proportions. Nous ne voulons pas ex-

sassins ; la saine politique , comme la religion , les ne saurait atténuer , pallier et encore moins justifiable journée de la Saint-Barthélemy , pas plus de nombreux crimes de 1793 ! C'est en parlant de ces crimes que nous pouvons nous écrier avec Stace : « Que ce jour ne s'efface de nos annales , et que la postérité ne puisse jamais oublier ses indicibles horreurs ! Passons-les donc , et souffrons qu'une nuit obscure ensevelisse dans les ténèbres les nombreux crimes de notre nation (1). »

Quoi , par une imputation mensongère , accuser les Bordelais , qui ne l'ont pas commis , et toujours distingués par leurs sentiments de tolérance et de humanité , et la douceur de leurs mœurs ? Il y eut sans doute ; mais , qu'on s'en souvienne , c'était , dit l'historien , à l'aide de plusieurs étrangers ; les vérités ont caché les proscrits ; pas un seul n'a trempé dans le sang de ses concitoyens.

Considérons sur cet énorme chiffre de deux cent soixante-neuf victimes. Dans le *Martyrologe calviniste* , publié en 1686 , et seulement après la Saint-Barthélemy , on ne compte que sept victimes ; nous en avons donné les noms : les historiens eux-mêmes le reconnaissent ; ils devaient dire la vérité à cet égard , car ils étaient non seulement contemporains , mais même témoins oculaires de ces crimes ; ils ont vu quelque chose de plus fort encore : c'étaient des protestants eux-mêmes qui furent chargés de recueillir les renseignements sur ces affligeants événements , et de les fournir au *Martyrologe* , non seulement les noms des victimes. Les ministres firent les comptes-rendus les plus minutieuses. Dans leur compte-rendu , ils

Livre VIII.
Chap. 2.
—
1572.

Résumé
de l'Histoire de
Guienne ,
page 222.

Marchandon,
*Réfutation
de l'histoire de
Bernadau.*

Cobbet,
Protest. Reform.
mat. ,
Let. X, n° 202.

citad illa dies ævo, nec postera credant
ulla ! Nos certe tacemus , et obruta multa ,
iste tegi nostræ patiamur crimina gentis.

STATIUS , lib. V, cap. 2.

Livre VIII.
Chap. 2.
—
1572.

ne donnèrent, pour toute la France, que les noms de 786 individus ! C'est Cobbet, écrivain protestant d'Angleterre, qui le dit, et personne, que nous sachions, n'a osé contester sa véracité.

Mais ouvrons les relations des écrivains protestants ; il n'y en a pas deux qui s'accordent sur le chiffre ; tous affirment, mais aucun n'apporte des preuves. Quelques-uns, entre autres l'auteur du *Réveille-Matin*, portent, pour toute la France, le nombre des victimes à 100,000 ; Sully parle de 70,000 ; le *Martyrologe des Réformés* donne le nombre 30,000 ; De Thou le croit exagéré ; La Popelinière s'arrête à 20,000, et Capilopi à 25,000 ; Papyre Masson descend à 10,000 ; H. Martin, dans son *Histoire de France*, voulant concilier toutes ces opinions divergentes, prend une position de juste milieu, et dit que le nombre d'une vingtaine de mille semble le plus probable. Mais sur quoi fonde-t-il cette probabilité ? N'ajoute-t-il pas à ces détails ces mots : « Il y a dans le Martyrologe et » dans les *Mémoires de l'Estat de France, de Villeroi*, d'évidentes exagérations. Suivant de Thou, il y eut environ 800 » morts à Lyon, 500 à Rouen et à Orléans, 200 à Toulouse » et à Meaux. » Ne dit-il pas ailleurs : « On ne peut rien » affirmer de certain sur le nombre total des victimes ? » Pourquoi donc met-il en avant le chiffre rond de 20,000, comme les autres calculateurs intéressés, sans autre raison pour le justifier qu'un *peut-être* ?

T. IX, p. 339.

A Paris, le *Réveille-Matin* dit qu'il y avait 10,000 victimes. De Thou, Tavannes, le *Tocsin contre les Massacreurs*, disent environ 2,000 ; Brantôme dit plus de 4,000, et sans autres preuves que celles fournies par des hommes intéressés à soulever la France contre le roi. H. Martin affirme « que » le jour de la Saint-Barthélemy coûta *vraisemblablement* la » vie à 2,000 victimes de tout âge et de tout sexe. » Mais suivons les *peut-être*, les *probabilités* et la *vraisemblance* invoqués par M. H. Martin. Il avoue « qu'il pouvait y avoir à

T. IX, p. 327.

ron 1,200 gentilshommes huguenots, dont la *ut-être*, périrent avec bon nombre de leurs do-

Quant aux bourgeois et artisans de la religion, t pas très-nombreux ; les persécutions, qui les souvent assaillis depuis 1562, et la privation ercice de leur culte, avaient décidé une foule de à quitter la capitale, et la paix de 1570 ne les inement pas ramenés tous. » Quel singulier rai-La moitié de ces 1,200, *peut-être*, périt.—Voilà times, *peut-être*. Il n'y avait pas beaucoup de d'artisans à Paris ; ils avaient fui la capitale et rentrés ! Et cependant H. Martin, dont la par-nais été un sujet de doute pour les catholiques, il y eut vraisemblablement 2,000 victimes à trouve-t-il ? Ne sait-il pas qu'on falsifia les re-siaux en certains endroits aux environs de Paris, onstater, par des chiffres fictifs, des nombres lonner les noms des individus massacrés ? Nous sur ce point, pour montrer la dissidence entre et l'exagération incroyable de plusieurs d'entre remarquer que tous, à l'exception de Cobbet, s nombres ronds, ni plus ni moins ; ils diffèrent es autres, et, chose étrange, ils s'accordent tous s ronds, comme si certains nombres avaient la nousser la pointe du poignard et d'arrêter le sin ! Mais voici le *Martyrologe calviniste*, fait France : l'auteur a dû s'en tenir, non pas aux de l'esprit de secte, mais à la stricte vérité, it été facile de le réfuter. Eh bien ! d'après ce hentique, voici le nombre des calvinistes qui rés par toute la France à cette époque. A Paris, c avait porté le nombre des victimes à 468 ; les recherches consciencieuses, on n'a pu en ernier lieu, que 152. Ainsi :

Livre VIII.

Chap. 2.

—
1572.

Livre VIII.	A Paris, on disait qu'il y avait	468 victimes; on n'en a nommé que. . . .	152
Chap. 2.	A Meaux.	225 — il n'y en a de nommées que	30
1572.	A Troyes, on a dit.	37 — on a les noms de ces. . . .	37
	A Orléans, selon le <i>Martyrologe</i>	1,850 — il n'y en a de nommées que	156
	A Bourges.	23 — on a les noms de.	23
	A la Charité, on a dit.	20 — on n'a pu nommer que. . . .	10
	A Lyon, on a dit.	1,800 — on n'a pu nommer que. . . .	144
	A Saumur et Angers.	26 — on n'a pu nommer que. . . .	8
	A Romans.	7 — on a les noms de.	7
	A Rouen.	600 — on n'a que les noms de. . .	212
	A Bordeaux.	264 — on n'a trouvé que les noms de	7
TOTAL.			786

Voilà le véritable chiffre (786), appuyé sur les comptes-rendus officiels des ministres résidant dans ces villes, et reconnus incontestables par Cobbet et par M. de Saint-Victor, dans son *Tableau historique de Paris*.

A Toulouse, on porta le nombre des victimes à 306 ! On disait que sept ou huit écoliers ou batteurs des pavés avaient massacré, au pied de l'escalier de la Conciergerie, 300 prisonniers; on les laissa tout nus, sur la place, pendant deux jours. Quant aux conseillers huguenots, ils furent massacrés, puis suspendus, avec leurs robes longues, au grand orme de la cour du Palais. Des écrivains de Toulouse s'inscrivent en faux contre cette relation mensongère. Quant à Bordeaux, nous avons lu avec soin un très-grand nombre d'écrits publiés sur ces malheureuses journées (1), et nous n'avons jamais trouvé que le nombre des victimes y ait dépassé sept.

Quelques écrivains n'ont pas rougi de justifier ces lâches massacres comme des représailles méritées, dont les protestants ne sauraient se plaindre. Nous n'adoptons pas cette sorte

(1) J'ai lu avec attention le *Tocsin contre les Massacreurs*, la *Relation de la Saint-Barthélemy*, le *Réveil-Matin des Français*, les *Mémoires de l'Etat de France*, par Villeroi, le *Martyrologe des Calvinistes*, Soldan, et la *Saint-Barthélemy*, traduit de l'allemand, par Ch. Schmidt, et plusieurs relations des massacres dans les provinces, en anglais, en allemand et en français; et toujours, quand il s'agit de Bordeaux, on ne peut nommer que sept victimes !

: le catholicisme ne prêche pas la vengeance, et la mort n'est pas inscrite dans son code.

et on convient, de nos jours, que le protestantisme est une conspiration permanente à la solde d'Élisabeth ; on sait les sommes énormes qu'elle fit passer aux huguenots français, par l'entremise de Coligny, pour le trône et protestantiser la France : personne, en France, n'ignore la tentative d'Amboise, le complot général de Meaux et de Meaux, en 1567 ; le soulèvement de la Saint-Barthélemy, en 1569, ainsi que les affreuses boucheries qui suivirent ; le massacre des catholiques à Nîmes, par les huguenots ; le puits de l'Évêché comblé des cadavres de catholiques mutilés avec rage ; les massacres de la Saint-Barthélemy, de Navarreins et d'Orthez ; les gentilshommes poignardés à Pau ; les pillages, les meurtres, les crimes commis par des sectaires fanatiques, en France, de toutes les lois civiles et religieuses, dans le Languedoc, l'Agenais et le Quercy. Tout cela fut l'œuvre de la Saint-Barthélemy ; il serait aussi injuste de l'imputer à tous les huguenots, que d'accuser tous les catholiques des horreurs de la Saint-Barthélemy ; mais tout cela fut plus que suffisant pour assurer la vengeance d'une population irritée et pour assurer un jeune roi, qui n'était sûr de conserver *ni sa vie* comme il le dit à cette occasion dans une lettre à Lur, l'un des illustres ancêtres des Lur-Saluces :

« M. le Vicomte, je me promets tant de l'affection que vous portez à mon service, que je suis tout assuré qu'il y aura quelqu'un qui vous soit plus recommandé. Vous avez aussi de nombreuses preuves de bon serviteur, que vous devez croire être aimé et estimé de votre maître autant que vous le désirez. Il est aujourd'hui plus que jamais question de servir les occasions, lesquelles ont fait naître ce besoin (la Saint-Barthélemy), pour assurer ma vie

Livre VIII.

Chap. 2.

—
1572.

NOTE 13, page
268.

Delpit,
Collection
générale
des Documents,
page 285.

Livre VIII.
Chap. 2.

1572.

» *et mon État.* Je considère bien la dépense que vous avez
» faite et combien vous êtes en arrière, ayant engagé tout ce
» que vous avez et celui de vos amis pour vous équiper, pour
» faire ce voyage de mer, en intention de me servir (1).....
» La partie se peut remettre à une autre fois ; cependant je
» vous prie de demeurer ensemble (avec Strozzi) et être con-
» tent me servir..... et je ne vous oublierai jamais, comme
» j'ai donné charge au capitaine Berda vous dire. — Je prie
» Dieu, Monsieur le Vicomte, qu'il vous tienne en sa garde.»

» Écrit à Paris, le 14 septembre 1572. CHARLES. »

Le même jour, 9 octobre, Montferrand fit sommer Merville, commandant au Fort du Hâ, de déclarer le nombre des huguenots qu'il avait retirés au château. Il répondit qu'il n'avait qu'un catholique, le premier-président Lagebaston, et trois protestants, l'avocat Leblanc, son propre tailleur et son apothicaire. Montferrand prétendit avoir été averti que messire Joseph Feydeau, conseiller, s'y était aussi réfugié ; qu'il en était sorti moyennant un passeport donné il ne savait par qui, mais qui n'était pas émané de ses bureaux ; qu'à la prière du sieur Canteloup et de sa femme, il lui avait accordé la permission de sortir pour rentrer chez lui, et non pour s'échapper hors de la ville. La Cour, dans la crainte d'un soulèvement général des protestants, rendit un arrêt portant que Charles de Malvin et cinq autres conseillers, assistés chacun d'un jurat,

Registres
du Parlement.

(1) Il est ici question d'une expédition pour conquérir la côte d'Afrique, vers le canal de Mozambique, afin d'y former une expédition. Une première expédition partit de Bordeaux en 1568, sous la conduite des deux fils de Montluc, Pierre et Fabien, en compagnie de messire de Lur, vicomte d'Uza. Une tempête jeta quelques bâtiments sur les côtes de Madère ; l'équipage fut reçu à coups de canon par les Portugais. Les Français firent alors une descente, enveloppèrent les Portugais et en tuèrent huit cents ; puis, ayant emporté la ville de Madère d'assaut, ils y perdirent le fils aîné de Montluc, et revinrent en France. Il s'agissait, en 1572, de reprendre cette expédition de Mozambique, pour laquelle Louis de Lur avait fait les préparatifs dont le roi Charles IX parle ici.

(Voir MORERI, article *Montluc*, et les *Commentaires de Montluc*.)

feraient la visite des maisons protestantes, prendraient toutes les armes pour les déposer chez les jurats ou chez des familles respectables, après un inventaire et une description préalables. Elle ordonna, en outre, que tous les religionnaires seraient renfermés dans les couvents des Carmes, des Jacobins et au grand couvent des Cordeliers, pour y demeurer sous bonne et sûre garde jusqu'à nouvel ordre. Quant à ceux qui avaient commandé les séditeux ou pris une part plus active aux complots, ils devaient être appréhendés au corps et leurs biens saisis. Le 13 du même mois, il fut aussi arrêté que les conseillers en la Cour, les magistrats présidiaux et l'avocat Vaissière, qui étaient de la nouvelle secte, tiendraient prison en leurs maisons. Mais ce qu'il y a de particulièrement remarquable dans la séance du 9 octobre, c'est la phrase suivante, consignée dans le registre du Parlement : « Du discours de ce jour (de Montferrand), il appert que maistre Jean de Guilloche et Pierre de Sevin furent tués comme estant de la nouvelle religion. » Qu'en conclure ? Qu'on ignorait même, le 9 octobre, le nombre et les noms de ceux qu'on avait massacrés les 3 et 4 octobre ; que la terreur imposait le silence aux parents des victimes, et que Montferrand lui-même, aussi bien que le Parlement, pouvait être induit en erreur par la police, qui basait ses calculs sur les individus qu'on ne voyait plus. Les parents durent cacher leurs morts et leur douleur pour s'épargner de plus grands malheurs, et les occis, dont parlait Montferrand, n'étaient en très-grande partie que les absents, dont la non-apparition les faisait passer pour morts.

Peut-on dire que tous les torts se trouvent d'un côté ? Non, mille fois non : nous en rougissons pour les Bordelais du temps ; nous blâmons, nous abhorrons ce grand forfait, prémédité ou non par une aveugle politique. Les catholiques avaient souvent donné les provocations sanglantes des protestants ; ils auraient dû continuer de le faire et se défendre plus loyalement ; ils ne le firent pas : ils eurent tort ; mais nous nous

Livre VIII.

Chap. 2.

—
1573.

Livre VIII.

Chap. 2.

—
1572.

Advertissem^t.

inscrivons en faux contre certains écrivains, qui représentent les protestants comme persécutés et les catholiques comme persécuteurs ; tandis que ceux-ci ne défendaient que la loi, l'ordre, la propriété et la religion, que leurs adversaires désiraient détruire par la violence, la rébellion et la guerre civile. C'est une vérité, aujourd'hui incontestée, que la réforme ne s'est élevée et maintenue partout que par l'aggression, la spoliation et la persécution la plus furieuse, en criant toujours à la tolérance. « Les huguenots, dit Louis d'Orléans, » ressemblent au loup d'Ésope, qui reprenait les brebis d'avoir des dents, chiens et bergers, comme chose contraire à » la douceur dont elles faisaient profession. »

La cause des catholiques était celle de la nationalité française : les protestants avaient appelé à leur secours les étrangers ; le gouvernement se défendit, c'était son droit ; il le fit avec cruauté, c'était un tort ; mais la cause des catholiques n'en est et n'en sera jamais moins juste, c'était celle de la vérité, de la propriété, de la religion, quoique étrangère à ce forfait, de l'honneur national, et, quoi qu'on dise, de la civilisation, que les guerres religieuses, en France et en Allemagne, ont retardée d'un siècle.

A Bordeaux, on pleura le sort des sept malheureuses victimes de la barbarie de quelques fanatiques étrangers ; mais la population entière ne fut pas responsable de ces forfaits ; l'odieux de cette fatale journée reste attaché au nom de Montpesat, car Montferrand ne le voulait pas ; ses auxiliaires étaient de la lie du peuple : ils n'étaient pas Bordelais ; c'était une poignée d'étrangers, dit A. Thierry, avec raison.

Enfin, le vrai peuple bordelais conçut une profonde horreur de ces crimes, et une réaction commença à se faire sentir dans l'opinion publique.

Registres
du Parlement.

Le 16 du même mois, la Cour délibéra, conformément à une lettre du roi, du mois de septembre, que les magistrats et officiers des finances protestants devaient exercer leurs char-

ges, mais qu'ils auraient cependant la faculté de s'en démettre en faveur des catholiques capables ; que les prisonniers qui feraient profession de la vraie Foi, seraient mis en liberté ; que les veuves et les orphelins des protestants massacrés rentreraient dans leurs biens, en promettant, toutefois, de vivre sous l'obéissance du roi, faisant, au surplus, inhibitions et défenses à toutes sortes de personnes de tuer ou de piller, sous peine de vie, qui que ce fût de la nouvelle opinion. Le 23, on exigea la profession de foi et le serment de fidélité des conseillers suspects, des avocats, des procureurs et des huissiers ; on ne négligea rien pour assurer la sûreté des habitants et la paix de la province. Mais le roi, sachant que les assassins se vantaient d'avoir, pour leurs sanguinaires exploits, sa permission ou celle de son conseil, écrivit au baron de Merville, *énéchal* de Guienne, d'informer des massacres commis dans le ressort, et contre ceux qui tenaient ces propos si injurieux pour Sa Majesté, et de les obliger d'exhiber les ordres qu'ils prétendaient avoir reçu du roi. Merville alla, le 8 novembre, montrer cette lettre au Parlement, qui en autorisa la publication. Les fanatiques commencèrent à avoir peur (1).

Irrités de tant d'atrocités, les huguenots se soulevèrent en masse ; ils se rendirent maîtres de La Rochelle et dévastèrent les environs de Bordeaux ; les calvinistes de Nérac se joignirent à ceux qui avaient échappé au massacre de Bordeaux, s'emparèrent d'Uzeste, où ils profanèrent tout, même les tombeaux, et du château du pape Clément V, à Villandraut, ils dégradèrent. Ceux de Coutras et de Guitres menacèrent la ville ; Montferrand voulut y mettre une garnison ; mais les habitants, se sentant assez forts contre les assaillants, refusèrent ses offres ; cependant, sur les injonctions du Parlement, et dans la crainte d'une seconde attaque, ils consentirent

Livre VIII.

Chap. 2.

1573.

Registres
du Parlement.

) Peut-on dire que cette enquête constatait plus de sept victimes ? Nous l'avons cherchée, cette enquête, dans les bibliothèques de Paris, nous n'avons pas été assez heureux pour la trouver.

Livre VIII.
Chap. 2.
—
1575.

à recevoir dans leurs murs le capitaine Mabrun, avec vingt-cinq soldats. Le 10 février, la Cour envoya M. de Mabrun et le procureur général, inspecter le château de Blaye, que les sectaires voulaient surprendre.

Le malheureux coup d'État de Charles IX, loin d'abattre le courage des protestants, ne fit que l'accroître et leur inspirer une pensée de vengeance ; ils parcoururent le pays en armes et réussirent, au mois de juin, à s'emparer du château de Blanquefort, à la porte de Bordeaux. Le Parlement, effrayé, voulut savoir comment l'ennemi s'était emparé de ce fort. Du Sault, avocat du roi, requit qu'on mandât le gouverneur, qui devait en savoir toutes les circonstances ; Montferrand prétexta des affaires, et ne s'y rendit pas. Mais la Cour ayant appris que La Plane, commandant de Blanquefort, avait couché la nuit que cette place avait été surprise, considéra sa conduite comme un acte de connivence avec les religionnaires, et le condamna, en conséquence, à être emprisonné à la Conciergerie du Palais, en attendant son procès, et ordonna à Montferrand de réduire, au plus vite, le château de Blanquefort, sous l'obéissance du roi. On arrêta, en outre, que le roi serait informé de la conduite peu respectueuse de Montferrand pour les ordres de la Cour, afin qu'il plût à Sa Majesté de le faire rentrer dans son devoir. Montferrand, après avoir expulsé de Blanquefort la petite troupe protestante, se présenta au Palais, le 15 juin, et y rendit compte de la reprise du château. La Cour lui fit des reproches de ce qu'au mépris des ordres du roi, il employait des protestants ; il répondit qu'il ne savait pas que La Plane était un calviniste ; qu'au surplus, ce n'était point au Parlement, mais au roi ou à Monsieur qu'il devait rendre compte de ses actions ; qu'en tous cas, à moins de force majeure, il ne le ferait jamais devant Benoît de Lagebaston, premier-président, son ennemi personnel et plus suspect que La Plane lui-même. Le premier-président répondit qu'il n'avait rien fait ni dit qui pût justifier ce propos ou excuser les

emportements du gouverneur; qu'il ne lui avait fait ces observations que par l'ordre de la Cour; que s'il avait des raisons de se plaindre de lui, il n'avait qu'à se pourvoir en justice ou à le lui dire en particulier, et qu'il serait toujours disposé à lui donner une réponse et une satisfaction convenables. Cette réplique, ferme et modérée à la fois, ne fit qu'irriter le caractère bouillant du gouverneur; il s'oublia au point de traiter le premier-président de calomniateur, et s'attira un démenti humiliant. La Cour, offensée dans la personne de son premier-président, se souleva d'indignation, et rendit un arrêt portant que le gouverneur n'y siégerait plus, et que le roi serait instruit de sa conduite; que s'il avait des communications à faire au Parlement, relativement au service du roi, il ne le pourrait faire que par l'intermédiaire de quelque membre de la Compagnie. La mort du roi mit fin à cette querelle; la Cour, avec Montferrand en tête, assista à une procession publique et à des prières ordonnées par l'archevêque pour le repos éternel de l'âme de Sa Majesté.

Enfin, la paix fut conclue à la satisfaction de tous les partis. Un édit de pacification, qui ne pacifia rien, fut publié à Bourgne : en donnant aux religionnaires pleine amnistie, il leur rendit leurs biens, leurs honneurs, la liberté de conscience et de leur culte dans un certain nombre de villes. Mais cette paix ne fut qu'un morceau de papier : la méfiance, la vengeance, la guerre, voilà l'état normal de la société d'alors. Les calvinistes, quoique faibles et battus, n'avaient pas remis l'épée au fourreau; les catholiques ne pouvaient pas encore s'accoutumer à un nouveau culte de fabrique humaine, et, malgré la paix, on était toujours à la guerre. Gourdon désola le Quercy; Montferrand de Langoiran dévastait les environs de Bordeaux; il poussa la hardiesse jusqu'à dire qu'il lui fallait, un beau jour, mettre le feu aux chais des Chartreux (partrons), et au bourg de St-Seurin. Le Parlement, alarmé, décréta de prise de corps, et chargea son frère, le gouverneur

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1573.

Registres
du Parlement.

Livre VIII.
Chap. 2.

—
1573.

de Bordeaux, de l'exécution de son arrêt. Le gouverneur demanda une copie de cet arrêt pour couvrir sa responsabilité aux yeux du roi et du monde, dans cette affaire qui lui paraissait une petite malice de Lagebaston. La Cour y voyait des inconvénients; elle se contenta d'envoyer son arrêt au roi. Langoiran, poussé à bout, et enhardi par les timides procédés du Parlement, continua ses ravages et se vanta d'aller prendre le Château-Trompette. Tout le monde prit les armes; les jurats redoublèrent de zèle, et leurs généreux efforts pour le bien public leur valurent plus tard (1577) des lettres de noblesse de la part d'Henry III (1). Le Parlement aussi se comporta avec une activité admirable et un dévouement sans bornes : le roi Henry lui en témoigna sa reconnaissance, en disant publiquement : « que le Parlement de Bordeaux lui avait » rendu plus de services en Guienne, que n'aurait pu faire la » plus forte armée. »

(1) Les jurats d'alors étaient : MM. le président d'Aymar, *maire*; François de Cornier, François de Sentout, Jean Turmel, François de Pontcastel, Jean Boucaut, Simon de Lanfranque, *jurats*; François de la Rivière, *procureur-syndic*; et Richard Pichon, *clerc ordinaire de ville*. (Voir D. DEVIENNE, p. 529, etc.) Dans ces lettres données à Blois, au mois de février 1577, les jurats sont qualifiés du titre de *gouverneurs de la ville*.

Note. — A la fête de Noël 1572, un froid extrême se fit sentir; bien des vignes périrent, des arbres se fendirent, et, pendant dix jours, les hommes, les chevaux, les charrettes, même chargées, passaient sur la rivière à Saint-Macaire et Langon. Tout annonçait une grande disette. Le Parlement défendit, le 28 janvier 1573, toute exportation de blé, sans congé des jurats et des commissaires de la Cour, sous peine de 4,000 liv. et de la confiscation des dits blés.

CHAPITRE III.

Les Protestants désolent le pays. — Langoiran et ses déprédations. — Montluc conseille le siège de Gensac. — Montferrand y est tué. — Les jurats reconnus de nouveau gouverneurs de la ville. — Henry de Bourbon rejoint Condé. — Édit de pacification du mois de mai. — Bulle du Pape. — La Ligue. — Henry adresse son manifeste aux nobles, etc., etc. — Sa lettre aux jurats. — Refus du Parlement de le recevoir en ville. — Les États-généraux à Blois. — Conduite de Favas et des Protestants. — Siège de Saint-Macaire. — Mésintelligence entre les Protestants. — Henry et Condé. — Paix signée. — La reine-mère et la reine de Navarre à Bordeaux.

Dans ce temps, on partagea le gouvernement de la Guienne entre Losse et Lavalette : le premier eut sous ses ordres tout le pays sur la rive droite de la Garonne ; le second eut toutes les contrées situées au sud de cette rivière. Montluc, qui, tout vieux et tout cassé qu'il était, s'était trainé au siège de La Rochelle, prévint bien les mauvaises suites de ce partage ; le siège de Clairac, où les forces de Losse furent repoussées, ne justifia que trop les sages prévisions du vieux Montluc, et démontra aux moins clairvoyants la nécessité de l'unité dans le commandement. La mésintelligence se mit entre les deux gouverneurs ; les Huguenots (1) en profitèrent pour consolider

Livre VIII.

—
1573.

1574.

Montluc,
liv. VIII.

1) On a dû remarquer que nous employons indifféremment les mots *sectaires* et *huguenots*, pour désigner les réformés ou protestants. On s'est efforcé d'expliquer diverses manières ce terme, *huguenot*, qui n'est qu'un mot allemand francisé. En fait la vraie origine. Lorsque les calvinistes suisses s'allièrent avec les protestants français pour s'affranchir du joug du duc de Savoie, ils prirent le titre distinctif de *francs confédérés*, qui vient du mot suisse *eidgenossen*, alliés dans la foi nouvelle. Ce dernier mot est composé de *eid*, foi, et *genossen*, participe de *geniessen*, jouir, qui jouissent des avantages du serment commun qui lie les réformés dans la confédération de la foi nouvelle. Ce mot passa en France et devint la qualification habituelle des sectaires à Tours, où, selon la fable, un esprit mauvais, nommé le *hugon*, effrayait et maltraitait les passants attardés. Comme les protestants se

Livre VIII.
Chap. 3.

1574.

Registres
du Parlement.

Montluc,
Ibid., liv. VIII.

1575.
Montluc,
liv. VII.

leur puissance ; Langoiran recommença ses courses dévastatrices, suspendues un moment par l'insignifiant traité du 25 juin 1573, et se fortifia dans Montflanquin avec deux mille hommes. Le capitaine De Broca se réfugia dans le château de Cours, près Bazas, et ne se rendit aux forces imposantes de Lavalette qu'après une honorable capitulation. Le Parlement, alarmé de la tournure que prenaient les affaires, commit Sarrau de La Lanne pour examiner les forces des villes voisines de Bordeaux, et constater leur état de défense ; il apprit aussi que Montluc arrivait de Paris, et députa vers lui le président Nesmond, Merville, de Gourgues et Montferrand, à La Réole, où il s'était arrêté. Ils le trouvèrent au lit ; et après lui avoir fait un triste tableau des désordres du pays, ils firent un appel à son patriotisme, le priant de se mettre à leur tête et de combattre de nouveau les ennemis de l'État et de la Foi. Montluc s'excusa sur sa vieillesse et ses infirmités ; il leur montra ses plaies et leur assura qu'il avait fait serment de ne plus porter les armes ; on insista, on le pressa ; enfin il céda à leurs instances, et leur conseilla de diriger des troupes sur Gensac, qui était alors le point central des opérations des Huguenots : Montferrand y conduisit lui-même *une belle troupe de noblesse*, dit Montluc. Les faubourgs et les barricades furent emportés de suite. MM. de Duras, de La Marque, de La Devèze et autres, enhardis par ce premier succès, eurent l'imprudence d'avancer jusqu'aux portes de la ville ; Montferrand y reçut un coup d'arquebuse au travers du corps, le 12 juillet 1575 ; le cadavre fut transporté à Bordeaux et enterré à Saint-André ; l'archevêque, avec son clergé et le corps de ville, alla le recevoir à la descente du bateau.

réunissaient la nuit, et comme on les voyait rôder dans l'ombre, on les disait les agents du roi *Hugon*, qui tenaient leur Sabbat dans les ténèbres. Dans la bouche des catholiques c'était une injure ; mais les protestants s'en firent un titre de gloire, et voulurent que *huguenots* signifiait défenseurs de la race de Hugues-Capet contre les Lorrains. (Voir notre 1^{er} vol., p. 662, sur Hugues-Capet.)

Les catholiques, irrités de ce malheur, jurèrent de venger la mort de Montferrand, et apprêtèrent l'artillerie pour raser Gensac; mais les habitants demandèrent à capituler; leurs conditions furent acceptées, et la place rendue à Jean de Durtfort, seigneur de Rausan, frère du marquis de Duras, que le vieux maréchal voulait faire nommer gouverneur de Bordeaux, après Montferrand. Le maire et les jurats réclamèrent leurs anciens droits. D'après les vieux usages, ils étaient de temps immémorial, les gouverneurs de la ville; c'était l'un de leurs plus beaux droits et la plus importante de leurs fonctions. Merville se rendit l'écho de leurs plaintes, et pria le roi de ne pas donner suite à la demande de Montluc. Le prince comprit la pensée de Merville, et écrivit aux jurats pour leur remettre le gouvernement de la ville, les exhortant à s'acquitter loyalement de leurs fonctions. Le président Eymar, qui était alors maire, n'avait plus, comme ses prédécesseurs, à se plaindre d'avoir un supérieur à Bordeaux.

Pendant tout ce temps, Henry de Bourbon était sévèrement surveillé et comme prisonnier à la cour; voyant toutes ses espérances trompées, il songea à recouvrer sa liberté; et profitant d'une partie de chasse, au mois de février, passa la Seine; et ayant rejoint Condé, il arriva à Tours (à Saumur après D. Devienne), où il abjura le catholicisme. Il se rendit à La Rochelle, où il fut reçu avec enthousiasme. Le vieux Montluc, éclairé par sa longue expérience, prévint dès lors que la Guienne aurait beaucoup à souffrir. Henry était jeune, bon, vaillant et plein d'avenir; il pouvait naturellement espérer qu'il finirait par gagner la noblesse, le clergé et même le peuple. Il le croyait, et, en effet, ne se trompait pas: des recrues arrivèrent de toutes parts, même de la Suisse, et, le 12 mars, les troupes huguenotes étaient toutes réunies. Tous ces faits, tous ces mouvements importunaient le roi Henry; sa conscience s'effrayait de tant de dangers, et des craintes sérieuses le réveillaient que trop souvent au sein des plaisirs

Livre VIII.
Chap. 3.

—
1573.

Ibid.

1576.

Dupleix,
tome 4.

Livre VIII.
Chap. 3.

—
1576.

enivrants, qu'il remplaçait, de temps en temps, par des pratiques religieuses, comme pour conjurer le péril ou calmer ses remords. Enfin, croyant pouvoir assoupir ses craintes, désarmer ses ennemis, et peut-être se soustraire à de si grandes difficultés, qu'aggravaient ses finances obérées, il accorda un édit de pacification, au mois de mai, avec de grands avantages aux protestants : la liberté illimitée de conscience et de culte, des places de sûreté, une autorisation générale pour leurs écoles, leurs consistoires, et pour bâtir des temples, et, enfin, des Chambres mi-parties dans les hauts Parlements du royaume.

Ces concessions, loin de contenter les protestants, ne firent qu'accroître leurs exigences et lui aliéner l'affection des catholiques : les premiers eurent l'air de congédier leurs troupes, tandis que le roi, à la tête des seconds, devait garder à sa solde les soldats étrangers. C'était une mesure impolitique, qui compromettait le prince en le faisant garder par des Suisses, achetés par les protestants, dont ils étaient aimés et estimés. Il fallait, pour ces troupes mercenaires, de l'argent, et le roi n'en avait pas. Il obtint du Pape une bulle qui l'autorisa à aliéner des biens ecclésiastiques, en France, pour une valeur capitale de 3,900,000 liv., ou 50,000 fr. de revenu, dont 545 écus furent répartis sur l'archevêque, les abbés, les prieurs, les curés et autres dignitaires ecclésiastiques du diocèse de Bordeaux. Les finances des protestants étaient aussi très-obérées. La guerre était devenue impossible, et une paix, au moins apparente, une nécessité. Mais les partis restèrent armés, et les catholiques ne cachèrent pas leur mécontentement au sujet des lâches concessions faites à des sujets rebelles. Enfin, dans la vue de rendre la paix à leur malheureuse patrie, et de poursuivre, sans relâche, la destruction complète du protestantisme, cause ou prétexte des désordres politiques, les catholiques organisèrent une ligue dont le duc de Guise était à la fois le chef et l'idole ; tous les ligueurs prêtèrent serment

de vivre et de mourir pour le roi Henry, et pour la religion catholique; ils s'obligèrent aussi, par serment, à se défendre réciproquement, et arrêterent que celui qui violerait ses serments serait puni de mort, sans que celui qui lui infligerait ce châtement mérité pût jamais être repris en justice, ni en public, ni en particulier; ils jurèrent une obéissance aveugle à leur chef, et s'engagèrent à fournir, selon leurs facultés et les besoins, des hommes, de l'argent et des armes, et de regarder comme ennemi quiconque refuserait d'embrasser les intérêts de la Sainte-Ligue! Cette redoutable association, réseau immense qui s'étendit sur toute la France, où la religion n'était qu'un voile pour en couvrir les horreurs, fut signée à Péronne, le 13 juin 1577. Bientôt après, le duc de Guise et son frère, le cardinal, vinrent à Bourg, chez M. de Lansac, et réussirent à faire entrer dans la Ligue un grand nombre de catholiques bordelais.

Livre VIII.
Chap. 3.

—
1576.

Hist. Thuan,
lib. 63.

Archives
de
l'Hôtel-de-Ville
de Bourg.

Pendant tout ce temps, les Huguenots se préparaient aussi aux éventualités, et Henry de Bourbon parcourait le pays, conquérant non des villes, mais des cœurs et des amis. Il se dirigea sur Bordeaux, avec Condé, et vint jusqu'au château de Montferrand, le 17 août, où la Cour envoya MM. de Mérignac et d'Alesme le complimenter.

Mais ayant appris que le Parlement avait délibéré de leur refuser l'entrée de la ville, il se retira un peu mécontent de ce procédé si peu respectueux envers lui et si peu conforme aux assurances que quelques Bordelais lui avaient données. Le 31 octobre, il écrivit d'Agen aux jurats, relativement aux assemblées des États, les engageant à mettre de côté, dans ces circonstances si graves, toutes les haines et antipathies des années précédentes, dans l'intérêt du royaume, « comme je fais de ma part, dit-il; laissant tout le déplaisir que j'auroy eu occasion de recevoir du refus qui m'a esté fait de passer par vostre ville; combien qu'il ayt produit de mauvais effets en l'endroit de plusieurs villes, etc., etc. Je vous prie par

Livre VIII.
Chap. 3.

—
1576.

» un contraire exemple qu'un chascun se contienne en son
» devoir, et que dorenavant l'autorité du roy mon dit sei-
» gneur soit mieulx reconnue en moy qu'elle n'a esté par le
» passé, vous assurant qu'elle n'a jamais esté et ne sera en
» mains de personne qui porte plus d'affection à vostre bien
» et soulagement que je feray. »

Le 24 décembre, étant encore à Agen, Henry adressa un
manifeste à la noblesse, villes et communautés du gouverne-
ment de Guienne. Il s'y plaignit de l'amiral de Villars, qui
avait indisposé les Bordelais contre lui, et donné des ordres à
plusieurs membres de la noblesse catholique du pays de se tenir
prêts en armes et chevaux. « La religion, dit-il, se plante au
» cœur des hommes par la force de la doctrine et persuasion,
» et se confirme par l'exemple de vie et non par le glaive.
» Nous sommes tous Français et citoyens d'une même patrie;
» partant il nous faut accorder par raison et douceur, et non
» par la rigueur et cruauté, qui ne servent qu'à irriter les
» hommes..... Prenons cette bonne et nécessaire résolution
» de pourvoir à notre conservation générale contre les prati-
» ques et artifices des ennemis de notre repos en quoi.
» je n'épargnerai ma vie. »

Berger de Xi-
vrey,
t. 1, p. 110.

Registres
du Parlement.

Le Parlement et les jurats restèrent sourds aux observa-
tions d'Henry; ils savaient que, s'il était reçu en ville, les re-
ligionnaires se lèveraient en masse et donneraient lieu à de
grands désordres. Le premier-président fut chargé de répon-
dre au prince; il rédigea sa réponse de suite, et le lendemain
la communiqua à la Cour. Il fit comprendre au prince qu'il n'y
avait, dans la conduite du Parlement, rien d'hostile pour sa
personne, rien de contraire à ses droits; mais que, dans la
malheureuse affaire de Moneins, on avait blâmé le Parlement
de n'avoir pas pris des mesures convenables pour prévenir le
désordre; que, quoique à cette époque, la présence du gou-
verneur semblât couvrir la responsabilité de la Cour, il n'en
était rien aux yeux du roi, qui lui imputait comme faute

cette prétendue négligence, qui n'était qu'une inaction nécessitée par les pouvoirs du gouverneur qui était sur les lieux ; que, dans ce moment, on voulut profiter de l'expérience du passé ; que, dans l'état des choses, les dispositions pour la réception n'étaient pas prêtes, mais qu'on l'en préviendrait quand le moment favorable serait arrivé, et qu'en attendant, on le pria de faire exécuter l'édit de pacification et de réprimer les coupables excès des religionnaires dans le Périgord.

L'amiral de Villars assista à cette séance ; il était l'ami du prince, et s'était déjà distingué dans plusieurs affaires contre les réformés ; il était depuis longtemps dans le pays, avec huit mille hommes de pied et deux mille cavaliers, et avait, en 1574, expulsé de Bordeaux tous les étrangers, à l'exception des Espagnols, des Portugais et quelques autres étrangers mariés en ville. Sa présence ne contribua pas peu à rassurer les Bordelais contre les désordres que la présence de Henry de Navarre aurait pu produire dans le pays.

Mais le démon des discordes civiles semblait se réveiller de nouveau : des maux de toute espèce s'accumulaient sur la France. Le roi crut devoir, pour y remédier, convoquer, le 6 août, les États-généraux ; ils devaient se réunir à Blois, le 15 novembre. La Ligue avec ses tendances, les efforts renaissants des religionnaires, la gravité des circonstances, tout cela préoccupait beaucoup le prince et la cour. Pour prévenir toute violence, le roi envoya à Bordeaux le général de Gourgues, avec ordre d'interdire toute association politique. C'était trop tard : la Ligue y avait déjà jeté des racines profondes. Le général y porta la nouvelle de la convocation des États ; mais une dépêche officielle, à cet égard, fut transmise un peu plus tard au sénéchal et au Parlement. Les jurats écrivirent aux villes filleules pour qu'elles envoyassent, à l'Hôtel-de-Ville de Bordeaux, des députés chargés de pleins pouvoirs pour élire deux représentants de la province, et dresser les cahiers des charges et des doléances. Aymard, président au

Livre VIII.
Chap. 5.

1576.

1570.

Livre VIII.
Chap. 3.

1576.

Parlement, et de Laymière, procureur d'office de Bordeaux, réunirent la majorité des suffrages et furent proclamés représentants (1).

1577.

Hist. Thuan.

Les États de Blois s'occupèrent avec zèle des affaires du pays; ils regardèrent le péril comme grave et imminent; mais croyant follement que les factions se tairaient à leur voix, ils révoquèrent impolitiquement les concessions faites aux calvinistes, et, biffant d'un trait de plume les traités les plus solennels, ils approuvèrent la Ligue et se prononcèrent formellement contre les religionnaires. C'était le signal d'une nouvelle guerre. Les sectaires et les rebelles ne se continrent plus : Condé, indigné, en appella à Dieu et à son épée, et se prépara à la guerre. Dans les premiers jours de l'an 1577, le capitaine Favas, de Saint-Macaire, qui avait servi avec distinction, dit un auteur, dans la guerre contre les Turcs, s'empara de La Réole. L'un de ses proches parents, M. de Gascq, avait demandé la main d'une belle et riche héritière d'une famille noble et opulente de Bazas; la mère lui refusa sa fille; elle l'avait promise à un jeune catholique, le capitaine de Bazas; mais Favas, avec les secours des frères Du Casse, de cette ville, enleva la jeune personne et la donna à de Gascq. Le peuple se révolta contre le ravisseur; mais Favas avait des troupes armées, il refoula les opposants, s'empara de la ville, détruisit l'église de St-Jean, étendit ses ravages jusqu'à Langon, Villandraut et Uzeste où ils profanèrent de nouveau le mausolée de Clément V. Favas se livra à toute sorte de déprédations et mit sa responsabilité à l'abri de tout reproche, en affirmant qu'il n'agissait que d'après les ordres du roi Henry de Navarre. Henry n'en savait rien, mais il se garda de désavouer un officier si hardi, si heureux

(1) Aux États-généraux de Tours, en février 1483, les représentants de Guienne étaient André d'Epinay, archevêque; Gaston de Foix, comte de Lavour, Henry de Ferraignes, premier-président. Puis chaque ville envoya un député particulier, chargé des cahiers des charges et doléances; ils étaient entretenus aux frais des villes de la province.

et si utile à sa cause. Favas revint sur Saint-Macaire, et chargea Langoiran d'y pénétrer par escalade du côté de la rivière, pendant que lui et les siens attaqueraient la place du côté opposé. On prépara à La Réole des échelles de 20 mètres de long ; on cacha, dans des bateaux, deux cent soixante gens d'armes, bien décidés à monter sur les remparts. Cette petite flottille arriva sous les murs et répondit au *qui vive* des sentinelles : « C'est du blé que nous vous apportons ! » On débarqua sur les rochers, on dressa les échelles ; mais les hommes, les femmes, les enfants mêmes, accoururent et culbutèrent, dans leurs bateaux, dans la rivière ou sur les rochers, les hardis assaillants : « Il ne sortit de cette affaire que douze » hommes qui ne fussent morts, blessés ou prisonniers. » D'Aubigny et Rosny, mieux connu sous le nom de *Sully*, avaient servi avec distinction à la prise de La Réole, et se trouvèrent à cette attaque de Saint-Macaire.

Langoiran se retira honteux de son entreprise manquée. Favas était plus heureux : il parcourut en vainqueur la Benauges, défit à Targon les gens d'armes de Vesins, et alla attaquer des troupes catholiques entre Auros et Bazas ; il les poursuivit dans les bois d'Aillas, et, de là, à Pondaurat, où se trouvait une petite garnison. Favas emporta cette place, mit le feu à toutes les maisons ; et de tous les soldats ou habitants, il ne se sauva qu'une seule femme à demi-brûlée.

Les nouvelles de ces succès arrivèrent bien vite à Bordeaux, et y jetèrent l'alarme et une profonde inquiétude. Le Parlement prit diverses mesures de sûreté ; Villars ordonna qu'on enfermât dans les couvents tous les suspects. Comme cette ordonnance n'excepta personne, pas même les membres de la Cour, cette Compagnie lui en témoigna sa surprise et sa peine ; mais la gravité des circonstances et l'imminence des dangers servirent d'excuse à la sévérité de la mesure. Malgré la mercuriale de l'Hospital, en 1565, M. le président de Pontac et le conseiller La Rivière allèrent servir, en qualité de com-

Livre VIII.
Chap. 3.

1577.

Sully,
Mémoires, etc.
Dupleix,
ibid.

missaires généraux , dans l'armée de l'amiral de Villars.

Dans cet intervalle, la mésintelligence s'était glissée dans l'armée du roi de Navarre, composée d'éléments disparates et hétérogènes, de catholiques et de protestants. Henry semblait pencher en faveur des catholiques, c'est-à-dire du côté de Lavardin, de Grammont, de Duras, de Roquelaure, de Sainte-Colombe, de Miossens, etc., etc. Les chefs s'en offensèrent au point que Montgomery, Turenne, de Guitry, de Favas, de Lusignan, de Sully, de Pardailhan, d'Aubigny, grand-père de M^{me} de Maintenon, et autres, menaçèrent de se retirer. Le roi de Navarre et Condé, se voyant entravés par ces dissensions, écrivirent de Marmande au Parlement, lui offrant une suspension d'armes; mais cette Cour refusa de leur répondre, attendu qu'ils portaient les armes contre le roi.

Cependant les Bordelais n'étaient pas rassurés : mille bruits couraient en ville ; on disait qu'on n'avait offert une amnistie que pour mieux se préparer à une nouvelle attaque, qui serait cette fois plus heureuse, attendu qu'on s'était ménagé des intelligences à Bordeaux, dont l'ennemi profiterait pour surprendre la ville. Sur ces entrefaites, le roi de Navarre et le prince de Condé écrivirent aux jurats qu'ils allaient bientôt passer par Bordeaux. Les craintes se réveillèrent plus vives que jamais; leur présence pourrait être une occasion de désordre en ville ; on leur envoya des députés pour les prier de prendre une autre route; le prince de Condé était venu jusqu'à Castres. Les deux princes se prétendirent offensés, et dirent qu'ils s'en plaindraient au roi; les députés et le Parlement n'en persistèrent pas moins dans leur refus, et s'aperçurent bien que leurs prévisions n'avaient été que justes; ils les crurent, du moins, telles, et la conduite des princes et de leurs partisans ne démentit pas cette croyance. Mais la paix fut conclue enfin à Bergerac, le 17 septembre, et publiée le 5 octobre suivant à Poitiers; elle mit fin, au moins pour un moment, à ces tiraillements politiques dont le pays se plai-

Dupleix,
ibid.

1577.

gnait ; mais elle ne les éteignit pas. Jamais paix ne fut si mal observée ; jamais convention ne fut plus illusoire ; ce n'était pas une paix , c'était un relâche aux guerres civiles , une suspension d'hostilités qui n'avait pas plus de consistance que le parchemin sur lequel on l'avait écrite. Les Huguenots seuls en profitèrent. En vertu de cet édit de Poitiers, on établit à Bordeaux une Chambre mi-partie , composée de deux présidents et de seize conseillers, pour juger les affaires de religion : on garantit aux protestants la liberté de conscience, et le libre exercice de leur culte, à quelques restrictions près ; on les reconnut admissibles à tous les emplois , à tous les honneurs, à toutes les dignités de l'État. C'était un triomphe, au moment même où les religionnaires l'espéraient le moins. C'est dans ce temps que le maréchal de Biron fut nommé lieutenant du roi en Guienne, en remplacement de M. André de Brancas ,marquis de Villars, vieux et cassé, qu'on avait appelé à la cour. Comme la Ligue ne désarmait pas, les calvinistes ne le firent pas non plus ; ils s'observaient et paralysaient par là l'action du gouvernement et de la police : les gouverneurs étaient devenus des despotes et ressuscitaient, sans s'en douter, la féodalité et ses abus ; les villes s'érigeaient en républiques ; le régime républicain avait des attraits pour certains bourgeois appauvris et les classes mécontentes ; il régna quelque temps à Toulouse , Bordeaux et Montauban. Nérac gardait encore quelque chose de la royauté ; Catherine y résidait, parfois aussi à Agen ; la cour ne voyait que duels, que désordres, qu'intrigues et débauches de toute sorte ; Henri lui-même, par ses amours inexcusables, par ses violences sur des jeunes personnes de familles respectables, mais peu fortunées, dégoûta de lui le peuple de l'Agenais , dont il avait été l'idole. Témoin de tant d'immoralités et de scènes scandaleuses, le peuple ne demandait pas mieux que de se défaire de ce simulacre de puissance royale et de se gouverner lui-même. Les ministres, les hommes d'État et d'ex-

Livre VIII.
Chap. 3.

1377.

périence désiraient la paix; les *Amoureux*, c'est ainsi qu'on appelait l'entourage d'Henri IV, ne demandaient que la guerre, les plaisirs et les aventures. La guerre recommença : les religieux se soulevèrent; mais Biron les poursuivit, et, dans les premiers jours de 1578, surprit Gontaut, Agen et Villeneuve. Henry de Bourbon se plaignit au roi de cette violation du traité de Poitiers; les catholiques surprirent la ville de Langon; ils étaient commandés par Largimarie, et y commirent toutes sortes d'horreurs. Biron accourut trop tard; la ville était pillée, et ses dépouilles furent transportées à Bordeaux sur des bateaux. Biron fit démanteler le château; c'était punir les innocents et opprimer les faibles, comme le dit Henry de Bourbon dans ses plaintes à la cour de France.

1578.

Sully,
Mémoires,
liv. 1^{er}.

Non content de réclamer par écrit, il envoya Miossens auprès de Henry III, et le chargea, en même temps, d'insister auprès de ce prince pour qu'on lui envoyât sa femme, Marguerite, qui était restée à Paris. Le roi consentit à cette demande, la reine-mère, probablement dans l'espoir de rendre la paix plus durable et plus efficace, résolut de l'accompagner; elles arrivèrent, en effet, avec une nombreuse suite, à Bourg, au mois d'août. Des bateaux élégants, richement pavoisés, furent apprêtés pour les deux princesses et leurs suites, et conduits à Blaye. Le Parlement avait désigné, le 1^{er} septembre, le premier-président de Lagebaston, Sarrau de Lalanne, Gabriel de Cousseau, François de Merle, Jean Lange et Geoffroy de Montaigne, pour se rendre au devant d'elles; ils allèrent jusqu'à Mirambeau; et après l'avoir complimentée, la conduisirent jusqu'à Blaye. Il fut aussi arrêté par la Cour (15 septembre), qu'elle ferait aux deux princesses une entrée aussi solennelle que possible, et qu'elle y assisterait en robes rouges, chaperons fourrés, et à cheval; que le maréchal de Biron, gouverneur et maire de Bordeaux, et, en l'absence du roi de Navarre, lieutenant du roi en Guienne, serait vêtu d'une robe de velours cramoisi et de toile d'argent ou de velours

Registre
du Parlement.

blanc; que les parements et le chaperon seraient de brocatelle; que les jurats et les clercs de la ville auraient des robes de satin cramoisi et blanc; que le poêle serait de damas blanc; qu'il serait fait à la reine-mère un présent d'un pentagone d'or massif, du poids de 2 marcs, ayant les bords richement émaillés, et que sur les angles et sur chaque face de ce pentagone, seraient gravées les lettres qui forment le mot grec ITIEIA, *salut*; que, sur un des côtés, serait représentée une nuée d'azur, à rayons d'or, et surmontant deux sceptres violets, entrelacés d'une chaîne; que, sur le revers et au centre, serait gravée l'inscription :

A L'IMMORTELLE VERTU DE LA DIVINE MARGUERITE DE FRANCE,
REINE DE NAVARRE, FILLE DE ROI ET SŒUR DE TROIS ROIS.
BORDEAUX.

Le 18, la reine-mère fut reçue sur le port, au *Portau-Barral*, par les autorités de la ville; elle fut conduite avec pompe chez M. de Pontac, trésorier, où elle devait loger (1); on lui présenta un dauphin de 8 pieds, qu'on venait de pêcher. La reine de Navarre logea chez M. Guérin, conseiller, près du Palais.

(1) D'autres disent qu'elle logea chez M. de Villeneuve, président au Parlement.

CHAPITRE IV.

Règlement pour la garde et la défense de la ville.— Plaintes de la reine contre le Parlement.—Langon pris.—Les vignes arrachées.—La reine rencontre Henry de Navarre à La Réole.—La conduite de Henry et de Marguerite.—Conférence de Fleix.—Matignon à Bordeaux.—La Chambre mi-partie supprimée.—La conduite de Matignon à Bordeaux.—Du Casse de Bazas.—Henry devient l'héritier presomptif de la couronne.—Mayenne vient avec une armée en Guienne.—La peste à Bordeaux.—Henry convoque les députés à Guitres.—Castets-sur-Garonne pris.—Billet de Henry à M. de Batz.

Livre VIII.
—
1578.
22 Septembre.

Registres
du Parlement.

Pendant son séjour à Bordeaux, la reine se concerta avec les autorités et les principaux personnages du pays, pour la défense de la ville, et Biron annonça au Parlement que Sa Majesté avait nommé pour ses intendants Sarrau de Lalanne et Thomas de Pontac; et pour capitaines, Guillaume d'Alesme et Gratian Du Roy, conseillers. La reine se plaignit, par l'organe de M. de Foix, des nombreux désordres qu'on remarquait dans le Parlement, et de ses abus dans la dispensation de la justice. Le premier-président répondit respectueusement qu'ils s'efforceraient de retrancher les abus, si on parvenait à les connaître, et que la Compagnie avait régulièrement gardé les ordonnances du roi. Pendant ce temps, les Huguenots menaçaient de reprendre Langon, comme ils s'étaient emparés de La Réole. Ennuyés de ces vicissitudes et appauvris par ces incessantes guerres, les Langonnais firent preuve d'une complète indifférence politique, et refusèrent des secours et des subsides au capitaine La Salle, qui tenait le château. Le Parlement ordonna qu'on payât la solde des soldats; mais les jurats de cette petite ville refusèrent d'obtempérer à cet ordre : alors le Parlement rendit un arrêt qui ordonnait un prélèvement de 400 livres tournois par mois, pendant trois mois, tant sur le péage de

Langon que sur les habitans, pour la solde de la petite compagnie de La Salle. Sur ces entrefaites, Favas attaqua la ville ; La Salle se vit abandonné de tout le monde, à l'exception de sa femme, qui le soutint d'armes et de courage tant qu'il lui fut possible ; il périt dans sa noble défense, et Langon tomba au pouvoir des religionnaires. Le Parlement ordonna l'emprisonnement des jurats.

Enchantés de leurs succès, les sectaires résolurent une attaque sur le Château-Trompette. Le Parlement en fut prévenu, et, à la demande de Lansac, les jurats furent mandés pour rendre compte de l'état des esprits et de leurs moyens de défense. Leur réponse fut si satisfaisante, que Biron alla au devant de l'ennemi avec des troupes et un train d'artillerie ; les sectaires furent obligés de renoncer à leurs projets et de quitter la campagne.

Pendant ce temps, une question d'économie politique vint faire diversion aux discordes civiles. Les propriétaires vini-
coles, harassés des déprédations des partis, s'en plaignaient amèrement, et tous les jours : leurs vignes étaient dévastées, leurs revenus anéantis ; ils demandaient des secours qu'il était impossible au gouvernement de leur accorder. Croyant étouffer pour toujours ces plaintes toujours bourdonnantes à ses oreilles, le gouvernement ordonna (28 décembre 1575), chose étrange ! l'arrachement des vignes sur une grande étendue du pays. Cette folle et impolitique mesure souleva partout de vifs mécontentemens, surtout à Bordeaux. Les populations menaçaient, dans leur désespoir, de se porter à tous les excès. L'ordonnance n'en fut pas moins exécutée ; mais il fallait un grand déploiement de forces pour comprimer la révolte.

La reine-mère ayant séjourné quelques jours à Bordeaux, se rendit à une maison de campagne entre Saint-Macaire et La Réole, où elle fut rejointe par Henri de Navarre, escorté de six cents gentilshommes du Haut-Pays. Ce prince passait alternativement sa vie à Nérac, Bergerac, Sainte-Foy, Li-

Livre VIII.
Chap. 4.

—
1578.
D'Aubigné,
tome 3, liv. II.
—
Encyclopédie,
au mot Langon.

1578.

*Guienne
monumentale*,
tome II.

Livre VIII.

Chap. 4.

—
1578.

bourne, Aillas, Le Fleix et Coutras ; c'étaient là ses séjours de plaisirs. L'entrevue était tout amicale : on convint, par traité, qu'on ne ferait la guerre qu'à la distance de deux lieues de l'endroit où se trouverait la cour. Singulière trêve, qui caractérise bien le désordre du temps et des esprits ! On se comblait de caresses et on voyait avec indifférence ses partisans s'égorger à deux lieues de là ! La politique en faisait peu de cas ; tout cela paraissait fort indifférent à la cour corrompue de Nérac. Là, peu soucieux des intérêts de leurs sujets, Henri et Catherine rivalisaient de débauches : les belles qualités du bon Béarnais ne suffisaient guère pour voiler ses grandes faiblesses, qu'il ne se donnait pas la peine de cacher, et que sa femme semblait s'efforcer de surpasser ! En moralité, l'hypocrisie était le nécessaire ; en politique, on ne demandait que de surprendre ses ennemis et de déchirer les traités comme d'inutiles parchemins, que les sots seuls pouvaient se croire obligés de respecter ! Telle était l'opinion des religionnaires à l'égard du traité de Nérac ; ils furent les premiers à l'enfreindre. De son côté, la Ligue était devenue une puissance ; elle comptait dans son sein des hommes décidés et opposés à tout esprit de conciliation. Biron agissait avec énergie ; il craignait de nouveaux désordres dans le Bazadais, et, pour les prévenir, crut devoir mettre une garnison à Langon et démanteler le château de cette ville, qui appartenait à Candale. Henri IV en fut instruit ; il en écrivit de suite au maréchal de Biron, le 7 août 1579, et lui recommanda, non seulement de respecter le vieux château d'un particulier qui n'avait rien à se reprocher, mais même de retirer la garnison de Langon, où il allait prier la famille de Candale de s'établir, ou d'y envoyer un homme de confiance, afin de contenir dans le devoir et les catholiques et les protestants. Il écrivit dans le même sens à M^{me} de Candale, qu'il appelle *sa cousine*, et aux consuls de Langon, de tenir la main à ce que les choses se passassent convenablement et qu'on y respectât la volonté de leur Dame. Vaillac, de son côté,

au Château-Trompette, partageait les sentiments guerroyants de Biron. L'attitude calme, mais imposante, des catholiques, était faite pour refroidir l'ardeur martiale des calvinistes; mais, malgré tout cela, malgré le traité, un incident nouveau vint compliquer les affaires et ramener les partis en présence les uns des autres. Henri III avait appris, par le bavardage des femmes, la conduite scandaleuse de Marguerite, et il en écrivit à Henri de Navarre, lui assurant qu'elle entretenait de coupables relations avec Turenne et autres. Henri, coupable de pareilles faiblesses, n'osa pas en faire des reproches à Marguerite; il rougit, cependant, de voir *sa femme barbouillée de boue par son frère*; il en fut indigné, et montra la lettre à la jeune reine. Dès ce moment, cette princesse fit tout ce qu'elle put pour pousser à la guerre; et ayant gagné, par les dames de la cour, les bonnes grâces des chefs des huguenots, elle les détermina à la reprise des armes. Favas, sage et prévoyant, et à l'abri de la séduction des femmes et de la cour, fit entendre le langage de la prudence et de la raison : l'amour et la vengeance d'une femme triomphèrent malgré lui, et la guerre des *Amoureux* fut enfin résolue.

Ces circonstances attristèrent l'âme d'Henri III; il se repentait de sa lettre confidentielle et prévit les fâcheuses suites qu'elle allait avoir. Le duc d'Anjou s'offrit comme médiateur, dans l'espoir de s'établir, avec le secours des forces royales, sur le trône des Pays-Bas; sa proposition fut acceptée, et il partit immédiatement pour Bordeaux, où il fut reçu avec une pompe quasi-royale. Le lendemain de son arrivée, il se rendit au Palais, où, après avoir fait l'éloge du Parlement et des Bordelais, il les pria de continuer leurs services au roi et à la patrie. Il alla voir Henri, à Coutras, et convint d'avoir, au sujet de la paix, une conférence avec lui à Fleix, chez le comte de Gurson, marquis de Trans; les conditions d'une paix furent échangées et acceptées le 26 novembre; le traité fut signé plus tard à Coutras, où se tenait la cour. Biron, qui

Livre VIII.
Chap. 4.

—
1578.

D'Aubigné,
tome II.

1580.

D'Aubigné,
liv. IV.

—
*Mémoires
du vicomte de
Turenne.*

—
Duplex,
Suprà, etc.

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1580.

avait pourchassé le roi de Navarre et les huguenots à Tonneins, au Port-Sainte-Marie, Casteljaloux et dans tout l'Agenais, fut envoyé en Flandre, et remplacé, à Bordeaux, par le maréchal de Matignon, homme d'opinions modérées, courtisan rusé, militaire de tête et de cœur, bien décidé à faire respecter les traités et à réprimer les ennemis de l'ordre, à quelque drapeau qu'ils appartenissent (4).

Il fut reçu avec une pompe extraordinaire. Le lendemain, il se rendit au Parlement avec le maréchal de Biron ; et après avoir félicité le pays sur la paix qu'on venait de conclure, pria la Compagnie de continuer ses travaux dans l'intérêt de la province et de la monarchie. Trois jours après, on fit une procession générale pour remercier Dieu de la paix ; toutes les autorités de la ville, tous les fonctionnaires publics, les paroisses avec leurs croix, la musique de Saint-André et de Saint-Seurin, l'archevêque portant le Saint-Sacrement et suivi des évêques de Bazas et de Dax, y assistèrent. Après eux venaient le duc d'Anjou, la reine de Navarre, appuyée sur le bras du grand-sénéchal et suivie des dames de Lansac, de Duras, du Parlement et des jurats. Jamais Bordeaux n'avait été témoin d'un spectacle si imposant et si solennel.

La Chambre mi-partie, instituée à Bordeaux pour juger les affaires de religion, ne répondait plus aux besoins de l'époque et ne réalisait pas les espérances qu'on avait fondées sur elle ; tout au contraire, la diversité des sentiments reli-

(4) « Après que mon dit mareschal de Biron fut parti de la Guienne, fut en » sa place subrogé le mareschal de Matignon, un très-fin et trinquat Normand, et qui » battoit froid d'autant que l'autre battoit chaud ; et c'est ce qu'on disoit à la cour, » que le roy et la royne disoient qu'il fallait un tel homme au roy de Navarre et au » pays de Guienne ; car cervelles chaudes les unes avec les autres, ne font jamais » bonne soupe. » (Brantôme, *Discours sur Jacques de Matignon*.)

Tout nous porte à croire que Matignon fut nommé à la lieutenance générale de Guienne, à la fin de 1580 ou au commencement de 1581 ; mais ses nombreuses occupations l'empêchèrent de se rendre à Bordeaux avant le mois d'octobre 1581. Le père Anselme dit qu'il ne fut nommé lieutenant général en Guienne qu'en 1585 ; c'est une erreur. (Voir DARNAL, *Chronique*.)

gieux de ses membres, la haine des partis qu'ils représentaient, furent un obstacle de plus au bien public et un grand embarras.

Il fut arrêté dans la conférence de Fleix, qu'on supprimerait cette Chambre et qu'on en établirait une autre, qui ne serait composée que de membres du conseil privé et de conseillers du Parlement de Paris, tous étrangers aux influences locales (1).

Les membres de cette nouvelle Chambre arrivèrent à Bordeaux au mois de mars ; mais plusieurs circonstances retardèrent leur réunion jusqu'au mois de janvier 1582. Alors, ayant surmonté toutes les difficultés, ils fixèrent leur première séance au 26 du même mois, au couvent des Jacobins. Cette commission se composait de quelques membres du conseil privé et de plusieurs conseillers du Parlement de Paris : c'étaient MM. Antoine Segulier et Jacques Violle, présidents ; MM. Jean Segulier, Jean Delavaux, Étienne Fleury, Jérôme de Monthelon, Jean Scarron, Guillaume Benard, Adrien du Drac, Pierre Segulier, Lazare Coqueley, Jean de Thumery, Claude du Puy, Jacques de Thou, Michel Hurault, de l'Hospital, conseillers, avec Loysel, avocat général, et Piton, procureur général.

Le jour de leur première séance (26), ces messieurs se rendirent, avec une certaine solennité, au couvent des Jacobins ; la foule se pressait sur leurs pas et saluait avec bonheur ces nouveaux juges, étrangers à la localité, et, partant, impartiaux entre les divers partis du temps et du pays ; ils fu-

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1580.

1582.

J.-A. de Thou,
Mémoires,
liv. II,
Édit. Petitot.

—
De Thou,
Histoire universelle,
liv. 74.

(1) L'article 2 porte : « Le roy enverra au pays et duché de Guienne, une Chambre de justice, composée de deux présidents, quatorze conseillers, un procureur et un avocat de Sa Majesté, gens de bien, amateurs de paix, intégrité et suffisance requises. Lesquels seront, par Sa Majesté, choisis et tirés des Parlements de ce royaume et du grand conseil..... Lesquels présidents et conseillers ainsi ordonnés, connoistront et jugeront toutes causes, procès et différends, et contraventions à l'édit de pacification.... Serviront deux ans entiers au dit pays, et changeront de lieux et séances de six mois en six mois, afin de purger les provinces et rendre justice à chacun sur les lieux, etc., etc. »

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1582.

rent accueillis comme des libérateurs chargés de porter la paix dans nos contrées.

Le discours d'ouverture fut fait par Loysel, dont quelques éloquentes plaidoyers avaient fondé la célébrité. Michel Montaigne assista à cette première séance et alla exprimer à l'orateur la satisfaction qu'il avait éprouvée à l'entendre. Dès lors on vit se former des liaisons entre le philosophe, maire de Bordeaux, et Loysel, et M. de Thou aussi, qui appartenait à cette nouvelle Chambre.

Dans le cours de cette année (1582), le roi, probablement à la demande de Michel Montaigne, maire, accorda, par une grâce particulière, l'extinction ou suppression complète de la traite foraine, c'est-à-dire des droits de douane imposés sur les marchandises qui entraient au port de Bordeaux ou en sortaient. On en avait obtenu la suppression en 1553, moyennant 2,000 écus payés au roi ; mais cette suppression ne fut que temporaire, car M. de La Rivière, maire, et M. de Lagesbaston, premier-président du Parlement, furent députés, en 1576 et 77, pour solliciter à la cour, entre autres choses, la suppression de la traite foraine. On avait envoyé, à cette occasion, vingt tonneaux de vin, comme cadeau, à MM. le Cardinal de Lorraine, connétable, et au maréchal de Saint-André ; mais, malgré ces libéralités intéressées, il ne paraît pas que les Bordelais aient réussi, puisque nos chroniqueurs disent que la suppression n'en fut accordée qu'en 1582. Comme Montaigne, maire de Bordeaux, fut député cette année-là à Paris, on présume que ce fut à sa demande que le roi accorda la suppression de cette traite, qui violait les droits des Bordelais ; plus tard, il confirma (en juillet 1583) la liberté et les privilèges de la ville.

Au commencement de son administration, Matignon se montra doux et pacifique ; mais cette apparente mansuétude du maréchal n'était qu'un acte de prudence ; il croyait qu'il fallait ainsi surprendre les ennemis et se préparer en secret à déjouer leurs coupables entreprises. En effet, quelques jours

plus tard, dans le même mois, il invita à une conférence M. Montaigne, maire, les jurats, les présidents du Parlement, les agents du roi, les principaux officiers et fonctionnaires de la ville, et, entre autres, le baron de Vaillac, commandant du Château-Trompette et chef des Ligneurs à Bordeaux. Quant il eut réuni chez lui tout ce monde, il se plaignit, dans une allocution un peu vive, des projets des Ligneurs, qu'il déclara connaître; il s'éleva fortement contre leur peu de respect pour les ordres du roi, et contre la coupable conduite de ceux qui devaient donner l'exemple des vertus civiques et favorisaient cependant les injustifiables prétentions de quelques ambitieux qui voulaient élever leurs fortunes sur la ruine de celles de leurs paisibles concitoyens, et précipiter la Guienne dans la guerre civile, en reconnaissant plusieurs souverains et en élevant drapeau contre drapeau. Il déclara qu'il les avait convoqués chez lui pour leur découvrir ce secret si important pour leurs vies et pour leurs fortunes; que, puisque le danger était grand et imminent, le remède devait être prompt, et que, dans des circonstances si graves, il fallait commencer par l'exécution. Puis, se tournant vers Vaillac, il lui dit que sa fidélité étant suspecte au roi, Sa Majesté lui ordonnait de remettre le château entre ses mains.

Fier de son influence et du grand nombre de ses partisans, Vaillac s'excusa et protesta qu'il n'avait jamais eu l'intention de rien faire contre les ordres du roi; il le suppliait de se contenter de sa parole, de lui donner le temps et les moyens de se justifier sans le déshonorer si complètement, et déclara qu'il aimait mieux mourir que de vivre avec honte.

Matignon lui répondit que sa résistance était une preuve de culpabilité, et que, s'il n'obéissait pas, il allait le pendre *aut et court*, en vue de la garnison; et pour lui faire voir qu'il était en mesure d'exécuter ses ordres, il fit entrer le *cur* Le Londel Autoville, capitaine de ses gardes, et lui ordonna de désarmer Vaillac et de lui donner des gardes. Puis,

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1582.

D'Aubigné,
Vie
de Matignon,
tome XII.

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1582.

s'adressant à M. Montaigne, maire, il lui commanda de faire savoir dans toute la ville la volonté du roi et celle de son lieutenant général, afin que les bourgeois, bons et fidèles sujets du roi, eussent à se joindre à ses troupes, pour forcer la garnison à se rendre, si le supplice de Vaillac ne les décidait pas à se soumettre.

Vaillac, tremblant, s'épuise en prières et en promesses : ses amis intercèdent pour lui ; le premier-président l'exhorte à se soumettre. On le conduit dehors, au lieu du supplice ; mais, enfin, il se soumet, et promet de rendre le château à l'instant même.

Mézeray,
*Mémoires
historiques.*

Le maréchal, suivi de ses gardes et de Vaillac, marche tout droit à la porte du château ; mais la femme de Vaillac refuse d'ouvrir et de se rendre, et déclare *qu'elle laisserait plutôt périr son mari, que de le voir vivre sans honneur*. Matignon, indigné, fait pointer quelques pièces d'artillerie contre la porte ; mais Vaillac, tremblant à la vue de la corde, et voyant toute résistance inutile et même dangereuse, ordonna à sa femme de se rendre. Les soldats sortirent la mèche éteinte, et Le Londel établit ses troupes à leur place et mit des gardes à la porte. Ce coup inattendu tua la Ligue à Bordeaux et affermit l'autorité du roi dans le pays. « Si le maréchal, dit Brantôme, » n'eust attrapé lors cette place et par finesse et par adresse, » Bourdeaulx eust eu de l'affaire. » — « Ledit seigneur, dit Darnal, par sa prudente et sage conduite, sauva la ville de Bordeaux. »

De Thou,
liv. 81.
—
Davila,
*Histoire
des guerres
civiles,*
liv. 7.

Le lendemain, Matignon fit dresser un procès-verbal de toute l'affaire ; il fut signé de tous ceux qui étaient présents à la séance, et envoyé au roi, avec une dépêche circonstanciée de tous les détails.

1583.

La cour de France apprit, avec une vive satisfaction, la prise du Château-Trompette. Henri III en écrivit, le 3 mai, au maréchal, pour l'en remercier, et lui dit : « Vous avez » conduit cette exécution non moins sagement que fidèlement,

» dont je vous répéteray, derechef, que je vous sçay très-bon
» gré. »

Conformément aux ordres que le roi Henri III lui donna dans cette lettre, le maréchal Matignon se rendit à Agen pour maintenir la paix dans cette ville et la garantir contre les projets insensés des ennemis de l'ordre. Dans cet intervalle, M. de Montaigne apprit qu'on méditait une grande revue de toutes les compagnies des bourgeois de Bordeaux; c'était une sorte de démonstration politique, qui, dans l'état d'irritation des esprits et après l'émotion que dut exciter la prise du Château-Trompette, pouvait avoir de fâcheuses conséquences. Montaigne prit ses précautions et résolut de se montrer ferme et bien décidé à réprimer toute tentative que pourraient faire les partis, qui se croyaient plus libres pour agir dans l'absence du maréchal.

On se mit à répandre mille bruits alarmants dans le pays : on parlait de l'arrivée du maréchal Biron, d'une flotte envoyée de Nantes pour s'emparer de Brouage; d'une armée de Liguéurs marchant du Poitou, sous les ordres de M. d'Elbœuf, sur Bordeaux. Montaigne veilla à tout et pourvut à tous les services, de manière à se tenir en garde contre un coup de main et à maintenir la paix.

Dans ces pénibles circonstances, Montaigne écrivit à Matignon, le 22 mai, une lettre où il l'instruisit de tout ce qui se passait et de tous les bruits faux ou véritables qu'on faisait courir en ville.

Depuis le traité de Fleix, le roi de Navarre, fatigué de sa vie agitée, sentit le besoin du repos et fit tout ce qu'il put pour prouver sa bonne foi et pour faire respecter les traités; mais ses partisans pensaient et agissaient différemment.

Parmi eux se trouvait Du Casse, de Bazas, qui, de concert avec Favas, avait enlevé, en 1577, et donné à M. de Gasconne une jeune et riche héritière que sa mère avait promise en mariage au capitaine Bazas, du même pays. Il s'obstina dans ses

Livre VIII.
Chap. 4.

1585.

Delurbe.

1585.
*British
Museum
miscellan.,
letters
and papers.*

Pagen,
*Nouveaux do-
cuments,*
page 10.

Voir plus haut,
p. 298, 299.

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1583.

habitudes de pillage et d'insubordination ; et pour se mettre à l'abri d'un coup de main , il fit fortifier sa maison , à Bazas , malgré les représentations du roi de Navarre , dont il suivait le drapeau. Sur ces entrefaites , on apprit que plus de cinq cents aventuriers de la Saintonge marchaient sur Bordeaux. Henry comprit les fâcheuses suites que ces nouvelles pourraient avoir dans le pays ; il en conféra avec Matignon , et , comme gouverneur de la Guienne , ordonna à ses capitaines de courir sus à ces maraudeurs , pendant que lui-même se porterait , avec le capitaine De Broca et autres , sur Bazas , afin de réduire l'insoumis Du Casse ; il fit raser son hôtel dans les journées des 19 et 20 juillet , et envoya le baron de Roquetaillade démolir d'autres maisons qu'il avait fortifiées dans le même but , à Meilhan , sans égard pour ses représentations.

Malgré tous les efforts du roi de Navarre , malgré sa bonne volonté , les affaires se compliquaient de plus en plus , et de nouveaux dangers menaçaient le repos général. Matignon fit occuper Agen , Condom et Bazas. Fatigué des désordres que les partisans de Du Casse renouvelaient sans cesse dans cette dernière ville , au point que les catholiques furent obligés de se fortifier dans le palais épiscopal , il y envoya des prévôts pour informer contre les infracteurs des traités et les perturbateurs de la paix. Les religionnaires furent expulsés de la ville , et on entama des poursuites contre les auteurs du meurtre du capitaine Bazas. C'était une violation du traité de paix de Fleix , où l'on convint qu'on ne devait plus s'occuper de cette affaire. Henri en fut chagrin , et pour augmenter sa peine , il apprit toutes les infamies que Henri III débitait contre sa femme et qui l'avaient forcée de quitter Paris. Abreuvée d'injures et de mauvais traitements en route , elle en fit part à Henri , qui en demanda satisfaction. Pour le calmer , on retira les garnisons d'Agen et de Condom , et on ne laissa à Bazas que cinquante soldats (1).

(1) Dans ce temps , le seigneur de Belcier était prisonnier au Château-Trompette.

Bordeaux contenait alors dans son sein deux peuples pour ainsi dire bien opposés : les catholiques et les huguenots. On n'y entendait parler que des intrigues, des complots et des démarches intéressées de ces partis rivaux. L'administration municipale était douce et paternelle ; et quoique Montaigne , alors maire , eût fait tout ce qui dépendait de lui pour conserver l'estime et l'affection de ses concitoyens, il apprit, par une ennuyeuse expérience, qu'avec toute sa modération il lui était impossible de plaire à tout le monde et de satisfaire toutes les exigences. Les catholiques auraient voulu qu'il se fût prononcé plus formellement contre les sectaires ; les protestants blâmaient son attachement à ses principes et sa fidélité à la foi de ses pères et à son roi ; ils auraient voulu pour maire et pour jurats quelques-uns de leurs coreligionnaires. Ils furent tout à fait désappointés dans leurs espérances : Montaigne fut réélu maire en 1583 ; les trois nouveaux jurats russi furent élus parmi les catholiques.

On se mit à crier à l'intrigue et à dire que la liberté électorale n'était qu'un mot , et que l'on devait supplier Sa Majesté e casser une élection qui n'était que le résultat d'une intrigue lectorale. L'affaire fut portée d'abord devant le Parlement e Bordeaux ; mais n'étant pas trop assurés de réussir dans le ys , les réclamants adressèrent leurs plaintes et leur de-
mande au Conseil d'État. Dans cette pétition, ils se fondèrent r les statuts de la ville, et prétendirent que la réélection de ntaigne était contraire à ces statuts et à l'ordonnance de 50 ; ils déclarèrent que l'élection des trois jurats était radi-
ement nulle, attendu que la noblesse, au moins en grande tie, ne s'était pas présentée pour voter ; et qu'à cette ab-
ce ou à cette insuffisance du concours des nobles, on n'a-

me, Olympe de Ségur, était seule admise à le voir. Un soir, elle changea de
ents avec lui ; il s'évada, Olympe resta prisonnière. Hérodote parle d'un sem-
dévoûment de la part d'une dame lacédémonienne. La dame Sanche, femme
rduinand de Castille , fit la même chose en 934.

vait pas rougi d'ajouter l'emploi de manœuvres indignes, pratiquées pour obtenir la majorité des suffrages.

Le Conseil d'État, réuni, le 4 février 1584, pour délibérer sur cette réclamation d'une partie de la population de Bordeaux, crut devoir maintenir l'élection de Montaigne ; mais il assigna les nouveaux jurats, les sieurs Budos, Lapeyre et Claveau, devant lui, pour entendre leur défense et pour vérifier les faits qu'on leur imputait ; leur défendant, en même temps, de s'immiscer dans les charges de jurats jusqu'à ce que Sa Majesté eût donné des ordres à cet égard.

Le maire et les jurats se sentirent blessés dans leur honneur ; ils voulurent envoyer des députés à la cour, pour exposer les circonstances où ils se trouvèrent ; mais, d'après le conseil du maréchal de Matignon, ils écrivirent au roi, le 5 mars 1584, une lettre respectueuse, où ils affirmèrent que toutes les formalités légales, tous les statuts et privilèges avaient été soigneusement et religieusement gardés dans les dernières élections. Ils exposèrent à Sa Majesté que depuis que leur interdiction leur avait été signifiée, les trois jurats en place étaient surchargés de travail, et que les services publics de la ville exigeaient une prompte solution dans l'intérêt de la population, et pour leur propre honneur, et enfin pour la conservation des antiques privilèges de la ville. Ils supplièrent Sa Majesté de ne jamais souffrir de semblables désordres, et de prévenir, par sa décision, le retour de ces scènes de confusion, d'insubordination et de divisions intestines.

Ne sachant que faire, dans ces circonstances embarrassantes, le ministre, M. de Neufville, seigneur de Villeroy, demanda l'avis du maréchal ; l'avis, daté de Saint-Maur le 3 mai 1584, fut favorable aux jurats attaqués ; ils restèrent en place tout le temps voulu par les statuts.

A cette époque, on avait concédé aux protestants des villes de sûreté, par suite de l'édit de pacification ; mais les garnisons, et surtout celle du Mas-de-Verdun, ville située sur la

Garonne, était très-mal payée ; les habitants de cette ville, qui en supportaient les frais, résolurent, en 1583, de s'indemniser en arrêtant les bateaux de commerce qui descendaient ou remontaient la Garonne. Les maire et jurats, justement alarmés de ce bruit, et convaincus que l'interruption des relations avec Toulouse et le Midi porterait un coup mortel au commerce de Bordeaux, firent une adresse au roi de Navarre, gouverneur de la province, le priant de maintenir les communications libres pour tous les bateaux de commerce qui navigueraient sur la Garonne.

Livre VIII.

Chap. 4.

—
1583.

*Mélanges
et documents
inédits,
pour servir à
l'Histoire
de France,
par
Champollion-
Figeac.*

Ce furent MM. de Montaigne, maire, et Delurbe, procureur-syndic, qui furent députés par la ville vers le roi de Navarre, pour lui faire entendre les doléances des Bordelais. Après avoir insisté sur la nécessité de conserver au commerce toute sa liberté, dans l'intérêt, tant de l'artisan qui travaille que du marchand qui trafique, ils représentèrent au prince que les Bordelais faisaient de grandes affaires avec Toulouse et les villes et bourgs intermédiaires, sis sur les bords de la Garonne, en vins, blés, pastels, poisson, laine, etc., etc. ; et que si on arrêtait leurs bâtimens de commerce, ce serait à ruine de la ville et du pays.

Ils remontrèrent, en outre, « que le pauvre peuple se ressent tellement des misères du passé, qu'il est comme réduit au dernier désespoir, et que d'ailleurs la trêve de six ans, destinée pour l'entretien des dictes villes de seureté, est expirée, etc., etc. »

Ils supplièrent le prince, en conséquence, d'intervenir auprès du roi, pour que ce pauvre peuple fût déchargé de paiement des garnisons des villes de sûreté, et qu'il ne fût plus rechargé, comme par les deux années précédentes, du paiement des gages des membres de la Chambre de la justice-ante, séante à Périgueux, surcharge que le peuple, par le juste motif de ne pas entraver l'édit de pacification, avait supporté sans se plaindre.

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1585.

L'accusation dirigée contre les habitants du Mas était injuste : le peuple n'était pour rien dans l'arrestation des bateaux ; elle était tout simplement le fait des soldats, qui, abandonnés depuis longtemps, sans solde, sans nourriture, se trouvaient dans la triste nécessité de rançonner la population. Le roi de Navarre l'avait appris avec de la peine, mais il en fut profondément affligé après avoir reçu la plainte des Bordelais. Il en écrivit au maréchal de Matignon, le 17 décembre 1583 (1) ; il instruisit aussi M. de Meslon, son conseiller, gouverneur de Monségur, de la démarche des Bordelais, qui s'étaient engagés à faire payer les garnisons des places de sûreté, moyennant quoi, il avait pris, vis-à-vis d'eux, l'engagement de patienter et de ne rien entreprendre de nouveau (2).

Le roi de Navarre ne voulait pas s'aliéner l'affection des Bordelais, déjà mal disposés envers lui, et, en grande partie, favorables à la Ligue. Il ne négligea rien pour arrêter les désordres dont on se plaignait, et pour prouver à tout le monde sa bonne volonté. Matignon ne demandait pas mieux que de raffermir les bases de l'ordre, d'humilier les Guises et de faire respecter l'autorité du roi. Il voyait le progrès de la Ligue et la hardiesse de ses partisans : les esprits s'échauffaient dans la ville et la population se montrait de plus en plus antipathique au roi de Navarre, hérétique relaps, gouverneur de la province. La position du maire (Montaigne) et de Matignon était devenue délicate au milieu de ces éléments inflammables : s'ils

(1) « Je vous ay mandé que les soldats qui sont ez villes de seureté sont reduits » à la faim, parce qu'estant en places povres et desgarnies de commoditez, ils n'ont » aucun moyen de vivre, n'ayant rien receu jusqu'icy depuis quatre mois de leur » entretenement. Messieurs de la ville de Bordeaux m'en ont fait parler..... La nécessité presse, etc., etc. »

(2) « Monsieur Meslon, parce que les maire et procureur de la ville de Bordeaux » me sont venus trouver et m'ont promis de s'employer à ce que vostre garnison et » aultres estant des villes de vostre costé seront payées pour le plus tard dedans » quinze jours ; je lui ai aussi asseuré que durant le dict temps seulement, je patienteroys et ne permettroys qu'il feust rien innové d'extraordinaire. »

combattaient l'ardeur excessive des catholiques, ils s'exposaient à encourir l'accusation de favoriser les hérétiques ; ils ne pouvaient pas se prononcer contre Henri IV, leur ami commun ; le roi de France ne lui faisait pas la guerre, et ils savaient qu'il n'était pas éloigné d'appeler ce prince huguenot à son aide, pour se débarrasser des Guises. Cet état de neutralité étonnait le roi de Navarre ; il en fut si inquiet, qu'il en écrivit au maréchal pour provoquer une explication, que la prudence de Matignon ne lui permit pas probablement de donner (1). Ayant prévenu le maréchal des désordres qu'il prévoyait devoir s'effectuer à Bordeaux, il crut prudent aussi d'en informer, le 3 avril 1585, le maire et les jurats, leur donnant en même temps à comprendre qu'il savait tout ce qui se passait dans leurs murs, et qu'il agissait toujours d'après les ordres du roi de France (2).

L'insurrection prévue par Henri IV éclata enfin ; le peuple se souleva, et pour se rendre maître de la ville, il éleva des barricades autour de la maison de Matignon, comme pour le faire prisonnier chez lui. Matignon sortit et fit arrêter les plus mutins ; mais ne croyant pas le moment opportun pour un acte de sévérité éclatant, il se montra clément et les mit en liberté.

La mort du duc d'Alençon rendit Henri de Navarre héritier présomptif de la couronne : la Ligue le repoussa comme hé-

(1) « *Sy vous verrez ce qui est apropos pour la façon comme je me dois gouverner, comme aussy pour adviser si en ce nouveau mouvement que j'ay entendu estre actuellement à Bordeaux, j'ay quelque moyen de vous ayder pour le service de Sa Majesté, pour lequel et pour le bien de l'Estat il vous fault estre vray.* »

(*Recueil des lettres d'Henri IV, par M. B. de XIVREY.*)

(2) « *Messieurs (les maire et jurats), je vous ai desja adverty par le sieur de Lezignan des advs que j'avois de toutes partz de ces nouveaux mouvements et les commandements que j'avois du roy. Maintenant nous voyons le mal continuer et les auteurs sur le point d'exécuter plusieurs entreprises desquelles j'ay mandé des particularités à mon cousin, M. le maréchal de Matignon, etc., etc., etc.*

Escrip à Lectoure, le 11^e jour d'avril 1585.

» Votre bien bon amy, HENRI. »

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1585.

rétique, et le cardinal de Bourbon devint son idole. Elle leva des troupes, fit des préparatifs pour expulser Henri de Navarre et pour affermir le pouvoir des Guises, au grand mécontentement de Henri III de France, qui écrivit, le 23 mars 1585, à son beau-frère : « Je n'ai pu empêcher, quelque résistance que j'aie faite, les mauvais desseins du duc de Guise. » Il est armé, tenez-vous sur vos gardes, et n'attendez rien. » Le roi de France n'en avait que le nom ; son autorité ne servait qu'à voiler les projets des Ligueurs. Les réformés allemands furent invités à faire un mouvement pour secourir leurs frères en France, et portèrent l'alarme jusque dans la cour de Henri III. Il chargea le duc de Guise de défendre, à la tête d'une armée considérable, les frontières du Nord, et envoya le duc de Mayenne, avec 12,000 hommes et 2,000 chevaux, pour contenir la Guienne. Mayenne était frère du duc de Guise, et haï personnellement du roi, qui, vu l'influence des confédérés, ne pouvait pas s'en défaire. Ses pouvoirs étaient très-étendus ; mais Matignon avait reçu de Sa Majesté des instructions contraires, qui rendirent sa position délicate et embarrassante. Il sut remplir à souhait les volontés du roi, ne prêta que peu de secours aux Ligueurs et ne se hâta pas de s'opposer aux avantages des religionnaires. Il paraissait favorable aux Ligueurs ; mais ceux-ci le soupçonnaient d'être partisan du roi de Navarre. Son rôle était difficile, parce que les Ligueurs agissaient au nom du roi et dans le but apparent du bien de la Guienne. C'était assez pour Matignon ; il traversa la Dordogne et alla rejoindre le duc, qui venait de la Saintonge. S'étant concertés pour leurs opérations stratégiques, ils se donnèrent, en se séparant, rendez-vous devant Sainte-Bazille, pour le 25 février 1586.

Hist. Thuan,
liv. 85.

Scip. Dupleix,
ibid., p. 126.

Parmi les grands personnages qui se rendirent alors auprès du roi de Navarre, se trouvait Sully, qui, bravant tous les périls du voyage, pénétra jusqu'à Bergerac, où se trouvait le prince ; il fut accueilli en route, avec un généreux empress-

ment, chez M. de Lur, seigneur de Longa, de l'illustre Maison des de Lur, en Périgord (1).

Livre VIII.
Chap. 4.

—
1585.

Ces arrangements étaient d'une facile exécution : Bordeaux était paisible ; la Ligue essaya mille moyens de paralyser les efforts de Matignon ; mais sa présence d'esprit et son incessante circonspection déjouèrent les complots et maintinrent les factieux en respect. La politique, avec ses ruses et ses intrigues, était impuissante sur la population, déjà lasse des guerres civiles et épuisée d'hommes et d'argent. Les Bordelais plaignaient Henri de Navarre à cause de ses erreurs en religion ; ils faisaient des vœux pour sa conversion, et distinguaient en lui le prince, qu'il fallait respecter, de l'hérétique, qui s'égarait par ignorance ou par des séductions intéressées. Il y avait, d'ailleurs, un autre motif assez puissant pour faire diversion dans ces crises politiques : c'était la peste, fléau plus meurtrier encore que la guerre civile, qui moissonnait la population et avait emporté plus de quatorze mille personnes depuis le mois de juin jusqu'aux fêtes de Noël.

Défendus du côté de la terre, les Bordelais n'eurent rien à craindre ; ils avaient partout de nombreux postes et des forces imposantes pour protéger les environs de la cité et repousser l'ennemi. Mais le Parlement, dans la crainte d'une attaque nocturne, et désireux de détruire tout ce qui pourrait en faciliter le succès, crut devoir ordonner, le 8 août 1585, qu'on lémolît toutes les maisons et qu'on arrachât toutes les vignes qui se trouvaient dans un périmètre déterminé autour de la ville. Cette mesure avait été prescrite en 1575, le 28 décem-

(1) Cette illustre Maison de Lur, originaire de Franconie, vint s'établir, au X^e siècle, dans le Limousin et le Périgord : ce nom se rencontre souvent dans les fastes littéraires de la France pendant le moyen-âge. Isabelle de Montferrand apporta, dans cette Maison, les seigneuries de Fargues, de Belin, d'Aureilhan, par contrat de mariage passé entre elle et Pierre de Lur, le 21 août 1472. Le marquis de Lur Saluce, Sauternes, est le onzième descendant de Pierre et d'Isabelle. (*Généalog. de la Maison de Lur.*)

Livre VIII.
Chap. 4.

1585.

bre, par lettres-patentes du roi. Elle était impolitique et insuffisante pour la défense de la ville; elle fit des ennemis de tous les propriétaires qu'elle ruinait, indisposa contre le gouvernement les classes inférieures, qui désiraient conserver leur boisson favorite, et paralysa pour longtemps le commerce de notre port.

Du côté de la mer, les Bordelais étaient à l'abri de toute surprise. É^{ne} de Ségur avait si bien défendu Talmont, dont les religieux s'étaient efforcés de se rendre maîtres, que le Parlement le remercia, le 25 mai 1587, par une lettre pleine de sentiments de reconnaissance pour sa belle défense de cette place, alors très-importante sur la Gironde.

Henri de Bourbon, en présence de tant de forces, semblait découragé. Ses troupes occupaient Puynormand, Castillon, Sainte-Foy et Bergerac; l'armée catholique ravageait les campagnes. Cependant, comptant encore sur sa fortune et son épée, et fortifié dans ses espérances par des lettres de Montauban, Henri convoqua les députés des provinces dans la grande salle de l'antique abbaye de Guîtres, où, après une courte allocution de ce prince, ils jurèrent tous de se défendre jusqu'à la mort, et de maintenir en leur pouvoir leurs trois principales places : Bergerac, Sainte-Foy et Castillon.

Des circonstances impérieuses firent changer ces projets; Henri confia la garde de ces places à Turenne, et s'en retourna à Montauban, où sa présence fut plus nécessaire. Turenne appela auprès de lui, à Bergerac, les commandants de Sainte-Foy, de Castillon, de Monségur, et se concerta avec eux sur les mesures à prendre pour les intérêts de leur religion et de leur politique.

Mémoires
du duc
de Bouillon.

M. de Paillas battait les campagnes tout autour; mais Henri de Navarre, craignant qu'il ne tombât au pouvoir du parti opposé, lui écrivit, le 1^{er} mai 1586, de se retirer à Gensac avec les vivres, pour ne pas les laisser prendre à l'ennemi, comme il était advenu à d'autres.

Jusqu'ici, Mayenne n'avait rien fait de bien remarquable ; il parcourut le pays sans aucune opposition sérieuse, et se rendit enfin devant Castets, où commandait Favas. Ce château, qui domine la Garonne, dans une position charmante, avait été assiégé, au mois de février, par Matignon, avec quatre mille hommes de pied, quatre cent cinquante chevaux et huit pièces de canon ; mais l'intrépide Favas était là avec des hommes dévoués ; Matignon y dépensa mal à propos son temps, ses menaces et sa poudre. Enfin, sachant que Henri arrivait au secours du château avec deux cent cinquante chevaux, dix-huit cents arquebusiers, et ne voulant peut-être pas engager un combat avec Henri lui-même, l'héritier présomptif de la couronne, il s'enfuit à Langon, où il se barricada. Henri entra au château et y dina ; il était accompagné de Sully, qui lui avait apporté 40,000 fr. Après avoir ravitaillé le château et y avoir fait entrer 8 quintaux de poudre, Henri partit pour Montauban, emmenant avec lui Favas et quelques autres capitaines. Matignon revint sur Castets ; mais il fut encore repoussé. Cependant Mayenne, dans l'espoir d'être plus heureux, s'y rendit avec d'imposantes forces. Les assiégés furent épouvantés : n'ayant à leur tête que Gurson, gouverneur de Casteljaloux, qui était loin d'avoir le courage et les talents militaires de Favas, ils demandèrent à traiter. Mayenne, enchanté d'avoir l'honneur de prendre ce château-fort, accepta leurs conditions et promit même au propriétaire 12,000 écus pour la perte de ses meubles et la dégradation de sa belle demeure. Cette capitulation, fruit de la vanité de Mayenne et de la peur des assiégés, jointe à l'avarice de Gurson, mécontenta Matignon ; elle fut faite à son insu ; il devint, de ce moment, l'ennemi juré du duc.

Se voyant poursuivi par Mayenne, Henri de Bourbon ne sut que faire ; sa position devenait de plus en plus critique, quoique Matignon, par haine contre le duc, s'efforçât de le protéger, tout en s'opposant, au moins en apparence, aux

Livre VIII.

Chap. 4.

—
1585.

D'Aubigné,
Histoire,
t. I, II, ch. 8.

—
*Histoire
des choses
mémorables
advenues sous
la Ligue*,
in-12.

—
*Histoire
des derniers
troubles
de France,
sous les règnes
des rois, etc.*,
in-12.

Cayet,
Chronologie,
Introduction.

Livre VIII.
Chap. 4.
—
1583.

succès des huguenots. Ne trouvant pas son fidèle serviteur, M. de Batz, à Eauze, dont il était gouverneur, Henri lui écrivit ce billet, l'un des plus remarquables qui soient jamais sortis de la plume du *Béarnais* : « Mon faucheur, mets des ailes à » ta meilleure bête ; j'ai dit à Montespau (qui lui portait le » billet) de crever la sienne. Pourquoi ? Tu le sauras de moi à » Nérac ; hâte, cours, viens, vole ! c'est l'ordre de ton maître » et la prière de ton ami. » Il échappa aux embûches de ses ennemis, et gagna enfin Sainte-Foy, où il eut le bonheur de recueillir ses compagnons d'armes, débris des corps dispersés par les Ligueurs.

CHAPITRE V.

Siège de Monséur. — Mayenne quitte la Guienne. — Craintes de Henri III. — Bataille de Contras. — Conduite de Matignon. — Mort de Condé. — États-généraux. — Meurtre du duc de Guise et du cardinal, son frère. — Discours de Matignon au Parlement. — Désordres à Bordeaux. — Police de Matignon. — Les Jésuites expulsés de Bordeaux. — Henri III et le prince de Navarre marchent sur Paris. — Conduite du Parlement et de Matignon. — Discours du maréchal. — Conduite de l'Archevêque, etc.

Mayenne, comme nous venons de le voir, crut pouvoir se saisir de la personne de Henri de Navarre, et le mettre à la disposition de la Ligue; le prince échappa à ces pièges et parvint, à travers mille périls, à Sainte-Foy, et de là à La Rochelle. Le duc, se voyant désappointé, dirigea ses forces sur Sainte-Bazille et Monséur; cette dernière ville, quoique bien défendue par sa position et quinze pièces d'artillerie, fut obligée de capituler, après avoir reçu deux mille quatre cents coups de canon! De là, il alla assiéger Castillon pendant deux mois, et y dépensa des sommes immenses (800,000 écus); mais la garnison, décimée par la peste, fut réduite à capituler, le 31 août. Les gentilshommes eurent la permission de sortir avec leurs armes et leurs chevaux; tous les autres gens d'armes furent conduits dans un lieu de sûreté et la ville livrée au pillage; on n'y laissa que deux femmes pour secourir les pestiférés! Dans les premiers jours de l'année 1588, cette place fut reprise par Turenne; il fit appliquer une échelle de corde à un endroit mal gardé, parce qu'on le croyait inaccessible, et y fit monter ses hommes. Ce succès donna lieu à bien des plaisanteries; on disait que les huguenots étaient meilleurs financiers que les catholiques; que Castillon avait coûté 800,000 écus (d'Aubigné dit 400,000) à ces mauvais économes catho-

Livre VIII.

1586.

Pierre
de l'Estoile,
Journal
de Henri III,
tome 1^{er}.

D'Aubigné,
Ibid., ch. 8,
Ibid., liv. II,
chap. 1^{er}.

Livre VIII.
Chap. 8.

—
1586.

Pierre
de l'Estoile,
*Journal
de Henri III.*

—
Duplex,
*Histoire
de Henri III.*

liques, et que Turenne n'y avait dépensé que 4 fr., le prix de la corde !

La mésintelligence qui éclata entre Mayenne et Matignon nuisit à leurs intérêts communs et servit à merveille les desseins de Henri ; ils ne s'entendaient pas, ils se contrariaient même et rendaient infructueux tous les efforts des Ligueurs. Mayenne se décida à partir en octobre, et ne laissa en Guienne qu'une pauvre idée de ses talents militaires ; mais, avant de partir, il enleva de force M^{lle} de Caumont, fille du maréchal de Saint-André, qui n'avait que douze ans, et qu'il voulait marier avec son fils, qui n'en avait que dix. D'une beauté remarquable, cette jeune demoiselle était très-riche ; après la mort de sa mère, elle devait être dame de Fronsac, de Caumont, de Listrac et de quelques autres belles terres de la province. C'était assez pour tenter la cupidité du vieux Mayenne. Il enleva la jeune et riche héritière ; mais le roi refusa d'approuver ce mariage. Les Gascons se moquaient de lui : « S'il n'a pas pu prendre toute la Guienne, comme il le voulait, il l'a fait en partie ; car il a pris une jeune fille ! »

Les huguenots devenaient réellement formidables ; leurs succès inspiraient enfin des craintes réelles à Henri III : il aurait voulu s'entendre avec le prince de Navarre ; mais ne voulant aucunement tolérer l'hérésie dans ses États, il exhorta le *Navarrois* à se faire catholique. Henri répondit que la Ligue avait des desseins plus mauvais que les siens ; que la religion était le dernier de ses soucis, et, sans attendre un moment de plus, recommença la guerre dans le Poitou. Il conçut le hardi projet de s'unir aux Allemands et de marcher sur Paris. Henri III, craignant pour lui-même et pour la religion, songea enfin à s'opposer aux progrès du roi de Navarre, et chargea de cette tâche un de ses favoris, le duc de Joyeuse. Le duc marcha sur le Poitou ; mais voyant ses troupes décimées par la peste, il les mit en garnison dans les villes catholiques, et s'en retourna à Paris. Dans cet intervalle, Henri de Navarre reçut

Duplex,
Ibid., p. 144.
1587.

des renforts de Turenne, de La Trémouille, de La Rochefoucauld ; il sortit de La Rochelle et parcourut le pays en vainqueur, quoique rigoureusement surveillé par Lavardin, qui remplaçait, par *interim*, le duc de Joyeuse, avec des troupes fraîches. Désirant pénétrer dans le Poitou, Henri voulait traverser la Dordogne et l'Isle, pour occuper Coutras et Guîtres ; mais Matignon fit prévenir le duc de se hâter vers Contras, tandis que lui, avec de belles troupes de Bordeaux, suivrait Henri par derrière et de manière à le renfermer entre les deux rivières (l'Isle et la Dordogne) et les deux armées. En effet, les catholiques s'approchèrent de Coutras le 19 octobre ; mais arrivant vers la ville, ils aperçurent une compagnie qui y entraît du côté opposé : c'était La Trémouille avec 200 chevaux. Lavardin, qui commandait l'avant-garde, n'ayant avec lui que 120 cheveu-légers, rétrograda jusqu'à La Roche-Chalais. Henri suivait de près La Trémouille, avec 4,500 fantassins et 1,300 chevaux. Le duc, qui s'approchait du côté opposé, avait 5,000 fantassins et 3,000 chevaux. Les deux armées restèrent en présence : celle de Joyeuse était magnifique et resplendissante d'élégantes casaques de velours et de soie, brodées d'or et d'argent, et n'avait pour cri de guerre que ces terribles mots : « Point de quartier aux huguenots ; demain, nous partirons pour Paris avec le Navarrois, pieds et mains liés. » A neuf heures, le canon commença à gronder ; Henri s'écria, en se séparant de Condé et de Soissons : « Souvenez-vous que vous êtes du sang des Bourbons, et, vive Dieu ! je vous ferai voir que je suis votre aîné ! — Et nous, répondirent-ils, nous vous prouverons que vous avez de bons adets ! » La bataille, commencée à neuf heures, fut gagnée à dix par Henri de Navarre, qui y combattit comme un simple soldat. Il était accompagné, dans le fort de la mêlée, de Favas, constant, et quelques autres de ses capitaines : c'est à leur vigilance et à son courage qu'il dut bien des fois, ce jour-là, sa vie, compromise trop souvent par son héroïque témérité.

Livre VIII.

Chap. 3.

—
1587.

*Mémoire
de la Ligue,
tome II.*

—
D'Aubigné,
tome III.

—
*Mémoires
de Joyeuse ou
Vie
du cardinal de
Joyeuse.*

Livre VIII.
Chap. 3.
—
1587.

Jusque-là, vaincu toujours, aujourd'hui vainqueur, le parti protestant aurait pu retirer plus de profit de sa victoire. Henri était naturellement bon : il traita les vaincus en père ; il fit soigner les blessés, rendit les honneurs funèbres aux morts et fit relâcher les prisonniers, donna des présents aux uns, des conseils aux autres, et conquît tous les cœurs. Matignon, qui avait promis de suivre de près l'armée huguenote, se mit en route pour Libourne et Coutras ; il avait sous ses ordres sept mille hommes de pied et huit cents chevaux, et semblait, par la lenteur de sa marche, vouloir satisfaire sa haine personnelle et celle du roi lui-même, jaloux de la puissance des Guises. Quel que fût le motif qui fit avancer si lentement le maréchal, sa présence au champ de bataille eût fait pencher la balance du côté des Ligueurs et eût décidé la victoire. Il apprit en route la défaite des siens à Coutras ; il fortifia Guitres, revint sur Libourne, pour en expulser les protestants, déjà enhardis par leurs succès, et rentra à Bordeaux pour y maintenir l'ordre.

Dupleix,
Ibid., p. 144.

1588.

Henri de Bourbon, enivré de sa victoire, au lieu de continuer rudement la guerre et de profiter des sourires inespérés de la fortune, s'achemina, par Sainte-Foy, vers le Béarn, pour déposer aux pieds de la belle comtesse de Grammont les vingt-deux drapeaux pris sur les Ligueurs. Turenne alla assiéger Guitres, fit tirer quatre-vingts coups de canon contre le château, qui se rendit enfin ; il fut plus heureux à Castillon.

Pendant cette malheureuse époque, le désordre était général : on ne savait à qui ni à quoi s'attacher : tous les liens étaient brisés ; le roi était, pour ainsi dire, un rouage inutile dans une société dont la toute-puissante Ligue avait la direction. Le protestantisme triomphait partout et dictait des lois à la France ; la religion servait de voile à l'ambition des Guises et ne couvrait que trop imparfaitement les excès, les projets criminels et la déplorable immoralité des partis belligérants. Le prince de Condé fut empoisonné le 5 mars par un page, di-

sait-on, ou peut-être par sa femme, Charlotte de Trémouille; le royaume tombait en dissolution et s'en allait en lambeaux, que se disputaient les factions; les chaires servaient de tribunes publiques et soufflaient la révolte; la vraie charité éteinte; les lois méprisées; la religion bannie des campagnes, méconnue dans les villes; tout le pays ne présentant qu'un vaste et horrible tableau de meurtres, de haines, d'immoralité, de pillage, d'incendies !!!.....Voilà une faible esquisse du tableau de ce temps malheureux, de la fin du XVI^e siècle !

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1588.

Henri III, désolé à la vue de tous ces désordres, et ne voulant pas traiter avec Mayenne, devenu chef de la Ligue, songea à s'unir enfin au roi de Navarre, dont la cause ne fut, au fond, nullement différente de la sienne. Il quitta Paris à la suite de la fameuse journée des barricades, et profita d'une paix momentanée pour convoquer les États-généraux à Blois, le 15 septembre : il espérait que les députés, las des agitations politiques, prendraient enfin fait et cause pour leur roi contre la Ligue. Il écrivit aussi aux jurats de Bordeaux, se plaignant des intrigues de certains malveillants qui recouraient à la brigue, à la corruption, à toutes sortes de basses manœuvres, pour faire élire des hommes factieux, mal affectionnés à son service, et leur ordonna de tenir la main à ce que de tels *monopoles* ne se continuassent plus dans sa *bonne ville* de Bordeaux. Au jour des élections générales, la noblesse de la *sénéchaussée* élut messire Jacques d'Escars, conseiller du roi, chevalier et gouverneur du château du Hâ, et le grand-sénéchal de Guienne, le seigneur de Merville; les *villes filleules* élurent Thomas de Pontac, baron de Scassefort, greffier civil et criminel du Parlement, frère de l'évêque de Bazas, homme de grand mérite et l'un des chefs de la Ligue, et Pierre Mestivier, avocat au Parlement; M. de Vergier, jurat, fut élu par le Tiers-État. Deux de ces députés étaient très-attachés à la Ligue, quoique leurs commettants ne le fussent pas en général. L'un d'eux fut poignardé à son retour à Bordeaux; le troisième,

1588.

Scip. Dupleix,
Ibid.
De Thou,
liv. XCIV.

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1588.

royaliste déclaré (de Pontac), fut bien accueilli par Henri III, et coopéra, d'une manière active et zélée, aux mesures adoptées à Blois.

Les affaires, cependant, se compliquaient d'une manière fâcheuse : Blaye se prononça pour la Ligue ; M. de Lussan y leva des subsides, sous le prétexte que la garnison n'était pas payée. Le Parlement et l'Hôtel-de-Ville se chargèrent de la solde ; malheureusement le désordre, l'insubordination, le pillage, étaient devenus des habitudes sociales : Lussan continua, avec impunité, ses exactions vexatoires. Cependant les États s'assemblèrent, mais les Ligueurs y dominèrent. Le roi en fit l'ouverture le 16 octobre et s'épuisa en protestations d'amitié envers le duc de Guise : c'était un véritable drame, une série d'actes d'une abominable hypocrisie ; car, le 23 décembre suivant, le même prince fit assassiner le trop confiant duc et le cardinal, son frère !

1589.

Paris, indigné de cet assassinat, se remplit de barricades, et les Ligueurs, furieux, jurèrent la mort du roi parjure ! Toulouse, Agen se soulevèrent ; Bordeaux, aussi eut sa journée de barricades ; mais Matignon, homme de tête, avait sagement préparé une vigoureuse résistance ; il réprima ce mouvement, qui allait se généraliser en Guienne, et resta fidèle au roi, que tout le monde abandonnait. Il venait de recevoir une lettre de Henri III, qui, comprenant de quelle importance il était pour lui de garder Bordeaux, chargea Matignon de veiller à ses intérêts en Guienne. Le maréchal se rendit, avec cette lettre, au Parlement, et harangua cette Compagnie en ces termes : « Vous » reconnaissez, Messieurs, tenir votre autorité dû roi ; vous » savez que je n'ai rien oublié pour faire mettre vos arrêts à » exécution. Notre union a produit le repos de la province et » la ruine de ses ennemis. Nous n'en connaissons d'autres que » ceux de la religion ; mais nous voyons aujourd'hui naître » parmi nous une autre espèce de révolte, qui a l'ambition » pour principe et pour objet la ruine de la monarchie : je

D'Aubigné,
tome XII.

» parle de la Ligue. Après avoir, pendant longtemps, ca-
» lomnié les intentions du roi, elle ose aujourd'hui entre-
» prendre de punir comme un crime une action de justice,
» violente, à la vérité, mais devenue nécessaire à la sûreté
» de l'État. Deux rebelles, dont on connaît les attentats, ont
» été mis à mort. On aurait observé à leur égard toutes les
» formalités de la justice, s'ils n'en avaient ôté le pouvoir.
» La révolte de Paris, à qui on donne pour prétexte la juste
» punition de deux coupables, est, à la vérité, un exemple
» dangereux pour le reste du royaume : vous n'en êtes, Mes-
» sieurs, que plus obligés d'en donner un tout contraire aux
» peuples de la Guienne. Sa Majesté l'attend de vous : l'hon-
» neur et le devoir vous y engagent ; l'intérêt de la province
» l'exige, et votre fidélité m'en assure. Concourons donc à nous
» mettre en état de punir ceux qui entreprendraient de s'é-
» carter de leur devoir : les armes que le roi m'a confiées ne
» seront employées qu'à donner de la force à la justice de vos
» arrêts. »

Le premier-président répondit au maréchal en l'assurant de la fidélité et de la bonne volonté de la Compagnie, en tout ce qu'exigeraient ses devoirs envers son souverain. L'avocat général requit qu'on punit les coupables avec la dernière rigueur ; le maréchal établit partout des gardes pour prévenir des mouvements séditieux et garantir les propriétés et la vie des habitants. Tout cela était sage, mais trop insuffisant : la révolte fermentait dans presque toutes les têtes ; les Ligueurs avaient gagné les bonnes grâces et le concours du clergé ; on donna des processions ; on crut que le maréchal s'y opposerait, et rendrait, par cela seul, sa foi suspecte au peuple. C'était, d'ailleurs, un moyen de réunir le peuple et de provoquer, sans en avoir l'air, une démonstration contre les ennemis de la Ligue ; mais ces coupables espérances furent déçues : le maréchal y assista avec ses gardes. Il arriva cependant que, pour des raisons majeures, Matignon resta un jour

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1589.

D. Devienne,
Histoire
de Bordeaux.
liv. IV.

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1589.

chez lui ; les conjurés crurent qu'il fallait profiter de son absence ; et les coryphées des conjurés , avec Pontac , baron de Scassefort , frère de l'évêque de Bazas , à leur tête , marchèrent vers la porte S^t-Julien , pour s'en rendre maîtres . Quelques magistrats présents à la procession s'efforcèrent de calmer le peuple et de prévenir les désordres ; on les chargea de coups , et les séditieux s'emparèrent de la porte S^t-Julien , du clocher de S^t-Michel et de quelques autres positions avantageuses . Mais , informé de ce désordre , Maignon sortit du Château-Trompette , à pied et en simple pourpoint , le pistolet à la main et suivi seulement d'une trentaine de soldats . Sa contenance effraya un peu les factieux ; ils résistèrent avec fermeté ; mais la noblesse , craignant de graves désordres , accourut au secours du gouverneur ; et ayant atteint les révoltés sur une chaussée , près de S^t-Julien , les gens d'armes la jonchèrent de plus de deux cents cadavres ! Le lieu rougi de leur sang conserve encore un nom (*chaussée rouge*) qui perpétue le souvenir de ce déplorable événement ! Le maréchal , indigné , permit à ses soldats de tailler en pièces tous les bourgeois qu'ils rencontreraient armés . On en tua six ; le maréchal fit pendre deux conjurés et en garda d'autres comme gages de la bonne conduite de leurs parents et amis , et fit planer pour quelques jours la terreur sur la population bordelaise . Si nous en croyons Amédée Thierry , il mit en œuvre une invention de police digne des plus mauvais jours de nos révolutions : au milieu de la nuit , il faisait sonner le tocsin , tirer des coups d'arquebuse et pousser des cris qui servaient de ralliement aux partis ; ses espions observaient tous les mouvements et lui rendaient compte des impressions des habitants ; plusieurs se laissaient aller à ces provocations perfides et tombaient victimes de cette police infernale .

D'Aubigné ,
Histoire universelle ,
t. II , ch. 48 .

Résumé
de l'histoire de
la Guienne ,
page 220 .

Un jour , les veuves et les enfants de ces hommes séduits vinrent demander , au corps municipal , justice contre les traîtres séducteurs : Maignon les repoussa , en disant que les accusés

avaient bien agi pour le service du roi! Scassefort quitta Bordeaux; on en chassa tous les ecclésiastiques soupçonnés de connivence, ainsi que les magistrats qui se trouvèrent compromis, *ne voulant pas*, disait le maréchal, *que les Ligueurs conservassent autre chose dans Bordeaux que le souvenir de leurs vaines entreprises.* Les Jésuites, toujours ennemis de l'hérésie, furent accusés de connivence avec les révoltés; leur antipathie pour les innovations en religion et les désordres en politique, qui n'en étaient que la conséquence, les rendit suspects. On leur avait permis de faire un passage souterrain, depuis leur collège jusqu'à la chapelle de Saint-Jacques, qu'ils desservaient; leurs ennemis prétendaient qu'ils y tenaient des assemblées favorables à la Ligue. Matignon fit fermer le passage, en punition de leur prétendue faute. Quelque temps après, ils refusèrent de prier pour la prospérité des armes du roi : le Parlement leur ordonna de fermer leurs écoles et de sortir de la ville; ils se retirèrent, les uns à Blaye, les autres à Saint-Macaire, à Périgueux et à Agen.

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1589.

La Ligue était encore puissante et l'autorité royale affaiblie; se sentant délaissé de tout le monde, le roi se retourna du côté de Henri de Navarre. Ces deux princes réunirent leurs forces et marchèrent à la tête de 42,000 hommes sur Paris. Mais, au milieu de leurs succès, le poignard de Jacques Clément, esprit faible, fanatique, termina la vie de Henri III. Il mourut, en regrettant de laisser la France dans un état si malheureux; il embrassa Henri de Navarre, et lui dit avec tristesse : « Soyez certain que vous ne serez jamais roi, si vous ne vous faites pas catholique. »

1^{er} Août.

Henri de Navarre arriva au trône à travers des flots de sang : la nouvelle de la mort de Henri III circula en France avec une étonnante rapidité; elle arriva à Bordeaux, et y produisit une douloureuse et profonde impression. Toutes les autorités d'alors se réunirent et décidèrent qu'il serait enquis des auteurs, fauteurs et complices de l'horrible parricide

Livre VIII.
Chap. 3.
—
1589.
Registres
du Parlement.
—
De Thou ,
liv. XCVII.
—
Dupleix ,
Histoire
de Henri IV,
tome 4, p. 24.

commis en la personne du roi. Le lendemain, dans une autre réunion, le Parlement arrêta qu'il fallait reconnaître Henri de Navarre comme le vrai et légitime héritier de la couronne; mais que, pour ne pas exciter de nouvelles séditions parmi les catholiques, et pour d'autres puissantes considérations, il était prudent de différer cette reconnaissance officielle de ses droits; qu'en attendant, on observerait les édits de Henri III en faveur du catholicisme, et que les lettres de chancellerie continueraient d'être expédiées au nom de Henri III.

Le maréchal envoya son fils, le comte de Thorigny, informer le nouveau roi des dispositions du Parlement, de l'esprit général de la population et de la tranquillité de la province; il lui fit dire aussi qu'on n'attendait que la nouvelle d'une victoire ou de sa conversion, pour le reconnaître ouvertement; et que, si l'on eût suivi une autre ligne de conduite, le pays se serait infailliblement levé comme un seul homme en faveur de la Ligue. Henri accueille avec bonté le comte, et, après l'exposé de ces motifs, lui dit :

« Je ne suis pas roi par ma religion, mais par ma naissance.
» Mes sujets veulent exiger de moi, par la force, ce qu'ils craignent que je ne les contraigne de faire par autorité, c'est-à-dire à changer de religion. Si je n'ai point droit sur leur conscience, en peuvent-ils avoir sur la mienne? Et est-il juste de se déclarer par soupçon contre un roi légitime? Au moins que l'on m'accorde, ce qui ne peut se refuser à personne, que j'aie le temps de reconnaître la vérité que mes peuples veulent que j'embrasse. »

Henri avait des doutes; il voulait s'éclairer, et, sans rien précipiter, s'instruire et acquérir, par l'étude et l'instruction, des convictions certaines et inébranlables. Il avait autour de lui des amis sincères, parmi lesquels le fidèle Sully; ils lui conseillèrent tous de se faire catholique et d'ôter aux mécontents tout prétexte d'opposition et d'hostilité. Le maréchal de Matignon l'avait fortement pressé aussi de se rendre aux

vœux des catholiques ; mais Henri, convaincu de l'amitié du maréchal, ne demanda que du temps et des instructions ; il répondit par une lettre où l'on voit toute la noblesse de sa grande âme, toute sa franchise avec son ami et toute la prudence qu'il mit à une affaire d'une si vitale importance pour son salut. « Vous et mes affectionnés serviteurs, lui dit-il, faites le principal établissement de mes affaires sur la religion : je crois avec vous que cet article vidé, on en viderait bien l'autre ; mais je ne dois changer de croyance que *pour mon salut* et pour le bien de mon État.... Et une affaire de cette importance mérite bien qu'on me donne quelque loisir et repos. Mes ennemis me donnent tant d'occupation, que j'ai peu de moments à donner aux docteurs, et ils choisissent, pour prendre des villes, le temps que je voudrais employer m'instruire : si je précipitais un si grand ouvrage, mes ennemis, dont l'orgueil n'est point encore assez abaissé, ne vaudraient-ils pas que j'aurois cédé à la force, afin qu'on ajoutât aucune créance?..... J'espère en peu de temps aisément ouvrir le passage des provinces, que mes bons serviteurs pourront se trouver à la convocation que je ferai sur mon instruction.... où je porterai une bonne et sainte instruction..., n'ayant pour but et fin que mon salut et le bien de la paix, voulant me porter à ce qui sera du bien public, sur le jugement et avis de ceux qui s'y trouveront, que je ne sois pas seulement comme officiers de cette couronne, mais aussi comme coadjuteurs de mon autorité, pour laquelle ils libéreront comme pour leur propre fait ; et plutôt à Dieu qu'à eux que vous voyez si ardemment désirer une plus prompt précipitation, y apportassent une aussi bonne inten-

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1589.

D'Aubigné,
*Vies
des hommes
illustres*,
tom. 12, p. 502.

assé de plusieurs affaires temporelles, Henri s'occupait d'une grande affaire de sa conversion et des instructions qu'il lui donna. Il fit appeler l'archevêque de Bourges et plusieurs évêques distingués, et se fit résoudre les difficultés qu'il

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1589.

De Burry,
*Histoire
de Henri le
Grand*, p. 112.

éprouvait à admettre la confession auriculaire, le culte des saints, le purgatoire et la puissance du pape. Il faisait appeler quelquefois les ministres huguenots, entre autres Morlas, Rotan et Salètes, qui l'engagèrent à se faire catholique, et avouèrent qu'il pouvait se sauver comme catholique romain. Enfin, Henri appela à une conférence les docteurs catholiques et les chefs des sectaires; et voyant, après quelques débats, que les ministres tombaient d'accord, qu'on pouvait se sauver dans la religion des catholiques, Sa Majesté prit la parole, et dit à l'un de ces ministres : « Quoi ! tombez-vous d'accord qu'on puisse » se sauver dans la religion de ces messieurs-là ? » Le ministre répondant qu'il n'en doutait pas, pourvu qu'on y vécût bien, le roi répartit très-judicieusement : « La prudence veut donc » que je sois de leur religion et non pas de la vôtre, parce qu'il » tant de la leur, je me sauve selon eux et selon vous, et étant » de la vôtre, je me sauve bien selon vous, mais non pas selon » eux. Or, la prudence veut que je suive le plus assuré. » Ainsi, après de longues instructions dans lesquelles il voulut avoir tous ses doutes complètement éclaircis, il abjura son erreur, fit profession de la foi catholique, et reçut l'absolution dans l'église abbatiale de Saint-Denis, au mois de juillet, par le ministère de Renaud de Baume, archevêque de Bourges.

Quelques jours avant qu'on reçût cette nouvelle à Bordeaux, Matignon se rendit au Parlement, et après avoir fait l'éloge de Henri de Navarre et de sa victoire à Ivry, il ajouta qu'il serait à désirer qu'on pût reconnaître de suite un prince si grand, si magnifique et si bien fait pour régner sur la province. On lui répondit qu'il fallait avant tout être assuré de sa conversion. — « J'avoue, dit alors Matignon, que le roi » de Navarre étant d'une religion contraire à celle de l'État. » nous devons assurer nos consciences avant que de confirmer sa succession par vos arrêts et par notre obéissance; » mais quant à la Bulle de Sixte-Quint, qui défend de » reconnaître le roi de Navarre, je soutiens qu'elle est

» opposée aux lois de la monarchie, qui n'a jamais reconnu les prétentions de la cour de Rome sur la succession de nos rois. Ce point est si important à la France, qu'il doit entrer en considération avant tout autre; vous n'y pouvez déférer sans attribuer au Pape un droit qu'il n'eut jamais et auquel il n'est pas de bon Français qui ne doive s'opposer. Le Pape peut fermer la porte du ciel aux hérétiques, mais non pas priver nos princes légitimes de la succession au trône; et si on rejette, comme on le doit, ces prétentions de Rome, si injurieuses à la nation, qui fut jamais plus digne d'être roi des Français que ce prince brave, généreux, plein de reconnaissance pour ceux qui le servent, juste et compassant pour ceux mêmes qui le combattent, victorieux à gret, l'ami et le père de ses sujets? D'ailleurs, nous savons qu'il a promis de se faire instruire; jamais il n'a manqué à parole; nous pouvons donc, dès ce moment, le regarder comme catholique, car qui peut douter qu'en choisissant, il prenne le parti de la vérité. » Dans ce moment, un cur s'écrie : « Les six mois demandés par le Béarnais, pour se faire instruire, sont expirés, et il n'est pas encore catholique. — Oui, répliqua le maréchal; mais ses ennemis ne lui ont donné aucun relâche depuis la mort du roi; est-ce au milieu des troubles et des combats que l'ince a pu s'instruire? » Un conseiller lui répond que les gens de la cour ou des militaires étaient peu en état de décider ce qui concerne la religion; les docteurs seuls doivent être crus sur ce sujet, et ils disent que quand même le roi voudrait revenir sincèrement à l'Église, la cour ne leverait pas la censure de Sixte-Quint, confirmer son successeur; qu'ainsi les vrais catholiques ne peuvent jamais le reconnaître en sûreté de conscience. — Non, reprend vivement le maréchal, ne veut qu'un homme catholique de croyance et de profession; après qu'il aura rendu ses soumissions au Saint-Siège, si le Pape lui

Livre VIII.

Chap. 5.

—
1590.

Livre VIII.
Chap. 5.
—
1590.

» refuse l'absolution, les bons Français la lui donneront. » On applaudit à ces paroles généreuses ; mais Malignon ne put pas obtenir ce qu'il demandait ; il répugnait au Parlement de faire quelque chose pour un prince hérétique. Malignon se montra mécontent et ne chercha que l'occasion d'intimider les opposants par un acte de vigueur. On lui parla d'un religieux qui avait dit que la cour de Rome pouvait seule donner la couronne à Henri ; mais que, ce prince étant revenu à l'hérésie, après une première abjuration, on ne pourrait jamais s'assurer de la sincérité d'une seconde, qu'il serait, par conséquent, difficile et même impossible de lui donner l'absolution. Le maréchal fit venir ce religieux et le questionna ; il persista dans son dire, et répondit : « Je ne vous crains » pas ; et, comme ecclésiastique, je ne reconnais d'autre souverain que le Pape. » Le maréchal le fit conduire en prison : on instruisit son procès, et on le condamna à être pendu ! Son exécution n'excita pas de soulèvement ; le peuple comprit la nécessité de respecter et de faire respecter les lois, et l'autorité de qui elles émanaient.

Voyant que tout fléchissait devant sa volonté, le maréchal fit entrer des troupes en ville, ce qui était une violation des statuts et des libertés du peuple ; il continua sa perfide police, et fit pendre tous ceux qui parlaient mal du roi. Le Parlement lui rappela la promesse qu'il avait faite de maintenir le *statu quo* jusqu'à la conversion du roi ; mais il répondit avec adresse : « On ne doit pas croire que j'ai changé de sentiments, parce que je me comporte avec rigueur dans l'exercice de ma charge. Je souhaite aussi ardemment que per- » sonne la conversion du roi ; mais je ne souffrirai pas dans » mon gouvernement des séditieux qui indisposent le peuple » contre sa conversion même. Il faut au moins faire régner » les lois, puisque les malheurs des temps ne permettent pas » que le législateur règne encore. »

Le Parlement fut content de cette réponse ; il était d'ailleurs

orable à Henri de Navarre ; sa foi seule retardait la reconnaissance du roi. Comme preuve de sa bonne volonté, il cita l'archevêque de chanter un *Te Deum* et de faire une procession pour rendre grâces à Dieu de la bataille d'Ivry. Le prélat répondit qu'on ne pouvait ni ne devait remercier des succès d'un hérétique sur les catholiques. Le Parlement se contenta de se rendre à Saint-André, en robes noires, et de remercier le Seigneur de la victoire obtenue sur les armées des catholiques. Le soir, le peuple épancha sa joie en acclamations, en réjouissances et fêtes.

Livre VIII.

Chap. 5.

—
1590.

CHAPITRE VI.

Députation bordelaise auprès de Henri de Navarre. — Blaye au pouvoir de la Ligue. — Sièges de Villandraut, de Blaye. — Matignon part pour Paris. — Son discours d'adieu. — La conversion du roi. — Insubordination des Protestants. — Le Parlement refuse d'enregistrer l'édit de Nantes. — Mesures de police. — Mort de Matignon. — Conduite des partis. — Conduite des Calvinistes. — Joutes et tournois au Chapeau-Rouge, à Bordeaux.

Livre VIII.

—
1590.

On resta plusieurs jours dans l'incertitude relativement à la conduite à tenir à l'égard du prince de Navarre et des Ligueurs, ses ennemis. Presque toutes les villes des bords de la Garonne et de la Dordogne se prononcèrent pour le principe catholique et la Ligue. Bordeaux en grande partie inclinait pour le prince ; mais le Parlement craignant de rallumer la guerre civile, crut devoir agir avec une prudente réserve et garder la neutralité. Cependant, cet état de choses ne pouvait durer ; il nuisait aux affaires et pourrait avoir de graves inconvénients, si l'on venait à s'emparer des deux rivières qui portaient à la ville les provisions et les vivres de toute espèce. Les Bordelais avaient déjà, sur la fin de 1589, député auprès du prince légitime, MM. le premier-président d'Affis (1), les conseillers d'Alesme, Montaigne, cousin de l'auteur des *Essais*, Seyssac et Desaignes, pour le prier « d'abjurer l'hérésie de » Calvin et d'embrasser la religion catholique de ses augus » tes prédécesseurs, le seul fondement des États et le meil

(1) Frère de l'avocat général, égorgé à Toulouse.

leur moyen d'attirer sur lui la bénédiction du ciel et d'acquiescer à une gloire immortelle. » Le Parlement arrêta aussi avec son zèle habituel, que l'archevêque et les évêques du ressort seraient exhortés à ordonner des prières publiques pour la paix de la province et la conservation de la religion catholique. Le premier-président s'acquitta de cette mission avec tant de dignité, de délicatesse et d'éloquence, que le roi témoigna, en termes les plus flatteurs, le plaisir que la marche du Parlement lui faisait éprouver, et remercia en particulier le premier-président de son beau discours. Le parti catholique s'agita beaucoup en cette occasion, à Bordeaux ; mais, surveillé de près par Matignon, il se vit réduit à l'état complet d'impuissance. Désolés cependant de voir le protestantisme se rapprocher du Béarnais protestant, les Ligueurs ourrirent le pays et s'emparèrent de plusieurs villes du nord. Matignon, se méfiant de la Cour de Bordeaux, souffrait de cela par politique ; il voulait se rendre nécessaire, concentrer l'esprit du peuple et indisposer les Bordelais contre les étrangers, qui créaient ces désordres et arrêtaient le commerce et l'industrie. Blaye était tombée au pouvoir d'Esparbès de Luy et de Saint-Gelais-Lansac ; l'esprit de révolte se produisait dans les campagnes, et tout annonçait un soulèvement prochain. Le Parlement, indigné de ces désordres, pria le roi d'en délivrer la province. Matignon se mit en campagne et se dirigea sur Rions ; il en expulsa les huguenots, qui étaient rendus maîtres et avaient abattu le couvent des Cordeliers, fondé par le duc d'Albret. Ayant plusieurs raisons pour soupçonner la fidélité de Merville, commandant du département, il le priva de sa place et se dirigea vers Villanave, où les Ligueurs faisaient des courses jusque sous les murs de Bordeaux. Cette petite ville ne se rendit qu'au mois de mai après avoir essuyé mille deux cent soixante coups de canon ; il voulut démolir le vieux manoir du pape Clément V, qui se trouvait dans la ville ; mais le duc de Duras obtint du roi des

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1590.

1591.

*Chronique
bordelaise.*

Livre VIII.

Chap. 6.

1591.

lettres d'inhibition ; ce contre-ordre arriva au moment où toutes les dispositions étaient prises (1).

1592.

Matignon revint sur Blaye, où Jean-Paul d'Esparbès de Lussan régnait en maître, ayant acheté à Lansac le gouvernement de la ville pour 6,000 écus. Matignon essaya des voies pacifiques ; mais Lussan continua à agir contre le roi et à lever des tributs arbitraires sur les navires qui montaient ou descendaient la Gironde ; c'était un ardent catholique et dévoué à la Ligue. Le maréchal fit venir neuf vaisseaux hollandais et anglais qui se trouvaient à La Rochelle ; avec ce puissant secours, il s'approcha de la ville pour en faire le siège, et le continua pendant trois mois. Jusqu'alors, les Anglais étaient assujétis à plusieurs mesures vexatoires ; ils étaient obligés de relâcher à Blaye et d'y laisser leurs canons avant de monter à Bordeaux ; mais les impôts vexatoires que Lussan levait sur les Anglais, sans l'autorisation du Parlement, indisposèrent contre lui cette Compagnie ; elle avait accordé, dès 1591, aux bâtimens anglais, la permission de pénétrer dans la Garonne, sans s'arrêter à Blaye, et de venir déposer leurs canons à Bordeaux ; elle voulait maintenir cette permission : c'était une humiliation pour Lussan, une petite vengeance du Parlement. Les Anglais vinrent avec empressement au secours de Matignon ; il attaqua le faubourg avec violence, et, après un combat acharné de deux heures, réussit à s'y loger, malgré la courageuse résistance de Lussan et de sa garnison. Ayant su d'avance les projets de Matignon, Lussan avait fait demander des secours à M. François de La Mothe, baron de Castelnau, gouverneur de Marmande, qui s'empressa de lui

1593.

envoyer vingt-cinq bateaux, portant huit cents hommes. Cette flottille descendit, la nuit, et passa devant Bordeaux ; arrivée au Bec-d'Ambès, elle rencontra les vaisseaux anglais, qui lui lâchèrent plusieurs volées ; n'ayant pas besoin de beaucoup

(1) Le 8 novembre 1592, Catherine (Madame), sœur du roi, fit son entrée à Bordeaux, par la Porte-Cailhau, et logea chez M. de Pontac.

d'eau, ces bateaux s'éloignèrent, à force de rames, le long de la côte, et allèrent échouer près de Blaye ; les hommes se rangèrent en bataille, sur le rivage, et repoussèrent les paysans accourus pour les rejeter dans leurs embarcations. Fiers de leur premier succès, ils avancèrent vers la ville et se frayèrent un passage à travers une portion du camp du maréchal, mal fendue et même dégarnie de soldats. Furieux de cet échec, Matignon déploya une nouvelle activité, et fit pousser la tranche jusqu'au pied d'une demi-lune, qui fut emportée ; mais les fortifications étant palissadées à la gorge, les assaillants furent délogés. Un second assaut fut livré, mais sans suc-

On se retira pour délibérer ou pour mieux se préparer à la troisième attaque ; mais, sur ces entrefaites, seize vaisseaux espagnols arrivèrent au secours de la place, et forcèrent les navires qui bloquaient la ville, de gagner le large vers le sud-d'Ambès. Le combat fut chaud et obstiné : les navires brûlèrent ; mais les Anglais, entourés de forces numériques supérieures, mirent le feu aux poudres et se firent sauter les Espagnols passés à leurs bords. Pendant ce combat

Lussan faisait des sorties contre les assiégeants, qui n'avaient que six cents hommes, et, entre autres, Antoine de Lussan, marin distingué de Bordeaux, qui s'était signalé dans la précédente à la prise de Castillon-en-Médoc. De Lussan fut maître de Blaye ; vers la fin de l'année, cette ville se rendit par composition et reconnut le roi. Henri appela Lussan à lui le maréchal ; il avait besoin de ses conseils et de son expérience ; mais avant de partir, Matignon se rendit à Lussan et s'exprima en ces termes : « Je rendrai compte au roi du zèle que vous avez fait paraître pour son service et pour l'honneur de l'État. Vous avez été les plus fermes appuis du roi ; vous serez les plus tendres objets de son amour. Le roi est sur le point de se convertir ; ses der-

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1593.

Scip. Dupleix,
Histoire
de Henri IV.

—
De Thou,
Histoire,
liv. CVII.

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1593.

» sentiment était digne du plus grand roi du monde. » Le premier-président le remercia et le supplia d'employer toute son influence à décider le roi à embrasser la religion de ses ancêtres.

Quelques jours après (25 juillet), Henri IV écrivit aux jurats pour leur apprendre son abjuration (1). On crut à la sincérité du prince : sa conversion lui gagna plus de sujets que toutes ses victoires. Voulant profiter des circonstances et de la bonne volonté du roi, les jurats lui adressèrent des réclamations contre la levée de plusieurs subsides onéreux. Sa Majesté trouva leur demande inopportune et embarrassante ; et, en leur exprimant le déplaisir qu'il en ressentait, leur répondit, le 4 août 1596, de sa main : « Ne me donnez plus » la peyne de vous escryre de cette afere, d'aautant que c'est » chose que je veus, et que je ne puyz autrement par la nécessité de mes aferes, assurés que comme elles seront myeux, » je vous gratifyeray en tout ce qu'yl me sera possyble. »

Cette réclamation en resta là ; on ne s'occupa plus que de la grande affaire de la conversion du roi et des réjouissances publiques. Le Parlement ordonna, en action de grâces, une procession solennelle, qui partirait de Saint-André pour se rendre aux Carmes, où l'on devait assister à la grand'messe et au *Te Deum*. Il y eut le soir des illuminations et des feux de joie sur les places publiques. Les catholiques modérés étaient satisfaits, les Ligueurs étaient moins fiers ; leur politique était sapée à sa base. Les calvinistes mécontents se crurent trahis et se mirent à vociférer contre le roi ; il avait été leur idole, il était devenu l'objet de leur haine. On chassa quelques religieux, mais on protégea les hommes paisibles. Sainte-Foy devint le rendez-vous des sectaires fanatiques du pays ; ils y

1394.

D'Aubigné,
t. III, liv. IV.

(1) En 1593, la ville de Bordeaux fit présent au roi, par le sieur de Boucaut, d'une pièce d'ambre gris, pesant 80 onces.

rédigèrent des règlements particuliers et établirent un conseil politique supérieur pour la direction de leur parti, avec pouvoir de lever des subsides et de saisir les deniers royaux pour solder les garnisons protestantes.

Jamais l'esprit de rébellion ne fut poussé plus loin ; c'était n'État dans l'État, une république dans une monarchie ; c'était anarchie introduite dans le gouvernement et dans l'Église. Henri, naturellement bon, crut pouvoir calmer les protestants en confirmant l'édit de Poitiers, les conférences de Fleix et de Brac ; il publia une amnistie générale ; mais on regarda ces actes de bonté comme des concessions ou des preuves de faiblesse ; les religionnaires devinrent plus exigeants, et, par leurs clameurs, leurs violentes réclamations et leur attitude hostile, l'amènèrent à signer le fameux édit de Nantes (1^{er} mai 1598).

L'édit fut envoyé à Bordeaux ; mais le Parlement refusa de le registrer, comme illégal et funeste. Tous les partis exaltés avaient pour cet acte un sentiment profond de mépris et de répulsion. Les Ligueurs le regardaient comme un acte d'hybris : Henri de Bourbon leur paraissait toujours un humiliot voilé ; sa loyauté était toujours méconnue. Les protestants le considéraient comme un apostat ; leurs réunions à Joye n'avaient d'autre but que de s'opposer à son succès, et les ducs de Bouillon (Turenne) et La Trémouille les poussaient à une nouvelle levée de boucliers ou, au moins, à des démonstrations hostiles, afin de reconquérir certains privilèges dont ils les avait dépouillés. Le refus du Parlement, d'enregistrer l'édit, était un nouvel élément de discorde ; il affligea le roi. Ce prince envoya à Bordeaux des lettres de justification, mais le Parlement ne crut pas devoir leur obéir ; le roi finit par interdire la Compagnie et de faire rendre la justice par d'autres magistrats ; Matignon appuya fortement cette dernière lettre, et, après une longue délibération, il fut arrêté qu'elle serait enregistrée.

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1594.

Scip. Dupleix,
Ut supra.

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1594.

4 août 1604.

1596.

1597.

Darnal,
Chronique.

Depuis lors, on voyait deux religions à Bordeaux et plusieurs factions. Les calvinistes avaient un temple et un cimetière à Bègles, et un second temple dans le voisinage de l'église de Sainte-Eulalie ; ils affectaient de se rendre en foule aux enterrements de leurs coreligionnaires et de braver les catholiques, qui, de leur côté, ne se contenaient pas toujours. Le Parlement intervint et ordonna plus tard, conformément aux usages déjà suivis à Paris et à Orléans, qu'il n'y aurait pas désormais plus de dix personnes à chaque enterrement ; qu'on n'en ferait aucun après huit heures, en hiver, et neuf heures, en été, et qu'on y appellerait deux archers du guet. Les catholiques ne respectaient guère les cimetières protestants ; ils en faisaient des lieux de passage ; on permit aux religionnaires de les entourer de fossés ou de murs de 4 pieds de hauteur. Toutes ces précautions, la sage vigilance des magistrats, étaient impuissantes contre la haine des partis qui divisaient la Guienne. On vit alors les immenses avantages pour un État d'avoir l'unité de la religion, et les inconvénients graves qui résultaient pour l'ordre social de la diversité des croyances dans un État homogène comme la France. Les règles de conduite ne sauraient être les mêmes parmi les hommes qui embrassent des principes différents.

Les protestants ne désarmaient pas ; ils voulaient se faire craindre : le seul obstacle à leurs succès, c'était Matignon ; mais il mourut le 26 juillet 1597, à table, frappé d'apoplexie, dans son château de Lamarque, en Médoc ; la voix publique attribua cette mort à des ennemis cachés et acharnés à sa perte. Son corps fut déposé dans la chapelle des Chartreux, à Bordeaux (aux Chartrons), et embaumé ; on renferma son cœur dans un coffre de plomb, le corps dans un autre, et le tout fut porté dans l'église de Saint-Seurin, à Bordeaux, où on célébra, pour son âme, des services solennels pendant quarante jours.

Le 24 octobre, le corps fut transféré, la nuit, dans le cou-

vent de la Petite-Observance ; sur les six heures du matin, le Parlement, les corps constitués et le clergé, assistèrent à la translation du corps à Saint-André ; après le service religieux, on prononça son oraison funèbre ; le cœur fut laissé à Saint-André ; mais on transporta le corps en Normandie. Il fut généralement regretté à Bordeaux par tous les amis de l'ordre ; les jurats élurent à sa place son fils, M. le comte de origny.

La mort de Matignon ranima la faction protestante ; elle vit voir renaître toutes ses espérances. Moins gênés dans leurs actions, ils se montrèrent plus hardis dans leurs plaintes, leurs réclamations ; ils allèrent même jusqu'à les appuyer de menaces. Leur irritation venait en partie de ce que les catholiques obtenaient toutes les places, tous les honneurs ; il y avait de l'égoïsme au fond de leur haine ; c'était une passion ressée. Ils murmuraient contre tout ce qui se faisait sans eux ; ils accusaient leur ancien chef, Henri de Bourbon, qui, par intérêt autant que par politique, ne voulait ni déplaire aux uns ni nuire aux autres, et qui, après avoir pardonné aux ennemis de Henri III et aux siens, ne pouvait plus, raisonnablement, repousser des amis fidèles mais irrités, sincères autrefois, mais maintenant obstinés dans des erreurs dont il avait lui-même vu le danger. Cependant, ne pouvant pas, après beaucoup d'efforts et de conférences sans nombre, réussir à calmer les vieilles haines des partis en France, le roi crut devoir rassurer les protestants sur leur avenir, tout en croyant ménager la susceptibilité des catholiques, et publia le fameux édit de Nantes, dont nous avons déjà parlé.

Pour les catholiques, cet acte politique paraissait trop favorable aux protestants, qui, de leur côté, s'en plaignaient trop restrictif de leurs libertés. Henri croyait contenter tout le monde ; c'était l'illusion d'un bon cœur. Les catholiques attachés à ses anciens amis étaient d'une haute portée ; les catholiques modérés composaient l'immense majorité

Livre VIII.

Chap. 6.

—
1597.

1598.

Livre VIII.
Chap. 6.

1598.

de ses sujets ; les Ligueurs ou les exagérés étaient peu nombreux, mais puissants ; et les calvinistes, quoique leurs rangs se fussent grossis de tous les mécontents de l'époque, de tous les brouillons dans l'ordre politique et religieux, ne formaient qu'une bien faible minorité ; comme Français, ils avaient tous des droits à la protection et aux bontés de leur prince. Il le voulait bien ; mais il fallait agir avec prudence. Établir une parfaite égalité entre les différents partis, c'était devancer son siècle et vouloir l'impossible ; restreindre les concessions faites aux religionnaires, c'était rallumer la torche de la guerre civile, à laquelle les maréchaux de Biron et de Bouillon ne demandaient pas mieux que de fournir de nouveaux aliments.

1599.

A cette époque, on voit paraître en même temps trois hommes qui ont joué un grand rôle dans l'histoire de Bordeaux ; ce sont M. d'Escoubleaux de Sourdis, le maréchal d'Ornano et notre fameux compatriote d'Épernon. Le premier était un ecclésiastique jeune, pieux, zélé, très-estimable sous tous les rapports ; il fut recommandé au roi par la marquise de Monceaux, duchesse de Beaufort ; le pape Clément VIII, à la demande de Sa Majesté, le nomma archevêque de Bordeaux, en 1599 ; Pierre Darnal prit possession du siège pour lui, en juillet, et il arriva lui-même à Bordeaux en janvier 1600.

*Mémoires
de Nompar de
Caumont,
t. 1^{er}, liv. 1^{er}.*

Le maréchal d'Ornano vint en Guienne en qualité de lieutenant du roi. Nous en parlerons plus tard, ainsi que de Jean-Louis de Nogaret, duc d'Épernon, qui avait épousé, le 22 août 1584, Marguerite de Foix de Candale, au château de Vincennes. Le roi honora de sa présence le mariage de ce noble seigneur, dont le nom et les actes occupent une si grande place dans nos annales.

D'Ornano jouissait de la confiance du roi ; il eut ordre, en venant à Bordeaux, de s'entendre avec le seigneur de La Force, pour la pacification de la Guienne et l'exécution de

l'édit de Nantes. En arrivant, il se mit à étudier les hommes et les lieux, et apprit que Merville, commandant du Fort du Hà, faisait partie d'un complot qui avait pour but de livrer Bordeaux aux Espagnols. Le Parlement s'assembla de suite, et ordonna que le président De Cadillac entrerait dans le fort pour en prendre le commandement, jusqu'à ce que le roi en fût autrement disposé, et que Merville se fût justifié. Merville, à son retour du Limousin, n'eut pas de peine à le faire; il fut rétabli dans sa place, au Fort du Hà. Le complot existait réellement; mais il était purement calviniste; il avait des ramifications dans le Limousin et dans l'Auvergne; les religieux, à Sainte-Foy et à Castillon, firent cause commune avec les insurgés de ces pays; ceux de Bordeaux n'osèrent bouger; mais une sourde fermentation s'y faisait sentir. Le complot à cette prise d'armes était un impôt, dit *pancarte*, pour trois ans, à compter de 1596, et qu'on continuait à percevoir illégalement. Biron souleva le peuple en faveur du comte de Montmorency; il souffla partout le feu de la révolte et fut puissamment secondé par le comte d'Auvergne, de Montmorency et autres. Il fut enfin arrêté et exécuté sans pitié; une rigueur nécessaire. Ce coup d'autorité du nouveau roi régea tous les calvinistes dans une morne stupeur; la discipline fut rétablie.

A cette époque, les joutes et tournois qui faisaient jadis l'amusement du peuple, furent assez suivis à Bordeaux. Le comte de Montmorency était alors (1604) à Bordeaux; on convint qu'il se donnerait une partie de bague avec le maréchal d'Ornano, et, pour le coup, on dépava le milieu de la rue du Chapeau-Rouge pour établir une palissade ou barrière convenable. Le maréchal d'Ornano, accompagné de M. de Losse et d'un autre seigneur; le comte de Montmorency, tous trois élégamment revêtus d'une étoffe d'argent. Le comte de Montmorency était accompagné de M. de Saint-Legier, de M. de La Lande, et de MM. de Montolieu, de La Lande, tous trois revêtus d'argent vert et orangé. Il s'y trouva aussi le

Livre VIII.
Chap. 6.
—
1599.

Sully,
Mémoires,
tome IV.

Favyn,
*Histoire
de Navarre*,
liv. 48, p. 48.

*Variétés
bordeleises*,
tome II, p. 45.

Livre VIII.

Chap. 6.

1390.

sieur de Castets et trois autres seigneurs, en habits de deuil, le sieur de Fontenil, natif de Cadouin, avec trois autres, élégamment habillés en Maures. Il y avait encore quatre autres personnages vêtus de rouge, avec un bonnet rouge chacun, en forme de pages, et quatre autres habillés en Sauvages; c'étaient le fils du président Cadillac, le sieur Dandissans et deux gentilshommes de l'Agenais. On courut deux bagues : la première, donnée par Madame la comtesse de Grammont, fut gagnée par le sieur de Castets; la seconde, demandée par M. de Grammont à Madame d'Affis, femme du premier-président, fut gagnée par M. de Grammont; le maréchal ne fut pas heureux ce jour-là.

Voilà les paisibles et innocents amusements qui commencèrent le XVII^me siècle; mais ils ne firent pas longtemps diversion aux affaires de la guerre et aux graves et nombreuses préoccupations civiles et religieuses de l'époque.

CHAPITRE VII.

a peste à Bordeaux. — Le cardinal de Sourdis et les pestiférés. — Conduite des autorités de Bordeaux dans cette occasion. — Opposition du Parlement à l'édit du roi. — La réponse de Sa Majesté. — Mort d'Ornano. — Mort du roi. — Roquette à Bordeaux. — Mouvement des Protestants. — Attaque contre l'abbaye de Saint-Fermé. — Le roi à Bordeaux. — Son mariage à Bordeaux. — Entrée solennelle du roi et de la reine. — Leur séjour à Bordeaux.

Malgré tous les efforts du bon Henri, la méfiance régnait tout : les partis se surveillaient ; ils regardaient la stabilité comme un malheur et désiraient un changement, que chacun était comme préférable à l'état présent. Enfin, la peste, si bien plus meurtrier que la guerre, vint ajouter ses maux et ses horreurs à l'anarchie des esprits, et décimer la population de Blaye et de Bordeaux. Les familles riches émigrèrent ; un grand nombre s'établit à Libourne et à St-Émilion, l'air était pur. Les éléments étaient impuissants contre l'inévitable visiteur (1) ; le peuple, abandonné des hommes, tourna les regards vers le ciel, se livra aux pratiques de piété, aux oraisons plus ou moins éclairées de sa foi. Le cardinal de Sourdis se distingua dans cette déplorable conjoncture ; il visitait deux fois la semaine, et quelquefois tous les trois jours, les pestiférés, et alla même porter des consolations à ceux de la mer, où cette épidémie avait pénétré. Comme le fléau continuait ses ravages, le cardinal chercha tous les moyens possibles pour en arrêter le cours. A Bordeaux, les secours

Livre VIII.

1004.

Lacolonie,
*Histoire
curieuse*, t. II.

très-vif à Bordeaux le 21 décembre ; il dura deux mois. Toutes les vignes furent gelées.

Livre VIII.

Chap. 7.

1807.

étaient nombreux et efficaces; on avait d'ailleurs la ressource des ordres religieux; mais il n'en était pas de même à Liourne, où les pestiférés étaient délaissés. Le cardinal y établit des religieuses Ursulines pour les soigner. Zélé pour la foi, plein de charité, possédant les plus hautes vertus épiscopales, il désarma les calvinistes par ses brillantes qualités et son désintéressement apostolique : il fit aimer la religion; son grand cœur ne se démentit jamais, et il justifia entièrement la belle opinion qu'avaient conçue de lui le roi et le peuple. Enfin voyant tous leurs efforts inutiles, les secours de l'art inefficaces contre le fléau, d'Ornano, les jurats et plusieurs bourgeois réunirent pour se concerter sur la ligne de conduite à tenir. Après plusieurs observations inspirées par des sentiments de foi et de charité, ils reconnurent que cet épouvantable fléau devait être une punition du ciel, infligée à un peuple coupable, aux riches comme aux pauvres; et, d'un commun accord, ils firent vœu : 1° que s'il plaisait à la divine Miséricorde d'apaiser son courroux et d'arrêter les déplorables ravages de la peste, la ville offrirait à la bienheureuse Vierge Marie une lampe du poids de 48 marcs d'argent, portant les armes de la ville, et qui serait déposée dans l'église de Notre-Dame de Lorette; 2° que le maire et les jurats, en costume municipal, iraient faire chanter une messe et les litanies de la Vierge dans l'église de Notre-Dame du Chapelet, le jour de la Visitation; 3° qu'à perpétuité, ils feraient chanter les litanies de la Vierge, tous les samedis, dans le couvent du Chapelet, et donneraient, en récompense de ce service, tous les ans, 30 liv., payables par le trésorier de la ville; s'engageant, en outre, d'aller à la procession, le jour de l'Annonciation. Dès que le cérémonial fut réglé, le vœu fut signé par les autorités, au nom de la ville, et la lampe commandée, faite et portée, avec toutes les marques d'un profond respect, par le curé de Sainte-Colombe, en l'église de Notre-Dame de Lorette. Sur le globe de cette lampe furent inscrits des vers

composés par l'avocat Lasmezas, et qu'on peut rendre ainsi en français : « *Vierge et mère, Bordeaux a fait un vœu, et l'a accompli en vous offrant cette lampe ; soyez propice à ces citoyens affligés.* » (1)

Dans ce temps, Henri IV créa, par un édit, de nouveaux offices relatifs au greffe du Parlement de Bordeaux. Cet édit, appelé du *Paris*, devait diminuer, par la concurrence, la valeur des autres charges. Le Parlement refusa de l'enregistrer, et députa vers le roi, à Paris, quelques membres de la Compagnie, ayant à leur tête le président Dubernet, pour lui expliquer les motifs de son refus. A leur retour, les Chambres s'assemblèrent ; le maréchal d'Ornano y assista, et les députés rendirent compte de leur mission et de la réponse du roi ; c'était le 19 janvier 1608. On approuva le langage du président Dubernet ; mais la réponse du roi leur parut *très-aigre*, avec raison ; en voici la substance, telle qu'on la retrouve dans les registres secrets du Parlement :

« Vous avez bien dit, M. Dubernet, et en bon orateur, répondit le roi ; aussi le papier souffre tout. Je vous répondrai en grand roi, bon soldat et grand homme d'État. Vous dites que mon peuple est foulé, et qui le foule, que vous et votre compagnie ? O la méchante Compagnie !..... Et qui gagne en procès à Bordeaux, que ceux qui ont la plus grosse bourse ? Tous mes Parlements ne valent rien ; mais vous êtes pire de tous. Je sais bien qu'il y en a de bons (parmi vous), mais le nombre des méchants est plus grand. — Mettez la main sur la conscience ; si je vous dis un mot à l'oreille, vous me l'accorderez..... O la méchante Compagnie ! Je vous connais tous ; je suis Gascon comme vous. Je suis le paysan duquel la vigne ne soit au président ou au conseiller, ou le pauvre gentilhomme duquel il n'ait la main ! Il ne faut qu'être conseiller pour être riche inconti-

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1607.

1608

Registres
secrets
du Parlement.

(1) *Vovit et exsolvit tibi, lampada Virgo parensque
Burdigala ; afflictis civibus affer opem.*

Livre VIII.
Chap. 7.

1608.

» nent. Les procureurs, les clercs, tous aussitôt riches! Voilà
» pourquoi les offices y sont plus chers qu'aux autres Parle-
» ments. — Quand j'étais simplement roi de Navarre, je sais
» bien les arrêts qu'on donnait contre moi ; je n'osais en ap-
» procher que déguisé.

» Vous dites que la peste afflige Bordeaux, et qui en est
» la cause, que votre méchanceté? Ce n'est pas moi. Y a-t-il
» aucune requête présentée contre moi, par mon peuple, en
» votre Parlement? Si fait bien, contre vous, en mon Conseil.
» — Je vous avais dit, M. le Chancelier, d'y mettre ordre ;
» c'est ce que je veux que vous fassiez. »

Le roi continua longtemps sur ce ton ses reproches contre le Parlement de Bordeaux, et finit par dire aux députés qu'il voulait *être obéi*, et leur donna des lettres de jussion pour la vérification et l'enregistrement de son édit. Le Parlement, qui s'était cru presque tout-puissant, fut tout étonné de ce langage ; trois jours après cette séance (le 23 janvier), la Compagnie se rendit aux désirs du roi, et enregistra l'édit.

De tous les hommes de Bordeaux, d'Ornano était celui que le roi affectionnait le plus. Ayant appris son courageux dévouement auprès des pestiférés, ce prince lui enjoignit d'aller s'établir à Libourne, et de ménager sa vie et sa santé dans l'intérêt du roi et de la patrie. Le maréchal obéit à regret : il aurait désiré rester auprès de ses concitoyens dans leurs douleurs, et donner aux grands le noble exemple d'un esprit de dévouement et de sacrifice. Appelé bientôt après à Paris, il prit congé des Bordelais, qui l'affectionnaient sincèrement : mais il ne devait plus les revoir : il arriva à Paris malade, et mourut de la pierre en janvier 1610, à l'âge de 62 ans. Il aimait Bordeaux, comme il y était aimé ; c'était pour lui une patrie adoptive : il voulut y être enterré. Son corps fut porté à Blaye le 16 février, et, de là, sur le quai de la Grave, où le curé de Saint-Michel vint, avec son clergé, en faire la levée. Ses obsèques ne furent célébrées que le 3 avril. Bientôt après,

1610.

lui érigea, dans l'église de la Merci, un superbe mausolée, et il n'existe qu'une statue en marbre blanc, conservée dans la salle des antiques du Musée de Bordeaux. Le vide grand dans la province : le roi comprit la nécessité d'y avoir un serviteur fidèle et dévoué ; il y nomma M. de Ro-laure, lieutenant général en Guienne, et pria les jurats de lui offrir la place de maire ; ils se rendirent aux désirs du roi le 18 mars, et n'eurent pas lieu de s'en repentir. Roquette arriva à Bordeaux le 26 novembre 1644. Henri voulait le gouverneur de la Guienne ; cependant d'aveugles catholiques combattaient, neutralisaient ses projets et calomniaient ses intentions ; un fanatique, Ravallac, exalté par les passions religieuses, assassina le meilleur des rois, le 14 mai, et priva la France du prince qui seul pouvait alors guérir les plaies de la Guienne. D'Épernon se trouvait dans la voiture, à côté du roi ; pour mourir le prince, il baissa les mantelets et dit sans crainte et avec un prudent sang-froid, à la foule : « Le roi est légèrement blessé. » Mais songeant aux partis et à l'anarchie diverses, il expédia Montferrand, gentilhomme de la cour, pour prévenir la reine, faire assurer les avenues du palais et mettre la garde sous les armes. Arrivé à la cour, Montferrand rencontra, dans le tumultueux de la foule curieuse et inquiète, le chancelier qui lui demanda ce que c'était que tout cela. « Le roi est mort », s'écria l'autre ; mais le chancelier le regarda et ne pouvant pas se faire comprendre du regard, il leva le bras, et lui dit tous bas : « Savez-vous ce que c'est ? » Montferrand comprit toute son imprudence.

Il fallait à voir les partis exploiter la mort du roi ; le lendemain, on avait raison de craindre de graves événements. La Rochelle se hâta de venir en Guienne ; il arriva à la Garonne, à Lormont, dans un bateau tapissé ; sa réception fut magnifique, mais il

Livre VIII.
Chap. 7.

1640.
NOTE 15.

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1610.

trouva Bordeaux en larmes et inconsolable de la mort du bon Henri. On envoya deux jurats complimenter la reine et faire soumission de la ville à Louis XIII, dont l'avènement avait été annoncé à la France. Le 15 novembre, on chanta un *Te Deum* en réjouissance du sacre du nouveau roi, qui avait eu lieu le 17 octobre.

A cette époque, Concini, célèbre intrigant et favori de la reine, absorbait toutes les faveurs de la cour ; il se fit nommer maréchal d'Ancre. Sa conduite indisposa contre le roi les grands seigneurs, et, en particulier, le prince de Condé, qui se voyait avec peine écarté, pour confier l'administration du royaume à un étranger. Condé se retira donc avec le duc de Vendôme, Henri d'Orléans, duc de Longueville, le duc de Bouillon et plusieurs autres ; ils se prononcèrent contre la cour et poussèrent activement au soulèvement du peuple. Les protestants ne demandaient pas mieux que de profiter de cette occasion, en épousant la querelle de leurs anciens chefs. La cour, prévoyant de grands embarras, et sentant son extrême faiblesse en présence de tant de dangers, entama des négociations avec les mécontents ; c'était une faute ; elle montra ainsi ses craintes et donna de l'énergie aux malintentionnés, qui voilaient leurs intrigues contre Marie de Médicis et son favori, mis à la place de Henri IV. Dans cet intervalle, le roi fut déclaré majeur. Concini conseilla à la reine de s'unir avec l'Espagne ; on arrêta le mariage du roi avec l'infante d'Espagne, Anne d'Autriche, et celui de Madame avec l'infant, le prince de Castille, fils de Philippe III. Ces dispositions déplurent aux protestants ; il leur sembla voir leur religion proscrite, l'inquisition d'Espagne transplantée en France, et leurs temples renversés ; ils prirent la résolution de s'opposer, par tous les moyens en leur pouvoir, à la célébration de ce mariage, qui devait avoir lieu à Bordeaux au mois d'octobre. Ils offrirent en même temps le commandement de leurs troupes au duc de Rohan, qui paraissait indécis entre les deux

rtis ; c'était un bon moyen de le gagner à leur cause ou de compromettre aux yeux de la reine.

Lavas, de Castets-sur-Garonne, agissait d'intelligence avec le comte de Saint-Paul, seigneur de Caumont et duc de Fron-tils se donnèrent des peines incroyables pour soulever la rme ; ils parcoururent les pays limitrophes du Bordelais ; après une résolution prise à Sainte-Foy, Boisse-Pardailint, avec un corps de deux mille hommes, attaquer l'abbaye de Saint-Ferme. Cette bande pénétra dans l'église ; mais religieux, sous la direction du capitaine Pauquet, se retranchèrent sur la voûte et se défendirent avec courage : chaque mousquet d'un moine tuait deux calvinistes ; ces derniers y perdirent un grand nombre de leurs partisans furent forcés de se retirer avec honte. En Médoc, ils furent plus heureux ; ils démolirent les fortifications de Castillon la guerre civile y dressa partout avec audace sa tête ; dans les environs de Bordeaux, ses effets furent sensibles ; on y avait pourvu à toutes les éventua-

Livre VIII.

Chap. 7.

1615.

avait toutes ces pénibles circonstances ; mais, jeune et dans ses agents et ses troupes, il partit de Paris suivi d'une brillante et nombreuse cour et escorté de deux cents chevaux et quatre mille fantassins. Il arriva le 6 octobre et y fit son entrée en habits de velours. Quelques membres du Parlement s'y étaient rendus complimenter. Pendant son séjour à Bourg, Sa Majesté les religionnaires, informés de son intention de passer avant d'entrer à Bordeaux, concentraient dans les environs de Guîtres, avec la résolution du passage de l'Isle ; ces avis lui parurent suscitèrent pas sa résolution. Depuis les limites de la Gironde il n'avait pas vu le moindre péril, grâce aux conseils du président de Gourgues, qui était sur le chemin et qui devait présider à la réception

Livre VIII.
Chap. 7.

1615.

Dupleix,
Ut supra.

D. Devienne,
*Histoire
de Bordeaux.*

de Sa Majesté à Bordeaux ; il répugnait à supposer des difficultés sérieuses à son voyage ; il comptait d'ailleurs sur la fidélité éprouvée de Roquelaure, qui s'était rendu à Guîtres avec quatre mille arquebusiers et deux mille hommes à cheval, auxquels s'étaient réunis trois cents autres, envoyés par la municipalité de Bordeaux, et cent bourgeois que Pierre Eymar, maire de Bourg, avait chargés d'escorter le roi. Ces forces auraient suffi pour dissiper les craintes de la cour ; mais des avis plus sérieux et plus circonstanciés décidèrent le roi à retourner en arrière. Il rentra dans la ville de Bourg, où les Bordelais, prévoyant qu'il ne voudrait pas risquer sa vie en passant par Guîtres, avaient envoyé le jurat Fonteneil avec une maison navale tirée par soixante matelots, habillés des livrées de la ville et distribués dans quatre grandes barques. Le bateau royal était élégamment décoré et parsemé de croissants et de tours : « Sur l'un des côtés, dit un auteur, un personnage » allégorique, représentant la Garonne, sortait à demi des » ondes ; il portait sur sa tête un paquet énorme de joncs et » de roseaux, et se tournait vers Neptune, en suppliant, comme » pour se plaindre de la pesanteur du fardeau et le solliciter » de l'en décharger, en considération du spectacle brillant » qui décorait son empire. » Louis XIII ne comprit pas, peut-être, ou feignit de ne pas comprendre cette décoration emblématique ; il ne fit rien pour diminuer les charges de la province : les impôts devinrent plus lourds que jamais, suite des malheurs du temps.

La maison navale aborda aux Salinières, à cinq heures du soir, le 7 octobre, au milieu d'une foule immense de curieux accourus de toutes parts pour fêter l'arrivée du roi : on n'entendait que des acclamations de joie, des *vivats* mille fois répétés et des salves d'artillerie. Le roi monta dans un élégant carrosse, et le cortège, précédé des gardes, se rendit à Saint-André, où le prince fut reçu et complimenté par le cardinal de Sourdis, à la tête de son clergé. Après avoir fait sa prière

devant l'autel et prêté le serment accoutumé, il fut conduit à l'Archevêché ; la reine-mère logea quelques jours au château du Hâ ; mais ne trouvant pas les appartements assez convenables, elle alla demeurer chez le sieur Martin, rue du Mirail : Madame descendit chez M. de Beaumont, doyen des maîtres des requêtes ; M. de Guise, chez le sieur Martin, au Chapeau-Rouge ; et M. le Chancelier, chez le président de Gourgues.

Quelques jours plus tard, on sut à Bordeaux que le duc de Rohan avait pris les armes et menaçait les contrées méridionales du Bordelais. Le roi tint conseil ; et, présumant que cette petite armée pourrait grossir et tenter un coup de main sur la cour, il envoya au duc, M. de La Brosse, pour lui demander raison de sa conduite. De Rohan passait la Garonne quand il vit arriver de La Brosse. Il voulait entrer dans l'Armagnac, avec Favas et le marquis de La Force, et créer des embarras et même des périls pour la cour. Tout étonné de la mission de de Brosse, il répondit avec franchise qu'on craignait pour la nouvelle religion, puisque le roi levait des troupes exclusivement catholiques, et que, de plus, le mariage entre les deux Maisons royales de France et d'Espagne ne justifiait que trop ces appréhensions ; mais que, du reste, ses amis n'avaient fait aucun acte hostile, excepté l'affaire de Saint-Ferme, où ils n'avaient fait que se défendre contre une attaque injuste. Cette réponse ne parut pas sincère à Louis XIII ; d'après l'avis de son conseil, il ordonna de traiter de Rohan en ennemi de l'État.

Le 18 octobre, le duc de Lermé épousa, à Burgos, l'infante par procuration et au nom de Louis XIII, et, le même jour, le duc de Guise, représentant du prince espagnol, épousa en son nom Madame de France, à Bordeaux. A deux heures, Madame parut dans la galerie de l'Archevêché pour la cérémonie des fiançailles ; elle portait une couronne d'or, le manteau royal à fleurs de lis, fourré d'hermine ; elle était suivie du prince de Conti, qui portait la queue de sa robe. Après cette cérémonie,

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1615.

on se présenta à l'église, où se trouvaient les magistrats, tous les personnages marquants du pays. Le roi prit Madame par la main droite et la reine par la gauche, et ils la placèrent sur une estrade devant le maître-autel. Le cardinal de Sourdis officia ; l'archevêque de Reims lui servit de diacre et l'évêque de Bazas de sous-diacre. Le trône du roi était plus bas que celui du cardinal ; le pieux prince ne crut pas s'humilier en cédant le pas, dans l'église, au ministre de Dieu.

Deux jours après (21 octobre), la princesse partit pour l'Espagne, sous la garde du duc de Guise et d'une forte escorte. Le roi l'accompagna à un quart de lieue de la ville. L'échange des deux princesses se fit dans l'île des Faisans, sur la Bidassoa, le 9 novembre. La princesse espagnole rencontra à Bazas deux jurats de Bordeaux, qui allèrent la complimenter. Le roi lui-même, qui avait entendu parler de sa beauté, alla la voir *incognito* à Castres. Elle arriva à Bordeaux le 21 novembre, à neuf heures du soir, dans une litière ouverte, entourée d'une population ivre de joie.

Le 25 novembre, on procéda au mariage du roi. Le cardinal de Sourdis ayant eu une fâcheuse affaire avec le Parlement, dont nous parlerons dans la suite, ce fut l'évêque de Saintes qui officia à sa place. La messe commença à quatre heures du soir et tout fut fini à six. L'église était décorée d'élégantes tapisseries envoyées exprès de Paris. La cérémonie achevée, on jeta dans la foule, qui entourait la cathédrale, une grande quantité de médailles d'or et d'argent, portant cette inscription : *ÆTERNÆ FOEDERA PACIS. Monuments d'une paix éternelle!*

Quatre jours après (29 novembre), Leurs Majestés sortirent de la ville, pour faire leur entrée solennelle. Après la messe, elles s'embarquèrent à S^{te}-Croix, sur une maison navale élégamment décorée, qui était remorquée par quatre bateaux et suivie d'une centaine de barques portant leur suite, les musiciens et les gardes. On débarqua aux Chartrons, où, après une légère collation, Leurs Majestés s'assirent sur un trône, vers les

Darnal,
Chroniques,
page 162.

Darnal',
*Chronique
bordelaise*.

deux heures. Le chancelier et les officiers de la cour avaient les sièges réservés. Après avoir entendu la harangue de de Tans, premier jurat, au nom de la ville ; de l'évêque de Dax, veyen de Saint-Seurin, au nom du clergé ; de Brassier, recteur, sur l'Université, et du président de Lalande pour le Parlement, le roi, monté sur un beau coursier, précédé du grand-évêque et des Suisses, suivi des maréchaux, des chevaliers des lres du roi, de toute la noblesse, se dirigea vers la cathédrale : la reine était portée dans un brancard découvert ; elle était précédée du duc d'Uzès, son chevalier d'honneur, et avait de côté les ducs de Guise et d'Elbeuf. La noblesse française et la noblesse espagnole étaient mêlées. Au dernier rang venaient les carrosses de Leurs Majestés, puis les carrosses des dames françaises et espagnoles. Arrivé à la porte de la ville, le roi reçut les clés des mains des jurats et avança par une rue tapissée et bordée des milices de la ville, au milieu d'une foule ivre de joie. Arrivé devant l'hôtel où se trouvait le roi, il s'avança pour la saluer, en faisant, d'après son rôle, caracolier son cheval avec grâce. Enfin, il fit arrêter son cheval devant l'hôtel de Saint-André, à la lumière des flambeaux ; après avoir dit, *sum*, il jura de garder les statuts et les privilèges de la ville. Cette journée fut terminée par des salves d'artillerie, tirées des canons et des navires. L'ambassadeur espagnol fit présenter au roi de vingt beaux chevaux, au nom de son maître. Le roi donna à Leurs Majestés deux médailles d'or, de la même forme, chacune, d'une assiette ; celle du roi le représentait à demi-relief ; derrière lui, on voyait un amphithéâtre, et sous son cheval des géants qu'il foulait : c'était une allusion aux troubles qu'excitaient les huguenots et à leur futur sort. La légende était en latin et ainsi *périront les impies qui voudront nous chasser*. Sur le revers, on avait figuré la ville de Bordeaux,

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1615.

(1) Sic pereat, nostro qui nos detrudere cælo,
Impius audebit.....

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1615.

le port et le Cypressat ou côte de Cenon : on y reconnaissait la plupart des édifices remarquables. Sur la médaille de la reine, Leurs Majestés paraissaient, se tenant par la main ; le Saint-Esprit rayonnait sur leurs têtes ; un dauphin, environné d'étoiles, paraissait dans le ciel ; d'autres dauphins nageaient dans la mer ; la légende latine signifiait : *Comme il brille dans le ciel et nage dans la mer, qu'il règne donc sur l'univers* (1).

D. Devienne.

La ville fit présent à la reine-mère de deux morceaux d'ambre gris, d'une grosseur remarquable, trouvés sur la côte de La Teste. On les mit dans une boîte de vermeil, enrichie de figures et de devises.

Le 10 décembre, le roi tint un lit de justice au Parlement, et, entre autres choses, dit qu'il honorait la justice ; qu'il entendait qu'elle fût si bien rendue à ses sujets, que les méchants seraient punis et les bons récompensés et honorés. Enfin, le départ de la cour fut fixé au 17 : le Parlement pria le roi de prendre les mesures nécessaires pour la défense du pays ; il le promit, et fit désarmer les réformés. Il leur fut expressément défendu de troubler l'ordre ; et aux catholiques, aussi sous des peines très-graves, de faire aucune provocation qui pourrait exciter des troubles dans la province.

Pendant les deux mois et demi que la cour séjourna à Bordeaux, Louis XIII faisait souvent des promenades sur la rivière, où l'on tirait des feux d'artifice ; il vivait familièrement avec les jeunes gens de la ville, qui formaient sa garde ; il se mêlait à la foule, faisait des courses à la campagne et visitait avec soin les édifices et les curiosités de la ville et des environs. Un jour, il alla à l'Hôtel-de-Ville, il y trouva une collation superbe et très-somptueuse, servie sur deux longues tables dressées en potence. Il mangea peu et fit réserver un plat très-curieux, où l'on avait représenté en sucre le temple

(1) Ut fulget in cœlo, natat aequore, regnet in orbe.

de Salomon. Mais il eut à peine fini, que les nobles, les assistants se jetèrent avec avidité sur les tables : tout fut pillé et renversé, les plats et les assiettes brisés, et le roi lui-même fut tellement pressé par la foule, que, dans un moment d'impatience, il donna un soufflet à un enfant qui s'était jeté entre ses jambes. Le soir, il y eut des feux d'artifice et un spectacle d'un combat entre des géants et des pygmées : les premiers étaient des hommes montés sur des échasses, les seconds étaient de petits enfants. C'était alors une croyance générale, en France, que les rois de la race de Saint-Louis avaient le pouvoir, en les touchant, de guérir les écrouelles : le jour de la Toussaint, Louis XIII toucha quinze cents personnes atteintes de ce mal.

En partant de Paris, le roi avait pris deux millions à la taille ; ils suffisaient à peine à la moitié du voyage : le duc de Gournay, Desaignes, procureur général au Parlement, et quelques autres, se cotisèrent dans le but de prêter une somme assez considérable au roi, pour ses dépenses ordinaires. Le 17 décembre, Leurs Majestés quittèrent notre ville après avoir assuré les Bordelais de leur reconnaissance éternelle. Elles arrivèrent, par d'affreux chemins, à Créon, elles passèrent la nuit, et, le lendemain, traversèrent la Garonne à Branne, sur un pont de bateaux, et furent accueillies avec enthousiasme à Libourne.

Dès le départ de la cour, le maréchal de Roquelaure prit toutes les mesures pour la sûreté de la ville. D'après les ordres du roi, on désarma les religionnaires ; on chargea douze compagnies de faire, deux à deux, la visite des maisons des habitants ; on défendit, sous des peines sévères, qu'on molestât les protestants de la ville ou des faubourgs ; et, par ces sages mesures, on fit avorter tous les projets que les chefs des religionnaires avaient formés pour se rendre maîtres de Bordeaux. Quelques mois plus tard, le roi fit un traité avec les protestants ; il contenait cinquante-quatre articles, tous

Livre VIII.
Chap. 7.
—
1615.

6 Mai 1616.

Livre VIII.

Chap. 7.

—
1616.

favorables à la réforme. Le Parlement de Bordeaux ne les enregistra qu'avec des modifications, dit D. Devienne, qui réduisirent ce traité à peu près aux termes de l'édit de Nantes.

Nota. Le froid de l'an 1403 fut intense, l'hiver de 1572 le fut davantage; celui de 1608 fut extrême et long : les vignes furent gelées, et le peuple eut beaucoup à souffrir; le froid dura deux mois sans interruption, et la chaleur de l'été suivant fut très-violente. En 1616, le froid fut si fort à Bordeaux, que le prix de cent fagots monta à 8 fr., la bûche à 9, et le faissonnat à 18 fr.

CHAPITRE VIII.

PARTICULARITÉS HISTORIQUES DU XVI^e SIÈCLE.

Les Coutumes. — Les Corporations. — Les Gahets. — Les Pauvres. — Les Truands. — Les Bohémiens. — Jeux de hasard. — Les Enfants trouvés. — Le Gabarier. — La Peste. — Les Bourgeois de Bordeaux. — Leurs Privilèges au XVI^e siècle. — Bordeaux appelé *sa bonne ville* par le roi. — Étendue et Embellissement de Bordeaux. — Cloche de l'Hôtel-de-Ville. — Clocher de Saint-Michel. — Château de Montferrand. — Dessèchement des marais. — Impôts. — Fabrique de Soieries. — La Peste. — L'Hôpital de la peste. — Enclos d'Arnaud-Guiraud. — Conâtures de Bordeaux. — Monnaies. — Femmes de mauvaise vie.

Au XVI^e siècle, il s'opéra de notables changements dans l'administration civile, politique et judiciaire de Bordeaux. Jusqu'alors, la jurisprudence variait selon le pays et même les petites localités ; la Coutume régnait à Bordeaux et servait presque toujours de règle dans les tribunaux ; le droit romain ou écrit prévalait ailleurs, et très-souvent en opposition aux usages sanctionnés par le droit coutumier. On attendait une main habile pour coordonner ces Coutumes diverses et souvent divergentes, et pour en faire un tout homogène et compact, et s'harmonisant, autant que possible, avec le droit romain. Cet utile travail fut entrepris par M. de La Marthonie, premier-président du Parlement sous Louis XII, continué par son successeur, M. de Belcier, et publié le 23 juillet 1521.

Les *corporations* ou corps de métier avaient une organisation légale, des privilèges et des statuts particuliers ; leur contraste avec leur état, au XIX^e siècle, fournirait à la politique comme à la morale des leçons instructives.

Dans le *Livre des Coutumes* de Bordeaux, comme dans les registres du Parlement, il est fréquemment parlé des *gahets*,

Livre VIII.

COUTUMES.

GAHETS.
*Histoire de
Bazas*, p. 461.

Livre VIII.
Chap. 8.
—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

que les Gascons appelaient *cagots*, *capots*, et les Basques *agots*, et qui, en plusieurs autres contrées de l'ancienne Guienne, prenaient le nom de *chrétiens*. C'était une classe d'êtres malheureux et maudits, atteints d'une lèpre dégoûtante, comme l'éléphantiasis, et qui mettait ces malheureux dans la triste nécessité de vivre isolés, proscrits et exclus des jouissances et des commodités de la vie sociale; c'étaient des parias au sein de la société française, des êtres qui inspiraient la crainte et le dégoût, et qui, repoussés partout et de tous, se cachaient dans les bois, au bord des lagunes, ou dans des endroits déserts et inhabitables. Dans les églises même, ils avaient une porte séparée, des bénitiers particuliers, et une place distincte pour assister aux offices divins; ils ne pouvaient pas épouser les filles des citoyens non *gahets*, ni porter des armes, ni sortir de leurs bordes, sans avoir, sur leur habit extérieur, une marque de drap rouge. On les fuyait avec soin; on ne conversait ni ne marchait avec eux, crainte d'aspirer une atmosphère infecte. Il leur était défendu d'entrer en ville, de faire partie d'un groupe de citoyens, de marcher sur la voie publique sans avoir des sandales ou sabots, de peur que la sueur de leur peau n'infektât le pavé que devaient fouler des pieds non lardés. Ils ne pouvaient exercer d'autres professions que celle de bûcheron ou de charpentier; plus tard, il leur fut permis d'apprendre les métiers de cordier et de tonnelier. Comme charpentiers, ils étaient tenus de courir les premiers aux incendies, et de se charger des travaux pénibles et avilissants.

Du temps de Gaston II, en Béarn, on avait tellement perdu de vue leur qualité d'hommes libres, qu'un certain seigneur fit présent d'un *cagot* à ses parents! Ils déposaient devant la justice; mais on exigeait sept témoins *cagots* pour valoir un témoignage! En Aquitaine, dit Scaliger, il y a autant d'injure à appeler un homme *gahet*, que de dire qu'une femme est adultère : *In Aquitaniâ, tantum est convicium appellare aliquem leprosum, ut mulierem adulteram.*

Le nom et l'origine des *gahets* ou *cagots* ont donné lieu à de longues discussions entre les savants.

Le savant de Marca et les encyclopédistes du XVIII^e siècle ont regardé les *gahets* comme les restes des Sarrasins. « Je pense, dit M. de Marca, que les *cagots* sont descendus des Sarrasins, qui restèrent en Gascogne après que Charles Martel eut défait Abdérame..... On leur conserva la vie en faveur de leur conversion à la religion chrétienne, d'où ils tirent le nom de *chrétiens*, et, néanmoins, on conserva tout entière, en leurs personnes, la haine de la nation sarrasinesque. »

Cette opinion nous paraît hasardée. La lèpre était une maladie endémique en Syrie et en Judée; mais on ne dit pas qu'elle fut populaire parmi les Maures ou les Sarrasins. Nous savons que les Sarrasins, vaincus à Poitiers, se retirèrent dans la Septimanie; mais il est constant qu'il y eut, dans ce pays-là, moins de *gahets* ou de *cagots* que dans le Bordelais, le Béarn et le Toulousain. Les Sarrasins ne furent expulsés des Gaules que par Pepin, père de Charlemagne, vers l'an 755, et cependant l'époque de la lèpre en Occident, et surtout en Guienne, ne remonte pas au-delà du X^e siècle, de l'aveu de M. de Marca lui-même.

Le même auteur dit que, par haine pour les Goths, qui étaient ariens, le peuple appelait ces Maures *caa-Goths* (chiens de Goths). C'est aller loin à la recherche de la vérité, qu'il aurait pu trouver plus près : ces infortunés lépreux s'appelaient *cagots* dans nos contrées, du mot celtique *cacods*, ladres; *cacous*, en bas-breton, et *gahets*, du mot patois ou roman *gahads*, qui veut dire : atteints du mal, attrapés, infectés. On les désignait, dans la Navarre, par le nom *gaffos*, qui correspond à notre terme *gahets*; on sait que les Gascons substituent la lettre *h* à la lettre *f*, et *vice versa*.

Pourquoi M. de Marca veut-il qu'on les ait appelés *chiens de Goths*? On avait oublié les Goths en Aquitaine lorsque les

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.
—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

cagots ou *gahets* commencèrent à y être connus. Les Goths ou plutôt les Visigoths furent chassés de l'Aquitaine dans le VIII^e siècle, et le plus ancien document qui se rapporte aux *gahets* ne remonte pas au-delà de la fin du IX^e. Le cartulaire de l'abbaye de Luc parle, en l'an 1000, des *gahets*, mais sous le nom de *chrétiens*.

L'étymologie donnée par M. de Marca ne saurait satisfaire les exigences d'une saine critique; nous préférons celle que Vénuti fournit sur le même sujet. Selon cet auteur, les premiers *gahets* étaient des pèlerins chrétiens, qui, étant allés visiter, selon l'antique usage de l'Eglise, les Lieux-Saints, rapportèrent de la Syrie et de l'Égypte, où la lèpre était devenue endémique, cette affreuse maladie, que la médecine a combattue si longtemps, sans succès, dans nos contrées. Un motif louable de piété dirigeait les chrétiens vers Jérusalem dans les premiers siècles; mais au X^e siècle, cette piété dégénéra en une sorte de fanatisme, et le voyage de la Terre-Sainte devint une chose à la mode; il suffisait seul, disait-on, pour effacer les plus grands péchés; la contrition ne venait probablement qu'en seconde ligne; telle était la fausse croyance du temps. Robert VIII, duc de Normandie; Foulques III, comte d'Anjou; des milliers d'individus, riches et pauvres, couraient à Jérusalem avec la pensée salutaire de faire pénitence et de se réconcilier avec Dieu. Parmi les maux résultants de ces courses lointaines, l'un des plus grands était, sans contredit, la lèpre, maladie de ces pays. C'est à cause de cette maladie que les *gahets* furent appelés *gézits* ou *gézitains*, de Giezi, serviteur d'Élisée, qui fut frappé de la lèpre pour ses péchés à l'égard de Naaman. C'était la maladie de la Palestine, où Giezi avait habité; et cette punition céleste était tellement connue dans le monde chrétien, que dans beaucoup de contrats solennels on demandait au ciel de les affliger du mal de Giezi, si on ne les observait pas. *Si verò non hæc omnia servavero... habeam partem cum Judd et leprâ Giezi.* (Nouvelle 8, tit. 3). Le nom

de *gézits* s'attachait donc à tous ceux qui, atteints de la lèpre, paraissaient maudits de Dieu; les *gahets* ou *cagots* étaient de ce nombre. Ils prenaient le nom de *chrétiens*, parce qu'ils avaient fait le voyage de la Terre-Sainte; ce qui, à leurs yeux, caractérisait les vrais *chrétiens*. Les écrivains latins les appelaient *cacosos*, et *cacosomium*, la maison des *cagots* ou *gahets*.

Dans les XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, on comptait beaucoup de *gahets* à Bordeaux et dans le Bazadais. Les *gahets* demeuraient, à Bordeaux, dans le quartier de Saint-Nicolas; dans le Bazadais, on en voyait un grand nombre dans les paroisses de Savignac, Uzeste, Saint-Pierre-de-Mons, Saint-Michel-de-Trades; à Lignan, l'endroit où ils demeuraient s'appelle encore le *Gahereau* ou *los Gahets de Lignan*.

On lit dans la Coutume du Mas-d'Agenais, article 43 (année 1398) : « *Item es establitz que nul Juzin (Gexitain) ni Juziane tocuian pan ni fruyta, al Mas, quand la volran comprar ab los Mas; mas que se fassan balhar par aquets qui las ditas causas vendran, et qui encontra fara, paguera V. S. Arn. de gatge et aquel qui vendré paguera autres V. S. de gatge.* »

En 1460, les États de Béarn défendirent aux *cagots* de marcher nu-pieds dans les rues, afin que leur laderie n'importunât pas les personnes saines, et cela, sous peine d'avoir les pieds percés d'un fer rougi au feu. Il leur était défendu de sortir de leurs hameaux ou bordes sans avoir cousu à leur robe extérieure, comme signe distinctif, un morceau de drap rouge, coupé en forme de patte d'oie ou de canard, symbole de sang ou de purification caractérisé par ces oiseaux aquatiques.

En 1544, on conçut des soupçons sur la pureté de leur foi, le clergé de Navarre leur refusa les sacrements. Ils présentèrent une requête à Léon X, et exposèrent que, bien qu'ils fussent et s'appelassent *chrétiens*, et professassent la religion catholique, on les persécutait comme descendants des Albigeois, qui étaient hérétiques. On voit ici tout à la fois l'ignorance

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

*Chronique
bordelaise.*

des *gahets* persécutés et des chrétiens persécutants. Les Albigeois ne commencèrent à prêcher leurs doctrines erronées que sur la fin du XII^e siècle (1180), en Languedoc; tandis que les *cagots* et *gahets* étaient connus, en Aquitaine, dans le X^e. Léon X fit droit à leur demande, et ordonna qu'on les traitât comme les autres chrétiens. Cependant, les Parlements furent obligés d'intervenir pour leur faire donner la sépulture chrétienne; mais ce fut un pape qui, le premier, les fit réhabiliter dans leurs droits sociaux.

« En 1555, dit Darnal, *MM. les Jurats firent ordonnancer*
» *que les gahets qui résident hors la ville, du costé de Saint-*
» *Julien, en un petit faubourg séparé, ne sortiraient sans porter*
» *sur eux, en lieu apparent, une marque de drap rouge. C'est*
» *une espèce de ladres, non du tout formez, mais desquels la*
» *conversation n'est pas bonne, qui sont charpentiers et bons*
» *travailleurs, qui gagnent leur vie, en cet art, dans la ville*
» *et ailleurs.* »

La police de Bordeaux continua longtemps, à leur égard, ces mesures vexatoires. On lit dans le *Livre des anciens et nouveaux Statuts de la ville de Bordeaux*, à l'article *Gahets* :
« *Qu'aucun de ceux que l'on nomme chrétiens ou chrétiennes,*
» *ou autrement gahets, de quelques lieux qu'ils soient, ne*
» *pourra sortir de leurs maisons, ou habitation, ni entrer dans*
» *la ville pour aller par les rues, sinon qu'ils portent une*
» *enseigne de drap rouge de la grandeur d'un grand blanc*
» *(pièce de monnaie), cousue et bien attachée au devant leur*
» *poitrine, et en lieu découvert et apparent, et qu'ils n'ayent*
» *les pieds chaussés, sous peine de fouët ou autre amende arbitraire.*

» *Et ne pouvant entrer, lesdits gahets, ès boucheries, tavernes, cabarets, paneteries de la ville, et participer avec*
» *l'autre peuple à mesmes peines que dessus.* »

Le Parlement de Bordeaux, en 1596 et en 1604, sanctionna ces règlements et quelques autres également vexatoires.

qu'on trouve dans les arrêts du 14 mai 1578 et du 12 mai 1581 ; il ordonna aux gahets et aux cagots du pays de Soule de « *porter sur leurs vestements et sur la poitrine, un signe rouge, en forme de patte de canard, pour être séparés du résidu du peuple ; leur inhibe de toucher aux vivres qui se vendent au marché, à peine de fouët ; leur défend de toucher l'eau bénite dans les églises, où les autres habitants la prennent.* »

En 1606, le Parlement de Toulouse, comme premier pas vers l'émancipation de ces parias de la France, ordonna une enquête sur la nature de la maladie ; c'était fournir les moyens de dissiper bien des préventions et de réhabiliter bien des gens souvent soupçonnés à tort d'être lépreux.

En 1640, les États du Béarn ordonnèrent la démolition de leurs colombiers, et leur défendirent de porter des armes, pistolets, épées ou manteaux. Mais toutes ces mesures rigoureuses, prescrites par la police contre une maladie qu'on croyait contagieuse, cessèrent peu à peu avec les préjugés qui les avaient fait naître. En 1688, le Parlement de Navarre accorda aux gahets les droits de citoyens, et une libre et entière participation aux avantages de l'état social. Le Parlement de Bordeaux suivit cet élan philanthropique, et ordonna en 1723, le 10 juillet, et en 1735, le 22 novembre, qu'on *traitât les gahets comme les autres habitants du lieu, sans distinction ; et sous peine de 500 liv. d'amende* (1).

Par son arrêt du 27 mars 1738, le Parlement fit inhibition et défense d'injurier les prétendus descendants de la race de Lévi et de les traiter d'*agots, cagots, gahets, ladres*, et ordonna l'exécution des arrêts précédents. Le Parlement de Toulouse adapta la même jurisprudence à leur égard, dans son arrêt du 4 juillet 1746, et sous les mêmes peines.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

On trouvera beaucoup de détails intéressants sur ces êtres malheureux dans *le livre des Races maudites*, par Francisque Michel.

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Variétés
bordelaises,
tome 4.

Les familles nobles de Bordeaux, par compassion pour ces malheureux lépreux, laissaient souvent par testament de petites sommes à leurs maisons, qu'on appelait *mezeleries*. Comme leur résidence obligée était en dehors du quartier de Saint-Julien, à Bordeaux, ils assistaient aux offices divins dans l'église de Saint-Nicolas *des gahets* et dans celle de Saint-Vincent *de lodors* (ladres), qui n'existe plus. Par son testament du 2 avril 1328, Assalhide, de Bordeaux, laissa 10 liv. à chacune des maisons des *gahets* (*mezeleries*), qui se trouvaient dans les juridictions de Benauges, de Castillon-sur-Dordogne et de Castelnau de Médoc. Nous pouvons en conclure qu'il y avait beaucoup de *gahets* dans ces contrées, puisqu'ils y avaient des maisons ou hôpitaux particuliers.

Quand un homme ou une femme se trouvaient atteints de la lèpre, on les séparait de la société commune par une cérémonie religieuse dont les détails, que nous devons à la plume de M. Monteil, ne seront pas sans intérêt pour nos lecteurs :

« Vers l'heure de none, tout le monde étant rendu, la cérémonie pour retrancher du milieu du peuple cet infortuné jeune homme, a commencé. Le lépreux, revêtu d'un drap mortuaire, attendait au bas de l'escalier. Le clergé de la paroisse est venu en procession le prendre et l'a conduit à l'église. Là était préparée une chapelle ardente, dans laquelle il a été placé. On lui a chanté les prières des morts; on lui a fait les aspersions et les encensements ordinaires. Il a été ensuite mené par le pont Saint-Ladre, hors de la ville, à la maisonnette qu'il doit occuper. Arrivé à la porte, au-dessus de laquelle était placée une petite cloche surmontée d'une croix, le lépreux, avant de dépouiller son habit, s'est mis à genoux. Le curé lui a fait un discours touchant, l'a exhorté à la patience, lui a rappelé les tribulations de J.-C., lui a montré, au-dessus de sa tête, prêt à le recevoir, le ciel, séjour de ceux qui ont été affligés sur la terre, où ne seront ni malades, ni lépreux, où tous seront éternellement sains, éternellement purs, éternel-

lement heureux. Ensuite ce jeune infortuné a ôté son habit, mis sa tartarelle de ladre, pris sa cliquette, pour qu'à l'avenir tout le monde ait à fuir devant lui. Alors le curé, d'une voix forte, lui a prononcé en ces termes les défenses prescrites par le rituel :

- » Je te défends de sortir sans ton habit de ladre.
- » Je te défends de sortir nu-pieds.
- » Je te défends de passer par des ruelles étroites.
- » Je te défends de parler à quelqu'un lorsqu'il sera sous le

vent.

» Je te défends d'aller dans aucune église, dans aucun noutier, dans aucune foire, dans aucun marché, dans aucune éunion d'hommes quelconque.

» Je te défends de boire et de te laver les mains, soit dans ne fontaine, soit dans une rivière.

» Je te défends de toucher les enfants; je te défends de leur en donner.

» Je te défends, enfin, d'habiter avec toute autre femme ne la tienne. »

« Ensuite le prêtre lui a donné son pied à baiser, lui a jeté pelletée de terre sur la tête, et après avoir fermé la porte, recommandé aux prières des assistants; tout le monde s'est iré. (*Hist. des Français des divers états*, tom. 1, ép. vi.)

• Ils étaient obligés d'avoir un puits à eux devant leur borde, s'il n'y en avait point, d'avoir une écuelle attachée au bout n bâton, pour puiser de l'eau sans danger pour les voisins. *gahet* ne pouvait boire en autre vaisseau qu'au sien, ni ir sans avoir vêtu sa hausse de quamelin, sans couleur une, ni passer sur un pont de bois sans sandale, ni travailler planches sans gants, etc.

On comprend aisément, dit Baurein (*Variété bord.*, tome que ce n'était pas en haine de la personne de ces gahets n leur faisait des défenses aussi sévères, mais uniquement préserver les personnes saines des atteintes de la maladie

Livre VIII.

Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

dont on les croyait attaqués. » — N'importe; le cœur se soulève à l'idée de ces règlements restrictifs, et notre surprise augmente, lorsque nous voyons qu'au XVIII^e siècle, ces vieux préjugés existaient encore, et que les Parlements appliquaient, aux gens réputés *gahets*, une absurde jurisprudence, qui restera comme un stigmate ineffaçable de honte sur ce qu'on appelle bonnement le siècle des lumières. Il a fallu l'épouvantable cataclysme social de 1793, pour abolir ces lois absurdes, pour restituer à ces victimes d'un code pénal trop rigoureux, leurs droits d'hommes et de citoyens, et pour empêcher qu'une partie de la population ne parquât l'autre comme autant d'animaux immondes, indignes des bienfaits de la religion, des lois et de la civilisation. On se révolte aujourd'hui à la vue du tableau de leurs souffrances, et nos idées de liberté, d'égalité et de progrès se trouvent froissées par les humiliations auxquelles une jurisprudence peu éclairée assujétissait ces parias de la société française. »

LES PAUVRES.

Au XVI^e siècle, la police étendait sa sollicitude à toutes les classes. Les pauvres étaient reçus à l'hôpital de Saint-André (*rue des Trois-Conils*), qui fut fondé au XV^e siècle, par Vital Carle, et restauré en 1563, par M. Boyer, vicomte de Pommiers et président du Parlement. Le chapitre de Saint-André donnait, par mois, 22 liv. 10 sous pour la nourriture des pauvres, et M. Boyer, dont nous venons de parler, laissa une grande partie de ses propriétés pour *alimenter et nourrir à jamais les pauvres de Dieu*. Le syndic de cet hôpital rendait ses comptes tous les ans, en présence du chantre de Saint-André, de l'official et de quelques membres du Parlement. Un prêtre devait y dire la messe tous les jours et prier sur la tombe du restaurateur de cet hôtel-Dieu.

En 1599, pendant une affreuse disette à Bordeaux, les pauvres mouraient de faim; on prit des mesures pour les placer chez tous les bougeois, sans distinction de charge ou de qualité. Les pauvres avaient, au XVI^e siècle, un receveur général

chez qui on portait les offrandes et les dons pour l'hôpital; deux médecins étaient payés pour visiter les pauvres de l'hôtel-Dieu deux fois par semaine; des prudhommes et des demoiselles pieuses qu'étaient, pour les pauvres, de l'argent, du vin, de la laine, etc., etc. Tout notaire, en écrivant les testaments des malades, était tenu, sous peine de 100 sous d'amende, de recommander les pauvres au testateur; il y avait, dans les boutiques des marchands, des boîtes pour les pauvres. On ne recevait pas en ville les pauvres étrangers, et ceux qui n'y étaient pas inscrits sur les rôles des différentes paroisses, étaient tenus de sortir de la ville dans les vingt-quatre heures, sous peine du fouet. Tout individu, sain et valide de corps, qu'on voyait mendier, était attaché au carcan, employé à traîner les charriots, à recurer les fossés de la ville et à nettoyer les rues, et, en cas de récidive, était condamné au fouet.

Les *truands*, ou ceux qui, par des maux simulés, cherchaient à provoquer la commisération du public, étaient fouettés sur la place publique par le bourreau. On voyait alors à Bordeaux, comme dans toutes les autres villes de Guienne, des bandes vagabondes de Bohémiens, qui, spéculant sur la curiosité et la crédulité publiques, chantaient, dansaient et jouaient la bonne aventure; quelques-uns d'entre eux faisaient métier de devins, et soutiraient, par leur adresse, de l'argent des poches de l'ignorant vulgaire. Ils étaient, en général, vêtus comme des baladins de nos jours, en pourpoint bleu, à passe-pieds jaunes, deux plumes au bonnet, sans barbe, sans longue chevelure.

Les jeux de hasard étaient sévèrement défendus, et ceux qui les tenaient étaient mis au pilori, puis employés aux réparations des murs de la ville.

Les enfants-trouvés étaient élevés aux frais de l'hospice fondé à les recevoir; et après quelques années, et une instruction élémentaire, ils étaient confiés, jusqu'à leur majorité, à des familles bourgeoises.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

TRUANDS.

BOHÉMIENS

JEUX
DE HASARD.

ENFANTS-
TROUVÉS.

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.
GABARIERS.

Les gabarriers qui faisaient le trajet de Langon à Bordeaux, et *vice versa*, prenaient, pour un homme seul, 6 deniers, et pour un homme et son cheval, 5 sous de port ; ils ne pouvaient refuser personne à ce prix, sous peine de fouet. L'équipage devait se composer au moins d'un patron et de deux tireurs. Le passage de Bordeaux à Blaye se faisait sur une gabare qu'on nommait l'*Anguille*. Les gabarriers qui passaient l'eau aux pauvres étrangers et les portiers qui les laissaient entrer en ville, étaient condamnés à 10 livres tournois d'amende.

LA PESTE.

En 1515, la peste moissonna un grand nombre de personnes à Bordeaux ; elle reparut encore en 1546, 1556 et en 1579, et toujours avec une violence qui allait en croissant ; mais sa plus désastreuse recrudescence eut lieu en 1585 ; elle emporta alors 14,000 victimes !

La peste revenait toujours avec la disette ; son retour était devenu périodique, et son invasion ne rencontrait point d'obstacles. Il y avait bien, près de Sainte-Croix, un hôpital pour recevoir les pestiférés ; mais il était trop près de la ville et trop petit pour les besoins toujours croissants de la population. Pour remédier à cet état de choses, les jurats résolurent d'acheter un bourdieu ou grande maison de paysan, appartenant à Arnaud Guiraud, qui l'avait fait construire contre la volonté de l'autorité supérieure, en 1550. En 1585, la peste vint encore ravager la ville d'une manière si effrayante, que Michel Montaigne, dans une lettre adressée aux jurats, le 30 juillet 1585, ne cache pas ses craintes de cet épouvantable fléau, et la répugnance qu'il éprouvait d'entrer en ville :

« Je n'espargneray, dit-il, ny vie ne aultre chose pour
» votre service, et vous laisseray à juger sy celui que je vous
» puis faire par ma présence à la prochaine élection vaut que
» je me hazarde daller en la ville, veu le mauvais estat, en quoy
» elle est notamment pour des gens quy viennent dun s'y bon
» air comme je fais. Je m'approcheray mercredy le plus près

» de vous que je pourrai , et à Feuillas si le mal n'y est
» arrivé. »

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Depuis juin jusqu'en décembre 1585, la peste moissonna 44,000 victimes; elle y reparut encore en 1599. Le mal était grand; il fallait un nouvel hôpital, plus vaste que celui qui se trouvait dans le voisinage de Sainte-Croix. Les jurats, qui ne voulaient pas qu'Arnaud Guiraud fit bâtir cette grande maison, dont les ennemis de la ville pourraient un jour faire une forteresse, obtinrent un arrêt de la Cour, en date du 4^{er} février 1586, qui ordonna la vente de cet enclos d'Arnaud Guiraud, pour y établir l'hôpital de la peste. Ce n'était pas tout que l'en ordonner la vente; on établit un nouvel impôt, en vertu des lettres-patentes du 19 novembre 1586, pour solder le prix de cette maison et de ses dépendances, qui appartenaient alors à un pâtissier du nom de Dupuy. L'acte de vente fut assés le 9 octobre 1587, en faveur des maire et jurats, moyennant 1,200 écus, dont le vendeur Dupuy reçut, au moment même, un à-compte de 750 écus.

On agrandit cet établissement en 1604, avec des fonds prélevés sur la ferme du *pied-fourchu*, ou le droit d'entrée des charrues. Cet agrandissement fut constaté par une inscription sur le portail, qui rappelait le généreux dévouement des Pères jurats en faveur des pestiférés, et nous donne les noms des jurats qui présidèrent à ces travaux (1).

En 1607, une certaine dame Duplessis, née Bordes, légua à l'hôpital trois cents pièces d'or (*trecenti aureos*), pour la construction d'une chapelle sous l'invocation de la Sainte-Trinité, et pour l'établissement de quelques nouvelles cellules. En considération de cette libéralité, les jurats, à la demande

Castera, religieux de la Grande-Observance, et parent testatrice, consentirent qu'on plaçât dans cette chapelle

voir cette inscription dans Darnal, pag. 113. Nous la donnerons dans notre
de l'Église de Bordeaux.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

les armes de la famille de Bordes, avec une inscription commémorative (1).

En 1614, on entoura l'enclos d'un mur, et on y renferma les mendiants infirmes; et en 1618, la ville fit de nouvelles dépenses pour un nouvel agrandissement. En 1622, on y renferma des *soldats pauvres* et malades. Les jurats demandèrent à cette occasion, au roi, une somme de 15,000 liv., mais ils n'en reçurent que 500, les gages des officiers de l'hôpital.

Il paraît qu'à cette époque, la vie des internes de cet hôpital n'était pas très-douce; car le Parlement, par son arrêt du 6 septembre 1629, autorisa les jurats à faire donner le fouet aux pestiférés, pour insubordination et en cas d'évasion.

En 1632, grâce au cardinal de Sourdis, on avait tellement assaini les environs marécageux de Bordeaux, que les maladies endémiques dont on s'était tant plaint jusqu'alors, avaient totalement disparu. N'ayant plus de malades dans l'hôpital de la peste, les jurats l'affermèrent, avec ses dépendances, à un nommé Chambon, qui ensemença les terres vacantes et fournit une occasion aux religieux de Sainte-Croix de faire valoir certains droits d'agrière sur ces cultures. Cependant, on éprouvait encore de temps en temps le retour des fièvres ou de ces maladies épidémiques si funestes au pays depuis des siècles. On confia, en 1637, l'administration de cet hôpital à un hospitalier, avec pouvoir de louer les cellules qu'on avait construites au mur de clôture.

Le 28 mai 1644, les jurats hébergèrent, dans l'hôpital d'Arnaud Guiraud, des captifs que les religieux de la Merci venaient de racheter. On autorisa une quête en leur faveur.

En 1675, par une sage prévoyance, on résolut de construire,

(1) Cum nummi publici civitatis non sufficerent ad hujus sacelli sub titulo pietatis Dei paræ dicati constructionem, Anna de Bordes, uxor quondam Bertrandi Duplessis senatoris Regii preces superstitem optavit; pia liberalitate trecenti aureos largita est, tum ad hoc opus faciendum, tum ad quasdam hujus nosocomii cellulas edificandas.

tout autour de cet établissement, vingt chambres ou échoppes nouvelles, de 20 pieds de profondeur chacune, avec un lavoir commun de 20 pieds de large; elles devaient servir au *désinfectement* des malades qui auraient *fait quarantaine*, et qui devaient y achever leur guérison avant de circuler de nouveau dans le monde.

Mais la ville était pauvre et ses finances en mauvais état; un nommé Lentillac, chirurgien et bourgeois de Bordeaux, offrit d'achever ces projets de construction, moyennant qu'on lui donnât la jouissance de l'enclos et des chambres à construire, et, en outre, une somme de 4,780 livres. Ces conditions furent acceptées, et, le 27 mai 1673, on signa le bail qui ne devait durer que tout le temps que requerrait la maladie qui ravageait le pays.

Depuis 1692 jusqu'en 1710, on y renfermait les mendiants, et, le 1^{er} juillet 1711, on vendit une partie du mobilier au prix de 4,015 liv. 12 s. 4 den., et le local fut livré à un nommé Aubert, en 1713, par un bail qui se trouve dans le registre de la Jurade. En 1718, les jurats y établirent un dépôt de mendicité. En 1726 et 1728, MM. Grégoire et Peris, avec l'approbation des jurats, y établirent le premier jardin des plantes qu'on ait vu à Bordeaux. En 1760, on y renfermait des femmes de mauvaise vie; mais, le 15 avril 1766, le local et ses dépendances furent affermés à un nommé Herbaut; et, en 1785, on trouve un autre bail consenti en faveur de Pierre avergne, menuisier, à raison de 4,600 liv. par an.

Sous la révolution, on y renfermait les marins atteints du mal vénérien, et dans une aile de l'établissement se trouvaient des femmes condamnées par les tribunaux publics, jusqu'à l'an 309. En 1792, on y établit un asile pour les aliénés. La municipalité dépensait, pour son entretien, 8,000 livres tous les ans.

En 1800, on y établit un hôpital pour les convalescents qui venaient de l'hôpital Saint-André, et, deux ans après, on dis-

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle

tribua cette maison de manière à recevoir, non seulement les convalescents, mais les femmes condamnées à la détention, les aliénés et le dépôt de mendicité. Cet état de choses dura jusqu'en 1840. Alors, dans la vue d'agrandir l'hospice des aliénés, Bonaparte ordonna la construction d'un nouveau dépôt de mendicité, à la place des vieilles échoppes et sur les jardins de l'ancien enclos. Ce nouvel établissement fut occupé, en 1848, par les Jésuites, sous le nom des *Pères de la Foi*; mais ils l'abandonnèrent en 1828, au mois d'octobre, pour ne pas faire un serment qui répugnait à leur conscience. Le Petit-Séminaire remplace aujourd'hui les Pères de la Foi; on y compte plus de trois cents jeunes lévites qui se consacrent aux travaux du sacerdoce.

LES BOURGEOIS
DE
BORDEAUX.

Suite de l'*Histoire des Bourgeois de Bordeaux au XVI^e siècle*. — (Voir vol. 1, p. 443, et vol. 2, p. 130.)

Le titre de *bourgeois de Bordeaux* était encore très-recherché au XVI^e siècle. Depuis l'expulsion des Anglais, on avait facilité aux étrangers l'acquisition de ce titre honorifique; mais, pour être reçu comme bourgeois, il fallait avoir été domicilié dans la ville pendant deux ans; une absence de deux ans faisait perdre ce titre, avec les droits et privilèges qui lui étaient attachés. Cependant, ce titre, si respecté autrefois, était devenu si commun, que beaucoup de gens crurent pouvoir l'usurper. Le Parlement arrêta que tout bourgeois serait tenu de présenter ses lettres de bourgeoisie dès qu'il en serait requis par les officiers de la Cour.

Les bourgeois avaient de grands privilèges; les rois, en arrivant à Bordeaux, étaient tenus de jurer qu'ils les conserveraient. La municipalité s'appuyait sur la bourgeoisie; elle agissait en famille; c'était une petite république qui s'administrait elle-même sous la haute protection d'un roi. Le trésorier des deniers de la ville était nommé par les bourgeois et rendait ses comptes devant eux et en présence du maire et des jurats. En 1534, le roi confirma ces privilèges. En 1544, François I^{er}, ayant besoin d'argent, se fit payer, par Libourne, la somme de 4,000 écus, et, en échange, y établit un siège

de sénéchaussée. Les bourgeois de Bordeaux réclamèrent fortement contre l'exécution de cet édit, et en obtinrent la révocation, en se chargeant de rembourser la somme aux magistrats de Libourne.

Les bourgeois de Bordeaux avaient le droit d'empêcher l'introduction des vins étrangers au *diocèse*, et même le transport par eau des vins du Haut-Pays avant Noël. Cette mesure singulière favorisait la consommation des vins bordelais et nuisait beaucoup aux vignobles des pays situés au midi. En 1550, les Langonnais expédièrent leurs vins pour Bordeaux avant l'époque déterminée par les usages; mais les jurats les firent répandre sur le quai des Chartrons. En 1556, des marchands normands essayèrent de faire descendre des vins du Haut-Pays avant le temps permis; ils furent condamnés à une forte amende. Le port de Toulonne était le dernier du *diocèse*, en montant; c'est là qu'on expédiait les vins qu'on devait recevoir à Bordeaux. Langon, qui est tout près de ce bourg, appartenait au diocèse de Bazas: il n'avait pas ce privilège; mais Henri IV, par sa lettre de Fontainebleau, au mois de décembre 1605, ordonna qu'on accordât à l'avenir le droit de passage aux vins de Langon. Le vin de Blaye n'était reçu à Bordeaux qu'après la Saint-Martin.

En 1552, les bourgeois de Bordeaux avaient seuls le droit de faire pacager leur bétail dans les palus de Montferrand et d'Ambès, aujourd'hui convertis, presque tous, en magnifiques vignobles; et, en 1564, le roi respectait tellement leurs influences sur la population du pays, qu'à leur demande il les autorisa à remettre aux tours de l'Hôtel-de-Ville la grande cloche que Montmorency en avait fait descendre. Enfin, grâce aux efforts des bourgeois de Bordeaux, le peuple fut toujours maintenu dans sa fidélité au roi pendant la guerre de religion en Guienne; le roi en fut si satisfait, qu'il écrivit, le 1^{er} septembre 1588, pour leur témoigner sa reconnaissance, et, dès lors, appela Bordeaux *sa bonne ville*. Les bourgeois

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.
Delurbe,
Chronique.

avaient toujours un haut sentiment de la dignité de l'homme et un grand amour de la liberté. En 1574, un marchand normand ayant conduit des Noirs à Bordeaux pour les y vendre comme esclaves, le Parlement ordonna qu'ils seraient mis en liberté : *la terre de France, mère de la liberté*, dit notre Chronique, *ne permet pas chez elle des esclaves*. Quand il s'agissait de cas majeurs, et surtout de nouveaux impôts, les bourgeois étaient consultés ; leurs représentants siégeaient dans le grand conseil, qui se composait de cent trente membres ; en 1597, ce conseil accorda, à la demande du roi, un secours de 18,000 écus.

EMBELLISSE-
MENTS
DE BORDEAUX.

Sur la fin du XV^e, et pendant la première moitié du XVI^e siècle, Bordeaux fut considérablement embelli. D'après un document qui se trouve aux archives de la ville, Bordeaux n'avait alors que 3,200 brasses de circonférence. Outre la milice, il fallait pour sa défense, en temps de guerre, une garnison de 3,200 hommes de troupes régulières, savoir : 2,800 arquebusiers et 400 piquiers. Chaque arquebusier brûlait trois brasses de mèche par vingt-quatre heures. Une livre de poudre lui servait à tirer dix-huit à vingt coups. Certains canons consumaient vingt livres de poudre pour chaque coup.

Au commencement du XVI^e siècle, il n'y avait à Bordeaux qu'un moulin ; il était dans la rue Ségur ; plus tard, il y en avait six. Il y avait une fonderie de canons près de Saint-Éloi

Les revenus de la ville s'élevaient à la somme de 60,000 livres. Les jurats employèrent toutes leurs ressources pour faire construire le boulevard de Sainte-Croix et réparer les tours de Saint-Éloi, que Montmorency avait fait abattre en partie, en 1548. En 1560, on fit du cimetière de Saint-Jean une place publique (*le Marché-Neuf*) ; les forains n'y pouvaient vendre, sinon en gros, les bourgeois en détail, toute menue quincaillerie. Sept ans plus tard, on commença à bâtir les

maisons qui bordent cette place , du côté de Saint-Michel. En 1580, on éleva une muraille entre les deux tours qui se trouvaient à l'embouchure du Peugue , près le pont Saint-Jean. C'est aussi à cette époque que le commerce crut devoir réclamer auprès du roi , pour la construction d'un phare à l'embouchure de la Gironde ; le projet fut approuvé, et Louis de Foix, ingénieur du roi, posa, en 1584, les fondements de la nouvelle tour. En 1594, on fit construire la halle de Saint-Projet pour la vente de la volaille et du gibier. En cette même année, le 21 juillet, on découvrit dans un champ , hors la ville, près du prieuré de Saint-Martin, le long de la Devèze , six statues de Drusus Cæsar , de Claude , empereur , et de Messaline. Le maire les fit mettre dans des niches, à l'Hôtel-de-Ville, avec des inscriptions constatant la découverte et les noms des autorités alors en place. La statue de Messaline était admirable de beauté. Sa physionomie était un mélange de douceur et de fierté ; elle était habillée à la romaine , les cheveux ornés élégamment autour de sa tête, sa pose gracieuse et sa main droite tout découverte. Louis XIV la fit demander, pendant de Bezons , pour son château de Versailles ; les Parisiens n'osèrent pas la refuser ; mais le bâtiment qui la portait fut détruit par un glissement de terrain sur un rocher, à l'entrée de la Gironde, le 10 octobre 1686, et Versailles, comme Bordeaux, eut à recevoir l'une des plus belles statues de l'antiquité.

Peu près dans le même temps , on trouva dans d'autres lieux des marbres chargés d'inscriptions et de noms de plusieurs empereurs et impératrices, entre autres, de Claude , de Titus, d'Antonin, de Commode, de Gordien, de Victor, de Constantin, de Licinius, de Faustine, etc., etc. On trouva aussi une médaille en bronze qui représentait le buste de Néron et le combat d'Apollon et de Marsyas.

Plus tard , on a trouvé d'autres antiquités dans l'ancienne ville de Duras, près de la Petite-Obervance, et dans l'hôtel de la ville, lors de sa reconstruction, en 1745. Toutes

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

NOTE 16.

NOTE 17.

Livre VIII.
Chap. 8.

ces antiquités furent portées à l'Hôtel-de-Ville; on les voit encore au Musée.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

CLOCHE
DE L'HOTEL-DE-
VILLE.

CLOCHER
DE
SAINT-MICHEL.

En 1572, la grande cloche fut fondue pour l'Hôtel-de-Ville, par les libéralités de M^{me} de Gourgues; la charpente de cette cloche fut renouvelée par un charpentier de Venise. Deux ans plus tard (1574), un violent orage emporta le bout du clocher de Saint-Michel, qui, commencé en 1472, fut achevé vingt ans après, grâce aux encouragements et à la protection de Louis XI. Ce clocher avait 100 mètres d'élévation; il devait être surmonté d'une croix; mais aucun ouvrier ne voulut y monter. Il fallut stimuler le zèle des maçons, en leur offrant, en récompense, pour la pose de la croix, deux beaux habits complets, de drap gris, qui coûtèrent 15 fr. 13 liards, y compris la façon.

CHATEAU
DE
MONTFERRAND.

Jusqu'ici le vieux château de Montferrand, que Charles VII avait démantelé, servait souvent, dans les guerres de religion, de boulevard aux ennemis de la paix publique, qui s'y logeaient, y tenaient garnison, et, à l'abri de ses vieux remparts, se défendaient contre les agents de la justice et ravageaient les environs, jusque même sous les murs de Bordeaux. En 1590, le maire et les jurats, dans un conseil général des notables, décidèrent que, pour arrêter ces désordres, il fallait acheter ces vieilles ruines. Le roi leur donna, à cet effet, 20,000 livres; et le Parlement, approuvant le projet, arrêta que ce château serait rasé; mais il réserva cependant aux Montferrand le droit d'en prendre le titre de baron, à condition qu'ils n'y fissent jamais une forteresse.

DESSÈCHEMENT
DES MARAIS.

La municipalité étendit sa sollicitude à toutes les conditions et partout. L'état sanitaire de la ville étant alors très-mauvais, la peste ou des fièvres endémiques y moissonnaient périodiquement la population. On crut que cet état de choses provenait des marais non desséchés qui entouraient la ville; les jurats passèrent, en 1599, un contrat avec un Flamand, Conrad Gaussens, pour leur dessèchement. Le duc de Candale,

se disant seigneur de ces terrains, s'y opposa ; le Parlement reconnut ses prétentions sur une partie des marais, et ordonna de passer outre pour l'exécution des travaux.

Le projet de dessèchement fut généreusement encouragé par Henri IV, et ne pouvait être confié à des hommes plus expérimentés que Gaussens et ses associés, Bradley et Van-Ens, qui s'étaient déjà fait connaître, par une longue expérience, dans des entreprises semblables en Hollande et le pays de Flandre. Les premiers essais de ces dessèchements devaient se faire dans le Bas-Médoc ; à la demande de Sully, ils y firent faire des digues, des levées et chaussées, à l'instar de celles qu'on voit aux *Polders*, dans le Pays-Bas.

Henri IV conçut aussi le louable projet de faire exécuter ces travaux pour améliorer les landes et les rendre propres à la culture. Il aurait désiré y appeler les Maures, qui, depuis la prise de Grenade, en 1492, menaient une vie vagabonde malheureuse dans les montagnes de l'Espagne ; mais il y écrivait bien des difficultés, dont la moindre n'était pas la pulsion des chrétiens pour ces malheureux infidèles. Beaucoup d'entre eux se convertirent ou feignirent de le faire ; mais, tout en agissant ainsi, ils élevèrent leurs enfants dans les doctrines de Mahomet. Les catholiques d'Espagne s'en aperçurent bien et les rendaient malheureux ; ils les considéraient, malgré leur apparente conversion, comme des mahométans obstinés. Ceux-ci, connaissant de réputation la grandeur d'âme d'Henri, roi de Navarre, implorèrent son secours ; mais le roi n'osait pas et ne pouvait pas alors leur rendre de tels services ; mais en réponse à une nouvelle demande, en 1595, il envoya des agents confidentiels en Espagne, pour vérifier de la fidélité du rapport de ces proscrits, et leur offrir des secours en échange de leur coopération contre l'Espagne, auquel il faisait la guerre. Ces négociations prirent en longueur au préjudice des Maures ; mais, instruit que ce malheureux peuple comptait sur lui, il crut devoir

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

leur répondre, en refusant leurs services, que sa qualité de roi très-chrétien et le traité de Vervins l'empêchaient de prendre ouvertement leur défense ; cependant, il leur donna l'assurance que si l'Espagnol venait à enfreindre le traité, il les recevrait sous sa protection ; ils étaient alors plus de neuf cent mille, tous ennemis des Espagnols, et, en cas de guerre, de bons auxiliaires pour Henri IV.

Instruit de ces dangereuses menées, Philippe III, par son édit du 10 janvier 1610, fit expulser de l'Espagne, ces Maures ; quelques-uns se sauvèrent en Afrique ; d'autres, au nombre de cent cinquante mille et plus, pénétrèrent en France par Saint-Jean-de-Luz et le Pays-Basque, et dans d'autres parties du royaume, par le moyen des navires français qui se trouvaient alors en Espagne. Ils rencontrèrent en France, et, en particulier, entre les Pyrénées et la Loire, les mêmes répugnances que les Espagnols leur avaient témoignées. Le généreux prince, qui aurait pu et aurait voulu les envoyer à la culture des landes et au dessèchement des marais, mourut assassiné, au mois de mai de la même année ; et les Maures, sans protecteur, sans amis, crurent devoir abandonner le midi de la France. Il en resta, cependant, quelques familles dans le pays, à Bordeaux, dans nos landes, à Royan et dans la Bretagne. Si Henri avait survécu à l'odieux attentat de Ravillac, il est probable que nos marais seraient aujourd'hui desséchés et nos landes rendues à l'agriculture.

Dans les premières années du XVII^e siècle, on fit faire des chaussées, des endiguements sur certaines plaines de Queyrac et dans le Bas-Médoc, que les Flamands, employés à cette œuvre, appelèrent *polders* ; sous ce nom, qui est encore employé dans ces contrées, on désigne les plaines endiguées de Lesparre, de Saint-Vivien, de Talais et des Mothes. En 1610, quelques Flamands, secondés par les propriétaires du sol, entreprirent de nouveaux travaux de dessèchement sur le

polder du Gua; mais Henri IV était mort ! son génie et ses secours manquèrent à l'entreprise ; elle resta inachevée.

A cette époque, le système de taxation prit un grand développement à Bordeaux. Nous avons déjà vu qu'il fallait le consentement du Conseil général pour l'établissement des subsides. Peu à peu le roi crut pouvoir empiéter sur les droits des jurats et obtenir de nouveaux impôts, en gagnant à ses prétentions quelques membres influents du Parlement. En 1530, les habitants de la sénéchaussée devaient au roi de Navarre une somme de 12,050 livres tournois. De cette somme, les habitants de l'île de Macau devaient fournir leur quote-part, qui montait à 68 francs bordelais. Ils s'y refusèrent ; mais ils furent poursuivis par Galiot-Mandet, secrétaire du roi. Les habitants de l'île vivaient sous la dépendance de Sainte-Croix ; l'abbé intervint et fit valoir ses privilèges, qui furent reconnus, et Mandet arrêta ses poursuites vers l'an 1536, en vertu de ces légitimes réclamations. En 1564, on établit régulièrement un nouvel impôt de 5 sous sur chaque *muid* de vin, et, en 1564, 10 sous sur chaque tonneau de vin venant de l'étranger. En 1573, la guerre paraissait imminente. Pour faire face aux éventualités et aux besoins du moment, le roi mit un impôt de 15 sous tournois sur chaque tonneau de vin, malgré l'opposition des jurats. Cet acte d'absolutisme triompha de toute opposition, qu'en 1584 un édit royal porta l'impôt à 20 sous. En 1593, les mauvais succès du maréchal Tignon, devant Blaye, donnèrent un nouvel essor au système des Bordelais ; ils établirent un impôt de 3 écus par tonneau de vin, et de 4 p. 100 sur les autres marchandises. C'est dans ce temps qu'on créa un bureau pour la perception des impôts extraordinaires sur les vins et les blés. Comme il fallait organiser la milice, on préleva sur ses impôts une somme de 40,000 liv. pour le salaire des vingt-quatre compagnies de ce corps. Les habitants n'ayant plus d'argent, et de cette imposition extraordinaire, le Parlement

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e s. ècle.
IMPÔTS.
T. I^{er}, p. 284.

Livre VIII.
Chap. 8.
—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

offrit de s'imposer, et les bourgeois se cotisèrent de manière à fournir chacun deux soldats. Par lettres-patentes du roi, on établit à Bordeaux un droit de 10 sous par chaque balle de pastel et de laine, pour les réparations de la Tour de Cordouan (1584).

En 1558, le Parlement autorisa les jurats à affermer le droit du *pied-fourchu* (impôt sur les bestiaux et les viandes), afin que la municipalité pût solder les 50,000 hommes, ainsi qu'elle s'y était obligée, et que ses membres ne fussent pas emprisonnés pour dettes.

En 1562, on imposa Bordeaux pour 12,000 liv., et, le 22 août de la même année, on chargea d'une contribution forcée les protestants de la ville. En 1572, on les frappa encore d'une nouvelle imposition. En 1575, on fit à Bordeaux un emprunt de 25,000 liv. au profit du maréchal de Montluc, qui levait de nouvelles troupes; le roi exigea de Bordeaux 8,000 liv. pour la réparation de la tour de Cordouan, et les bourgeois de la ville de Bordeaux furent obligés de concourir au rachat de la ville de Bazas. Ainsi, on voit avec quelle facilité on recourait alors aux impôts ou emprunts extraordinaires; la puissance royale se passait bien souvent des restrictions et des limites que lui imposait la liberté des peuples. Ce système trop arbitraire de taxation toujours croissante, augmenta le nombre des pauvres : sans biens, sans argent, ils ne demandaient que du travail ou du pain. Dans la crainte du pillage, les habitants s'engagèrent à pourvoir au logement et à la nourriture des individus qui se trouvaient sans moyens d'existence. Les confréries et corporations rendirent alors de grands services à la société. Ainsi, en 1565, les avocats et procureurs donnaient chacun 10 sous par an pour la confrérie de Saint-Yves, leur patron, afin de servir au soulagement des pauvres. Le commerce percevait un droit de *begueyrie* ou de marché.

NOTE 18.

CABARETS.

Dans le XVI^e siècle, les cabarets se multipliaient tellement,

que l'autorité, y voyant des dangers pour la moralité publique, défendit de tenir cabaret, à Bordeaux, ailleurs que dans les rues du *Petit-Judas*, des *Faussets*, de la *Porte-des-Paux* et sous les auvents de Saint-Michel.

Dans tout le moyen-âge, et surtout dans les XV^e et XVI^e siècles, les confitures de Bordeaux étaient réputées délicieuses et formaient une branche de son commerce ; on en présentait aux princes et à tous les personnages célèbres qui passaient à Bordeaux. En 1579, les jurats, dans leur visite de cérémonie au maréchal de Biron, lui firent un présent de confitures bordelaises ; ils en avaient agi de même, en 1574, à l'égard du duc de Villars, lieutenant du roi en Guienne.

L'histoire monétaire du XVI^e siècle, comme celle du moyen-âge, est peu connue ; nous n'en parlerons qu'avec beaucoup de réserve. D'après un document précieux, trouvé par M. de la Chapelle, dans les *Archives de l'Échiquier* (*Press. St-John*), qui énumère les sommes immenses que Coligny avait reçues d'Anvers pour protestantiser la France, il y avait en circulation, à cette époque, une grande quantité d'espèces de monnaies, dont quelques-unes sont peu connues aujourd'hui. On y trouve les noms des pièces suivantes : Des *anges*, des *angelets*, *carolus* d'archiling, *croisade*, *ducat*, *écu d'Angleterre*, *écu sol*, *écu de France*, *écu sol de Portugal*, *écu sol pistolet*, *Henri de France* (double), *impériale* d'argent, *jocondale*, *noble Henri*, *roi*, *Philippe*, *pistolet*, *portugaise*, *réale* d'argent, *réale simple*, *réale double*, *réale quadruple*, *réale*, des *pièces de deux sous*, *souveraine*, *souveraine double*, *crowns*, etc. (Voyez d'autres détails sur ce sujet dans le *8 de ce volume*.)

Quant à l'état des juifs à Bordeaux, en ce temps, nous en parlerons dans la suite de ce travail.

À différentes époques, le corps municipal a fait de généreux efforts pour arrêter les désordres de la prostitution à Bordeaux. En 1574, Henry, roi d'Angleterre, le maintint dans sa juridic-

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

CONFITURES
DE BORDEAUX.

MONNAIES.
Voir liv. III,
ch. 2, p. 144,
143, et Note 8.

Collection
générale
des Documents,
etc., p. 283.

Pages 144, 145.

PROSTITUTION.

Livre VIII.
Chap. 8.

Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

tion sur les femmes de mauvaise vie, par la Charte du 24 avril 1404.

Par un acte d'échange avec le prieur de l'abbaye de Sainte-Croix, en date du 20 juillet 1514, les jurats acquirent un établissement situé rue Permentade, à l'endroit même où se trouve le couvent des Carmélites, établissement connu alors sous le nom de *Castel-Gaillard*. On ordonna à toutes les *femmes de mauvaise vie et cantonnières* de se retirer dans ce quartier, sous peine du fouet.

Pour ne pas revenir sur ces particularités, nous nous permettons d'anticiper sur le récit historique du XVIII^e siècle, qui avait hérité des immoralités du XVI^e et du XVII^e, non moins corrompus que lui.

Comme le désordre allait toujours croissant, les jurats, pour arrêter l'affreux débordement de l'immoralité, songèrent un instant, en 1750, à purger la ville des filles publiques. M. de Tourny manifesta son étonnement de ce qu'on ne l'avait pas consulté dans une matière si grave, et demanda aux jurats, le 17 août, une liste nominative des femmes publiques, avec l'indication de leur âge, de leur profession, de leur domicile à Bordeaux, et du lieu de leur naissance.

Les jurats ne se trouvant pas, sans doute, en état de répondre de suite, M. l'Intendant leur écrivit la lettre suivante, le 24 août 1750 :

« J'ai, Messieurs, lieu d'être surpris de n'avoir point encore
» reçu l'état que je vous ai demandé par ma lettre du 17 de
» ce mois. Vous seriez-vous mis dans le cas de n'y pouvoir
» satisfaire que très-difficilement, en négligeant de prendre
» les connaissances que je vous ai marquées m'être nécessai-
» res? Ce n'aurait pas été agir avec beaucoup de prudence.
» En général, Messieurs, il n'y en a guère, comme je vous l'ai
» fait entendre, à vouloir expulser d'une grande ville comme
» celle-ci toutes les filles qu'on peut savoir être entretenues.
» Votre zèle aurait dû se restreindre à celles qui font un scan-

» dale, constaté par les plaintes des curés et des voisins, ou
» par les gémissements des familles dont elles causent la ruine
» en débauchant les époux ou les enfants.

» Les autres, qu'on ne voit point marquées au coin dont je
» parle, sont plus du ressort des pasteurs vigilants et de cer-
» taines bonnes âmes, pour tâcher de les retirer du liberti-
» nage, qu'un objet de la sévérité de la police pour les punir
» ou les chasser de la ville.

» Si, tandis que les hommes sont aussi vicieux, il n'y avait
point de filles de plaisir, on aurait bien à craindre que le
vice ne s'introduisît davantage dans les maisons bourgeoises,
et même dans celles d'un état plus élevé, par les sollicita-
tions, les manèges, les libéralités qu'y porteraient des gens
qui n'auraient d'autres ressources pour satisfaire leurs dé-
irs. C'est là un des inconvénients que, par ma lettre du 17,
je vous disais ne pas se sentir d'abord, quoiqu'il ait beau-
coup de réalité. Les courtisanes sont, malheureusement, un
mal en quelque sorte nécessaire, pour éviter, dit un auteur
très estimé, de tomber dans d'autres désordres incompara-
blement plus dangereux à la religion et à l'État. *Ad vitanda
pra et adulteria.*

Comportez-vous donc, je vous prie, dans la matière dont
agit, avec la plus grande circonspection, et que je puisse
être certain par ce qui résultera de l'état que je vous
demandé, qui me doit servir, d'ailleurs, pour d'autres
affaires. »

Les jurats renoncèrent à leur projet; mais désireux, cepen-
dant, de remédier aux excès de l'immoralité, ils se concertèrent
avec de Tourny, et obtinrent du gouvernement l'autorisation
d'avoir une maison de force, qui offrirait des logements
aux hommes de mauvaise vie, et renfermerait des infirmeries
pour les hommes et pour les femmes. (Décembre 1757). En
cette nouvelle construction, on appropria, à leur
usage, une partie de l'hôpital d'Arnaud-Guiraud (l'hôpital

Livre VIII.
Chap. 8.

—
Particularités
historiques
du XVI^e siècle.

Livre IX.
Chap. 1.

1600.

à Bordeaux dans les premiers jours de janvier 1600, il se fit rendre compte de l'état religieux de la ville et de la province, et prit la résolution de corriger de nombreux abus qu'une longue vacance du siège n'avait que trop facilement favorisés. Son zèle rencontra partout les obstacles les plus sérieux, même de la part du clergé, trop habitué à vivre dans la licence, et assez puissant pour échapper avec impunité au châtimement de ses désordres. Mais, quelque enracinés que fussent les vices du peuple ou des cloîtres, le zèle du pieux archevêque ne voulait pas d'accommodement avec le désordre; il se mit à travailler activement à la réforme. A chaque pas, chaque jour, il trouvait de nouveaux obstacles; mais il semblait grandir avec eux et s'encourageait par la résistance: combattu et contrarié, il supporta avec patience les calomnies, les injures et les menaces des coupables; il se montra plus fort que le mal, et digne de la victoire; car dans ces combats du zèle religieux, il n'eut qu'un noble but en vue, le triomphe de l'ordre, la pureté des mœurs, le rétablissement de la discipline ecclésiastique.

*Éloge
du cardinal de
Sourdis,
par
M. Jouannet.*

1602.

Il ne manquait à la colère des opposants, pour éclater, qu'une occasion, et elle se présenta bientôt après. Il y avait à S^t-André, du côté du midi, deux autels, sans ornements, sans balustres; le peuple ne se faisait pas scrupule de s'y asseoir les dimanches, et même, en temps des grandes solennités, d'y monter et de s'y tenir debout. L'archevêque pria le chapitre de faire cesser cet abus; le chapitre, qui se croyait indépendant du prélat, ne fit pas droit à sa juste demande, et ferma les yeux sur l'indécence qu'on désirait faire cesser. L'archevêque fit démolir les deux autels; le chapitre présenta une requête au Parlement, qui fit dresser un procès-verbal du fait, par deux commissaires; mais, ce jour-là même, le prélat se rendit à l'église, leur fit connaître ses intentions, et leur défendit de passer, sous peine d'excommunication. Ils persistèrent cependant, et le cardinal les déclara excommuniés. Le Parle-

ments s'indigna, ordonna d'arrêter les ouvriers, et les condamna à rebâtir les autels, qu'il fit entourer de balustres. Le jeune archevêque, fâché de trouver de l'opposition de la part de ceux qui devraient l'aider à faire le bien, et désolé de voir ses pauvres maçons dans la prison du chapitre, s'y rendit, fit enfoncer les portes, donna la liberté aux prisonniers, et même, dans un moment de vivacité, repoussa violemment le trésorier Desaignes et le chanoine Bureau, qui s'opposaient à l'exécution de son projet. Le lendemain (3 mars), dit D. Denne, de qui nous tenons ces détails, le cardinal alla chanter la messe à Saint-André. Comme il y avait beaucoup de monde réparé à la communion, il envoya chercher la custode du saint-Sacrement des églises de Saint-Projet et de Saint-Paul, la communion finie, alla rapporter lui-même les saintes eucharisties à Saint-Projet. Le curé faisait le prône au moment le prélat arriva ; mais les conseillers excommuniés se trouvaient à la messe et sur son passage, le cardinal ordonna au curé descendre ; de l'autel, il adressa au peuple un discours sur le pouvoir que Jésus-Christ avait donné à son église, à lui et à ses successeurs, et s'écria à la fin, en s'adressant aux conseillers : *Amalvi et Verdus, dit Bonau, je vous excommunie, et en signe de ce.....* et aussitôt il fit éteindre les cierges de l'autel. Il ordonna aux excommuniés de sortir ; ils y refusèrent, tout en disant qu'ils respectaient sa personne, mais fort peu son excommunication. Le cardinal fit continuer le service, donna la communion au curé, et emporta les eucharisties consacrées. Les conseillers portèrent plainte au pape et au maréchal d'Ornano.

Le lendemain, le Parlement s'assembla et invita le prélat à y prendre place. Pendant qu'on entendait les deux conseillers, le roi entretenait l'archevêque dans la chambre de la Reine. Quelques moments après, il fut introduit avec l'évêque d'Agen, et alla à sa place ; il raconta tous les détails de l'affaire, et allégua, comme cause de l'excommunication

Livre IX.

Chap. 1.

—
1602.

Livre IX.
Chap. 1.

1602.

qu'il avait lancée à regret, la violence qu'on lui avait faite à la cathédrale. Voyant avec peine qu'il ne révoquait pas la sentence, le premier-président le pria de leur donner, en se retirant, la liberté de délibérer; il sortit à l'instant, et le Parlement, après une courte délibération, déclara nulle, abusive et contraire aux libertés de l'église gallicane, l'excommunication que l'archevêque avait lancée, lui enjoignant de la lever, le jour même, sous peine d'une amende de 4,000 écus, à quoi il serait contraint par la saisie de son temporel; de faire publier cet arrêt, le dimanche suivant, dans l'église de Saint-Projet, et que, jusqu'alors, l'entrée du Palais lui serait interdite; on arrêta, en outre, qu'on instruirait le roi de toute l'affaire, et que, puisque la conduite du prélat provoquait au désordre et à la sédition, Sa Majesté serait priée de le garder à la cour ou de le tenir éloigné de Bordeaux. Le lendemain, le cardinal se rendit à la Cour pour lever l'excommunication; mais voyant que l'on continuait la procédure et que les deux députés, l'avocat général Du Sault et le jurat Galatheaue allaient partir pour Paris, il prit la plume, prévint le roi de tout ce qui s'était passé, et écrivit au Pape contre le chapitre. Le roi, qui désirait maintenir la paix qu'on avait eu tant de peine à rétablir à Bordeaux, accueillit avec bonté les députés, loua la modération du Parlement et lui ordonna de surseoir jusqu'à ce qu'il eût entendu l'archevêque, qu'il avait mandé. Le cardinal se rendit à Paris : le roi lui adressa des reproches très-vifs, lui rappela les agitations passées des Bordelais et la mission pacifique qu'il avait donnée à d'Ornano et à lui, pour ce peuple trop longtemps égaré; il ajouta qu'il voulait le pardon et l'oubli du passé; mais, qu'en cas de nouvelles divisions, il se verrait dans la nécessité de le faire sortir de son diocèse. L'archevêque écouta avec sang-froid cette rude réprimande, et répondit avec fermeté : Que pour ce qui concernait le bien spirituel de son diocèse, il ne consulterait jamais la prudence humaine; qu'un évêque trahirait sa con-

1603.

science, s'il conservait la bonne intelligence aux dépens de la justice et de la gloire de Dieu, et au mépris des lois de l'Église; qu'il ne s'écarterait jamais des Canons, pas plus à l'avenir qu'il n'avait fait dans les tracasseries du chapitre et du Parlement; que Sa Majesté même était obligée de les respecter et de les maintenir; que s'il s'était écarté de son devoir, il s'empresserait d'y rentrer aussitôt qu'on lui aurait fait connaître ses torts; qu'il était convaincu que le Saint-Père approuverait sa conduite; qu'il aimait son chapitre, dont les membres les plus sages et les plus respectables partageaient la manière de voir; qu'il affectionnait le Parlement, comme un corps confié, pour ce qui regardait son salut, par la Providence à ses soins; qu'il reconnaissait sa puissance, mais pas son infailibilité, et que ses arrêts, comme ouvrage des hommes, n'étaient pas au-dessus de son autorité épiscopale ou à l'abri de ses censures; qu'il croyait n'avoir fait que son devoir et qu'il en agirait toujours de même dans l'occasion; que pour le faire sortir de son diocèse, il faudrait l'arracher de France, etc., etc. Le cardinal se révéla tout entier; le roi vit qu'il avait affaire à un évêque et apprit bientôt après que le pape approuvait sa conduite. En effet, Clément VIII blâma le cardinal de s'être adressé à la puissance séculière; il exhorta l'évêque à continuer ses efforts pour le bien, et lui promit appui, l'engageant, toutefois, à adoucir les esprits par la douceur et la prudence. Dans un Bref adressé au chapitre, il lui fit sentir le déplaisir que sa conduite lui avait fait éprouver. Le pape lui enjoignit, en termes mortifiants, de donner toute satisfaction à son évêque, sous peine d'encourir son indignation d'en ressentir les effets. Le roi renvoya l'archevêque à Paris, fit mettre en liberté ses domestiques, et ordonna au chapitre de ne plus remuer cette affaire; il en même temps à Rome, chargea le cardinal d'Ossat d'aller à Béthune, son ambassadeur, de faire part à Sa Majesté de la manière dont il avait arrangé l'affaire, mais aussi

Livre IX.
Chap. 1.
—
1603.

Livre IX.
Chap. 1.
—
1605.

de lui témoigner combien il avait été surpris de voir qu'elle blâmait le chapitre d'avoir eu recours à la puissance séculière. Cette affaire en resta là : les esprits se calmèrent ; mais un nouvel incident vint renouveler la mésintelligence et les troubles.

*Mémoires
du clergé de
France, t. II.*

Dans toutes les importantes affaires de l'époque, le Parlement jouait le rôle d'une cour souveraine ; c'était un corps tout-puissant : rien n'échappait à son contrôle ; le roi lui-même le ménageait beaucoup ; son autorité était une émanation de la royauté et se trouvait plus en rapport avec les populations diverses de la province, et empiétait quelquefois sur les droits de la couronne. L'Église même n'était pas à l'abri de son influence, qui lui était souvent nécessaire comme frein au dérèglement des mœurs : les tribunaux ecclésiastiques étaient impuissants en certains cas ; le Parlement suppléait à leur inaction. En 1604, le chapitre de Saintes avait de grands privilèges : les chanoines, fiers et peu fidèles à leur règle, croyaient pouvoir vivre en *hauts et puissants seigneurs* et percevoir les fruits des prébendes, quoiqu'ils n'assistassent qu'un seul jour dans l'année au service divin. Cette conduite était non-seulement étrange, mais coupable ; elle reçut, cependant, la sanction d'une ordonnance capitulaire. Le Parlement fut saisi, par appel, de cette affaire ; et, se fondant sur les décrets d'un Concile de Bordeaux, où l'évêque de Saintes s'était trouvé, rendit, le 4 février, un arrêt pour réformer cet abus et repousser les prétentions ridicules du chapitre.

1606.
Dutems, t. II.

Pendant tout ce temps, le cardinal de Sourdis continuait activement la réforme du clergé ; la résidence était l'un des points les plus négligés, et, cependant, l'un de ceux qui importaient le plus au bien spirituel des paroisses. Le clergé sentait la main du maître et se rendait aux vœux ou aux ordres de l'archevêque ; un seul se fit remarquer par une coupable résistance ; c'était Philippe Premier, curé de Ludon, bénéficiaire de St-Michel et aumônier du maréchal d'Ornano.

Le prélat le fit avertir de résider dans sa cure, au milieu de ses paroissiens ; mais, fier de la protection du maréchal, le curé ne tint aucun compte de l'avis et répondit à son supérieur en termes déplacés et pleins d'arrogance. Le cardinal, qui ne connaissait que le devoir, le déclara rebelle et contumace, l'excommunia et ordonna à tous les fidèles de le fuir comme un membre pourri, capable d'infecter tout le troupeau. Le curé interjeta appel et pria d'Ornano, alors à Agen, de lui accorder sa protection. Le Parlement intervint et déclara l'excommunication nulle et abusive ; il ordonna au cardinal, sous peine de 4,000 fr. d'amende, de donner, le jour même, une solution *ad cautelam*, à l'excommunié. Un huissier se présenta à la porte et demanda à parler à l'archevêque, qui se trouvait alors dans une réunion d'ecclésiastiques : « Qu'il vienne, dit le prélat ; il ne peut me trouver en meilleure compagnie. » Il entra, en effet, lut l'arrêt qu'il était chargé de lui notifier, et demanda une réponse. « Je réponds, dit le cardinal, que je n'ai jamais lu qu'autre que le diable ait commandé à Notre-Seigneur, et que les seuls ministres du Seigneur peuvent avoir la hardiesse de commander à un évêque. Quant à la partie excommuniée, qu'elle se présente, le jour de Noël, à une heure et demie après-dîner, à Saint-Rémy, et je lui parlerai. » Le prélat ne se gênait pas pour ce langage ; mais il refusa de signer sa réponse écrite. À la gravité du cas, l'archevêque déclara et fit savoir à tout le clergé qu'il se réservait, à lui et au pénitencier, l'absolution d'une si grande faute commise contre l'autorité ecclésiastique. Cette démarche inquiéta la Cour ; elle s'assembla le lendemain et chargea deux commissaires de demander à l'archevêque s'il avait réellement fait à leur arrêt la réponse demandée par l'huissier. Le cardinal avoua sa réponse et déclara qu'il était prêt à la signer de son sang. On arrêta alors qu'aucun membre du Parlement n'assisterait au sermon, le jour de Noël, et que le conseiller de Brons et le procureur

Livre IX.
Chap. 1.
—
1606.

général Desaignes, iraient instruire d'Ornano, qui se trouvait à Agen, et le prier de venir appuyer les arrêts du Parlement et prévenir les troubles qui pourraient résulter des circonstances, attendu que le peuple paraissait fort attaché au cardinal.

Le jour de Noël, l'archevêque monta en chaire; et n'ayant aperçu dans l'auditoire un seul membre du Parlement, prit pour texte ces paroles que Dieu adressa à Adam, après sa prévarication : *Adam, où êtes-vous ?* et en fit l'application aux circonstances avec une prudente habileté qui mit le peuple de son côté.

D. Devienne,
page 205.

Le Parlement, froissé dans sa toute-puissance, envoya chercher le confesseur et le grand-pénitencier; ils répondirent que le prélat leur avait toujours dit de *craindre Dieu et de respecter le roi*. On s'efforça de donner un mauvais sens à ces paroles : la malice voulait s'appuyer sur la calomnie; ne pouvant pas encore trouver assez de prise contre le clergé, on répandit le bruit que les prédicateurs attroupaient le peuple sur les places publiques et l'excitaient contre le Parlement. N'ayant pas de raisons, il fallait au Parlement un prétexte plausible; on en trouva un dans ces bruits calomnieux, et, en conséquence, on rendit un arrêt par lequel les mêmes hommes qui voulaient s'ingérer dans les affaires du sanctuaire, qui avaient déclaré l'excommunication nulle et abusive, et qui voulaient forcer l'archevêque de donner l'absolution à un homme excommunié, ces mêmes hommes rendirent un arrêt arbitraire; après avoir donné des détails, tantôt vrais; tantôt faux, sur ce qui s'était passé, « la Cour déclare les défenses faites aux » prêtres et religieux, confesseurs, par le cardinal de Sourdis, » archevêque de Bordeaux, de donner l'absolution aux dits » présidents, conseillers et procureur général, nommés en » icelle liste, et l'avocat plaidant pour la partie; ensemble, » la réserve faite par le dit cardinal, à lui ou à son pénitencier, nules, abusives et scandaleuses, et comme des entre- » prises sur l'autorité du roi et de son Parlement; inhibe et

» défend aux dits curés, prêtres, religieux, confesseurs et
» autres, de déferer aux dites défenses, et leur enjoignant de
» recevoir au sacrement de confession, les présidents, conseil-
» lers, procureur général et avocat de la partie plaidante, et
» de leur impartir le bénéfice de l'absolution, sans s'arrêter
» aux dites défenses, sous peine d'être punis comme pertur-
» bateurs du repos public ; ordonne, en outre, que les paroles
» injurieuses proférées contre le roi et son Parlement, dans
» la réponse faite par le dit cardinal en l'exploit de la signi-
» fication du dit arrêt du 19 du présent mois, par lui avouée
» par-devant les dits commissaires ; ensemble, la liste d'iceux
» noms seront rayés et biffés ; et attendu la gravité des paroles
» injurieuses, abus et scandales commis par le dit archevêque,
» es-dites défenses de donner l'absolution, la Cour a condamné
» et condamne le dit cardinal de Sourdis en quinze mille livres
» l'amende, applicables, moitié au roi, moitié aux hôpitaux
» et couvents de cette ville ; ordonne qu'il sera contraint au
» payement de cette somme, par la vente et exécution de ses
» biens propres, fruits et revenus temporels, lesquels, à cette
» fin, seront saisis sous la main du roi ; et, en cas d'affirme-
» ceux, fruits et revenus, seront les deniers saisis et les
» premiers contraints de les délivrer ; et, en outre, la dite Cour
» ordonne l'entrée d'icelle au dit cardinal, et lui inhibe et dé-
» fend de proférer aucune parole injurieuse contre le roi et
» Parlement, à peine d'encourir le crime de lèse-majesté ;
» inhibition, tant au dit archevêque qu'à tous autres évê-
» ques et prélats du ressort, de faire telles et semblables dé-
» fenses aux confesseurs d'absoudre les officiers du roi qui au-
» ront opiné en leurs causes, ou de procéder par excommu-
» nion contre iceux, à peine de trente mille livres d'amende
» et des plus grandes peines, si le cas y échoit ; de plus,
» et aux curés et ecclésiastiques de prêcher es-carrefours,
» rues et places publiques, contre l'ancienne forme et
» usage ; de faire aucune assemblée nouvelle ou extraor-

Livre IX.
Chap. 1.
—
1600.

Livre IX.
Chap. 1.
—
1606.

» dinaire hors les églises, lieux et jours accoutumés, sans per-
» mission des magistrats, sous peine d'être punis comme in-
» fracteurs des édits du roi et perturbateurs du repos public,
» etc., etc., etc. »

Ce document du despotisme parlementaire peint à merveille la société au XVI^e siècle. L'archevêque était très zélé; il défendait la cause du bien et de l'église. Le Parlement déploya une tyrannie sans borne; il alla même dans les confessionnaux dicter aux confesseurs la sentence qu'ils devaient prononcer, et désigner les coupables qu'ils étaient tenus d'absoudre, sous des pénalités accablantes; il tortura les paroles du prélat et leur attribua un sens qu'elles n'avaient pas; il mit en avant le nom du roi, pour abriter ses prétentions despotiques, et tendit de toutes ses forces à asservir l'Église et la conscience du clergé à l'autorité civile, essentiellement incompétente. L'archevêque n'en fut pas étonné; il s'attendait à ces empiètements; il implora la protection du roi, le pria de maintenir l'autorité ecclésiastique et d'évoquer au grand conseil la connaissance de toutes ses affaires et de ses démêlés avec la Compagnie, dont l'hostilité était palpable. Il envoya aussi un ami à Rome, pour instruire le Pape de cette entreprise du Parlement sur l'autorité de l'Église.

D. Devienne,
liv. V.

1607.
14 Janvier.

Ces démarches auprès du roi et du Pape étaient nécessaires; c'était un acte de sage prévoyance : il le devait à lui-même; il le devait aussi à ses diocésains; et, en conséquence, il publia un manifeste contre l'arrêt du Parlement, où il leur exposa : « Qu'ayant eu connaissance d'un arrêt, sous le nom du
» Parlement de Bordeaux, menaçant de peines et de supplices
» les curés, prêtres et autres qui refuseront l'absolution à au-
» cun de leur Compagnie et le chargeant de plusieurs injures
» et calomnies, il n'a pu empêcher les entrailles de sa charité
» de s'émouvoir; et craignant que, par silence, ce qu'il y a
» de plus cher ne périsse, et que Dieu ne lui demande compte
» un jour de leurs âmes, quoique nous n'ignorions pas, con-

» *linue-t-il*, que ceux qui ont consenti à cet arrêt du 30 décembre soient excommuniés *de jure* ; néanmoins, nous ne voulons pas encore dénoncer cette excommunication, par égard pour plusieurs personnes pieuses, qui sont obligées d'avoir affaire à eux ; nous aimons mieux attendre, sur ce, le jugement de notre saint père le Pape ; déclarons, néanmoins, à eux et à tous qu'il appartiendra, que nous nous réservons l'absolution de tous ceux qui ont consenti ou prêté main-forte au dit arrêt..... Déclarons toutes les absolutions qui pourraient avoir été données en vertu de cet arrêt, de nul effet et valeur, comme extorquées par force et violence ; les prions et exhortons, par le jugement terrible du Fils de Dieu, qui jugera entre eux et nous, de reconnaître la gravité de leur faute, la brièveté de leur vie, et notre affection paternelle ; que, quand toutes les mères oublieraient les enfants de leur ventre, nous ne pourrions les oublier, et ne faisons ceci que pour leur bien et salut, etc., etc. »

Cette circulaire fut affichée aux portes des églises ; mais les lits du Parlement l'arrachèrent aussitôt. Le curé de Puy-
in et le vicaire de St-Siméon la lurent cependant en chaire ; l'office fini, le premier-président manda les deux curés.

de Saint-Siméon jeta tout le tort sur son vicaire, qui sortit pour la Compagnie ; celui de Puy-Paulin s'était réfugié à l'archevêché, comme dans un asile. Le lendemain, on a de prise de corps les deux délinquants, et on ordonna que le procès fût instruit dans les vingt-quatre heures. La colère et la vengeance perçaient dans la conduite du Parlement, les habitants des paroisses de Puy-Paulin et de Saint-Siméon ne comprimaient plus leurs murmures : tout Bordeaux se levait en masse ; ces démonstrations populaires menaçaient à l'exécution des procédures. On prévint de tout ce qui se passait, et, quand son arrivée, on manda les autres curés pour les toucher sur l'affiche. L'archevêque adressa de suite aux

Livre IX.
Chap. 1.
—
1807.

Livre IX.
Chap. 1.
—
1607.
15 Janvier.

curés une nouvelle circulaire, où il dit : « Considérant qu'au » mépris de Jésus-Christ, qui a institué le sacerdoce, vous » êtes tous les jours cités devant les juges laïques, qui, bien » qu'il leur ait été, par le roi, concédé un grand pouvoir, toute- » fois n'ont nulle juridiction sur vous, et, en l'usurpant, ne font » que multiplier leurs péchés, ce que vous devez ressentir » avec une grande douleur, comme nous, et prier Dieu qu'il » les illumine. Ils ont même, aujourd'hui, décerné plusieurs » prises de corps contre le curé de Puy-Paulin et autres clercs, » ce qui est exécrable entre des chrétiens. Nous donc, par » le devoir de notre charge pastorale, désirant plutôt mourir » que voir la gloire de notre Dieu foulée aux pieds, en vertu » de son autorité par laquelle il a soumis votre fraternité sous » notre direction, nous vous défendons de vous présenter de- » vant eux à aucun mandement qui vous sera fait de leur part, » ni de répondre, sous les peines portées par les saints canons, » contre les prêtres qui répondent aux tribunaux laïques et » ceux qui désobéissent à leurs prélats. »

Le roi, qui avait alors besoin du Pape, chargea le maréchal d'Ornano, demeuré étranger à cette querelle, d'aller arrêter les poursuites de cette affaire, qu'il évoqua au grand conseil; l'évêque de Bayonne devait s'entendre avec lui pour effectuer la réconciliation du prélat et du Parlement. Ces deux commissaires royaux proposèrent d'annuler tout ce qui avait été fait. Le Parlement y consentit; mais l'archevêque convoqua et consulta tous les ecclésiastiques de la ville; le grand nombre poussa à la paix; enfin, le cardinal accepta les propositions des commissaires, et dit qu'il remettait aux soins de Sa Majesté la punition des fautes commises contre l'autorité de l'Église et les canons.

D. Devienne,
liv. V.

Peu après, le roi manda à Paris le cardinal et le procureur général; il avait appris que le Pape se plaignait qu'on avait publié et répandu les arrêts du Parlement, non seulement en France, mais à l'étranger et même à Venise, dont le gouver-

nement était alors brouillé avec la cour de Rome ; il résolut d'apaiser Sa Sainteté, et déclara que ces arrêts seraient considérés comme nuls, et qu'il était disposé à protéger les cardinaux et à maintenir leurs privilèges ; il ordonna au Parlement de ne plus fournir des plaintes au prélat, et exhorta le prélat à ne plus se souvenir des torts du Parlement, ajoutant qu'à l'avenir il évoquerait toutes les causes du cardinal au grand conseil.

La paix paraissait rétablie ; mais le curé de Ludon restait encore sous le poids de ses censures ; il se démit de son titre, reconnut sa faute et demanda l'absolution. Le cardinal promit de lui donner le premier dimanche de l'Avent, à Saint-André. En effet, la cérémonie ayant été annoncée au prône des messes paroissiales, on dressa une estrade assez élevée dans l'église, entre la porte du chœur et celles des ailes, du côté du nord. L'archevêque s'y assit au milieu de son clergé et d'un concours immense de curieux, ayant le prêtre réfractaire couché à ses pieds. Pendant le chant lugubre du *Miserere*, le prélat le frappait, de temps en temps, d'une verge qu'il tenait à la main : après plusieurs autres cérémonies humiliantes, le cardinal avoua sa faute et demanda l'absolution : le cardinal prononça la formule qui énonçait les fautes du pénitent et les motifs de l'excommunication, dont l'un des principaux était l'appel d'abus aux juges laïques : *Et quia ad judices confugisti*. Il lui donna ensuite pour pénitence de demander publiquement pardon à tous les curés de la ville, aux chanoines de Saint-Michel et au peuple, du scandale qu'il avait causé, et généralement à tous ceux qu'il avait induits à se séparer de lui qui avaient contracté l'excommunication en communion avec lui ; de tenir la dernière place dans tous les synodes, congrégations, chapitres, processions et assemblées ; d'être suspendu de tous ses ordres et réduit à la communion jusqu'à Pâques, et, durant ce temps, de communier une fois par semaine, de jeûner tous les samedis de

Livre IX.
Chap. 1.
—
1807.

Livre IX.

Chap. 1.

1607.

l'Avent, de visiter l'église Notre-Dame de Lorette et celles des apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul, pendant trois jours; y demander à Dieu la rémission de ses péchés, le rétablissement de la discipline ecclésiastique dans le diocèse, et qu'on rendit à Dieu et à l'Église honneur et obéissance.

CHAPITRE II.

L'affaire du sieur de Haut-Castel. — Le cardinal de Sourdis le fait sortir de prison. — Le concierge tué. — Le Parlement s'indigne. — Le roi se prononce contre le cardinal. — Il est décrété de prise de corps. — Il est interdit par le Pape. — Il est exilé par le roi. — La reine-mère brouillée avec le roi. — Le duc de Mayenne, gouverneur de Guienne. — Le Béarn refuse de se soumettre. — Le roi à Bordeaux. — Supplice d'Argilemont. — Mouvements insurrectionnels dans le Béarn. — La guerre. — L'assemblée protestante à La Rochelle. — Siège et capitulation de Nérac.

L'esprit d'hostilité existait toujours dans le Parlement contre le cardinal ; on n'attendait qu'une occasion favorable pour se ger de son triomphe éphémère. De son côté, le cardinal se tenait pas assez en garde vis-à-vis d'un corps puissant et qui ne pardonnait pas. Un autre conflit se pré-
t, et la hardiesse du prélat lui fit oublier les précautions
prudence.

adant le séjour de Louis XIII à Bordeaux (1615), Antoine
guet, sieur de Haut-Castel, gentilhomme de Lauzerte-
mercy, se rendit coupable de grands crimes. Le Parle-
e condamna à avoir la tête tranchée. Le maréchal de
aure et l'archevêque intervinrent et demandèrent sa
Ils l'obtinrent, selon D. Devienne, et des ordres furent
de la part du roi, à Castès, concierge de la prison, de
Haut-Castel en liberté. Le concierge refusa, jusqu'à ce
Parlement en eût connaissance ; il ôta seulement au
r ses fers. Le président Lalanne, qui remplaçait le
-président, malade ; le président d'Affis, Massiot, con-
t Desaignes, procureur général, se rendirent auprès
elien et lui exposèrent la nécessité de punir le pri-
e ses forfaits, et les motifs qui avaient fait rendre la

Livre IX.

1615.

Livre IX.
Chap. 2.
—
1615.

sentence. Le chancelier les renvoya au roi, qui, mieux instruit, révoqua la grâce qu'il avait accordée. On se prépara à l'exécution ; mais les amis de Haut-Castel s'emparèrent du bourreau, et ce ne fut qu'à dix heures du soir qu'on le trouva ivre et hors d'état de remplir sa charge.

Sachant ce qui se passait, le Parlement ordonna, le lendemain, que l'exécution eût lieu dans la journée, que le guet fût renforcé et la porte Cailhau fermée. Roquelaure répondit que ces mesures étaient de sa compétence ; on échangea des paroles vives à cette occasion ; et, voulant absolument que l'arrêt eût son effet, l'avocat général et le procureur général Desaignes envoyèrent chercher un confesseur et le bourreau, et firent dresser, en même temps, l'échafaud sur la place du Palais. Le cardinal, instruit des faits, se rendit chez la reine. On lui refusa une audience ; il insista et se plaignit de ce qu'on ne tenait pas la parole que la reine avait donnée. Ne sachant que faire dans des circonstances si urgentes, où il s'agissait de la vie d'un ami, il approcha son oreille du trou de la serrure, dit un auteur, et feignant qu'on lui disait quelque chose, écouta avec attention ; puis, se retournant avec un visage gai vers les gentilshommes, ses amis : « Allons à la prison, allons vite ; la reine m'accorde la grâce du prisonnier (1). »

Conrart,
Mémoires.
—
Collection de
Petitot,
page 231.

Mercur
de France,
tome IV.

D. Devienne et le *Mercur de France* racontent cette affaire d'une manière différente, et déchargent le cardinal de tout l'odieux que ses ennemis lui imputent. D. Devienne dit que le cardinal se présenta, après midi, devant la grande porte du Palais, à cheval, avec un manteau court, de couleur rouge, accompagné de quarante ou cinquante gentilshommes. L'ayant trouvée fermée, il la fit enfoncer et entra, accompagné de sa suite. Le concierge refusa les clés de la chambre, où était dé-

(1) Aux États-généraux de Sens, en 1614, M. de Lur, vicomte d'Uza, représenta la noblesse de Guienne, qui avait rédigé ses remontrances chez lui, le 12 août 1614.

tenu Haut-Castel; on insista; et, enfin, voyant son obstination, un gentilhomme de la suite du cardinal, Le Moulin-Darnac, lui enfonça son épée dans le corps; il mourut une demi-heure après de sa blessure. Haut-Castel monta dans un carrosse qu'on avait préparé, sortit par la porte des Paus; et ayant traversé la rivière à la bâte, alla s'établir au château de Lormont.

Le roi, prévenu de ce qui venait de se passer et de l'indignation du Parlement, qui s'était assemblé pour délibérer, fit dire à la Compagnie qu'il désirait s'entretenir sur ce sujet avec les commissaires pris dans son sein. A l'instant même, tout le Parlement se leva et se rendit chez la reine, où se trouvait le prince. Le roi blâma fortement la conduite du cardinal, et déclara qu'il soutiendrait toujours les arrêts de la Compagnie; la reine s'exprima dans le même sens. Tous ceux qui étaient présents, même Ubaldini, nonce du Pape, blâmèrent l'archevêque. Flatté des paroles gracieuses du roi, le Parlement le remercia et se retira. Mais l'archevêque ne tarda pas à savoir ce qui se passait en ville : la mort du concierge lui causa un chagrin très-vif; il versa des larmes, et dit le soir, en souvenant avec Haut-Castel, qu'il donnerait 50,000 livres, et que ce fût encore en vie. Il fit assembler tous les curés de la ville pour décider s'il était tombé dans l'irrégularité jusqu'à ne pouvoir dire la messe. Tous les ecclésiastiques marquants de la ville, à l'exception du supérieur des Jésuites, allèrent le lendemain à Lormont. Le Parlement leur défendit de rien publier au sujet de la religion, à l'État ou à la Compagnie; ils répondirent que le cardinal ne leur avait demandé qu'à prier pour lui. On décréta de prise de corps le cardinal, son coadjuteur, Le Moulin-Darnac (qui tua le concierge), trois gentilshommes; et quelques jours après, le Parlement envoya deux huissiers et cent vingt mousquetaires à Lormont pour arrêter l'archevêque; mais, averti à temps, le prélat se sauva. On voulait proclamer la prise de corps, à son

Livre IX.
Chap. 2.
—
1613.

D. Devienne.

Livre IX.
Chap. 2.
—
1615.

de trompe, pendant trois jours consécutifs; mais le roi, sur les représentations du nonce, ordonna qu'on se contenterait de le citer sans bruit, par un huissier, à la porte de l'archevêché. Le Parlement voulait le juger par coutumace; le nonce représenta que ce serait un scandale de plus, sans aucun avantage réel, sans résultat satisfaisant; enfin, les instances du nonce, et le respect encore vivant dans tous les cœurs pour le caractère épiscopal, l'emportèrent sur l'indignation de la Compagnie, et l'affaire fut envoyée au Pape par le roi. Le Parlement députa deux conseillers pour faire des remontrances à Sa Majesté, qui était alors à Aubeterre :

« Sire, disaient-ils dans leurs remontrances, on nous veut » éblouir les yeux et opposer la dignité du cardinal, comme » s'il ne devait pas y avoir de justice au monde pour des per- » sonnes de cette qualité, comme si vos lois n'étaient que des » toiles d'araignée qui n'enveloppent que les petits, etc. » La remontrance fut ferme et respectueuse. On blâma de nouveau l'archevêque, on s'épuisa en promesses envers le Parlement; mais le renvoi au Pape fut maintenu. Le Pape défendit au cardinal de célébrer, jusqu'à ce qu'il eût été absous de l'irrégularité qu'il avait encourue. Le roi l'exila de Bordeaux; mais, après quelques mois d'interdiction, le Pape l'en releva. Le roi lui permit de rentrer en ville, le 16 mai 1616; il y trouva les esprits plus calmes, et le peuple toujours disposé à prendre sa défense. Il continua de siéger au Parlement comme par le passé.

1616. Dans cet intervalle, les protestants formaient des complots pour prévenir les suites de l'alliance avec l'Espagne : l'assemblée de Nîmes, dirigée par un jeune intrigant, le duc de Candale, fils du duc d'Épernon, qui venait d'embrasser le calvinisme, se décida à prendre le parti du prince de Condé; mais la paix de Londres, conclue le 4 mai 1616, détacha Condé de cette ligue. Quelques mois plus tard, il fut arrêté, et la guerre recommença de plus belle. Désolé de la triste perspec-

tive d'une guerre civile, le roi voulait montrer de l'énergie ; et se croyant assez fort pour comprimer toutes les factions ennemies, il parut bien décidé à tout entreprendre pour le bien du royaume. La mort du maréchal d'Ancre, annoncée aux Bordelais le 28 avril 1617, produisit une joie générale parmi le peuple, et semblait promettre quelques jours de paix. Marie de Médicis n'ayant plus son favori Concini, se retira triste et mécontente des affaires ; elle se rendit presque captive à Blois, et le jeune prince prit en mains les rênes de l'État. L'un de ses premiers actes de roi était son arrêt du 25 juin 1617, ordonnant le rétablissement de la religion dans le Béarn, qu'elle avait été abolie, soixante ans auparavant, par Jeanne Albret, mère de Henri IV. Les ecclésiastiques du pays devaient rentrer en possession des biens dont ils avaient été dépossédés. Ces mesures provoquèrent une réaction violente ; les calvinistes reprirent les armes, et leur attitude vis-à-vis du gouvernement retarda l'exécution de l'arrêt jusqu'au mois de novembre 1620. Le roi se rendit en Béarn ; les calvinistes, se sentant perdus, se levèrent en masse : à Montauban, dans une exaspération, ils se firent ouvrir les maisons des prêtres, se saisirent de leurs personnes et les enfermèrent, comme otages, dans la maison consulaire. Le cardinal de Sourdis, instruit du fait que le clergé courait à Montauban, assembla à la hâte les calvinistes de Bordeaux, et leur enjoignit de prendre de promptes mesures pour détourner leurs coreligionnaires de leurs mauvais desseins, les rendant responsables, des suites de cette affaire. Les calvinistes de Montauban s'empressèrent d'écrire à Montauban ; mais le conseil royal avait devancé leur demande, en mettant en liberté les otages et en leur accordant protection pour leur culte. Après s'étant démis du gouvernement de Guienne, le roi le confia par le duc de Mayenne, qui arriva le 28 juillet 1618 à Montauban, dans une maison de campagne du président de Pichon, dans le château de Montferrand (aujourd'hui à Lormont), et fit son

Livre IX.
Chap. 2.
—
1616.

1617.

*Histoire
de Montauban,
tom. II, p. 116.*

1618.

Livre IX.
Chap. 2.

1618.

entrée solennelle à Bordeaux, le 31, dans une maison navale, élégamment décorée, accompagné des nobles du pays, et de plusieurs bateaux portant les trompettes et les musiciens. Arrivé sur le quai, le maréchal de Roquelaure lui présenta les clés de la ville; et, après la harangue accoutumée, il avança à cheval, par la rue de la Rousselle et les Fossés, jusqu'à Saint-André, où il prêta serment entre les mains du cardinal de Sourdis.

Girard,
Histoire du
duc d'Épernon,
liv. VII.

Pendant ce temps, la reine-mère s'échappa de Blois, et, protégée par le duc d'Épernon, se retira à Angoulême. Le roi prévint un nouvel orage; il envoya à la poursuite de cette princesse le duc de Guise avec une armée, et ordonna à Mayenne, alors à Agen, de recruter des forces et de se porter au devant de l'ennemi. Mayenne appela autour de lui tous les nobles de la Guienne, avec leurs troupes respectives; tous les volontaires du pays accoururent sous son étendard et l'accompagnèrent à Bourg; de là, il devait se rendre à Libourne, où il avait fixé le rendez-vous de ses forces, qui montaient jusqu'à dix mille hommes de pied et douze cents chevaux, la plupart de vieilles troupes. Il avança hardiment au milieu des plus grands périls; mais après quelques combats légers avec les troupes de d'Épernon, et après de grandes difficultés, la paix fut enfin négociée par le comte de Béthune, et Mayenne se retira à Bordeaux.

1620.

L'exécution de l'édit du 25 juin 1617 rencontra des obstacles dans le Béarn; le comte de Bassompierre devait y aller, avec une armée, pour vaincre les résistances, et le roi lui-même se disposait à le suivre et à se rendre à Pau. Après avoir passé à Poitiers et à Saintes, il arriva le 17 septembre à Blaye; le maire lui présenta les clés, à genoux; le prince les lui remit en termes flatteurs pour l'administration de la ville; mais le gouverneur, d'Esparbès de Lussan, fut destitué comme partisan de la reine. Le roi fit son entrée à Bordeaux le 19, et le lendemain on lui donna, aux frais de la ville, un magnifique banquet, au Château-Trompette. Le Parlement

Bassompierre,
Mémoires.

s'était montré assez obséquieux envers le prince et même très-zélé pour la défense de la religion. L'année précédente, des missionnaires catholiques, que l'évêque de Saintes avait envoyés à Saint-Jean-d'Angély, en furent expulsés; le Parlement, par un arrêt du 4 décembre 1619, les renvoya, avec défense de les inquiéter dans leurs exercices religieux. Mais plus on se montrait obséquieux et soumis, plus le roi devenait exigeant. Il convoqua le Parlement pour son lit de justice, et lui fit de graves reproches; il révoqua tous les jurats et exhorta leurs successeurs à montrer plus de dévouement pour cause du roi; et croyant avoir abattu, par ces actes de rigueur, l'indépendance des Bordelais, il leur demanda, pour *venir aux frais de la paix*, six cent mille livres; le Parlement fit des observations, mais le prince y resta sourd. Les Etats offrirent cent mille écus; le roi tint bon, et l'on finit par en venir à ses exigences.

Pendant les vingt-trois jours que le roi passa à Bordeaux, fit enregistrer plusieurs édits, et déploya contre les religieux une sévérité peu politique, qui lui aliéna leur affection; ils restèrent cependant tranquilles et soumis; ils n'attendaient qu'une occasion favorable pour reprendre les armes; l'occasion se présenta bientôt.

Quand les seigneurs qui vinrent présenter leurs hommages au roi, à Bordeaux, se trouvait d'Argilemont, gouverneur de la Gironde, pour le comte de Saint-Paul. C'était l'homme le plus cruel des Bordelais, un monstre à forme humaine : l'incendie, le viol, l'assassinat, tous les crimes qui déshonorent l'humanité, d'Argilemont se les permettait contre ses voisins, les étrangers. Ce brigand, puissant par ses relations avec le comte de Saint-Paul, levait des subsides sur les habitants du pays, et les emmenait dans les châteaux de Fronsac, levait des subsides sur les habitants qui naviguaient sur la Dordogne : malheureux qui oubliait de saluer, en passant, ce petit tyran en passant son pavillon devant la forteresse de Fronsac : il se vengeait à l'instant la prétendue insulte, la cargaison

Livre IX.
Chap. 2.

1620.

Scip. Dupleix,
Suprà,
page 142.

devenait la propriété du redoutable commandant, le capitaine était pendu et le bâtiment coulé !!!.....

Il s'appropriait les revenus des curés et des monastères, frappait des contributions sur les habitants du pays et en donnait des reçus signés : *Désordres*. Il entreprit de nouvelles fortifications, non seulement à Fronsac, mais au magnifique château de Caumont, qui dominait, par ses superbes bastions, le cours de la Garonne, et s'étendait, sur un monticule délicieux, en une longue et gracieuse courtine, ayant, aux deux extrémités, deux grosses tours dont les fondements pénétraient dans le sol jusqu'au niveau de la Garonne. En descendant de ce mont vers la rivière, se trouvaient deux boulevards, et au-dessous d'eux, plus bas, deux demi-lunes qu'Argilemont fit construire pour battre la rivière et arrêter les bateaux, comme à Fronsac. Averti que ce farouche commandant voulait, par ces travaux, exercer sur la Garonne le même brigandage que sur la Dordogne, le Parlement lui fit signifier un arrêt qui défendait de les continuer. D'Argilemont, indigné, fit porter la hotte à l'huissier qui lui notifia l'arrêt, et il fit tirer un coup de canon à boulet contre le château de Vayres, pour se venger du propriétaire, Marc-Antoine de Gourgues, parce qu'il n'avait pas, comme président du Parlement, empêché la signification de l'arrêt. Cet homme, turbulent et farouche, défait la justice à l'abri de ses fortifications. Son nom seul faisait trembler les juges, et leur arrachait des sentences en sa faveur et contrairement aux cris de leurs consciences et à la voix de la justice. Sur la plainte portée contre lui par Paul Brun, Rue de Mambrun, seigneur de Pleinpoint, Étienne de Gombaut, écuyer, Pierre Paty, avocat, et le seigneur de Barès, d'Argilemont fut arrêté à Bordeaux par ordre du Parlement. Son procès fut instruit avec empressement; il fut condamné à avoir la tête tranchée deux jours après avoir été remis entre les mains de la justice.

Le comte de Saint-Paul et Mayenne demandèrent sa grâce;

Louis XIII répondit qu'il n'y avait rien à faire et qu'il fallait laisser à la justice son cours.

La tyrannie et les odieuses vexations des petits seigneurs du pays étaient alors devenues si insupportables et si opposées aux vues bienveillantes du roi, qu'on crut devoir l'exécuter avec un appareil inusité, avec une rigueur capable d'intimider d'autres seigneurs coupables comme lui. Il fut traîné, sur une claie, par tous les carrefours de la ville, et, enfin, en présence d'une foule qui bénissait la justice et se réjouissait de se voir délivrée du despotisme de ce monstre, il eut la tête tranchée, le 20 septembre 1620, sur un échafaud dressé sur la place du Palais-de-l'Ombrière. Sa tête fut attachée à une tour du port Libourne, vis-à-vis de Fronsac. La leçon était sévère, mais elle était salutaire. Le monarque donna ordre que le fort de Fronsac fût détruit.

Dans cet intervalle, les protestants tenaient des assemblées et prenaient les mesures les plus convenables pour l'avancement et le succès de leur cause : les conseils souverains du Béarn et de Pau refusaient de se soumettre à l'édit du 25 juin ; des députés se rendaient de partout au colloque de Pau, où l'on devait remédier aux malheurs de leurs frères armés ; mais le Parlement défendit ces assemblées, et le roi ordonna aux députés de se séparer. Ils obéirent, mais après avoir indiqué une autre assemblée générale à La Rochelle, le 25 novembre. Enfin, voyant que toutes ses démarches infructueuses, le roi ordonna au comte de Bassompierre d'aller avec son armée, par les Landes, jusqu'à Saint-Armagnac, et se prépara à se rendre lui-même à Pau. Les seigneurs Martin et de Lur l'accompagnèrent à Cadillac, où il séjourna quatre jours chez le duc d'Épernon ; de là, il se rendit à Pau, où il resta six jours, et fit son entrée à Pau le 10 décembre.

Les protestants se soumirent, le conseil souverain protestant fut rétabli, et le roi, satisfait de ce respect apparent, y laissa

Livre IX.
Chap. 2.
—
1620.

*Histoire
de Montauban,
vol. II,
pages 116-117.*

Livre IX.
Chap. 2.
—
1620.

*Mémoires
authentiques
du duc
de La Force ,
tom. II, liv. II.*

comme gouverneur du Béarn, le marquis de La Force, et se mit en route pour Bordeaux et Paris.

Le marquis de La Force, soit manque d'énergie, soit à dessein, ce qui est plus probable, ferma les yeux sur les excès des calvinistes; ils agissaient en rebelles au su de tout le monde, et complotaient contre les intérêts de l'État, à la face du ciel. Le marquis n'y fit rien, ou plutôt il les protégea. Le roi aimait ses deux fils, et croyant pouvoir aussi compter sur le père, il lui avait confié l'importante place de gouverneur du Béarn; mais ses démêlés avec Poyanne, capitaine catholique de Navarreins, rendirent sa position plus équivoque; et enfin, voyant qu'on allait marcher contre lui comme traître infâme, il s'enfuit à Bergerac, auprès de son fils, le baron de Castelnau.

1621.

La conduite du roi en Béarn, ses ordres et ses dispositions pour toute éventualité qui tendrait à compromettre la paix, la fuite du marquis de La Force, la persistance des évêques et des seigneurs catholiques à détruire le protestantisme, l'accord et l'union des sept cents églises protestantes, tout cela détermina les réformés à se soulever de nouveau. L'assemblée de La Rochelle avait dressé, en mai, une Constitution républicaine, en 47 articles, qu'on devait substituer, tôt ou tard, à la forme monarchique. A la tête des réformés se trouvaient le duc de Rohan et son frère, Soubise; ils étaient chargés des intérêts généraux du parti, et le gouvernement de la France semblait avoir établi son siège à La Rochelle. Des bandes parcouraient et dévastaient le pays; elles s'étaient emparées de La Bastide-d'Armagnac, de Casteljalous, de Captieux, des tours d'Albret et de Cazenave. Le Parlement s'assembla, et, par son arrêt du 18 juin 1621, prononça des peines sévères contre ces hordes indisciplinées et factieuses; mais ces menaces n'eurent pas d'effet sur ces éternels ennemis de l'ordre. Voyant qu'il fallait nécessairement repousser la force par la force, le roi envoya d'Épernon à La Rochelle, et marcha lui-même, à la

tête d'une armée, vers le Poitou ; il assiégea Saint-Jean-d'Angély avec quarante pièces de canons, et en fit raser les murailles ainsi que celles de Pons ; mais La Rochelle, enhardie par la vigoureuse résistance des Montalbanais, repoussa les troupes royales, et Soubise fut assez heureux pour se rendre maître de Royan, place importante à l'embouchure de la Gironde. Pendant ce temps, le duc de Rohan s'empara de Nérac, avec les secours combinés de Favas et de Montpouillan, deux coryphées du calvinisme. Le duc de Mayenne apprit bientôt cette fâcheuse nouvelle à Bordeaux. Il chargea de suite Barrault et d'Ornano de lever des recrues et de les lui conduire à Nérac, où il se rendit lui-même. Il croyait qu'à son arrivée les Néraguais reconnaîtraient leur faute et s'empresseraient de se soumettre. Le président de Pichon ne contribua pas peu à l'entretenir dans ces illusions ; mais il se trompait : la résistance fut aussi opiniâtre que l'attaque fut vive ; et si nous en croyons les *Mémoires* du duc de La Force, *après de furieuses batteries et deux mois de siège, Mayenne y avait autant avancé que le premier jour*. Enfin, la ville capitula le 7 juillet, à des conditions honorables.

Livre IX.
Chap. 2.
—
1621.

CHAPITRE III.

Les Calvinistes découragés. — Le roi à Coutras. — Ses courses en Guienne. — Les Réformés de La Rochelle s'emparent de l'île d'Argenton. — Favas débarque en Médoc. — L'île de Cazau défendue par La Salle. — D'Ornano et La Salle attaquent les rebelles à Saint-Vivien, à Soulac. — Retraite de Favas. — Supplice de Lescure. — Le roi revient en Guienne. — Les chefs protestants se soumettent. — Le roi confirme l'édit de Nantes. — Le Parlement le vérifie avec des restrictions. — Hiver froid. — Disette. — Famine. — Générosité du cardinal de Sourdis. — D'Épernon. — Ses démêlés avec d'Ornano. — Il est nommé gouverneur de Guienne.

Livre IX.

1621.

*Mémoires
authentiques,*
t. II, liv. II.

—
*Mémoires
de
Bassompierre,*
2^e partie.

*Mercur
de France,*
tome 8, p. 420.

La capitulation de Nérac, la prise de Caumont, les succès de l'armée royale, la conduite équivoque de Boisse-Pardailhan, qui trahissait ses coreligionnaires, pour se ménager plus tard les bonnes grâces du roi, avaient refroidi l'ardeur du parti protestant et affermi dans le peuple l'esprit de soumission. Le roi arriva à Coutras et y reçut, par des députations, l'assurance de la fidélité de Sainte-Foy, de Lamothe, de Gen-sac et autres villes voisines. Parvenu au château de Mézières, près de Sainte-Foy, des députés de Castillon, de Montflan-quin, de Cadillac, de Layrac, de Mussidan, de Puymérol, de Casteljaloux et de plusieurs autres places, viennent le prier d'agréer leur soumission et l'assurance de leur fidélité. Après avoir fait démolir les fortifications de Bergerac, le roi continua ses courses jusqu'à Tonneins, où il arriva le 20 juillet, et y établit son quartier général, pendant que ses troupes faisaient le siège de Clairac, qui, obligé de se rendre à discrétion, fut traité avec la dernière rigueur. Ces triomphes successifs décidèrent le monarque à attaquer Montauban le 17 août; le siège en fut poussé avec activité jusqu'au 18 novembre; l'armée royale y subit des pertes énormes en soldats et en offi-

ciers, entre autres, le duc de Mayenne, dont la triste fin produisit, à Bordeaux et partout, de douloureuses impressions.

Le double échec des catholiques devant Montauban et La Rochelle releva le courage, jusque-là abattu, des religieux; quelques villes se soulevèrent, et la province allait être de nouveau le théâtre de la guerre civile. Louis XIII, après le sac meurtrier de Monheurt, revint à Bordeaux par Casteljalous et Bazas; le 30 novembre il se trouva à Blaye, et le lendemain partit pour Libourne et ne s'arrêta que pour dîner au château de Cubzac. Le premier jour de janvier, le roi fit sa communion; le lendemain, il alla dîner et passer la nuit à l'abbaye de Guîtres, et, le troisième jour du même mois, il partit pour Paris, où il arriva le 28. Le départ du roi fut le signal de nouvelles insurrections : les Réformés reprirent les armes; La Force était le général des églises de la Basse-Guienne; Favas de Castets défendait les églises de la rive gauche de la Garonne; mais Sainte-Foy était le point central de leurs opérations.

L'armée royale était commandée par le duc d'Elbeuf et le maréchal de Themines; mais il n'y avait pas réellement, dans la province, de chef véritable, d'autorité centrale supérieure; Mayenne fut tué à Montauban; le maréchal de Roquelaure venait de remettre au roi le commandement de la Guienne; son successeur, le maréchal de Themines, n'était pas encore entré en fonctions; le Parlement seul pourvoyait à tout ce qui était nécessaire et réussissait, par sa prudence, à réprimer les factieux et à leur faire éprouver des pertes énormes. Les protestants, indignés de ces échecs, se levèrent partout comme un seul homme; La Rochelle resta toujours le foyer de l'intrigue et de la rébellion, et une flottille, sortie de son port, alla s'emparer de l'île d'Argenton, à l'embouchure de la Garonne, et y fit construire un fort pour pouvoir dominer les deux rives et pour mettre à contribution tous les bâtiments qui naviguaient sur ce fleuve. Le roi envoya le comte de

Livre IX.
Chap. 3.

1621.

1622.

Livre IX.
Chap. 3.

1622.

Dupleix,
Suprà.

*Mémoires
du cardinal de
Richelieu,*
t. II, liv. 12, 13.

Joigny, avec dix galères, pour réduire et détruire le fort, et lui-même entra dans le Poitou, au mois de mars, et fit éprouver de grandes pertes aux rebelles, qui se trouvaient sous les ordres de Soubise, frère du duc de Rohan.

Les Rochelais s'étaient flattés d'un succès complet sur la rive gauche, et, dans leurs illusions, avaient chargé le capitaine Favas de débarquer sur les côtes du Médoc cinq mille hommes à pied et cent cinquante chevaux. Ce hardi guerrier exécuta avec bonheur cette entreprise et s'empara de Soulac, malgré la courageuse résistance de la faible garnison, qui, au grand dépit de l'artillerie des assiégeants, tint ferme pendant vingt-quatre heures. Maître de Soulac, Favas ravageait les environs et surtout les domaines des membres du Parlement, qui, à cause de ses crimes et de ses brigandages antérieurs, l'avaient condamné à avoir la tête tranchée, après l'avoir dégradé de la noblesse et avoir pris, sur ses propriétés confisquées, 300,000 liv., applicables, moitié aux pauvres de St-André, moitié aux réparations du Palais. Il se vengea de ses juges; et, pour mieux punir les Bordelais, résolut de se rendre maître de l'île de *Cazau*, près du Bec-d'Ambès, afin de priver Bordeaux de toute communication avec la Saintonge et les côtes de la Dordogne, d'où l'on tirait les céréales et le bétail pour le marché de la ville. Mais le Parlement, qui avait prévu ces dangers, s'était déjà mis en mesure de les conjurer: le président de Gourgues avait assemblé la Compagnie pour aviser aux moyens de défendre la ville et faire face à toutes les éventualités; on arrêta que les habitants des campagnes garderaient les côtes; que Libourne fournirait un contingent de deux mille hommes; que les bourgeois et les corporations contribueraient aux frais de la campagne; que le conseil de guerre, composé des présidents, des trésoriers de France et des jurats, désarmerait les calvinistes et remplacerait les hommes suspects par des catholiques, qui devaient être tous armés. Le zèle de la Compagnie ne se borna pas à ces mesures générales, elle prévint

les desseins de Favas sur l'île de *Cazau*, en y élevant un fort, dont la garde fut confiée au capitaine De La Salle. Après ces sages précautions, le Parlement lança ses troupes contre les maraudeurs du Médoc ; elles étaient commandées par Sainte-Croix d'Ornano, qui avait sous ses ordres d'Alesme, Lardimalie, les frères La Salle, du Port, du Palais et Saint-Gervais. D'Ornano arriva en Médoc avec cinq cents hommes ; c'était trop peu vis-à-vis des forces numériquement supérieures et appuyées par une cavalerie légère, libre et à l'aise dans le pays, qui n'est qu'une vaste plaine, ouverte de tous côtés.

Il revint à Bordeaux et en repartit bientôt après avec un renfort de quarante chevaux et trois cents fantassins. Pendant ce temps, l'intrepide La Salle, voyant l'île de Cazau suffisamment défendue par ses deux frères et soixante bons soldats, désirant d'ailleurs prêter main-forte à d'Ornano, en Médoc, traversa le bras de la Garonne et se dirigea vers Lesparre, occupée par les troupes de Favas. L'alarme y fut grande : on coupa le pont, on fit faire des palissades devant les côtés faibles ; enfin, on se mit en mesure de résister à La Salle. D'Ornano, qu'on croyait à Bordeaux, arriva avec ses troupes, par des chemins écartés et sans être aperçu, jusqu'à Soulac ; il égorga la sentinelle, força les barricades, massacra trente soldats qui lui opposaient une folle résistance, emmena seize chevaux avec seize prisonniers, et se retira en bon ordre vers Lesparre, avec un butin considérable et sans avoir fait aucune perte. Informé que le capitaine Charron se tenait à Grayan avec trente hommes, il s'y rendit, dispersa et massacra ce petit détachement. Affligé de ces pertes, Favas écrivit à Royan pour avoir des secours ; le baron de Saint-Seurin arriva avec sept cents hommes ; c'était peu pour de semblables conjectures ; mais ayant fait débarquer les marins et les soldats qui se trouvaient sur les vaisseaux en rivière, Favas marcha à leur tête sur St-Vivien, où se tenait La Salle. Le bourg fut bientôt violemment attaqué et courageusement défendu. La Salle fut, enfin, blessé à la

Livre IX.
Chap. 3.
—
1622.

Dupleix,
d., p. 206.

Livre IX.
Chap. 3.

1622.

tête de sa faible troupe et sur le point de se rendre ; mais d'Ornano accourut au bruit de l'artillerie, et attaqua par derrière les assiégeants, qui s'enfuirent vers la rivière, après avoir perdu cent vingt hommes. Favas, découragé comme les autres chefs, et voyant tout perdu dans le Médoc, se retira à La Rochelle, et ne laissa après lui que quelques soldats dans le fort de Soulac, qui, bientôt après, se rendirent prisonniers de guerre. Quelques jours plus tard, on arrêta à Coses, en Saintonge, l'un des plus obstinés coryphées du parti, Paul de Lescure, l'ancien président de l'assemblée de La Rochelle, où l'on avait résolu de substituer, par des moyens quelconques, la république à la monarchie. Il s'était chargé de porter lui-même au marquis de La Force, en Béarn, les résolutions de l'assemblée, et se trouvait, en passant, au combat de Saint-Vivien, où sa présence contribua à ranimer le courage de ses coreligionnaires. Il fut condamné à être traîné sur la claie, avec un écriteau autour de la tête, portant cette inscription en gros caractères : « *Criminel de lèse-majesté, et président en l'assemblée de La Rochelle,* » et, après avoir fait une amende honorable, à avoir la tête tranchée et les quatre membres coupés.

Mercur
de France,
t. VIII, p. 599.

Mémoires de
Bassompierre,
id., p. 406.

Arrêt
du 13 novembre
1620.

—
Dupleix,
id., p. 218.

—
Bassompierre,
idem.

Le roi, qui se trouvait le 4 mai à Royan, se mit en marche pour la Haute-Guienne, et passa successivement par Guitres, Saint-Émilion, Castillon, accueillant partout avec bonté les religionnaires qui se soumettaient. De Chevreuse alla le voir à Saint-Émilion le 24 mai, et se soumit ; le marquis de Castelnau de Chalosse, sénéchal de Marsan, rentra aussi dans le devoir, d'après les pressantes sollicitations de son ami le président de Gourgues ; le marquis de La Force s'obstinait encore : il ne se fiait pas aux promesses, parce que le Parlement l'avait dégradé de la noblesse et l'avait déclaré ignoble et roturier, confisqué ses biens et exécuté en effigie cet arrêt contre sa personne ; mais à Sainte-Foy, où il commandait, on avait deviné ses intentions : il fut donc obligé de se tenir sur la défensive, pour ne pas indisposer son parti contre lui.

Le prince de Condé et le duc d'Elbeuf se réunirent à Monsegur, et détachèrent une compagnie de deux mille hommes de pied, trois cents chevaux et deux canons, pour s'emparer de Monac et d'Eymet : Mussidan se rendit; Gensac, après quelque résistance organisée par le gouverneur, se débarrassa de sa tyrannie et de la garnison, et ouvrit ses portes au baron de Chabannes; Sainte-Foy résista, mais se soumit plus tard, et le bâton de maréchal fut donné à M. de La Force, qui, en raison de sa position et des exigences de son entourage, avait maintenu la ville sur la défensive, quoiqu'il fût bien disposé à se soumettre au roi. Ce prince y arriva le 24 mai et assista, le 26, à la procession du Saint-Sacrement, qui eut lieu, dans cette ville protestante, avec une pompe éblouissante : les ministres et les grands dignitaires de l'État suivaient le roi, un cierge à la main. L'archevêque de Tours portait le Saint-Sacrement. Toute la noblesse du pays s'y trouvait, avec un grand nombre d'ecclésiastiques du Bazadais, du Périgord et du Bordelais. Jamais les habitants de ces contrées n'avaient vu un spectacle si imposant ou des cérémonies religieuses plus majestueuses. Le roi quitta le pays le 28, après avoir ordonné la démolition des fortifications, y laissant, comme intendant de la justice, M. d'Andrault, conseiller au Parlement de Bordeaux.

La Guienne semblait calme et pacifiée; l'esprit de rébellion paraissait s'éteindre dans les pressants besoins de la paix; les chefs de la Réforme, et Rohan en particulier, prêtaient partout, avec empressement, serment de fidélité au roi, qui, de son côté, combla de bonté les chefs qui s'étaient soumis à son autorité, et confirma, pour leur satisfaction, l'édit de Nantes. Ce dernier acte avait une portée politique, qu'on ne voulait pas reconnaître. L'édit fut envoyé à tous les Parlements : celui de Bordeaux, toujours indépendant, le vérifia, « sans, néanmoins, prétendre approuver d'autres religions que la catholique, apostolique et romaine, à condition qu'antres que les

Livre IX.
Chap. 3.
—
1622.

» originaires ne seraient reçus à prêcher et dogmatiser dans
» le ressort, et sans déroger ni préjudicier aux commis-
» sions décernées, touchant les démolitions des fortifications,
» maisons, etc., etc., ordonnées par la Cour, et à la charge
» que les exécutions qui avaient été faites des meubles et
» marchandises, au profit des sujets du roi qui avaient persisté
» en son obéissance, en conséquence des lettres et brevets du
» roi et des arrêts de la Cour, pour les remplacer des pertes
» qu'ils avaient souffertes et des prises qui avaient été faites
» sur eux, ne pourraient être recherchées (1623). »

Le Parlement avait toujours été opposé aux innovations religieuses ; elles réagissaient sur la politique et bouleversaient le pays. Il craignait, d'ailleurs, que la condescendance du prince pour les exigences des Réformés, ne produisit des effets fâcheux, contraires à ses bienveillantes intentions. Son opposition était constante, prévoyante et rationnelle.

L'année qui allait finir (1622) laissa dans le pays d'affligeants souvenirs : la guerre civile avait moissonné les hommes ; les campagnes étaient désertes ; une saison peu favorable à la récolte avait augmenté la misère ; une disette affreuse se faisait sentir ; l'hiver était si rigoureux que les voitures traversaient la Garonne sur la glace, et le peuple, jusqu'alors tranquille, allait cesser de l'être, pour suivre celui qui lui promettait l'abondance et la paix. Le moment paraissait favorable aux ennemis de l'ordre ; ils voulaient reprendre les armes, et se servir de la faim et de la misère du peuple pour raviver la guerre civile. De sourdes tentatives furent faites et aussitôt réprimées.

Les partis rejetaient le tort les uns sur les autres, et s'accusaient réciproquement. Le cardinal de Sourdis, alors à Rome, ayant appris la misère du peuple et l'affreuse disette qui décimait la population, écrivit à M. Miard, son vicaire général, cette lettre qui fait autant d'honneur à son cœur qu'à son caractère : « Je vous prie d'apaiser l'ire de Dieu tant

» que vous pourrez, et au lieu de vendre mon blé, donnez-
» le en aumône, après avoir fourni ma Chartreuse. La plus
» grande partie, distribuez-la pour les pauvres honteux des
» paroisses, et partie en pain, ces mois d'avril et de mai, qui
» sont ordinairement de grande disette. Si j'en ai à Libourne
» ou Saint-Émilion, faites-le distribuer aux pauvres paroisses
» affligées, et, de plus, donnez de l'argent aux pauvres. Tout
» ce que vous donnerez, je le trouve bon; secourez les pau-
» vres, même les pauvres curés, et tous ceux de mon diocèse;
» et n'épargnez rien, au nom de Dieu. »

A cette époque, le duc d'Épernon, grand favori de Louis XIII, fut nommé gouverneur de Guienne, où le maréchal de Themines exerçait le pouvoir au nom du Parlement. Le duc reçut sa commission le 27 août, mais il différa de se rendre à Bordeaux jusqu'après le mariage de son fils, le marquis de Lavalette, avec Gabrielle de France, sœur légitimée du roi. D'Épernon était de Bordeaux, ami intime du premier-président, Marc-Antoine de Gourgues; il aimait la Guienne, il y avait de vastes domaines et de nombreux amis, était puissant par sa fortune et ses alliances avec tout ce qu'il y avait d'élevé en France. Né en 1554, il épousa, en 1589, Marguerite de Foix, unique héritière de cette illustre Maison, qui possédait des biens considérables en France, surtout en Guienne et même à Bordeaux, et réclamait comme sa propriété patrimoniale le Puy-Paulin, qui avait appartenu aux Paulin, et après eux aux Pey de Bordeaux, dont les Foix se disaient, par mariage, les héritiers directs (1). Homme fier, vain et très-vif, d'Épernon

Livre IX.
Chap. 3.

1622.

Lopes,
Histoire
de l'Église de
Saint-André,
page 292.

Girard,
Vie du duc
d'Épernon.

(1) Le duc prenait une longue *kyrielle* de titres, et se qualifiait : Messire Jean de Nogaret et de Lavalette, duc d'Épernon, pair et colonel général de France, gouverneur pour le roi en Guienne, prince de Buch, sire de Leparre, comte d'Astarac, de Foix, de Montfort, de Benauges et de Plassac, marquis de Lavalette, vicomte de Castillon, baron de Cadillac, de Langon, de Castelnau, de Rions, de Podensac. Mais de tous ses titres celui de prince lui plaisait davantage et fut cause qu'il se brouilla plus tard avec le Parlement. Il avait deux millions de revenu annuel; il en dépensa

Livre IX.
Chap. 3.
—
1022.

se croyait tout permis, parce qu'il était bien en cour; il n'aimait pas le cardinal de Richelieu, dont l'étoile commençait alors à briller d'un grand éclat et à éclipser la sienne. Il le prédit lui-même, sans s'en douter. Descendant le grand escalier du Louvre un jour de réception, il rencontra le cardinal qui montait; celui-ci lui demanda, en forme de conversation familière : *Eh bien! M. le Duc, que dit-on de nouveau, là haut?* — *On y dit*, répondit le duc, *que vous montez et que je descends.* Cette réponse, d'un froid et altier mépris, fut prophétique : la puissance du cardinal éclipsa la sienne bientôt après.

Un homme du caractère de d'Épernon dut nécessairement avoir des ennemis; il en avait avant d'être gouverneur de Guienne, il s'en fit d'autres après. Le peuple apprit cependant sa nomination avec plaisir; mais il en fut tout autrement au Parlement. Ayant appris le jour de son arrivée, la Compagnie s'assembla pour délibérer sur la réception qu'on devait lui faire. Presque tous les membres furent d'avis qu'il fallait modifier le cérémonial : jusqu'alors on avait rendu aux gouverneurs les mêmes honneurs qu'aux princes; mais la fierté de d'Épernon offusquait les uns, une secrète jalousie animait les autres; tant d'honneur pour leur compatriote semblait une humiliation pour les hommes éminents du Parlement, qui se croyaient ses égaux; enfin, tous ou presque tous voulaient changer le cérémonial, ne fût-ce que par le souvenir de ses démêlés avec le maréchal d'Ornano, par suite desquels son orgueil et son esprit dominateur lui avaient suscité de nombreux et puissants ennemis. En voici la cause : En 1600, d'Épernon vint visiter ses vastes propriétés de Bordeaux, et y fut reçu avec de grands honneurs, contre la volonté du maréchal d'Ornano, qui ne l'y voyait pas avec plaisir, et dont le duc croyait, peut-être à tort, avoir raison de se plaindre. Des

Girard,
Vie du duc
d'Épernon.

une année pour la construction de son beau château de Cadillac, qui passait alors pour le plus vaste et le plus superbe édifice qu'il y eût en France, après les résidences royales. (Voir notre *Hist. de Verdelais*, pag. 338.)

paroles furent échangées, les esprits s'aigrirent, l'inimitié fut portée jusqu'à la haine. Le duc, riche, vain, et dédaigneux pour son rival, invita la noblesse du pays à Cadillac, et là, lui proposa d'aller à Bordeaux faire une course de bagues. Le maréchal, qui n'était pas de la partie, se plaignit des troubles que ces inutiles amusements pourraient faire naître, au préjudice du service du roi, et manifesta l'intention formelle de s'y opposer; et même, en cas de résistance, de forcer le duc à sortir de la province. Le premier-président d'Affis devina bien la cause de cette aigreur et essaya de lui faire changer d'avis. Le maréchal persista dans sa résolution et en avertit la noblesse, requérant son secours; mais, soit indifférence, soit crainte du tout-puissant duc, et du Parlement, qui semblait pencher pour lui, de tous les nobles du pays, M. de Ruat fut le seul qui épousa la querelle du maréchal. D'Ornano n'en persista pas moins dans ses projets, et se prépara à la lutte avec ses gens d'armes et la garnison de Corses qui occupaient les châteaux. Pour prévenir des désordres qui ne paraissaient que trop probables, le Parlement envoya le président Nesmond au duc, qui, par considération pour la Compagnie, abandonna son projet. Il se contenta d'envoyer, le 7 septembre 1600, un cartel au maréchal, pour vider cette querelle l'épée à la main. Dans ce cartel, il lui dit de lui faire connaître « le jour et le lieu, pour avoir le bien de vous embrasser » en chemise avec les armes d'un cavalier, qui sont une épée » et un poignard, afin que j'aye le moyen de vous faire voir » qu'il n'est pas en la puissance d'un Corse de faire affront à » un gentilhomme français. » Le roi, instruit de cette affaire, exigea du duc sa parole qu'il ne se battrait pas avec le maréchal, et condamna d'Ornano à lui écrire une lettre de satisfaction, le 25 mai 1601. Sa Majesté permit, en outre, au duc de revenir à Bordeaux, et d'y tenir, quand il le voudrait, l'assemblée qu'il avait projetée.

CHAPITRE IV.

D'Épernon se brouille avec de Gourgues, premier-président. — Sa réception à Bordeaux. — Il se brouille avec le maréchal de Themines. — Ses tracasseries contre de Gourgues. — Ses affaires avec le Parlement. — Dans un moment de danger, il semble oublier sa haine contre le Parlement. — Il est humilié par le cardinal de Richelieu. — L'affaire de Servien. — Remontrance et mort de de Gourgues. — Carrousel de d'Épernon. — La peste à Bordeaux en 1629.

Livre IX.

—
1623.

Cette humiliation du maréchal laissa de fâcheuses impressions à Bordeaux, que la morgue et les hautaines prétentions du duc ne firent que continuer et augmenter. Ces souvenirs étaient encore vivaces en 1622, et le Parlement, qui ne voulait d'autre domination en Guienne que la sienne, crut devoir modifier le cérémonial de réception, ne fût-ce que pour faire sentir au nouveau gouverneur qu'il avait à Bordeaux, sinon un supérieur, au moins un égal. Le premier-président, de Gourgues, son ami, lui écrivit à Saintes, le 7 janvier 1623, pour le prévenir des difficultés que sa réception faisait naître; il lui dit, avec une franchise amicale, que la Compagnie croyait ne pas devoir lui rendre les honneurs qu'avaient reçus ses prédécesseurs, pour des raisons particulières, et qu'on ne rendait jamais qu'aux princes français ou étrangers. D'Épernon reçut cette lettre; son orgueil s'en offensa, sa colère s'alluma; l'avis amical, confidentiel peut-être, de son ami, fut regardé par le fier duc comme une insulte, et, ce qui le fâchait davantage, c'est que cette lettre avait été écrite par un homme qu'il avait regardé comme un intime ami et qu'il avait connu à la cour, lorsqu'il recherchait en mariage la fille du chancelier Séguier. Le duc répondit qu'il n'ambitionnait pas les honneurs dus aux princes, mais qu'il exigeait ceux qu'on avait rendus au duc de Mayenne; il fit agir ses amis à Bor-

Girard,
*Vie du duc
d'Épernon.*

deaux, et en particulier Constantin, son intendant, homme influent et très-adroit. Le Parlement délibéra de nouveau sur cette même affaire, et s'accorda à lui décerner les mêmes honneurs qu'on avait rendus au duc de Mayenne.

Enchanté de cette nouvelle, le duc se rendit le 27 à Saint-André-de-Cubzac, et, de là, à Cadillac, où il reçut la visite de toute la noblesse du pays, et annonça son intention de faire son entrée solennelle à Bordeaux, le 5 février. Le 3 février, les jurats de Lur et Dorat lui conduisirent une maison navale, et le lendemain il arriva à Bègles, chez M^{me} de Francs. Le 5 février, jour de dimanche, les jurats, toutes les autorités civiles se rendirent à la porte Cailhau, où le gouverneur devait descendre (1). Après les harangues d'usage, le cortège se met en marche vers Saint-André, par les rues de la Chapelle de Saint-Jean, de la Rousselle et des Fossés, qui étaient élégamment tapissées. Arrivé à la porte de la cathédrale, il y fit, à genoux, le serment accoutumé; et après avoir fait sa prière, à la suite du *Te Deum*, il se retira, accompagné du clergé, jusqu'à la porte; et se rendit, au milieu d'une foule immense, au bruit des salves d'artillerie, au Château-Trompette, où tous les hauts personnages du pays lui firent une visite. Le maréchal de Themines, lieutenant du roi en Guienne, n'alla pas au devant du duc; il voyait avec peine que la présence du gouverneur paralysait sa puissance et son influence dans le pays, et absorbait même son autorité. Homme peu politique, franc et ouvert, il ne fit pas de visite à d'Épernon, qui avait pour lui, cependant, beaucoup de respect et d'estime. Le duc dissimula sa surprise et sa peine; il devina les motifs qui faisaient agir le maréchal, et agit envers lui avec bonté et douceur; mais voyant sa conduite et ses intentions méconnues ou mal comprises, il prit le ton qui convenait à sa place, écarta

Livre IX.
Chap. 4.
—
1623.

27 Février.

(1) D. Devienne dit que le duc fit son entrée à Bordeaux à la fin de février; c'est une erreur.

Livre IX.
Chap. 4.
—
1623.

de leurs postes différents les amis du maréchal, tint à une certaine distance les personnages qui épousaient sa cause, et, à force de le contrarier et de le mortifier, l'amena enfin à demander grâce. Une entrevue eut lieu à Sainte-Foy, et la réconciliation fut faite.

Ce triomphe du duc ne suffisait pas à son orgueil ; il fallait humilier le premier-président, dont la lettre l'avait blessé ; les visites de cérémonie furent froides et d'un mauvais augure ; le gouverneur n'attendait qu'une occasion favorable pour mortifier de Gourgues ; de son côté, le premier-président, homme très-spirituel, prévoyant et habile, vit s'élever l'orage ; et se sentant trop faible pour résister à tant de puissance, il inspira au Parlement des sentiments de défiance à l'égard des prétentions du duc. La conduite impérieuse de d'Épernon accréditait ces adroites insinuations du premier-président ; le Parlement était jaloux de ses droits et privilèges ; il se tint sur la défensive, bien décidé à repousser les entreprises que pourrait faire le gouverneur contre ses droits. Mais une circonstance se présenta bientôt, qui fournit au duc une occasion de mortifier son adversaire ; en voici la nature :

Archives
de
l'Hôtel-de-Ville
de Libourne,
liv. V., ch. 133.
1624.

De temps immémorial, la famille de Gourgues avait le droit de se faire donner une *émine* de sel par chaque bâtiment qui montait la Dordogne chargé de cette marchandise. D'Épernon persuada au maire et aux jurats que les de Gourgues de Vayres n'avaient aucun titre qui justifîât ces prétentions, et que c'était, de leur part, une usurpation sur leurs droits. On intenta un procès au premier-président ; mais les jurats, mieux éclairés et convaincus de l'injustice du procès, cessèrent les poursuites, qu'ils n'avaient entreprises que par la crainte de déplaire à d'Épernon, et par la haine qu'il leur avait inspirée.

1624.

Bientôt après, une cause de rupture se présenta. Pendant l'absence du grand-sénéchal de Guienne, le Parlement exerçait provisoirement la prérogative de confirmer l'élection du maire de Libourne. Se trouvant à la cour, au moment des

élections, le duc obtint du roi un ordre de surseoir pour un certain temps. De Gourgues, se doutant bien du motif, fit procéder à l'élection du maire. D'Épernon, indigné, fit jeter le maire élu en prison; le Parlement dressa procès-verbal de cette violence, et l'envoya, avec un exposé de l'affaire, au cardinal de Richelieu. Louis XIII, peu satisfait de la conduite despotique du duc, l'était encore moins du Parlement, qui n'avait pas eu d'égard pour ses ordres; il ordonna cependant la mise en liberté du maire. Le duc s'y refusa; mais le cardinal, qui ne demandait pas mieux que d'abattre l'orgueilleuse aristocratie qui osait contre-balancer le pouvoir royal, insista, et le duc fut contraint, par un arrêt du conseil, du 12 août 1624, de s'humilier, en rendant à la liberté le maire que de Gourgues protégeait.

Dans ce temps, selon l'antique usage, le courrier, en arrivant à Bordeaux, remettait au premier-président ses dépêches avant de se rendre à la poste; d'Épernon défendit cet usage comme abusif. Le Parlement, croyant qu'il s'agissait, non d'une querelle personnelle, mais de l'honneur et de la dignité du corps, et que le privilège qu'on lui contestait n'était point attaché à la personne, mais au rang du premier-président, rendit un arrêt qui cassait l'ordonnance du gouverneur. Le duc, tout surpris d'avoir contre lui toute la Compagnie, partit pour Paris, dans l'espoir de mettre le roi dans ses intérêts; mais le cardinal se déclara pour le Parlement, et un arrêt rendu en présence même du duc maintint le premier-président dans son ancien privilège.

Toutes ces mortifications n'apaisèrent pas la haine du duc; elle était violente et profonde, et ne faisait qu'augmenter les échecs; il voulait que tout s'inclinât devant lui; mais le Parlement, loin de se courber sous ses prétentions, contrôlait sa conduite et cherchait même des occasions pour l'humilier; il s'en présenta une nouvelle en 1626. Le roi venait d'accorder la paix aux religionnaires. D'Épernon fit publier l'édit

Livre IX.
Chap. 4.
—
1624.

*Mercur
de France ,
t. 19, p. 163.*

Livre IX.
Chap. 4.
—
1624.

par les jurats, avant que le Parlement en eût fait la vérification. La Compagnie, blessée de ce procédé si contraire aux usages, ordonna aux jurats d'assister de nouveau à la publication qu'elle en fit faire par les officiers du sénéchal; les jurats s'y refusèrent par suite des conseils de d'Épernon; le Parlement, par son arrêt du 2 avril, destitua le premier jurat, Minvielle, le condamna à 4,500 liv. d'amende envers les pauvres de l'hôpital Saint-André, et admonêta, en termes sévères, les autres jurats, Fayet, Preissac et Allenet. Le gouverneur rendit une ordonnance, le 3 mai, et ayant maintenu Minvielle en la charge de jurat, lui commanda, sous peine d'une amende de 3,000 liv. applicable aux pauvres de l'hôpital, de continuer ses fonctions. Le Parlement cassa cette ordonnance; mais le lendemain le duc déclara ce dernier arrêt nul, comme ayant été donné par des juges, en leur propre cause, contre l'autorité du roi, le repos public, la liberté et les privilèges de la ville. Le gouverneur ne se borna pas à cette opposition publique; il se porta à d'autres excès; il apposta ses *carabins* (carabiniers) dans les lieux où le Parlement faisait publier ses arrêts, et devant le Palais, afin d'en empêcher la publication; il fit imprimer une brochure qui parut diffamatoire à la Compagnie; il ferma les yeux sur des actes de violence dont s'était rendu coupable le capitaine de ses gardes envers un conseiller de la Cour; il tint à plusieurs personnages de la ville, qu'il avait mandés au Château-Trompette, certains propos tendant à les soustraire à la justice souveraine du roi, et ne fit rien pour punir ses serviteurs des coups de bâtons donnés par eux aux domestiques de M. le Premier-Président. Le Parlement s'assembla sous ces impressions, et arrêta : « que le » roi sera très-humblement supplié de faire réparer l'injure » faite à la justice souveraine, et de faire cesser les fréquentes

15 Mai 1626.

Un froid violent pendant janvier, février et mars (1624); la rivière couverte de glace, les pauvres mouraient de froid; on allumait des feux sur les places pour les réchauffer.

» entreprises et violences commises contre son autorité et
» celle de son Parlement ; et jusqu'à ce , ladite Cour ordonne
» que sous le bon plaisir de Sa Majesté, l'exercice de la justice
» cessera pour l'expédition des affaires particulières, et, néan-
» moins, que la séance dudit Parlement continuera pour va-
» quer aux affaires concernant le service du roi et du public,
» et fait défense aux officiers de ladite Cour, de désemparer
» la ville, ains leur enjoint de se rendre au Palais aux jours
» et heures ordinaires. » Le roi envoya des lettres-patentes
pour reprendre l'exercice de la justice, et bientôt après, on
vit arriver à Bordeaux M. Brulart de Sillerie, pour concilier
les esprits ; mais l'effervescence était encore trop vive ; il quitta
Bordeaux sans rien conclure. La Cour évoqua l'affaire : le pre-
mier-président de Gourgues et le président Dubernet se mirent
en route pour Paris ; le duc y envoya Magnas, son parent ;
mais l'arrêt qui intervint mit les deux parties hors de cour,
et n'en contenta aucune. C'était un effet de la politique du
cardinal ; il aimait à créer des sujets de mésintelligence entre
les corps et les particuliers qui pouvaient lui donner de l'om-
brage : il les affaiblissait par la lutte, les contrôlant les uns par
les autres ; il régnait sur eux en les divisant.

Ces interminables chicanes entre d'Épernon et le Parlement
exerçaient une fâcheuse influence sur l'esprit public : les ha-
bitants se partageaient en deux parties ; l'agitation de la pro-
vince semblait se concentrer tout entière à Bordeaux, et rien
n'en annonçait la fin, lorsqu'un danger réunit tous les partis
pour la commune défense de la patrie.

Instruit des préparatifs des Anglais, et craignant qu'ils ne
s'emparassent de La Rochelle, on avait déjà ordonné, en no-
vembre 1625, de faire acheter vingt vieux navires pour fer-
mer l'entrée du canal de cette ville. C'était une mesure inspirée
par des craintes sérieuses. Mais le danger disparut pour un
moment ; les Anglais étaient informés exactement de tout ce
qui se faisait à Bordeaux et à La Rochelle ; ils suspendirent,

Livre IX.
Chap. 4.
—
1626.

1627.

27 Juillet.

ou au moins eurent l'air de suspendre leurs préparatifs; mais ayant appris que ces insulaires n'avaient nullement renoncé à leur projet, et qu'ils allaient envoyer une flotte, sous les ordres de Buckingham, pour protéger les calvinistes de La Rochelle, qui, depuis nombre d'années, voulaient mettre la France en république, divisée en huit cercles, le roi écrivit à d'Épernon, au cardinal de Sourdis et au premier-président, témoignant le désir que le danger commun fit taire les animosités particulières. Le cardinal s'exprima dans ce sens au Parlement; il représenta l'imminence du danger et les incalculables conséquences que pourrait avoir pour la province, et en particulier pour Bordeaux, une invasion étrangère; il insista sur la nécessité de la concorde et de l'union, et déclara que le duc y était disposé, pourvu qu'il trouvât dans la Compagnie les mêmes sentiments, et qu'il fût reçu au Parlement avec les formes usitées, lorsqu'il y viendrait lui communiquer les affaires du roi. La Compagnie délibéra de suite, et adopta, par un sentiment de conciliation, des résolutions conformes au vœu du roi et aux désirs du cardinal, qu'elle pria Son Éminence de vouloir communiquer au gouverneur. Mais l'affaire de La Rochelle n'eut pas de suite, et la réconciliation, à peine commencée, reçut bientôt après de rudes atteintes.

Dans ce temps, Richelieu était tout-puissant; le roi, qui ne régnait que par lui, créa en sa faveur la charge de *grand-maitre, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France*; c'était pour lui une mine inépuisable de richesses. Quelques mois plus tard, deux bâtiments portugais, richement chargés, venant des Indes, firent naufrage sur les côtes de la Guienne. D'Épernon s'appropriâ les débris jetés sur ses terres, en Médoc. Le cardinal, en vertu de son nouveau titre, les revendiqua et envoya en commission, Fortia, maître des requêtes, à Bordeaux, pour faire valoir ses droits. Le duc, pressentant l'opinion du Parlement de Bordeaux, pria le roi de faire juger ce procès par celui de Paris. Le cardinal

repoussa la demande et rejeta les motifs comme insuffisants ; quel argument d'ailleurs pouvait-on faire valoir contre la volonté d'un ministre absolu ! Le duc céda , à regret , les débris du naufrage , qu'il avait fait mettre en séquestre chez un bourgeois de Bordeaux ; il commença enfin à sentir la main pesante de son rival. Jusque-là , Richelieu s'était servi du Parlement pour humilier d'Épernon ; il était temps enfin de se servir de d'Épernon pour affaiblir la toute-puissance du Parlement. Une occasion se présenta ; le cardinal en profita. D'Épernon se prêta à ses vues et crut pouvoir et devoir se concilier l'estime et l'affection des nobles , par ses brillantes fêtes et ses splendides carrousels.

Richelieu venait de créer des intendants auprès des gouverneurs des provinces , pour les soulager dans leurs fonctions et exécuter leurs ordres. Le Parlement voulait restreindre les pouvoirs que leur charge leur conférait. Servien , ami du cardinal , arriva à Bordeaux en qualité d'intendant , avec pouvoir de juger en dernier ressort , et avec défense de présenter sa commission au Parlement. Cette Compagnie s'offusqua de l'oubli de ses privilèges et députa le président d'Affis et quelques conseillers pour faire , à ce sujet , des remontrances au roi. Ce prince , d'après l'avis du cardinal , leur refusa une audience. Dans cet intervalle , le nouvel intendant ordonna au concierge des prisons de lui amener un prisonnier dont le crime , disait-il , était de sa compétence. Le concierge obéit , et Servien , après un interrogatoire , envoya le prisonnier au château du Hâ , où il demeurerait. Le Parlement réclama le prisonnier par un missier , que Servien refusa de recevoir. Le Parlement ordonna , par arrêt , de ramener le prisonnier ; Servien s'adressa d'Épernon , qui était enchanté de la lutte , mais ne voulait pas s'y engager ostensiblement. Servien céda aux instances du Parlement et s'excusa ; mais , soit qu'il eût reçu de mauvais conseils du cardinal ou qu'il fût encouragé en secret par le duc , il recommença bientôt après ses entreprises , et le Par-

Livre IX.

Chap. 4.

1627.

10 Février

1628.

Livre IX.
Chap. 4.

1628.

lement, indigné de ses empiètements sur ses droits, le décréta de prise de corps. Le cardinal fit casser les arrêts, et le roi, influencé par son ministre, après avoir mis en interdit le président de Pontac, le procureur général de Pontac et le conseiller Pommiers, les manda, avec le premier-président de Gourgues, à La Rochelle, pour lui rendre compte de leur conduite. Les arrêts étaient signés par eux. C'était un coup de foudre pour le Parlement. On dépêcha, par prudence, au roi, le président d'Affis, qui était bien en cour; mais Sa Majesté refusa de recevoir d'autres députés que ceux qu'il avait mandés.

1629.

Ils se mirent donc en route et rencontrèrent le roi à Surgères. Admis auprès du roi, le premier-président, homme d'esprit, mais de petite taille, dit hardiment à Sa Majesté : « Sire, il » *est bien étrange et sans exemple, que, par deux fois, les* » *députés de votre Parlement se soient présentés pour vous* » *faire leurs très-humbles remontrances, sans être ouïs.* » Il allait continuer, lorsque le roi, ému de ce langage trop libre et du ton trop hardi du premier-président, se leva, et, le tirant par la manche de sa robe, lui dit : *A genoux, petit homme, devant votre maître!* Il se mit, en effet, à genoux, et répondit : *Sire, la mort me sera bien douce, pourvu que Votre Majesté apaise son courroux.* Alors il exposa si éloquemment les torts de Servien, que le roi, vivement impressionné de ces détails, ne put s'empêcher de s'écrier : *Que ne l'ai-je su plus tôt!* Les députés se retirèrent, mais le roi les rappela pour entendre leurs remontrances : elles furent faites avec dignité et dans l'intérêt de la justice et de la vérité. Le premier-président exposa les torts des intendants, qui empiétaient sur les droits des Parlements; il dit que les rois, étant les images de Dieu sur la terre, devaient agir comme lui, et ne pas renverser l'ordre établi par des coups d'État qui troublaient la paix publique et produisaient des suites fâcheuses; qu'une puissance absolue doit agir avec beaucoup de ménagement pour se rendre durable; que, par respect pour le roi et ses ministres, le Parlement de Bordeaux

avait souffert longtemps, sans se plaindre, les abus des intendants et des commissaires extraordinaires, qui neutralisaient le Parlement; que sa patience avait été plus grande que ne le serait celle des Parlements de Paris et de Toulouse en pareils cas; mais que les excès de Servien l'avaient forcé de rompre enfin le silence. « Le contre-coup du mépris et des offenses » faites à votre Parlement, ajouta le magistrat, frappe, Sire, » votre autorité royale, dont ils sont simples dépositaires, et » obligés de la rendre aussi entière qu'elle leur a été confiée » par les rois vos prédécesseurs, à peine de se rendre criminels de Votre Majesté diminuée. Vos ordonnances anciennes » et nouvelles ne leur permettent de souffrir le moindre vitupère. Seront-ils criminels par leurs arrêts, pour n'avoir pu » souffrir ces mêmes offenses et outrages? Auront-ils entrepris » contre votre autorité, pour avoir entrepris de la réparer et » réprimer les violences du dit sieur de Servien, faites par » lui pour faire injure à votre Parlement, et s'élever en le » déprimant? Vos Parlements, Sire, sont reconnus pour être » sphères plus prochaines du premier mobile de votre État, » qui est la royauté, et qui, par une suite inévitable, suivront » toujours son mouvement, sans en avoir un contraire. Ce sont » facultés et puissances qui s'écoulent de cette âme qui communique la vie et le mouvement à tous les membres de cet État; ce sont influences ou rayons qui procèdent immédiatement de leur astre, et ne peuvent souffrir l'entrejeu et l'interposition d'aucune puissance entre celle de la puissance sacrée de Dieu et celle que vous leur avez communiquée, sans défaillance et éclipse. Nous espérons, Sire, que comme la justice vous est naturelle, vous la rendrez à votre Parlement, et ce qui lui est dû et lui appartient par votre grâce et concession, et celle de vos prédécesseurs, confirmée par la possession de plusieurs siècles, par la fidélité qu'il a toujours conservée inviolable et sans tache parmi la contagion des maladies de l'État, qui, quoique éloigné de la présence

Livre IX.
Chap. 4.

—
1629.

» de Votre Majesté, ne l'a jamais été du respect et fidélité qui
» lui est due, quelque calomnie qu'on lui veuille imposer. Il
» a confiance que vous ferez gloire de vous laisser vaincre à
» ses très-humbles supplications, et de perdre, en cela seul,
» le titre d'invincible pour acquérir éternellement celui de
» juste. »

Cette remontrance, digne d'un enfant de Bordeaux, impressionna vivement le roi ; il répondit qu'il consulterait son conseil et leur ferait sa réponse. Les députés se retirèrent ; mais, en sortant de l'appartement, de Gourgues se trouva si mal, qu'il ne put accompagner les autres députés chez le cardinal. Son Éminence les accueillit avec une extrême bonté, et leur affirma qu'il avait toujours eu les sentiments les plus favorables pour le Parlement de Bordeaux, ajoutant : *Je ne sais ce que nous pouvons faire dans cette circonstance, car nous devons conserver l'autorité du roi.* L'adroit politique n'avança rien de plus qui pût trahir ses intentions à l'égard du Parlement. En rentrant à l'hôtel, les députés trouvèrent le premier-président au lit ; il avait été tellement impressionné par le langage et la conduite du roi, qu'il fut saisi de la fièvre et mourut le jour même (9 septembre). Les députés allèrent prendre congé du roi ; il leur dit qu'il ne voulait pas que l'autorité qu'il leur

En 1629, la peste ravagea Bordeaux d'une manière affreuse. On déserta la ville ; personne n'osait soigner les pestiférés, excepté les Capucins et les Observantins, qui se disputaient l'honneur d'entrer les premiers dans les maisons des malades. Le Parlement fit vœu de faire don d'une lampe à la chapelle de Notre-Dame, afin qu'il plût à Dieu, par l'intercession de sa sainte Mère, de délivrer la ville et le peuple de Bordeaux de la contagion. En effet, le peuple se convertit à Dieu : le 13 août, tous les membres du Parlement, tous les ordres, toutes les corporations de la ville, après avoir presque tous communiqué à cette intention, assistèrent à une procession générale, et firent présenter la lampe à l'autel de la Vierge, par un huissier, et s'engagèrent à faire la même procession tous les ans. Jamais la ville de Bordeaux n'avait montré autant de dévotion ni pratiqué tant d'actes d'une piété tendre et édifiante. La peste cessa en 1632 ; on fit, en action de grâces, une procession générale à l'église des Jacobins, où M^{re} Grellet, évêque de Bazas, prêcha à cette occasion.

avait donné, leur servit de prétexte pour désobéir à ses ordres. Ils n'eurent d'autre réponse. Celle-là n'était que l'inspiration de Richelieu. Le corps du premier-président fut porté à Bordeaux et enterré dans l'église des Carmélites, où on lui éleva un mausolée.

Livre IX.

Chap. 4.

1629.

CHAPITRE V.

Henri de Sourdis arrive à Bordeaux.—Compliments des Jurats.—Réponse du Prélat.
— D'Épernon se brouille avec lui. — L'affaire de la *clie*. — L'Archevêque se croit insulté. — Députation du Clergé auprès du Duc. — L'Archevêque excommunie les agents de d'Épernon. — Rixe entre le Duc et le Prélat sur la place de Saint-André.
— D'Épernon excommunié. — Plusieurs Ecclésiastiques interdits. — Plaintes du Clergé au Parlement contre d'Épernon. — L'Archevêque au Parlement. — Réponse du Président. — Lettre du Roi. — L'Archevêque lève l'interdit. — Il va à Paris. — D'Épernon exilé à Plassac, etc.

Livre IX.

—
1629.

D'Épernon se vit enfin délivré d'un adversaire ; il se trouva plus en liberté. Mais d'autres embarras se présentèrent bientôt après, et, cette fois, il rencontra partout une opposition vive et constante ; c'était la puissante main de Richelieu qui comprimait son orgueil.

Henri de Sourdis succéda à son frère le cardinal, sur le siège de Bordeaux. L'amitié de Richelieu l'avait pourvu de l'intendance de l'artillerie au siège de La Rochelle, et de quelques autres charges auxquelles d'Épernon aspirait. Nommé à l'archevêché de Bordeaux, en 1629, il resta près de deux ans auprès de son ami Richelieu, et puis se rendit à Montravel, seigneurie du Périgord, qui appartenait aux archevêques de Bordeaux, et où son neveu avait un prieuré (1). La jalousie du duc et quelques autres faits peu importants lui révélèrent assez les conflits qu'il allait avoir, à Bordeaux, avec le fier d'Épernon ; il ne se hâta pas de venir à Bordeaux, et n'arriva

(1) Delurbe prétend que c'est Arnaud de Canteloup qui acheta, avec l'argent de Clément V, son oncle, la seigneurie de Montravel et de Belvès, en Périgord ; c'est une erreur : Canteloup mourut en 1310, et les archevêques de Bordeaux étaient seigneurs de ces terres longtemps avant cette époque. (Lorez, ch. IV.)

à son château de Lormont que le 22 novembre 1630 (1). Il prévoyait des orages éventuels ; mais il s'appuyait sur Richelieu, qui ne demandait pas mieux que de contrarier et d'humilier le duc. Les jurats l'avaient prié de les dispenser des frais d'une réception solennelle, à cause de la peste et de la disette qui ravageaient la ville et la province. L'archevêque voyait en tout cela, à tort ou à raison, la main de d'Épernon ; il consentit volontiers, mais il vit bien qu'il pouvait et devait s'attendre à d'autres embarras. Il avait derrière lui le cardinal ; c'était sa force. D'ailleurs d'Épernon, qui connaissait bien son caractère fier, vif et impérieux, était convaincu qu'il n'en ferait jamais un esclave : la puissance du formidable Richelieu lui imposa des réserves et lui inspira de justes craintes. Un conflit était inévitable ; mais personne ne voulait en fournir le prétexte. D'Épernon savait que l'archevêque serait exact à l'heure ; il fit appeler les jurats, et les retint, jusqu'après l'heure de la réception du prélat sur la rive gauche de la Garonne. Alors il les congédia, disant : « Eh bien ! vous pouvez aller rendre vos devoirs à votre archevêque ; vous y serez assez d'heure. »

Les jurats partirent, mais l'archevêque était déjà arrivé chez lui ; ils en furent contrariés. Cependant, arrivés au palais archiépiscopal, l'un d'eux lui adressa le discours suivant, qui peint la littérature de l'époque, et, par sa singularité, nous a paru mériter d'être conservé : « Monseigneur, dès que Votre
» Grandeur a paru sous l'horizon de notre ville, nous avons
» été poussé, non du mouvement de cet Éthiopien, qui mau-
» dissait le soleil levant, à cause de l'ardeur et inflammation

(1) En 1629, on ouvrit à Bordeaux un jardin de botanique, à la demande de MM. Copès et de Maures. On en ouvrit un autre en 1726, à la sollicitation de MM. Seras et Grégoire ; un troisième fut fondé par le médecin Campagne, rue Mautrec ; un quatrième fut établi, en 1750, par les soins de M. Belbedès ; on en fit un cinquième près des Incurables, et un sixième doit son existence à M. Dupré de Saint-Maur, assisté de M. Latapie. Plus tard, le préfet Thibaudeau mit le jardin des plantes près de la chapelle de la Chartreuse, sous la protection de M. le Maire et la direction de M. Dargelas.

Livre IX.
Chap. 5.
—
1630.

» qu'il recevait de ce corps lumineux; ains, vous ayant tou-
» jours prins pour la source de leur plus grande lumière, pour
» l'astre le plus brillant, et comme pour le cœur sacré de
» cette province, aussi bien que le soleil est celui de tous les
» globes célestes, nous avons résolu de vous offrir nos cœurs
» dans le temple desquels vous agréerez, s'il vous plaît, pour
» victimes, nos fermes et constantes affections au bien de votre
» service et de tout ce qui concerne la grandeur de votre pré-
» lature. Si la victime vous est agréable, Monseigneur, les
» habitants de votre ville de Bordeaux, pour tous lesquels nous
» portons la parole, ne vous demandent d'autre faveur, si ce
» n'est que cette ville soit dorénavant la belle Éphèse, c'est-
» à-dire, *suivant la langue sainte*, l'âme et le cœur de Votre
» Grandeur : elle la peut aimer, avec beaucoup plus de raison,
» qu'un prince romain ne se rendit autrefois amoureux de la
» lune, puisque c'est avec ce Port de la Lune que vous avez
» contracté un spirituel hyménée. C'est en ce port que nous
» vous saluons avec ardeur de demeurer inviolablement vos
» très-humbles et très-obéissants serviteurs. »

Cet incroyable et singulier discours dut étonner l'archevêque; il répondit qu'il voyait avec bonheur que ces sentiments étaient des témoignages de l'affection que les Bordelais avaient conservée pour feu son frère, et qu'il en était fier; mais qu'il regrettait que les jurats ne se fussent pas acquittés envers lui des devoirs de leur place, en temps et lieu convenables; qu'il voyait avec peine que des magistrats sacrifiaient aux passions ce qu'ils devaient à leur charge; que, cependant, la faute paraissait moindre à ses yeux, parce qu'il était persuadé qu'elle n'était que l'inspiration d'une misérable jalousie ou l'effet des impressions étrangères.

D'Épernon apprit cette imprudente réponse du prélat, et médita une vengeance : par son mariage avec la famille de Foix-Candale, il était seigneur de Puy-Paulin, et jouissait à Bordeaux de tous les anciens privilèges des ancêtres de sa

femme, entre autres de celui de pouvoir s'approvisionner de poisson frais à la *clie* (1). Enchanté de pouvoir mortifier l'archevêque, il ordonna, le 27 octobre, qu'on en refusât l'entrée aux domestiques du prélat, et qu'on ne leur en vendît qu'à travers les barreaux, comme au menu peuple. L'ordre ne s'exécuta que trop bien. L'archevêque s'en plaignit et crut bonnement que l'affaire ne serait pas poussée plus loin. Il avait invité pour le lendemain, jour maigre, les jurats et les officiers du corps de ville. D'Épernon l'apprit, et enchanté de pouvoir faire sentir au prélat sa puissance, fit garder la *clie* et défendit la vente du poisson avant midi. Le maître-d'hôtel de l'archevêque arriva avec les domestiques; ils échangèrent des injures avec la garde qui les repoussait et les maltraitait. Non content de cette malice, le duc envoya dans toutes les rues qui aboutissaient à l'archevêché, des gardes, afin d'empêcher qu'on ne portât du poisson chez le prélat. Cette tracasserie déplut autant à l'archevêque que les voies de fait des gardes contre ses domestiques; il porta plainte contre d'Épernon, dont il contesta les droits, et prétendit que le fief de Puy-Paulin relevait de l'archevêque de Bordeaux, dont le duc n'était, en réalité, que le vassal. Il menaça même d'interdire toutes les églises, et de se retirer avec son clergé, si les magistrats ne punissaient pas l'auteur de ces inqualifiables violences. D'Épernon, dans l'intention de donner une ombre de satisfaction, chargea Naugas, lieutenant de ses gardes, d'aller se présenter devant l'archevêque avec toute sa compagnie, et de lui demander de qui et de quoi il se plaignait. Le lendemain, 29 octobre, l'archevêque alla officier à Saint-Michel; Naugas l'at-

Livre IX.

Chap. 5.

—
1630.

(1) Sur la place du Vieux-Marché était une halle fermée en barreaux de fer en forme de claire-voie; on y vendait le gros poisson de mer, à travers les barreaux, aux acheteurs. Il y avait six poissonniers ou agents de police pour surveiller cette vente. D'Épernon avait le droit d'y faire entrer son maître-d'hôtel pour y choisir ce qui lui convenait; il refusa ce privilège à l'archevêque. Cette halle s'appelait *clie*. Les pêcheurs l'appellent *claire* ou cage.

tendit, à son retour, sur la place de Saint-André, et dit au cocher de s'arrêter. Le prélat ordonna de s'avancer. Les gardes se saisirent des rênes des chevaux, et Naugas, s'approchant à la portière, pria l'archevêque de l'écouter. Le prélat, furieux, sortit de son carrosse, criant qu'on en voulait à sa vie; et courant précipitamment vers son palais, pendant que Naugas, le suivant de près et riant de sa peur, lui demandait quel était celui d'entre ses gardes qui l'avait offensé. Le duc se mit à rire des dispositions peu guerrières du prélat; mais il ne prévoyait pas les suites fâcheuses d'un incident si peu important.

Le même jour, l'archevêque assembla son clergé et le consulta sur la marche à suivre. On s'accorda à dire qu'il fallait députer vers le duc, Grimaud et quelques autres ecclésiastiques, afin de se plaindre de ses agents et de savoir ce qu'il voulait faire ou dire. En effet, Grimaud, théologal de Saint-André, et un autre chanoine de cette église, deux chanoines de Saint-Seurin, les curés de Saint-Projet et de Saint-Remi, avec le prieur des Chartreux et le gardien des Capucins, se rendirent chez le duc. Grimaud porta la parole, et se mit à exposer les plaintes de l'archevêque. D'Épernon l'interrompit, et lui demanda qui il était? *Grimaud*, répondit l'autre, *théologal de Saint-André, votre très-humble serviteur.* — *Me connaissez-vous*, continua le duc? — *Oui, Monseigneur, je vous connais en votre qualité de lieutenant du roi et gouverneur de la province.* Alors le duc se tournant vers les autres députés, leur dit : *D'où venez-vous?* — *De la part du clergé*, répondirent-ils. *Dans ce cas*, répliqua le duc furieux, *je vous accorde audience par respect pour le clergé et nullement pour votre archevêque.* Il convint de quelques-uns des griefs du prélat, en nia d'autres, et affirma que l'archevêque seul avait tout le tort. Après avoir grondé les religieux d'avoir épousé la querelle et les passions de l'archevêque, il reconnut qu'il avait fait venir les jurats chez lui le jour de l'arrivée de l'archevêque, au retour de son voyage du château de Richelieu,

parce qu'ils n'étaient nullement tenus d'aller au devant de lui toutes les fois qu'il revenait de ses courses; que cela avait lieu la première fois et ne se faisait plus pour les autres; il dit que Naugas voulait donner toutes les satisfactions possibles à l'archevêque, mais que celui-ci refusa de l'entendre; qu'il savait tout le respect qu'il devait aux évêques; mais qu'il savait aussi et respectait toute l'étendue de son pouvoir; que s'il avait eu la bonté de leur accorder une audience chez lui, il leur apprendrait qu'il saurait faire venir l'archevêque lui-même, par force, s'il le croyait expédient pour le service du roi, etc., etc., etc.

Les députés revinrent à l'archevêché, et, sur leur rapport, le clergé fut d'avis que, d'après le canon *Suadente diabolo*, Monseigneur l'archevêque excommuniât Naugas, Flamarens, Dumentel, avocat, ainsi que les archers, mais sans prononcer le nom du duc. Cette sentence fut lue au prône des messes paroissiales; le prélat ordonna, en outre, l'oraison de Quarante-Heures le dimanche suivant, à Saint-Michel, pour la conversion des pécheurs. Le même jour, Naugas et ses complices firent signifier au prélat un appel comme d'abus : L'affaire s'envenimait et prenait des proportions considérables; le président La Lanne essaya d'accommoder les parties; mais sa négociation ne réussit pas (1).

Malgré l'excommunication, Naugas et ses complices continuaient d'assister aux offices religieux. Un jour, le prélat alla confirmer les enfants à Saint-André; les excommuniés s'y trouvèrent : il leur ordonna de sortir; ils firent résistance à ses ordres; mais le peuple indigné les poussa hors de l'église. Le duc, mécontent et ne sachant que faire, manda chez lui, le dimanche suivant, tous les curés de la ville; ils consultèrent l'archevêque, qui, trouvant l'heure trop incommode à cause

Livre IX.
Chap. 5.
—
1630.

(1) Le 5 janvier 1632, d'Aguesseau arriva à Bordeaux en qualité de premier-président, et fut reçu bourgeois de Bordeaux le 22 de février suivant.

Livre IX.
Chap. 3.
—
1630.

des offices, envoya vers le gouverneur le vicaire général Miard et deux curés, pour lui représenter que l'heure indiquée était peu convenable à cause des offices ; que s'il y avait quelque chose qui intéressât le service du roi, il n'eût qu'à le faire savoir à l'archevêque, qui s'empresserait d'y pourvoir. D'Épernon s'abandonna à son irritation et menaça les curés qui s'y rendirent, non pas en corps, l'archevêque l'avait défendu, mais individuellement. Désespéré, il alla aux Récollets entendre la messe, mais ces religieux refusèrent la permission d'y célébrer la messe à son aumônier, Cotenson, parce que les gardes du duc étaient excommuniés. Cotenson passa outre ; mais l'archevêque l'interdit pour tout son diocèse, et défendit au gardien des Récollets de célébrer ce jour-là, chez lui, les offices du soir. L'aumônier interdit interjeta appel au Pape et continua ses fonctions. A midi, le duc envoya chercher les curés : plusieurs s'y rendirent ; d'autres se dispensèrent d'y aller par un certificat de la défense de l'archevêque ; le 8 du mois, il réunit par force plusieurs religieux et les professeurs en droit, et leur demanda ce qu'ils pensaient de l'excommunication, leur affirmant, en même temps, qu'il voulait en écrire au Pape. Soit crainte, soit ignorance, soit basse et servile curiosité, plusieurs de ces docteurs déclarèrent que l'excommunication était nulle, ayant été lancée sans fondement. Cette déclaration était conforme aux désirs du duc ; il la fit publier avec pompe par les jurats, et à son de trompe, au mépris de l'autorité ecclésiastique. L'archevêque, surpris de se voir abandonné des siens, interdit les docteurs qui avaient porté atteinte à son autorité, déclarant que, par lâcheté, ils avaient contribué à bâtir autel contre autel, et élever une Babel contre Jérusalem ; qu'il avait appris que les Jésuites n'avaient pas été appelés à cette assemblée ; que les Bénédictins, les Chartreux et le commandeur de la Merci, bien qu'appelés, n'avaient pas voulu y aller ; que le père Du Cheyron, prieur des Carmes, y était allé, mais pour maintenir que la sentence était lancée

1633.

canoniquement, etc., etc. Enfin, après avoir rapporté les différents avis, l'archevêque *déclara l'assemblée de Puy-Paulin acéphale, illicite, schismatique, animée de l'esprit de vertige et d'erreur* ; il déclara, en outre, que la décision rendue à Puy-Paulin, et publiée en ville, était un attentat contre l'autorité du Saint-Siège ; il combla d'éloges les ecclésiastiques fidèles ; blâma la lâcheté que quelques-uns avaient montrée en y allant ; dit qu'il tolérerait le silence du gardien de la grande Observance, du père Théophilacte, récollet, et, jusqu'à un certain degré, celui des Carmes déchaussés ; interdit pour toutes les fonctions sacerdotales le frère André de Saint-Joseph, feillant, frère Jacques Archimbaud, dominicain, frère Nau-dinaud, correcteur des Minimes, et frère Gaspard, son compagnon, frère Grégoire, gardien des Capucins, et frère Fulgence de Ginont, son compagnon ; il exigea, en outre, qu'ils fussent retirés de Bordeaux et punis convenablement par leurs provinciaux, sous peine d'interdire pour toujours leurs couvents respectifs dans le diocèse.

Cette sentence était sévère ; l'archevêque la croyait méritée, et voulait, par là, faire sentir sa puissance à son puissant rival. Il ne se contenta pas de cette rigueur ; il manda les interdits chez lui. D'Épernon défendit, par ordonnance, toute assemblée extraordinaire à l'Archevêché, exceptant, toutefois, celle des ecclésiastiques qui formaient habituellement le conseil de l'archevêque, et pour mieux assurer l'exécution de ses ordres, fit placer ses gardes aux avenues de l'Archevêché, afin d'empêcher les ecclésiastiques d'y entrer.

L'archevêque apprend que les ecclésiastiques ne peuvent pas pénétrer chez lui ; il se croit assiégé et menacé jusque même dans son domicile. Il prend de suite ses ornements pontificaux, et, la crosse en main, la mitre en tête, sort au milieu des archers du duc et parcourt la ville, en criant : *A moi, mon peuple, il n'y a plus de liberté pour l'Église*. Monseigneur Gaspard de Lude, évêque d'Agen, alors à Bordeaux,

Livre IX.
Chap. 5.
1633.

l'accompagnait avec plusieurs autres ecclésiastiques. Le peuple le suit et se dispose à se porter aux derniers excès contre l'implacable gouverneur. Alors les présidents d'Affis et Lalanne vont trouver d'Épernon aux Capucins ; et, en lui faisant entrevoir des désordres possibles, comme conséquence de tout ce qui se passait, le prient de retirer ses gardes. D'Épernon répond qu'il les avait employés pour maintenir la paix, et monte de suite dans son carrosse avec le comte de Maillé et le commandeur d'Illière, et se fait conduire où était l'archevêque, à la porte de son palais. Il descend précipitamment, et, courant au prélat, le saisissant brusquement par le bras, lui dit : « *Vous voici donc, imprudent, qui faites toujours du désordre,* » et lève sa canne comme pour le frapper. « *Je fais mon devoir,* » répond l'archevêque. « *Vous êtes un insolent,* répliqua » le duc, *un brouillon, un méchant et un ignorant ; je ne sais » ce qui me tient que je ne vous mette sur le carreau ; »* et pendant ces injures, il lui portait le poing tantôt à la poitrine, tantôt à la figure. Sa colère devenant plus vive, il lève précipitamment la canne, et, d'un coup, fait voler dans la boue le chapeau et la calotte de Monseigneur. « *Vous êtes excom-* » *munie,* s'écria le prélat, *qui ne se possédait plus, et je vous » dénonce comme tel de la part du Dieu vivant, si vous y » croyez.* » Le duc, furieux, lui crie : « *Vous en avez menti,* » *je ne sais ce qui m'empêche de vous bâtonner. — Frappe,* » *tyran,* dit le prélat, *tes coups seront pour moi des lis et des » roses : je t'excommunie ; tu as puissance sur mon corps tant » que tu auras les armes du roi à la main ; mais sur mon âme,* » *mon esprit et mon cœur, tu n'en as point.* » Le duc ne se possédait plus ; et, appliquant le bout de sa canne à la poitrine de l'archevêque, le poussa violemment en arrière. On les sépara ; le peuple se prononça pour son archevêque et menaça de se révolter. D'Épernon demanda son épée ; ses gardes tirèrent les leurs et se préparèrent à repousser la foule. Dans le désordre général, le prieur de Montravel, le sieur Gancour

neveu du prélat, reçut une blessure sous l'œil : on donna des coups de bâton au promoteur et au porte-croix ; le chanoine Moreau fut maltraité ; le sang coulait ; l'archevêque criait : *On assassine mes prêtres !* Le tumulte était à son comble. Alors le commandant d'Illière, prévoyant des malheurs déplorables, entraîna le prélat dans l'église. Le duc ne se connaissait plus, ne respectait plus rien, ni personne ; il se retourna, et apercevant l'évêque d'Agen, lui cria : « *Quoi ! vous aussi, vous êtes venu ici. Je suis ici pour affaires,* répond tranquillement l'évêque, *et pour ces choses-là, je ne reconnais que mon métropolitain ; quant au reste, je ne dois rendre compte de ma conduite qu'au roi.* »

L'archevêque rentra dans l'église de Saint-André ; les chanoines et le clergé s'y réunirent, et déclarèrent d'Épernon et ses gardes excommuniés, *ipso facto*. Les douze chanoines et le doyen en tête, indignés que les jurats eussent permis au chevalier du guet de venir stationner dans la *sauveté* de St-André, où l'administration civile n'avait pas de juridiction, sortirent et demandèrent pourquoi et en vertu de quel droit il se trouvait là. Le chevalier répondit qu'il n'avait agi que d'après les ordres du gouverneur, et qu'il n'avait pas l'intention de faire la moindre peine à qui que ce fût. Alors l'archevêque, du consentement du chapitre, emporta le Saint-Sacrement à la chapelle archiépiscopale, fit cesser les offices et fermer l'église jusqu'à nouvel ordre ; le tout sans enfreindre les droits, exemptions et privilèges de la dite église de Saint-André. Les chanoines, en costume de chœur, un flambeau à la main, accompagnèrent le Saint-Sacrement ; mais arrivé sur la place, l'archevêque l'arrêta, et s'adressant au peuple, lui dit : *C'est à mon grand regret, et les larmes à l'œil, que je vous dis que le duc d'Épernon est excommunié.* Il alla ensuite déposer le Saint-Sacrement dans sa chapelle. Dans ce moment, le président d'Affis convoca tous les membres du Parlement qui se trouvaient en ville, et se rendit avec eux chez Monseigneur l'Archevêque pour

Livre IX.
Chap. 5.
—
1635.

lui témoigner la peine qu'ils avaient tous ressentie des insultes qu'on venait de lui faire. En se retirant, il vit encore des archers à la porte, et leur dit qu'ils feraient mieux de s'éloigner ; mais l'officier lui répondit : *Nous sommes ici par l'ordre du gouverneur ; il nous faudra un autre ordre de lui pour nous en aller.* Alors le Parlement chargea deux présidents d'aller demeurer à l'Archevêché, tant que les soldats y resteraient à la porte, et fit prier d'Épernon de prévenir les désordres que les rassemblements tumultueux allaient infailliblement exciter, s'il continuait à investir le Palais archiepiscopal. Ils lui firent dire aussi qu'ils croiraient manquer à leur devoir, s'ils n'instruisaient pas le roi des tragiques scènes dont les rues de Bordeaux étaient le théâtre.

Le duc commença enfin à entrevoir les suites fâcheuses de ses violences : il devint sérieux, soucieux et chagrin ; il s'adoucit, retira ses soldats et assura qu'il n'avait pas l'intention, en les y envoyant, de manquer à l'archevêque. Mais l'affaire ne devait pas en rester là. Le lendemain, les chapitres de Saint-André et de Saint-Seurin, suivis des curés de la ville, se présentèrent au Parlement et demandèrent à être entendus : on les fit entrer : le théologal porta la parole au nom de l'église de Saint-André, *la première des églises de la ville et la maîtresse de toutes celles de la province* ; il la dépeignit comme Noémi, se présentant autrefois, triste, désolée et chagrine, devant les princes de son peuple. « Il ne s'y fait plus d'offices. » il ne s'y dit plus de messes, et le Saint-Sacrement, auquel repose le Saint des saints, pour ouïr et écouter les prières publiques, en est ôté. » Après lui, le trésorier de Saint-Seurin exposa les griefs du gouverneur et les plaintes du corps ecclésiastique ; ils demandèrent tous deux justice, protection, réparation des excès commis. Le président d'Affis répondit que la Compagnie allait délibérer sur ces fâcheuses circonstances, et ferait tout ce qui dépendrait d'elle pour leur prouver le respect et la considération qu'elle avait pour l'église et ses mi-

Ruth,
chap. 1, 20.

nistres. A la suite de la délibération, le président Du Bernet alla, avec quelques conseillers, assurer l'archevêque de leurs sympathies, et le prier de lever l'interdit. Le prélat refusa la demande en général; mais, par considération pour les preuves que le Parlement avait données de son attachement aux intérêts de l'église, il consentit qu'on dît la messe, comme par le passé, dans la chapelle de la Cour.

La sentence d'excommunication avait été notifiée officiellement au duc, le 12 novembre; à l'exception de la chapelle du Parlement, elle s'étendait à toutes les églises de la ville et à celle de Cadillac. Le 14 novembre, le Parlement manda les jurats et leur ordonna d'aller se jeter au pied de l'archevêque, lui témoigner leurs regrets du passé, et le prier de lever l'interdit. Les jurats répondirent que n'ayant jamais offensé le prélat, ils avaient interjeté appel comme d'abus de son excommunication, et qu'ayant écrit au roi, il convenait d'attendre la réponse de Sa Majesté. Alors le président Du Bernet, accompagné de MM. Ragueneau et Pommiers, conseillers, et de Pontac, procureur général, alla de nouveau trouver le prélat et lui exposa les besoins des âmes innocentes, qui souffraient pour quelques coupables, le suppliant de lever ou, au moins, de suspendre l'interdit, en attendant la réponse du roi.

L'archevêque répondit qu'il fallait consulter le clergé, et promit d'aller le lendemain au Palais. En effet, il s'y rendit, et s'excusa sur la levée générale de l'interdit, disant qu'il en avait informé le roi et le nonce, et que, d'ailleurs, les coupables ne se repentaient pas de leurs fautes, ne reconnaissaient pas la gravité de leurs attentats et parlaient avec mépris des censures de l'Église; mais que, par respect pour le Parlement, il suspendait l'interdit pendant quinze jours, pour les dimanches et les fêtes, excepté pour les églises de Puy-Paulin et de Saint-Éloi, qui était la chapelle de l'Hôtel-de-Ville. Il remercia ensuite le Parlement des marques d'attention qu'il lui avait données dans ces tristes circonstances. Le président d'Affis lui

Livre IX.
Chap. 5.
—
1653.

répondit : « Monsieur, la justice souveraine du roi, qui rend
» à tous ce qui leur appartient, n'a jamais manqué de respect
» ni de vénération pour l'Église. La religion et la justice sont
» sœurs : l'une vient du Ciel, l'autre émane et procède des
» vives sources de la Divinité : l'une maintient les peuples
» dans l'obéissance, par la seule considération de l'amour di-
» vin ; l'autre les contient dans le devoir, par la crainte. L'u-
» nion de ces deux sœurs conserve les États, assure les scép-
» tres, donne du repos aux peuples et tient toutes choses dans
» un état de perfection. Ainsi, tout ce qui offense l'Église et
» rompt ce lien sacré, blesse, par un même coup, la justice et
» l'oblige à parler. C'est pourquoi, dans une occasion aussi
» importante, où les magistrats populaires se trouvent muets,
» sans vigueur, sans mouvement, la justice a haussé sa voix ;
» et rabaisant d'un côté sa pourpre et son état, pour faire la
» charge des magistrats qui lui sont soumis, elle les a relevés
» de l'autre, en rendant à Dieu, à la justice et à la religion,
» ce qui leur était dû. Ainsi, Monsieur, la Cour ne saurait
» trop louer votre zèle, votre prudence, et la charité pater-
» nelle dont vous avez usé ; elle reconnaît que vous êtes un
» de ces astres de l'Église militante que saint Grégoire le
» Grand appelle un ciel, dont les prélats sont les yeux, qui,
» par des regards de douceur et d'amour, pénètrent les plus
» endurcis et les remettent dans la voie du salut. »

L'archevêque, adouci par le langage du président, rapporta, le lendemain, le Saint-Sacrement à Saint-André, et y célébra la messe ; le Parlement y assista en corps. Le roi ayant appris les affligeants événements arrivés à Bordeaux par le théologal de Saint-André et Richon, chanoine de Saint-Seurin, que le clergé avait envoyés pour les exposer fidèlement à Sa Majesté, écrivit à l'archevêque la lettre suivante :

17 Novembre.

« Ayant vu le procès-verbal des excès et des violences
» commis depuis naguère contre votre personne et votre
» clergé, et voulant faire voir à un chacun la protection parti-

» culière que je désire prendre de ceux de votre profession ,
» je vous ai voulu faire cette lettre pour vous dire qu'aus-
» sitôt après avoir remis les choses en l'état qu'elles doi-
» vent être en ma ville de Bordeaux , pour la consolation
» des habitants et l'exercice de la religion catholique et ro-
» maine, je juge à propos que vous me veniez trouver pour,
» avec connaissance de cause, vous faire faire raison et justice
» pour la réparation de cet attentat, vous envoyant, à cet effet,
» le sieur Kérouel, enseigne de mes gardes du corps, lequel
» vous accompagnera pour plus grande sûreté. »

Le roi signa cette lettre; mais elle fut l'inspiration du cardinal, qui aimait l'archevêque et désirait humilier le fier d'Épernon. Le roi ordonna, le 18 novembre, au gouverneur, de se retirer à sa campagne de Plassac, dans la Saintonge, et d'y attendre ses ordres; il invita le Parlement à continuer les informations, conjointement avec les commissaires qu'il allait envoyer à Bordeaux, et blâma fortement les jurats de leur conduite à l'égard du prélat.

D'Épernon, surpris de son exil, affirma à M. de Varennes, qui lui avait remis la lettre du roi, qu'il n'avait fait que son devoir et n'avait agi que dans les intérêts de Sa Majesté, et qu'il se conduirait toujours de la même manière dans de semblables circonstances; que le roi pouvait relâcher de ses droits; mais lui, il devait s'acquitter avec fidélité de sa charge. Il se rendit à Plassac et garda religieusement son excommunication; mais il se doutait bien que Richelieu agissait et parlait contre lui à Paris; il ne se trompait pas, car le cardinal ne cessait de crier contre l'abus que d'Épernon faisait de son pouvoir. Le cardinal de Lavalette écrivit à son père de se conformer à la volonté du roi, ou plutôt au jugement de Richelieu, qui triomphait enfin d'avoir le pied sur le cou de l'orgueilleux et puissant d'Épernon.

Livre IX.
Chap. 5.

—
1633.

Manuscrit de
Brienne.

CHAPITRE VI.

L'archevêque lève l'interdit.— Des évêques députés auprès du roi.— L'archevêque réunit quelques évêques à Paris.— Le duc privé de sa charge.— Les diverses causes de la colère de Richelieu contre d'Épernon.— Le duc écrit à Rome.— Lettre du roi aux jurats de Bordeaux.— Leur compliment.— Réponse de l'archevêque.— Les jurats destitués.— Conditions imposées à d'Épernon pour son absolution.— Il la reçoit à Contras.— Il se conforme en tout à la volonté du roi.— Il est réintégré dans son gouvernement de Guienne, etc., etc.

Livre IX.

—
1633.

Manuscrit de
Brienne,
n° 348.

Pour se conformer aux ordres du roi, l'archevêque invita toutes les paroisses à se rendre à la cathédrale le jour de Saint-André, en récitant des psaumes à voix basse, et prononça, le 30 novembre, la levée de l'interdit, exceptant, toutefois, de cette grâce, l'église de Saint-Éloi, qui était la chapelle de l'Hôtel-de-Ville, et cela à cause de la conduite des jurats en faveur de d'Épernon. Avant de partir pour la capitale, l'archevêque convoqua tous ses suffragants à Poitiers, pour délibérer sur les mesurés à prendre dans cette affaire, qui intéressait tout l'épiscopat. Ils s'accordèrent tous à dire qu'il fallait envoyer au roi les évêques d'Agen, de Saintes et de Maillezais, pour plaider la cause de l'Église. L'archevêque lui-même se mit aussi en route et affecta de passer avec bruit et d'un air triomphant devant le château de Plassac, où d'Épernon se trouvait exilé. D'Épernon le sut, et, piqué au vif, voulait se venger ; mais ses amis l'en dissuadèrent et lui représentèrent qu'un nouvel éclat le perdrait pour toujours, au lieu que le contraste de sa modération avec l'imprudent procédé de l'archevêque, ne pouvait que faire revenir bien des esprits sur son compte. Arrivé à Paris, il se rendit chez l'archevêque de Bourges, où se trouvaient vingt-cinq archevêques et évêques.

Le cardinal de Lavalette y parla pour son père et en son nom, et protesta de son respect pour la religion, l'Église et la décision de l'assemblée, en termes si humbles, si précis, que l'évêque de Nantes, Cospeau, s'écria : *Si le diable pouvait faire autant pour Dieu que d'Épernon faisait pour le clergé, il obtiendrait l'absolution de ses fautes.* La majorité de cette réunion épiscopale voulait juger l'affaire ; mais Richelieu ne le voulait pas ; il ne fallait pas laisser échapper l'impérieux d'Épernon à si bon marché.

Il fut résolu, dans la séance du 10, que le clergé de France se joindrait aux plaintes et poursuites de l'archevêque de Bordeaux, pour obtenir justice. En conséquence, on chargea quatre archevêques et onze évêques de présenter au roi, de la part du clergé, les cahiers qu'il avait fait dresser sur les procès-verbaux et les dires des témoins de cette fâcheuse affaire. L'archevêque d'Arles porta la parole et formula, en termes clairs et formels, les demandes du clergé, dont voici les trois premiers articles :

« Qu'il plaise au roi de châtier l'attentat commis en la per-
» sonne de Monseigneur l'archevêque de Bordeaux, l'évêque
» d'Agen et son clergé ; laisser quelques marques à la posté-
» rité du châtiment ; donner sûreté aux évêques et au clergé
» à l'avenir. »

La seizième et dernière demande concernait la liberté de la *clie* pour la vente du poisson. Le roi promit qu'il ferait tout ce qui dépendrait de lui pour faire respecter le clergé et pour le maintenir dans ses droits.

Le pape Urbain VIII était pour d'Épernon, qui avait été la terreur des protestants ; mais il n'osait pas contrarier le clergé de France, en évoquant l'affaire à Rome ; Richelieu, de son côté, était inflexible, et, par un arrêt du 31 mars, avait prononcé la destitution des jurats, de Naugas, de Verdun, capitaine du guet.

La requête du clergé fut donc portée au conseil, qui rendit

Livre IX.
Chap. 6.
—
1633.

un arrêt interdisant au duc les fonctions de ses charges, le privant des honneurs qui y étaient attachés, et l'obligeant de congédier ses gardes, de destituer Naugas et ses complices dans l'affaire de l'archevêque, leur enjoignant, en même temps, de sortir immédiatement de Bordeaux. Quant au droit de *clie*, que l'archevêque disputait au duc, on le renvoya au Parlement de Paris.

La vengeance du cardinal datait de loin ; on en retrace l'origine jusqu'au voyage de la reine et du cardinal dans le Midi. D'Épernon avait ambitionné l'honneur de réduire Montauban ; mais le cardinal, qui s'opposait toujours à ses prétentions, l'avait confié au maréchal Bassompierre. D'Épernon hésita, par colère, de lui faire une visite ; cependant, cédant aux avis de ses amis, il fit demander, par le comte de Maillé, où Son Éminence voulait le recevoir. Le cardinal, peu satisfait de la fierté du duc, répondit qu'il ne recevrait point le duc hors de la province, et qu'il prendrait exprès la route de Bordeaux, à son retour ; mais c'était pour y diminuer le pouvoir et l'influence de d'Épernon. On adoucit cette réponse, on en supprima la partie la plus rude, et d'Épernon, ignorant la volonté du cardinal, se rendit à Montauban (1632). Le cardinal dissimula ses rancunes et le combla de politesses, le fit dîner avec lui, lui demanda son amitié et le pria de le considérer comme son quatrième fils. Le duc, enchanté de ces caresses de courtisan, resta cependant froid. Après dîner, pendant qu'il causait avec un autre personnage, le cardinal s'approcha avec l'archevêque de Bordeaux, et lui dit : « Mon- » sieur le Duc, voici M. de Bordeaux que je vous présente ; » il veut être votre serviteur et vous prie d'être son ami pour » l'amour de moi. » Le fier d'Épernon se retourna à demi, et les saluant, répondit : « Oui, M. de Bordeaux et moi, nous » nous connaissons ; » et, sans se déconcerter, se remit à parler avec celui qui conversait avec lui. Le cardinal dissimula son mécontentement et se retira avec l'archevêque.

Au commencement de novembre (1632), la reine et le cardinal prirent ensemble la route de Bordeaux. Arrivés à Langon, ils y trouvèrent une magnifique galiotte pour les transporter chez d'Épernon, à Cadillac. Un carrosse devait y attendre Sa Majesté avec d'autres voitures pour sa suite. D'Épernon avait donné ordre d'amener un autre carrosse pour Richelieu; mais, soit malice, soit oubli, il ne s'y en trouva qu'un seul pour la reine. Le duc, prévenu un peu tard, arriva avec sa voiture pour le cardinal, qui la refusa poliment et fit la route à pied. Le cardinal dissimula toujours, mais ses rancunes ne diminuaient pas.

C'est dans ce temps que le cardinal désirait avoir le gouvernement de Metz, qui appartenait à d'Épernon. Richelieu le lui demanda, et comme le duc de Lavalette en avait la survivance, le cardinal, pour l'en dédommager, lui offrit la survivance du gouvernement de la Guienne. Le duc demanda, en outre, pour son fils, le bâton de maréchal; mais le marché ne convint pas au cardinal : le duc garda son gouvernement et Richelieu sa rancune.

Pendant leur séjour de deux jours à Cadillac, on n'y voyait que fêtes et réjouissances; mais Richelieu souffrait de sa maladie ordinaire; il craignait, d'ailleurs, d'Épernon, qui n'était pas son ami, et s'était fait accompagner de ses gens d'armes, cheval-légers et gardes du corps. Comme cette escorte ne pouvait pas loger à Cadillac, on lui trouva des logements sur la rive gauche. Richelieu ne se croyait pas en sûreté; le lendemain, il partit de bon matin sans avoir rien pris qu'un bouillon, qui ne sortait pas de la cuisine de d'Épernon. Le soir du même jour, la reine se disposa à partir avec le descendant de la marée suivante. Comme les préparatifs étaient longs, d'Épernon vint l'accoster, et voulant, sans doute, l'impressionner contre la puissance quasi-royale du cardinal, lui dit : « Madame, je serais désolé de vous faire peur ou de vous faire partir plus tôt de chez moi; mais je vous avertis que la marée descend, et puisqu'elle n'a pas attendu Son Émi-

Livre IX.
Chap. 6.
—
1633.

Giraud,
Vie
de d'Épernon.

Mercur
de France,
tome XIX.

Livre IX.
Chap. 6.
—
1635.

» nence, il ne faut pas espérer qu'elle ait plus de complaisance
» pour Votre Majesté. » La reine sourit à cette petite malice,
et se mit en route pour Bordeaux.

Le cardinal resta gravement malade à Bordeaux ; mais grâce aux soins d'un célèbre médecin de notre cité, sa santé se rétablit bien. Malade, il aurait voulu voir les Bordelais plongés dans la tristesse ; c'était tout le contraire : les grands comme les petits s'amusaient à l'occasion de l'arrivée de la reine. Le cardinal crut y voir une malice du duc, et se promit bien de la lui faire payer cher. Le duc se comporta cependant avec politesse à son égard ; tous les jours, il allait le voir, escorté de 200 gardes qui l'attendaient à la porte. Assis sur un fauteuil, auprès de son lit, il s'informait avec bonté de sa santé ; mais Richelieu n'était pas dupe de ses politesses de commande, et répondait sur le même ton. La crainte qu'il avait conçue que d'Épernon se jetât au Château-Trompette, et les fortes émotions qu'il éprouva à la mort subite du maréchal Schomberg, le décidèrent à quitter Bordeaux ; il se fit porter sur son lit, par des hommes, jusques à Blaye ; de là, à Brouage et à Paris, où l'archevêque de Bordeaux le suivit comme ami.

Tous ces petits griefs demeuraient accumulés et ensevelis dans le cœur du cardinal ; le duc ne connaissait pas tous ses torts ; mais le coup de canne donné à l'archevêque et ses misérables petites jalousies n'étaient pas ce qu'il expiait au château de Plassac : l'archevêque de Bordeaux n'était que le complaisant agent de la vengeance ministérielle, et l'excommunication n'était que l'expiation de tous les torts de ses dernières années : d'Épernon sentait le coup, mais il ne voyait pas la main qui le lui donnait.

1634.

Désolé de se voir ainsi trahi en France, d'Épernon tourna ses regards vers Rome, et y envoya son secrétaire avec des lettres pour le Pape et les cardinaux de sa connaissance. Le Pape aurait bien voulu l'obliger ; il l'avait connu en France,

*Mémoire
de La Porte,
Collection
de Petitot,
t. 50, p. 321.*

il l'estimait ; mais, par respect pour le puissant cardinal et le clergé de France, il n'osa pas évoquer cette affaire à Rome ; il se borna à en écrire au cardinal Chigi, son nonce à Paris (1). Mais Chigi subissait l'influence de Richelieu ; il était d'ailleurs intéressé, comme évêque, à la répression des abus du gouverneur de la Guienne. Les enfants de d'Épernon furent désolés de la position de leur père ; ils prièrent, ils supplièrent Richelieu d'arranger cette affaire. Il leur promettait ses bons offices ; mais il leur disait qu'il fallait laisser faire la justice, et qu'il y porterait la meilleure volonté. Homme politique, il cachait sa haine sous de belles paroles ; il se souvenait de ses anciens griefs, et d'Épernon ne saurait jamais, à ses yeux, être assez humilié.

La fête de Pâques mit l'archevêque dans la nécessité de revenir à Bordeaux ; il prit congé du roi, qui écrivit de Chantilly aux jurats, *de lui rendre les honneurs et respects dus et accoutumés, et qui appartiennent à la dignité de sa charge*. A son arrivée, les jurats allèrent le visiter, et le complimentèrent en ces termes : « Monseigneur, nous venons vous rendre ces » devoirs, par le commandement que nous en avons reçu de » Sa Majesté, et vous témoigner que, comme ses très-humbles » et très-fidèles sujets, nous n'avons pas de plus forte passion » que celle de l'obéissance, et de nous dire vos très-humbles » et affectionnés serviteurs. »

L'archevêque, choqué du ton des jurats et étonné de la sécheresse de leur compliment, répondit ainsi : « Messieurs, » j'ai sujet d'être satisfait de l'honneur que vous me faites, » avec tout ce peuple. Aussi, suis-je plein de bonne volonté » de servir le public. Mais vous eussiez mieux fait quand » vous m'eussiez rendu de vous-même, ce que vous dites me » rendre par commandement. Je ne laisserai pas, néan- » moins, de rendre des témoignages de la bonne volonté que

Livre IX.
Chap. 6.

1634.

12 Mars 1634.

19 Mars 1634

(1) D. Devienne l'appelle Bichi.

Livre IX.
Chap. 6.

—
1634.

» j'ai de servir votre corps en général et en particulier. »

La leçon était dure; mais, de crainte qu'elle ne fût inutile, l'archevêque en écrivit au roi et récapitula tous les torts des jurats. Le conseil rendit, le 31 mars, un arrêt par lequel le roi privait les jurats de leur charge, et ordonnait de procéder à une nouvelle élection, et de continuer le procès à Naugas et à Verdun, capitaine du guet, sur les violences commises par eux contre l'archevêque. M. Briet, conseiller, fut nommé par le roi pour faire exécuter cet arrêt, qui fut enregistré au Parlement le 4 avril; le 22 suivant, de nouveaux jurats furent élus à leur place.

Le duc, exilé, rongait son frein en silence; chaque journée était, pour son orgueil, un siècle. Ses enfants, ne sachant comment s'y prendre, crurent que le moyen le plus sûr de terminer vite et honorablement cette misérable affaire, c'était de rechercher l'alliance du cardinal. Ils demandèrent en mariage, pour le duc de Lavalette, fils aîné de d'Épernon, la fille du baron de Pontchâteau, parente de Richelieu, qui n'était que trop content de voir sa famille alliée dans l'une des plus opulentes et des plus puissantes Maisons de France. D'Épernon n'accueillit pas bien cette proposition; il lui semblait s'abaisser trop; il répugnait à sa fierté de descendre si bas, et d'acheter trop cher son absolution. L'affection filiale triompha de ses répugnances; il consentit, pour le bonheur de sa famille. Il était naturel de penser que tout allait s'arranger; loin de là : ce premier pas ne suffisait pas aux exigences du ministre; il mit en avant, comme la seconde condition de la réconciliation du duc avec la cour et l'archevêque, qu'il résignât son gouvernement de Metz. Étonné de cette interminable persécution, humilié plus que jamais de cette dernière condition, fatigué de tant de délais, et, en même temps, importuné, sollicité par ses enfants, d'Épernon consentit à tout. Il souscrivit à son propre abaissement, et au contentement de Richelieu, qui triomphait enfin d'avoir le gouvernement

qu'il convoitait, et de marier une de ses parentes avec le jeune Lavalette, qui se trouvait à la tête d'une immense fortune. Tout étant arrangé, Richelieu céda le gouvernement de Metz au nouveau marié; c'était le seul moyen de calmer le peuple, qui criait contre l'insatiable ambition du cardinal-ministre. D'Épernon croyait que ses embarras-allaient finir; il se trompait encore : il s'était mis aux pieds du ministre; il avait assez expié ce qu'il y avait de politique dans ses fautes, mais il n'avait rien fait pour le clergé; il fallait l'abaisser un degré de plus. Le pape avait autorisé son nonce à absoudre le duc; mais le cardinal insista pour que ce fût l'archevêque. Sans cela, la réparation n'eût pas été entière. Richelieu envoya à Bordeaux l'abbé de Coursan, avec la lettre et les ordres du roi, pour terminer cette affaire. Les instructions particulières de ce commissaire portaient : 1° que le duc enverrait un ecclésiastique à l'archevêque, pour lui exprimer sa douleur du passé et son désir de se bien remettre avec lui, et, pour cet effet, le prier de désigner le lieu, le jour et l'heure qu'il croirait convenables, pour lui donner l'absolution; 2° que le prélat désignerait Coutras; 3° que l'archevêque, au jour indiqué, attendrait le duc dans l'église de Coutras, pour lui donner l'absolution, en présence du clergé et de quatre ou cinq membres du Parlement; 4° que le duc lui demanderait l'absolution de son excommunication; 5° que le duc n'aurait pas de gardes avec lui, mais seulement des gentilshommes; 6° que l'archevêque lui donnerait à l'heure même l'absolution en la forme prescrite par le nonce; 7° que le duc, après la cérémonie, irait faire une visite à l'archevêque, qui la lui rendrait, en se témoignant réciproquement leur désir de maintenir entre eux, à l'avenir, la bonne intelligence; 8° que, dans cette visite, le duc tendrait la main droite à l'archevêque; 9° qu'après cette visite, le duc retournerait à Plassac, pour y attendre les ordres du roi; 10° enfin, que l'abbé de Coursan rendrait compte au roi de tout ce qui se passerait à Coutras, et que le rétablissement

du duc dans ses charges et honneurs dépendrait de sa conduite dans ces circonstances.

Ces conditions étaient bien dures ; mais qu'y faire ? elles étaient prescrites par le roi ; venant de toute autre source , jamais le duc ne les aurait acceptées. De son côté, le cardinal transmit ses ordres à l'archevêque, et, comme le mariage de M^{lle} de Pontchâteau et les humiliations du duc l'avaient adouci, il témoigna le désir que l'absolution se donnât dans la chapelle de son château de Coutras ; mais le prélat ne fléchit pas et insista pour qu'elle se donnât à la porte de l'église paroissiale, en présence de tout le peuple. Le duc envoya le théologal de Lescars à l'archevêque, qui se dit prêt, mais il exigea un acte notarié. Le théologal revint quelques jours plus tard, avec la demande écrite de main de notaire, le 13 septembre, dans laquelle le duc s'épuisait en excuses pour tout ce qu'on avait fait à l'archevêque, protestant qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser le prélat ni aucun autre ecclésiastique, et qu'il désavouait tout le passé, qui n'était, pour ce qui le concernait, qu'un premier mouvement de vivacité, sans préméditation ni malice. Le prélat désigna l'église de Coutras et le mercredi des Quatre-Temps (20 septembre) pour la cérémonie, chargeant en même temps le théologal de dire au duc qu'il ne désirait rien tant que la paix de sa conscience. Il assembla le clergé et fit nommer comme témoins quatre chanoines de Saint-André, quatre autres de Saint-Seurin, et quatre curés, et se rendit à Coutras au jour convenu, où d'Épernon, accompagné de son fils le duc de Lavalette, et de plusieurs autres seigneurs, arriva bientôt après. Assis sur un fauteuil, à la porte de l'église, ayant le duc à genoux devant lui, l'archevêque lui donna son absolution en ces termes :

« En vertu de l'autorité de l'Église et de celle dont je suis revêtu, je vous absous des liens d'excommunication que vous avez encourus, pour avoir violé les immunités de mon église métropolitaine ; pour avoir envoyé des gens d'armes pour nous

arrêter, nous et notre voiture ; pour avoir investi notre palais de gardes ; pour avoir violé la juridiction de l'Église et l'avoir usurpée ; pour avoir outragé, d'une manière indigne et atroce, nous et notre clergé. Au nom du Père, etc., etc. (1). »

Jamais le duc n'avait vu sa patience et sa foi mises à une plus rude épreuve ! Il se voyait à genoux devant son adversaire, en présence d'une immense multitude de curieux ; il entendait, dans la forme inusitée de son absolution, la froide énumération des griefs à lui imputés, que son silence pouvait faire croire fondés. Il voulait parler et démentir ces charges ; mais ce serait manquer au respect dû au roi et à l'Église : il se tut et garda le silence jusqu'au bout. L'archevêque lui donna pour pénitence de visiter trois églises ou chapelles dédiées à la Sainte-Vierge : celles de Montuzets, de Saint-André à Bordeaux et de Verdelaïs, et de réciter trois fois le rosaire et trois fois le petit office de la Vierge.

Après la cérémonie, le duc alla voir l'archevêque, qui lui rendit la visite dans les vingt-quatre heures.

C'était, pour l'un et l'autre, obéir au roi ; mais le cœur n'y était pas ; les compliments étaient froids comme la glace, la réconciliation n'était qu'apparente. De nouveaux sujets de plaintes ne tardèrent pas à se présenter ; ils s'empressèrent de les porter au roi. Sa Majesté comprit qu'une réponse ne ferait qu'alimenter leurs haines respectives ; il ne répondit pas, et les plaintes cessèrent de part et d'autre ; le silence de la cour refroidit ces animosités renaissantes. Le duc de Lavalette épousa la cousine de Richelieu ; l'archevêque se crut perdu, mais le cardinal le rassura et lui conserva son amitié.

(1) *Et ego auctoritate Ecclesiæ et eâ quâ fungor, absolve te vinculo excommunicationis quam incurristi, quia immunitatem ecclesiæ meæ metropolitanæ perregisti; manum armatam militum, ut me currum que meum in viâ sisterent, misisti; statione dispositâ palatium nostrum vallasti; jurisdictionem ecclesiasticam violasti, camque tibi arrogasti; nos clerumque nostrum insignibus et indignis contumeliis affectisti. In nomine Patri et Filii, etc., etc.*

Livre IX.
Chap. 6.
—
1634.

Cependant le roi lui défendit de paraître à la cour, parce qu'il s'était écarté de ses ordres en obligeant le duc de recevoir l'absolution à la porte de l'église. Richelieu intervint, et cette disgrâce ne fut pas longue. L'année suivante, il fut appelé à présider l'assemblée du clergé, en l'absence du cardinal, et admis à faire sa cour au roi.

Girard,
*Histoire
de la vie du duc
d'Épernon*,
vol. IV, p. 169.

D'Épernon se retira à Plassac; mais, à peine arrivé, il y reçut une lettre affectueuse du roi, en date du 4^{or} octobre, qui le réintégrait dans son gouvernement de Guienne. Il s'y rendit avec joie. On lui envoya un élégant bateau à Blaye, et, le 15 octobre, il arriva à Bordeaux, accompagné du duc, son fils, et de l'évêque de Nantes. Il fut complimenté, sur le port, par les jurats, et fêté par le peuple, non par l'amour qu'on lui portait, mais par déférence pour le cardinal, qui était devenu son ami. Sa prudence et sa fermeté y étaient nécessaires, à cause des troubles qui y éclatèrent peu de temps après.

CHAPITRE VII.

Un impôt sur les cabaretiers. — On s'oppose à sa perception. — Le peuple se réunit à Sainte-Eulalie et à Saint-Michel. — La résistance organisée. — Le Parlement ordonne aux bourgeois de prendre les armes. — L'insurrection se généralise. — Arrêt pour la suréance de l'impôt. — On en nie l'authenticité. — On en publie un autre en due forme. — Les séditieux attaquent l'Hôtel-de-Ville. — D'Épernon arrive de Cadillac. — Des gabelleurs massacrés. — Des barricades partout. — D'Épernon les défait. — Combat. — Trait d'héroïsme. — Attroupement à Saint-Julien. — Il se disperse. — Un autre à Saint-Seurin. — L'arrivée du duc met fin à leurs désordres. — D'Épernon est calomnié. — Ses laquais le vengent. — L'affaire s'assoupit par suite de l'arrivée des Espagnols, etc.

A cette époque, les impôts étaient lourds et se multipliaient trop par suite des embarras pécuniaires du gouvernement. Pour faire face à de nouveaux besoins, le roi établit la taxe d'un écu sur chaque tonneau de vin qui se vendrait chez les cabaretiers. Cette nouvelle charge excita des plaintes générales et disposa les esprits à la révolte ; la résistance la plus opiniâtre fut bientôt organisée. Ne pouvant faire exécuter l'édit du roi, Laforet, archer du grand-prévôt, vint demander aux jurats, le 40 mai, main-forte pour faire triompher la loi. Les jurats voyant, en effet, l'orage se former, mirent l'Hôtel-de-Ville en état de défense, en y appelant quarante soldats du guet, et en obligeant les bourgeois, dans chaque jurade, à faire des patrouilles la nuit pour le maintien de la paix. Le 44 mai, Laforet se présenta de nouveau chez les cabaretiers. Ils refusèrent tous, et le mirent dans la nécessité de faire un appel à la force armée. Alors, le peuple s'attroupa sur les places publiques, prit les armes et alla se réunir au cimetière de Sainte-Eulalie. On exposa à ces hommes égarés les

Livre IX.

1635.

1635.

Fonteneil,
Mouvements,
et D. Devienne,
liv. VI.

Livre IX.
Chap. 7.
—
1633.

conséquences de leur conduite ; ils répondirent avec insolence. On s'empara d'un de leurs chefs ; mais les jurats, dans une pensée de conciliation, le remirent en liberté. C'était une concession, un signe de crainte ou de faiblesse ; elle ne devait pas être la dernière. Des groupes se formèrent à Saint-Michel, où la sédition prenait un aspect assez alarmant. La garde s'y dirigea avec un jurat, qui crut pouvoir haranguer la foule ; mais ils y furent accueillis à coups de pierres ; le jurat lui-même fut blessé, et un soldat, percé de plusieurs coups d'épée, se réfugia, pour sauver sa vie, dans la chapelle des Capucins.

Le Parlement, alarmé par ces attroupements, intima l'ordre aux bourgeois de prendre leurs armes ; mais la plupart d'eux avaient fermé leurs maisons ; les autres refusèrent de s'exposer à des dangers évidents. Les jurats ordonnèrent de fermer les portes et de se mettre en état de défense ; mais les fusils étaient inutiles, il n'y avait en ville ni poudre ni mèches. La populace, se voyant à la merci des jurats, se porta en foule à l'Hôtel-de-Ville dans la persuasion que les gabelleurs y étaient renfermés. On demanda les têtes de ces percepteurs de l'impôt, sinon on déclara qu'on allait mettre le feu aux quatre coins de la ville. Enfin, ils enfoncèrent les portes de l'Hôtel-de-Ville, et coururent de salle en salle criant partout vengeance contre les gabelleurs. Sur ces entrefaites, le Parlement rendit un arrêt défendant les rassemblements séditieux, et portant que le roi serait supplié de vouloir surseoir à la levée de l'impôt sur les cabaretiers. Le premier huissier alla publier cet arrêt, pendant qu'un président, quatre conseillers et l'avocat général Du Sault parcouraient les quartiers du Chapeau-Rouge pour rassembler les bourgeois. En attendant, le premier-président et la Compagnie restèrent en permanence au Palais. Les commissaires parcoururent les divers quartiers du nord de la ville, et rencontrèrent plus de deux mille insurgés qui poussaient des hurlements de rage et menaçaient d'une mort violente ces pitoyables hérauts de la paix ; l'un d'eux apostropha avec violence

l'avocat général Du Sault, en lui présentant la pointe de sa halberde à la poitrine. Voyant que l'insurrection était générale et les périls extrêmes, les commissaires crurent qu'il était prudent de rentrer au Palais.

Pendant ce temps, l'huissier proclamait l'arrêt du Parlement; mais arrivé sur les Fossés, les insurgés l'entourèrent, le firent descendre de cheval, déchirèrent sa robe, et l'un de ces forcés lui ayant arraché le papier des mains, s'écria : « qu'on trompe le peuple ; que cet arrêt n'était signé ni du premier-président, ni du greffier ; que, d'ailleurs, la surséance n'était que temporaire et en faveur des cabaretiers ; mais que le peuple le voulait illimité, quant au temps et aux personnes, en bonne et due forme, sur parchemin, et publié par les trompettes d'argent. » Un jeune homme qui l'accompagnait ayant pris fait et cause pour l'huissier, fut tué sur le lieu ; l'huissier lui-même, entouré de ces hommes enragés, s'échappa dans une maison voisine, et parvint, par une porte de derrière, au Palais, où il rendit compte de ce qu'il venait de voir.

Sur ces entrefaites, les insurgés coururent au Palais : les conseillers Andrault et Suduiraut sortirent pour savoir ce qu'ils voulaient : « Un arrêt, disent-ils, autrement nous allons assiéger le Palais ; nous y mettrons le feu. » Pendant tout cela, un autre corps de séditieux entourait l'Hôtel-de-Ville, et ayant pénétré dans l'église de Saint-Éloi, allait sonner le tocsin pour appeler les paysans et mettre le feu à la maison commune. Le capitaine du guet, Allegret, voulut leur adresser quelques conseils : il faillit être assommé sur-le-champ. Enfin, ils se mirent à briser les portes de la ville, parce qu'on croyait qu'on y retenait prisonnier un nommé Hugla, homme très-populaire et très-considéré parmi les insurgés. Espérant les empêcher d'enfoncer les portes, les jurats firent descendre Hugla par une fenêtre. C'était une victoire pour la populace ; elle lui en inspira l'idée d'une autre : ils demandent les gabeliers Laforet et Desaignes ; c'étaient là les victimes qu'on

Livre IX.
Chap. 7.
—
1638.

devait immoler à la colère populaire. On leur présenta un nouvel arrêt, sur parchemin, tel qu'on le demandait; le peuple douta de son authenticité; on en garantit l'origine. En attendant, la foule augmentait; la sédition prenait un caractère alarmant; toute la ville était sous les armes. Le premier-président écrivit, le 14 mai, à d'Épernon, alors à Cadillac, et le pria de venir incessamment à Bordeaux. Dans la soirée la fureur populaire ne connaissait plus de bornes : sur les cinq heures, les insurgés furent maîtres de la ville; ils enfoncèrent les portes de l'arsenal et celle qui conduisait au collège de Guienne; ils mirent le feu à une autre porte qui donnait dans la rue de ce collège, et l'incendie se communiqua au cabinet du clerc de ville, dont une grande partie fut réduite en cendres. La prison resta ouverte dans le désordre général; les prisonniers s'échappèrent, et, entre autres, grâce à la foule et aux ténèbres, Laforet et Desaignes se sauvèrent dans cet effroyable tumulte. Les jurats, qui s'étaient réfugiés derrière les verroux de la prison, en *attendant la miséricorde de Dieu*, dit le registre de l'Hôtel-de-Ville, sortirent comme allant au devant de la mort; mais on les laissa passer sans violence, sans insulte. Ne trouvant pas dans la prison les malheureux gabelleurs, on les poursuivit partout : Laforet fut reconnu dans le cimetière de Saint-Éloi, et assassiné à l'instant même; Desaignes s'échappa jusque sur les fossés des Tanneurs, où il subit le même sort. Le sang coulait partout : la ville était en proie à toutes sortes de désordres ! La consternation régnait au Palais; on dit qu'on en voulait à la vie du premier-président; il se fit conduire au Fort du Hâ. L'Hôtel-de-Ville fut au pouvoir des insurgés; on sonna la grosse cloche, et les tocsins correspondants des autres clochers portèrent l'alarme jusque même dans la campagne et l'effroi dans tous les cœurs. On rencontra quelques amis des gabelleurs, on les massacra et leurs cadavres furent jetés dans la Garonne; entre autres victimes, on eut à regretter la fin malheureuse d'Aimeri, de l'avocat Lafargue, et de quelques autres

victimes. Tout ayant été dévasté à la maison commune, Hosten, clerc de ville, s'y rendit furtivement la nuit, et recueillit les papiers qui avaient échappé aux flammes ; il partit le lendemain matin pour Cadillac, où d'Épernon venait d'apprendre, par la lettre du premier-président, les tristes événements de la veille. Le duc convoqua les gentilshommes du voisinage, arma les paysans et se disposa à marcher sur Bordeaux, où les séditieux avaient formé le projet de massacrer quatre cents des plus riches propriétaires et de piller leurs maisons. D'Épernon, accompagné de deux conseillers ses amis, Boucaut et Lachèze, qui s'étaient rendus auprès de lui, arriva à la porte Saint-Julien, où il rencontra les jurats ; il s'enquit de tout ce qui s'était passé, les renvoya à la municipalité et les blâma de ne l'avoir pas prévenu plus tôt, et surtout de n'avoir pas pris des mesures pour défendre l'Hôtel-de-Ville. Il manda tous les capitaines de la ville, avec leurs compagnies, pour monter la garde avec les bourgeois au fort du Hâ, sur les Fossés, dans le fort de Sainte-Croix, dans le clocher de Saint-Michel, et surtout à l'Hôtel-de-Ville, où il fit porter une pipe de vin, un quintal de poudre, deux quintaux de biscuit et des balles de mousquet. Il fit monter aussi sur leurs affûts les cinq pièces de canon qui se trouvaient à l'arsenal. Il destitua les jurats comme ayant manqué à leur devoir, et chargea le procureur Baritaut et Hosten, clerc de ville, de les remplacer dans leurs fonctions municipales.

Ne voyant que de vains préparatifs, les séditieux crurent qu'on les craignait et même qu'on les ménageait ; un châtiement leur semblait non seulement immérité, mais impossible : ils étaient forts et n'avaient fait, disaient-ils, que leur devoir ! Le duc, en effet, craignait un conflit ; on redoutait son impitoyable caractère, mais il avait 82 ans et était mal secondé. Leur audace s'accrut en conséquence ; et, le 15 juin, pour jeter un défi au duc, ils s'emparèrent des principales places de la ville et élevèrent des barricades. D'Épernon avait demandé

Livre IX.
Chap. 7.
—
1635.

15 Mai 1635.

Livre IX.
Chap. 7.
—
1633.

des troupes, mais on ne lui répondit pas ; on crut qu'il avait exagéré les dangers, et ne voulait de troupes que pour se fortifier dans son gouvernement. Comprenant, enfin, toute l'étendue du mal ; voyant, d'ailleurs, qu'on regardait son inaction comme un signe de sa faiblesse ou de ses craintes, et que les insurgés devenaient plus audacieux et plus exigeants, d'Épernon monta à cheval, suivi des gentilshommes de sa suite et de La Roche, capitaine de ses gardes, et se dirigea, à une heure après-midi, vers les lieux des attroupements, déterminé à faire rentrer les séditieux dans le devoir ou à mourir en les combattant. Il n'avait que peu de chances de succès ; il affrontait la mort. Quoi de plus téméraire que de vouloir réduire une population furieuse et sous les armes, avec vingt-deux cavaliers et vingt-six fantassins ! Mais l'audace est souvent un élément de fortune : le courage supplée à la force. Cette petite troupe de défenseurs de l'ordre arriva au Grand-Marché ; elle y rencontra des barricades, des chaînes tendues, des hommes armés. La Roche leur ordonna, au nom du gouverneur, de se disperser et d'ouvrir le passage ; ils hésitèrent ; mais La Roche, les voyant décontenancés, sauta sur la barricade, se saisit du plus hardi, le désarma, et força les autres à se retirer, sans blesser personne.

Comme les jurats ne se tenaient plus qu'au Palais, l'Hôtel-de-Ville restait vide et inoccupé. Le duc pourvut à sa sûreté, comme poste de défense, et s'avança vers la rue des Faures ; les séditieux accueillirent ses soldats, à coups de mousquet, derrière une barricade, et lui tuèrent un homme. Les gardes, furieux, ripostèrent, tuèrent neuf hommes et en blessèrent douze. Le désordre se mit dans les rangs des séditieux ; un passage s'ouvrit enfin à travers la barricade, et le duc, suivi de sa cavalerie, y passa au milieu de ces forcenés qui tombaient sous les pieds de ses chevaux. Un peu plus loin, il renversa trois autres barricades qu'on avait construites jusqu'à la porte de la Grave, et qui furent toutes défendues avec une opiniâ-

tréte désespérante, par de pauvres ouvriers qui se cachaient derrière leurs planches et leurs barriques. Un jeune gentilhomme, M. de Montagu, tomba blessé mortellement à côté du duc ; un autre mourut sous ses yeux , ayant une épaule fracassée d'un coup de mousquet ; cinq ou six autres gentilhommes subirent le même sort, et la mort sembla vouloir la destruction de la compagnie tout entière. Après avoir détruit les barricades, les *Épernonistes*, c'est ainsi qu'on qualifiait les partisans du duc, allèrent en renverser d'autres moins bien défendues, dans les rues qui aboutissaient à Sainte-Croix. Le duc s'exposait à beaucoup de dangers : on tirait sur lui, et des fenêtres comme des balcons, on jetait, sur lui et sur les siens, des tuiles, des pierres, des ustensiles et des meubles ; une femme en fureur, le reconnaissant à sa longue barbe et à sa chevelure blanche, lui lança un pot d'œillets à la tête, qui tomba sur la croupe de son cheval ; un homme le couchait en joue, lorsqu'un soldat lui passa son sabre à travers le corps.

La résistance était terrible : les révoltés se laissaient fouler aux pieds des chevaux plutôt que de céder ; on leur arrachait des mains les armes, ils se défendaient avec les pieds, les poings et les dents, et demandaient la mort comme une grâce plutôt que de se soumettre à la tyrannie des gabelleurs. Il y eut, dans ce jour néfaste de notre histoire, mille traits de bravoure, mille actions héroïques qui reflétaient de l'honneur sur le courage des Bordelais et qui seraient dignes d'éloges s'ils avaient eu pour objet une meilleure cause. Un tonnelier qui défendait une barricade reçut un coup de feu qui lui cassa le bras ; il entra chez un chirurgien, se fit couper le bras, et après avoir attaché le premier appareil, retourna à son poste qu'il défendit avec valeur. Le duc apprit ce trait d'héroïsme, il le fit transporter chez lui et ordonna qu'on en eût un soin particulier jusqu'à sa parfaite guérison.

Dans tous ces combats, le duc recommanda à ses gardes d'épargner le sang de ses concitoyens ; il sut allier la clémence

Livre IX.
Chap. 7.
—
1635.
Girard,
ibid,
t. IV, p. 197.

Livre IX.
Chap. 7.
—
1633.

à la force, et ne fit tirer sur les Bordelais qu'à la dernière extrémité et à la suite d'une provocation. Dans le quartier de Sainte-Croix, on ne trouva que vingt-cinq personnes tuées et autant de blessées; mais par son courage et sa fermeté de caractère il se fit craindre, et avec une poignée de soldats il parvint à réduire trois mille séditieux. Il rentra à l'Hôtel-de-Ville et fit emporter les morts et soigner les blessés. Mais au moment où il croyait tout fini, on vint le prévenir que les séditieux se réunissaient à la porte Saint-Julien, au nombre de huit ou neuf cents individus, et se disposaient, à la faveur de leurs barricades, à résister jusqu'au dernier instant et à appeler les paysans au pillage de la ville. Surpris de ces tristes nouvelles, et désolé d'avoir à combattre de nouveau ses concitoyens, il fit demander au Château-Trompette cinquante hommes et quelques pièces de canon, afin d'intimider les insurgés, ou, en cas de besoin, de renverser avec moins de périls, les barricades qu'on avait élevées. La nouvelle de ces préparatifs fut portée aux factieux; soit crainte de leur côté, soit conseils de la part de quelques personnages distingués de la ville, ils mirent bas les armes, défirent les barricades et se soumirent à l'autorité. D'Épernon arriva sur le lieu, mais les factieux s'étaient dispersés. Tout rentra dans un calme apparent; cependant les esprits fermentaient toujours, et les mécontents, rougissant d'avoir fui la veille devant une poignée de soldats, se réunirent sur d'autres points. L'orage grondait dans le lointain; il n'y avait qu'une ombre de paix. D'Épernon en fit instruire le roi et demanda des secours, car tout semblait annoncer une insurrection générale. Dans presque toutes les villes de la province, l'exemple de la capitale avait trouvé des imitateurs; les paysans même, excités par la lie du peuple et alléchés par des promesses d'un pillage général, s'étaient rapprochés de Bordeaux; ils s'étaient même installés à Saint-Seurin, y avaient brûlé quelques maisons, en avaient pillé et dévasté plusieurs autres, et menaçaient la ville

de malheurs incalculables. Le duc craignait d'avancer avec une poignée d'hommes, contre des rassemblements si audacieux et si exaltés ; d'un autre côté, ne voulant pas manquer à son devoir et sacrifier la sûreté des citoyens paisibles de la ville à des dangers certains et déplorables, le duc se détermina enfin à attaquer les séditieux à Saint-Seurin ; et, suivi de quelques compagnies bourgeoises, de ses gardes et de cinquante gentilshommes avec leurs subordonnés, il se dirigea vers ce faubourg. Les séditieux, effrayés, défendirent à peine leurs barricades, et, à la première décharge, se dispersèrent dans toutes les directions. Quelques-uns se retranchèrent dans l'église de Saint-Seurin et firent mine de s'y défendre ; voyant toute résistance inutile, ils se dispersèrent en désordre. La cavalerie les poursuivit dans les champs et en tua une cinquantaine. Sur ces entrefaites, le duc de Lavalette arriva à Bordeaux avec des troupes. Tout rentra dans l'ordre, le peuple s'apaisa d'autant plus aisément, que le gouverneur obtint du roi, pour ces esprits égarés, une amnistie complète.

D'Épernon se comporta avec prudence et bravoure pendant ces troubles : on fut jaloux de sa gloire ; l'envie crut pouvoir la noircir. L'attaque contre son honneur fut dirigée par Briet, conseiller au Parlement, son ennemi irréconciliable. Il écrivit à l'archevêque, alors à Paris, que le duc aurait pu étouffer la révolte dans son germe ; qu'il avait agi lentement et dans le dessein de laisser la sédition se développer jusqu'à un certain degré, afin de se ménager la gloire d'une victoire et se faire reconnaître nécessaire au roi dans la Guienne et redoutable au Parlement. L'archevêque, qui n'avait pas oublié le coup de canne, montra cette lettre à Richelieu, qui s'indigna contre une conduite si coupable ; il autorisa le prélat à répondre à Briet qu'il promettait une récompense convenable à ceux qui prouveraient que le duc avait occasionné ou fomenté ces discordes intestines. Briet fit des recherches, mais personne ne voulait se prêter à une si odieuse calomnie. Le duc ne se dou-

Livre IX.
Chap. 7.
—
1633.

20 Juillet.

D. Devienne,
liv. V.

Livre IX.
Chap. 7.
—
1633.

tait pas du danger ou des pièges qu'une noire perfidie lui tendait ; il était content et heureux d'avoir fait son devoir. Le roi avait loué et approuvé sa conduite ; mais il apprit bientôt après, avec indignation, l'odieuse trame qu'on tissait contre lui. Il se plaignit au cardinal de ce qu'on se servait de son nom pour suborner des témoins, et demanda l'autorisation de poursuivre ses calomniateurs devant le Parlement de Paris. Le cardinal désavoua toute participation à cette calomnie et lui rendit justice. L'archevêque s'abritait derrière sa lettre, et Briet, auteur de cette lettre, seul coupable présumé, fut mandé à Paris pour rendre compte de sa conduite. Briet s'excusa sur le témoignage d'un autre individu que le Parlement de Paris, après un examen approfondi de l'affaire, condamna, comme calomniateur et suborneur de faux témoins, à faire amende honorable au duc, une torche à la main, la corde au cou, couvert de sa chemise seulement, à être traîné sur une charrette, dans toute la ville, et à dix ans de galères. Briet, grâce au cardinal, fut renvoyé hors de cour et de procès ; il revint exercer sa charge à Bordeaux.

D'Épernon vit avec peine que le grand coupable était absous ; il se réserva la punition de la faute et en confia le soin à quatre de ses laquais qui devaient tuer les chevaux de carrosse de Briet, en pleine rue. On rechercha une occasion ; elle se présenta quelques mois plus tard. Un jour, la voiture de Briet passait sur la place Saint-Projet ; les laquais du duc y allèrent exprès pour exécuter leur projet, et arrêtèrent l'équipage. Le cocher, voulant faire résistance, fut arraché de son siège, et les audacieux laquais du duc donnèrent aux chevaux plusieurs coups d'épée dans les flancs. Ces beaux animaux, dont M. Briet était si fier, s'échappèrent au galop dans la rue Sainte-Catherine et allèrent tomber morts devant les boucheries. Briet sortit plus mort que vif de son carrosse ; la livrée d'Épernon et les épées l'avaient tellement effrayé, qu'il eut de la peine à se réfugier dans une boutique voisine.

D. Devienne,
liv. V.

D'Épernon s'amusa beaucoup de cette aventure et en fit beaucoup de plaisanteries; le Parlement prit la chose tout autrement et crut que tout le corps était insulté dans la personne de l'un de ses membres. On envoya des conseillers demander au duc de livrer les coupables à la justice, sinon on allait décréter la procédure et envoyer les procès-verbaux au roi. Le duc répondit qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser le Parlement ou de rompre la bonne intelligence qui régnait entre eux; que cette Compagnie ne devait pas prendre intérêt à une affaire purement personnelle à Briet; qu'il était facile de deviner pourquoi ses laquais voulaient se venger d'un homme qui avait méconnu ses devoirs et qui s'était efforcé de flétrir l'honneur de leur maître; qu'au reste, le Parlement était libre d'en écrire au roi, et que, lui aussi, lui enverrait ses moyens de défense. Le Parlement comprit bien la pensée du duc, mais il s'était trop engagé pour reculer : il instruisit la procédure et l'envoya au cardinal. Cette affaire aurait eu des résultats fâcheux pour d'Épernon, si d'autres matières plus sérieuses n'étaient survenues. Les événements politiques préoccupaient trop l'attention du roi, du Parlement et du pays, pour donner aux hommes assez de loisir de s'intéresser aux plaintes de l'amour-propre blessé d'un calomniateur, ou aux mesquines prétentions de l'orgueil et de la vengeance : les Espagnols allaient entrer alors en Guienne.

CHAPITRE VIII.

Richelieu, jaloux de d'Épernon.—Les Espagnols entrent en France.—Lavalette se rend à Saint-Jean-de-Luz.—Rappelé par la révolte des *Croquants*, il les disperse.—La guerre déclarée contre l'Espagne.—D'Épernon refuse le commandement des troupes.—Condé l'accepte.—D'Épernon exilé à Plassac.—Condé éprouve des échecs.—Démêlé de l'archevêque de Bordeaux avec le maréchal de Vitry.—L'archevêque commande la flotte.—Ses succès.—Il éprouve un échec.—Il est disgracié et exilé.

Livre IX.
—
1636.

Nous arrivons à une époque assez malheureuse de notre histoire. La France était affaiblie par des dissensions intestines; l'autorité du monarque, presque éclipsée par celle des grands seigneurs, et pour ainsi dire craintive, en présence des hautes prétentions des barons. Richelieu, avec son génie étendu, sublime et profond, crut devoir, en prenant le timon des affaires, lutter contre cet état de choses si anormal et viser à asseoir l'autorité royale sur les débris de la puissance des seigneurs féodaux. Selon lui, le roi était la clé de voûte de l'édifice social; il était la source d'où émanaient toutes les puissances inférieures de son royaume : personne ne pouvait ni ne devait contrebalancer l'autorité royale; tout le monde devait être subordonné au roi, c'est-à-dire à Richelieu ! Le duc d'Épernon était l'un des plus puissants seigneurs du royaume, le seul peut-être qui pût contrebalancer l'immense pouvoir du premier-ministre : Richelieu du moins le croyait. Immensément riche, colonel général de l'infanterie, gouverneur de la Guienne, d'Épernon ne sortait qu'escorté de cent gardes; c'était un second roi dans le royaume. Sa garde était composée de jeunes gentilshommes; et, pour y être admis, il exigeait qu'on fit les mêmes preuves

que pour être reçu chevalier de Malte. Favori de plusieurs rois, on ne lui refusait rien ; il avait demandé que son fils, le duc de Lavalette, fût nommé co-gouverneur de la Guienne ; il obtint cette faveur comme tant d'autres, et son fils, nommé ainsi à la survivance du gouvernement, arriva à Bordeaux, le 24 octobre 1636, dans un bateau qui lui avait été envoyé à Blaye par les jurats. Tant de puissance offusquait Richelieu : c'était trop pour l'homme qui voulait régner seul et qui guettait une occasion pour humilier le fastueux gouverneur de la Guienne. Mais la politique vint donner un autre cours à ses idées. On sut que les Espagnols voulaient faire une descente dans le Midi. D'Épernon, qui était alors à Nérac, l'apprit d'une manière positive, et communiqua cette nouvelle aux jurats de Bordeaux, qui se hâtèrent, en conséquence, de prendre toutes les précautions nécessaires pour le maintien de la paix et la défense de la ville. Le duc de Lavalette se mit en route pour défendre la frontière, laissant son père malade à Cadillac ; mais, pendant son absence, plus de 30,000 hommes, factieux ou mécontents, se levèrent en masse, sous le nom de *Croquants*, et se mirent à parcourir en maraudeurs le Périgord, le Quercy, l'Agenais, l'Angoumois et le Bordelais. C'était une révolte des plus effroyables, une insurrection générale, dont les abus, vrais ou prétendus, furent le prétexte, mais dont le but était la guerre aux riches et le pillage des églises et des châteaux. La Mothe-Laforest fut forcé de prendre le commandement de ces hordes indisciplinées : il s'empara de Bergerac et fit une pointe sur Sainte-Foy et les villes voisines. Mais Lavalette, rappelé par son père, toujours malade à Cadillac, rencontra les Croquants à Sauvetat, et les dispersa après une victoire éclatante, n'ayant avec lui que trois régiments tirés de Bayonne. Il joncha le champ de bataille des cadavres des factieux, brûla le village de La Sauvetat-d'Eymet ; mais il perdit dans cette affaire six cents hommes.

Richelieu se sentit assez fort pour se venger de l'Espagne ;

Livre IX.
Chap. 8.
—
1636.

*Chroniques
bordelaises.*

1637.

Livre IX.
Chap. 8.
—
1636.

il se détermina à lui déclarer la guerre et à lui faire comprendre qu'aucune nation n'insulterait la France avec impunité. Comme la Guienne devait supporter les frais de l'expédition, le cardinal prévoyait bien que d'Épernon ne voudrait ni s'en charger ni l'encourager. En effet, le duc se prononça ouvertement contre une guerre qui allait écraser le peuple et ruiner les finances de son pays. C'était une raison de plus pour le cardinal et un moyen définitif de se débarrasser du duc et de ses enfants. En effet, il fit nommer d'Épernon chef de l'expédition; c'était le rendre l'instrument de sa propre ruine. Le duc, ne se doutant pas du piège, refusa l'honneur qu'on lui conférait, pour ne pas se rendre impopulaire. Le cardinal le fit exiler à Loches, le 13 juin 1644, et, donnant au prince de Condé le commandement de l'armée, mit sous ses ordres le jeune d'Épernon, duc de Lavalette, qui s'était retiré à Saint-Jean-de-Luz, où l'armée espagnole s'était retranchée.

1638.

*Mémoires
de M. D....
—
Collection de
Petitot,
tom. 58, p. 49.*

Louis de Bourbon, prince de Condé, qui remplaça d'Épernon en Guienne, joua un grand rôle dans les affaires du temps; il ne sera peut-être pas inutile de le faire connaître à nos lecteurs. C'était un homme d'une belle taille, air majestueux, mine fière, esprit vif, brillant et actif; plein de courage, il ne craignait pas le péril, entendait bien la guerre, ne se ménageait pas plus lui-même que ses soldats et se portait partout où il y avait un danger à braver et de la gloire à acquérir. Ami de la discipline, il la faisait respecter; généreux envers le vrai mérite, il faisait plus attention aux affaires de ses amis qu'aux siennes; ambitieux du pouvoir, non pour lui, mais pour avoir les moyens de faire du bien, il se montra constamment ferme dans la mauvaise fortune, sans faiblesse et infatigable dans le travail. Inconstant dans ses amours, il ne voyait dans les femmes que les agréments du corps; il n'avait pas pour elles les égards que des hommes bien élevés leur témoignent; cependant son inconstance se fixa enfin sur sa femme légitime. C'était un soldat, voilà tout.

Tel était l'homme du cardinal, le successeur de d'Épernon à Bordeaux. Le 26 avril, il arriva dans notre cité, presque seul et incognito, sans solennité, sans vouloir même accepter le bateau d'honneur qu'on lui avait envoyé à Blaye. Il se rendit à pied, du port chez le président d'Affis, près de Puy-Paulin, où on lui avait préparé des appartements. Après un repos de quelques jours, il partit pour Langon, Bazas, et de là à Fontarabie, dont les Français avaient commencé le siège. Toutes les villes de la province, d'après sa demande, lui envoyèrent des renforts; les Bordelais organisèrent trois compagnies de gens de pied; mais l'ennemi ayant réussi à introduire des provisions dans la place, le prince leva le siège et licencia ces nouvelles troupes. Désolé d'avoir échoué, Condé prévint de suite le roi de l'insuccès de son entreprise et l'attribua à Lavalette, donnant clairement à comprendre que l'ancien gouverneur, d'Épernon et son fils, ne voulant pas la guerre, avaient fait tout ce qu'il leur était possible pour en empêcher le succès. Le roi fut indigné de cette affligeante nouvelle; Richelieu ne l'était pas moins. D'Épernon fut exilé à Plassac, et plus tard à Loches, comme nous l'avons dit plus haut. Son fils fut appelé à Paris pour rendre compte de sa conduite. Au lieu de se rendre dans la capitale, Lavalette se sauva en Angleterre; mais son procès fut instruit, malgré son absence, et, le 22 mai 1639, « le roy, séant en son conseil, a déclaré le duc de » Lavalette vray contumax, atteint et convaincu du crime de » lèze-majesté, pour avoir, par lascheté et perfidie, abandonné » le service de Sa Majesté, au siège de Fontarabie, et de félonie, pour estre sorty du royaume sans permission de Sa » Majesté et contre son commandement; et, pour réparation, » l'a condamné et le condamne à avoir la teste tranchée sur » ung échafaud qui, pour cet effet, sera dressé en la place » de Grève, si pris et appréhendé peut estre, sinon en effigie » en un tableau qui sera attaché à une potence plantée au lieu » ordonné. Que ses biens mouvants de la couronne seront

Livre IX.
Chap. 8.
—
1638.

Girard,
Vie du
duc d'Épernon.
—
3^e Partie,
liv. XI.

Registre
du
Conseil d'État.

Livre IX.
Chap. 8.
—
1636.

» réunis et incorporez au domaine d'icelle, tous et chacuns
» ses autres biens, tant meubles qu'immeubles, acquyz et
» confisquez à Sa Majesté; que dès à présent il demeurera
» privé de ses charges et gouvernements pour en estre or-
» donné et y estre pourvu, ainsy que Sa Majesté l'ordonnera. »

La leçon était rude; c'était le triomphe de Richelieu et une satisfaction donnée à Condé. Le jeune d'Épernon s'étant réfugié en Angleterre jusqu'à ce que l'orage fût passé, Condé fut alors nommé gouverneur de la Guienne, et cette nouvelle fut transmise aux jurats, par une lettre du roi, en date du 16 octobre. Dans cet intervalle, le prince faisait route pour Bordeaux. Les députés de la ville allèrent au devant de lui jusqu'à Captieux, où ils le saluèrent de son nouveau titre. Il parut flatté de leur empressement et fier de sa charge; il fit son entrée par la porte Saint-Julien; et, après avoir passé quelques jours chez le président d'Affis, il alla s'établir au château du Hâ.

Condé ne voulait pas se tenir pour battu : il fit des préparatifs pour le printemps. Le comte d'Harcourt, qui commandait la flotte contre les Espagnols, ne s'était pas montré habile; il rallia tous ses vaisseaux dans les eaux de Toulon, où ils passèrent l'hiver. Le maréchal de Vitry fut aussi accusé de n'avoir pas coopéré assez activement au siège de Fontarabie. L'archevêque de Bordeaux avait accrédité cette accusation; mais le maréchal, homme vif, emporté et courageux, ayant rencontré ce prélat quelques jours plus tard, lui donna, en échange de son coup de langue, quelques vigoureux coups de canne. Cette affaire fit beaucoup rire à Paris et en province. Chauvigny, secrétaire d'État, écrivit, à cette occasion, au cardinal de Lavalette, le billet suivant : « Monseigneur » l'archevêque de Bordeaux a eu une grande crise avec le » maréchal de Vitry; mais il en a reçu quelques vingt coups » de canne ou de bâton, comme il vous plaira. Je crois qu'il » a dessein de se faire battre de tout le monde, afin de rem- » plir la France d'excommuniés. »

6 Décembre
1636.

Comme l'archevêque affectait de se faire passer pour un excellent marin, Richelieu crut ne pouvoir mieux faire que de le nommer adjoint au comte d'Harcourt, dont l'habileté était suspecte. Fidèle à sa nouvelle vocation, le prélat-marin se rendit en poste à Béziers, pour aider à repousser du Languedoc les Espagnols qui envahissaient tout le pays. Il fut suivi de plusieurs officiers et soldats qu'il incorpora dans l'armée, et montra tant d'ardeur, tant de zèle pour son roi et sa patrie, que les étrangers furent repoussés vers leurs montagnes. Le roi sut bon gré à l'archevêque de ses généreux efforts, et, pour lui plaire, fit arrêter le maréchal de Vitry et le fit conduire à la Bastille le 27 octobre. Sa réputation de bon soldat était faite; elle lui valut son titre de contre-amiral ou adjoint au comte d'Harcourt, en 1638. Investi de sa nouvelle charge, le prélat partit immédiatement pour la guerre, le 12 mai, accompagné du comte d'Harcourt, et avec une flotte de 39 vaisseaux, 6 brûlots et 12 flûtes, et alla mouiller dans la rade de Figueira. Convaincu que la hardiesse dans l'attaque est un élément de succès, il tomba à l'improviste sur la flotte espagnole, forte de 14 galères, 4 vaisseaux dunkerquois, et malgré le feu de cinq batteries du fort, brûla ou coula à fond tous les vaisseaux, à l'exception d'un seul, qui réussit à gagner le large et se sauva. Les Espagnols ne se découragèrent pas; ils avaient remporté des victoires dans le Roussillon; ils s'enthousiasmaient de leur succès, malgré leurs échecs sur mer. Leurs vaisseaux étaient dispersés; mais le prélat, sachant qu'il y en avait dans la rade de Laredo, sur les côtes de Biscaye, alla hardiment les attaquer, et, malgré le feu bien vif et bien soutenu des forts, s'empara de quatre galères, sous les yeux de l'ennemi. Rien ne manquait à la gloire du prélat : bon soldat, bon marin, il était l'homme du roi et de la France; il eut le commandement de la flotte de l'Océan; il prêta des secours au siège de Tarragone, écarta avec un rare bonheur un premier convoi de quarante galères et de plusieurs barques que

Livre IX.
Chap. 8.

—
1638.

22 Août 1638.

Livre IX.
Chap. 8.

1644.

l'Espagne avait envoyé au secours des assiégés; mais une seconde flotte de trente-cinq vaisseaux de ligne et vingt galères, survenant à l'improviste, le 20 août, força le courageux archevêque à s'éloigner des côtes de l'Espagne; il fit voile pour les rivages de la Provence. L'envie, qui s'attache aux pas de la gloire pour la noircir et la flétrir, poursuivit le prélat; il fut accusé de s'être mal défendu; on le rendit responsable de la dispersion de la flotte; son étoile pâlissait tous les jours de plus en plus à l'horizon; il fut disgracié et exilé à Carpentras! Un seul jour effaça toute la gloire de plusieurs années; il comprit alors que le bruit de ses prouesses n'était rien en comparaison de la paix, du calme inappréciable dont il aurait pu jouir aux pieds des autels; sa véritable gloire se trouvait, non pas à bord d'un vaisseau de guerre, mais dans le silence du sanctuaire et dans la pratique du bien. Mais ces mœurs, qui nous choquent tant aujourd'hui, étaient celles de son époque: le prélat ne croyait faire que son devoir; son siècle l'absolvait de ses écarts.

CHAPITRE IX.

Richelieu, maître de la France. — D'Épernon rentre à Cadillac et y meurt. — Mazarin ministre. — Lavalette rappelé. — Conduite de Mazarin. — La duchesse de Longueville. — La guerre de la *Fronde*. — Le jeune duc d'Épernon se brouille avec le Parlement. — Soulèvement du peuple à Bordeaux. — Une citadelle à Libourne. — Opposition du Parlement. — Une assemblée générale à l'Hôtel-de-Ville. — On jure haine éternelle à d'Épernon. — Un conseil de police et de guerre. — La ville mise en état de défense. — Conduite de Du Haumont au Château-Trompette. — Le duc promet d'éloigner les troupes, sous certaines conditions. — Le Parlement les accepte. — Le duc se rétracte. — On se prépare à la guerre, etc., etc.

Richelieu régnait et gouvernait à la fois ; il avait tout ce qui constitue la puissance suprême, il ne lui manquait que la couronne ; mais qu'importe une couronne, à qui sait manier et manie, en effet, le sceptre ? Il avait persécuté la noblesse et l'avait dépouillée, sinon de sa fierté, du moins de ses privilèges, et avait anéanti ses prétentions ; il avait avili la magistrature en la faisant servir d'instrument aux caprices du souverain. D'Épernon seul lui portait ombrage : il le fit exiler en Angleterre ; le duc de Lavalette fut condamné à mort, puis exécuté en effigie, pour avoir reculé devant les Espagnols à Fontarabie ; il échappa heureusement à la colère du tout puissant ministre. Les nobles insoumis peuplaient les prisons ou erraient dans l'indigence, auprès des cours étrangères. Richelieu voulait avoir autour de lui des esclaves avec le silence du désert ; c'était le pouvoir absolu qu'on implantait dans la nation la plus libre du monde. D'Épernon, fatigué des pénibles vicissitudes de sa vie d'exil, obtint la permission de rentrer en France ; il arriva, triste et abattu, à Cadillac, et y mourut le 13 janvier 1643 ; la Providence avait voulu lui laisser la place

Livre IX.

—
1641.

Monglat,
Mémoires,
tome I.

Livre IX.
Chap. 9.
—
1643.

*Mémoires
de M. D.....,
Collection
Petitot,
tom. 58, p. 66.*

vide : Richelieu l'avait précédé de quelques semaines dans la tombe ! Louis XIII disparut aussi, et la politique de la France prit un autre aspect. Louis XIV entra sur la scène, comme un astre brillant à l'horizon. Pendant sa minorité, sa mère, Anne d'Autriche, prit les rênes du gouvernement, et le souple et adroit Mazarin remplaça l'inflexible Richelieu. Mazarin avait une adresse admirable pour les affaires et entendait à merveille les intérêts de tous les États de l'Europe. Ferme, mais profondément dissimulé ; se possédant dans la bonne et la mauvaise fortune ; d'un abord ouvert et en apparence plein de franchise, mais sachant voiler ses sentiments et garder ses pensées ; ni libéral ni reconnaissant ; peu scrupuleux de manquer à sa parole, s'il y avait quelque intérêt ; timide, sans grandeur d'âme, il n'osait pas se venger de ses ennemis, de crainte de se perdre en les perdant ; il saisissait avec adresse toutes les occasions favorables pour avancer ses affaires et prodiguait l'argent pour se créer des amis. Il payait mal les services passés, quand il n'en attendait pas de nouveaux ; soigneux des intérêts de sa famille, fermant les yeux aux abus de ses subalternes qui employaient toutes sortes de ruses et d'intrigues pour faire affluer de l'argent dans les coffres du roi et suppléer à la prodigalité dont il ne dissimulait plus les excès. Il introduisit des désordres incroyables dans toutes les administrations et surtout dans les finances. Sa puissance croula enfin sous le poids accablant des cris, des haines et des malédictions du peuple. Voilà l'homme qui occupa une si grande place dans l'histoire de Bordeaux et de la France !

Mazarin se saisit du timon des affaires : la noblesse respira : le peuple, écrasé d'impôts, demanda à être soulagé et se livra à ses espérances ; mais le nouveau ministre, au lieu de profiter de la position que Richelieu lui avait faite, montra sa faiblesse, caressa les seigneurs qui levaient la tête, parce qu'ils ne se sentaient plus courbés sous la pesante main du cardinal Riche-

lieu. Le duc de Lavalette, exilé en Angleterre, profita de ces circonstances et sollicita la permission de faire réviser son procès. Le Parlement de Paris, saisi de cette affaire, innocentait le duc et le rétablit dans tous ses droits et charges, et même dans le gouvernement de la Guienne. Mazarin influa beaucoup sur cette décision. Le duc de Lavalette, qui prit le nom de duc d'Épernon depuis la mort de son père, en conserva toujours un profond sentiment de reconnaissance. Exilé en Angleterre depuis le mois de septembre 1639, il se hâta de rentrer dans son pays et arriva le 24 janvier 1644, à Bordeaux, où on lui fit une réception magnifique. Il fit son entrée par la porte Cailhau, et fut conduit par les jurats en robes de livrée, satin blanc et rouge, à Saint-André, et de là à son hôtel, à Puy-Paulin.

Le pays semblait tranquille, tout paraissait calme et paisible, mais l'orage grondait dans le lointain contre le successeur de Richelieu, qui gaspillait les trésors de l'État pour se concilier les bonnes grâces d'une noblesse humiliée et méfiante. « Mazarin, dit Voltaire, affecta, dans le commencement » de sa grandeur, autant de simplicité que Richelieu avait » déployé de hauteur. Loin de prendre des gardes et de marcher avec un faste royal, il eut d'abord le train le plus modeste : il mit de l'affabilité et même de la mollesse où son prédécesseur avait fait paraître une fierté inflexible. » Mais ces ménagements, bons pour d'autres temps, n'étaient plus de saison en France, où les esprits s'efforçaient de prendre une autre allure. Les nobles voulaient se relever de leur disgrâce ; le peuple était agité par Beaufort et Retz ; le prince de Conti, homme savant, mais indolent, de petite taille, peu fait pour la guerre, se laissa emporter par le tourbillon des affaires et ne contribua pas peu au désordre. La duchesse de Longueville prit aussi une part active aux troubles dont nous allons parler, et fit servir au succès de sa cause tous les agréments du corps et de l'esprit dont elle était si heureusement douée. Sa maison

Livre IX.
Chap. 9.
—
1644.

*Siècle de
Louis XIV,
chap. IV.*

*Mémoires
de M. D.....,
Collection
Petitot,
ibid.*

Livre IX.
Chap. 9.
—
1644.
Mémoires
de M. D.....,
Suprà.

était le rendez-vous des beaux esprits de son temps ; elle était jeune et heureuse ; mais il manquait quelque chose à son bonheur : son mari était vieux et n'avait aucune des qualités qui pouvaient lui plaire ; elle cherchait dans des conversations galantes et enjouées de quoi se consoler du dégoût qu'elle avait pour lui. Le duc de Châtillon fut l'objet de ses premières inclinations ; mais n'ayant pas, après son mariage, les mêmes empresses pour elle, il encourut sa disgrâce : elle conserva contre la duchesse de Châtillon, sa rivale, une haine éternelle. Le duc de La Rochefoucauld remplit, dans son cœur, la place que Châtillon avait laissée vide. Par complaisance pour elle, ce nouvel amant s'engagea à suivre sa fortune dans la guerre civile. Voilà les principaux personnages du triste drame dont nous allons voir les singulières péripéties.

Mazarin s'était engagé dans une fausse route ; au lieu de s'arrêter, ce qui n'eût pas été très-facile, il avançait toujours et semblait se hâter de multiplier les abus et de soulever les esprits.

Le Parlement de Paris, indigné de voir gaspiller les deniers publics d'une manière si peu délicate, refusa d'enregistrer de nouveaux édits bursaux et s'attira la colère du nouveau ministre. Mazarin commença à comprendre les embarras de sa position ; il aurait pu être fort et redouté en conservant les prestiges d'un pouvoir que Richelieu avait rendu redoutable ; mais en s'abaissant jusqu'à flatter ceux qui devaient le respecter et le craindre, il montra sa faiblesse et indiqua clairement aux mécontents leurs forces et leurs moyens de succès ; c'était le commencement de la guerre de la

Le 2 août, la princesse de Carignan vint à Bordeaux : elle fut assez curieuse pour désirer aller voir le château de Cadillac, dont elle avait entendu vanter la magnificence. Les jurats lui offrirent une superbe collation de fruits et de confitures de Bordeaux, et lui fournirent, à elle et à sa suite, six élégants bateaux. D'Épernon la reçut et la choya d'une manière quasi-royale.

Fronde (1). Presque tous les Parlements de France épousèrent la cause de celui de Paris. Le Parlement de Bordeaux, ordinairement si sage, fit comme les autres ; il y était provoqué par les intolérables exigences du duc d'Épernon, resté toujours fidèle au ministre qui l'avait réhabilité dans ses honneurs et charges. Héritier de l'orgueil de son père, il voulait qu'on le qualifiât d'altesse, de *prince*, et que les prédicateurs lui adressassent ce titre en leurs sermons (2). Les évêques s'opposèrent à ses prétentions ; le Parlement approuva leur résistance et résolut d'abattre cet orgueil démesuré ; un incident imprévu vint bientôt les brouiller sans ressource.

Le duc était extrêmement riche ; mais, en vieillissant, il devint avare ; appuyé sur Mazarin, il eut la faiblesse de croire que tout lui était permis. En 1648, une affreuse disette désolait l'Espagne. Des négociants de Bordeaux entreprirent d'approvisionner les marchés de la Péninsule, et demandèrent au gouverneur l'autorisation nécessaire. D'Épernon, alléché par un bénéfice de 1,200 liv., consentit à l'exportation. Cette nouvelle se colportait en ville ; le peuple, furieux, se porta en foule sur les quais et s'opposa à l'embarquement du blé et de la farine ; les jurats intervinrent, mais leur autorité fut méconnue ; d'Épernon, irrité, monta à cheval avec ses gardes et

Livre IX.
Chap. 9.
1648.

Fonteneil,
*Mouvements
de Bordeaux*
liv. I.

(1) La *Fronde* désignait le parti opposé à Mazarin. Ce mot fut d'abord employé par Bachaumont, membre du Parlement de Paris, par allusion au jeu des écoliers, qui, partagés en bandes dans les fossés de Paris, se lançaient des cailloux avec des frondes. Les gardes arrivaient pour les séparer ; mais les jeunes combattants revenaient de suite à la charge. Ce mot servait donc à caractériser les alternatives de soumission et de résistance du Parlement envers la cour et Mazarin : il fit la fortune du parti ; il échauffait les esprits ; on mit aux chapeaux des cordons qui avaient la forme d'une fronde ; tout Paris se mit à la mode : les pains, les gants, les chapeaux, tout était à la mode de la *Fronde*. (Cardinal de Retz. *Mém.*, liv. 3.)

(2) Par arrêt du 21 mai 1649, le Parlement fit défense au duc d'Épernon de se qualifier *prince de Buch*, et aux Bordelais de lui donner le titre d'altesse. D'après le préambule de cet arrêt, il paraîtrait qu'il faisait battre de la monnaie à Cadillac, ayant : d'un côté son effigie, de l'autre ses armes, et en légende, ses noms et titres, avec sa qualité de *prince*.

Livre IX.
Chap. 9.
—
1648.

quelques gentilshommes; mais le peuple se retira sans désordres, et le gouverneur ne rencontra sur le port que les femmes de la halle, des pauvres en haillons, qui se mirent à crier que le peuple mourrait de faim et qu'on ne souffrirait pas que les sacs de blé et de farine fussent portés à bord des bâtiments. Beauroche, écuyer du duc, s'avança pour haranguer la foule; mais ses discours parurent trop arrogants aux mécontents, et peu s'en fallut qu'il n'y perdît la vie.

L'état du pays était si affreux, que le célèbre Talon (Omer), dans le lit de justice du 15 janvier 1648, crut devoir révéler de triste vérités à la régente :

» Il y a dix ans, dit-il, que la campagne est ruinée, les
» paysans réduits à coucher sur la paille, leurs meubles ven-
» dus pour le paiement des impositions auxquelles ils ne peu-
» vent satisfaire, et que des millions d'âmes innocentes sont
» obligées de vivre de pain, de son et d'avoine, et n'espérer
» aucune protection que celle de leur impuissance. Ces mal-
» heureux ne possèdent aucun bien en propriété que leurs
» âmes, parce qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan ! »

Ce tableau est affligeant, trop chargé peut-être. Il faut avouer, cependant, que la misère était immense et que l'on voyait se propager, parmi toutes les classes, des principes d'insurrection, capables de produire d'incalculables maux.

En présence de cette effervescence populaire qui s'étendait tous les jours de plus en plus, d'Épernon commença à craindre pour lui-même : fier comme son père, sans en avoir la bravoure, il se renferma lâchement chez lui et abandonna l'administration à elle-même. Le Parlement, justement alarmé des agitations de la ville qui gagnaient aussi la campagne, donna un arrêt qui défendit l'exportation de farines ou de grains; il en écrivit au roi, qui révoqua, le 31 août, la permission accordée par d'Épernon aux négociants de Bordeaux. Le peuple se calma et l'ordre se rétablit; mais d'Épernon était trop irrité pour pardonner au Parlement son intervention dans

Talon,
Mémoires.

cette affaire. Comme on disait que la province était dépourvue de comestibles, il se fit donner, par les villes et principales communes, des déclarations qu'il y avait, dans le pays, plus de blé qu'il n'en fallait pour la consommation intérieure; et voulant tout à la fois se blanchir lui-même et donner un démenti au Parlement, il envoya à la reine ces pièces extorquées par la peur à l'ignorance et à l'obséquiosité servile des officiers subalternes. Mais le conseil royal, instruit en même temps par le Parlement de tout ce qui se passait en Guienne, maintint sa première décision. Dans cet état d'irritation, l'animosité du duc prit tous les caractères de la haine; il s'efforça de noircir les Bordelais dans l'esprit de la cour et donna à comprendre que le Parlement de Bordeaux allait se joindre à celui de Paris, dans les désordres dont cette capitale était alors agitée. Il fit observer à Mazarin que son autorité, comme gouverneur, était anéantie par le Parlement dans la province, et qu'en cas de révolte à Bordeaux, il n'avait pas assez de troupes pour contenir le peuple dans le devoir; que le seul moyen qu'il eût pour assurer la paix à Bordeaux et pour faire respecter le roi et son ministre, c'était de l'autoriser à construire une citadelle à Libourne, par le moyen de laquelle il serait maître de la Dordogne, comme il l'était déjà de la Garonne par son château de Cadillac, et pour, en cas de révolte, couper les vivres aux Bordelais insurgés. Son projet fut goûté et approuvé par la reine; tout semblait sourire à la vengeance du gouverneur. Il ordonna aux communes voisines d'envoyer des hommes à Libourne pour aider à la construction de la citadelle. Dans ce temps, les troupes rentraient de la Catalogne en Guienne; le duc leur assigna, pour quartier d'hiver, les villes de La Réole, Bazas, Saint-Émilion, Cadillac, et les gros villages de l'Entre-deux-Mers; il voulait les avoir prêtes à appuyer ses prétentions. Tout fier du succès de ses ruses, il se rendit à Bordeaux, et considérant l'accueil empressé qu'on lui fit comme une preuve de timidité, il se crut maître du Parle-

Livre IX.
Chap. 9.
—
1648.

D. Devienne,
liv. VI.

Livre IX.
Chap. 9.

1648.

Fontenell,
*Mouvements
de Bordeaux*,
liv. 1, chap. 3.

1649.

Fontenell,
ibid,
liv. 1, chap. 3.

ment et de la ville ; il fit porter les meubles de son hôtel de Puy-Paulin au Château-Trompette , avec des provisions de bouche et de guerre, fit braquer ses canons contre la ville et la rivière, et envoya Desaugeys s'emparer de Bourg, qui était la clé de la Gironde. Le Parlement se voyant à la discrétion d'un ennemi puissant et vindicatif, crut devoir résister ; mais avant de rien entreprendre, il invita le duc à se rendre à une assemblée générale, afin d'avoir de sa bouche des renseignements positifs sur toutes les mesures qu'il prenait. Le duc s'y rendit ; la discussion fut vive. Conformément à l'un des anciens privilèges de la ville, on exigea que les troupes ne fussent cantonnées qu'à la distance de dix lieues de Bordeaux. Le duc prétendait que cette affaire était en dehors des attributions du Parlement et faisait partie des siennes. On lui répondit qu'il n'était qu'un simple conseiller, qu'il devait entendre et discuter les raisons de la Compagnie, et nullement donner des ordres, surtout des ordres qui étaient des violations des privilèges les plus précieux de la cité. On continua la délibération ; mais au moment d'aller aux voix, le duc se leva impatient et se retira. L'arrêt fut rendu et notifié par un huissier au duc, afin qu'il éloignât les troupes. Mais, loin d'obtempérer à cette injonction, il fit jeter l'huissier en prison, chargea Filouze, major du Château-Trompette, d'y transporter, la nuit suivante, toute l'artillerie du Fort du Hâ, et partit pour Cadillac, après avoir nommé Roquette de Carles commandant de ses forces. Il resta sourd aux sages remontrances des conseillers, de Salomon et Duval, promit beaucoup, mais, sous les prétextes les plus frivoles, retarda l'exécution de ses promesses. Pendant ce temps, il fit avancer les troupes vers Libourne, désarma les paysans et se mit en mesure de réaliser ses vœux ; mais les troupes étaient tellement indisciplinées, que les propriétaires abandonnèrent leurs maisons et leurs propriétés plutôt que de recevoir chez eux des pillards pour qui rien n'était sacré. C'était un désordre général et affreux ; et ce qui était

plus affreux encore, c'était la connivence du duc, ou au moins son indifférence à la vue de ces scènes déplorables.

Le Parlement, indigné de la conduite du duc, ordonna une assemblée générale à l'Hôtel-de-Ville : tous les bourgeois s'y rendirent, ainsi qu'un grand nombre d'artisans, d'étudiants, de clercs, de procureurs et de gens des classes inférieures. Le président d'Affis y alla avec les conseillers Suduirant, Sabourin et l'avocat général Du Sault; ils représentaient le Parlement. D'Affis exposa l'état des affaires, les desseins du duc dans la construction de la citadelle, et engagea le peuple à faire cause commune avec le Parlement, pour éloigner les troupes et maintenir les privilèges de la ville. A cet appel, la foule répondit par des acclamations étourdissantes et répétées. Les jurats affirmèrent que le duc n'avait aucune intention d'empiéter sur les droits et privilèges des bourgeois, et demandèrent qu'on lût au peuple une lettre de lui, qu'ils déposèrent sur le bureau; mais le peuple se récria et couvrit leurs voix de ses huées et de ses menaces. D'Affis voulut mettre sa proposition aux voix; les jurats protestèrent contre cette violation de leurs droits, et lui dirent que les membres du Parlement n'avaient que le droit d'assister aux assemblées du peuple, pour voir s'il ne s'y passait rien de contraire au service du roi, mais qu'ils ne pouvaient rien proposer. D'Affis déclara qu'il ne faisait que répondre au vœu du peuple et n'entendait pas exercer un droit. Les jurats essayèrent de nouveau de faire lire la lettre du duc devant le public, et d'obtenir pour le jurat Ardant et le clerc de ville Claveau, qui arrivaient de Cadillac, la faculté d'exposer les sentiments de d'Épernon. Mais le peuple se souleva tumultueusement contre les jurats et menaça de se porter aux plus fâcheuses extrémités contre eux, s'ils persistaient dans leur opposition au Parlement. On alla aux voix, et l'union avec la Compagnie fut votée presque à l'unanimité.

C'était beaucoup pour le Parlement, mais ce n'était pas

Livre IX.
Chap. 9.
1649.
Registres
du Parlement.

assez pour le peuple : il exigea qu'on ôtât au jurat Calvimont la garde du Fort du Hâ. Le Parlement se réunit et fit prévenir les jurats des vœux du peuple, et le soir même remplaça le jurat Calvimont. Il ne borna pas là ses soins : il établit un conseil de guerre et de police, composé de deux présidents à mortier, de deux présidents aux enquêtes, de quatre conseillers de grand'chambre, d'autant de la chambre des enquêtes, d'un des gens du roi, d'un trésorier de France, d'un secrétaire, d'un conseiller au sénéchal, d'un chanoine de Saint-André, d'un chanoine de Saint-Seurin, de deux jurats et de deux bourgeois, Fouques et Constant, nommés par les jurats. Comme les capitaines des troupes passaient pour être amis du duc, on les remplaça par des membres du Parlement : Taranque, Cursol, Fayard, Muscadet, Massip, d'Alesme, Mosnier, Jhibant, Voisin, Marans, Volusans, La Roche et de Mons, tous conseillers. Le Château-Trompette était pour d'Épernon ; le Parlement s'assura du Fort du Hâ et en confia la garde aux conseillers d'Espagnet et de Bordes, avec ordre de barricader les rues et avenues du Château-Trompette. Défense fut aussi faite aux villes et communes de fournir des hommes, de l'argent ou des matériaux pour la citadelle de Libourne, et aux gentils-hommes de faire aucune levée d'hommes de guerre, sans la permission du roi.

Il fallait, en outre, mettre la ville en état de défense, et pour cela y porter les canons et les boulets qui se trouvaient aux Chartrons. Les conseillers Taranque, Mirat et l'avocat général Du Sault allèrent les chercher ; mais en remontant la rivière, avec leurs bateaux chargés de onze canons et d'une grande quantité de boulets, ils reconnurent Du Haumont, sur le parapet, avec deux cents soldats prêts à faire feu, s'ils n'abordaient pas au pied du château. Les commissaires protestèrent en vain contre cette atteinte portée à leur liberté et affirmèrent qu'ils étaient les fidèles serviteurs du roi. Du Haumont répéta, en jurant, qu'il ne s'agissait pas de leur fi-

délité au roi, mais des canons, et de se conformer à ses ordres. Ils se rendirent enfin à ses désirs et s'engagèrent à laisser les canons aux Chartrons, à condition qu'il ne les fit pas porter au château. Comme cette scène durait plus d'une heure, le peuple s'arma, fit des barricades et se disposa à porter des secours aux commissaires. Mais en sortant par la porte du Chapeau-Rouge, on aperçut les commissaires, à qui Du Hautmont avait permis de passer. Le Parlement décrète le commandant du château de prise de corps ; mais tous ces arrêts n'étaient que des chiffons de papier pendant la guerre civile : la justice se taisait devant la force, la voix des Bordelais ne parvenait pas même au trône ; la cour était pour d'Épernon, qui poussait le mépris pour le Parlement jusqu'à intercepter les lettres qu'on adressait contre lui à la reine ; et, en réponse aux vaines menaces de la Compagnie, alla établir son quartier général à Créon, à quatre lieues de la ville.

Tout annonçait aux Bordelais un triste avenir ; la guerre civile paraissait imminente. Le Parlement, dans un esprit de conciliation, envoya une députation auprès du duc pour l'engager à éloigner les gens de guerre qui pillaient les maisons, incendiaient les châteaux et les églises, massacraient les prêtres aux pieds des autels, et ne respectaient rien, pas même les femmes et les filles éplorées de leurs malheureuses victimes. On lui fit observer aussi que le Parlement n'avait pas pressé l'exécution de ses arrêts pour l'éloignement des troupes, parce qu'il se flattait que le duc lui-même, par amour pour ses concitoyens et pour le bien public, s'empresserait, si non à devancer leurs vœux, du moins à les réaliser. Le duc écouta avec attention ces remontrances et promit d'y faire droit aux conditions suivantes : 1° que le dernier arrêt serait supprimé ; 2° que les portes de la ville ne seraient plus gardées par la milice bourgeoise ; 3° que le Fort du HA serait remis au commandant qu'il désignerait. Le Parlement souscrivit à ces conditions, et envoya des conseillers à Cadillac pour en informer le

Livre IX.
Chap. 9.
—
1649.

gouverneur. On se croyait à la veille d'un arrangement ; on en était bien loin. D'Épernon, voyant le Parlement à ses genoux, éleva de nouvelles prétentions pour grandir son triomphe. Il venait d'apprendre, en outre, que la Compagnie avait demandé au roi la suppression de la Cour des Aides, et lui avait interdit la continuation de ses fonctions. Protecteur de la Cour des Aides, il s'irrita de ces mesures, reçut mal les députés et rétracta sa parole, sous le prétexte que le Parlement de Bordeaux entretenait une correspondance régulière avec celui de Paris, alors en guerre avec son ami Mazarin, le fidèle ministre de Sa Majesté ; ce qu'il considérait comme un acte de rébellion qui méritait un châtimement exemplaire.

Toute négociation était rompue, tout espoir de paix et de bonne entente évanoui ; les Bordelais, consternés, se préparèrent à la guerre, et jurèrent de se défendre contre d'Épernon. On constata la quantité d'armes et de provisions de toutes sortes qu'il y avait en ville ; on leva de nouvelles troupes, et on fit murer les portes du Fort du Hâ ; tout annonçait, à Bordeaux, une résistance désespérée contre le duc, qu'on regardait comme un ennemi commun.

Dans cet élan de haine contre d'Épernon, il y avait plus d'entraînement que de réflexion ; il conservait toujours dans la ville beaucoup de partisans et même d'amis dévoués, qui, forcés de suivre le torrent, ne se crurent nullement liés par leurs serments ; ils restèrent fidèles au duc et continuèrent à lui donner avis de ce qui se passait ; d'autres sortirent de la ville pour lui offrir leurs services. Mais le Parlement, dans la crainte que ces défections n'eussent une mauvaise influence sur l'esprit public, donna un arrêt par lequel il était défendu à toute personne en charge et aux principaux habitants de sortir de la ville sans congé, sous peine de 10,000 liv. d'amende. Le remède était pire que le mal ; on y voyait une preuve de faiblesse. La désaffection se propagea dans la ville ; l'émigration continua sous un prétexte ou un autre, et le Parlement

se vit obligé de prendre des mesures plus efficaces. On établit un conseil de police ; on mit des gardes aux portes ; on changea les capitaines suspects ; on forma trente-six compagnies, composées de 20,000 hommes effectifs, sous les ordres de quelques conseillers du Parlement ; on fit des barricades, et tous les jours les troupes s'exerçaient au maniement des armes sur les places publiques : Bordeaux semblait un véritable camp.

Livre IX.
Chap. 9.

—
1649.

LIVRE X.

CHAPITRE PREMIER.

Lettre de d'Épernon au Parlement. — La réponse. — D'Épernon attaque le château de Vayres. — De Gourgues capitule. — Le seigneur d'Anglade condamné à mort. — Chambaret offre ses services au Parlement. — Il est nommé commandant en chef des forces parlementaires — Ses discussions avec les jurats. — Il attaque les Épernonistes à La Tresne. — Il rentre à Bordeaux en triomphe. — Un conseil de finances à Bordeaux. — Nouveaux sacrifices pour de nouvelles levées d'hommes. — Le clergé et les jurats refusent de participer aux mesures proposées. — Une assemblée générale, etc., etc.

Livre X.

—
1649.

Fonteneil,
liv. I, ch. V.

D'Épernon voyait avec peine les préparatifs du Parlement; il s'était trompé dans ses calculs. Il se croyait maître des Bordelais; mais les Bordelais se préparaient à lui faire sentir leur colère et à lui imposer la loi. Il écrivit au Parlement la lettre suivante, où, tout en voulant parler en maître, il adoucit soigneusement son langage : « Messieurs, dit-il, la considération » que j'ai pour le Parlement et la ville de Bordeaux et le désir » de conserver la tranquillité de cette province, m'obligent, » avant de prendre aucune résolution, à vous prier de m'écclaircir de vos intentions. Vous avez recherché des unions » extraordinaires; vous avez pris les armes et les avez fait » prendre à la ville; si c'est pour le service du roi et la reine » régente, ces peines sont inutiles. Vous n'avez point d'ennemis. Personne n'est plus attaché à leurs intérêts que je le » suis. Si, sous prétexte du bien public, on veut choquer les » intérêts de la reine, ces unions ne peuvent être que préjudiciables au service du roi et au bien de l'État, puisque cette » affaire intéresse la tranquillité de cette province dans la » quelle vous n'ignorez pas l'autorité que le roi m'a confiée. » Je vous prie de me faire connaître clairement vos intentions,

» afin que je sache si je dois vous regarder comme des gens
» armés contre l'autorité souveraine, ou continuer à me dire,
» comme je le désire passionnément,

Livre X.
Chap. 1.
1649.

» Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

» D'ÉPERNON. »

Cette lettre paraissait n'être qu'une affaire diplomatique ; elle est une preuve de l'étroite politique du duc. Il était l'agresseur ; les Bordelais ne faisaient que se défendre. Il s'était emparé du moulin du Ciron, chargé d'approvisionner les boulangers de la ville ; il interceptait les farines transportées à Bordeaux par la Garonne et la Dordogne. Son écuyer Beuroche s'était rendu maître du château de Langoiran, qui appartenait au président d'Affis. Ses gens de guerre avaient pillé et dévasté la maison de campagne du sieur d'Espagnet, à Connilles, près Libourne, et les propriétés des membres du Parlement avaient plus ou moins souffert de la part de ses troupes indisciplinées. Tout cela ne prouvait que trop clairement les torts du duc et la louable longanimité du Parlement.

Cette lettre, qui semblait faite pour dévoiler les fautes et les petites ruses du duc, servait en même temps à révéler les sentiments du Parlement. Dans une réponse bien pensée, bien écrite, la Compagnie repoussa les soupçons que le duc faisait planer sur sa fidélité au roi ; elle lui dit formellement, que si Bordeaux avait pris les armes pour défendre ses libertés, lui seul en était cause ; elle lui rappela ses torts et son imprudente conduite, et termina sa réponse par ces paroles remarquables : « Le service de Leurs Majestés, Monsieur, consiste à maintenir la province en paix. Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour cela. Il est aisé de décider, maintenant, qui de vous ou de nous a troublé le repos public, et qui par là a manqué au service du roi. Dans le désir que nous avons de pourvoir à la sûreté de cette ville

Livre X.
Chap. 1.
1640.

» et à la tranquillité de ce ressort, nous voulons bien encore,
» tout innocents que nous sommes, que la chose passe pour
» incertaine ; daignez seconder nos vœux et nos intentions
» par les remèdes qui sont en votre disposition et qui ne dépendent
» que de votre affection pour cette province. Quand
» vous délivrerez Bordeaux de ses plus justes inquiétudes, en
» éloignant les gens de guerre ; quand vous lui accorderez la
» liberté de sa subsistance, en remettant le moulin du Ciron,
» la citadelle de Bourg, etc., etc., dans le premier état ;
» quand vous ferez cesser la continuation d'une citadelle à
» Libourne, que vous n'avez entreprise que pour nous donner
» des chaînes, les armes nous tomberont aussitôt des mains,
» et vous verrez que la ville de Bordeaux ne les a prises
» qu'avec peine et seulement pour se défendre. C'est par là
» que vous nous permettrez de suivre l'inclination que nous
» conservons à demeurer, très-honoré seigneur, vos bien-aimés
» serviteurs, les gens tenant la Cour du Parlement de Bordeaux.

» *Signé* : DE LA ROCHE.

» Écrit à Bordeaux, en Parlement, les Chambres assemblées, le 2 avril 1649. »

Cette réponse était ferme, convenable et d'une nature conciliatrice ; on en attendait d'heureux résultats. Mais ces douces espérances furent bientôt évanouies. Le Parlement poussa avec activité ses préparatifs ; deux régiments se disposèrent à marcher sur Libourne et à agir de concert avec une flottille qui devait remonter la Dordogne. On invita les gentilshommes à venir au secours de la ville ; mais la crainte des uns, la prétention des autres à commander les troupes, la prudente neutralité de ceux-ci, la reconnaissance ou l'attachement de ceux-là au duc, tous ces motifs concouraient à priver le Parlement des secours des gentilshommes et à le laisser presque seul vis-à-vis d'un adversaire puissant et vindicatif. Le duc

avait d'ailleurs l'appui de Mazarin ; la cour ne faisait aucun cas des lettres du Parlement ; il avait même des amis au sein de la Compagnie elle-même, à Bordeaux, qui lui donnaient avis de la conduite, des projets et même des plus secrètes délibérations concernant les partisans du duc, qui, de son côté, arrêtaient les courriers, interceptait les dépêches, ouvrait les malles et brûlait ou gardait les lettres qui compromettaient ses intérêts, et faisait tout ce qu'il pouvait pour froisser le Parlement. Les arrêts n'étaient que du bruit ; mais les coups par lesquels d'Épernon leur répondait étaient de tristes réalités qui tombaient comme du plomb sur les malheureux Bordelais et les écrasaient sans défense.

Ayant appris que les troupes du Parlement allaient partir pour Libourne, le duc songea à se rendre maître du château de Vayres, appartenant au président de Gourgues. Le capitaine de Gourgues, frère du président, demeurait au château ; il fut prévenu de bonne heure des desseins de d'Épernon. Il en informa le Parlement, qui s'empressa de lui envoyer des provisions de blé et des munitions de guerre, avec deux cents volontaires qu'en fit entrer la nuit au château, sous les ordres de Blanc de Polignac, La Roque (de St-Macaire), La Lande (de Bayonne), Richon et Dupuy ; ces deux derniers devaient rester avec de Gourgues, et les autres rentrer à Bordeaux. On se mit à fortifier le bourg ; la défense en fut confiée à Rousseau, vieux militaire, très-populaire à Vayres. On fit les retranchements nécessaires ; on inonda les prairies voisines, et tout fut préparé pour une résistance des plus opiniâtres. Mais la discorde se mit dans le château ; peu content des paroles blessantes de Gourgues, Rousseau se retira, et avec lui la plupart des habitants du bourg gagnés par la séduction de Pontac-d'Anglade, partisan de d'Épernon. La conduite par trop équivoque du capitaine de Gourgues fit naître de graves soupçons sur ses intentions ; il vivait dans l'intimité avec le seigneur d'Anglade et parlait souvent, et comme à dessein,

Livre X.
Chap. 1.
1649.

Fonteneil,
ibid.

Livre X.

Chap. 1.

1649.

D. Devienne,

liv. VI.

avec lui, des suites d'une résistance inutile. Enfin les Épernonnistes arrivèrent et à peine resta-t-il dans les retranchements quarante hommes pour les défendre ; ils étaient sous les ordres de Virevalois, bourgeois de Vayres. Ces hommes, se voyant abandonnés, se découragèrent ; alors trente Bordelais sortirent du château pour les renforcer et les engagèrent à attendre l'ennemi de pied ferme ; mais que pouvait faire une poignée d'hommes contre les trois bataillons des régiments d'Anjou, de Guienne et de la Marine, sous les ordres d'un officier expérimenté, M. Marin, et appuyés d'un escadron de cavalerie ? Repoussé d'abord du côté du pont, Marin partagea ses troupes en trois corps, dans la plaine de Saugraussan ; il somma les assiégés de se rendre ; mais, vaincre ou mourir, c'était là leur seule réponse. L'attaque fut enfin ordonnée sur les trois points les plus faibles du bourg que d'Anglade avait pris le soin d'indiquer à Marin. Les Épernonnistes pénétrèrent dans le cimetière que les parlementaires venaient d'abandonner. Le curé, nommé Junca, priait au pied de l'autel pour le triomphe des troupes parlementaires ; dès qu'il s'aperçut que les Épernonnistes étaient arrivés, il courut fermer la porte de l'église ; mais un soldat lui tira un coup de mousquet et le tua sur la place. On pilla l'église, on profana les ornements, on emporta les vases sacrés, et on fit entrer les chevaux dans le sanctuaire, après y avoir commis les actions les plus indécentes, les crimes les plus abominables.

Le combat continua toujours avec acharnement. Pour se mettre à couvert des balles qui pleuvaient sur eux du haut des remparts et de la tour, ils amoncelèrent des barriques ; et, grâce à cet abri et aux ténèbres de la nuit, ils s'approchèrent des murailles et s'emparèrent d'une contrescarpe de fossé ; leur perte en hommes y fut considérable.

Ayant épuisé leurs munitions, les assiégés allèrent en demander à de Gourgues, caché dans un appartement obscur ; rêveur et étonné, il refusa la poudre et parla, avec une cour-

pable lâcheté, de capituler. On lui représenta la honte qui rejaillirait sur son nom, les avantages et la possibilité d'une défense heureuse, et les conséquences que leur courageuse résistance aurait sur les affaires du pays. Il resta sourd aux inspirations de ses héroïques compagnons d'armes, et résolut d'exécuter son projet de capitulation. Les Bordelais, indignés, ne savaient que faire ; ils étaient en présence de la mort ; leur sort se trouvait entre les mains d'un traître ! De Gourgues, insensible à leurs cris, régla le lendemain les conditions de la capitulation, mais sans aucune des précautions employées en pareil cas, sans égard pour l'honneur des assiégés, sans garantie même pour leur vie. On se rendit à discrétion, comme si le château, qui eût pu faire une longue résistance, eût été réduit à la dernière extrémité. Enfin, la porte s'ouvrit pour recevoir les Épernonistes ; il fallut toute l'énergie de Marin pour les empêcher de massacrer les assiégés ; on les dépouilla de leurs armes et même de leurs habits ; ils subirent les traitements les plus infâmes ! A peine l'ennemi eut-il arboré son drapeau sur les murs, qu'on vit arriver un renfort de Bordeaux, sous la conduite de Blanc et de Pontcastel ; c'était trop tard, ou plutôt de Gourgues céda trop tôt à sa lâcheté ; une vigoureuse résistance, prolongée de quelques heures seulement, eût sauvé le château. Le renfort regagna vite ses chaloupes et rentra à Bordeaux ; mais la triste nouvelle de la prise de Vayres le devança et jeta les Bordelais dans une grande consternation. La capitulation de Vayres était un crime dont on reconnaissait en secret l'énormité, mais dont on ne parlait pas, pour ne pas augmenter les chagrins de la famille de Gourgues, si justement estimée, si généralement respectée et si vivement affligée de la faiblesse d'un de ses membres. Il était coupable ; mais Pontac-d'Anglade l'était davantage ; c'était lui qui recélait les pillards et les objets volés chez les bourgeois et les paysans ; c'était lui qui avait indiqué à Marin les parties les moins défendues du

Livre X.
Chap. 1.
—
1649.
Fonteneil,
liv. 1.

bourg, qui arrêtait les courriers pour savoir les secrets des Bordelais et qui avait toujours été le partisan de d'Épernon et l'adversaire du Parlement. On ordonna d'instruire son procès ; le Parlement arrêta qu'il serait appréhendé au corps, que ses biens seraient saisis pour répondre des dommages qu'il avait causés aux particuliers ; il fut condamné à mort et exécuté en effigie.

Fonteneil,
ibid.

Cette rigueur du Parlement n'était qu'une faible consolation pour le peuple dans ses malheurs ; il lui fallait du pain et non de vains arrêts sans exécution. Toutes les ressources d'approvisionnement étaient taries, tous les convois interceptés ; la famine paraissait imminente. On transporta toutes les farines en ville, dans des magasins, pour être distribuées selon les besoins et d'après un relevé de la population ; on donna au peuple alarmé l'assurance que la ville avait des provisions pour un an. Mais ce qui releva encore mieux, pour le moment, les esprits abattus, c'était l'arrivée du marquis de Chambaret, qui venait offrir ses services au Parlement ; le marquis était un capitaine distingué et connu par sa valeur et son intrépidité ; c'était l'homme nécessaire. Les Bordelais acceptèrent ses services ; il fut nommé commandant en chef des troupes, eut douze gardes et fut logé aux dépens de la ville ; on le reçut comme un sauveur.

Pendant ce temps, les troupes de d'Épernon ravageaient les environs : les paysans demandaient des armes et des chefs pour repousser ces brigands. Le Parlement, à cet effet, désigna le sieur Maleret pour Saint-Loubès et les paroisses voisines, le sieur Breton pour Floirac et Cenon, le sieur Bordes pour Bouliac, avec des permissions générales d'acheter des armes et des munitions de guerre. Par ces mesures, on voulait aguerrir les habitants de la campagne et leur fournir les moyens de traquer les Épernonistes par des embuscades. Chambaret avait la confiance du peuple et se faisait craindre des Épernonistes : il se plaignit de l'insuffisance de ses trou-

pes et hâta la formation d'un nouveau régiment du Parlement ; mais l'argent manquait, et avec l'argent les hommes. De son côté, le marquis ne demandait que les moyens de combattre avec honneur ; mais il ne voulait pas, par une coupable témérité, risquer sa réputation, qui dépendait du succès de ses premières armes. Enfin, les officiers du Parlement donnèrent un quartier de leurs gages pour faire une nouvelle levée ; leur exemple stimula les riches, et on réussit enfin à compléter les fonds nécessaires. Le zèle du Parlement ne s'arrêta pas là ; il députa vers le roi le président d'Affis, le conseiller Mirat et l'avocat général de Lavie, pour lui dépeindre toutes les misères de la province, la tyrannie de d'Épernon, le désespoir du peuple, et pour solliciter en faveur de Bordeaux les effets immédiats de sa justice et de sa bonté.

Dans cet intervalle, Chambaret s'efforçait de ranimer le courage abattu des Bordelais ; mais il rencontrait toujours, à tous ses projets, quelque obstacle imprévu, quelque opposition de la part des amis du duc dans la ville. Depuis qu'il avait été nommé généralissime, il avait introduit à Bordeaux le régime militaire et donnait le mot du guet ; les jurats, presque tous dévoués à d'Épernon, réclamèrent ce privilège comme gouverneurs-nés de la ville. Cette affaire fut portée devant le Parlement, qui, voulant ménager tous les partis et éloigner tout sujet de mésintelligence, décida, comme *mezzo termine*, que le premier jurat ferait quatre billets, dont un, tiré par le premier-président, serait le mot du guet et serait communiqué de suite au premier jurat et au marquis, chargé de le transmettre au major de la ville. Cette mesure conciliatrice ne contenta pas les jurats ; le marquis, dans l'intérêt de la paix, se désista de ses prétentions.

Mais l'inaction ne convenait pas au caractère du marquis ; les dissensions intérieures auraient fini par refroidir son zèle ; il laissa donc là les jurats et leurs privilèges, et, portant son attention sur les affaires du dehors, ne demandait pas mieux

Livre X.
Chap. 1.
—
1649.

Fonteneil,
ibid, chap. 8.

Fonteneil,
Suprà.

Livre X.
Chap. 4.
1649.

que d'en venir aux mains avec l'ennemi, et de confirmer, par quelque coup d'éclat, la haute opinion qu'on avait conçue de ses talents et de sa valeur. Une circonstance favorable se présenta ; il en profita. Le régiment de Créqui, composé de deux cent cinquante hommes, avait établi son quartier à Camblanes, à Quinsac, et dans les paroisses voisines. Le marquis, dans le dessein de les surprendre, prépara un camp volant de trente-cinq chevaux légers, sous les ordres de Martin de Barès, et d'un corps de cent cinquante fantassins et vingt cavaliers volontaires, commandés par lui-même, mais conduits sur le lieu d'attaque par Jules Duverger. La cavalerie passa la rivière à La Bastide ; l'infanterie dut monter jusqu'à Bernichon, dans des bateaux, et attendre près du château du président Lattresne l'arrivée de la cavalerie ; mais les chaloupes n'ayant pas assez de marée pour remonter si haut, échouèrent sur le sable. Le marquis arriva ; tout surpris de ne pas trouver au rendez-vous ses fantassins, il ne sut quelle mesure prendre ; il y avait de l'imprudence à attaquer ; il y avait de la honte, de la lâcheté à fuir. Il tint un conseil de guerre ; tout le monde vota pour le combat ; une seule voix s'y opposa, c'était celle de La Roque, qui méditait une trahison. Fier de l'accord de sa petite troupe, Chambaret passa à la maison de campagne du conseiller Raymond, où il fut renseigné sur la position de l'ennemi ; il avança par un défilé, culbuta sept ou huit cavaliers qui formaient un avant-poste, et les poursuivit jusqu'au bourg, où, enhardis de ce premier succès, les Bordelais fondirent sur les Épernonistes qui s'étaient postés derrière les maisons, et les poursuivirent en désordre vers Quinsac. A leur retour à Camblanes, ils rencontrèrent des paysans qui assommaient sans pitié les Épernonistes restés en arrière ; c'était une réaction impitoyable avec toutes les horreurs de la vengeance ! Revenus de leur frayeur, les Épernonistes se rallièrent avec un autre escadron, à Quinsac, et revinrent reprendre le terrain qu'ils avaient perdu. Mais ayant appris que l'infanterie

était débarquée et marchait en bon ordre au secours de la cavalerie, ils quittèrent la partie et se dirigèrent vers Créon.

Chambaret rentra à Bordeaux au bruit des acclamations du peuple ; on le porta en triomphe, on le couronna de lauriers ; l'enthousiasme fut à son comble ! Il exposa au conseil de police l'état de ses troupes, et demanda, non pas les moyens de se défendre, mais plutôt ceux de prendre l'offensive. On reconnut que ses forces étaient insuffisantes, et, pour l'aider à donner un libre essor à son courage, le Parlement ordonna, par arrêt du 17 avril 1649, que tous ceux qui voudraient servir le roi donneraient leurs noms au marquis de Chambaret. On lui remit 20,000 livres pour lever deux compagnies de cavalerie. Voulant aussi parer aux éventualités de l'avenir, on établit un comité de finances, composé du président Latresne, des conseillers Lestonnac, Sabourin, Duval, Massiot ; d'un député de chaque corps et de deux bourgeois ; Jacques Duduc et Philibert Du Sault furent nommés commissaires. Le Parlement, qui s'était déjà distingué par sa générosité, voulut donner une nouvelle preuve de son patriotisme : chaque conseiller remit trois cents livres de plus entre les mains du conseiller Duval. Le lendemain, le conseiller Trancars offrit de lever un régiment, cinq compagnies de cavalerie de 150 hommes, à raison de 42,000 livres par compagnie. Le conseiller La Roche alla plus loin, tant le zèle est contagieux : il offrit de lever un régiment d'infanterie de dix compagnies, moyennant 4,200 liv. la compagnie. Ces exemples trouvèrent de l'écho dans un grand nombre de familles respectables de la ville ; c'était partout une rivalité de zèle. On engagea le clergé à écrire au roi, pour le prier de faire cesser les maux qui pesaient sur la Guienne ; mais le clergé, comme les jurats, blâmait la résistance des Bordelais, et le vicaire général, dont la famille était au service du duc, refusa toute participation aux mesures proposées. Le Parlement n'ayant pas de droit sur le clergé, essaya d'intéresser les jurats dans la cause populaire et leur

Livre X.
Chap. 1.
—
1649.

D. Devienne,
ibid.

Livre X.
Chap. 1.
—
1649.

ordonna de convoquer les cent trente qui composaient l'assemblée générale. Les jurats, dévoués à d'Épernon, s'y refusèrent; mais le Parlement passa outre, et fit convoquer, pour le soir même, l'assemblée générale par le président de Gourgues aîné, Blanc-Mauvesin, Lescure, le procureur général, qui étaient chargés d'y représenter la Compagnie. Une députation au roi fut résolue : deux bourgeois, Constant, avocat, et Fouques, négociant, en firent partie. Ils devaient porter leurs doléances au pied du trône; mais Mazarin était là pour repousser les plaignants; leur voix n'arrivait jamais sans commentaires défavorables à l'oreille du prince. On avait laissé d'Épernon dans le Bordelais, on le retrouvait à Paris !

CHAPITRE II.

Défaite des Épernonistes à Camblanes. — Leurs ravages dans les environs. — Les Bordelais arment une flotte. — Arrivée du marquis d'Argenson. — Lettre du roi. — Les troupes de d'Épernon pillent les églises. — Profanation des Saintes espèces. — Un traité. — Les Bordelais l'observent, les Épernonistes n'en tiennent pas compte. — Leur mauvaise foi. — D'Argenson feint de vouloir faire cesser les travaux de la citadelle de Libourne. — Le Parlement fait beaucoup de sacrifices. — Le peuple furieux. — D'Argenson craint pour sa vie. — Il quitte Bordeaux. — Sa déclaration. — Il la désavoue. — Préparatifs de guerre. — La flotte. — L'armée marche sur Libourne.

La nouvelle de la défaite de sa cavalerie à Camblanes affligea d'Épernon; il rallia ses troupes et revint sur le théâtre de sa mauvaise fortune, pour venger son affront et reprendre l'offensive. Les habitants de Camblanes s'attendaient à des rigueurs impitoyables; ils se renfermèrent dans l'église et refusèrent de se rendre. Le commandant attendit la nuit, et, à la faveur des ténèbres, fit avancer, à la porte de l'édifice sacré, des barriques et des matières combustibles. Le feu se communiqua au clocher, et tous ceux qui s'y tenaient, hommes, femmes et enfants, périrent dans les flammes. Une jeune fille échappa; mais, poursuivie par un soldat qui allait la rendre victime d'une passion brutale, elle courut se jeter dans le feu, ne voulant pas souiller sa vertu : la mort lui paraissait préférable à l'infamie. Un capitaine du régiment de Guienne, témoin de son héroïsme virginal, s'élança et l'arracha aux flammes, assurant le respect de sa vertu au milieu de cette soldatesque indisciplinée. Le malheureux revint encore pour assouvir sa criminelle passion; mais le généreux capitaine

Livre X.

1049.

Fonteneil,
liv. 1, chap. 9.

Livre X.
Chap. 2.

1649.

D. Devienne,
liv. VI.

plaça la timide vierge derrière lui, et après une lutte opiniâtre, étendit ce forcené, sans vie, à ses pieds.

Les Épernonistes, après avoir dévasté la paroisse de Camblanes, allèrent ravager La Tresne, Carignan et les autres localités limitrophes. Ils essayèrent de pénétrer dans Bouliac; mais l'avocat Desbordes, secondé de quelques troupes et des paysans, repoussa ces hordes vagabondes; elles se rallièrent à Tresses, où elles séjournèrent quelques jours, et commirent des excès de toute sorte avec une déplorable impunité.

Pendant tout ce temps, les Bordelais ne cessaient pas un instant de se préparer aux éventualités prochaines; ils armaient la flotte et en donnèrent le commandement au chevalier de Pichon. Mais les finances étaient obérées, et sans argent point de soldats. On proposa alors de prendre des sommes considérables déposées au greffe des consignations. Le conseiller Pommiers repoussa cette proposition par des considérations très-sages, mais sans valeur en face de la plus sérieuse nécessité. On s'empara de l'argent, mais en prenant des mesures pour en assurer le remboursement. De nouvelles levées furent donc faites : il en était temps, car les Épernonistes venaient jusque sous les murs de Bordeaux, pillant les maisons, brûlant les églises, massacrant les prêtres, et renouvelaient les tristes scènes des guerres de religion. Alors le Parlement ayant la certitude qu'outre le clergé et les jurats, d'Épernon avait beaucoup d'amis et de partisans en ville, déclara, sur les conclusions du procureur général, que d'Épernon, ainsi que tous ceux qui l'assistaient ou l'assisteraient dans les violences et les désordres dont le pays était devenu le théâtre, étaient responsables solidairement des maux et des dommages que le public et les particuliers avaient soufferts ou souffriraient à l'avenir; que le duc serait privé du droit d'entrée, séance et voix délibérative en la Cour, et de tous les honneurs, droits et prérogatives dont il avait coutume de jouir comme conseiller. On arrêta, en outre, que le roi serait supplié de nommer

un autre gouverneur dans la Guienne. Ces mesures étaient sévères, mais nécessaires ; elles mirent fin à des complots , à des intrigues qu'on fomentait en ville , et par les précautions qu'elles inspirèrent à plusieurs familles , elles en dévoilèrent les sentiments et l'attitude équivoques.

Bientôt après, on apprit que le roi avait chargé le marquis d'Argenson de venir concilier les partis. En effet, le marquis arriva et se rendit auprès du duc, à Cadillac. Quelques jours plus tard , un trompette annonça l'arrivée du commissaire royal. Le Parlement envoya deux conseillers le complimenter et l'accompagner jusqu'à l'archevêché, où il devait descendre.

Il pria le Parlement de s'assembler le soir même, et s'y rendit à l'heure convenue pour y faire lecture de la lettre du roi , dont voici la teneur : « De par le roi , nos amés et féaux ,
» Voyant, avec déplaisir, la continuation des mouvements qui
» sont survenus en notre ville de Bordeaux et aux environs
» d'icelle, et considérant qu'ils pourraient produire des suites
» préjudiciables à notre service et au repos et tranquillité de
» la dite ville et de notre province de Guienne; voulant entièrement les faire cesser, et que la paix soit aussi bien établie
» en vos quartiers qu'elle est à présent en notre ville de Paris
» et en toutes nos autres provinces, nous vous envoyons , à
» cet effet, notre amé et féal conseiller d'État, le sieur d'Argenson, pour vous faire entendre nos intentions et travailler
» à rétablir la bonne intelligence qui est nécessaire pour le
» bien de notre service, entre vous et notre oncle, le duc
» d'Épernon, pair et colonel général de l'infanterie de France,
» gouverneur et notre lieutenant général en Guienne; de quoi
» nous avons bien voulu vous informer, par cette lettre, que
» nous vous faisons de l'avis de la reine-régente, notre très-honorée dame et mère, et vous dire que vous ayez à ajouter une entière créance à ce que le sieur d'Argenson vous
» fera entendre de notre part , et prendre assurance sur lui

Livre X.
Chap. 2.
—
1649.

Fonteneil,
liv. I. chap. 2.

10 Avril 1649.

Livre X.
Chap. 2.
—
1649.

» de la bonne volonté que nous conservons en votre endroit.

» Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 10 avril 1649. »

Cette lettre, toute pacifique et conciliatrice, ne blâmait et n'approuvait personne; elle ne déplaisait par conséquent à aucun parti; elle donnait à comprendre que Mazarin n'était plus un obstacle à la paix, à Paris ou ailleurs, et que les Bordelais n'avaient plus de raison de persister dans leur résistance, attendu que le Parlement de Paris s'était soumis. L'influence de d'Épernon était encore visible dans cette rédaction; il avait fait entendre à la cour que le Parlement de Bordeaux était rebelle et avait épousé la cause de celui de Paris contre d'Épernon; c'est ce que le roi avait en vue, en parlant de Paris. Après lecture de cette lettre, d'Argenson s'étendit longuement sur les bienfaits de la paix et les malheurs de la guerre; il affirma que d'Épernon avait montré les meilleures dispositions. Mais le premier-président lui répondit que la Compagnie n'avait rien négligé pour maintenir la tranquillité de la province et que les Bordelais n'avaient pris les armes que pour leur légitime défense.

D'Argenson se retira, et le Parlement arrêta qu'une commission serait nommée pour lui exposer les nombreux torts du duc et les plaintes du peuple. Il consentit à les entendre; et annonça par un trompette, à Marin, qu'on était convenu d'une surséance d'armes pour une huitaine; mais Marin poursuivit ses ravages et resta sourd à l'avertissement: il dévasta Bas-sens, logea ses chevaux dans l'église, brûla celle d'Ambarès, et porta partout, même sur les rives de la Garonne, la terreur et la désolation. Sur ces entrefaites, le vicaire de Pom-pignac demanda à être entendu, les Chambres assemblées. Il mit sur le bureau un sac contenant quatre lampes, une brette, une partie d'un chandelier, un soleil, une custode et d'autres vases sacrés qu'il avait rachetés d'un des pillards de d'Épernon. En faisant l'inventaire de ces objets, on s'aperçut qu'il y avait dans une custode des particules consacrées; le

Parlement, à l'instant même, se jeta à genoux pour adorer le Très-Saint-Sacrement, et ordonna qu'un ecclésiastique, revêtu d'un surplis et d'une étole, vint transporter à la chapelle les saintes espèces qui avaient échappé à la profanation. Le curé de Saint-Pierre les porta respectueusement dans son église.

En attendant, le marquis d'Argenson se donnait bien du mouvement; il voulait à toute force hâter la solution de ces misérables difficultés; enfin, après bien des voyages à Cadillac, bien des conférences avec les uns et les autres, il vint communiquer un jour, aux Chambres assemblées, les articles suivants :

« Le désarmement et l'éloignement des troupes, tant par terre que par mer, sera fait au plus tôt; et, dans le jour même, les troupes seront retirées à la distance de dix lieues, ordonnée par le feu roi, pour ne donner ombrage à la ville de Bordeaux, et suivront la route qui leur sera ordonnée par Sa Majesté.

» L'ouverture des passages et le commerce seront libres, tant par mer que par terre, par les deux rivières.

» Le château de Langoiran sera rendu à celui à qui il appartient, avec les meubles qui y étaient, ainsi que le château de Vayres.

» Les gens de guerre qui sont à Libourne resteront en nombre suffisant pour garder la citadelle, en l'état qu'elle est à présent, jusqu'à l'ordre du roi, sans qu'on puisse néanmoins continuer le travail de la dite citadelle.

» Ceux qui font des avances pour la subsistance des soldats de la citadelle de Libourne en seront remboursés, sous le bon plaisir du roi, par déduction sur les deniers de la taille, subsistance ou autrement.

» Tous les prisonniers de guerre seront rendus, de part et d'autre; il y aura sûreté entière pour les personnes et biens des particuliers, tant du Parlement que de la ville de Bor-

Livre X.
Chap. 2.
—
1649.

Fontenail,
liv. I, ch. 10.
—
*Soldat
Bordelais,*
page 6.

Livre X.
(chap. 2.
—
1649.

» deaux et autres, qui les ont assistés; et, à ces fins, Sa
» Majesté sera suppliée de donner la déclaration nécessaire.

» Il sera mis dans le Château-Trompette cent cinquante
» sacs de farine, le plus tôt que faire se pourra, sur l'avis qui
» sera donné au Parlement, du temps convenable à cet effet.

» Pour la sûreté de la remise des dites farines, on donnera
» trois ôtages; on pourra continuer la garde de la ville, tout
» autant qu'il sera nécessaire.

» Le château du Hâ sera remis entre les mains de M. de
» Roquelaure ou à ceux qui auront charge de lui.

» *Signés : D'ARGENSON, DUBERNET, DE SUDUIRAUT, com-*
missaires; CURSOL, DU SAULT, RICHERS, députés;
CALVIMONT, jurat; FOUQUES, député.

» Le 1^{er} mai 1649. »

Il était bien temps que d'Argenson apportât au Parlement ces articles, qui paraissaient convenables à tous les partis. Il avait agi jusqu'alors avec tant de lenteur et de circonspection, il s'était montré si faible en présence des écarts des Épernonnistes, qui ne tenaient aucun compte de ses avis ou de ses ordres, qu'on commençait à croire qu'il agissait de connivence avec le duc. Ces soupçons semblaient se confirmer par l'audace de Marin, qui, dans l'intervalle, s'était approché du château de Lormont, appartenant à l'archevêque. La Roche, alors commandant à Lormont, envoya, pour reconnaître ces maraudeurs, les sieurs La Mothe-Guyonnet et Labroue, qui, dans une embuscade, leur tuèrent, par une seule décharge, une vingtaine d'individus et mirent les autres en fuite. De son côté, d'Épernon, pendant les négociations, avait attaqué le château de Labrède et quelques autres propriétés de la banlieue de Bordeaux. Tout semblait arrangé de manière que les Bordelais se trouvassent dans la nécessité de se rendre à discrétion avant la fin des négociations. D'Argenson se hâta de détruire ces préventions en portant le traité de paix au Par-

lement, qui l'accepta, non pas comme le meilleur, mais comme le moins mauvais, et, à tout considérer, le plus convenable dans les circonstances. Cependant, pour conserver l'union et l'entente avec le peuple, la Compagnie fit convoquer une assemblée générale : on ne voyait que les indices d'une paix prochaine et durable. Mais d'Épernon, tout en promettant de s'en tenir aux articles de la convention, n'en continuait pas moins à les violer par les actes les plus coupables. Il était irrité, il est vrai, de ce qu'on avait défendu aux Bordelais d'écrire ses amis pour les charges publiques. Il connaissait les conseillers et les bourgeois qui avaient provoqué et appuyé cette défense; et, cédant à une pensée de vengeance, il fit, contre la convention, ravager leurs terres, incendier leurs maisons et arracher leurs vignes. Il avança même jusqu'à Gradignan. Les paysans, voyant leurs pertes, les récoltes enlevées, les moissons détruites, leurs femmes et leurs filles objets d'une révoltante brutalité, s'enfuirent à Bordeaux; plusieurs d'entre eux allèrent se réfugier dans l'église du prieuré de Gayac, qui appartenait aux Chartreux. On les somma de se rendre; ils refusèrent avec courage, et tuèrent sur la place un grand nombre de ces imprudents Épernonistes, qui s'étaient approchés de trop près. Enfin, se voyant sans vivres, sans munitions, ces braves paysans capitulèrent pour sauver leur vie. Ils ouvrirent les portes avec confiance; mais d'Épernon, contre la foi du traité, fit pendre le vaillant jeune homme qui commandait les bons campagnards! Cette lâche atrocité révolta tous les nobles cœurs de l'armée : La Roche, capitaine des gardes du duc, ne cacha pas son indignation et donna sa démission, comme le seul moyen de prouver à ses frères d'armes l'horreur que lui avaient causée ce misérable assassinat et cette odieuse infidélité à la foi jurée.

Les Bordelais voulaient la paix; d'Épernon aussi prétendait la vouloir, mais sa conduite prouvait évidemment son peu de sincérité. D'Argenson entendit les plaintes du Parlement; il

Livre X.
Chap. 2.
1649.

Livre X.
Chap. 2.

1649.

envoya son fils à Cadillac pour engager le duc à s'en tenir au traité. Mais le duc refusa, prétendant que ses envoyés Gyac et Saint-Méard étaient détenus à Bordeaux, et que sa correspondance, avec le commandant du Château-Trompette, était interceptée par le Parlement. D'Argenson prit des informations sur ces deux faits, et acquit la certitude qu'ils étaient dénués de fondement. Les deux envoyés du duc s'étaient réfugiés au château volontairement et y restaient par des motifs de sûreté personnelle. Le Parlement s'était conformé au traité, d'Épernon continuait à le violer : tous les jours on recevait des preuves de sa mauvaise foi ; tous les jours on voyait arriver des blessés de Langoiran, de Lestiac, de Cadaujac et des bords de la Garonne, qui attestaient que le duc violait le traité et trompait le commissaire royal. Dans le temps même qu'on s'occupait d'un arrangement définitif, on vint apprendre à la Compagnie que la garnison du Château-Trompette avait tiré sur un soldat en faction aux Chartrons, et que la ville était dans l'alarme. Le peuple commençait, en effet, à s'apercevoir qu'il était dupe des artifices de d'Épernon et même de la connivence du commissaire. L'effervescence prenait, en conséquence, un aspect alarmant ; croyant pouvoir la calmer, d'Argenson se rendit à Libourne pour faire cesser les travaux de la citadelle, conformément à l'arrêt du Parlement, du 13 mai 1649 ; mais les bourgeois le prièrent, dans l'intérêt de la ville, de laisser achever la construction, car étant obligés de loger les soldats, il en résultait une infinité de dangers et de graves inconvénients. Le marquis se laissa gagner et les travaux furent continués. Il rentra à Bordeaux ; le peuple, indigné de sa conduite équivoque, se souleva ; l'avocat général eut le courage de lui reprocher ses torts en face. Se voyant en danger au milieu de gens furieux de se voir trahis et mystifiés, d'Argenson crut pouvoir apaiser la colère populaire par l'ordonnance suivante : « Il est ordonné, par de bonnes et fortes » raisons, que le travail de la citadelle et réduit de Libourne » cessera entièrement, même celui du côté de la ville, que

14 Mai.
Fonteneil,
liv. II, ch. 11.

» nous avons seulement permis pour mettre et retirer, dans
» le dit réduit, les soldats, et décharger les habitants de Li-
» bourne du logement d'iceux, suivant notre ordonnance du
» 10 du présent mois, que nous avons révoquée, et sera dé-
» moli, incontinent et sans délai, ce qui a été fait depuis le 4
» du dit mois. » *Signé d'ARGENSON.* »

D'Épernon fut prié de retirer ses troupes, conformément au traité. Il répondit que le Parlement n'avait qu'à faire porter la quantité de farine convenue au Château-Trompette, et qu'alors il ferait ce qu'il s'était engagé à faire. Le Parlement voulait, avant tout, la ville libre, et, en preuve de sa bonne volonté, donna trois de ses membres en otage, le président Tarneau et les conseillers Duverdier et Dubourg; ils furent envoyés à Blaye. Toutes ces condescendances pour les exigences du duc furent blâmées par le peuple, et interprétées comme signes de faiblesse et de découragement par d'Épernon.

Le Parlement mit de la modération dans ses procédés; le duc n'employait que de basses ruses, de misérables intrigues, à la faveur des intelligences qu'il avait en ville. Le Parlement défendit, sous peine de 3,000 liv. d'amende, qu'on votât en faveur des amis du duc pour les charges de jurats et de consuls à la Bourse : c'était détruire, en grande partie, la source des intelligences avec le duc. Mais ces mesures ne firent qu'accroître l'irritation des Épernonistes; ils firent entrer des vaisseaux dans la Garonne, de sorte que Bordeaux se trouvait bloqué par terre et par mer. Désespéré de cette nouvelle position, le Parlement prescrivit à tous les habitants un serment d'union et de fidélité. Ceux qui ne voulaient pas le prêter étaient expulsés de la ville. Cette cérémonie eut lieu à la cathédrale, après une messe solennelle.

D'Argenson continuait toujours à tenir un langage doux-
reux aux Bordelais; il leur représentait que, pour contenter le
duc et l'amener à retirer ses troupes, il fallait renvoyer Saint-
Méard et Gayac. Le premier-président se prêta à cette demande

Livre X.
Chap. 2.

1649.

et les fit sortir la nuit par un pont qui aboutissait à la rivière; mais le bateau fut arrêté par les Bordelais, et les deux agents du duc ramenés prisonniers en ville. Le marquis insista pour qu'ils fussent mis en liberté, et que les cinquante sacs de farine fussent portés au château. Mais tous les jours on dénonçait des actes répréhensibles de la part du duc; des hommes blessés, pillés, maltraités arrivaient, témoins éloquents de ses mauvaises dispositions. On criait partout qu'on avait trop fait pour le tyran, et que lui n'avait rien fait qui pût montrer la moindre intention de réaliser le vœu du Parlement et du pays. Le président d'Affis demandait son château de Langoiran; le président de Gourgues celui de Vayres, selon une clause du traité; mais d'Épernon resta sourd à ces réclamations, et cependant d'Argenson affirmait toujours qu'il avait la meilleure volonté, et qu'il ne manquait qu'une chose pour en avoir la preuve, c'était le ravitaillement du Château-Trompette. On résolut de céder encore sur ce point; mais on jugea prudent de soumettre cette affaire à une assemblée générale. Dans cet intervalle, on sut que d'Épernon exigeait beaucoup d'autres choses; les artisans s'assemblèrent alors dans l'église de Saint-Remi, et se prononcèrent avec vigueur contre toute concession pour l'avenir, avant que le traité fût entièrement exécuté. Le peuple, exalté par les résolutions de Saint-Remi, reprit les armes, et alla supplier Chambaret de le conduire à Libourne. Son irritation était extrême; il menaçait de se porter aux derniers excès contre le premier-président et tous ceux qui paraissaient pencher en faveur du duc. Chambaret, voyant ces scènes de désordre, et considérant que sa réputation de militaire allait plutôt se flétrir que grandir dans des circonstances si malheureuses, se mit à dire qu'il avait le dessein de quitter la France, et qu'il en demandait la permission au Parlement. Le président Latresne lui répondit par des paroles de bienveillance et de gratitude pour ses services, et le pria de ne pas séparer ses intérêts de ceux des Bordelais, qui lui

étaient dévoués, et d'achever de leur rendre les services auxquels il s'était engagé par un serment solennel. Chambaret n'insista plus et opina pour qu'on fit mettre sous les armes les compagnies bourgeoises, observant qu'en se mettant à leur tête, il serait plus facile de les contenir dans le devoir. Le Parlement approuva cette pensée, et par un arrêt du 26 avril 1649, enjoignit à tous les habitants de Bordeaux de fournir par chaque famille un soldat, ou plusieurs, ou de l'argent, suivant leurs facultés. Le peuple reprit les armes.

D'Argenson voyait avec douleur ces préparatifs; il craignait pour sa vie, et demanda au Parlement sa protection et la liberté de sortir de la ville, ajoutant qu'il avait reçu les ordres de Sa Majesté pour faire démolir la citadelle de Libourne. On lui accorda tout ce qu'il demandait; Chambaret lui offrit de l'accompagner. On lui prépara des bateaux et une escorte; mais craignant les excès de la populace, et voulant détruire les fâcheuses impressions que sa conduite équivoque avait laissées dans l'esprit public, il donna, avant son départ, la déclaration suivante : « Nous, René de Voyer, sieur d'Argenson, conseiller ordinaire du roi, en son Conseil d'État, commissaire député par Sa Majesté pour faire cesser les troubles de Guienne et de la ville de Bordeaux, ayant été averti que notre ordre donné pour la surséance du travail de la citadelle de Libourne et de la démolition de ce qui a été fait depuis le 4 du présent mois, n'a point été exécuté, nous partons présentement de la ville de Bordeaux pour procurer l'exécution d'icelui, suivant la volonté du roi que nous avons reçue, depuis peu de jours, plus particulière, et pour faire exécuter toutes les autres clauses de notre premier ordre fait pour pacifier les dits troubles de la dite ville et province, attendu que les habitants de la dite ville de Bordeaux nous ont témoigné qu'ils étaient prêts d'obéir, de leur part, aux volontés de Leurs Majestés, et protesté n'avoir autre intention que leur service.

D'ARGENSON. »

» Fait à Bordeaux, le 18 mai 1649. »

Livre X.
Chap. 2.
—
1649.

Fonteneil,
liv. II,
ch. II, III.

Était-il sincère quand il rédigea cette note ? Nous n'en savons rien. Il voulait probablement justifier le passé et ménager l'avenir. Mais arrivé à Cadillac, il écouta les suggestions du duc et désavoua cette déclaration, sous le prétexte qu'il n'était pas libre à Bordeaux. Cette conduite déloyale jeta les Bordelais dans un état d'exaspération difficile à décrire. D'Argenson s'était dévoilé ; l'intrigue était palpable : le duc se moquait du Parlement et du peuple. L'avocat général DuSault, homme si probe, si grand par ses sentiments et si considéré dans le pays, avait raison, disait-on, de reprocher sa perfidie à d'Argenson comme il l'avait fait ; il ne fallait plus se fier aux hommes : il fallait compter sur leurs épées et le bon droit. Le premier-président lui-même paraissait coupable ou au moins suspect ; il fallait le mettre à l'épreuve, et pour cela, la Compagnie lui proposa de faire partie d'une députation qui irait renseigner le roi sur l'état de la province, la tyrannie de d'Épernon et l'oppression du peuple. Il s'excusa en représentant qu'il lui fallait, pour s'absenter, la permission du roi. On le nomma, cependant ; les autres députés se mirent en route ; lui seul resta à Bordeaux, en attendant l'autorisation nécessaire.

Pendant qu'on s'agitait ainsi à Bordeaux, d'Épernon, contrairement au traité et aux promesses les plus sacrées, achevait la citadelle de Libourne. Le peuple, indigné de tant de retards, et se voyant mystifié de tous côtés, demanda qu'on le conduisît à Libourne et qu'on hâtât le départ. Chambaret approuva cette manifestation et s'y prêta avec empressement ; mais de jeunes volontaires ne lui inspiraient pas beaucoup de confiance pour une expédition si périlleuse ; ils étaient peu aguerris, peu habitués au feu ; ce n'était pas, d'ailleurs, assez d'avoir des soldats, il fallait pouvoir les nourrir, et pour cela il demandait un fonds suffisant pour tous les besoins de l'armée. Il fut arrêté qu'on ferait un emprunt de 400,000 livres : que chaque membre du Parlement fournirait 1,000 livres, et

que les bourgeois feraient le reste. C'était le premier pas; Chambaret obtint tout ce qu'il désirait; il s'agissait alors de se mettre en route. On partagea l'armée en deux corps, dont l'un devait attaquer Libourne par terre et l'autre par eau. La flotte se composait de cinq gros vaisseaux, sous les ordres du chevalier de Pichon, qui montait l'*Amiral*, du port de 350 tonneaux, et armé de 22 canons en fer; le *Vice-Amiral*, de 250 tonneaux, était sous les ordres du sieur Cazenave, ayant 14 pièces d'artillerie. Jamaré, bourgeois de Bordeaux, commandait la frégate la *Marie*, armée de dix pièces de canon; elle était du port de 140 tonneaux. La *Marguerite*, du port de 120 tonneaux, avait six pièces d'artillerie; elle était commandée par Mouty aîné. La *Flûte-d'Ovelin*, de 300 tonneaux et 14 canons, était sous les ordres de Mouty jeune. On comptait, de plus, dans cette escadre, 3 brûlots et plusieurs galiotes pour les divers services de l'expédition.

L'armée de terre consistait en 500 cavaliers de diverses armes, sous les ordres du sieur Saint-Martin de Barès et du capitaine Lacouture; Lalande, aide-major, de Bordeaux, commandait les dragons. Les volontaires, qui composaient le régiment du Parlement, au nombre de 4,500 hommes, marchaient sous les ordres du colonel La Roche, conseiller au Parlement. Les autres régiments prenaient les noms de leurs commandants, savoir : de Muscadet, Thibaut, Andraut, Polignac, Pichon; Chambaret avait sous ses ordres les milices de Coutras, auxquelles venait se joindre une compagnie particulière de 60 volontaires, sous les ordres de Lavau, procureur au présidial de Guienne. Ayant traversé la Garonne à La Bastide, Chambaret apprit que d'Épernon faisait avancer ses troupes, comme pour lui couper le passage. Bientôt après, pour endormir les parlementaires dans une trompeuse sécurité, d'Argenson envoya, par le sieur de Primet, une dépêche au premier-président, pour lui dire que le duc n'avait en vue, dans le déplacement de ses troupes, que de défendre son château de Cadillac, qu'on

Livre X.
Chap. 2.

1649.

Fonteneil,
ut suprà.

Livre X.
Chap. 2.
—
1649.

croyait menace. Mais le piège était trop grossier ; ses ruses étaient trop visibles pour trouver encore des dupes , personne ne s'y méprit. On continua à prendre les précautions nécessaires et à marcher en avant, en ordre, et tout prêt à l'attaque. On invoqua aussi la protection du Dieu des armées , et pour qu'il bénît l'expédition, et on arrêta , sur les hauteurs de Camblanes, qu'on ferait dire, tous les ans, dans l'église de cette paroisse , une messe à laquelle six membres du Parlement assisteraient.

Fonteneil,
ut supra.

Cette armée arriva à Créon à quatre heures du soir et y établit des retranchements ; le lendemain, l'avant-garde , en marchant vers Brannes, fit prisonnier le fils de Pontac-d'Anglade et quelques autres gentilhommes qui allaient rejoindre d'Épernon. On en voulait à cette famille, à cause des extorsions et des violences du vieux Anglade. La Couture, son parent, et Dubourdieu, filleul de son père, voulurent le faire évader ; mais on déjoua le complot, et le jeune Pontac fut conduit prisonnier à Bordeaux. On passa la nuit sur les bords de la Dordogne, à Brannes ; et le lendemain, à cinq heures du soir, toute l'armée était sous les murs de Libourne. On travailla toute la nuit à faire les retranchements et à garantir ses quartiers, et le lendemain, à l'aube du jour, le régiment de Muscadet ouvrit la tranchée et la poussa à deux pas des murailles de la ville.

CHAPITRE III.

La flotte bordelaise devant Libourne. — Siège de cette ville. — La Roque s'entend avec les Épernonistes. — Un combat. — Chambaret tué. — Les pertes des deux armées. — Attaque contre la flotte. — Les Bordelais consternés. — Ils font de nouveaux préparatifs. — L'archevêque négocie avec d'Épernon. — Convention. — D'Épernon arrive à Bordeaux. — Soulèvement des Bordelais. — D'Épernon tremble de peur. — Il se retire à Cadillac. — Ses exactions. — Assemblée générale. — Voyage du jurat Ardat à Paris. — Le Parlement s'assemble. — Les membres amis du duc exclus. — Conduite des jurats. — Arrêt du 16 juillet 1649.

Nous venons de voir l'arrivée de l'armée de terre devant Libourne et le commencement de ses opérations; de son côté, la flotte avait mouillé la veille devant Bourg, afin de pouvoir arriver par la marée du lendemain devant la ville, en même temps que l'armée de terre. En passant devant le château d'Anglade, à Izon, de Pichon débarqua une vingtaine de mousquetaires pour effrayer le châtelain; mais il se renferma dans ses murs et ne fit rien pour s'opposer au pillage de ses granges. Arrivés devant Libourne, les vaisseaux prirent leurs positions respectives, de concert avec l'armée de terre, et commencèrent l'assaut. Les Libournais se défendirent avec courage et élevèrent des fortifications en dehors de la porte de Bedignon (1). De Pichon envoya deux vaisseaux pour interrompre ces travaux; mais l'un échoua sur le sable; l'autre, après des tentatives renouvelées et la perte de six hommes, réussit à faire rentrer la garnison dans la place. Ce succès était peu important; les canons étaient de fer et de petit calibre, et ne

Livre X.

—
1649.

(1) La porte Beguignon, dit D. Devienne. C'est une erreur : son nom était *Bedignon*.

Livre X.
Chap. 3.

1619.

pouvaient guère faire de grands dommages aux murailles; tout annonçait un siège long et ennuyeux. Mais Chambaret, pour en finir plus tôt avec les entêtés Libournais, envoya chercher trois gros canons de fonte qu'il avait laissés à Bordeaux. En attendant, le siège fut suspendu; les officiers et soldats, sans frein, sans discipline, passaient les jours et les nuits dans les plaisirs de la bonne chère, dans les cabarets et dans la débauche! L'armée se désorganisa tellement, qu'on prévoyait facilement qu'elle ne saurait résister à des troupes régulières et bien disciplinées, qui avaient vieilli dans le métier de la guerre.

Dans cet intervalle, les bons militaires, honteux de leur inaction et des excès de leurs frères d'armes, crurent devoir suivre une autre ligne de conduite et se mirent à harceler la garnison. N'ayant plus de boulets, de Pichon et Casenave offrirent à leurs matelots cinq sous pour chaque boulet qu'on ramasserait au pied des murailles de la ville. On en rapporta beaucoup, et les officiers qui s'étaient endormis au sein des plaisirs commencèrent enfin à rougir de leur conduite et s'arrangèrent de manière qu'une attaque fut enfin décidée contre la porte Bedignon, qui paraissait mal défendue. A leur tête marchèrent plusieurs vaillants officiers avec leurs soldats : Saint-André, maréchal de bataille; La Roche, conseiller; Camarsac, capitaine au régiment du Parlement; Pontac, Lassalle, Lesparre et Constant, procureurs. L'épée à la main, ils renversèrent vaillamment quelques barricades déjà endommagées par le feu du *Vice-Amiral*. Ayant enfin aperçu une large brèche faite par les canons de ce vaisseau, ils coururent avec témérité pour pénétrer dans la place; mais ils furent repoussés avec perte et y auraient succombé infailliblement, si une trentaine de mousquetaires du vaisseau *Amiral* n'était venue protéger leur retraite.

Fontenail,
liv. II, ch. IV.

On attendait avec impatience les canons que La Roque de Saint-Macaire avait été chercher à Bordeaux; mais d'Épernon

le gagna à sa cause ; il trahit celle des Bordelais. Il ralentit sa marche tout exprès pour donner aux Épernonnistes le temps de passer la rivière. En effet , on apprit bientôt après que le duc était à Brannes. Chambaret pria de Pichon d'y envoyer deux vaisseaux pour s'opposer au passage ; mais , les eaux étant basses, ces deux vaisseaux échouèrent sur le sable. Pendant cet intervalle, les trois canons furent mis en jeu et firent une brèche considérable à la muraille. On décida un assaut pour le lendemain ; mais ayant appris que les Épernonnistes étaient en marche, Chambaret envoya quelques officiers les reconnaître. La Roque , qui s'était vendu à d'Épernon , se porta en avant avec le régiment de Muscadet ; puis revenant bientôt sur ses pas, comme pour recevoir de nouveaux ordres, il dit à Chambaret que les Épernonnistes avaient réellement traversé la rivière, mais en si petit nombre, qu'une poignée de soldats suffirait pour les tailler en pièces. Le trop crédule marquis se mit en marche avec cent cinquante chevaux, et, contre son attente, rencontra, au pont de Carré ; 1,500 cavaliers et 2,000 fantassins épernonnistes. Se voyant trahi, et trop bon guerrier pour fuir, il résolut de vendre cher sa vie. Le combat s'engage, il se bat en désespéré et se fraie un passage, ainsi qu'à ses troupes, à travers les lignes si serrées des ennemis. L'infanterie arrivait à marche forcée, au bruit de la canonnade ; mais La Roque, voulant consommer sa trahison, crie à ses soldats déterminés à sauver leur général ou à mourir : *Où allez-vous ? vous courez à la boucherie ; vous n'êtes qu'une poignée d'hommes, ils sont six mille !... Sauve qui peut !*

Les fantassins, découragés et épuisés de fatigue, s'arrêtent pour se rallier ; mais chaque moment pouvait valoir une victoire ; les régiments de Muscadet, d'Andraut et les milices de Coutras fondent sur les Épernonnistes pétrifiés et les obligent de plier. La victoire semblait pencher en leur faveur. D'Épernon fait mettre pied à terre à ses gardes et ordonne à

Livre X.
Chap. 3.

—
1649.

23 Mai.

Livre X.
Chap. 3.

1649.

*Soldat
bordelais,*
t. I, p. 8.

Fonteneil,
ch. IV.

sa cavalerie d'avancer d'un autre côté. Les Bordelais se voient accablés de toutes parts et meurent en se défendant. Cham-baret jonche le sol de cadavres; mais épuisé, il tombe enfin atteint à la fois de trois coups de pistolets; c'était un coup mortel pour les parlementaires, qui s'enfuient en désordre. Quelques-uns restent encore et partagent le sort du général : c'étaient Polignac, Laferrière, d'Arribaut, le procureur Lavau; il tombent criblés de balles et ne trouvent qu'une tombe sur le champ où ils avaient cherché la gloire. Camarsac, Pont-castel, Rasens, Lanouaille, Gascie et Bonnet, curé de Sainte-Eulalie, et plusieurs autres, sont blessés et faits prisonniers. Andraut, couvert de sang et de blessures, est arrêté et conduit devant d'Épernon, qui lui dit froidement : *Monsieur, on vous a pris la pique à la main; c'est dans cet état que je veux vous présenter au roi.* Les parlementaires perdirent, dans cette affaire, cent hommes environ, avec leurs canons et bagages. D'Épernon y perdit environ 300 hommes, parmi lesquels se trouvait le baron de Pujols et plusieurs autres personnes distinguées.

Les Épernonistes, tout joyeux, s'emparent des canons et les pointent contre le *Vice-Amiral*, échoué sur un banc de sable. Pendant deux heures, le capitaine Cazenave riposte avec succès aux mousqueteries des murailles et au feu des canons; mais enfin la marée vient le mettre à flot; il hisse son pavillon, fait mettre à la voile et descend jusqu'à Vayres, où se trouvait l'*Amiral* et quelques autres bâtiments. Les frégates de Jamard et de Mouty, ne pouvant pas se dégager assez tôt, tombent au pouvoir des ennemis.

Pendant tout ce temps, les Bordelais s'abandonnaient aux plus douces illusions; ils se berçaient de l'espoir que Cham-baret allait raser la citadelle, humilier l'ennemi et le forcer de demander la paix à genoux; mais la triste nouvelle de la mort du général circule en ville et répand partout la plus morne consternation; les soldats fugitifs arrivent abattus et épuisés;

les blessés sont portés sur des brancards. Les amis de d'Épernon prennent tout haut sa défense et conseillent aux autres la soumission la plus entière. Le Parlement dissimule sa douleur, qui était profonde, et ordonne la formation d'un autre régiment qui porterait son nom et qui serait composé de mille hommes. Il fait compléter les autres régiments qui avaient été décimés dans le combat et confie le commandement des troupes au marquis de Lusignan, militaire distingué, qui prête serment de fidélité devant le conseil de police.

Sur ces entrefaites, le jeune marquis de Chambaret arrive en ville; sa présence réveille la douleur générale, que le temps commençait à assoupir. Le peuple sympathise avec ce jeune homme, qui pleure l'auteur de ses jours. Le Parlement le complimente; il répond, les larmes aux yeux, qu'il s'engage à défendre la cause de Bordeaux et à venger la mort de son malheureux père; mais le seul service, la seule consolation qu'il demande, c'est qu'on lui fasse rendre le corps de celui que la mort avait enlevé, si prématurément, à son amour et à une brillante carrière. On avait enterré le malheureux marquis dans un guéret, sur le champ de bataille; mais, par respect pour sa famille et à la demande de la noblesse, d'Épernon l'avait fait exhumer et ensevelir dans l'église de Saint-Jean.

Les premiers mouvements de la colère et de la terreur étant passés, tous les préparatifs d'une défense désespérée étant achevés, on crut devoir essayer les voies de conciliation; la guerre était ruineuse pour Bordeaux et la province; la paix offrait toujours des avantages incalculables : il fallait donc l'obtenir. On créa un conseil composé de députés de tous les ordres ou corps de la ville, avec plein pouvoir de faire la paix ou de continuer la guerre. Dans leur première réunion, on tomba d'accord que l'archevêque, qui jusque-là n'avait embrassé la cause d'aucun parti, serait chargé d'entrer en négociation avec d'Épernon. Le prélat étant de retour de Celles,

Livre X.
Chap. 5.
—
1649.

Fonteneil,
ch. IV et V.

Livre X.
Chap. 3.

—
1649.

2 Juin.

*Soldat
bordelais,*
p. 7.

—
Relation
de la paix,
le 4 Juin.

où il assistait son père mourant, accepta cette mission et en écrivit en conséquence au duc, qui indiqua Castres comme un lieu convenable pour la conférence qu'il lui demandait. Au jour convenu, le duc s'y rendit avec d'Argenson. Le prélat lui proposa de s'en tenir aux premiers articles proposés par d'Argenson au Parlement, parmi lesquels il s'en trouvait un relatif à la démolition de la citadelle de Libourne, et auquel, selon d'Argenson, il avait consenti. Le duc nia d'en avoir fait la promesse à qui que ce fût au monde. D'Argenson, présent à cet entretien, fut honteux de se voir dévoilé comme un imposteur, avec ses ruses et ses mensonges, auprès du Parlement qu'il avait trompé; il garda le silence. « Qu'on détruise » les barricades, dit le duc, qu'on désarme les vaisseaux, » qu'on remette la garde du château du Hâ au marquis de » Roquelaure, que la maison de ville soit rendue aux jurats, » qu'on supprime le conseil de guerre et les gardes, et que » les bourgeois cessent de porter les armes, alors, seulement » alors, je verrai ce que j'aurai à faire. » L'archevêque insista sur quelques concessions, comme témoignage de bonne volonté; mais le duc resta inflexible. Le prélat rentra en ville et rendit compte du langage et de la conduite de d'Épernon. Après beaucoup de bruit et de discussions inutiles, on convint, dans l'intérêt de la ville, d'accepter les conditions. L'archevêque envoya, de suite, des députés au duc, qui s'était avancé jusqu'à Léognan; il les accueillit avec beaucoup d'affabilité et les embrassa amicalement. Ils revinrent enchantés de lui, affirmant à tout le monde que ses sentiments étaient changés et que l'on pouvait compter sur son amitié et sur une paix éternelle!

Le conseil de police ne se laissa pas aveugler par les feintes caresses du duc; il publia une ordonnance pour prescrire des mesures directement opposées à celles arrêtées à Léognan. On répandit le bruit que le peuple était trompé et que le duc allait entrer en ville, la nuit, par la porte Saint-Julien. Les

habitants de ce quartier se levèrent en masse, et ayant fermé la porte, ils en confièrent les clés au président de Pichon, qui était alors très-populaire à Bordeaux. De Pichon les remit au premier jurat, qui s'en alla trouver ses collègues pour essayer, avec eux, de désabuser le peuple et de rétablir l'ordre. Mais le peuple, loin de suivre leurs sages remontrances, les pria de se retirer et continua les barricades. Le désordre devint général, l'autorité était méconnue ; le peuple seul se donnait des lois. L'archevêque intervint et se rendit garant des intentions du duc. Mais on connaissait le duc et ses ruses politiques ; on avait confiance dans les belles vertus du prélat ; on le croyait dupe de la perfidie de d'Épernon, qui avait désavoué d'Argenson, et ne se générait pas pour donner un démenti à l'archevêque. La méfiance était grande, la haine vive et profonde, la réconciliation impossible. Ne pouvant pas désabuser le peuple, le prélat se rendit au Parlement et demanda qu'on fit exécuter la parole qu'il avait donnée au duc, affirmant en même temps que la paix en dépendait. Le Parlement le remercia de ses efforts et l'assura qu'il ne demandait pas mieux que de rétablir la paix, et, dans cette vue, transmit les ordres les plus formels aux jurats pour l'exécution littérale des conditions convenues entre le duc et le prélat. Les jurats se rendirent à Saint-Julien ; mais la population resta sourde à leurs prières et aux arrêts du Parlement. L'archevêque revint, mais ne put rien obtenir ; alors les jurats s'y rendirent avec une forte escorte ; ils furent repoussés de nouveau. Ils firent sortir deux canons pour intimider et disperser le peuple ; mais la populace, exaspérée, allait s'en emparer ; ils se retirèrent de nouveau pour ne pas faire couler le sang de leurs concitoyens et provoquer de plus graves désordres. Les habitants du quartier de la Rousselle, presque tous marchands, ne demandaient pas mieux que de faire rentrer le duc en ville et d'en finir avec les désordres ; ils avaient fait des pertes immenses par suite de ces dissensions intestines ; leur commerce

Livre X.
Chap. 3.
—
1649.

Livre X.
Chap. 5.
—
1649.

était anéanti, toutes leurs espérances flétries. Ils offrirent leurs services aux jurats, dans l'espoir que leurs concitoyens ne leur opposeraient pas de résistance ; mais voyant, à Saint-Julien, l'état de rage et d'exaspération du peuple, les deux cents volontaires de la Rousselle s'enfuirent à l'Hôtel-de-Ville, n'osant risquer leur vie sans profit devant cette foule de forcenés.

Le duc attendait le dénouement de ces scènes dans la campagne ; il ne savait quel parti prendre ; il y avait du danger à avancer, de la honte à reculer. Le premier-président le fit avertir de l'état des choses et l'engagea à passer derrière la ville, afin d'entrer par la porte Dijaux , qui était libre et qui était plus près de sa maison de Puy-Paulin. Le duc se rendit à cet avis et entra enfin dans la ville, précédé de ses trompettes et escorté de quatre cents cavaliers (250 selon d'autres). Toutes les portes se fermèrent, tous les visages étaient tristes, toute la ville semblait un désert. L'archevêque alla lui faire, le lendemain, une visite que d'Épernon lui rendit ; mais aucun officier du Parlement n'osa le complimenter, aucune corporation ne voulut le visiter ; il se fit garder par la noblesse et s'efforça, par ses politesses et ses protestations d'amitié, de conquérir les bonnes grâces des bourgeois ; il leur promit d'obtenir du roi leur pardon pour le crime d'État qu'ils avaient commis en assiégeant Libourne, et pour leur résistance et leur insoumission à la volonté de Sa Majesté. Les Bordelais, rejetant toute idée de crime, n'avaient pas besoin de pardon ni de grâce ; ils n'avaient agi que pour leur défense légitime, et repoussèrent, en conséquence, les promesses insidieuses de d'Épernon. Dans cet intervalle, on fit courir le bruit que le duc allait faire entrer des troupes pour désarmer les citoyens. Une panique s'empara de tout le monde ; on se mit à se préparer au combat ; quelques habitants des environs de Puy-Paulin déchargèrent leurs armes, la nuit, afin d'être prêts pour le lendemain. Le duc, effrayé, et craignant pour sa vie, partit, à la pointe du jour, pour Cadillac.

Fonteneil,
chap. 5 et 6.

Le Parlement, sachant par Lavie, avocat général, alors à Paris, que la cour blâmait les Bordelais et approuvait d'Épernon, ordonna une assemblée générale où, de concert avec tous les rangs, toutes les classes des citoyens, on prendrait des mesures définitives et on verrait la marche à suivre à l'avenir. L'assemblée eut lieu le 8 juin : on y arrêta que le président de Gourgues et les conseillers Monjon et Mirat se rendraient à la cour pour justifier la conduite du Parlement et des Bordelais, et supplier Sa Majesté de mettre fin aux vexations de d'Épernon et aux souffrances du peuple. Les jurats seuls semblaient ne pas sympathiser avec leurs concitoyens ; leur position était délicate ; ils dépendaient du gouverneur ; ils étaient tenus d'exécuter ses ordres, au moins en ce qui n'était pas contraire aux intérêts de la ville. Ils appréciaient les malheurs du peuple ; mais ils ne pouvaient et ne devaient pas agir ostensiblement contre leur chef. Ils furent donc soupçonnés d'agir de connivence avec le duc et d'être ses complaisants instruments pour froisser les Bordelais et anéantir leurs libertés. Voulant donner, enfin, une preuve éclatante de leur amour de la paix et de leur désir d'aplanir toutes les difficultés, ils envoyèrent le jurat Ardant à Paris, pour demander le pardon des Bordelais. Le Parlement s'indigna de cette demande faite sans qu'il en eût été prévenu. Un pardon suppose un coupable, qualité que les jurats n'avaient pas le droit d'attribuer aux Bordelais et que les Bordelais ne voulaient pas reconnaître. Le Parlement défendit toute députation, interrogea deux jurats qui prétextaient leur ignorance, et transmit à l'avocat général, qui était à Paris, le procès-verbal de cette affaire, avec ordre de surveiller les démarches et le langage du jurat Ardant. Mais le Parlement n'avait que des arrêts pour appuyer ses prétentions ; d'Épernon avait des armes plus puissantes : obstiné, fier et vindicatif, il n'oublia pas la manière honteuse dont il avait été obligé de sortir de Bordeaux, et résolut de s'en venger sur le Parle-

Livre X.
Chap. 3.
—
1649.

Livre X.
Chap. 3.
—
1649.

Fonteneil,
id., chap. 7.

ment. Il mit un impôt sur toutes les paroisses et sénéchaussées du ressort, pour la subsistance de ses troupes, et n'en excepta que les propriétés des gentilshommes qui n'avaient pas pris les armes pour le Parlement ; tous les autres furent traités de rebelles et de factieux. Ses agents, munis de pouvoirs pour contraindre les contribuables, parcouraient les campagnes comme un pays conquis ; ils se comportaient d'une manière impitoyable envers les membres du Parlement ; ils pillaient et ravageaient leurs propriétés. Martinet, commandant de Libourne, se distingua par un zèle outré pour ces exactions fiscales ; il présida lui-même au pillage de la maison de campagne du conseiller Lescure et de plusieurs autres, aux environs de Saint-Émilion. Le Parlement, indigné des imputations odieuses et mensongères du duc et des exactions insupportables de ses agents, se réunit enfin, malgré l'opposition du premier-président. On rappela un arrêt qu'on avait fait contre ceux qui avaient été visiter le duc, et l'on demanda avec instance qu'on fit sortir les magistrats qui y avaient contrevenu, afin qu'ils ne prissent part à la délibération contre un homme auquel ils paraissaient attachés. Après d'assez longs débats, la proposition passa. Le premier-président et plusieurs conseillers furent exclus des délibérations concernant le duc. Le droit de présider l'assemblée appartenait à M. de Pontac, qui était le plus âgé ; mais, étant à la Chambre de l'Édit, le président Latresne prit la place de premier-président. On manda les jurats afin d'éclaircir l'affaire d'Ardant, envoyé à Paris. Les jurats avouèrent son voyage à Paris, mais pour affaires particulières. On suspecta leur déclaration ; on voulut s'assurer de la vérité en visitant leurs registres ; mais le greffier n'en donna qu'une copie et ne fit par là que confirmer les soupçons de la Compagnie et exciter davantage sa curiosité. On le manda, mais il s'était retiré à Puy-Paulin, où il devait dîner avec le capitaine des gardes du duc. Cette circonstance réveilla de nouveau les craintes du Parlement et sembla d'ici

montrer la connivence des jurats avec d'Épernon. Une assemblée générale fut jugée nécessaire ; les jurats furent chargés de la convoquer. Ils s'y refusèrent, en se retranchant derrière leurs droits et leurs devoirs ; ils alléguèrent, en outre, que, dans l'état actuel des esprits, une assemblée générale pouvait avoir des suites fâcheuses ; qu'on les calomniait en répandant le bruit qu'ils avaient envoyé un de leurs collègues, au nom des bourgeois, demander le pardon des désordres passés ; qu'ils étaient prêts à signer cette déclaration ; et enfin, au cas que la Compagnie convoquât l'assemblée, ils demandèrent la permission de ne pas s'y trouver.

Cette déclaration si précise embarrassait le Parlement ; on ne pouvait se persuader que les jurats eussent commis un parjure ; les motifs attribués au voyage d'Ardant n'étaient que des soupçons calomnieux. Ainsi, considérant que l'assemblée ne serait ni régulière ni complète si les jurats n'y assistaient pas, le Parlement l'ajourna à une autre époque et fit inhibition à qui que ce fût de semer en ville des bruits calomnieux ou défavorables au Parlement et aux Bordelais, et préjudiciables au service du roi et à la tranquillité publique.

Livre X.
Chap. 3.
—
1649.

16 Juillet 1649.

CHAPITRE IV.

La cour contre le Parlement.—Les députés du Parlement exilés à Senlis.—D'Épernon à Bordeaux. — Il s'excuse. — Flatterie des jurats. — Assemblée. — On ne s'y rend pas. — Il va au Palais. — Le comte de Comminges. — Discussions dans le Parlement. — D'Épernon craint pour sa vie. — Il se retire. — Nouvelles discussions avec le comte de Comminges. — Déclaration du roi. — Le procureur général s'oppose à ce qu'elle soit exécutée. — Le peuple fait des barricades. — D'Épernon quitte la ville. — Ses partisans maltraités. — Les jurats mal vus par le peuple. — Mort du jurat Labarrière. — Les Bordelais se préparent à repousser la force par la force. — Nouvel impôt. — Sauvebœuf commande les troupes. — Conduite du clergé. — Combat de Portets. — L'affaire du Tourne et de Langoiran, etc., etc.

Livre X.
—
1649.

Voir l'écrit intitulé : *Les véritables motifs de l'emprisonnement des princes*, dans un recueil d'imprimés sur les troubles de Bordeaux, appartenant à M. de Montaubriq de Bordeaux.

Dans ce conflit des pouvoirs du gouverneur et du Parlement, on ne peut s'empêcher de reconnaître de grands torts de part et d'autre : l'un avait abusé de son autorité en violant les privilèges de la ville ; l'autre, en voulant exagérer sa puissance et en s'efforçant par tous les moyens, même par la guerre civile, d'humilier l'arrogant gouverneur de la province. La cour ne voyait pas avec plaisir la conduite du Parlement, qui agissait en souverain ; Mazarin était d'ailleurs indisposé contre les Bordelais ; il avait la confiance de la reine et affectionnait d'Épernon. L'abstention du clergé et son refus de s'immiscer dans ces discordes intestines pouvaient passer pour actes de sagesse ; mais ces actes prirent une autre signification quand on sut qu'au fond la généralité des ecclésiastiques blâmait la conduite du Parlement et penchait pour le gouverneur ; c'était aux yeux de la cour une forte présomption en faveur de d'Épernon ; il était d'ailleurs le plus puissant et partant le plus heureux. La bataille de Libourne et la défaite des Bordelais lui donnaient, aux yeux de bien des

gens, gain de cause ; les malheureux, comme les absents, ont toujours tort.

Dans cet état de choses, les députés du Parlement arrivèrent à la cour ; mais le roi refusa de les entendre et poussa même la sévérité jusqu'à les envoyer en exil à Senlis. Quelques jours plus tard, il expédia à d'Épernon des lettres-patentes, portant interdiction du Parlement à Bordeaux, et y envoya le comte de Comminges, avec des huissiers à la chaîne, pour signifier ses volontés à la Compagnie et les faire exécuter. Les jurats, que le Parlement avait imprudemment humiliés, triomphèrent de la tournure que prenaient les affaires ; ils écrivirent même au duc que le peuple était las des intrigues et des tracasseries du Parlement, qu'il était temps qu'il vînt en ville, que tout était disposé à le recevoir. Sur cette invitation et sur les avis de ses amis, il se rendit à Bordeaux. Le Parlement, consterné, ne suscita pas d'obstacle ni ne fit pas d'opposition ; le peuple le regardait passer avec indifférence, et, au lieu de manifestations hostiles, se bornait à hurler à ses oreilles les cris de *Vive le roi ! vive le Parlement !* Surpris et un peu intimidé, il s'avança avec sa garde jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, où il trouva les jurats et un grand nombre de bourgeois qui l'attendaient. Il leur parla affectueusement et leur assura qu'il déplorait les désordres passés, qu'on aurait tort de les lui attribuer ; qu'il chérissait tendrement les bourgeois, dont il était fier de se dire le premier ; qu'il n'avait bâti la citadelle de Libourne que par les ordres du roi, et que, puisqu'elle faisait tant d'ombrage aux Bordelais, il prierait Sa Majesté d'en permettre la démolition ; que le commerce et l'industrie, toutes les classes avaient besoin de la paix, et que les Bordelais pourraient s'en promettre les avantages tant qu'ils se maintiendraient dans le devoir. La Barrière, l'un des jurats, répondit par une basse flagorneurie que les arrêts du Parlement avaient défendue ; il le qualifia d'*Altesse* ; à ce mot, un sourire moqueur effleura les

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

12 Juillet.

D. Devienne,
liv. VII.

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

lèvres de presque tous les assistants ; il poussa la flatterie beaucoup plus loin et dit que sa présence sanctifiait l'Hôtel-de-Ville, que tant de cabales et d'assemblées profanes avaient indignement souillé ; qu'à l'avenir on espérait voir croître l'olive dans ce lieu ; que le roi ainsi que le gouverneur pouvaient compter sur les bourgeois, qui étaient reconnaissants du pardon qu'il leur faisait espérer de leurs fautes, et des bontés qu'il voulait bien avoir pour la ville.

Quand on eut appris au dehors les paroles bassement adulatrices du jurat, le peuple, comme le Parlement, en fut indigné. Le duc, flatté de ce qu'il avait entendu, invita les jurats à convoquer tous les bourgeois pour le lendemain, afin d'entendre ce qu'il avait à leur dire pour le service du roi ; les jurats obéirent avec empressement et distribuèrent dans la soirée plus de deux mille billets d'invitation.

D. Devienne,
ibid.

Le lendemain, après avoir entendu la messe aux Carmes, où il était allé, escorté de deux ou trois cents chevaux, on vint lui dire que les bourgeois ne se rendaient pas à l'assemblée et qu'il n'y en avait tout au plus que sept ou huit avec les jurats. Vivement affecté de cette indifférence, il se rendit à la Bourse, où les huissiers à la chaîne et le comte de Comminges l'attendaient. Il les envoya au Palais et les suivit de près. Ayant échelonné ses gardes en dehors et à l'intérieur des salles, il monta avec cinquante gentilshommes dans la grande salle, où il y avait une foule d'avocats, de procureurs et de plaideurs. Le capitaine des gardes fit écarter le peuple avec violence ; on se mit à crier : *Aux armes ! on fait violence à la justice ! on égorge le Parlement !* Ces cris furent entendus au dehors ; le peuple s'émut, et tout semblait annoncer un conflit ou des violences plus ou moins graves.

Relation de ce
qui s'est passé
en la ville de
Bordeaux, les
derniers jours
de juillet 1649.

Les huissiers demandèrent une audience ; la Chambre se réunit, et, enfin, les huissiers furent admis avec le comte de Comminges, qui portait son épée et ses éperons et tenait à la main un bâton dont la poignée était d'ivoire. Les séides u

D. Devienne,
ibid.

duc se pressèrent dans l'enceinte ; mais le président Latresne ordonna qu'on laissât le passage libre, et dit aux huissiers qu'ils n'avaient pas besoin d'escorte pour porter les ordres de Sa Majesté dans un lieu où on les recevait avec respect et les exécutait avec obéissance. Les huissiers répondirent qu'ils n'avaient invité personne ; le comte de Comminges ordonna aux amis du duc de se retirer. Ils le firent par respect pour le comte, disaient-ils, et non pour le Parlement, et accablèrent d'injures les membres de la Compagnie qui n'avaient pu encore entrer. Alors les huissiers voulurent parler ; mais Latresne refusa de les entendre jusqu'à ce que d'Épernon et ses gardes eussent évacué le Palais et laissé les abords libres ; le comte et le procureur général allèrent prier le duc de se conformer aux désirs du Parlement. Le duc refusa ; le comte prit sur lui de dire que le duc allait se retirer ; qu'il ne s'agissait pas de délibérer, mais d'obéir aux ordres du roi. Latresne répondit que s'il avait des pouvoirs extraordinaires, le premier usage qu'il devait en faire, c'était de rendre la liberté à la Compagnie. Pendant ces débats, on vint avertir le duc que le peuple s'ameutait et faisait des barricades pour lui fermer le passage ; que le major du Château-Trompette, Filouze, qui venait de sortir avec cent cinquante hommes et des canons, était attaqué par les habitants de Saint-Pierre, à coups de pierre et de mousquet, et obligé de rentrer au château ; et enfin, qu'il fallait opérer sa retraite le plus tôt possible s'il désirait sauver sa vie.

Le duc, alarmé, songea enfin à se retirer ; il connaissait le danger ; il voulait l'éviter. Plusieurs de ses cavaliers s'enfuirent ; d'autres abandonnèrent leurs chevaux et leurs armes ; le duc lui-même, pâle et tremblant, se traîna à son cheval ; son aumônier sortit le premier, criant au peuple que le duc était d'accord avec le Parlement, tandis que le duc lui-même, effrayé, regardait de temps en temps les toits des maisons, de crainte qu'on ne lui jetât quelque chose à la tête.

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

Informé que d'Épernon était parti et que le calme avait remplacé au dehors le tumulte, Latresne invita le comte de Comminges à produire ses lettres de créance ; il répondit que le bâton indiquait assez le caractère dont il était revêtu et la mission dont il était chargé. On insista pour connaître, selon les usages des cours souveraines, l'étendue de son pouvoir ; le comte leur montra un parchemin et ne consentit à en donner connaissance qu'au procureur général et en secret. Alors ce fonctionnaire, ayant lu les lettres-patentes que portait le comte, rassura la Compagnie et lui dit que le commissaire extraordinaire était chargé par Sa Majesté d'exécuter ses ordres en Guienne. Cet air de mystère ne satisfait point le Parlement ; il exigea la production des lettres-patentes ; mais le comte refusa toujours et sortit enfin de la Grand'Chambre. Alors le président Latresne, s'adressant aux huissiers, leur dit de faire leur devoir. Ils se découvrirent de suite, et l'un d'eux parla en ces termes :

« Messieurs, nous sommes ici de la part du roi, votre très-honoré et souverain seigneur et maître et le nôtre, pour vous porter ses ordres. » Ils se couvrirent alors, et l'un d'eux lut la déclaration du roi et de la régente, en date du 12 juillet. Dans ce document, le roi se dit mécontent du Parlement pour avoir fait défense de lever un impôt de deux écus par tonneau de vin, que son Conseil avait ordonné ; pour avoir interdit de sa propre autorité la Cour des Aides, le 18 mars 1649 ; enfin, pour avoir pris les armes sans permission. Le roi affirma qu'il avait fait tout ce qu'il lui était possible pour faire rentrer le Parlement dans le devoir, fit l'éloge du duc d'Épernon et blâma énergiquement la conduite qu'on avait tenue à son égard à Bordeaux. « A ces causes, ajoute le roi : nous avons, par ces présentes, signées de notre main, interdit et interdisons les officiers de notre Cour du Parlement de Bordeaux de tous exercices et fonctions de justice, soit en corps ou autrement ; défendons à tous nos sujets de le

12 Juillet 1649.

» ressort de les reconnaître pour juges, déclarant dès à pré-
» sent tous jugements, arrêts et autres actes qu'ils pourraient
» rendre ci-après nuls et de nul effet, et comme donnés par
» personnes privées et sans pouvoir, jusqu'à ce que par nous
» en ait été ordonné autrement, et d'autant qu'il n'est pas
» juste que les arrêts donnés contre notre autorité et le bien
» de notre service et la personne de notre le dit oncle, le duc
» d'Épernon, et ses domestiques, demeurent dans leur force
» et vigueur, nous avons cassé et annulé, cassons et annu-
» lons tous les arrêts donnés par notre dite Cour du Parle-
» ment de Bordeaux, depuis le 26 janvier dernier, jusqu'à tant
» en matière publique qu'en la personne de notre oncle, le
» duc d'Épernon et ses domestiques ; commandons aux huis-
» siers de notre conseil qu'à ce faire nous commettons de se
» transporter en la dite Cour du Parlement de Bordeaux et
» icelle séante et assemblée, leur signifier ces présentes, nos
» lettres d'interdiction, leur faisant commandement d'y obéir,
» et aux officiers d'icelle de sortir de la dite ville de Bor-
» deaux quatre jours après la signification des présentes, sous
» peine de désobéissance et d'être procédé comme rebelles et
» contrevenants à nos commandements. Enjoignons à notre
» cher et bien aimé notre dit oncle, le duc d'Épernon, de
» donner main-forte pour l'exécution de notre présente dé-
» claration, et à tous nos autres officiers et sujets d'obéir aux
» ordres qui leur seront par lui donnés à cet effet, car tel est
» notre plaisir. »

La Cour fut surprise ; mais elle connaissait la main qui avait tenu la plume du roi ; cette pièce était purement et simplement la traduction de la pensée de d'Épernon. On voulait obéir, car la déclaration était précise ; mais le procureur général s'opposa à l'exécution des lettres-patentes, par la raison qu'elles avaient été surprises à la religion du roi. Le Parlement, ayant délibéré sur ce réquisitoire, rendit, le 24 juillet, un arrêt portant que le roi serait amplement informé

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

D. Devienne,
ibid.

Livre X.
Chap. 4. }
— — —
1649.

par messire Jean de Gourgues, président ; MM. Jean de Monjon, Luc de Mirat, conseillers, et Thibaut de Lavie, qui seraient députés pour faire à Sa Majesté des remontrances sur ces lettres, et que cependant les officiers de la Cour et la Chambre de l'Édit continueraient, sous le bon plaisir du roi, l'exercice de leur charge pour le bien du service de Sa Majesté et la conservation de la tranquillité publique.

Quelques jours plus tard, le procureur général présenta au Parlement un arrêt du Conseil, qui modifiait la déclaration. Cette nouvelle pièce portait que le roi n'avait pas voulu interdire tous les officiers de la Compagnie et qu'il en exceptait quelques-uns, dont la conduite avait été fidèle et irréprochable. On y avait laissé en blanc les noms de ceux qui avaient été conservés ; le duc remplit ce vide en y insérant les noms de ses amis. Cette supercherie paraissait évidente par la différence de l'écriture et la fraîcheur de l'encre. Cette pièce dévoila l'intrigue ; l'indignation du Parlement et du public était au comble.

D. Devienne,
ibid.

Pendant ce temps, le gouverneur menaçait d'employer la force pour faire exécuter les ordres du roi ; mais il insinuait en même temps que si on voulait l'en prier, il s'efforcerait d'obtenir grâce pour le Parlement. On refusa ses offres et on méprisa ses menaces, en se préparant à la guerre. Tous ces préparatifs alarmèrent le duc ; il craignait d'être attaqué dans son château de Puy-Paulin ; il tremblait pour sa vie, qu'il voyait en danger ; il se disposa enfin à quitter la ville et ordonna à ses gens de monter à cheval pour le suivre. La peur du duc fut un sujet de crainte pour le peuple ; on crut qu'il allait arrêter les membres du Parlement ; le peuple s'attroupait sur la place d'Armes : les uns surveillaient le duc, les autres barricadaient les rues ; chacun s'apprêtait à payer de sa personne. On vit enfin défiler les gens du duc tranquillement en plein jour. Arrivés à la porte Saint-Julien, ils y trouvèrent des chaînes et des barricades, avec des bourgeois pour les

défendre. Ils revinrent en avertir leur maître, qui, la peur dans l'âme, gagna vite la porte Dauphine, avec sa cavalerie, et se sauva dans la campagne. Il eut à peine passé la porte de la ville que des enfants qui se divertissaient dans les champs se mirent à lui lancer avec leurs frondes une grêle de pierres et l'obligèrent de doubler le pas. Jamais retraite ne fut plus honteuse ; la veille, il parlait en dictateur à des hommes qui refusaient d'être ses esclaves ; le lendemain, il fuyait, triste et abattu, accompagné des huées des femmes et des cailloux des enfants ! C'était l'orgueil puni par la faiblesse même !

Sur ces entrefaites, le baron de Fumel, Bridoire et plusieurs autres gentilshommes arrivèrent par eau pour offrir leurs services au duc ; mais, reconnus pour Épernonistes et craignant pour leur vie, ils se retirèrent dans leurs bateaux, où l'on avait remarqué beaucoup de mèches et de bandoulières, ils poussèrent au large et s'éloignèrent du rivage ; mais on en tua quelques-uns à coups de fusils et ils furent presque tous blessés. Une partie de leurs soldats voulut se sauver à la nage, mais ils se noyèrent ; d'autres furent assommés à bord. Les gentilshommes qui se trouvèrent dans la première barque allaient subir le même sort, si Muscadet, conseiller à la Cour, accouru au bruit, ne les eût sauvés en les faisant conduire à la conciergerie, tous blessés ou mourants de peur. Marin, ancien maréchal-de-camp du duc, était venu aussi le trouver ; mais ayant appris sa fuite, et se voyant reconnu et menacé de la corde ou de la rivière, il s'enfuit à toute bride ; l'exaspération du peuple était extrême.

D'Épernon, honteux de sa fuite, se voyait encore humilié par les Bordelais ; il s'en prit aux jurats, qui lui avaient promis un bon accueil, et menaça de les faire pendre. Serviles et lâches, il s'efforcèrent de le calmer en détrompant le peuple et en lui faisant des créatures ; mais ils ne réussirent qu'à se faire des ennemis à eux-mêmes et à encourir la haine des Bordelais. On se défiait d'eux ; on craignait qu'ils ne s'emparassent

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

D. Devienne,
liv. VII.

Fonteneil,
*Mouvements
de Bordeaux*,
liv. III, ch. 2, 6.

de l'Hôtel-de-Ville ou des portes. Pour prévenir ce malheur, le peuple garda nuit et jour les places dont les jurats pourraient vouloir se rendre maîtres. Se voyant les objets d'une inquiète surveillance, et craignant pour leur vie, ils ne savaient comment faire pour se soustraire aux périls dont ils étaient menacés. La Barrière, qui avait été le maladroit flagorneur du duc, se regardait plus compromis que les autres; il feignit d'aller chez un ami à la campagne et de là se retirer quelque part où il serait en sûreté; mais arrivé dans une allée solitaire où il se croyait loin de ses ennemis, un individu, qui avait observé ses démarches et s'était caché là tout exprès, lui tira un coup de fusil, dont il mourut bientôt après. Sa fin tragique effraya les autres jurats; Bechon et Lestrilles sortirent de Bordeaux. Ardant était toujours à Paris, de sorte qu'il ne se trouvait plus à Bordeaux que Frans et Niac : le premier était malade et le second aurait voulu l'être. On le pria de pourvoir à la police de la ville et de remplir avec courage les autres fonctions de sa charge; il engagea ses collègues à rentrer; mais la mort de La Barrière était toujours un obstacle à l'accomplissement de son vœu. En attendant l'élection des nouveaux jurats, qui devait se faire sous peu de jours, les bourgeois, de concert avec les commissaires du Parlement, nommèrent comme jurats, pour s'occuper de la police, les conseillers Boucaud, Cieutat, Sabourin et Fayard; c'était une élection provisoire. Quelque temps après, on travailla les esprits si bien, qu'on élut des hommes amis du Parlement et du peuple; ce fut Pontac, greffier en chef; Constant, avocat, et Emmanuel Hugla, tous trois très-populaires et très-estimés à Bordeaux. D'Épernon apprit avec un véritable chagrin ces démarches et l'union du peuple avec le Parlement. Le temps des ménagements était passé pour lui; il envoya ses troupes ravager le pays et faire main-basse sur tout ce qui tomberait sous leurs mains. Il montra toute l'énergie de son âme, toute l'intensité de sa haineuse colère à se venger des Bordelais, et

fit mettre à mort, à Langon, deux individus qui n'avaient d'autre tort que d'être de Bordeaux.

Cet état de choses indigna le Parlement et lui fit comprendre qu'il n'avait pas de grâce à attendre d'un homme comme d'Épernon; il songea à repousser la force par la force, et ordonna qu'on l'informerait des pillages, meurtres et crimes de toute sorte commis par les Épernonistes, afin de dresser un tableau général des affaires de la province et des méfaits de d'Épernon, qu'on pût transmettre aux Parlements de Paris et de Toulouse, pour les engager à s'intéresser aux Bordelais auprès de Leurs Majestés.

On dressa, en effet, ce tableau des misères du pays, des oppressions et des violences de d'Épernon, et on envoya ces deux lettres, datées le 12 juillet et le 2 août, au Parlement de Paris. On ne se borna pas à cet acte : la Cour du Parlement rendit un arrêt, le 16 du même mois, *portant inhibition et défense à tous les gentilshommes du ressort de porter les armes à la suite du sieur d'Épernon, à peine de privation de noblesse et autres peines*, et attendu que, pour assiéger Bordeaux et ruiner les environs de cette ville, il avait fermé le passage des rivières, ravagé journellement les maisons de campagne, fait emporter les meubles et les grains, assemblé un grand nombre de gens de guerre, etc., etc.

Le Parlement établit en même temps, pour les frais de la guerre, un nouvel impôt sur la viande et les farines; il invita les nobles, les sénéchaux et les communautés de la province, à contribuer à la défense de la ville et au soulagement des opprimés, et déploya dans cette conjoncture beaucoup de zèle et d'ardeur pour en finir avec l'oppresseur; mais les hommes qui poussaient le plus à la guerre étaient les premiers à crier contre l'impôt, dont personne ne pouvait cependant contester la nécessité. Ils avaient beaucoup souffert, beaucoup dépensé; il leur répugnait de faire de nouveaux sacrifices, quelque nécessaires qu'ils fussent, pour qu'ils ne souffrissent plus. Plu-

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

sieurs voulaient désertre la ville ; mais le Parlement lui-même fut le premier à donner le bon exemple en tout ; il ordonna aux émigrés de rentrer dans le cours de trois jours , sous des peines très-graves.

Dans ce temps, d'Épernon parcourait les campagnes et se rapprochait de plus en plus de la ville, qu'il savait être presque sans ressources, sans défense. On craignait tous les jours qu'il ne s'emparât du faubourg des Chartrons ou de celui de Saint-Seurin. Le peuple, indigné de voir que l'ennemi était à ses portes, qu'on agissait si peu, et enfin que le marquis de Lusignan se tenait dans un état de langueur et d'inaction en présence de tant de dangers et au milieu d'une population composée en partie des partisans du duc, qui parlaient et agissaient pour lui avec une scandaleuse impunité, se mit à murmurer tout haut contre ses chefs et à former des assemblées tumultueuses qui auraient pu avoir les plus fâcheuses suites. Le Parlement, se voyant entouré de dangers, pressa enfin les préparatifs qu'il avait ordonnés. On mit des gardes aux portes ; on se rendit maître du Fort du Hâ, qu'on mit en état de défense ; on barricada toutes les rues aboutissantes au Château-Trompette ; on arma des vaisseaux et des chaloupes ; on donna des commissions pour lever des troupes ; on nomma des commissaires spéciaux pour la police dans les différents quartiers ; on ordonna qu'il y aurait de dix en dix maisons un moulin à bras ; et, après avoir pris toutes les mesures nécessaires, on pria le marquis de Sauvebœuf, capitaine illustre, de prendre le commandement des troupes.

Registres
du Parlement.

Tous ces préparatifs enhardirent les Bordelais ; ils voulaient prendre l'offensive et débiter par un coup d'éclat. Ayant remonté la rivière, ils descendirent chez M^{me} de Beauröche, partisan de d'Épernon, et y surprirent le conseiller de Blanc, Saint-Méard, intendant du duc, et les deux cadets Beauröche ; ils les conduisirent prisonniers à Bordeaux. La populace voulait les mettre en pièce sur les quais ; mais les conseillers

Massiot et Desbordes intervinrent et réussirent à les arracher à la fureur du peuple et à les conduire à la conciergerie.

Pendant ces troubles déplorables, le clergé s'était toujours montré animé des sentiments les plus nobles et pacifiques ; il partageait la manière de voir de son archevêque , qui jouait le rôle qui convenait à son caractère ; mais le clergé fut, à la longue , entraîné dans le tourbillon des affaires et prit parti pour le Parlement ou les Épernonistes, selon ses préjugés, ses intérêts ou ses affections. L'abbé d'Arche, doyen de Saint-Seurin, se prononça en faveur du duc ; son langage, peu discret, compromettait le Parlement aussi bien que le clergé. Le Parlement en prévint l'archevêque ; et, voyant que cet ecclésiastique continuait toujours ses propos déplacés et imprudents , on lui intima l'ordre de sortir de la ville. Le prélat s'en plaignit au président Latresne , qui en parla, le 16 août, devant la Compagnie. On répondit que l'expulsion de cet abbé était autant dans ses intérêts personnels que pour la conservation de la tranquillité publique ; que, sans cette mesure, il deviendrait probablement la victime de la colère du peuple ; qu'il n'était pas le seul qui méritât d'être chassé ; que le curé de Saint-Remi s'était rendu aussi coupable de grandes imprudences et qu'on priait le prélat de le faire sortir de la ville sans bruit, sans scandale. Le grand tort de ce prêtre, c'était d'avoir refusé l'absolution à un officier qui servait la ville contre d'Épernon. Cet exemple était mauvais ; il aurait pu produire sur le peuple un effet fâcheux dans un siècle où la religion exerçait une grande influence sur l'esprit public ; c'était l'intérêt du Parlement d'en prévenir les suites. C'est dans cette vue qu'il députa vers l'archevêque le procureur général de Pontac, pour lui exposer les raisons de la Compagnie et lui donner l'assurance qu'elle ne s'écarterait jamais du respect et de la considération qu'elle avait pour sa personne : elle chargea de Pontac de mander les députés du chapitre dans sa maison pour lui dire la même chose. La patience

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

D. Devienne,
liv. VII.

Fonteneil,
ibid.

Livre X.
Chap. 4.
—
1649.

et la prudence du prélat mirent fin à ces tracasseries gratuites et trop fréquentes dans les guerres civiles.

Dans cet intervalle, les Épernonistes s'étaient réunis sur la hauteur du Tourne et menaçaient de se rapprocher de la ville. C'était assez pour réveiller Lusignan de sa longue léthargie. Il céda aux murmures du peuple, fit embarquer cinq ou six cents hommes sur des chaloupes; mais n'ayant plus de marée à la hauteur de l'île Saint-Georges, il y descendit et apprit que le gros des Épernonistes était à Portets, et que le détachement qui se trouvait sur les hauteurs de la rive droite n'avait d'autre dessein que d'enlever trois ou quatre galiotes qui se trouvaient dans le port du Tourne. Le chevalier Thibaut partit avec deux galiotes pour les reconnaître, et Lusignan monta jusqu'à Paillet, dans l'intention d'aller attaquer Cadillac; mais d'Épernon, qui se trouvait à Beautiran, en marche sur Bordeaux, revint sur ses pas et s'établit à Portets. Lusignan, pour ne pas être pris entre deux feux, renonça à sa course, à Cadillac, et débarqua ses troupes sur la rive gauche pour attaquer l'ennemi. L'entreprise était hardie et dangereuse, car l'ennemi s'était retranché dans la garenne de Portets. Les Bordelais volèrent à l'attaque; l'avant-garde était commandée par Lamothe-Delas, Galibert, Richon; Lusignan avait avec lui les chevaliers Thibaut, Duvergier, Suaud, Ceridos, un autre Richon et Lamothe-Sauvage. L'attaque commença avec violence, le feu fut très-vif de part et d'autre; mais les Épernonistes, quoique supérieurs en nombre, foudroyés par les canons des Bordelais, furent contraints de se replier derrière leurs retranchements, après avoir laissé sur le rivage quatre-vingts hommes, tandis que les Bordelais n'avaient perdu que quatre soldats. Le marquis de Lusignan se prépara à attaquer l'ennemi le lendemain matin; il voulut commencer par le derrière du château; mais les Épernonistes décampèrent pendant la nuit. Sur ces entrefaites, le détachement épernoniste, de l'autre rive, crut pouvoir s'emparer de

galiotes du Tourne. Thibaut le repoussa et le délogea de sa position. Il envoya de suite un lieutenant avec trente mousquetaires pour s'emparer de la maison du baron de Luz, en vue du château de Langoiran, où les Épernonistes s'étaient retranchés. On y trouva quatre fauconneaux montés sur leurs affûts, trois fauconneaux à crocs, vingt-cinq mousquets et fusils. Tout cela fut envoyé à Bordeaux, sur une chaloupe de Cadillac, prise sur l'ennemi.

CHAPITRE V.

D'Épernon marche sur Bordeaux. — Lusignan va au devant de lui. — Combat du Tourne. — Nouveaux sacrifices des Bordelais. — Le marquis de Sauvebœuf. — Maladresse de Comminges. — Le pirate Monstri sur la Garonne. — Siège du Château-Trompette. — Le maréchal de Praslin. — Il négocie la paix sans succès. — Il se retire à Blaye. — Capitulation du Château-Trompette. — Remontrances du Parlement de Paris en faveur des Bordelais. — Un conseil de guerre à Bordeaux. — Sauvebœuf réduit les petites villes sur la rive gauche. — Siège de Langon.

Livre X.

1649.

D. Devienne,
liv. VII.

Fonteneil,
ibid.

Ces tristes nouvelles parvinrent bientôt aux oreilles du duc ; il en fut extrêmement affligé. Il conçut des projets de vengeance et résolut de nouveau d'attaquer Bordeaux. Cette ville prise, toute la province se soumettrait ; en l'attaquant, il se persuadait qu'il y attirerait le marquis de Lusignan et détournerait son attention du château de Cadillac. Il partagea ses forces en deux corps : l'un d'eux marcha vers Bordeaux et s'arrêta dans le camp de Beautiran ; l'autre, composé de deux mille hommes et de cent cinquante chevaux, devait reprendre ses anciennes positions sur les hauteurs du Tourne. Lusignan fit monter huit ou neuf cents hommes sur deux frégates, deux galères et deux galiotes, avec des canons et des pierriers. Arrivé à la hauteur du Tourne, il débarqua cent vingt mousquetaires pour attirer les Épernonnistes dans la plaine. Il ne se trompait pas dans ses prévisions. L'ennemi courut en foule vers les soldats débarqués ; c'était, selon lui, une facile proie que l'ignorance des Bordelais lui abandonnait ; mais, arrivé à une portée de fusil du rivage, la mitraille des canons bordelais fit un si grand ravage dans ses rangs, qu'il laissa plus de trois cents hommes sur la place et regagna, à la hâte, les hauteurs qu'il avait imprudemment quittées.

La nouvelle de ces victoires releva le courage des Bordelais; la joie était générale, et l'espoir d'en finir avec le duc renaissait dans tous les cœurs; mais il fallait de l'argent, et les riches n'étaient guère disposés à faire de nouveaux sacrifices. La persuasion, jointe à l'enthousiasme de la victoire, ne suffisait pas; il fallait user d'autorité. On visita les caisses des receveurs et des banquiers; on taxa les bourgeois; on épuisa toutes les ressources et on vint enfin à bout de faire une somme considérable. De son côté, le duc cherchait tous les moyens possibles de réparer ses échecs; il défendit à tous les Blayais de commercer avec les Bordelais; il fit condamner par le conseil la mémoire du marquis de Chambaret, comme criminel de lèse-majesté, et ordonna que sa maison serait rasée, ses bois dévastés et sa postérité notée d'infamie; mais à la requête de M^{me} la marquise, le Parlement ordonna qu'il serait sursis à l'exécution de cet arrêt et que les parties se pourvoieraient devant le roi, dans l'espace de deux mois; il défendit à toutes personnes de passer outre, sous peine d'une amende de 30,000-liv. On arrêta de plus qu'on écrirait au gouverneur de la province du Limousin, où étaient situées les propriétés de Chambaret, pour qu'il veillât à l'exécution des ordres de la Compagnie.

On envoya le conseiller Guyonnet à Limoges, avec de secrètes instructions pour le marquis de Sauvebœuf, maréchal-de-camp des armées du roi, général des troupes du duc de Parme, militaire distingué. Il accepta la commission du Parlement et partit à la tête de quatre cents hommes pour Bordeaux; il y fut accueilli avec une joie indicible. Gay, l'un des beaux esprits du temps, célébra son arrivée; *c'est un bœuf*, disait-il, *qui sauvera la patrie; qu'il quitte son nom et qu'il s'appelle désormais sauve-peuple.*

Sur ces entrefaites, on reçut la nouvelle que le conseiller Mirat avait été arrêté, revenant de Paris à Blaye, par le sieur de Joigny, commandant de la place sous le duc de Saint-

Livre X.
Chap. 5.
—
1619.

D. Devienne,
ibid.

*Registres
du Parlement.*

*Recueil de
pièces, etc.*

Livre X.
Chap. 5.

—
1649.

Simon. Ayant recouvré sa liberté trois jours après, il vint rendre compte de la manière dont il s'était acquitté de sa mission; il dit que les ministres étaient fort embarrassés de l'état des choses en Guienne et craignaient que le Parlement de Paris n'épousât la querelle de celui de Bordeaux; qu'ils allaient envoyer le comte de Comminges avec plein pouvoir de mettre fin à ces déplorables dissensions. En effet, le comte arriva peu de jours après; mais, négociateur impolitique, au lieu de se rendre auprès du Parlement, il alla droit trouver d'Épernon. Les Bordelais en furent mécontents; mais ils s'attendaient à ce que le gouverneur, à l'arrivée du commissaire royal, cessât ses ravages; ils se trompaient; les actes de violence n'en furent ni moins fréquents ni moins condamnables. Cependant, le maladroit négociateur écrivit au Parlement qu'il était investi de pleins pouvoirs pour mettre fin aux troubles de la province. Le Parlement, indigné de ce qu'il ne s'efforçait pas de faire cesser les ravages et les spoliations exercées par les Épernonistes sur des Bordelais inoffensifs, répondit que si la Cour voulait des grâces, elle ne les demanderait et ne les recevrait que de la bonté du roi. Quelques jours plus tard, le comte fit une autre maladresse : il écrivit au Parlement, et, sur cette lettre qu'il envoya par un simple religieux, il mit pour toute adresse : *A Messieurs de la Cour du Parlement de Bordeaux*, au lieu d'écrire, selon l'usage : *A Messeigneurs*. Le Parlement renvoya la lettre, sans daigner même l'ouvrir, ce qui rompit tout à fait les négociations avec le comte. Il n'y avait d'autre remède aux nécessités du moment que la force pour repousser la force. Le Parlement, vu les vexations de d'Épernon, ordonna que les sujets du roi seraient déchargés de la moitié de la taille et que l'autre moitié serait payée aux commissaires de la Compagnie, pour le service du roi et de l'État, la conservation de la ville et la sûreté de la province.

*Registres
du Parlement,
28 Août 1649.*

Pendant ces préparatifs, plusieurs seigneurs vinrent offrir

leurs services au Parlement ; parmi les autres, on remarquait le marquis de Sainte-Croix, fils du maréchal d'Ornano ; Théobon, père du marquis de Lusignan ; Lamothe d'Hautefort ; mais aucun n'inspira aux Bordelais une si grande confiance que le marquis de Sauvebœuf ; lui seul pouvait sauver la ville, lui seul rassurait tout le monde et devait couronner toutes les espérances ; il était l'idole du peuple !

D'Épernon, exaspéré au dernier point, ne se contenta plus et donna toute liberté à ses troupes de ravager le pays ; le pillage, le vol, le viol, le meurtre étaient à l'ordre du jour ; on n'entendait parler que des églises dévastées, des prêtres massacrés, des châteaux incendiés, des maisons livrées aux flammes ; il avait chargé Monstri de pénétrer dans la Gironde et de ravager les côtes ; mais les Bordelais équipèrent une armée navale pour le combattre, et en donnèrent le commandement au chevalier Thibaut, qui descendit de suite au devant de l'ennemi et alla mouiller au Bec-d'Ambès, pour garder le passage de la Garonne et de la Dordogne. Il leva l'ancre à la marée descendante ; mais le hardi pirate s'éloigna à force de rames, et, ne connaissant pas les passes, échoua sur un banc de sable. Thibaut envoya deux galiotes pour s'emparer du vaisseau ; mais Monstri y mit le feu et, s'échappant sur une chaloupe, parvint jusqu'aux côtes du Médoc, après avoir jeté son artillerie sur le sable. Les galiotes arrivèrent à temps pour éteindre le feu et emportèrent à Bordeaux l'artillerie qu'on sauva du naufrage.

Dans ce temps, Haumont, commandant du Château-Trompette, reçut l'ordre de d'Épernon de tirer sur la ville ; il n'accomplit que trop fidèlement cette injonction barbare. Bordeaux, dans un certain rayon autour du château, n'offrait aux regards qu'un monceau de ruines ; les habitants fuyaient à l'autre extrémité de la ville, les maisons croulaient partout au bruit du canon, l'église des Jacobins fut renversée ainsi que le couvent de Sainte-Catherine, où une pauvre religieuse fut

Livre X.
Chap. 3.
—
1649.

*Registres
du Parlement,
28 Août 1649.*

Livre X.
Chap. 8.

1649.

D. Devienne.

—
Monglat ,
Mémoires ,
Collection de
Petitot, t. 50.

blessée d'un boulet qui pénétra dans l'intérieur. Le désordre était affreux ; l'indignation du peuple ne connaissait plus de bornes. Le siège du château était devenu une nécessité ; le marquis de Sauvebeœuf résolut de le faire et en partagea les dangers et la gloire avec le conseiller d'Espaignet, qui n'entendait pas moins, dit un auteur, le métier de la guerre que celui du Palais. Le marquis se chargea d'attaquer le bastion qui dominait le port et alla s'établir aux Chartrons , près du point désigné, *bien résolu*, disait-il, *de n'en point partir qu'il n'eût couché dans les bras de sa maîtresse* (le château). Le peuple se porta en foule auprès du marquis ; les travaux y furent exécutés avec une telle ardeur, qu'en moins de huit jours la tranchée fut poussée jusqu'aux bords de la contrescarpe du fossé. D'Espaignet s'était établi du côté opposé ; il devait attaquer une tour carrée qui dominait la ville et la campagne ; et , après avoir formé ses retranchements , il fit dresser une batterie de canons et mit ses hommes à couvert des attaques du château. Le siège fut entrepris avec ardeur et continué avec courage , malgré les propositions que d'Épernon avait fait faire de Paris.

Registres
du Parlement ,
9 Septembre
1649.

Le Parlement s'assembla le 9 septembre ; et, après avoir rappelé les divers traités de paix , même celui fait avec l'archevêque de Bordeaux , constata les charges suivantes : « Le sieur duc d'Épernon a fait faire plusieurs pillages , ruines , ravages , voleries , démolitions de maisons , dégradations de bois de haute futaie , tuer des curés et prêtres de campagne et autres personnes , mis le feu en plusieurs endroits de la ville , et autres actes d'hostilité , a fait faire des levées extraordinaires sur les sujets du roi ; de plus , ceux qui commandent au Château-Trompette ont tiré , par son ordre , plus de quatre mille coups de canon et ont ruiné quantité de maisons des particuliers et monastères , qui ont obligé des religieux et religieuses et bourgeois de les abandonner , et continuent encore à présent de tirer jour et nuit , et , après

» tant de désolations réitérées et foi violée, il serait impossible
» d'entretenir la correspondance nécessaire avec lui pour le
» service du roi ; la Cour, les Chambres assemblées, déclare le
» duc d'Épernon perturbateur du repos public, et fait inhibi-
» tion et défense à tous gentilshommes et sujets du roi de le
» suivre et d'exécuter ses ordres, ruineux et dommageables à
» la province, et conformément à l'arrêt de ladite Cour, du 20
» avril dernier, arrête que le roi sera très-humblement sup-
» plié, pour le bien de son service et tranquillité publique,
» de bailler un autre gouverneur à la province de Guienne. »

D'Épernon, étonné, irrité au suprême degré, voyait l'avenir sous les couleurs les plus noires ; il recourut aux menaces ; c'était un signe de sa faiblesse ou au moins de ses craintes. Il allait, disait-il, exterminer les Bordelais comme des séditieux et des rebelles, raser leurs maisons et leurs murailles, et dévaster les terres des membres du Parlement, hostiles à sa domination. Il ne se borna pas à des menaces ; il les réalisa en grande partie en ravageant les propriétés et en démolis-
sant les maisons de campagne des conseillers du Parlement. Le conseiller Suduiraut s'était constamment montré son implacable adversaire. D'Épernon fit arracher ses vignes, démolir son château, près de Preignac, et ordonna aux habitants du bourg et des paroisses voisines de dégrader les bois de haute futaie dépendants de ce domaine. Le Parlement crut devoir autoriser des représailles ; il autorisa le marquis de Sauvebœuf à dévaster les maisons et propriétés du duc et de ses adhérents, et déclara le gouverneur perturbateur du repos public. On s'étonnait que le marquis ne se transportât pas à la campagne pour arrêter les ravages des Épernonistes ; mais il aimait mieux pousser vigoureusement le siège du château ; les opérations militaires du duc dans les environs n'avaient qu'un but, celui d'attirer les assiégeants hors de la ville et de donner du repos aux assiégés, avec les moyens de se fortifier mieux et d'approvisionner sa place. Le marquis

Livre X.
Chap. 3.

—
1649.

D. Devienne,
liv. VII.

—
Fonteneil,
ibid.

Livre X.
Chap. 5.

1649.

devina la pensée du duc et continua activement le siège ; il fit mettre les Chartrons à l'abri d'une attaque et en état de repousser toute descente du côté de la rivière. Langoiran , à la tête des milices du Bouscat, de Caudéran et de Villeneuve, appuyées de quelques gardes bourgeoises , défendait le faubourg Saint-Seurin ; le haut de la rivière était protégé par Treillebois , avec cinq gros vaisseaux , deux brûlots , seize galiotes et deux galères. Au devant du château, on avait fait une estrade pour que personne ne pût y entrer.

Pendant ces travaux stratégiques , Sauvebœuf , jeune et vaillant , ne se donnait pas un moment de repos ; il s'épuisa au point qu'il tomba dangereusement malade ; on le transporta en ville pour mieux le soigner , et Lusignan le remplaça à son poste aux Chartrons. On s'aperçut bientôt de l'absence du général en chef ; on poussait les travaux avec moins d'ardeur et d'activité ; les attaques étaient moins vives et moins fréquentes ; les affaires ne marchaient pas. D'Espaignet , ce conseiller-guerrier , soutenait à lui seul le courage des assiégeants ; il réussit à dresser une seconde batterie de deux pièces de canon et finit par ouvrir une brèche à la tour carrée ; mais quelques volées des canons des bastions , dirigées avec adresse , démontèrent sa batterie et firent sauter si violemment un caillou , qu'il perça la botte du commandant et lui coupa le tendon du pied ; il garda le lit pendant un temps considérable. Le marquis de Théobon le remplaça.

Les partisans de d'Épernon imitaient son exemple et s'estimaient heureux de pouvoir satisfaire des haines particulières en pillant comme lui les propriétés des membres du Parlement. Pontac d'Anglade se rendit odieux par ses excès dans ce genre ; il était déjà frappé de plusieurs arrêts du Parlement ; mais le peuple , indigné au récit des désordres qu'il commettait journellement , se porta en foule à sa maison en ville et la démolit de fond en comble. Il est probable que l'idée de cette vengeance populaire avait été suggérée par

Fonteneil ,
ibid.

quelque membre du Parlement; mais, par respect pour la noble famille de Pontac, et pour prévenir des excès semblables, la Compagnie défendit, par un arrêt sévère, à toutes sortes de personnes, de démolir ou de piller aucune maison en ville, sous peine de la vie (1).

Livre X.
Chap. 5.
—
1649.

22 Septembre.

Cependant le siège n'avancait pas, aucun succès ne couronnait les efforts des assiégeants. Sauvebœuf était dangereusement malade, son état inspirait aux Bordelais les plus vives inquiétudes. Le peuple courut aux pieds des autels, et mille voix, mille vœux montaient au ciel jour et nuit pour le rétablissement de ce général, le seul espoir de la ville. De son côté, d'Épernon s'efforçait, par ses amis, de semer des germes de mésintelligence entre les généraux qui coopéraient au siège; mais ils s'aperçurent du piège, et, piqués d'honneur, ils se mirent à pousser les travaux avec plus d'activité et d'ardeur. Le commandant du château incommodait beaucoup les Bordelais par un canon qui lançait des boulets de 42 livres et qu'on appelait *Gros-Jean*. Les Bordelais réussirent à dresser, presque vis-à-vis de lui, sur la voûte des *Piliers-de-Tutelle*, une batterie de trois canons, sous les ordres des conseillers Voisin et Romat; elle vint à bout de renverser le donjon et de faire cesser le feu qui faisait tant de mal à la ville. Une quatrième batterie, sous les ordres du conseiller Mirat, abattit le pont et les guérites du côté de la ville; ils voulaient occuper cette position, mais ils y renoncèrent à cause du feu très-vif qu'on y faisait de la Tour-du-Diable, qui la dominait. Il fallait

D. Devienne,
liv. VII.

(1) Le 28 septembre 1649, la Cour publia un arrêt portant rabais de la moitié des tailles, avec une fidèle relation des grandes cruautés commises à Bordeaux, par ordre du sieur d'Épernon. (*Registre du Parlement.*)

Le 2 octobre suivant, les députés du Parlement de Bordeaux présentèrent à la reine-régente un cahier contenant de très-humbles remontrances au sujet de la nouvelle guerre qui s'est renouvelée par les encouragements, les intrigues, les violences et les affreux crimes de d'Épernon et de ses partisans; c'était une justification du Parlement et des Bordelais, et un résumé de tous les désordres dont nous avons déjà parlé et de plusieurs autres faits d'une moindre importance.

donc, pour réussir, ruiner les défenses de la tour ; on ouvrit une tranchée qu'on poussa avec succès jusqu'à la contrescarpe du fossé. Saint-Hermine, capitaine de cavalerie, y perdit la vie.

Tout annonçait la prise très-prochaine du château ; c'était la disgrâce ou au moins la défaite de d'Épernon et le triomphe du Parlement. Le comte de Comminges, n'ayant pu remplir sa mission, s'en retourna à Paris ; on le remplaça par le maréchal du Plessis-Praslin ; mais ce nouveau négociateur n'avait pas grand espoir de conduire les affaires à une fin satisfaisante ; le peuple bordelais semblait ne compter que sur lui-même pour le succès de sa cause ; il se défiait de tout et de tout le monde. Le maréchal arriva par Blaye, et, redoutant la fureur de la populace de Bordeaux, il n'osa pas y entrer et demanda à loger dans le château de l'archevêque, à Lormont. L'archevêque, qui avait gardé dans ces troubles une stricte neutralité, refusa de lui céder sa maison ; les jurats le logèrent dans la maison de la veuve Raoul, assise sur la croupe de la montagne, près Lormont, et d'où il pourrait voir toutes les opérations du siège du Château-Trompette.

Le maréchal fit connaître sa mission et demanda à traiter ; le Parlement lui envoya Pomiers, doyen de la Campagne, avec les conseillers Suduiraut, Massiot et Martin, l'avocat général Du Sault, le jurat Constant et Blanc, procureur-syndic. Diplomate habile, Praslin entra dans leurs vues, adopta leurs idées, blâma la fierté et les violences du duc, étudia le caractère des commissaires du Parlement, tout en applaudissant à leurs paroles et conduite ; il insinua de temps en temps qu'ils avaient mal agi, qu'il fallait demander grâce au roi ; il faisait agir ses amis à Bordeaux, et, pendant tout cela, négociait avec d'Épernon, qu'il flattait aux dépens des Bordelais. Cette conduite équivoque déplut aux Bordelais ; on voyait avec peine qu'il s'efforçait de temporiser, de gagner les uns, d'intimider les autres et de traîner les négociations en lon-

gueur, jusqu'à ce que les circonstances pussent permettre au duc de secourir le château. Les commissaires agissaient cependant avec une prudente réserve, mais avec plus de franchise et de loyauté que le maréchal ; ils ne cachaient pas leurs sentiments et n'espéraient une paix solide et durable qu'après la prise du Château-Trompette et la destruction des forts ; le maréchal déploya une noble fermeté dans l'occasion et répondit qu'ils pourraient le démolir, mais qu'on le ferait reconstruire plus beau que jamais et à leurs dépens. Il ne se borna pas à ces démarches directes, il envoya son frère, l'évêque de Comminges, en ville, et le chargea de continuer la négociation et de lui mander tout ce qu'il parviendrait à découvrir d'utile à sa mission et à la cause du roi.

L'évêque se mit en rapport avec le président Latresne ; le marquis de Sauvebœuf, qui était presque rétabli, l'apprit avec peine, et, se défiant d'une trahison et de la lâcheté de quelques Bordelais, qui, sous le masque d'un patriotisme outré, vendaient leurs services aux amis du duc, se fit porter au Parlement, et là, dévoilant l'intrigue, déclara que les évêques de Comminges et de Bazas avaient voulu le corrompre en lui offrant, de la part du cardinal, le bâton de maréchal, avec le gouvernement du Limousin, s'il voulait abandonner les Bordelais, mais qu'il aimait mieux mourir que se salir en acceptant de telles propositions, quelque avantageuses qu'elles fussent. Cette importante révélation, que Praslin qualifia de mensonge, produisit une exaspération générale ; la haine qu'on avait conçue pour lui s'étendit jusqu'à l'évêque de Comminges, qui semblait s'entendre avec lui pour mystifier et tromper les Bordelais. Un jour, ce prélat, sortant de dîner chez les Jésuites, à la maison professe, vit tout à coup sa voiture entourée de misérables en guenilles, des bouchers, ayant tous le couteau à la main ; l'un d'eux s'approcha de lui, et, lui portant sa lame ensanglantée à la poitrine, menaça de l'égorger s'il ne voulait quitter la ville. Il se sauva précé-

Livre X.
Chap. 5.

—
1640.

*Mémoires
du maréchal
de Praslin.*

Livre X.
Chap. 5.

1649.

pitamment à Lormont et refusa de rentrer à Bordeaux , à la prière du Parlement. Quant au maréchal , on ne vit plus en lui qu'un ennemi de Bordeaux d'autant plus dangereux qu'il était revêtu d'un caractère respectable. On voulait se débarrasser de lui ; on lui fit peur. Un beau jour, en se levant le matin , il vit deux galiotes armées venir mouiller devant sa maison ; il crut qu'on allait l'ensevelir sous les ruines de son modeste logis ; il se retira précipitamment à Blaye.

Fonteneil ,
ibid.

Sauvebœuf, maintenant rétabli, voulait visiter les travaux ; mais avant de rien décider, il alla aux Récollets entendre la messe et communier ; c'était un jour de joie pour le peuple, qui l'accompagna partout avec des *vivats* bruyants et enthousiastes. Le courage semblait renaître, et un succès immédiat et immanquable allait bientôt couronner tous les vœux des Bordelais. On arrangea tout pour donner l'assaut le 2 octobre. Il était d'autant plus nécessaire de se presser, que d'Épernon se rapprochait de la ville, et que le comte du Doignon allait monter, dans peu de jours, jusqu'à Bordeaux, avec des vaisseaux équipés pour secourir le château. D'Épernon vint, en effet, camper au Carbon-Blanc, et fit avancer ses troupes jusque sur les hauteurs de Lormont, comme pour encourager les assiégés ; il se borna à démolir les maisons de MM. les conseillers Massip et Raganeau , et se retira ; il n'osa pas aller plus loin.

Instruit de cette apparition du duc aux portes de Bordeaux, Sauvebœuf fit hâter les préparatifs de l'attaque. Le marquis de Théobon se chargea de conduire les *enfants-perdus* ; les bourgeois demandèrent à partager le péril et la gloire, afin, dit Fonteneil, qu'on ne pût pas plus tard leur reprocher de ne tenir leur liberté que des mains étrangères. Tout étant disposé avec ordre, Sauvebœuf allait donner l'ordre au tambour de sommer les assiégés de se rendre ; mais un officier de la garnison, voyant les échelles prêtes pour l'assaut, parut sur un bastion et demanda à capituler. Comme gages de sincérité

et de bonne foi, il fallait commencer par donner des ôtages de part et d'autre; les conseillers La Lande et Guyonnet entrèrent en cette qualité au château, et, au même instant, Talanges et de Filouze, majors de la garnison, vinrent se mettre au pouvoir des Bordelais. On arrêta les conditions de la capitulation; elles furent acceptées et signées par Du Haumont et Sauvebœuf; celui-ci entra de suite au château avec Théobon, Lusignan, d'Espaignet et les troupes bourgeoises. On y trouva 260 hommes, sans compter les malades et les blessés. On les traita tous comme des hôtes, jusqu'au 19, et, ce jour-là, on les fit embarquer, à trois heures du soir, par une marée favorable, avec une escorte pour les protéger contre l'aveugle fureur de la populace, jusqu'à Rions. On trouva la place en état de faire une longue résistance : cinq retranchements bordés de canons et de fauconneaux tous chargés, une grande quantité de provisions de guerre et de bouche; des meubles, avec 30,000 écus d'argent; plus de 80 barriques de farine, 26 quintaux de poudre, une immense quantité de mèches et de boulets, 40 pièces de canons de fonte et 30 de fer, etc.

Il serait difficile de décrire l'ivresse et l'enthousiasme des Bordelais; c'était une joie bruyante, des fêtes continuelles, des feux d'artifice, des danses, des divertissements de toute sorte; c'était le peuple livré à lui-même et abandonné à toute l'expression d'un sentiment de bonheur. Sur ces entrefaites, on reçut des nouvelles de Paris. Le Parlement de cette ville fit des remontrances à la reine sur les troubles de la Guienne; c'était le 25 octobre; la nouvelle en fut portée à Bordeaux, le 2 novembre. Le président de Novion, homme d'un rare mérite, magistrat intègre et distingué, porta la parole, dans cette circonstance, avec une respectueuse fermeté. Le chancelier répondit au nom de la reine et assura que, quoique les Bordelais eussent agi en rebelles en faisant le siège de Li-bourne, et qu'ils eussent manqué de respect au roi et à la reine, dans leurs négociations avec de Praslin et les autres commis-

Livre X.
Chap. 5.

—
1649.

Fonteneil,
liv. III, ch. 8.

Lettre escripte
de Bordeaux,
ce 25 Octobre
1649.

Livre X.
Chap. 3.

—
1619.

—
Fonteneil,
liv. IV, ch. 1.

saïres qu'ils avaient envoyés à Bordeaux, cependant la reine conservait pour les Bordelais son ancienne bienveillance et serait toujours prête à leur en donner des marques et à leur accorder toute la justice qu'ils pouvaient en attendre; mais qu'avant tout, il fallait qu'ils rentrassent dans le devoir.

La démarche du Parlement de Paris était très-importante dans les circonstances actuelles; c'était un appui et un exemple qui devaient trouver des imitateurs. Les paroles du chancelier étaient trop vagues et incriminaient directement la conduite des Bordelais; ils apprirent qu'il ne fallait rien attendre de la cour et qu'ils ne pouvaient compter que sur la justice de leur cause et sur leur propre courage. D'Épernon, d'ailleurs, s'efforçait de prendre Bordeaux par la famine; il faisait intercepter, par les garnisons de Cadillac, de Rions, de Podensac, de Langon et de Libourne, les vivres qu'on cherchait à y introduire; il autorisait ses troupes à boire le vin qui se trouverait dans les celliers des maisons bourgeoises, dans les environs de la ville, et à répandre celui qu'elles ne boiraient pas. Ces actes, au lieu de rétablir la paix, ne firent qu'irriter de plus en plus les Bordelais et les disposer, plus que jamais, à repousser les Épernonistes. Le Parlement profita de ces dispositions pour exciter le peuple, par un arrêt formel, à tirer parti de ses succès et à raser les fortifications et le Château-Trompette, dont l'ennemi pourrait un jour se servir contre eux. On convoqua le conseil de guerre; diverses opinions y furent proposées. Sauvebœuf voulait aller recruter des soldats dans le Limousin et le Périgord; d'autres opinaient qu'il fallait attaquer Cadillac, où demeurait d'Épernon; d'autres, enfin, firent sentir la nécessité de s'emparer des villes situées sur les bords de la Garonne, et rendre ainsi la liberté au commerce et faciliter l'introduction des vivres à Bordeaux. Ce sentiment prévalut. Une nouvelle campagne commence.

Sauvebœuf organisa ses troupes et les mit en marche. Le premier jour, il alla coucher à Carbonieux, à deux lieues de

5 Novembre.

la ville, et le lendemain, ayant passé son armée en revue à La Prade, se dirigea sur Podensac, qui, dit Fonteneil, était autrefois une ville et appartenait à d'Épernon. On y avait élevé des barricades à l'entrée, mais elles furent enlevées bien vite par le chevalier de Vauzelle et un détachement de l'avant-garde, sous les ordres du marquis de Théobon. Les Épernonistes se réfugièrent, partie dans l'église et partie dans le château. Sauvebœuf fit avancer deux canons devant la porte du lieu saint, pendant que Morpain, avec ses deux galiotes, se disposait à attaquer le château du côté de la rivière. Sommé de se rendre, à l'entrée de la nuit, par Lamothe-Guyonnet, maréchal de bataille, la garnison refusa de se soumettre; mais, après avoir essuyé quelques volées de canons, et voyant les parlementaires arrivés près d'une barricade, à l'entrée de l'église, qu'ils enlevèrent dans un clin-d'œil, ils se rendirent à discrétion. Dans ce moment on vient avertir qu'un escadron de cavalerie épernoniste paraissait sur la rive droite. Théobon et Beaupuy allèrent, avec une compagnie de cheveau-légers, s'opposer à leur débarquement. Le château n'était pas en état de faire une plus longue résistance; le commandant Petro-Paulo demanda, comme condition de la capitulation, que la garnison sortirait le mousquet sur l'épaule et serait escortée jusqu'à Cadillac; on y consentit et on y reçut le chevalier de Vauzelle, qui, le lendemain (14 novembre), marcha sur Barsac. Arrivés à Cérons, on tira quelques volées sur le château de Cadillac, sur l'autre rive; mais la distance était trop grande pour pouvoir l'endommager; on cassa des vitres; en réalité on fit plus de peur que de mal. Après s'être reposés un peu dans la villa de M. de Niac, ils continuèrent leur course à Barsac et à Preignac, qui ne firent pas de résistance. Le 15 novembre, ils arrivèrent en vue de Langon, où se trouvait une garnison de 360 hommes du régiment de la marine, l'un des meilleurs régiments de France. On avait fait des barricades et de faibles retranchements du côté de la campagne. Mais les

Livre X.
Chap. 5.

1649.

*Relation de
la marche et
progrès de l'ar-
mée comman-
dée par le mar-
quis de Sauve-
bœuf, page 3.*

15 Novembre.

Livre X.
Chap. 3.

—
1649.

*Relation de la
marche, etc.,
page 6.*

régiments Beaupuy et Laroche-Duval les enlevèrent avec vigueur ; malgré le feu très-vif et bien soutenu de la garnison, on réussit à dresser deux batteries qui tiraient sans cesse sur le château. Les Bordelais y perdirent plusieurs capitaines distingués, entre autres Serpe, commandant du régiment de Beaupuy ; Ciret, capitaine de celui de Laroche ; Montaigne, lieutenant dans le Lusignan. La Lande, aide-de-camp de Sauvebœuf, reçut trois coups de mousquet, dont deux percèrent son chapeau et le troisième le collet de son pourpoint.

Sauvebœuf, malade de la fièvre, monta à cheval et visita les quartiers de son armée ; il établit ses batteries du côté du couvent des Carmes. Le feu fut si vif et si bien dirigé, qu'en moins de cinq heures on fit une brèche considérable. Les régiments de Théobon et du Parlement furent commandés pour monter à l'assaut, soutenus par ceux de Lusignan et de Sauvebœuf. La brèche fut emportée, et après une violente lutte de quatre heures, les Bordelais forcèrent neuf barricades et se précipitèrent dans la place. Pontcastel, capitaine du régiment du Parlement, entra hardiment, le pistolet à la main, dans quatre barricades ; mais il fut enfin tué d'un coup de mousquet. La garnison se réfugia, partie dans l'église de Saint-Gervais, partie dans le château : elle répondit aux sommations : *Le régiment de la marine meurt en se défendant, mais ne se déshonore pas en se rendant.* Ceux qui étaient dans l'église capitulèrent, mais le château résista. On dirigea toutes les batteries contre cette forteresse, défendue, d'un côté, par la Garonne ; de l'autre, par une bonne courtine, flanquée de bastions. On y fit, en deux heures, une grosse brèche ; mais l'endroit étant trop escarpé pour un assaut, on pointa les canons sur une autre partie. Alors la garnison, voyant toute résistance inutile, fit battre la *chamade* ; on lui accorda l'honneur de sortir, *vie et bagues sauvées*, tambour battant, mèche allumée. Ils furent conduits à Bazas, où Marin, maréchal-de-camp de d'Épernon, avec un détachement

de cavalerie, s'efforçait de réprimer les sympathies des Bazadais pour la cause du Parlement.

Beaupuy, maréchal-de-camp, et Razens, capitaine de cavalerie, avaient traversé la rivière avec 300 hommes du régiment de Sauve, avant le siège de Langon, pour attaquer Saint-Macaire; mais cette ville, quoique bien défendue, se rendit à la première sommation.

Livre X.
Chap. 5.

—
1649.

CHAPITRE VI.

D'Épernon à La Réole. — Combat près de Gironde. — Le comte du Doignon entre en rivière. — Saint-Macaire se rend. — Les Épernonistes se rapprochent de Bordeaux. — La flotte bordelaise descend la rivière au devant du comte du Doignon. — Prise d'un bâtiment échoué. — Doignon établit un poste à Lormont. — Un combat. — Acte de religion du Parlement. — Négociation avec Praslin, à Blaye. — D'Épernon attaque La Bastide. — Combat meurtrier. — Sauvebœuf abandonne La Bastide. — Une déclaration du roi. — Elle est favorable aux Bordelais, grâce au prince de Condé. — Lettre de Mazarin, etc.

Livre X.

—
1649.

—
Fonteneil,
ibid.

La prise de Langon jeta l'épouvante dans les villes voisines; elles sympathisaient, en général, avec Bordeaux, mais elles n'osaient bouger; elles craignaient trop l'implacable haine de d'Épernon, qui appesantissait son joug sur elles et faisait courir le bruit qu'il attendait des troupes régulières de la Catalogne pour mettre les Bordelais à la raison. Il envoya une garnison à La Réole; mais les habitants, prévenus à temps, en donnèrent avis à Sauvebœuf, qui, après avoir laissé la garde de Langon à Royère, sieur de Masvieux, s'était établi à Saint-Macaire et prétendait vouloir y passer l'hiver. Sauvebœuf ne put partir que le lendemain à sept heures; les troupes du duc étaient arrivées avant lui. Il revint sur ses pas, les troupes du duc le poursuivirent, mais il fit volte-face et joucha le champ de cadavres de l'armée épernoniste. Le gouverneur, témoin du courage héroïque des Bordelais, alla au galop se renfermer dans la ville; mais ne s'y croyant pas en sûreté, parce que les hauteurs environnantes étaient occupées par les parlementaires, il se retira à Marmande. Les Réolais désiraient se rendre à Sauvebœuf, mais ils furent contenus par Biron, qui commandait dans le château.

Sauvebœuf désirait poursuivre les troupes fugitives et pénétrer dans l'Agenais, où il était sûr de trouver des amis. Il avait, d'ailleurs, d'autres grandes raisons; les vivres commençaient à être chers et rares dans le Bordelais; l'agriculture y était négligée, les maisons brûlées et détruites, les champs dévastés. Il n'en était pas de même de l'Agenais; il était persuadé qu'il y trouverait de grandes ressources. Mais au moment de se mettre en marche, le Parlement le fit prier de revenir à Bordeaux, alors menacé par le comte du Doignon, qui était entré en rivière avec huit gros vaisseaux, trois brûlots et seize galiotes. On savait d'ailleurs que le duc revenait de Marmande, avec une grande armée, pour appuyer la flotte. Sauvebœuf rappela ses troupes.

L'armée évacua donc Saint-Macaire et Langon; mais elle était arrivée à peine à Preignac, lorsque d'Épernon parut devant Saint-Macaire. Les habitants, désespérés de tomber entre les mains de l'implacable duc, résolurent de mourir plutôt que de se rendre. Ils prièrent Beaupuy, maréchal-de-camp, qui commandait leur faible garnison, de faire des sorties; mais ne se croyant pas en état de le faire avec succès, il s'y refusa, au grand déplaisir de la population. On forma des corps francs qui parcouraient les campagnes et harcelaient les Épernonistes; mais le duc resserra tellement le siège, que les sorties étaient devenues presque impossibles. Beaupuy, au premier coup de canon, demanda des secours à Langon. Royère, qui y commandait, lui envoya un détachement de ses braves; mais la faiblesse de Beaupuy paralysa leurs bras et rendit inutile leur bravoure. On tint un conseil de guerre; les Saint-Macairiens voulaient se battre et ne demandaient qu'un chef bien décidé; grâce à la pusillanimité de Beaupuy et aux intrigues des partisans du duc, on se décida à capituler. Roux de Mauléon et le seigneur de Rions étaient chargés de traiter avec le duc; mais, traîtres ou peu habiles, ils abandonnèrent les bourgeois à sa discrétion et laissèrent même entrer ses gardes

Livre X.
Chap. 6.

—
1649.

D. Devienne,
liv. VII.

Fonteneil,
liv. IV.

Livre X.
Chap. 6.

—
1649.

par la porte de la rivière avant que la capitulation fût signée. La trahison fut manifeste ; la ville en fut indignée. Sauvebœuf fit arrêter Beaupuy ; il aurait payé de sa tête la trahison, sans le marquis de Théobon, qui demanda sa grâce. Les Épernonistes ne firent que piller quelques maisons riches de Saint-Macaire et exiger un don de dix mille livres pour le premier écuyer du duc.

Langon subit le sort de Saint-Macaire. Le chevalier de Vauzelle, qui commandait dans Barsac, Preignac et Podensac, n'ayant ni vivres ni munitions, obtint des conditions avantageuses pour ces villes et se rendit sans résistance. Tout céda devant la formidable armée du duc, qui grossissait tous les jours de toutes les troupes qui revenaient d'Italie, de Catalogne et de Flandre. Elle arriva enfin en vue de Bordeaux et alla camper à Blanquefort et au Taillan. L'infanterie était, sous les ordres de Marin, sur les hauteurs du Carbon-Blanc ; la cavalerie était commandée par le marquis de Navaille. La flotte se tenait à Bourg, sous les ordres du comte du Doignon. Le duc lui écrivit de s'approcher de Bordeaux ; mais le comte, piqué de ce que le duc lui intimait un ordre, répondit que le gouverneur aurait dû y aller lui-même pour se concerter ensemble sur leurs opérations et leurs projets futurs. Le duc comprit sa faute ; il savait que le succès de sa cause dépendait d'un accord parfait entre les différents chefs. Il se rendit à Bourg, et à bord du vaisseau-amiral, où il fut reçu et régélé avec tous les honneurs possibles. On lui promit de faire tout ce qu'il avait demandé ; tout se préparait pour une attaque simultanée.

Les Bordelais voyaient disparaître leur joie et leurs espérances ; la fortune semblait se prononcer contre eux. Ils se préparèrent cependant à une résistance désespérée et s'organisèrent en conséquence. Lamothe-Guyonnet prit, comme amiral, le poste de Treillebois, qui avait passé dans les rangs épernonistes ; Richon La Rodière fut nommé vice-amiral. Le

vaisseau-amiral avait 200 hommes et 26 pièces de canon. La *Notre-Dame*, capitaine Vrignaut, avait 20 canons et 80 hommes; la frégate, commandée par le capitaine Labat, portait 22 canons et 80 hommes; il y avait encore, dans la flotte bordelaise, trois flûtes de 22 canons chacune et près de 80 hommes sous les ordres du capitaine Giraud; six brûlots, seize galiotes et deux galères. Le 7 décembre, cette flotte descendit jusqu'à la Baranquine, au devant de celle commandée par Doignon et qui était remontée jusqu'à Valliers; mais, voyant que la flotte ennemie s'ébranlait pour engager le combat, les Bordelais remontèrent la rivière jusqu'à Lormont et se placèrent en observation sous le château. Comme la marée n'était pas forte et que le capitaine Giraud ne connaissait pas bien les passes, il fit échouer sa flûte sur un banc de sable, au grand mécontentement des Bordelais. Sauvebœuf voyant qu'une collision allait nécessairement avoir lieu, recruta des volontaires et alla avec eux rejoindre la flûte; il assembla un conseil de guerre et il fut décidé que, pour ne pas abandonner la flûte échouée, il fallait la brûler et amuser l'ennemi par des escarmouches, en attendant l'arrivée des secours. De suite on détacha de petites barques faciles à diriger; elles s'approchaient des vaisseaux ennemis pour faire leur décharge et s'éloignaient avec vitesse; elles tentaient quelquefois l'abordage. Les brûlots furent enfin lancés, mais maladroitement dirigés; ils s'accrochèrent bien aux vaisseaux ennemis, mais les traversiers des vaisseaux du comte les ayant cramponnés, les poussèrent sur le banc de sable ou sur les bords de la rivière. Giraud et ses flûtes se trouvaient encore au même lieu. La nuit arrivée, le comte envoya La Roche, avec sept ou huit barques chargées d'hommes, pour se rendre maître de la flûte échouée. Giraud, qui était sur le pont, reconnut qu'on voulait se rapprocher de lui; il leur cria : *Qui va là?* — *Bon quartier*, répondit l'ennemi. Giraud, croyant que c'étaient des barques égarées qui, se trouvant sous le canon

Livre X.
Chap. 6.
—
1649.

d'un vaisseau ennemi, demandaient à se rendre, resta tranquille ; mais, voyant des gens armés qui l'abordaient en criant : *Tue, tue !* il s'empara d'une demi-pique et les renversa dans leur embarcation. La Roche se disposait à monter par les haubans du mât ; Giraud lui tira un coup de pistolet ; mais, l'ayant manqué, il tomba sur lui à coups de pique et le fit rouler dans sa galiote. Les autres ne furent pas plus heureux, ils furent obligés de s'enfuir.

Doignon, furieux de cet échec, renvoya La Roche, avec 25 galiotes, pour s'emparer du bâtiment et passer au fil de l'épée tout l'équipage, excepté le vaillant Giraud lui-même. Après plusieurs vigoureuses décharges de part et d'autre, La Roche fit lancer plusieurs grenades sur le bord de Giraud et lui tua beaucoup de monde. Alors le brave capitaine, se voyant presque seul et se rappelant que si son inexpérience avait fait des fautes, son courage devait les réparer, courait d'un bord à l'autre, tuant les uns, renversant les autres dans la rivière ou dans leurs galiotes et faisant partout un carnage affreux ; enfin, accablé du nombre et sourd à toutes les propositions de La Roche, il allait mettre le feu aux poudres et se faire sauter, avec son bâtiment et ses ennemis, tous à la fois.

On s'aperçut de son projet, et pour éviter un grand malheur, on lui tira un coup de pistolet qui l'étendit mort sur la place. Son frère, qui n'avait que quinze ans, se défendait en désespéré ; mais, voyant tomber le vaillant chef de sa famille, il rendit les armes en présence de la mort et obtint pour tout l'équipage une capitulation honorable (1).

La flotte bordelaise était encore à Lormont, dans une position favorable. Doignon, désireux d'avoir un endroit favorable sur la côte, envoya un détachement de 500 hommes et

(1) Nous avons sur notre bureau une description de ces rencontres navales, par un Épernoniste ; la différence n'est pas bien grande, mais elle est toute à l'avantage de Doignon. Nous suivons Fontenil.

s'empara de la maison de la veuve Raoul, qu'avait occupée le maréchal Praslin; elle était située sur la croupe de la montagne, sur un rocher où l'on n'abordait que par des défilés très-étroits; elle était entourée de vignes et pouvait servir à des embuscades. On pouvait facilement, et à peu de frais, y faire deux places d'armes, l'une dans le jardin, l'autre dans la cour, et aboutissant à une allée servant de ligne de communication pour gagner une plate-forme qui dominait une espèce de précipice, au bas duquel était un chai ou cellier en pierre, sur le bord de la Garonne. S'étant rendu maître de cette position, ils dressèrent des batteries, avec des retranchements et des barricades, et commencèrent le lendemain à tirer sur les vaisseaux bordelais, qui furent obligés de remonter la rivière. Sauvebœuf, qui ne s'attendait pas à cette expédition nocturne, moins encore à son résultat, recruta de suite 500 volontaires à pied et 80 à cheval, qu'il donna à commander au jeune Chambaret. Il choisit, en outre, 300 bourgeois qu'il plaça sous les ordres des conseillers Taranque et d'Espaignet, ayant à leur suite 150 Périgourdins et 300 paysans de Saint-Seurin, du Bouscat et de Caudéran. Vers cinq heures du soir, il fit transporter toutes ces troupes à La Bastide et marcha vers Lormont. Arrivé sur les hauteurs qui dominent le bourg, il partagea ses troupes en deux corps : l'un, sous les ordres de Morpain et de Jules Duverger, devait, à un signal donné, attaquer la batterie, pendant que Sauvebœuf, avec ses aides-de-camp, les colonels d'Espaignet et Taranque, devait tourner la colline et tomber à l'improviste sur les ennemis. Arrivé près d'un cabinet de lauriers, il fut enfin aperçu; l'alarme fut donnée par la sentinelle, et, à l'instant même, un corps de l'avant-garde, retranché derrière une haie épaisse, le chargea avec violence. Sauvebœuf répondit par un feu très-vif et finit par déloger les Épernonistes, qu'il poursuivit jusque dans la cour de M^{me} Raoul. Arrêtés un peu par des barricades, ses soldats finirent par les forcer et poursuivirent l'ennemi dans

Livre X.
Chap. 6.

—
1649.

—
D. Devienne.

Livre X.
Chap. 6.

—
1649.

Fonteneil,
liv. IV.

tous les recoins de la maison. Ils en tuèrent un grand nombre et firent beaucoup de prisonniers. Quelques bandes se sauvèrent dans les vignes et dans les ravins; abritées derrière des rochers et des arbres, elles firent éprouver de grandes pertes aux Bordelais. Sauvebœuf reçut deux coups de mousquet dans ses habits; Duverger, Veniel et Pierron furent faits prisonniers; Fontanieux, lieutenant, Labail, dit le *Guit*, enseigne, Lassus, Safforce, Taranque fils, Suaud, greffier de la grand'chambre, Boulerc, Vincent et plusieurs autres Bordelais se distinguèrent dans cette action et ne durent leur salut qu'à leur courage et à leur intrépidité. Trois fois ils avaient attaqué les retranchements que défendait l'ennemi; trois fois ils avaient été repoussés avec perte; enfin, une quatrième attaque, dirigée avec courage et exécutée avec une ardeur impétueuse, culbuta les Épernonistes, les força de se sauver dans leurs chaloupes et d'abandonner l'artillerie. Doignon envoya d'autres troupes pour reprendre les canons, mais il leur fut impossible de débarquer. Sauvebœuf lâcha quelques bordées contre les vaisseaux ennemis; ils levèrent l'ancre et se laissèrent aller à la dérive jusqu'au Bec-d'Ambès. Doignon fit porter ses morts et ses blessés à Bourg et à Blaye. Sauvebœuf ordonna d'enclouer les canons et les fit jeter à la rivière. Sa présence n'étant plus nécessaire à Lormont, il rentra à Bordeaux.

7 Décembre.

Le peuple de Bordeaux apprit la nouvelle de ces avantages avec bonheur; mais ce bonheur n'était plus sans un mélange de crainte et de tristesse. L'armée de d'Épernon investissait la ville, et tout annonçait qu'avant longtemps le duc viendrait leur dicter des lois et se venger de leur courageuse et trop juste résistance. Le Parlement s'assembla, le 7 décembre, sous l'impression de cette crainte générale, et arrêta qu'il fallait invoquer le Dieu des armées pour qu'il délivrât la ville de ses ennemis et qu'il leur donnât une bonne paix, et qu'à cette intention tous les messieurs du Parlement feraient leur communion le lendemain, à Saint-André. Cet acte de religion ca-

caractérise le siècle, tout en témoignant de l'inquiétude générale des esprits à Bordeaux. La prospérité nous rend parfois oublieux ; le malheur ramène l'ingrat et l'impie aux pieds du Tout-Puissant et élève leurs yeux vers le ciel. Les Bordelais, pressés par l'ennemi, regrettaient de n'avoir pas accepté les propositions du maréchal du Plessis-Praslin ; ils crurent que , peut-être, il ne serait pas encore trop tard , et députèrent vers lui , à Blaye , les conseillers Pomiers, Suduiraut, Blanc-de-Mauvesin, d'Espaignet, Martin, l'avocat général Du Sault. De son côté, l'Hôtel-de-Ville y envoya le jurat Constant-Blanc , procureur général. Praslin les accueillit avec froideur et leur répondit avec fierté que l'état des choses n'était plus le même que quand on le repoussa de Bordeaux ; que d'Épernon serait toujours maintenu dans son gouvernement et que les Bordelais seraient obligés de le reconnaître et de lui obéir ; qu'on rebâtirait le Château-Trompette qu'ils avaient eu le malheur de démolir et qu'il serait mis sous la garde des jurats ou de quarante bourgeois qui en répondraient au roi. Ce langage effraya les députés : ils revinrent tristes et abattus ; mais la grande majorité des Bordelais déclara qu'on s'ensevelirait sous les ruines de leur ville plutôt que d'accepter des conditions humiliantes ou de se courber sous le despotisme de d'Épernon.

Dans cet intervalle, l'avocat général Lavie travaillait à désillusionner la cour à Paris ; on y apprit les divers avantages des troupes bordelaises sur d'Épernon ; on crut devoir enfin arrêter ces déplorables désordres et s'occuper d'un peuple opprimé, peut-être sans raison. Un arrangement fut enfin conclu et transmis à Praslin et à d'Épernon. Comme cette nouvelle circulait à Bordeaux, quelques conseillers se rendirent auprès du maréchal pour s'assurer du fait. Il le nia ; mais quelques jours plus tard , le secrétaire général de Lavie arriva de Paris avec des copies du traité qu'il remit aux conseillers Martin et d'Espaignet. La joie des Bordelais était grande ; ils en rendirent grâce à Dieu. D'Épernon, dans la persuasion que les parle-

Livre X.
Chap. 6.
—
1849.

*Mémoires
du maréchal
de Praslin,
collection de
Petitot, t. 57.*

Fonteneil,
ch. IV.

Livre X.
Chap. 6.

1049.

mentaires ignoraient encore ces nouvelles de Paris, voulut tenter un dernier effort pour réduire Bordeaux ; il convoqua un conseil de guerre et chargea le marquis de Navailles d'attaquer le faubourg St-Seurin, le comte du Doignon de porter ses forces contre Bacalan, pendant que lui-même, avec ses meilleures troupes, attaquerait le poste de La Bastide, où il n'y avait, près du port, qu'un petit fort, quelques barricades et des retranchements. Le marquis de Théobon y ordonna de nouveaux travaux de défense ; il fit faire deux redoutes de quatre ou cinq pieds d'élévation, avec une courtine de quatre-vingts pas de longueur et de la même hauteur, le tout fait avec de la terre et des fascines, et bordé de chaque côté de fossés profonds et de barriques remplies de sable.

20 Décembre.

D'Épernon, apprenant qu'on se préparait à faire une vigoureuse défense, fait avancer ses troupes, qui s'emparent de la première barricade ; n'osant pas attaquer la seconde en face, les Épernonistes passent par les vignes de Queyries, et, à la faveur d'un épais brouillard, ils l'abordent de ce côté et s'en rendent maîtres. Enhardis par le succès, ils s'avancent à travers un terrain marécageux, et, par le moyen de planches, traversent les passages les plus difficiles et arrivent sur le terrain qui séparait les deux autres barricades du fort. Les assiégés, se trouvant coupés en deux, se défendent avec le courage du désespoir ; affaiblis par leur séparation, ils ne voient de salut que dans leur courage. Entourés d'ennemis de tous côtés et adossés à la rivière, la fuite était impossible ; ils sortent de leurs retranchements et se font, à travers les rangs ennemis, un passage pour rejoindre la petite garnison du fort. Pendant toute l'action, les Bordelais garnissaient la rive gauche et suivaient d'un œil inquiet les mouvements de leurs concitoyens sur l'autre bord. Enfin, les voyant en danger, ils sonnent le tocsin à Saint-Michel et à l'Hôtel-de-Ville ; de petits bateaux se présentent pour porter à La Bastide des centaines de volontaires, avec Lusignan à leur tête. Les Bordelais reprennent

courage et, sous les ordres de Théobon, tombent avec violence sur le régiment de Picardie, qui allait pénétrer dans le fort, et le forcent de reculer en dehors des retranchements.

D'Épernon, qui, des hauteurs du Cypressat ou Cenon, surveillait les mouvements des deux armées, fait demander des secours à Doignon; de suite, le *Grand-Jules*, second vaisseau de la flotte, appareille, avec un grand nombre de barques qui gagnent les côtes de Queyries; mais les chaloupes bordelaises les poursuivent et les forcent de regagner leur flotte. Doignon, furieux de cet échec, tourne toutes ses forces contre Bacalan; il voulait, par cette manœuvre, appeler les Bordelais sur ce point pour en débarrasser les assiégeants de La Bastide. Il commence d'abord par quelques volées pour faire évacuer les rivages; mais à peine a-t-il fini de débarquer quelques troupes, que Lusignan et des corps bourgeois leur tombent dessus et les refoulent dans leurs barques. Doignon tenta plusieurs fois de faire le débarquement, plusieurs fois il fut repoussé et mis dans l'impossibilité de descendre à terre; il perdit, dans ces différentes actions, près de quatre cents hommes.

Cette noble résistance des Bordelais porte la consternation parmi les Épernonnistes, à La Bastide, et ranime le courage et les espérances des assiégés du fort. Les ennemis fuient en désordre à travers les vignes et regagnent la côte, où se trouve d'Épernon, chagrin et abattu. Désolé de la fuite de ses troupes et honteux d'assister comme témoin à leur défaite, il leur court au devant, et rencontrant, parmi les fuyards, Marin, qu'il considérait beaucoup, il lui crie : « Eh ! monsieur de Marin, où est donc l'honneur ? L'honneur, réplique l'officier, est à La Bastide, où les généraux bordelais combattent en personne. » Le régiment du Parlement poursuit avec acharnement les Épernonnistes dispersés; quelques-uns se renferment dans des maisons et font un feu meurtrier sur les Bordelais; d'autres fuient sur les collines boisées du Cypressat; mais l'arrivée du sieur Archinac, capitaine de cavalerie, et de La Clotte, aide-de-camp,

Livre X.
Chap. 6.
—
1649.

Fonteneil,
ibid.

Livre X.
Chap. 6.

1649.

suivis de quelques troupes, force les Bordelais de rétrograder. Le jeune marquis de Chambaret les poursuit sur un autre point et les repousse jusqu'au bourg de Cenon. La nuit seule mit fin à ces combats meurtriers.

Cette journée fut glorieuse pour les Bordelais; ils avaient fait de grandes pertes, qui furent compensées par de grands avantages; mais il fallait s'attendre à de nouveaux combats. C'était trop pour un peuple affaibli, oppressé, découragé, malgré ses brillants succès. Le poste de La Bastide n'était plus tenable, tout avait été nivelé. Si l'attaque commençait le lendemain de ce côté, comme il était probable, il fallait combattre en plein champ, à découvert, ce qui eût été fort indifférent pour des troupes aguerries, mais trop pénible pour des bourgeois qui n'étaient guère habitués au feu. Tout bien pesé, bien examiné, Sauvebœuf se décida à abandonner La Bastide. Le duc aurait voulu attaquer de nouveau ce port; mais le conseil de guerre déclara qu'on le ferait avec courage, pourvu qu'il se mît à la tête de l'entreprise. Il aima mieux battre en retraite et fuir avec honte le champ où il avait cherché la gloire. Il était si sûr de prendre le fort de La Bastide, qu'il avait fait dire la veille à de Praslin, à Blaye, qu'il en était maître; mais l'arrivée, dans cette ville, des morts et des blessés, le lendemain, donna un cruel démenti à cette victoire imaginée par des espérances décevantes.

Fontenail,
liv. IV, ch. V.

Dans ce temps, Dalvimar, maréchal des armées du roi, vint apporter la nouvelle de la paix. Le roi était mécontent des Bordelais; il voulait, après avoir rétabli le calme à Paris, marcher en Guienne et punir les adversaires de d'Épernon. Mais Condé intervint et obtint, pour les Bordelais, une déclaration qui annula les lettres de l'interdiction prononcée contre le Parlement et établit les conditions d'une paix honorable. Cet acte, en deux parties, portait les dates du 23 et du 26 décembre 1649.

23 et 26
Décembre.

Le Parlement assemblé entendit la lecture de la déclaration

faite en présence des généraux de l'armée. Il leur était ordonné d'ajouter entière créance à tout ce que le maréchal du Plessis-Praslin leur dirait de la part du roi, et de se conformer en tous points aux vingt-deux articles arrêtés pour le rétablissement de la paix. Ne voulant donner tort à aucun parti, la déclaration faisait mention des troubles passés et les attribuait à *quelque malheur secret dont on ne connaissait pas la cause*. Le roi, selon ces articles, accordait à tous une amnistie générale : les prisonniers devaient être mis en liberté, les propriétés rendues à qui de droit ; on promettait de soulager la province en diminuant les tailles ; on renouvelait l'exemption de logement des gens de guerre accordée aux Bordelais et aux Bazadais ; on accordait la démolition de la citadelle de Libourne, l'éloignement des troupes, oubli et pardon, pourvu que le Château-Trompette fût rendu et qu'on mît bas les armes. Il y était dit que l'élection des maires, jurats et consuls de la province se ferait selon les privilèges des villes ; que l'autorité municipale, pour avoir droit d'exiger l'éloignement des troupes à dix lieues de distance de la ville de Bordeaux, devrait produire les titres et privilèges sur lesquels elle fondait ces droits ; que les troupes sous les ordres de d'Épernon seraient renvoyées chez elles ; que les autres troupes prendraient leurs quartiers d'hiver hors du ressort, et qu'ensuite les milices du Parlement seraient licenciées ; que les canons qui étaient au Château-Trompette et au Fort du Hâ seraient remis où ils avaient été pris aux dits châteaux, et, avant tout, que les fortifications faites à Libourne et en d'autres villes et châteaux de Guienne, depuis les mouvements du mois de mars dernier, seraient démolies.

Ces articles n'étaient pas trop désavantageux aux Bordelais ; c'était en quelque sorte une faveur, après leur longue résistance au gouverneur qui représentait l'autorité royale dans la province ; mais ils le devaient, non pas à la bonté du monarque, ni à la justice de leur cause, mais à la généreuse intervention

Livre X.
Chap. 6.
—
1649.

D. Devienne.

Art. 6.

Art. 3, etc.

Art. 1^{er}, etc.

Livre X.
Chap. 6.

—
1649.

—
*Mémoires
du maréchal
du Plessis,*
p. 308.

du prince de Condé, que le roi redoutait. C'est ce qui résulte évidemment de la lettre de Mazarin au maréchal du Plessis, où il lui disait : « Qu'il n'était plus temps de rien prétendre » de mieux ; qu'on avait été forcé d'accorder des choses dés-
» avantageuses, en considération de l'état où était le prince
» de Condé avec le roi, et qu'en un autre temps, où Sa Majesté
» serait plus autorisée, on rétablirait tout en son premier état. »
On voit là toute la politique de Mazarin et de la cour : on calmait, on endormait les Bordelais ; on leur pardonnait en apparence leur faute, mais on ne censurait pas le gouverneur ; au contraire, on lui donna droit en le maintenant dans son gouvernement.

NOTE 19. Les Bordelais adressèrent des remerciements au roi et à leurs propres généraux. Au travers d'un nuage d'encens, on y remarque des idées heureuses ; elles valent, à quelques exceptions près, les harangues officielles et adulatrices qu'on adresse aux grands, même au XIX^e siècle.

CHAPITRE VII.

Discours de l'avocat général. — Un *Te Deum*. — Des réjouissances pour le rétablissement de la paix. — Le Parlement se soumet aux conditions voulues par le roi. — D'Épernon ne le fait pas. — Un ambassadeur espagnol à Bordeaux. — De Praslin, menacé, se retire à Paris. — La cour commence à être indisposée contre d'Épernon. — Fuite de la princesse de Condé. — Son arrivée à Bordeaux. — L'esprit public indécis sur son compte. — Alvimar arrive à Bordeaux. — Sa vie en danger. — La princesse et son fils le duc d'Enghien devant le Parlement, etc., etc.

En réponse à la lecture de la déclaration royale, l'avocat général prononça un discours très-éloquent, où il fit un tableau des maux passés, s'étendit sur la reconnaissance des Bordelais envers le meilleur des rois, et forma des vœux pour la consolidation de la paix. Le Parlement se rendit en robes rouges, avec tous les corps de la ville, à Saint-André, où l'archevêque entonna le *Te Deum* en actions de grâces. On fit des feux de joie devant l'Hôtel-de-Ville; les canons tiraient toute la nuit; des danses, des divertissements réunissaient, sur toutes les places, le peuple si triste naguère, mais maintenant oublieux de tous ses maux passés; insouciant des maux futurs, il s'abandonnait à ses rêves de bonheur. Toutes les bouches célébraient les bontés du roi et la reconnaissance du peuple. Mille compositions, en vers et en prose, circulaient parmi les Bordelais, et partout les douceurs de la paix remplaçaient les horreurs de la guerre; partout on ne voyait que des scènes qui promettaient une longue période de bonheur aux Bordelais et de prospérité à leur ville. Quelques écrivains nous ont laissé des écrits satiriques contre d'Épernon; ces compositions sont curieuses comme documents contemporains de ces troubles et comme témoignages de la haine qu'inspirait aux

Livre X.

—
1630.

7 Janvier.

D. Devienne
et
Guén. Monum.

NOTE 20.

Livre X.
Chap. 7.

—
1650.

Fonteneil,
liv. IV, ch. V.

Bordelais le fameux seigneur de Cadillac. (Voir *Note 20*).

Heureux de pouvoir enfin jouir des bienfaits de la paix, le Parlement résolut de se conformer entièrement à la volonté du roi et aux articles de la déclaration qui fut enregistrée le 7 janvier 1650. Il désirait que d'Épernon ne vînt plus en ville; on avait fait tout ce qu'on pouvait pour l'en empêcher; on avait pillé et détruit son hôtel à Puy-Paulin, et, pour qu'il n'eût pas de logement au Château-Trompette, on avait démoli en partie cette ancienne forteresse; on donna une nouvelle impulsion aux travaux, afin d'en accélérer la ruine, et tout marchait ou semblait marcher au gré du Parlement. La démolition de la citadelle de Libourne était encore, pour les Bordelais, une grande cause de satisfaction et de joie; elle tendait directement à les décharger de l'impôt onéreux et vexatoire de deux écus par tonneau de vin. Ils déposèrent les armes et détruisirent leurs barricades; mais, au milieu de ces scènes de joie, de ces rêves de bonheur, on apprend que le duc, fier de la protection du cardinal, continuait à maintenir ses troupes dans leurs positions respectives et à y vivre comme dans un pays conquis. Ses agents, inspirés par lui, continuaient leurs déprédations et leurs ravages. Martinet se signalait par sa barbarie, à Libourne; Doignon ravagea les propriétés de M. d'Alesme, à Valliers, près de la Grange, dans Parempuyre et dans Ludon; il dévasta les côtes de Montferrand, d'Ambès et du Médoc, et enleva à ces contrées plus de quatre mille tonneaux de vin, qu'il expédia à La Rochelle et à Brouage. Les Bordelais crurent devoir tempérer leur joie et agir avec prudence; ils savaient bien que le cardinal avait été contrarié par Condé et qu'on n'avait pas beaucoup à espérer de d'Épernon. Ils se rappelaient d'ailleurs qu'ils s'étaient toujours bien trouvés de s'être tenus sur la défensive; ils résolurent de ne pas se laisser prendre au dépourvu. Cependant, pour preuve de leur entière soumission aux ordres du roi, ils envoyèrent en ôtage, à Blaye, les conseillers Boucaut, Du Sault et Monier, auxquels

l'Hôtel-de-Ville adjoignit Trans, jurat; Lamezas, avocat, et Minvielle, marchand.

Ayant fait tout ce qu'ils pouvaient pour prouver leur obéissance, ils prièrent du Plessis et d'Alvimar de faire respecter la déclaration par d'Épernon. Du Plessis renvoya l'affaire à d'Alvimar, qui ne savait quel parti prendre. Les Bordelais s'étaient soumis; d'Épernon avait le grand tort de n'avoir rien fait selon le désir du roi. Il était tout-puissant par le cardinal; d'Alvimar ne voulait pas le mécontenter, il voulait le ménager, tout en désirant qu'il rentrât dans l'ordre. Il fit beaucoup de promesses aux Bordelais, mais il n'en tint aucune. Poussés à bout, ils envoyèrent une députation pour demander que le gouverneur fût remplacé. Le duc mit tout en jeu et employa ses amis à Paris pour déjouer cette tentative; mais les frondeurs et le Parlement de Paris épousèrent la querelle des Bordelais et ne contribuèrent pas peu à faire avorter les projets de d'Épernon, qui n'eut bientôt plus d'amis à Paris que Mazarin, dont l'amitié était intéressée; il ménageait le duc, parce qu'il voulait marier sa nièce, Martinozzi, avec le duc de Candale, fils de d'Épernon, dont les belles qualités et le mérite rachetaient, aux yeux du cardinal, les grands défauts du père. Le duc se fiait trop à son ami : les affaires prirent une autre tournure après l'arrestation du prince de Condé, comme nous le verrons plus bas.

A cette époque, le gouvernement espagnol envoya à Bordeaux le baron de Watteville, pour traiter des secours que les Bordelais lui avaient demandés dans les troubles précédents. L'ambassadeur fut fort étonné de trouver les Bordelais désarmés et tranquilles; il fit cependant ses offres et ses conditions. Les Bordelais, ne voulant pas déplaire au roi, après la déclaration qui était pour eux une preuve de sa bonté, les rejetèrent sans hésiter. Mais il était plénipotentiaire; il était donc question de le traiter comme tel. Les uns ne le voulaient pas et opinaient pour qu'il fût renvoyé sans autre formalité;

Livre X.
Chap. 7.
—
1630.

Mémoires de
M^{me} Motteville
t. IV, édition
Petitot.

—
Monglat, t. II.

Livre X.
Chap. 7.

—
1630.

Fontenail,
ibid.

—
*Recueil des
pièces relatives
aux troubles
de Bordeaux.*

les autres pensaient qu'il fallait le traiter selon son rang et lui exprimer, pour lui et pour son gouvernement, la reconnaissance de la ville. Cet avis prévalut. L'avocat général de Lavie demanda à la Cour un passeport pour ce personnage; d'Alvimar courut porter cette nouvelle à Praslin, à Blaye, qui, profitant de cette circonstance, engagea d'Épernon à ne pas déposer les armes. La maladresse des Bordelais servait la perfidie de d'Épernon et de Praslin; ils justifiaient la conduite de leur ennemi acharné et condamnaient la leur. Praslin vint à Bordeaux, mais avec le projet de faire arrêter Vatteville. Son plan de conduite transpira et excita l'indignation générale. Vatteville, qui était logé dans une maison religieuse, se retira chez le président Lalanne, où il devait être plus en sûreté. N'osant pas rester plus longtemps en ville, Praslin partit pour Paris; et Vatteville, alors muni d'un passeport, se mit en route le lendemain.

Le départ de Praslin déconcerta beaucoup d'Épernon; mais la nouvelle qu'on avait jeté dans le fort de Vincennes le prince de Condé, son ennemi personnel et l'ami des Bordelais, l'avait tellement réjoui, qu'il se berça encore quelques jours d'illusions et des fausses espérances d'un triomphe définitif. La triste nouvelle de la captivité de Condé renouvela les craintes des Bordelais et raviva leurs chagrins; ils en écrivirent au roi et au duc d'Orléans, et rappelèrent dans un mémoire leur soumission immédiate, la désobéissance du duc d'Épernon, son opiniâtreté à violer la déclaration, les ravages de ses troupes, la conservation du fort de Libourne, l'impossibilité pour eux de se livrer au commerce et à l'industrie; les pillages des troupes aux ordres de Martinet, commandant de la citadelle de Libourne; les dévastations commises par Doignon sur les bords de la Garonne; en un mot, toutes les contraventions à la paix. Ils envoyèrent une députation au roi pour demander un autre gouverneur. Le roi écrivit au Parlement de Bordeaux, le 24 janvier, et lui rappela sa bonté, ses procédés à l'égard

des princes, leur ingratitude, les crimes qu'ils avaient commis; il exprima sa résolution de réprimer leur audace et sa volonté d'être obéi par le Parlement. Il fit savoir aussi aux Bordelais qu'il était satisfait de leur conduite et qu'il allait donner des ordres pour que les troupes de d'Épernon s'éloignassent de la ville. Ces ordres furent effectivement donnés; mais d'Épernon les éluda toujours; il comptait sur ses amis, à Paris, pour l'impunité de ses fautes et continuait toujours à froisser les Bordelais. Il sollicitait la noblesse du pays à soutenir sa cause; il faisait dire partout que l'on ne pouvait pas porter des blés à Bordeaux et que les Bordelais seraient forcés, par la famine, de se rendre (1). Le Parlement s'assembla le 14 janvier et défendit, sous les peines les plus sévères, de répandre de faux bruits, de gêner le commerce et de s'opposer en aucune manière à la déclaration du roi. Mais d'Épernon se moquait de ces vaines menaces et continuait toujours à nommer les consuls dans les petites villes du ressort et à faire tous les actes de gouverneur, même ceux que défendait la déclaration qui voulait que les élections fussent entièrement libres. Tous les arrêts du Parlement, tous les ordres de la cour ne furent pour lui que des paroles sans portée, de vaines injonctions qu'il foulait aux pieds. Il avait en sa faveur la force et l'aide de Mazarin, qui étaient pour lui l'assurance de l'impunité.

Pendant ce temps, d'Épernon se tenait à Agen, affolé, dit Lenet, d'une belle bourgeoise, Nanon de Lartigues, qui avait trouvé l'art de lui plaire avec peu de beauté et un esprit fort médiocre. Elle fut, jusqu'à sa mort, la maîtresse absolue de son cœur et de sa volonté; il la conduisait partout, même à

Livre X.
Chap. 7.
—
1650.

Papiers de M.
de Montaubricq
de Bordeaux.

Mémoires
de Lenet.

(1) Par arrêt du 8 avril 1650, le Parlement défendit une seconde fois au sieur d'Épernon de prendre et usurper, à l'avenir, les qualités de *très-haut et puissant Prince et d'Altesse*, à peine de 30,000 livres, et à toutes sortes de personnes de les lui donner, à peine de 4,000 livres.

Livre X.
Chap. 7.

1650.

Fontenell,
liv. IV, ch. 7.

la cour ; il voulait qu'elle fût accompagnée de dames de qualité et lui faisait rendre tous les honneurs possibles , comme à sa femme légitime. C'est auprès d'elle que ce petit despote, devenu esclave, se délassait des soucis de la guerre, au bruit du tonnerre qui grondait sur sa tête. Sachant que les Bordelais devaient demander un autre gouverneur, il expédia Malaric, consul d'Agen, pour prévenir Mazarin ; mais, à Paris, son étoile commençait à pâlir ; on y avait trop appris sur son compte et on l'y blâmait fortement de ce qu'il ne s'était pas conformé aux volontés du roi. Mazarin lui-même ne savait que faire ou dire pour l'excuser ; il avait dépassé les bornes de la prudence. D'Épernon, enfin, s'aperçut du danger ; il songea à le conjurer en rappelant Martinet et en laissant aux Libournais leur citadelle, moyennant une certaine rétribution pour les matériaux. Ce n'était qu'un pas ; il en restait bien d'autres à faire. Mazarin faisait pour lui tout ce qu'il pouvait ; mais lui-même était déchu, et la haine qu'on avait conçue pour d'Épernon s'étendit à son protecteur. Détesté à Paris, par suite de l'arrestation des princes de Condé et de Conti, et du duc de Longueville, le cardinal s'était rendu odieux à toute la nation. Les Bordelais partagèrent l'indignation générale et leur cause se confondit avec celle des princes. Claire-Clémence de Maille-Brézé, princesse de Condé et duchesse de Fronsac, sut bientôt les dispositions des Bordelais à son égard ; elle résidait à Chantilly, avec son fils, par ordre du roi ; mais, désirant se soustraire aux rigueurs de la cour, elle fit demander aux Bordelais par Lenet, s'ils voulaient lui accorder un asile contre les persécuteurs de sa famille. On ne pouvait pas le lui refuser ; son mari avait pris fait et cause pour le Parlement contre d'Épernon et Mazarin ; la reconnaissance était pour les Bordelais un devoir. Le Parlement y consentit ; mais les amis de d'Épernon et même des hommes sages et prévoyants s'y opposèrent fortement ; ils se doutaient bien qu'ils allaient s'engager dans une nouvelle guerre, plus longue peut-être et plus malheureuse.

que la première. Lavie, avocat général, s'y opposa avec obstination. Il avait été gagné par Mazarin et la reine-mère ; il finit aussi par persuader aux jurats que l'arrivée de la princesse, dans leurs murs, serait le signal des plus grands désordres et le commencement de nouvelles calamités.

Encouragée par les promesses des Bordelais et par l'appui des ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, la princesse se mit en route, sous la conduite de son confident, Lenet, et arriva le 14 avril, sans danger, à Montrond, et de là au château de Montfort-sur-Dordogne, qui appartenait au duc de Bouillon. Plusieurs seigneurs du pays y allèrent porter leurs hommages et des protestations de dévouement. Sauvebœuf et Lusignan ne furent pas les derniers, et Doignon, qui devait son élévation au duc de Brézé, se retira à Brouage, quoique ami de d'Épernon, pour ne pas s'opposer aux projets de l'infortunée Clémence, sœur de son bienfaiteur. On prit les précautions nécessaires pour continuer le reste du voyage ; on commanda des pains pour sa suite, à Coutras, et des bateaux placés au Bec-d'Ambès et à Lormont. Thodias, gouverneur de Fronsac, la reçut à Coutras avec 200 chevaux et 500 fantassins ; il aurait voulu la faire passer par Libourne, le 25 ; mais cette ville, dévouée à d'Épernon, s'y refusa sans un ordre du roi.

Alors, Bordeaux s'agitait sous des impressions diverses : les uns voulaient recevoir la princesse, les autres s'y opposaient. Tout à coup on répandit le bruit qu'elle arriverait le 29 mai ; les jurats firent fermer les portes le 28, trois heures avant le moment désigné, et défendirent de les ouvrir le lendemain ; mais le peuple, qui ne met pas de bornes à sa colère et à ses excès, s'attroupa le lendemain vers neuf heures du matin, et, après avoir juré d'exterminer quiconque s'opposerait à l'entrée de la duchesse, alla briser les portes à coups de hache. Les jurats, avertis, s'y présentèrent pour calmer le peuple ; mais on les entoura, on les menaca et on les força, comme tout le monde, de crier : *Vive le roi et les princes ! à bas Mazarin !*

Livre X.
Chap. 7.
—
1630.

14 Avril.

Lenet,
Mémoires,
1^{re} Partie,
liv. III.

—
Monglot,
Mémoires, t. II.

Histoire véritable de ce qui s'est passé en Guienne, etc., page 4.

Livre X.
Chap. 7.
—
1630.

Lenet, *suprà*.
—
La Rochefou-
cauld,
Mémoires, t. II.

Le 31 mai, la princesse passa la Dordogne, à Gensac, où elle apprit de nouveau l'enthousiasme des Bordelais; elle partit pour Lormont, y dîna et s'embarqua dans un bateau élégamment décoré et suivi de mille autres remplis de curieux et de ses partisans; elle traversa, à trois heures, la rade, où les canons des quatre ou cinq cents vaisseaux qui se trouvaient pavoisés la saluèrent de trois salves. Elle débarqua au milieu des bruyantes acclamations de plus de trente mille individus réunis sur le port, jonché de fleurs. Sauvebœuf et Lusignan lui servirent d'écuyers, depuis le bord de l'eau, à travers une population pressée et enthousiaste, jusqu'au carrosse, qui, suivi de vingt-deux voitures, la conduisit chez le président Lalanne. Le jeune duc d'Enghien n'avait alors que sept ans; il était porté par un gentilhomme et souriait affectueusement aux Bordelais, leur tendant les bras comme pour demander protection. On s'approchait, on lui baisait les mains, on s'intéressait à son sort: il leur parlait de Mazarin et de ses forfaits, de son père et de son affection pour les Bordelais, de sa persécution et de ses malheurs, qu'il faisait retomber sur la tête de Mazarin, auteur de tous les maux de sa famille. Tout le monde était attendri; son langage enfantin, sa simplicité et sa naïveté touchaient tous les cœurs; les uns pleuraient à la peinture de tous ses maux, les autres vomissaient mille imprécations contre le cardinal; tous juraient de le défendre et de venger sa famille des persécutions sans exemple qu'un ministre, odieux à la nation, lui faisait éprouver. L'enfant avait conquis les affections générales. La princesse arriva enfin, à travers les flots d'une population empressée et attendrie, à l'hôtel du président Lalanne; les appartements se remplirent, tout le monde voulut la voir et l'entendre. Elle sortit sur la terrasse et entendit mille *vivats* pour elle et son enfant, mille vœux pour sa cause, et mille imprécations contre le cardinal, auteur de tous ses maux.

Pendant que le peuple s'abandonnait aux élans de son en-

thousiasme peu réfléchi, on vit arriver d'Alvimar, officier de la maison de Praslin, le même qui avait apporté au Parlement la déclaration du roi. Venant de Blaye, il fut reconnu sur le port par un Bordelais, ennemi de d'Épernon et de Mazarin, qui s'approcha pour s'assurer de son identité, et, le saisissant au collet, lui dit : *Espion, que venez-vous faire ici ? je vous fais prisonnier, au nom de Madame.* D'Alvimar, tout étonné, fut traîné chez la princesse ; elle lui reprocha les faveurs reçues de son mari et de sa famille. Il s'excusa sur l'ordre du roi, et, se voyant poursuivi par une populace qui voulait le mettre en pièces, il la pria de protéger ses jours et de le sauver de la fureur du peuple. La princesse le promit ; il lui répugnait de livrer un envoyé du roi à la foule passionnée dont les excès auraient déshonoré sa cause. Un crime semblable serait odieux et inexcusable ; il serait un déshonneur pour Bordeaux et fournirait un nouvel aliment à la haine et aux passions de la cour. Elle le fit conduire, par Lusignan et Sauvebœuf, chez le président d'Affis et l'avocat général Du Sault, pour leur remettre les dépêches dont il était chargé. D'Affis, dit D. Devienne, croyait avoir de l'esprit ; il parlait beaucoup, il avait de la vivacité et de l'intrigue ; il était tout-à-fait propre à faire un personnage. Il était alors à la tête du Parlement ; son influence pouvait être utile à la princesse : elle résolut de le mettre dans ses intérêts ; elle lui témoigna beaucoup de confiance, loua ses mérites et vanta beaucoup son crédit et son influence dans la province. Il aimait l'argent : la princesse le prit par son côté faible et lui fit présent de quelques diamants, promit d'augmenter les appointements de sa charge et lui répéta souvent qu'elle n'oublierait pas ses services. Elle en fit un zélé partisan.

Du Sault était un autre caractère : c'était le type de la probité et de la délicatesse. Ce vieillard de quatre-vingts ans avait une grande austérité de mœurs ; il frondait souvent la cour, se montrait inflexible dans ses devoirs et était l'idole du

Livre X.
Chap. 7.

—
1650.
—

Histoire véritable de ce qui s'est passé en Guienne.

—
Lenet,
Collection
des Mémoires
de Petitot,
tome 53.

Livre X.
Chap. 7.
—
1650.

peuple, qui le vénérât à cause de ses vertus. Ces deux magistrats refusèrent de recevoir et même d'entendre la lecture des dépêches que d'Alvimar avait été chargé de leur remettre. Il fut reconduit chez la princesse, poursuivi par les huées et les vociférations d'un peuple furieux. Elle lui fit comprendre le danger auquel il s'était exposé et les conséquences qu'aurait pu avoir l'effervescence produite par son arrivée, si elle ne s'était empressée, par respect pour le roi dont il était l'envoyé, de l'arracher à la fureur du peuple, déclarant en même temps qu'elle ne répondait pas de sa vie, si jamais il repaissait chargé d'une mission semblable.

Voulant enfin savoir quels étaient, en réalité, les sentiments du Parlement à son égard, la princesse s'y rendit le lendemain et resta, en larmes, à la porte de la Grand'Chambre, priant et sollicitant les juges à mesure qu'ils entraient. Le jeune prince se jetait à leur cou et leur demandait protection et justice. On délibéra sur ce qu'il y avait à faire. Lavie s'opposa à ce qu'on lût la requête et personne n'osait introduire la mère et son fils. La princesse apprit ces hésitations et résolut de tenter un dernier effort pour le succès d'une démarche d'une si grande importance pour sa famille : elle entra dans la Chambre, tenant son fils par la main, tous deux en pleurs ; elle voulut se jeter à genoux ; on l'en empêcha. « Je viens, Messieurs, » dit-elle, demander justice au roi, en vos personnes, contre » les victimes du cardinal Mazarin, et remettre ma personne » et mon fils entre vos mains. J'espère que vous lui servirez de père ; ce qu'il a l'honneur d'être à Sa Majesté. » et le caractère que vous portez, vous y obligent. Il est » le seul de la Maison royale qui soit en liberté ; il n'est » âgé que de sept ans, son père est dans les fers. Vous savez » tous, Messieurs, les grands services qu'il a rendus à l'État. » l'amitié qu'il vous a témoignée dans les occasions et ce le » qu'avait pour vous mon beau-père. Laissez-vous toucher de la » compassion pour la plus malheureuse Maison qui soit au » monde et la plus injustement persécutée. »

A ce discours, si bien fait pour émouvoir, par l'appel à leurs cœurs, les sanglots et les larmes d'une mère malheureuse, d'une princesse humiliée, le jeune duc d'Enghien y ajouta une éloquence non moins pathétique; il se jeta à genoux, en criant : « *Servez-moi de père, Messieurs; le cardinal Mazarin m'a ôté le mien.* » Tout le monde était ému à ce spectacle, les âmes attendries. La princesse avait réussi au delà de ses espérances. Le président d'Affis lui répondit que la Compagnie était sensible à sa confiance, et la pria de se retirer pour que le Parlement pût délibérer en liberté sur la requête qu'elle présentait.

La princesse sortit et fut entourée de milliers de personnes qui l'accueillirent avec les expressions d'un dévouement enthousiaste. On criait qu'il fallait que le Parlement protégeât la princesse; on le menaçait s'il ne le faisait pas, et c'était au milieu de ces scènes qu'on demanda aux gens du roi de donner leurs conclusions. Lavie parla contre; mais, soit crainte de la multitude qui se tenait à la porte, soit variation dans ses idées, il finit sans rien conclure. Du Sault jeta alors dans la balance le poids de son éloquence et ses convictions : c'était l'épée de Brennus. La victoire ne fut plus incertaine. On lut la requête; elle contenait des détails circonstanciés sur les malheurs dont Mazarin avait accablé la princesse et sa famille. C'était une récapitulation des charges et des crimes, réels ou imaginaires, qu'on imputait au tout-puissant ministre, cause première des persécutions que les princes avaient souffertes et qu'ils auraient pu, avec raison, imputer en partie à eux-mêmes.

Livre X.
Chap. 7.
1650.

Lenet,
Mémoires, t. I.

CHAPITRE VIII.

Le Parlement statue sur la requête de la princesse. — Les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld à Bordeaux. — Une manifestation hostile du peuple contre d'Alvimar. — Les excès de la populace contre Lavie. — La princesse négocie un emprunt avec Vatteville. — Elle lui envoie Sauvebœuf et Silleri. — Le Parlement de Bordeaux envoie à celui de Paris le conseiller Voisin. — Richon-Larondière, gouverneur de Vayres. — Conduite du Parlement de Paris. — Discours du duc d'Orléans. — Projets de vengeance de Mazarin. — Mouvement des troupes de Meilleraye et de Lavalette. — Les troupes de d'Épernon s'emparent de l'île Saint-Georges. — La terreur des Bordelais. — Lettre de Meilleraye au Parlement. — Réponse. — Fausse alerte à Bordeaux, etc.

Livre X.

1650.

—
Registres
du Parlement.

Avant de rien statuer à l'égard de la requête de la princesse, le Parlement crut devoir lui faire demander, par Pommiers-Francon et Taranque, si, au cas qu'on lui accordât protection et sûreté, elle était résolue de vivre en bonne et fidèle sujette du roi? Elle répondit affirmativement et s'en référa à sa requête. Alors le président d'Affis rendit l'arrêt en ces termes :

« La Cour, suivant les registres de ce jour,

*Mémoires
du cardinal de
Retz, liv. III,
Collection
de Petitot.*

» Oui, sur ce, le procureur général du roi a ordonné que la
» requête de la dame Princesse de Condé et le registre seront
» envoyés à Sa Majesté, et qu'elle sera très-humblement suppliée, attendu les protestations et déclarations faites par la
» dite dame, de son inviolable fidélité à son service, d'agréer
» qu'elle et son fils, le seigneur duc d'Enghien, demeurent,
» avec ceux de leur maison, dans la présente ville, en toute
» sûreté, sous sa sauvegarde et celle de la justice, comme
» aussi Sa Majesté sera très-humblement suppliée d'agréer
» les remontrances contenues au registre.

» Fait à Bordeaux, en Parlement, les Chambres assemblées, le 1^{er} juin 1650.

Signé PONTAC. »

Par respect pour les ordres du roi, les membres du Parlement n'osèrent pas se présenter en corps chez la princesse ; ils y allèrent individuellement ; elle leur rendit leur visite et leur témoigna sa reconnaissance. Les jurats ne lui firent pas de visite ; ils se rendirent par là odieux au peuple, et s'attirèrent des insultes et même des menaces des partisans de Condé. Ils offrirent leur démission, mais elle ne fut pas acceptée. Tout allait au gré des désirs de la princesse ; il ne lui manquait qu'une chose, la présence des ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, amis fidèles, qui n'avaient pu la suivre, à cause des ordres transmis contre eux, au Parlement, par le roi. Ils vinrent cependant loger aux Chartrons ; le peuple alla les voir pendant les deux ou trois jours qu'ils y restèrent et voulut les faire entrer par force en ville. Ils déclinèrent ces offres appuyées sur la violence, et, convaincus des bonnes dispositions des habitants en général, ils y entrèrent le soir, sans pompe, sans bruit, pour éviter le désordre. D'Alvimar et les secrets amis de d'Épernon s'opposèrent à ce que les ducs entrassent en ville, et firent ajourner la présentation de leur requête après la Pentecôte. Désolée des intrigues de d'Alvimar, qui avait oublié les bontés dont elle l'avait comblé, la princesse tint conseil et l'on organisa une manifestation populaire, une espèce d'émeute contre cet ennemi des ducs. Rentré le soir chez le marquis de Lusignan, où il logeait, d'Alvimar fut surpris d'entendre les cris de la multitude assemblée devant la porte ; les émeutiers demandaient la tête de cet intrigant et menaçaient de briser les portes, si l'on ne se hâtait de le livrer à leur vengeance. Lusignan, qui était dans le complot, se rendit auprès de d'Alvimar et en exagéra les dangers et la portée. Le malheureux officier, pâle, tremblant et effrayé des cris si perçants et si menaçants des quatre ou cinq cents émeutiers sous ses fenêtres, supplia Lusignan de lui sauver la vie, lui jurant et se promettant bien que, s'il pouvait échapper à ce danger, il ne remettrait plus les pieds à Bor-

Livre X.
Chap. 8.
—
1630.

*Mémoires
de La Roche-
foucauld,
Collection de
Petitot, t. 52.*

Livre X.
Chap. 8.
—
1630.

deaux. Lusignan sortit pour calmer la foule et réussit à lui faire croire que d'Alvimar n'était plus chez lui. Lenet vint le conduire, à la faveur de la nuit, jusqu'à la rivière, où il le fit embarquer.

Cependant la requête des ducs n'était pas encore reçue au Parlement ; la princesse en fut si peinée, qu'elle déclara que si l'on ne faisait pas droit aux justes demandes de ces deux seigneurs, elle allait quitter Bordeaux pour quelque terre plus hospitalière. C'était assez pour soulever le peuple ; on proféra des murmures contre le Parlement, mais on se porta aux plus fâcheuses extrémités contre Lavie, qui était l'âme de l'opposition. On lui donna à comprendre que sa résistance à la volonté du peuple pourrait lui coûter cher ; que les esprits étaient exaspérés et sa vie même en danger. Homme de cœur, intrépide et fier d'accomplir ce qu'il croyait un devoir, Lavie continua à résister. Vivement contrariés de cette opposition qui leur semblait peu motivée, Sauvebœuf et Lusignan résolurent d'agir avec lui comme avec d'Alvimar. Ils approuvèrent le mouvement du peuple contre Lavie. Sauvebœuf, homme vif et peu réfléchi, se mit même à la tête de l'émeute pour en diriger les mouvements. Il se trompait : il croyait conduire le peuple, le peuple l'entraîna chez Lavie, rue Catherman (aujourd'hui Sainte-Catherine), enfonça les portes et voulut sacrifier l'obstiné et imprudent avocat général à la colère publique. Lavie, prévenu à temps, s'était sauvé chez les Feuillants ; la foule, poussée par ses mauvais instincts, l'y suivit ; mais Sauvebœuf, touché des larmes de la femme, s'interposa et réussit à empêcher le mari d'être égorgé. Il fit entendre à ces forcenés que ce magistrat allait quitter la ville, et, en effet, il s'efforça de le lui persuader.

Lenet, *suprà*. Lavie, homme courageux, refusa et voulut rester à son poste. La présence de Sauvebœuf servit de frein à ces émeutiers ; ils n'étaient pas contents encore, et, voulant absolument assouvir leur rage, ils revinrent à la hâte chez Lavie ; mais Sauvebœuf.

se doutant bien de leurs coupables intentions, les devança, et, l'épée dans une main, de l'autre prenant la malheureuse femme du magistrat, il la conduisit avec ses enfants auprès de son mari désolé, à travers les flots de cette populace, maîtrisée par le sang-froid et l'audace du marquis. On brisa les portes et les fenêtres de la maison et l'on emporta tout ce qui s'y trouvait; rien ne fut laissé debout que les murailles. Satisfaits de leurs vols et enhardis par l'impunité à en commettre d'autres, ces misérables se disposaient le lendemain à renouveler les mêmes désordres dans les maisons de campagne que Lavie avait au Taillan et à Pessac; mais le Parlement fit mettre des gardes aux portes pour les empêcher de sortir. Lavie, convaincu que sa vie était en péril, se retira à Blaye avec sa famille. Sauvebœuf et Mirat l'accompagnèrent jusqu'à la galiote qui devait le porter; il avait besoin d'eux contre la rage du peuple. Mirat ne le quitta qu'à Blaye.

Ce n'était pas seulement à Lavie que les partisans de la princesse en voulaient; ils désiraient aussi la délivrer des trois jurats qui avaient pensé et agi comme lui : Douglas, Du Franc et Pontac-Beautiran. Appartenant aux premières familles de Bordeaux et hommes d'ailleurs très-recommandables, ils étaient moins exposés que lui à de mauvais traitements; il y avait de graves inconvénients à permettre qu'on les maltraitât dans leur ville natale et sous les yeux de leurs parents et amis. C'eût été d'ailleurs déshonorer la cause de la princesse que de s'abandonner à ces coupables excès, pour la délivrer de ses adversaires. Cependant on leur fit tant de frayeur, qu'ils se rendirent, le même jour, chez la princesse, pour lui faire leurs compliments.

Les hommes sensés blâmèrent ces misérables excès et insistèrent fortement pour qu'on en punit les auteurs. Lavie demanda une forte indemnité et une honorable réparation des pertes qu'il venait de supporter. Le Parlement ordonna qu'on fit des informations. Les uns déclaraient qu'ils avaient l'inten-

Livre X.
Chap. 8.
—
1650.

D. Devienne,
liv. VIII.

Livre X.
Chap 8.
—
1650.

tion de punir un traître, mais n'avouèrent pas des torts ou des actions punissables par la loi ; les autres niaient y avoir activement participé ; ils n'étaient complices que par leur présence sur le théâtre du désordre ; quelques-uns rejetèrent tout l'odieux sur Sauvebœuf, et tous semblaient concourir à dessein pour embarrasser le Parlement. On arrêta trois misérables, sans aveu, qui paraissaient plus coupables que les autres ; on voulait les faire pendre pour intimider le peuple , mais on céda à la crainte que le remède ne fût pire que le mal et ne produisît de déplorables conséquences.

Les finances de la princesse étaient en mauvais état, et les Bordelais, par suite de leurs longues guerres, ne pouvaient plus faire de sacrifices. Elle fit connaître sa position à Vatteville, qui commandait à Saint-Sébastien et qui connaissait Bordeaux. Il lui envoya une lettre de change de cent mille livres sur Courtade, riche banquier de Bordeaux ; mais Courtade refusa la lettre, au grand désappointement de la princesse. Elle lui envoya le baron de Baas, avec une lettre conçue en ces termes : « Monsieur le baron de Vatteville prendra » toute créance au baron de Baas, maréchal de bataille et » lieutenant du roi, à Rocroi, auquel j'ai donné tout pouvoir » d'entrer, en mon nom, dans le même traité que M^{me} la » duchesse de Longueville et M. de Turenne ont fait avec les » ministres de Sa Majesté Catholique, en Flandre, aux con- » ditions que le dit sieur de Baas conviendra, avec le dit sieur » de Vatteville et tous autres ministres de Sa Majesté qu'il » appartiendra, faire tous autres traités qu'il jugera à propos, » recevoir l'argent, donner quittance, et je promets de ratifier » tout ce qui sera par lui géré et négocié en mon nom et le » faire approuver et ratifier par tous mes amis et confédérés » de Guienne, etc.

» Fait à Bordeaux, le 11 juin 1650. »

Lenet, liv. III.

Pendant ces négociations, les Épernonistes, sous la conduite du chevalier de Lavalette, frère naturel de d'Épernon, s'étaient

fortifiés à Castillon et avaient envoyé des troupes dans les environs de Libourne. Les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld n'avaient que 600 gentilshommes de leurs amis et l'infanterie de Turenne. Comme les Bordelais murmuraient, à cause de leur inaction, ils marchèrent vers Savignac, sur l'Isle, où se trouvait la cavalerie ennemie; leur avant-garde fut attaquée vivement et éprouva quelques pertes; mais Lavalette se retira pour éviter une bataille. On apprit que le maréchal de Meilleraye avançait vers Coutras avec une armée de 4,500 fantassins et 500 chevaux. Lenet renforça le château de M. de Gourgues, à Vayres, et y fit entrer des provisions pour un siège. Craignant d'être pris entre deux feux par Meilleraye, qui allait s'emparer de Bourg, et Lavalette, qui était maître de la partie supérieure de l'Entre-deux-Mers, les ducs, sur l'avis du Parlement, embarquèrent leurs troupes pour le Médoc, où les soldats de d'Épernon faisaient de grands ravages. Ces troupes débarquèrent à Margaux et se dirigèrent sur la place forte de Castelnau, qui appartenait à d'Épernon. Le comte de Meille commandait le détachement qui devait attaquer la place : il somma le commandant de se rendre; mais il n'en reçut qu'un refus formel. Le commandant avait beaucoup de confiance dans la garnison et dans la position du château qui était flanqué de grosses tours et environné d'un double et large fossé. Meille prit les postes les plus avantageux; mais le gouverneur, effrayé des préparatifs qu'il voyait faire et du sort qui lui était réservé, demanda à capituler.

Meille parcourut ensuite, en vainqueur, tout le pays jusqu'à La Teste; la princesse voyait avec peine les arrivages par la Garonne interceptés par la garnison de Blaye, aux ordres du duc de Saint-Simon; elle espérait des secours des Espagnols. Meille s'empara du port d'Arcachon pour faciliter leur descente dans le pays. Les Espagnols voulaient bien encourager les frondeurs ou ennemis de d'Épernon et les secourir aussi, mais leurs finances étaient obérées; ils promettaient beau-

Livre X.
Chap. 8.

—
1650.

—
La Rochefou-
cauld,
liv. III.

Livre X.
Chap. 8.
—
1630.

coup, quoiqu'ils fussent hors d'état de rien faire ; ils demandaient par Vatteville un négociateur de confiance, pour se concerter sur les bases d'un traité général et sur le plan de campagne qu'il était essentiel de suivre. Les Bordelais prêtaient l'oreille à ces propositions, mais ils étaient embarrassés dans le choix du négociateur. Sauvebœuf avait perdu dans l'esprit public depuis l'affaire de Lavie ; son caractère brusque et violent supportait difficilement la position subalterne qu'il occupait sous le nouveau général en chef, le duc de Bouillon. On crut devoir s'en débarrasser, en l'envoyant auprès de Vatteville. Comme il était peu fait pour le rôle de négociateur, on envoya avec lui Silleri, homme prudent et adroit, et muni d'instructions secrètes. Ils s'embarquèrent le 14 juin, sur une frégate espagnole, et firent voile pour la mer ; mais le duc de Saint-Simon, qui commandait à Blaye, la fit poursuivre et serrer de si près, que les deux négociateurs se firent déposer à terre et gagnèrent les côtes d'Espagne par une route moins périlleuse.

La présence de cette frégate espagnole à Bordeaux avait été un sujet de surprise et de scandale pour les partisans de d'Épernon. Lavie en écrivit en termes sévères au Parlement et s'éleva, avec force, contre les auteurs d'un pareil attentat à l'autorité du roi. Sa lettre blessa le Parlement ; c'était une critique de la conduite des Bordelais et un éloge de sa propre fidélité.

18 Juin.
D. Devienne,
liv. VIII.

Convaincu qu'on prenait en mauvaise part, à la cour, la protection qu'il accordait à la princesse, le Parlement députa, le 18 juin, le conseiller Voisin à la Cour de Paris, avec une lettre où il détaillait toutes les circonstances qui se rattachaient à l'arrivée de la princesse à Bordeaux, les motifs de sa propre conduite et le but proposé, la priant en même temps de s'intéresser à elle dans de si lamentables circonstances. Le duc d'Épernon, pendant ce temps, parcourait le Médoc et voulait rejoindre Meilleraye, campé dans les environs de Ibourne. Le commandant du château de Vayres enlevait s

blés des paysans et donnait, en échange, des *récépissés* payables par la princesse ; les propriétaires s'en plaignirent à Meilleraye, qui mit des soldats à leur service, avec ordre d'enlever des tertres que ce commandant, Richon-Laroudière, possédait près de Gultres, l'équivalent des blés qu'il s'était appropriés. Richon leur écrivit, le 2 juillet, que la terre de Richon ne lui appartenait pas, et que, cependant, s'ils avaient le malheur d'exécuter leur projet, il pillerait et brûlerait les biens de tous les habitants de Libourne. Tout semblait concourir à déconcerter d'Épernon ; il était découragé, et voyant l'état pitoyable de ses affaires, il écrivit à Mazarin qu'il était nécessaire que le roi vînt lui-même avec une armée à Bordeaux. Mazarin y avait bien songé ; mais les frondeurs de Paris s'y opposèrent et déclarèrent tout haut que, sans exposer Sa Majesté aux fatigues et périls d'un si long voyage, on pouvait facilement pacifier la Guienne, en obligeant d'Épernon à en sortir. Mazarin répondit que le roi était maître et libre dans le choix de ses serviteurs et qu'on ne pouvait lui faire la loi.

L'arrivée du conseiller Voisin, à Paris, contribua à augmenter les embarras de d'Épernon. Le Parlement s'assembla le 6 juillet ; mais, avant l'admission du député bordelais, le duc d'Orléans donna l'assurance que le roi avait mandé d'Épernon deux fois auprès de sa personne ; que Sa Majesté allait partir pour la Guienne ; qu'elle ne paraissait pas mécontente du Parlement, inculpé probablement à tort, et qu'elle pardonnerait tout ce qui était passé, excepté l'alliance avec les Espagnols. Le député admis déposa sa lettre de créance sur le bureau, ainsi que celle qu'on lui avait donnée pour le Parlement. La délibération portait qu'on remettrait au roi et à la reine toutes les pièces qu'on avait reçues de Bordeaux, qu'on les supplierait très-humblement de pourvoir aux plaintes des Bordelais, et de donner, par un effet de leur bonté, la paix et le repos à la Guienne.

Livre X.
Chap. 8.
—
1050.

2 Juillet.

*Archives de
Libourne, etc.*

Monglat,
Mémoires,
Collection de
Petitot, t. 50.

6 Juillet.

Lenet, *id.*
—
La Rochefoucauld, *id.*

Livre X.
Chap. 8.
—
1630.

Mazarin, déconcerté par l'obstination des Bordelais et l'audace des frondeurs, avait résolu de se venger de quelque manière. Il écrivit à Meilleraye, alors à Coutras, de réunir ses troupes à celles de d'Épernon, qui s'avancait, de son côté, vers Paillet et Langoiran, Meilleraye fit jeter un pont sur la Dordogne, à Brannes, et alla camper non loin de Vayres, dont la garnison incommodait beaucoup les Épernonistes du pays. Elle intercepta un courrier et apprit, par ses dépêches, que d'Épernon avait ordre d'aller au devant de Sa Majesté, sur les confins de son gouvernement. Cette circonstance porta le découragement dans les cœurs des Bordelais ; on leur avait promis la destitution de d'Épernon, et ils voyaient, par cette dépêche, qu'il était maintenu dans ses fonctions, quoiqu'il eût refusé par orgueil de se joindre à Meilleraye, et se fût retiré à son château de Loches, pour éviter tout entretien avec les agents de la cour. Cependant, ayant reçu l'assurance qu'il ne serait pas changé, il se rendit auprès du roi.

Ce manquement à une promesse donnée, la persistance de Mazarin à protéger ce tyran de la Guienne, le peu d'égards qu'on avait montré pour les justes réclamations d'une population opprimée, révoltèrent les Bordelais, qui, pour comble de désespoir, venaient d'apprendre que les troupes de d'Épernon s'étaient emparées, le 22 juin, de l'île Saint-Georges. Ce poste n'avait pas l'importance que le vulgaire lui donnait ; mais il était très-rapproché de Bordeaux ; le péril paraissait imminent et inévitable. Les coryphées du parti frondeur exagéraient le danger ; ils exploitaient la peur et la crédulité populaires et exhortaient toutes les classes à prendre les armes pour la défense de la ville et pour ne pas souffrir qu'il y arrivât de mouvement anarchique. Ils profitaient de toutes les occasions pour augmenter le désordre et la confusion parmi le peuple ; ils y réussirent parfaitement. On voyait d'Épernon à la porte, et Bordeaux à sa merci ; tous craignaient sa colère ; la terreur était générale. Une assemblée fut ce -

voquée ; tous les corps, celui des finances excepté, y envoyèrent des députés ; elle fut nombreuse et orageuse en même temps. Pontac, premier jurat, demanda les avis sur les circonstances actuelles ; d'autres proposèrent de délibérer sur l'union avec les princes ; mais les deux députés du Parlement, Boucaut et Cieutat, s'opposèrent à cette proposition, comme n'étant pas le sujet à traiter. Après de longues discussions, l'union avec les princes fut arrêtée à la pluralité des voix et à la satisfaction des frondeurs, et le Parlement écrivit à celui de Paris pour lui exposer les crimes et les violences injustifiables de d'Épernon, en violation de la déclaration du roi.

Le lendemain (24 juin), Meilleraie envoya un trompette avec une lettre pour le Parlement ; on l'arrêta à La Bastide ; il y resta en attendant la réponse. Le maréchal s'engageait, au nom du roi, à ôter à d'Épernon le gouvernement de la Guienne, pourvu que les Bordelais fissent sortir de la ville tous ceux qu'on y avait reçus depuis peu. Le Parlement délibéra sur cette lettre ; les avis furent partagés. Tous étaient enchantés de la destitution de d'Épernon, comme devant amener la cessation de la guerre et des troubles civils ; refuser d'ailleurs un arrangement conçu et proposé par le roi, c'était agir en rebelles et continuer leurs malheurs. Ces raisons étaient puissantes ; mais les conditions parurent à plusieurs inacceptables. Comment révoquer la parole donnée à la princesse ? Comment se déshonorer en expulsant la femme de Condé, leur ami et bienfaiteur, et chasser honteusement de la ville les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld, qui venaient partager leurs périls et offrir leur sang pour la défense de la cité qui leur avait accordé l'hospitalité ? Était-on sûr que le maréchal fût bien sincère et autorisé à leur tenir ce langage ? Ne serait-ce pas un nouveau piège ? Avait-on la certitude que le roi ratifierait la proposition du maréchal ? Le peuple consentirait-il à l'exécution d'une mesure qui le blessait dans ses affections ? Que faire ? Plusieurs raisons motivaient l'accepta-

Livre X.

Chap. 8.

—
1630.
—

23 Juin 1630.

Histoire vérit.,
page 11.

24 Juin.

Lenet,
Mémoires,
1^{re} Partie.

Livre X.
Chap. 8.
—
1650.

D. Devienne,
liv. VIII.

tion de la proposition ; on voyait mille difficultés à son exécution. Le procureur général trouva un expédient pour se tirer de cet embarras ; il répondit au maréchal, qu'on était étonné, à Bordeaux, de ce qu'il y avait été envoyé un trompette, comme à un ennemi déclaré ; que le Parlement en était tellement choqué, qu'il refusait d'entendre la lecture de sa lettre. C'était contredire la vérité ; mais, comme dit un auteur, la politique n'y regarde pas de si près.

Les troupes de Lavalette étaient alors à Léognan et à Gracignan ; on répandit le bruit qu'il allait attaquer la ville ; on sonna le tocsin, et les officiers du Parlement, qui en ignoraient la raison, sortirent du Palais avec précipitation et sous l'impression de la panique générale ; mais ce ne fut qu'une alerte.

CHAPITRE IX.

Le président d'Affis menacé. — Arrêt contre d'Épernon. — Le duc à Blanquefort. — L'expédition des Bordelais n'est pas heureuse. — L'île Saint-Georges reprise. — D'Épernon ravage le Médoc. — Il se brouille avec Meilleraye. — Il est exilé à Loches. — Frégates espagnoles à Bordeaux. — Un ambassadeur espagnol y apporte quelques fonds. — On leur adresse des reproches. — Conduite du Parlement dans ces circonstances. — L'ambassadeur quitte Bordeaux. — Le peuple se soulève pour forcer le Parlement à rendre un arrêt pour l'union avec les princes. — Le Parlement résiste. — Troubles à Bordeaux. — La princesse intervient. — Ses propos, etc., etc.

On répandit le bruit, dans le public, que le Parlement ne voulait pas l'union avec les princes, et que le président d'Affis, seul, en était la cause. Ce bruit mit le peuple en fureur ; il se transporta à son hôtel et lui cria, sous les fenêtres, que si l'on ne cimentait pas l'union projetée avec les princes, par un arrêt formel du Parlement, il lui en coûterait la vie ; on le traita de *Mazarin* ; on lui cria de s'en retourner à Toulouse, sa patrie, qu'on n'avait pas besoin de lui à Bordeaux. L'avocat général Du Sault se trouvait chez lui ; il sortit pour faire entendre raison à la populace, aveuglée par les passions du moment et qui, sans lui, se serait très-probablement portée à des voies de fait. D'Affis prit la résolution de sortir de la ville ; mais la Compagnie s'y opposa et le pria de continuer son service comme par le passé. D'Affis se rendit à ses instances et alla trouver Lenet pour que la princesse prît des mesures, d'accord avec les ducs, pour arrêter l'insolence du peuple. Lenet répondit, sans émotion, qu'on calomniait le peuple en lui imputant des projets anarchiques, et lui fit comprendre qu'il fallait agir avec plus de ménagements en-

Livre X.

—
1630.

—
D. Devienne,
liv. VIII.

Lenet,
Mémoires, id.

Livre X.
Chap. 9.
—
1650.

25 Juin.
Registres
du Parlement.

vers les Bordelais ; que l'union était nécessaire et faisait la force du Parlement ; qu'on espérait en vain gagner le cardinal par des négociations, et qu'au bout du compte, le mot *union*, qui lui causait de l'ombrage, pourrait être omis, et qu'il suffisait de rendre un arrêt contre d'Épernon, ses partisans et fauteurs. Cette tournure satisfit le président, et, sur son rapport, Le Parlement rendit l'arrêt suivant : « La Cour » a ordonné et ordonne que le roi sera informé des entre- » prises du sieur d'Épernon, au préjudice de la déclaration » et articles accordés par Sa Majesté, et des sacrilèges, in- » cendies et autres cas exécrables commis par les troupes » du dit sieur d'Épernon, en sa présence et par son comman- » dement ; et, attendu la notoriété des susdits actes, a déclaré » et déclare le dit duc d'Épernon, le chevalier de Lavalette, » son frère, et leurs adhérents, infracteurs de la paix, enne- » mis du roi et de son État et perturbateurs du repos public ; » en conséquence, fait inhibition et défense à toutes sortes » de personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, » de recevoir ni donner aide et assistance aux dites troupes, » à peine d'être, les contrevenants, traités comme fauteurs de » l'attentat fait à l'autorité royale ; permet aux communes de » s'assembler pour courir sus aux dits gens de guerre, et sont » tous gouverneurs, seigneurs et gentilshommes du ressort de » la Cour, invités et exhortés à prêter main-forte pour éviter » la désolation de la province et de la capitale d'icelle ; enjoint » la dite Cour aux jurats des villes, consuls et communautés, » de fournir des hommes et des vivres pour la défense de » cette ville et pour faire cesser les dites oppressions, et d'o- » béir aux ordres qui leur seront pour ce donnés. »

Cet arrêt fut publié et enregistré dans toutes les sénéchaussées et bailliages du ressort ; on en envoya une copie à Vasteville pour lever ses doutes et faciliter l'emprunt, et rien ne fut négligé pour soulever le peuple contre d'Épernon. Cependant un bruit sinistre se répandit, le jour même qu'a

Lenet.
Mémoires,
1^{re} Partie.

rendit l'arrêt ; un nuage sombre vint inopinément porter la crainte et la tristesse dans tous les cœurs. On prétendait que d'Épernon était à Blanquefort ; Chambon, qui y commandait, ne se croyant pas en état de défendre ce poste, se retira à Bordeaux pour garder les Chartrons, le faubourg Saint-Seurin et La Bastide, et ne laissa dans le camp qu'environ cinq ou six cents hommes de pied et cent cinquante chevaux. L'alarme se répandit dans tous les quartiers de la ville ; la crainte était aussi universelle que profonde. Cependant on finit par mettre sous les armes plus de cinq mille Bordelais décidés à vendre cher leur vie et à venger l'honneur de la ville. Ils voulaient repousser l'ennemi jusque dans les marais de Blanquefort, pour en finir avec lui ; mais on leur représentait que ses espérances étaient insensées ; que les Épernonistes occupaient des postes d'un difficile accès et défendus par des canons ; que c'étaient de vieilles troupes d'une valeur éprouvée et versées dans toutes les ruses du métier des armes. Plus on leur opposait de difficultés, plus ils s'animaient au combat ; ils se croyaient déjà vainqueurs, revenant chargés des dépouilles de l'ennemi et traînant d'Épernon et les vaincus à la suite de leur char de triomphe. Le duc de Bouillon s'efforça de tempérer cette ardeur irréfléchie ; le peuple soupçonna sa fidélité et finit par l'accuser d'agir de connivence avec d'Épernon. Trop bon militaire pour fuir le danger ou supporter d'injustes reproches, de Bouillon se mit à leur tête et les conduisit à Blanquefort, où ils trouvèrent les Épernonistes, tous fiers derrière leurs excellents retranchements. Ils firent plusieurs décharges, mais sans succès, et essayèrent, en retour, des coups de canon qui tuèrent le sieur St-Brix-Calvimont, plusieurs autres officiers et le cheval du président Pichon. Les Frondeurs y perdirent plus de cent hommes. Ils rentrèrent en ville en désordre et furent le sujet des railleries des hommes plus sensés qu'ils avaient traités de lâches et de *Mazarins*, parce qu'ils n'avaient pas voulu les suivre dans leur folle en-

Livre X.

Chap. 9.

—
1650.
—

*Histoire vérit.,
etc., p. 13.*

Livre X.
Chap. 9.

—
1650.
—

D. Devienne,
liv. VIII.

treprise. Ces hommes sages appartenaient au parti de la *Petite Fronde* ; ils avaient pour chefs les conseillers Raimond et Mirat ; les exaltés formaient un parti distinct, dont Blanc-Mauvesin et d'Espaignet dirigeaient les opérations ; ils étaient tous attachés à la cause de la princesse, tous ennemis de d'Épernon. On convoqua un conseil de guerre ; ces quatre conseillers s'y rendirent ; on y décida qu'il fallait reprendre l'île Saint-Georges, et on confia l'exécution à Lamothe-Delas. Ce vaillant capitaine partit dans la nuit du 26, avec quatre cents hommes, et, sur les sept heures du lendemain, débarqua dans l'île sans être aperçu. Ils avaient avec eux des planches pour franchir les fossés, de la paille, des fagots, du goudron, pour incendier l'église et les baraques de l'ennemi, que l'avant-garde, commandée par Goubineau et Descombes, devait attaquer avec courage, pendant que Delas surviendrait avec le reste des troupes, partagées en deux corps, pour attaquer à la fois les deux côtés du moulin où l'ennemi s'était retranché. On conduisit cette affaire si bien que les Épernonistes furent surpris et mis en déroute ; on en tua une centaine, les autres se réfugièrent dans l'église. On allait y mettre le feu, quand les malheureux qui s'y étaient renfermés se rendirent à discrétion, au nombre de deux cents, parmi lesquels se trouvait M. de Canolles, lieutenant-colonel du régiment de Navailles. Les prisonniers furent conduits à Bordeaux ; on voulait les massacrer tous ; le duc de Bouillon eut toute la peine imaginable à les soustraire à la fureur du peuple. Un seul d'entre eux se mit à crier : *Vive d'Épernon* ; il fut massacré à l'instant ; son cadavre fut traîné dans les rues, après avoir eu le nez, les oreilles et les parties génitales coupés. Le peuple, soulevé, est une bête féroce ; sa force lui tient lieu de raison ; il est toujours dangereux d'agir ou de parler avec imprudence devant la populace en furie. L'expédition si glorieuse pour les Bordelais, qu'on la chanta sur tous tons ; tous les poètes la célébrèrent à l'envie. Bonnet, curé

Sainte-Eulalie, en publia une relation qui portait l'empreinte d'un fanatisme, dit D. Devienne, qui ne pouvait qu'indisposer de plus en plus la cour ; la princesse défendit à l'avenir de semblables publications.

Furieux de ses échecs, d'Épernon cherchait à se venger en ravageant les terres des membres du Parlement, en Médoc ; ses bandes dévastèrent les paroisses de Ludon, Macau, Labarde, Arsac, Cantenac et Margaux. Castelnau se rendit à la première sommation. Le bruit se répandit qu'il allait revenir sur Bordeaux. Le Parlement ne le croyait pas ; mais, désirant contenter le peuple, il prit certaines dispositions pour rassurer les esprits. Bordes et Monier furent chargés de défendre la porte Saint-Seurin ; Fayade fut envoyé à La Bastide ; Muscadet et Pichon eurent la direction de l'artillerie ; Boucault, Roux et Du Sault durent surveiller la partie financière ; d'Alesme fut chargé de commander un armement qu'on résolut de faire sur la rivière, et on donna, en un mot, à chaque membre du Parlement de bonne volonté, une charge ou fonction quelconque. On arrêta, en outre, que, pour empêcher la cavalerie de faire paître ses chevaux dans les prairies, ce qui mécontentait beaucoup la population rurale, il fallait lui distribuer un nombre déterminé de bottes de foin chaque jour. Le 28 juin, les ducs allèrent visiter l'île Saint-Georges, poste peu important, mais à la conservation duquel les Bordelais attachaient une grande importance. Ils y firent construire un petit fort et mirent une garnison de six cents hommes ; c'était assez pour défendre l'île contre les troupes de Lavalette, qui se trouvaient sur la rive gauche.

La Meilleraye vint camper à Saint-André-de-Cubzac, et, désirant se concerter avec d'Épernon, alors en Médoc, sur leurs opérations futures, traversa la rivière, à Blaye, et lui dit ce qu'il croyait devoir faire en lui demandant ses avis. D'Épernon était mécontent de tout ce qui se passait et voyait avec douleur qu'un autre commandait les forces militaires dans

Livre X.
Chap. 9.
—
1630.

*Histoire vèrit.,
etc., p. 17.*

Livre X.
Chap. 9.
—
1650.

son gouvernement ; il répondit à Meilleraye, dans un moment de mauvaise humeur, qu'il n'avait point de conseil à donner ou à recevoir. Le maréchal retourna dans son camp, à Saint-André-de-Cubzac, et le duc revint, avec ses troupes, camper dans les Graves, non loin de Bordeaux. Meilleraye se plaignit à la cour de l'étrange conduite de d'Épernon, et comme cette mésintelligence pouvait avoir de fâcheuses suites, on exila d'Épernon à Loches, en Saintonge.

Lenet,
Mémoires.

5 Juillet.

Nous avons vu, dans le précédent chapitre, qu'on avait entamé des négociations avec le gouvernement espagnol, par l'entremise de Vatteville. Ces envoyés écrivirent aux Bordelais qu'on leur avait fait un accueil magnifique et amical ; que le baron de Vatteville avait embarqué quatre cent cinquante mille livres sur trois frégates qui avaient mis à la voile pour Bordeaux. On chargea de suite le chevalier Desrivières d'armer les chaloupes et galiotes et d'aller assurer à ces frégates un libre passage devant Blaye. Cette flottille rencontra un bâtiment qui lui tira quelques volées ; mais Desrivières fit courir sur le capitaine malavisé, qui fit échouer son brigantin sur un banc de sable et se sauva dans l'esquif, à Blaye. La flottille bordelaise rencontra, à Royan, les frégates espagnoles et les escorta jusqu'à Bacalan. Grande fut la joie des Bordelais : ils comptaient recevoir la somme annoncée et des promesses d'en avoir encore d'autres. Mais une difficulté se présentait : comment fallait-il recevoir Don Joseph Ozorio, l'envoyé de Vatteville ? On tint un conseil et on arrêta, à la pluralité des voix, qu'on devait lui faire une réception solennelle et publique ; c'était dire aux Espagnols qu'ils pouvaient compter sur les Bordelais, que la princesse faisait agir et parler comme elle l'entendait ; qu'il n'y avait plus de ménagements pour d'Épernon ni pour Mazarin, et que l'argent qu'on leur ferait passer serait utilement employé. Ozorio fut reçu avec tous les honneurs possibles ; la princesse lui envoya son carrosse à six chevaux et plusieurs gentilshommes pour l'escorter. Il ent

8 Juillet.

à Bordeaux au bruit d'une délicieuse sérénade , à laquelle se mêlaient les acclamations du peuple ; on le complimenta comme un envoyé du roi d'Espagne , et on donna un repas splendide auquel les ducs et la noblesse la plus distinguée furent invités. La France était en guerre avec l'Espagne ; cette imprudente démarche des Bordelais était un crime, une révolte contre le roi légitime. Ozorio alla complimenter la princesse, s'épuisa en éloges sur le prince de Condé, accabla Mazarin de reproches et protesta que son maître ne déposerait les armes que quand les princes seraient mis en liberté ; qu'en attendant, il leur offrait (à la mère et à son fils) sa protection et tous les secours nécessaires en hommes et en argent, conformément au traité conclu avec le baron de Baas , au nom de Son Altesse.

La princesse comprit la faute qu'on avait faite et les conséquences qu'elle pourrait avoir ; elle répondit, les larmes aux yeux , qu'elle acceptait avec reconnaissance les offres de Sa Majesté catholique et sa protection contre la tyrannique persécution d'un ministre étranger ; qu'en retour d'un si grand bienfait, elle n'avait à lui offrir que sa gratitude et ses prières pour sa santé et la prospérité de ses armes ; elle dit, en outre, beaucoup d'autres choses sur le désintéressement du roi d'Espagne, les services que son mari avait rendus à la reine , et sur l'ingratitude monstrueuse de Mazarin, qui le payait par un emprisonnement injustifiable.

Le lendemain, les ducs allèrent faire une visite à l'ambassadeur ; il leur lut le traité conclu avec Baas et Silleri ; ils en étaient peu satisfaits ; mais quel ne fut pas leur étonnement, quand ils surent qu'il n'avait apporté que quarante mille écus (1). Ils ne dissimulèrent pas leur mécontentement et reprochèrent à Ozorio d'avoir manqué à sa parole ; ils déclara-

Livre X.
Chap. 9.
—
1650.

D. Devienne,
liv. VIII.

(1) Les historiens ne s'accordent pas sur la somme ; les uns disent 40,000 écus, les autres 400,000 livres.

Livre X.
Chap. 9.
—
1650.

rèrent qu'ils allaient faire la paix avec la cour, puisque les Espagnols tenaient si peu leurs engagements, et que, montrant dans leurs procédés tant de mauvaise volonté, ils avaient contracté des engagements sacrés, se sentant dans l'impuissance de les remplir. Ozorio, homme flegmatique, répondit que c'était beaucoup, pour le commencement de leurs relations, que le secours qu'il leur apportait; qu'il était essentiel que son maître, avant de prodiguer ses trésors, connût au vrai l'état des affaires de la princesse; qu'à présent il voyait la bonne volonté des Bordelais et qu'ils pouvaient espérer, sur son rapport, d'autres secours prompts et considérables.

Le Parlement se tenait prudemment à l'écart pendant ces négociations; elles étaient trop évidemment opposées au respect qu'il devait au roi, à son devoir de cour souveraine, à ses obligations comme réunion légale de citoyens soumis à leur prince, et au dénoûment de ses affaires et à ses intérêts de toute sorte. Il savait tout ce qui se passait, et, éclairé sur ses devoirs, il ordonna qu'il serait informé de l'arrivée de quelques frégates espagnoles et d'un certain personnage, sujet du roi d'Espagne, qui, disait-on, était descendu à Bordeaux, sous le prétexte de quelques affaires commerciales; il rendit un arrêt pour son arrestation et défendit de le recevoir ou de lui donner assistance ou vivres, à lui ou à ses compagnons. Cette délibération fut communiquée par les conseillers Blanc-Mauvesin et d'Espaignet à la princesse; elle en fut surprise et affligée, et ne pouvant nier les faits ni les avouer, ni encore moins les justifier, après avoir, à son arrivée, promis de vivre en paix et fidèle sujette du roi, elle se trouva fort embarrassée. Quoique sa conduite fût en opposition avec ses protestations, elle les renouvela cependant encore, affirmant qu'elle serait toujours fidèle à son roi et reconnaissante envers le Parlement; mais qu'elle avait agi de la sorte pour se défendre des outrages et des violences de Mazarin.

D. Devienne.

La princesse convoqua son conseil et lui fit part de s

embarras. Après une longue délibération, on essaya de tirer quelques avantages de cette nouvelle position et de profiter de l'incident du moment. On alla prévenir Ozorio que le Parlement avait appris que son gouvernement avait manqué à sa parole; que les Bordelais, frustrés dans leurs espérances, taxaient ses compatriotes de trompeurs qui voulaient les entraîner dans de coupables entreprises et les abandonner ensuite à eux-mêmes; que le président d'Affis était d'avis qu'il fallait avoir recours à la clémence du roi; que dans l'état actuel des choses, ce qu'il avait de mieux à faire, lui, Ozorio, c'était de retourner à sa cour pour en prévenir Sa Majesté catholique, et de se bien persuader que la meilleure manière de ne pas aliéner l'esprit public, à Bordeaux, était d'apporter la somme qu'il avait promise, et de convaincre par là tous les Bordelais qu'ils pourraient compter sur le ferme appui et le bienveillant concours des Espagnols. La princesse se plaignit de l'état d'incertitude où étaient ses affaires, par suite des promesses fallacieuses de l'Espagne, et donna à comprendre à l'envoyé qu'elle avait à sa disposition de grandes ressources qu'elle allait employer pour lever des troupes et acheter des provisions de guerre et de bouche. Le peuple le crut, et, jugeant que la conduite du Parlement à l'égard de la princesse, dans ces dernières circonstances, l'empêchait de faire usage des sommes qu'on lui avait confiées, il résolut de faire, en sa faveur, une démonstration significative, afin de forcer le Parlement à lui donner satisfaction.

En effet, le 11 juillet, des troupes désordonnées s'assemblèrent devant le palais et pénétrèrent même dans la première salle, en poussant de bruyantes vociférations. Dans le même moment, un huissier annonça qu'on criait dehors et dedans : *Nous voulons l'arrêt d'union avec les princes!* Les conseillers se levèrent en désordre; le président d'Affis réclama l'expulsion des séditieux et la liberté de la Cour. Quelques officiers sortirent et enjoignirent au peuple de se retirer; on se rendit à

Livre X.
Chap. 9.
—
4650.

Lenet, t. II.
—
Registres
du Parlement.

Livre X.
Chap. 9.
—
1630.

cette injonction motivée qui laissait aux Chambres le temps et la liberté de s'assembler et de délibérer. D'Affis voulait que l'on fit mettre la bourgeoisie sous les armes; le procureur général voulait qu'on mandât les jurats, pour leur ordonner de veiller à la sûreté du Parlement et de la ville; mais un huissier vint annoncer de nouveaux rassemblements à la porte du palais : les conseillers Andraut et des Bordes sortirent et engagèrent la foule à se retirer et à ne pas gêner le Parlement. Le rassemblement grossissait à chaque instant. Les conseillers voulaient se retirer, mais plus de cinq cents individus, brandissant leurs épées, barrèrent le passage et refusèrent de les laisser sortir, sans que l'arrêt d'union fût prononcé. Quelques membres essayèrent de passer par force, quelques-uns eurent le courage de se saisir des plus obstinés; mais, à l'instant, les épées se levèrent sur leurs têtes; on les menaça de les leur passer à travers le corps; ils furent violemment repoussés, les uns renversés et foulés aux pieds; les conseillers de Pichon et des Bordes reçurent des blessures. D'Affis apostropha la foule; on menaça de l'égorger sur le lieu même, s'il persistait dans son obstination. Le Parlement enjoignit aux jurats de faire respecter la justice; mais que sont quelques hommes, de faibles et impuissants magistrats, devant une populace ameutée? Les ducs offrirent des troupes armées; mais le Parlement refusa d'accepter des offres quelconques venant de personnes qui n'étaient pas dépositaires de l'autorité royale. La princesse fit demander ce qu'elle pouvait et devait faire dans cette triste conjoncture. Le Parlement la remercia de ses offres et de ses intentions, et lui donna à comprendre que l'autorité royale, qui résidait dans le Parlement, ne pouvait être vengée que par cette même autorité. Le Parlement resta prisonnier de la foule; mais la princesse, voulant donner une preuve éclatante de sa bonne volonté, vint elle-même au Parlement, accompagnée de Lenet et suivie de ses filles; elle passa au milieu du peuple, qui la salua avec respect et fit retentir les voûtes du

palais de ses acclamations et de ses *vivats*. Le procureur général sortit au devant d'elle pour savoir ce qu'elle désirait ; elle répondit que, désespérée des scènes de désordre qui avaient eu lieu autour du palais, elle désirait contribuer à défendre le Parlement qui lui avait accordé sa protection ; elle pénétra dans la salle, avec l'empressement d'un cœur ami et d'une bonne volonté, et renouvela ses protestations de respect pour le roi, de reconnaissance pour le Parlement et ses offres. Le Parlement la remercia de nouveau, refusa ses propositions et lui fit observer que les circonstances actuelles n'étaient que la suite de la protection qu'il lui avait accordée. La princesse leur témoigna sa douleur et son désir de rester unie avec le Parlement ; mais un huissier vint annoncer, sur ces entrefaites, que Pontae, Trans, jurats gentilshommes, et Blanc, procureur-syndic, arrivaient au palais avec beaucoup de bourgeois armés et les archers de l'Hôtel-de-Ville ; alors, craignant l'effusion du sang et des désordres affreux, le Parlement fit dire aux jurats d'agir avec prudence, d'éviter une collision, et que la Cour aimait mieux souffrir un peu plus que d'être la cause de la perte d'un seul individu. Alors la princesse, voyant que le Parlement ne voulait pas céder à ses instances (ce serait constater sa faiblesse et la haute influence de la princesse), tourna la chose en plaisanterie et dit : « Je vois bien, Messieurs, ce » qui vous tient ; vous ne seriez pas fâchés que je fisse retirer » la populace et que je vous sauvasse du péril qui vous me- » nace ; mais la petite vanité gasconne vous empêche de m'en » prier. » On ne répondit pas à ces paroles blessantes ; quelques-uns se bornèrent à en sourire. « Je vous entends, ajouta- » t-elle. Eh bien ! je vais faire mon possible pour vous tirer » d'embarras ; si je réussis, vous direz que votre autorité en » serait venue à bout sans moi ; si je ne réussis pas, vous ne » manquerez pas de croire que je n'ai ici de crédit que ce que » vous me donnez. » Elle sortit à l'instant. Plus de deux mille épées s'abaissèrent sur son passage ; arrivée sur le perron, elle

Livre X.
Chap. 9.

1630.

*Mémoires
du cardinal
de Retz, t. II.*

entendit Pontac-Beautiran ordonner une décharge qui tua deux hommes du peuple et en blessa quelques autres. Le désordre était à son comble; on demandait vengeance; mais la princesse s'écria : *Vive le roi, vivent les princes!* Voyant la foule exaspérée et furieuse, elle défendit de tirer de nouveau, et, s'avançant à travers ces forcenés qui lui ouvrirent un passage, elle dit tout haut : *Qui m'aime, me suive!* Lenet prétend que toute la populace obéit à ses ordres, ce qui n'est guère possible, vu l'état des esprits. Les registres du Parlement attestent le contraire : quelques centaines restèrent toujours maîtres du palais; les jurats firent tirer sur ces troupes mutinées; il y en eut plusieurs de blessés; les autres, intimidés, s'enfuirent, et le Parlement se trouva enfin dégagé. La Compagnie, dans ces circonstances, se comporta avec une noble énergie : « Elle a été traitée de simulée, dit le cardinal de » Retz, par presque tout le monde; mais elle m'a été confirmée pour véritable et même pour sincère, par Monsieur de » Bouillon. » On est tenté de croire qu'il y avait, au commencement, quelque chose de simulé; mais le Parlement, voyant la tournure que prenaient les faits, se rattacha aux principes d'ordre d'une manière énergique. De Bouillon l'affirma; il devait savoir la vérité, car on le croyait l'auteur de cette insurrection populaire.

CHAPITRE X.

Changement de conduite du Parlement. — Les motifs qu'on en donne. — Requête de la princesse. — Avis officiel de l'arrivée du roi Louis XIV à Bordeaux. — Réponse du Parlement à Meilleraye. — Entrevue de Lavie et Mirat. — Bordeaux envoie des députés au devant du roi. — Conduite de Guyonnet à Paris. — Élection de nouveaux jurats, malgré la défense du roi. — Sa Majesté à Libourne. — Discours du président Pichon. — Réponse de la reine.

La fermeté du Parlement servit de frein à la populace ; l'arrivée des bourgeois sous les armes et l'intervention de la princesse contribuèrent tellement au rétablissement de l'ordre, que, dans la soirée, l'exaspération du peuple semblait entièrement calmée. Deux jours s'écoulèrent dans les craintes et dans l'incertitude, et voilà que le Parlement, qui avait noblement résisté aux exigences de la foule, changea tout à coup d'idées et de conduite et donna l'arrêt d'union avec les princes, qu'il avait si courageusement refusé l'avant-veille. Comment expliquer ce revirement d'opinion dans un corps aussi éclairé que le Parlement de Bordeaux ? Les uns l'attribuent à la haute influence de d'Affis, qu'on avait gagné à la cause des princes et qui avait déterminé les opposants à modifier comme lui leurs sentiments. Cette opinion peut être vraie, mais nous n'en avons pas la preuve ; les autres l'expliquent par les dispositions du Parlement de Paris à l'égard des princes et des affaires de la Guienne ; cette opinion nous paraît plus probable que la précédente, car, le 12 juillet, c'est-à-dire la veille du jour où l'arrêt fut rendu, on reçut du conseiller Voisin une lettre par laquelle il manda aux Bordelais qu'il avait reçu un accueil favorable du Parlement de Paris ; que les uns opinaient pour procurer la liberté des princes, les au-

Livre X.

—
1650.

—
Lenet,
Mémoires,
tome II.

Livre X.
Chap. 10.
—
1630.

tres, pour que de sérieuses remontrances fussent adressées au roi ; que plusieurs avaient traité le cardinal de perturbateur du repos public et avaient insisté sur la nécessité de l'attaquer personnellement. Cette lettre révéla aux Bordelais la tendance des esprits à Paris et la disposition du Parlement en faveur des princes. La Cour de Bordeaux résolut, en conséquence, de suivre l'impulsion générale et s'estima heureuse de pouvoir calmer le peuple en se prononçant avec lui pour la princesse. Le cardinal fut exactement informé de tout ce qui se passait à Paris et en province ; voyant sa politique sans ressources et sa puissance sur son déclin, il conseilla au roi d'aller en Guienne, avec une armée, pour y rétablir son autorité. La princesse et les Frondeurs furent enchantés de cette nouvelle ; le Parlement s'était montré partisan des princes ; si elle se réalisait, il serait obligé de se déclarer plus formellement en leur faveur, ou de se démentir et de se déshonorer en biffant son arrêt.

Lenet,
Mémoires, id.

Dès que l'arrêt d'union fut rendu (13 juillet), le Parlement pria la princesse d'ordonner que ses gardes se tinssent à leurs postes respectifs et de vouloir bien appuyer ses arrêts en faveur de l'ordre public et du bien général des citoyens. Elle répondit qu'elle avait pourvu à tout et qu'elle ne négligerait rien pour seconder les vues patriotiques de la Compagnie. Cette démarche du Parlement la mit à son aise ; elle se croyait nécessaire. Voulant profiter de sa nouvelle position, elle insista, le 15, pour que Mazarin ne fût pas reçu en ville. Le Parlement adopta cette résolution ; elle coïncidait assez avec la teneur des remontrances qu'il voulait faire au roi, sur l'insoumission de d'Épernon et l'inobservation de la déclaration d'octobre 1648. Fiers de leurs succès, les Frondeurs se réunirent chez Lenet et convinrent que la princesse présenterait au Parlement une requête, exposant que Mazarin allait ve se venger des Bordelais, marier sa nièce avec le duc de Cadale, fils du tyrannique gouverneur d'un peuple qui aim

son roi, l'arrêter elle-même et ses enfants, nonobstant la protection du Parlement, et, enfin, demandant qu'il lui fût permis de repousser la force par la force.

Cette requête, habilement rédigée par Lenet, fut présentée au Parlement par le conseiller Taranque, le 28 juillet, et, le même jour, une adresse fut signée et envoyée au Parlement de Paris, lui exposant l'état des choses et des esprits, et le priant de s'intéresser en faveur des Bordelais. La Compagnie ordonna de convoquer une assemblée générale pour le 20; sa cause était devenue celle du peuple; il ne voulait plus s'en séparer. L'assemblée était nombreuse; elle se prononça énergiquement contre Mazarin et en faveur de la princesse. Le même jour, on apporta en ville des dépêches que d'Épernon adressait au cardinal et des lettres que l'abbé de Vertueil envoyait au duc de Candale; le courrier fut arrêté par le gouverneur de Vayres, et ses dépêches envoyées à Bordeaux. On apprit, par ces papiers, que d'Épernon avait eu ordre de recevoir le roi sur les confins de son gouvernement et qu'il offrait des remerciements à Sa Majesté et à Son Éminence des services éminents qu'il en avait reçus. On acquit ainsi la certitude que d'Épernon, malgré des promesses souvent réitérées par la cour et par Meilleraye, était maintenu dans son gouvernement.

Le Parlement, comme le peuple, se sentit profondément blessé; il arrêta qu'on protégerait, comme par le passé, la princesse et sa suite; qu'on armerait pour se tenir sur la défensive; qu'on écrirait au roi, en forme de remontrances, contre le cardinal; qu'aussitôt que Mazarin serait entré dans le ressort, il serait déclaré ennemi de l'État; qu'on supplierait Son Altesse royale le duc d'Orléans de continuer ses bontés envers le Parlement et la province, et de ne point souffrir que son ouvrage, déjà si fécond en bons résultats, fût ruiné par d'Épernon, ennemi avoué de la Guienne, et par son puissant protecteur le cardinal, qui abusait si étrangement du nom du

Livre X.
Chap. 10.

1650.

18 Juillet.

Histoire véritable de tout ce qui s'est fait et passé en Guienne, p. 25.

Lettre de MM. du Parlement, sur l'arrivée de LL. MM. dans la province de Guienne.

Livre X.
Chap. 10.
—
1659.

roiet du respect que les Bordelais avaient pour l'autorité royale, pour appuyer d'Épernon au détriment de la paix et du bonheur de la province. Le même jour, la princesse de Condé présenta une requête au Parlement pour se mettre sous sa protection ; le Parlement fit droit à sa demande, le 20 juillet, à la suite d'une assemblée générale, et, en prenant cette princesse et tous ceux de sa suite sous sa protection, autorisa, le 24, les habitants à s'armer contre le duc et à ouvrir les passages qu'il tenait fermés. Les Bordelais étaient sur la pente d'une révolution radicale ; leur conduite était à la fois hardie et timide ; ils avaient six cents Espagnols en ville ; on y vit affluer bientôt après les troupes de la Fronde.

Quelques jours après (25), on reçut avis officiel que le roi était en marche pour Bordeaux et qu'il fallait lui envoyer des députés, selon l'usage. Le Parlement arrêta qu'on lui adresserait des remontrances contre le cardinal, comme étant l'auteur de tous les troubles et des malheurs de la Guienne, et qu'on chasserait de Bordeaux les personnes suspectes. Le peuple sut que le courrier qui avait apporté la lettre du roi s'était caché à l'archevêché ; il voulut le mettre en morceaux. Comme on ne le trouva pas, on menaça de jeter l'archevêque à la rivière. On apprit aussi que les jurats devaient députer vers le roi, Pontac-Beautiran ; mais on monta la garde toute la nuit devant sa porte, et le lendemain on lui dit que s'il partait on brûlerait sa maison et qu'il serait poignardé à son retour.

D'Affis, homme de l'opposition, sans principes, flottant entre tous les partis, se laissa séduire par l'appât du gain ; il se prononça pour la princesse, moyennant deux années de sa pension, et devint, entre ses mains, un instrument complaisant et utile. Meilleraie avançait vers la Dordogne ; il avait offert ses services au Parlement contre les séditieux qui avaient provoqué les désordres du 11 ; mais le Parlement répondit que la meilleure preuve qu'il pouvait donner ou que

les Bordelais pouvaient désirer de l'intérêt qu'il prétendait prendre à la ville, c'était de les aider à chasser d'Épernon de la province. Le gouverneur du château de Vayres, sachant que le maréchal venait l'assiéger, fit demander à Bordeaux des hommes et des munitions de guerre; le même jour (23 juillet), le prieur de Saint-Paul vint à Bordeaux, de la part de Lavie, demander une entrevue avec Mirat; on refusa sa demande; cependant, réflexion faite, on convint qu'une conférence pourrait avoir de bons effets, ne fût-ce que pour dévoiler en partie les vues de la cour. L'entrevue eut lieu à Laroque-de-Tau, près Bourg. Lavie proposa la paix, moyennant la soumission de la princesse, des ducs et des Bordelais. Mirat rejeta cette proposition comme incompatible avec l'honneur de la ville et la dignité des personnages qu'il représentait; il insinua qu'il en suspectait la sincérité, et déclara formellement que jamais Bordeaux ne se soumettrait tant que les princes seraient en prison et que Mazarin se permettrait de tyranniser la Guienne par des agents despotiques et odieux, et qu'aussitôt qu'il mettrait le pied sur le sol de la province, le Parlement le déclarerait ennemi de l'État et provoquerait l'union de tous les Parlements de France, qui le détestaient autant que celui de Bordeaux, affirmant, en même temps, que si quelqu'un avait le malheur de parler en sa faveur, les Bordelais étaient bien décidés à le jeter dans la Garonne. Tout cela, répliqua Lavie, ne fera que répandre du sang, puisque la reine aimerait mieux perdre non-seulement la Guienne et même le royaume, plutôt que de mettre en liberté le prince, tant que la duchesse et ses amis auraient les armes à la main, et qu'elle s'exposerait, elle-même et son fils, à tous les périls imaginables, plutôt que de se voir maîtressée par des rebelles. Mirat l'interrompit pour lui dire que tout cela pourrait être vrai, mais que les Bordelais aimeraient mieux appeler à leur secours les Espagnols, les Anglais, le Grand-Turc même, que de voir Mazarin fouler aux pieds les

Livre X.
Chap. 10.

1650.

M^{me} de Motteville,
Mémoires,
t. IV.

Livre X.
Chap. 10.
—
1650.

*Histoire vérit.,
etc., page 29.*

libertés antiques de la ville et de la province. En se séparant, Lavie dit qu'il ferait son rapport à la cour ; mais sa conduite déplut tellement à la princesse, qu'elle chargea le Père Herbodes, recteur du Noviciat, de dire au Père Paulin, confesseur du roi, à Poitiers, que les Bordelais ne voulaient plus de Lavie comme négociateur, et qu'il était absolument nécessaire d'éloigner Mazarin et d'Épernon, qu'ils avaient en horreur. La princesse crut devoir faire cette démarche, parce qu'elle venait d'apprendre que d'Épernon s'était rendu à la cour, à Angoulême, accompagné de sa chère Nanon et de son chapelain, le Père Escoubette, célestin, et qu'il était remplacé momentanément par son frère naturel, le chevalier de Lavalette.

Le peuple voulait des mesures extrêmes ; le Parlement était plus réservé : son arrêt contre Mazarin était d'une portée immense ; c'était assez pour le moment. On députa vers le roi, pour le saluer à son entrée dans le ressort, le président Pichon, les conseillers Geneste et Suduiraut, ainsi que Pommiers et Grimard, présidents aux requêtes. On leur fit défense expresse de recevoir aucune proposition de paix et d'avoir aucun rapport direct ou indirect, aucun entretien avec le cardinal, le premier-président du Bernet, qui se trouvait à la suite du roi, ni avec l'avocat général Lavie, le jurat Constant, et quelques autres qu'on ne craignait pas de qualifier de traîtres à la patrie. Le corps de ville adjoignit à ces députés Pontac-Beutiran et Blanc, procureur-syndic. Ces députés portaient au roi une lettre respectueuse, mais ferme, sur les alarmes qu'avait causées l'approche du cardinal, le protecteur de d'Épernon, le persécuteur des Bordelais ; elle est datée du 27 juillet.

Lenet,
Mémoires,
t. II.

27 Juillet.

D. Devienne,
liv. IX.

Le même jour, Guyonnet, conseiller, qu'on avait envoyé à Paris avec des lettres pour le Parlement et pour le duc d'Orléans, écrivit aux Bordelais qu'il avait reçu un accueil favorable et amical ; que le duc d'Orléans, à la lecture de la lettre, s'était mis en colère et lui avait fait promettre de ne remettre au Parlement, la dépêche à son adresse, qu'après le retour du

courrier expédié au roi, ce qui entraînait un délai de six jours ; qu'il crut devoir se rendre à ce vœu du prince. Il finissait sa lettre en leur disant que le Parlement lui avait fait espérer le changement du gouverneur, une amnistie et une permission pour la princesse de se retirer, avec le duc d'Enghien, à Nérac ou à Coutras. Le Parlement fut mécontent de l'imprudence de Guyonnet et de son infidélité à l'exécution de ses ordres ; peu s'en fallut qu'il ne fût interdit de sa charge. On lui ordonna de se conformer avec ponctualité à ses instructions, et on chargea, en même temps, d'Espaignet de visiter, avec le duc de Bouillon, les fortifications de la ville. On décida aussi, le 28, qu'on ne recevrait pas de troupes qui pussent donner ombrage à la ville ; qu'au premier acte d'hostilité de la part de Mazarin ou de d'Épernon, on publierait l'arrêt de 1617 contre le cardinal ; que les ecclésiastiques et les autres corps qui se prétendaient exempts de la garde de la ville seraient tenus, à la réquisition du capitaine de leur quartier, d'aller eux-mêmes monter la garde ou de se faire remplacer dans cette fonction par un soldat, et de se rendre aux places d'armes, en cas d'alerte, de jour et de nuit, à peine de 30 liv. contre les contrevenants et de la privation de la bourgeoisie.

Comme le moment de l'élection des jurats approchait, la cour craignait qu'on ne choisisse des partisans de la princesse et des ducs ; le maréchal de La Meilleraye transmit au Parlement et aux jurats deux dépêches de la part du roi, défendant, sous peine de vie, de procéder aux élections ; et, en cas qu'ils s'oubliaient jusques à le faire, faisant inhibition aux jurats élus d'exercer leurs fonctions jusques à l'arrivée de Sa Majesté à Bordeaux, où elle assurerait aux habitants toute liberté de procéder régulièrement à cette élection. Le Parlement s'assembla pour entendre la lecture de la dépêche ; il en fut étonné et arrêta qu'on adresserait au roi de très-humbles remontrances, tant sur la matière que sur la forme des dites lettres : sur la forme, étant inouï qu'on usât, dans les lettres de cachet,

Livre X.
Chap. 10.

1630.

Suite de la
relation portée
par le *Courrier*
Bordelais, etc.,
page 7.

Motteville,
Mémoires,
t. IV.

Lenet,
Mémoires,
t. IV.

Registres
du Parlement.

de cette expression : *sous peine de vie* ; et sur la matière, étant absolument nécessaire que le peuple s'occupât, au temps convenu, de l'élection des magistrats municipaux nécessaires pour la police et la conservation de la ville, et que l'on procéderait, en conséquence, à la nomination des jurats en la forme accoutumée. On le fit, en effet, le 1^{er} août, et on élut pour jurats : Nort, gentilhomme, avocat général du roi au bureau des finances ; Fonteneil, avocat, auteur des *Mouvements de Bordeaux*, et Guiraud, bourgeois.

Le même jour (1^{er} août), le roi arriva de Coutras à Libourne, où il fut accueilli avec enthousiasme et complimenté par les autorités locales, par M^{sr} de Béthune, archevêque de Bordeaux, accompagné des évêques d'Agen, de Bazas, de Montauban, d'Alais, d'Angoulême et du chapitre de Saint-Émilion. Les députés de Bordeaux furent présentés au roi et à la reine, le 2 août ; le président de Pichon lui adressa le discours suivant :

« Sire, il ne fut jamais de sacrifice plus agréable que celui des cœurs ; c'est la victime que le Parlement de Bordeaux vient présenter aux pieds de Votre auguste Majesté.

» Cette province a eu le bonheur de voir naître, en votre personne sacrée, ces riches espérances que nous comparons à l'astre du jour, qui ne s'approche de nous que pour nous combler de ses bienfaits : c'est ce que nous espérons, Sire, des approches de Votre Majesté, éclairée des lumières de la reine.

» Oui, Madame, c'est Votre Majesté qui, après avoir arraché du ciel, par la force de vos prières et l'abondance de vos précieuses larmes, ce gage assuré du repos et de la fidélité de la France, comble encore nos espérances par les miracles continuels de votre régence. C'est vous, Madame, qui, après avoir fait triompher le roi, presque dès le berceau, des ennemis de l'État, lui soumettez aujourd'hui les cœurs de ses sujets, en disposant de ses grâces, et qui, après avoir don

» tant de victoires à ce royaume, distribuez la paix dans les
» provinces.

» De tous les ornements qui rehaussent avec éclat la puissance royale , il n'en est point de plus digne de leur grandeur que la clémence et la bonté ; c'est par l'appât de ces vertus que les princes acquièrent l'empire des cœurs et affermissent la Majesté de leur sceptre. Si , par les lois de leur naissance, ils sont reconnus pour maîtres de leurs États, ils deviennent maîtres du cœur des hommes par leur gouvernement. Ces qualités, Madame, sont inséparables de vos actions : tous vos desseins se rendent recommandables par des effets glorieux et salutaires.

» Les rois, Sire, sont comme associés à la Divinité dans la conduite de leurs empires ; leur autorité souveraine ne brille pas moins dans les effets de la clémence que dans les fonctions de la justice, puisque les rois étant l'âme de leurs royaumes, tous les bienfaits qu'ils répandent sur leurs sujets retombent sur eux-mêmes. Telles sont les faveurs que notre Parlement doit espérer, puisqu'il s'est toujours tenu ferme et inébranlable dans les règles de son devoir et qu'il n'a jamais eu d'autres vues, dans toutes ses actions, que le service et la gloire de Votre Majesté.

» C'est de votre protection, Madame, que nous espérons voir la fin de nos misères et arracher de cette province, si défigurée par la discorde, et qui est depuis si longtemps le théâtre de la guerre, les incendies, les viols et les sacrilèges, et que nos soupirs se changeront en cris de joie et d'allégresse, par les témoignages publics de notre reconnaissance.

» C'est dans l'heureux accord du Parlement avec l'autorité royale que consiste l'affermissement de votre Empire. Que Votre Majesté, qui s'est fait voir si longtemps redoutable à ses ennemis, paraisse maintenant désarmée aux yeux de ses peuples, et que les feux éclatants qui l'environnent

Livre X.
Chap. 10.
—
1650.

» n'embrasent vos sujets que pour les éclairer et écarter tous
» les obstacles qui s'opposent à leur félicité. C'est avec de telles
» dispositions, Sire, que Votre Majesté, quoique en ses jeunes
» années, acquerra le titre glorieux de père de ses peuples
» et fera envier à ses voisins le bonheur d'une si douce domi-
» nation. Ce sont les vœux les plus profonds, les protestations
» les plus respectueuses et les plus soumises de vos fidèles
» sujets, les gens tenant le Parlement de Bordeaux. »

Ce discours fut applaudi ; on y remarquait des sentiments de respect, de convenance et de réserve. Pas un mot de plaintes ni de récriminations contre le cardinal, qui, chagrin et abattu, se tenait constamment derrière le fauteuil de Sa Majesté. Aucun des députés ne daigna même le regarder pendant tout le temps de la réception. Mais si les représentants du Parlement et de la ville crurent devoir agir et parler avec beaucoup de réserve, jointe à une louable dignité, la princesse, malgré ces ménagements, écrivit au roi une longue lettre contre la mauvaise foi et l'indigne conduite de Mazarin, qui abusait, d'une manière coupable, du nom de Sa Majesté pour satisfaire ses vengeances et ses rancunes personnelles.

La reine répondit qu'elle était satisfaite des protestations respectueuses de dévouement des Bordelais, mais que leur conduite y était directement opposée : « Que n'ayant eu d'autre
» dessein, dans un si long et si pénible voyage, que d'établir
» le calme dans cette province, et particulièrement dans la
» ville de Bordeaux ; oubliant et pardonnant tout ce qui peut
» avoir été fait et entrepris contre son service, par les habi-
» tants de la dite ville, de quelque qualité et condition qu'ils
» soient, Sa Majesté est bien aise de se confirmer en ses ré-
» solutions, par les assurances que vous venez de lui donner,
» pourvu qu'elles soient, dès à présent, suivies des effets.
» Mais pour avoir lieu de vous faire ressentir ceux de sa bonté,
» Sa Majesté veut être informée de l'état de la ville et de ce
» qui s'y fait, qui paraît bien contraire au respect et à l'obéis-

Monglot,
Collection
de Mémoires,
tome 50.

» sance qui lui sont dus. Ne voyant point comment pouvoir
» accorder ce qui se fait et ce qui se dit à Bordeaux, elle dési-
» re d'en être éclairée par vous et vous demande, première-
» ment, si vous entendez continuer d'assister et protéger le
» duc de Bouillon, pour le faire demeurer dans la dite ville
» avec les troupes qu'il a présentement, lui qui a été déclaré
» criminel de lèse-majesté en tous les Parlements de France;
» qui, depuis, a fait un traité avec les Espagnols; qui a encore
» aujourd'hui, de sa part, les marquis de Sillerie et Sauvebœuf
» à Madrid, sollicitant, en exécution du dit traité, des assis-
» tances d'hommes, de vaisseaux et d'argent, pour se rendre
» maître absolu de Bordeaux ou le livrer aux Espagnols, projet
» dont Sa Majesté a en mains les preuves concluantes; qu'il
» lève actuellement des gens de guerre, prend des postes aux
» environs de Bordeaux, les fortifie et les garde; qu'il fait agir
» son frère, le vicomte de Turenne, pour entrer en France
» avec des troupes ennemies et mettre tout à feu et à sang.
» En second lieu, Sa Majesté désire savoir si vous n'entendez
» pas qu'elle entre dans Bordeaux, dans la même forme qu'elle
» entre dans toutes les villes de son royaume, c'est-à-dire,
» accompagnée des troupes qui sont nécessaires pour la sûreté
» de son royaume et pour le soutien de sa dignité royale. »

Livre X.
Chap. 10.
—
1650.

CHAPITRE IX.

Le Parlement penché vers la paix. — Mort de Richon, défenseur de Vayres. — Les Bordelais très-exaspérés. — Ils jurent de se venger. — Le chevalier de Canolle pendu par vengeance. — Meilleraye à Créon. — Mazarin vient au Cypressat, près Cenon. — Les Bordelais s'alarment et courent vers l'ennemi. — Il se retire. — Le Parlement de Toulouse sympathise avec les Bordelais. — Meilleraye s'empare de l'île Saint-Georges. — Mort du duc de Lavalette. — Service funèbre pour Richon. — Des Roches fait prisonniers une partie des gardes de la reine, à Saint-André-de-Cubzac. — Ruses de Mazarin. — La Cour va à Bourg. — Négociations nouvelles, etc., etc.

Livre X.

—
1630.

—
Lenet,
Mémoires, etc.

La reine donna cette réponse écrite aux députés et exigea que le Parlement, après avoir délibéré, lui en transmitt le résultat. On voulait, en général, une réponse convenable et respectueuse. On y était d'autant plus porté, que Servien, conseiller d'État et ancien intendant de Bordeaux, avait déclaré aux députés que la cour pardonnait tout, oubliait tout, avait des dispositions favorables pour la princesse et même pour la liberté des princes ; mais qu'elle en voulait au duc de Bouillon, dont les fautes étaient irrémissibles aux yeux du roi et des ministres. Ces circonstances influèrent beaucoup sur la décision du Parlement ; on penchait vers la paix ; une conciliation ne paraissait pas impossible. On se méfiait beaucoup des promesses de la cour et des ruses de Mazarin. On se disposait à donner satisfaction au roi, lorsque Lusignan entra au Parlement avec le courrier de Limoges, qui affirma à la Compagnie qu'en passant à Libourne, il avait vu pendre Richon, gouverneur de Vayres, à la halle.

1^{er} Août.

Ce Richon était natif de Guitres et bourgeois de Bordeaux ; assiégé à Vayres, par Meilleraye, il se défendit avec courage ;

mais, se voyant bientôt sans ressource, il demanda des secours aux Bordelais. On lui envoya le comte de Meilly avec six cents hommes, quelques galères et des brûlots pour incendier le pont de bateaux que Meilleraye avait fait construire pour le passage de la Dordogne, à Brannes, ainsi que les galiotes et navires du port de Libourne. Le combat eut lieu pendant les premiers jours d'août ; l'action fut vive et meurtrière et les pertes très-considérables de chaque côté. Meilleraye demanda une trêve pour enterrer les morts, et, pendant cet intervalle, fit jouer tous les ressorts de la perfide politique de Mazarin, pour s'emparer du vaillant défenseur du château. Le marquis de Biron et quelques autres eurent une entrevue avec un nommé Thevenin, cousin-germain de Richon et capitaine du régiment de Fronsac ; on lui promit mille avantages, de grands honneurs et la faveur du roi, s'il pouvait amener Richon à capituler. Il y travailla de son mieux, et, à force d'exagérer les périls de leur position, le juste courroux d'un ennemi désappointé et maltraité, leurs craintes pour l'avenir, il fit passer ses idées dans tous les esprits et inspira à Richon la pensée d'une honorable capitulation. Richon ne recevait plus de nouvelles de Bordeaux ; il en avait demandé des secours ; il ne voyait rien arriver. Se croyant abandonné, il envoya le capitaine dont nous venons de parler à Meilleraye, et livra ainsi son sort à un traître. Gagné par des promesses fallacieuses, intimidé par le maréchal, Thevenin s'engagea à livrer Richon ; il revint, et après avoir annoncé le succès de sa mission et la conclusion d'une capitulation favorable, les troupes de Meilleraye pénétrèrent dans la place et firent voir de suite, par leurs ravages, que la garnison avait été trahie. Richon se retrancha dans une partie écartée du bourg et se défendit avec courage ; mais enfin, accablé par le nombre, il se rendit à Biron, qui lui promit la vie sauve. Le château se rendit à onze heures du matin, quelques heures seulement avant l'arrivée de Meilly et des troupes bordelaises. Antoine Piffon,

Livre X.
Chap. 11.
—
1650.

Lenet, liv. IV.

Livre X.
Chap. 11.
—
1630.

capitaine de la garde bourgeoise de Libourne, fut chargé de faire démolir les fortifications. Le château devait subir le même sort ; mais le cardinal, pour éviter la ruine du château archiepiscopal de Lormont, dont le Parlement avait ordonné la démolition par représailles et pour punir l'archevêque, qui s'était rendu auprès du cardinal, révoqua l'ordre qu'il avait donné.

Traîné inhumainement à Libourne, Richon, se trouvant compris dans la fallacieuse capitulation de Thevenin, croyait pouvoir compter sur la générosité de Meilleraye ; il se trompait ; Biron et Théobon demandèrent qu'on respectât la parole qu'ils lui avaient donnée ; Mademoiselle avait obtenu du roi son pardon ; mais, instruit, le cardinal ordonna qu'on le fît mourir. Biron accourut à temps pour faire valoir la parole donnée ; mais Mazarin n'écouta point ses arguments. Biron et ses amis allèrent prier Mademoiselle de vouloir s'intéresser au sort d'un vaillant capitaine, à qui les généraux du roi avaient promis la vie sauve ; tout était inutile : l'impitoyable Mazarin avait ordonné sa mort ! Richon fut traîné à la potence ; il demanda qu'on lui coupât le cou ; on refusa sa dernière prière. Alors, plein de courage et de résignation, il se leva et s'écria : « Allons à la mort ! je meurs content, puisque j'ai la » satisfaction de mourir pour mon roi et pour ma patrie. »

On prétend que Mazarin voyait de sa fenêtre l'exécution de cette première victime sacrifiée, dans le Bordelais, à sa vengeance personnelle !

Cette affligeante nouvelle fut portée au Parlement par Lussignan, comme nous l'avons vu plus haut ; c'était assez pour exaspérer les esprits au suprême degré et changer les pacifiques dispositions du Parlement et du peuple en sentiments de haine et de vengeance. On leva la séance et on se sépara, bien décidés à venger la mort du vaillant et bien regretta le Richon. Partout on entendait crier : Plus de paix avec une cour asservie par Mazarin ! Partout les membres du Parlement se gênaient pas pour dire : « Quittons nos robes pour l'é

et mourons, s'il le faut, en nous défendant, ou immolons à une juste vengeance ce ministre étranger, ennemi de l'État, qui ose ainsi fouler aux pieds nos libertés, nos droits et notre vie.

Que sont devenues les assurances qu'on a données à nos députés ? Que devons-nous attendre d'un ministre si cruel et si barbare, puisqu'il a si inhumainement fait mourir un de nos compatriotes, par la seule considération qu'il était bourgeois de Bordeaux. »

Une foule considérable s'assembla sous les fenêtres de la princesse ; on n'y entendait que des cris de fureur et de rage, des jurements, des vociférations, mille imprécations contre Mazarin ; on y faisait mille projets de vengeance, tous extravagants ; on voulait aller poignarder le cardinal sous les yeux de la reine ; enfin , on songea qu'on avait en ville un nommé Canolle, chevalier, fait prisonnier dans l'île Saint-Georges le 27 juin. Il fallait une victime, on la trouvait toute prête. La princesse, bonne et compatissante, convoqua le conseil de guerre, où se trouvèrent les ducs, tous les commandants des corps, les trente-six capitaines de la ville et tous les officiers ; elle crut, en suivant les formalités légales et les délais nécessaires pour une affaire si importante, calmer l'effervescence populaire et laisser refroidir la colère des Bordelais ; elle se trompait : le peuple se porta au château du Hâ ; les archers, chargés de notifier l'arrêt de mort prononcé à la hâte par un tribunal assez faible pour céder à la pression extérieure, y trouvèrent le malheureux chevalier de Canolle, assis gaiement à une table de jeu, avec quelques amis de la ville qui étaient allés le voir. On lui lut la sentence : il resta silencieux ; il ne pouvait pas y croire. On le traîna jusqu'aux Chartrons, malgré les sollicitations de la princesse, qui voulait renvoyer au lendemain cette exécution. En vain il demandait grâce, en vain il témoignait le désir d'abjurer le protestantisme, le peuple n'écoûta rien et répondit, avec une insensibilité glaciale, que, puisqu'il était un *Mazarin*, il devait être nécessairement damné, et n'avait par conséquent pas besoin d'un prêtre. L'histoire ne

Livre X,
Chap. 11.
—
1650.

Lenet,
Mémoires.

La Rochefou-
cauld,
Mémoires,
tome II.

livre X.
Chap. 11.
1650.
M^{me} de Motteville,
Mémoires,
tome IV.
De Retz, t. II,
—
Siècles de
Louis XIV et de
Louis XV,
tome I.

fournit peut-être pas de trait qui caractérise mieux le peuple. Canolle fut pendu à l'heure même (huit heures du soir), sur le quai de Bordeaux ; son corps resta attaché à la potence, vis-à-vis la route de Libourne, tout le temps que celui de Richon demeura exposé sous la halle de cette ville. On dit que La Rochefoucauld poussait le peuple à cet acte de barbarie ; c'est ce qui fait dire à Voltaire : « Y a-t-il rien de plus funeste que ce » qui se passa dans cette guerre devant Bordeaux ? Un gen- » tilhomme est pris par les troupes royales, on lui tranche la » tête ; le duc de La Rochefoucauld fait pendre, par représail- » les, un gentilhomme du parti du roi. Ce duc de La Roche- » foucauld passe pourtant pour un philosophe ! Toutes ces hor- » reurs étaient bientôt oubliées pour les grands intérêts des » chefs de partis. »

Après la prise de Vayres, Meilleraye conduisit ses troupes à Créon, afin de reprendre sur les Bordelais l'île St-Georges. Curieux de voir la ville rebelle, Mazarin avança avec une forte garde jusqu'à Feuillas, maison de campagne sur les hauteurs du Cypressat ; il s'y arrêta quelque temps en admiration devant ce magnifique panorama, l'un des plus beaux points de vue de France. Les Bordelais, alarmés, coururent avec leurs armes vers la rivière, la princesse et les ducs en tête ; mille bateaux s'apprêtèrent à l'instant pour les transporter sur l'autre rive ; mais le cardinal, effrayé de cette ardeur des volontaires Bordelais, s'enfuit bien vite à Créon. La princesse, en rentrant, alla faire une visite à la mère de Richon et lui offrit, avec ses compliments de condoléance, cinq cents écus de pension ; elle prit à son service le frère et la sœur du malheureux commandant de Vayres et fit beaucoup de bien à la famille. C'était un excellent moyen de conquérir les cœurs, de provoquer et de stimuler le dévouement ; mais Richon n'était plus !

Dans ce temps, on apprit avec bonheur que le Parlement de Toulouse, sympathisant avec celui de Bordeaux, avait ren-

un arrêt, le 1^{er} août, portant que de très-humbles remontrances seraient faites au roi, pour qu'il lui plût de donner la paix à la ville de Bordeaux, et qu'il lui fît sentir les effets de sa bonté et de sa clémence ordinaires. On exposa à Sa Majesté les ravages, les exactions et vexations de d'Épernon, et la nécessité de le remplacer par un autre gouverneur. Encouragé par ce noble exemple des Toulousains, le Parlement de Bordeaux semblait assuré du succès de sa cause; il arrêta qu'on enverrait à tous les Parlements, en France, l'arrêt du 28 juillet qui déclarait Mazarin ennemi de l'État, et qu'on les prierait de s'unir à celui de Bordeaux pour la liberté des princes; qu'on écrirait au roi et qu'on lui enverrait la requête du duc de Bouillon, justifiant sa conduite, qui n'avait d'autre but que d'arracher les princes de la prison où la vengeance de Mazarin les tenait enchaînés, et assurant qu'il serait heureux de pouvoir donner à Leurs Majestés une preuve de sa fidélité inébranlable.

Meilleraye fit avancer ses troupes vers la Garonne pour porter secours au chevalier Lavalette, qui bloquait l'île Saint-Georges et qui avait établi, près de Cambes, une batterie de cinq canons pour tirer sur un petit fort qu'on avait construit au bord de l'île. Comme les Bordelais ne mettaient pas beaucoup de zèle à défendre ce poste, Lavalette réussit à s'emparer d'un coin de cette île et s'y retrancha. Les Bordelais, désolés, résolurent de l'en expulser; La Mothe-Delas et de Nort, lieutenant-colonel du régiment d'Enghien, se mirent à leur tête et marchèrent vers les retranchements, qu'ils emportèrent d'emblée. Lavalette se défendit avec courage; mais blessé enfin d'un coup de mousquet à la cuisse et d'un coup de fusil à l'épaule, il fut emporté, sur la rive droite, chez un paysan, où il mourut deux jours après. Attaquée de toutes part, la garnison se trouva dans l'impossibilité de continuer la défense de l'île. Meilleraye s'en rendit maître le 14 août. Ce revers répandit l'alarme dans Bordeaux; on crut d'abord à la trahi-

Livre X.
Chap. 11.

—
1630.

—
Lenet, *id.*

Livre X.
Chap. 11.

1650.

son avec d'autant plus de facilité, que l'esprit incertain de Lusignan avait toujours inspiré, dit Lenet, un sentiment de défiance au duc de Bouillon; mais on dit plus tard que ce petit malheur n'était que le résultat d'une terreur panique qui avait porté le désordre dans les rangs des troupes bordelaises. Les régiments de Lusignan et de Chambon y avaient fait leur devoir; mais de tous les braves qui combattirent ce jour-là dans l'île St-Georges, Lamothe-Guyonnet est celui qui se signala le plus. On apprit en même temps qu'on démolissait le château de Verteuil, près de Ruffec, qui appartenait à La Rochefoucauld (1). Ce seigneur se montra très-indifférent à cet acte de vandalisme; il voulait, par ses sacrifices personnels, relever le moral des Bordelais et leur apprendre à faire peu de cas de toute autre chose qui n'aurait pas un rapport direct avec la chute de Mazarin, la liberté des princes et le triomphe de leur cause.

12 Août.
—
Lenet, t. IV.

—
La Rochefou-
cauld, *id.*

—
Motteville,
id.

On fit tout ce qui était possible pour rassurer les Bordelais: le Parlement, le corps de ville, la bourgeoisie, pour faire diversion à leur crainte et à leur douleur, se rendirent à un service solennel qu'on fit célébrer avec pompe pour l'infortuné Richon, le valeureux défenseur de Vayres; c'était honorer sa mémoire, récompenser le mérite malheureux, et prouver aux nouveaux héros que la reconnaissance de la patrie s'attache aux pas de la gloire. Bordeaux passa de la crainte à l'espérance, de la tristesse à l'enthousiasme. Des Roches, militaire distingué, capitaine des gardes du duc d'Enghien, se rendit à Saint-André-de-Cubzac, et, dans un brillant combat, enleva une partie des gardes de la reine et les conduisit en triomphe à Bordeaux. Ce succès répandit la joie dans tous les cœurs et ranima le courage des Bordelais. La princesse traita avec bonté les officiers prisonniers et renvoya le trompette avec

(1) Ce beau château a appartenu longtemps à M. le vicomte de Lavilléon, gendre de M. le comte de Peyronnet, ministre sous Louis XVIII et Charles X.

un cheval et vingt pistoles. La cour fut consternée de ces succès; Mazarin, désolé, ne sachant que faire, inventa un stratagème à sa façon; il se souvenait de la ruse qui avait ourdi la corde dont il s'était servi pour pendre Richon. Il en essaya une nouvelle; mais on se tenait sur ses gardes. Il jeta les yeux sur M. de Virelade, président au Parlement, homme faible et sans caractère; il voulait en faire un instrument de ses finesses, et, pour réaliser ses vœux, l'engagea, lui et sa femme, à gagner Lenet, afin qu'il s'entremît auprès de la princesse pour mettre fin à cette malheureuse guerre. Lenet était trop fidèle, trop honnête homme pour se laisser duper par Mazarin; il répondit que la princesse ne voulait pas avoir de rapports avec Mazarin; mais que si le président de Virelade, qui était à la cour, voulait lui donner secrètement avis de tout ce qui s'y passait, la princesse jugerait par là de la sincérité de ses protestations de dévouement qu'il lui avait si souvent renouvelées. Peu heureux de ce côté, le cardinal chercha ailleurs d'autres ressources. Il était pressé; il apprenait que les Parisiens le détestaient tous les jours de plus en plus; il voulait aller les mettre à la raison. Mais, ayant conduit le roi en Guienne, c'eût été une honte de s'en aller sans réduire Bordeaux. Il pria M. de Vrillière d'écrire une lettre à M. de Pichon et lui en dicta la substance. Dans cette missive insidieuse, mais polie, M. de Vrillière déplorait tout le sang innocent qu'on avait répandu mal à propos, témoignait un vif désir de mettre fin à ces troubles; et finissait par offrir ses bons offices pour procurer aux Bordelais les effets de la clémence du roi. M. de Pichon communiqua cette lettre au Parlement et aux bourgeois : son style flatteur, l'art avec lequel on l'avait écrite, inspira à tout le monde un sentiment de méfiance; c'était, à leurs yeux, un piège, une nouvelle ruse du cardinal pour endormir les Bordelais, sur la foi d'une négociation entamée, afin de les surprendre plus facilement au moment où ils s'y attendraient le moins. Il se trompait; il ne fit, par ses ruses, qu'augmenter

Livre X.
Chap. 11.
—
1650.

la méfiance des Bordelais. En effet, ils redoublèrent d'activité; ils firent de nouvelles fortifications, des palissades, des retranchements de toute sorte, à Saint-Seurin, à Saint-Julien, à Sainte-Croix et même à La Bastide; ils firent construire une galère à 64 rames pour garder la rivière, et rien ne fut négligé pour rassurer les habitants et pour maintenir la confiance et l'ordre.

Le véritable
Courrier Bor-
delaïs, p. 4.

Le 12 août, le marquis de Cugnac arriva à Bordeaux et le lendemain se rendit au Parlement, avec la nouvelle de l'arrivée prochaine du maréchal de La Force, son aïeul, avec ses deux enfants, le marquis de La Force et Castelnau, suivis de 6,000 hommes qu'ils avaient levés dans les Cévennes et à Montauban. Le Parlement accepta les offres de M. de Cugnac et promit, pour partie des frais de ces troupes, 400,000 liv., dont la moitié avait été sur-le-champ envoyée au maréchal et l'autre moitié serait à sa disposition, dès son arrivée à Bordeaux. La joie fut générale, la confiance se rétablit et on commença à espérer que Mazarin et d'Épernon ne triompheraient pas.

Souffrain,
t. II.
—
Mémoires de
M^{lle} de Mont-
pensier,
t. II.

L'affaire de Cubzac, dont nous avons parlé plus haut, consterna la cour et provoqua, à Libourne, une manifestation assez significative des sympathies des Libournais. Cependant, malgré les appréhensions du cardinal, Leurs Majestés y demeurèrent jusqu'au 27 août et assistèrent, avec leurs gardes et les troupes, à la procession instituée par Louis XIII. L'archevêque de Bordeaux portait la Vierge d'argent; il avait avec lui les évêques d'Agen et de Bazas, et Leurs Majestés, qui les suivaient, voyaient autour d'Elles toute la population de la ville et des environs, accourue pour contempler avec respect les traits du jeune prince que la postérité a qualifié du nom de Grand. On comptait ce jour-là à Libourne, dit-on, trente-cinq mille âmes. La cour ne fit que s'ennuyer dans cette ville, pendant tout un mois, d'une chaleur excessive, dit M^{lle} de Montpensier. Mais pour être plus près de Bordeaux, ou peut-

être par un sentiment de défiance des Libournais qui sympathisaient avec les Bordelais, la cour se rendit, le 27 août, à Bourg, « dont la situation, vis-à-vis du Bec-d'Ambès, dit M^{lle} » de Montpensier, est fort agréable, ce qui contribuait à avoir » moins d'ennui. »

La veille de son départ (26 août), le jeune roi écrivit à M. Honoré de Lur-Saluces, qui avait apprécié avec prudence la situation des affaires et ne partageait nullement les opinions du Parlement ni son hostilité à son prince. Toujours constant dans ses affections pour son roi, toujours digne de son illustre nom et de sa famille, chez qui la fidélité en politique et en religion était héréditaire, M. de Lur-Saluces, vicomte d'Uza, déploya un noble zèle pour la pacification de la Guienne et la réduction des rebelles. Louis XIV ayant appris ses généreux efforts pour le rétablissement de l'ordre dans un pays où presque tous les esprits suivaient l'impulsion de quelques mutins hauts placés et de quelques ambitieux déçus, se regarda comme un débiteur envers M. de Saluces, et s'empressa de lui en témoigner sa reconnaissance (1). Mais le Parlement, ayant appris que le roi et la reine s'étaient rendus à Bourg, chargea Suau, conseiller de Grand'Chambre, d'aller remettre

Livre X.
Chap. 11.
—
1650.

(1) M. le vicomte d'Uza ayant été informé des bons services que vous m'avez rendus depuis les mouvements survenus en ma province de Guienne et ville de Bordeaux, et du zèle que vous avez pour l'avantage de mes affaires, j'ai bien voulu vous témoigner la satisfaction qui m'en demeure et vous exhorter, par cette lettre que je vous fais de l'avis de la reine régente Madame, ma mère, de continuer à me donner des preuves de votre affection aux occasions qu'y s'en pourront présenter, et à prendre soigneusement garde qu'il ne soit fait de débarquement en l'étendue de votre côte de mer pour secourir les rebelles de Bordeaux, afin de me donner d'autant plus de moyens de les réduire à leur devoir et de rétablir la tranquillité en ladite province et ville, voulant que vous fassiez assembler les habitants de vos terres et des lieux circonvoisins, pour courre sur ceux qui iront en icelle, et me promettant que vous ne manquerez d'accomplir mon intention, je vous assurerai que j'ai à plaisir de vous en reconnaître par les effets de ma bienveillance, lorsqu'il s'en offrira sujet. Cependant je prie Dieu, M. le vicomte d'Uza, qu'il vous ait en sa sainte garde.

Ecrit à Libourne, le 20^e jour d'août 1650.

LOUIS.

(PHELIPPEAUX).

*Généalogie
des Saluces,*
p. 30.

Livre X.
Chap. 11.

1630.

une dépêche aux députés qu'il avait envoyés au Parlement de Paris, et qui se trouvaient de retour à Bourg, auprès du roi. Dans cette dépêche, on se plaignait de la continuation des hostilités; on demandait la fin de ces troubles calamiteux et la liberté des princes. La cour répondit qu'on était disposé à accorder la paix, mais que le Parlement ne la voulait pas; que, quant à la liberté des princes, on y aviserait quand la Guienne serait pacifiée et le roi rentré à Paris.

Dans cet intervalle, on vit arriver, de Libourne à Bordeaux, deux PP. Récollets : l'un d'eux, le P. Bruno, était adressé à M^{me} de Virelade et par elle à la comtesse de Tourville, dame d'honneur de la princesse; mais la réponse de cette dame n'étant pas conforme à ses désirs, le Père allait se retirer, déconcerté, lorsque M^{me} de Virelade lui obtint une entrevue avec Lenet, pour le 14 août. Lenet, homme sage et habile, donna une réponse détaillée à toutes les demandes du Père; il lui fit envisager avec adresse le passé, le présent et l'avenir, toutes les conséquences qui allaient probablement découler de la situation actuelle des affaires publiques; mais cette réponse ne fut pas du goût de la cour. La négociation en resta là. Le même jour on envoya, dans la Saintonge, Villars, commandant des cheval-légers, pour arrêter le courrier de Paris à Bordeaux; on avait déjà réussi à le faire, au grand préjudice des Bordelais; on connaissait leurs secrets. Les Bordelais, prévenus à temps et instruits par expérience, prirent les précautions convenables et firent arriver le courrier, sain et sauf, avec ses dépêches, le 15 août, à Bordeaux.

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS.

NOTE I^{re}, page 44.

ORDONNANCE SUR LES IMPOTS ÉTABLIS PAR LE DUC DE CLARENCE ET LES TROIS-ÉTATS DE BORDEAUX.

Extrait de Rymer.

Le roi, à tous ceux qui cestes presentes nos lettres verront, salut. Comme n'adgaires, par l'ordonnance et commandement de nostre tres-cher Seigneur et Pier (dont Dieu ait l'alme), nostre tres-ami frere, duc de Clarence, count d'Aumale, lieutenant par nostre dict Seigneur et Pier, es parties par delà soy eust transporté avec certain nombre de genz d'armes et archers, en nostre pays de Guienne, pur la tuition et défense d'icelle.

Ou, par vertu du pouvoir et autorité par nostre dict Seigneur et Pier, à lui attribuée, il fit convenir et assembler devant luy les Troys-Estatz de Bordeaux et Burdalloys, en leur démontrant l'intention d'iceluy nostre Seigneur et Pier, et le purpos de nostre dict frere, de sa venue par delà, pur garder le pais lieges et subgits illocques, en leur vraie obéissance.

Laquell chose ne pouvait-il faire n'accomplir, comme il disoit, sans aide et confort du pais, attendu le pouvoir de gentz adonques y esteantz en sa compaignie, et autres choses qui furent molt à considerer.

En requérant sur ce les Troys-Estatz d'ordonner et en faire purvoyer de bon et convenable remede.

Lesqueux Troys-Estatz, apres plusieurs assemblees et communication entre eux eues, en cette busoigne plus convenable remede trouver ne pouvoient en ce cas, attendu le povertée de lour mesmes et du pais esteant dessouz l'obéissance royale, que pur metre et ordonner en général imposition sur tout nostre pais de Guienne.

NOTES.

C'est assavoir :

Qui soyent douze deniers pur libre d'entrée et de sailhye, sur toute maniere de marchandises, soyent de gentz de païs angloys, gascons ou estrangers, exceptés blecs, char fresque et peshous fresques.

Et plus, sur chescun tonneau de vyn, comme dessus, qui se porteroit hors des citées, villes, chastaulx, forteresses ou plain païs, pur vendre et revendre à taverne ou autrement en ledit païs.

Item, Et auxi payeroit ceulx qui le chargent pur porter hors de païs, qui ne les averait achaté, dyx souldz pur tonneau et de tout autre vesseau à la vinent comme dessus, et auxi mesmes serra fait des vins qui se vendront à taverne des heurs en avant, en les cités, villes, chastaulx, forteresses et plain païs de la dicte duchée (c'est assavoir), que le vendeur payera dyx souldz pur tonneau, et par tout autre vaisseau à la vinent.

Item, Et que la dicte imposition ait à durer seulement pur un an, à commencer le quinzisme jour du mois d'averil prochain ensuant, jusques au dict quinzisme jour l'an révolue.

Item, Et per ainsi que la dicte imposition soit mys, par nostre dict frere, en toutz les citées, villes, etc., etc.

Item, Et que pur mettre à due et finale exécution, soient exclus, par les gentz de lesdits Troys-Estatz, en chescun citée, ville, etc., etc., troys bons et loialz prodeshomes (un de chescun estat), qui aient la charge, moient serment, de bien et loialement liverer et cuiller la dicte imposition et de en rendre bon loial accompte as gentz desditz Troys-Estats ou à leur deputez.

Item, Et s'il sount aucuns que ne aient vins de leur vignes ou autrement, pur vendre ou qui ne usent de marchandises, qui ne soient traillez selone la faculté de leur biens.

Sur quoy nostre dict frere, considérant la dicte voie estre bien, convenable, raisonnable, par avis de son conseil et des gentz des dits Troys-Estats et par force del poair et auctorite royalx par luy usez, avoit ordonnez, constitut et induct la dicte imposition pur le défense, tuition et sauvegarde de nostre dict païs durant le terme susdit, commettant isceluy nostre frere poair par ses lettres à mestre Bertrand d'Aste, docteur en décrets, juge de notre Cour de Gascogne, et lieutenant de nostre seneschall illoques, Jean Carbonell, chevalier, et Arnaud Rouen, jure et prevost de nostre cité de Bordeaux, pour lever, cuillier et resceivre la dicte imposition, et eut estre respoignants et à contables, si comme les lettres du dict nostre frere, sur ces faitz, font mention pluis planiere.

Aiantz consideration à les premissez et que la dicte imposition, ensy ordonne, constitue, inducte est et serra, en ces cas, molt expédient et nécessaire.

Ycelles ordonnance, constitution et indiction de la dict imposition (durant le terme sus dit), aprovens, ratifions et confermons, etc., etc.

Donné à Westm, le XIII jour de juillet, A. D., 1443.

NOTES.

NOTE II, page 47.

LETTRE DE DAVID DE MONTFERRAND, ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX, A HENRY V, ROI D'ANGLETERRE, LE 4 AVRIL 1449.

(Extrait des archives de l'Exchiquier, à Londres, *Library A*, 4, n. 34.)

Serenissimo et Christianissimo domino Henrico, Dei gratiâ Francie et Anglie regi et duci Aquitanie, domino nostro metuendissimo, David, miseratione divinâ, archiepiscopus Burdigalensis, salutem in Domino sempiternam et gloriosum de inimicis triumphum.

Notum majestati vestre regie facimus per presentes, quod nuper ad nos accidentes, venerabilis et circumscripti viri domini Bertrandus Daste, decretorum doctor, et judex appellationum curie ducatus vestri Aquitanie, Ramanulphus de Blaviâ, in legibus licenciatus, Raymundus de Bernaceto vestre civitatis Burdigalensis clericus, in decretis baccalarius, et Johannes de Noguerris in eadem vestrâ civitate procurator fiscalis regius, in legibus baccalarius, nobis exposuerunt quod vestra regia Majestas, ipsis et aliis gentibus de concilio vestro regio in dictâ vestrâ civitate existentibus mandaverat quod ipsi facerent et recipient nonnullas informationes et instructiones statum vestrum regium et dictum vestrum ducatum Aquitanie tangentes, ipsasque et copias quorundam persancte memorie et semper recolende progenitores et predecessores alias in dicto vestro ducatu gestorum sub testimonio pontificalis nostri sigilli inscriptas fideliter redigi facerent et iidem domini prenominati una cum dictis informationibus et copiis, sic ut prefertur inscriptis redactis ad presentiam dicte vestre regie se haberent transfera. Quapropter cum ipsi domini et alii gentes in dicto vestro concilio regio, informationes, instructiones et copias predictas inscriptis fideliter redigi fecissent, easdem in iisdem scriptis redactas nobis pro parte dicti totius vestri concilii presentaverunt et nobis supplicaverunt, ac etiam requisiverunt quatenus ipsas sub testimonio predicti nostri pontificales sigilli munimine roborari dignaremur. Quorum quidem informationum, incopiarum et copiarum

NOTES.

scripta de verbo ad verbum sequitur in hunc modum. (Voir, pour ce qui regarde Bordeaux, note 4, pour l'ordonnance du duc de Clarence.)

Nos igitur, David, archiepiscopus preffatus voluntati et mandatis litteris regiis, quantum cum Deo possumus hoberere et dicte Majestati vestre regie cupientes ut tenemur, dictas informationes, instructiones et copias, in hiis scriptis ut preffertur fideliter redactas nostri predicti pontificalis sigilli fecimus appentione communiri in testimonium premisorum.

Datum in dictâ vestrâ civitate Burdigalensi, in nostro archiepiscopali palatio, die IIII mensis aprilis, anno ab incarnatione domini millesimo CCCCXIX.

NOTE III, page 36.

TRAITÉ POUR LA REDDITION DE LA VILLE DE BORDEAUX ET PAYS DE GUIENNE, SOUS LA DOMINATION DU ROI DE FRANCE.

Charles, par la grace de Dieu, roi de France : sçavoir faisons à tous presens et aduenir : comme après la prinse et recourance faite par nostre cheualier et feal le comte de Dunoys, nostre lieutenant general sur le faict de la guerre, et autres nos chefs et capitaines de guerre estant en sa compagnie, de plusieurs villes, chasteaux, et places qu'occupoient en nos pays de Guienne nos anciens ennemis et aduersaires les Anglois : plusieurs grandes sommations ayant esté faites de par nous aux gens des trois estats du pays de Guyenne et de Bourdelois, et aux bourgeois et habitans de nostre ville de Bourdeaux, d'eux mettre et reduire en nostre obeyssance, et nous rendre et mettre en nos mains nostre dite ville de Bourdeaux, et toutes les autres villes et forteresses des pays dessusdits, estans en l'obeysance de nosdits ennemis les Anglois : lesquelles sommations ainsi faites, ont esté faits certains traitez et appointements touchant icelle reduction en nostre obeysance entre nos amez et féals conseillers Ponton, seigneur de Saintrailles, nostre premier escuyer de corps, et maistre de nostre escurye, et Bailly de Berry; maistre Iean Bureau, tresorier de France, et Augier de Breguit, Iuge de Marcene, à ce commis par nostre cousin de Dunois et lieutenant general pour et au nom de nous, d'une part : Et les gens desdits trois États desdites ville et cité de Bourdeaux, et pays de Bourdelois, és noms d'eux et des autres païs de la duché de Guyenne, estans en ladite obeysance des Anglois, d'autre; duquel traicté et appointement la teneur s'ensuit.

TRAICTÉ ET APPOINTEMENT fait entre Ponton de Saintrailles, Bailly de Berry,

escuyer de l'escurye du roi de France Charles ; Jean Bureau, conseiller dudit seigneur et tresorier de France, et Augier de Breguit, Iuge de Marcene, à ce commis par Monseigneur le comte de Dunois et de Longueville, lieutenant general du roy de France Charles sur le fait de sa guerre, pour et au nom du roy Charles, d'une part ; et les gens des trois Estats de la ville et cité de Bourdeaux, et pais de Bourdelois, és noms d'eux et des autres pais de la duché de Guyenne, qui de present sont dans l'obeyssance des Anglois, d'autre part ; pour la reduction de ladite ville et cité de Bourdeaux et pais dessusdits, estans en l'obeissance desdits Anglois, et pour icelle cité de Bourdeaux et pais dessusdits mettre et tenir en l'obeissance du roy Charles en la forme et maniere qui s'ensuit.

Premierement, Pour ce qu'après plusieurs grandes sommations faites de la part du roy de France aux gens des trois Estats des pais de Guyenne et Bourdelois, et aux bourgeois et habitans de ladite ville de Bourdeaux, et toutes les autres villes et forteresses du pais, estant en l'obeyssance des Anglois, veu qu'il ne leur estoit possible de plus endurer et soutenir les faix et charges de la puissance du roy de France, qui des-jà auoit conquesté tout le pais de la riviere de Dordogne, voyant par lesdits trois Estats clairement la totale destruction du pais, si remede n'y estoit mis, iceux gens desdits trois Estats ont fait requerrir à Monseigneur le comte de Dunois, lieutenant general du roy de France, que par traicté il leur voulesse donner terme et respit suffisant et convenable pour enuoyer pardeuers le roy d'Angleterre lui signifier les choses dessusdites, et auoir reponse de luy, et prendre iour de bataille qui seroit le plus fort sur le champ. A iceluy iour, et autres plusieurs grandes requestes par eux faites et debatuës par plusieurs iournées, a esté traicté et accordé ce qui s'ensuit.

Premierement, que ceux de la part du roy de France pour esquivier la totale destruction du pais, sont contens de donner terme et delay à ceux desdits trois Estats pour attendre l'armée du roy d'Angleterre qu'ils esperent venir de brief, et attendent de iour en iour iusques au 23 iour de ce present mois de Iuin.

Item, et au cas que dedans ledit 23 iour ceux de la part du roy d'Angleterre ne viendront secourir ceux dudit pais de Bourdelois et de Guyenne, en telle maniere que par puissance d'armes ils pussent debouter les gens du roy de France du champ où ils seront deuant la place de Fronsac, et en yceluy demeurer les plus forts : en ce cas, et tanstost iceluy iour passé, les gens desdits trois Estats prometttront et iureront

NOTES.

dés à present par leurs foy et sermens, et sur la vraye croix bailler et delivrer au roy nostre sire en sa personne, si possible luy est bonnement d'estre au iour, ainsi qu'on a esperance qu'il sera : et au cas que à iceluy iour le roy ne pourroit estre en personne, comme accordé a esté ; en ce cas ceux desdits trois Estats bailleront à Monseigneur le comte de Dunois, lieutenant du roy, et autres ses conseillers et officiers en sa compagnie, la possession de ladite ville de Bourdeaux, ainsi que le roy mandera par ses lettres patentes. Dedans lesquelles seront ces articles incorporez, et les promettra le roy entretenir de point en point par icelles lettres, et après conséquemment de toutes les autres villes, chasteaux et forteresses desdits pays.

Item, Et pour seureté de faire et accomplir les choses susdites par lesdits trois Estats de Bourdelois et païs de Guienne, a esté accordé que ceux desdits trois Estats bailleront réellement et de fait dedans demain qui sera dimanche, pour tout le iour, és mains de mondit seigneur le comte de Dunois, les villes et places de Vayres, Rions, Saint-Macaire et Blagnac, et és mains de maistre Iean Bureau, thresorier de France, la place de Castillon lez Perigord.

Item, Et s'il advenoit que dedans ledit 23. iour de ce présent mois de iuin l'armée d'Angleterre vinst pour ledit secours dudit païs de Guyenne, en ce cas ceux d'iceluy païs de Bourdelois et de Guyenne les pourront secourir et ayder en tout ce qu'ils pourront pendant ledit temps.

Item, Et au cas que dedans ledit 23. iour de ce present mois de iuin, lesdits Anglois et ceux dudit païs de Bourdelois pourroient par puissance d'armes debouter les gens du roy hors de leur camp où ils seront deuant Fronsac, et demeurer en iceluy les plus forts, en ce cas, et tantost iceluy advenu, ledit monsieur le Comte et ledit maistre Iean Bureau deliureront lesdites cinq places ; c'est à savoir, à monseigneur le Captan, les places de Vayres, Blagnac et Castillon, et lesdites places de Rions et de Saint-Macaire aux habitants de ladite ville de Bourdeaux ; et aussi rendront les scellez que les dessus dits ont pour cecy baillé audit monseigneur le Comte.

Item, Et s'il advenoit qu'aucunes villes, cités, chasteaux et forteresses estans audit païs ne se voulussent mettre et reduire en l'obeyssance du roy comme ceux de Bourdeaux, eux sur ce duement sommez et requis, en ce cas le roy les contraindra par puissance d'armes à l'aide de ses subiets.

Item, Et feront tous les habitans desdites villes, cités, chasteaux et forteresses, incontinent la possession d'icelles eüe et prinse, le serment

au roy ou à ses commis, pour luy estre doresnauant bons, vrais et loyaux subiets et obeyssans au roy de France, et de tenir son party enuers et contre tous, à tousiours et perpétuellement.

Item, Et fera le roy à l'entrée de ladite ville de Bourdeaux au iour dessusdit, s'il y est present, ou mondit seigneur le comte de Dunois pour luy, si le roy ni peut estre, le serment sur le Liure et sur la Croix, ainsi qu'il est accoustumé, de tenir et maintenir les habitans d'icelle ville et du païs, et chacuns d'eux presens et absens qui demeureront ou demeurer voudront en son obeysance, en leurs franchises, priuileges, libertez, statuts, loix, coustumes, établissemens, stiles, observations et usances du païs de Bourdeaux en Bourdelois, de Bazadois en Bazadois, et d'Agenois en Agenois, et leur sera le roy bon prince et droiturier seigneur, et les gardera de tort et de force de soy mesme, et tous autres en son loyal pouuoir, et leur fera ou fera faire droit, raison et accomplissement de iustice; et des choses dessus-dites de chacune d'icelles, le roy leur donnera et enuoyara ses lettres-patentes scellées de son grand scel en la meilleure forme que faire se pourra, et deura franchement, et acquittement de tout ce qui appartient au roy.

Item, Et s'il auient que le roy ne puisse estre au iour de ladite entrée, mondit seigneur de Dunois, lieutenant du roy, promettra et iurera faire ratifier par le roy toutes les choses dessus-dites, et de les faire iurer et promettre, ainsi que dessus est dit.

Item, Et s'il y en a aucuns qui ne veulent demeurer ne faire le serment au roy de France, aller s'en pourront quand bon leur semblera. et où il leur plaira, et pourront emporter toutes leurs marchandises, or, argent et biens meubles, nefz, vaisseaux, et autres choses quelconques, et auront pour ce faire bon sauf-conduit et termes de vuidange iusques à demy an, à compter de la datte de ces presentes : pourueu que quand ils seront audit party du roi, ils feront le serment de ne faire ou pour chasser en iceluy party aucun mal ou dommage, tant qu'ils y seront; et s'ils ont aucuns heritages audit païs, iceux demeureront à leurs plus prochains héritiers estans esdits païs, et qui voudront faire le serment et demeurer en iceluy.

Item, Et s'il en y a aucuns esdits païs de Guyenne qui ne soient deliberez de faire le serment, et qui veuillent aller en aucuns lieux en ce royaume, ou dehors querir ou pour chasser aucuns de leurs biens ou debtes, faire le pourront, et y seront receus, et auront tous leurs biens et heritages, ainsi que les autres dessus nommez dedans un an.

Item, Et s'il en y a aucuns qui pendant ledit temps de demy an s'en

NOTES.

veulent aller hors de l'obeyssance du roy, et laisser aucuns de leurs biens en garde en ladite ville de Bourdeaux, ou ailleurs audit pais de Guyenne, faire le pourront, et leur demeureront seurs pendant ledit temps, et ainsi les pourront enuoyer querir pendant iceluy temps, si bon leur semble, et les faire emporter où bon leur semblera, et si leur est deub aucune chose dedans ladite ville de Bourdeaux, ou ailleurs audit pais de Guyenne, ils les pourront poursuivre et demander, et leur en sera fait raison et iustice.

Item, Et s'il en y a aucuns qui veulent auoir sauf-conduit pour eux, en allant avec leurs biens meubles quelconques, chevaux, vaisseaux et autres choses, ils auront bon sauf-conduit pour ce faire, et ne leur coustera chacun sauf-conduit qu'un escu d'or.

Item, A esté appointé et accordé qu'en mettant par eux lesdits trois Estats lesdites villes, citez, chasteaux et forteresses des pais de Bourdeaux, de Guyenne et de Gascogne, et en faisant le serment, ainsi que dit est, de ceux par les habitans demeurans en iceux lieux, tous iceux habitans auront abolition generale du roy de tous cas et crimes ciuils et criminels, et de toutes peines encourues, et leur en fera le roy bailler ses lettres-patentes scellées de son grand scel en general ou en particulier, ainsi qu'auoir les voudront quittement franchement de ce qui appartiendra au roy.

Item, Et demeureront tous nobles, non nobles et habitans desdites villes et pais qui demeurer voudront en iceux, et auront fait leur serment en leur possession droitement et en leurs chasteaux, forteresses, villes, seigneuries et autres héritages où qu'ils soient scituez et assis, et aussi en leurs biens meubles, marchandises et autres quelconques, sans ce qu'on leur en fasse aucun tort ou violence, ne qu'on leur donne en iceux aucun destourbier ou empeschement.

Item, Et pareillement demeureront les gens d'église estans du pays en tous leurs benefices, dignitez et leurs meubles et immeubles, et en leurs offices d'église, jurisdiction et possession spirituelles, temporelles, seigneuries, villes, chasteaux, forteresses, reuenus, cens, domaines et biens à eux appartenans, et en iceux seront maintenus et gardez, et aussi en leurs franchises, libertez et priuileges quelconques, et de ce auront bonnes lettres du roy, scellez de son grand scel, telles qu'à ce cas appartient quittement et franchement de ce qui appartient au roy.

Item, Et si les roys d'Angleterre et ducs de Guyenne ont donné par ci-deuant à aucuns des habitans demeurans esdits pais aucunes terres, seigneuries, chasteaux, forteresses et autres quelconques, seront et de-

meureront à ceux à qui ils auront esté donnez, sauf et reservé la terre et seigneurie de Curton que le roy a donné.

Item, Et ne seront contrains doresnauant les habitans desdits païs de payer aucunes tailles, impositions, gabelles, fouages, cartages, equiuallent; ne autres subsides quelconques; et ne seront tenus de payer doresnauant que les droits anciens deubs et acoustumez en ladite ville de Bourdeaux et païs dessus dit.

Item, A esté accordé que tous marchands qui apporteront doresnauant marchandises ou viures quelconques en ladite ville de Bourdeaux et païs Bourdelois, ils pourront seurement venir par eau douce ou par terre, en payant seulement les droits et devoirs anciens deubs et accoustumez d'ancienneté, tant au roy, comme aux autres seigneurs, ce qui leur pourroit appartenir selon la teneur de leurs privileges, libertez et franchises.

Item, Et sera le roy content qu'en ladite cité de Bourdeaux y ait Iustice souueraine pour connoistre, discuter et determiner diffinitiuement de toutes les causes d'appel qui se feront en iceluy païs, sans pour iceux apeaux par simple querelle ou autrement estre traitté hors de ladite cité.

Item, Outre a esté accordé que doresnauant le roy, ne ses successeurs roys, ne pourront tirer hors des païs dessusdits pour faire guerre, les nobles, gens de guerre, ne autres dudit païs, sans leur vouloir et consentement, sinon toutesfois que le roy les paye de leurs gages et soldes.

Item, Et par ce present traicté a esté accordé que mondit seigneur le comte de Dunois fera rendre et desliurer à ceux de la ville de Bourdeaux francs et quittes, le maire de ladite ville, et le sous-maire, et Iean de Roustande, et Bertrand d'Ages.

Item, Et fera le roy de France battre monnoye en ladite ville de Bourdeaux par l'advis et deliberation de ses officiers et gens desdits trois Estats dudit païs de Guyenne, en ce connoissans appellé avec eux les generals maistres des monnoyes, et permettra le roy par ses lettres-patentes que les monnoyes qui à present ont cours audit païs y puissent auoir cours vn an ou deux, si bon leur semble, et donnera le roy en faisant icelle monnoye la plus part de son droit de seigneurieage; afin d'amender icelle monnoye au profit du peuple dudit païs.

Item, Et si le roy laisse aucuns gens de guerre en ladite ville de Bourdeaux et audit païs de Guienne, pour la garde de seureté de iceux il les payera de leurs gages, et les fera gouuerner bien et doucement,

FOTES.

et payer ce qu'ils prendront, et ceux qui seront en ladite ville de Bourdeaux seront logez ez hostelleries et autres lieux moins greuable et dommegeables pour les marchands et habitans de ladite ville.

Item, A esté appointé que les officiers que le roy commettra au pais promettront au roy ou à ses commis, et iureront de faire bonne iustice sans faueur au grand comme au petit, et qu'ils garderont les privileges, coustumes et loix de ladite ville de Bourdeaux et du pais Bourdelois, et les maintiendront en leurs honneurs et prééminences, et iourront ceux d'icelle ville de Bourdeaux et autres quelconques du pais de Bourdelois de leurs iurisdiccions, ainsi que d'ancienneté ils ont accoustumé.

Item, Et defendra ou fera defendre par son procureur en la ville de Bourdeaux qu'il ne vexé ou travaille aucuns des habitans de ladite ville ne du pais sans requeste de partie, ou qu'il n'y ait deue information precedente.

LESQUELS traittez accordez, appointemens, promesses et conuenances, Nous Pierre, par la misération diuine, archeuesque de Bourdeaux, Bertrand seigneur de Montferran, Gaillard de Durfort seigneur de Duras, Godifer Chartoise, maire et comme maire de Bourdeaux, Jean de la Lande seigneur de Breda, Bertrand Angeuin seigneur de Rozan et de Pajoux, Guillaume Audion seigneur de Lansac, promettons par la foy et serment de nos corps, et sur nos honneurs, tenir et accomplir de point en point selon leur forme et teneur, sans icelles aucunement enfreindre, en tesmoin de ce nous auons signé ces presentes de nos seings manuels, et scellez de nos armes, le samedi douzieme iour de ce present mois de iuin mil quatre cens cinquante-un. Ainsi signé *P. Archiepiscopus Burdegalensis*, de Montferan, Gaillard, Jean de la Lande, Breda, G. de Lansac. *P. de Boscouato*.

LEQUEL traicté et appointment nosdits conseillers ayant promis et iuré faire par nous ratifier et confirmer, et pour ce ayant fait supplier requerir ainsi le vouloir faire, POURCE EST-IL, que nous les choses considérées, et que mieux est recouurer et reduire en nostre obeyssance nostre pais de Guyenne par traicté amiable, que y proceder par voye de fait et de guerre; voulans aussi obuier à l'effusion du sang humain, et à la destruction et perdition dudit pais et de nos sujets d'iceluy, ledit traicté et appointment, et tous les points et articles contenus en iceluy, auons eu et auons agreable, et l'auons ratifié, approuué et confirmé, ratifions, confirmons, et approuuons de grace spéciale plaine puissance, et autorité royale; Voulons et octroyons à nosdits gens desdits trois Estats de notredite ville de Bourdeaux, du pais Bourdelois

et de Guyenne, tant gens d'église, nobles, que autres quelconques, et à chacun d'eux qui iouissent et vsent plainement et paisiblement du contenu audit traicté et appointment, promettans en bonne foy, et en parole de roy tenir et faire entretenir ledit traicté et appointment, et de ne faire ne souffrir estre fait aucune chose à leur contraire.

Si donnons en mandement par cesdites presentes à nos amez et féaux conseillers les gens tenant et qui tiendront nos parlemens et cours souveraines, aux sénéchaux de Guyenne, d'Agénois, de Bazadois et des Lannes, et à tous nos autres iusticiers, ou à leurs lieutenans presents et aduenir, et à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que lesdits gens d'église, nobles et autres desdits trois Estats, fassent, souffrent, et laissent jouir et vser plainement et à plain de nos presentes ratifications, confirmations et octroy, sans leur faire ne souffrir estre faite aucune chose au contraire, ores ne pour le temps à venir, en quelque maniere que ce soit; ainçois si faite leur estoit aucunement, ils leur reparent et remettent, ou fasse reparer et remettre sans delay au premier estat et deub. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droict, et l'autrui en toutes. Donné à Saint-Jean-d'Angely, le vingtiesme iour de juin, l'an de grace mil quatre cens cinquante un, et de nostre regne le vingt-neufiesme. Ainsi signé, par le roy en son conseil, auquel tous les euesques de Maguelonne et de Alech, le sieur de la Tour, l'admiral, les sieurs de Saintrailles, Berqui, maistre Iean Bureau. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

NOTE IV, page 65.

SECOND TRAITÉ DE CHARLES VII AVEC LES BORDELAIS.

« Charles, par la grace de Dieu, roy de France, savoir faisons à tous presens et avenir : Comme puis un an en ça, feu sire de Talbot et autres Anglois en sa compagnie, fussent venus à puissance en celui notre pays de Guienne, qui lors étoit en notre obéissance, et y eussent tellement procédé que au nom d'aucuns dudit pays, qui nous avaient par avant fait le serment d'être bons et loyaux envers nous, eu venant contre leurs sermens et promesse, donnerent tel attrait, aide et reconfort aux dits Anglois qu'ils eussent prinses plusieurs villes et places en nos païs de Guienne et de Bourdelois et mêmeement notre ville et cité de Bourdeaux, qui est la principale et plus notable desdits pays eux efforçans de leur pouvoir de plus avant entreprendre sur autres places et gagner

NOTES.

*Registres
du Parlement
de Paris.*

NOTES.
—

les païs voisins à nous obéissans, pour obvier auxquelles choses, eussions incontinent ce venu à notre notice, envoyé notre armée audit païs, et depuis y soyons venus en personne et y ayons tellement procédé, que moyennant la grâce de Dieu et l'aide de nos bons et loyaux vassaux et sujets, ayant par puissance réduites lesdites places, que y avoient gagné nosdits ennemis et remises en notre obéissance, et ayons fait mettre et logier notre dite armée à grand puissance, tant par eau que par terre, si près de notre dite cité de Bourdeaux, que les gens d'église, nobles, bourgeois, marchands et habitants d'icelles, connoissans qu'ils avoient grandement méprins, se soient tirés devers nous, et après qu'ils nous ont fait montrer leur pauvreté et indigence, et que la plupart des habitants de notre dite ville ne sont pas principalement en cause de ladite rébellion et désobéissance, nous ayent fait supplier et requérir qu'il nous plaise leur pardonner et abolir les choses avenues le temps passé; icelles mettre hors de notre cœur, les recueillir comme nos sujets en notre bonne grace de miséricorde et leur impartir bénévolement icelle, en nous offrant notre ville et cité de Bourdeaux, et la remettre en notre obéissance, et de nous faire le serment d'être dorénavant bons, vrais et loyaux sujets, et mettoient tous leurs privilèges dont ils ont usé le temps passé à notre bonne grace et nous reconnoissans leur souverain et naturel seigneur : pour ce est-il que nous ayant considération aux choses dessus dites qui nous ont bien au long été remontrées, voulant, en suivant les faits de nos progénitures de bonne mémoire user clémence et bénignité envers nos sujets, et préférer miséricorde à rigueur de justice et sur les choses dessus dites, en l'avis, conseil et délibération de plusieurs des seigneurs de notre sang et lignage et autres nos chefs de guerre et gens de notre conseil, étant autour de nous en grand nombre pour l'honneur et révérence de Dieu et éviter effusion de sang humain, ayant pitié et compassion du pauvre peuple, étant en ladite ville, confiant que dorénavant nous ferons bons, vrais et loyaux sujets, avons quitté, remis, pardonné et abolis, quittons, remettons, pardonnons et abolissons de grace spéciale, pleine puissance et autorité royale par ces présentes aux gens d'église, nobles, bourgeois, marchands et autres habitants d'icelles, notre ville, cité et banlieue de Bourdeaux et autres étant de présent en icelle, tous les crimes, rebellions, désobéissance, crimes de leze-majesté et autres délits quelconques, qu'ils et chacun d'eux ont et peuvent avoir commis, perpétrés et été causes ou consentant de faire commettre et perpétrer envers notre majesté et nos sujets, tant en général qu'en particulier, de tout le temps passé jusqu'à présent, en quelque manière et

pour quelque cause ou occasion que ce soit, et voulons les choses dessus dites être censées et réputées comme non faites et non avenues, en les restituant en leur bonne fame et renommée et à tous leurs biens, meubles et immeubles, châteaux, seigneuries, hôtels, maisons et autres héritages quelconques, et sur ce imposons silence perpétuel à notre procureur et à tous autres, en réservant toutefois en notre dite bonne grace les privilèges d'icelle notre ville jusqu'à notre bon plaisir, et aussi réservé jusqu'à vingt personnes des principaux qui ont été cause de la dite rebellion et d'avoir fait venir nosdits ennemis et les mettre en notre cité de Bourdeaux, auxquels, à la supplication et requête du sire de Camois, chevalier anglois, ayant la charge des gens de guerre de la nation d'Angleterre, étant à présent à Bourdeaux, qui sur ce nous a très-humblement supplié et requis, avons quitté et donné la vie, moyennant ce qu'ils seront bannis de notre royaume, et s'en pourront aller là où bon semblera, avec les biens meubles qu'ils en pourront emporter avec eux, et aucuns autres de ladite ville jusqu'au nombre de quarante, s'en veulent aller faire le pourront, et emporter tous leurs biens meubles quelconques, et en outre si avant aujourd'hui ils ont fait ou font dedans un mois prochain, venant aucunes donations, venditions ou transports de leurs héritages à leurs enfants, prochains parents ou autres, nous voulons et octroyons de notre plus ample grace que lesdites venditions, donations et transports, qui ainsi ont été ou seront faits, soient et demeurent valables, et nous seront tenus payer pour une fois lesdits gens d'église, nobles, bourgeois, marchands et habitants de notre dite cité et banlieue de Bourdeaux, la somme de cent mille écus d'or à présent ayant cours et moyennant cette notre présente abolition, tous les prisonniers qui sont à présent ez mains de notre dite ville et banlieue de Bourdeaux, qui même n'ont payé leur rançon, tant ez mains de ceux de ladite ville et autres du pays comme de ceux de la nation d'Angleterre, seront et demeureront francs et quittes, sans ce que aucune chose leur soit ou pût être demandée pour occasion de leur dite prison ou rançon et ainsi que tous scellés et promesses que nos gens et sujets ou autres, tenant notre parti, pourroient avoir faites auxdits Anglois et à ceux de Bourdeaux et autres quelconques devant cette présente année, seront et demeureront nuls et de nulle valeur et effet. Si donnons en mandement au sénéchal de Guienne et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants, présent et avenir, et à chacun d'eux, si comme à lui appartenans que lesdites gens d'église, nobles, bourgeois, marchands et habitants de notre ville et banlieue de Bourdeaux et autres étant en icelle,

NOTES.

NOTES.

et chacun d'eux fassent, souffrent et laissent joyr et user pleinement et paisiblement de nos présentes abolitions et graces, sans leur faire ne souffrir être fait aucun destourbier ou empêchement à ce contraires, en cois ce fait ou donné leur avoir été où était ores ou le temps avenir, si ce mettent ou fassent mettre sans délai à pleine délivrance et au premier état et dû, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Montferrant, près Bordeaux, le 9 octobre l'an de grace 1453, et de notre règne le 31^e, etc. »

NOTE V, page 74.

SUR LA CONFRÉRIE ROYALE DE MONTUZETS.

D'après d'anciennes traditions, Charlemagne aurait remporté une victoire sur les Sarrasins, dans les environs de Blaye, à Mauconseil, près de Montuzets. Avant la bataille, il invoqua la protection de la Sainte-Vierge et s'engagea, non seulement à lui rapporter l'honneur du triomphe, mais même à bâtir une église en son honneur, sur le lieu même où il avait établi son camp, s'il obtenait la victoire. En effet, ayant dispersé ses ennemis, Charlemagne fit construire, sur une hauteur qui domine la Gironde, une chapelle en l'honneur de sa protectrice. Cet édifice simple et modeste se trouvait naturellement le rendez-vous de tous les chrétiens du pays ; c'est là qu'avait prié le grand empereur ; c'est là que la Vierge avait protégé l'armée chrétienne ; c'est là que la foi conduisait les fidèles pour demander de nouvelles grâces. Cette montagne dominait les plaines où s'était livrée la bataille ; ses flancs étaient tapissés de bois et recélaient une grande quantité d'oiseaux, dont les concerts se mêlaient aux vieux chants des pèlerins. De là vient le nom *Montauzets* ou *Montuzets*, c'est-à-dire, en patois, *Mont aux auzets*, Mont aux oiseaux. La piété lui donne une étymologie plus religieuse et le fait dériver des mots *Mont aux cieux*.

Cette chapelle de *Montuzets*, qui se trouve aujourd'hui dans la paroisse de Plassac, près Blaye, était très-fréquentée durant tout le moyen-âge et depuis le temps de Charlemagne ; ses successeurs, Saint-Louis en particulier, encouragèrent le pèlerinage qu'on y faisait. On y voyait arriver, de tous les pays circonvoisins, des pèlerins des deux sexes, des malheureux, des affligés de toutes les conditions. Les marins invoquaient, dans la tempête, la souveraine des cieux qui avait protégé Charlemagne ; ils y allaient déposer leurs prières et leurs vœux, ainsi que des *ex-voto* ou de pieux souvenirs de leur foi et de leur reconnaissance.

On y forma, du temps de Saint-Louis, une confrérie qui en peu de temps devint si nombreuse, que l'archevêque de Bordeaux, d'après le vœu des confrères, en transféra le siège ainsi que les exercices religieux dans l'église de Notre-Dame de Puy-paulin, à Bordeaux. Comme les marins la composaient en grande partie, on fit des statuts particuliers pour eux.

Ils étaient tenus de faire à Notre-Dame de Montuzets une procession solennelle, le samedi après la fête de l'Ascension, pour accomplir le vœu de Charlemagne. On voyait ce jour-là, tous les ans, des milliers de barques pavoisées partir de Bordeaux et des ports des deux rives de la Garonne et de la Dordogne, pour se rendre à Montuzets, près de Blaye.

Comme l'église de Puy-Paulin était trop petite, l'archevêque de Bordeaux transféra les exercices religieux dans les deux églises de Saint-Michel et de Saint-Remi, avec les mêmes statuts et les mêmes règlements, et sous la condition que le service de la confrérie serait fait alternativement par les confrères de ces deux églises, dans un accord parfait et une entière harmonie. On ne sait pas exactement la date de cette translation ; mais elle était antérieure à l'an 1460, car il existe un vieux titre du 10 mars de cette année-là, qui parle de la confrérie de Montuzets, à Saint-Michel. Les statuts furent renouvelés en 1498, par l'ordre du cardinal de l'Épinay, archevêque de Bordeaux.

En 1461, Louis XI, qui avait beaucoup de dévotion envers la Sainte-Vierge, s'étant rendu à Bordeaux pour le mariage de sa sœur avec Gaston de Foix, crut devoir réunir les deux fractions de cette confrérie dans la même église de Saint-Michel, où on leur accorda une chapelle particulière.

Il confirma les anciens privilèges et franchises de cette confrérie par un édit daté du mois de mars 1461 (vieux style). L'année commençait alors à Pâques. Delurbe assigne la date de mars 1462 ; c'est une erreur ; nous reproduisons ici la partie essentielle du texte :

» Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, savoir faisons à tous
» présents et à venir que, en l'honneur de Dieu notre créateur et de la
» glorieuse Vierge Marie, et à ce que nous et nos successeurs, roys de
» France, soient participants ez messes, prières et bienfaits que les
» maistres mariniers, pilotes, naviguants, gabarriers et autres confrères
» de la confrérie de Notre-Dame de Montuzets, près Laroque de Thau,
» feront dire et célébrer, en ladite confrérie. Nous avons confirmé et
» confirmons, de grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, par

NOTES.

» ces présentes, aux dits confrères d'icelle confrérie, les privilèges,
» franchise et libertés qu'ils et leurs prédécesseurs ont coutume d'a-
» voir.....

» Voulons, en outre, qu'il n'y ait personne, sinon qu'ils soient du
» serment de ladite confrérie, qui puisse ni doive naviguer sur ladite
» rivière de Gironde, ni passer, ni repasser gens, chevaux ou autres
» choses pareilles, en quelque manière que ce soit.....

» Donné à Bordeaux, au mois de mars, l'an de grâce mil quatre cent
» soixante-un, avant Pâques, et de notre règne le premier.

» Signé : LOYS. »

Il établit, comme nous venons de le voir, entre autres statuts et règlements, celui-ci, que tous les Bordelais qui désireraient appartenir à la marine, seraient tenus de se faire inscrire dans les registres de cette célèbre confrérie, qui, depuis lors, s'intitule *Confrérie royale* ; il leur accorda de nouveaux privilèges et s'en déclara, pour lui et ses successeurs, le chef et le protecteur. Ils jouissaient du droit de pêche sur la rivière, devant Bordeaux, et au Peyrat de La Bastide. Le roi, comme premier confrère, leur envoyait tous les ans six pipes de vin ; mais à la place de ce cadeau, la comptabilité fut chargée de leur payer la somme de 270 liv., qui, portée plus tard à 330 liv., a été exactement payée jusqu'en 1792. Outre les privilèges que les rois lui avaient accordés, cette confrérie possédait des biens-fonds quelle faisait administrer par des agents particuliers ; elle avait pour la direction des processions, à Plassac, des officiers militaires, c'est-à-dire, un colonel, un capitaine avec des sous-officiers.

Les privilèges accordés par Louis XI à cette confrérie, furent enregistrés à la chambre des comptes le 3 février 1748, et au sénéchal de Guienne le 24 août : ils ont été confirmés par Charles VIII en 1486, par François I^{er} en 1526, par Charles IX en 1565, Henri IV en 1609, Louis XIII en 1645, et Louis XIV en 1644. Quand ce dernier prince vint à Bordeaux, en 1659, il se fit inscrire sur le registre de la chapelle de Montuzets, à Saint-Michel, avec son frère et les gentilshommes de sa suite. Cet exemple fut suivi en 1783 par un de ses petits-fils, qui a régné depuis sous le nom de Charles X.

En 1531, il y eut quelque retard dans le paiement du vin que le gouvernement donnait tous les ans à la *royale confrérie*. On s'adressa au Parlement, qui, le 5 avril 1532, enjoignit à messire Arnaud Du Pérrier, receveur de la comptabilité de Bordeaux, de payer aux comptes et syndicat de la confrérie de Montuzets, la somme de *six vingt quinze francs*

bordelais, à eux taxés par les officiers dudit seigneur (le roi), en la sénéchaussée de Guienne, pour trois tonneaux de vin que le roi baille tous les ans à ladite confrérie.

Pendant la persécution des catholiques par les terroristes de 1793, les fidèles n'osaient pas se montrer ni pratiquer les cérémonies de leur culte ; les processions de Montuzets furent interrompues et l'antique chapelle abandonnée ; mais d'après les instances du curé de Saint-Michel, on essaya, en 1818, de ressusciter cet ancien pèlerinage et de réformer la célèbre confrérie. Monseigneur d'Aviau approuva les nouveaux statuts le 7 mars 1818, et le roi Louis XVIII permit que son nom et ceux des ducs de Berry et d'Angoulême fussent inscrits en tête du nouveau registre. Les pieux exercices recommencèrent dans la chapelle de *Montuzets*, qu'on fit réparer ; mais les essais pour rétablir la procession annuelle restèrent infructueux.

L'église de Montuzets fut presque entièrement démolie par les Vandales de 1793 ; cependant on assure qu'en 1830 il existait encore quelques pans de murs qui portaient l'empreinte ou les caractères du style carlovingien. On sauva dans les mauvais jours de notre grande révolution les objets les plus précieux de l'antique chapelle de *Montuzets*, les vases sacrés, quelques bannières, la statue de la Vierge et le beau reliquaire qui renferme le corps de sainte Fructose, vierge et martyre. Ces reliques furent envoyés de Rome, à la demande du duc d'Épernon, par Notre Saint-Père le Pape, qui accorda à perpétuité une indulgence plénière à tous ceux qui, dans les huit jours qui suivront le lendemain de la Pentecôte, iront, avec les dispositions requises, faire leur dévotion dans la chapelle de *Montuzets*, et prier sur les reliques de sainte Fructose, dont la présence est constatée par une plaque de marbre portant cette inscription : *Fructosa, bene vixisti, bene consummasti*, et par des authentiques revêtues du visa de Monseigneur d'Anglure de Bourlemont, archevêque de Bordeaux, et que l'on conserve soigneusement dans l'église de Plassac, où tous les objets qui ont échappé à la dévastation de l'ancienne chapelle ont été déposés. Le reliquaire a été restauré par les soins et les dons de M. Martial, vicaire général de Bordeaux.

En 1835 on a reconstruit la chapelle de Notre-Dame de *Montuzets* dans l'église de Plassac ; des pèlerinages commémoratifs ont été établis en 1826 par M. Castenet, curé de Montferrand. Le jour de l'Ascension, ou, en cas de mauvais temps, le lendemain de la Pentecôte, les gabarres, les petits bateaux, toutes les embarcations du pays se rendaient, élégamment pavoisées et ornées de guirlandes et des couleurs natio-

nales, dans le petit port de Montferrand. A la suite de l'office du soir, une multitude, de tout âge, des deux sexes et de toutes les conditions, venait voir ces processions nautiques où, au chant des cantiques de jeunes filles habillées en blanc, se mêlaient, avec les échos correspondants des deux rives, les sons graves et électrisants des instruments à vent; on chantait, on priait, et les pauvres marins, qui se voyaient si souvent en danger sur un si perfide élément, confondaient leurs prières avec les naïves éjaculations des âmes pieuses et invoquaient avec amour Marie, cette étoile qui dirige le pêcheur à travers les écueils de la mer orageuse de cette vie. M. O'Reilly, l'un de ses successeurs dans cette paroisse, a rétabli, en 1845, cette procession; mais les barques de Bordeaux et du pays ne vont plus visiter le port de Plassac, où est l'antique chapelle de Notre-Dame de Montuzets.

La procession qui partait primitivement du port de Bordeaux, le samedi après l'Ascension, se faisait, depuis le XVI^e siècle, le lendemain de la Pentecôte: on chantait, en partant de Saint-Michel, l'antienne *Regina cæli lætare*, avec l'oraison, puis plusieurs prières pour les pèlerins et le succès de leur pieux voyage; en arrivant devant la chapelle de Sainte-Catherine, de Lormont, on entonnait l'hymne des Vierges avec l'oraison de la sainte; devant l'église de Lormont, l'hymne *Iste Confessor* avec l'oraison de Saint-Martin; arrivés devant l'ancienne chapelle de Saint-Clément, les pèlerins entonnaient l'hymne d'un martyr avec l'oraison du saint; en arrivant devant la chapelle de Sainte-Barbe, à Gironne, sur la côte de Montferrand, on chantait l'hymne *Virginis proles* avec l'oraison; puis, au Bec-d'Ambès, les litanies de la Sainte-Vierge, à Roque de Tau, le *Regina cæli* et l'oraison; à Plassac, le *Te Deum*, puis *Ave Maris stella*; en entrant dans la chapelle, *Regina cæli*; le lendemain on chantait la messe comme au dimanche de l'Ascension. En quittant Montuzets, l'*Ave Maris stella*, les litanies; à la Roque de Tau, le *De Profundis*, etc., et ainsi comme en partant; mais, en débarquant, le *Te Deum*; la messe *Gaudeamus* dans la chapelle de Montuzets; après la messe, *Domine salvum fac Regem* avec l'oraison, et en se séparant, dehors, des cris répétés de *Vive le roi*.

Le 17 mai 1623, le cardinal de Sourdis accorda aux confrères *confessés, repentants et communiqués*, cent jours d'indulgences toutes les fois qu'ils communieront, cinquante jours toutes les fois qu'ils accompagneront le Saint-Sacrement porté au malade, vingt jours toutes les fois qu'ils feront quelque œuvre de charité, et cent jours à l'article de la mort.

Sur la fin de 1850 on a trouvé dans un champ voisin du monticule dit *Montuzets*, 170 pièces d'argent mérovingiennes; elles sont entre les mains de M. le marquis de Lagrange, qui a publié une notice sur ce sujet. (Voir le compte-rendu de la *Commission des Monuments et de la Gironde*, 1850-54. — Jouannet, *Statistique de la Gironde*, t. III, p. 432).

NOTES.

NOTE VI, page 75.

LETTRES-PATENTES POUR L'ÉTABLISSEMENT DU PARLEMENT DE BORDEAUX,
EN DATE DU 12 JUIN 1462.

« Un des principaux devoirs des rois, dit Louis XI, est que la justice
» soit exactement rendue à leurs sujets; qu'ils ne soient pas surchargés
» par des impositions; qu'ils ne succombent pas sous des travaux qui
» excèdent leurs forces et qu'ils puissent facilement réparer les pertes
» que divers accidents peuvent leur occasionner. Tels sont les moyens
» dont la Providence se sert pour entretenir la paix dans un État et pour
» faire goûter au peuple toutes ses douceurs. Ayant donc en vue le bien
» du royaume, spécialement du Bordelais et des provinces adjacentes;
» considérant combien elles sont éloignées de notre ville de Paris, dans
» laquelle siège notre Cour de Parlement; les accidents qui peuvent
» arriver dans le cours d'un long voyage, la multitude immense des af-
» faires qu'on porte chaque jour des différentes parties de notre duché
» d'Aquitaine au Parlement de Paris; dans le dessein de terminer plus
» promptement les causes litigieuses qui s'élèvent entre nos sujets; cé-
» dant aux instances et à la très-humble supplication des trois États
» du Bordelais; désirant aussi honorer de plus en plus notre ville de
» Bordeaux : à ces causes et autres, par l'avis de notre conseil, de
» notre certaine science, plein pouvoir et autorité royale, Nous établis-
» sons, par ces présentes, notre Cour de Parlement dans notre dite
» ville de Bordeaux, à laquelle ressortiront toutes les justices particu-
» lières qui se trouvent dans les sénéchaussées des Lannes, de l'Agenais,
» du Bazadais, du Périgord et de la Saintonge : Nous voulons que cette
» Cour de Parlement commence à tenir ses séances, le lendemain de la
» Saint-Martin d'hiver de cette présente année; qu'elle soit composée
» d'un président laïque, de plusieurs conseillers tant clercs que laïques;
» de deux greffiers, de quatre portiers. Nous lui donnons la même au-
» torité dans son ressort qu'ont les Parlements de Paris et de Toulouse;
» dans ce but, nous entendons que ces présentes soient publiées dans

NOTES.

» les dits Parlements et dans les différents lieux de leur juridiction, si
» donnons le mandement, etc., etc. »

La première séance eut lieu le 12 novembre. Les premiers membres de cette Compagnie étaient : Jean Tudert, maître des requêtes, président; deux conseillers du Parlement de Paris, l'archevêque de Bordeaux, Jacques Du Loup, conseiller-clerc; Guill-Palard et Henry Ferraigne, conseillers-laïques; Jean Bermondet, avocat du roi; Grimond, bourgeois de Bordeaux; le Maire; Maurice Lestrigue, notaire et secrétaire du roi, greffier des présentations, et quatre portiers. Après avoir prêté le serment, ces Messieurs assistèrent à la messe du Saint-Esprit. On passa ensuite dans la grande salle où l'on fit, à haute voix, lecture de l'enregistrement des lettres-patentes. Les gages du premier-président étaient 4,550 liv.

Par lettres-patentes du 26 mars 1463, le roi étendit le ressort de cette Cour, en y comprenant le pays d'Aulnis, l'Angoumois, le Limousin, le Quercy. Le pays de Soule dépendit aussi de notre Parlement jusqu'en 1620, époque où fut créé le Parlement de Navarre. Quoique le Parlement de Bordeaux n'ait commencé à siéger qu'en 1462, cependant il a toujours été censé exister depuis le traité de 1454, par lequel Charles VII s'engagea à le créer. C'est cette raison qui a déterminé les déclarations qui reconnaissent le Parlement de Bordeaux comme plus ancien que ceux de Dijon et de Grenoble.

NOTE VII, page 90.

CONVOCATION DE LA NOBLESSE DU PAYS BORDELAIS EN 1494.

(Cette pièce mérite d'être conservée, car elle intéresse beaucoup de familles nobles ou bourgeoises du pays, qui y retrouveront les noms de leurs ancêtres et de leurs devanciers dans les terres qu'elles possèdent aujourd'hui).

Le sisième jour de septembre, l'an mil quatre cent quatre vingt et onze, à Nous Gaston de Foix, captau de Buch, comte de Candale, de Benauges et de Lavour, et grand-seneschal de Guienne, commissaire royal en ceste partie, furent présentées et baillées certaines lettres-patentes du roi nostre seigneur, contenant nostre commission, scellées de son grand scel en cire jaune à simple queue, datées du 27^e jour d'aoust derrier passé, et signées par le roi, Messeigneurs les ducs de Bourbon, d'Alençon, de Nemours, le comte de Montpensier, le seigneur d'Albret, le marquis de Rothelin, mareschal de Bourgoigne; le sieur de Graville, amiral, et autres présens. *J. Berziau*. Par vertu desquelles lettres obtempérant à iceles. Le lendemain septieme du dit présent moys de septembre feismes as-

savoir à haulte voix, à son de trompe et cry publicque, par les carrefours accoustumés faire proclamation en la ville et cité de Bourdeaux, par les sergens ordinaires en la dite seneschaussée et par cédulés attachées es portes principales de la dite ville, à tous nobles et autres tenant noblement en fief et arrier-fief, et qui avoient accoustumé suivre le ban et arrier-ban de la dite seneschaussée, qu'ils eussent à eulx, rendre et présenter, montez, armez et pretz en habillemens de guerre, en leurs personnes, toutes excusations cessans, ainsi que autresfois et par la derrière debeu et monstre leur avoir esté enjoinct et ordonné, selon la déclaration de leurs fiefs par-devant nous au lundy douzième jour du dit mois de septembre, en ladite ville et cité de Bourdeaux, pour aller à la guerre servir le roi, notre seigneur, ou par lui ou autre son commi et député leur seroit enjoinct et commandé, sur peine d'estre déclarés rebelles et désobéissans au dit seigneur et dès-lors de confiscation de leurs dits fiefs et seigneuries, après lequel cry fait affin que nul n'en pust prétendre cause d'ignorance, icelui mesme jour envoyasmes les dits sergens ordinaires en la dite seneschaussée notifier et faire assavoir le dit ban et arrier-ban es lieux, villes et places de Libourne, Saint-Milion, Bourg, Blaye, Saint-Macaire, Castillon, Lesparre et autres lieux et juridictions de la dite seneschaussée. Avenant lequel douzième jour du dit mois de septembre, assistants le seigneur et baron de Duras et de Blanquefort, commis de par le roi nostre dit seigneur amesner et conduire le dit ban et arrier-ban, et appelés avecque nous maistres Jehan de Dozignac, licentié en lois, nostre lieutenant général en la dite seneschaussée, et François Pastureau, procureur en icelle seneschaussée, pour le dit seigneur, et lecture faite par le greffier de la Cour de la dite seneschaussée, tant des dites lettres patentes contenant nostre commission que missives, que autres lettres-patentes et missives du dit seigneur, adroissantes audit seigneur et baron de Duras et de Blanquefort, pour prendre et conduire le dit ban et aussi certains mémoires et instructions envoyées par le dit seigneur au dit seigneur de Duras, feismes audiencier et appeler par Pierre Basset, sergent royal ordinaire en la dite seneschaussée, tous les dits nobles et autres tenant noblement en fief et arrier-fief et qui avoient accoustumé servir le roi nostre dit seigneur au dit ban et arrier-ban par ordre, selon le rôle de leurs noms, surnoms, seigneuries et ordonnances à eulx faictes de leurs harnois et habillemens de guerre en la forme et maniere que s'ensuit :

Premierement, a été appelé le seigneur et baron de Lesparre, pour lequel fut fait réponse par Gaston de Lalande, écuyer, capitaine audit

NOTES.

lieu de Lesparre, qu'il estait en court au service du roi nostre dit seigneur.

Messire Gaston de Montferrant, chevalier, seigneur et baron dudit lieu, pour lequel fut aussi répondu par maistre Bertrand Trossil, son procureur soy-disant, qu'il avoit chargé de par le roi, nostre dit seigneur, de gens d'armes d'ordonnance aussi estoit allé pour le dit seigneur en Armignac, faire la monstre avenue du ban et arrier-ban dudit pays d'Armignac, ou les mesner et conduire à la guerre au service du dit seigneur.

Le vicomte de Fronsac, pour lequel a été fait réponse pour ledit maistre Bertrand Trossil, soy-disant son procureur, que la dite seigneurie de Fronsac appartenoit à M. le mareschal de Gye, qui estoit tousjours à la guerre, au service du dit seigneur.

Le soudic de Latrau s'est présenté offrant aller prest de deux archiers avec le dit seigneur de Duras.

Le seigneur de Puynormand, pour lequel il a été répondu par le dit maistre Bertrand Trossil que le dit seigneur mareschal de Gye estoit seigneur pour la moitié de la dite seigneurie, et pour l'autre moitié aucun ne s'est comparu, en défault de ce a esté la moitié du dit fief et seigneurie saisie et prinse en la main du dit seigneur et tous exploictz en ont esté deffendus.

La dame de Lalande s'est présentée et a offert bailler son fils prest et en habillement de homme d'armes et de quatre archiers.

Le seigneur de Lansac pour lequel a esté fait réponse, qu'il estoit tout notoire qu'il estoit à la guerre au service du dit seigneur.

Le seigneur de Lisle s'est présenté et a offert aller prest d'un homme d'armes avecque le dit seigneur de Duras.

Le seigneur d'Anglade aussi s'est présenté et a offert aller prest armé d'une lance fournie.

Le seigneur et vicomte d'Uza, duquel a esté donné deffault et son fief a esté saisi, sauf s'il venoit et se presentoit prest en homme d'armes le lendemain, huit heures du matin, par-devant nous en la dite ville de Bourdeaux, le dit deffault serait rabattu.

Jehannot de Laur, seigneur de Belhade, s'est aussi deffailly et son fief ou fiefs ont esté saisis, sauf s'il se rendoit et se trouvoit prest de deux lances fournyes, le dit lendemain, à huit heures au matin, par-devant nous, le dit deffault seroit rabattu.

Messire Loys de Castetja, chevalier, seigneur Dupuy et Georges de Castetja se sont deffaillyz et leurs fiefs ont esté saisis, sauf s'ils se ren-

doient en leurs personnes prestz, assavoir le dit messire Loys de Castetja, chevalier, en hommes d'armes, et le dit Georges de Castetja de deux archiers, le dit deffault seroit rabattu.

Le sieur de Tastes s'est présenté en archier.

Le sieur de Mauvoisin et Jehan de Grely aussi se sont presentez par le dit de Grely en ung archier.

Le sieur de Morian pareillement s'est présenté en ung archier.

Et le sieur de Bessan, mineur, a présenté ung archier.

Arnault de Gassies, chargé de ung hommes d'armes, s'est présenté disant qu'il estoit homme d'armes pour la garde de la dite ville de Bourdeaux, sous la charge du mairę d'icelle ville, aussi qu'il estoit trop et excessivement chargé d'un homme d'armes, toutefois offroit faire selon la charge et déclaration de son fief.

Le seigneur de Francs s'est présenté en deux archiers pour Pothon de Francs, son fils aîné, parce que le dit sieur de Francs est sexagenaire.

Le seigneur Dupuchs s'est présenté en ung archier.

Le seigneur de Genissac pour lequel a esté répondu par Étienne Pichault, son serviteur, que le dit sieur Genissac estoit en court au service du roy, nostre dit seigneur.

Arnault de Lamothe et les enfants de Sabignac et de Lescours se sont presentez en deux archiers.

Jehan de Coquron et Bertrand de Mandoufre, sexagenaires, ont présenté ung archier.

Les sieurs Desaugiers des Gombaulx se sont presentez par le dit Desaugiers en ung archier.

Les sieurs Desconges et de Lamothe de Bourg se sont presentez pour ung archier.

Aymer y de Montferrand, seigneur de Belgarde; Jehan de Ségur, seigneur de Forains; Blanque de Cervat, vefve de feu Pierre Francon, et Arnault Dailhan, ont présenté le fils du dit sieur de Forains, en ung archiers, parce que le dit sieur de Forains est sexagenaire.

Le seigneur de Cytran aussi s'est présenté en ung archier.

Lancelot de Noailles, Brunet de Bedat et Peyrot de Saint-Cryc se sont presentez, offrant bailler un archier, ainsi qu'ilz estoient tenuz de faire, parce que ledit de Noailles dit estre de l'ordonnance du roy, soubz la charge de M. de Monferrant.

Jehannot de Lamothe, sieur de Cambes, Jean Gombault, sieur de Lescarderie et Pierre de Ceyrac, se sont presentez et offert bailler ung

NOTES.

archier suffisant, parce que ledit sieur de Cambes doit estre de l'ordonnance du roy nostredit seigneur, soubz la charge dudit seigneur de Montferrant.

Thibaut, sieur de Buibs, chargé de deux archiers, s'est deffailly, et son fief a été prins et saisi en la main dudit seigneur, et tous exploits en ont esté deffenduz.

Jehan Brun du Boisset, sieur de Moliguon et Aymery de Lilhan, sieur de Balac, se sont presentez par ledit de Lilhan en ung archier, parce que ledit Jehan Brun a dit estre de la garde de Blaie.

Jehan Gambe, sieur de Jussac, Bertrand de Garris et Aymery de Treflay se sont presentez, et ont offert bailler ung archier, parce qu'ils sont de la garde de Blaie.

Le sieur du Grant Linas, s'est présenté, et pour ce qu'il est homme d'église, a offert bailler ung archier, bon et souffisant, habillé et monté.

Les sieurs de Carcanieux et de Carnet, chargés d'ung archier, se sont deffaillez, et leurs fiefs ont esté saisis, et tous exploits en ont été deffendus.

Bertholomé Diuzaide, sieur Daguilhe, s'est présenté en ung archier.

Jehan Duraux et Gaucem de Mathas se sont présentés, et comme sexagenaires ont offert bailler un archier souffisant, bien monté et habillé.

Les héritiers de feu Gauvin Berthet se sont présentés en ung archier, parce qu'ilz ont dit estre de la garde de ladite ville de Blaie.

Pierre Estev, dit de Bordeaux, sieur de Langon, et Guillem de Moichat ont présenté ung archier, parce que ledit Esteve a dit estre sexagenaire, et ledit Guillem de Moichat a dit estre de l'ordonnance dudit seigneur soubz nostre charge.

Thomas de Blaignan, sieur de Lanessan, et Jehan de Belcoiran, chargés d'un archier, se sont presentez et ont offert bailler ledit archier bon et bien armé et monté, parce que ledit de Lanessan est sexagenaire, et ledit de Belcoiran a dit estre tenu de maladie.

Les seigneurs de Gassac et de Lamothe de Margaulx, chargés avec le sieur de Liuran de deux archiers, se sont presentez et ont offert bailler lesdits deux archiers, parce que ledit sieur de Gassac a dit estre homme d'armes soubz la charge du maire de Bourdeaux, pour la garde de ladite ville, et le sieur de Lamothe de Margaulx est mineur, deffault a esté donné audit sieur de Liuran et son fief prins et saisi et lui en a esté deffendu tous exploit.

Maistre Pierre Raier, Penot Achart et Glaude Hugnon se sont presentez et offert se comparoir l'un deulx en personne en archier.

Maistres Jehan Georges et Jehan de Martin se sont presentez par le-
dit Georges, lequel a offert bailler ung bon archier bien monté et armé,
parce qu'il est homme de pratique, et ledit de Martin est pauvre et
sexagenaire.

La dame de Saint-Genés et le sieur de Saint-Aubin se sont pre-
sentez par ledit sieur de Saint-Aubin, lequel a offert bailler ung bon
archier, bien monté et armé.

Laurens Daussyguy, Gaillard de Virreleys, Guillem Croux, Micheau
Despechieres, Jehan Eyrault, Alias le Breton, se sont presentez et offert
de l'un d'eulx se rendre prest comme ung archier.

Gaillard de Fronsac, seigneur Duchs, et Jehan de Tardes se sont pre-
sentez et offert bailler ung bon archier, bien monté et armé, parce que
ledit sieur Duchs est minedr, et ledit de Tardes a dit estre homme d'ar-
mes souhz la charge du maire de Bourdeaux, pour la garde d'icelle ville.

Le sieur de Lamothe Saint-Andras s'est présenté, et parce qu'il est
sexagenaire a présenté son fils aîné et a offert de bailler prest, armé
et monté comme un archier.

Medard de Caupenne, sieur de Cantemerle, qui est sexagenaire, s'est
présenté et offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Gaillard d'Arriguemalle, sieur de Loirac, et Pierre du Toilh, chargés
d'un archier, avecque Jehan Micqueau, se sont présentés et offert de se
rendre, l'un d'eulx prest, monté et armé comme ung archier, et def-
fault a esté donné dudit Jehan Micqueau et de tous autres qui auroient
et seroient detenteurs, son fief noble, lequel a esté saisi en la main du-
dit seigneur, et à l'encontre d'eulx a esté octroyé compulsoire auxdits
Gaillard d'Artiguemalle, Pierre de Baliron et Pierre du Toilh.

Mondot Achard aussi s'est présenté, et parce qu'il a dit, moiennant
serment, estre sexagenaire, a offert bailler ung bon archier, bien monté
et armé.

Jehan de Lavie, pour lequel a esté fait reponse par Arnaud de Les-
calle son affin, que ledit de Lavie estoit allé de par la ville de Bourdeaux
en Court devers le roy nostre dit seigneur.

Pierre de Rostaing s'est présenté, qui a dit et affirmé par serment
estre sexagenaire, et offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Amaniou de Fargues, Pierre de Mathas et Vidault Can et se sont pre-
sentez et pour eulx ont offert bailler Simon de Fargues fils, aîné dudit
Amaniou de Fargues, bien monté et armé pour un archier.

Arnault Guillem de Lacorniere, Jehan Pierre et Guillem Faure se sont
presentez, parce que ledit de Lacorniere est sexagenaire, et lesdits

NOTES.

Faures sont mineurs, ont offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Baudinot Constantin et Guillem Centot se sont presentez par ledit Centot, lequel parce qu'il n'est habille à monter à cheval, et que ledit Constantin estoit allé de par ladite ville en Court devers le roy nostredit seigneur, a offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Jehan de Donissan le jeune, et Jehan Darsins se sont deffailliz, et leurs fiefs ont esté prins et saisis en la main du roy nostredit seigneur et en ont été deffenduz tous exploictz.

Pierre de Saint-Cryc, la dame du Berger, et le sieur de Lamothe de Parempure se sont presentez et offert d'eulx rendre l'un d'eulx en personne en l'état d'un bon archier.

Les doyen, chanoyne et chapitre de l'église métropolitaine de Bordeaux, seigneurs de Verteuilh, se sont presentez et ont offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Martin Vacquey, sexenaire, s'est présenté et a offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Étienne Macanan, pour lequel a esté répondu par Guillotin Macanan son frère; qu'il estoit allé en Court devers le roy nostre dit seigneur de par ladite ville de Bourdeaux.

Guillotin Macanan, chargé d'un archier avec ledit Étienne Macanan son frère, s'est présenté et a offert bailler ledit archier, bien monté et armé.

Le sieur de Liurac s'est deffailly, et son fief a esté prins et saisi en la main dudit seigneur, et tous exploictz en ont esté deffendus.

Artus Olivier, pour lequel a esté faicte reponse par Arnault Gassies que ledit Olivier estoit au service du roy nostredit seigneur à la guerre en Bretagne.

Le sieur Dugua et Thomas Fellet se sont presentez, et parce qu'ils disent estre à l'ordonnance du roy nostredit seigneur soubz la charge du seigneur de Monferrant, ont offert bailler ung bon archier, bien monté et armé.

Guillem Joubert, sieur de Barrault, et Jehan de Pis, sexenaires, se sont présentez, et ont offert bailler un bon archier, bien monté et armé.

Et tous les autres nobles et tenans noblement en fief et arrier-fief et qui ont accoustumé suyvre le ban et arriere-ban, se sont deffaillis, et leursdits fiefs, terres et seigneuries ont esté prinses et saisies en la main dudit seigneur. Et a esté ordonné que pour iceulx regir et gouverner

sous ladite main, seront députez commissaires suffisans pour en rendre compte et reliqua, et à tous aultres en ont été deffendus tous exploicts, sauf que si lesdits deffailans viennent et se rendent en personnes en armes et habillemens de guerre, selon leurs charges et déclarations de leursdits fiefs, demain à huit heures du matin, pardevant nous, seront receus. Après lesquels deffaulx, saisines, inhibicions et deffenses, par ledit seigneur de Duras a esté dit et déclaré n'entendre recevoir pour conduire et mesner lesdits nobles qui sont ez ordonnances soubz nostre charge et dudit seigneur de Monferrant et aultres, que en leurs personnes, en ensuyvant la teneur de ses lettres de commission; ce que ledit procureur du roy aussi a requis : à quoy par nous a esté respond, que si lesdits nobles qui sont esdites ordonnances alloient en leurs personnes audit ban et arriere-ban, le roy cuidant avoir ses ordonnances pour soy en servir desceu de son intention, aussi quand lesdits nobles qui sont esdites ordonnances envoyeroient hommes bien montez et armez par eulz audit ban et arriere-ban, serviroient le roy nostredit seigneur en deux manieres et deux lieux; pourquoy avons esté d'avis et opinion que les gens desdites ordonnances soubz nostre charge et des aultres demeureroient à leursdites ordonnances, jusques à ce que le roy en ait sur ce ce fait déclaration; et pour en savoir à la vérité l'intention et vouloir dudit seigneur, avons prins charge de lui en escrire; dont ledit seigneur de Duras en a requis acte pour sa décharge. Et le lendemain treiziesme jour dudit mois de septembre, environ neuf heures au matin, nous Jehan de Dozignac, lieutenant général en ladite seneschaucée de Guienne, pour le roy nostredit seigneur, nous sommes transportez au lieu accoustumé, faire la monstre et revue desdits nobles et aultres subjectz audit ban et arriere-ban, auquel lieu ne se sont comparuz fors seulement les dessus déclarés comparans; et en oultre, à la requeste dudit procureur du roy nostre seigneur, avons donné deffault de tous aultres nobles tenans noblement, et qui ont accoustumé suyvir ledit ban et arriere-ban, et prins et saisi leursdits fiefs, terres et seigneuries en la main dudit seigneur et prohibé et deffendu tous exploicts en iceulx fiefs, terres et seigneuries, sur peines de confiscation d'iceulx, et de cent marcs d'argent audit seigneur à appliquer; et du consentement dudit seigneur de Duras, avons assigné auxdits nobles comparans d'eulz rendre pretz, montez et armez, selon leurs charges dessus declarées, lundy prochain dix-neuviesme de ce present mois de septembre, au lieu de Guistres, en ladite seneschaucée de Guienne, par devant ledit seigneur de Duras, pour aller où par lui seront conduictz; et mesme à la guerre au service du roy nostre-

NOTES.

dit seigneur, sur peine aussi de confiscation des à présent de leursdits fiefs, terres et seigneuries; et en deffault de ce, des à présent, de saisine et main mise dudit seigneur d'iceulx fiefs, terres et seigneuries; et toutes ces choses dessusdites certifions estre vrayes, et par nous aussi avoir esté faites. Et en tesmoing de ce, avons fait signer ces lui nostre procez verbal au greffier de la Court de ladite seneschaucée de Guienne, et sceller du scel d'icelle les jour et an dessus dit.

*Par commandement de mondit seigneur le Grand-Sénéchal
de Guienne,*

Signé GUERIN, greffier, avec paraphe.

NOTE VIII, page 143.

TABLEAU DES RÉDUCTIONS QUE LA LIVRE DE CHARLEMAGNE A SOUFFERTES
JUSQU'A NOS JOURS.

La livre de Charlemagne équivalait à la livre romaine et pesait douze onces (environ 308 grammes). En 1103, on y mêla un tiers de cuivre, et dix ans après, la moitié; sous Philippe le Bel, deux tiers; sous Philippe de Valois, les trois-quarts.

Sous Charlemagne et ses successeurs, de 768 à

1113, la livre valait	66 liv.	08 s.	00 den.
— Louis VI et Louis VII, 1113-1138.	18	13	06
— Philippe-Auguste.	19	18	00
— Saint Louis et Philippe le Hardi	18	04	11
— Philippe le Bel, 1285-1314.	17	19	00
— Louis le Hutin, Philippe le Long, 1314-1322	18	08	10
— Charles le Bel, 1322-1328.	17	03	07
— Philippe de Valois, 1328-1350.	14	11	10
— Le roi Jean, 1350-1364.	9	19	06
— Charles V, 1364-1380.	9	09	08
— Charles VI, 1380-1422	7	02	03
— Charles VII, 1422-1461.	5	13	09
— Louis XI, 1461-1483	4	19	07
— Charles VIII, 1483-1498	4	10	07
— Louis XII, 1498-1516.	3	19	08
— François I ^{er} , 1516-1547.	3	11	02
— Henry II et François II, 1547-1560.	3	06	04 1/5
— Charles IX, 1560-1574.	2	18	07

Sous Henry III, 1574-1589.	2 liv. 12 s. 11 den.
— Henry IV, 1589-1610.	2 08 00
— Louis XIII, 1610-1643	4 15 03
— Louis XIV, 1643-1716	4 04 11
— Louis XV, 1715-1774, la livre valait. . .	0 08 00
— Louis XVI.	4 00 00

NOTES.

Aujourd'hui, on ne parle plus de *livre*; elle est

remplacée par le franc. 4 00 03

Sous Hugues Capet, les seigneurs avaient le droit de mettre en circulation de nouvelles espèces; mais elles n'avaient cours que dans leurs seigneuries, tandis que la monnaie du roi était reçue partout le royaume, on en comptait plus de 150 espèces différentes. Louis le *Débonnaire* rendit des ordonnances contre les faux monnoyeurs; saint Louis fit fabriquer l'*écu d'or*, le *lion*, les *royaux*, les *reines*, le *denier de l'aignel*, nommé aussi *monton d'or*; il y en eut aussi en argent. La monnaie de billon consistait en *deniers tournois* et *deniers parisis*, qui valaient le tiers du *liard* ou *hardit*. La *maille* ou *obole* était la moitié du *denier*, et la *pile*, monnaie du *Poitou*, était la moitié de la *maille*. De là, sont venus les dictons français, *n'avoir pas une obole*, *n'avoir ni sou ni maille*, *n'avoir pas la pile*.

Philippe le Bel fit émettre de nouvelles monnaies, le *gros* et le *petit royal*, la *masse*, la *reine*, l'*agnelot en or*, dont l'empreinte était un agneau, avec la devise : *AGNUS DEI QUI TOLLIS*, ETC., le *gros tournois en argent*, et des espèces de billons semblables à celles qu'on avait mises en circulation sous saint Louis. On voyait encore, dans ce temps, les *bourgeois* doubles et simples. Sous Charles le Bel, on vit paraître des *deniers d'or à la chaise*, des *mantelets d'or*, des *sterlings doubles couronnés*, ou *doubles mitrés*.— Sous Philippe de Valois, des *pavillons*, des *florins-George*, des *anges d'or* ou *angelots*, plus tard appelés *anglots*; des *gros* et des *demi-gros* d'argent. Sous le roi Jean, des *deniers d'or* aux fleurs de lys, ou *florins d'or*, des *francs à cheval d'or*, et d'un plus petit module. — Sous Charles V, des *francs à pied* et des *gros tournois* d'argent.— Sous Charles VI, les *écus heaume*, à la couronne, les *saluts*, les *demi-saluts* d'or, des *gros* ou *heures*, des *demi-tournois* ou *niquets*. Le *liard*, fabriqué en 1430 par Guignes Liard, de Crémieu, en Viennois, n'eut de cours, d'abord, qu'en Dauphiné: Louis XI en autorisa le cours dans tout le royaume. Charles VII fit battre beaucoup de monnaie de billon; il n'y eut de nouveau que le *grand-blanc*. Sous Louis XI, on vit émettre les *écus d'or au soleil*, du poids de 2 den. 15 gr.; sous Henry III, la valeur

NOTES.

en fut fixée à 65 sols ; sous Henry IV, à 72 et 70 sols ; sous Louis XIII. à 3 liv. 15 s., 4 liv. 3 s. 6 den., 4 liv. 44 s. et 5 liv. 4 s. ; sous Louis XIV, jusqu'à 5 liv. 49 s. En 1693, on retrancha cette monnaie du commerce. Le *louis d'or*, du poids de 6 den. et 9 gr., valant 24 liv., les *écus d'or au soleil* vaudraient 9 liv. 47 s. 6 den. 30/54 de denier. Louis XI émit, en billon, des *blancs au soleil* et des *deniers bordelais*, ayant cours en Guienne ; on avait aussi, sous lui, des *marabotins* ou *marbotins* d'or venus d'Espagne, le *besan* d'or et le *chipotin* de billon, ainsi que la *pimprenelle*, qui est peu connue.

Le *franc bordelais* était inférieur, d'un quart, à la *livre de Tours*, et valait, par conséquent, 15 sols tournois. On sait que les *tournois* se fabriquaient à Tours, et les *parisis* à Paris. Les *parisis* étaient plus fort, d'un quart, que le *tournois*. Louis XIV réforma les *parisis*, et, depuis lors, on n'avait que la *monnaie tournoise*.

On avait encore en circulation, en Guienne, surtout dans le Béarn et le Bazadais, le *sou morlan*, monnaie fabriquée au *château de Fourques*, près de *Morlaas*, résidence des vicomtes de Béarn. (Voir le 1^{er} vol., p. 347).

La monnaie morlanne valait trois fois la monnaie tournoise. On faisait entrer un tiers d'alliage dans la livre tournoise, qui était le poids de 12 onces d'argent, et contenant par conséquent 8 onces d'argent pur, ce qui vaudrait aujourd'hui, à peu près 54 fr. 39 cent. Ainsi 60 sous morlans valaient intrinsèquement environ 485 fr. 50 c. de nos jours. (Pour d'autres détails, sur les monnaies anciennes, voir vol. 1^{er}, p. 309 et suite, 338, 416 et 564).

NOTE IX, page 453.

SERMENT PRONONCÉ A SAINT-ANDRÉ PAR FRANÇOIS I^{er}, EN 1526.

» Je, François, etc., etc., jure que je seray bon prince et droieturier
» seigneur, et feray bonne justice à tous à chascun des Estats de cette
» province de Guienne, tant au pauvre qu'au riche, et les garderay
» et les deffendray de tort et de force, de moi-même et de tous les au-
» tres à mon loyal pouvoir.

» Item, je leur garderay et entretiendray leurs privilèges, franchises,
» libertés, coustumes, observations, stabilliments, stiles et usances.
» Ainsi Dieu me soit en aide et les Saints-Évangiles.

NOTE X, page 185,

NOTES.

RELATIVEMENT A L'ENTRÉE DE MONTMORENCY A BORDEAUX, EN 1548.

Les Bordelais ouvrirent leurs portes à Montmorency en 1548 ; il n'y eut pas de leur part la moindre résistance ; c'est un fait historique incontestable. Cependant il paraît que ce connétable avait voulu faire adopter par la postérité, comme véritable, la fausse opinion qu'il avait vaincu les Bordelais et pénétré dans leur ville, malgré eux et par la brèche, car il fit frapper une médaille pour perpétuer le souvenir de sa prétendue victoire : on la trouve gravée et décrite dans le livre de Luckius, intitulé : *Sylloge numismatum elegantiorum quæ diversi principes, comites et republicæ, fecerunt ab anno 1500, ad annum 1600*. En tête de cette pièce on lit l'indication suivante : « Nummos Aimæ Monmorancie militiæ gallicæ præfecti, imaginem symbolum referens, cusus post devictos Aquitanos et Burdigalenses 1548. » Sur un côté de cette médaille, on voit la tête et le nom de Montmorency ; le revers représente une femme debout sur des ruines, tenant un globe de la main gauche, et élevant d'un air menaçant la droite, dont l'index présente un anneau. Au fond coule une rivière devant des forts ou ville fortifiée, et sur la rive opposée, on aperçoit un village, probablement le fort qui se trouvait à la Bastide. La légende de cette médaille mensongère porte : *Fidem aeter. prest.*

NOTE XI, page 230,

SUR QUELQUES DIFFÉRENCES DANS LES DATES RELATIVES A L'ARRIVÉE DE CHARLES IX
A BORDEAUX.

Charles IX fit son entrée à Bordeaux le 9 avril 1565, avant Pâques ; cependant le registre du Parlement dit que ce fut en 1564. La contradiction n'est qu'apparente.

A cette époque, on commençait l'année à Pâques ; cette fête était tombée cette année (1565) le 22 avril. Le 9 avril appartenait par conséquent à l'année précédente (1564), puisque 1565 ne commença que le 22. Après de longues discussions entre les savants et dans les conciles de Constance, de Bâle et dans le 5^e de Latran, sur la nécessité de la réformation du calendrier, l'affaire fut renvoyée à Grégoire XIII, qui, après avoir consulté Aloïsio Lilio, célèbre mathématicien de Rome, et plusieurs autres savants de l'Europe, publia sa bulle du 24 février 1582 pour la réforme du calendrier Julien ; et le 2 novembre de la même année, un mandement fut adressé aux prévôts de villes de faire recevoir

NOTES.

cette importante réforme. En voici la raison : Depuis longtemps on s'était aperçu que le calendrier Julien, alors en usage dans le monde chrétien, était défectueux ; d'après lui, l'année se composait de 365 jours et un quart, ce qui la faisait trop longue de onze minutes huit ou dix secondes. Cette erreur avait amené, en 12 siècles et demi, une variation de dix jours qui causait une fâcheuse confusion dans le cycle des fêtes qui se règlent sur celle de Pâques. Grégoire XIII consulta Lilio, Christophe Clavius et une de nos illustrations scientifiques de Bordeaux, François de Foix-Candale, sur la manière dont il fallait agir pour arriver à la réforme du calendrier Julien. On lui conseilla de retrancher dix jours de l'année 1582 ; l'équinoxe du printemps, sur laquelle se réglait la Pâque, fut alors fixée au 24 mars, où elle se trouvait au temps du concile de Nicée, et par la suppression de trois bissextiles sur quatre siècles, on réduisit la différence entre l'année civile et l'année réelle ou astronomique à moins d'un jour sur quatre mille ans. Cette utile et savante réforme s'appelle le *Calendrier Grégorien*. Elle fut d'abord repoussée par les protestants, parce qu'elle émanait du pape, « comme s'il » était permis, dit Bossuet, à aucun homme raisonnable de ne pas recevoir la raison de quelque part qu'elle vienne. » Les Anglais l'adoptèrent en 1752, et leur exemple a été successivement suivi par les nations protestantes ; les Russes seuls aiment encore mieux être brouillés avec le ciel que d'être d'accord avec Rome et le pape. On employa, longtemps après la réforme, les mots *vieux style* pour ceux qui suivaient le *Calendrier Julien*, et *nouveau style* pour ceux qui se conformeraient au *Calendrier Grégorien*. Mais ce que nous tenons à faire remarquer à cette occasion, c'est que la cour de Rome consulta notre illustre compatriote, François de Candale, savant Bordelais, qui acquit une réputation européenne par ses ouvrages scientifiques, et qui, le premier peut-être, mesura la hauteur des Pyrénées.

Jusqu'à la réforme grégorienne, les notaires de Bordeaux, dans leurs actes, commençaient l'année le jour de l'Annonciation (25 mars). Ces observations sont utiles pour la vérification des dates des actes du Parlement et des actes notariés dans ce temps. On peut voir sur ce sujet ce que dit Godefroy. (*Cérémonial français*, t. I et II.)

NOTE XII, page 235.

DISCOURS DU CHANCELIER L'HOSPITAL, ADRESSÉ AU PARLEMENT DE BORDEAUX, EN PRÉSENCE DU ROI, EN 1565.

Le roy est venu en ce pays, non pas pour voir le monde, comme

aucuns disent , mais faire comme un bon père de famille , pour sçavoir comme l'on vit chez soy , et s'informer avec ses serviteurs comme tout se porte. Il s'est enquis de son peuple et de sa iustice; ce ne sont pas contes ce que ie vous dis ; ie vous dirai ce qui sera profitable. Il a trouvé beaucoup de fautes en ce parlement, lequel, comme estant fraichement et dernièrement institué (car il y a cent et deux ans), vous avez moindre excuse de vous departir et avoir oublié sitost les anciennes ordonnances, ce qui serait excusable aux autres parlements qui sont venus en leur vieillesse, et toutes fois vous estes aussi debauchez ou plus que les vieux, par aventure pis. Il y a ici beaucoup de gens de bien, desquels les opinions ne sont suivies; elles ne se pesent point, mais se comptent. L'ay ouy parler de beaucoup de meurtres, pilleries et forces publiques commises en ce ressort. L'ay receu beaucoup de plaintes de vos dissensions qui sont entre vous. Voicy une maison mal reglee, c'est vous autres qui en devez rendre compte.

La premiere faute, c'est la desobeissance que vous portez à vostre roy; car encore que ses ordonnances vous soient presentees, vous les gardez s'il vous plaist, et si vous avez des remontrances à luy faire, faites les y au plus tost, et il vous oira. Vous luy ostez sa puissance royale quand vous ne voulez obeyr à ses ordonnances royales, qui est pis que de luy oster son domaine. Je suis adverti que l'ordonnance faite à la requeste des estats n'est point encore publiee ceans. Je suis pareillement adverti que l'ordonnance de la iustice n'est pas aussi publiee. L'ai aussy memoire de quelques autres, desquelles ie ne parleray, pour n'estre si long. Je pense que vous croyez estre plus sages que le roy, mais vostre prudence est limitee pour iuger les procez; ne vous estimez pas plus sages que le roy, la reyne et son conseil. Il a acquis la paix, et à présent il a la guerre entre lui et sa cour de parlement.... Horace fait une comparaison qu'il faut manier un cheval doucement, et qu'il ne le faut point apprendre à ruer, car, quand on le frappe, il rue par trop. Aussi vous autres ne faites point que le roy rue contre vous. Je sçay bien qu'il y en a d'entre vous qui disent : Ce n'est pas le roy qui fait cela; et parlent assez librement de moy et d'autres. Et encore qu'il soit defendu de reveler les secrets, si ce n'est pas pourtant trop mal fait de rapporter cela : Vous meprisez la reine et le conseil du roy. Je vois que vous estimez tant vos arrests que vous les mettez par-dessus les ordonnances, lesquelles, aprez que vous les avez reques, vous les interpretez comme il vous plaist; ce n'est pas à vous d'interpreter l'ordonnance, c'est au roy seul, mesme les ordonnances qui concernent le bien public.

NOTES.

Voilà ce que je vous dis pour le peu d'obeyssance que vous rendez à vostre roy; et le mal vient que vous estes partages entre vous en diverses factions. J'ai veu vos registres, et trouvé que quelques fois vous venez aux injures et presque à vous battre; ie garde aussi que vous ne taschez pas à garder votre autorité, que vous devez garder pour estre reverez et non point craints; vous menacez les gens de vos jugements, et c'est un mal commun en tous estats. Il y a des gouverneurs qui se font craindre avec des archers, d'autres qui menassent de tuer les juges et de leur faire faire leurs procez s'ils ne font ce qu'ils veulent. Il y en a de la cour, lesquels quand ils ont des procez, usent de grandes forces; il y en a aussi qui sont grandement scandalisez de faire des mariages par force, et quand on sait quelque heritiere, quant et quant, c'est pour monsieur le conseiller, on passe outre nonobstant les inhibitions. Je ne nommeray pas ceux qui en sont chargez à present, mais si vous voulez communiquer avec moy, ie vous les nommeray. Il y en a aussi d'entre vous, lesquels, pendant les troubles, se sont faits capitaines, les autres commissaires des vivres; ce sont gens qui ne sçavent faire leurs estats et se mettent à faire ceux des autres. Je vois aussy que de plusieurs forces et meurtres qui se commettent en ce ressort, il y en a quant et quant qui les veulent excuser, disant c'estoit un méchant homme; or, il n'appartient à aucun de tuer, encore qu'il tue un mechant, mais il en faut laisser faire à la iustice.

..... Je crains qu'il n'y ait ceans de l'avarice, car on dit qu'il y en a qui prennent pour faire bailler des audiences et autrement; par quoy ayez les mains nettes. Mais l'on dit que l'on prend bien des gros presents à la cour, et que les gros larons sont *in aula*. Il n'est pas bien fait de prendre, là ni icy; nous nous en devons tous garder, et ceux qui sont auprès du roy et ceux qui sont icy. L'on voit un petit larron puny, celui qui n'a fait qu'un meurtre pendu, et à celui qui en a fait plusieurs en assemblees et congregations illicites, il est pardonné, voire il est estimé avoir bien fait. Prenez exemple à vostre roy, lui a-t-on ouï dire iamais, ie ferai mourir cettui-ci, ie ferai pendre cettui-là sans qu'il l'eust merité? Dieu lui fasse la grace que lui qui est ieune, puisse subvenir à toutes ces fautes. Nous sommes depravez, nous ne craignons plus, voire l'on craint plus les gouverneurs que le roy. Il n'est pas un seigneur de ce ressort qui n'ait son chancelier en cette cour, contre les ordonnances du roy. Vous faites des procez de commissaires tels que vous voulez: vous vous en estiez pendant un temps abstenus; mais aprez vous les repristes de plus grand appetit qu'auparavant, qui est la cause que vous n'avez pas

voulu recevoir les ordonnances de la iustice, et si au bout de l'an vous n'en estes gueres plus riches. Il y a une autre chose que l'on m'a dit, qu'il y en a de ceans qui baillent leur argent à interest aux marchands, et ceux-là devroient laisser leurs robbes et se faire marchands; par aventure ils feroient mieux, car aujourd'hui il n'y a chose qui gaste tant la marchandise que la trop grande communication de gens de robbe longue; car des lors qu'un marchand a de quoy, il faut qu'il fasse son fils avocat ou conseiller; d'ambition vous en estes garnis : soyez ambitieux de la grace du roy et non des autres.

L'on dit que ceux de Thoulouse sont trop graves, ceux de Bordeaux trop familiers, et encore qu'il y ait vice en l'un et en l'autre, toutefois ie lonerois plustot la trop grande gravité de ceux de Thoulouse que la trop grande familiarité de ceux de Bordeaux..... Gardez ce que vous-dit votre iurisculte d'avoir *faciles aditus*; mais gardez vous d'admettre les parties et les autres de vostre ressort à familiarité trop grande, et n'en usez point comme vous en avez mauvais bruit.

Vous estes aussi timides et craintifs, et m'estant informez pourquoy telles choses, et telles n'estoient faites, l'on m'a respondu, non pas un d'entre vous, mais cinq ou six : Nous n'oserions le faire. Et qui est ce qui vous puisse faire force dont le roy ne vous puisse garder? Pourquoy craint on les lieutenants du roy et les seigneurs forts du royaume? Le roy leur baille leur garde pour n'en abuser; et, à vous dire, cette façon de garder est une mauvaise chose et commencement de tyrannie.

L'on a veu cy devant aller un simple sergent avec sa gaule blanche par tout le ressort, et à present ce ne sont que forces. Je croy que les dits lieutenants n'abusent pas de leurs gardes. Mais vous qui vous excusez sur cela, le devez vous dire? Vous n'avez plus d'excuses sur cela : aussi n'entreprenez pas sur eux. J'ay vu vos registres, et trouve que tantost vient un advocat d'un costé et tantost un iurat d'autre costé; c'est leur charge de se mesler de la police et non point des affaires d'Estat.

Il y en a aussi ceans qui sont joueurs, et qui ne servent d'un demy an, aucunes foy d'un an, et toutes fois signent leurs *debentur*, et certifient avoir servy. Un conseiller de Paris ayant assuré d'avoir servy trois iours qu'il n'avoit pas servy, a esté cy devant condamné à de grosses amendes et suspendu de son estat.

NOTE XIII, page 268.

QUITTANCES DES SOMMES QUE GASPARD DE COLIGNY AVAIT REÇUES DE L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE (15 MARS 1562).

(Extrait des archives de l'échiquier : *Press Saint-John, marked K, shelf, 3, n° 1.*)

État des espèces d'or et d'argent fournies à M. l'amiral, par Monsieur Trookmarton, au nom de la reine d'Angleterre :

493 Carnes souveraines (1).	48 Carnes et demye souveraines.
4 Portugaises.	5 Carnes impériales.
460 Quarnes et demye de souveraines.	56 Carnes et demye escus d'Angleterre.
79 Carnes et demye escus d'Angleterre.	88 Carnes pistolets.
4 Nobles Roys.	14 Carnes et 3 Nobles Roys.
800 Quarnes souveraines.	4 Carnes et un double ducat.
306 Carnes, ung escu et demy sol de Flandre et six de Portugal.	11 Carnes et 3 croisades.
498 Carnes et demye souveraines.	4 Carnes et 3 Angelets.
56 Doubles souveraines.	19 Carnes et ung escu sol de Flandre.
48 Souveraines.	26 Carnes escus d'Angleterre.
430 Carnes et demye escus sols.	40 Réales d'argent.
10 Doubles Henry de France.	1 Jocondale.
103 Carnes et demye souveraines.	1 Pistolet.
400 Carnes souveraines.	13 Chilings et demy.
189 Carnes escus d'Angleterre.	497 Carnes et demye de souveraines, 9 anges.
56 Escus de Flandre.	570 Carnes et 3 réales doubles.
113 Carnes et ung Angelet.	780 Quarnes et 3 réales doubles.
13 Doubles souveraines.	2,377 Carnes réales simples.
1 Souveraine en 4 pièces.	229 Quarnes réales quadruples.
1 Noble Henry.	6 Carnes réales octaves.
3 Escus de Flandre.	76 Carnes et demye réales.
..... et un escu.	17 Jocondales.
1 Demy Philippe et demy escu d'Angleterre.	1 Impériale d'argent.
	92 Jocondales.

(1) Il existe ici une erreur de copiste. Il n'y a jamais eu en Angleterre une monnaie du nom de *carne* ou *quarne*. On rencontre souvent le mot *cr^{ns}*, abréviation de *crown* couronnes ou cus anglais. La *crown* (écu) était ainsi appelée, parce que sur le revers il y avait simplement une couronne, ou *crown* en anglais, (*cr^{ns}* par abréviation). La *cr^{ns} souveraine* portait la tête diadémée des souverains. Au lieu de *carnes*, il faut lire *cr^{ns}*, c'est-à-dire couronnes ou écus.

2 Impériaies.
 2 Carolus d'argent.
 300 Carnes et réales octaves.
 500 Carnes de souveraines.
 260 Carnes et trois réales doubles.
 202 Carnes et une réale quadruple.
 578 Carnes réales doubles.
 44 Carnes et une réale octave.
 18 Carnes et demye jocondales et un carolus.
 2,004 Carnes et demye réales simples.
 421 Carnes réales quadruples.
 31 Carnes et une réale octave.
 5 Quarnes et demye de jocondales.
 87 Carnes et trois demyes réales.
 541 Carnes et une réale quadruple.
 4 Pièces de deux sols, six deniers.
 800 Carnes et trois réales simples.
 33 Réales octaves.
 111 Carnes et trois réales quadruples.
 174 Carnes réales doubles.
 48 Carnes et trois demyes réales.
 404 Carnes et réales simples.
 1,080 Carnes et une réale double.
 924 Carnes et trois réales quadruples.
 12 Testous et demy.
 3 Pièces d'Alemagne et 2 sols 6 deniers.
 1,116 Carnes et une réale simple et demye.
 300 Carnes et une réale quadruple.
 160 Quarnes et trois réales.

2 Demyes
 300 Carnes réales doubles.
 16 Carnes et trois réales octaves.
 22 Carnes et trois jocondales.
 80 Carnes demyes réales.
 17 Jocondales.
 20 Carnes et demyes réales octaves.
 368 Carnes et trois demyes réales.
 31 Carnes et demye de demys escus d'Angleterre.
 207 Carnes escus d'Angleterre.
 208 Carnes et demye escus pistolets.
 768 Carnes souveraines.
 512 Carnes et demye angelets.
 4 Nobles Roys.
 409 Carnes souveraines.
 73 Carnes et trois escus d'Angleterre.
 175 Carnes souveraines.
 76 Carnes et demye escus de Flandre.
 318 Quarnes et demye réales quadruples.
 231 Quarnes réales simples.
 300 Carnes doubles réales.
 292 Carnes et une réale double.
 1,046 Carnes et trois réales simples.
 770 Souveraines.
 2,400 Réales simples.
 4,932 Chilings.
 5,683 Chilings et ung Roy.
 56,212 Réales et
 45,400
 15,138 Souveraines.

NOTES.

Nous, Gaspar de Coulligny, baron du dit lieu, seigneur de Chastillon-sur-Loing, chevalier de l'ordre du Roy, amiral de France, confessons avoir eu receu comptant de M. de Trookmarton, gentilhomme de la chambre de la reine d'Angleterre, pour et au nom de la dite dame et suyvant l'accord et traicte faicts entre Sa Majesté, Monsieur le prince de Condé, nous et autres nos associés, toutes et chacunes les espèces

FOTES.

d'or et d'argent cy-dessus escriptes et spécifiées par le meme es susdits cent sept articles, lesquelles espèces nous ont esté comptées et nombrées, dont nous nous tenons pour content, en tesmoing de quoy nous avons signé la presente et à icelles fait mettre le cachet de nos armes.

A Caen, le quinzième jour de mars mil cinq cents soixante-deux.

On a longtemps douté de l'intervention de la Reine *vierge* d'Angleterre, dans les guerres civiles de la France. Ce précieux document, que M. Delpit a publié aussi dans sa *Collection des Documents*, met dans la plus grande évidence cette vérité historique et dévoile les projets et les sacrifices de nos voisins d'Outre-Manche, pour la destruction du catholicisme en France. Si les Français voulaient remonter à l'origine de leurs malheurs politiques, de leurs guerres religieuses et de leur révolution, ils rencontreraient, comme nous, à toutes les époques de leurs embarras historiques, le doigt de l'Angleterre et l'influence anti-française de sa politique et de ses écus.

NOTE XIV, page 00.

EXTRAITS DES REGISTRES SECRETS DU PARLEMENT DE BORDEAUX, CONCERNANT LES
MASSACRES DE LA SAINT-BARTHÉLEMI DANS CETTE VILLE.

Du 29 aoust 1572.

Le sieur baron de Montferrand, gouverneur et maire de Bordeaux, étant venu à la cour cejourd'huy, heure de relevée, a dit avoir reçu des lettres du sieur de Montpezat, qu'on dit être lieutenant pour le roy en Guienne, en l'absence du roy de Navarre, et du sieur maréchal de Savoie;

Sur quoi, les chambres ayant été assemblées, et lesdites lettres lues, ensemble une copie d'autre missive écrite par le roy audit sieur de Montpezat à Paris, le 24 de ce mois, contenant icelle copie advisement de ce qui étoit advenu touchant l'exécution faite en ladite ville en la personne tant du sieur admiral de Chatillon, qu'autres gentilshommes en plusieurs endroits de cette ville, n'y ayant rien en cela de la rupture de l'édit de pacification, lequel ledit seigneur roy vouloit être entretenu autant que jamais.

Sur quoi ledit sieur de Montferrand ayant remontré à la cour qu'il ne pouvait conserver la présente ville et pays sous l'autorité du roy, sans avoir des forces étrangères, a été arrêté, qu'il sera mis en ville 300 hommes de pied, qui seront choisis par ledit sieur, et lesquels seront nourris et entretenus par les habitans de Bordeaux, le tout jusqu'à ce

qu'autrement par ledit sieur de Montpesat venu en soit ordonné, de tout quoi il sera adverti par l'un des huissiers de la cour, pour savoir et entendre plus amplement son vouloir sur ce que dessus.

NOTES.

Du 30 aoust audit an.

La cour étant assemblée, ledit sieur de Montferrand a remontré qu'il avoit jugé pour le présent le nombre de cent cinquante soldats suffisant pour tenir la ville en paix, ce qui fut approuvé par la cour. Ce fait, ledit sieur ayant demandé à la cour qu'il lui plut bailler six de Messieurs, pour délibérer avec lui sur ce qu'il conviendra faire pour le service du roy. Sur quoi la cour ordonna qu'elle en délibéreroit au premier jour, toutefois que s'il advenoit chose qui fut d'importance et méritât prompte délibération, il en pourroit advertir les présidens de la cour, lesquels pourroient appeler tel nombre de conseillers qu'ils adviseroient, pour former un bureau avec ledit sieur de Montferrand.

Du 1^{er} septembre audit an.

La cour, sur la proposition faite par ledit sieur de Montferrand, touchant la nourriture et entretien des susdits soldats, la cour ordonna que chacun des présidens, conseillers, greffiers et notaires de la cour seroit tenu de bailler un écu-sol; et pour le regard des lieutenans, conseillers-magistrats et autres officiers en Guyenne, huissiers, advocats, procureurs, marchands et autres bourgeois, seront exhortés bailler librement telles sommes que leurs facultés pourront permettre, laquelle levée sera faite en présence du procureur général, assisté de M^e Jean de Geneste, audencier, l'un des notaires de la cour, à la charge que le paiement desdits soldats se fera par les jurats, en présence dudit procureur général. Pourra ledit Montferrand faire entrer lesdits soldats en ville, et iceux loger ez maisons qu'il sera advisé par lui et lesdits jurats, et ce toutefois qu'ils feront leurs dépenses en hostelleries et cabarets, à raison de huit sous par jour.

Aussi a été arrêté que ledit de Montferrand sera tenu de mettre par devers le greffier de la cour, par tout le jour, le roole des noms des six capitaines et des cent cinquante soldats, pour obvier aux fraudes qui pourroient s'ensuivre. Pareillement a été arrêté, que la cour trouve bon que les jurats se fassent accompagner de tel nombre d'habitans qu'ils verront être les plus gens de bien, et desquels lesdits jurats demeureront responsables, le tout pour empêcher qu'aucune sédition advienne dans ladite ville.

NOTES.

Du 4 septembre audit an.

Dans l'assemblée des chambres, lecture fut faite de l'ordonnance que le roy avoit faite le 28 aoust dernier, adressante audit de Montferrand, qui l'avoit envoyée à la cour, étant malade dans son lit, par laquelle le roy déclare que la cause de la mort de l'admiral et autres ses adhérents et complices, advenue en la ville de Paris, le 24 d'aoust dernier, n'est pour cause aucune de religion, mais pour obvier à l'exécution d'une malheureuse conspiration faite par ledit admiral, chef auteur d'icelle, et ses adhérents et complices, encontre la personne dudit seigneur roy, la royne-mère et autres princes et seigneurs étant auprès d'eux.

Du 9 octobre audit an.

Le sieur de Montferrand mandé venir en la cour, entre autres choses a dit : Qu'il auroit été adverti qu'aucuns en la cour avoient écrit au sieur admiral de Villars, lieutenant du roy en Guyenne, qu'icelui Montferrand n'avait tué, le jour de l'exécution qui fut faite à Bordeaux, le 3 du présent mois, que dix ou douze hommes, chose, sauf correction de la cour, du tout fausse, attendu qu'il y en avoit eu plus de 250 d'occis ; qu'il en feroit voir le roole à celui qui le désireroit, pour prouver qu'il avoit été bien opéré en cette exécution..... Que dans le nombre des morts sont maîtres Jean de Guilloche et Pierre de Sevin, conseillers, lesquels ont été tués comme étant de la nouvelle opinion.

La cour a en même temps arrêté, que toutes les maisons de ceux de la nouvelle opinion seront visitées par maître Ch. de Malvin et autres conseillers, assistés des jurats, pour savoir quelles gens il y a, et leurs armes prises et mises entre les mains des jurats ou des voisins catholiques.

Ordonne au surplus que tant ceux de la nouvelle opinion, qui ont abjuré depuis le 24 aoust, que tous ceux qui ont porté les armes pour ladite opinion, seront mis, sous bonne et sûre garde, ez couvents des carmes, jacobins et cordeliers de la présente ville, et que les biens de ceux qui ont commandé seront saisis et annotés.

Du 13 dudit.

La cour ordonne que ceux de ses membres qui sont de la nouvelle religion, les magistrats présidiaux et l'avocat Veyssière tiendront prison close en leurs maisons.

Du 16 octobre audit an.

La cour, sur une lettre du roy, délibère que les magistrats fac-

tieux (4) se déporteront de leurs charges, avec faculté de pouvoir les résigner à personnes catholiques et capables; que les particuliers seront élargis en faisant profession de la foi catholique, apostolique et romaine; que les veuves et héritiers de ceux qui ont été occis rentreront dans leurs biens, et néanmoins promettront de vivre dorénavant sous l'obéissance du roy, sans rien attenter à l'encontre. Faisant au surplus inhibitions et défenses à toutes sortes de gens de tuer, ni piller aucun de ceux qui sont de la nouvelle opinion, sous peine de la vie.

Du 23 dudit.

A été arrêté que les conseillers de la cour qui sont ou ont été de la nouvelle opinion, feront serment de fidélité en la chambre, et quant aux avocats, procureurs et huissiers, en l'audience publique de la cour.

Du 8 novembre audit an.

Le sieur baron de Merville (2), sénéchal de Guyenne, venu en la cour, fait apparoir d'une missive qu'il a reçue du roy, pour informer des massacres faits dans le ressort de la cour contre ceux qui s'étoient jactés d'avoir commandement du roy pour ces massacres, et de leur faire le procès et faire exhiber lesdits commandemens. Est permis audit de Merville de faire publier ladite missive.

NOTE XV, page 355.

SUR LA STATUE DU MARÉCHAL D'ORNANO.

Le maréchal mourut à Paris, le 24 janvier 1640, des suites de l'opération de la pierre, à l'âge de 62 ans. Il avait témoigné le désir d'être enterré à Bordeaux; son corps y fut en effet transporté et enterré dans la chapelle des PP. de la Merci. Son mausolée était surmonté d'une statue en marbre blanc, qui représentait le défunt à genoux, les mains jointes,

(1) On appelait ainsi ceux qui étaient protestants, ou, comme on disait alors, de la nouvelle opinion et religion. (Note de BERNADAU).

(2) Ce militaire est le seul des fonctionnaires de Bordeaux qui joua un rôle honorable lors de ces massacres. Il cacha dans le fort du Hâ, dont il était commandant, le premier président Lagebaston, divers conseillers et autres simples particuliers qui craignaient d'être égorgés, et leur procura ensuite les moyens de sortir secrètement de la ville. Au reste, il ne paraît pas qu'il ait été donné aucune suite à la lettre que Merville vint apporter au parlement, par laquelle le roi aurait ordonné de rechercher ceux qui s'étaient vantés d'avoir eu des ordres de la cour pour massacrer les protestants. (Note de BERNADAU).

NOTES.

NOTES.

en costume de guerre, recouvert du manteau de l'ordre du Saint-Esprit. Sur le devant du tombeau se trouvait l'inscription suivante, sur une plaque en marbre noir :

« ADSTA et lemma hoc perlege invicti heroïs. ALPHONSUS ORNANUS est
» gentilitio illustris stemmate quem radiante Martis sidere nascentem
» læta vidit Corsica; adultum jam bello fulminantem excepit Gallia,
» mox victoriis incalescentem miratus est orbis, Remulinorum urbis
» liberatorem, Helveticorum domitorem, Lugdunensis defectiones ave-
» runcum et conciliatorem; Ex in equitum tribunatu decoratus, et pro-
» vinciæ Aquitanie pro-*rex*, in Deum summe pius, in Deiparam mire
» devotus, in regem semper fidus, in omnes constanter æquus, disci-
» plinæ castrensium reverentissimus, summis, mediis et infimis ordinibus
» insolabile sui desiderium reliquit; obiit decimo Kalend. Februarii anno
» salutis 1610. »

Sur le derrière du mausolée, on voyait cette autre inscription :

« Joannes-Baptista Ornanus, regiorum ordinum eques, Corsicanorum
» peditum magister, Neustriæ provinciæ vice regiæ moderator, et Gas-
» tonis Borbonii Ludovici regis fratris unici, præfectus morum, et custos
» adolescentiæ; hoc piæ Alphonsi Ornani meritissimi parentis memoria:
» monumentum amoris et observantiæ æternæ pignus, S. S. D. Tu qui
» sculptos magni vultus cernis viri æviternam gloriam suscipe tanti no-
» minis, et compositos manes, voce bonâ devenerare. »

Cet estimable et religieux administrateur prêta toujours le secours de son influence et même de son autorité au cardinal de Sourdis, pour la fondation de plusieurs maisons religieuses à Bordeaux et de quelques autres édifices catholiques ou protestants, savoir : le couvent des capucins en 1600; le collège des jésuites en 1603; le temple protestant de Bègles en 1605; la porte Dauphine, dont la première pierre fut posée le 15 juin 1605; la fondation de la Chartreuse, dont l'origine appartient de droit à Blaise de Gascq, le 5 décembre 1605; la reconstruction de la porte du Chapeau-Rouge en 1605, de celle des Salinières en 1606, le couvent des ursulines en 1608; l'établissement des PP. Minimes, près du château du Hâ, en 1608, et l'installation des religieuses de Notre-Dame en 1608.

En ravivant ces souvenirs, nous ne faisons que notre devoir; la reconnaissance publique nous impose sa dette; nous voudrions nous en acquitter dignement en transmettant à la postérité le nom, les bienfaits et les pieux sentiments de cet estimable maire de Bordeaux.

NOTE XVI, page 383.

NOTES.

SUR LA TOUR DE CORDOUAN, A L'EMBOUCHURE DE LA GIRONDE.

A l'embouchure de la Gironde, à 11 myriamètres N. O. de Bordeaux, à près de 2 myriamètres de Royan et à près de 6,000 mètres de Soulac, sur la rive opposée, s'élève sur un rocher, au milieu du fleuve, la majestueuse tour de Cordouan, l'un des plus beaux phares de l'Europe. L'origine de cette tour est encore inconnue; mais des traditions locales et les conjectures ne manquent pas. Selon les uns, les troupes du calife de Cordoue, après la mort d'Abdérane et la défaite de son armée, tombèrent entre les mains des Francs, qui les employèrent, comme esclaves, à construire la première tour à l'entrée de la Gironde, et qui, dès lors, conserve leur nom et s'appelle la *Tour des Cordouans*. Zingerling (*Jodocus Sincerus*) dit que cette tour fut appelée Cordouan, du promontoire Curian dont parlent quelques géographes, et qui a été détruit et enlevé par la mer.

Corneille, dans son *Dictionnaire géographique*, l'abbé Expilly, et Baudrand, dans sa *Géographie*, au mot *Cordouana turris*, disent que cette tour a pris le nom de son architecte, *Cordoue*, qu'on appelait ainsi probablement parce qu'il était originaire de *Cordoue*, ville d'Espagne; selon cette opinion, ce serait lui qui aurait construit la première tour près de laquelle Louis de Foix fit bâtir plus tard la tour actuellement existante. L'auteur du *Dictionnaire universel*, cité par Baurein (*Variétés, etc.*, tom. 1), dit que « l'architecte qui l'a fait bâtir se nommait Cordoue. » On assure que c'est Henri II qui donna ordre de construire ce phare, et que cet ordre ne fut exécuté que plus tard, par Louis de Foix, natif de Paris, mais originaire du comté de Foix. Ce célèbre architecte fit jeter les fondements du phare, sur les ruines d'une ancienne tour, sur la fin du XVI^e siècle.

On trouve dans les *Actes de Rymer*, tom. 4, une charte du 8 août 1409, constatant que le prince de Galles fit construire dans le XIV^e siècle, à l'embouchure de la Garonne, une tour en pierre, avec une chapelle, sous l'invocation de Notre-Dame, et qu'un pieux ermite, Geoffroy de Lesparre, s'y était établi, pour y entretenir probablement, pendant la nuit, des feux pour la sûreté de la navigation (1). Ceux qui l'avaient précédé dans

(1) Cum charissimus avunculus noster, Edwardus, bonæ memoriæ, nuper princeps Walliæ infra magnum mare, super introitu de Gerond, quandam turrim et quandam capellam, B. Mariæ una cum aliis domibus et substantiis de petrâ, ut puta Bikenes,

NOTES.

*Variétés
bordelaises,
tome 1.*

cette résidence avaient, depuis de longues années, *ab antiquo tempore*, le droit de percevoir sur chaque navire chargé de vin, deux gros de sterlings, monnaie d'Aquitaine. Mais, pour pourvoir à la subsistance de l'ermité et pour réparer les édifices qui étaient renversés ou gravement endommagés par la mer et les tempêtes, le roi d'Angleterre autorisa la perception de deux autres gros de sterlings sur chaque navire, indépendamment des deux qu'ils avaient toujours perçus.

On trouvera dans Baurein d'autres détails sur ce sujet.

Il est donc certain que les Anglais ont fait faire d'importants travaux à la tour de Cordouan; mais était-ce des réparations ou une reconstruction complète? Les historiens français ou anglais n'en parlent pas. Il est très-probable que ce ne fut que de grandes réparations que le monarque anglais crut devoir y faire pour la sûreté de la navigation, à une époque où l'Angleterre entretenait avec Bordeaux des relations commerciales très-suívies. Saint-Louis y avait fait bâtir une tour, en 1256, par l'architecte Pierre de Monserreau. C'est celle, très-probablement, que le prince anglais fit réparer en 1409. Vers la fin du XVI^e siècle, la tour était considérablement dégradée et avait encore besoin de grandes réparations; par lettres-patentes du roi, on établit un droit de dix sous sur chaque balle de pastel et de laine, pour les réparations de la *Tour de Cordouan*, et plus tard le roi demanda aux Bordelais un subside de huit mille livres pour le même objet. A cette époque, le célèbre Louis de Foix, natif de Paris, jouissait d'une réputation bien méritée; le roi d'Espagne l'avait appelé auprès de lui pour présider à la construction du palais et du monastère de Lescorial, dont le fameux Vignole avait donné le

ac alias res, ad vasa ibidem de civitate nostrâ Burdegaliæ transeuntia, salvo conducendum..... fundari et stabiliri fecisset.

Quæ quidem turris et capella ac aliæ res, per magnas venti et aquæ tempestates adeo ruptæ sunt et prostratæ, quod totus idem locus, prout informamur, in viâ perditionis existit.

Jamque intellexerimus quod Galfridus de Lesparrà, heremita prædicti loci, qui *Nostræ Dame de Cordam* nuncupatur, et prædecessores sui heremitæ ibidem, duos grossos sterlingorum, sive valorem inde, de monetâ nostrâ Aquitanix, de qualibet navi et vase cum vino ad civitatem nostram ducendo carcato ab antiquo tempore habuerint. Qui quidem grossi ad onera dicti heremitæ non sufficiunt ut accepimus.... concessimus.... præfato Galfrido alios duos grossos sterlingorum, sive valorem inde de monetâ nostrâ Aquitanix, percipiendos..... de qualibet navi sive vase vino carcato ultra illos duos grossos per antea concessos, etc., etc.

(Rymer, tom. IV, partie 1, pag. 156, col. 1.)

dessin. En 1570, il redressa le lit et l'embouchure de l'Adour, au moyen d'une magnifique digue qui subsiste encore près de Bayonne. Cet homme méritait la confiance générale : il fut chargé par le roi d'élever une nouvelle Tour, dont les frais seraient répartis sur toute la province. Louis commença, en 1584, la tour actuelle sur le même rocher et à côté de l'ancienne tour; il y employa, dit-on, vingt ans, et se fit ensevelir dans la terrasse.

Si nous en croyons Pomponius-Mela, il y avait à l'embouchure de la Garonne une île d'Antros, dont il ne reste plus que les rochers sur lesquels a été bâtie la première tour, joignant laquelle, d'après Delurbe (année 1584), *Louys de Foix, architecte et ingénieur du roy, jeta les fondemens d'une nouvelle tour qui, selon d'autres écrivains, ne fut achevée qu'en 1644*. On peut juger de l'immense difficulté d'achever cette construction, par le récit que nous en trouvons dans un historien du temps : « Il faut » croire, dit-il, que les apprêts, tels que les batardeaux, les pompes et » autres machines que l'on a employées, ont été de plus grande montre » et de plus grand coust que toute l'œuvre merveilleuse qui s'y voit. » Les batardeaux avaient plus de 400 toises de circuit; les forêts de » Saintonge furent dépeuplées pour cet effet, quoique les arbres eussent » quarante pieds de haut, fortement posés, bien joints et terrassés de » glaise, et que les machines allassent continuellement, on eut beaucoup » de peine à élever les premières assises. »

Vinet croit que ce rocher, sur lequel est bâtie la tour, faisait partie de la terre ferme de Médoc, et n'en a été détachée que par les ravages de la mer; cela nous paraît très-vrai. Quant à l'île d'Antros, il est impossible de savoir où elle était; son existence même est un problème insoluble, si on ne la place pas sur le lieu où se trouve aujourd'hui la tour de Cordouan. Du temps de Pomponius-Mela on croyait l'île d'Antros flottante : *In eo est insula Antros nomine, quam pendere et attolli, acquis incrementibus incolæ existimant.* (Pompon. Mel., *De situ Orbis*, lib. III.)

Vue de la côte de Royan; on prendrait cette tour pour une flèche pyramidale; mais vue de près, c'est un édifice grandiose et monumental, dont l'élévation, depuis le sol du rez-de-chaussée jusqu'au dôme de la lanterne, est de 72 mètres, et le diamètre de 35. Cet édifice est entouré, à sa base, d'un mur d'enceinte, formé de rochers fortement liés entre eux et qui soutient une terrasse circulaire de quatre mètres de largeur, à laquelle on monte par un escalier de vingt-six marches en fer, pratiqué dans l'intérieur du mur. Arrivé sur cette esplanade gracieuse, vous voyez tout autour, adossés au mur de clôture, les logements

NOTES.

des quatre gardiens du phare, les boutiques du serrurier et du charpentier, et diverses usines. Dans les trois étages de ce phare, l'architecture a déployé toute sa magnificence : le rez-de-chaussée est de l'ordre dorique, le second du corinthien, et le troisième du composite; deux figures austères, en pierre, supportent les armes de France, au-dessus de la porte d'entrée; c'est le dieu Mars et la Victoire qui soutiennent l'écu de la patrie de Saint-Louis et de François I^{er}; les bustes de Henri III et de Henri IV décorent des niches latérales. Le premier appartement est spacieux, mais vide; en face de vous est l'escalier qui conduit en haut et un autre par lequel on descend dans une citerne destinée à recevoir les eaux pluviales qui tombent sur toute la tour. Au premier étage se trouve la salle du roi, qui se compose d'un vestibule, d'une vaste chambre et de deux gardes-robes. Au second étage, vous entrez dans la chapelle, où vous n'avez rien de curieux à voir que des armoiries sur les murailles; sur le carrelage, une couronne dessinée, en marbre noir. On y voit les bustes de Louis XIV et de Louis XV, sculptés par Lemoyne, avec des inscriptions latines faites en 1735, qui constatent que le premier de ces rois a fait restaurer ce phare en 1665, et que le second, en 1727, y a fait faire de grandes réparations par M. de Bitry, architecte de la province, et y a fait faire une lanterne plus élevée et plus grandiose que l'ancienne, avec ces inscriptions commémoratives :

Ludovicus XIV christianissimus,
Cordubanam hanc turrin
Quæ nocturnis ignibus
Inter vadosa Garumnæ ostia
Navium cursum reget,
A fundamentis restituit
Anno 1665.

Ludovicus XV
Novis operibus firmavit,
Et pharon ferream,
Altiolem amplioqramque
Pro veteri lapideâ superimponi jussit
Anno 1727.

Au-dessus de la porte d'entrée se voit le buste de l'architecte lui-même, entre les deux pièces de vers suivantes, le tout fait de sa main, d'après la tradition la plus accréditée :

L'antique Babylon, miraculeuse ville (1),
Où est un grand désert d'une grande cité,

(1) Jardin suspendu de Sémiramis.

Sur le ferme élément a esté immobile ;
Cordouan dans les eaux y demeure arrêté.

NOTES.

Le colosse orgueilleux de l'isle Phébéane (1)
Tombe d'un tremblement de terre combattu ,
Et ce phare est fondé sur la plaine océane
Quy tremble incessamment , sans qu'il soit abattu.

Le bastiment en vain long et moins difficile (2)
Des pointes que Memphis hausse en forme de feux ,
Miracle ne peut estre une chose inutile ;
Cordouan est utile et tout miraculeux.

Qu'on cesse d'exalter le mausole en Carie (3),
Ce monument marin est bien plus excellent ;
Cesluy-là contenait une cendre amortie ,
Et cesluy-cy contient un feu vif et bruslant.

Un homme audacieux put jady mettre en cendre
Le temple éphésien ; mais sur cet œuvre esclos (4)
Deux immortels en vain n'ont cessé d'entreprendre
Jupiter par son foudre , Neptune par ses flots.

Jupiter, quy ne put conserver son image
Au temple olympien , ne peut rien en ce lieu (5) ;
Henry fait voir icy combien peut davantage
L'image d'un vray roy, que celui d'un faux dieu.

Soit le palais de Mède (6), ou l'insulaire phare (7)
Quy soient mis en ce rang, que veut-on estimer ?
Bastir dessus la terre, est-ce une chose rare ?
Mais qui a jamais veu bastir dessus la mer ?

L'autre pièce est dans le même style ; sont-elles réellement de Louis de Foix ? On le dit ; mais il est difficile de le croire. Il est vrai qu'on peut être un très-habile architecte et un très-mauvais poète :

Quand j'admire ravy ceste œuvre en mon ouvrage,
Loys de Foix, mon esprit est en estonnement,
Porte dans les penses de ton entendement
Le gentil ingénieux de ce superbe ouvrage.
Là, il discours en luy, et d'un muet langage
Te valoyant subtil en ce point mesmement

(1) Le colosse de Rhodes. — (2) Les pyramides d'Égypte. — (3) Le tombeau de Mausole. — (4) Le temple de Diane à Éphèse. — (5) La statue de Jupiter, faite par Phidias. — (6) Le Palais, c'était le labyrinthe de Crète, bâti par Icare. — (7) Le phare d'Alexandrie, l'une des merveilles du monde.

NOTES.

Que tu brides les flots du malin élément
Et du fougueux Neptune la tempeste et l'orage.
O trois et quatre fois bien heureux ton esprit
De ce qu'au front dressé ce phare il entreprit,
Pour le perpétuer dans l'heureuse mémoire !
Tu t'es acquis par là un honneur infini,
Quy ne finira point que ce phare de gloire,
Le monde finissant, ne le rende fini.

De cette chapelle, on monte à la seconde galerie extérieure, dominée par trois étages en forme pyramidale, ayant chacun quatre fenêtres aux quatre points cardinaux. A l'extérieur, il n'y a pas de sculpture; aucun système d'ornementation ne le décore; à l'intérieur, vous montez par un superbe escalier jusqu'à la lanterne qui couronne le phare. Cette lanterne est spacieuse et peut contenir quatre personnes à l'aise; elle tourne sur elle-même, dans un châssis en fer maillé, au moyen d'un gros poids qu'on monte comme celui d'une horloge. Les vitres du châssis sont très-épaisses; les oiseaux de passage, en temps d'orage, y vont, attirés là par la lumière, comme les papillons, se casser la tête et tombent dans les galeries, où les gardiens les ramassent à pleins paniers.

La lanterne mobile est d'une forme octogone; les verres qui la forment ont chacun un mètre carré et sont taillés de manière à concentrer les rayons, ayant au centre une forte lentille, épais au milieu et tranchants sur les bords. Au milieu de cet appareil se trouve la lampe composée de trois mèches concentriques; elle consomme un kilogramme d'huile par heure, n'ayant d'autre rouage ou combinaison artistique qu'une pompe aspirante et foulante qui fait monter l'huile pour alimenter la flamme. Les huit verres lenticulaires grossissent la lumière d'une manière considérable et la rendent visible, sur les huit points correspondants, à la distance de six myriamètres. Ce phare, vu la nuit de la côte de Royan, présente un spectacle magique; sa cime se dessine sur le ciel et confond sa lumière avec celle des étoiles. C'est le géant de la mer: sa tête altière domine les flots et son œil brille comme un immense diamant dans les ténèbres, pour avertir le hardi marin des dangers qui l'attendent dans ces parages. Sa lumière croît et décroît, grossit ou diminue son volume; d'une minute à l'autre, il y a une modification graduelle en rapport avec le mouvement de l'appareil tournant qui laisse s'écouler plus d'une minute d'une lentille à l'autre. Presque tous les autres phares ont une lumière fixe dont le volume est plus ou moins gros et que l'on confond quelquefois avec des clartés accidentelles de la côte

ou la lumière des étoiles. Ici, il n'en est pas de même; c'est, d'abord, un mince filet lumineux qui prend, peu à peu, les dimensions d'un globe de feu comme le soleil et décroît ensuite graduellement, jusqu'à ce qu'il disparaisse : c'est le combat continu et le triomphe réciproque de la lumière et des ténèbres, au-dessus de l'abîme.

Outre ce feu mobile, on a créé, par un appareil ingénieux, un feu fixe dont la lumière se reflète à près de deux myriamètres de distance; il sert à avertir les marins qui s'approchent assez près pour le voir, qu'ils vont toucher aux écueils, et qu'il est temps de gagner le large ou de redoubler de précautions. Le mécanisme de cet appareil consiste en 442 petits miroirs disposés horizontalement au-dessous de la lumière des trois mèches de la lampe; ils renvoient les rayons lumineux sur cinq autres miroirs plus grands qui se trouvent en haut, au-dessus de la lanterne, et qui reflètent au loin un feu fixe.

En 1727, M. de Bitry, ingénieur, fut chargé de faire les réparations nécessaires à cette tour; mais c'est à M. Teulère, ingénieur de la marine, qu'on doit les derniers travaux; il en avait conçu le plan et le réalisa. L'exécution de ces importants travaux, commencée en avril 1788 et achevée en août 1789, a coûté 163,238 fr. L'éclairage des phares se faisait autrefois avec du charbon de terre; M. Teulère substitua à ce mode défectueux des reverbères à réflecteurs paraboliques; mais en 1827, M. Fresnel, membre de l'Institut, remplaça ces reverbères par des verres lenticulaires qui augmentent considérablement le volume et l'intensité de la lumière; elle était évaluée, du temps de M. Teulère, à trois cents becs d'Argand; elle en vaut maintenant deux mille de plus.

On trouvera d'autres détails sur cette tour, dans les *Variétés Bordelaises*, tome I.

NOTE XVII, page 383.

LES STATUES DÉCOUVERTES PRÈS DE SAINT-SEURIN.

Au-dessous de ces statues dont nous avons parlé page 383, M. le maire fit mettre deux tablettes en marbre; sur l'une d'elles, on voyait cette inscription :

» M. S.

» Statuas Drusi Cæs. Claudij. imper. et Messalinæ, Gothorum injuriæ
» mutilas, e rudibus collis judaici, M. Donzeau, supp. Aquitanix,
» prope sacellum D. Martini, extra muros, cum superis inscriptionibus,
» anno Christi 1594, erectas. Jac. de Matignon, Franc. Maresch., Aquis-

NOTES.

» taniæ prorex, et major civitatis, FF. de Girard, de Haillan Scutifer.
 » M. Thibaut, adv. F. Fouques, P. de Portage Scutifer, J. de Guerin.
 » advoc. J. de Guichener, et Jurati Burdigalenses, præf. urbis, G. de
 » Lurbe, et R. de Pichon, advoc., et Se. Synd. et Scr. civitatis hic in
 » memoriam antiquitatis, et ad perpetuam Burdigalæ gloriam ponendas
 » curârunt CIOXXCIII.

MULTA RENASCENTUR. »

Sur un autre marbre, on lisait cette autre inscription :

« Hoc opus a prioribus juratis prudenter institutum novi istius anni
 » jurati, R. du Burg, quæst. reg. Ger. Testoris Proc. et Math. Salomon,
 » cum reliquis ad vmbilicum duxerunt. Imperante Henrico 4, Franc.
 » et Navar. Rege christianissimo. Calend. decemb. 1594. »

Quelques auteurs pensent qu'il y eut dans cet endroit un temple ro-
 main; mais il paraît plus probable à Delurbe, que ce fut des bains bâtis
 sur les bords de la Devèze. L'édifice était partagé en petites chambres
 ou cellules et entouré d'un portique; c'est ce qui, du moins, résultait de
 l'inspection des lieux. On y découvrit, au commencement de ce siècle,
 un beau pavé mosaïque qui appartenait sans doute à ces thermes.

NOTE XVIII, page 388.

sur le droit de BEGUEYRIE ou de MARCHÉ.

On percevait sur la place de Bordeaux, au XVI^e siècle, un droit de
bequeyrie ou de marché, au profit de la commune. Voici quelques-uns
 de ces droits :

Pour un créac (esturgeon)	4	00
Pour un dauphin	4	6
Pour un saumon	»	3
Pour une maigre.	»	3
Par charge de raies.	»	5
Par charge d'huitres, moules, chancres, coutoyes . .	»	3
Pour le loyer des bains où se vendent les aloses, par jour.	»	3
Par charge de chapons, volaille, pigeons, oiseaux ou gibier.	»	3
Par charge de chevreaux	»	3
Pour un panier de pois, fèves, graines, cerises. . . .	»	3
Pour un panier d'herbes	»	3
Pour un panier d'œufs	4	œuf.
Pour un paquet de balais.	4	balais.

Pour un panier de chandelles de résine, une liasse de la valeur d'un denier, etc., etc.

NOTES.

NOTE 18 bis, page 480.

Le maréchal s'était fait des ennemis parmi les membres du Parlement et s'était complètement aliéné l'affection de Richelieu par sa conduite envers l'archevêque de Bordeaux. Richelieu, qui savait attendre pour mieux frapper, se borna à écrire au maréchal la lettre suivante.

« Monsieur, il est si peu croyable qu'un homme de votre profession » ait voulu offenser une personne de la qualité et de la condition de » M. l'archevêque de Bordeaux, comme on dit que vous avez fait, » que, si je vous avais vu commettre cette faute actuellement, je ne me » la pourrais persuader. Si ce malheur vous est arrivé, il n'y a sorte » de voie par laquelle vous ne deviez tâcher de vous en purger. Vous » ne sauriez trouver aucun qui puisse excuser une telle action, quelque » bonne volonté qu'il ait pour vous; j'en suis plus affligé que je ne le » saurais dire, et pour la personne de M. de Bordeaux que j'affectionne » particulièrement, et pour la vôtre, de qui je suis le très-affectionné » serviteur.

Le Cardinal de RICHELIEU. »

Quelle mansuétude apparente! quelle formidable douceur! Cette lettre, c'est un nuage où l'on n'aperçoit pas la foudre qu'il recèle dans son sein! Un an s'écoula, mais le courroux voilé du cardinal ne s'éteignit pas. La foudre éclata enfin sur la tête du maréchal; il fut jeté, l'année suivante, en prison et y expia, pendant six ans, sa faute d'avoir touché la soutane violette de l'ami du fier ministre.

NOTE XIX, page 574.

REMERCEMENTS DES BORDELAIS AU ROI, AU SUJET DE LA PAIX.

« Sire,

» Les sujets éloignés de leur prince ressemblent à ces peuples que le soleil n'éclaire que par des rayons réfléchis et dont l'éloignement leur fait souffrir des rigueurs excessives; votre trône est trop reculé pour voir la main aussitôt qu'elle nous frappe, pour entendre le cri de notre douleur au moment qu'on nous blesse. Si quelquefois, pendant la durée de ces troubles, l'image de notre misère s'est présentée à vos yeux, on ne vous l'a représentée qu'avec une glace infidèle, qui nous rendait l'objet de votre courroux. Tant qu'il n'y a pas eu d'écho pour rendre fidèlement

NOTES.

notre plainte, nous avons paru coupables, et l'excès de notre misère n'a point excité la compassion, parce qu'on la regardait comme la juste punition de nos crimes ; mais depuis que l'ainé des Parlements s'est rendu sensible à nos maux , que des personnes illustres , après avoir entendu nos soupirs, expressions vives et si naturelles de nos souffrances, vous ont représenté qu'il n'était pas juste que la querelle de notre ennemi passât pour celle de l'État et qu'on nous traitât en rebelles, pour n'être pas ses adorateurs, le voile qui dérobait la vérité aux yeux de Votre Majesté s'est déchiré; votre justice a regardé notre innocence d'un aspect favorable; en nous donnant la paix, nous lui devons la vie une seconde fois..... »

Ici les Bordelais rappellent les principaux traités de la tyrannie de d'Épernon, ainsi que les articles de la déclaration du 23 décembre qu'il avait violés; puis ils ajoutent . « Cette déclaration, Sire, décide en faveur de nos armes, met notre innocence en évidence et prouve les calomnies dont on voulait nous rendre les victimes. Quelle gloire pour un peuple d'être justifié par la voix de son prince ! Que ce prince est aimable d'avoir tendu la main à son peuple affligé ! Que ses actions s'accordent bien avec celles d'un dieu , puisque dans le même temps qu'un Dieu apporte la paix aux hommes, un roi mineur la donne à ses sujets ! Ce n'était pas assez que Bordeaux eût été le théâtre sur lequel les anges ont serré le nœud sacré qui vous a mis au monde, il fallait encore qu'il souffrît, afin qu'après avoir mérité d'être l'objet de notre amour, il devînt, par votre grâce, le temple de la félicité. Heureuse guerre qui nous donne une telle paix ! Heureux malheur qui produit un tel bonheur ! Heureuse division qui enfante des grâces si signalées ! Les troubles que Votre Majesté apaise dans son royaume, les conquêtes qu'elle fait au dehors, les cœurs qu'elle enchaîne en tout lieu, lui méritent, bien mieux qu'au Jupiter de la fable, les titres de très-grand et de très-bon. Notre reconnaissance est trop faible pour des bienfaits si multipliés ; nos voix manquent d'expression pour célébrer un si admirable ouvrage, et l'hommage de nos cœurs, Sire, n'est point un présent digne de vous. N'ayant pas de quoi nous acquitter envers Votre Majesté, il ne nous reste qu'à vous souhaiter dans le ciel une récompense digne de celui qui est en terre l'image de la divinité. »

NOTE XX, page 385.

NOTES.

IDÉE DES RÉCITS SATIRIQUES PUBLIÉS A L'OCCASION DES TROUBLES DE BORDEAUX,
PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XIV.

Le temps des troubles publics et des révolutions est considéré presque toujours par le peuple comme favorable au développement des esprits; c'est de tous le règne de la liberté. La pensée est moins gênée, les idées novatrices mieux accueillies, le progrès encouragé; et, à force de pousser la liberté jusqu'à ses dernières limites, on finit par tomber dans l'anarchie. D'Épernon et Mazarin étaient les héros que les mauvais plaisants et les esprits satiriques, à Bordeaux, célébraient dans leurs écrits. Comme le règne de la liberté est pour l'ordinaire de courte durée, ils se hâtèrent d'en jouir; ils péroraient, politiquaient et écrivaient avec indépendance; ils représentent tantôt d'Épernon écrivant ses dernières volontés; tantôt c'est le syndic du couvent des Augustins, où il voulait se faire enterrer, qui s'oppose à l'exécution des clauses de son testament. Dans un écrit, on prononce son oraison funèbre; dans un autre, on feint d'excuser sa conduite et de réfuter les mille et une charges dont on accablait la pauvre altesse de Cadillac, etc., etc. C'est cette dernière pièce que nous reproduisons ici; elle servira d'échantillon du style satirique d'alors et suffira pour faire connaître la manière dont on traitait le duc; elle est intitulée : *Apologie du duc d'Épernon*. Voici comme on y parle :

« Il n'est rien de si difficile à découvrir que le mensonge, lorsqu'il est » paré des livrées de la vérité; c'est un poison détrempé dans le sucre » et servi dans une coupe dorée. Nous vivons dans un siècle si malheureux, que nous prenons plaisir à nous laisser tromper par les apparences, à prendre les étoiles pour des comètes, les ports pour des écueils, et les graces pour des Sirenes; et tout ainsi que nous voyons » la rosée, cette douce salive des astres, que l'abeille convertit en miel, » servir à la cantharide pour former son venin, ainsi le méchant emploie » toute son industrie à noircir les actions les plus saintes; mais l'homme » de bien fait tous ses efforts pour délivrer l'innocence injustement opprimée : c'est le sujet qui m'a obligé de prendre la plume, pour faire » voir aux esprits bien faits et désintéressés, que toutes les actions de » M. d'Épernon, durant ces derniers troubles de la Guienne, ne sont » pas seulement exempts de reproches, mais dignes de louanges. Je » veux arracher des mains de la calomnie la vertu de ce grand Prince, » d'où je la ferai sortir plus pure que l'or de la fournaise, plus blanche

NOTES.

» que les perles de leur écaille et plus brillante que les pierreries du
» limon et des écumes de la mer.... Entrons en matière. Vous avez,
» dites-vous, pris les armes pour éviter les malheurs qui vous mena-
» çoient, pour garantir tant de familles ruinées par ses gardes, tant de
» filles violées. Les sacrilèges et les meurtres commis à la campagne par
» ses soldats, vous donnoient juste sujet de craindre qu'on ne vous fît
» souffrir les mêmes maux qu'à vos voisins. Mais où sont les plaintes
» qui prouvent ces accusations ? A-t-on jamais vu une armée mieux
» disciplinée que celle de M. d'Épernon ? Ses soldats ont toujours vécu
» avec discrétion ; et lorsque les paysans n'avaient pas d'argent à leur
» donner, ils se sont contentés de leurs bestiaux et de leurs meubles ;
» ils ont nettoyé toutes les maisons par où ils ont passé ; aussi les chefs
» qui commandoient ces troupes seront-ils à jamais en vénération dans
» le pays d'Entre-deux-Mers. C'est sans raison que vous faites retentir
» si haut les sacrilèges commis par ses gardes, les prêtres massacrés,
» les calices pollus, le Saint-Sacrement foulé aux pieds, les Églises pro-
» fanées et converties en étables, remplies d'ordures. Ne suffit-il pas de
» dire, pour sa justification, qu'on n'a pas trouvé de quoi le déclarer
» excommunié ? S'il eût été coupable, eût-on manqué de lancer contre
» lui les censures ecclésiastiques ? Si on ne l'a pas fait, est-ce à vous
» de vous plaindre ? Contentez-vous de juger de la vigne et du pré, sans
» toucher au sanctuaire.

» Vous alléguiez le privilège, que vous prétendez avoir été obtenu du
» feu roi, que les gens de guerre ne logeroient à dix lieues de Bordeaux,
» mais le gouverneur y a-t-il mis son attache ? Feu M. d'Épernon n'a-
» t-il pas logé autrefois des gens de guerre dans Mérignac, Pessac et
» dans les fauxbourgs de Bordeaux ? et vous voulez que le fils dégénère
» et ne suive pas les glorieuses traces de son père ? N'est-il pas juste
» aussi que vous vous ressentiez des incommodités de la guerre ? Vou-
» lez-vous rejeter tout le fardeau sur vos voisins ? Si vous êtes chari-
» table, ayez de la compassion pour vos frères ; si vous êtes bon Fran-
» çais, obéissez à votre gouverneur, et cessez d'abuser de ce privilège
» imaginaire qui choque la charité que vous devez au prochain et la fi-
» délité que vous devez au *prince de Loches*. »

« Le départ inopiné de M. d'Épernon vous a mis la puce à l'oreille.
» Quoi ! faut-il que lorsqu'un gouverneur se veut retirer à la campagne
» pour délasser son esprit, il l'affiche dans les carrefours, et consulte
» les Cent-Trente ? »

« Il faut avouer que vous êtes bien délicats : la moindre chose vous

» offense. Vous vous alarmez de ce que votre gouverneur, qui ne doit
» compte de ses actions qu'à Dieu et au roi, fait faire des provisions et
» des réparations au Château-Trompette, de ce qu'il renforce la garni-
» son, du logement qu'il prit dans le château, du déplacement de tous
» les meubles de Puy-paulin : n'étoit-ce pas le devoir d'un sage gouver-
» neur de munir cette place de tout ce qui lui était nécessaire pour sa
» défense ? et parce qu'il a vu que du Haumont n'avait que quarante
» hommes dans le Château pour le garder, bien qu'il fût payé pour deux
» cents, il a voulu empêcher ses voleries et y a mis deux cents hommes,
» suivant les ordres du roi. Quel ombrage ont pu vous donner des ac-
» tions aussi innocentes ? »

« S'il a désarmé les habitans de Libourne et y a fait bâtir une cita-
» delle, n'avez-vous pas compris que, par ce désarmement, il leur a
» donné un privilège qui n'est octroyé qu'aux principaux officiers du
» royaume, qui est l'exemption d'aller à la garde ? Avant la construction
» de ce réduit, les pauvres habitans de Libourne étoient forcés de passer
» toutes les nuits dans un corps-de-garde, de faire sentinelle sur les
» murs, exposés aux vents, aux pluies et à toutes les injures des mau-
» vais tems; maintenant ils ne ressentent aucune de ces incommodités,
» et reposent à leur aise pendant que la garnison veille et souffre pour
» eux ! Et lorsque Bordeaux poursuivit au Conseil avec tant d'instance
» la démolition de cette citadelle, il demanda en même temps la sup-
» pression du plus beau privilège des habitans de Libourne. »

« S'il a fait enlever de nuit les canons du château du Hâ, dont on a
» fait un si grand bruit, pour les mettre dans le Château-Trompette;
» c'est une prudence digne d'admiration. Sans doute, s'il eût fait cette
» entreprise en plein jour, les bourgeois et le peuple s'y fussent opposés,
» et son courage, qui ne peut souffrir la moindre résistance, eût causé
» de grands désordres dans la ville. Il fut donc sagement conseillé de se
» servir de l'obscurité de la nuit pour faire réussir son dessein. »

« S'il a mis dans Libourne, Bourg, Vaires, Langoiran et les maisons
» de messieurs les conseillers au Parlement et autres officiers, contre
» le privilège qui leur a été accordé, des troupes pour garder ces mai-
» sons et ces places, qu'est-ce qu'il a fait que fortifier les dehors de Bor-
» deaux, pour les rendre plus redoutables à ses ennemis ? »

« Si Haumont, capitaine du Château-Trompette, a été si hardi que
» de faire tirer grand nombre de mousquetades sur les commissaires de
» la Cour qui revenoient des Chartrons : cela a été fait sans son ordre.
» et il a bien témoigné que cette action lui déplaisoit, puisque pendant

NOTES.

» le sieg il n'a pas voulu secourir le Château, quelques semonces que
» lui en fist du Haumont, Marin, la Serre et son honneur. On ne peut
» pas prétendre que c'est faute de cœur qu'il n'a pas secouru le Châ-
» teau-Trompette. Il a donné tant de preuves de générosité dans cette
» guerre, qu'il faudroit être étranger dans son pays pour les ignorer.
» Son courage ne parut-il pas lorsqu'il accompagna Comminges et les
» huissiers à la chaîne; lorsqu'il força les portes ouvertes du Palais, et
» qu'il entra dans la grand'salle et dans la chambre de l'audience ? S'il
» n'a pas paru en personne à l'attaque de La Bastide, ç'a été pour in-
» struire vos généraux, Sauvebœuf, Lusignan, Theobon, qui s'exposent
» si témérairement, de ne jamais se trouver aux coups à son exemple,
» parce que de la perte de généraux dépend la perte de l'armée. »

« Mais il a empêché la descente des bleds du Haut-Pays ; il a voulu
» affamer la ville de Bordeaux ; il a arrêté à Cadillac les bateaux char-
» gés de marchandises qui descendoient de Toulouse. C'est ici, habi-
» tans de Bordeaux, que vous témoignez le plus grand effort de malice
» contre votre prince et votre bienfaiteur. J'avoue que, si M. d'Épernon
» eût eu seulement la pensée d'empêcher la descente des bleds et le
» commerce du Haut-Pays pour affamer Bordeaux, il n'y aurait pas
» assez d'eau à la Garonne pour laver cette offense. Mais aurai-je en-
» trepris sa défense, si je n'étois assuré du contraire ? Ici j'en appelle
» à votre propre conscience ; vous le savez, et un jour il vous repro-
» chera cette vérité devant Dieu ; il n'empêcha cette descente de bled
» que pour le bien et la conservation de la province. Tout le monde
» sait que la peste a été grande à Marseille et dans le Languedoc. Tel
» fut, vous le savez, le seul et véritable sujet qui l'obligea d'empêcher
» la communication des villes du Haut-Pays avec Bordeaux ; et voilà
» cependant le fondement de ces haines irréconciliables. Ce prince vous
» a servi en toute occasion et vous le maltraitez ; il a veillé pour vous
» conserver, et vous ne songez qu'à le détruire ; il a toujours mené une
» vie innocente et sans reproche, et vous ne vous étudiez qu'à composer
» des satires, à supposer des généalogies, à inventer des anagrammes
» pour le faire passer pour le plus méchant de tous les hommes, au lieu
» qu'en bonne justice, il le faudroit canoniser avant sa mort. Quand je
» pense à tant d'ingraturudes, je me souviens de ceux qui venoient re-
» cueillir la manne dans le désert, et au sortir de la ville alloient offenser
» ceux qui la leur avoient donnée.... Après tant de marques de la bien-
» veillance de M. d'Épernon, est-il possible qu'il se trouve des esprits
» si farouches qui veuillent encore s'opposer qu'on ne député vers son

» *Altesse*, pour l'assurer, de la part de tous les habitans, qu'ils sont dé-
» plaisants de l'avoir offensé; qu'il est souhaité de toute la ville, qu'il
» y aura plus de pouvoir que jamais; que sa douceur et ses bonnes qua-
» lités ont tellement gagné vos cœurs, qu'ils ne respirent que l'honneur
» de sa présence. Je vous proteste que, si vous faites un pas, il en fera
» trois, qu'il n'attendra pas votre arrivée à Agen, mais qu'il enverra au
» devant, à deux lieues pour le moins, son brave écuyer avec ses plus
» confidens, pour vous accueillir avec honneur, comme il fit à l'huissier
» du Parlement (qu'il fit emprisonner à Libourne). Offrez-lui de rebâtir
» à vos dépens Puypaulin, de rétablir le Château-Trompette, de le dé-
» dommager de la perte de ses meubles, de lui accorder le pouvoir et
» autorité de faire à sa volonté les magistras de la ville, de casser ceux
» qui ont été faits contre ses ordres et de les envoyer en exil; mettez
» à sa discrétion vos biens, vos vies et votre honneur, et je vous donne
» parole que vous obtiendrez le pardon général de vos fautes. Que si
» vous jugez que tout cela ne soit pas encore capable de l'émouvoir,
» adressez-vous, en toute humilité, à dame *Nanon* (c'étoit une fille d'A-
» gen, que le duc d'Épernon aimoit passionnément); priez cette belle
» de parler en votre faveur. Elle n'a jamais refusé personne. Une seule
» de ses œillades lui fera tomber les armes de la main. Cesera le moyen
» assuré d'acheter ses bonnes grâces, de jouir d'une paix assurée et de
» voir la province comblée de biens et de bénédictions. »

(Extrait de *D. Devienne.*)

NOTES.

—

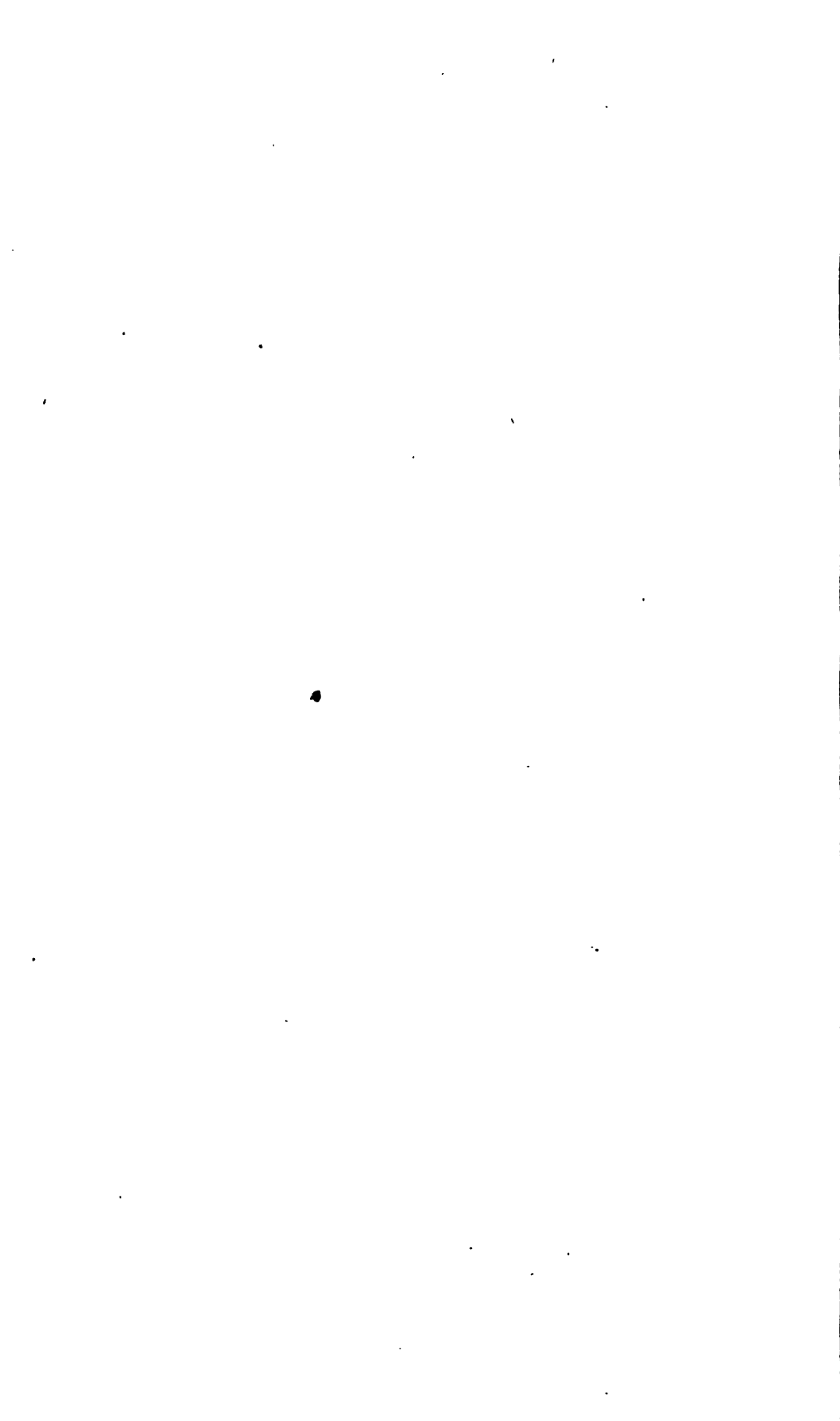


TABLE DES MATIÈRES.

A

ALBRET (d'), sa conduite, page 5.
 ALVIMAR, 572, 577, 587.
 AMBOISE (Édit d'), 222.
 AMOUREUX, ou les courtisans d'Henri IV, 302, 307.
 ANCRE (le maréchal d'), 411.
 ANDRAUT, 467, 524.
 ANDRÉ (Saint-), les privilèges, 71.
 ANDRÉ DE CUBZAC, 604 et suite.
 ANGLADE, 552.
 ANGLAIS, 1, 29; veulent établir des impôts, sans le consentement des trois Etats, 44; conduite hors Guienne, 66, 71; mesures contre la rentrée des Anglais, 72; reviennent à Bordeaux, 84; leurs prétentions, 85; n'ont pas laissé de grands monuments en Guienne, 145.
 ANQU (le duc d'), 307.
 ANNONCIADES (quelques) se font protestantes, 163.
 ARCHEVÊQUE (David de Montferrand) reçoit une lettre du roi, 17 (*Note II*); chargé d'une mission auprès de Vail-
 lac, nommé gouverneur de Bordeaux, 259; ses démêlés avec d'Épernon, 440; il négocie la paix, 527.
 ARCHITECTURE au XV^e siècle, 143.
 ARGILEMONT (d'), gouverneur de Fron-
 sac, 413.
 ARGENSON (d'), 509 et suite, 515, etc.
 ARMAGNAC et BOURGOGNE (parties des), 7.
 ARMAGNAC assiégé dans Lectoure, 79, 83.
 ARNAUD, GUIRAUD. (*Voir GUIRAUD*).
 ARTILLERIE bordelaise au XV^e siècle, 140.
 ASSEMBLÉE générale, 19; à Saint-André, 25, 209; à Saint-Seurin, 27, 529.
 AUGIER, 198, 270.

B

BACALAN, 571.
 BAN et arrière-ban convoqués, 90.
 BARSAC, 250.
 BARTHÉLEMY (la Saint-), 272, etc.; les victimes, 280, *Note XIV*.
 BASOCHÉ, 197, 228.
 BASTIDE (La), 570 et suite.
 BATZ (Lettre de Henri IV à M. de), 324.

BAYONNE, dernière ville qui s'est rendue aux Anglais, 43.
 BAZAS (bataille de), 19, 31; pillé, 215; conduite des protestants, 220, 314.
 BAZEILLE (Sainte-), 320.
 BEAUVAL, 55.
 BEAUJEU (Madame de), régente, 87, 88 et suite.
 BÉGUERIE, 388, *Note XVIII*.
 BELCIER en prison, la conduite de sa femme, 314.
 BENAUGE (La), 48, 59; refuse de se rendre au roi de France, 66.
 BERGERAC se soumet à la France, 30; le Parlement y est transféré, 149; paix de Bergerac, 300.
 BIENS ecclésiastiques aliénés, 294.
 BIRON, 313.
 BLANQUEFORT, 60, 288, 599.
 BLAYE se défend, 4, 32, 34; Louis XI à Blaye, 75, 539, 541.
 BLOIS (États de), 54.
 BOETIE, 103. (*Voir MONTAIGNE*), 320.
 BORÉMIENS, 375.
 BONNET, curé de Sainte-Eulalie, 600.
 BORDEAUX. Une régence à Bordeaux, 2; serment des Bordelais envers le roi d'Angleterre, 6; trêve à Bordeaux, 7, 8; on s'y dispose à recevoir les Français, 25, 40; une députation envoyée à Charles VII, à Montferrand, 60, 64; Bordeaux dépeuplé, 66; son port favorisé, 87; ses armoiries, 149; revenus de Bordeaux, 153; la ville maltraitée par Montmorency, 178; Henri II leur rend leur privilège, 185; Bordeaux alarmé, 248; les Guises à Bourg, 295; une république, 301; une émeute à Bordeaux, 331; Bordeaux embelli au XVI^e siècle, 582; revenu de la ville au XVI^e siècle, *ibid.*; insurrection à Bordeaux, 465; assemblée générale contre d'Épernon, 491, 574 et *Note XIX*, 575, *Note XX*.
 BOTANIQUE (jardin de), 440.
 BOULEVART de Sainte-Croix, 382.
 BOURG. Le siège de Bourg, 5, 17; ses armes prises, 248.
 BOURGEOIS de Bordeaux, 159, 380.
 BOULIAC, 508, etc.
 BOUILLON (le duc de), 345, 581, etc.

BOURDILLON (le maréchal) à Bordeaux , 236.
BRANNES, 594.
BUDOS (siège de), 48.
BUREAU, 55.
BURIE, 206, 206, 207, 214, 216.

C

CABARETS, 389; cause d'une émeute , 465.
CADILLAC attaqué par les Français, 47; assiégé, 59, 559.
CAILHAU (porte de), 145.
CALVINISTES punis, 162; sont un parti anti-national, 212, 269.
CALAIS, 43, 74.
CAMARSAC (château de), 9, 524.
CAMBLANNES, 504, 507.
CANOLLES, 600; sa mort, 625.
CAPITAL DE BUCH, 17; se dit maître des marais de Bordeaux, 27, 35, 37; son influence, 149.
CARBON-BLANC bâti, 148, 564.
CARIGNAN, 486.
CASTETS, 323.
CASTEL-GAILLARD, 590.
CASTELNAU résiste aux Français, 60, 591, 601.
CASTILLON, 31, 53; attaqué, 50; bataille (de), 52, 525.
CATHERINE DE MÉDICIS, 250.
CATHERINE (Sainte-) couvent de, 549.
CHAMBARET commande le Parlement, 502 et suite; il est tué, 524, 547, 554 et suite.
CHAMBRE ardente, 197.
CHAMBRE mi-partie, 294, 508.
CHARLES VI accorde des faveurs à d'Albret, 4.

CHARLES VII va attaquer la Guienne, 29; arrive à Montferrand, 31, 36, 62; il apprend, à Lyon, la révolte des Bordelais, 49; sa réponse aux Bordelais 61, 214.
CHARLES IX, son voyage dans le Midi, 228; sa réception à Bordeaux, 230. *Note XI*; accorde certains privilèges aux calvinistes, 237; ses propos contre le pape, 267; veut massacrer les calvinistes, 268.
CHARLES, duc de Guienne, à Bordeaux, 77, 78; sa mort, 80.
CHARLES-QUINT à Bordeaux, 156 et suite, 192.
CHASSAIGNE (de la), 69, 133, 171, 185.
CHATEAU-TROMPETTE (*Voir* TROMPETTE).
CHAUSSEÉ rouge, 532.
CIERGES devant le Saint-Sacrement, 156.
CLARENCE (duc de), son ordonnance, 11, *Note I*.

CLERGÉ pour d'Épernon, 552, 545.
CLIE (la), 443.
CLOCHE (la grosse), 147; remise en place, 205; fondue, 384.
CLOCHE de Saint-Michel, 384.
COLIGNY : Ses idées sur le catholicisme, 211, 212; reçoit de l'argent d'Élisabeth d'Angleterre pour protestantiser la France, 244, *Note XIII*; reçoit un coup de feu, 267; la religion ne fut pas la cause de sa mort : il fut tué comme conspirateur, 272.
COMMERCE (le) favorisé, 87, 91.
COMMINGES (le comte de), 555, 548.
COMMISSION administrative établie à Bordeaux, 20.
CONCINI, 356.
CONDALE (le château de) démoli, 56.
CONDÉ, 212, 356, 410 et 478; la promesse (de), 580 et suite.
CONFITURES, 589.
CONTI, 485.
CORDOUAN (tour de), 383 *Note XVI*.
CORPORATIONS organisées, 90, 565.
COSPEAU, évêque de Nantes, 454.
COUR des grands jours, 79.
COUTRAS, 287, 307; (bataille de), 527; d'Épernon reçoit l'absolution à Coutras, 416, 460.
COUTUMES, 150, 565.
CRÉON, 504, 520.
CRESPIN : Ce qu'il dit de la Saint-Barthélemi, 277.
CROIX (Sainte-) : Ses privilèges, 71; (l'abbé de), 195; boulevard de, 582, 587.
CROQUANTS, 476, etc.

D

DARC. (*Voir* JEANNE).
D'AFFIS, 606.
DAVID DE MONTFERRAND, archevêque, 17, *Note II*.
DAX soumis au roi, 89.
D'ESCARS : Sa conduite au Parlement, 225.
DOIGNON, 564, 566; fait ravager Montferrand, Macau et les rives de la Garonne, 576.
DORDOGNE : Bons soldats sur les bords de la Dordogne.
DORVAL, 19.
DUBERNET, 355.
DUCASSE, de Bazas, 298, 299, 313, 311.
DUELS au XV^e siècle, 135.
DUNOIS, 32; marche sur Bordeaux, 55, 56, 59; conspire avec d'Orléans, 88; son second traité avec les Bordelais, 42, 65.
DU PLESSIS, 577.
DUNFORT dépeint la misère du pays, 8.

DURAS, 65, 70 ; sa conduite, 215.
Du Sault (les deux frères) décapités,
181, 467, 583.

E

ÉCOLES de droit et de médecine, 15.
ÉDOUARD : Ses prétentions, 83.
ÉLÉONORE, sœur de Charles-Quint, à
Bordeaux, 154.
ÉLISABETH de France, à Bordeaux, 193.
ÉLISABETH d'Angleterre, 212, 268,
Note XIII.
ÉMILION (Saint-), 31, 56; (Louis XI à),
74; (le Parlement à), 140; (la réfor-
me à), 161.
EMPRUNT (nouveau), 192.
ENFANTS trouvés, 373.
ÉPERNON (d'), 348, 353, 416, 433; ses
démêlés avec le cardinal de Sourdis,
433; avec Henri de Sourdis, 440;
exilé, 453; réintégré, 464, 468; ex-
pose sa vie, 471, 473; sa mort, 483;
son fils, 487; sa lettre au Parlement,
496; s'empare du moulin de Ciron,
497; sa conduite à Langoiran, Lestiac
et Cadaujac, 514; à Bordeaux, 528;
va au Parlement, 534; sort de la ville,
535 et suite; sa vengeance, 540;
marche sur Bordeaux, 546 et suite.
ÉPINAY (André d'), archevêque, 91.
ESPANDEZ de Lussan, 341 et suite.
ÉTATS (les trois) assemblés, 8, 11; à
Dax, 12; se réunissent à Bordeaux,
15; à Blois, 298.
EULALIE (Sainte-) l'émeute de, 463; le
curé de, 524.
EYMET (la bataille d'), 77.

F

FABRE (l'abbé) de Saint-Jean-d'Angély
n'a pas empoisonné Charles, duc de
Guienne; sa mort, 80.
FAVAS, 298, 299: attaque Langon, 303,
357.
FEMMES publiques au XVI^e siècle, 390.
FERRE (Saint-), 337.
FERRIÈRE (La), 263.
FIGUEIRA (bataille navale de), 481.
FLEIX (Conférence de).
FLOTTE bordelaise, 365.
FOIRES de Bordeaux, 240.
FORCE (le marquis de la), 416.
FOURCHU (le pied), 388.
FOY (Sainte-) siège de, 30.
FRANÇAIS (les) corrompent le peuple, 22;
marchent sur Bordeaux en 1451, 332.
FRANÇOIS 1^{er}, 151; à Bordeaux, 152;
son serment, 153, *Note IX*.
FRONDE, 487; petite Fronde, 600.
FRONSAC soumis au roi, 39, 80.

FUMEL (le baron de), 339.

G

GABELLE, 165, 466.
GAHETS : Leur histoire, 366.
GAYAC (Prieuré de), 313.
GASTON DE FOIX : Son mariage à Bor-
deaux, 73; sénéchal, 89 et 90.
GEORGES (Saint-), 600.
GENSAC, 322, 382.
GIRONDE : Les huguenots pendus, 219.
GOURGUES : Ses exploits, 231; le gé-
néral de Gourgues à Bordeaux, 297; le
président de Gourgues, 433, 436.
GUIENNE (duché de) donné à Charles,
77; partagé en deux gouvernements,
201; intrigue pour rendre la Guienne
aux Anglais, 177.
GUILLLOTIN, 170.
GUIRAUD (enclos d'Arnaud), 376, 391.
GUISE, chef de la ligue, 294.

H

HA (château du), 67.
HARLOTS (roi des), 158.
HAUT-CASTEL, 407 et suite.
HAUMONT, 549.
HENRY V renonce à la couronne de
France.
Henry VI accorde des faveurs aux Bor-
delais, 2; est sacré à Notre-Dame, à
Paris, 22.
Henry VIII d'Angleterre renonce au ti-
tre de roi de France, à certaines con-
ditions, 151.
Henri III, 307, 312; sa lettre à Henri
de Navarre, 320; sa conduite, 320.
Henri IV à Bordeaux, 193; à Montfer-
rand, 295; sa lettre, 296, 300; ses
séjours de plaisirs, 303; apprend les
fautes de sa femme, 307; à Gultres, à
Sainte-Foy, à Castillon, 322; son ab-
juration, 340, 344; ses paroles sur
les reliques, 334; sa réponse aux ju-
rats de Bordeaux, 344.
HUTTINGTON arrive à Bordeaux, 25.
HUGUENOTS : Se liguent avec les princes
protestants d'Allemagne, 214, d'An-
gleterre, 212; (opinion de Capefigue
sur les), 212; leurs couleuvres, 213;
on leur accorde la paix, 261; ce que
signifie le mot huguenot, 291.
HUME : Son opinion sur la conduite des
réformés en France, 212, 260.
HIVERS rigoureux, 83, 364.

I

IMAGES des saints brisées à Saint-Seurin,
194.

IMPÔTS. (Voir TAXES.)
IZON, 521.

J

JACOBINS (église des) renversée, 549.
JEANNE DARC, 21, 22.
JEAN (Saint-) d'Angély, 80.
JEANNE d'Albret, 266.
JEUX de hasard défendus, 375.
JURATS accusés de connivence avec les protestants, 203; insulte faite à un jurat cruellement punie, 235; reçoivent des lettres de noblesse, 290; envoient un de leurs collègues à Paris, 530; refusent de convoquer l'assemblée générale, 531.
JURIEU regarde les Turcs comme les auxiliaires providentiels des protestants, par la destruction du catholicisme, 213.

L

LA BRÈDE, 512.
LADISLAS, roi de Hongrie, épouse une Bordelaise, 149.
LALANDE pardonné, 74.
LANDES, 77.
LANGE : Son Mémoire contre les protestants, 203.
LANGON, 60, 89, 161, 250, 237, 298, 304, 559, 564.
LANGOIRAN, 289, 299, 516.
LANSAC, maire, mécontent, 243.
LARGEBASTON, accusé de connivence avec les huguenots, 224, 239, 263, 265.
LA REOLE (siège de), 24, 89, 219, 299.
LA ROCHEFOUCAULD, 580.
LA TRAU, 65, 72.
LAVALLETTE, 473, 476, 479, 483, 590, 596.
LAVIE, 588.
LENET, 580 et suite.
LESPARRE, 43, 60, 63 et suite.
LESTONAC décapité, 181.
LIBOURNE, 56, 58, 74, 489, 498 et suite.
LONGUEVILLE, 356, 485.
LORETTE, 332.
LORMONT, 47, 58, 62, 63, 566, 567, 582.
L'HOSPITAL : Son discours, 235, 239, *Note XII*.
LOUIS XI, 76, 80, 82.
LOUIS XIII à Bordeaux, 357, 360, 412, 415, 615.
LOYSEL, 510.
LUDON (le curé de), 405.
LUR-SALUCES, 205; reçoit une lettre du roi, 283, 521.
LUSIGNAN, 49, 525, 546.

M

MACAIRE (Saint-), 26, 89, 238, 305, 562.
MADRID (traité de), 152.
MAJESTÉ : Quand ce mot a été employé, 79.
MARAIS, 27; desséchés, 384.
MARCHÉ-NEUF : Un cimetière, 382.
MARGAUX, 591.
MARGUERITE, sœur de François I^{er}, 154, 161, 248, 303, 307.
MARTINOZZI, nièce de Mazarin, 577.
MATIGNON, 308 et suite, 312 et suite; sa mort, 346.
MAS-DE-VERDON, 316, 318.
MAYENNE, 323, 326.
MAZARIN, 484 et suite, 611.
MÉDOC, 585, 592, 601.
MÉDICIS, 336.
MEILLERAYE, 601.
MERVILLE, accusé de favoriser les huguenots, 246, 284.
MESLOU, 318.
MESSALINE (statue de), 383 et *Note X VII*.
MICHEL (Saint-), 584, 466.
MONNAIES au XV^e siècle, 141, *Note VIII*; au XVI^e siècle, 389.
MONEINS, 171.
MONSIEUR, 215, 220, 325.
MONSIEUR (la dame de Thouars), 80.
MONTAIGNE, 163; son opinion sur la conduite de Moneins, 173, 310, 311, 315, 318, 317.
MONTAUBAN (la république de), 214.
MONTFERRAND (le baron de) travaille pour les Anglais, 3, 31 et suite, 45, 47; Charles VII à Montferrand, 58; Montferrand banni, 70; Montferrand, seigneur de Lesparre, pendu, 72; Gaston de Montferrand, 74, 83; sa conduite à la Saint-Barthélemy, 270 à 288; le vieux château de Montferrand, 384.
MONTLUC, 206; sa conduite, 216, 221, 226; mécontent des jurats, 244; son discours au Parlement, 244, 237; son caractère, 258; sa lettre au roi, 260.
MONTMORENCY, 178, *Note X*.
MONTPELAT, 269, 273.
MONTUZETS, 74, 136, *Note V*.
MOULIN-DARNAC, 409.
MOULIN au XVI^e siècle, 382.

N

NANON DE LARTIGUES, maîtresse de d'Épernon, 579, 614.
NANTES (édit de), 345 et 347.
NEUILLY, 179.
NOAILLES, 204.
NOBLESSE convoquée, 90, *Note VII*.
NORMANDIE conquise, 30.

O

OBSÈQUES, 138.
ODET D'AYDIE conspire, 88.
ORLÉANS (le duc d') conspire, 87.
ORNANO (le maréchal d'), 348; sa mort, 354; 404, *Note XV*.
ORNON (le château d') détruit, 4.
OZORIO, 602 et suite.

P

PARDAILLAN à Blaye, 262.
PARISIS (édit), 333.
PARLEMENT établi à Bordeaux, 73, *Note VI*; à Libourne, 83; histoire du Parlement, 94; les charges vénales, 158; interdit, 184; sa sévérité contre les protestants, 189 et suite; sa profession de foi, 209; refuse d'enregistrer les lettres-patentes pour la liberté des cultes, 239; lettre du roi au Parlement, 509; nouvel impôt pour le siège de Libourne, 518; les députés du Parlement ne sont pas reçus par le roi, 535; arrêté contre d'Épernon, 541; demande que d'Épernon soit remplacé, 550, 553; les membres du Parlement font une communion pour demander au ciel la paix, 568; reçoit la princesse de Condé, 586; il se fait frondeur et rebelle, 609; se prononce encore contre d'Épernon, 622.
PÈLERINAGES au XV^e siècle, 136.
PESTE à Bordeaux, 12, 83, 93, 331, 376, 438.
PEY-BERLAND, 25, 36, 42.
PICNON à Lormont, 414, 616.
PODENSAC, 250, 539.
POLDERS du Médoc, 385.
POMMIERS, 70.
PONTAC, 126.
PORTETS, 544.
PRASLIN, 531, 569, 573, 577.
PRÉSENTS, 139.
PROCESSIONS au XV^e siècle, 136, 289.
PROCUREURS au Parlement (le nombre des), 195.
PROTESTANTS (les) menacent les Chartreux et la ville, 289; font à La Rochelle une Constitution républicaine pour la France, 416.
PROVINCES rédimées, 187.
PUTY-PAULIN (le curé de), 403.

R

RAUZAN, 65, 70.
RECLUSES, 137.
RÉFORME naissante, 150, 188; les sectaires punis, 190.
RÉGENCE à Bordeaux, 2.

REMI (le cimetière de Saint-), 202.
RENÉ (le roi) à Bordeaux, 73.
RÉOLE (La), siège de, 24; secourue, 219.
REVENUS de la ville au XV^e siècle, 238.
RICHELIEU, 434; à Bordeaux et à Cadillac, 457, 576, 480 et *Note XVIII*, 483, etc., etc.
RICHON-LAROUDIÈRE, 593; sa mort, après avoir été trahi, 620 et suite.
RIONS, 48, 59, 66, 341. 23-159. 42. -42. -157.
ROCHELLE (La), 433.
ROHAN, 339.
ROQUELAURE, 355, 363.
ROQUETAILLADÉ, 24.
ROUTIERS, 21.

S

SAUVEBOEUR, 547, 552, 556, 565, 588.
SANSAC (Prévôt de), archevêque, 209.
SCALIGER, 162.
SEL : Impôt sur le sel, 192.
SÉNÉCHAUX de Guienne, 10, 16, 24, 42, 90.
SERVIEN à Bordeaux, 435.
SEURIN (Saint-) : Assemblée générale à Saint-Seurin, 27; ses privilèges, 71; on veut démolir cette église, 193; le faubourg attaqué, 570.
SAINT-SIMÉON (le curé de) vis-à-vis du Parlement, 403.
SORCELLERIE au XV^e siècle, 135.
SOURDIS (le cardinal de), 548, 551, 593; ses démêlés avec le Parlement, 394 et suite.
SOURDIS (Henri de), 440 et suite, 481.
SAINT-CROIX (boulevard de), 382.
STATUES découvertes près de Saint-Martin, quartier de Saint-Seurin, 383.
SULLY, 299, 320.
SYNDICAT catholique, 203, 205.

T

TALBOT, 46; sa conduite à Castillon, 51; est tué, 54; son corps reconnu, 55.
TALLEMAGNE, couronnai des Gascons, 167.
TALMONT, 322.
TALON (Omer), ce qu'il dit de l'état malheureux de la France, 488.
TARGON, 219.
TARTAS (le siège de), 23.
TAXES, 86, 143; au XVI^e siècle, 387; nouvelle taxe, 530.
TIERS-ÉTAT, 95.
TILLADET, gouverneur de Bordeaux, garde les clés de la ville, 241; est accusé de favoriser les protestants, 245.
TOURNE (Le), 544, 546.
TOURNY : Sa lettre au sujet des femmes publiques, 390.

TOURNOIS, 349.

TRAITÉ entre Charles VII et les Bordelais, 36; traité des dames, 134.

TRAITE-FORAIN, 310.

TREMBLEMENT de terre, 138.

TRÈVE à Bordeaux, 7, 8, 14.

TRISTAN DE MONEINS, 169.

TROMPETTE (Château-), 67, 89; occupé par les insurgés, 177; assiégé, 530.

TRUANDS, 375.

TURENNE, 325.

U

UZESTE. (Voir VILLANDRAUT.)

V

VAILLAC, 306, 311.

VATTEVILLE, 577, 590, 592, 602.

VAUBAN, 68.

VAYRES (le château de) confisqué, 5; attaqué, 499; capitule, 501.

VERGT (combat de) en Périgord, 221.

VERTEUIL, 157, 611.

VIGNES arrachées autour de Bordeaux, 305; sa prise, 620 et suite.

VILLANDRAUT se rend aux Français, 60; pillé ainsi qu'Uzeste, 287, 299.

VILLARS, 296.

VINET : Ce qu'il dit de Bordeaux après les cruautés de Montmorency, 183.

VINS (les) du Haut-Pays ne descendaient pas à Bordeaux avant Noël, 150.



25
TW

